Digitized by the Internet Archive in 2023 with funding from University of Toronto







HOUSE OF COMMONS

Issue No. 19

Tuesday, March 6, 1990

Chairman: Jean-Pierre Blackburn

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule nº 19

Le mardi 6 mars 1990

Président: Jean-Pierre Blackburn

Minutes of Proceedings and Evidence of the Standing Committee on

Procès-verbaux et témoignages du Comité permanent du

Labour, Employment and Immigration

Travail, de l'Emploi et de l'Immigration

RESPECTING:

Pursuant to Standing Order 108(2), an investigation into demography and immigration levels

CONCERNANT:

Conformément à l'article 108(2) du Règlement, une enquête sur la démographie et les niveaux d'immigration

WITNESS:

(See back cover)

TÉMOIN:

(Voir à l'endos)



Second Session of the Thirty-fourth Parliament, 1989-90

Deuxième session de la trente-quatrième législature, 1989-1990

STANDING COMMITTEE ON LABOUR, EMPLOYMENT AND IMMIGRATION

Chairman: Jean-Pierre Blackburn Vice-Chairman: Dave Worthy

Members

Edna Anderson Warren Allmand Harry Chadwick Doug Fee Dan Heap Al Johnson Allan Koury Sergio Marchi Gilbert Parent George Proud Cid Samson Jacques Vien—(14)

(Quorum 8)

Elizabeth Kingston
Clerk of the Committee

COMITÉ PERMANENT DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE L'IMMIGRATION

Président: Jean-Pierre Blackburn Vice-président: Dave Worthy

Membres

Edna Anderson Warren Allmand Harry Chadwick Doug Fee Dan Heap Al Johnson Allan Koury Sergio Marchi Gilbert Parent George Proud Cid Samson Jacques Vien—(14)

(Quorum 8)

Le greffier du Comité Elizabeth Kingston

Published under authority of the Speaker of the House of Commons by the Queen's Printer for Canada

Publié en conformité de l'autorité du Président de la Chambre des communes par l'Imprimeur de la Reine pour le Canada

MINUTES OF PROCEEDINGS

TUESDAY, MARCH 6, 1990 (25)

[Text]

The Standing Committee on Labour, Employment and Immigration met at 11:07 o'clock a.m. this day, in Room 269 West Block, the Chairman, Jean-Pierre Blackburn, presiding.

Members of the Committee present: Warren Allmand, Edna Anderson, Jean-Pierre Blackburn, Harry Chadwick, Doug Fee, Al Johnson, Allan Koury and Dave Worthy.

Acting Members present: Ray Funk for Dan Heap, Joseph Volpe for Gilbert Parent.

In attendance: From the Library of Parliament: Kevin Kerr, and Maureen Baker, Research Officers.

Witness: From the University of Toronto: Dr. Jeffrey Reitz, Professor of Sociology, Centre for Industrial Relations.

Pursuant to Standing Order 108(2), the Committee resumed consideration of its investigation into demography and immigration levels.

On motion of Warren Allmand, it was agreed—That, in light of the judgement of the Federal Court on the refugee legislation, that the Committee request that the Minister of Employment and Immigration and her officials appear before the Committee at the earliest opportunity and that this be the first item on the agenda of the Committee's Steering Committee on Wednesday, March 7.

Dr. Jeffrey Reitz made a statement and answered questions.

At 12:53 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

Elizabeth Kingston

Clerk of the Committee

PROCÈS-VERBAL

LE MARDI 6 MARS 1990 (25)

[Traduction]

Le Comité permanent du travail, de l'emploi et de l'immigration se réunit aujourd'hui à 11 h 07, dans la pièce 269 de l'édifice de l'Ouest, sous la présidence de Jean-Pierre Blackburn (président).

Membres du Comité présents: Warren Allmand, Edna Anderson, Jean-Pierre Blackburn, Harry Chadwick, Doug Fee, Al Johnson, Allan Koury et Dave Worthy.

Membres suppléants présents: Ray Funk remplace Dan Heap; Joseph Volpe remplace Gilbert Parent.

Aussi présents: De la Bibliothèque du Parlement: Maureen Baker et Kevin Kerr, attachés de recherche.

Témoin: De l'Université de Toronto: Jeffrey Reitz, professeur de sociologie, Centre des relations industrielles.

En conformité du paragraphe 108(2) du Règlement, le Comité poursuit son enquête sur la démographie et les niveaux d'immigration.

Sur motion de Warren Allmand, il est convenu,—Qu'à la suite de la décision de la Cour fédérale concernant la législation sur les réfugiés, le Comité invite à témoigner au plus tôt le ministre de l'Emploi et de l'Immigration et ses collaborateurs, et que cette question figure en tête de l'ordre du jour du comité directeur, le mercredi 7 mars.

Jeffrey Reitz fait un exposé et répond aux questions.

A 12 h 53, le Comité s'ajourne jusqu'à nouvelle convocation du président.

La greffière du Comité Elizabeth Kingston

EVIDENCE

[Recorded by Electronic Apparatus]
[Texte]
Tuesday, March 6, 1990

• 1109

Le président: À l'ordre!

Le Comité permanent du travail, de l'emploi et de l'immigration poursuit ses travaux. Nous avons comme invité M. Jeffrey Reitz, professeur à l'Université de Toronto. Il nous fera part de ses observations sur la démographie et les niveaux d'immigration, particulièrement dans le contexte des études qu'il a faites récemment sur les relations interraciales et les difficultés au niveau ethnique.

Mr. Allmand (Notre-Dame-de-Grâce): Mr. Chairman, yesterday the federal court struck down the government's legislation on the refugee backlog, and now there is no legislation in place to deal with it. As a matter of fact, it has been suggested that even some of the refugees, the small percentage sent back to their countries as a result of that legislation, will have the right to come back and ask for another hearing.

• 1110

This committee made a report in December—a good report—that recommended some changes in dealing with the backlog. Since we are now seized of the estimates—the estimates of the department have been referred to the committee—I think it is urgent that we request the appearance of the minister and the officials, to discuss what they have in mind for dealing with this backlog of over 100,000 refugees in light of the federal court decision.

I know we have a steering committee meeting tomorrow, but I move that this item be placed as the first item on the agenda for the steering committee tomorrow—I do not want to leave it to chance that this is dealt with—and that we make it a high priority in calling the minister and her officials to the committee to discuss with us what will happen with respect to this large backlog of over 100,000 claimants.

Since we have a witness before us I would be quite willing to let the motion stand until the end of the meeting and discuss it then rather than interfere with the witness. Maybe we can deal with it quickly; maybe everyone is agreed that this is something that should be dealt with. If you agree I will not push for a discussion now; I will wait until we finish questioning the witness.

M. Allan Koury (député de Hochelaga—Maisonneuve): Monsieur le président, je crois qu'il serait préférable de discuter de ce point plus tard. C'est un point intéressant et important.

TÉMOIGNAGES

[Enregistrement électronique]
[Traduction]
Le mardi 6 mars 1990

The Chairman: Order, please!

The Standing Committee on Labour, Employment and Immigration is resuming its work. Our witness today is Mr. Jeffrey Reitz, a professor from the University of Toronto. He will share with us his observations on demography and immigration levels especially in the context of the work he has done recently on inter-racial relations and problems at the ethnic level.

M. Allmand (Notre-Dame-de-Grâce): Monsieur le président, hier, la Cour fédérale a aboli la loi du gouvernement sur les retards au niveau des réfugiés et il n'existe donc plus aucune loi en place qui nous permette de régler ce problème. A vrai dire, on a même cru comprendre que certains de ces réfugiés, ce petit pourcentage que l'on a renvoyé dans leur pays d'origine à cause de cette loi, auront le droit de revenir et demander de se faire entendre de nouveau.

Notre Comité a rédigé ce rapport en décembre, un bon rapport, où l'on recommandait certaines modifications pour rattraper les retards. Puisque nous sommes saisis du budget des dépenses, c'est-à-dire que le budget des dépenses du ministère vient d'être renvoyé à notre Comité, je crois urgent que nous fassions comparaître la ministre et ses fonctionnaires pour savoir ce qu'ils ont à nous proposer pour éliminer ce retard de quelque 100,000 réfugiés à la lumière de cette décision de la Cour fédérale.

Je sais qu'on a prévu une réunion du Comité de direction pour demain, mais je propose d'y aborder cette question en premier, afin de ne pas l'oublier et de convoquer la ministre et ses fonctionnaires pour discuter de ce qui se passera à l'égard de ce retard que nous connaissons dans le cas de ces plus de 100,000 réfugiés.

Puisque nous avons déjà un témoin devant nous, je veux bien que nous attendions la fin de la réunion pour parler de ma motion plutôt que de retarder l'audition du témoin. Peut-être pourrait-on en traiter rapidement; nous sommes peut-être tous d'accord pour dire que c'est une question à étudier. Si vous êtes d'accord, je n'insiste pas pour que nous en discutions immédiatement; j'attendrai que nous en ayons fini avec notre témoin.

Mr. Allan Koury (Hochelaga—Maisonneuve): Mr. Chairman, I think it would be preferable to debate that point later. It's an interesting and important one.

Le président: Monsieur Allmand, votre rappel au Règlement est à propos dans les circonstances, compte tenu de l'important jugement qui a été rendu hier par le juge Jerome. J'ai moi-même communiqué ce matin avec les représentants du ministère afin de m'enquérir de l'évolution du dossier et de savoir ce qu'il en était.

On n'a pas encore la transcription du jugement. On doit s'attendre à ce que le ministère prenne une décision quant à cette situation dès qu'il sera en possession de ce document. Cependant, je pense qu'il serait approprié d'examiner cela demain, dans le contexte de notre rapport et de nos nombreuses recommandations sur l'arriéré de réfugiés, du jugement du juge Jerome et de la situation du ministère. Il serait très approprié qu'on parle demain de stratégies d'action possibles étant donné ce qui s'est passé hier.

Il semble que cela concerne ce qu'on appelle l'entrevue initiale et les critères humanitaires et de compassion. Le juge semble dire que ces critères sont trop restrictifs. Demain, on va essayer d'aller un peu plus loin sur cette question-là. Est-ce que cela vous va?

Mr. Allmand: I may have more to say at the end of the meeting, but I am pleased with your response.

Le président: Merci, monsieur Allmand. Est-ce que tous les membres du Comité directeur seront disponibles pour la rencontre de demain après-midi?

Mr. Allmand: I do not know about Mr. Marchi.

Le président: On n'a pas encore de réponse pour M. Marchi et M. Worthy, mais cela semble possible pour les autres. Ce sera une rencontre importante du Comité directeur. Comme les prévisions budgétaires sont maintenant publiées, nous allons devoir décider quand nous les analyserons. Ensuite, nous ferons le point sur toute la question de la démographie et des niveaux d'immigration. On devrait avoir demain des documents qui nous donneront un compte rendu de ce que nos témoins nous ont dit jusqu'à maintenant et du travail que nous avons fait. Il sera aussi question de la direction que nous prendrons au cours des prochaines semaines et du jugement du juge Jerome d'hier sur l'arriéré de réfugiés. Il y aura possiblement aussi la question de la Loi C-55. Estce qu'il y a déjà un arriéré dans ce cas-là? Il y aura donc beaucoup de décisions à prendre demain. C'est une rencontre importante.

• 1115

Également, je demanderai probablement à l'un d'entre nous d'assister à une rencontre sur l'impact de l'effet de serre au plan environnemental. C'est M. Brightwell qui a demandé une rencontre sur cette question-là. Comme on ne peut être aux deux endroits en même temps, l'un de nous devra y aller pour nous préciser la situation à la suite de cette rencontre sur les questions environnementales.

Monsieur Reitz, nous allons maintenant vous entendre.

[Traduction]

The Chairman: Mr. Allmand, your point of order is receivable under the circumstances in view of the important judgment that was rendered yesterday by Justice Jerome. I personally communicated this morning with the department's representatives to inquire about this matter and find out what was going on.

We do not yet have the transcript of the judgment. We have to wait until the department has made a decision and they won't be doing that before they have been able to consult that document. However, I think it would be appropriate to look at this tomorrow in the context of our report and our numerous recommendations concerning the refugee backlog and have a look at Justice Jerome's judgment and the department's position. It would be quite appropriate tomorrow to address possible courses of action in view of what happened yesterday.

It seems to me it has to do with what we call the initial interview and the humanitarian and compassionate grounds. The judge seemed to say that the criteria are too restrictive. We'll try to delve a little further into that tomorrow. Is that all right?

M. Allmand: Je voudrai peut-être ajouter quelques mots à la fin de la séance, mais votre réponse me convient.

The Chairman: Thank you, Mr. Allmand. Are all the members of the Steering Committee available to meet tomorrow afternoon?

M. Allmand: Pour ce qui est de M. Marchi, je ne sais pas.

The Chairman: We do not yet have an answer for Mr. Marchi and Mr. Worthy, but it does seem to be possible for the others. This Steering Committee meeting will be important. As the estimates have now been published, we will have to decide when we are going to look at them. Then, we will take stock of the whole situation concerning the question of demography and immigration levels. Tomorrow, we should have the documents giving us an account of what our witnesses have said to date and updating us on the work we have already accomplished. There is also the matter of the direction we will be taking during the coming weeks as well as yesterday's decision by Justice Jerome concerning the refugee backlog. There might also possibly be the question of Bill C-55. Is there already a backlog in that case? So a lot of decisions will have to be made tomorrow. It's an important meeting.

I will also probably be asking one of us to go to a meeting on the impact of the greenhouse effect on the environment. Mr. Brightwell asked for a meeting on that. As we can't be in two places at once, one of us will have to go and report back to the rest of us what the specific situation is.

Mr. Reitz, we will now give you the floor.

Dr. Jeffrey Reitz (Professor of Sociology, Centre for Industrial Relations, University of Toronto): I appreciate very much the invitation to appear before the committee. I was asked to describe research I have done that might be of interest to you. After considering the studies I have done relating to immigration and ethnic relations in Canada, I decided to describe very briefly a study comparing immigration and race relations in Canada and Britain.

The results are reported in two publications, which I can leave with the committee, appearing in 1988. One is a study of the impact of immigration in Canada and Britain; the other is a study of the comparative basis for anti-discrimination policies in Canada, as opposed to Britain, and an assessment of the likely impact of those policies. I will simply give an overview and respond to questions. I can also talk about other studies I have done if the time permits.

First I want to describe the study of the impact of immigration in Canada and Britain. The comparison of the two cases is very interesting. There is a great similarity in the immigration streams into Canada and Britain. This study considers Britain from the end of World War II to the early 1960s, and Canada from the early 1960s to the early 1970s. Third World immigration in that period produced demographic changes in both societies of about the same magnitude. At the end of the period of research, the population of both countries was about 4% of Third World origin.

There is a major difference in the way the two populations responded to racial-minority immigration. Britain reacted very negatively. This was indicated not only by the imposition of rather strict immigration controls widely regarded as racist in motivation, but also by public opinion polls showing widespread opposition to racial-minority immigration.

Canada, by contrast, reacted by imposing new controls on immigration during the 1970s, but in a way that was motivated not so much by a desire to control the racial composition of the population as by a desire to ensure that immigration served the economic and development goals of Canadian society.

The purpose of the study was to determine the reasons for this difference in the reception. The usual explanation offered by British and Canadian sociologists is that Britain is simply a more racist society, that it developed racist ideas as a result of a long experience administering a global multi-racial empire, and that this experience

[Translation]

M. Jeffrey Reitz (professeur de sociologie, Centre des relations industrielles, Université de Toronto): Je suis heureux d'avoir accepté l'invitation de comparaître devant votre Comité. On m'a demandé de décrire certaines de mes recherches qui pourraient vous intéresser. Après avoir passer en revue les études que j'ai faites sur l'immigration et les relations ethniques au Canada, j'ai décidé de vous résumer une étude qui compare l'immigration et les relations raciales au Canada et en Grande-Bretagne.

Les résultats se trouvent dans deux publications parues en 1988 et que je pourrai déposer auprès du Comité. Dans un cas, j'étudie les répercussions de l'immigration au Canada et en Grande-Bretagne; l'autre est une étude de la base comparative pour les politiques anti-discriminatoires au Canada par opposition à la Grande-Bretagne ainsi qu'une évaluation des répercussions probables de ces politiques. Je vous en donnerai tout simplement un aperçu général pour ensuite répondre aux questions. Je pourrai aussi vous parler des autres études que j'ai faites si le temps nous le permet.

Tout d'abord, j'aimerais décrire cette étude portant sur les répercussions de l'immigration au Canada et en Grande-Bretagne. Il est très intéressant de comparer les deux cas. Il y a une énorme similitude entre les vagues d'immigration au Canada et en Grande-Bretagne. Cette étude porte sur la Grande-Bretagne depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, jusqu'au début des années 60, et sur le Canada depuis le début des années 60 jusqu'au début des années 70. L'immigration en provenance du Tiers-monde pendant cette période s'est traduite par des changements démographiques à peu près du même ordre pour ces deux sociétés. A la fin de la période qui fait l'objet de la recherche, 4 p. 100 de la population de ces deux pays venait du Tiers-monde.

Il y a une différence importante dans la façon dont les deux populations se sont comportées face à cette immigration de minorités raciales. La Grande-Bretagne a réagi de façon très négative. Cela s'est traduit non seulement par l'imposition de contrôles plutôt stricts sur l'immigration dont les motifs étaient racistes aux yeux de bien des gens, mais aussi par des sondages d'opinion révélant l'existence d'une opposition générale à ce genre d'immigration.

Le Canada, cependant, a réagi en imposant de nouveaux contrôles sur l'immigration pendant les années 70, mais pour des motifs différents: ce n'était pas tant que l'on désirait contrôler la composition raciale de la population, mais plutôt que l'on désirait s'assurer que l'immigration permettrait à la société canadienne d'atteindre ses buts au niveau de son économie et de son développement.

L'objet de l'étude était de trouver les raisons de cette différence. L'explication habituelle offerte par les sociologues britanniques et canadiens est que la Grande-Bretagne est tout simplement une société plus raciste, qu'elle a développé des idées racistes à cause de sa longue expérience à gérer un empire mondial multi-racial et que

convinced Britain of the superiority of the white race. These ideas were imported into British society and became the basis for racist response to immigration.

• 1120

Canadians, by contrast, have frequently described themselves as a society marked primarily by racial tolerance, in fact tolerance of cultural diversity generally. However, if you look for actual evidence that Britain is a more fundamentally racist society, it is very difficult to produce. The British self-image generally is that they are committed to fair play, and the British mention fair play probably as often as Canadians mention their own tolerance.

I looked for concrete behavioural evidence of a distinction between Britain and Canada in terms of the extent of racial discrimination, and was not able to find any. The evidence available suggests roughly comparable levels of employment discrimination and housing discrimination in the two countries.

Probably the best known research is the employment field trials that were done in Toronto in 1985 and in London and Bermingham about 10 years earlier, actually a series of studies, both showing that whites have a 3:1 advantage in getting jobs over blacks. Studies of residential segregation show that, during comparable periods, roughly equivalent measures of residential segregation are produced by the two societies, about 30% to 50% of the racial minority populations being concentrated in particular areas of the urban settings to which they migrated.

Public opinion on local racial problems in both societies is similar. There are other indicators, for example, representation of racial minorities in government decision-making, that are very similar in terms of numbers. Also, assessments of the effectiveness of anti-discrimination legislation are again similar in both countries. There is a substantial body of evidence that suggests that the difference between the two countries may not be related to any basic pre-disposition of the British toward more extensive racism.

My study suggests that a lot of the difference may have to do with what I am calling the institutional structure of immigration, by which I am referring to the fact that, for Britain, immigration occurred in that period largely as part of the obligation the British had undertaken in relation to the Commonwealth, and as part of the concept of British subject that provided for every British subject the legal right to move anywhere within the Commonwealth and to settle at will. What meant the British were committed to a completely open immigration policy at the beginning of this period of immigration whereas, by constrast, Canadian immigration policy has always been predicated on the objective of Canadian development to serve Canadian interests and not at all to provide for any kind of open traffic within the

[Traduction]

la Grande-Bretagne a tiré de cette expérience la conviction de la supériorité de la race blanche. La société britannique a importé ses idées qui ont formé la base de cette réaction raciste à l'immigration.

Par opposition, les Canadiens se décrivent souvent comme étant une société caractérisée essentiellement par la tolérance raciale aussi bien que culturelle. Cependant, il est très difficile de prouver que la Grande-Bretagne est une société plus fondamentalement raciste. Le «fair-play» est essentiel à l'image que les Britanniques ont d'euxmêmes, et ils reviennent sur cette notion probablement aussi souvent que les Canadiens parlent de leur propre tolérance.

J'ai cherché, en vain, des preuves concrètes quant au comportement des Britanniques et des Canadiens afin de voir si leur discrimination raciale présente certaines différences. Les données qui existent montrent des niveaux comparables de discrimination dans l'emploi ainsi que dans le logement, pour les deux pays.

Les travaux de recherche probablement les mieux connus dans le domaine de l'emploi ont été effectués à Toronto en 1985 ainsi qu'à Londres et à Birmingham quelque 10 années auparavant; il s'agit d'une série d'études indiquant, dans les deux cas, que les blancs ont un avantage de 3 contre 1 par rapport aux noirs, pour obtenir un emploi. D'autres études montrent qu'au cours de périodes comparables, les deux sociétés ont obtenu des taux de ségrégation relativement équivalents pour ce qui est du logement, 30 p. 100 à 50 p. 100 des populations de la minorité raciale étant concentrées dans certains quartiers des centres urbains où elles se sont installées.

Dans les deux sociétés, l'opinion publique sur les problèmes raciaux locaux est semblable. D'autres indices, par exemple la représentation des minorités raciales dans le processus décisionnaire gouvernemental, aboutissent à des chiffres très semblables. De plus, dans les deux pays, on évalue de la même façon l'efficacité des lois anti-discriminatoires. Beaucoup de preuves indiquent que la différence entre les deux pays n'est peut-être pas liée à une prédisposition fondamentale des Britanniques à un plus grand racisme.

Selon mes propres études, bien des différences peuvent tenir à ce que j'appelle les structures institutionnelles de l'immigration: J'entends par là que, pendant cette période, l'immigration a eu lieu compte tenu des obligations qu'avait la Grande-Bretagne envers les ressortissants du Commonwealth, puisque tout sujet britannique pouvait légalement circuler et s'installer où que ce soit dans le Commonwealth. Au début de cette période d'immigration, les Britanniques devaient donc avoir une politique d'immigration complètement ouverte, alors que par opposition, la politique canadienne d'immigration a toujours été fondée sur le développement économique, afin de servir des intérêts du pays plutôt que de permettre la libre circulation au sein du Commonwealth. En fait, la politique canadienne est

Commonwealth. In fact, the Canadian policy is established in part to prevent that from happening as a principle of Canadian sovereignty.

This difference in the rationale for immigration produced a number of effects. One is a very negative attitude toward immigration in British society. Immigrants tended to be perceived as a welfare burden, as a source of an obligation on the part of the British government, and potentially uncontrollable in the future as a result of the open-door policy that existed at the onset of this round of immigration whereas, in Canada public opinion polls show that the public is much more likely to perceive immigrants from all sources as contributing to national welfare, given the tradition of very strict immigration controls which select immigrants on the basis of contribution to the Canadian economy.

The difference in the history of immigration also produced an established support for a continuation of the open-door policy which produced, in reaction, a public clamouring for more immigration controls. There was a great debate between those who, on the one hand, wanted to keep a completely open door to serve the relations of Britain with the Commonwealth, and others who wanted to impose Canadian-style immigration controls.

I could give details of the extent of the commitment to open immigration. For example, in 1961, when the Tories were bringing in immigration controls, Labour argued it was an important principle that the numbers of immigrants in Britain ought to be set by labour market demand in Britain and not by any selection criteria involving regulation by government authorities. It is in reaction to this that a lot of the negative attitudes towards immigrants arose.

• 1125

In Canada the last revision of immigration policy in 1976—that is the last Immigration Act empowering Parliament to set controls over immigration—involved very little debate over race relations because most people accepted that immigration policy in Canada was set primarily in terms of economic objectives. conclusion I have drawn from this is that the success of Canadian government immigration policy in avoiding a racial controversy, in comparison to the British case at least, is a result of the extent to which the policy is perceived as being managed by the government in relation to Canadian economic objectives. The extent the public sees immigration policy as out of control-I think that is the source of the concern about race, for example what we have seen in the case of the recent controversy over refugee. As long as the public perceives that immigrants [Translation]

établie, en partie, afin d'empêcher cette éventualité, et de respecter le principe de la souveraineté du pays.

différence quant à la justification Cette l'immigration a donné toutes sortes de résultats, dont une attitude très négative envers l'immigration, dans la société britannique. Là, on a tendance à considérer les immigrants comme un fardeau social, et aussi la source d'une obligation de la part du gouvernement britannique; au début de cette vague d'immigration, la politique très libérale faisait craindre que les mouvements d'immigrants ne risquent d'être incontrôlables, tandis qu'au Canada, les sondages montrent que le public a davantage tendance à considérer que les immigrants, quelle que soit leur origine, contribuent au bien-être du pays, étant donné que l'immigration fait l'objet d'un contrôle très strict et que les immigrants sont choisis compte tenu de la contribution qu'ils peuvent apporter à l'économie canadienne.

Les origines de l'immigration sont donc différentes dans nos deux pays et si, en Grande-Bretagne certains demandaient le maintien d'une politique libérale, de façon générale, et par réaction, le public demandait à corps et à cri un contrôle plus serré de l'immigration. Il y avait de fortes dissensions entre ceux qui, d'une part, voulaient une politique entièrement libérale afin de favoriser les relations de la Grande-Bretagne et du Commonwealth, et ceux qui, d'autre part, voulaient imposer des contrôles d'immigration «à la canadienne».

Je pourrais vous fournir des précisions quant à l'étendue de l'engagement en faveur d'une libéralisation de l'immigration. Par exemple, en 1961, année où les Conservateurs mettaient en place des contrôles d'immigration, les travaillistes faisaient valoir que le nombre d'immigrants en Grande-Bretagne devaient être déterminé par la demande du marché du travail du pays plutôt que par des critères de sélection découlant de règlements édictés par les autorités. C'est de cela que découlent bien des attitudes négatives à l'égard des immigrants.

Lors de la dernière révision de la politique en matière d'immigration au Canada en 1976—c'est à cette période que remonte la dernière loi sur l'immigration autorisant le Parlement à établir des contrôles sur l'immigration—on a peu discuté des relations raciales parce que la plupart des gens reconnaissaient que la politique d'immigration visait principalement des Canada économiques. J'en ai conclu que, dans une large mesure, la politique d'immigration du gouvernement canadien a évité une controverse raciale, si l'on compare la situation canadienne à celle qui prévaut en Grande-Bretagne, parce qu'elle est perçue comme étant fondée sur des objectifs économiques. C'est lorsque le public craint que le gouvernement n'exerce aucun contrôle sur l'immigration que l'on se préoccupe des questions raciales comme cela s'est produit récemment pour les réfugiés. Tant que le

are selected on the basis of their economic contribution to Canada, the race relations problems seem to be relatively minimal.

The second paper, briefly, deals with anti-discrimination policy in Canada and starts from the same set of facts I reported earlier—that by comparison with Britian, the extent of racial discrimination in employment and housing is not less. The evidence does not enable one to distinguish between the two countries. I think this is important because the anti-discrimination legislation in Canada, such as the Employment Equity Act of 1986, is based explicitly, at least in the parliamentary debates that occurred around that legislation, on the argument that by comparison to other countries, Canada is a relatively tolerant society.

I am sure you recall the Rosalie Abella commission on employment equity which recommended, based on the experience of a number of other countries, that to be effective employment equity legislation ought to be independently enforceable;, that is, enforced by agencies independent of government, such as the courts. According to the Abella commission, that is the result of experience in the U.S. and in other countries. The Canadian government rejected that recommendation on the grounds that what was needed in other countries is not needed in Canada because Canada is a relatively tolerant society, and the predisposition to racial discrimination is less in this country than it is in other countries. As I say, the data I have examined do not support that assumption.

I argue in the paper that what gives rise to this assumption of greater tolerance is not so much less discrimination in this country, but less racial conflict. Of course, we usually take conflict to be an indicator of some underlying problem. But there are a number of reasons for thinking that racial conflict is less in this country for reasons having nothing to do with the extent of racial discrimination.

One important fact in comparison to the British case is that the racial minority composition of the Canadian population is still largely immigrant in origin. The most severe conflicts in Britain, such as you have seen reported in newspapers, rioting in Brixton, Liverpool and various other places, involves the British-born second generation, that part of the population which did not make a decision to migrate to Britain, believes itself to be British, fully British, and expects equality of treatment with other members of the British population, and is not in a position to leave the country if conditions are not suitable.

The second generation is the critical generation from the point of view of the development of racial conflict. So [Traduction]

public pense que les immigrants sont choisis en fonction de leur contribution économique au Canada, les problèmes de relations raciales semblent relativement limités.

Le deuxième document porte sur la politique antidiscrimination du Canada et est fondé sur les faits dont je vous ai parlé tout à l'heure, à savoir que, par rapport à la Grande-Bretagne, il n'existe pas vraiment moins de discrimination raciale au niveau de l'emploi et du logement au Canada. Aucune distinction ne peut vraiment être faite entre les deux pays. Cela me paraît important parce que les lois anti-discrimination du Canada, comme la Loi de 1986 sur l'équité en matière d'emploi, sont fondées explicitement, si l'on se fie aux discussions qui ont eu lieu sur cette loi au Parlement, sur le fait que par rapport. à d'autres pays, le Canada a une société relativement tolérante.

Comme vous vous en souviendrez certainement la Commission de Mme Rosalie Abella sur l'équité en matière d'emploi a fait valoir, en fonction de l'expérience de nombreux autres pays, que pour être vraiment efficace une loi sur l'équité en matière d'emploi doit être applicable indépendamment. C'est-à-dire qu'elle doit être appliquée par des organismes indépendants gouvernement, comme les tribunaux. D'après Commission Abella, c'est l'expérience qu'on a vécu aux États-Unis et dans d'autres pays. Le gouvernement du Canada a rejeté cette recommandation en disant que ce qui était nécessaire dans d'autres pays ne l'était pas au Canada qui a une société relativement tolérante. On ajoutait d'ailleurs que la tendance à la discrimination raciale était moins forte dans ce pays que dans les autres. Comme je l'ai dit, les données que j'ai étudiées ne confirment pas cette supposition.

Je soutiens dans mon mémoire qu'on suppose qu'il y a une plus grande tolérance au Canada non pas parce qu'il y a moins de discrimination, mais bien parce qu'il y a moins de conflits raciaux. Évidemment, on pense habituellement que le conflit est la manifestation d'un problème au sein de la société. Il existe diverses raisons pour lesquelles on pense qu'il y a moins de conflits raciaux et elles n'ont rien à voir avec la discrimination raciale.

Il faut noter un fait important: en effet, la minorité raciale au Canada est dans une grande mesure composée d'immigrants. Comme vous l'avez lu dans les journaux, en Grande-Bretagne, les conflits les plus graves, par exemple les émeutes survenues à Brixton, Liverpool et ailleurs, impliquent la deuxième génération d'immigrants, ceux qui sont nés en Grande-Bretagne; il s'agit de personnes qui n'ont pas décidé d'immigrer en Grande-Bretagne, qui se considèrent comme des Britanniques à part entière, et qui s'attendent à être traitées comme les autres Britanniques. C'est une population qui n'est pas en mesure de quitter le pays si les conditions ne lui conviennent plus.

La deuxième génération est la génération critique en ce qui a trait au développement de conflits raciaux. En ce

far, to the present, most of the racial-minority adult population in this country is still immigrant in origin,

and that tends to be a relatively quiescent and conservative group politically.

1130

Another reason for the relative lack of conflict is the relatively higher economic level of racial-minority immigrants in this country by comparison with Britain, largely as a result of the more selective Canadian immigration policy.

The immigration institutions I described a minute ago also being more stable in Canada than they were in Britain has contributed to a relatively calm political environment in race relations.

Finally, I might mention that the multicultural policy of the Canadian government, because of generating committees for consultation among groups, appears to have contributed to a lack of racial conflict in society, again without necessarily contributing to any significant reduction in the amount of employment discrimination or discrimination in other areas.

So there are important reasons for believing the relative lack of racial conflict in this society may not necessarily reflect a lower degree of racial discrimination or a greater degree of racial tolerance in this country by comparison with Britain.

Of course I do not have a crystal ball and I cannot predict the future. But I think it is clear that whatever decisions are made about immigration policy, in the future there will be greater racial conflict in this country simply as the second and third generation of the minoritygroup population appears on the scene. Obviously a great deal will depend on the trajectory of the Canadian economy and whether the unemployment rates remain low. A lot will depend on how economic restructuring such as is likely to occur under the Free Trade Agreement will affect immigrant groups, which tend to be located in vulnerable industries that may be displaced by the economic restructuring. So as I say, I am not making any prediction about racial conflict in the future. I am just pointing to the possibility of a significant increase regardless of decisions made about immigration.

In summary, I would like to point to what I think to be the policy conclusions of this research, which are first of all that obviously immigration should be managed carefully, as I have indicated, so as to ensure a continuation of the perception that immigration will contribute to the economic development of Canada, But I think it should be accompanied by stronger policies to ensure that racial discrimination is reduced in the future. We should not rely on the current extent of racial conflict

[Translation]

moment, la majorité des adultes faisant partie de minorités sont toujours des immigrants, un groupe relativement passif et conservateur au point de vue politique.

L'absence de conflits est aussi attribuable en partie au fait que, puisque le Canada a adopté une politique d'immigration plus sélective, les immigrants représentant des groupes raciaux minoritaires qui viennent au Canada sont mieux nantis que ceux qui vont en Grande-Bretagne.

Les institutions d'immigration que j'ai décrites tout à l'heure sont également plus stables au Canada qu'en Grande-Bretagne, ce qui explique l'environnement politique relativement calme en ce qui a trait aux relations raciales.

Enfin, je dois également signaler que la politique multiculturelle du gouvernement canadien, qui prévoit la constitution de comités de consultation chez divers groupes, semble avoir contribué à l'absence de conflits raciaux dans la société canadienne, sans pour autant entrainer une réduction marquée de la discrimination en matière d'emploi et dans d'autres secteurs.

Il y a donc de bonnes raisons de croire que l'absence relative de conflits raciaux dans notre société ne reflète pas nécessairement une plus faible incidence de discrimination raciale ou une plus grande tolérance raciale au Canada qu'en Grande-Bretagne.

Évidemment, je ne peux pas prédire l'avenir. Je crois cependant évident que, peu importe les décisions qu'on prendra sur la politique d'immigration, il y aura à l'avenir plus de conflits raciaux au Canada simplement parce que les deuxième et troisième générations des groupes minoritaires commenceront à jouer un rôle. Evidemment, tout cela dépend beaucoup de l'économie canadienne et de la mesure dans laquelle les taux de chômage demeureront faibles. Cela dépendra également de la mesure dans laquelle la restructuration économique qui accompagnera l'Accord de libre-échange touchera les groupes d'immigrants, lesquels travaillent habituellement dans des secteurs vulnérables qui pourraient être bouleversés par cette restructuration. Comme je l'ai dit, je n'essaie pas de prédire quelle sera la situation en ce qui a trait aux conflits raciaux. Je signale simplement qu'il est possible que l'on enregistre une augmentation marquée du nombre de conflits, peu importe les décisions qu'on aura prises en ce qui a trait à l'immigration.

Bref, j'aimerais vous présenter ce que sont, à mon avis, les meilleures conclusions qu'on peut tirer de ces travaux de recherche. Tout d'abord, il est évident que l'immigration doit être administrée de façon fort prudente, comme je l'ai dit, afin que les Canadiens aient toujours le sentiment que l'immigration contribue au développement économique de leur pays. En même temps, il faudrait des politiques plus solides visant à réduire à la discrimination raciale. Il ne faudrait pas

as an indicator of the future problem that may occur as a result of racial discrimination.

Secondly, we should realize in relation to this that our political institutions, based on majority rule, are not always effective in addressing problems affecting small minorities. That has been a significant problem in all western democratic countries attempting to manage problems involving race relations.

A second kind of conclusion is that I believe government policy should go beyond anti-discrimination legislation to ensure the capacity of immigrants and their descendants to participate equally in society, especially in the spheres of employment and housing. This may mean recognizing the interconnectedness of problems falling within the jurisdiction of different levels of government. For example, it is important to deal with the vulnerability, as I mentioned, arising from marginal employment of immigrants. During the free trade debate a number of people mentioned the importance of retraining of populations whose jobs are displaced by economic restructuring and the importance of retraining programs. This may or may not be an item the federal government can deal with, but some level of government ought to be attending to this implication.

• 1135

Secondly, I mentioned that the educational problems of the second-immigrant generation are real and are being experienced in the school systems. This is not a responsibility of the federal government and yet it is a consequence of immigration policies pursued by the federal government.

The difficulties in both of these areas have been extremely important in the British case. The economic restructuring of Britain, displacing jobs to which immigrants were initially attracted, was extremely important as a source of unemployment in the immigrant populations. The educational deficiencies in the second generation also have been an important problem in producing a second-immigrant generation in Britain that is largely free-floating and not at all well integrated into the British economy.

Those are the main conclusions I have drawn from my study. I would be happy to answer any questions or also to discuss other studies, including a new study that will appear from the University of Toronto Press next month, having to do with the occupational mobility of immigrant groups in Toronto. That is the main one completed; there are a number of other studies currently under way in this area as well. I would be happy to answer questions about this area of ethnic and racial studies. Thank you very much.

[Traduction]

penser que l'absence actuelle de conflits raciaux est une indication de l'importance future du problème de la discrimination raciale.

De plus, il faudrait être conscient du fait que nos institutions politiques, fondées sur le gouvernement par la majorité, ne sont pas toujours efficaces quand vient le temps de s'attaquer aux problèmes auxquels sont confrontés les petites minorités. Cela a posé de sérieuses difficultés dans tous les pays démocratiques occidentaux qui ont cherché à s'attaquer aux problèmes touchant les relations raciales.

Je crois également que la politique du gouvernement ne devrait pas se limiter à la loi anti-discrimination, mais chercher plutôt à faire des immigrants et de leurs descendants des citoyens à part entière, particulièrement en ce qui a trait à l'emploi et au logement. Il faudra peut-être à cette fin reconnaître que des problèmes relèvant de diverses compétences gouvernementales sont reliés les uns aux autres. Par exemple, il est important, comme je l'ai déjà signalé, de se pencher sur la vulnérabilité qui découle de la marginalité l'emploi chez les immigrants. Pendant les discussions sur l'Accord de libre-échange, de nombreuses personnes ont dit qu'il était important d'assurer le recyclage de ceux dont les emplois disparaîtront en raison de la restructuration économique. Ce n'est peut-être pas une question dont peut s'occuper le gouvernement fédéral, mais un palier de gouvernement devrait certainement se pencher sur la question.

De plus, j'ai signalé que la deuxième génération d'immigrants éprouve de sérieux problèmes sur le plan scolaire. Ce domaine ne relève pas du gouvernement fédéral, mais cette situation découle des politiques d'immigration de ce dernier.

Ces deux facteurs ont joué un rôle très important dans la situation britannique. La restructuration économique de la Grande-Bretagne, qui a fait disparaître les emplois occupés par les immigrants, a causé beaucoup de chômage au sein de ce groupe. Les problèmes scolaires ont eu également une incidence importante, car la deuxième génération d'immigrants est mal adaptée et mal intégrée dans l'économie britannique.

Telles sont les principales conclusions de mon étude. Je serai heureux de répondre à vos questions et de discuter d'autres études, y compris un nouveau document qui sera publié par le *University of Toronto Press* le mois prochain qui porte sur la mobilité professionnelle des groupes d'immigrants à Toronto. Il s'agit de la principale étude qui ait été terminée, mais d'autres sont en cours. Je serai heureux de répondre à vos questions sur les études raciales et ethniques. Merci beaucoup.

Mr. Allmand: Professor Reitz, you referred to two papers that you have done. We did not receive any written brief from you, but I am wondering if it is appropriate for you to file with the clerk the two papers, which can be distributed to us.

Dr. Reitz: Yes.

Mr. Allmand: Professor Reitz, you do not wish it on Canada, but you conclude that there is a potential for greater racial conflict in this country as a result of Third World immigration, especially with second-generation immigrants, and you look at the British experience to come to that conclusion.

On the other hand, I look at the experience in Canada since the Second World War: first of all, right after the war, very large numbers of displaced persons relative to our population, a great wave, probably the greatest wave, of immigrants, mostly not from Third World countries but from eastern and central Europe; then we have into the 1950s the Hungarians, who came as a result... suddenly, I think, 40,000 or 50,000 Hungarians; then we had Chileans and Ugandan Asians; and more recently, large numbers in the 1970s of Vietnamese boat people.

While there was always a great concern about them when they arrived on our shores, within five years many people had almost forgotten all about them. They seemed to have been lost in the mainstream of Canadian life, most of them doing quite well. According to other witnesses we had here, they are not prominent in crime in Canada. Their children are getting high marks in schools, sometimes going right up to the top and displacing native-born Canadians.

I am wondering why this should not happen with the more recent immigrants. As I say, it seems to be happening already with the Vietnamese, the Ugandan Asians, the Chileans and Latin Americans. Why should it not happen with our most recent waves of immmigrants?

What I am saying is not based on research. It is my feeling about things. From your research, is it or is it not a fact that all our immigrants eventually do assimilate and assimilate quite well? According to your research, are there any examples where immigrants who were quite different from the mainstream at the time. . .? I think the displaced persons were different at the time and so were the Hungarians. There were not of a different colour, but they were quite different from the mainstream. They seem to have assimilated. What does your research say about our experience in assimilating large waves of immigrants?

• 1140

Dr. Reitz: The research suggests that immigrants of European origin, both in Canada and in the United

[Translation]

M. Allmand: Monsieur Reitz, vous avez parlé de deux documents que vous avez rédigés. Nous n'avons pas reçu de mémoire écrit de votre part, mais je me demande si vous pourriez offrir ces deux documents de recherche à la greffière pour qu'ils nous soient distribués.

M. Reitz: C'est bien.

M. Allmand: Monsieur Reitz, vous espérez que cela ne se produira pas au Canada, mais vous concluez qu'il pourrait y avoir plus de conflits raciaux dans notre pays en raison de l'immigration provenant des pays du Tiers monde, particulièrement des conflits avec les immigrants de la deuxième génération. Vous avez étudié la situation en Grande-Bretagne avant d'en venir à cette conclusion.

Cependant, j'ai pu étudier l'expérience qu'a vécue le Canada depuis la Seconde Guerre mondiale. Tout d'abord, immédiatement après la guerre, un très grand nombre de personnes sans abri, sont venus au Canada. Il s'agissait principalement d'immigrants, non pas des pays du Tiers monde, mais d'Europe centrale et d'Europe de l'Est. Pendant les années 50, il y a eu une arrivée massive de 40,000 ou 50,000 Hongrois. Puis, il y a eu les Chiliens et les Asiatiques de l'Ouganda. Enfin, plus récemment, dans les années 70, les Vietnamiens ont afflué en grand nombre.

Même si l'on se préoccupait beaucoup de leur sort lorsqu'ils sont arrivés au Canada, après cinq ans, la plupart des gens avaient pratiquement oublié leur arrivée. Il semblait s'être intégrés dans la société canadienne, et la majorité d'entre eux réussissaient assez bien. D'après les autres témoins que nous avons entendus, ils ne jouent pas un rôle dominant dans les activités criminelles au Canada. Leurs enfants obtiennent de très bons résultats à l'école. Ils sont souvent les meilleurs de leur classe et réussissent mieux que les enfants nés au Canada.

Pourquoi les immigrants récemment arrivés n'en feraient-ils pas autant? Comme je l'ai dit, cela semble déjà le cas des Vietnamiens, des Asiatiques de l'Ouganda, des Chiliens et des Latino-américains. Pourquoi n'en serait-il pas de même pour les derniers immigrants?

Ce que je vous dis n'est pas fondé sur des documents de recherche. C'est l'opinion que j'ai de la situation. D'après vos recherches, est-il vrai que tous nos immigrants finissent éventuellement par s'assimiler assez bien au reste de la population canadienne? D'après vos travaux de recherche, y a-t-il des exemples de cas où des immigrants qui étaient bien différents de l'ensemble de la population à l'époque...? Je crois que les personnes déplacées étaient différentes à l'époque et il en est de même pour les Hongrois. Ils n'étaient pas d'une couleur différente, mais ils étaient différents de l'ensemble de la population. Ils semblent s'être assimilés. Avez-vous appris quelque chose dans le cadre de votre recherche sur l'assimilation des grands groupes d'immigrants?

M. Reitz: Tout semble indiquer qu'au Canada comme aux États-Unis, les immigrants d'origine européenne ont

States, have assimilated occupationally quite well. There is quite extensive evidence on that point.

My own research for Toronto suggests that in the case of some European groups assimilation has actually been achieved, not because of the absence of discrimination but in a way by circumventing it by means of employment in an ethnic subeconomy; that is, employment by means of self-employment and employment in firms controlled by members of one's own group.

This is certainly important in the Italian community and also in the Jewish community. About a third of the Italian population of Toronto works in organizations owned and controlled by other Italians. The proportion in the Jewish community is even higher still.

To some extent, assimilation in those groups has been achieved by means of a degree of economic concentration, apart from the Anglo-controlled economy in Toronto. Generally in North American society, European immigrants have been fairly successfully incorporated. My research has focused more on the immigrants of Third World origin.

Mr. Allmand: Let us look at our Chinese immigrants, or even go back further. They seem to be quite well integrated now in the second and third generation, I think. Also take the Vietnamese, who only go back to the 1970s. The ones I know seem to be doing quite well. Am I right or wrong?

Dr. Reitz: The ones you know may be doing quite well. I would not challenge that, but statistically—

Mr. Allmand: This is not scientific.

Dr. Reitz: That is right, and I want to emphasize two points. One is that the size of the racial minority populations that have been in Canada for two and three generations is extremely small. Although the Chinese population has been here since the latter part of the 19th century, the numbers are minuscule compared with the numbers of actual immigrants, most of whom have arrived in Canada from Third World origins since the mid-1960s; that is, since the immigration regulations were liberalized in terms of eliminating country of origin as a basis of selection.

The large numbers of immigrants are of fairly recent origin. If you look at the generational composition of those groups in Canadian cities, most of the adults are immigrants. The political problems I have referred to in Britain did not really surface. I think you might be accurate to say that to some extent in Britain, immigrants were also forgotten about. Certainly the racial controversies in Britain in the 1960s and 1950s did not involve the racial minority populations themselves. They were debates among white people about what was a racist way of dealing with racial minority groups, and the minority groups themselves were not really much heard

[Traduction]

su s'assimiler assez bien du point de vue professionnel. Tout semble l'indiquer.

Mes propres recherches à Toronto semblent indiquer que certains groupes européens se sont vraiment assimilés non pas en raison de l'absence de discrimination, mais plutôt parce qu'ils ont trouvé de l'emploi dans une sous-économie ethnique, c'est-à-dire en travaillant à leur compte ou dans des entreprises appartenant à des membres de leur propre groupe ethnique.

Cela est très important dans les collectivités italiennes et juives. Environ un tiers de la population italienne à Toronto travaille dans des entreprises qui appartiennent à d'autres Italiens. La proportion, pour la communauté juive, est encore plus importante.

Dans une certaine mesure, l'assimilation de ces groupes a été réalisée grâce à une certaine concentration économique, à l'extérieur de l'économie de Toronto qui est contrôlée par les Anglophones. Dans l'ensemble, dans la société nord-américaine, les immigrants européens ont su s'incorporer avec succès. Mes travaux portaient principalement sur les immigrants venant du Tiersmonde.

M. Allmand: Prenons les immigrants chinois ou nous pouvons même remonter plus loin. Ils semblent s'être assez bien intégrés ils en sont maintenant à leur deuxième ou troisième génération si je ne me trompe. Prenons l'exemple des Vietnamiens qui sont venus dans les années 70. Ceux que je connais semblent très bien se tirer d'affaire. Ai-je raison?

M. Reitz: Ceux que vous connaissez se tirent peut-être bien d'affaire. Je n'en doute pas, mais du point de vue statistique. . .

M. Allmand: Ce n'est pas scientifique.

M. Reitz: C'est exact, je tiens à insister sur deux choses. Tout d'abord, les minorités raciales qui sont au Canada depuis deux ou trois générations ont une population très limitée. Bien que les Chinois soient ici depuis la fin du 19^{ième} siècle, leur nombre est très limité par rapport aux immigrants plus récents, la plupart étant arrivés au Canada des pays du Tiers-monde depuis le milieu des années 60, soit depuis que les règlements sur l'immigration ont été libéralisés, les pays d'origine ne faisant plus partie des critères de sélection.

Un bon nombre d'immigrants ne sont arrivés qu'assez récemment. Si vous étudiez la composition des générations de ces groupes dans les villes canadiennes, vous constaterez que la majorité des adultes sont des immigrants. Les problèmes politiques dont j'ai parlé en Grande-Bretagne n'ont pas fait surface. Je crois que vous auriez raison de dire que, dans une certaine mesure, en Grande-Bretagne, on avait oublié les immigrants. Les controverses raciales qui se sont produites dans ce pays pendant les années 60 et 50 n'ont pas impliqué les minorités raciales. Il y a eu des discussions entre les Blancs quant à ce qui constituait une façon raciste de

from. They were busy attempting to incorporate themselves into British society.

The problems of violence in the cities, which surfaced beginning around 1980, were largely a phenomenon of the second generation. I do not think we have yet the experience in Canada to compare with that, because the numbers of second generation simply are not very large as of this point.

Now, there is a great deal of difference in the experience of different Third World—

Mr. Allmand: Would you say this was true of people from the Caribbean, because they are in their second generation, I think?

Dr. Reitz: I would like to sit down with you and compare figures on that. The figures I have indicate that if you are dealing with the adult population, still the large majority of the Caribbean black population is of immigrant origin. The second generation is still largely in the school system and only now beginning to emerge.

1145

But I would not deny that the economic problems of that group and the educational problems of that group are fewer than what was experienced in Britain, partly because by the mid 1970s the British economy had deteriorated. In some of the central cities unemployment rates were 70% to 80% among blacks in the 18- to 25-year-old age group. Generally, the unemployment rates in those cities were quite high—15%, 18%, 20%. Thankfully, we have not experienced that type of economic deterioration in this country and hopefully will not.

However, we do not see the kind of development in Canada that was seen in Britain through the 1970s and into the 1980s. We cannot say whether that is due to a different trajectory of incorporation of minority groups or whether it is due to the different state of the economy.

Mr. Funk (Prince Albert—Churchill River): I would like to pick up on that point. You mentioned that for policy consideration we need to carefully manage immigration and correlate it to a reduction in discrimination, ensuring policies that will allow them to enter the mainstream. Do you see that fitting within the existing framework, say, a general economic policy coupled with a multicultural kind of aspect? Or do you see more targeted kinds of policies needing to come into place, vis-à-vis particular groups or localities or whatever?

Dr. Reitz: Do you mean particular ethnic groups?

Mr. Funk: Yes.

Dr. Reitz: The experience suggests that the Canadian population reacts negatively to programs which appear to differentially benefit minority groups. A survey was done by one of my colleagues in political science at the

[Translation]

s'occuper des groupes raciaux minoritaires; mais les derniers n'ont pas vraiment eu voix au chapitre. Ils essayaient simplement de s'intégrer dans la société britannique.

Les problèmes de violence dans les villes, qui se sont manifestés vers les années 80 étaient surtout un phénomène visant la deuxième génération. Je ne crois pas que nous ayons une expérience suffisante au Canada pour comparer notre situation à la leur, parce que les nombres de citoyens de la deuxième génération ne sont pas suffisamment nombreux.

La situation est très différente dans le cas des immigrants du Tiers-monde. . .

M. Allmand: Diriez-vous que cela s'applique également à ceux qui viennent des Caraïbes, parce qu'ils sont maintenant rendus à la deuxième génération si je ne me trompe?

M. Reitz: J'aimerais vous rencontrer pour comparer les statistiques à ce sujet. D'après mes chiffres, si vous prenez la population adulte, la majorité de la population noire des Caraïbes est d'origine immigrante. Ceux de la deuxième génération sont encore presque tous à l'école et c'est seulement maintenant qu'ils commencent à émerger.

Mais il est vrai que ce groupe a connu moins de difficultés d'ordre économique et éducatif au Canada qu'il n'en a eu en Grande-Bretagne, en partie parce que l'économie de cette dernière s'est détériorée au milieu des années 70. Dans certaines grandes villes, le taux de chômage était très élevé, puisqu'il se situait entre 15 et 20 p. 100, mais il était de 70 à 80 p. 100 pour les jeunes noirs agés de 18 à 25 ans. L'économie du Canada n'a pas connu un tel marasme, et j'espère qu'il nous sera épargné.

Cependant, les choses n'ont pas évolué au Canada comme elles l'ont fait entre les années 70 et 80, sans que nous puissions dire si c'est en raison d'une assimilation différente des groupes minoritaires, ou de la situation différente de nos économies.

M. Funk (Prince Albert—Churchill River): Je voudrais revenir là-dessus. Vous avez dit que nous avions besoin de politiques d'immigration prudentes, qui soient axées sur une réduction de la discrimination, afin d'intégrer les nouveaux venus dans la société. Cet objectif correspond-il au système actuel, dans lequel le multiculturalisme vient s'associer à une stratégie économique globale? Faudrait-il envisager plutôt des plans d'action précis pour certains groupes ou localités, par exemple?

M. Reitz: Parlez-vous de groupes ethniques?

M. Funk: En effet.

M. Reitz: D'après l'expérience acquise, la population canadienne n'accueille pas favorablement les programmes qui semblent favoriser des groupes minoritaires. Un de mes collègues de la faculté de sciences politiques de

University of Toronto, of public perceptions of employment equity policies. It appears that many people in Canada believe there are already affirmative action policies in place which give blacks and Asians first shot at jobs; that Third World people get a leg up over Europeans in applying for immigration. There is a perception that the policies already favour those groups. But I am sure you would acknowledge that is not the case.

So I would be very hesitant about recommending policies targeted to assist minority groups in particular, aside from policies simply to address discrimination, which obviously would involve those groups. I think programs of retraining and programs of educational assistance should be programs that are, insofar as possible, colour-blind programs.

Mr. Funk: A pet peeve of mine, coming from Saskatchewan, is that in the early days of immigration—the 1920s in particular—there was a targeted regional approach. I know that with mobility rights under the Charter this becomes a somewhat difficult legal concept. Is there anything in your research regarding ethnic assimilation and so on that gives us some direction on how we might foster some diffusion of the immigration patterns in the country away from the big metropolitan areas into the regions that are depopulating?

• 1150

Dr. Reitz: The short answer to that is no. I do not really know. It does seem to be the case that immigrants have been attracted to the major urban centres, particularly Toronto, Vancouver and Montreal. There is variation in the economic position of immigrants in those different cities. They tend to be at a higher level relative to the rest of the population in Toronto than in either of the other two cities.

Given, as you mentioned, free mobility within the country, it is hard to know what to do about that. There is a tendency for immigrants to congregate for self-support and I think for very rational reasons of economic interrelations in the same cities, even where the economic trends in the city may change. You may have a situation where—and you can see this in parts of American cities, in Miami and Los Angeles—the job opportunities may deteriorate over time, but the immigrants still keep coming to the same locations because of the immigrant subcommunities that have been formed there.

I do not know of a way to deal with that other than to ensure that economic policies address the economic concerns of particular areas within the country.

Mr. Funk: Obviously a lot of your research involves public perception of immigration, of how societies respond to it. I was wondering if you have any data that show what the attitude is towards immigration in areas such as metropolitan areas where you have large numbers of immigrants firsthand, vis-à-vis those areas of the

[Traduction]

l'Université de Toronto a mené une enquête sur la façon dont le public perçoit les politiques d'équité en matière d'emploi. Il semble qu'au Canada, bien des gens croient que des programmes d'action positive favorisent déjà les Noirs et les Asiatiques, dans le domaine de l'emploi; que les gens du Tiers-Monde sont beaucoup mieux placés que les Européens lorsqu'ils présentent une demande d'immigration. Certains ont l'impression que les politiques favorisent déjà ces groupes, ce que vous nierez, sans doute.

Indépendamment des politiques interdisant la discrimination à l'endroit de ces groupes, j'hésiterais beaucoup à recommander des plans d'action pour aider tel ou tel groupe minoritaire. Dans la mesure du possible, il faudrait que les programmes de recyclage et d'orientation scolaire ne fassent pas intervenir la couleur des candidats.

M. Funk: Je suis de la Saskatchewan, et l'une de mes bêtes noires, c'est qu'au début de l'immigration—dans les années 20, en particulier—on avait adopté une orientation nettement régionale. C'est devenu un principe juridique difficile à soutenir, en raison du droit à la mobilité prévu dans la Charte. Dans vos travaux sur l'assimilation ethnique, y a-t-il quelque chose qui nous permettrait de modifier les schémas d'immigration afin que les régions qui se dépeuplent bénéficient de l'apport de ceux qui viennent dans les grandes régions métropolitaines.

M. Reitz: Non. En fait, je n'en sais rien. Il ne semble pas que les immigrants aient été attirés vers les principaux centres urbains, surtout Toronto, Vancouver et Montréal. Leur situation économique varie dans ces différentes villes, mais elle est en général meilleure à Toronto, par rapport au reste de la population, que dans ces deux autres agglomérations.

Comment résoudre ce problème, compte tenu de la liberté de mouvement dans le pays, que vous avez mentionné? Afin de s'entraider, et pour des raisons très rationnelles d'inter-relations économiques, les immigrants ont tendance à s'installer dans les mêmes villes, même si les tendances économiques de ces dernières peuvent changer. Dans certains cas, comme à Miami et à Los Angeles, les perspectives d'emploi peuvent se détériorer au fil des années, mais les immigrants continuent de venir dans ces mêmes villes, car ils peuvent se retrouver parmi leurs semblables.

La seule solution serait de mettre en place des politiques permettant de résoudre les difficultés économiques des différentes régions du pays.

M. Funk: Une très grande partie de vos travaux de recherche porte sur la façon dont le public perçoit l'immigration et y réagit. D'après vos données, quelle est l'attitude des gens face à l'immigration, lorsqu'ils vivent dans de grandes agglomérations qui comptent beaucoup d'immigrants? Ont-ils un point de vue différent sur la

country where there are not a whole lot of immigrants, with the thought that perhaps the "selling job" on immigration policy might well be different in areas of the country where there are large numbers of immigrants as opposed to where there are not.

Dr. Reitz: The evidence on that is fragmentary in Canada, but what there is tends to suggest that attitudes toward racial minority groups are somewhat more negative in areas where those minority groups are concentrated. There is significant evidence in the U.S. for that as well. There is not a lot of evidence, but what I have seen also suggests that for European origin groups it runs the other way. For example, in some provinces where there is a high proportion of Ukrainians, the perceptions of a group tends to be more positive than in areas where there is a smaller proportion. So some contradictory trends are there.

I might take an opportunity to mention how important I thought the government announcement of the Canadian Race Relations Foundation was, that it would provide a lot more research support to deal with some of these problems than we have seen in the past, and how disappointed I also was to find that the support for that foundation was drastically reduced in the recent budget.

Le président: Une dizaine de témoins nous ont parlé de la question des niveaux d'immigrations souhaitables dans le contexte de la démographie canadienne. Certains témoins nous disent qu'il ne faudrait pas accroître les niveaux d'immigration; au lieu d'en accepter environ 175,000, il faudrait peut-être en accepter seulement 150,000 par année. D'autres nous disent qu'au contraire, on devrait en accepter 200,000 ou même 250,000. D'autres nous disent que cela n'a pas d'impact sur le vieillissement de la population; même si on laisse venir beaucoup d'immigrants, cela n'a pas vraiment d'effet; il faut plutôt agir au niveau des naissances si on veut atténuer le vieillissement de la population canadienne.

• 1155

En même temps, vous et d'autres témoins dites qu'il y a des problèmes du côté racial et qu'il y a un certain risque.

Également, on constate que nos immigrants vont à Toronto, à Vancouver et à Montréal. Pour le Canada, la conséquence de cela est qu'à Toronto, il y a une économie très florissante. On parle d'une surchauffe, et l'ensemble des Canadiens et des Canadiennes doit absorber le résultat de cela.

C'est bien beau, toutes ces philosphies, mais que devons-nous faire pour tenter d'atténuer ce problème qui existe à Toronto, par exemple, pour faire en sorte que cette situation ne se prolonge pas indéfiniment? Est-ce qu'on doit laisser les choses comme elles le sont maintenant et dire: Allez à Toronto, à Vancouver et à Montréal?

[Translation]

question lorsqu'ils co-existent avec un petit nombre d'entre eux? Dans cette optique, il y aurait deux façons de faire accepter une politique d'immigration, en fonction des différentes régions du pays et aussi de leur grand ou petit nombre d'immigrants.

M. Reitz: Au Canada, les données à ce sujet restent fragmentaires, mais celles que nous avons tendent à indiquer que les attitudes envers les groupes minoritaires sont assez négatives là où ils se trouvent en très grand nombre. C'est vrai aussi aux États-Unis. D'autre part, il semble—bien que nous n'ayons pas énormément de preuves à ce sujet, que la situation est inversée pour les groupes d'origine européenne. Il y a, par exemple, des provinces où vivent beaucoup d'Ukrainiens, et ils y sont beaucoup mieux acceptés qu'ailleurs, où ils se trouvent en petit nombre. Il y a donc là certaines tendances contradictoires.

Je voudrais profiter de cette occasion pour vous dire que l'annonce par le gouvernement, de la création de la Fondation canadienne des relations inter-raciales est quelque chose de très important, car cet organisme offrirait une base de recherche afin de résoudre certaines des difficultés qui se sont présentées par le passé; j'ai donc été très déçu de constater, dans le récent budget, que l'appui financier de cet organisme a été considérablement réduit.

The Chairman: About ten witnesses spoke to us about the desirable level of immigration, in the context of the Canadian demography. Some told us that we should not increase the immigration levels, that instead of accepting 175,000 immigrants, we should only take 150,000 per year. On the opposite, others tell us that we should accept 200,000 or even 250,000 immigrants. Others tell us that it has no impact on the aging of the population; even if we accept lots of immigrants, it won't really have any effect; we should rather try to increase at the level of births, if we want to do something about the aging of the Canadian population.

At the same time, you and other witnesses say that there are problems on the racial side and that there is some risk.

Also, we see our immigrants going to Toronto, Vancouver and Montreal. For Canada, the consequence is that in Toronto there is a very flourishing economy. They even talk of over-heating and all Canadians have to deal with the result of that.

All those philosophies are quite nice. But what must we do to try to attenuate the problem that exists in Toronto, for example, so that this situation does not simply perpetuate itself indefinitely? Should we let things be as they as they are now and say: "Go to Toronto, Vancouver and Montreal?"

Vous, les penseurs, les gens qui analysez tout cela en profondeur, que dites-vous aux dirigeants sur ces phénomènes auxquels on assiste? Quelle devrait être l'orientation des élus? Quelles devraient être les politiques? Vous nous faites part de vos constats, mais vous ne nous dites pas: Prenez garde; si vous ne corrigez pas telle situation, tel problème va survenir.

J'aimerais savoir quelle est votre façon de voir tout cela.

Dr. Reitz: On the question of the immigration numbers. I do not have a personal formula for that one. I have indicated I think current government policy with regard to employment discrimination, based as it is on the assumption that Canadian society can more easily absorb immigrants than other societies, that it is more tolerant and it brings about less inequality, is not correct. I think Rosalie Abella commission recommendation regarding discrimination policy ought to be adopted by the Canadian government. There should be Canadian government anti-discrimination legislation which is enforceable in the courts. I think that is a very specific recommendation of the Abella commission, and it was rejected by the Canadian government on the grounds that Canada does not need such a policy.

The Employment Equity Act of 1986 is generally regarded throughout the country by people I talk to as a game involving the submission of reports by companies, the review of those reports, and there is nothing in the legislation which penalizes any Canadian employer for discriminating against minorities.

The predisposition to discrimination, as I have mentioned, is quite well documented, it affects all Third World populations in this country, the evidence suggests it is as extensive in this country as it is in Britain. I do not see any basis for assuming that a process of conciliation which is envisioned by the current policy is going to bring about significant reductions in employment discrimination within the foreseeable future. I think that is a very specific measure that on the basis of my understanding of the situation is warranted and ought to be adopted.

I have indicated as well that I think successfully incorporating Third World immigrants in this country may well involve more than simply anti-discrimination legislation, but also attention to the problems of displacement of immigrant groups by economic restructuring and the need for retraining, and also attention to the problem of education for the second generation.

The reports of the Toronto Board of Education indicate that students of West Indian origin are being streamed into educational programs which will lead to their being differentially assigned to marginal employment in the future. The Board of Education claims it does not have the resources to deal effectively with this problem, to upgrade educational standards to the point

[Traduction]

You who are the thinkers, the people who analyze all this in depth, what do you have to say to our leaders about what we are witnessing? What orientation should our elected representatives seek? What should our policies be? You give us your findings but you never tell us: "Watch out; if you do not take care of this situation, such a problem will arise."

I would like to know how you see all that.

M. Reitz: Pour ce qui est du nombre d'immigrants, je n'ai pas de formule personnelle à proposer. Comme je l'ai dit, je crois que la politique actuelle du gouvernement concernant la discrimination en matière d'emploi, fondée sur l'hypothèse que la société canadienne peut plus facilement absorber son immigration que les autres sociétés, c'est-à-dire qu'elle est plus tolérante et qu'elle permet moins d'inéquités, cette politique-là n'est pas la bonne. Je crois que la recommandation de la Commission de Rosalie Abella concernant la politique sur la discrimination devrait être adoptée par le gouvernement canadien. Le Canada devrait avoir une loi antidiscriminatoire que ses tribunaux puissent faire respecter. Je crois que c'est là une recommandation très précise de la Commission Abella, mais elle a été rejetée par le gouvernement canadien sous prétexte que le Canada n'a pas besoin de se doter d'une telle politique.

Ceux à qui j'en parle un peu partout estiment en général que la Loi sur l'équité en matière d'emploi de 1986 n'est qu'une farce impliquant le dépôt de rapports par les sociétés et l'examen de ces rapports, mais qu'il n'y a rien dans cette loi qui pénalise l'employeur canadien qui fait preuve de discrimination envers les minorités.

Cette prédisposition à la discrimination, comme je l'ai signalé, est très bien documentée. Elle touche toutes les populations du Tiers-monde qui vivent au Canada et les faits semblent prouver qu'elle est aussi présente chez nous qu'en Grande-Bretagne. Je ne vois rien qui me laisse croire que le processus de réconciliation proposé en vertu de la politique actuelle fera diminuer sensiblement la discrimination en matière d'emploi dans un avenir prévisible. À mon avis, d'après ce que je connais de la situation, c'est une mesure très précise qui est justifiée et qui devrait être adoptée.

J'ai aussi précisé qu'à mon avis l'intégration des immigrants du Tiers-Monde dans notre société ne se fera pas tout simplement en ayant recours à une loi anti-discriminatoire, mais en s'attaquant aussi au problème du déplacement des groupes d'immigrants résultant de la restructuration économique et aux besoins en matière de recyclage, sans oublier les problèmes scolaires de la deuxième génération.

D'après les rapports de la Toronto Board of Education, les étudiants d'origine antillaise sont orientés vers des programmes de formation qui n'aboutiront qu'à leur marginalisation au niveau de tout emploi futur. La commission scolaire en question prétend ne pas avoir les ressources nécessaires pour résoudre le problème, c'est-à-dire améliorer les normes d'éducation pour faire

where students from the various backgrounds are able to operate in terms of educational competition on a par with other Canadians. It has been mentioned that in some groups educational attainment is quite high, and that is true. It is not true in all groups.

• 1200

On policies regarding immigration, when groups of people are brought into the country, it should be seen as part of the government's obligation to ensure that the resources are there for their successful incorporation, including educational resources.

I do not have a specific program to present regarding education and retraining. All I am suggesting is that this should be seen as part of a comprehensive immigration policy for the development of the Canadian labour force and the Canadian economy in the future.

Le président: Mais qu'est-ce qu'on fait pour corriger la situation qui prévaut à Toronto, Vancouver et Montréal? Qu'est-ce qu'on fait pour faire en sorte que les immigrants n'aillent pas tous là, mais aussi dans d'autres villes, ailleurs au pays?

Du côté racial, est-ce que cela peut avoir des effets? Comme professeur de sociologie, vous dites que le gouvernement devrait mettre en place des mécanismes très précis pour stopper la croissance trop forte qu'on constate à Toronto, Montréal et Vancouver. Est-ce que quelque chose devrait être fait ou si, au contraire, il est souhaitable que les choses continuent de cette manière? Croyez-vous que graduellement, au fil des années, il y en a davantage qui vont aller ailleurs?

Dr. Reitz: We see the pattern of concentration of immigrants in particular urban settings in all the countries that are destinations for immigrants. It is true in the United States. . . enormous concentrations in the areas of current economic growth, Los Angeles, San Francisco and so on, whereas previously it had been New York and the eastern cities.

In Britain we saw that in London and Birmingham. The problem was not really so much the concentration in those areas. The problem was that, having been attracted to those areas and particularly to industries vulnerable to economic change, they experienced the economic decline when it came.

The immigrants in Britain were moving into particular industries—textiles, automobile firms—from which whites were leaving for better jobs in the southern and southwestern parts of Britain. So when the textile industry started to suffer as a result of international competition, immigrants were differentially affected. So concentration of immigrants to some extent may work to their disadvantage if they are concentrated in vulnerable industries.

[Translation]

en sorte que les étudiants en provenance de milieux divers puissent se retrouver sur un pied d'égalité avec les autres Canadiens et leur faire concurrence sur le plan scolaire. On dit que certains groupes obtiennent d'excellent résultats, et c'est vrai, même si ça ne vaut pas pour tous.

Pour ce qui est de l'immigration, si nous acceptons que des gens viennent s'installer dans notre pays, nous devons considérer que le gouvernement a l'obligation de fournir les ressources requises, notamment en matière d'enseignement, pour assurer leur intégration.

Je n'ai pas de programme particulier à proposer en matière d'éducation et de recyclage. Tout ce que je veux dire, c'est que cela doit être considéré comme partie intégrante de toute politique d'immigration appropriée, afin de favoriser le perfectionnement de notre main-d'oeuvre et l'expansion de notre économie.

The Chairman: But what are we doing to correct the situation in Toronto, Vancouver and Montreal? What are we doing to make sure that all immigrants do not go there directly and that some move to other cities or regions of the country?

Is there not a danger of racial tensions? You say that the government should set up specific systems to put an end to the excessive growth of Toronto, Montreal and Vancouver, but how could that be done? Do you think that the problem could gradually solve itself and that new immigrants will slowly decide to settle somewhere else?

M. Reitz: La concentration des immigrants dans certains grands centres urbains est un phénomène international. C'est vrai aux États-Unis, où on constate des concentrations énormes dans les régions de forte croissance économique, comme Los Angeles et San Francisco, actuellement, alors que c'était autrefois New-York et les villes de l'Est.

En Grande-Bretagne, c'est Londres et Birmingham qui sont dans cette situation. D'ailleurs, le problème ne résulte pas tant de leur concentration que du fait qu'après avoir été attirés dans ces régions de forte croissance, c'est-à-dire dans des industries vulnérables aux fluctuations économiques, ces immigrants peuvent être durement touchés en cas de récession.

En Grande-Bretagne, les immigrants étaient naturellement attirés dans des industries comme le textile ou l'automobile, parce que les Blancs les quittaient pour trouver de meilleurs emplois dans les régions du Sud et du Sud-ouest. Donc, quand l'industrie du textile a commencé à souffrir de la concurrence internationale, les immigrants ont été proportionnellement plus touchés que les autres. Cela signifie que la concentration des immigrants peut avoir des effets très néfastes, si elle intervient dans des industries vulnérables.

In response to your question, attracting immigrants away from Toronto, Montreal, and Vancouver will now be very difficult because even a shift to greater economic growth in Alberta, Saskatchewan, or other parts of the country, for example, may not succeed in attracting immigrants. Immigrants will want to go to areas where the minority communities are already established.

As a resident of Toronto, I think it is fine that the immigrants are coming to Toronto. They are making an enormous contribution to the city. My concern is not so much with the numbers. My own view would be to bring in as many as the economy can handle, but ensure that they do get a fair break and that not only the immigrants themselves, but also the second generation are incorporated into the economy and able to participate on an equal basis. I do not see the concentration of immigrants as being a particular social problem so long as relations among the groups are managed in such a way that a condition of equitability is maintained.

• 1205

In response to the question, I am a member of the Mayor's Committee on Race Relations in Toronto. They have an official position calling for immigration at the rate of 1% of the population per year. This would imply a probable doubling of the current rate of immigration.

In my research I have not set out to derive such a number. I do not really have a particular number. I guess all I could say about it is that the perception seems to be, at least in Toronto, that more workers are needed. The economy is booming and job vacancy signs are in every window. It would seem that on the basis of strictly shortterm economics there is a basis for additional immigration. But what the exact numbers are I do not really have a suggestion.

Mr. Chadwick (Brampton-Malton): Acknowledging the fact that there are three metropolitan areas in Toronto attracting almost all of the immigrants, it is shocking to see the amounts that go to the rest of the country with respect to the numbers that leave the country altogether.

When you talk about racial tolerance in Canada you might say that it is because when you do a survey in Welland, or Moose Jaw, where they may not have any immigrants, they will say bring 200,000, 250,000, 300,000 in. But if you ask somebody in those three areas I am sure you would get a different figure. I am sure you would get a difference in racial tolerance in those two areas.

[Traduction]

Pour revenir à votre question, concernant l'orientation des immigrants vers d'autres régions que Toronto, Montréal ou Vancouver, je dois dire que cela va être très difficile, même si on constate un regain de croissance économique en Alberta, en Saskatchewan ou dans d'autres régions. Cela ne suffira peut-être pas pour attirer les immigrants, qui voudront probablement s'établir dans les régions où des communautés minoritaires sont déjà établies.

Puisque j'habite Toronto, je peux vous dire que je n'ai rien contre le fait que des immigrants viennent s'y établir, car ils apportent une contribution extraordinaire à la vitalité de notre ville. Ce n'est pas tellement le nombre des immigrants qui me préoccupe car, pour vous dire la vérité, j'estime que nous devrions faire venir autant d'immigrants que notre économie peut en accepter, à condition que nous leur garantissions un traitement équitable, c'est-à-dire que nous leur permettions, à eux et aussi à la génération suivante, de s'intégrer équitablement à notre société et à notre économie. Je ne pense pas que la concentration des immigrants puisse poser un problème social particulier, tant que les relations entre les divers groupes sociaux sont gérées de manière à préserver un minimum d'équité.

Laissez-moi vous dire que je fais partie du comité mis sur pied par le maire de Toronto pour s'occuper des relations raciales. La position officielle du comité est qu'on peut accepter un taux d'immigration représentant 1 p. 100 de la population par an, ce qui correspondrait probablement au doublement du taux actuel.

Je n'ai pas fait d'autre recherche pour essayer d'établir un taux acceptable d'immigration. Tout ce que je puis dire, c'est qu'il me semble, d'un point de vue général, que nous avons besoin d'un plus grand nombre de travailleurs, en tout cas à Toronto. L'économie régionale est en pleine expansion et les offres d'emploi pullulent. Cela me semble pouvoir justifier l'acceptation d'un plus grand nombre d'immigrants, tout au moins dans l'immédiat. Quant à savoir jusqu'où on doit aller, je n'en sais rien.

M. Chadwick (Brampton-Malton): Étant donné que la quasi-totalité des immigrants de Toronto sont assimilés par trois secteurs métropolitains, il est choquant de constater le nombre qui vont vers d'autres régions du pays, par rapport au nombre de personnes qui quittent définitivement le Canada.

Vous parlez de tolérance raciale au Canada, mais c'est parce que vous faites des enquêtes dans des régions comme Welland et Moose Jaw, qui n'ont pas d'immigrants actuellement, et où on vous dit qu'on peut en accepter 200,000, 250,000 ou 300,000. Par contre, si vous posiez la question aux résidents des trois secteurs métropolitains de Toronto que j'évoquais il y a un instant, je suis sûr que vous auriez des chiffres différents. Je suis sûr que le degré de tolérance raciale serait différent.

I do not know if you have run surveys in areas where there are no immigrants, and then in areas where there are heavy concentrations. Have you done that?

Dr. Reitz: No, I have not done that. I am in the process of analysing some data on that point.

I just want to mention that there is a data set collected by the Decima Research firm in Toronto for Maclean's magazine, which published the results last summer. They did a survey of Canada and the U.S. The results of this national survey showed, contrary to our collective identity about multicultural Canada, that when asked the question "Should immigrants assimilate culturally and blend into the society, or should they maintain their own distinct ethnic cultures?" about one-third of the Canadian population and over one-half of the Americans said they should maintain their own cultures. So according to that survey the American population was more committed to cultural retention of immigrant groups than the Canadian, by a substantial margin.

One of the hypotheses put forward to explain this has to do with both countries' experiences with increased Third World immigration. I have heard speculation that there is a backlash against multiculturalism in Canada, especially in Toronto, Montreal, and Vancouver, as a result of all this immigration. In the U.S. the speculation is that as a result of exactly the same kind of social trend in Los Angeles and Miami and so on, there is a backlash against the melting pot and a desire that immigrants should stay off by themselves. We do not really know the answer to this question.

Mr. Chadwick: With all due respect, I would just say that in my personal opinion, you would probably find a different degree of tolerance—or more or less intolerance—in the three metropolitan areas than you would find in the rest of Canada. I would suggest that when they run their surveys and polls on tolerance in Canada and they talk to someone in Moose Jaw about the immigration policies of this country—and they probably have no idea of what is happening—you would get a totally different picture.

• 1210

If you ran surveys in those particular affected areas, I believe you would obtain a true picture of how people feel about immigration. I suggest that in the metropolitan areas people would come to you with an extremely low immigration figure, whereas a person living in Moose Jaw or Welland would probably say that we can go a lot higher in immigration figures.

When you are conducting surveys and demographics, you have to talk to the people who are affected. My understanding is that more than 90% of the country is not affected by immigration, when you have taken these three metropolitan areas into consideration, and you are

[Translation]

Avez-vous effectué des enquêtes dans des régions où il n'y a pas d'immigrants et dans d'autres où il y en a des concentrations élevées, pour faire des comparaisons?

M. Reitz: Non, je ne l'ai pas fait; je procède actuellement à l'analyse de données là-dessus.

Je peux toutefois vous dire que des données pertinentes ont été rassemblées par la société Decima, de Toronto, pour le magazine Maclean's, qui a publié les résultats l'été dernier. Decima a fait une enquête à ce sujet au Canada et États-Unis et les résultats montrent que, contrairement à l'image collective que nous pouvons avoir du Canada comme pays multiculturel, quand on demande aux citoyens si les immigrants devraient être assimilés culturellement et se fondre dans la société, ou pouvoir préserver leur culture ethnique distincte, environ un tiers des Canadiens et plus de la moitié des Américains disent qu'ils devraient pouvoir préserver leur culture. Autrement dit, les Américains sont proportionnellement plus favorables que les Canadiens, et de loin, à la préservation des caractéristiques culturelles immigrants.

L'une des hypothèses avancées pour expliquer ce phénomène porte sur l'expérience relative des deux pays suite à l'augmentation du nombre d'immigrants du Tiers monde. J'ai entendu parler d'un ressac antimulticulturalisme au Canada, notamment à Toronto, Montréal et Vancouver, suite à ce phénomène. Pour les États-Unis, l'hypothèse serait que le même phénomène social, à Los Angeles et à Miami, par exemple, produirait un ressac contre l'idée du creuset culturel et un mouvement en faveur d'une certaine ségrégation des immigrants. Cependant, ce ne sont là que des hypothèses.

M. Chadwick: Sans vouloir vous offensez, je dois dire qu'à mon avis le degré de tolérance, ou d'intolérance, est probablement différent dans les trois secteurs métropolitains que j'ai mentionnés que dans le reste du pays. Si on fait un sondage ou une enquête sur le degré de tolérance à l'échelle nationale, en demandant à des gens de Moose Jaw, qui n'ont probablement pas aucune idée de ce qui se passe dans le reste du pays, ce qu'ils pensent de la politique d'immigration, on ne peut pas obtenir des résultats très satisfaisants.

Si on veut vraiment connaître l'opinion des gens sur l'immigration, il faut faire des enquêtes dans les secteurs directement touchés. Je suis sûr que les gens des secteurs métropolitains que j'ai évoqués seront prêts à accueillir un nombre d'immigrants beaucoup moins élevé que des gens de Moose Jaw ou de Welland.

Si vous voulez faire des enquêtes sociologiques, faitesles auprès des personnes concernées. D'après mes informations, plus de 90 p. 100 des citoyens canadiens ne sont pas touchés par l'immigration et je ne vois donc pas à quoi cela sert de les interroger sur les politiques

probably asking 100% of the country about immigration policies of the day, so the approach will just not work.

You spoke to us about the impact of immigration on Canada versus Britain. Is immigration dispersed in Britian more so than in Canada, for example? Does it affect three metropolitan areas per se, or is immigration dispersed across the country?

- **Dr. Reitz:** There are black communities within most of the large cities in Britain, but black populations are overwhelmingly concentrated in London, in Birmingham and in the Midlands.
- Mr. Chadwick: So there is a similarity in their immigration policies or in what happens to people when they enter the country, compared with Canada.
- **Dr. Reitz:** It is interesting that, in contrast to Canada, Britain had a policy of attempting to encourage immigrants to disperse around the country by—
 - Mr. Chadwick: What policy?
- **Dr. Reitz:** When immigrants are interviewed the policy was for officials to inquire as to the destination, whereas when that was proposed it was regarded as highly racist to in any way restrict the locale that might be chosen by an immigrant.
 - Mr. Chadwick: Without regard to the people.
- **Dr. Reitz:** The initial policy was that there should be a completely open door and that people should be able to move anywhere in the Commonwealth and within particular countries within the Commonwealth. So there was no attempt whatsoever to dictate destination.
 - Mr. Chadwick: So a similarity exists.

With regard to immigration from third-world countries to Britain, and I am not sure whether you would have the standards or figures, was a lot of that immigration not called such because the people were Commonwealth residents. Would there be a disparity in the immigration figures as a result?

Dr. Reitz: No, I think the-

- Mr. Chadwick: There was a period of time during which a lot of East Indians and Jamaicans were going to Britain and the reason they gave for moving to Britain was that they were a part of the Commonwealth and free to move without regard.
- **Dr. Reitz:** Right, but government figures are still available on the British population.
- Mr. Chadwick: But was there an immigration policy on top of that policy?
- **Dr. Reitz:** There was a policy of immigration of people from other sources. Until 1961, the policy was that members of the Commonwealth from any Commonwealth country could move to Britain, but the

[Traduction]

d'immigration d'aujourd'hui. Ça ne peut pas donner de résultats utiles.

Vous avez comparé l'effet de l'immigration au Canada et en Grande-Bretagne. Pouvez-vous me dire si les immigrants sont plus dispersés en Grande-Bretagne qu'au Canada, par exemple? Sont-ils concentrés dans trois secteurs métropolitains, comme chez nous, ou non?

- M. Reitz: Il existe des communautés noires dans la plupart des grandes villes britanniques, mais la population noire est très largement concentrée à Londres, à Birmingham et dans les Midlands.
- M. Chadwick: La situation est donc assez semblable à celle que nous connaissons au Canada, n'est-ce pas?
- M. Reitz: Il est intéressant de constater que, contrairement au Canada, la Grande-Bretagne avait pour politique d'encourager les immigrants à se disperser dans le pays...
 - M. Chadwick: Comment?
- M. Reitz: Les fonctionnaires interrogeant les immigrants leur demandaient dans quelle région ils avaient l'intention de s'établir. Quand cela a été proposé, on a considéré qu'il était extrêmement raciste de restreindre la région dans laquelle un immigrant aurait le droit de s'établir.
- M. Chadwick: Sans tenir de l'opinion des habitants de ces régions.
- M. Reitz: La politique initiale était une politique de portes ouvertes, c'est-à-dire que les gens devaient avoir le droit de se déplacer n'importe où à l'intérieur du Commonwealth, c'est-à-dire dans les pays composant le Commonwealth. On ne voulait pas du tout leur imposer leur destination.
 - M. Chadwick: La situation est donc semblable.

En ce qui concerne les immigrants du Tiers monde venant en Grande-Bretagne, je ne sais pas si vous avez des chiffres précis, mais n'est-il pas vrai que beaucoup d'entre eux n'étaient pas considérés comme des immigrants parce qu'ils venaient des pays du Commonwealth? Ne trouvez-vous pas que cela fausse les chiffres de l'immigration?

- M. Reitz: Non, je pense que le. . .
- M. Chadwick: À une certaine époque, beaucoup de citoyens des Indes et de la Jamaique allaient s'établir en Grande-Bretagne, en disant qu'ils avaient parfaitement le droit de le faire sans aucune entrave puisqu'ils faisaient partie du Commonwealth.
- M. Reitz: Certes, mais il y a des chiffres officiels sur la population britannique.
- M. Chadwick: Mais y avait-il une autre politique d'immigration, par rapport à celle-là?
- M. Reitz: Il y avait une politique d'immigration concernant les personnes venant d'autres régions. La politique en vigueur jusq'en 1961 était que tout citoyen d'un pays du Commonwealth, quel qu'il soit, pouvait aller

government kept track of arrivals from different areas because, with regard to the Jamaican government, for example, a bilateral agreement existed and consultation took place between the British Prime Minister and the government regarding numbers. So they were certainly keeping track.

Mr. Chadwick: You talked about anti-discrimination legislation in this country. Was that legislation enacted after the fact? Were those policies formed after immigration was introduced into this country in a major way or were they formed on an ad hoc basis?

Dr. Reitz: You can certainly say that. The answer depends on what you mean by antidiscrimination legislation.

• 1215

Mr. Chadwick: Were those laws you talked about in effect before we went into this?

Dr. Reitz: I was referring specifically to the Employment Equity Act of 1986, but Canada has of course had human rights codes at the provincial level and at the federal level since the 1960s. Those were largely a result of concerns that arose during the previous waves of immigration and also stimulated by international standards arising in this area. But those codes are not enforceable in the courts.

Mr. Chadwick: I just wanted to establish that we have been making up the rules as we go. The impact of whatever we do... we see something happening and we pass the law.

Dr. Reitz: Right.

Mr. Chadwick: I would like to chase one statement you made. You said "Immigration should be managed carefully". That is probably your viewpoint, and I would like to hear it.

Dr. Reitz: I am simply drawing an implication from the fact that a lot of the concern about immigration and implications for the racial composition of the population that you saw in Britain seemed to have occurred as a result of a public perception that the British population would be, to use Margaret Thatcher's term, swamped by members of racial minorities.

At the time of introducing the 1961 Commonwealth Immigrants Act, the government minister made the point that a quarter of the population of the earth had a right to obtain a British passport. There was definitely a public fear that a lot of people from around the world would exercise this option for the first time.

Many people were asked to project the number of racial minorities in Britain, and members of the population guessed that the average number was about ten million, which would be one in five persons in Britain. The actual number was a tenth of this. In Canada, if you

[Translation]

s'établir en Grande-Bretagne. Cependant, le gouvernement tenait des chiffres sur le nombre d'arrivants de chaque pays. Par exemple, il avait négocié une entente bilatérale avec le gouvernement jamaicain au sujet de l'immigration en provenance de ce pays, il y avait des consultations entre les deux pays au sujet du nombre d'immigrants. On suivait donc de très près la situation.

M. Chadwick: Vous avez parlé de législation antidiscrimination, mais ne croyez-vous pas qu'elle a été adoptée après coup? Ne pensez-vous pas ces politiques ont été élaborées après l'arrivée des vagues d'immigrants?

M. Reitz: C'est une thèse tout à fait défendable. Tout dépend cependant de ce que vous voulez dire par législation anti-discrimanation.

M. Chadwick: Les lois dont vous avez parlé étaient-elles en vigueur avant?

M. Reitz: Je voulais parler surtout de la Loi sur l'équité en matière d'emploi, adoptée en 1986, mais il faut préciser qu'il existe au Canada des codes protégeant les droits de la personne, au niveau provincial et au niveau fédéral, depuis les années 60. Ces codes ont été adoptés en grande partie à cause des préoccupations soulevées par des vagues d'immigration antérieures, et leur adoption a contribué à l'adoption de normes internationales dans le même domaine. Je dois toutefois préciser que les codes n'ont pas force de loi.

M. Chadwick: Je veux simplement montrer que nous établissons les règles à messure que se joue la partie. Quand nous constatons un problème, nous adoptons une loi.

M. Reitz: C'est vrai.

M. Chadwick: Vous avez dit tout à l'heure qu'il faut gérer attentivement l'immigration, et je voudrais savoir ce que vous entendez par là.

M. Reitz: Je tire simplement les conclusions du fait qu'une bonne partie des problèmes d'immigration constatés en Grande-Bretagne semblent venir du fait que la population britannique craint d'être noyée dans une mer de minorités raciales, pour reprendre l'expression de M^{me} Thatcher.

Lors du dépôt de la Loi de 1961 sur les immigrants du Commonwealth, le ministre responsable du dossier avait constaté qu'un quart de la population mondiale avait le droit d'obtenir un passeport britannique. La population craignait donc manifestement que beaucoup de ces personnes veuillent profiter de ce droit.

Lors d'une enquête, on a demandé aux Britanniques de dire quel était le nombre total de membres des minorités raciales dans leur pays. La réponse moyenne a été environ 10 millions, ce qui représentait une personne sur cinq, alors que le chiffre réel est dix fois moindre. Si vous

ask people to estimate the number of racial minority immigrants, they give you a roughly accurate number. The average number is actually the correct number. So what I am arguing is that the fears that arose as a result of the British policy seem to have arisen from the perception that there were no controls, that immigrants were arriving just willy-nilly without any regard to the capacity of the society to absorb them.

One of the most well-known books about immigration in Britain published around 1980 is called *The Empire Strikes Back*. It reflected a feeling which existed in Britain that somehow the empire had fallen apart and the whole economy was on the slide, and everybody from the entire British empire was going to move to this little island. These were obviously incredibly exaggerated fears, but the core of the perception was that there was no viable immigration policy.

So I would argue that one of the strengths of our immigration policy has been the perception on the part of most of the members of the population that immigration is being controlled in such a way as to contribute to the national welfare.

It would be important to try to maintain that. This is really all there is to it. I have not gauged the way in which attitudes in Canada have shifted in the public's perception of how well immigration policy is being administered as a result of changes over time. It might be interesting to do that, especially to look at how the public's perception is changing as a result of the concerns about refugees and the perception that the government had lost control of refugees. A lot of people were coming in, violating rules and not paying attention to regulations established by the government. This perception probably subsided after the new regulations were brought in.

• 1220

Mrs. Anderson (Simcoe Centre): We talk about the Commonwealth receiving people from the various countries after the world war. Is there any similarity between that situation and the situation in our country with family-class immigrants, i.e., those allowed to enter Canada because they belong to the family of Canadian residents or citizens? I do not know whether they have education or where they have come from.

What system is predominantly used for immigrants entering our country? Is it the system relating to the family class or to the entrepreneur or to the ancient parent? I am trying to think of a comparison with Britain.

Dr. Reitz: They have a family class of immigrants in Britain and that would be comparable to the Canadian system. I do not know the exact numbers in either case, but my understanding is that the family class is a large

[Traduction]

demandez aux Canadiens d'estimer le nombre d'immigrants des minorités raciales, on vous donne un chiffre généralement assez exact. Autrement dit, les craintes soulevées par la politique britannique semblent s'expliquer par le fait que les citoyens ont l'impression qu'il n'y a aucun contrôle, c'est-à-dire que les immigrants arrivent dans le pays quand ils le veulent, sans qu'on tienne compte de la capacité d'absorption de la société.

L'un des livres sur l'immigration les plus célèbres en Grande-Bretagne, qui a été publié au début de la décennie, est intitulé «The Empire Strikes Back». Il est fondé sur l'idée, très répandue à l'époque, que l'empire s'était effrondré, que l'économie était en faillite et que tous les citoyens de l'ancienne empire britannique allait envahir le pays. Ces craintes étaient évidemment considérablement exagérées, mais ce sont elles qui ont fondé l'idée qu'il ne pouvait pas y avoir de politique d'immigration acceptable.

A mon sens, l'un des atouts de notre politique d'immigration est que la plupart de nos concitoyens ont le sentiment qu'elle permet de contrôler le phénomène, de manière à ce qu'il contribue à la prospérité nationale.

Je crois qu'il est important de préserver cet atout. C'est tout ce que je veux dire. Je n'ai pas voulu tenter d'évaluer dans quelle mesure les attitudes canadiennes ont changé au cours des années quant au succès de notre politique d'immigration. Il serait peut-être intéressant de le faire, surtout pour voir dans quelle mesure l'opinion publique a évolué au sujet des réfugiés, puisqu'on semble croire aujourd'hui que le gouvernement a perdu tout contrôle à cet égard. On a l'impression que beaucoup d'étrangers demandent le statut de réfugié au mépris des règles et en se moquant complètement des règlements établis par l'État. Cette impression a probablement diminué lorsque le gouvernement a introduit de nouveaux règlements.

Mme Anderson (Simcoe-Centre): Puisqu'on parle beaucoup du fait que la Grande-Bretagne a accueilli des résidents de nombreux pays du Commonwealth après la dernière guerre, je me demande si on ne peut pas tracer un parallèle avec notre propre politique de réunion des familles. Je veux parler des étrangers qui sont autorisés à immigrer au Canada parce qu'ils font partie d'une famille de résidents ou de citoyens canadiens. Dans leur cas, on ne tient pas compte de facteurs d'éducation ou du pays d'origine.

Dans quelle catégorie trouve-t-on le plus grand nombre d'immigrants? Dans la catégorie de la famille, dans la catégorie des entrepreneurs ou dans celle des anciens parents? Une telle analyse permet-elle de faire une comparaison avec la Grande-Bretagne?

M. Reitz: Il existe en Grande-Bretagne une catégorie d'immigration familiale comparable à celle qui existe au Canada. Je ne connais pas les chiffres correspondants, mais je crois savoir que la catégorie familiale est

group and that it may account for 30% to 40% of immigrants.

Mrs. Anderson: Yes, the number is fairly high. I am just wondering what it is because I understand they can bring in all their unmarried children, and their parents, who have to be at a certain age level.

Dr. Reitz: That is right.

Mrs. Anderson: Do we have any control over the economics of bringing family members in? Do we know what they can do for our country? What control do we have?

Dr. Reitz: You are the authorities on control. It is my understanding that the Canadian Immigration Act of 1976 empowers Parliament to set annual quotas for total numbers of immigrants in all categories, including family members, independent people entering under the point system, and any other categories that are created from time to time, such as the entrepreneur category, which is a relatively recent innovation. So the total numbers published each year and the target set by Parliament include all those groups. But the family category consists of people who have not been screened in terms of the point system, so they have not been selected on the basis of suitability for employment in the Canadian economy.

I suppose the assumption is that, as they are members of the family of Canadian citizens, a support network is in place that will ensure they have some resources should difficulties arise.

Mrs. Anderson: This is something you have stressed several times and I agree with you as far as training and retraining are concerned. That is an area in which we are probably receiving people who are not working into our system, either economically or as regards literacy, and this is another problem. Training is so very important for our country.

When British economic conditions changed, did Britain have a policy for training any of the Commonwealth citizens who entered the country?

Dr. Reitz: A number of job-training schemes, as they call them in Britain, and policies to deal with unemployment have been formulated as a result of the unemployment problems in minority communities. There was always a belief that those programs should be colourblind, as we were discussing earlier, and not targeted for particular groups, but they were definitely formulated and designed with the immigration-generated problems in mind. There were also anti-discrimination laws passed in a phase—I think there was one in 1968 and another one in 1975—that progressively tightened up the laws, but in

[Translation]

importante, et qu'elle peut représenter jusqu'à 30 ou 40 p. cent du nombre total d'immigrants.

Mme Anderson: C'est donc une proportion relativement élevée. Je me demande comment on définit la notion de famille, car je crois savoir qu'on peut y inclure tous les enfants non mariés et les parents, mais qu'il y a une limite d'âge.

M. Reitz: C'est vrai.

Mme Anderson: Y a-t-il cependant un critère économique quelconque, pour la catégorie de la famille? Peut-on déterminer ce que les membres des familles peuvent apporter au pays? Exerce-t-on un contrôle à ce sujet?

M. Reitz: C'est vous qui établissez le mécanisme de contrôle. À ma connaissance, la Loi de 1976 sur l'immigration donne au Parlement le pouvoir d'établir des quotas annuels en matière d'immigration dans chaque catégorie, notamment pour la catégorie de la famille, la catégorie des immigrants indépendants, qui sont jugés selon le système de points, et toute autre catégorie qu'on peut créer de temps à autre, par exemple celle des entrepreneurs, qui est une innovation relativement récente. Autrement dit, le nombre total d'immigrants acceptable dans chaque catégorie est établi chaque année par le Parlement. Toutefois, la catégorie de la famille se compose de gens qui ne sont pas évalués selon le système des points, ce qui signifie qu'ils ne sont pas sélectionnés en fonction de leurs possibilités d'emploi au Canada.

Je suppose que le principe sous-jacent à cette catégorie est que les membres de la famille de citoyens canadiens bénéficient d'un réseau de soutien autonome leur garantissant l'accès à certaines ressources en cas de difficultés.

Mme Anderson: Ce n'est pas la première fois que vous parlez de cela, et je suis d'accord avec vous pour ce qui est de la formation professionnelle et du recyclage. Cependant, la catégorie de la famille nous permet probablement d'accueillir des gens qui ne peuvent pas s'intégrer à notre système, pour des raisons économiques ou pour des raisons d'éducation générale, mais c'est un autre problème. Dans notre pays, la formation professionnelle est très importante.

Quand la conjoncture britannique a changé, le pays a-til adopté une politique pour donner une formation professionnelle à ses nouveaux immigrants?

M. Reitz: Plusieurs systèmes de formation professionnelle, comme on les appelle en Grande-Bretagne, ont été mis sur pied pour faire face aux problèmes de chômage des groupes minoritaires. L'idée générale a toujours été que ces programmes ne devaient être fondés sur aucun critère racial, comme nous le disions plus tôt, mais il est incontestable qu'ils ont été formulés en tenant précisément compte des problèmes résultant de l'immigration. Le gouvernement a également adopté des lois anti-discrimination, notamment en 1968 et en 1975, si je ne me trompe, pour resserrer peu à peu les

no case were those laws enforceable in the courts any more than the Canadian law.

• 1225

Mrs. Anderson: I guess the comparison is a little difficult. Britain had a system of education in most of their Commonwealth countries, where they had the A levels, and they came in... I do not know whether the technical training was the same, but we are getting in people who do not have basic training, really, although there are lots we do have. But I am wondering how we can fit them into our system and the needs we have. We certainly do have needs in this country for well-trained technical people.

Dr. Reitz: It is a good question, and we have—

Mrs. Anderson: You have not gone into that.

Dr. Reitz: No, I have not, but we do have a high rate of school drop-outs in this country in the population in general. The difficulty is that when you are dealing with a population that is socially vulnerable it is going to have difficulty getting jobs in any case, as we know from our research. It is particularly important in those groups that the job skills be there, and I completely agree with you.

Often when immigrants arrive they bring their children. The immigrants themselves may fit very well into a particular job. They come to take a job. If they lose the job, they may leave the country. About half the immigrants to Canada go back, and always have gone back, to the country of origin; in fact, often their intention when they come here is to get a job, earn some money and go back. Many actually do that.

The children, though, are not in that position. They arrive on the labour scene when they finish school and have to compete in an open market with no particular job waiting for them, as there was for their immigrant parents. So in many ways the second generation is more vulnerable and has greater needs for assistance than the immigrants themselves, although we usually think it is the immigrants who need the assistance and that the school system takes care of the second generation.

Mrs. Anderson: Do you think if the immigrant is trained and able to fulfil a job this will possibly alleviate some of the discrimination?

Dr. Reitz: We know the discrimination is there regardless of the qualifications. The studies that have been done based on actors presenting identical qualifications to employers show that the whites had a 3:1 advantage over the blacks. That is when the qualifications are equal. So we know it is not a level playing field, but certainly the

[Traduction]

critères mais, comme au Canada, les tribunaux n'ont pas pu les faire appliquer.

Mme Anderson: Il est probablement difficile de comparer les deux situations. La Grande-Bretagne avait établi le même système d'enseignement dans la plupart des pays du Commonwealth, mais je ne sais pas si le système de formation professionnelle était le même partout. De notre côté, nous accueillons beaucoup de gens qui n'ont aucune formation de base, même s'il y en a beaucoup qui ont une formation tout à fait satisfaisante. Je me demande comment ces immigrants sans formation peuvent s'intégrer à notre société et répondre à nos besoins. Il est évident que nous avons besoin de gens ayant une excellente formation professionnelle.

M. Reitz: C'est une bonne question et...

Mme Anderson: Vous ne l'avez pas étudiée.

M. Reitz: Non, je ne l'ai pas étudiée, mais je peux vous dire que nous avons un pourcentage élevé de décrocheurs au niveau scolaire. Le problème, quand il s'agit d'une population socialement vulnérable, c'est qu'elle a de toute façon des difficultés à s'adapter à notre système d'emploi. Nos recherches l'ont montré. Il est donc particulièrement important que les mombres de ces groupes aient une formation professionnelle appropriée. Je suis tout à fait d'accord avec vous.

Prenez le cas des immigrants qui arrivent ici avec leurs enfants. Ce sont des immigrants qui peuvent parfaitement trouver un emploi immédiatement mais, s'ils le perdent, ils risquent de retourner dans leur pays d'origine. N'oubliez pas qu'environ la moitié des immigrants retournent dans leur pays, et c'est un phénomène qui existe depuis toujours. De fait, beaucoup ne viennent ici que pour gagner une certaine somme d'argent, afin de retourner s'établir dans leur pays.

Par contre, leurs enfants ne sont pas dans la même situation. Ils arrivent ici à l'adolescence et ils doivent tenter de s'établir sur le marché du travail, alors que leurs parents sont venus parce qu'un emploi les attendait. Il n'est donc pas rare que la deuxième génération soit plus vulnérable que la première, et qu'elle ait besoin d'une assistance beaucoup plus étoffée, même si nous pensons généralement que ce sont les immigrants eux-mêmes qui ont besoin d'assistance et que les problèmes de la deuxième génération sont réglés par le réseau d'enseignement.

Mme Anderson: Pensez-vous que le fait qu'un immigrant ait une formation professionnelle et puisse occuper un emploi puisse contribuer à atténuer le phénomène de discrimination?

M. Reitz: Nous savons qu'il existe une certaine discrimination au sujet des qualifications. Des études faites avec des acteurs ont montré qu'avec les mêmes qualifications, les Blancs ont un avantage de trois contre un par rapport aux Noirs. Et cela avec les mêmes qualifications! Il est donc certain que la concurrence n'est

Text

absence of any appropriate job qualifications is an enormous additional disadvantage for members of groups that are not held in high esteem in the general population, such as persons of Third World origin.

Mr. Volpe (Eglinton-Lawrence): I am very tempted to ask a series of questions that respond to some of the questions in the dialogue that has been going on over the last 20-odd minutes, but I am going to refrain from succumbing to the temptation. You made a couple of points earlier on to which I would like some additional response.

I detected underneath the presentation that there was an unstated, although presumed, definition of the general population and a particular character or brand stamped on it that was generally accepted and would come into conflict with a definition of an immigrant. I would like to explore that for a minute because something flows from that as well as another presumption that has been repeated in the dialogues over the course of the last 20-odd minutes.

Without stating it very bluntly, there is a development in Canada that perhaps was not seen in the other country of comparison you mentioned—and that is Britain—in that we have a phenomenon in Canada that I guess we could loosely call urbanization, where we are seeing a transformation of the general Canadian society as well as a great flow of newer people to several centres, including the ones you mention, Vancouver, Toronto and Montreal. If we could focus on Toronto for a second, just by way of illustration, Toronto has become the mecca not necessarily alone of immigrants that would originate from borders outside Canadian borders but from borders outside the city itself.

1230

When we are speaking of new populations and centres that come into conflict for cultural, social or economic reasons, I am wondering whether in your research you have taken into consideration the factor of numerous peoples, thousands, probably numbers in excess of those that come in from across Canadian borders, who have come together into a particular environment that is brand new. If we focus again on Toronto, half the people who are in the city itself, or greater Metropolitan Toronto, without going outside into Mississauga and Vaughan and Durham, better than 50% of the population within those borders was not there a mere 30 years ago.

Am I wrong in suggesting that we are talking about a concept that would be alien in places like London and Brixton and Birmingham, where the population was rather quite established, and you have the infusion of something entirely new, and that newness was perhaps underscored, highlighted, emphasized by the fact that you have a colour difference?

Dr. Reitz: It certainly is the case that the white population was actually moving away from some of those [Translation]

pas égale mais, bien sûr, l'absence de qualifications professionnelles constitue un désavantage supplémentaire énorme pour les gens qui ne sont déjà pas tenus en grande estime par la population, je veux parler des gens du Tiers

M. Volpe (Eglinton-Lawrence): Je suis fort tenté de vous poser des questions portant sur le dialogue qui se poursuit depuis une vingtaine de minutes, mais je vais me contrôler. Je vais plutôt vous demander des précisions sur plusieurs de vos déclarations antérieures.

J'ai perçu dans vos déclarations l'hypothèse, inexprimée mais bien sensible, d'une définition particulière de la population générale qui entre en conflit avec la situation des immigrants. J'aimerais examiner cela de manière plus détaillée, car c'est une sorte de fil d'Arianne qu'on retrouve dans la discussion qui se poursuit depuis une vingtaine de minutes.

Quand on veut comparer le Canada et la Grande-Bretagne, il faut tenir compte d'un phénomène particulier au Canada, je veux parler de l'urbanisation, qui provoque une transformation profonde de notre société, et qui amène beaucoup d'immigrants à s'orienter vers des centres urbains bien précis, notamment Vancouver, Toronto et Montréal, comme vous l'avez dit. Prenons donc le cas de Toronto. Cette ville est devenue La Mecque, pas seulement des immigrants, mais aussi des citoyens d'autres régions du Canada.

Quand on parle de nouvelles populations qui provoquent des conflits pour des raisons d'ordre culturel, social ou économique, je me demande si vous avez étudié le cas des milliers de personnes qui viennent d'ailleurs, mais pas de l'étranger, plutôt d'autres régions canadiennes, pour s'établir dans un environnement complètement différent. Si on prend le cas de Toronto, la moitié de ses habitants, sans parler de Mississauga, Vaughan et Durham, n'était pas là il y a encore 30 ans.

Ai-je raison de croire que cela en fait une ville tout à fait différente des villes comme Londres, Brixton et Birmingham qui sont de peuplements relativement anciens? Ne croyez-vous pas un problème résultant de l'affux d'une population complètement nouvelle, et que ce problème est un peu exacerbé par les différences raciales?

M. Reitz: Il est incontestable que la population blanche aurait, en fait, tendance à quitter ces villes plutôt qu'à s'y

cities rather than moving toward them at the time that the blacks were moving in. There were several studies done in Britain during the 1960s which described the immigrant population as a replacement population, replacing nativeborn British who were leaving and moving to other parts of the country which were attracting people who were more highly skilled. So you are right. It is not an entirely comparable situation.

- Mr. Volpe: But in your studies, or the other studies you referred to initially—and I think my colleague from Notre-Dame-de-Grâce asked you to table those particular documents—have you or your co-researchers and colleagues made an effort to distinguish between one phenomenon and the other one, and perhaps where the two come together?
- **Dr. Reitz:** You mean one phenomenon being the arrival of Canadians from other parts of the country and the other one being—
- Mr. Volpe: That is right, and concentrating obviously in three major centres. I think if you do a quick analysis of the population, there are better than 8 million people out of a total of about 26 million—in other words, one in three live in those three major cities, and if you expand the borders beyond what we discuss for purposes of administration in terms of geographic definition for major centres like Montreal and Toronto and Vancouver, that percentage goes up considerably higher.
- **Dr. Reitz:** I do not know of a study, but I am wondering what the issues would be in such a study.
- Mr. Volpe: I might suggest one then, if I may be so presumptuous. We focused in the discussion today on the impact of immigration, and I think in your conclusion you were talking about an immigration policy direction that is predicated on a series of data and research that exclude the phenomenom of urbanization by the native born Canadian population. That is excluded from the study. I do not think it would have a very firm handle on the dynamics of an immigration policy that might fit economic objectives of the country but would not take into consideration, as my colleague from the NDP suggested...

You have a problem in a province like Saskatchewan where the population is decreasing, and in times of economic stress probably in excess of 2,000 people per month are leaving the province in order to secure employment in areas where there is an indication of activity, an activity that I think you called a sub-economy created by immigrant groups. I found that particular definition a little intriguing as well, because you chose the word "sub-economy" rather than the growth of a larger economy, as if to suggest that perhaps you have peoples who are moving around as parts of a puzzle, and in their totality and their own complexity, and complications they have moved themselves from location A to location B without having any contact with the economy and the society of that area. I wonder whether it withstands the

[Traduction]

diriger lorsque les Noirs sont arrivés. Plusieurs études effectuées en Grande-Bretagne dans les années 60 ont montré que les immigrants constituaient une population de remplacement, c'est-à-dire qu'ils venaient remplacer des Britanniques de souche qui allaient s'établir dans d'autres régions du pays capables d'attirer des gens ayant des compétences professionnelles plus poussées. Vous avez donc raison de dire que la situation n'est pas tout à fait comparable.

- M. Volpe: Mais, dans vos études, ou dans celles dont vous avez parlé plus tôt, que mon collègue de Notre-Dame-de-Grâces vous a demandé de déposer devant le Comité, s'est-on efforcé de faire une distinction entre les deux phénomènes?
- M. Reitz: Vous parlez de l'arrivée de Canadiens d'autres régions du pays et d'autres...
- M. Volpe: Ce sont dans les deux cas des personnes qui se dirigent vers les grands centres urbains. Une brève analyse démographique montre que plus de 8 millions de nos 26 millions d'habitants résident dans l'une des trois grandes villes. Si on ajoute à cela les régions métropolitaines concernées, on obtient une proportion encore plus élevée.
- M. Reitz: Je ne connais pas l'étude qui a été réalisée là-dessus, mais je me demande sur quoi elle pourrait porter, si on la faisait.
- M. Volpe: Si vous me le permettez, je vais vous donner une idée. Dans votre conclusion, vous avez parlé d'orienter notre politique d'immigration en fonction d'une série de données et de recherches qui ne tiennent cependant pas compte du phénomène d'urbanisation appliqué à la population canadienne de souche. C'est un facteur que vous n'avez pas étudié. Or, je ne pense que vous puissiez analyser complètement la dynamique de notre politique d'immigration, en fonction des objectifs économiques du pays, si vous ne tenez pas compte, comme le disait mon collègue du NPD...

Prenez le cas de la Saskatchewan, dont la population est en baisse. En période de récession économique, on peut estiner que plus de 2,000 citoyens quittent la province chaque mois pour tenter de trouver du travail dans les régions où ils pensent qu'il y a beaucoup d'activités, et vous avez d'ailleurs dit à ce sujet qu'il s'agissait d'une sous-économie créée par les groupes d'immigrants. Je trouve cette définition assez étonnante, car vous avez choisi de parler d'une «sous-économie» comme s'il y avait des gens qui se déplacent à l'intérieur d'un puzzle, sans tenir compte de l'économie globale, c'est-à-dire qu'ils passent de l'endroit A à l'endroit B sans avoir aucun contact avec le reste de l'économie ou de la société de la région. Je me demande si votre étude résisterait à une analyse sérieuse, étant donné que vous

test of analysis and scrutiny, given that you have these movements of population from the prairie provinces, the northern regions or the outlying areas of some of the western or maritime provinces.

• 1235

Dr. Reitz: We have referred to variations in the attitudes of the dominant population towards immigrant groups, and although I do not know of a study that distinguishes internal migrants from others, research shows that levels of education and occupational position have a lot to do with attitudes towards minorities. The generalization could be put this way: occupational groups who come most directly into occupational competition with immigrants are more likely to be hostile to immigrants.

It means that not only relatively less-educated members of the native-born Canadian population tend to have feelings against immigrants, but people in particular occupational categories, the less well-educated, and previous waves of immigrants tend to be more hostile toward the new immigrants because of the fact there is—

Mr. Volpe: I accept those kinds of conclusions. I wonder, though, whether we are playing into a particular series of presumptions that really can be explained by the fact that if the two of us are in competition, I am going to have some certain hostility towards you. If I can identify it by the fact your tie is maroon and mine is kind of reddish—

Dr. Reitz: It is the other way around.

Mr. Volpe: —well, one of the two—those kinds of distinctions will probably set us apart, whether we are playing out the fact that you might be of one ethnic background and I from another, or one educational background and I from another, or whether we are playing on it a little too much.

I listened attentively to other questions earlier on, and I am going to fall prey to my own temptation that I said I would resist. We talked about a prerequisite level of education that we would impose upon others. You rightly pointed out that we ourselves have not yet met those qualifications internally, and we appear to be in a position where we refuse to meet the educational standards prerequisite for our economy and our social development today, but we would impose those on others, knowing full well that immigrants who would meet those standards would occupy a position of some sort of eminence in our society, and perhaps with respect to their offspring in a later generation would be in a dominant position because we asked them to be better than we are willing to be ourselves. Have your studies considered that at all?

Dr. Reitz: I do not think any of the research suggests groups of immigrants to Canada have become dominant

[Translation]

n'avez pas tenu compte des mouvements de populations en provenance des Prairies, des régions du Nord ou des régions isolées, des provinces de l'Ouest ou des Maritimes.

M. Reitz: Vous avez parlé des différences d'attitude des populations dominantes envers les groupes d'immigrants et, même si je ne connais aucune étude faisant une distinction entre les migrants internes et les immigrants, j'en connais plusieurs qui montrent que le niveau d'instruction et le niveau professionnel exercent une influence considérable sur l'attitude des citoyens envers les minorités. Pour simplifier, disons simplement que les groupes professionnels qui entrent le plus directement en concurrence avec les immigrants, sur le plan du travail, sont le plus susceptibles de leur être hostiles.

Cela signifie non seulement que les Canadiens de souche relativement moins éduqués que le reste de la population auront à tendance à rejeter les immigrants, mais aussi les membres de certaines catégories professionnelles, et les membres des vagues d'immigration précédentes, étant donné que les nouveaux immigrants auront tendance à leur faire concurrence.

M. Volpe: J'accepte votre raisonnement, mais je me demande s'il ne repose pas sur l'hypothèse, parfaitement simple, qu'il y aura toujours une certaine hostilité entre deux personnes qui sont en concurrence. Et n'est-il pas vrai que cette hostilité risque d'être transférée sur d'autres facteurs, par exemple sur la différence de couleur des cravates. . .

M. Reitz: C'est le contraire.

M. Volpe: . . . quoi qu'il en soit, il s'agit de distinctions différentes des distinctions ethniques ou d'éducation, et je me demande si on accorde pas trop d'importance à ces dernières.

J'avais dit que j'allais résister à la tentation, mais je constate que ça m'est impossible. On a parlé tout à l'heure d'un niveau d'éducation minimum qu'il faudrait imposer aux autres mais vous avez précisé, tout à fait légitimement, à mon avis, que nous ne sommes pas capables d'atteindre ce niveau nous-mêmes, à l'intérieur du Canada. Autrement dit, nous semblons refuser de nous imposer les normes d'éducation qu'exigent notre économie et notre prospérité collectives, alors que nous semblons prêts à les imposer aux autres, en sachant parfaitement bien que les immigrants qui pourraient répondre à ces critères arriveraient à occuper des postes de niveau relativement élevés dans notre société. Si tel était le cas, leurs descendants en arriveront à occuper des postes dominants, puisque nous leur demandons d'être meilleurs que nous. Avez-vous étudié ce phénomène?

M. Reitz: Je ne connais aucune étude concluant que certains groupes d'immigrants occupent une place

over the native-born Canadian population, although

Mr. Volpe: Without being partisan, we could take a look. Without being partisan, one of our criteria for immigration, when we are talking about the entrepreneurial class, is to ask person A to come in with a certain economic weight in order to be entered into the country, an economic weight that some of our own native Canadians cannot possibly aspire to. If we ask people to come here with particular skills in order to fulfil the enormous skill shortages we have in this country, we are putting them in a position where they are able to dictate a series of circumstances that many of our own might not be able to do.

That is why I asked earlier what kind of immigration policy direction we should be looking at, and in what kind of context. Is it purely an economic development context that looks at immigration or migration and the shifting patterns of an economic ebb and flow in this country as a whole? I am going to use the word "empire" that you used earlier. It is geographically so vast that it would be considered that, and it is the question of administering such an enormous expanse with a population that is in ebb and flow.

• 1240

Dr. Reitz: My understanding is that the entrepreneurial category, although it attracts a lot of attention because of the drama of people arriving with millions of dollars in their pockets, is actually a relatively small number.

Mr. Volpe: It exists nonetheless.

Dr. Reitz: It does exist, but I do not know the extent of its impact on the overall occupational composition of particular immigrant groups such as the Chinese group. But without evaluating that particular policy, one would hope that the employment policies would allow for the possibility for immigrant groups to attain that kind of success as a result of their efforts in the labour market in Canada rather than as a result of their efforts in the labour markets of Hong Kong or other places.

Mr. Johnson (Calgary North): First I would like to comment on how diverse the perceptions are among Members of Parliament, because I heard Mr. Chadwick saying that he thought that areas that have the most immigration would have the most racism or response. I come from Alberta, and I have a great fear that racism is growing strongly in an area that has very little immigration. I do not reject your point of view; I am just saying that our own personal experience seems to affect our point of view, and I heard Mr. Allmand saying how he felt that the people were assimilating well and that there were not problems. That is perception.

When you talk about Canada as a whole and our degree of racism, how much difference is there within

[Traduction]

dominante par rapport à la population canadienne de souche, bien que. . .

M. Volpe: Sans vouloir faire de partisanerie, nous pourrions peut-être étudier la question. Prenons le cas de la catégorie des entrepreneurs. L'un des critères de notre politique d'immigration permet d'accepter l'entrée au pays de personnes jouissant d'un certain poids économique, et en tout cas d'un poids économique auquel certains Canadiens de souche ne pourront jamais aspirer. Si nous demandons à des étrangers ayant des compétences professionnelles spécifiques de venir combler nos pénuries dans ce domaine, nous les plaçons dans une situation où ils seront en mesure d'imposer certaines choses que beaucoup des nôtres ne pourront qu'accepter.

Voilà pourquoi je demandais plus tôt dans quel sens nous voulons qu'évolue notre politique d'immigration. Voulons-nous une politique d'immigration fondée uniquement sur des critères économiques et fluctuant en fonction des variations de l'économie? Je vais reprendre le mot «empire», que vous avez utilisé plus tôt? Notre pays est tellement vaste qu'on peut presque le considérer comme un empire. Or, on peut se demander comment on peut gérer un tel empire, avec une population en mutation constante.

M. Reitz: D'après mes informations, la catégorie des entrepreneurs n'attire qu'un nombre relativement minime d'immigrants, même si on en parle beaucoup, parce que ce sont des gens qui arrivent avec des millions de dollars dans leurs poches.

M. Volpe: Elle existe quand même.

M. Reitz: Elle existe, mais je me demande vraiment quelle est son influence sur la composition professionelle globale de tel ou tel groupe d'immigrants, par exemple du groupe chinois. Sans avoir évalué cet aspect particulier de notre politique, on peut quand même espérer que nos politiques d'emploi ne vont pas empêcher les immigrants d'atteindre ce genre de succès, grâce à leurs efforts personnels au Canada, plutôt qu'à leurs efforts sur les marchés du travail de Hong Kong ou d'ailleurs.

M. Johnston (Calgary-Nord): Je commencerai par souligner la diversité d'opinion des députés sur cette question, car j'ai entendu M. Chadwick dire qu'il pensait que les régions qui connaissent le plus fort taux d'immigration sont celles qui ont le taux de racisme le plus élevé. Or, je viens de l'Alberta et je crains sérieusement une forte poussée de racisme dans ma province, qui connaît très peu d'immigration. Je ne rejette pas automatiquement votre point de vue, je dis simplement que celui-ci semble être influencé par notre expérience personnelle. J'ai entendu M. Allmand dire qu'à son avis les immigrants réussissaient à s'assimiler et qu'il n'y avait pas tellement de problème. C'est son impression.

Si on veut parler de racisme au Canada, y a-t-il des différences réelles d'une région à l'autre, et qui a raison,

Canada and which perception is right, Mr. Chadwick's or mine? Where are the greatest problems, and in what way are they related to immigration?

Dr. Reitz: As I mentioned in answer to the earlier question, I think the data does suggest that antagonistic feelings toward immigrants are greater in the large urban centres, where the immigrants tend to be concentrated. That is not to say that hostility towards minority groups is absent in the other parts of the country. Generally, I would say that the predisposition to antagonism towards immigrants is probably more or less uniformly distributed throughout the society and throughout our culture and that what determines the intensity of feelings that arise at particular times and places has to do with a sense of competition that arises in particular settings; for example, occupational competition, competition over territory, a sense of predominance in a particular neighbourhood or in a particular city.

So in a city like Toronto there is a heightened sense that the pre-existing population is being displaced by new arrivals, and that generates a more open response, whereas in Alberta. . . It is not the case that there is no immigration. There may be not very much at the moment, but there is a racial minority population in Edmonton and Calgary that is probably 4% or 5% of the population. So it is relatively small compared to Toronto, where it might be 18% or 20%, but it is there and it evokes some reactions. It is probably just less intense. It may be more colourful in some of the ways it is being expressed and it may attract media attention differentially.

It is often very difficult to know exactly what the attitudes of the population are from reports in the media. The media select certain kinds of events to report on and neglect others. If you rely on the media, you might think that the level of racial violence in the Toronto schools is almost non-existent. But if you talk to participants in particular schools, you find there is almost continuous hostility among different groups of students: blacks as opposed to Italians as opposed to other groups. Yet this is very rarely reported in the media.

• 1245

As for racial violence in Britain, occasionally there will be a flurry of such activities, which attract the attention of the media. But if you talk to members of the minority communities in Britain, they will tell you that there is virtually ongoing violence of various kinds on a daily basis between the black community and the police and other sorts of representatives of white institutions.

It is difficult to make these kinds of assessments without doing a fairly systematic research. The media tries

[Translation]

M. Chadwick ou moi? Quels sont les problèmes les plus importants à cet égard, et comment sont-ils reliés à l'immigration?

M. Reitz: Comme je l'ai dit plus tôt, les données portent à croire que l'hostilité envers les immigrants est plus forte dans les grands centres urbains, où les immigrants ont tendance à se concentrer. Cela ne veut pas dire qu'il n'y a pas d'hostilité envers les groupes minoritaires dans les autres régions du pays. Cela veut dire simplement que la prédisposition à l'hostilité envers les immigrants est probablement plus ou moins uniforme dans toute la société, et dans toute notre culture, et que ce qui fonde l'intensité des ressentiments à tel ou tel moment, ou à tel ou tel lieu, provient plutôt d'un facteur circonstanciel de concurrence, par exemple professionnel ou territorial, ou d'un sentiment de prédominance dans tel ou tel quartier ou telle ou telle ville.

Ainsi, dans une ville comme Toronto, on peut avoir le sentiment accru que la population locale est déplacée par les nouveaux arrivants, ce qui peut produire à leur égard un accueil plus ou moins chaleureux, alors qu'en Alberta... Vous ne pouvez d'ailleurs pas dire qu'il n'y a pas d'immigration en Alberta. Il y en a peut-être pas beaucoup en ce moment, mais il existe une minorité raciale non négligeable à Edmonton et à Calgary, qui représente probablement 4 p. 100 ou 5 p. 100 de la population. Certes, c'est assez minime par rapport à Toronto, où la proportion est peut être de 18 p. 100 à 20 p. 100, mais ce n'est pas négligeable et cela provoque certaines réactions. Il se trouve simplement que ces réactions sont probablements moins vives. Elles s'expriment peut-être de manière différente, et elles attirent peut-être différemment l'attention des médias.

Il est souvent très difficile de cerner exactement l'attitude de la population à partir de rapports médiatiques. Les médias font des choix qui les amènent à rapporter certaines choses et à en négliger d'autres. Si vous vous contentez des médias, vous allez croire qu'il n'y a pratiquement aucune violence raciale dans les écoles de Toronto. Par contre, si vous parlez aux gens qui travaillent dans les écoles, vous constaterez qu'il y a une hostilité presque continue entre les différents groupes d'étudiants, c'est-à-dire entre les Noirs, les Italiens et les autres groupes. Pourtant, on en parle rarement dans les journaux.

En ce qui concerne la violence raciale en Grande-Bretagne, il y a parfois des explosions ponctuelles qui attirent l'attention des médias mais, si vous en parlez aux membres des communautés minoritaires, ceux-ci vous diront qu'il y a une sorte de violence quasi quotidienne et permanente entre la communauté noire, d'une part, et la police et d'autres représentants des institutions blanches, de l'autre.

Il est donc difficile de tirer des conclusions de cette nature sans examiner très attentivement la situation. Texte

hard to present issues, but it is really attracted by visible events, which they can then make more visible. All I can say is I believe that it probably is the case that the level of racial antagonism is greater in those three cities than elsewhere in Canada, not like day and night but to some extent.

Le président: Monsieur Reitz, au nom de tous les députés, je tiens à vous remercier pour votre exposé ainsi que pour les divers renseignements que vous nous avez donnés, particulièrement sur les différences entre la Grande-Bretagne et le Canada sur le plan de l'immigration et des conflits raciaux.

Dr. Reitz: Thank you very much.

Le président: Le Comité directeur siégera demain à 15h30.

Mr. Allmand: I wanted to make sure that this committee was agreed there would be a short item on the agenda to deal tomorrow with the decision of the Federal Court yesterday annulling the legislation for dealing with the refugee backlog and that it would be a first priority of the committee in dealing with the estimates. To me it seems like an urgent matter and it becomes even more sensible, considering the report of this committee, which dealt with the backlog. Maybe there is agreement that it could be done and that we do not have to debate it any longer.

Mr. Johnson: I have no objection. I think that is an important matter that Mr. Allmand has raised, but I am just concerned with the way he is phrasing it. I have not seen the judgment and I am not sure whether he has or not. He is saying that the legislation has been annulled. I think we simply want—

Mr. Allmand: Ruled unconstitutional.

Mr. Johnson: One aspect of it. I do not want to get into it right now. All I want to say is that the court decision should be on the agenda, leaving out any references to exactly what the court decision has said until you can deal with it.

Mr. Allmand: That is all right.

Mr. Johnson: That is all I am trying to say. It should come up and it should be on the agenda, but I am concerned with the—

Le président: À la lumière des renseignements que nous avons recueillis autour de la table, il nous sera impossible de ne pas traiter de ce sujet demain, à la réunion du Comité directeur. On se doit d'examiner la façon dont le Comité orientera ses travaux futurs étant donné le jugement qui a été rendu.

Plusieurs autres sujets sont prévus pour la réunion de demain. Rappelons-nous que nos recherchistes vont nous donner un résumé succinct de nos travaux et des divers témoignages qu'on a entendus. On fera le point sur notre étude de la démographie et des niveaux d'immigration. Ensuite on va examiner la question des prévisions budgétaires et déterminer quels seront nos travaux à ce

[Traduction]

Malgré la meilleure volonté du monde, les médias sont attirés par les phénomènes visibles, ce qui les rend d'ailleurs encore plus visibles. En fin de compte, on peut probablement dire qu'il y a plus d'hostilité raciale dans les trois grandes villes que dans les autres, mais que l'hostilité raciale n'est pas complètement inexistante ailleurs.

The Chairman: Mr. Reitz, on behalf of all the Members, I want to thank you for your presentation and for the various information you gave us, especially on the differences between Britain and Canada as far as immigration and racial conflicts are concerned.

M. Reitz: Merci beaucoup.

The Chairman: The Steering Committee will meet tomorrow at 3:30 pm.

M. Allmand: Je voudrais m'assurer que le Comité traitera brièvement demain de la décision rendue hier par la Cour fédérale pour invalider la législation relative aux réfugiés, et je voudrais que cela soit le sujet prioritaire du Comité, lors de l'étude des prévisions budgétaires. A mon avis, c'est un problème urgent, et il est tout à fait légitime que nous l'examinions, étant donné le rapport que nous avions préparé antérieurement. Peut-être pourrions-nous demander aux autres membres s'ils sont d'accord, ce qui nous éviterait d'engager un très long débat.

M. Johnson: Je suis d'accord. Je pense que c'est une question importante, mais je me demande si M. Allmand l'a bien formulée. Je dois dire que je n'ai pas encore vu le texte de l'arrêt. Il a dit que le projet de loi avait été invalidé, mais je ne sais pas si...

M. Allmand: Il a été jugé anticonstitutionnel.

M. Johnson: L'un de ces aspects, seulement. Je ne veux pas engager le débat maintenant. Je suis d'accord pour que la question figure à l'ordre du jour, et nous en discuterons de manière plus détaillée à ce moment-là.

M. Allmand: C'est parfait.

M. Johnson: Je suis d'accord pour que nous discutions de la question, mais je veux simplement éviter que. . .

The Chairman: Considering the information we have collected, it would be impossible not to deal with this issue at tomorrow's meeting of the Steering Committee. We have to consider the future direction of our work, in light of the judgement.

Several issues will have to be considered tomorrow. Remember that our researchers are going to give us a brief summary of our work and of the various testimonies we have received so far. We will also examine our study on demographics and immigration levels. After that, we will have to deal with our estimates, in order to establish our plan and a list of witnesses. We will also have to deal

sujet et quels témoins nous entendrons. Nous devons également nous pencher sur ce que M. Allmand a dit au sujet de l'arriéré de réfugiés. Il semble aussi y avoir un arriéré dans le cas de la Loi C-55, la nouvelle loi. Est-ce que cela va intéresser les membres du Comité? Il y a aussi le projet de loi C-21 qui a été renvoyé à la Chambre des communes. Les membres du Comité vont peut-être vouloir examiner cette chose-là.

• 1250

Il y a également nos besoins financiers pour les travaux futurs du Comité. Vous avez en main un document. Le Comité directeur l'examinera demain et présentera probablement une résolution à la séance de jeudi.

Monsieur Allmand, il n'y a aucun problème: nous allons aborder dès demain cette question du jugement.

Mr. Allmand: Sounds good. Perhaps the research staff could bring us exact information with respect to the judgment, too. We only have reports of the judgment in the newspapers.

Mr. Worthy (Cariboo—Chilcotin): Is the meeting tomorrow a steering committee meeting?

The Chairman: It is a steering committee meeting at 3.30 p.m.

La séance est levée.

[Translation]

with what Mr. Allmand said about the refugees backlog. There seems to be a backlog with the new Act, Bill C-55. Is this of interest to the members of the Committee? There is also Bill C-21 which has been referred to the House of Commons. Members might wish to deal with that too.

There is also the matter of our funding needs for our future work. You have been given a document. The Steering Committee will examine it tomorrow and will probably table a resolution during Thursday's meeting.

There is no problem, Mr. Allmand, we will deal tomorrow with the judgement.

M. Allmand: C'est parfait. Les chercheurs pourront peut-être obtenir le texte exact de l'arrêt? Pour l'instant, nous n'en savons que ce qui a été publié dans les journaux.

M. Worthy (Cariboo—Chilcotin): La réunion de demain est-elle une réunion du Comité directeur?

Le président: C'est cela, à 15 heures 30.

The meeting is adjourned.

















If undelivered, return COVER ONLY to: Canadian Government Publishing Centre, Supply and Services Canada, Ottawa, Canada, K1A 0S9 En cas de non-livraison, retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à Centre d'édition du gouvernement du Canada, Approvisionnements et Services Canada, Ottawa, Canada, K1A 0S9

WITNESS

From the University of Toronto:

Dr. Jeffrey Reitz, Professor of Sociology, Centre for Industrial Relations.

TÉMOIN

De l'Université de Toronto:

Dr Jeffrey Reitz, Professeur en sociologie, Centre des relations industrielles.



HOUSE OF COMMONS

Issue No. 20

Thursday, March 8, 1990

Chairman: Jean-Pierre Blackburn

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule nº 20

Le jeudi 8 mars 1990

Président: Jean-Pierre Blackburn

Minutes of Proceedings and Evidence of the Standing Committee on

Procès-verbaux et témoignages du Comité permanent du

Labour, Employment and Immigration

Travail, de l'Emploi et de l'Immigration

RESPECTING:

Pursuant to Standing Order 108(2), an investigation into demography and immigration levels

CONCERNANT:

Conformément à l'article 108(2) du Règlement, une enquête sur la démographie et les niveaux d'immigration

WITNESS:

(See back cover)

TÉMOIN:

(Voir à l'endos)



Second Session of the Thirty-fourth Parliament, 1989-90

Deuxième session de la trente-quatrième législature, 1989-1990

STANDING COMMITTEE ON LABOUR, EMPLOYMENT AND IMMIGRATION

Chairman: Jean-Pierre Blackburn Vice-Chairman: Dave Worthy

Members

Edna Anderson Warren Allmand Harry Chadwick Doug Fee Dan Heap Al Johnson Allan Koury Sergio Marchi Gilbert Parent George Proud Cid Samson Jacques Vien—(14)

(Quorum 8)

Elizabeth Kingston
Clerk of the Committee

COMITÉ PERMANENT DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE L'IMMIGRATION

Président: Jean-Pierre Blackburn Vice-président: Dave Worthy

Membres

Edna Anderson Warren Allmand Harry Chadwick Doug Fee Dan Heap Al Johnson Allan Koury Sergio Marchi Gilbert Parent George Proud Cid Samson Jacques Vien—(14)

(Quorum 8)

Le greffier du Comité
Elizabeth Kingston

Published under authority of the Speaker of the House of Commons by the Queen's Printer for Canada

Publié en conformité de l'autorité du Président de la Chambre des communes par l'Imprimeur de la Reine pour le Canada

MINUTES OF PROCEEDINGS

THURSDAY, MARCH 8, 1990 (26)

[Text]

The Standing Committee on Labour, Employment and Immigration met at 11:12 o'clock a.m. this day, in Room 705, 151 Sparks Street, the Chairman, Jean-Pierre Blackburn, presiding.

Members of the Committee present: Warren Allmand, Edna Anderson, Jean-Pierre Blackburn, Doug Fee, Dan Heap, Allan Koury Jacques Vien and Dave Worthy.

In attendance: From the Library of Parliament: Kevin Kerr and Maureen Baker, Research Officers.

Witness: From the University of Toronto: Dr. Warren Kalbach, Professor of Sociology.

Pursuant to Standing Order 108(2), the Committee resumed consideration of its investigation into demography and immigration levels.

Dr. Warren Kalbach made an opening statement and answered questions.

The Chairman presented the Seventh Report of the Sub-Committee on Agenda and Procedure which reads as follows:

Your Sub-Committee on Agenda and Procedure met on Wednesday, March 7 and agreed to make the following recommendations:

- That the study on Main Estimates be taken up as the first priority of work for the Committee and that the hearings on demography and immigration levels continue when hearings on the Main Estimates cannot be scheduled.
- 2. The ministerial appearances on the Main Estimates be scheduled as soon as possible, and take precedence over the demographic hearings as previously scheduled.
- 3. That the following constitute the Committee's schedule prior to the Easter Break subject to possible changes for reasons stated above:

PROCÈS-VERBAL

LE JEUDI 8 MARS 1990 (26)

[Traduction]

Le Comité permanent du travail, de l'emploi et de l'immigration se réunit aujourd'hui à 11 h 12, dans la pièce 705 au 151, rue Sparks, sous la présidence de Jean-Pierre Blackburn (président).

Membres du Comité présents: Warren Allmand, Edna Anderson, Jean-Pierre Blackburn, Doug Fee, Dan Heap, Allan Koury, Jacques Vien et Dave Worthy.

Aussi présents: De la Bibliothèque du Parlement: Maureen Baker et Kevin Kerr, attachés de recherche.

Témoin: De l'Université de Toronto: Warren Kalbach, professeur de sociologie.

En conformité du paragraphe 108(2) du Règlement, le Comité poursuit son enquête sur la démographie et les niveaux d'immigration.

Warren Kalbach fait un exposé et répond aux questions.

Le président présente le Septième rapport du Souscomité du programme et de la procédure dont le texte suit:

Le Sous-comité s'est réuni le mercredi 7 mars et a convenu de faire les recommandations suivantes:

- 1. Que l'étude du Budget des dépenses principal soit entreprise en priorité par le Comité, et que lorsqu'aucune audience ne peut être tenue à ce sujet, le Comité poursuive son étude sur la démographie et les niveaux d'immigration.
- Que les ministres appelés à témoigner sur le Budget des dépenses principal soient invités à comparaître le plus tôt possible, et que ces comparutions aient préséance sur les audiences prévues sur la question de la démographie.
- Que le Comité tienne les réunions suivantes avant le congé de Pâques, sous réserve de changements pouvant être apportés pour les raisons susmentionnées:

Tuesday March 13	Dr. David Foot University of Toronto	Le mardi 13 mars	M. David Foot Université de Toronto
Wednesday, March 14	Mains estimates (immigration) Officials from the Department of Employment and Immigration	Le mercredi 14 mars	Budget des dépenses principal (Immigration) Représentants du ministère de l'Emploi et de l'Immigration
Thursday, March 15	Dr. Jacques Henripin University of Montreal	Le jeudi 15 mars	M. Jacques Henripin Université de Montréal
Tuesday, March 20	Demographic Review Health and Welfare Canada	le mardi 20 mars	Étude démographique Santé nationale et Bien-être social
Wednesday, March 21	Main estimates (immigration) The Honourable Barbara McDougall	le mercredi 21 mars	Budget des dépenses principal (Immigration) L'honorable Barbara McDougall
Thursday, March 22	Dr. Bill Marr Wilfrid Laurier University	Le jeudi 22 mars	M. Bill Marr Université Wilfrid Laurier
Tuesday, March 27	Dr. John Samuel Carleton University	Le mardi 27 mars	M. John Samuel Université Carleton
Wednesday, March 28	Main estimates Immigration and Refugee Board Gordon Fairweather	Le mercredi 28 mars	Budget des dépenses principal Commission de l'immigration et du statut de réfugié Gordon Fairweather
Thursday, March 29	Main estimates The Auditor General (to be confirmed)	Le jeudi 29 mars	Budget des dépenses principal Vérificateur général (à confirmer)
Wednesday, April 4	Main estimates The Honourable Monique Vézina	Le mercredi 4 avril	Budget des dépenses principal L'honorable Monique Vézina
Thursday, April 5	Shirley Seward The Institute for Research on Public Policy	Le jeudi 5 avril	Shirley Seward Institut de recherches politiques

4. That the Standing Committee on Labour, Employment and Immigration approve the budget in the amount of \$156,600.00 for the fiscal year April 1, 1990 to March 31, 1991, and that the Chairman be instructed to present the budget to the Liaison Committee for its approval.

On motion of Warren Allmand it was agreed,—That the seventh Report of the Sub-Committee on Agenda and Procedure be adopted.

At 12:58 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

4. Que le Comité permanent du travail, de l'emploi et de l'immigration adopte un budget de 156 600\$ pour l'exercice du ler avril 1990 au 31 mars 1991 et que le président soit autorisé à présenter ce budget au Comité de liaison, pour son approbation.

Sur motion de Warren Allmand, il est convenu,—Que le Septième rapport du Sous-comité du programme et de la procédure soit adopté.

A 12 h 58, le Comité s'ajourne jusqu'à nouvelle convocation du président.

Elizabeth Kingston

Clerk of the Committee

La greffière du Comité Elizabeth Kingston

EVIDENCE

[Recorded by Electronic Apparatus]
[Texte]
Thursday, March 8, 1990

• 1114

Le président: À l'ordre!

Nous recevons aujourd'hui le D^r Warren Kalbach, professeur de sociologie et directeur du laboratoire de recherche démographique au Collège Erindale de l'Université de Toronto.

Le D^r Kalbach est l'auteur de plusieurs livres et articles sur la démographie, l'immigration et l'ethnicité, dont un livre à paraître en avril prochain intitulé *Ethnic Identity* and *Equality*. Ce livre a été rédigé en collaboration avec MM. Breton, Reitz et Isajiw.

Le professeur Kalbach s'est penché entre autres sur l'acculturation des personnes affiliées à une Église ethnique. Il s'agit de l'adaptation d'un individu à une culture étrangère avec laquelle il est en contact. Il va nous entretenir de cela ce matin, ainsi que d'autres aspects de la démographie et des niveaux d'immigration.

Docteur Kalbach, bienvenue. Vous avez sûrement un exposé à nous livrer ce matin. La parole est à vous.

• 1115

Mr. Allmand (Notre-Dame-de-Grâce): Point of order, Mr. Chairman. When do you intend to deal with the report of the steering committee?

Le président: J'aurais aimé en parler à la fin de la présente réunion. Cependant, il nous faudra le quorum. Actuellement, nous sommes six. Tant qu'il n'y a pas quorum, on ne peut pas l'adopter. Si ce n'est pas possible aujourd'hui, j'ai l'intention de suivre quand même la ligne directrice qui a été établie hier au Comité directeur. Vous avez cela en main.

Mr. Allmand: What is the quorum?

Le président: Huit personnes. Entre autres, lors de la réunion du 14 mars qui doit porter sur les prévisions budgétaires, nous rencontrerons les fonctionnaires du ministère de l'Emploi et de l'Immigration. Si la transcription du jugement du juge Jerome est disponible, nous pourrons leur poser des questions lors de la rencontre de mercredi prochain. Si la transcription n'est pas disponible, nous leurs poserons des questions sur les prévisions budgétaires pour l'année en cours. Si on a le quorum, nous adopterons le rapport ce matin; sinon, nous allons quand même travailler en conséquence.

Mr. Allmand: Thank you.

Le président: Je tiens également à rappeler aux membres du Comité que nos recherchistes nous ont préparé un résumé de ce que tous les témoins ont dit sur la question de la démographie et des niveaux d'immigration. Ce court résumé de cinq ou six pages

TÉMOIGNAGES

|Enregistrement électronique| |Traduction| |Le jeudi 8 mars 1990

The Chairman: Order, please!

Our witness today is Dr. Warren Kalbach, who is a Professor of Sociology and Director of the Demographic Research Laboratory at Erindale College, University of Toronto.

Dr. Kalbach has written a number of books and articles on demography, immigration and ethnicity, including a book to be published in April of this year entitled "Ethnic Identity and Equality". Mr. Kalbach coauthors the book with Mr. Breton, Mr. Reitz and Mr. Isajiw.

One of the subjects Professor Kalbach has looked at is the acculturation of individuals affiliated with an ethnic church, that is the adaptation of an individual to a foreign culture with which he or she is in contact. He will be speaking to us about this and other aspects of demography and immigration levels this morning.

Welcome, Dr. Kalbach. I am sure you have a presentation for us. You have the floor.

M. Allmand (Notre-Dame-de-Grâce): J'invoque le Règlement, monsieur le président. Quand va-t-on s'occuper du rapport du comité directeur?

The Chairman: I would have liked to discuss it at the end of the meeting. However, we need a quorum to pass it. There are 6 of us here at the moment. Until we have a quorum, we cannot pass it. If we cannot pass it today, I intend nevertheless to follow the guideline worked out by the steering committee yesterday. You have a copy of the report before you.

M. Allmand: Le quorum, c'est quoi?

The Chairman: Eight. At our meeting on March 14, at which we are supposed to be discussing the estimates, we will have before us the officials from the Department of Employment and Immigration. If a transcript of Mr. Justice Jerome's decision is available, we will be able to ask them questions about it at our meeting next Wednesday. If the transcript is not available, we will ask them questions about the estimates for the current fiscal year. If we get a quorum later on, we will adopt the report this morning. Otherwise, we will proceed along the same lines in any case.

M. Allmand: Merci.

The Chairman: I would also like to remind Committee members that our researchers have prepared a summary of all the evidence we have heard on demography and immigration levels. It is a 5 or 6 page document that has a very good summary of what we have heard so far. I think

traduit très bien ce qui s'est passé au cours de nos audiences jusqu'à maintenant. Il est important que vous preniez quelques minutes pour le lire, puisque nous allons continuer notre étude démographique au cours des prochaines semaines, mais peut-être à un rythme moins accéléré car nous allons en même temps étudier les prévisions budgétaires.

Docteur Kalbach, la parole est à vous.

Dr. Warren Kalbach (Professor of Sociology, University of Toronto): Thank you very much.

I do not like to start out with an apology, but I suspect that since I do not have a prepared formal brief you might like some explanation for that and what it is I intend to talk about.

Given that this is the Committee on Employment and Immigration, I assumed the members might have some interest in the kind of research I have done over the years Canadian immigration and Canadian ethnic populations. Because some notable events have occurred in recent times that are affecting the nature and the composition of immigration to Canada and there are some implications they might have for the future I thought I would just summarize some of the findings of my recent research. When I thought about it, it turned out it was pretty much the same kind of thing I would have talked about if I had talked about any of my other research in the 30 years I have been in Canada doing this sort of thing. My concern in my lifetime of doing this kind of work has been the nature of Canadian society, the composition of Canadian society, and the significance of the ethnic, cultural, and racial composition of immigrants coming to Canada and the possible impact of these arriving immigrants on the nature of Canadian society.

As you have already mentioned, some of the major work I have done, beginning back in the 1961 census on the impact of immigration on Canada's population, dealt with this basic problem. In the 1971 census I collaborated with Professor Richmond at York University and we did another major monograph on the adjustment of immigrants and their descendants, which dealt with the same basic problem, what the nature of Canadian society is, what its ethnic composition is, what impact arriving immigrants who come to Canada have on that composition and social organization, and so on.

The most recent major research was the demographic review, in which we participated specifically for the purpose of looking at some of the more recent immigrants—what we are defining as the "more visible" immigrants—coming to Canada, to see to what extent these groups are encountering any specific kinds of difficulties in becoming "integrated"—and I use the word "assimilated" in Canadian society, a word that many government departments and branches do not care to use, but it is nevertheless a process that goes on in this society and they do have to talk about it—there are really three major things I wanted to address with respect to the findings of the research we have done in connection with the demographic review. One I have already mentioned.

[Translation]

you should take a few minutes to read it, because we will be continuing our demographic study in the weeks ahead, but perhaps less intensively, because we will be studying the estimates at the same time.

Dr. Kalbach, you have the floor.

M. Warren Kalbach (Professeur de sociologie, University de Toronto): Merci beaucoup.

Je n'aime pas commencer par m'excuser, mais je pense qu'il faut que j'explique pourquoi je n'ai pas d'exposé écrit. Je vais vous dire également ce dont je vais parler.

Etant donné que vous êtes le Comité de l'emploi et de l'immigration, j'ai tenu pour acquis que vous vous intéreseriez aux recherches que j'ai faites depuis un certain nombre d'années sur l'immigration et sur les populations ethniques au Canada. Certains événements notables qui se sont produits récemment ont une incidence sur la nature et la composition des immigrants qui viennent au Canada et pourraient avoir des conséquences à l'avenir. J'ai donc pensé résumer certaines conclusions de mes recherches récentes. En réfléchissant à la question, j'ai constaté que ces recherches ressemblent beaucoup aux recherches que je fais depuis 30 ans au Canada. Je me suis toujours intéressé à la nature et à la composition de la société canadienne et à l'importance de la composition ethnique, culturelle et raciale des immigrants qui viennent au Canada, ainsi qu'à leur incidence possible sur la nature de la société canadienne.

Comme vous l'avez déjà dit, les principaux travaux—qui remontent au recensement de 1961—que j'ai effectués au sujet de l'incidence de l'immigration sur la population canadienne, portent sur ce problème fondamental. Lors du recensement de 1971, j'ai collaboré avec le professeur Richmond, de l'Université York, pour préparer une autre monographie importante sur le réajustement des immigrants et de leurs descendants. Nous avons examiné la même question, c'est-à-dire la nature de la société canadienne, sa composition ethnique et l'incidence des immigrants sur la structure sociale canadienne.

Nos dernières recherches ont été faites dans le cadre de l'Étude démographique. Notre objectif était plus précisément d'examiner le cas de certaines personnes qui ont récemment immigré au Canada—que nous appelons les immigrants «plus visibles»—afin de voir dans quelle mesure ces groupes se heurtent à des difficultés précises dans les efforts qu'ils font pour s'adapter à la société canadienne. Moi je dis «s'assimiler», mais beaucoup de ministères et de directions préfèrent ne pas utiliser ce mot. Il s'agit néanmoins d'un phénomène qui se produit dans notre société, et il faut en parler. Je voulais vous parler de trois aspects principaux des conclusions de nos recherches concernant l'Étude démographique. J''ai déjà mentionné l'un de ces aspects.

• 1120

Since the early 1960s there has been a major change in the immigration policy in terms of selection and so on, in which they removed the restrictions or limitations in terms of culture, ethnicity, religion, race and so on. In a sense there is no longer built-in, official discrimination against certain groups in terms of their desirability or admissibility to Canada as landed immigrants.

Since that time we have seen a very significant change in the composition of immigrants coming to Canada, specifically in the increase in the proportion of non-European groups, particularly, I would say, the Asian groups.

I recall that when I was working on the monograph in the 1961 census there was something called the B and B Commission. That seems to have evolved into a "B and Multicultural Commission", at least in terms of the outcome of this, in that the emphasis on the bilingual nature of Canadian society instead of the solely bicultural, the British and the French. . . We are talking about a multicultural policy that Canada seems to have and the implication is that Canada is a more of a multicultural society than in the case of our neighbours to the south.

The adoption of this multiculturalism policy for Canada obviously has some implications with respect to the nature of the groups that are coming here and some of the problems they encounter.

I think another problem associated with our concern about the composition of Canadian population and the immigrant groups coming here is that the decline in fertility has been such that the only significant factor we see in the future for somehow reversing the slowing down of the population growth, or controlling population growth, is immigration. Immigration therefore takes on added significance because of that factor. In a sense the composition of immigration—the ethnic, cultural, racial composition of immigration—takes on a greater significance than it might have otherwise done, let us say during the baby-boom years of the 1950s.

At any rate, these things have led to an understanding on the part of the people coming to this country, the recent immigrants coming here, that they do not necessarily have to think about giving up some of the distinctive characteristics of their culture. In other words, in a multicultural society groups seem to feel that they are being encouraged to retain those distinctive aspects of their culture and are not being forced into assimilation into the dominant society, whether we are talking about the Quebec French Canadian society or outside of Quebec where the British culture is dominant.

This has raised questions in some of our minds about the consequences of groups not becoming or not feeling compelled to become Canadian quite so rapidly as [Traduction]

Depuis le début des années 60, la politique d'immigration s'est considérablement modifiée, notamment quant au choix des immigrants; on a supprimé les restrictions ou les limites concernant l'origine culturelle et ethnique, la religion, la race, etc. En un sens, il n'y a plus de discrimination officielle quant aux catégories de personnes auxquelles on peut accorder le droit d'établissement.

Depuis cette époque, on a assisté à une modification très sensible de la composition des groupes d'immigrants; la proportion des personnes d'origine non européenne, et en particulier celle des Asiatiques, a augmenté.

Je me souviens que lorsque je rédigeais une monographie sur le recensement de 1961, on parlait de la Commission sur le bilinguisme et le biculturalisme. Il semble qu'on soit désormais passé du biculturalisme au multiculturalisme, du moins en ce qui concerne les conclusions de cette commission, dans la mesure où on met désormais l'accent sur la nature bilingue de la société canadienne, plutôt que de parler des seules cultures britannique et française. . . On parle de la politique muulticulturelle que le Canada semble vouloir mener, ce qui fait que la société canadienne est plus multiculturelle que celle des États-Unis.

L'adoption de cette politique du multiculturalisme au Canada a naturellement des conséquences sur la composition des groupes de personnes qui immigrent dans notre pays, et sur les problèmes qu'ils peuvent y rencontrer.

Dans le contexte de la composition de la population canadienne et des groupes d'immigrants, on se préoccupe également de la baisse de la fertilité, qui est telle que le seul élément important qui puisse à l'avenir relancer la croissance de la population, ou permettre de contrôler cette croissance, c'est l'immigration. On lui accorde donc, de ce fait, une plus grande importance. En un sens, la composition des groupes d'immigrants, c'est-à-dire leurs origines ethnique, culturelle et raciale, est plus importante qu'elle ne l'aurait été dans un autre contexte, par exemple l'époque de l'explosion démographique des années 50.

Quoi qu'il en soit, cette évolution a modifié l'attitude des gens qui sont arrivés récemment au Canada: ils ne se sentent plus nécessairement obligés de renoncer à leurs particularités culturelles. Autrement dit, dans une société multiculturelle, les immigrants se sentent incités à conserver leur patrimoine ethnique et n'ont pas l'impression d'être contraints à s'assimilier à la société dominante, qu'il s'agisse de la société canadienne française au Québec ou de la société anglaise dans le reste du pays.

Ceci nous a amenés à nous interroger sur les conséquences du fait que ces gens-là ne deviennent pas Canadiens aussi rapidement qu'autrefois, qu'ils ne se

perhaps they have been encouraged to do so in the past. We are therefore curious about some of the consequences for groups, or individuals in groups, in retaining their ethnic language and their institutions and in developing the notion for which Raymond Breton is famous in the sociological literature of developing what he called "institutional completeness"; that is, that you have a viable ethnic community.

• 1125

At any rate, we thought the demographic review was a good opportunity for us to be able to obtain the kind of data we would need to look at this question. In fact, do people who in a sense retain their ethnicity tend to be disadvantaged in any way with respect to their integration into Canadian society—integration, and I would say acculturation and assimilation—measured in terms of, let us say, socio-economic achievement, social status attainment?

I do not know if you have a copy of the report we submitted to the demographic review, but it describes in a sense what we had done.

What we started with, though, was looking at some of the older immigrant groups; that is, the Germans and Ukrainians. We had started on this before the demographic review. Because we had very good data on these groups, we could see what changes, if any, had occurred in or over successive generations with these groups that have been in Canada for a long time to see whether the processes of acculturation and integration there might give us some clues as to what to expect from these more recent and non-European groups coming to Canada.

As I said, most of the work I have done has dealt with this problem in one way or another, but then the demographic review allowed us the opportunity to obtain data on the more recent and the smaller groups, for which we ordinarily are not able to obtain data.

To summarize what we found—and perhaps I would emphasize the results of the research we did on the Ukrainians and Germans first-was something that does not seem very startling at all. It seems a very commonsense kind of thing that one would expect. It is that, briefly stated, those people who for whatever reason retain what we call their "ethnic connectedness" or their ethnic identity, retain their language, their ethnic religion, as opposed to those who in a sense become linguistically assimilated—that is, they are quick to drop the ethnic language, they even in fact are those who apparently disassociate themselves from their ethnic church, in the case of Ukrainians instead of the Ukrainian Catholics or the other ethnic church... A certain number become affiliated with the Anglican Church or the United Church. Then of course there are those who do not own [Translation]

sentent pas obligés de le devenir. Nous sommes donc curieux de voir les conséquences, pour certains groupes ou certaines personnes, de la conservation de la langue et des institutions d'origine, et nous en sommes venus à la notion qui a fait le succès de Raymond Breton dans les publications sociologiques, à savoir ce qu'il a appelé la «plénitude institutionnelle», c'est-à-dire l'existence d'une communauté ethnique viable.

Quoi qu'il en soit, nous avons estimé que l'étude démographique nous permettait d'obtenir les données dont nous avions besoin pour étudier cette question. En fait, il s'agit de savoir si les gens qui conservent leur appartenance ethnique sont plutôt désavantagés pour ce qui est de leur intégration à la société canadienne—leur intégration et j'ajouterai leur acculturation et leur assimilation—lorsqu'on prend les réalisations socio-économiques et le statut social comme critères d'évaluation.

Je ne sais pas si vous avez un exemplaire du rapport que nous avons présenté à l'Étude démographique, mais on y trouve une bonne description de ce que nous avons fait

Au départ, nous nous sommes intéressés à des groupes d'immigrants plus anciens, à savoir les Allemands et les Ukrainiens. Nos travaux sur ce sujet ont commencé avant ceux de l'Étude démographique. Comme nous avions une très bonne base de données, nous avons pu voir si des changements s'étaient produits d'une génération à l'autre parmi ces groupes installés au Canada depuis longtemps, de façon à déterminer si leur processus d'intégration et d'acculturation nous permettait de prévoir ce qui devrait advenir des groupes de non-Européens arrivés plus récemment au Canada.

Comme je l'ai dit, l'essentiel de mon travail était consacré d'une manière ou d'une autre à ce problème, mais l'Étude démographique m'a permis d'obtenir des données concernant des groupes plus récents et plus petits, sur lesquels nous ne pouvons pas nous renseigner d'habitude.

Pour résumer—et je voudrais tout d'abord insister sur les résultats de nos recherches concernant les Ukrainiens et les Allemands-,ce que nous avons constaté n'a rien de très étonnant. Ce sont des conclusions logiques auxquelles n'importe qui pourrait s'attendre. Disons, pour résumer, que les gens qui, pour une raison ou une autre, ont conservé leur appartenance ethnique, leur langue, leur religion ethnique, par rapport à ceux qui se sont assimilés plan linguistique—c'est-à-dire ceux abandonnent rapidement leur langue ethnique et qui, en fait, semblent également s'éloigner de leur église ethnique, dans le cas des Ukrainiens, par opposition aux catholiques ukrainiens ou à ceux qui appartiennent à l'autre église ethnique ukrainienne... Un certain nombre d'entre eux fréquentent désormais l'église anglicane ou l'église unie. Ensuite, on trouve bien sûr ceux qui ne fréquentent

up to having any current affiliation to any formal organization or religion of that kind.

At any rate, we find, to take the foreign-born first, that those people who in a sense distance themselves somewhat from their ethnic and cultural group tend to be those who achieve higher educational attainment levels. They are also ones who appear to achieve higher socio-economic status mobility in terms of larger proportions going into higher status occupations and also larger proportions of these individuals making high incomes. In other words, as a measure of some kind of socio-economic status mobility in society, those who in a sense become acculturated and assimilated more into "Canadian society" seem to do better. I say "do better" in terms of occupation and income as a rough measure of doing better. Some may argue whether this is doing better or not, that they are doing poorer perhaps in other ways and they are losing much of the richness of their cultural background and so on.

Nevertheless, those who are most closely associated with the ethnic group in the sense of a community, who probably are still associated with the ethnic church, who still know their ethnic mother tongue or have retained their mother tongue or use their ethnic language in the home, to the extent that they are connected or still tied closely to that cultural group, they tend to do less well than the others.

• 1130

It seems like a relatively simple thing, because part of the problem that immigrants face in coming to a new society, a new country, is that they have to learn new things, new behaviours. They have to learn the new language, the working language, in order to find employment and in a sense to succeed at whatever it is they choose to do, to establish a better of way life and a higher standard of living. That seems to be expected.

In a sense you find that people, or individuals from groups in which in the beginning there are very significant differences, and visible differences—whether it is language, or dress, or behaviour, or where they live—in a sense, to an extent that they stay there, reflects the fact that they have not sort of done what they have to do to become Canadians, or the minimal kind of thing that they have to do to become Canadian.

At any rate, we find that the interesting thing is that if you have the information and you could look at the second generation, the children of immigrants, you find essentially the same thing but to a much lesser degree; that is, the second generation who still identify with an ethnic church, who still know the ethnic mother tongue, what they first learned and still understand but do not necessarily use, or they use it in the home. They still are and seem to be at somewhat of a disadvantage.

But by the time the third generation comes along the differences between these groups in most cases seem to be [Traduction]

aucune église officielle ou qui ne pratiquent aucune religion.

Quoi qu'il en soit, nous avons constaté que parmi les personnes nées à l'étranger, celles qui prennent leurs distances par rapport à leur groupe ethnoculturel d'origine sont celles qui atteignent les plus hauts niveaux d'éducation et qui semblent également atteindre de plus hauts degrés de mobilité socio-économique: une plus grande proportion d'entre elles s'orientent vers des professions socialement plus prestigieuses, qui leur procurent des revenus plus élevés. Autrement dit, si l'on s'en tient à la mobilité du statut socio-économique dans la société, ceux qui s'acculturent et s'assimilent à la société canadienne semblent mieux se tirer d'affaire en ce qui concerne leurs activités professionnelles et leurs revenus. On peut naturellement contester ces critères, et prétendre que les personnes en question sont plus pauvres à d'autres égards et qu'elles perdent l'essentiel de la richesse de leur patrimoine culturel, etc.

Cependant, ceux qui conservent les liens les plus étroits avec leur groupe ethnique au niveau de la communauté, qui continuent à fréquenter leur église ethnique et à pratiquer leur langue maternelle à la maison, grâce à leurs liens étroits avec leur groupe culturel, se tirent généralement moins bien d'affaire que les autres.

Cela semble assez simple, car le problème, pour les immigrants qui arrivent dans une nouvelle société et dans un nouveau pays, c'est d'avoir à apprendre un tas de choses nouvelles et de comportements nouveaux. Ils veulent apprendre une autre langue de travail et trouver un emploi s'ils veulent réussir dans le métier qu'ils ont choisi et atteindre un niveau de vie plus élevé. Cela n'a donc rien d'étonnant.

En un sens, on constate que parmi les groupes qui, au départ, présentent des différences visibles très importantes, qu'il s'agisse de la langue, de l'habillement, du comportement ou de l'habitat, ceux qui conservent leur appartenance au groupe indiquent par le fait même qu'ils n'ont pas fait la démarche minimale nécessiare pour devenir Canadiens.

En tout cas, ce que nous avons trouvé intéressant, c'est qu'en étudiant la deuxième génération avec toute l'information pertinente, on constate le même phénomène, mais dans une moindre mesure; il s'agit des personnes de la deuxième génération qui fréquentent encore l'église ethnique, qui connaissent leur langue maternelle, celle qu'ils ont apprise en premier lieu et qu'ils comprennent toujours, sans pour autant la pratiquer, sinon à la maison. Eh bien, même ces gens-là semblent plus ou moins désavantagés.

Mais au niveau de la troisième génération, les différences sont assez insignifiantes. On assiste à un

Text

relatively insignificant. There is an acculturation, an assimilation process, that goes on on whether people stay close to their ethnic communities, or ethnic roots, when they come to Canada or whether they in a sense leave that to go into the larger Canadian society. It is something that goes on regardless of what the people are interested in doing. It is a process that happens as a result of interraction of individuals from small groups becoming integrated into a larger society with a different dominant cultural group already established.

There is only one exception to this. In other words, what I am saying is that the differences between ethnic groups, noticeable differences which make these individuals from these groups appear different from the native-born generation of, let us say, those of British origins primarily, or what we call the native-born Canadians. . . I have lost my trend here. That is why I do not have a formal presentation; I do run into this problem because of my lectures.

Mrs. Anderson (Simcoe Centre): Churchill did too.

Mr. Heap (Trinity-Spadina): You were telling about the noticeable differences between the ethnic groups, and I care about what you were going to say about the noticeable differences.

Dr. Kalbach: The noticeable differences often present obstacles to their being assimilated, perhaps in response to certain prejudices or discrimination in the society. To the extent that these are removed or minimized, of course then the person has less difficulty or, in a sense, his ethnicity presents less of an obstacle to achieve socioeconomic achievement in society.

The exception to this seems to be those individuals who, in a sense... It may not be an exception so much, because those individuals who claim they have no religious preference or affiliation, or membership, seem to be those who have become perhaps even more acculturated into the dominant society than those who shift in their identification from, let us say, an ethnic church to a Canadian church—United and the Anglican I take as the high status prestige churches. These individuals tend to be those who are even more educated. They tend to have much larger proportions of people in the professional, managerial occupations, in other words, and also much larger proportions are achieving the high-income levels. We might refer to them as more secularized individuals in an "increasing secular society".

• 1135

They are a secular kind of person in a secular society. Those individuals seem to hold the advantage, no matter what generation you are talking about—first generation, second generation, third generation. The ethnic differences—that is, the shift from the ethnic church and the ethnic group to a Canadian group—tend to disappear. Even if you are a member of the Greek community and

[Translation]

phénomène d'acculturation et d'assimilation, que les personnes considérées aient conservé des liens étroits avec leur communauté ethnique, ou qu'elles y aient renoncé pour s'intégrer à la société canadienne. Ce phénomène se manifeste indépendamment de la volonté de chacun. Il résulte de l'influence de personnes originaires de petits groupes qui s'intègrent au groupe culturel dominant.

On ne trouve qu'une seule exception à ce phénomène. Ce que je veux dire, c'est que les différences sensibles entre groupes ethniques, qui font qu'un immigrant semble différent d'une personne d'origine britannique née au Canada, de ce que nous appelons un Canadien de naissance... j'ai perdu le fil de mon raisonnement, car je n'ai pas d'exposé officiel; je me heurte à ce genre de problème à cause de mes cours à l'université.

Mme Anderson (Simcoe Centre): Cela arrivait également à Churchill.

M. Heap (Trinity-Spadina): Vous nous parliez des différences sensibles entre les groupes ethniques, et ce que vous allez dire à ce sujet m'intéresse.

M. Kalbach: Les différences sensibles font souvent obstacle à l'assimilation, peut-être à cause de certains préjugés ou de certaines tendances discriminatoires dans la société. Mais dans la mesure où l'on parvient à éliminer les préjudices et la discrimination, ou du moins à les atténuer, il est moins difficile de s'intégrer, et l'origine ethnique fait moins obstacle à l'épanouissement socio-économique dans la société.

L'exception à ce principe concerne les personnes qui, en un sens... ce n'est peut-être pas vraiment une exception, car ceux qui ne déclarent aucune appartenance religieuse sont généralement plus acculturés dans la société dominante que ceux qui sont passés d'une église ethnique à une église canadienne de prestige, comme l'église unie ou l'église anglicane. Ce sont eux qui font le plus d'études et on les retrouve en plus forte proportion dans les professions libérales et les postes de direction, ainsi que dans les tranches de revenus supérieures. Ce sont donc, en quelque sorte, les plus laïcisés dans une société de plus en plus laïque.

Il semble que ce soit eux qui réussissent le mieux, qu'ils soient de la première, de la deuxième ou de la troisième génération. Les différences ethniques, c'est-à-dire le passage d'une église ethnique et d'un groupe ethnique à la société canadienne, ont tendance à s'estomper. Même si on fait partie de la communauté grecque et que l'on continue à parler le grec à la maison,

|Texte|

you still speak Greek at home, your educational attainment levels and your occupational status and the kind of income you are able to achieve are not much different from children whose parents are Anglican and they have stayed in the Anglican church. So these differences are important to the foreign-born. They tend to serve as obstacles to their fuller, completer integration and assimilation into Canadian society.

That is an awful lot to go through in a few minutes, but I think the interesting implication of this kind of finding is that you remain a member of an ethic community to the extent that you retain these characteristics. You are somewhat limited as to the extent of your social status mobility in the larger society, which is dominated by let us say the British culture. If we were in Quebec we could talk about the dominant French Canadians in that province.

We say that people from diverse cultures can make very significant contributions to Canadian society because of their ehtnic and cultural distinctiveness and differences. However, if a greater priority is placed on that it is doing them a disservice. They will be less successful in becoming integrated and assimilated into Canadian society.

It is very simple kind of thing. It seems very commonsensical and logical. The thing that concerns me I suppose, when I go beyond what the data have shown, is that somehow or other the Canadian government—I suspect the immigration people and the multicultural people—have overlooked the fact that basically acculturation and assimilation occur to anyone who comes to Canada to live.

There are certain minimal kinds of things that have to happen in order for a person to succeed in Canadian society. We could talk about learning the language, one of the two official languages. Perhaps what should not be lost in this emphasis on multiculturalism in Canada is the importance of learning the language, the importance of becoming Canadian. Becoming a citizen implies that you have some kind of commitment to the society into which you have immigrated. I think those things have been submerged and lost.

• 1140

Of course it is not as simple as all that either, because a lot of our immigrants are refugees, people who have not come to Canada as a result of a voluntary decision that they want to make Canada their adopted homeland or something. They need a place to live until they supposedly can get back to their homelands. They are probably less interested in becoming Canadian than the independent immigrant who is motivated for perhaps economic or other reasons to make a better life for himself and his family. It seems to me we have to be careful that is not submerged, because to the extent it is, our groups, and particularly recent immigrant groups,

[Traduction]

on peut tout de même faire des études, travailler et gagner de l'argent, c'est-à-dire atteindre un statut qui ne sera guère différent de celui d'une personne dont les parents pratiquent la religion anglicane et qui est restée fidèle à cette religion. Il y a donc des différences importantes pour ceux qui sont nés à l'étranger, et elles ont tendance à faire obstacle à leur pleine intégration et à leur assimilation dans la société canadienne.

J'ai bien des choses à vous dire en très peu de temps, mais ce qui me semble intéressant, dans ce genre de constatation, c'est que les immigrants ne restent membres d'une communauté ethnique que dans la mesure où ils conservent leurs caractéristiques. La mobilité de leur statut social est quelque peu limitée dans une société dominée, disons, par la culture anglaise. Si nous étions au Québec, on pourrait parler de la culture dominante des Canadiens français dans cette province.

Nous considérons que les gens provenant des divers groupes culturels apportent beaucoup à la société canadienne, du fait même de leur spécificité ethnique et culturelle. Mais cela n'est pas leur rendre service que d'accorder la priorité à cette spécificité. Au contraire, ils risquent d'avoir plus de mal à s'intégrer et s'assimiler à la société canadienne.

Tout cela est très simple et très logique. Au-delà de ce qu'indiquent les données, ce qui m'inquiète, c'est que les pouvoirs publics canadiens—les fonctionnaires de l'immigration et du multiculturalisme, je suppose—ne tiennent pas compte du fait que tous les gens qui viennent au Canada pour s'y établir sont exposés à un phénomène d'acculturation et d'assimilation.

Il ne faut pas grand-chose pour qu'un immigrant réussisse dans la société canadienne. On pourrait parler de l'apprentissage d'une langue officielle. Dans le cadre du multiculturalisme, il ne faudrait pas perdre de vue l'importance de l'apprentissage de la langue pour que les immigrants deviennent des Canadiens. Pour être un citoyen à part entière, il faut accepter certains engagements envers la société du pays d'accueil. Je crois que tout cela s'est perdu.

Évidemment, ce n'est pas aussi simple que ça, parce que nombre de nos immigrants sont des réfugiés, des personnes qui n'ont pas choisi de faire du Canada leur nouvelle patrie. Ils ont besoin d'un endroit où vivre jusqu'à ce qu'ils soient en mesure de retourner dans leur pays d'origine. Ils souhaitent probablement moins devenir des Canadiens que l'immigrant indépendant qui est poussé peut-être par des raisons économiques, à obtenir de meilleures conditions de vie pour lui-même et pour sa famille. Il ne faut pas oublier ces faits parce que nos groupes, tout particulièrement les derniers groupes d'immigrants, qui sont des groupes dont la différence est

more visibly different immigrant groups, are going to have difficulty in making a successful adjustment to life in Canada.

I will say something about some of the problems that have been obstacles to our doing more research, and perhaps doing better research, on Canada's ethnic, cultural, and racial groups, and the whole process of the way these groups become integrated and acculturated and taken into Canadian society. Many of our conclusions are somewhat tentative, and perhaps even contradictory, partly because of the difficulty of getting the data we need to do the analysis in the form in which it is required.

I suppose I should really focus on the present-day situation, because two things are happening that are making it difficult. In fact, I do not see how we are going to see more fundamental research on the nature of Canadian society and the significance of immigration to the structure of Canadian society the way things are going.

First, of course we are all familiar with the fact that the fiscal constraints have been increasing. Less and less money is made available for research in the social sciences and the humanities to obtain the necessary data. For other reasons of fiscal restraint Statistics Canada has entered a policy of cost recovery, which has escalated the cost of obtaining the kinds of data we need. It has reduced the various means by which Statistics Canada has made data available to researchers in the past, because now they are totally oriented to the private sector, those who can afford to pay for these data. If we had increased funds for research of course we could afford to buy the data. It would go from one pocket to the other in the Canadian government, but we could afford to pay these incredible prices we are asked to pay.

No consideration, it seems to me, has been given to the support of non-profit, long-term basic research on Canadian society. There are ways that could be done, but it seems we are caught between a rock and a hard place. On the one hand we have less funding, and on the other hand we could get the data if we had the money to do it. So the basic research, which people cannot make money from, is drying up, and I think this is unfortunate.

The other thing is that periodically when a committee similar to this, if not the same committee in the past, focuses its attention on problems of employment and immigration, maybe specifically the latter, you do start looking around for people who are doing research on the Canadian population, and I suspect it is not easy. There are not that many people doing this kind of work. The problem will become increasingly difficult. It always seems to me it is unfortunate that this kind of basic

[Translation]

plus visible, auront beaucoup de difficulté à s'adapter à la vie au Canada.

J'aimerais vous parler brièvement de certains des obstacles qui s'opposent à la recherche sur les groupes ethniques, culturels et raciaux et sur la façon dont ces groupes s'acculturent et s'intègrent à la société canadienne. Nombre de conclusions sont provisoires ou peut-être même contradictoires, et cela est dû en partie au fait qu'il est très difficile d'obtenir les données nécessaires pour effectuer l'analyse sous la forme requise.

Je suppose que je devrais vous parler principalement de la situation actuelle, parce qu'il y a deux grands obstacles à nos travaux. En fait, je ne sais pas comment on pourra avoir plus de travaux de recherche fondamentale sur la nature de la société canadienne et l'importance de l'immigration pour cette société si les choses ne changent pas.

Nous savons tous que les restrictions financières ne font que croître. Les montants disponibles pour la recherche dans le secteur des sciences sociales et des sciences humaines diminuent de plus en plus. Dans le cadre de son programme de restrictions budgétaires, Statistique Canada a adopté une politique recouvrement des coûts qui a fait grimper le coût de l'obtention du type de données dont nous avons besoin. Ce programme a réduit les moyens dont disposait dans le passé Statistique Canada pour communiquer les données aux recherchistes. En effet, on s'est orienté maintenant vers le secteur privé et vers ceux qui peuvent se permettre de payer pour ces données. Si nous avions accès à des ressources plus importantes pour la recherche, nous aussi nous pourrions nous permettre d'acheter ces données. Cet argent passerait d'un secteur du gouvernement à un autre, mais nous pourrions nous permettre de payer ces prix incroyables pour obtenir les données.

À mon avis, on n'a pas du tout pensé à aider ceux qui effectuent des travaux de recherche à long terme, sans lucratif, sur la société canadienne. Il existe des moyens d'y parvenir, mais nous sommes pris entre deux feux. Nous avons accès à des crédits moins importants, mais si nous avions l'argent nécessaire, nous pourrions nous procurer les données dont nous avons besoin. Ainsi, on effectue de moins en moins de recherche fondamentale, un secteur qui n'est pas très lucratif; à mon avis, cette situation est déplorable.

De plus, à intervalles réguliers, lorsqu'un comité comme le vôtre étudie les problèmes de l'emploi et de l'immigration, plus particulièrement ceux de l'immigration, il cherche à communiquer avec des gens qui font des travaux de recherche sur la population canadienne. À mon avis, ce n'est pas une tâche facile. Il n'y a pas beaucoup de gens qui étudient ce secteur. La situation ne s'améliorera pas. Il est regrettable, selon moi, que ce genre de recherche fondamentale ne soit fait de

Texte

research has not been going on on a continuous basis. That is where you would expect to find it: in the universities.

• 1145

So I do not know how this can be resolved, but it would seem that something has to be done. Otherwise we are simply not able to exploit the data on which the government spends millions of dollars every five years to carry out a national census.

To give you a specific example—and then I will stop because you probably have some questions you would rather have me address—the only source of information on the ethnic and cultural and racial origins of the population, of course, comes from the census; that is, covering the entire country and covering specifically smaller areas. That question, however, is part of the difficulty in trying to answer this question: what is the significance of the persistence of ethnic characteristics or ethnicity on the ability of an individual to make it in Canada? That is putting it in the simplist terms.

The problem is that the question about your ethnic origin simply identifies or is supposed to identify your roots, where your ancestors came from. Of course, the question has been changed over the years, but that is not the question that is best suited to use in trying to answer this question about the persistence of ethnicity.

Say there are umpteen thousands of individuals of Italian ethnic origin or German ethnic origin, and you compare them to those who are, let us say, of British origins, the population identified by that. You compare the two and you find the differences. If you find differences, you cannot necessarily attribute that to ethnicity because, in the case of the German population, those people who identify themselves as having German origins may not see themselves as being German ethnics at all. They are not associated with an ethnic community as such. They may not all live in Kitchener-Waterloo or participate in the German community activities and so on. So the fact that the Germans look more assimilated than other groups, using that data, does reflect the fact that when you classify a person of German origin you are including people in there who no longer really identify with the ethnic community or have the ethnic values or the ethnic characteristics you would expect to find in an ethnic community.

I noticed that in one of the tests for the 1991 census they were thinking of including the question that would get at this ethnic identity as opposed to ancestry; that is, some question that would find out to what extent one's ethnic origin is important to that individual, which would give you a clue perhaps as to whether he is a part of the community. We can get some clues to this by looking at the information on language. Those people who still speak the ethnic language in the home are more likely to

[Traduction]

façon permanente. Cette recherche n'existe pas là où on devrait la trouver, c'est-à-dire dans les universités.

Je ne sais pas comment on y parviendra, mais il faut absolument régler le problème. Sinon, nous ne serons pas en mesure d'exploiter les données que le gouvernement recueille à coup de millions de dollars chaque cinq ans, dans le cadre de son programme de recensement national.

J'aimerais vous donner vous donner un exemple précis avant de vous laisser poser des questions. La seule source de renseignements sur les origines ethniques, culturelles et raciales de la population, c'est évidemment le recensement. Ce recensement touche le pays tout entier, tout particulièrement les petites régions. Il faut cependant répondre à la question suivante: dans quelle mesure une personne qui conserve ses caractéristiques ethniques peutelle réussir au Canada? Je vous ai présenté cette question sous sa forme la plus simple.

Le problème est que la question sur votre origine ethnique vise simplement à identifier vos racines, l'origine de vos ancêtres. Évidemment, elle a été modifiée au fil des ans, mais elle n'est pas la meilleure façon de répondre à la question sur le maintien des caractéristiques ethniques.

Supposons qu'il y ait des milliers de particuliers d'origine italienne ou allemande; vous comparez ces personnes à celles qui sont d'origine britannique. Vous découvrez des différences. Si vous découvrez des différences, vous ne pouvez pas nécessairement les attribuer aux caractéristiques ethniques parce que, dans le cas de la population germanique, ceux qui s'identifient comme étant d'origine germanique ne se perçoivent pas peut-être comme étant du groupe germanique. Ils ne sont pas liés à une communauté ethnique. Ils ne vivent peut-être pas tous dans la région de Kitchener-Waterloo ou ne participent pas nécessairement aux activités de la collectivité allemande. Ainsi, le fait que, d'après ces données, les Allemands semblent plus assimilés que les autres groupes, est attribuable à ce que lorsque vous classez les personnes d'origine germanique, vous incluez dans ce groupe des personnes qui ne s'y identifient plus vraiment et qui n'ont plus les valeurs ou les caractéristiques ethniques que vous normalement dans une collectivité ethnique.

J'ai constaté que dans une des ébauches du formulaire de recensement de 1991, on a pensé à inclure une question qui ferait la distinction entre l'identité ethnique et l'ascendance. Cette question pourrait déterminer dans quelle mesure son origine ethnique est importante pour le répondant; cela nous donnerait peut-être une idée de la mesure dans laquelle il fait partie de la collectivité ethnique. À cet égard, les renseignements sur l'appartenance linguistique sont assez révélateurs. Ceux

Text

be ethnic in the sense of being part of an ethnic community than those who do not.

There are ways of doing it, but getting that information out of the census costs an awful lot of money. There is no way we can do the research the way it should be done to really get an answer about the significance of the persistence of ethnic characteristics unless we can somehow get the money to get the information that is in the public domain in order to get answers to some of these long-term questions.

In summary, my first comments were directed—and I hope they were not too confusing—to reveal the results of our explorations as to the importance of the retention of ethnic characteristics on minority ethnic groups in Canada in terms of their ability to achieve some successful level of integration and assimilation into Canadian society. The implications are that, to the extent that people retain these characteristics, they are slower in making that adjustment in the sense that it is an obstacle.

If there is a value to retaining one's ethnic culture and distinctiveness, it has to be found somewhere else; that is, there may be a value in retaining the old ways, the old attitudes and values, but it will be at some cost. To do that, you lose your competitive edge in competition in the larger social structure.

• 1150

The second part is that we only wish we were able to continue to do more research in this area. But things look pretty bleak at the present time. Because of the difficulties fewer and fewer people are essentially interested in committing themselves and their time and resources to doing research in this area.

The unfortunate thing is that in the U.S. they have finally added a question to their census on ancestry. They they have never had this before. It should allow them to in a sense trace the consequences of the persistence of the ethnicity and racial characteristics of these groups. They have not been able to do this beyond the second generation. A lot of research dealing with this kind of problem is now coming out of that country.

So we have a problem, a very socially sensitive type of problem. Perhaps understandably people in Immigration and StatsCanada do not particularly want to get involved in it. As I say, there are repercussions from any suggestions that certain groups are disadvantaged in Canadian society.

That is essentially what I wanted to review for you and present for your consideration.

Le président: Professeur Kalbach, c'est très intéressant, et j'ai quelques questions à vous poser.

[Translation]

qui parlent toujours la langue ethnique au foyer ont plus de chance de participer aux activités de la communauté ethnique que ceux qui ne parlent plus cette langue.

Il existe des moyens de répondre aux questions, mais l'accès aux renseignements du recensement est très dispendieux. Si nous ne pouvons nous procurer l'argent nécessaire pour avoir accès aux renseignements publics, nous ne pourrons répondre aux questions à long terme comme celle qui porte sur l'importance que revêt le maintien des caractéristiques ethniques.

Bref, mes premiers commentaires, qui je l'espère n'étaient pas trop déroutants, visaient à vous faire connaître les résultats de notre étude sur l'importance du maintien des caractéristiques ethniques des groupes minoritaires au Canada en ce qui a trait à leur aptitude à s'intégrer et à s'assimiler à la société canadienne. Nous avons découvert que dans la mesure où certaines personnes conservent ces caractéristiques, elles mettent plus de temps à s'adapter. Ces caractéristiques représentent donc, dans un certain sens, un obstacle.

Le maintien des caractéristiques et de la culture ethniques a peut-être des avantages, mais certainement pas dans ce domaine. J'entends par là qu'il y a peut-être des avantages à conserver les vieilles traditions, les vieilles valeurs et les vieilles attitudes, mais ces avantages s'accompagnent également de désavantages. En effet, en conservant tous ces facteurs, vous perdez en quelque sorte votre place dans la structure sociale.

Nous voudrions être en mesure de faire plus de travaux de recherche dans ce domaine. Cependant, la situation est peu encourageante. En raison des problèmes, un nombre toujours moins important de personnes sont disposées à consacrer tant efforts et de ressources à des recherches dans ce secteur.

C'est malheureux, puisqu'aux États-Unis on a décidé enfin d'ajouter au recensement une question sur l'ascendance. C'est la première fois que cela se produit. Cela devrait permettre aux Américains de déterminer les conséquences du maintien des caractéristiques ethniques et raciales au sein de ces groupes. Ils n'ont jamais pu procéder à une étude qui va au-delà de la deuxième génération. Beaucoup de travaux sont actuellement effectués dans ce secteur aux États-Unis.

Nous avons un problème social très important. Il est peut-être facile de comprendre pourquoi les fonctionnaires d'Immigration Canada et de Statistique Canada ne veulent pas s'en mêler. Comme je l'ai dit, dès qu'on laisse entendre que certains groupes seront dans une position défavorable au sein de la société canadienne, cela crée des problèmes.

C'était là les questions dont je voulais discuter avec vous.

The Chairman: Professor Kalbach, this was very interesting and I have some questions to ask you.

Nos politiques canadiennes sur le multiculturalisme ont tendance à promouvoir la conservation des langues patrimoniales et des différentes Églises ethniques. À votre avis, est-il souhaitable que ces politiques continuent d'être favorisées? Est-ce que ces politiques peuvent favoriser l'acculturation ou si elles ont l'effet contraire?

Dr. Kalbach: Of course you are directing your question to a very sensitive issue. With respect to children and the interest on the part of many groups to have their children take language training in their ethnic language, again this is only based on my own opinion. Dr. Stone from StatsCanada one time reminded me who I was; he said I was basically an "assimilationist". I suppose I am as long as I admit it. But I see reasons for favouring an assimilationist position.

There is a value for people from different language groups, different ethnocultural groups, to retain knowledge of their language. Most children learn their "ethnic language" at home before they go to school, because their parents will talk to them. In a sense they learn it from their parents. Most seem to learn their ethnic mother tongue first. That this should be continued in the schools would be counterproductive in terms of the long-range objectives and aims of children themselves. In a sense they will be going to schools to learn one of the official languages, to learn it with a sufficient degree of skill so that they are not handicapped when they go to seek employment, that sort of thing.

I would suggest that since most of the children tend to learn their mother tongue at home, and then their problem is learning a second language when they go to the school, I suppose I would come down on the side of—let us put first things first—what will be most important for those children in terms of adjusting to and becoming integrated into Canadian society. Most of their school peers will have good facility in English. It seems to me that should come first.

When the children get to high school, or perhaps after high school if they go on to university, oftentimes you find some of these individuals go back and pick up their mother tongue again because of a revival of interest in their cultural roots. That is good. Multilingualism is an increasingly important characteristic or skill for people in modern society. We should probably be including Japanese now, as well as French, Russian, and so on.

• 1155

To answer your question with respect to children, if this can be done to maintain skill in their mother tongue, that is one thing, but only if it does not override or conflict with the basic problem of learning French, if a child is in Quebec, or English elsewhere in Canada. Otherwise, I think that should not be done. [Traduction]

Our Canadian policies on multiculturalism tend to promote the conservation of heritage languages and various ethnic churches. Do you think it is a good idea to favour this type of policy? Can these policies promote acculturation or do they have the opposite effect?

M. Kalbach: C'est une question fort délicate. Je peux vous faire part de mon opinion sur les enfants et les désirs de nombreux groupes d'enseigner la langue ethnique à leurs enfants. M. Stone, de Statistique Canada, m'a rappelé un jour que j'étais un des grands défenseurs du principe de l'assimilation. Je suppose que c'est vrai. Mais l'assimilation a ses avantages.

Il est bon que les représentants de divers groupes linguistiques et ethnoculturels conservent une certaine connaissance de leur langue. La majorité des enfants apprennent leur «langue ethnique» à la maison avant d'aller à l'école, parce que leurs parents utilisent cette langue. Ce sont donc leurs parents qui se chargent de leur apprentissage. La majorité d'entre eux semblent apprendre leur langue maternelle en premier. Cet apprentissage ne peut se poursuivre à l'école car cela irait à l'encontre des objectifs pédagogiques à long terme ainsi que des objectifs des enfants. Dans un certain sens, ils iront à l'école pour apprendre une des langues officielles, pour l'apprendre suffisamment bien pour que cela ne représente pas de handicap lorsqu'ils voudront obtenir un emploi.

Puisque, dans l'ensemble, la majorité des enfants apprennent leur langue maternelle à la maison et qu'ils doivent par la suite apprendre une deuxième langue lorsqu'ils vont à l'école, je crois qu'à mon avis, il faut accorder la priorité à ce qui permettra à ces enfants de mieux s'adapter à la société canadienne. La plupart de leurs copains de classe n'auront aucune peine à s'exprimer en anglais. Ce devrait être la priorité.

Lorsque les enfants passent au niveau secondaire, ou peut-être aux niveaux collégial et universitaire, ils décident de reprendre l'étude de leur langue maternelle parce qu'ils manifestent un intérêt croissant pour leur origine culturelle. C'est une bonne chose. Le bilinguisme est une caractéristique ou une compétence toujours plus importante au sein de la société moderne. Il faudrait probablement inclure aujourd'hui le japonais, le français, le russe, etc.

Pour répondre à votre question en ce qui a trait aux enfants, il serait bon de maintenir leur compétence dans leur langue maternelle, mais il ne faut pas que cela entre en conflit avec leur apprentissage du français, si l'enfant vit au Québec, ou de l'anglais s'il vit dans le reste du pays. Sinon, je ne crois pas qu'il faudrait leur apprendre la langue ethnique.

With respect to the language question and to immigrants who receive language assistance, such assistance has, in the past, been limited to those who are destined for the labour force or to independent immigrants who can receive language training. There are programs for this training.

But an interesting thing that has happened is that dependents of an independent immigrant, such as the wife and family, and particularly the wife, who perhaps came to Canada not intending to enter the labour force per se, but to remain at home in the more conservative roles of wife, mother and homemaker, discovers that they cannot make ends meet on the husband's salary so she has to go out and look for employment with which to supplement the income. At that point, the wife's lack of abilities in French or English is obviously a handicap and they often have to take employment that they can handle without having the language skills. So they are discriminated against in terms of the type of jobs they qualify for because of lacking that language skill.

So it seems to me that in terms of language training for adult immigrants, programs must be extended to the dependents, particularly if the husband arrives as an independent immigrant and then brings his family. That is crucial because it will help to reduce the differences and allow a narrowing of the gap. If we compare the salaries that immigrant women in the labour force make, compared to native-born women, they are obviously suffering considerable discrimination in terms of what they are paid for what they do because the language factor is an important one. They do not come out very well, even when compared to immigrant males without the language skills to a degree of proficiency required in the labour market, who are able to earn less.

Le président: C'était intéressant. J'aurai l'occasion de poser ultérieurement une autre question.

Mr. Allmand: A great number of people in Canada, although I would not think it was a majority view, believe that our most recent wave of immigrants being non-white and non-Christian would have a much more difficult time in assimilating than did immigrants of the past who were for the most part white, Jewish or Christian.

A mythology or conventional wisdom is developing to the effect that these immigrants are not of the same quality as previous immigrants. I think it is wrong to say that, but if we look back at the history of immigrants in Canada and the United States, we see that all the groups that came had the same difficulties.

For instance, the Irish who came to Boston or to Ontario were white and spoke more or less the same language, although with a very different accent, but they were looked down upon. The Irish immigrants often did the menial jobs, such as housemaids, or worked on the

[Translation]

En ce qui a trait à la question linguistique et à l'aide offerte à cet égard à certains immigrants, cette aide a été autrefois limitée à ceux qui devaient faire partie de la population active et aux immigrants indépendants. Il existe pour eux des programmes de formation linguistique.

Il est intéressant de noter que les personnes à charge des immigrants indépendants, comme leur femme ou leur famille, tout particulièrement la femme, sont peut-être venus au Canada en n'ayant aucunement l'intention de travailler mais plutôt de demeurer à la maison pour jouer le rôle de la femme traditionnelle, la mère et la ménagère. Cependant elles découvrent souvent que le salaire du mari ne suffit pas et qu'elles doivent trouver un emploi pour boucler les fins de mois. Le fait qu'elles ne connaissent ni l'anglais ni le français représente un handicap pour ces femmes, et elles doivent souvent prendre des emplois pour lesquels on ne demande aucune compétence linguistique particulière. Elles sont donc victimes de discrimination en raison du type d'emploi qu'elles doivent choisir à cause de leurs lacunes sur le plan linguistique.

Ainsi, à mon avis, les programmes de formation linguistique offerts aux immigrants adultes devraient être également offerts aux personnes à charge, tout particulièrement si le mari arrive au Canada comme immigrant indépendant et fait par la suite venir sa famille. Cela revêt une importance primordiale parce que ça permettra de réduire les différences et de reserrer l'écart. Si nous comparons les salaires des femmes immigrantes à ceux des femmes qui sont nées au Canada, nous constatons qu'elles sont victimes de discrimination car leurs salaires sont beaucoup moins élevés. Le facteur linguistique revêt une importance primordiale. Elles se trouvent dans une situation précaire même si on les compare aux hommes immigrants qui n'ont pas les connaissances linguistiques nécessaires sur le marché du travail. Les femmes ont un salaire inférieur au leur.

The Chairman: This was very interesting. I will have the opportunity to ask you another question later.

M. Allmand: Un grand nombre de personnes au Canada, bien qu'elles ne représentent pas, à mon avis, la majorité, pensent que, puisqu'ils ne sont pas blancs ou chrétiens, les derniers immigrants auront beaucoup plus de difficulté à s'assimiler que les immigrants d'il y a plusieurs années, qui dans l'ensemble étaient blancs, Juifs ou chrétiens.

On crée actuellement un stéréotype, selon lequel ces immigrants ne sont pas de la même qualité que ceux qui les ont précédés. Je crois qu'on a tort, mais si on étudie l'histoire des immigrants au Canada et aux États-Unis, nous pouvons constater que tous les groupes ont éprouvé les mêmes problèmes.

Par exemple, les Irlandais qui se sont rendus à Boston ou en Ontario étaient blancs et parlaient plus ou moins la même langue que les autres personnes, quoique leur accent était bien différent. Cependant on les regardait de haut. Les immigrants irlandais n'occupaient souvent que

waterfront; they were the police, the early American boxers and so on. After them came the Italians, the Ukranians and the Jews. Kennedy, the grandson of an Irish immigrant who was at the bottom of the barrel, becomes the President of the United States. In Canada we have now—

• 1200

Mr. Heap: No Blacks yet. No Indians. I am getting him.

Mr. Allmand: In Canada we now have Ray Hnatyshyn as our Governor General. Joe Ghiz, the son of a Lebanese immigrant, is Premier of Prince Edward Island. Bora Laskin is the Chief Justice of the Supreme Court. When you look back, the parents and grandparents of those people had a lot of difficulty and were at the bottom of the economic and social scale. Jews did not get into positions of authority in McGill University until after the Second World War. They had an awful time at McGill. I do not know what it was like at University of Toronto. Anyway, they have assimilated and integrated and they play a great role in our country.

I want your reaction, but I cannot see how it is any different for people of different colours or different religions. The Jews had a different religion and they play a very important main role in Canada today. We have had Chinese in Canada for a long time, and Japanese. We had Tony Shoyama, a deputy minister, who was the son of a Japanese immigrant. The Chinese seem to have integrated into Canada in the second or third generation, although most of them are not Christians and they are not white. . . as well as Irish, Italians and Ukranians. Just in recent years we have had the Ugandan-Asians, the Vietnamese boat people, and a lot of people from the Caribbean. While a lot of the people from the Caribbean are black, they belong to the Anglican Church or to the Catholic Church. They belong to Christian churches for the most part. Why, from your research and years of study, do you not believe that these people who are coming today from Sri Lanka, from Bangladesh and from Somalia will integrate just as well in the long run as the Irish and the Italians and the Ukranians?

Dr. Kalbach: I would agree. First of all, most of my remarks about the significance of the distinctive characteristics or the persistence of ethnic language and so on seemed to be relevant primarily to the first generation of foreign born, the ones who come here from someplace else, whom we refer to as the real foreign born. In subsequent generations the children of these people become acculturated and assimilated far beyond the expectations of their parents, perhaps too much so. All parents have the problem of trying to pass on values and standards to their children, but when you have this additional problem of being in another culture in which

[Traduction]

des emplois subalternes, comme domestiques, ou travaillaient encore sur les quais. Ils étaient les policiers, ont figuré parmi les premiers boxeurs américains, etc. Puis ils ont été suivis des Italiens, des Ukrainiens et des juifs. Kennedy, le petit-fils d'un immigrant irlandais qui était au bas de l'échelle, est devenu le président des États-Unis. Au Canada, nous avons maintenant—

M. Heap: Il n'y a pas encore d'Indiens ou de Noirs. Je sais ce qu'il veut dire.

M. Allmand: Au Canada, nous avons maintenant Ray Hnatyshyn, qui est le gouverneur général. Joe Ghiz, le fils d'un immigrant libanais, est premier ministre de l'Île-du-Prince-Édouard. Bora Laskin est le juge en chef de la Cour suprême. Pourtant les parents et les grands-parents de ces personnes ont eu beaucoup de difficulté à s'adapter et se trouvaient au bas de l'échelle économique et sociale. Les juifs n'ont pu occuper des postes supérieurs à l'université McGill qu'après la Deuxième Guerre mondiale. Ils ont eu beaucoup de problèmes à cette université. Je ne sais pas comment les choses se sont passées à l'Université de Toronto. Ils se sont assimilés et intégrés et ils jouent un rôle important dans notre société.

J'aimerais connaître votre réaction, mais je ne vois pas comment les choses sont différentes pour les gens d'une autre couleur ou d'une autre religion. Les juifs sont d'une religion différente mais pourtant ils jouent un rôle très important dans la société canadienne d'aujourd'hui. Il y a des Chinois au Canada depuis bien longtemps. Il y a également des Japonais. Pensez à Tony Shoyama, un sousministre, qui était le fils d'un immigrant japonais. Les Chinois semblent s'être intégrés au Canada au cours des deuxième et troisième générations, bien que la plupart d'entre eux ne soient ni chrétiens ni blancs. . . il en va de même pour les Irlandais, les Italiens et les Ukrainiens. Au cours des dernières années, nous avons accueilli des Asiatiques de l'Ouganda, des Vietnamiens et beaucoup de gens des Caralbes. Un bon nombre de ces derniers sont noirs, et ils fréquentent l'église anglicane ou l'église catholique. Dans l'ensemble, ils font partie des églises chrétiennes. Pourquoi vos travaux de recherche et vos années d'étude vous poussent-ils à croire que ceux qui viennent aujourd'hui du Sri Lanka, du Bangladesh et de la Somalie ne pourront pas s'intégrer aussi bien à long terme que les Irlandais, les Italiens et les Ukrainiens?

M. Kalbach: Je suis d'accord avec vous. Tout d'abord, l'ensemble de mes commentaires sur l'importance des caractéristiques distinctives ou le maintien des langues ethniques semble être pertinent surtout pour la première génération d'immigrants nés à l'étranger, ceux qui viennent d'ailleurs, ceux que nous appelons les «vrais étrangers». Dans les générations qui suivent, les enfants de ces immigrants s'acculturent et s'assimilent beaucoup plus que les parents ne le veulent. Tous les parents essaient de communiquer à leurs enfants des valeurs, mais lorsqu'à ce problème se rajoute celui de se trouver dans une autre culture, où il existe des valeurs différentes, des valeurs

there is another set of standards to which their children conform... There is no question at all in my mind that those differences disappear and you end up with some sort of symbolic distinction between those of Irish origin, who are essentially not different in any other way from someone who is, say, Scottish or German or Dutch...

Mr. Alland: I would say even Japanese or Chinese-

Dr. Kalbach: Oh yes, the second-generation Japanese-

Mr. Alland: They look different, but their language, their attitudes, to a great extent are the same.

Dr. Kalbach: In the process they have reduced the number of noticeable differences that people have used to react to or to discriminate against, to the point that it is difficult to tell one from the other. The problem with coloured minority groups is that colour is a little more difficult to minimize and only over a long period of time, if there is intermarriage and that sort of thing, do you begin to blend colours and so on. But colour is still a problem that makes it more difficult for those people. In other words, it is a slower process simply because they are more visible. But those who acquire the skills and the education and so on have a greater degree of integration and assimilation.

• 1205

Historically, though Canada was not actually racist, we only encouraged and allowed people in this country from cultural groups similar to the British. In other words, northern and western Europeans had the least trouble coming in. There is a recognition that the best dressed people are most similar to those already here who control the system.

We threw that out as being racist and discriminatory and unfair and all that sort of thing, but we replaced the racial criteria with a point system that discriminated against some of these previously prohibited groups in terms of the skills thought to be desirable to ensure success in Canadian society. If you look at the characteristics of people from India or Pakistan, you will find they have very high proportion of individuals with Ph.D.s and so on. Among a group that was previously restricted in terms of coming to Canada, we tried to select those who had the characteristics that would make their integration into Canadian society easier than it would otherwise have been.

Because of their history, high education levels, and knowledge of English, these people in one sense have already begun the assimilation process into western European kind of society. It was the same with the Chinese: the missionaries were over there converting them to a different society, a different culture, a different standard of values. It seems to me many of the people coming from those countries are people who have already

[Translation]

auxquelles leurs enfants doivent se conformer... Il est évident, à mon avis, que ces différences disparaissent et que vous vous retrouvez en quelque sorte avec une distinction symbolique entre ceux qui sont d'origine irlandaise, qui ne sont pas vraiment différents à tout autre égard de quelqu'un qui est Écossais ou Allemand ou Hollandais...

M. Allmand: J'irais même jusqu'à dire que les Japonais ou les Chinois. . .

M. Kalbach: Oui, la deuxième génération de Japonais...

M. Allmand: Ils ont l'air différents, mais leur langue, leur attitude, dans une large mesure sont les mêmes.

M. Kalbach: Ils ont su diminuer le nombre de différences marquées auxquelles les gens réagissaient ou qui suscitaient de la discrimination; il est maintenant difficile de faire la différence. Le problème avec les gens de couleur est que il est plus difficile de minimiser cette différence, et ce n'est qu'au fil des génération, s'il y a intermariages et des choses de ce genre, que les gens commencent plus à s'assimiler. La couleur demeure cependant un obstacle important à l'intégration de ces personnes. En d'autres termes, le processus d'intégration est plus lent parce qu'elles sont plus visibles. Cependant, ceux qui acquièrent les compétences et l'éducation nécessaires peuvent mieux s'intégrer et s'assimiler.

Historiquement, même si le Canada n'est pas un pays raciste, nosu n'avons encouragé l'entrée au pays que de gens venant de groupes culturels semblables au groupe britannique. En d'autres termes, ce sont les Européens du Nord et de l'Est qui avaient le moins de problèmes à venir au Canada. On pense souvent que ceux qui sont le mieux habillés sont le plus semblables à ceux qui sont déjà ici et qui contrôlent le système.

Nous sommes d'avis que c'est une attitude raciste, discriminatoire et injuste, mais nous avons remplacé les critères raciaux par un système de points qui assure une discrimination contre certains des groupes jadis interdits puisqu'on établit une série de compétences qui sont jugées souhaitables pour assurer le succès de ces personnes au Canada. Si vous étudiez les caractéristiques des ressortissants Indiens et Pakistanais, vous découvrirez qu'il y a un très grand nombre de personnes qui sont détenteurs de doctorats et de diplômes. Dans un groupe dont l'entrée au Canada était jadis limitée, nous avons tenté de choisir ceux dont les caractéristiques rendraient l'intégration à la société canadienne plus simple.

En raison de leurs antécédents, de leur haut niveau d'éducation et de leur connaissance de l'anglais, ces personnes ont déjà commencé en un certain sens le processus d'assimilation au sein d'une société semblable à celle qu'on retrouve en Europe de l'Ouest. La même chose s'est produite pour les Chinois: les missionnaires sont allés dans leur pays et ont cherché à les convertir à une société, une culture et à des valeurs différentes. Il me

Texte

started down the road to acculturation to an industrialized western type of society. So they should not have too much difficulty. Many of them still have the language problem, however.

In a way immigration policy still discriminates against certain individuals—not against any specific group as such, but within those groups it discriminates against those who do not have the kind of characteristics that make them good bets for successful integration and achievement in Canadian society.

Mr. Allmand: What census questions would you suggest that would be more helpful for social research? We will be making recommendations when this committee reports on this subject. Do you have any idea how to better formulate the question on our census form so social scientists and government policy makers can do a better job? How can we improve the questions on the census form?

Dr. Kalbach: Number one, I would not under any circumstances discard the question they have had in every census in Canadian history: What is your ethnic, cultural, or racial origin? That is a benchmark piece of information—where do the people come from.

• 1210

So that has to stay in there. They have been changing the wording of that so that it is very difficult to interpret, but we are getting a different perception of the nature of Canadian society as a result of recent efforts to allow and to encourage people reporting multiple origins.

Through 1971 these data always pertained to a single origin on the male side, their ancestors before coming to Canada, but now they are down to a point where they still want their ancestry but they are clouding the issue by not saying on their father's side or their mother's side. At any rate, that question has to stay in there.

There are problems with the other question. The one they tested was an interviewer-respondent sort of situation. The interviewer was supposed to ask the ethnic identity of the person they were interviewing, and in a sense what they were trying to get at is what you consider yourself. Are you German-Canadian, or German-Italian, or Chinese, or what? Part of the confusion has been that people who gave the answer to the ancestry question often answered in terms of what they considered themselves to be or how they thought of themselves.

That is a necessary distinction to make, however, if you want to determine what significance that expression or identification of a person in terms of his current ethnic

[Traduction]

semble que nombre de personnes qui viennent de ces pays sont des gens qui ont déjà commencé à s'acculturer pour s'adopter à une société occidentale industrialisée. Ils ne devraient pas avoir trop de problèmes à s'adapter. Nombre d'entre eux cependant ont un problème au niveau linguistique.

Dans un certain sens, la politique en matière d'immigration établit toujours une certaine discrimination à l'égard de certaines personnes—non pas à l'égard de groupes précis, mais au sein de certains groupes, on fait preuve de discrimination contre ceux qui n'ont pas les caractéristiques qui leur permettront de s'intégrer avec succès au sein de la société canadienne.

M. Allmand: Quelle question devrait-on ajouter au recensement pour faciliter les recherches dans le domaine des sciences sociales? Nous formulerons des recommandations lorsque le comité présentera son rapport sur la question. Avez-vous une meilleure question à nous proposer, qui permettrait aux spécialistes des sciences sociales et aux décisionnaires du gouvernement de mieux faire leur travail? Comment peut-on améliorer les questions posées lors du recensement?

M. Kalbach: Tout d'abord, je ne ferais certainement pas disparaître la question qui apparaît dans chaque recensement depuis le début de l'histoire: quelle est votre origine ethnique, culturelle ou raciale: c'est un renseignement d'une importance extraordinaire. D'où viennent les gens.

Cela doit donc être retenu. On a modifié le libellé, qui est maintenant très difficile à interpréter, et nous obtenons une perception différente de la nature de la société canadienne à la suite des efforts récemment déployés pour permettre et encourager l'indication de plusieurs origines.

Jusqu'à 1971, ces données reflétaient toujours une seule origine, celle du père et de ses ascendants avant l'immigration au Canada; maintenant, on en est arrivé au point où on veut toujours déterminer les ancêtres, mais, comme il n'est pas précisé s'il s'agit des ascendants paternels ou maternels, il y a une certaine confusion. De toute façon, cette question doit être retenue.

L'autre question pose certaines difficultés. Celle qui a été mise à l'essai correspondait à une situation d'entrevue avec le répondant. L'enquêteur devait demander quelle était l'ethnicité de la personne interrogée, et, dans un certain sens, on essayait de déterminer comment se percevait le répondant. Êtes-vous Germano-Canadien, Germano-Italien, Chinois, ou quoi d'autre? La confusion résultait en partie du fait que la réponse donnée à la question sur les ascendants reflétait souvent la perception que le répondant avait de lui-même.

Il faut établir cette distinction si l'on veut déterminer quelle est l'importance que l'expression de l'ethnicité d'une personne, ou son identité, peut avoir quand il s'agit

identity has on his access to the opportunity structure in Canada.

There is another way, perhaps, of asking that. After you ask them about their origins, you might ask them how important their cultural/ethnic/racial origin is to them. Those who say it is very important of course are going to be those people who are most ethnic or are part of an ethnic community.

So as I said, the specific question is a difficult one to specify. They have tried one that would probably be a step in the right direction: What do you consider your ethnicity to be? How do you see yourself? What is your ethnic identity? This is after having asked the other one to make sure that they understand that what we are getting at there is where their ancestors came from. But since the two are usually related, it seems to me that it would be important to ask how important their ancestry is to them. You could ask it that way. Those who say it is of no importance at all you are not going to find wearing some distinctive ethnic clothing or perhaps using the language, because if it is of no importance.

So I suspect that a better question than the one they tested would be that, but it would have to be tested.

A lot of research has been done. We did this in the Toronto area, and the results of our research are coming out next month. We did collect information on this. We did collect much more detailed information on the ancestry of parents, grandparents, birthplace, and that sort of thing.

So I guess that was it.

I wanted to make another comment about your reference to all these groups that have come and have all gone through this process in becoming integrated into society, becoming partially acculturated—Canadianized, if you wish.

Those of Jewish origin we tend to treat as a separate religious, cultural, ethnic group, but in the data some of those those who said their origins were Jewish would say they had no religion. As far as they were concerned, they had no affiliation or anything like that. We know we have the orthodox; we have more conservative Jewish cultural groups than others; but it was those who said they had no religion but were of Jewish origin who still, on average, overall, did better, had higher educational attainment levels, had higher status occupations, more proportions in those jobs, and were making larger incomes.

[Translation]

de son accès à la structure des possibilités existantes au Canada.

On pourrait peut-être poser la question d'une autre façon. Après lui avoir demandé ses origines, on pourrait demander au répondant quelle importance il attache à ses origines culturelles, ethniques, raciales. Ceux qui y attachent une grande importance sont naturellement ceux qui ont un caractère ethnique prononcé ou font partie d'une collectivité ethnique.

Comme je l'ai dit, il est difficile de préciser la question spécifique. On en a essayé une qui serait probablement un pas dans la bonne direction: quelle est, d'après vous, votre ethnicité? Comment vous percevez-vous? Quelle est votre identité ethnique? Ceci suivrait l'autre question afin de s'assurer que le répondant réalise que l'on essaie de déterminer l'origine de ses ancêtres. Mais étant donné que les deux aspects sont généralement liés, il me semble qu'il serait important de demander quelle est l'importance que le répondant attache à sa lignée. On pourrait donc poser la question de cette façon. Il est peu probable que ceux qui n'attachent guère d'importance à cette question vont porter des vêtements typiques de leur ethnicité ou, peut-être, utiliser leur langue patrimoniale; ceci ne les intéresse pas.

Il me semble donc possible d'avoir une question mieux formulée que celle qui a été mise à l'essai, mais naturellement, il faudrait alors procéder à de nouveaux essais.

La question a été très étudiée. Nous l'avons fait dans la région de Toronto, et les résultats de nos travaux de recherche seront publiés le mois prochain. Nous avons réuni des renseignements à ce sujet. Nous avons obtenu des données beaucoup plus détaillées sur les ascendants des parents, des grands-parents, leur lieu de naissance, et ce genre de choses.

Donc, je pense que c'est ce qui a été fait.

J'ai un autre commentaire au sujet de tous ces groupes que vous avez mentionnés, qui sont venus ici et qui ont subi ce processus d'intégration dans la société, devenant partiellement acculturés, canadianisés, si vous préférez ce terme.

Nous avons tendance à considérer les personnes d'origine juive comme constituant un groupe religieux, culturel et ethnique distinct; toutefois, les données recueillies montrent que certaines personnes qui se disent d'origine juive indiquaient également qu'elles n'avaient pas de religion. En ce qui les concernait, ils n'avaient aucune affiliation ou autres liens. Nous connaissons le groupe orthodoxe; certains groupes culturels juifs sont plus traditionnels que d'autres; mais ce sont ceux qui déclaraient n'avoir aucune religion, mais étaient d'origine juive, qui, en moyenne et en général, connaissaient plus de succès, avaient fait des études plus poussées, occupaient des postes de plus grand prestige et représentaient une proportion plus importante au sein de ces professions, et gagnaient des revenus plus élevés.

So in a sense it is consistent with what we have seen with respect to other groups in terms of their dissassociation with an ethnic religion that is a part of that ethnic community and ethnic group.

It is a fascinating kind of thing. In the second generation perhaps you have some persistence of the effect of these differences, but beyond that, down the line, as you say, they ultimately become indistinguishable, or at least it no longer makes a difference, even though the person still says he is Irish or German.

• 1215

Mr. Heap: You mentioned that you accept being called an assimilationist. I think that is very frank and helpful of you.

I noticed in the essay that was printed for us you say that the existence of ethno-religious differentials within ethnic groups and their implications for a multicultural society should be given serious consideration by those concerned with formulating immigration policy and regulations consistent with national objectives. You say it twice. What you imply is that assimilation is the most important principle.

I am curious to know in that case why farther back you say even though the Portuguese are the most culturally homogeneous population of those included in the analysis, those with main-line Protestant churches, or no church's preference, consistently show higher levels of cultural relations and socio-economic status. In other words, the Roman Catholic church is not a main-line church. I think that quite a few people in Canada would be quite surprised to know how you define a main-line church. Is it by the number of people who participate in it, or by the wealth of its members, or by the number of its members who have become Prime Ministers, or just how do sociologists determine what is a main line church? But that is not my question. That is only one of the things leading up to it.

Dr. Kalbach: That is a good one because it is a very valid comment.

Mr. Heap: Let me proceed, please. It seems that your underlying principle is for upward mobility, primarily measured by money and power. Now, one experience, not of mine, but of which I know, that calls this into question, is that the City of Toronto school system, which has explored for a couple of decades heritage language programs, has reported that children there learn the main Toronto language, English, better if they are given recognition of their ancestral language by having a couple of hours or so of it in the school, and not just going to a parish school. Therefore, the argument that it is counterproductive to teach them those languages in school seems

[Traduction]

Dans un certain sens, ceci est compatible avec ce que nous avons constaté pour d'autres groupes qui se sont séparés d'une religion ethnique, associés à une collectivité et à un groupe ethnique.

C'est un sujet fascinant. Certaines conséquences de ces différences peuvent persister et se retrouver parmi la deuxième génération, mais après cela, pour les générations suivantes, comme vous l'avez dit, on ne peut finalement plus faire de distinction ou, tout au moins, celle-ci serait sans importance, que tel ou tel individu se dise Irlandais ou Allemand.

M. Heap: Vous dites accepter d'être reconnu comme favorisant l'assimilation. Cette marque de franchise de votre part nous aide.

Dans le texte imprimé que vous nous avez remis, vous dites que ceux qui s'intéressent à l'élaboration d'une politique et de règlements concernant l'immigration, compatibles avec nos objectifs nationaux, devraient tenir compte de la présence de différences ethno-religieuses au sein des groupes ethniques et de leurs conséquences pour une société multiculturelle. Vous le dites d'ailleurs deux fois. Il en découle que l'assimilation est, pour vous, le principe le plus important.

Compte tenu de cela, je me demande pourquoi, un peu plus loin, vous dites que bien que les Portugais constituent la population la plus homogène, du point de vue culturel, parmi les groupes ayant fait l'objet de cette analyse, ceux qui appartiennent aux Églises protestantes dominantes, ou n'ont pas de préférence religieuse, atteignent d'une manière soutenue des niveaux plus élevés en termes de relations culturelles et de statut socio-économiques. En d'autres termes, l'Église catholique n'est pas une Église dominante. Il me semble que bon nombre de personnes au Canada seraient assez surprises de voir comment vous définissez une Église dominante. S'agit-il du nombre de ses adhérents, de la richesse de ses membres, du nombre d'entre eux qui sont devenus premiers ministres, ou tout simplement comment les sociologues définissent-ils une église dominante? Mais là n'est pas ma question. C'est simplement L'une des considérations qui m'y amènent.

M. Kalbach: Et elle est judicieuse, car c'est un commentaire tout à fait valable.

M. Heap: Permettez-moi de poursuivre. Il me semble que vous prenez la promotion sociale comme point de départ, et que vous la mesurez essentiellement en termes d'argent et de pouvoir. Je pense à une expérience, que je n'ai pas vécue, mais que je connais, qui permet de contester cette position; il s'agit du système scolaire de la ville de Toronto, qui, depuis une vingtaine d'années, étudie la question des langues patrimoniales et a signalé que les enfants apprennent mieux la langue généralement utilisée à Toronto, l'anglais, si on reconnaît qu'ils ont une langue patrimoniale en accordant dans la grille scolaire deux heures à cette langue, ce qui va plus loin que

Text

to go contrary to the two decades of experience in Toronto.

From what you have said, and from my hasty reading of this article, I get the impression that there is really no way that visible minorities can be worthy of being immigrants. I think we should explain to the aboriginal Canadians that they made a mistake II,000 years ago in coming here because they cannot fit in until they have intermarried sufficiently that nobody can see that they have ever had an Indian ancestor.

The blacks have been here longer than the Irish and have never made it to the presidency of the United States, let alone the prime ministership of Canada. My impression is that this principle of upward mobility measured primarily by money and power must be mainly dictated by a political philosophy that regards the primary thing in our country as individualistic competitiveness. Do you not think that this philosophy has a great deal to do with promoting racial conflict in Canada, since there are relatively fewer places at the top as measured by money and power?

Dr. Kalbach: In trying to simplify the conclusions of research to a point where there seems to be some degree of confidence in holding to their validity, there is always a danger of going to this extreme.

• 1220

I think your points are well made. However, I would not suggest that what I have said or what happens would necessarily imply that colour is an insurmountable barrier. A lot of studies have been done on this, the extent to which people of different colours can become integrated and acculturated into society.

Mr. Heap: On the basis of upward mobility as measured by money and power?

Dr. Kalbach: In talking about achievement as a measure of success obviously there is a problem. If you take just the native-born Canadian—I mean people born here, not the native Indian or the indigenous population—if you take just that population, of course you would have to conclude that not all of them have become acculturated and assimilated into Canadian society, because not everybody can hit the top income levels, not everybody can become a Ph.D, not everybody can achieve success of that nature.

I have had to try to work with that problem by trying to point out that when we talk about integration, acculturation, and assimilation, what is it they are becoming integrated into? It is not all trying to get into that top part. It is trying to get equal opportunity or access to what we call the "total opportunity structure", so you

[Translation]

simplement aller à une école paroissiale. Par conséquent, l'affirmation que l'enseignement de ces langues à l'école aurait des effets négatifs va à l'encontre des résultats de vingt ans d'expérience à Toronto.

D'après ce que vous dites, et après avoir lu très rapidement votre article, j'ai l'impression que les minorités visibles n'ont absolument aucune chance d'être dignes de devenir immigrants. Je crois que nous devrions expliquer ceci aux autochtones canadiens et leur dire qu'ils ont fait une erreur il y a 11,000 ans en venant ici, car ils ne feront jamais partie intégrante de notre société tant qu'il n'y aura pas eu suffisamment d'intermariages pour que personne ne puisse voir qu'ils ont eu un ancêtre indien.

Les Noirs sont arrivés ici bien avant les Irlandais, et aucun d'entre eux n'est devenu président des États-Unis, sans parler de la charge de premier ministre du Canada. Je suis amené à conclure que le principe de la promotion sociale mesurée essentiellement en termes d'argent et de pouvoir doit découler surtout d'une philosophie politique qui considère que l'élément primordial dans notre pays est la compétitivité individualiste. Ne pensez-vous pas qu'une telle philosophie contribuerait beaucoup à promouvoir les conflits raciaux au Canada, étant donné qu'il y a relativement moins de postes au sommet en termes d'argent et de pouvoir?

M. Kalbach: En essayant de simplifier les conclusions de travaux de recherche au point où on pourrait les considérer valables avec une certaine confiance, on court toujours le risque d'arriver à un tel extrême.

Vos remarques sont pertinentes. Je ne voudrais toutefois pas laisser croire que ce que j'ai dit, ou ce qui se passe, implique nécessairement que la couleur constitue un obstacle insurmontable. De nombreuses études ont examiné dans quelle mesure les personnes de différentes races peuvent s'intégrer dans la société et devenir acculturées.

M. Heap: En prenant comme mesure la mobilité sociale définie en termes d'argent et de pouvoir?

M. Kalbach: De toute évidence, on rencontre des difficultés si le succès est la mesure de la réussite. Quand on considère uniquement les personnes nées au Canada— à l'exclusion des Indiens ou autres peuples autochtones— il est évident que, parmi cette population, tous ne sont pas acculturés et assimilés à la société canadienne; il est évident, en effet, qu'il est impossible que tout le monde obtienne de gros revenus, que tout le monde ait un doctorat, que tout le monde obtienne des succès de cette nature.

Quand on parle d'intégration, d'acculturation et d'assimilation, j'ai essayé d'éliminer la difficulté en posant la question: à quoi faut-il s'intégrer? Il ne s'agit pas de voir tout le monde essayer d'arriver au sommet. Il s'agit d'essayer d'obtenir une égalité des chances, ou de l'accès à ce que nous appelons la «structure des possibilités

would tend to find people of various ethnic and racial origins at all levels of socio-economic status. You would not find them concentrated in the low-income levels; you would not find them concentrated in the upper-income levels. In other words, the measure of total "integration and assimilation" in terms of income distribution would be that the income distribution for a particular group would be similar to that for all the British-origin population, or any other group you wanted to look at.

But I do recognize the fact that when we use even educational attainment as an indicator of social achievement, and income and occupational status, that is an implication that comes out of it. I will have to find some way to say what I want to say without having people draw that conclusion from it, because that is not what I see is particularly indicated.

Le président: Étant donné que nous avons maintenant quorum, j'aimerais que nous puissions nous pencher immédiatement sur le Septième rapport du Sous-comité du programme et de la procédure.

Dans ce rapport qui vous a été remis par notre greffière, il y a différents points. Il y a entre autres ceci:

Que l'étude du budget des dépenses principal soit entreprise en priorité par le Comité et que, lorsqu'aucune audience ne peut être tenue à ce sujet, le Comité poursuive son étude sur la démographie et les niveaux d'immigration.

Que les ministres appelés à témoigner sur le budget des dépenses principal soient invités à comparaître le plus tôt possible et que ces comparutions aient préséance sur les audiences prévues sur la question de la démographie.

Que le Comité tienne les réunions suivantes avant le congé de Pâques sous réserve de changements pouvant être apportés pour les raisons sus-mentionnées.

Mardi prochain, nous aurions encore une rencontre sur la démographie. Mercredi, nous passerions au budget des dépenses principal, ou nous poserions aux officiels des questions sur l'arriéré de réfugiés si le jugement du juge Jerome était disponible. Jeudi, ce serait encore la démographie.

Mr. Allmand: I think most of us have read the report. Since we are running behind, I move that the report be adopted. As a matter of fact, most of us were at the steering committee.

1225

Le Septième rapport du Sous-comité du programme et de la procédure est adopté [Voir le procès-verbal de la réunion]

Le président: Il est important de noter que, dans le rapport, il est question de nos prévisions budgétaires qui sont au montant de 156,600\$. Elles comprennent

[Traduction]

globales»; ainsi, on retrouverait des personnes de différentes origines ethniques et raciales à tous les niveaux socio-économiques. On ne les trouverait pas surtout dans le groupe des faibles revenus ni dans le groupe des revenus supérieurs. En d'autres termes, la mesure d'une «intégration et assimilation» totale, du point de vue de la répartition des revenus, serait, pour un groupe donné, une répartition des revenus similaire à celle constatée parmi la population d'origine britannique, ou tout autre groupe utilisé pour la comparaison.

Je reconnais toutefois le fait que l'utilisation de la scolarité, du revenu et du statut professionnel comme indicateurs de réussite sociale mène à certaines conclusions. Il me faudra donc trouver une façon de dire ce que je veux dire sans que l'on tire cette conclusion, car ce n'est pas ce que je pense être particulièrement indiqué.

The Chairman: Since we now have a quorum, I think that, without further ado, we should examine the Seventh Report of the Sub-Committee on Agenda and Procedure.

The clerk has just distributed this report. Several points are mentioned in the report, and more particularly:

That the study on Main Estimates be taken up as the first priority of work for the Committee and that the hearings on demography and immigration levels continue when hearings on the Main Estimates cannot be scheduled.

That ministerial appearances on the Main Estimates be scheduled as soon as possible, and take precedence over the demographic hearings as previously scheduled.

That the following constitute the Committee's schedule prior to the Easter break subject to possible changes for reasons stated above.

Next Tuesday, we will continue with hearings on demography. On Wednesday, we will take up the study on Main Estimates, or we may ask officials from the Department to answer our questions on the refugees backlog if the Judge Jerome's decision is available. On Thursday, we will continue with the demographic hearings.

M. Allmand: Je crois que nous avons tous lu ce rapport. Étant donné que nous prenons du retard, je propose l'adoption du rapport. D'ailleurs, la plupart d'entre nous étaient présents à la réunion du comité directeur.

The Seventh Report of the Sub-Committee on Agenda and Procedure is adopted [See Minutes of Proceedings].

The Chairman: We should note that the report mentions our budgetary estimates for an amount of \$156,600. This covered printing, travel, advertising,

l'impression des documents, les déplacements, la publicité, le personnel temporaire, les dépenses des témoins, l'accueil et les autres dépenses.

Mr. Worthy (Cariboo—Chilcotin): I have only one concern here, and I am sure you have addressed it because it is such an obvious thing. But it does not seem to have been addressed, because it leads to totally different results or recommendations coming out of it. It is really going to be which came first, the chicken or the egg.

Did the success of the people who distanced themselves from their ethnic origins come because they distanced themselves, or is it because when you pick people who are going to be successful they may tend to distance themselves? In other words, one of your conclusions was that we should possibly be discouraging or putting a different priority on the multicultural programs. I am wondering if maybe the effort could be more on redefining our selection criteria so we are picking people who will be more successful and therefore more easily assimilated.

Dr. Kalbach: I think I see your point. The question you are raising was raised at the time we were looking at the first-generation foreign-born immigrants and trying to understand the process by which a Ukrainian Catholic might become Anglican. Now, we do not know where that transformation may have occurred. We assume it occurred after they were in Canada. A lot of the foreign-born, first-generation people came as children—in other words, they were born outside of Canada—so in a sense they were brought up in Canada, where there were opportunities for them. Maybe their parents went to the Anglican church. Maybe that was the only church in the town where they were.

So there is this problem, you say, of which came first. I am kind of curious about whether one has to become Anglican first.

Mr. Worthy: Let me pose it a little bit differently so you can address it. If we go to Vietnam now and select people who we feel will succeed in Canada—they may have their Ph.D. or their Masters or at least post-secondary school—or we take a boatload of people who are trying to get to Hong Kong and bring them in, I suspect that the ones we pick now would not be as closely tied to their heritage 20 years from now as the boatload we picked up randomly. Do you follow me?

In other words, I think the selection process may dictate that those are the kinds of people who will distance themselves, rather than our taking the boatload and making sure to keep them from retaining their culture.

Dr. Kalbach: I would tend to agree with you on a number of points. One is that the more educated people,

[Translation]

temporary help, witness expense, hospitality, and miscellaneous.

M. Worthy (Cariboo—Chilcotin): Je n'ai qu'une seule remarque à faire, et je suis sûr que vous vous en êtes déjà occupé, car la question est assez évidente. Elle ne semble pas toutefois avoir été réglée, car on peut en arriver à des recommandations ou à des résultats complètement différents. Il s'agit de savoir ce qui est la cause et ce qui est l'effet; qui est le premier, la poule ou l'oeuf?

Est-ce que le succès de ceux qui se sont écartés de leurs origines ethniques est la conséquence du fait qu'ils ont pris leurs distances, ou bien ont-ils tendance à prendre leurs distances une fois qu'ils ont été choisis pour aller vers le succès? En d'autres termes, l'une de vos conclusions indique que nous devrions peut-être décourager les programmes multiculturels, ou leur accorder une priorité différente. Je me demande si nous ne devrions pas plutôt revoir nos critères de sélection de façon à choisir ceux qui auraient plus de chances de succès et, par conséquent, seraient plus facilement assimilés.

M. Kalbach: Je crois comprendre votre point de vue. Cette question a déjà été soulevée quand nous examinions des immigrants de la première génération, nés à l'étranger, en essayant de comprendre le processus qui amènerait un catholique ukrainien à devenir anglican. Nous ne savons pas où cette transformation a eu lieu. Nous admettons qu'elle a eu lieu après l'arrivée au Canada. Bon nombre de gens de cette première génération, nés à l'étranger, sont arrivés très jeunes au Canada, où de nouvelles possibilités leur étaient ouvertes. Il est possible que leurs parents soient allés à l'église anglicane, qui était peut-être la seule église dans la ville où ils résidaient.

Vous signalez qu'il est difficile de savoir quel est l'élément causal. Je me demande, en quelque sorte, s'il faut d'abord devenir anglican.

M. Worthy: Je vais poser la question dans des termes un peu différents pour vous permettre d'y répondre. Si nous allions au Vietnam, maintenant, pour y choisir des personnes qui nous sembleraient pouvoir réussir au Caṇada—des individus qui auraient un doctorat, ou une maîtrise ou un diplôme postsecondaire—ou bien, si nous prenions et acceptions comme immigrants tous les passagers d'un bateau qui essaye d'aller à Hong Kong, il me semble que ceux qui auraient été choisis ne seraient pas si étroitement liés, dans 20 ans, à leur héritage que les réfugiés de la mer choisis de façon aléatoire. Me comprenez-vous?

En d'autres termes, il me semble que le processus de sélection peut définir ceux qui vont se distancer de leurs origines, par opposition à l'admission de réfugiés de la mer, ce qui permet de s'assurer ensuite qu'ils ne vont pas conserver leur culture.

M. Kalbach: J'aurais tendance à être d'accord avec vous sur un certain nombre de points. Dans cette partie du

probably the people living in the cities, are more likely to have some knowledge of English or French in that part of the world.

• 1230

In a sense, by being selective within a particular group—and of course what we are doing is in much the same way we crudely did it before by discriminating against those cultures and groups—there will be relatively few with university education or an ability to speak English. In a way we are discriminating. But as long as we can prove that we are not discriminating to a greater extent towards, say, the Pakistanis or the East Indians or some of the Middle Eastern ethnic and cultural groups, we are on. . .

We are trying to select those people who are most likely to become successfully integrated and acculturated into Canadian society. I would agree.

My misgivings about this are that you tend to develop pockets of individuals from certain ethnic cultural backgrounds that have very high educational attainment levels but then begin to monopolize certain occupational niches or spots.

I could take the point closer to home when the universities were growing in those golden years and they had to look for university professors. A lot of them were hired from the U.K. and from the U.S. So we have a very high concentration of non-Canadians as such, let us say Americans and the British, in the senior positions in the universities. That has created some problems, mostly antagonism, hostility, and so on that you might find directed to some other visible minority group that might be concentrated in a certain sector of an occupational structure.

You may already have talked to Professor Reitz. I understand he is coming here. He has done research on the extent to which certain groups tend to get concentrated in certain sectors of the occupational structure.

It can be self-serving, in a sense. But I often thought that perhaps they ought to take a more average representation, including some with very little education and few skills. You would find that they would distribute themselves throughout the occupational structure more like the Canadian population itself does. That raises a lot of other questions, because they are the ones who have the most difficulty in getting satisfactory employment and succeeding in that sense.

Mr. Worthy: But if we go back in the other direction towards your research, it could have a bearing as to whether your results are meaningful at all. In other words, going through Statistics Canada and saying that those who have distanced themselves have become more successful—that seems to be one of your main conclusions. Without having analyzed the selection criteria or the characteristics of those individuals, I

[Traduction]

monde, les personnes ayant plus d'instruction, et notamment les citadins, connaissent souvent soit le français, soit l'anglais.

En instaurant la sélection au sein d'un groupe, on se retrouvera avec relativement peu de personnes ayant une éducation universitaire ou connaissant l'anglais, ce qui revient d'ailleurs plus ou moins à notre pratique antérieure, lorsque nous discriminions contre ces cultures ou ces groupes. On peut donc dire à juste titre que nous pratiquons toujours la discrimination, l'essentiel étant que les divers groupes ethniques ou culturels, comme par exemple les Pakistanais, les Indiens, les personnes originaires du Moyen-Orient, etc., soient tous traités sur un pied d'égalité.

Nous cherchons donc à sélectionner les personnes que nous jugeons les mieux susceptibles de s'intégrer et de s'acclimater à la société canadienne.

Mais nous risquons ainsi de nous trouver avec certains groupes ethniques hautement instruits qui pourront monopoliser certains créneaux.

À l'époque où les universités étaient en pleine expansion et devaient donc recruter des professeurs, on les a recrutés entre autres en Grande-Bretagne et aux États-Unis, si bien qu'on s'est retrouvé avec une forte proportion de professeurs américains et britanniques dans nos universités, ce qui a causé de l'antagonisme et de l'hostilité. Ce même phénomène risquerait de se répéter si une minorité visible devenait très concentrée dans un certain créneau professionnel.

Le professeur Reitz, qui va également comparaître devant vous, a fait des études sur la concentration de certains groupes ethniques dans tel ou tel créneau professionnel.

Si les immigrants étaient sélectionnés moins en fonction de leur niveau d'instruction et qu'on laissait entrer les personnes peu instruites et possédant peu de qualifications, il est vraisemblable qu'on les retrouverait dans tous les métiers, comme c'est le cas notamment pour la population canadienne. Mais c'est justement les personnes les moins qualifiées qui ont le plus de mal à trouver du travail, donc à réussir.

M. Worthy: Je me demande dans quelle mesure les résultats de vos recherches sont réellement significatifs. Vous semblez en effet arriver à la conclusion que c'est les personnes qui ont tendance à s'isoler de la culture canadienne qui réussissent le mieux. Même si je n'ai pas réellement examiné les critères de sélection ni les caractéristiques de ces personnes, il me semble que votre conclusion est erronée. Vous voyez ce que je veux dire.

Text

suspect that it may not be a proper conclusion. I do not know how to explain it, but I think you may catch the point I am making.

Dr. Kalbach: Yes, I do. I am trying to think of a short answer, which escapes me at the moment. I do not think I would want the results to be interpreted to indicate that the advice to give to immigrants is to reject their cultural heritage. I do not think that is the conclusion one would draw. All I am really saying is that the data and the analyses seem to indicate that to the extent the individual continues to focus his activities within an ethnic community where a different language is spoken...

In a sense the ethnic church often turns out to be a more conservative church. You talk about the Catholic Church and why it is not included as one of the main-line churches of Canada. Well, it should be. The problem is, it is also an ethnic church for many groups. But when they come to Canada, of course, they can make that transition and continue to attend the Catholic church. Whether it is still a ethnic church or not depends on who everybody else going to the church is.

• 1235

The data simply did not allow us to separate those. In a sense we have ethnic Catholic churches and we have Canadian Catholic churches. The only way you can resolve that is to find out what the ethnic composition is.

Mr. Heap: And we have French Catholic churches.

Dr. Kalbach: Oh, yes.

Mr. Heap: But they are not ethnic.

Dr. Kalbach: No, French Catholic churches are ethnic churches. So is the Anglican Church an ethnic church. I recognize what you are saying, and we have not really successfully resolved that problem. But it is partly a problem of getting the information that would allow us to make that distinction. Usually what we find is that the older people born elsewhere and attending a Catholic church are attending churches where most of the congregation are of a similar ethnic background. The younger people are more likely to be attending Catholic churches where there is a broader representation of nativeborn, later-generation Canadians. That would have to be sorted out.

On your original question, that is a problem. We do not thoroughly understand the process by which, let us say, Ukrainians decide to join the Anglican Church. In sociology we say you belong to a certain group, but in your social mobility you often have a reference group you aspire to belong to, a higher-status group, and it might be the people who attend the Anglican church. So you will join with the idea of becoming more like them, becoming more socially acceptable. It is a very complex process, and you can only sort that kind of thing out with the original kinds of field research you go out on, which Statistics Canada cannot carry out.

|Translation|

M. Kalbach: Certainement, et je ne sais pas très bien comment vous répondre. Il ne faudrait surtout pas croire que je préconise qu'on conseille aux immigrants d'abandonner leur patrimoine culturel; ce serait une conclusion tout à fait fausse. Cependant, les statistiques semblent prouver que les personnes qui vivent au sein d'une communauté ethnique et continuent de parler une langue étrangère. . .

En règle générale, les Églises ethniques ont tendance à être plus conservatrices. On a posé la question de savoir pourquoi l'Église catholique n'est pas considérée comme une des Églises dominantes du Canada. Elle devrait l'être; mais le fait est que pour de nombreux groupes, l'Église catholique est une Église ethnique. En arrivant au Canada, ces personnes continuent à féquenter l'Église catholique, que l'on peut considérer comme une Église ethnique ou non, selon l'origine de l'ensemble des fidèles qui la fréquentent.

Or, les statistiques ne nous permettent pas de faire cette distinction. Il existe donc des églises catholiques ethniques et des églises catholiques canadiennes. Il faudrait donc connaître la composition ethnique des fidèles.

M. Heap: Nous avons également des églises catholiques francophones.

M. Kalbach: C'est exact.

M. Heap: Elles ne sont pas ethniques.

M. Kalbach: Je vous demande pardon, mais les églises catholiques francophones sont ethniques, au même titre d'ailleurs que l'Église anglicane. C'est donc en effet un problème qui n'a toujours pas été résolu, en partie du fait que nous ne possédons pas les renseignements nécessaires. En règle générale, les personnes plus âgées nées à l'étranger fréquentent des églises catholiques dont la majorité des fidèles appartiennent au même groupe ethnique. Par contre, les personnes plus jeunes sont plus nombreuses à fréquenter des églises catholiques dont la majorité des fidèles sont déjà nés au Canada.

Par ailleurs, nous ne savons pas ce qui pousse certains Ukrainiens à fréquenter une église anglicane. Les sociologues répartissent la population en groupes, mais la mobilité sociale pousse certaines personnes à adhérer à un groupe différent plus élevé à leurs yeux dans la hiérarchie sociale, comme par exemple les personnes qui fréquentent l'église anglicane. C'est ainsi que certaines personnes vont à l'église anglicane dans l'espoir de s'intégrer dans un groupe supérieur de la hiérarchie sociale. Il s'agit là d'un processus extrêmement complexe, qu'il faut étudier sur le terrain, ce qui n'est évidemment pas à la portée de Statistique Canada.

Out of interest. 20 years ago we did a study of the Ukrainian communities in Alberta. There are three, plus the city of Edmonton. We are now trying to raise funds to go back to those same communities and find out what has happened after 20 years of continued urbanization and movement out of those small rural communities into the urban centre. There of course we would ask questions about their religion, who their friends are, and so on. It should be very interesting. It will give us some insight into the processes that operate, and it might answer that kind of question better.

Le président: Merci, monsieur Worthy. Nous allons maintenant aller à M. Vien.

M. Jacques Vien (député des Laurentides): Merci, monsieur le président.

Sir, I wonder if you have figures or statistics from 100 or 125 years ago. How far back do you go in these...? What I am getting at is that I would like to know what the percentages of British origin, French origin, and others were in 1867 or 1870.

Dr. Kalbach: I believe we do have information going back to 1861 and earlier, but the first census after Confederation would be 1871. My colleague just did her doctorate dissertation at York University. It was completed last spring. Hers was a study of ethnic intermarriage in Canada in 1871 and 1971. It would have information on the rough proportions of the population: French origin, British origin, and that sort of thing. I cannot give you a figure.

Mr. Vien: You do not have an approximate percentage of what they were then and what they are today, in 1871 and 1971?

Dr. Kalbach: No. Of course the combined group would be very high. I am not sure what the balance between the two was.

That is another thing about talking about multiculturalism in Canada or Canada as a multicultural society. If you assume that the French Canadians and the British-origin populations are the two founding groups, and even if we look at one as opposed to the other, even today I am always taken up short by the relatively small numbers of people with other ethnocultural origins. We are focusing so much attention on these small immigrant minority groups; I notice here in 1986 only 16% of the population was foreign-born. But there is a figure here showing that in 1971, before they changed the definition and made it difficult, only about 1.3% of the population was of Asian origin. Another 2.4% was of other non-European origin. That is only 3.7%, pretty small.

• 1240

Of course we all know they are not evenly distributed from sea to sea. They are concentrated in certain areas. Sociologically speaking, they have more significance than [Traduction]

Il y a 20 ans, nous avons fait une étude sur les Ukrainiens de l'Alberta, répartis en trois communautés, plus ceux habitant Edmonton. Nous essayons en ce moment d'obtenir des crédits pour reprendre cette étude afin de voir comment ces communautés ont évolué après 20 ans d'urbanisation. Les personnes seraient interrogées sur leur religion, leurs amis, etc. Les résultats devraient être fort intéressants et nous donneraient sans doute des éléments de réponse à votre question.

The Chairman: Thank you, Mr. Worthy. Mr. Vien now has the floor.

Mr. Jacques Vien (Laurentides): Thank you, Mr. Chairman.

Je me demande si vous avez des statistiques qui remontent à plus de 100 ans, car je serais curieux de savoir quels étaient vers les années 1870 les pourcentages de personnes d'origine britannique, française ou autres.

M. Kalback: Nous avons des chiffres qui remontent à 1861, même si le premier recensement après la Confédération date de 1871. Ma collègue, qui a terminé sa thèse de doctorat à l'Université York au printemps dernier, a justement étudié les mariages mixtes au Canada en 1871 et 1971. On devrait pouvoir y trouver les pourcentages de personnes d'origine française, britanniques et autres, mais je n'ai pas les chiffres sur moi.

M. Vien: Vous ne pourriez pas nous donner une idée approximative de ces pourcentages en 1871 et 1971?

M. Kalbach: Non, malheureusement, je n'ai pas les chiffres. Les francophones et les personnes d'origine britannique ensemble représentent bien entendu une très forte proportion. Je ne sais pas combien il y avait de francophones et de britanniques.

d'ailleurs question Nous abordons la multiculturalisme au Canada. Si l'on part du principe que les Canadiens français et les personnes d'origine britannique sont les deux groupes fondateurs du pays, on constate que même actuellement, les personnes d'autres origines ethnoculturelles représentent une proportion relativement faible. Alors que nous faisons grand cas d'un certain nombre d'immigrants appartenant à diverses minorités ethniques, vous remarquerez qu'en 1986, 16 p. 100 seulement de la population étaient nés à l'étranger. Par ailleurs, en 1971, au moment où la définition a été modifiée, 1,3 p. 100 de la population était d'origine asiatique, 2,4 p. 100 étaient d'origine non européenne, ce qui donne un total de 3,7 p. 100, soit une proportion infime.

Nous savons bien entendu que ces personnes sont concentrées dans certaines régions du pays, si bien qu'au plan sociologique, leur importance est plus significative

perhaps their small numbers show. But here again, in 1981 the Asian origin was only 3.1%. I will stick with that because there are problems with the other one. In 1986 it was 3.9%. This is still a relatively small proportion. If we look at the British versus French, back in 1971 it was 45% of British Isles origin and 29% of French origin.

In 1981 it would be roughly comparable because it is mostly single-origins. They did allow multiple-origin response, but 40.2% of the population gave a single-origin response to the question of British origin; 27% gave a single ethnocultural response of French. British and French combined was 6.3%.

Mr. Vien: I get 69% there.

Dr. Kalbach: We are still heavily weighted in the direction of these two groups. I find it even more interesting that in 1986 they encouraged multiple responses. They figured you must have some English or some French or something. When they did that in 1981, among the number of people giving multiple responsesother than the British-French one I just gave you-only 1.3% owned up to having a mixed background, or some intermarriage, in the past. In 1986 after encouraging these people almost 23% reported multiple origins. But what groups were involved here? The larger groups that seemed to be involved were the Northern and Western European groups. They were the ones more likely to report some British than they were to report some French. This would show that the direction of this acculturation, or assimilation, was towards the larger and dominant Britishorigins group.

We now begin to see the Canadian population as made up of not separate, distinctive, ethnocultural groups, but groups that are overlapping through intermarriage and so on. I think it was Krauel who presented a paper in Winnipeg a couple of summers ago at a conference there. Those who report a single British origin come to 33.6%; those who report British and some other origin, 9%; British and French origin, 4.6%; British, French and other, 2.3%. I had a figure here showing that about 74% come out with having some British origin in their background somewhere. Of the French, 24.4% gave the single-French response. Then you have the question of what to do with the British, French and other, and French and other—

Mr. Vien: Split it evenly.

Dr. Kalbach: It is not as multicultural as one often begins to feel it is on the basis of who you see walking around Toronto. Of course you get a totally different impression in Montreal.

Mr. Vien: You were saying about Europeans coming into this country, such as Ukrainians or Hungarians coming in as Catholics and then going over to the Anglican Church. Would you attribute that to a financial attitude?

[Translation]

que leur importance numérique. En 1981, les personnes d'origine asiatique ne représentaient que 3,1 p. 100 de la population. En 1986, cette proportion passait à 3,9 p. 100, ce qui est encore toujours très faible. Par contre, toujours en 1971, 45 p. 100 de la population étaient d'origine britannique et 29 p. 100 étaient d'origine française.

En 1981, les chiffres étaient comparables, 40,2 p. 100 de la population se disant d'origine britannique et 27 p. 100 de la population se disant d'origine française. Britanniques et Français ensemble donnent 6,3 p. 100.

M. Vien: Je dirais plutôt 69 p. 100.

M. Kalbach: Donc, ces deux groupes occupent toujours une place prépondérante. En 1986, on encourageait des réponses multiples, comme si on devait avoir des origines mixtes anglaises et françaises. En 1981, 1,3 p. 100 seulement de la population se disait d'origine mixte, ou avoir fait un mariage mixte, compte tenu des origines britanniques ou françaises. En 1986 par contre, près de 23 p. 100 des personnes se disent d'origine mixte. Il s'agit essentiellement de personnes originaires de l'Europe septentrionale ou de l'Europe occidentale. Dans leur cas, les mariages mixtes avec des personnes d'origine britannique sont plus fréquents qu'avec les Canadiens français. Ce qui semble démontrer que les personnes ont tendance à s'assimiler essentiellement au groupe britannique dominant.

Donc, la population canadienne n'est pas constituée de ethnoculturels distincts, mais il y a interpénétration entre les différents groupes par le biais des mariages mixtes. Une communication a justement été consacrée à ce sujet par Krauel lors d'une conférence qui s'est déroulée il y a deux ans à Winnipeg. D'après cette étude, 33,6 p. 100 de la population se dit d'origine britannique uniquement; 9 p. 100 de la population se dit d'origine mixte britannique et autre; 4,6 p. 100 de la population se dit d'origine mixte britannique et française; enfin, 2,3 p. 100 de la population se dit d'origine britannique, française et autre. Donc, au total, 74 p. 100 de la population déclarent avoir des ascendants britanniques. Parmi les Canadiens français, 24,4 p. 100 se disent d'origine uniquement française. La question se pose ensuite de savoir comment répartir ces différentes catégories...

M. Vien: Il faut les diviser de façon égale.

M. Kalbach: Donc, notre société est loin d'être aussi multiculturelle qu'on pourrait le croire lorsqu'on se promène à Toronto. Bien entendu, la situation est tout autre à Montréal.

M. Vien: Vous disiez tantôt qu'un certain nombre d'Ukrainiens ou de Hongrois, catholiques à l'origine, décident par la suite de fréquenter l'église anglicane. Cette attitude serait-elle imputable à des motifs financiers?

• 1245

Dr. Kalbach: I think if you are ambitious and you want to make your mark, I say there is a lot of deliberate behaviour here. It makes a lot of sense.

Someone raised a question, or at least alluded to the question of people coming here who are, let us say, non-Christian. We are getting increasing proportions of these individuals. It might be difficult for people who belong to non-Christian religions to think of becoming an Anglican or a Roman Catholic, not to mention the United church. What would they be likely to do? That is a real difference. The cultural shock or difference is considerable. What they seem to do is opt out of their own. In other words, they no longer remain as active members associated with the temple, or—

Mr. Vien: They outcast themselves.

Dr. Kalbach: You have very high proportions of these individuals, and Middle Eastern groups particularly are reporting they have no religious affiliation as such.

Mr. Vien: You mentioned before bringing in professors from the U.K. and professors from the U.S. These professors have personal ideologies, personal religions, philosophies, and prejudices. Do you not think that this would, through their teachings, sort of influence their students, their entourage?

Dr. Kalbach: I would hope so. To answer your question, I obviously have that problem right now, because there are two courses that I tend to teach. One is the population society course, which is a demography course. I have taught it for 20 years. also teach the race and ethnic relations courses where I have to confront this problem of assimilation, acculturation, cultural pluralism, and of course my classes tend to be highly heterogeneous in terms of their racial and ethnic makeup, a much higher representation of visible minority groups who, in a sense, are aspiring to upper educational attainment levels, partly reflecting the fact that their parents who came to this country, were, I suppose, selected and admitted because they did have high levels of educational attainment, as well as knowledge of English or French.

My problem there is to let them know ahead of time essentially what my basic orientation seems to be. We study assimilation. We study the consequences of non-assimilation, but it is kind of interesting that once you say that, of course, they probably would see what you are saying as evidence supporting your particular orientation. I do not know how to fight that except to try to give the other side of the story. In other words, Canada has had the reputation in the past of being a hospitable place to which very unusual and different kinds of ethnic and cultural groups have come to preserve their way of life.

The Hutterites, of course, are a prime example where they have essentially done everything possible to permit them to continue to maintain their language and social system. The most recent information coming out of there, from a Ph.D. from Alberta who did his dissertation on the [Traduction]

M. Kalbach: Pour les personnes ambitieuses qui veulent grimper dans la société, c'est parfaitement logique.

Par contre, pour les non chrétiens, qui arrivent maintenant de plus en plus nombreux, il n'est pratiquement pas question de devenir anglicans, catholiques ou d'adhérer à l'Église unie. Le choc culturel pour ces personnes étant bien plus grave, la solution pour eux est d'abandonner leur religion et de cesser de fréquenter leur temple.

M. Vien: Ils se condamnent donc en quelque sorte à l'exil

M. Kalbach: Ainsi, une forte proportion de personnes venant du Moyen-Orient disent n'appartenir à aucune Église.

M. Vien: Vous parliez tantôt des professeurs qui ont été recrutés par le passé en Grande-Bretagne ou aux États-Unis. Or ces professeurs viennent avec leurs idéologies, leurs religions, leurs philosophies et leurs préjugés, qui leur sont propres. Ce qui ne peut pas manquer d'avoir une influence sur leurs étudiants.

M. Kalbach: C'est tout à fait évident. Moi-même, je donne deux cours, dont un cours de démographie que j'enseigne depuis 20 ans déjà. Par ailleurs je donne un cours sur les relations raciales et ethniques où il est question d'assimilation, d'acculturation et de pluralisme culturel. Or, les étudiants qui fréquentent mes cours sont d'origines ethniques très diverses et comportent notamment une forte proportion de minorités visibles; le fait qu'ils soient si nombreux à faire des études universitaires est tout à fait normal, compte tenu du fait que leurs parents ont été admis au Canada justement en fonction de leurs niveaux d'instruction et de leur connaissance de l'anglais ou du français.

Je leur laisse donc savoir d'entrée de jeu que je me propose d'étudier le phénomène de l'assimilation, ainsi que les conséquences du refus de l'assimilation. Pour que l'on ne puisse pas m'accuser d'avoir un parti pris, j'essaie d'exposer le problème de façon aussi objective que possible, en faisant notamment valoir que le Canada a toujours eu la réputation d'un pays d'accueil qui permet à différents groupes ethniques et culturels de préserver leur mode de vie.

Ainsi, les Huttérites sont un exemple type d'une communauté qui a tout fait pour maintenir sa langue et ses valeurs sociales. D'après une récente thèse de doctorat sur les colonies huttérites du Canada, leur taux de fertilité commence à diminuer, et les Huttérites ont de plus en

Hutterite colonies in Canada, is showing evidence that their fertility is, finally, after all these generations, beginning to come down. It is increasingly difficult for the Hutterites to keep the wall up between themselves and the outside society. In a sense they are subjected to these influences which bring about a change.

Mr. Vien: We have experienced that in Quebec.

Dr. Kalbach: Yes.

Just two weeks ago I was in the West Edmonton Mall and I was dumbfounded to see a group of young Hutterites, 12 young adults, male.

• 1250

These young Hutterites wearing their distinctive clothing and going around this way. Now, if they want to preserve their cultural distinctiveness, it would seem to me that would be off limits. It is probably a reflection of the fact that the isolation is being broken down. It is something they cannot expect to hold onto indefinitely.

Mr. Vien: I mentioned before that probably outside Quebec immigrants had a tendency to switch from their religion to the Anglican religion. Do you have figures that show the same thing has happened in Quebec where it is predominantly Catholic? Have they joined the Catholic groups or have they remained in their religion?

Dr. Kalbach: What happens?

Mr. Vien: Has the same phenomenon happened?

Dr. Kalbach: What happens to the language might reflect what is happening in terms of their religious orientation. I would suspect that there is not much movement in that direction. They might be more likely to retain their own or not make any particular effort to change.

Mr. Vien: You would attribute this to Catholics being predominantly French-speaking. Immigrants coming to Canada have a tendency to learn English instead of French. Or they learn French and English, but do not see the predominance of joining another—

Dr. Kalbach: I would expect to see an increasing proportion of immigrants into Quebec and Montreal, although they are essentially Roman Catholic. They seem to be creating a condition there in which that will be an easy kind of transition to make. To integrate into Quebec society you would attend the Catholic Church or learn to speak French.

I do not know what the alternatives are in Montreal, but I would think that perhaps more of their children will be learning French than in the past. Those who find that this might be to their disadvantage probably will move on to someplace else, perhaps Ontario.

Le président: Merci, monsieur Vien.

M. Vien: Merci, monsieur le président, pour vos deux minutes.

[Translation]

plus de mal à s'isoler de l'ensemble de la société. Le changement commence à se faire sentir chez eux aussi.

M. Vien: Nous l'avons déjà constaté au Québec.

M. Kalbach: En effet.

Il y a 15 jours, en me promenant dans le West Edmonton Mall, j'ai à ma grande surprise croisé une douzaine de jeunes gens huttérites.

Voilà donc un groupe de jeunes Huttérites dans leur costume traditionnel qui se promenaient dans un centre commercial, ce qui n'est certainement pas le lieu idéal pour préserver leur mode de vie bien particulier. Il faut donc croire que leur isolement du monde extérieur commence lentement à s'effriter.

M. Vien: En dehors du Québec, les immigrants ont souvent tendance à abandonner leur religion au profit de l'Église anglicane. Les immigrants qui s'établissent au Québec, majoritairement catholique, rejoignent-ils l'Église catholique, ou bien continuent-ils à fréquenter leur propre église?

M. Kalbach: Que voulez-vous dire?

M. Vien: Le phénomène que l'on trouve dans le Canada anglophone se répète-t-il au Québec?

M. Kalbach: Ce qui est vrai de la langue est sans doute également vrai de la religion, et je pense donc que la plupart des immigrants au Québec n'abandonnent pas leur Église d'origine.

M. Vien: Ce serait dû au fait que les catholiques au Québec sont essentiellement francophones, alors que les immigrants qui arrivent au Canada ont tendance à apprendre l'anglais plutôt que le français. Même s'ils apprennent les deux langues, ils ne voient pas l'utilité de se convertir au catholicisme.

M. Kalbach: La proportion d'immigrants au Québec et à Montréal va en augmentant, mais il s'agit essentiellement d'immigrants catholiques. L'assimilation à la société québécoise se fait donc en fréquentant l'église catholique ou en apprenant à parler le français.

Je pense donc qu'à l'avenir, une proportion plus importante d'enfants d'immigrants établis à Montréal vont apprendre le français. Ceux qui trouvent que cela ne vaut pas la peine quittent le Québec pour s'établir ailleurs, comme par exemple en Ontario.

The Chairman: Thank you, Mr. Vien.

Mr. Vien: Thank you, Mr. Chairman, for having given me two extra minutes.

Texte

Le président: Docteur Kalbach, revenons à cette question des sectes religieuses. Quand on parle du phénomène de l'acculturation, on remarque quand même que depuis quelque temps des groupes religieux veulent garder ce qui est rattaché à leurs sectes, voire ce qui les identifie. Prenons l'exemple des Sikhs qui, entre autres, contestent certaines de nos lois, ou encore voudraient porter le turban quand ils veulent servir dans la Gendarmerie royale du Canada; d'autres groupes, pour des motifs religieux, ont d'autres façons de se vêtir ou encore ont une culture qui leur est propre. Tout cela crée certaines frictions actuellement, voire des tensions. Cette tendance va-t-elle s'accélérer? Les sectes religieuses vontelles vouloir garder leur propre culture ou, au contraire, cela va-t-il s'estomper graduellement pour se fondre dans notre mentalité canadienne?

Dr. Kalbach: Of course, that is a very hot topic. Personally I have mixed feelings about it. It seems to me that if a group of people come to Canada and want to become integrated into Canadian society, then they will have to participate in that society at all levels. Obviously, there is conflict between the behaviour expected of a Canadian and the behaviour expected of a Sikh.

It does pose a considerable problem. I think any group that insists on being able to maintain that cultural distinctiveness that is important to them can expect, of course, to find some negative reaction or hostility. That is the basis on which prejudice seems to arise. So it is unfortunate from that point of view.

• 1255

On the other hand, there was a case in Toronto that was somewhat similar. It did not involve a Sikh, though, but a member of the OPP who was asked to patrol in front of an abortion clinic and refused to do so. In other words, he refused to carry out his responsibility as an officer to maintain the peace in doing that, so they suspended him.

Now, it seems to me we are talking about values in both cases. If a person wants to become a member of the Ontario Provincial Police or the RCMP, it seems to me he has to make some kind of separation between his responsibilities to carry out his duties and whatever his particular values may be. If it is that important to him, then I think he should not be a member of the police force. In the same way, insisting on the maintainance of certain kinds of behaviour or characteristics as a member of an organization that is serving all of Canada would make them choose what they want to be most.

I suppose my personal values are intruding in here, but I do think we have to be able to rely on our police officers to carry out their responsibilities and not let their own personal feelings on the matter intrude. To the extent that it creates problems in the case of the Sikh, I guess I would have to come down on the side that it does not make sense to let them wear some type of religious symbol or artifact that is important to them to the extent that they also want to be in the service. You get into all

[Traduction]

The Chairman: Dr. Kalbach, I would like to refer to the question of religious affiliation. Speaking of acculturation, we have seen that for sometime now various religious groups are trying to focus on what makes them distinctive. There are among others the Sikhs, who are questioning some of our laws and who wish to be able to wear their turbans while serving in the RCMP; other groups wear special garbs for religious or cultural reasons, which is creating tensions and frictions. Do you think these tendencies are on the rise? Would you say that the various religious groups will want to hold on to their cultural heritage or that on the contrary they will gradually abandon this heritage and opt for the Canadian mainstream?

M. Kalbach: Vous venez d'évoquer une question hautement controversée, qu'il m'est difficile de trancher. A mon avis, les personnes qui immigrent au Canada dans l'idée de s'intégrer à la société canadienne doivent participer à cette société à tous ses niveaux. Or, il est évident que les Canadiens et les Sikhs ne se comportent pas de façon identique.

C'est donc un problème bien réel. Ainsi, un groupe qui insiste pour maintenir intactes certaines caractéristiques culturelles doit normalement s'attendre à une certaine hostilité, car la différence est à l'origine des préjugés.

Il y a eu par ailleurs à Toronto le cas d'un agent de la police provinciale qui a refusé d'assurer le maintien de l'ordre devant une clinique d'avortement, l'avortement étant contraire à ses principes, et il a été suspendu.

Dans les deux cas, il s'agit d'une question de principes. Je trouve qu'une personne qui veut travailler soit pour la police provinciale, soit pour la Gendarmerie royale, doit distinguer entre ses principes et les responsabilités de sa charge. S'il tient tellement que cela à ses principes, il ne devrait pas travailler dans la police. Le fait d'exiger un certain comportement ou une certaine présentation comme condition d'embauche dans un organisme national obligerait ces gens à faire un choix.

Même s'il s'agit donc de valeurs personnelles, les agents de police doivent en principe accepter d'exécuter les obligations de leur charge sans tenir compte de leurs points de vue personnels. En ce qui concerne les Sikhs, j'estime que s'ils veulent faire partie de la GRC, ils doivent accepter d'abandonner le port du turban, même s'il est pour eux un important symbole religieux. On a fait valoir à cet égard qu'autrefois, les Sikhs étaient autorisés à porter leur turban tout en faisant partie du service

Text

kinds of arguments, because they have made exceptions for turbans in the past to serve in the British Colonial Services and so on. They have allowed that. Perhaps they could find a compromise in which a person could do that, or perhaps they could assign them to the community.

It should be decided in favour of the overall concerns or good of the larger society, I think, as opposed to the interests and rights of the individual ethnic group. People would argue with that, I am sure, but since you asked the question, I give my answer, which is based partly on what I know about what raises difficulties for ethnic groups in terms of maintainance of ethnic characteristics and on my own personal feelings.

Le président: Docteur Kalbach, c'était très intéressant. Au nom de tous les membres du Comité, je vous remercie sincèrement pour la documentation et les renseignements que vous nous avez donnés.

Dr. Kalbach: Thank you for the opportunity. You can see that I am having trouble. I have to straighten some of these things out for my lectures in my race and ethnic class. But I do appreciate the chance to meet with you and find out something about your concerns and those of the government. Thank you very much.

Le président: La séance est levée.

[Translation]

colonial britannique. On pourra peut-être arriver à un compromis, les gendarmes sikhs aussi porteurs de turban étant affectés uniquement au sein de leur propre communauté.

Je trouve pour ma part qu'il faut que l'intérêt général prime les intérêts ou les droits des groupes ethniques. Je sais fort bien que tout le monde n'est pas d'accord avec moi sur cette question. Ma réponse est fondée d'une part sur mes convictions personnelles et d'autre part sur l'idée que je me fais des difficultés auxquelles sont confrontés les groupes ethniques désireux de maintenir leur patrimoine culturel.

The Chairman: That was most interesting, Dr. Kalbach. I wish to thank you most sincerely for the documentation and the information which you have provided to this Committee.

M. Kalbach: C'est moi qui vous remercie. Comme vous avez pu le constater, ces questions sont loin d'être simples, mais j'ai eu l'occasion de les aborder à maintes reprises dans mes cours sur les groupes raciaux et ethniques. Je vous remercie de m'avoir invité à discuter avec vous de vos préoccupations et de celles du gouvernement.

The Chairman: This meeting is adjourned.

















If undelivered, return COVER ONLY to: Canadian Government Publishing Centre, Supply and Services Canada. Ottawa, Canada, K1A 0S9 En cas de non-livraison, retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à Centre d'édition du gouvernement du Canada, Approvisionnements et Services Canada, Ottawa, Canada, K1A 0S9

WITNESS

From the University of Toronto:

Dr. Warren Kalbach, Professor of Sociology.

TÉMOIN

De l'Université de Toronto: Warren Kalbach, professeur de sociologie.



HOUSE OF COMMONS

Issue No. 21

Wednesday, March 14, 1990

Chairman: Jean-Pierre Blackburn

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule nº 21

Le mercredi 14 mars 1990

Président: Jean-Pierre Blackburn

Minutes of Proceedings and Evidence of the Standing Committee on

Procès-verbaux et témoignages du Comité permanent du

Labour, Employment and Immigration

Travail, de l'Emploi et de l'Immigration

RESPECTING:

Main Estimates 1990-1991: EMPLOYMENT AND

IMMIGRATION Votes 15 and 20

WITNESSES:

(See back cover)

CONCERNANT:

Le Budget des dépenses principal 1990-1991: EMPLOI ET IMMIGRATION Crédits 15 et 20

TÉMOINS:

(Voir à l'endos)



Second Session of the Thirty-fourth Parliament, 1989-90

Deuxième session de la trente-quatrième législature, 1989-1990

STANDING COMMITTEE ON LABOUR, EMPLOYMENT AND IMMIGRATION

Chairman: Jean-Pierre Blackburn Vice-Chairman: Dave Worthy

Members

Edna Anderson Warren Allmand Harry Chadwick Doug Fee Dan Heap Al Johnson Allan Koury Sergio Marchi Gilbert Parent George Proud Cid Samson Jacques Vien—(14)

(Quorum 8)

Elizabeth Kingston
Clerk of the Committee

COMITÉ PERMANENT DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE L'IMMIGRATION

Président: Jean-Pierre Blackburn Vice-président: Dave Worthy

Membres

Edna Anderson
Warren Allmand
Harry Chadwick
Doug Fee
Dan Heap
Al Johnson
Allan Koury
Sergio Marchi
Gilbert Parent
George Proud
Cid Samson
Jacques Vien—(14)

(Quorum 8)

Le greffier du Comité Elizabeth Kingston

MINUTES OF PROCEEDINGS

WEDNESDAY, MARCH 14, 1990 (27)

[Text]

The Standing Committee on Labour, Employment and Immigration met at 3:37 o'clock p.m. this day, in Room 269 West Block, the Chairman, Jean-Pierre Blackburn, presiding.

Members of the Committee present: Warren Allmand, Edna Anderson, Jean-Pierre Blackburn, Harry Chadwick, Dan Heap, Al Johnson, Allan Koury, Sergio Marchi and Jacques Vien.

Other Member present: Fernand Jourdenais.

In attendance: From the Library of Parliament: Kevin Kerr and Margaret Young, Research Officers.

Witnesses: From the Department of Employment and Immigration: T. Sheehan, Executive Director, Immigration Operations; G. Barnett, Director General, Enforcement.

The Committee commenced consideration of its Order of Reference from the House dated Thursday, February 22, 1990 being read as follows:

ORDERED,—That Votes 1, 5, 10, 15, 20 and 30 under EMPLOYMENT and IMMIGRATION; and

—That Votes 1, 5, 10 and 15 under LABOUR, for the fiscal year ending March 31, 1991, be referred to the Standing Committee on Labour, Employment and Immigration.

By unanimous consent, the Chairman called Votes 15 and 20 (Immigration Program) under EMPLOYMENT and IMMIGRATION.

T. Sheehan made a statement and with the witness, answered questions.

At 5:12 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

Elizabeth Kingston
Clerk of the Committee

PROCÈS-VERBAL

LE MERCREDI 14 MARS 1990 (27)

[Traduction]

Le Comité permanent du travail, de l'emploi et de l'immigration se réunit aujourd'hui à 15 h 37, dans la pièce 269 de l'édifice de l'Ouest, sous la présidence de Jean-Pierre Blackburn (président).

Membres du Comité présents: Warren Allmand, Edna Anderson, Jean-Pierre Blackburn, Harry Chadwick, Dan Heap, Al Johnson, Allan Koury, Sergio Marchi et Jacques Vien.

Autre député présent: Fernand Jourdenais.

Aussi présents: De la Bibliothèque du Parlement: Kevin Kerr et Margaret Young, attachés de recherche.

Témoins: Du ministère de l'Emploi et de l'Immigration: T. Sheehan, directeur exécutif, Opération de l'immigration; G. Barnett, directeur exécutif, Exécution de la loi.

Le Comité entreprend les travaux prévus à son ordre de renvoi reçu de la Chambre des communes le jeudi 22 février 1990 et ainsi libellé:

IL EST ORDONNÉ,—Que les crédits 1, 5, 10, 15 et 20, sous EMPLOI ET IMMIGRATION; de même

—Que les crédits 1, 5, 10 et 15, sous TRAVAIL, pour l'exercice prenant fin le 31 mars 1991, soient renvoyés au Comité permanent du travail, de l'emploi et de l'immigration.

Du consentement unanime, le président appelle les crédits 15 et 20 (EMPLOI ET IMMIGRATION, Programme de l'immigration).

T. Sheehan fait un exposé puis, avec l'autre témoin, répond aux questions.

A 17 h 12, le Comité s'ajourne jusqu'à nouvelle convocation du président.

La greffière du Comité Elizabeth Kingston

EVIDENCE

[Recorded by Electronic Apparatus]

[Texte]

Wednesday, March 14, 1990

[Enregistrement électronique]

[Traduction]

TÉMOIGNAGES

Le mercredi 14 mars 1990

• 1536

Le président: À l'ordre!

Nous entreprenons l'analyse des prévisions budgétaires. Nous étudions aujourd'hui les crédits 15 et 20 sous la rubrique Emploi et Immigration.

Dans un premier temps, je dois vous demander si les crédits 1, 5 et 10 sont réservés.

Des voix: D'accord.

Le président: Par consentement unanime, je mets en délibération les crédits 15 et 20 sous la rubrique Emploi et Immigration.

Cet après-midi, en plus de poser à nos témoins des questions sur les crédits 15 et 20, nous allons pouvoir leur poser des questions sur l'arriéré de réfugiés et sur le jugement du juge Jerome concernant les critères humanitaires et de compassion. Notre premier témoin est M. Sheehan, directeur exécutif des Opérations de l'immigration. Il nous présentera ses collègues. Ensuite, il nous donnera un peu d'information sur le jugement du juge Jerome et nous fera quelques commentaires là-dessus.

M. T. Sheehan (directeur exécutif des Opérations de ministère de l'Emploi l'Immigration): Merci, monsieur le président. J'occupe le poste de directeur exécutif des opérations l'immigration depuis quelques mois seulement. Cela représente un changement, puisque le côté de l'immigration, à la Commission de l'emploi et immigration, est en train de se réorganiser. Nous avons créé ce nouveau poste de directeur exécutif des Opérations. Il y a également le poste de directeur exécutif de la Politique occupé par M. Bissett, qui est assez bien connu à ce Comité-ci. Mes collègues qui m'accompagnent aujourd'hui sont M. Gordon Barnett, directeur général de l'Exécution de la loi, Immigration; et M. Meyer Burstein, directeur de la Planification stratégique.

C'est avec plaisir que nous sommes ici aujourd'hui pour essayer de répondre à vos questions. Comme a dit le président, il y a eu un jugement de la Cour fédérale la semaine dernière. C'est un jugement assez complexe dont nous avons reçu le texte vendredi dernier. Nous sommes en train d'étudier ce jugement avec nos collègues du côté juridique. Evidemment, il faut apporter des changements à la façon dont nous procédons pour traiter des cas dans l'arriéré, mais il faut encore discuter et attendre des directives de la ministre avant de savoir exactement de quelle façon nous procéderons à la mise en oeuvre de ce jugement.

The Chairman: Order, please!

This afternoon, we begin our consideration of the estimates, particularly votes 15 and 20 under Employment and Immigration.

First of all, is it agreed that votes 1, 5 and 10 shall stand?

Honorable Members: Agreed.

The Chairman: So, by unanimous consent, I now call votes 15 and 20 under Employment and Immigration.

This afternoon, we will have an opportunity not only to discuss votes 15 and 20 with our witnesses, but also to raise the matter of the refugee backlog and Judge Jerome's ruling on the criteria used to assess claimants on humanitarian and compassionate grounds. Our first witness is Mr. Sheehan, who is the executive director of Immigration Operations. First, he will introduce the officials who are with him today, and then provide us with some information on Judge Jerome's ruling and make a few comments on it.

M. T. Sheehan (Executive director, Immigration Operations, Department of **Employment** Immigration): Thank you, Mr. Chairman. I would like to say, at the outset, that I have only been executive director of Immigration Operations for a couple of months. The Employment and Immigration Commission is in the process of reorganizing things on the immigration side, so this does represent a change. The position of executive director of operations has only just been created. There is also the position of executive director of policy, held by Mr. Bissett, who is quite well-known to the Members of this Committee, I believe. The officials accompanying me today are Mr. Gordon Barnett, general director of Enforcement, and Mr. Meyer Burstein, director of Strategic Planning.

We are very pleased to be here this afternoon to try and answer your questions. As the Chairman mentioned, the Federal Court made a ruling last week on certain criteria used by immigration officials. It is a complex judgement—and we and our legal advisors are currently studying it. It is clear that changes will have to be made to the way we process backlog cases. But further discussion is required, and we will of course have to await the Minister's instructions before we can set about implementing this judgement.

• 1540

D'autre part, nous sommes prêts à répondre à toutes vos questions en ce qui concerne la politique de l'immigration en général et la mise en oeuvre du programme. Nous sommes à votre disposition, messieurs.

Le président: Concernant le jugement du juge Jerome, la ministre a-t-elle d'apporter des modifications rapidement pour tenir compte des recommandations du jugement et faire en sorte que les gens puissent être acceptés selon des critères plus larges en ce qui concerne les raisons humanitaires et de compassion? Est-ce qu'elle doit le faire prochainement? Quelle est son orientation actuellement sur cette question-là? Je voudrais faire un parallèle entre cela et notre rapport sur l'arriéré de réfugiés. On n'a pas encore eu de nouvelles à ce sujet. Est-ce que la ministre a l'intention de répondre très bientôt?

M. Sheehan: Comme je l'ai dit il y a quelques minutes, nous connaissons ce jugement depuis peu de temps, en ce sens que nous avons reçu le jugement écrit vendredi dernier. Nous sommes en train de l'étudier. Nous avons eu une discussion préliminaire avec la ministre. J'ai l'impression qu'elle a l'intention de répondre bientôt. Il le faut, car nous avons donné des directives intérimaires aux bureaux d'immigration à travers le Canada. Je suis sûr que M^{me} McDougall a l'intention d'élaborer sa réponse au cours des prochains jours et de l'annoncer sous peu.

Le président: Quel genre de directives ont été données à nos fonctionnaires des bureaux d'immigration concernant les raisons humanitaires et de compassion?

M. Sheehan: La semaine dernière, nous leur avons envoyé une directive leur disant que nous étions en train d'étudier le jugement et que, pour le moment, il fallait continuer les entrevues. Évidemment, si des gens satisfont aux critères qui existaient, ils doivent être acceptés. Dans les autres cas, il faut faire les entrevues, mais ne pas prendre de décisions avant de recevoir d'autres directives sur la nouvelle façon de procéder conformément au jugement de la Cour fédérale. Ils n'ont pas de directives précises pour le moment. On leur a seulement dit de continuer les entrevues, de prendre des décisions positives quand c'est possible, et de ne pas prendre de décisions négatives avant de recevoir d'autres directives de notre part.

Évidemment, personne ne doit être expulsé du Canada selon les anciens critères avant qu'on leur donne de nouvelles directives.

Le président: Nous passons à la période des questions. Probablement que les députés vont avoir d'autres questions à poser là-dessus.

Mr. Marchi (York West): I want to welcome our friend Mr. Sheehan, who has been very diligently representing our country abroad. I would like to follow up on the Federal Court ruling. It is a very serious ruling. There have been many suggestions that the system was broken,

[Traduction]

We are, of course, prepared to answer any questions you may have regarding immigration policy in general and program implementation. We are at your disposal, gentlemen.

The Chairman: With respect to Judge Jerome's ruling, is it the Minister's intention to move quickly to implement the recommendations made in the judgement, so that claimants may be assessed on broader criteria with respect to humanitarian and compassionate grounds? Will she be taking some action very soon? In what direction does she seem to be moving on this issue? And perhaps I could just tie that in with the matter of our report on the refugee backlog. We have not yet had any response whatsoever. Does the Minister intend to respond in the very near future?

Mr. Sheehan: Well, as I said a few moments ago, we really have not had much time to study the judgement, since we only actually received the written text on Friday. We are now in the process of looking at it carefully. We have had a preliminary discussion with the Minister, and it is my impression she intends to respond very soon. And she must, since we have given only interim directives to our immigration officers across Canada. I am quite certain that Mrs. McDougall intends to prepare a response over the course of the next few days and make an announcement soon.

The Chairman: What directives were in fact given to immigration officials with respect to the criteria used to assess claimants on humanitarian and compassionate grounds?

Mr. Sheehan: Last week, we sent them a directive indicating that we were in the process of studying the judgement and that, for the time being, they should continue interviewing claimants. Of course, if people meet existing criteria, they should obviously be accepted. In other cases, however, they have been told to conduct interviews but to take no decisions until they receive further instructions regarding the changes to be made as a result of the Federal Court judgement. For now, they have no other specific instructions. They have only been told to continue the interviews, to accept claims when it is possible to do so, but not to make any decisions to reject claims before receiving further instructions from us.

And, of course, no one is to be deported from Canada on the basis of the old criteria before we have given new instructions.

The Chairman: We will now being our question and answer period. I imagine Members will want to put questions on this issue.

M. Marchi (York-Ouest): J'aimerais souhaiter la bienvenue à notre ami, monsieur Sheehan, qui, d'ailleurs a très bien représenté notre pays à l'étranger. J'aimerais qu'on discute de la question du jugement de la Cour fédérale. Pour moi, c'est un jugement très important.

and now we have had a judicial court suggesting that it is also illegal.

In Parliament the minister said it was only the front end of the system. There are a lot of people in this country—whether a front end or a back end—who have almost come to a dead end in a certain situation.

You said the minister is prepared to make some changes. Does that mean there will be no appeal of this decision by the Government of Canada or by your department?

Mr. Sheehan: I cannot answer that question because I do not know. The decision, in a legal sense, is still being looked at.

Mr. Marchi: So an appeal is still possible?

Mr. Sheehan: It is possible, yes. Any court judgment we receive is looked at by our legal side to see whether the judgment appears to be consistent with our interpretation of the law. An appeal is possible. I do not want you to take that as a suggestion that we are looking at an appeal, but of course it is possible.

Mr. Marchi: But when you suggested the government or the minister was prepared to or soon to make changes, what options is your department looking at that can crystalize those changes, assuming for one moment that there is no appeal?

• 1545

Mr. Sheehan: Even if there were to be an appeal, which is a possibility, that would not alter the fact that the judgment still must be applied. What I said in answer to the chairman's question was that the written judgment, which we have had only for about three days... the judgment was made from the bench about a week earlier, but it was clear which way the decision had gone. It was only last Friday that we got the written judgment, at which we are now looking. The minister has not yet had a chance to focus on it in great detail. We have had a preliminary discussion of it. As I said to the chairman, interim instructions have gone out to our immigration regions across the country, which allow them to continue working, but the minister has indicated that she would be making some decisions and would give an indication very soon of how she intended to implement this.

Mr. Marchi: Do you think it is entirely fair, and in terms of communication does it enhance on a situation that in part is confusing and in limbo until the minister of the government gives her answers or her response? A number of the ajudicators have been standing down a number of the cases. You mention that directives have gone out. I have also talked to lawyers from the

[Translation]

Nombreux sont ceux qui prétendaient que le système ne marchait plus du tout, et maintenant un tribunal nous dit même qu'il en enfreint la loi.

À la Chambre, la Ministre dit que c'est uniquement une partie du système qui est en cause mais il y a beaucoup de gens au Canada—et peu leur importe quelle partie du système fonctionne mal—qui n'arrivent plus à en tirer quoique ce soit.

Vous avez dit que la Ministre est prête à faire des changements. Cela signifie t-il que le gouvernement du Canada ou votre ministère n'a pas l'intention d'en appeler de cette décision?

M. Sheehan: Je ne peux malheureusement pas répondre à votre question, car j'ignore la réponse. Pour l'instant, nous étudions le jugement.

M. Marchi: Alors, c'est toujours une possibilité?

M. Sheehan: Oui. Lorsqu'un jugement est rendu par un tribunal, nous le faisons examiner par nos conseillers juridiques afin de déterminer s'il est conforme à notre interprétation de la loi ou non. Donc, cette possibilité n'a pas encore été écartée. Par contre, je ne voudrais pas que vous en concluiez que nous envisageons de le faire. Mais c'est sûr que c'est une possibilité.

M. Marchi: Vous avez dit que le gouvernement ou que la Ministre va probablement bientôt faire des changements. Dans l'hypothèse où il n'y aurait pas d'appel, qu'est-ce que votre ministère envisage de faire exactement pour appliquer ce jugement?

M. Sheehan: Même si l'on décidait de faire appel, ce qui est tout à fait possible, notre obligation d'appliquer le jugement ne serait pas moins grande pour autant. En réponse à la question du président, j'ai dit simplement que le texte écrit du jugement, que nous possédons depuis trois jours seulement... le jugement a été rendu à peu près une semaine auparavant, et même si l'orientation de celui-ci était déjà assez claire, nous n'avons reçu le texte écrit que vendredi dernier, et nous sommes actuellement en train de l'étudier. La ministre n'a pas encore eu le temps de l'examiner en détail. Pour l'instant, nous n'avons eu qu'une discussion préliminaire, et comme je l'ai déjà fait remarquer au président, des directives intérimaires ont été données à nos bureaux d'immigration partout au pays, ce qui va leur permettre de continuer leur travail, mais la ministre nous a fait savoir qu'elle va bientôt prendre certaines décisions et qu'elle va annoncer prochainement comment elle entend appliquer ce jugement.

M. Marchi: Cela vous semble-t-il juste? Ne vous semble-t-il pas que cela aggrave une situation qui est déjà difficile et qui continuera de l'être tant que la ministre n'aura pas réagi au jugement? Quelques arbitres ont déjà reporté leur décision sur un certain nombre de demandes. Vous dites que vos agents ont reçu des directives. Mais j'ai également parlé à des avocats de Toronto qui m'ont dit

metropolitan Toronto area where, in representing a number of their clients, the adjudicator simply has stood down the cases because they were not sure what the heck was happening either.

I am just wondering what the upside is of continuing the system under a cloud of uncertainty, if you will, because you have some adjudicators standing down, you have other adjudicators going on without a final decision, and then you also have the situation where people have already been deported. How does a government deal with that? If in fact the front end of the system was illegal and some people got deported, are those people getting a second hearing or a second chance? What is the upside of continuing under this cloud of uncertainty rather than perhaps delaying—which I do not want to delay for the sake of delaying—or standing down until the government says it is going to do A or it is going to do B?

Mr. Sheehan: There are several questions included there, in the B part. The answer to the first question about timing is that because this judgment has a bearing on so many people who are involved in this backlog, clearly it is necessary to get a clear indication quickly as to what this judgment means in implementation terms. There is no question. There seems to be no question. There has to be some new approach to the criteria that have been used in these interviews, and that will clearly have to be done. So much has to go out, as I say, very soon. It cannot be delayed because the process has to go on.

Before turning to the question of people who might have been deported, I do not think it is fair to say that the system has collapsed. The system has been shown to have a clear legal defect in its application, which has to be addressed and has to be set right. I think that can be done fairly quickly. With regard to the people, there have been a very small number who have been removed from Canada because of decision. I think the number is actually something less than 50. That is not an insurmountable problem. If there is some necessity of looking at those cases again abroad under some new criteria, that could be done fairly easily. If some people who have gone back could be identified, if necessary, their cases could be reviewed based on submissions from them and interviews of them in embassies abroad. That does not really present a serious problem, I do not think.

Mr. Marchi: There is another matter with the Refugee Backlog Program. First, of the 125,000 who are in the backlog, how many have been processed to date? Second, what is the projected cost from the department's figures? Third, how long will it take, assuming that it is business as usual, to a certain degree?

• 1550

Mr. Sheehan: With regard to the question of processing, we are starting off with a number somewhere in the neighbourhood of 85,000. The number who have

[Traduction]

que l'arbitre s'est cru obligé de reporter sa décision, étant donné l'incertitude de la situation.

Je me demande si cela vaut vraiment la peine de continuer vos activités étant donné l'incertitude qui règne, car certains arbitres ont décidé de tout reporter, alors que d'autres continuent leur travail sans prendre de décision finale; il y a aussi le fait que certaines personnes ont été expulsées. Que va faire le gouvernement pour régler ces difficultés? S'il est vrai que les critères d'admission initiale enfreignent la Loi, ceux qui ont été expulsés vont-ils avoir droit à une deuxième audition? A quoi bon continuer vos activités face à tant d'incertitude; ne vaudrait-il pas mieux suspendre vos activités—pas pour le plaisir de le faire, mais parce que c'est nécessaire—en attendant que le gouvernement prenne une décision à ce sujet?

M. Sheehan: Vous avez soulevé plusieurs points. D'abord, puisque ce jugement aura une incidence sur tant de demandeurs qui font partie de l'arrièré, il est absolument indispensable de déterminer le plus vite possible ce que nous devons faire pour appliquer le jugement de la Cour. Il n'y a absolument aucun doute là-dessus. Il semble donc clair, en ce qui concerne les critères appliqués à l'étape de l'entrevue, qu'une autre approche est indispensable. Comme je vous l'ai déjà dit, il y a beaucoup de choses qui doivent être décidées très vite. On ne peut vraiment pas trainer les pieds car le travail doit absolument continuer.

Avant d'aborder la question des gens qui auraient pu être expulsés, je dois vous dire qu'il me semble injuste de prétendre que le système est en ruine. Par contre, il est clair qu'il a un défaut, défaut qu'il faut absolument éliminer. A mon avis, cela pourra se faire assez rapidement. Quant au nombre de personnes qui auraient pu être expulsées du Canada, je peux vous dire qu'il s'agit d'un tout petit nombre—moins de 50, je crois. Cela ne pose donc pas de gros problème. S'il faut revoir les demandes de ces gens-là à l'étranger, en appliquant de nouveaux critères, cela pourrait se faire assez rapidement. Si l'on pouvait déterminer quelle personne avait pu être touchée, on pourrait simplement faire revoir leur demande par l'ambassade et leur faire passer une entrevue là-bas. Pour moi, cela ne pose pas vraiment de problème.

M. Marchi: J'aimerais également vous poser une question au sujet du programme d'élimination de l'arrièré. D'abord, sur les 125,000 demandes qui font partie de l'arrièré, combien ont été traitées jusqu'ici? Deuxièmement, combien va-t-il coûter, d'après le ministère? Et troisièmement, combien de temps faudra-t-il pour mener à bien ce programme, si les activités continuent de se dérouler normalement, mettons?

M. Sheehan: Quant à votre question sur le nombre de demandes à traiter, nous avons évalué ce nombre à environ 85,000. Il y a environ une semaine, 22,000

gone through their first interviews is 22,000 as of a week ago. The number of panel hearings held is about 6,000.

Mr. Marchi: That is 6,000 completed, then.

Mr. Sheehan: Yes, 6,000 panel hearings.

Mr. Marchi: What does the figure 85,000 mean?

Mr. Sheehan: This is our estimate of the total number in the backlog.

Mr. Marchi: Is that individual claims or just 85,000 cases which may—

Mr. Sheehan: Claims, cases, yes.

Mr. Marchi: Is that the number you are working with? We have heard it has gone from 85,000 to 100,000 to 120,000 back to 100,000. Are there 85,000 individuals in the backlog or are there more?

Mr. Sheehan: The number we were working with was 85,000.

Mr. Marchi: Some months ago when we added up the numbers, I think they were clearly over 100,000, unless I am mistaken.

Mr. Sheehan: I think there have been different numbers in play. I think the numbers have been refined. There was some double counting. I think we are fairly comfortable now with 85,000. There are a number of people who have not shown up, so we have no idea whether they are still in Canada.

Mr. Marchi: It may be a claim that involves two or three people, and perhaps you might want to provide to the committee a fact sheet, the way you did a couple of months back. This sheet not only individualized the number but also stated which country. It provided us with a base number and I think that individual number was higher than 100,000.

Mr. Sheehan: It probably was at that time, yes.

Mr. Gordon Barnett (Director General, Enforcement, Department of Employment and Immigration): I think also the data we provided you at the time had at the bottom that this was still a number we were refining week by week as we went through files and looked at the records. We continue to use 85,000 as a planning number. We have different numbers, but 85,000 is where we believe the number will end up.

Mr. Marchi: What is the cost and projected time if we assume the system will continue to go at its present pace?

Mr. Sheehan: On the question of projected time, when you say at its present pace, the—

[Translation]

demandeurs avaient déjà eu une première entrevue. Environ 6,000 ont déjà eu une audition.

M. Marchi: Donc, 6,000 sont terminées.

M. Sheehan: Oui, 6,000 ont déjà eu une audition.

M. Marchi: Et le chiffre de 85,000 se rapporte à quoi, au juste?

M. Sheehan: Il s'agit de notre estimation du nombre global de demandes à traiter dans l'arriéré.

M. Marchi: Vous parlez de demandes individuelles ou de 85,000 cas qui pourraient. . .

M. Sheehan: Oui, de demandes ou de cas, si vous voulez.

M. Marchi: Alors, pour vous, c'est bien cela le nombre global? D'après ce que nous avons entendu dire, ce chiffre est passé d'abord de 85,000 à 100,000, et ensuite, de 120,000 à 100,000. Y a-t-il seulement 85,000 personnes qui font partie de l'arriéré, ou y en a-t-il davantage?

M. Sheehan: D'après nos estimations, il y en a 85,000.

M. Marchi: Quand nous avons fait le calcul il y a quelques mois, il me semble que le chiffre dépassait 100,000, si je ne m'abuse.

M. Sheehan: Et bien, il est possible qu'on n'avait pas les mêmes chiffres à ce moment-là. Nous avons fait des estimations plus précises depuis. Dans certains cas, on avait compté deux fois la même demande. Alors, le chiffre de 85,000 nous semble assez précis. Il y a un certain nombre de personnes qui ne se sont pas présentées, et nous ignorons si elles sont encore au Canada ou non.

M. Marchi: Il pourrait s'agir de demandes où deux ou trois personnes sont en cause—d'ailleurs, il serait peut-être bon que vous nous prépariez une fiche indiquant tous ces chiffres, comme vous l'avez fait il y a quelques mois. La première fois, vous nous aviez indiqué non seulement le nombre de demandes, mais aussi le pays d'origine. Vous nous aviez donné un chiffre à l'époque, et je crois que ce chiffre était supérieur à 100,000.

M. Sheehan: Oui, à l'époque, c'est fort probable.

M. Gordon Barnett (directeur général, application de la loi, ministère de l'Emploi et de l'Immigration): Je crois que cette fiche que nous vous avons fournie à l'époque indiquait au bas de la page que ce chiffre n'était pas vraiment sûr, puisque nous revoyions nos dossiers à l'époque pour avoir une estimation plus précise du nombre global. Nous continuons de planifier nos activités en fonction de ce chiffre de 85,000. Il y en a d'autres, mais pour nous, c'est sans doute le nombre que nous aurons à traiter en fin de compte.

M. Marchi: Et quels seront le coût et la durée du programme, si l'on part du principe que le rythme actuel va être maintenu?

M. Sheehan: Et bien, quand vous parlez du rythme actuel. . .

Mr. Marchi: This is based on the 6,000 panel.

Mr. Sheehan: First of all, the difficulty in giving you a projection now is that we will have to see what exactly we will have in the way of new procedures in place as a result of the Yhap decision.

Mr. Marchi: How long has it officially been under way?

Le président: Je vous permets de continuer votre question sur les nombres, parce qu'il intéressant d'avoir des précisions sur les nombres exacts.

Mr. Sheehan: As far as the commission is concerned, the backlog process was begun last September. By September 1989 all of the backlog offices were established and were staffed with trained people. So I think the minister has been using that as a starting point.

Looking at that, we are still confident and the minister is still confident that the two-year timeframe which has been mentioned should come in pretty close.

Mr. Marchi: At what cost?

Mr. Barnett: It is the same cost as was projected, which was \$179 million. We are still running with that.

Mr. Marchi: That has not changed.

Mr. Barnett: That has not changed. No new resources have been requested.

Mr. Heap (Trinity—Spadina): Working with the figure of 85,000, I am trying to understand some other references in the estimates. The estimates mention there are 32 IRB board members working with the backlog. Now, I do not know whether that was a recent figure or an earlier figure. When we visited the headquarters in Toronto in November they were training several more board members I believe. Can you confirm whether the number of board members working with the backlog is still 32?

• 1555

Mr. Sheehan: The number now working with the backlog is 45.

Mr. Heap: There is also a figure in here estimating that in the IRB estimates a backlog member can review 460 cases in a year as a panel member. Is that the figure you are working with? Since it is in the IRB report, it probably applies to the credible basis hearings in the board, but since the minister indicates that the credible basis hearing for the backlog is very similar, would we assume that the same figure applies?

[Traduction]

M. Marchi: Quand je parle du rythme, c'est en rapport avec le chiffre de 6,000 que vous nous avez donné tout à l'heure.

M. Sheehan: Et bien, je peux difficilement vous donner une estimation de la durée, car j'ignore toujours quelles nouvelles procédures vont devoir être mises en application par suite du jugement de la Cour fédérale.

M. Marchi: Et quand est-ce que le programme a été lancé officiellement?

The Chairman: I will allow you to continue your questioning on figures, because I think it is of interest to Members to get some clarification about the exact number of cases.

M. Sheehan: En ce qui concerne la Commission, le programme d'élimination de l'arriéré a été lancé en septembre dernier. En septembre 1989, donc, des bureaux ont été établis et dotés d'agents formés pour traiter les demandes de l'arriéré. Je pense que la ministre considère que les activités ont débuté à ce moment-là.

Nous croyons toujours—la ministre, aussi, d'ailleurs—qu'on devrait avoir plus ou moins terminé nos activités dans un délai de deux ans, comme on l'a dit au départ.

M. Marchi: Et à quels coûts?

M. Barnett: Et bien, le coût prévu dès le départ, c'est-à-dire 179 millions de dollars. Nous continuons de travailler avec ce chiffre là.

M. Marchi: Cela n'a donc pas changé.

M. Barnett: Non. Nous n'avons pas demandé d'autres ressources.

M. Heap (député de Trinity—Spadina): J'essaie de concilier ce chiffre de 85,000 avec d'autres chiffres que j'ai trouvés dans les prévisions budgétaires. Les prévisions indiquent que 32 membres de la Commission de l'immigration et du statut de réfugié travaillent actuellement sur l'arriéré. Je ne sais pas s'il s'agit-là d'un chiffre récent ou non. Lorsque nous avons visité l'administration centrale à Toronto en novembre, on était justement en train de former des gens qui deviendraient éventuellement membres de la Commission. Pouvez-vous me confirmer que le nombre de membres de la Commission affectés au programme de l'arriéré est toujours 32?

M. Sheehan: Il y a actuellement 45 agents qui sont affectés au traitement de l'arriéré.

M. Heap: J'ai ici une estimation de la CISR d'après laquelle chaque agent affecté à l'arriéré peut étudier 460 cas par année en tant que membre d'un tribunal. Est-ce bien le chiffre que vous utilisez? Comme il figure dans le rapport de la CISR, il s'applique sans doute aux audiences de la Commission sur le bien-fondé, mais comme le ministre indique que dans le traitement de l'arriéré, cette audience sur le bien-fondé est tout à fait semblable, est-ce qu'on peut s'en tenir aux mêmes chiffres?

Mr. Sheehan: I cannot comment directly, but if that is the number the IRB is using, I would have no reason to question it.

Mr. Heap: The figure in here says you expect to do 50,000 cases in 1990-91. But it does not seem to me to add up. I think 460 times 40 would be around 17,000. How are you going to do 50,000 cases if you have only 40 board members and each of them does only 460 cases in a year?

Mr. Sheehan: I guess that would depend. The reason that figure is less precise than it might be is that the number of cases a board member can hear depends on whether the basis of the credibility of the case is contested or conceded. I think the key to what I said in answer to Mr. Marchi's question is how exactly we will be proceeding from here. Obviously some changes will have to be made in how we proceed based on the decision of the Federal Court. The number of cases that can be dealt with in an expeditious way will obviously reduce the number that will require full-scale contested hearings. That is why I say it is difficult to give really precise figures until we see, in about a week's time, where we are going.

Mr. Heap: It is not just a little imprecise; 50,000 is about three times 17,000. There is a huge difference between the projection I get from the estimate and the projection that is written in the estimate. For example, as of January 26, according to your records, of 17,881 interviews—that is, H and C interviews where the person was refused—only 5,195 have actually gone through the panel. So less than a third of the people rejected at H and C have had panel hearings so far. Again, it seems you are building up a backlog within the backlog, and I do not see how you will come anywhere close to 50,000 in the year.

Mr. Sheehan: First of all, I think the start-up time of the backlog clearance process was obviously one where the whole system was less efficient. That is something we have to accept. If you look back from here to the front end, the processing and indeed the processing times are not as encouraging as they should be. That has been recognized, and it has been recognized too that if you just take a straight-line projection of the sort of figures you have quoted on the numbers of hearings that can take place, if you project those into the next year or so, it is difficult to see how we could come out at the end of it with the backlog completed.

As I say, it will depend very much on what has to be done with regard to the interpretation and implementation of the Federal Court decision. Furthermore, in a discussion with the minister recently, before this court decision came along, we were talking about the way this process was going. It was our conclusion that we had to introduce some further efficiencies in the whole process, which we are looking at now. That is why I said to Mr. Marchi that our belief that

[Translation]

M. Sheehan: Je ne peux pas me prononcer directement, mais si c'est le chiffre utilisé par la CISR, je n'ai aucune raison de le contester.

M. Heap: D'après les chiffres de ce document, vous prévoyez de traiter 50,000 cas en 1990-1991. Mais il me semble que les chiffres ne coincident pas. Si on multiplie 460 par 40, cela donne 17,000 cas. Comment allez-vous pouvoir taiter 50,000 cas si vous n'avez que 40 membres à la Commission, dont chacun ne peut taiter que 460 cas en un an?

M. Sheehan: Cela dépend. Ce chiffre est moins précis parce que le nombre de cas étudiés par un membre de la Commission varie selon que le bien-fondé de la demande est contesté ou non. L'élément essentiel de ma réponse à la question de M. Marchi dépend de la méthode de travail que nous allons adopter à partir de maintenant. De toute évidence, nous allons devoir nous conformer à la décision de la Cour fédérale. Plus il y aura de cas traités selon la procédure accélérée, moins il y aura d'audiences approfondies prévues dans les cas de contestation. C'est pourquoi je dis qu'il est difficile d'avancer des chiffres précis avant la semaine prochaine, lorsque nous saurons comment nous allons procéder.

M. Heap: C'est plus qu'une légère imprécision; 50,000 c'est presque le triple de 17,000. Il y a un énorme écart ente ce que l'on peut déduire du budget et les prévisions qui y sont indiquées. Par exemple, d'après vos dossiers, sur les 17,881 entevues fondées sur les critères humanitaires et de compassion et qui ont donné lieu à un refus, 5,195 seulement ont été soumises au tribunal. Par conséquent, moins du tiers des cas de rejets à la suite des audiences fondées sur les critères humanitaires et de compassion, jusqu'à maintenant, ont été soumises au tribunal. Encore une fois, on a l'impression de voir apparaître un nouvel arriéré au sein de l'arriéré, et je ne vois pas comment vous allez faire pour atteindre un chiffre de 50,000 cas traités en un an.

M. Sheehan: Tout d'abord, au cours de la période de lancement du processus de traitement de l'arriéré, celui-ci était naturellement moins efficace. Il faut en convenir. D'après les résultats, le traitement et les délais de traitement ne sont pas aussi encourageants qu'ils devraient l'être. Nous en avons convenus, et nous avons également reconnu qu'en fonction des prévisions directes, comme celles que vous avez citées, du nombre d'audiences que le ministère pourrait tenir, si l'on fait ce genre de prévisions à un an, à peu près, il est difficile d'envisager une résorption complète de l'arriéré à cette échéance.

Comme je l'ai dit, tout va dépendre de la façon dont la décision de la Cour fédérale devra ête interprétée et mise en oeuvre. En outre, avant que la cour ne rende son arrêt, je me suis récemment entretenu avec la ministre de la façon dont les choses se déroulaient. Nous en sommes venus à la conclusion qu'il fallait renforcer l'efficacité du processus, et nous nous en occupons actuellement. C'est pourquoi j'ai dit à M. Marchi que si nous pensons pouvoir nous approcher de l'objectif, c'est non pas en

we will come in close to target is based not on a straightline projection of what we have done and are doing now but on some very definite modifications in process.

1600

Mr. Heap: There is another problem I am concerned with, what appears to be redundancy of the work. I believe the group called the Refugee Backlog Review Unit has the responsibility for looking over the transcripts of those who did statements under oath. Can you tell me how many of those transcipts there were initially?

Mr. Sheehan: There were 25,000 of them, and they had reviewed about half.

Mr. Heap: I have a report here of February 2nd that says the RBRU reviewed 13,572. So that would be, as you say, close to a half.

Mr. Sheehan: It is now 15,800.

Mr. Heap: In this report it says that of the 13,572, 1,450 were determined to have a credible basis. In other words, 12,122 were rejected. Can you tell me why such a very high number—about 90%—would have been rejected? Generally speaking, in the old system it was sort of a 2:1 split; two-thirds were rejected. There were some grounds on which the former committee questioned the basis of that figure, but that was the figure: about two-thirds rejected and one-third accepted. This is a much higher rejection rate. Can you account for the higher rejection rate?

Mr. Sheehan: Yes. First, the review of those cases is not a credible basis review. That is an initial review of the facts. The credible basis. . . I am out of my depth here. I had better ask my colleague to comment on it.

Mr. Barnett: Other than artificially turning those decisions around, these people were trained—they were given various training by UNHCR people, by board people—and based on that training they attacked the files and they looked through the transcripts. They determined some to be credible and some not. The percentages were different from those currently being found in the new system and then those formerly being found. But their not finding the credible basis did not terminate the case but allowed the case to proceed to an H and C hearing and then a credible basis hearing, a panel hearing where the person would have an opportunity to make his or her case.

Mr. Heap: But in the panel hearing, again it is reversed. The huge majority heard by the panel were accepted. As of January 26th, the panel heard 5,195. They rejected 169 and accepted 5,026. That comes not directly from the RBRU, but from the H and C hearings. In those RBRU cases, I think the review of the files started some time before September, so I remember hearing. So I would assume that many of the 18,700 cases that went

[Traduction]

fonction d'une prévision directe établie à partir de ce qui a été fait et de ce que nous faisons maintenant, mais en fonction de modifications très précises du processus.

M. Heap: Je m'inquiète également de certains chevauchements apparents dans les appellations. Je crois que le service appelé Section d'examen des cas de l'arriéré est chargé d'étudier les transcriptions des déclarations faites sous serment. Pouvez-vous me dire quel était le nombre de ces transcriptions au départ?

M. Sheehan: Il y en avait 25,000, et la section en a étudié environ la moitié.

M. Heap: J'ai ici un rapport daté du 2 février, d'après lequel la section aurait étudié 13,572 transcriptions. Donc, comme vous le dites, c'est près de la moitié.

M. Sheehan: Elle en maintenant étudié 15,800.

M. Heap: Dans ce document, on parle de 13,572 demandes, dont 1,450 ont été jugées fondées. Autrement dit, 12,122 ont été rejetées. Pouvez-vous me dire pourquoi on en a rejeté un aussi grand nombre, soit près de 90 p. 100? De façon générale, dans l'ancien système, deux demandes sur trois étaient rejetées. Pour diverses raisons, le Comité précédent a contesté le fondement de cette proportion, mais il y avait effectivement deux tiers de rejets et un tiers d'acceptions. Actuellement, la proportion des rejets est beaucoup plus forte. Pouvez-vous nous dire pourquoi.

M. Sheehan: Oui. Tout d'abord, les demandes ne sont pas étudiées en fonction de leur bien-fondé. On procède à une première vérification des faits. En ce qui concerne le bien-fondé... c'est un domaine dont je ne suis pas spécialiste. Je préfère demander à mon collègue d'en parler.

M. Barnett: Plutôt que de renverser artificiellement les décisions, on a voulu donner de la formation aux agents; ils ont été formés par des fonctionnaires du Haut commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et de la Commission. Après cette formation, ils ont entrepris l'étude des dossiers et des transcriptions. Certaines demandes ont été jugées fondées, d'autres non, dans des proportions différentes de celles qui prévalent actuellement dans le nouveau système, et aussi de celles qui prévalaient antérieurement. Mais une demande jugée non fondée n'était pas rejetée définitivement; elle pouvait donner lieu à une audience fondée sur les critères humanitaires et de compassion, puis à une audience fondée sur le minimum de fondement, devant un tribunal, où le requérant pouvait justifier sa demande.

M. Heap: Mais là encore, la proportion est inversée. La grande majorité des demandes soumises au tribunal ont été acceptées. Au 26 janvier, le tribunal avait rendu 5,195 décisions. Il avait rejeté 169 demandes, et en avait accueilli 5,026. Ces chiffres ne concernent pas la section d'examen des cas de l'arriéré, mais les audiences fondées sur les critères humanitaires et de compassion. À la section d'examen des cas de l'arriéré, l'étude des dossiers a

Text

through the humanitarian hearings by January 26th must be from the RBRU. The huge majority of them were found to be credible. I am not complaining about them being found to be credible, but it seems to me there are a number of people within that group who have been given an examination under oath, had that transcript read and found not credible, been through humanitarian and not humanitarian, and then found Surely that suggests there is a serious flaw in the way the RBRU has been doing its work.

• 1605

To put it at the least, it is causing a great deal of wasted time and also a good deal of anxiety. It seems that the panel hearings must have reversed many of the decisions made by the RBRU. Therefore, I question the competence of the RBRU and the people who trained them.

Mr. Sheehan: I take your point. Certainly the only comment I can make in addition is that it is probably easier in the atmosphere of an actual hearing for a person to make a claim when he is represented, when he has the chance to spend some time and bring out his case, rather than having someone review a brief transcript that was made a couple of years ago.

Mr. Heap: I have to agree with you to some extent there because that was the whole reason why we campaigned for oral hearings.

Mr. Allmand (Notre-Dame-de-Grâce): I am not quite clear what instructions or criteria are being applied now. Do I understand that since Mr. Jerome's judgment the narrower criteria are not being applied, that the hearings are proceeding on a broad basis without any instructions?

Mr. Sheehan: When you say the hearings do you mean the interviews?

Mr. Allmand: Yes, the interviews.

Mr. Sheehan: The officers were instructed to continue doing interviews and to listen to whatever testimony, whatever submission is made by the applicant with regard to humanitarian and compassionate factors.

Mr. Allmand: So it is wide open.

Mr. Sheehan: It is wide open for the applicant to make whatever presentation he feels he would like to make. The officers who are doing the interviews, for the moment, as I said to Mr. Marchi, for the next few days, and no more than that I hope, are being told that they still have the authority only to accept cases on the basis of the old criteria, which they are doing, and that all the rest of the factors should be listened to, should be noted, and they can be looked at as soon as we give them some clearer guidelines as to how to implement this court judgment.

[Translation]

commencé un peu avant septembre, si je me souviens bien. Je suppose donc qu'une bonne proportion des 18,700 cas qui avaient fait l'objet d'une audience fondée sur des critères humanitaires au 26 janvier provenaient de la section d'examen des cas de l'arriéré. Dans une grande majorité de ces cas, on a constaté un minimum de fondement. Je ne m'en plains pas, mais il me semble dans dans une partie de ces cas-là, il y a eu une déclaration sous serment qui a été transcrite et jugée non fondée, puis la demande a fait l'objet d'une audience fondée sur des critères humanitaires, et le tribunal y a trouvé un minimum de fondement. C'est donc le signe que la section d'examen des cas de l'arriéré ne fait pas correctement son travail.

Tout cela constitue, à tout le moins, une perte de temps considérable et une source d'inquiétude pour les requérants. Il semble que les audiences du tribunal aient réformé les décisions de la section dans une proportion importante. Je m'interroge donc sur la compétence des agents dont elle se compose et de ceux qui les ont formés.

M. Sheehan: J'en prends note. Tout ce que je puis ajouter, c'est que pour un requérant, il est beaucoup plus facile d'obtenir gain de cause à l'occasion d'une audience où il peut se faire représenter ou intervenir directement pour justifier sa demande, plutôt qu'à l'issue de l'étude d'une déclaration faite deux ans auparavant.

M. Heap: Je suis assez d'accord avec vous, et c'est bien pour cela que nous avons réclamé des audiences.

M. Allmand (Notre-Dame-de-Grâce): Je ne sais pas exactement quelles instructions ou quels critères on applique actuellement. Dois-je comprendre que depuis la décision du juge Jérôme, les critères restrictifs ne sont plus applicables et que les audiences se déroulent selon une procédure élargie, en l'absence de toute directive?

M. Sheehan: Lorsque vous parlez des audiences, voulezvous parler des entrevues?

M. Allmand: Oui, des entrevues.

M. Sheehan: Les agents ont reçu l'ordre de poursuivre les entrevues et de recueillir tous les témoignages, quelle que soit la demande présentée par le requérant en matière de facteurs humanitaires et de compassion.

M. Allmand: Le requérant a donc carte blanche.

M. Sheehan: Il a toute latitude pour faire valoir les éléments qui lui semblent pertinents. Comme je l'ai dit à M. Marquis, pour quelques jours encore, du moins je l'espère, les agents chargés des entrevues ont pour consigne de n'accueillir les demandes qu'en fonction des anciens critères, et ils doivent écouter et noter tous les autres facteurs, qu'ils pourront prendre en considération dès que nous leur aurons donné des instructions plus précises sur la façon de mettre en oeuvre l'arrêt de la Cour fédéral.

Mr. Allmand: From what I have heard in Montreal, where lawyers are present they are asking for postponements because they do not want to take a chance. They feel that since about 10% to 15% of the cases have been refused, they would ask for postponements. I am wondering how many requests for postponements are you getting and whether these postponements being granted readily.

Mr. Sheehan: There have been some postponements, but I am told as of this morning there are interviews taking place. There are also hearings taking place before panels because, as you know, the panel hearing is on a different basis. It is the panel hearing looking for a basis of credibility for the claim.

In answer to lawyers who have asked me whether they should go ahead with an actual hearing, I have said, well, why not? The person can, and very often does, establish a credible basis for his claim at the hearing and, if so, the objective is achieved. But, as I say, we are talking about an interim instruction that has been in effect since last week and which, I am sure, will be replaced by something with substance within the next few days.

Mr. Allmand: Yes, but you are saying while the claimant can make as broad an approach as he or she wishes, you are still using the original instructions to make a judgment in the case.

Mr. Sheehan: Only in the case of making a positive judgment. What we are saying is that they should accept and consider all submissions made to them, all factors that are brought out, and not make any negative decisions based on the narrow criteria pending receipt of further instructions in a few days time.

Mr. Allmand: Are you giving consideration within the department to allowing those who had been rejected so far in the whole process, I do not know what the number is, and who have been sent out of the country—

Mr. Marchi: It is reported as less than 40, but about 200 more or less have been refused.

• 1610

Mr. Allmand: What I want to know is, whether it is 200 or 40—

Mr. Sheehan: Sorry, the total is 215.

Mr. Allmand: —will they be invited back for a new hearing? They were rejected under instructions that the judge has declared illegal.

Mr. Sheehan: The number of people who have been found not to have a credible basis for their claim in hearings is 227. Of that, the number who have been removed from Canada is 50.

Mr. Allmand: Both the 50 and the 217—are you considering giving them new hearings?

[Traduction]

M. Allmand: D'après ce que j'ai entendu à Montréal, les avocats de l'endroit demandent que les entrevues soient différées car ils ne veulent prendre aucune chance. Ils estiment que dans la mesure où 10 à 15 p. 100 des demandes ont été rejetées, ils préfèrent que les entrevues soient différées. Je voudrais savoir combien vous avez reçu de demandes de report, et si vous acceptez, habituellement, que l'entrevue soit différée.

M. Sheehan: Certaines entrevues ont été différées, mais on me disait ce matin que des entrevues allaient également se dérouler aujourd'hui. Il y a aussi des entrevues devant le tribunal qui, comme vous le savez fonctionne différemment. Il se prononce sur le bien-fondé de la demande.

Des avocats m'ont demandé s'il était préférable de solliciter une audience; j'ai dit: pourquoi pas? Bien souvent, au cours de l'audience, le requérant réussit à établir le bien-fondé de sa demande et dans ce cas, l'objectif est atteint. Mais comme je l'ai dit, il s'agit-là d'une directive qui n'est en vigueur que depuis la semaine dernière et qui devrait être remplacée par des instructions plus précises d'ici quelques jours.

M. Allmand: Oui, mais vous dites que le requérant a toute latitude pour faire valoir les éléments qu'il juge pertinents; or, vous applliquez toujours les instructions initiales pour prendre une décision sur chaque cas.

M. Sheehan: Seulement lorsqu'il s'agit d'une décision positive. Nous avons dit aux agents d'accueillir tous les éléments qui leur sont présentés et de les prendre en considération, et de ne rendre aucune décision négative en se fondant sur les critères étroits d'ici à l'entrée en vigueur des nouvelles instructions, qui devraient intervenir au cours des prochains jours.

M. Allmand: Est-ce que vous envisagez, au ministère, de permettre à ceux dont la requête a été rejetée et qui ont été expulsés du pays, je ne sais pas combien il y en a. . .

M. Marchi: Il y en aurait moins de quarante, mais environ deux cents demandes ont été rejetées.

M. Allmand: Que ce soit 200 ou 40, je voudrais savoir...

M. Sheehan: Excusez-moi, il y en a 215 au total.

M. Allmand: ... si on va demander à ces gens-là de revenir pour une nouvelle audience? Leur demande a été rejetée en application de directives jugées illégales par la Cour fédérale.

M. Sheehan: Il y a 227 personnes dont la demande a été jugée non-fondée au cours d'une audience; 50 d'entre elles ont été expulsées du Canada.

M. Allmand: Est-ce que vous envisagez de nouvelles audiences pour ces 217 personnes, y compris pour les 50 expulsées?

Mr. Sheehan: Again, that is a decision the minister will have to take, but I suspect a way will be found to take into account whatever information is brought out in cases which... In the case of someone who was actually removed from Canada, with the small number involved it is not difficult, as I said to Mr. Marchi.

Mr. Allmand: That is fine. I just want to know if it is being considered.

Mr. Sheehan: Definitely.

Mr. Allmand: Good.

I want to raise a point of order at this time, Mr. Chairman. I am a bit surprised that at both today's and the last meeting you, as chairman, started the questioning. I am surprised because I was chairman of this committee for three to four years, and following me Mr. Hawkes was the chairman. The practice in this committee and in many committees is that the chairman always has the right to ask questions, but at the end, when the members have finished asking their questions, or to complete a point where something is unclear.

I would ask you to take that into consideration. I have no objection to you asking questions, but you are supposed to act like the Speaker in the House of Commons, though with a bit more flexibility and scope. I believe the traditional role of the chairman of the committee is to allow the members to ask their questions first and then, as chairman, to come in at the end. At this meeting and at the previous meeting when we were dealing with the demographic study, you led off the questioning in both cases. I do not think that is a customary role for the chairman.

The Chairman: Usually the chairman will ask questions only after the opposition has finished. But today—

Mr. Allmand: No, at the very end after all members of the committee, both government and—

The Chairman: No, sometimes the chairman asks questions at different times during the meeting. As well, I thought it was important to have precision on what is going on with this ruling from Justice Jerome. For that reason I thought it was important to ask the witnesses questions so everyone knows what is going on.

Mr. Allmand: It is contrary to my experience with the committee. I leave it with you. If it was to continue, as a member of the committee, I think I would have to take stronger action. I just do not think it is the proper role of the chairman to lead off the questioning. I will leave it at that for the moment. I do not want to take the time of the witnesses, but I would be willing to argue or discuss it at greater length at the end of the meeting or on another day. I just wanted to register my surprise that this has occurred at two consecutive meetings.

[Translation]

M. Sheehan: Encore une fois, c'est au ministre d'en décider, mais je suppose qu'on parviendra à tenir compte de tous les éléments présentés dans les cas où... Comme il n'y a eu que peu d'expulsions, il ne devrait pas y avoir de difficultés; c'est ce que je disais à M. Marchi.

M. Allmand: C'est parfait. Je veux simplement savoir si l'on envisage cette possibilité.

M. Sheehan: On l'envisage.

M. Allmand: Bien.

Maintenant, monsieur le président, je voudrais invoquer le Règlement. Je trouve étonnant que lors de la dernière séance et aujourd'hui, ce soit vous, monsieur le président, qui avez posé la première question. Je m'en étonne, car j'ai présidé ce Comité pendant trois ou quatre ans, et j'ai été remplacé à la présidence par M. Hawkes. Dans ce Comité et dans de nombreux autres, l'usage veut que le président ait toujours le droit de poser des questions, mais à la fin, lorsque les députés en ont fini avec les leur, ou pour obtenir des précisions.

Je voudrais vous demander d'en tenir compte. Je ne m'oppose pas à ce que vous posiez des questions, mais vous êtes censé agir comme le président de la Chambre des communes, même si on vous accorde plus de souplesse et de latitude. Il est de tradition que le président de Comité permette aux membres de Comité de poser tout d'abord leurs questions, et que lui-même ne pose les siennes qu'à la fin. Or, au cours de cette séance et au cours de la précédente, lorsque nous avons traité de l'étude démographique, c'est vous qui avez posé la première question. Je ne pense pas que cela soit conforme au rôle traditionnel du président.

Le président: Généralement, le président pose ses questions une fois que l'opposition en a terminé, mais aujourd'hui...

M. Allmand: Non, il les pose à la fin, une fois que tous les membres du Comité, ceux du parti ministériel et...

Le président: Non, le président pose parfois ses questions à un autre moment de la séance. Par ailleurs, j'ai jugé qu'il était important d'obtenir une précision sur les conséquences de l'arrêt du juge Jérôme. C'est pourquoi j'ai tenu à interroger les témoins à ce sujet, de façon que chacun sache à quoi s'en tenir.

M. Allmand: Cela n'est pas conforme à ce que je sais par expérience du mode de fonctionnement du Comité. C'est à vous de voir. Si vous persistez dans votre opinion, je devrai, en tant que membre du Comité, envisager des mesures plus formelles. À mon avis, le président n'a pas à poser la première question. Restons-en là pour le moment. Je ne veux pas empiéter sur le temps réservé aux témoins mais j'aimerais bien que l'on revienne sur cette question à la fin de la séance ou un autre jour. Je voulais simplement vous faire part de mon étonnement, puisque vous avez agi de la même manière au cours des deux séances consécutives.

Mr. Koury (Hochelaga—Maisonneuve): To continue, in a recent a case an Iranian boy was deported from Montreal to the U.S.A. That was his point of entry. What happens from there? I would like to know what happens to that person once he is in the U.S.A.

Mr. Sheehan: He was an Iranian?

• 1615

Mr. Koury: Yes. He had no humanitarian or compassionate grounds. It seems as though he came in, was in the backlog refugee group, and was deported. This is what I got over the phone just before my coming here. This happened about two and a half weeks ago, prior to the judgment; and this case was just brought up by a relative of his.

I do not know what I am able to do, but seeing as we are here, I would like to know if there is anything that can be done. He is now in the States. Is the United States going to send him to Iran, where he has already received some bullet scars, which he has shown? He had trouble in Iran, and that is why he went away. What is happening with this particular case? I just wanted to know the overall view of what we could do for that young boy if he is still in the States.

Mr. Sheehan: Without knowing all of the facts, I would think if he was sent to the United States, it is quite possible he had some form of legal status in the U.S.A.

Mr. Koury: No, that is his point of entry. If he had come from Cyprus directly to Canada, Canada would not have deported him back to Cyprus or to. . .

Mr. Sheehan: We would not normally deport an Iranian to the U.S.A., unless he had some status in the U.S.A.; there is no basis for his returning to the U.S.A. The fact that he came through the U.S.A. in some form of travel or transit would normally not indicate... But if you want to give me the details, I would be happy to have the case looked into.

Mr. Koury: I will get the details and get back to you.

Mr. Sheehan: It does not sound right. To answer your question, though, if he is in the U.S.A. and if there are factors that he wants to have looked at in the context of this judgment, by all means I would be happy to look at them.

Mr. Koury: I would now like another question. In the backlog, at what year is the Montreal area—1986, 1987: I know that we have had the backlog group there from 1985, 1986, 1987 and 1988, prior to January 1, 1989. To what level are they now in Montreal?

Mr. Sheehan: The answer is not a simple answer in that the people in the backlog are in several groups, and I

[Traduction]

M. Koury (Hochelaga—Maisonneuve): Récemment, un jeune Iranien a été expulsé de Montréal aux États-Unis. C'est par les États-Unis qu'il était arrivé au Canada. Je voudrais savoir ce qu'il est advenu de ce jeune homme après son arrivée aux États-Unis.

M. Sheehan: C'était un Iranien?

M. Koury: Oui. Il n'a pas invoqué de motif humanitaire ni de compassion. Il semble qu'il soit arrivé ici, qu'il se soit retrouvé dans le groupe de l'arrièré, et qu'il ait été expulsé. C'est ce que l'on vient de me dire par téléphone, juste avant la séance. Il a été expulsé il y a environ deux semaines et demie, avant l'arrêt de la Cour fédérale, et c'est quelqu'un de sa parenté qui vient de me soumettre son cas.

Je ne sais pas ce que je puis faire à son sujet, mais comme nous sommes en train d'en parler, j'aimerais savoir si l'on peut faire quelque chose. Il est actuellement aux États-Unis. Est-ce que les autorités américaines vont le renvoyer en Iran, où il a déjà été blessé par balle? Il a eu de graves ennuis en Iran, et c'est pourquoi il s'est enfui de ce pays. Où en est son dossier? J'aimerais avoir un aperçu de ce que nous pourrions faire pour ce jeune homme, s'il est toujours aux États-Unis.

M. Sheehan: Sans connaître tous les éléments, j'ai l'impression que s'il a été envoyé aux États-Unis, c'est peut-être parce qu'il avait un statut juridique particulier dans ce pays.

M. Koury: Non, mais c'est par les États-Unis qu'il est arrivé au Canada. S'il était arrivé ici en provenance de Chypre, le Canada ne l'aurait pas renvoyé à Chypre, ou à...

M. Sheehan: Normalement, le Canada ne devrait pas expulser un Iranien aux États-Unis, à moins qu'il n'ait un statut juridique particulier dans ce pays; il n'y a aucune raison de l'envoyer aux États-Unis. Le fait qu'il ait transité par les États-Unis ne devrait pas indiquer, normalement, . . Mais si vous voulez me transmettre les éléments du dossier, je me ferai un plaisir de faire des recherches.

M. Koury: Je vais obtenir des détails, et je vous les transmettrai.

M. Sheehan: C'est très bien. Pour répondre à votre question, s'il est actuellement aux États-Unis et qu'il ait certains éléments à faire valoir dans le contexte de l'arrêt de la Cour fédérale, je me ferai un plaisir de les prendre en considération.

M. Koury: Je voudrais maintenant aborder une autre question. A quand remonte l'arrièré pour la région de Montréal? 1986, 1987? Je sais que certains cas de l'arrièré remontent à 1985, 1986, 1987 et 1988, avant le 1^{er} janvier 1989. A quelle date remontent les cas les plus anciens pour la région de Montréal?

M. Sheehan: Il n'est pas facile de vous répondre, car les cas qui font partie de l'arrièré relèvent de plusieurs

think in Montreal they are dealing with people from these various groups: some who had status in Canada and still have status; some in the group that Mr. Heap referred to, who had made statutory declarations before; and some from these various groups.

It is not a question of moving along in a straight line, in a simple way of saying that this person came in at a certain time and we now have his case. Perhaps Mr. Barnett can give you a little more precision on that, if you like.

M. Barnett: On a fait jusqu'à maintenant à peu près la moitié du groupe numéro 1. Pour ce qui est du groupe numéro 2, ceux qui avaient des permis de ministre, on les a presque tous faits maintenant. On a commencé par ce groupe dans nos bureaux. C'était les cas les plus faciles; on les connaissait.

À Montréal maintenant, on doit être en train d'entamer le groupe 3 et, en même temps, on va commencer le groupe 4. La ministre et tout le monde disaient que le premier arrivé serait le premier servi, mais on essaie de remplir nos journées. Si on a l'occasion de faire passer des personne du groupe numéro 4, on va le faire.

M. Koury: Cela peut être des cas de 1988 ou de 1987.

M. Barnett: Oui, oui.

M. Koury: Ce n'est pas spécifiquement. . .

M. Barnett: Dans le groupe numéro 3, on commence en 1987.

Mr. Koury: I will get back with a little bit more information for you. I thought maybe it was a general view, similar to that particular case you have seen before.

Mr. Sheehan: As I said before, with only 50 people who have been removed from Canada, there are not large groups from any particular country. That case sounds unusual, but I would be happy to look into it.

Mr. Koury: That is why when I was told I said I would be there, would get more information and would get back to them soon.

• 1620

Mr. Marchi: Mr. Sheehan, you mentioned that the minister will have to make a number of decisions. Would you be able to share with us on the Federal Court ruling whether it was the recommendation of your department that the matter be appealed?

Mr. Sheehan: We have not reached that point. The decision was made in Toronto. The Department of Justice lawyers who handled the case are in Toronto. I have not even spoken to them yet. No, there has not been any decision made. But as I said before, I would not want

[Translation]

groupes différents, et je crois qu'à Montréal, on a affaire à des gens de ces différents groupes: certains d'entre eux ont toujours un statut juridique au Canada et d'autres, auxquels M. Heap a fait référence, avaient déjà présenté des déclarations statutaires; ils relèvent de ces différents groupes.

On ne peut pas se contenter de considérer qu'une affaire doit être réglée maintenant parce que le requérant est arrivé à telle ou telle époque. M. Barnett pourrait vous donner des précisions à ce sujet, si vous le voulez.

Mr. Barnett: To date, we have dealt with half of the first group. As for the people in the second group, who had ministerial permits, nearly all of them have been dealt with now. We started with them in our offices. They were the easiest cases; we knew them.

We are probably starting now to deal with the third group in Montreal, and at the same time, we are about to start with the fourth group. The Minister and everybody else were saying that it was first come, first served, and we are trying to fill up our days of work. If we have the opportunity to deal with people from the fourth group, we will take it.

Mr. Koury: These cases could go back to 1988 or 1987.

Mr. Barnett: Yes.

Mr. Koury: This is not precisely. . .

Mr. Barnett: The third group goes back to 1987.

M. Koury: Je vais vous fournir des renseignements complémentaires. J'ai pensé qu'il s'agissait d'une question d'ordre général, semblable au cas particulier que vous avez déjà étudié.

M. Sheehan: Comme je l'ai dit tout à l'heure, comme il n'y a eu que 50 expulsions, nous n'avons qu'un petit groupe de personnes pour un pays donné. Ce cas me semble inhabituel, et je me ferai un plaisir d'étudier le dossier.

M. Koury: C'est pour cela que lorsqu'on m'en a parlé, j'ai dit que j'allais participer à la présente séance, que j'allais me renseigner et que je serais prochainement en mesure de donner des nouvelles à la famille de ce jeune homme.

M. Marchi: Monsieur Sheehan, vous avez dit que la ministre aurait un certain nombre de décisions à prendre. Au sujet de la décision de la Cour fédérale, pouvez-vous nous dire si votre ministère souhaite porter l'affaire en appel?

M. Sheehan: Nous n'en sommes pas encore là. La décision a été prise à Toronto. Les avocats du ministère de la Justice qui s'en sont occupés sont à Toronto. Je n'ai pas encore eu d'entretien avec eux. Non, il n'y a eu aucune décision à ce sujet. Mais comme je le disais tout à l'heure,

that taken as an indication that an appeal is being considered. It is a possibility.

Mr. Marchi: There has been a lot of talk about a potential backlog developing in the new refugee determination system. We all know about the 125,000 backlog. Can you bring us up to speed in terms of the new refugee determination system—the backlog that is being created? Is it accurate? Some people have been throwing around the figure of 6,000 to 8,000 people are backlogged in the new system.

Mr. Sheehan: I think it is a question of whether we use the word "backlog" or "inventory". The number of cases received in the new system in 1989 was something in order of 21,000. I can speak only for the CEIC portion of this. As you know, the process is such that the initial hearing is done as soon as practicable.

In the calendar year 1989, 21,000 claims were received. The number of hearings that were opened at the first level was 13,500. To put it differently, at present, with the exception of Toronto, the time a person has to wait for a first-level hearing is only a matter of a few weeks.

Mr. Marchi: But is not Toronto and Montreal 90% of your refugee work?

Mr. Sheehan: Toronto, Montreal, and Vancouver would be 90%. Except for Toronto—

Mr. Marchi: Which is a big exception.

Mr. Sheehan: —a hearing would be opened in a matter of a few weeks. In Toronto itself, the length of time it would take to open a hearing is about three months. I would not call it a backlog. We have a case inventory of about three months.

Mr. Marchi: Are you trying to do something about the Toronto situation, given the fact that if you are claimant in Saskatoon you have a hearing in three weeks, and if you are a claimant in Toronto you have to wait three months? I appreciate the difficulty, but is the department trying to minimize the gap that exists, because if not, you will have claimants going to different parts. A lot of claimants living in Toronto go to Hamiliton or Oakville or what have you. Are we trying to deal with the situation where the situation is the worst? We can always say it is great in Saskatoon, but the number may be so small compared to where the real problem is, which is in the three-city triangle you mentioned.

Mr. Sheehan: We certainly are trying to do something about it. In the last several weeks we have been looking at both the backlog clearance and the claims being received under the new system. It is a question, as you can imagine, of managing resources and managing process.

There are three factors. One is the intake. The second is the resources we have at our disposal to deal with it. Third is the way we proceed. We have been having a lot

[Traduction]

je ne voudrais pas donner l'impression que nous envisageons d'interjeter appel. C'est simplement une possibilité.

M. Marchi: On a beaucoup parlé de l'arrièré qui risquait d'apparaître dans le nouveau régime de détermination du statut de réfugié. Tout le monde connaît l'arrièré des 125,000 cas. Pouvez-vous nous mettre au courant de ce qui se passe dans le nouveau système de détermination? Ce qu'on dit sur l'apparition d'un nouvel arrièré est-il exact? Certains parlent de 6,000 à 8,000 cas d'arrièrés dans le nouveau régime.

M. Sheehan: Faut-il parler d'arrièré, ou d'inventaire? En 1989, le ministère a reçu 21,000 demandes dans le cadre du nouveau régime. Je ne peux parler que de la partie qui concerne la CEIC. Comme vous le savez, dans la nouvelle procédure, la première audience est organisée le plus tôt possible.

Au cours de l'année civile de 1989, nous avons reçu 21,000 demandes. Il y a eu 13,500 audiences au premier niveau. Autrement dit, à l'exception de la région de Toronto, le délai d'attente pour la première audience n'est que de quelques semaines.

M. Marchi: C'est à Toronto et à Montréal que sont traitées 90 p. 100 des demandes de statut de réfugié, n'est-ce pas?

M. Sheehna: Toronto, Montréal et Vancouver traitent environ 90 p. 100 des demandes. Exception faite de Toronto. . .

M. Marchi: C'est une grosse exception.

M. Sheehan: L'audience est organisée en quelques semaines. A Toronto, le délai est d'environ trois mois. A mon avis, il ne faut pas parler d'arrièré. Nous avons un inventaire de cas d'environ trois mois.

M. Marchi: Est-ce que vous essayez de régler le problème de Toronto, étant donné qu'à Saskatoon, un requérant peut obtenir une audience en trois semaines alors qu'à Toronto, il doit attendre trois mois? Je suis bien conscient de la difficulté du problème, mais est-ce que le ministère essaie de réduire cet écart? S'il ne le fait pas, les requérants iront présenter leur demande ailleurs. Très souvent, les requérants qui habitent à Toronto présentent leur demande à Hamilton ou à Oakville, ou ailleurs. Ne faudrait-il pas régler le problème là où il est le plus grave? On peut toujours se réjouir de la situation qui prévaut à Saskatoon, mais les services de cette ville ne traitent que peu de cas par rapport au triangle ontarien dont vous avez parlé, et où le véritable problème se pose.

M. Sheehan: Nous essayons de le régler. Au cours des dernières semaines, nous avons étudié le traitement de l'arrière ainsi que les demandes reçues dans le cadre du nouveau régime. Il s'agit, vous vous en doutez bien, d'une question de méthode et de gestion des ressources.

Il y a trois facteurs à considérer. Tout d'abord, le nombre des demandes qui nous sont soumises. Deuxièmement, il faut voir les ressources dont nous

of discussion within the commission trying to find more efficient ways to deal with the backlog assessments. We are doing the same thing with regard to new cases.

We have had a number of meetings in Toronto and in Vancouver. In fact, I will be going there again the week after next with a group of people to look again at the question of process. We have to find more efficient ways of proceeding with claims.

• 1625

The Toronto one is not surprising. In many aspects of our work the volumes in Toronto are heavier. We indeed have to concentrate on Toronto.

Mr. Marchi: As you know, the legislation currently would permit the application of the so-called third safe country. It is felt by some people that if you were to apply that you would probably eliminate your backlog in the new system. The minister so far has chosen not to apply the third-country clause.

Is the department currently considering applying that as a way of ensuring more effective or efficient streamlining?

Mr. Sheehan: I would say it is not under active consideration now.

Mrs. Anderson (Simcoe Centre): I am curious to find out what happens to these people while they wait. I do not know the background of their daily assessments. Are they provincially looked after? Are they cared for through social assistance? Do they have jobs? What is going to happen now if they have a hearingn and if they are stopped in their tracks? Can they go back to find jobs? How much more is this going to cost?

Mr. Sheehan: I presume you are speaking about the backlog cases here?

Mrs. Anderson: The backlog, yes.

Mr. Sheehan: A little more than a year ago, when the backlog process was initiated, a decision was taken that in all cases where we could identify the person and his whereabouts we contacted them all and they were all given legal authorization to take jobs.

They are in the same situation as anyone else in Canada in that respect. They are free to look for and find jobs. We do not keep in touch with them in a direct sense, but the impression we have from the interviews we have been doing is that, to a very large extent, they are working and self-supporting. In many cases there are families who are already established in Canada who are able to help them.

In the rare cases, the small number of cases where the person is unable to find work or unable to work, they are of course entitled to social assistance benefits. But these

[Translation]

disposons pour y faire face. Troisièmement, il faut considérer nos méthodes de travail. Au sein de la Commission, nous avons beaucoup parlé de la nécessité de trouver des moyens plus efficaces pour évaluer les cas de l'arrièré. Nous procédons de la même façon en ce qui concerne les nouveaux cas.

Il y a eu des sessions d'étude à ce sujet à Toronto et à Vancouver. D'ailleurs, je dois m'y rendre dans deux semaines avec mes gens pour examiner à nouveau la question du traitement. Il faut en effet trouver d'autres façons de traiter efficacement les demandes.

Le cas de Toronto n'est pas surprenant, puisque la charge de travail est à bien des égards beaucoup plus lourde qu'ailleurs. Voilà pourquoi nous devons nous concentrer sur Toronto.

M. Marchi: Vous savez que la Loi permet actuellement d'appliquer le principe du tiers-pays désigné comme sûr. D'aucuns pensent que si on appliquait ce principe, on parviendrait sans doute à éliminer tout l'arrièré. Or, la ministre a décidé, du moins jusqu'à maintenant, de ne pas appliquer cette disposition.

Le ministère envisage-t-il appliquer ce principe pour pouvoir uniformiser le traitement des demandes de façon beaucoup plus efficace?

M. Sheehan: Pour l'instant, nous ne l'envisageons pas vraiment.

Mme Anderson (Simcoe-Centre): J'aimerais savoir ce que font ces gens pendant qu'ils attendent, car je serais curieuse de savoir ce qu'ils font d'un jour à l'autre. Est-ce la province qui s'occupe d'eux? Sont-ce les services d'aide sociale? Occupent-ils des emplois? Que leur arrivera-t-il si l'audition de leur demande est interrompue? Peuvent-ils retourner sur le marché du travail? Combien cela nous coûtera-t-il de plus?

M. Sheehan: Vous parlez, je suppose, des cas de l'arrièré?

Mme Anderson: Oui.

M. Sheehan: Il y a un peu plus d'un an, lorsque l'on a entamé le programme d'élimination de l'arrièré, on a décidé que chaque fois qu'il était possible de retrouver le demandeur, on lui donnerait l'autorisation légale de se trouver un emploi.

Avec l'autorisation en poche, ils sont sur le même pied d'égalité que n'importe qui d'autre au Canada: ils sont libres de se trouver un emploi. Nous ne gardons pas de lien très serré avec eux, mais d'après les entrevues que nous avons effectuées, nous avons pu constater que pour la plupart, ils travaillaient et gagnaient leur vie. Dans bien des cas également, ils font partie d'une famille déjà établie au Canada qui peut les aider.

Plus rarement, lorsqu'une personne est incapable de travailler ou de se trouver un emploi, elle reçoit des prestations d'aide sociale. Mais la plupart d'entre eux

are people who, by and large, are interested in staying in Canada. It is in their interest to prove they are self-supporting.

Mrs. Anderson: We are looking at refugees. So they have come out really in a sense to join with some families or people they know here.

Mr. Sheehan: Oh, not necessarily. There are some who have, but most of them came on their own.

Mrs. Anderson: Oh, I see. There are so many questions there that I do not know what to ask. I am thinking if they have come over—sometimes you feel it is with a gun at the back—and arriving here they need that help to stay here. But if they have come over to get in illegally, ahead of the immigrants, what process do you have to weed that out?

Mr. Sheehan: As you know, the people who are in this process are people who came here one or two or three years ago and have made a claim to be refugees. The decision made by the government in looking at how to deal with this large number of people in the backlog was to try to make an assessment of whether in each individual case there was what has become known as a credible basis for their claim.

It is a relatively low threshold. It means that a person has to make the case before a panel that there is some basis for considering that, if he were to go to a full hearing, he would be considered a Convention refugee and therefore on that basis he is allowed to stay. That is the process we are working through, and in the meantime these people, by and large, are employed in Canada. That is the basic question we have to ask.

Mrs. Anderson: If they have made a good contribution to work and have helped an employer somewhere, I would think this would be quite a substantial reason to assist them to stay here, would it not? Do they look at that?

Mr. Sheehan: Not specifically under the criteria, because the basis of the review of cases under this backlog was to determine whether people had some credible basis, some basis for the claim that they were refugees. Otherwise, if you go to the other criteria then you are into administrative review of some sort.

• 1630

I am reminded that people who do not believe they have a claim to refugee status have been encouraged to take voluntary departure, and we have promised they could make applications at an embassy abroad and we would give them an introduction to the visa office.

[Traduction]

veulent rester au Canada et il est de leur intérêt de démontrer qu'ils peuvent subvenir à leurs propres besoins.

Mme Anderson: Puisqu'il s'agit de réfugiés, la plupart d'entre eux sont venus ici rejoindre une famille ou des connaissances.

M. Sheehan: Pas nécessairement. C'est vrai pour certains d'entre eux, mais la plupart d'entre eux sont indépendants.

Mme Anderson: Je vois. J'ai tellement de questions à poser que je ne sais pas par où commencer. Ceux qui sont forcés de quitter leur pays parce que leur vie est menacée ont besoin d'aide, lorsqu'ils arrivent ici. Mais que faitesvous pour les distinguer des autres qui sont entrés ici au Canada illégalement et qui invoquent ce statut tout simplement pour que leur cas soit étudié avant celui des immigrants?

M. Sheehan: Vous savez que le processus d'élimination de l'arrièré ne concerne que les prétendus réfugiés qui sont arrivés au Canada il y a un, deux ou trois ans. Face à un arrièré qui ne cessait de croître, le gouvernement a décidé d'étudier chaque cas individuellement pour déterminer si chaque revendication avait ce que l'on appelle maintenant un minimum de fondement.

Les critères ne sont pas trop draconiens. Il suffit au demandeur d'expliquer au jury pourquoi, d'après lui, si son dossier devait faire l'objet d'une véritable audience, il devrait être considéré comme réfugié au titre de la convention et pourquoi on devrait, par conséquent, lui permettre de rester. Voilà la façon dont nous fonctionnons, et la plupart des demandeurs, dans l'attente d'une réponse, sont employés au Canada. C'est cela que nous devons nous demander.

Mme Anderson: Si ces gens ont travaillé dans un emploi quelconque et apporté une certaine contribution sociale, il me semble que cela suffit pour leur permettre de rester au Canada, n'est-ce pas? N'est-ce pas un de vos critères?

M. Sheehan: Pas nécessairement, puisque l'objectif de l'élimination de l'arrièré, c'était de déterminer si la revendication de ces gens avait un minimum de fondement, et je parle ici de leur revendication du statut de réfugié. Si leur revendication est injustifiée, il faut alors revoir leur cas d'un point de vue administratif en appliquant d'autres critères.

On me rappelle que ceux dont les revendications ont été considérées comme injustifiées ont été encouragés à partir de leur propre gré, puisque nous leur avons promis qu'ils pourraient présenter une demande d'immigration à une ambassade canadienne à l'étranger et que nous leur donnerions une lettre d'introduction à l'intention du bureau des visas.

Mrs. Anderson: Have you had many returned under that circumstance?

Mr. Sheehan: Some. But they take time. They take time to go through the process abroad. But I do know some have returned. I was in Turkey some three months ago and I know a number of Turks who were in the process went back and got visas to return to Canada as legal immigrants.

Mrs. Anderson: So that is working.

The Chairman: Would you tell me why in the last budget it cost \$42 million for refugee status and this year it will be \$61 million? Why is it nearly 50% more this year than the last? Why is it so high? What is going on?

Mr. Sheehan: The simple answer is that the process only really got going relatively late in the last fiscal year. The offices were not in place, the staff were not trained. This year, if you are looking at the fiscal year 1990-91, that will be really the first fiscal year of full operation of the system.

The Chairman: But if I look at how many people will work there this year, there are 493, and last year there were 409; 90 persons more, or nearly so. This is not very many people to have such a great difference in the numbers. Imagine 100 people who will maybe earn \$50,000 a year. That represents \$5 million; but now we have \$20 million more. Why is there such a great difference? Where is the money going?

Mr. Sheehan: I would have to get you some breakdowns, but the simplest answer I can give is that during the first part of the process the officers who were engaged for backlog work were in training, and the training part of it is not nearly as costly as the holding of hearings. So the actual physical plant, the setting up of these special offices, was brought on stream only gradually during the course of the year. The officers were engaged during the course of year but they were not actually working at the backlog cases until they had been trained.

Parlez-vous du système de l'arriéré?

Le président: Oui, c'est cela. Cela a coûté 42 millions de dollars l'an dernier, et cette année, on prévoit 61 millions de dollars, c'est-à-dire environ 50 p.100 de plus que l'an passé.

L'an dernier, vous aviez 409 personnes, et cette année, vous en avez 493. Pour faire un chiffre rond, disons que cela fait 100 personnes de plus. Cent personnes de plus coûtent environ 5 millions de dollars additionnels. À quoi servent les autres 15 millions de dollars?

[Translation]

Mme Anderson: Combien parmi ceux-là sont revenus?

M. Sheehan: Quelque-uns. Seulement, étant donné que les demandes d'immigration faites à partir de l'étranger sont longues à être acceptées. . Mais je sais que certains sont revenus. D'ailleurs, lorsque j'étais en Turquie il y a quelque trois mois, j'ai su que certains des Turcs qui avaient été renvoyés chez-eux avaient enfin obtenu leur visa d'immigration leur permettant de revenir au Canada légalement.

Mme Anderson: Donc, ça marche.

Le président: Pouvez-vous m'expliquer pourquoi, dans le budget de l'année dernière, le programme de détermination de statut de réfugié coûtait 42 millions de dollars, alors qu'il passe cette année à 61 millions de dollars? Cela représente presque 50 p. 100 de plus que l'année dernière. Pourquoi coûte-t-il si cher? Que se passet-il?

M. Sheehan: C'est très simple: c'est parce que le programme d'élimination de l'arrièré n'a démarré que très tard au cours de la dernière année financière: les bureaux n'étaient pas montés et le personnel n'était pas encore formé. Cette année, par contre, s'il s'agit de l'exercice de 1990-1991, le programme fonctionnera pendant toute l'année.

Le président: Cette année, vous prévoyez employer dans ce programme 493 personnes, contre 409 l'année dernière, ce qui représente quelque 90 personnes de plus. Cette faible augmentation d'employés ne justifie pas une telle différence dans le budget. Supposons que ces 100 personnes environ gagnent 50 mille dollars par année: cela ne représente que 5 millions de dollars de plus et non pas 20 millions! Pourquoi la différence est-elle si grande? À quoi sert cet argent?

M. Sheehan: Il faudrait que je puisse faire la répartition des chiffres, mais je pense que la raison est très simple: c'est que les agents qui avaient été engagés pour éliminer l'arrièré étaient encore en formation, au cours du dernier exercice, et la formation coûte beaucoup moins cher que la tenue d'audiences. De plus, on a monté matériellement les bureaux spéciaux dont ont besoin les agents pour tenir leurs auditions qu'au cours de l'année. Par conséquent, même si les agents avaient été engagés au cours de l'année, ils ont dû d'abord être formés avant de pouvoir s'attaquer directement aux dossiers faisant partie de l'arrièré.

You are talking about the backlog?

The Chairman: Yes. The program cost \$42 million last year and it will cost \$61 million this year, which represents almost a 50% increase.

Last year, you had 409 employees whereas this year, you will have 493, which is almost 100 people more. To pay those people, you need about \$5 million more. Where do the other \$15 million go?

M. Sheehan: Comme je l'ai dit, on ne peut pas faire de comparaison directe entre le nombre de personnes qui travaillent dans ce système et le coût en dollars. Les salaires représentent seulement une partie des coûts. Il y a aussi les coûts des bureaux que nous avons établis. C'est seulement au cours de l'année financière 1989-1990 que nous avons embauché et formé les agents et que nous avons ouvert, meublé et équipé les bureaux.

Dans le budget de 1990-1991, ces chiffres sont pour la première année complète.

Le président: Pour vous, la grande différence est attribuable au fait que le personnel a été engagé au milieu de l'année dernière, alors que cette année, ces personnes travailleront pendant toute l'année; il y aura aussi un certain nombre de personnes additionnelles, ainsi que des frais de bureau et autres.

M. Sheehan: Oui, et il fallait former ces personnes. Pendant les premiers mois, ces agents avaient été embauchés, mais ils n'étaient pas encore tout à fait en mesure de fonctionner dans le vrai système.

• 1635

Le président: Qu'est-ce qui se passe à Gander? Quel est le problème? Qu'est-ce qu'on a comme arriéré dans ce secteur-là? Il y a déjà passablement de difficultés. On nous parle de plusieurs centaines de personnes qui sont en attente de réponses. Pouvez-vous nous donner un peu d'information sur la situation à Gander?

M. Sheehan: À Gander, depuis le début de cette année, quelques centaines de gens ont fait une demande de statut de réfugié. Nous ne nous attendions pas à cela, et il n'y avait pas de ressources sur place. Il n'y avait pas de pannel pour faire enquête. Il nous fallait établir des ressources, envoyer des agents spéciaux et des commissaires de la Commission du statut de réfugié pour établir des panels. Ils ont commencé à tenir des audiences.

Mais il y a quelques problèmes. Des centaines de gens sont arrivée. Tous les gens qui doivent avoir une audience sur leur demande ont le droit d'avoir un avocat payé par le gouvernement et par nous. C'est un système qui doit être établi, et qui n'existait pas. Il n'y a pas assez d'avocats, par exemple, qui peuvent travailler à ces cas, et il n'y avait pas assez d'agents de notre côté. Nous sommes en train de prendre les mesures nécessaires pour nous occuper de ces cas. Comme vous dites, des centaines de gens sont là.

Le président: Est-ce que les gens continuent d'entrer en grand nombre à Gander? Est-ce uniquement un problème d'accumulation qu'on essaie de régler, ou si les gens continuent d'entrer en grand nombre?

M. Sheehan: Cela continue. Depuis une semaine, nous avons constaté une réduction du nombre de demandes de statut de réfugié à Gander, mais il y a certainement encore des gens qui arrivent.

Le président: Quels sont les chiffres? Avant la crise actuelle, c'est-à-dire avant ces nouvelles arrivées en grand

[Traduction]

Mr. Sheehan: I repeat that it is impossible to relate directly the number of people who work in the system and the dollar cost. Salaries represent only part of the costs but you have to take also into account the cost of the offices that were set up. The officers were recruited and trained during fiscal year 89-90, and it is only during that fiscal year that we set up, furnished and equiped their offices.

The 1990-1991 figures represent the costs for the first full year of operation.

The Chairman: So according to you, the difference is due to the fact that the staff was only brought in at the middle of last year, whereas these people will be working for the full 1990-1991 fiscal year. You also mentioned that you had more staff and other office expenses.

Mr. Sheehan: Certainly, and we had to train these people. During the first months of last fiscal year, we recruited the officers, but they were not really able to operate fully until much later.

The Chairman: Just what is the situation in Gander? What exactly is the problem, and what kind of a backlog do they have there? They seem to be having quite a bit of difficulty. We've been told that several hundred people are waiting for an answer. Can you give us a bit more information on that?

Mr. Sheehan: Well, since the beginning of this year, several hundred people have requested refugee status in Gander. We were not expecting that, and there were not adequate resources there to deal with these people. There was no panel there to conduct inquiries. Consequently, we had to find some resources and send out special officers and IRB members to set up panels. They have now begun to hold hearings.

But there are some problems. Hundreds of people have been arriving in Gander. All those who have a right to a hearing at their request are entitled to legal counsel paid by the government and by our department. A whole system has to be set up, since there isn't one now. For instance, there are not enough lawyers able to work on these cases, and we, ourselves, don't have enough officers. We are presently taking steps to deal with these cases. But, as you say, we're talking about hundreds of people.

The Chairman: Are large numbers of people still arriving in Gander? Is it just the build-up you are trying to deal with, or are people still arriving in great numbers?

Mr. Sheehan: They are still coming in. In the past week, we have noticed a slight drop in the number of refugee status claims in Gander, but there's no doubt that people are still coming in.

The Chairman: What are the figures? Before the current crisis—in other words, before this massive influx

nombre, combien de personnes arrivait-il, et combien en arrive-t-il présentement?

M. Sheehan: Depuis le début de janvier, il y en a eu environ 1,400 arrivées.

Le président: Mille quatre cents personnes depuis le début de janvier?

M. Sheehan: Oui.

Le président: C'est-à-dire en deux mois.

M. Sheehan: Deux mois et demi.

Le président: Auparavant, combien entrait-il de personnes?

M. Sheehan: Pendant l'année 1989, il y en a eu 500.

Le président: Si je multiplie 1,400 par cinq, j'obtiens environ 7,000 cas pour cette année comparativement à 500 pour l'année dernière. C'est 14 fois plus que l'an dernier.

M. Sheehan: Jusqu'à maintenant, oui, mais nous contastons depuis quelques jours que le nombre de demandes diminue un peu.

Le président: Est-ce que cet arriéré-là va se résorber rapidement?

M. Sheehan: Nous pouvons envoyer plus de ressources, établir plus de *panels* pour tenir ces audiences.

Mr. Chadwick (Brampton—Malton): In respect to your distinction between the Toronto area and other areas in the second backlog we are talking about, in your distinction of three weeks versus three months, I would like you to answer why there is that distinction. But before you do, I want to ask one question of you: is the Region of Peel considered in your Toronto area?

Mr. Sheehan: Pardon my ignorance, but what and where is the Region of Peel?

Mr. Chadwick: The west boundary of Metropolitan Toronto. It is normally considered in the Toronto area for a lot of things. You said the Toronto area, and I am trying to pin you down on whether the Region of Peel is included in that area for the purposes of your—

Mr. Sheehan: Yes.

Mr. Chadwick: It is included in that area?

Mr. Sheehan: Yes.

Mr. Chadwick: Then the other question I asked you is your distinction on the length of time for hearings, three weeks versus three months, and I have a real reason for asking that question. Why is there a difference of four times in one area? Are you setting up divisions in your groups? If you are, it certainly does not make sense to me. You may have a reason for it. I would like to hear it.

[Translation]

of people—how many cases were you dealing with, and how does it compare with the current situation?

Mr. Sheehan: Since the beginning of January, there have been about 14,000 arrivals.

The Chairman: 14,000 people have come in since the beginning of January?

Mr. Sheehan: Yes.

The Chairman: In the space of about two months, in other words.

Mr. Sheehan: Two and a half months.

The Chairman: And before that, how many arrivals were there?

Mr. Sheehan: In 1989, there were 500.

The Chairman: If I multiply 14,000 by five, that means about 7,000 cases that will have to be dealt with this year, compared with 500 in all of 1989. That's 14 times more than last year.

Mr. Sheehan: Yes, but we have noticed a slight drop in the number of claims in recent days.

The Chairman: Do you think you will be able to clear up the backlog quickly?

Mr. Sheehan: Well, we can always send more officers and set up more panels to hold hearings.

M. Chadwick (Brampton—Malton): Vous avez fait une distinction entre la région de Toronto et d'autres régions en parlant du deuxième arriéré, et vous avez dit qu'il pourrait s'agir de trois semaines dans un cas, et de trois mois dans l'autre; j'aimerais que vous m'expliquiez pourquoi vous faites cette distinction. Mais j'aimerais d'abord vous poser une question: est-ce que la région de Peel fait partie de la région de Toronto?

M. Sheehan: Vous me pardonnerez mon ignorance, mais pourriez-vous me dire où se trouve la région de Peel?

M. Chadwick: C'est la région qui se trouve à la limite de la région de Toronto, du côté ouest. Normalement, on considère qu'elle fait partie de la région de Toronto. Mais vous avez parlé de la région de Toronto, et j'essaie donc de savoir si la région de Peel est comprise ou non aux fins de—

M. Sheehan: Oui.

M. Chadwick: Elle est comprise dans cette région?

M. Sheehan: Oui.

M. Chadwick: Mon autre question repose sur la distinction que vous avez faite entre les deux régions en ce qui concerne la période d'attente pour avoir une audition—vous avez parlé de trois semaines et de trois mois—car j'ai une très bonne raison de vous poser cette question. Pourquoi cela prend-il jusqu'à quatre fois plus longtemps dans une région? Est-ce que vous divisez vos groupes? Si c'est le cas, cela me semble illogique. Mais

[Traduction]

vous avez sans doute une raison de le faire, et j'aimerais bien la connaître.

• 1640

Mr. Sheehan: I certainly hope we are not. There is a danger of using averages and statistics here. When I mentioned the rest of Canada, that obviously is an average. If someone makes a claim in one of the western provinces where there are very few claims, the time lag would probably be a matter of only a few days. In Montreal, it is probably four or five weeks. As I said it averages out to three or four weeks.

Mr. Chadwick: But three months in the Toronto area.

Mr. Sheehan: What happened there is that the number of claims made in the Toronto area—and when I say Toronto area I am talking about two major points of service dealing with these claims, Toronto and Mississauga—have been larger than we had anticipated. Our staffing has not caught up with it.

Mr. Chadwick: The reason I asked is that the Region of Peel has determined, through their social services, that there is another exceptionally high backlog. It is a drain on their welfare purse. When these people who have not had approvals to seek jobs go on the welfare system after a certain period of time, the province payment kicks out and the municipality kicks in.

That is a substantial period of time. That is happening a great deal right now. Three months; with all due respect to you, I take exception—it is a lot longer than that. I would certainly impress on you the fact that you try to do something about this particular aspect. The crunch on municipalities, in respect to local taxes and in this regard, is extremely hurtful.

Mr. Sheehan: I accept your comment. But if I may I will make one additional response. When I was speaking with our regional director in Toronto a couple of weeks ago, he told me that in the month of February the efficiencies in this process had reached the point where they had opened more cases than they had received. They are now eating into this inventory, if I may call it that. There is of course a recognition, as I mentioned to Mrs. Anderson, that it is very important that we do these first-level hearings so that if a person has a credible basis for his case he can then get a work permit.

Mr. Chadwick: Saying that, do you anticipate the threemonth average period will steadily decrease? Is that what you are saying? You are working on that?

Mr. Sheehan: Yes, we are working on that. But one thing I cannot predict with accuracy is intake. I am certainly hoping that we can reduce that figure.

M. Sheehan: J'espère que nous ne les divisons pas. C'est toujours un peu dangereux de parler de moyennes et de statistiques. Mais il est évident que nous avons établi une moyenne pour le reste du Canada. Par exemple, si quelqu'un dépose une demande dans l'Ouest, c'est-à-dire là où il y a assez peu de demandes, le délai n'est probablement que de quelques jours. A Montréal, il est sans doute de quatre ou cinq semaines. Voilà pourquoi la moyenne canadienne est de trois à quatre semaines.

M. Chadwick: Mais le délai est de trois mois dans la région de Toronto.

M. Sheehan: Lorsque je parle de la région de Toronto, il s'agit en fait de deux grands points de réception des demandes, soit Toronto et Mississauga: il s'est passé que le nombre de demandes a dépassé de loin ce que nous avions prévu, et c'est pourquoi l'arrièré est si élevé.

M. Chadwick: Si je vous pose la question, c'est que la région de Peel a constaté, par l'entremise de ses services sociaux, qu'elle faisait face elle aussi à un arrièré exceptionnellement élevé, puisque celui-ci grevait son budget de bien-être. Comme tous ceux qui n'ont pas reçu l'autorisation de chercher un emploi sont obligés d'avoir recours à l'aide sociale après un certain temps, c'est la province et la municipalité qui crachent.

Trois mois d'attente, cela me semble très long. Or, c'est ce genre de délai auquel on doit s'attendre de plus en plus, et j'ai même l'impression—sans vouloir vous contredire—que l'attente peut être beaucoup plus longue encore. Je vous exhorte à essayer de résorber ce délai, car le fardeau est extrêmement lourd pour les municipalités, et se traduit sous forme de taxes locales.

M. Sheehan: Je comprends. Mais laissez-moi faire une autre observation: lorsque j'ai communiqué avec notre directeur régional de Toronto il y a de cela quelques semaines, il m'a affirmé qu'en février, son service avait été à ce point efficace qu'il avait ouvert plus de dossiers qu'il n'en avait reçu, ce qui permet par conséquent de gruger quelque peu le stock, si j'ose dire. Cela confirme, comme je l'ai expliqué à M^{me} Anderson, à quel point les auditions à la première étape sont importantes, puisqu'elles permettent à tous ceux dont la revendication est jugée bien-fondée d'obtenir un permis de travail.

M. Chadwick: Dans ce cas, pensez-vous que l'attente moyenne de trois mois se raccourcira progressivement? C'est bien l'objectif que vous avez?

M. Sheehan: Oui, c'est en effet notre objectif, même si je ne peux prédire avec précision le nombre de dossiers qui seront reçus. Mais j'espère effectivement que nous pourrons réduire l'attente.

- Mr. Chadwick: No, that is not what I asked you. I asked if you were working on it, and you said you hope.
- Mr. Sheehan: I am working on it, and I hope it will work.
 - Mr. Chadwick: Alright, that is all I need for now.
- Mr. Heap: In this new refugee system, by the end of December there were 21,745 claimants. Only 13,537 inquiries had been opened. As of December 31, 8,208 were waiting. You can call it an inventory.

• 1645

I think this is of direct concern to your commission. The fact that of 13,000 inquiries opened, only 5,876 have completed their second stage, win or lose, perhaps you would say is of concern only to the IRB and not to your department.

Can you explain how you may be able to speed up the action to overcome that 8,000 backlog before the inquiry stage? That is where the backlog was at the end of last year—or the inventory.

Mr. Sheehan: As I said earlier, I can only answer that in general terms by saying that we can do it by making our process more efficient, and that is something we are addressing now.

In the case of Toronto, we have now begun to turn the corner, They are now eating into their inventory and the process has become more efficient. But we are still looking at ways of making it better.

- Mr. Heap: I would now like to move to the subject of domestic workers. I believe the government is reviewing the domestic workers program. Can you indicate when the results of the review will be available to us?
- Mr. Sheehan: All I can say is that you are correct in that there is a review being made. I would say that the timeframe would be during the next few months. I do not think I can say anything more precise than that.
- Mr. Heap: There is an organization in Toronto called Intercede which undertakes to represent the interests of foreign domestic workers. Are they being consulted in this review?
- Mr. Sheehan: Yes. The consultation has already taken place with a fairly broad range of interest groups and we will be consulting groups like that.
- Mr. Heap: Finally, I would like to ask about the investor program and the entrepreneur program. Can you outline the changes that were made to the investor program recently? I think it was this winter.

[Translation]

- M. Chadwick: Ce n'est pas ce que je vous ai demandé. Je voulais savoir si vous faisiez en sorte de le réduire, et vous m'avez répondu que vous l'espériez.
- M. Sheehan: Nous tentons effectivement de raccourcir l'attente, et nous espérons que nos efforts porteront fruits.
- M. Chadwick: Très bien, c'est tout ce que je voulais savoir.
- M. Heap: D'après votre nouveau programme, vous aviez 21,745 demandeurs à la fin de décembre. Seules 13,537 enquêtes ont été menées, et au 31 décembre, 8,208 cas étaient en souffrance. Ils formaient ce que vous avez appelé le stock.

Il me semble que ceci devrait intéresser au premier chef la commission. Sur les 13,000 dossiers qui ont fait l'objet d'une enquête, seuls 5,876 ont abouti au deuxième palier, que la demande ait été fructueuse ou pas. Est-ce que cela n'intéresse que la Commisionn de l'immigration et du statut de réfugié, ou cela peut-il aussi intéresser votre ministre?

Comment allez-vous faire pour résorber l'arriéré de 8,000 dossiers avant l'étape de l'enquête? C'est en tout cas le chiffre que l'on nous a donné à la fin de l'année dernière.

M. Sheehan: Je répète qu'en général, nous tentons d'être beaucoup plus efficaces, et c'est pourquoi nous avons à coeur de résorber l'arriéré.

Dans le cas de Toronto, nous commençons à voir la lumière au bout du tunnel, puisque nous sommes en train de gruger dans le stock et que nous sommes plus efficaces qu'avant. Mais nous ne diminuerons pas nos efforts pour autant.

- M. Heap: Je voudrais maintenant passer à la question des employés de maison étrangers, puisque, à ce qu'il me semble, le gouvernement est en train d'examiner ce programme. Quand les résultats de cet examen nous seront-ils connus?
- M. Sheehan: Vous avez raison de signaler que le gouvernement est en train d'examiner ce programme, et qu'il entend le faire encore pendant quelques mois. Je n'ai rien de plus précis à vous signaler.
- M. Heap: En cours de route, le ministère a-t-il consulté l'organisme torontois appelé «Intercede» qui défend les intérêts des travailleurs de maison étrangers?
- M. Sheehan: Oui. Nous avons d'ailleurs consulté un certain nombre d'organismes de défense de divers intérêts, et nous allons continuer à le faire.
- M. Heap: Passons enfin au programme concernant les gens d'affaires. Pouvez-vous nous expliquer les modifications qui ont été apportées tout récemment, c'est-à-dire au cours de l'hiver, au programme des gens d'affaires?

Mr. Sheehan: It is a very specific question. I want to get you a good answer for it.

Mr. Heap: My next question: how is the entrepreneur monitoring information system shaping up?

Mr. Sheehan: I am going to have to provide an answer to the committee on that one. There have been some changes made. There have been some new regulations passed to deal with investors, but there is still some analysis being done.

We are planning to have a federal-provincial conference early in April with the deputy ministers of all the provinces. But I will have to provide you with specific details in answer to that.

Mr. Heap: Have there been any entrepreneurs to date who were required to leave Canada because they had not complied to the terms of their admission?

Mr. Sheehan: Not to my knowledge, no.

Mr. Heap: So it is pretty well wide open.

Mr. Sheehan: No. There are some who are being looked into, but none has yet been asked to leave.

Mr. Heap: When will you be able to give us the information about those two programs?

Mr. Sheehan: Oh, it will not take more than a few days.

You asked what changes have been made with regard to the investor program.

Mr. Heap: I would like to know what changes have been made and the nature of the new EMIS.

Mr. Sheehan: With regard to the changes that have been made, I will have to present that information to the committee later.

With regard to the monitoring system, we have developed a monitoring system that will allow us to do a certain amount of tracking of cases. There are two pilot projects under way, one in B.C. and one in Ontario. I can say that the monitoring system will be in place across the country by the end of the year.

Mr. Heap: With regard to the matter of consultants, this has been discussed for well over a decade, because I know it was reflected in the statute as we had it in 1978. The federal government has the power to regulate immigration consultants but it has never undertaken to use it. It has preferred to have the province do it. The province says immigration is federal business. Can you tell us what progress has been made in any way to try to control the extreme abuses we saw in the last few years, especially in connection with refugees, but of coursenot exclusively?

[Traduction]

M. Sheehan: Comme votre question est très précise, je préférerais vous répondre par écrit avec tout autant de précision.

M. Heap: Dans ce cas, comment se porte le système informatique de suivi des entrepreneurs?

M. Sheehan: Là-dessus, je devrai vous répondre aussi par écrit, car il y a eu certains changements qui ont été apportés. Je sais que l'on a choisi d'appliquer de nouveaux règlements aux gens d'affaires, mais on en fait toujours l'analyse.

Une conférence fédérale-provinciale est prévue avec les sous-ministres de toutes les provinces à ce sujet en avril prochain. Il me faudra obtenir les renseignements avant de pouvoir vous répondre.

M. Heap: À ce jour, a-t-on obligé des gens d'affaires à quitter le Canada parce qu'ils n'avaient pas respecté les conditions dont étaient assorties leur admission?

M. Sheehan: Pas que je sache.

M. Heap: Les conditions sont trop vagues?

M. Sheehan: Non. On est en train d'examiner certains cas, mais aucun des gens d'affaires n'a été jusqu'à ce jour encouragé à partir.

M. Heap: Quand pourrez-vous nous renseigner sur ces deux programmes?

M. Sheehan: Dans quelques jours à peine.

Vous voulez savoir quelles sont les modifications apportées au programme des gens d'affaires?

M. Heap: En effet, et j'aimerais également savoir comment se comporte le nouveau système SISE.

M. Sheehan: En ce qui concerne les modifications au programme des gens d'affaires, je devrai vous répondre ultérieurement par écrit.

Pour ce qui est maintenant du système informatique de suivi des entrepreneurs, nous avons mis au point un système qui nous permet de garder l'oeil sur nos clients. Deux projets pilotes sont actuellement en marche, l'un en Colombie-Britannique et l'autre en Ontario. Je puis déjà affirmer que le système de suivi sera instauré d'un océan à l'autre d'ici la fin de l'année.

M. Heap: Passons maintenant aux experts-conseils en matière d'immigration, dont on discute beaucoup depuis plus d'une décennie, puisque la loi de 1978 en faisait déjà état. Le gouvernement fédéral est habilité à réglementer les experts-conseils en immigration, mais ne s'est jamais prévalu de ce droit, puisqu'il l'a délégué aux provinces. Par contre, les provinces rétorquent que l'immigration relève du fédéral. Quels progrès a-t-on fait à ce jour pour limiter le nombre d'abus extrêmes dont on a fait état au cours des dernières années, et qui concernait particulièrement, mais non exlusivement, des réfugiés?

• 1650

These consultants operate without any supervision or regulation whatsoever, because neither the federal nor provincial governments have taken any steps to license them or bring them under any kind of regulation. Is there any thinking going on in the department or the commission or is it still a freebee for them?

Mr. Sheehan: We are conscious of it, but I could not say that anything in the way of activity or recommendations are in place.

The only thing we have ensured, as you know, is that funding which we provide for duty counsel is provided only to members of the legal profession. In that sense, we do not encourage it.

Mr. Heap: That is not the point at which the trouble occurs, though.

Mr. Sheehan: We realize that.

Mr. Heap: As you know, the several large refugee scams were operated for \$5,000 or \$10,000 a throw, running sometimes into thousands of cases. Unless the RCMP were able to find somebody to testify that the consultant told him to lie, nothing could be done about it. Why does the government refuse to consider licensing them and bringing them under some kind of control and professional peer group supervision?

Mr. Sheehan: The only answer I can give is that a simple way of doing it, and which works, has not yet been found. It is a very complex question that, as you say, has been with us for quite some time.

Mr. Heap: Does the same problem exist in the United States and Britain? Is it wide open there to anybody who wants to hang up a shingle and get you in if you give \$10,000.

Mr. Sheehan: I do not know.

Mr. Heap: Would you inquire into that, please?

Mr. Sheehan: I certainly can.

Mr. Allmand: On the same point Mr. Heap raised, there was a story in *The Ottawa Citizen* on February 8, 1990, that the RCMP had set up a special five-member task force to investigate unscrupulous immigration lawyers and consultants. I want to know whether that is correct, and whether you and your officials are working with that five-man task force. If so, when do you expect them to report on what they accomplished?

Mr. Sheehan: As I recall from many years ago, the RCMP had various units that have done work dealing with immigration, frauds, passport problems.

Are you aware of the establishment of a new unit, Mr. Barnett?

[Translation]

Ces experts-conseils ne sont ni surveillés ni réglementés, parce que ni le gouvernement fédéral ni le gouvernement provincial n'entend prendre des mesures pour les régir ou pour les accréditer. Le ministère ou la commission travaillent-ils à ce dossier ou laissent-ils ces gens faire encore à leur guise?

M. Sheehan: Nous sommes au courant du problème, mais je ne pourrais affirmer que nous sommes en train de faire ou de recommander quoi que ce soit à leur sujet.

Mais nous avons au moins fait en sorte que l'argent qui est versé à titre de conseils juridiques ne le soit qu'à des membres de la profession juridique dûment accrédités. C'est une façon de décourager les autres.

M. Heap: Mais ce n'est pas là où le bât blesse.

M. Sheehan: En effet.

M. Heap: Vous savez que les grands cas de fraudes dont on a fait état allaient chercher jusqu'à 5,000\$ ou 10.000\$ par réfugié, et leurs auteurs pouvaient conseiller parfois jusqu'à des milliers de personnes. Or, tant que la GRC n'était pas en mesure de trouver quelqu'un qui soit prêt à témoigner sous serment que l'expert-conseil lui avait demandé de mentir, elle avait les mains liées. Pourquoi le gouvernement refuse-t-il d'envisager la possibilité de les régir sous une forme ou une autre ou qu'ils soient accrédités par leurs pairs?

M. Sheehan: C'est sans doute parce qu'on n'a pas encore trouvé la meilleure façon de le faire. La situation n'est pas si simple que cela et, vous l'avez dit vous-mêmes, ne date pas d'hier.

M. Heap: Le problème existe-t-il aussi aux États-Unis et en Grande-Bretagne? N'importe qui peut-il s'annoncer comme avocat et vous faire émigrer moyennant 10,000\$?

M. Sheehan: Je n'en sais rien.

M. Heap: Pourriez-vous vous renseigner?

M. Sheehan: Certainement.

M. Allmand: Dans la même veine que M. Heap, le Ottawa Citizen du 8 février dernier annonçait que la GRC avait constitué un groupe de travail spécial de cinq personnes chargées d'enquêter sur les avocats et expertsconseils sans scrupule qui sont spécialistes des questions d'immigration. Est-ce exact? Votre ministère travaille-t-il en collaboration avec ce groupe de travail? Dans l'affirmative, quand les progrès accomplis vous seront-ils communiqués?

M. Sheehan: Il y a plusieurs années déjà, je me rappelle que la GRC avait mis sur pied plusieurs unités de travail qui enquêtaient sur des questions d'immigration, de fraude et de passeport.

Monsieur Barnett, êtes-vous au courant de ce nouveau groupe de travail?

Mr. Barnett: I would assume that we certainly must be co-operating, but I do not have any information on it. I would prefer to send a note back to the committee, if that is all right.

Mr. Allmand: That is fine. Just because it was in *The Ottawa Citizen* does not mean it was right. The story said that a five-member task force to deal with this very problem Mr. Heap raised, and that was only a month or so ago on February 8, 1990.

Mr. Sheehan: The fact that neither Mr. Barnett nor I has heard of it does not necessarily mean it is not there. Normally, we would be consulted.

Mr. Allmand: You would think so. Did you think they would co-operate with the department on this point? I would appreciate further information from you people on it. But it may be worthwhile to contact the RCMP perhaps during the estimates, Mr. Chairman. We could hear from whomever is in charge of this five-man task force, if it exists—invite him to the committee to fill us in on what they have been doing.

With respect to the Jerome judgment, you said that the minister and the department were pursuing or examining various alternatives to fill the gap left empty by the Jerome judgment. What type of new instructions or new system should go forward to replace the ones declared illegal? Can you tell us whether you are considering an administrative review or an amnesty as one alternative among those being considered to fill the gap? Is it an alternative that is legitimately being put to the minister for consideration? Members of this committee have proposed that, considering the large number of people in that backlog and the accompanying cost.

1655

Mr. Sheehan: As I said earlier, we have not yet reached the stage of putting formal proposals to the minister. We have had this judgment for only a few days and only one preliminary discussion has been held with the minister. I could not say that any options being put to her had been discussed. You will have to wait a few days.

Mr. Allmand: I accept what you are saying.

Mr. Sheehan: We are working there and we obviously have to get something into—

Mr. Allmand: The minister will be here next week and we will see what she says.

Mr. Marchi: With regard to the entrepreneurial monitoring program, Mr. Heap had asked whether anybody had left the country due to not unfulfillment of their contractural obligations, on the basis of which they were accepted. Are you finding potential problems with respect to people who were accepted on the basis of their entrepreneurial plan, but for whom there are no signs

[Traduction]

M. Barnett: Je n'ai aucune information là-dessus, mais je suppose que nous travaillons en collaboration avec la GRC. Si vous acceptez, je préférerais néanmoins vous répondre par écrit.

M. Allmand: Cela me va. Ce n'est pas parce que le Ottawa Citizen en a parlé que c'est nécessairement la vérité. L'article du 8 février parlait tout simplement d'un groupe d'étude de cinq personnes chargées de se pencher sur le problème qu'a soulevé M. Heap.

M. Sheehan: Ce n'est pas parce que ni M. Barnett ni moi-même n'en avons entendu parler qu'il n'existe pas pour autant. Mais normalement, nous devrions être consultés.

M. Allmand: Je le suppose aussi. Ne pensez-vous pas que la GRC devrait consulter le ministère sur cette question? J'aimerais bien que vous nous répondiez lorsque vous aurez plus de détails. Il vaudrait peut-être la peine, monsieur le président, de communiquer avec la GRC au cours de l'étude du budget. Nous pourrions même inviter le responsable de ce groupe d'étude à venir comparaître et à nous renseigner sur la question.

Revenons maintenant à la décision du juge Jérôme: Vous avez affirmé que la ministre et son ministère étaient en train d'étudier les diverses options qui permettraient de combler le vide juridique laissé par le jugement. Quelles nouvelles instructions ou quels nouveaux critères devraient être établis pour remplacer ceux qui ont été déclarés illégaux? Pouvez-vous nous dire si l'une des options envisagées, serait l'examen administratif des cas ou une amnistie générale? Sont-ce des options que vous pouvez légitimement suggérer à la ministre? C'est en tout cas une des options qu'ont envisagées les membres du Comité devant le nombre imposant de dossiers en arriéré et devant les coûts qui y étaient assortis.

M. Sheehan: Je répète que nous n'en sommes pas encore à formuler des propositions officielles à la ministre. Le jugement remonte à quelques jours à peine, et nous n'avons pu en discuter que de façon préliminaire avec la ministre. Aucune des options proposées n'ont d'ailleurs été débattues. Il vous faudra attendre quelques jours.

M. Allmand: Cela me convient.

M. Sheehan: C'est une question dont nous sommes saisis et en regard de laquelle il nous faudra évidemment...

M. Allmand: Nous verrons bien ce que la ministre pourra nous dire la semaine prochaine.

M. Marchi: Revenons aux programmes concernant les gens d'affaires: Monsieur Heap voulait savoir si on avait déjà obligé les gens d'affaires à quitter le Canada parce qu'ils n'avaient pas respecté les conditions dont étaient assortie leur admission. Les gens d'affaires qui ont été acceptés parce qu'ils avaient présenté de bons plans d'entreprise mais qui ne montrent pas signe de réaliser

that their plans are being realized in Canada? Are you receiving any information on that?

Mr. Sheehan: Yes, there have been a few cases in which there are concerns about the conditions of entry, but in no individual case are we far enough along to say there is something to move on.

Mr. Marchi: In your capacity as ambassador, you have probably been closer to the historic changes taking place in eastern Europe. In terms of our foreign policy, we will have to accommodate those new shifts. Where does immigration fit, whether it is immigration or a quasiforeign policy response to those developments?

As you know, a number of requests have been received from the Canadian German community because a number of people fled to West Germany during the opening-up of the situation in East Germany, in order to try to obtain group community sponsorship in Canada. What is the status of that situation? There has been some confusion.

With respect to the situations in Poland, Hungary and Czechoslovakia, if there is a demand from within those countries and a corresponding sponsoring demand from Canadians of those cultural backgrounds, is it the intention of the immigration department to place more significance on allowing greater family reunification and on permitting more independent applications to come from those regions of the world that have shown tremendous shifts during the last few months? Not that Canada would want to raid those countries, because they also need their own individuals to remain, in order to rebuild the countries.

Mr. Sheehan: To answer your last question first, it has been very difficult for all of us here in Canada and in many other countries to keep up with the pace of events in eastern Europe. There is no question that immigration plays an increasingly important role in our assessment of foreign policy concerns in many places in the world.

It is not possible to say where we might or should go with regard to modifications in eastern Europe. But the groups who have spoken to us about eastern Europe have, by and large, agreed with us that any sort of transition we must make to a different way of dealing with cases in eastern Europe will have to be done gradually. We will have to look very carefully at what we are doing, as we try to move into a different phase, in which we will begin to look at a more normal immigration program from those countries.

• 1700

With regard to Germany, I know there was some discussion. Unless one of my colleagues knows about the East Germans, their group sponsorship or something like that—

Mr. Marchi: There was some kind of quasi-agreement.

[Translation]

quoi que ce soit vous posent-ils des problèmes? Votre système vous donne t-il de l'information là-dessus?

- M. Sheehan: Oui, dans certains cas, les gens d'affaires ne respectent pas leurs conditions d'admission, mais nous n'avons dans aucun cas suffisamment d'informations pour pouvoir affirmer qu'il est temps d'agir.
- M. Marchi: En tant qu'ambassadeur, vous avez côtoyé de près la révolution que vient de vivre l'Europe de l'Est. Notre politique étrangère devra évidemment s'adapter à ces nouvelles facettes. Comment réagit notre politique d'immigration, qui est une quasi-politique étrangère, devant ces événements?

Vous savez certainement que la Communauté germanocanadienne nous a demandé s'il nous était possible de parrainer collectivement des groupes d'allemands qui seraient passés à l'Allemagne de l'Ouest avec l'ouverture de la frontière, dans l'intention de les faire venir au Canada. Pouvez-vous nous dire comment vous réagissez devant ce type de demandes, puisque la situation semble être assez confuse.

En outre, s'il devait y avoir une plus grande demande d'émigration de la part de citoyens de la Pologne, de la Hongrie et de la Tchécoslovaquie, et que cette demande s'accompagne de parrainage de la part de Canadiens de ces mêmes origines, votre ministère a-t-il l'intention de permettre la réunification d'un plus grand nombre de familles et d'accueillir plus généreusement les demandes autonomes de la part de ressortissants de ces pays qui ont connu tant de bouleversements au cours des derniers mois? Je ne veux pas dire par là que le Canada cherche à piller ces pays de leurs ressortissants, puisqu'ils en ont encore besoin pour se rebâtir.

M. Sheehan: Je répondrai d'abord à votre dernière question: Il nous a été bien difficile, ici au Canada et ailleurs, de suivre tous les événements qui se sont déroulés à une si vive allure en Europe de l'Est. Il est évident que l'immigration jouera un rôle croissant dans la façon dont nous évaluerons notre politique étrangère vis-à-vis beaucoup de ces pays.

Il est impossible de dire dès maintenant comment nos stratégies vis-à-vis de l'Europe de l'Est seront modifiées en matière d'immigration. Cependant, tous ceux qui ont communiqué avec nous au sujet de l'Europe de l'Est ont convenu, avec nous, que toute transition dans la façon dont nous réagirons devant les demandes provenant de l'Europe de l'Est devra se faire graduellement. Il faudra d'abord évaluer notre façon de faire actuelle, et au fur et à mesure que nous aborderons la phase de transition, nous pourrons alors songer à mettre en place un programme d'immigration plus normal à l'égard de ces pays.

Je sais qu'on a parlé de l'Allemagne. À moins que mes collègues ne soient au courant pour les Allemands de l'Est, leur parrainage de groupe ou autre. . .

M. Marchi: Il y a eu une sorte de quasi-entente.

Mr. Sheehan: Yes, I would like to give the committee a more precise answer on that.

Mr. Marchi: I guess the other problem we see is that we have 11 or 12 immigration operations in the United States and people are asking, well, how many immigrants are we taking from the United States; and you compare that to a situation where we have one immigration operation in India, in New Delhi. Of course the demand compared with that of the 1950s and 1960s, from both outside Canada and within Canada, in terms of the sponsorships, it seems to me has been somewhat sluggish. I think it is fair to say the number of resources in consular operations and visa officers will be proportional to the number of immigrants who are allowed into Canada from that part of the world.

Is it a concern in your department that we are not shifting quickly enough, or is it not a concern, and you think we are shifting just fine? If there is a concern, will we be able to see perhaps a quicker transition so the current demand, in 1990, will be better served as compared with trying to serve demand in 1990 with 1960 resources?

Mr. Sheehan: It is an old question. As you know, Mr. Marchi, we have been working at it for many years, trying to find better ways of providing immigration service throughout the world. What I could say in the way of a general comment is that I started doing overseas immigration work 30 years ago, and we have made a remarkable transition in shifting our resources.

As you know, that part of the immigration program is delivered by External Affairs in a direct sense, although we obviously consult closely with them. We are always trying to get them to improve the way they provide immigration service. The shifts are being made all the time. Yes, it is always a concern to us, indeed.

Mrs. Anderson: I am curious to know if there is an update of successes and failures of foreign domestic help. What is the latest on that?

Mr. Sheehan: As I said earlier, it is a program that has been working for some years. There have been criticisms from individuals who felt they were disadvantaged, abused by employers, if you will. There have been occasional complaints. What the minister has committed herself to do is a revision, to look at all aspects of the foreign domestic program, and to come up with some clear conclusions and recommendations within the next few months.

Mrs. Anderson: Is there any particular problem you find with that, language or...? I would think somebody who is coming in from a foreign land and looking at a home would probably go to a home of the same country or a country she might have a language association with. I do not know that language would really be too much of a problem.

[Traduction]

M. Sheehan: Oui, j'aimerais pouvoir donner au Comité une réponse plus précise à ce sujet.

M. Marchi: Le problème vient aussi de ce que l'on a onze ou douze bureaux d'immigration aux États-Unis et qu'on nous demande combien d'immigrants en provenance des États-Unis nous acceptons; et lorsqu'on compare avec la situation de notre unique bureau en Inde, à New Delhi... bien sûr la demande de parrainage, comparée aux années 50 et 60 venant de l'étranger et de l'intérieur du Canada me semble être quelque peu ralentie. Je crois juste de dire que les ressources dans les bureaux consulaires et dans les services d'octroi de visas seront proportionnelles au nombre d'immigrants qui seront autorisés à venir au Canada de ces régions du monde.

S'inquiète-t-on, dans votre ministère, de la lenteur du système, ou estime-t-on au contraire que les choses se passent comme il faut? S'il y a quelque inquiétude, peut-on espérer une accélération du traitement des demandes avec les moyens d'action des années quatre-vingt dix au lieu de ceux des années soixante.

M. Sheehan: C'est un vieux problème. Comme vous le savez sans doute, monsieur Marchi, voilà plusieurs années que nous essayons de le régler, que nous tentons de trouver le moyen d'offrir de meilleurs services d'immigration dans le monde entier. De façon générale, je peux dire que j'ai commencé à m'occuper de l'immigration outre-mer il y a 30 ans, et que nous avons procédé à une transition remarquable en procédant au déplacement de nos ressources.

Comme vous le savez sans doute, cette partie du programme d'immigration relève directement des Affaires extérieures, bien que nous ayons avec eux des consultations approfondies. Nous les incitons constamment à améliorer les services d'immigration qu'ils offrent. Des changements se produisent en permanence. Mais c'est bien sûr un souci constant pour nous.

Mme Anderson: Au sujet du programme des aidesménagères étrangères, quelles sont les nouvelles les plus récentes sur la question, les acpects positifs et négatifs?

M. Sheehan: C'est un programme qui est appliqué depuis un certain nombre d'années, comme je l'ai déjà dit. Il y a eu des critiques formulées par certaines personnes qui se sont estimées défavorisées, maltraitées par leurs employeurs si vous voulez. Il y a eu parfois des plaintes. La ministre s'est engagée à réviser ce programme, à revoir tous les aspects du programme des aidesménagères étrangères et à arriver à des conclusions et des recommandations précises dans les prochains mois.

Mme Anderson: Y a-t-il des problèmes particuliers, de langue ou autre? J'imagine que quelqu'un qui arrive d'un pays étranger va essayer de se placer dans une famille originaire du même pays ou originaire d'un pays où l'on parle la même langue. Je ne crois pas que la langue constitue réellement un problème.

Mr. Sheehan: No, the complaints that have been made on occasion over the past few years have been complaints about working hours and rates of pay, in some cases the inability of the young people to have enough time to become fully established in Canada. Questions have also been raised about the immigration conditions under which they entered Canada. That is why I say the minister has committed herself to having a look at all these aspects of it and making some recommendations and some changes.

Mrs. Anderson: Has this been done through an intermediary in the past? Is there a group that is a gobetween? What sort of a system was set up there?

Mr. Sheehan: It varies, but in general people make contacts through family, relatives, acquaintances, advertisements. There is no organized way it is done internationally, not for Canada, no.

• 1705

Mr. Chadwick: I do not know if this is in your jurisdiction or not, but assume a foreign airline comes into this country and brings a number of people who disappear into this country and they keep on bringing more people with them. What rules and regulations do you have for foreign airlines coming here? For example, if Air Canada goes to Tokyo, Japan, I understand they allow one person and you hire the rest from that country—one Canadian to go with Air Canada and the rest come from Japan, because you are doing business in that country. If a Far East airline, for example, comes here, what rules are there? How many can they bring with them to work here, with the airline? How many do you allow, unlimited numbers?

Mr. Sheehan: When you said people disappear here, I thought you were talking about people who were jumping off planes and staying illegally.

Mr. Chadwick: No, after a period of time. For example, the first question is: do you have rules and regulations on Japan airlines flying in setting up a base of operations here? How many people would Japan airlines based in Tokyo be allowed to bring into this country to set up operations?

Mr. Sheehan: I am sorry; I think you are getting out of our area.

Mr. Chadwick: Okay. That is what I wanted to know.

Mr. Sheehan: My simple answer would be that before service between two countries is established, usually a bilateral air agreement is negotiated—there has to be—and I would imagine that this contains some of the basis for positioning of staff.

Mr. Chadwick: But say those people come in here and take jobs in this country. Are you not involved in that?

[Translation]

M. Sheehan: Non, les plaintes qui ont été formulées ces dernières années portaient plutôt sur les heures de travail et sur le taux du salaire, dans certains cas l'incapacité pour les jeunes de disposer de suffisamment de temps pour s'installer véritablement au Canada. On a également posé des questions sur les conditions d'immigration qui ont prévalu pour leur arrivée au Canada. C'est pourquoi j'ai dit que la ministre s'était engagée à étudier toutes ces questions et à faire des recommandations et des changements.

Mme Anderson: Passait-on autrefois par un intermédiaire? Y a-t-il un groupe qui serve d'intermédiaire? Quel type de système a été établi?

M. Sheehan: Cela varie, mais en général les contacts se font par l'entremise de la famille, de parents, de connaissances il y a les annonces. Il n'y a pas de système établi sur le plan international, en tout cas pas pour le Canada.

M. Chadwick: Je ne sais pas si cette question relève de votre compétence, mais admettons qu'une compagnie aérienne étrangère desserve notre pays et amène de nombreuses personnes qui disparaissent dans le pays, et cela de façon répétée. Quels sont les règlements en la matière? Par exemple, Air Canada desservant Tokyo, n'est autorisé à installer sur place qu'une seule personne et doit engager le reste du personnel sur place. Quelles règles s'appliquent par exemple pour les compagnies aériennes extrême-orientales? Combien d'employés ont-elles droit à amener pour travailler ici avec la compagnie? Combien de personnes autorisez-vous, s'agit-il d'un nombre illimité?

M. Sheehan: Lorsque vous avez parlé de gens qui disparaissaient dans le pays, je croyais que vous parliez des gens qui arrivent en avion pour rester illégalement au pays.

M. Chadwick: Non, après un certain temps. Par exemple, ma première question est la suivante: Y a-t-il des règles pour les compagnies aériennes japonaises qui desservent le Canada et qui établissent une agence dans notre pays? Combien de personnes une compagnie aérienne japonaise ayant son siège social à Tokyo peut-elle faire venir dans notre pays pour créer l'agence?

M. Sheehan: Je regrette, je pense que ce n'est pas de notre ressort.

M. Chadwick: Très bien. C'est ce que je voulais savoir.

M. Sheehan: Je pourrais répondre simplement en disant qu'avant de créer un service entre deux pays, il y a généralement une entente aérienne bilatérale qui est négociée, c'est indispensable, et j'imagine que cette entente prévoit la situation du personnel.

M. Chadwick: Mais admettons que ces gens viennent dans notre pays pour prendre des emplois. Cela vous concerne-t-il?

Mr. Sheehan: We would be involved in granting them work permits, but again it would be based on whatever agreement was in existence between the two countries for establishment of offices.

Mr. Chadwick: So there could be a hopscotch of agreements with different airlines or different companies that come from different places?

Mr. Sheehan: Quite possibly, but by the same token you would find, as I have found in my many years of service abroad, that Air Canada has many Canadians working in their Air Canada offices around the world. So it works both ways.

Mr. Chadwick: It all depends which country. Japan is not the example you are speaking of.

Mr. Sheehan: No. I have never worked in Japan. But I have been in the U.K. and France and Germany, where there are a lot of Canadians.

Mr. Chadwick: If you have regulations that people are not to come here to displace other people working, then if someone other than the government makes an agreement that people are displaced in this country I wonder whose jurisdiction it is. Yours?

Mr. Sheehan: I suspect that it is the Department of Transport.

Mr. Chadwick: Would they have jurisdiction over immigration in this sense?

Mr. Sheehan: Not immigration.

Mr. Chadwick: Jobs?

Mr. Sheehan: No. We would issue employment authorizations, but based on whatever agreement is in place to allow x number of people to work in the country.

Mr. Chadwick: So my question would be for the Minister of Transport?

Mr. Sheehan: I think so, yes.

Le président: Avec votre permission, nous allons réserver les crédits 15 et 20. Nous rencontrerons demain M. Henripin, qui est professeur de démographie à l'Université de Montréal.

Je tiens à remercier nos témoins de cet après-midi. Il est possible qu'on vous fasse revenir plus tard ce printemps. Nous verrons ce que nous déciderons après avoir rencontré la ministre et les autres témoins. En attendant, je vous remercie, monsieur Sheehan, monsieur Barnett, monsieur Dougall et monsieur Burstein.

M. Sheehan: Merci beaucoup.

Mr. Johnson (Calgary North): Mr. Chairman, you will recall that at the committee's request I attended a meeting of the steering committee for the environmental joint hearings. I would just like to report briefly on that meeting and notify you that it is more or less this

[Traduction]

M. Sheehan: Cela nous concerne dans la mesure où nous devons leur accorder un permis de travail, mais là encore cela dépendrait de l'entente existant entre les deux pays pour la création d'agences.

M. Chadwick: Il pourrait donc y avoir toute une série d'ententes avec différentes compagnies aériennes ou avec différentes compagnies aériennes qui viennent de différents endroits?

M. Sheehan: C'est tout à fait possible, mais vous pourriez aussi constater, comme je l'ai fait moi-même pendant mes nombreuses années de service à l'étranger, qu'Air Canada a de nombreux Canadiens qui travaillent dans ses agences du monde entier. Cela marche dans les deux sens.

M. Chadwick: Tout dépend du pays. Ce n'est pas du Japon que vous parlez.

M. Sheehan: Non. Je n'ai jamais travaillé au Japon. Mais je suis allé aux États-Unis, en France, en Allemagne où il y a un grand nombre de Canadiens.

M. Chadwick: S'il existe des règles interdisant aux gens de venir prendre la place de travailleurs du pays, si quelqu'un d'autre que le gouvernement conclut une entente et que les travailleurs sont supplantés dans notre pays, je me demande de qui cela relève. De votre compétence?

M. Sheehan: J'imagine que cela relève du ministère des Transports.

M. Chadwick: Ce ministère a compétence en matière d'immigration dans ce cas?

M. Sheehan: Pas en matière d'immigration.

M. Chadwick: En matière d'emplois?

M. Sheehan: Non. C'est notre service qui accorde les autorisations de travailler, mais en fonction de l'entente qui existe et qui autorise les x personnes à travailler dans le pays.

M. Chadwick: Je devrais donc poser ma question au ministre des Transports?

M. Sheehan: Je crois que oui.

The Chairman: If you will allow me, we will reserve votes 15 and 20. Tomorrow we will meet Mr. Henripin, a demography professor at the University of Montreal.

I would like to thank the witnesses we heard this afternoon. Maybe you will have to come back later during the Spring. We will see what our decision will be once we have met with the Minister and the other witnesses. In the mean time, I would like to thank Mr. Sheehan, Mr. Barnett, Mr. Dougall and Mr. Burstein.

Mr. Sheehan: Thank you very much.

M. Johnson (Calgary-Nord): Monsieur le président, vous vous souviendrez qu'à la demande du Comité, j'ai assisté à un réunion du Comité de direction au sujet des audiences conjointes en matière d'environnement. J'aimerais vous en faire un compte-rendu rapide pour

committee's responsibility to obtain a speaker for the joint session. The session will start, as it is now being planned, assuming that everything is approved, with three speakers presenting overview presentations in the House of Commons, I presume sitting as a Committee of the Whole or something of that nature. Then we would break off and go three committees together. I forget actually which committee we would go with, but we would go to separate rooms and have smaller presentations, and each committee that wishes to participate in this process is responsible for finding a speaker presenting a position on the issues that are the responsibility of this committee.

• 1710

For example, this committee might want to have a speaker who presents points of view on what would happen if there is global environmental change in terms of employment, distribution of labour in the country and distribution world-wide, and the changing forces on immigration and so forth. So if we wish to participate—and I understand we do—then it is our responsibility to find a speaker for that. Basically that is all that comes out of that steering meeting at this time.

Le président: En effet, nous avons décidé de participer à ce débat. Est-il convenu que nous aurons un seul conférencier du Comité permanent du travail, de l'emploi et de l'immigration?

Mr. Johnson: For this committee, yes, because we will meet with two other committees and they will each have a speaker. We would be in the main one and we would have six speakers. There are three speakers being chosen by the steering committee—they have already chosen the three speakers—and then there will be another three, because three committees will get together for a joint hearing and receive three speakers and then questions from around the tables. So it is quite a heavy load as it stands. There is not a chance for each committee to have two speakers. It would be just one.

The Chairman: We have one name on the list. Would you tell me the name of the person we have already?

A voice: Shirley Seward.

The Chairman: I do not know if somebody knows this lady, or if you have also any name. . .

Mr. Johnson: Could we have resumés of any names that are presented and then maybe at the next meeting select a person. If members have ideas, they could circulate them through the Chair and then at the next meeting we could have two or three recommendations and select one.

Mrs. Anderson: Have you any idea of what areas in the environment you are thinking of?

Mr. Johnson: No, that is up to this committee, depending on the resource people they can find. The

[Translation]

vous dire que c'est en quelque sorte la responsabilité de notre comité de trouver un président pour cette séance conjointe. D'après ce qui est prévu pour l'instant, et en admettant que tout soit approuvé, les séances commenceront avec trois orateurs qui feront des exposés généraux à la Chambre des communes siégeant, j'imagine en comité plénier ou dans une cadre équivalent. Nous nous séparerions ensuite pour avoir trois comités en même temps. J'ai oublié lequel serait le nôtre, mais nous nous rendrions dans des salles différentes pour entendre de plus petits exposés et chaque comité qui souhaite participer à cette opération a la responsabilité de trouver un orateur pour présenter un point de vue sur les questions relevant du Comité.

Par exemple, notre Comité pourrait vouloir qu'un orateur vienne parler de ce qui se produira s'il y a un changement de situation à l'échelle mondiale en matière d'emplois, de répartition du travail dans le pays et dans le monde entier, et d'évolution des forces présidant à l'immigration, etc. Donc, si nous voulons participer—et je crois que c'est le cas—il nous faut trouver un orateur. Voilà en gros ce qu'il est ressorti de cette réunion du Comité de direction.

The Chairman: We have actually decided to take part in this debate. Is it agreed that we will have only one speaker from the Standing Committee on Labor, Employment and Immigration?

M. Johnson: Pour ce Comité, oui, car nous allons nous réunir avec deux autres comités qui auront chacun leur conférencier. Nous ferions partie du comité principal et nous aurions six conférenciers. Trois conférenciers seront choisis par le Comité de direction—et c'est déjà fait—et il y en aura trois autres parce que les trois comités se réuniront pour des audiences conjointes afin d'entendre trois conférenciers et permettre à tout le monde de poser des questions. Il s'agit donc d'un travail assez important. Il y a peu de chances qu'on autorise chaque comité a avoir deux conférenciers. Ce sera un seulement.

Le président: Nous avons un nom sur la liste. Pouvezvous me dire le nom de la personne que nous avons déjà?

Une voix: Shirley Seward.

Le président: Je ne sais si quelqu'un connaît si cette dame ou si vous avez également un nom. . .

M. Johnson: Serait-il possible d'avoir le curriculum vitae des personnes proposées afin que nous puissions en choisir une par exemple lors de notre prochaine réunion. Si les membres du Comité ont des idées, ils pourraient en faire part au président et nous pourrions faire deux ou trois recommandations lors de la prochaine réunion et choisir une personne.

M. Anderson: Avez-vous une idée des questions d'environnement que l'on pourrait aborder?

M. Johnson: Non, c'est au Comité de décider selon les personnes ressource qu'on pourra trouver. On a proposé

suggestion that has been made is that this person might discuss, for example, in Canada what happens if the prairie area dries up in terms of labour accommodation, what the forces and effects would be. Also she may discuss that same type of issue on a global basis in terms of the immigration pressures Canada might see if this type of change is in fact taking place. I say that very cautiously because I have some concerns about the direction the program is taking. It seems to be built on the assumption that the changes are taking place, and in my view that is not true.

Le président: Très bien, monsieur Johnson.

Si vous avez des noms à nous soumettre, je vous donne jusqu'à mardi prochain pour le faire. Nous prendrons la décision à ce moment-là.

La séance est levée.

[Traduction]

de demander à cette personne de discuter, par exemple, de ce qui se produirait au Canada si la région des Prairies s'asséchait, pour ce qui est du placement de la main d'oeuvre et de parler des forces et des effets qu'une telle situation aurait. On pourrait parler aussi de ce type de question à l'échelle mondiale et voir quelles pressions le Canada pourrait subir en matière d'immigration si ce genre de changement se produisait effectivement. Je le dis sous toute réserve car je m'inquiète un peu de la direction que prend le programme. Il semble partir de l'hypothèse que ces changements sont en train de se produire, ce qui ne me semble pas être le cas.

The Chairman: Very well, Mr. Johnson.

If you have names to suggest, you have until next Monday to do it. We will then make a decision.

The meeting is adjourned.















If undelivered, return COVER ONLY to: Canadian Government Publishing Centre, Supply and Services Canada. Ottawa, Canada, K1A 0S9 En cas de non-livraison, retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à Centre d'édition du gouvernement du Canada. Approvisionnements et Services Canada, Ottawa, Canada, K1A 0S9

WITNESSES

From the Department of Employment and Immigration:

- T. Sheehan, Executive Director, Immigration Operations;
- G. Barnett, Director General, Enforcement.

TÉMOINS

Du Ministère de l'Emploi et de l'Immigration:

- T. Sheehan, Directeur exécutif, Opération de l'immigration;
- G. Barnett, Directeur exécutif, Exécution de la loi.

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 22

Thursday, March 15, 1990

Chairman: Jean-Pierre Blackburn

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule nº 22

Le jeudi 15 mars 1990

Président: Jean-Pierre Blackburn

Minutes of Proceedings and Evidence of the Standing Committee on

Procès-verbaux et témoignages du Comité permanent du

Labour, Employment and Immigration

Travail, de l'Emploi et de l'Immigration

RESPECTING:

Pursuant to Standing Order 108(2), an investigation into demography and immigration levels

CONCERNANT:

Conformément à l'article 108(2) du Règlement, une enquête sur la démographie et les taux d'immigration

WITNESS:

(See back cover)

TÉMOIN:

(Voir à l'endos)



Second Session of the Thirty-fourth Parliament, 1989-90

Deuxième session de la trente-quatrième législature, 1989-1990

STANDING COMMITTEE ON LABOUR, EMPLOYMENT AND IMMIGRATION

Chairman: Jean-Pierre Blackburn Vice-Chairman: Dave Worthy

Members

Edna Anderson Warren Allmand Harry Chadwick Doug Fee Dan Heap Al Johnson Allan Koury Sergio Marchi Gilbert Parent George Proud Cid Samson Jacques Vien—(14)

(Quorum 8)

Elizabeth Kingston
Clerk of the Committee

COMITÉ PERMANENT DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE L'IMMIGRATION

Président: Jean-Pierre Blackburn Vice-président: Dave Worthy

Membres

Edna Anderson Warren Allmand Harry Chadwick Doug Fee Dan Heap Al Johnson Allan Koury Sergio Marchi Gilbert Parent George Proud Cid Samson Jacques Vien—(14)

(Quorum 8)

Le greffier du Comité Elizabeth Kingston

Published under authority of the Speaker of the House of Commons by the Queen's Printer for Canada

Publié en conformité de l'autorité du Président de la Chambre des communes par l'Imprimeur de la Reine pour le Canada

MINUTES OF PROCEEDINGS

THURSDAY, MARCH 15, 1990 (28)

[Text]

The Standing Committee on Labour, Employment and Immigration met at 12:11 o'clock a.m. this day, in Room 705, 151 Sparks Street, the Chairman, Jean-Pierre Blackburn, presiding.

Members of the Committee present: Edna Anderson, Jean-Pierre Blackburn, Harry Chadwick, Dan Heap, Allan Koury, Jacques Vien and Dave Worthy.

In attendance: From the Library of Parliament: Maureen Baker, Kevin Kerr and Margaret Young, Research Officers.

Witness: From the University of Montreal: Dr. Jacques Henripin, Professor of Demography.

Pursuant to Standing Order 108(2), the Committee resumed consideration of its investigation into demography and immigration levels.

Jacques Henripin made a statement and answered

At 1:30 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

Elizabeth Kingston
Clerk of the Committee

PROCÈS-VERBAL

LE JEUDI 15 MARS 1990 (28)

[Traduction]

Le Comité permanent du travail, de l'emploi et de l'immigration se réunit aujourd'hui à 12 h 11, dans la pièce 705 au 151, rue Sparks, sous la présidence de Jean-Pierre Blackburn (président).

Membres du Comité présents: Edna Anderson, Jean-Pierre Blackburn, Harry Chadwick, Dan Heap, Allan Koury, Jacques Vien et Dave Worthy.

Aussi présents: De la Bibliothèque du Parlement: Maureen Baker, Kevin Kerr et Margaret Young, attachés de recherche.

Témoins: De l'Université de Montréal: Jacques Henripin, professeur de démographie.

En conformité du paragraphe 108(2) du Règlement, le Comité poursuit son enquête sur la démographie et les niveaux d'immigration.

Jaques Henripin fait un exposé et répond aux questions.

A 13 h 30, le Comité s'ajourne jusqu'à nouvelle convocation du président.

La greffière du Comité
Elizabeth Kingston

EVIDENCE

[Recorded by Electronic Apparatus]

[Texte]

Thursday, March 15, 1990

• 1212

Le président: À l'ordre!

Nous recevons aujourd'hui M. Jacques Henripin, professeur de démographie à l'Université de Montréal.

Monsieur Henripin, comme nous avons eu un vote et que la séance commence avec un retard d'une heure et 10 minutes, pouvez-vous rester plus tard ou si vous êtes restreint par votre horaire?

M. Jacques Henripin (professeur de démographie à l'Université de Montréal): Je dois prendre le train de 14h55.

Le président: Est-ce que les membres du Comité peuvent siéger jusqu'à 13h30?

M. Jacques Vien (député de Laurentides): C'est bien difficile pour moi. Est-ce que je peux être excusé vers 13h00?

Le président: Monsieur Heap, de votre côté, est-ce que cela peut aller?

Mr. Heap (Trinity—Spadina): It is difficult. In the course of it I will make a phone call and check on another matter.

Le président: Disons que nous allons siéger jusqu'à 13h00.

Monsieur Henripin, la parole est à vous.

M. Henripin: Merci, monsieur le président. Je vais faire un exposé très court.

Je dirai d'abord que je ne suis pas un spécialiste de l'immigration et que j'avais un peu résisté à l'invitation qu'on m'avait faite pour cette raison-là, mais on m'a un peu tordu le bras très gentiment et j'ai quand même accepté.

Je vais vous dire quelques mots sur deux questions que j'ai étudiées plus particulièrement au cours des années récentes et qui sont, d'une façon ou d'une autre, liées un peu à l'immigration, mais qui ne portent pas sur l'immigration elle-même.

J'ai beaucoup étudié, au cours des deux dernières décennies, ce qu'on appelle, dans le langage de notre métier, l'évolution démolinguistique au Canada, c'est-à-dire l'évolution de l'importance relative de quelques groupes linguistiques majeurs, pas seulement dans l'ensemble du Canada, mais aussi dans chacun des morceaux du Canada. Mon deuxième sujet, celui qui m'a le plus intéressé récemment, c'est le très faible niveau de fécondité au Canada et, bien plus encore, au Québec.

TÉMOIGNAGES

[Enregistrement électronique]

[Traduction]

Le jeudi 15 mars 1990

The Chairman: Order, please!

Today we have with us Mr. Jacques Henripin, professor of demography at the University of Montreal.

Mr. Henripin, we have had a vote and our meeting is beginning an hour and 10 minutes late; can you stay later or are you under time constraints?

Mr. Jacques Henripin (Professor of Demography, University of Montreal): I have to catch the 2:55 train.

The Chairman: Can committee members stay until 1:30?

Mr. Jacques Vien (Laurentides): That would be very difficult for me. May I be excused at about 1 o'clock?

The Chairman: Mr. Heap, would that be all right for you?

M. Heap (député de Trinity—Spadina): C'est difficile. J'aurai à donner un coup de fil pour voir ce qui se passe concernant une autre question.

The Chairman: Let's say that we'll sit until 1 o'clock.

Mr. Henripin, you have the floor.

Mr. Henripin: Thank you, Mr. Chairman. I'm going to make a very brief presentation.

First of all, I'm not a specialist on immigration and was therefore rather reluctant to accept your invitation; but after a bit of gentle arm-twisting, I accepted.

I'd like to say a few words about two subjects I have concentrated on over the past few years and which are, in one way or another, related to immigration, but which do now focus on immigration proper.

Over the past two decades, I have devoted a great deal of study to what we in our profession call demolinguistic evolution in Canada—the changes in the relative size of certain major linguistic groups, not only in Canada as a whole, but in each of the parts of Canada as well. My second subject—the subject that has interested me the most recently—is the very low fertility rate in Canada and especially in Quebec.

• 1215

Pour ce qui est de la question des groupes linguistiques, je pense qu'elle est assez loin de vos préoccupations, sauf qu'il y a là-dedans un élément qui touche à l'immigration qui intervient pour le Québec en particulier.

Il y a a, au Canada, trois groupes linguistiques qui vont survivre à très long terme. Le groupe anglais survivra partout au Canada. Il y a des associations dont l'objectif est déjà acquis d'avance. Il n'y a pas d'inquiétude de ce côté-là. Il y a une petite inquiétude au Québec, cependant. Les anglophones sont en voie de diminution au Québec, en nombre absolu et surtout en importance relative, mais comme ils sont très concentrés et encore très nombreux à Montréal, ils sont assurés d'une survie pour un bon moment. Mais il doit être assez décevant pour eux de voir leurs troupes perdre de l'importance au Québec et à Montréal en particulier.

L'autre groupe linguistique qui va survivre pour très longtemps, c'est le groupe français, mais au Québec principalement, très probablement en Acadie et aussi sur la frange de l'Ontario qui borde le Québec. Cette frange est un peu menacée, mais elle résiste bien. Une chose est très claire: le français au Québec n'est pas menacé. Du moins, c'est la leçon qu'on tire d'une étude sur l'évolution d'un siècle. Pour en donner une image plus frappante, je dirai que la fraction que représentent les anglophones au Québec est passée de 20 p. 100 en 1871 à environ 10 p. 100 maintenant. Ceux qui essaient de regarder les choses un peu froidement, ce qui n'est peut-être pas le cas de tout le monde, ne voient pas de raison de craindre, pour les deux décennies qui viennent, une réduction tant soit peu significative de la forte majorité francophone dans l'ensemble du Québec, et particulièrement dans l'agglomération montréalaise. Donc, le français, à mon sens, n'est pas menacé du tout au Québec.

Dans le reste du pays, si on exclut le Québec, l'Acadie et la frange de l'Ontario, il n'y a guère d'espoir. On assiste à une réduction relativement rapide, et on ne voit pas ce qui pourrait l'arrêter. Les effectifs absolus diminuent, et l'importance relative diminue encore davantage. C'est un peu désespérant d'essayer de tenir en vie des groupes francophones importants à l'extérieur de ce noyau que j'ai décrit tout à l'heure.

Au Québec, et c'est là qu'il y a un lien avec l'immigration, si l'importance relative des francophones au Québec est assez assurée—et c'est un sujet évidemment très chaud—, c'est grâce à des facteurs négatifs. C'est surtout parce que les anglophones s'en vont. Ce n'est pas très réjouissant, mais disons qu'un des facteurs qui font que la fraction des francophones au Québec a augmenté, contrairement à ce qu'attendaient un certain nombre, c'est qu'un grand nombre d'anglophones ont quitté le Québec pour aller s'établir ailleurs au Canada. C'est un facteur un peu négatif qui n'est pas très réjouissant.

Par contre, il y a un autre aspect de l'immigration qui, lui, nuit au maintien de la fraction des francophones au Québec: c'est l'immigration internationale. Elle n'est pas

[Traduction]

The question of linguistic groups is not, I think, part of your present concerns. One aspect of this question does, however, have a bearing on immigration, and is of special significance in Quebec.

In Canada there are three linguistic groups that will survive in the very long term. The English-speaking group will survive everywhere in Canada. There are associations whose cause is already won. There are no worries on that score. There is, however, a certain concern in Quebec. The numbers of anglophones are declining in Quebec both absolutely and, especially, relatively; but since the population is very concentrated and still quite large in Montreal, they are assured of surviving for a while yet. But it must be very discouraging for them to see their numbers dwindling in Quebec and in Montreal in particular.

The other linguistic group that will survive for a very long time is the French-speaking group—mainly in Quebec, very probably in Acadia and also in that strip of Ontario that runs along the Quebec border. The Frenchspeaking group in this last area is threatened, but is holding its own. One thing is very clear: The French language is not threatened in Quebec. At least, that was the finding of a study on the changes that have taken place over the past century. I can make this point even clearer by saying that the number of anglophones in Quebec has dropped from 20% in 1871 to about 10% today. Those who try to consider things dispassionatelyand not everyone does this-see no cause for alarm in the fact that over the next two decades there will be a slight drop in the numbers of the big French-speaking majority in Quebec as a whole, and particularly in the city of Montreal. In my opinion, therefore, French is not at all threatened in Quebec.

In the rest of the country - with the exception of Quebec, Acadia and the part of Ontario that borders Quebec—there is little hope. We are witnessing a relatively rapid drop in numbers with no foreseeable way to stop it. Absolute numbers are falling, and relative numbers are falling even more sharply. Attempts at keeping francophone groups alive outside the areas I described earlier are rather hopeless.

In Quebec—and here is the connection with immigration—the relative size of the French-speaking population in Quebec is assured—and this is obviously a very sensitive subject—but only because of negative factors. Above all, because anglophones are leaving. It is not a very cheerful thought, but one of the factors that has led to an increase in the French-speaking percentage of the population in Quebec—contrary to what some expected—is the fact that a large number of anglophones have left Quebec to settle elsewhere in Canada. This is a rather negative factor, and not a very heartening one.

On the other hand, there is another aspect of immigration which does negatively affect the maintenance of the relative size of the French-speaking population in

très importante. Il faut dire aussi que nous perdons beaucoup des immigrants que nous recevons au Québec au bout de 10 ans ou de 20 ans; finalement, au bout de 30 ans, les deux tiers sont disparus. Du moins, c'est ce qui s'est passé il n'y a pas longtemps.

J'insiste un peu là-dessus, parce quand on parle d'immigrants ou d'immigrés, on réfléchit la plupart du temps comme si ces gens-là restaient. Au Québec, ce n'est pas vrai. Je pense qu'au bout de 10 ans, on en a déjà perdu un gros quart et même davantage. Je pense qu'on perd 30 ou 40 p. 100 des immigrés qui avaient dit qu'ils voulaient s'établir au Québec. On en perd énormément. Donc, il ne faut pas tenir pour acquis que tous ces gens qui arrivent vont rester.

Je reviens à ma préoccupation concernant le maintien de la fraction des francophones. Ceux qui reste, encore aujourd'hui, choisissent en très grande majorité d'adopter l'anglais plutôt que le français. Cela chagrine évidemment beaucoup les Canadiens français du Québec, peut-être avec raison. Ce n'est pas à moi d'en juger.

• 1220

C'est encore un fait: on n'arrive pas à convaincre les nouveaux arrivants qui ne sont pas déjà francophones, du moins en majorité, d'adopter le français plutôt que l'anglais. Bien sûr, on les force à envoyer leurs enfants dans les écoles françaises, mais cela n'en fait pas pour autant des personnes qui choisissent la langue française plutôt que la langue anglaise.

Les trois langues dont la survie est assurée sont l'anglais un peu partout, le français au Québec et dans la frange autour du Québec, et les langues amérindiennes. Celles-là résistent bien, semble-t-il, à l'assimilation.

Mais les langues autres, l'italien, le grec, etc., sont vouées à la disparition à long terme. Cela ne veut pas dire qu'il n'est pas intéressant de maintenir en vie ces tierces langues pendant un certain temps, parce que c'est un enrichissement culturel pour le pays, mais les mesures que l'on fait sont très claires: au bout d'un certain temps, ces langues-là vont disparaître. Je ne vais donner qu'un chiffre pour démontrer cela.

Parmi les enfants de langue maternelle autre, c'est-à-dire ni le français ni l'anglais, qui sont nés au Canada de parents qui avaient comme langue maternelle une de ces langues autres, donc de parents qui la parlent sans doute sans doute, 80 p. 100 adoptent le français ou l'anglais dans leur foyer quand ils arrivent à l'âge adulte. Ils parlent sans doute encore leur langue d'origine, leur langue maternelle, mais ils adoptent, pour la très grande majorité d'entre eux, l'une des deux langues officielles du pays, surtout l'anglais, au cours de leur vie adulte. Cela veut dire que leurs enfants vont probablement apprendre une de ces deux langues et auront un peu perdu le contact avec la langue d'origine, la langue de l'immigrant lui-même.

[Translation]

Quebec: immigrants from other countries. There are not very many of them. It should also be said that many of the immigrants who come to Quebec leave after 10 or 20 years; after 30 years, two thirds of them have left. At least, that was the case a short while ago.

I am stressing this point because when we talk about immigrants we usually think of these people as staying. In Quebec, they don't stay. I think that after 10 years, we have already lost a good 25% of them and even more. I think that we lose 30% or 40% of the immigrants who had said they wanted to settle in Quebec. We are losing an enormous number of them. So, we should not take it for granted that everyone who comes is going to stay.

Now I come again to my concern with maintaining the relative numbers of the French-speaking population. Even today, the overwhelming majority of those immigrants who stay choose to speak English rather than French. Obviously French Canadians in Quebec are distressed by this, perhaps with good reason. It is not for me to judge.

There is another important fact: We cannot manage to convince the majority of newcomers who are not already French-speaking to choose to speak French rather than English. We do, of course, force them to send their children to French-language schools, but this still does not make them choose French rather than English.

The three languages whose survival is assured are: English, just about everywhere; French in Quebec and in the areas bordering Quebec; and native languages. These are the languages that are successfully resisting assimilation.

But other languages—Italian, Greek, etc.—are doomed to disappear in the long term. This does not mean that it would not be worth while keeping these third languages alive for a certain period of time, because they do culturally enrich the country. Our studies make it clear, however, that after a certain period of time, these languages will disappear. I will give you just one figure to make my point.

Among children whose mother tongue is neither French nor English, and who were born in Canada to parents whose mother tongue was one of these other languages and who doubtless spoke it, 80% choose to speak French or English at home when they become adults. They no doubt still speak their first language, their mother tongue, but the great majority of them choose to speak one of this country's two official languages—and especially English—during their adult life. This means that their children will probably learn one of these two languages and will have lost contact with the first language, the immigrant's language.

Donc, à moins qu'une immigration constante ne vienne renflouer leurs effectifs, ces langues sont, pour la plupart, vouées à la disparition. Il peut y avoir des exceptions, mais en général, il est très clair qu'elles sont vouées à la disparition.

Je m'arrête là pour ce qui est des groupes linguistiques. Je dirai deux mots de la fécondité. Elle est très liée à l'immigration. La réaction de beaucoup de gens est la suivante: Notre fécondité est faible, mais cela n'a pas beaucoup d'importance puisqu'on n'a qu'à remplacer ces berceaux vides par l'arrivée d'immigrants supplémentaires. Je parle de la fécondité du Canada aussi bien que de celle du Québec.

Je veux faire quelques remarques sur ce que représente cette espèce de stratégie. Je dirai d'abord que notre faible fécondité est généralisée dans l'ensemble du monde industrialisé. Je ne parle pas seulement du monde occidental, car le Japon est dans le même paquet. En moyenne, cela correspond à une mesure très, très concrète. Nous, les démographes, on parle toujours de la fécondité en associant les enfants aux femmes. Nous faisons cela pour des raisons techniques. On sait bien qu'il y a des hommes derrière, mais on parle toujours de nombre d'enfants par femme. On peut dire que dans l'ensemble du monde industrialisé, aujourd'hui, les jeunes femmes en âge d'avoir des enfants en ont en moyenne 1.7 ou 1.8. C'est à peu près le nombre d'enfants qu'auront nos jeunes femmes canadiennes âgées de 25 et 30 ans quand elles auront fini de les avoir. On ne le sait pas de façon sûre, parce qu'il faut attendre qu'elles aient atteint 40 ans pour en être à peu près sûr, mais c'est ce qu'on peut deviner de leur comportement récent.

• 1225

Donc, c'est tout à fait semblable au reste du monde occidental. Cela représente un déficit d'un peu moins de 20 p. 100 par rapport à ce qui serait nécessaire pour assurer le maintien de la population, pour assurer qu'un couple d'adultes soit remplacé à la génération suivante par deux enfants. Il faut qu'il y ait très exactement 2.1 enfants pour que cela soit assuré. Si c'est 2 au lieu de 2.1, ce n'est pas une catastrophe, mais le niveau de fécondité du Canada représente un déficit de l'ordre d'environ un cinquième.

Je trouve curieux qu'une espèce animale n'ait plus envie de se reproduire. C'est un peu comme cela que je vois les choses. C'est déjà un peu inquiétant en soi. Si des choses comme celle-là se produisaient dans un troupeau de caribous ou d'orignaux, vous verriez les écologistes se lever et dire: Il y a quelque chose qui ne va pas; il faut faire quelque chose. Mais là, c'est nous: ce n'est pas grand-chose.

Donc, c'est déjà un peu bizarre qu'une espèce animale décide de ne plus se reproduire. C'est un peu le prix de la liberté que nous avons acquise avec la contraception. Cela m'inquiète un peu. Je me dis: Tiens, il y a déjà quelque chose qui n'est pas normal.

[Traduction]

So, unless the numbers of people speaking these third languages are maintained by a steady flow of immigrants, these languages are, for the most part, doomed to die out. There may be exceptions, but on the whole it is very clear that they are doomed to vanish.

I will stop there concerning linguistic groups. I would like to say a few words about fertility. It is very much related to immigration. Many people say that our fertility rate is low but that this does not matter much because we can make up for these empty cradles with more immigrants. I am talking about the fertility rate in Canada as well as in Quebec.

I would like to comment on this strategy. First of all, a low fertility rate is a phenomenon common to the entire industrialized world. I am not talking only about the Western world, because Japan is in the same boat. There is an extremely concrete means of measuring this. We demographers always talk about fertility in terms of the ratio of children to women. We do so for technical reasons. We know that men are involved, but we always look at the number of children per woman. Today, all over the industrialized world, young women of childbearing age have, on average, 1.7 or 1.8 children. This is approximately the number of children that Canadian women now between 25 and 30 will have. We do not know this for a certainty, because we have to wait until they are 40 years old to be quite sure. However, their behaviour in recent years leads us to believe that this will be the case.

So, this is very similar to the situation in the rest of the Western world. It represents about 20% less than what would be necessary to maintain our population, that is, to ensure that an adult couple will be replaced by two children in the following generation. In order to do this, there have to be exactly 2.1 children per couple. If there are 2 children instead of 2.1, it is not a disaster, but Canada's fertility rate is about a fifth lower than that.

I find it strange that an animal species should no longer want to reproduce. That is how I see the situation. That is already worrisome in itself. If this sort of thing were to occur among herds of caribou or moose, environmentalists would be warning us that something was wrong and telling us that we had to do something. But when it is our own species that is concerned it is not a big deal.

So, it is strange enough that an animal species should decide to no longer reproduce. In a way, this is the price we have paid for the freedom we acquired with contraception. This does concern me. I feel that there is something here that is not normal.

Mais il n'y a pas que cela. Cela a des conséquences, dont deux qui sont importantes. Je commence par la plus éloignée et peut-être la moins grave, parce qu'il y a un remède. D'une part, cela va conduire à une réduction de la population à moins que ce ne soit renfloué par un recours à l'immigration. Avec un déficit de fécondité comme celui que j'ai mentionné, on a quelques années de répit, mais quand les choses se seront stabilisées, cela représentera une réduction de population de 30 p. 100 en 50 ans. Si la population canadienne maintenait son niveau de fécondité actuel, ne recevait pas d'immigrants et ne cédait pas d'émigrants à l'étranger, vers 2030 ou 2040, on commencerait à décliner au rythme de 30 p. 100 par demisiècle.

Puisqu'on m'a demandé d'insister un peu sur le Québec, je vais en dire un mot en particulier. La situation au Québec est plus grave, parce que nous faisons moins d'enfants au Québec. Nous n'avons pas 1.7 ou 1.8 enfant comme dans le reste du monde industrialisé; nous en avons probablement 1.5 ou 1.6. Ce que je vous dis est un peu plus élevé que ce qu'on lit dans les journaux et que ce que disent souvent les démographes, mais ils se basent sur des mesures qui me paraissent un peu critiquables. Pour utiliser la même mesure que tout à l'heure, les jeunes Québécoises d'aujourd'hui, de 25 à 30 ans, quand elles auront fini d'avoir des enfants, en auront eu en moyenne 1.5 ou 1.6 chacune. C'est un déficit de 25 à 30 p. 100. Cela commence à être beaucoup et cela conduit à une réduction éventuelle de la population beaucoup plus rapide, soit de 40 p. 100 en 50 ans. C'est perdre presque la moitié de ses effectifs en 50 ans.

À cet effet un peu désagréable, il y a un remède: on peut recourir à l'immigration. Quand on se place du point de vue de l'ensemble du Canada, il semble que le remède ne soit pas un remède de cheval. Il semble que cela n'oblige pas à recourir d'une façon trop intempestive à l'immigration; 150,000 ou 180,000 immigrants par année régleraient le problème. Ce n'est pas énorme.

Quand on se place du point de vue du Québec, c'est un peu plus grave, et cela pour deux raisons. Comme nous avons moins d'enfants, il faudrait faire venir plus d'immigrants pour les remplacer. D'autre part, ces immigrants ne restent pas. Au Canada, il y en a 75 p. 100 qui restent. Au Québec, il y en a seulement un tiers qui restent dans le territoire de la province. Je parle des immigrants internationaux, des immigrants étrangers.

Je me suis amusé, avec un de mes collègues, à calculer combien il faudrait faire venir d'immigrants pour assurer que la population du Québec se maintienne à 7,000,000. Pour l'instant, on n'en a pas besoin puisque la population continue de croître. On a encore du temps: on a deux ou trois décennies de répit devant nous car le phénomène ne s'emballe pas. Mais encore une fois, à partir de 2030 ou 2040, cela va commencer à devenir très sérieux, et on va s'engager sur une pente d'une réduction de 1 p. 100 par année cette fois. À ce moment-là, il faudrait faire venir à peu près 100,000 ou 120,000 immigrants des autres

[Translation]

But that is not the only thing. This situation has consequences, two of which are of major importance. I will start with the one that is the farthest away and possibly the least serious, because there is a remedy. On the one hand, our demographic deficit will lead to a decrease in the population unless we resort to increased immigration. With the fertility deficit I mentioned, we have a few years of respite; but when the situation has stabilized, this will mean a 30% decrease in the population over 50 years. If Canadians were to maintain their present fertility rate, were not to accept immigrants and did not lose emigrants to foreign countries, then, towards 2030 or 2040, our population would begin to decrease at a rate of 30% every 50 years.

Since I have been asked to do so, I would like to discuss Quebec in particular. The situation in Quebec is more serious, because Quebeckers are having fewer children. We do not have 1.7 or 1.8 children as does the rest of the industrialized world; we are only having 1.5 or 1.6. The figures I am giving you are a bit higher than the figures that are published in newspapers and the figures that are often quoted by demographers, but the latter are based on measurements I feel are a little unsound. If we use the same means of measurement that I mentioned earlier, young women in Quebec who are now between 25 and 30 years old, will, when their childbearing days are over, have had an average of 1.5 or 1.6 children each. This means a deficit of 25% to 30%. That is a lot, and will lead to a more rapid decrease in the population-40% in 50 years. That would mean losing almost half of our population in 50 years.

There is a remedy for this rather unpleasant situation, and it is immigration. If we consider the whole of Canada, the remedy does not seem all that drastic. We would not have to bring in excessive numbers of immigrants; 150,000 to 180,000 immigrants a year would solve the problem. That is not a huge number.

When we consider Quebec, the situation is a bit more serious, and there are two reasons why. As we have fewer children, we will need more immigrants to replace our population. Further, immigrants do not stay in Quebec. In Canada, 75% of immigrants stay. In Quebec, only a third remain in the province. I am talking about immigrants from other countries, foreign immigrants.

One of my colleagues and I had fun calculating how many immigrants we would have to bring in to maintain the population of Quebec at 7,000,000. For the moment, we do not need immigrants because the population is still growing. We still have time—a respite of two or three decades—before the phenomemon really kicks in. But again, from 2030 or 2040 on, the situation will start getting very serious and our population will decrease by 1% a year. At that point, we would have to bring in approximately 100,000 to 120,000 immigrants from other provinces or other countries. I think that this would be

provinces ou des autres pays. Cela me paraît difficile à réaliser, mais c'est ce que donnent les calculs.

• 1230

Donc, pour le Québec en particulier, il me semble qu'on ne peut pas dire qu'on n'aura pas à se soucier de la fécondité au milieu du siècle prochain, car on n'aura qu'à faire venir des immigrants pour remplacer. Cela fait vraiment beaucoup, beaucoup d'immigrants.

Je passe à la deuxième conséquence de cette faible fécondité: elle conduit assez rapidement au vieillissement. C'est le premier phénomème difficile auquel on aura à faire face, je pense, et cela vaut pour le Canada et pour le Québec. On trouvera une fraction très importante de personnes âgées dans nos sociétés. Cela va lentement pour l'instant. Nous veillissons en ce moment; depuis un siècle, nous veillissons lentement. N'écoutez pas trop les gens qui vous font des perspectives pour l'année 2000, parce que d'ici l'an 2000, cela va continuer à s'accentuer, mais lentement. C'est à partir de 2010 que le phénomène s'emballera, c'est-à-dire que la fraction des personnes âgées va vraiment se mettre à augmenter rapidement, et cela pour une raison très simple: vers 2010 vont arriver à l'âge de 65 ans les premiers enfants du baby boom; ils vont atteindre 65 ans et grossir les effectifs des personnes âgées qui ont toutes les chances de prendre leur retraite.

Pour vous donner un ordre de grandeur, on peut s'attendre à ce que vers 2030, le phénomène ait pris une dimension un peu stable. Il faut cependant attendre longtemps pour que le niveau de fécondité produise tous ses effets en matière de fraction des personnes âgées, puisque cela dépend surtout de cela. On peut penser que le niveau de fécondité actuel, s'il se maintient, va nous conduire à une proportion de 21 ou 22 p. 100 de personnes de plus de 65 ans vers 2030.

Au Québec, c'est bien plus grave puisque la fécondité est plus faible. Si elle se maintient à 1.6 enfants, nous devrons vivre avec une fraction de personnes de plus de 65 ans de l'ordre de 25 à 27 p. 100. En ce moment, c'est 10 p. 100, aussi bien au Canada qu'au Québec. Les deux régions se ressemblent beaucoup. C'est le niveau de fécondité qui va déterminer cela, fondamentalement.

Cela pose des problèmes de coûts de santé évidemment. Ce ne sont pas les plus graves. Je pense que les problèmes les plus graves seront liés à l'assurance d'une pension de retraite convenable pour toutes ces personnes. Quels que soient les moyens financiers privés et publics qu'on puisse envisager, il reste qu'une très grande partie de la production des adultes devra être utilisée pour permettre à ces personnes âgées de vivre convenablement, à moins qu'on ne les convainque de travailler plus longtemps. Ce n'est pas du tout dans les courants dominants de l'opinion publique que de repousser l'âge de la retraite; on a plutôt tendance à l'avancer. Je pense qu'un jour ou l'autre, peut-être assez rapidement, et on ferait peut-être bien d'y penser dès maintenant, il va falloir mettre les vieux au travail, car les travailleurs adultes ne consentiront peut-être pas à certains sacrifices pour donner des moyens

[Traduction]

difficult to do, but according to our calculations, those are the numbers we would need.

So, in the case of Quebec in particular, I do not think we can say that there is no need to worry about the fertility level in the middle of the next century, since all we have to do is bring in more immigrants. That would be a great many immigrants.

I will now deal with the second consequence of this low fertility rate: it will lead quite quickly to the aging of the population. This is the first problem we shall have to deal with both in Canada and in Quebec. There will be a large proportion of old people in our society. Things are going slowly right now. Our population is aging today; it has been aging slowly for a century. Do not pay too much attention to people who talk about what is going to happen in the year 2000, because between now and 2000 the trend will grow, but slowly. It is in 2010 that the trend will accelerate, that the proportion of old people will really start growing rapidly, and this for a very simple reason: towards 2010 the first children of the baby boom will reach the age of 65 and swell the ranks of the aged who are about to retire.

To give you an idea of the scale of this phenomenon, we can expect that towards 2030, the trend will have stabilized. Nevertheless, it will be a long time before the full effect of the fertility level, is felt in the proportion of older people—and it is above all this factor that is important. We feel that if the present fertility rate is maintained, this will result in 21% or 22% of our population being over 65 years of age towards the year 2030.

In Quebec, things are even more serious because the fertility rate is lower. If the rate is maintained at 1.6 children, we will have to deal with a proportion of people over 65 years of age that accounts for 25% to 27% of our population. At the present time, it is 10%, both in Canada and Quebec. The two societies are quite similar. It is, basically, the fertility rate that will determine these things.

Obviously, this will lead to problems in paying for health care. But these are not the worst problems. I think that the most serious problems will have to do with ensuring that all these people have decent pensions. No matter what our private and public financial means will be, a great deal of adult productivity will go into ensuring that these old people live decently, unless they can be persuaded to work longer. The idea of increasing the age of retirement is not at all popular nowadays; the trend is rather towards retiring earlier. I feel that sooner or later, and perhaps quite quickly—and we had better start thinking about it now—we are going to have to put old people to work, because adult workers may not agree to make sacrifices in order to ensure that these huge numbers of old people have adequate means.

de vivre à peu près satisfaisants à de telles fractions de personnes âgées.

À ce problème-là, l'immigration n'est pas un remède. L'immigration, contrairement à ce qu'on dit parfois, ne rajeunit pas beaucoup les populations. Elle les rajeunit un peu, mais pas beaucoup. Je ne parle pas de l'annuler, parce qu'on va vieillir de toute façon. C'est clair et net: on va atteindre très certainement 17, 18 et peut-être même 20 p. 100 de personnes âgées de plus de 65 ans. Il faudrait éviter d'aller beaucoup au-delà de cela. Ce sera déjà le double de ce que nous avons maintenant, et on arrive mal à faire vivre convenablement nos vieux.

• 1235

Il n'y a qu'une façon d'alléger un peu ce vieillissement: c'est d'augmenter un petit peu la fécondité. On parle beaucoup de cela au Québec. On commence même à agir. Dans le reste du Canada, je n'entends pas beaucoup d'expressions d'inquiétude à l'égard de la fécondité. Il est vrai qu'elle est moins alarmante dans l'ensemble du Canada qu'au Québec, mais tout de même, le Canada a devant lui des perspectives de fraction de personnes âgées très importante. Si on pouvait réduire cela un peu, ce serait bien. C'est peut-être moins pressant pour l'ensemble du Canada. Encore une fois, l'immigration n'est pas une solution à cela; c'est une solution très, très partielle.

Monsieur le président, je vais m'arrêter là. J'ai peut-être parlé plus longtemps que je n'aurais dû. Je m'en excuse.

Le président: Monsieur Henripin, ne vous en faites pas; c'était très intéressant. Je pense que plusieurs questions vous seront posées.

Mr. Heap: Mr. Chairman, first on a point of privilege I want to apologize for being angry at the beginning in response to Mr. Weins. I know he was teasing me. I am sorry I could not take a joke, because I understand the frustration of people who waited.

Mr. Vien: As long as you do not call me Mr. Weins. My name is Vien.

Mr. Koury (Hochelaga—Maisonneuve): That is all right, Dan. I was called Mr. Kindy this morning.

Mr. Heap: I apologize for that too, Mr. Vien.

I wish to thank Professor Henripin for being with us today to help us with this subject, because it is one we have wrestled with, and I am not sure we will finish the wrestling today. If I am not mistaken I think the professor chose not to discuss the reasons for the fertility drop. He referred to one of them, the availability of contraceptives, but he did not comment upon whether there are others. I myself am concerned about it, although I do not feel personally responsible for it, being the father of 7 and

[Translation]

Immigration is not a solution to this problem. Immigration, contrary to what has sometimes been said, does not produce a much younger population. It makes for a slightly younger population, but only slightly. I am not talking about cancelling it, for aging is going to be there in any event. No doubt about it, the proportion of people over 65 years of age in the population will certainly reach 17, 18, and even perhaps 20%. We should try and avoid going much beyond that figure. That is already twice the present percentage, and we have difficulties now in providing older people with a reasonable standard of living.

There is only one way to counteract, in a small way, this aging situation: A small increase in the birthrate. There is a lot of talk about this in Quebec. They are even beginning to act. In the rest of Canada, we have not heard much concern being expressed regarding the birthrate. It is quite true that the situation is less alarming for the whole of Canada than it is for Quebec; however, Canada can look forward to a very high proportion of older people in the population. If that could be somewhat reduced, it would be all to the good. But the issue is perhaps less pressing for the whole of Canada. Once more, immigration is not a solution; it would have a very limited effect.

Mr. Chairman, I am going to stop there. I may have talked somewhat longer than I should have and I apologize for it.

The Chairman: Do not be concerned about that, Mr. Henripin; it was quite interesting. I am sure that you will have to answer a few questions.

M. Heap: Monsieur le président, je voudrais tout d'abord traiter d'une question de privilège car je voudrais m'excuser auprès de M. Weins pour avoir répondu d'un ton très acerbe à sa remarque. Je sais qu'il me taquinait. Je m'excuse d'avoir réagi de mauvaise grâce, car je comprends la frustration de ceux qui doivent attendre.

M. Vien: Tant que vous ne m'appelez pas M. Weins. Je m'appelle Vien.

M. Koury (Hochelaga—Maisonneuve): Ne vous en faites pas, Dan. Ce matin, on m'a bien appelé M. Kindy.

M. Heap: Je m'excuse aussi de cette erreur, monsieur Vien.

Je tiens à remercier le professeur Henripin d'avoir bien voulu venir nous parler aujourd'hui de ce sujet qui nous a donné du fil à retordre et je ne suis pas du tout sûr que nous pourrons régler les difficultés aujourd'hui. Si j'ai bien compris, je crois que le professeur a préféré ne pas traiter des raisons qui auraient entrainé cette chute de la fécondité. Il en a mentionné une, l'accès aux contraceptifs, mais il n'a pas indiqué s'il y avait d'autres raisons. C'est une question qui me préoccupe bien que je

grandfather of 13 and counting. I have done my bit, so has my wife, and so have some of our children.

I do feel that we should look at it not just in an abstract sense saying, well, we should have a certain number of people in the country and without fertility or else immigration we cannot get them, and not even talking about the question of how are going to ensure that old people will be supported with a sufficiently high standard of living, because that is a rather circular argument.

Our previous generations had a lower standard of living, no matter what age they were, so there is nothing absolute about whether we have one car, two cars or three cars in the garage, or no car. I am concerned, though, with the tendency to avoid having children, amongst many of my friends in Toronto and elsewhere. I am concerned about what it means about our understanding of our society, our community.

In downtown Toronto, in which I have lived for over two decades and represented it on city council and now here, one reason is very clear: the high, high, high cost of housing. If a young couple or a young single person undertakes to raise a child, it is tough to hold a job downtown and live downtown, and it is tough to commute, maybe two hours each way.

• 1240

More than that, with cut-backs in budgeting not at just one level for education and for health care, I heard one of my colleagues in city council some years ago say that this city is "anti-child". Now, that seems like a very harsh or general condemnation to make, but I get the feeling that in our country there is a sense that we cannot afford, for example, a really good day-care system. Now, if Canada cannot afford a day-care system, how is it that some other countries do?

I do not know which is cause and which is effect. It probably is a kind of situation where the two interact, that the decision not to have any children or not to have more than a small number of children contributes to the feeling that we should not have to pay for taxes for schools and day-care centres for other people's children, or to the shortage of good day care for children. Sometimes the difficulty of getting good education or health opportunities can be a reason for people to say they will not have children or that they will not have so many children.

[Traduction]

ne me sente pas personnellement visé étant le père de sept enfants et le grand-père de 13 petits-enfants, et ce n'est pas fini. J'ai apporté ma contribution, ainsi que ma femme, et certains de nos enfants.

Il me semble que nous ne devrions pas nous contenter de considérations abstraites et de dire, eh bien, nous devrions avoir un certain nombre d'habitants dans notre pays et nous ne pourrons pas y arriver sans un taux de fécondité suffisant, ou encore sans recourir à l'immigration et ceci ne touche pas la question de savoir comment on pourra s'assurer que les personnes âgées pourront avoir un niveau de vie acceptable, car ceci serait un argument circulaire.

Les générations qui nous ont précédés avaient un niveau de vie inférieur au nôtre, quel que fut leur âge, et il n'y a rien d'absolu au nombre de voitures dans le garage ou à l'absence de voiture. Je m'inquiète cependant de cette tendance à éviter d'avoir des enfants, tendance que je constate chez nombre de mes amis à Toronto et ailleurs. Que cela nous révèle-t-il de notre compréhension de notre société, notre collectivité?

Au centre-ville de Toronto, où j'ai habité plus de 20 ans et que j'ai représenté au conseil municipal et maintenant ici, une explication est évidente: le coût extrêmement élevé du logement. Si un jeune couple, ou une personne seule, décide d'élever un enfant, il est difficile de vivre et de travailler au centre-ville, et il est également difficile de consacrer quatre heures par jour au déplacement entre le lieu de travail et un logement en banlieue.

Mais les choses vont plus loin, il faut tenir compte des compressions budgétaires, à plusieurs niveaux, touchant l'enseignement et les soins de santé; il y a quelques années, l'un de mes collègues au conseil municipal disait que cette ville était «anti-enfant». On pourrait penser que c'était là une condamnation très dure ou trop générale, mais j'ai l'impression que l'ensemble de notre population estime que nous ne pouvons pas nous payer, par exemple, un réseau de garderies de qualité. Tout de même, si le Canada ne peut pas le faire, comment se fait-il que d'autres pays le peuvent?

Je ne sais pas ce qui est la cause et ce qui est l'effet. Il s'agit probablement du genre de situation où les deux éléments en présence s'influencent mutuellement et que la décision d'avoir peu ou pas d'enfants explique en partie cette impression que nous ne devrions pas avoir à payer des impôts pour des écoles et des garderies destinées aux enfants des autres, ou bien c'est la pénurie de garderies de qualité qui influe sur la décision. Dans certains cas, la difficulté d'accès à un bon système d'éducation ou de soins de santé pourrait expliquer pourquoi certains disent qu'ils ne veulent pas avoir d'enfants ou qu'ils ne veulent pas avoir une famille nombreuse.

Text

I am wondering, professor, whether you have any comment on the reasons for this decline in fertility and, related to that, how we can address it.

Le président: Monsieur Henripin.

M. Henripin: Je pourrais vous donner un cours de deux ou trois heures là-dessus, mais j'essaie de me résumer un peu. Monsieur le député a mentionné les contraceptifs. Pour moi, les contraceptifs, sont moins une raison pour ne pas avoir d'enfants qu'un moyen pour ne pas les avoir. Pendant la crise économique, beaucoup de populations du monde occidental ont eu très très peu d'enfants avec des moyens contraceptifs. Aujourd'hui on trouverait ces moyens absolument lamentables. Ils ont été très efficaces parce que les gens étaient très motivés. Donc, c'est sûr que les contraceptifs accessibles, faciles, efficaces, etc. aident. Mais, ils ne touche pas, je pense, aux raisons.

Les raisons sont multiples je crois et elles sont de tout ordre. On pense souvent aux moyens financiers dont disposent les jeunes couples; or ils sont plus riches qu'ils l'étaient en moyenne. Mais, s'il faut comparer ces moyens financiers qui sont plus élevés qu'autrefois avec leurs aspirations, ces dernières sont encore bien plus grandes. Il faut toujours comparer les moyens qu'ont les couples de réaliser leurs aspirations. Je pense que les aspirations sont allées plus vite que leurs moyens financiers. Il y en a beaucoup en chômage et il y a certainement là une partie du problème. Mais, ce n'est pas tout. Apparemment, il n'y a pas que les pauvres et les gens qui n'ont pas un avenir économique intéressant devant eux qui font peu d'enfants. Il y a aussi ceux qui sont très bien placés et qui n'en font pas davantage. Pour cpmprendre ces derniers il faudrait faire appel à leur désir de liberté: de pouvoir prendre des vacances quand ils le veulent, d'aller où ils veulent en vacances, de voyager sans être encombrés par des enfants, de sortir, d'aller voir des amis, enfin il y a toutes sortes de choses qu'on peut faire évidemment très facilement quand on n'a pas d'enfants et qui deviennent un peu plus onéreuses lorsqu'on en a. Mais, il y a des sacrifices à faire et, ma foi, il y en a qui préfèrent la liberté à ce genre de plaisir. Il y a du plaisir à élever des enfants, seulement ceux qui ne l'ont jamais fait ne le savent pas. On voit surtout les inconvénients sans voir les plaisirs qu'on peut y trouver. C'est un problème.

Et je dirais qu'il y a peut-être aussi derrière tout cela, pour aller très vite, un un aspect—je ne sais pas comment l'appeler—psychologique ou moral. Mais, cet aspect n'est pas vérifié, c'est une hypothèse que je vous présente. J'ai l'impression que les jeunes d'aujourd'hui sont très axés sur le présent, ne sont pas facilement prêts à prendre en considération les avantages et les coûts du futur. Or, c'est sûr que si on est un peu trop axé sur le présent, des enfants c'est embêtant. Il vaut bien mieux ne pas en avoir. Mais, en décidant ainsi ou en attendant trop longtemps, on se prive peut-être de satisfaction qu'on ignore ou qu'on fait mine d'ignorer pour l'avenir. J'ai vu des femmes en particulier qui disent cela et qui arrivent à l'âge de 40 ans, qui ont fait une vie absolument extraordinaire, qui ont eu

[Translation]

Je me demande si vous auriez des commentaires sur les raisons de ce déclin de la fécondité et, en ce sens, comment nous pourrions aborder le problème.

The Chairman: Mr. Henripin.

Mr. Henripin: I could give you a two- to three-hour lecture on that subject, but I will try to summarize. You have mentioned, sir, contraception. In my opinion, contraception is less a reason for not having children than it is a means not to have them. During the great depression a number of Western nations had a very low birth rate as a result of contraception. The methods used would be found to be very deficient today. They turned out to be very effective because people were very motivated. No doubt effective, easily obtainable and accessible contraceptives are helping. But they are not, in my opinion, the reason why.

I believe that there are many different reasons. The financial situation of young couples is often mentioned; and yet, they are wealthier than they used to be, on the average. But, though their financial situation is better than it used to be, this must be compared to their expectations, and these are considerably higher. We must always think in terms of comparing the available means to the expectations that the young people have. I think that the growth of their expectations has outpaced the growth of their financial means. A lot of young people are unemployed and this is, no doubt, part of the problem. But it does not explain everything. It is not only the poor and those facing a bleak economic future who have a low birth-rate. We also have those who are very well off and who also have few children. To understand the latter group, we have to consider their desire for freedom: Freedom to take a holiday whenever they want, to go where they wish to spend their vacation, to travel without the bother of children, to go out, to visit friends; all in all, there are a number of things that can be done much more easily when there are no children and become a little bit more difficult when children are there. There are sacrifices that are necessary and, after all, some people put their freedom ahead of that kind of satisfaction. There are satisfactions in raising children, but those who never had children do not know it. The inconvenience looms large and the satisfaction is not perceived. There is a problem there.

I might say that behind all this, and I am trying to be as brief as possible, we find an element—I do not know what to call it—psychological or moral. But this has not been confirmed and it is only a hypothesis. I am under the impression that today's youth is very centred on the here and now, and they are not easily inclined to take into consideration future benefits and costs. There is no doubt that if one is somewhat too much concerned with the here and now, children are a nuisance. It is then preferable not to have any. Such a decision, however, or the decision to postpone them for too long, may deprive someone of future satisfactions that are not recognized or that one pretends to ignore. I have heard this kind of comment, mostly from women who reach their 40's and

des amants, qui ont eu un bon niveau de vie, un métier intéressant, etc. Lorsqu'elles arrivent à 40 ans et qu'elles commencent à réfléchir, parfois trop tard, à quelque chose qui manque... ce sont les enfants. Il doit y avoir des hommes aussi qui se placent dans les mêmes situations, mais on l'entend surtout des femmes.

• 1245

Il y a le problème de bargaining si l'on veut entre le futur et le présent. Je trouve que les jeunes d'aujourd'hui sont très axés sur le présent. Alors, cette motivation joue aussi. C'est très compliqué. Il n'y a pas de théorie générale qui explique la fécondité. Les démographes s'arrachent les cheveux pour essayer d'y comprendre quelque chose.

Le président: Merci bien, monsieur Henripin. Malheureusement, monsieur Heap, votre temps est déjà écoulé. Si les membres de notre côté le veulent bien, on pourrait poser des questions de cinq minutes, étant donné le peu de temps que nous avons. Madame Anderson, suivie de M. Koury.

Mrs. Anderson (Simcoe Centre): Thank you very much. What you are doing is most interesting and appreciated. It is an awful lot. I have not gone through it at all, but I think you have covered it extremely well.

Looking back to the old days, I think houses were bigger. Aunts and uncles perhaps lived at home. You had a chance of having extra help in the house. You probably had place for a garden, things that were geared to a family life, with a husband working and able to look after things. There was no TV.

Life was certainly quite different. Today when you look at how we are set up with an apartment type of life, aunts and uncles are really separate, and there is not the same family mix. They are living either in a home or still in their own place. Life is quite different. It is tough, I know. As you have stated the costs are high.

When I was young the one thing my parents said to me was to get myself an education, in case I had to look after myself, look after my children. They told me to get myself qualified. I think this was the era when they started really thinking that women must get out in the work force just to preserve themselves. There are many reasons for that. There had been a war, wives were left alone, and it had also become quite prevalent to have divorces. Women were left, that sort of thing. I think that is where the buildup of this all started.

I do not know what the answer is today. But I certainly know in the small community where I live that people are coming to this area to live. It is an open space with places for children. They are rearing children there. Perhaps it is less expensive than Toronto, but not much; there are a lot coming up for that reason. I do not know what the answer is.

[Traduction]

have had an absolutely extraordinary life, who have had lovers, a good standard of living, an interesting profession, etc. When they reach 40 and begin, sometimes too late, to reflect upon what is missing. . . it is children. There must also be men who find themselves in the same situation, but we hear mostly from women.

There is the issue of bargaining, or trade-offs if you will, between the future and the present. I find that today's young people are very centred on the here and now. This motivation also comes into play. It is quite complex. There is no general theory to explain birthrates. Demographers are tearing their hair out over this one.

The Chairman: Thank you very much, Mr. Henripin. Unfortunately, Mr. Heap, your time has run out. If the members on our side agree, given the limited time we have left, we could limit question time to five minutes. Mrs. Anderson, and then Mr. Koury.

Mme Anderson (Simcoe-Centre): Merci beaucoup. Ce que vous faites est très intéressant et nous vous en remercions. C'est un gros travail. Je n'ai pas pu tout examiner, mais je pense que vous avez très bien traité ce sujet.

En pensant au bon vieux temps, je crois que les maisons étaient alors plus grandes. Il y avait des oncles et des tantes à la maison. On pouvait être aidé. On avait souvent assez de place pour un jardin, et tout était axé sur la vie familiale. Le mari travaillait et pouvait s'occuper de bien des choses. Et il n'y avait pas de télévision.

La vie n'était certainement pas la même. Voyez ce qui se passe maintenant avec la vie en appartement, les oncles et les tantes qui ne sont pas à la porte d'à côté, et une composition familiale qui n'est plus la même. La parenté vit dans un foyer d'accueil ou, encore, a conservé son propre logement. Tout change et ce n'est pas facile, je le sais. Et comme vous l'avez indiqué, les coûts sont très élevés.

Quand j'étais jeune, mes parents ont insisté sur une chose: je devais poursuivre mon éducation au cas où je devrais subvenir à mes besoins et à ceux de mes enfants. Ils me disaient qu'il fallait que je devienne compétente. Il me semble que ce fut l'époque où on commença à penser sérieusement au fait que les femmes doivent travailler tout simplement pour subvenir à leurs besoins. Il y a bien des raisons pour cela. Il y a eu la guerre, les épouses se sont retrouvées seules et le divorce est aussi devenu très fréquent. Des femmes étaient abandonnées, et le reste. Je crois que c'est alors que cette tendance a pris naissance.

Je ne sais pas quelle est la réponse aux problèmes que nous rencontrons aujourd'hui. Ce que je sais, c'est que dans la petite communauté où j'habite, nous voyons de nouveaux arrivants qui viennent s'y installer. On y trouve de l'espace et les enfants y ont leur place. Les nouveaux venus y élèvent leurs enfants. Peut-être est-ce moins coûteux qu'à Toronto, mais pas de beaucoup; bon nombre

We look at immigration; you say they move. You mention that this does not replace this fertility.

The gap of years 25 to 30, which are the child-bearing years, 1.5 children... In your brief you mentioned roughly 2 or 2.2 would keep the level of people stable. It does not seem much, from 1.5 to 2. What can be done? What would you suggest to improve fertility? Can we encourage education courses in this? What can we open up? What can we do?

Le président: Oui, monsieur Henripin.

M. Henripin: C'est là l'objet du dernier chapitre de mon petit livre qui a été traduit et distribué aux membres. Pour résumer tout cela je ferai quelques remarques seulement. Je ne veux pas répéter tout ce qu'il y a dans le texte. Je ne mettrai pas de l'avant d'abord ce qu'on appelle les mesures natalistes classiques: les allocations familiales, des subventions aux garderies. . . Ce n'est pas que je ne trouve pas ces mesures bien, je les trouve très importantes. Mais, il y a des choses peut-être plus fondamentales. Il y en a deux ou trois qui me paraissent importantes. D'abord, le discours des leaders. Je pense que c'est très important.

Quand on vit un problème social grave, on s'attend à ce que les leaders, non seulement les hommes politiques, mais aussi les directeurs d'entreprises, les directeurs syndicaux, les journalistes, les artistes, les gens dont la parole a une portée, doivent en parler, doivent le dire. Un premier élément de solution est de le dire ce problème.

• 1250

Le deuxième point auquel je m'attaquerais serait de réduire le conflit qui existe entre les responsabilités familiales des jeunes parents et leurs responsabilités professionnelles. Il est très difficile encore aujourd'hui, pour beaucoup de monde, de faire les deux à la fois. Un des deux conjoints, et c'est la femme évidemment, pas toujours mais la plupart du temps, doit sacrifier, au moins pour un certain nombre d'années sa carrière, pour s'occuper de l'éducation des jeunes enfants. Le monde du travail doit se réorganiser en conséquence.

Autrefois le monde du travail était organisé par des hommes qui faisaient élever leurs enfants par leur femme. Il n'y a pas de problème là. Mais, aujourd'hui, ces femmes travaillent. Je ne pense pas qu'on réussisse facilement les faire rentrer chez elle, même pas pour six ou huit ans, le temps d'élever des jeunes enfants; pas toutes en tout cas. Ou alors, si on le fait, il faudrait s'en occuper un peu. Il faudrait faire en sorte que si une femme décide de sacrifier, disons huit années de sa vie, pour élever ses jeunes enfants jusqu'à ce qu'ils aillent à l'école, elle ne perde pas pied dans sa carrière, dans sa profession, avec son entreprise. Il faut qu'elle soit assurée d'abord de retrouver son poste ou un poste équivalent et qu'elle ne soit pas complètement rouillée quand, après avoir passée

[Translation]

viennent pour cette raison. Mais je ne connais pas la réponse.

On pense à l'immigration; vous dites que les immigrants sont mobiles. Vous nous dites que l'immigration ne remplace pas la fécondité.

Pour les femmes de 25 à 30, l'âge d'avoir des enfants, 1,5 enfant... Votre mémoire indique qu'il faudrait une moyenne d'environ 2 à 2,2 pour avoir une population stable. Cela ne semble pas énorme, passer de 1,5 à 2. Comment le faire? Comment augmenter la fécondité? Faudrait-il encourager un programme d'éducation à ce sujet? Quelle voie ouvrir? Que pouvons-nous faire?

The Chairman: Yes, Mr. Henripin.

Mr. Henripin: The last chapter in the little book that was translated and distributed to members deals with that issue. To summarize all of this I will mention only a few points. I do not want to repeat what is in that document. I am not going to stress what are usually referred to as the classical measures to promote an increase in the birthrate: family allowances, subsidies to daycare centres. . . not that I disapprove of such measures; on the contrary, I find them to be quite important. But there are other aspects that are perhaps more fundamental. Two or three of those are important in my opinion. First of all, statements by leaders I believe this to be very important.

When confronted with a serious social issue, one expects that leaders, not only politicians, but also business managers, union leaders, journalists, artists, people who are heard, must discuss the issue, they must speak out. The first step toward solving the problem is to talk about it.

The second point I would make is that we must reduce the conflict between the professional and family responsibilities of young parents. For many young couples today, it is still very difficult to cope with both at the same time. One of the spouses, and in most if not all cases it is the woman, must sacrifice a few years of her career to raise the children. What we need is a reorganized work world.

In the past, the work world was organized by men whose wives raised their children. There was no problem. Today, however, these women are working. I do not think it would be easy to get these women to go back to raising their children at home, even for six or eight years. Not all women would go along with such an idea in any case. There must be some incentives to encourage women to do this. We must ensure that if women decide to sacrifice, say, eight years of their life to raise their children until they are school age, they do not lose ground in their company or in their career. Women must be guaranteed of getting their own or an equivalent position back on their return to the labour force and that they will not be completely lost and rusty when they come back after

huit ans à s'occuper de jeunes enfants, elle retourne au travail un peu perdue. Il y aurait des choses qu'on pourrait faire aussi bien pour les hommes d'ailleurs que pour les femmes. J'espère qu'il y a certains hommes qui se laisseront tenter par l'expérience d'élever de jeunes enfants chez eux ou de la partager avec leur femme.

Je pense que le monde du travail doit se réorganiser d'une façon beaucoup plus souple: travail à temps partiel, des congés facilement accordés pour s'occuper des jeunes enfants, des congés partiels... Enfin, il y a toute une réorganisation que certains pays européens ont déjà commencé à établir d'ailleurs. Cela me paraît aussi très important, et peut-être plus important que des mesure purement financières commes des prestations familiales, qui sont tout aussi importantes. Les sociétés jusqu'à maintenant se sont faites offrir, gratuitement ou presque, les enfants dont elles avaient besoin sans payer à peu près quoi que ce soit. L'instruction jusqu'à la 10^e année, à peu près; traditionnellement, c'est tout ce que les enfants coûtait aux sociétés, même pas les soins de santé.

Aujourd'hui, les jeunes couples disent non, on ne les fait plus gratuitement les enfants, vous allez nous aider davantage financièrement. Le Canada est vraiment tout à fait minable comparé à certains pays européens en matière d'aide financière aux familles. On le fait très peu ou si on le fait, on le fait mal. Ce n'est pas visible.

J'ai lu une étude l'autre jour là-dessus. Un auteur avait compté 25 ou 30 programmes différents d'aide financière aux parents d'enfants; un autre auteur en avait compté près de 50. Or, quand vous êtes en face d'un système compliqué vous ne le percevez plus, les jeunes parents ne se rendent même plus compte de l'aide que l'État leur donne. Cette aide n'est pas très grande, mais si petite soitelle, elle est presque invisible tellement elle est dispersée dans un grand nombre de problèmes et mêlée à d'autres choses.

Il y a donc des efforts à faire dans plusieurs domaines. Je ne pense pas qu'il y ait une solution. Il y a un ensemble de moyens à prendre pour faire en sorte que ce soit amusant d'élever de jeunes enfants. Vou n'allez pas forcer des gens à le faire. Il faut que ce soit amusant d'élever des enfants et la société doit se transformer en conséquence.

Le président: M. Koury.

M. Koury: Monsieur Henripin, j'ai lu le contenu de vos remarques. Vous avez élaboré dans à peu près une demi-heure ce qui nous a pris plusieurs jours puisque notre temps est limité.

1255

D'abord, je sais que les gens prennent connaissance des coûts. Les jeunes couples prennent connaissance des coûts pour élever des enfants aujourd'hui. Ce n'est pas pour me faire une publicité mais je suis dans le grand public, je l'ai été depuis quarante quelques années, dans un commerce.

[Traduction]

spending eight years at home raising children. Things could also be done for men as well as women. I hope some men will try their hand at being househusbands or will share the responsibility for child rearing with their wives.

I think the work world must be much more flexible: There should be more part-time work, leave readily granted for the care of young children and other part-time arrangements. So there could be a complete reorganization of the work world, similar to the measures already put in place by a number of European countries. I think provisions of this type are very important, perhaps even more important than purely financial assistance such as family benefits, which are important as well. To date, society has paid virtually nothing for the raising of its children. Traditionally, all society has paid is the education costs up to grade 10. It did not even pay health care costs.

Today young couples are saying that they are no longer willing to raise children free of charge, that society is going to have to help them out financially. The government assistance provided in Canada is woefully inadequate compared to that offered in some European countries. Our programs are very limited, and those we have are poorly designed. They are simply not very visible.

I read a study on this subject the other day. One author had counted 25 or 30 different programs of financial assistance for parents. Another author had counted close to 50 such programs. If the system is too complicated, people are no longer aware of it. Parents do not even realize what financial assistance is offered by the government. There is not very much of it, but what there is is almost invisible, because it is spread around and mixed up with other programs.

So I think that much remains to be done in a number of areas. I do not think there is any one solution. There are a number of steps to take to ensure that raising children is fun. You cannot force people to do it. Raising children must be fun, and society must be changed to help achieve this objective.

The Chairman: Mr. Koury.

Mr. Koury: I have read your brief, Mr. Henripin. In about half an hour you have covered a field that took us several days to examine. This is very useful, because our time is limited.

First of all, I know young people, young couples, are becoming aware of the cost of raising children today. I am not trying to plug my business, but I have been dealing with the public for forty-odd years. I see all types of people and you get to know people in a small place.

Je vois tous les types de gens et on devient familier dans un petit comté. Les gens nous content toutes sortes de choses très importantes de leur vie.

On demande toujours comment va le mariage et comment vont les enfants. Les enfants coûtent trop cher, disent-ils. Ils attendent, ils travaillent tous les deux. Mais, la première chose qu'on sait, ils ont acheté une automobile, des meubles de qualité. Ils font des voyages. Vous l'avez mentionné et c'est vrai, je le vois.

Il y a le problème d'élever les enfants. On parle des conséquences pour le futur. Mais, je vais vous dire que dans le temps que je vivais dans une petite campagne dans le nord de Sainte-Agathe, l'attitude des gens était différente. Les familles allaient jusqu'à vingt, pas seulement sept ou huit. J'ai connu deux familles qui avaient vingt et vingt-deux enfants. À l'époque, le père vendait des produits Familex, c'est ainsi qu'il a gagné sa vie.

Les sacrifices de ce temps-là, comme en ont fait mes parents, les jeunes d'aujourd'hui ne les voient pas du même oeil. Je sais que le *baby boom* de 1945 fera que l'an 2010 sera une année cruciale.

Ce baby boom va coûter très cher, non seulement aux gouvernements provinciaux, mais au gouvernement fédéral.

S'il n'y a pas d'augmentation dans le nombre d'enfants des familles, comme vous l'avez mentionné, il faudra que les gens travaillent plus tard avant de toucher leur pension.

Québec a encouragé en donnant des bonis. Comme vous le savez, ce fut une mesure pour essayer d'accroître la population et de stimuler les jeunes couples.

Et au Québec, c'est peut-être voulu ou pas, mais que le Québec a causé plusieurs *blackouts*; peut-être qu'ils aideront. Il y a eu quelque 1700 *blackouts* à travers le Québec, l'an passé. Peut-être que c'est un autre moyen.

Des voix: Ah! Ah!

M. Henripin: C'est pas coûteux, c'est bien!

M. Koury: Oui, j'ai trouvé que c'était bien pensé.

Vous avez fait votre étude. Nous, on n'en a pas fait, on apprend. Avez-vous pensé à des moyens sérieux à part de l'immigration. On parle sérieusement. Je ne vois pas le Québec, augmenter sa population par lui-même; il est est trop conscients des produits luxueux comme je l'ai dit tout à l'heure.

• 1300

Voici ma dernière question. Pourquoi le Québec perdil les deux tiers de ses immigrants? Où vont ces gens? Estce qu'ils vont à Toronto, à Vancouver? Est-ce à cause de la langue? Est-ce à cause des industries? S'ils vont à Vancouver, est-ce à cause de la température? Je sais qu'ils ne vont pas au Yukon ou en Alaska. Il est assez important de savoir pourquoi ces gens quittent le Québec.

[Translation]

People tell us about all sorts of things that are important to them in life.

We always ask about their marriage and their children. The reply is that children are too expensive. Couples wait to have children and they both work. But the first thing you know, they buy a car and expensive furniture and they travel. You mentioned this point, and it is true, I have seen examples of it.

There is the problem of raising children. We are talking about the consequences of our present situation for the future. But when I was living in a small rural area north of Sainte-Agathe, people had a different attitude. There were as many as 20 children, not just 7 or 8. I knew two families, one with 20 children and one with 22 children. At the time, the father was selling Familex products, that is how he earned his living.

The sacrifices people made at that time, the type of sacrifices my parents made, are no longer seen in the same light by young people today. I know we will reach a critical point in the year 2010, when the 1945 baby boom turns 65.

The baby boom is going to be very expensive for both the provincial and federal governments.

As you mentioned, if the average family size does not increase, people will have to work longer before becoming eligible for their pension.

Quebec has tried to encourage people to have children by offering bonuses. As you know, the purpose of the program was to increase the population.

I do not know whether or not it was intentional, but there have been many blackouts in Quebec. Maybe they will help solve the problem. Last year, there were 1,700 blackouts in Quebec. Maybe this is another approach.

An honourable member: Oh! Oh!

Mr. Henripin: It is not an expensive solution!

Mr. Koury: Yes, I thought it was a good idea.

You have studied the problem. We have not, we are here to learn. Have you thought of any serious solutions to the problem other than immigration? I am serious here. I cannot see Quebec increasing its population itself. As I was saying earlier, people are too fond of their luxuries.

This will be my last question. Why does Quebec lose two thirds of its immigrants? Where do they go? Do they go to Toronto or Vancouver? Is it because of the language or the industries in Quebec? If they go to Vancouver, is it for the weather? I know that they don't go to Yukon or Alaska. I think it's quite important to find out why these people leave Quebec.

M. Henripin: Vous avez évoqué beaucoup de choses, et je ne pourrai pas faire des commentaires sur tout. Vous avez évoqué le problème des allocations de naissance que le Québec a données. Ce n'est pas grand-chose quand vous faites la comptabilité de cela. Cela ne coûte pas très cher au gouvernement québécois. C'est 3,500\$ ou 4,500\$ pour le troisième enfant, et il n'y en a pas tellement de troisièmes enfants. Est-ce que cela a été efficace? Je ne sais pas. Il n'y a rien qui puisse nous permettre d'affirmer que non ou que oui. Il faut attendre un peu pour voir cela. Pour ma part, je serais porté à penser que cela ne peut pas jouer beaucoup. Ce n'est pas sérieux par rapport à l'ampleur du problème financier qui se présente quand on élève deux ou trois enfants. C'est hors de proportion.

C'est son aspect symbolique qui a été le plus efficace. Voilà un chef de gouvernement, un ministre des Finances qui disent: Cela n'a pas de sens, notre fécondité est trop faible, on va faire quelque chose. On va vous faire un beau cadeau. C'est un cadeau, pas plus, mais c'est symbolique. Quand un ministre des Finances consent à faire un tel sacrifice, on le prend au sérieux et on se dit que son histoire doit être vraie. Cependant, c'est négligeable comme moyen.

J'ai énuméré quelques-uns des moyens dans ceci. Ils touchent d'abord à l'organisation du travail. Il y a d'abord le congé de maternité de deux ou trois ans, peut-être pas rémunéré, mais au moins avec l'assurance de retrouver son poste dans l'entreprise. Je parle d'un congé de maternité parce que ce sont surtout les femmes qui s'en prévaudraient. En France, on a fait une enquête auprès des hommes et des femmes pour leur demander quelle mesure ils souhaitaient que le gouvernement adopte pour encourager les gens à avoir un enfant de plus s'ils le désirent. De façon très dominante, on a répondu: des congés de maternité prolongés de deux ans ou trois ans. Beaucoup de parents veulent élever leurs enfants euxmêmes, sans perdre pour autant pied dans leur vie professionnelle. C'est cela qu'il faut concilier. Il y a bien d'autres moyens de réorganisation du monde du travail. Les garderies en sont un.

Pour ce qui est des immigrés qui quittent le Québec, j'ai parlé des deux tiers: c'est au bout de trente ans. Au Canada, c'est 25 p. 100. Il y en a déjà 25 p. 100 qui quittent non seulement le Québec, mais aussi l'ensemble du pays. Chez nous, il faut ajouter un gros quart. Ils vont surtout en Ontario, je pense. Il y en a peut-être un certain nombre qui retournent dans leur propre pays. On ne sait pas où ils vont, et on ne sait pas pourquoi ils quittent. Il n'y a pas d'enquêtes qui ont été faites là-dessus. On est mal renseignés sur les raisons pour lesquelles les gens quittent la province de Québec pour aller dans une autre province du Canada, et surtout l'Ontario. On pourrait le savoir. On pourrait enquêter sur ces gens-là, mais cela coûte cher, et personne ne l'a fait.

M. Koury: Cela aurait pu être une raison de voir à modifier notre province.

[Traduction]

Mr. Henripin: You've raised a number of issues, and I won't be able to comment on all of them. You referred to the birth bonuses program Quebec set up. If you work it out, you find that the program really does not cost the Quebec government very much. The payment is \$3,500 or \$4,500 for the third child, and there aren't very many people who have a third child. Has the program worked? I don't know. There is no evidence we can use to say it has or has not worked. We will have to wait a little to determine this. Personally, I would be inclined to think that the program did not have much of an impact. The bonus or allowance is really not very much compared to the financial costs involved in raising two or three children. The payment is out of proportion to the cost.

The most effective part of the program was its power as a symbol. Here we had a Minister of Finance that said something had to be done to try to raise the Quebec fertility rate. He said that the government would give people this nice gift. It is a gift, and that's all it is, but it is symbolic. When a Minister of Finance agrees to make the necessary sacrifice to offer these payments, people take him seriously and say that his argument must be correct. However, as a way of solving the problem, it is really of minor importance.

I listed a number of solutions in this document. They deal first with the organization of work. First of all, there is a two- or a three-year maternity leave, perhaps without pay, but at least with the guarantee that the woman will be able to go back to her job. I talk about maternity leave, because mainly women would use it. Women and men were surveyed in France to find out what they would like the government to do to encourage people to have another child if they want to. People everwhelmingly responded that they wanted extended maternity leave, for two or three years. Many parents want to raise their children themselves, without losing any ground in their professional lives. This is what we must work out. There are many other ways of reorganizing the work world. Daycare centres are one.

I mentioned that two thirds of immigrants left Quebec; that is true after 30 years. The figure for Canada is 25 per cent. So there are 25 per cent of all immigrants who leave not only Quebec, but Canada as a whole. We have to increase that figure by a good quarter for Quebec. The immigrants go mainly to Ontario, I think. Some of them may return to their country of origin. We don't know where they go, and we don't know why they leave. No studies have been done on this subject. We have very little information as to why people leave Quebec to go to another province, mainly Ontario. We could find this out. We could survey these people, but it would be expensive. No one has done it so far.

Mr. Koury: This could be a reason for changing things in our province.

|Text|

M. Henripin: On a quand même certaines idées. Le chômage est beaucoup plus important au Québec qu'en Ontario. Ceux qui n'aiment pas être forcés d'envoyer leurs enfants à l'école française s'en vont ailleurs.

Mr. Chadwick (Brampton—Malton): There are two points on which I would like some more discussion from you, sir. There is the low fertility rate in the population of 7 million in the province of Quebec: first of all, the low fertility rate referred to in your other presentation began in the 1970s, as I understand it, as you presented it there. You said it happened about 15 years ago.

• 1305

It was at about that time, I understand, that people were very concerned about the overpopulation of this world. They indicated that people should be more responsible about overpopulation. Now, that has not declined. The world is still producing more than what they expected. When we talk about low fertility, why are we opposing what is a global strategy?

The other thing I want to talk to you about is the 7 million population. I believe that is an all-time high in the province of Quebec.

You said—and I wrote it down—you wanted to maintain that Quebec population of 7 million. What gives you that magic figure of the 7 million without any justification, when you have 15% unemployed, when you have other things that are detrimental facts for larger populations, in addition to some benefits to lower populations? That you did not say, and that I did not see.

What is magic about 7 million in Quebec, or any other figure in Canada? Has anyone justified that figure? Would it be 9 million or would it be 6 million? Would it be 5 million?

M. Henripin: Je vais commencer par votre dernière question. Je n'en sais rien. Je ne propose pas 7 millions. J'ai pris cela comme point de repère pour faire des calculs, mais je ne sais pas s'il vaut mieux qu'il y ait 7 millions, 9 millions ou 6 millions et demi de population. Je n'en sais rien, et je pense que personne n'en sait rien.

De longues études ont été faites depuis des siècles sur ce qu'on a appelé la population optimum. C'est un exercice de l'esprit très intéressant, mais cela ne conduit jamais à des résultats convaincants dans le concret.

Donc, on ne le sait pas. On peut toujours dire que 60 millions au Québec, ce serait un peu trop, que 1 million, ce serait trop peu. Je n'ai pas proposé de population, ni pour le Canada ni pour le Québec. J'ai pris cela simplement comme point de repère pour me permettre de faire des calculs. Je me suis dit: Si on veut cela, qu'estce que cela veut dire en termes d'immigration, par exemple? Je ne défends pas ce chiffre, parce que je ne le propose pas. Je n'ai pas de convictions là-dessus.

[Translation]

Mr. Henripin: We do have some idea, however. The unemployment rate is much higher in Quebec than in Ontario. Immigrants who don't like being forced to send their children to French schools choose to leave the province.

M. Chadwick (Brampton—Malton): Il y a deux points sur lesquels j'aimerais que vous élaboriez un peu, monsieur. Le taux de fécondité est très bas au Québec, qui compte une population de sept millions. Dans votre exposé, vous nous avez dit que ce taux de fécondité très bas a commencé dans les années 70, si je vous ai bien compris. Vous avez dit que cette tendance a commencé à se manifester il y a environ 15 ans.

C'est à ce moment-là, si je ne m'abuse, qu'il y avait une vive inquiétude au sujet de la surpopulation de la planète. On disait que l'homme devait faire preuve de plus de responsabilité à cet égard. La population du monde croit toujours et à un rythme plus rapide que prévu. Ici, nous parlons de dénatalité. Pourquoi nous opposons-nous à une stratégie mondiale?

Je voulais également vous parler du fait que le Québec compte sept millions d'habitants. Si je ne me trompe pas, jamais la population du Québec n'a été aussi élevée.

Selon mes notes, vous avez dit que vous vouliez voir le Québec maintenir ce taux d'habitation de sept millions. Sur quoi fondez-vous ce chiffre magique de sept millions? Le Québec a un taux de chômage de 15 p. 100, sans parler des autres probèmes inhérents à une population nombreuse. Qu'en est-il des avantages d'une population plus petite? Vous n'en parlez avez pas parlé.

Qu'est-ce qu'il y a de magique dans un chiffre de sept millions pour le Québec ou dans tout autre chiffre pour l'ensemble du Canada? A-t-on justifié ce chiffre? Pourquoi pas neuf, six ou même cinq millions?

Mr. Henripin: I will start by answering your last question. I do not know. I am not recommending the 7 million figure. I simply used that figure as a basis for my calculations. I don't know what figure would be best, 7 million, 9 million or 6 1/2 million. I don't know and I don't think anyone really does.

Over the centuries, many lengthy studies have been carried out on what has been called the optimum population. Such studies are interesting mental exercises, but have never given any convincing results in real terms.

No one really knows. One can always say that for Quebec, a population of 60 million would be too high and 1 million, too low. I have not recommended any population figure for Canada or for Quebec. I simply used the 7 million figure as a basis for my calculations. For example, I asked myself what immigration levels were needed to maintain that figure. I am not defending that figure because I am not recommending it. I have no position on population levels.

Vous avez parlé des relations dans un monde surpeuplé. Vous avez même employé l'expression world strategy. Il n'y a pas de stratégie mondiale. Chaque pays est très jaloux de son indépendance. Il faut voir les représentants de tous ces pays en conférence internationale revendiquer le droit de décider pour euxmêmes de ce qu'ils vont faire. Il y a des stratégies nationales, et encore, dans la plupart des cas, il n'y en n'a pas.

Beaucoup de gouvernements des pays du Tiers monde ont décidé qu'il serait avantageux pour eux de réduire leur fécondité. Votre remarque est intéressante parce qu'elle traduit des convictions qu'on entend souvent: s'il y a trop de monde sur la terre, pourquoi essayons-nous de faire un peu plus d'enfants? Les enfants que nous ne faisons pas ne sont d'aucune utilité pour le Tiers monde. Un enfant de moins au Québec n'aide le Tiers monde d'aucune façon. Des études économiques ont été faites par un prix Nobel d'économie. Vous me direz que ce n'est pas une raison pour qu'on prenne cela pour la vérité, mais il s'est demandé quel était l'effet de divers niveaux de fécondité des pays riches sur le bien-être des pays pauvres. Son résultat, pour ce qu'il vaut, est celui-ci: plus la population des pays riches est faible, moins les pays pauvres en tirent avantage. Il se trouve que les pays riches sont des consommateurs de ressources des pays pauvres et que ces derniers obtiennent des ressources quand ils vendent leurs matières premières. Il y en a qui s'en plaignent, mais s'ils ne le faisaient pas, on se demande ce qu'ils feraient. C'est un des moyens de vivre des pays pauvres que de vendre aux pays riches, non seulement des matières premières, mais aussi des produits manufacturés. Plus les riches seront nombreux, plus ils achèteront et plus ils aideront l'économie du Tiers monde.

• 1310

Je ne pense pas qu'on puisse dire qu'un enfant de moins ici soulage la surpopulation du Tiers monde. Ce sont des mondes complètement séparés. Ce sont des vases clos qui ne communiquent pas entre eux. Si, faute de faire un enfant ici, on en importait un du Tiers monde, ce serait toujours quelque chose, mais ce serait une goutte dans l'océan. Il y a 70 millions d'enfants qui naissent chaque année dans le Tiers monde. Combien en prenezvous sur les 70 millions? Dix mille par année? Dix mille sur 70 millions, ce n'est rien! C'est hors de proportion. Ce n'est pas comme cela qu'on va aider le Tiers monde. C'est mon impression, mais on peut en débattre.

Mr. Worthy (Cariboo—Chilcotin): Everybody is interested in babies. I would like to ask you about *la langue*, the studies you did on the language. You were saying that the anglophones in Quebec have gone from 19% 100 years ago to 10%.

Prof. Henripin: Approximately.

[Traduction]

You talked about our stand in an overpopulated world? You even used the term "world strategy". There is no world strategy. Each country wants to be completely independent. Just take a look at how delegates at international conferences demand the right to decide for themselves. Some countries have national strategies, but most do not.

The governments of many Third World countries have decided that it would be better to lower their birthrates. Your comment is interesting because it reflects an often heard question: If the world is overpopulated, why are we trying to raise our birth rate? The children we do not have cannot help the Third World. Not having a child does nothing to help the Third World, was the conclusion of a Nobel-prize-winning economist. You may think that that is no reason to lend credence to the statement, but he did examine the effect various birthrates in wealthy countries would have on the welfare of poor countries. For what it's worth, he found that the lower the population in wealthy countries, the fewer benefits there were for poor countries. Wealthy countries buy from poor countries, and poor countries obtain financial resources by selling their raw materials. Although some of them don't like this arrangement, they have no other options. They survive by selling both raw materials and manufactured goods to wealthy countries. The more wealthy people there are, the more they buy and the more they help the economy of the Third World.

I don't think one can say that one child less here will help solve the problem of overpopulation in the Third World. Wealthy countries are worlds apart from poor countries and totally closed off to each other. If, for each child we do not have here, we were to bring one in from the Third World, we would be doing something to help, but it would only be a drop in the bucket. Seventy million children are born each year in the Third World. How many children would we be taking in? Ten thousand a year? Ten thousand out of 70 million is nothing. It's totally out of proportion. We won't help the Third World that way. That is what I think, but I am open to discussion.

M. Worthy (Cariboo—Chilcotin): Tout le monde aime les bébés. Je voudrais vous parler des études que vous avez faites sur la langue. Vous avez dit qu'au Québec, le nombre d'anglophones est passé de 19 p. 100 il y a cent ans à 10 p. 100 aujourd'hui.

M. Henripin: Environ.

Mr. Worthy: I think what you are referring to is their mother tongue. Have you any information on the bilingual nature of the province and of Canada over the same kind of timeframe?

Prof. Henripin: Rough ones. The most bilingual in Quebec are now the English. It is a very rough estimate, but I would say that approximately 60% to 65% of English-speaking Quebeckers also understand French. The proportion is smaller for the French Quebeckers, which I think is quite a different evaluation from the past.

Mr. Worthy: The proportion of French-speaking who understand English may be smaller, but is it increasing? If so—

Prof. Henripin: Not really, I think it is rather stable and perhaps decreasing a little bit, but it might increase for one particular reason. The age distribution of the population plays a role in that. When children almost disappear as they have done in the recent past, it increases the chances for the whole population to be bilingual. A child cannot be bilingual; it is unilingual; and the fewer children you have, the more chances you have to get all your people bilingual.

This has helped to increase the total proportion of bilingual people among either the English or the French. I do not have a very good memory, but I think I can say without any great risk of saying something false that the most important phenomenon probably has been the increase in the proportion of English Quebeckers speaking or understanding French, getting bilingual. Whereas for the French, the majority of French live in an environment in which only French is spoken. It is perfectly possible to live only in English in Montreal, but there is some kind of pressure to also speak French, and I think it is increasing. Daily life has changed quite a bit from that point of view. Thirty years ago when you went to Eaton's, you would not have easily found a clerk speaking French, but now there is no problem.

• 1315

Mr. Worthy: You were saying that there are three languages: English, French, and then it seemed to me as if you were talking about the third as a group. Did I hear that correctly, or is there in fact a language that is going to survive besides English and French?

Prof. Henripin: Yes. That is the group, which is a very composite group, of the aboriginal languages. They are resisting also assimilating to French or English, for the same reason that the French Canadian in the west resisted English for a while. They were living in the villages where they had the majority. They were among themselves. And that is the case for a great part of the aboriginals now. They are isolated from the rest of the population. They are not exposed to any great pressure to learn English, so they keep their own language, mostly because they are

[Translation]

M. Worthy: Je crois qu'il s'agit de la langue maternelle. Avez-vous des données sur le caractère bilingue du Québec et du Canada au cours de cette même période?

M. Henripin: Des données brutes, oui. Les anglophones sont les personnes les plus bilingues au Québec à l'heure actuelle. Je dirais, grosso modo, qu'environ 60 à 65 p. 100 des Québécois anglophones comprennent également le français. La proportion des Québécois francophones qui comprennent également l'anglais est moindre, ce qui représente, à mon avis, un changement important par rapport au passé.

M. Worthy: Bien que le pourcentage de francophones qui comprennent l'anglais soit moindre, augmente-t-il? Si

M. Henripin: Non, pas vraiment. Je crois qu'il est stable ou légèrement à la baisse, mais il pourrait augmenter pour une raison particulière, notamment la répartition d'âge de la population. Lorsqu'il y a dénatalité, comme ça été le cas récemment, les chances que toute la population soit bilingue augmentent. Un enfant ne peut être bilingue, il est unilingue. Moins il y a d'enfants, plus il y a de chances que toute la population devienne bilingue.

Ceci a aidé à augmenter le nombre de personnes bilingues chez les anglophones et chez les francophones. Ma mémoire me fait souvent défaut, mais je crois pouvoir dire avez assez de certitude que le phénomène le plus important a été l'augmentation du nombre de Québécois anglophones qui parlent ou comprennent le français, qui sont devenus bilingues. Par contre, la plupart des francophones vivent dans un milieu où l'on ne parle que le français. Bien qu'il soit tout à fait possible de vivre à Montréal sans parler français, la connaissance du français devient, à mon avis, de plus en plus nécessaire, ce qui a eu un effet considérable sur la vie de tous les jours. Il y a 30 ans, il y avait très peu de commis qui parlaient français au magasin Eaton, ce qui n'est pas du tout le cas aujourd'hui.

M. Worthy: Vous avez dit qu'il y a trois langues: l'anglais, le français et une autre langue ou plutôt un autre groupe linguistique. Vous ai-je bien compris, ou s'agit-il en fait d'une autre langue qui continuera d'exister, en plus de l'anglais et du français?

M. Henripin: Oui. Il s'agit du groupe très divers des langues autochtones. Les autochtones résistent à l'assimilation aux populations francophone et anglophone pour les mêmes raisons que les Canadiens français de l'Ouest ont résisté à l'assimilation pendant un certain temps. Ils étaient majoritaires chez eux, dans leurs villages, comme le sont la plupart des autochtones à l'heure actuelle. Les autochtones sont isolés du reste de la population et ne se sentent pas obliégs d'apprendre l'anglais. Ils conservent leur propre langue, surtout parce

isolated. The day they come to live in our cities they will adopt probably English.

Mr. Worthy: It is a group that has many languages. It is not just one.

Prof. Henripin: Yes, and some of them are also disappearing, I understand. But on the whole they are resisting more than the Greek, the Italian, the German, or any European language you could mention. On the whole the aboriginal resists language assimilation more than these other European language groups.

Mr. Worthy: I thought maybe you might have some indication that Japanese was going to survive or something on the west coast.

Prof. Henripin: I do not know.

Le président: Permettez-moi de revenir à la question d'une orientation concernant la fécondité. Avez-vous une idée du coût d'un immigrant qui arrive au pays? Combien cette personne-là peut-elle obtenir d'argent du système, en bien-être social ou en différents autres avantages sociaux qu'elle peut obtenir l'année de son arrivée?

Supposons que ce coût soit de plusieurs milliers de dollars. Pour inciter les Canadiennes à avoir davantage d'enfants, est-ce qu'on ne devrait pas leur faire un don nettement plus substantiel à titre incitatif? Ne pourrait-on pas leur donner 10,000\$, 15,000\$ ou 20,000\$ quand elles mettent un enfant au monde?

Vous dites que vers l'an 2010, un nombre très important de personnes arriveront à l'âge de la retraite. Cela risque de créer différents problèmes au pays, et il faudra peut-être songer à continuer à travailler à l'âge de 65 ans au lieu de prendre sa retraite, étant donné que la société ne sera peut-être plus en mesure de faire vivre ces personnes convenablement. Vous dites qu'il faut réorganiser le travail. Aujourd'hui, on travaille huit, dix ou douze heures par jour, et on est tous à la course. La femme ne veut pas avoir d'enfants parce qu'elle est au travail, et les deux conjoints manquent de temps et sont épuisés à la fin de la journée. Est-ce que la réorganisation du travail ne devrait pas consister à faire en sorte qu'on travaille tous une demi-journée seulement? On pourrait travailler quatre ou cinq heures par jour, et il serait alors plus facile d'avoir des enfants. Également, au lieu de prendre sa retraite à 65 ans, on pourrait organiser son travail de cette façon pendant toute sa vie. Chaque être humain ferait toujours sa petite demi-journée, le matin ou l'après-midi: le système serait ainsi fait. Qu'est-ce que c'est pour vous, la réorganisation du travail?

M. Henripin: Je prends vos questions dans l'ordre où vous les avez présentées. Je vais répondre à la première bien rapidement, parce que je ne sais pas combien coûte un immigrant. Je n'en sais rien. Il doit être facile d'obtenir ce renseignement auprès du ministère de l'Emploi et de l'Immigration. Ils ont dû faire de telles évaluations.

[Traduction]

qu'ils sont isolés. Ils adopteront sans doute l'anglais le jour où ils viendront s'installer dans nos centres urbains.

M. Worthy: Il s'agit de plusieurs langues et non d'une seule, n'est-ce pas?

M. Henripin: Oui, dont certaines sont en voie de disparition, si je ne m'abuse. Mais dans l'ensemble, les autochtones ont mieux su conserver leur langue que les Grecs, les Italiens, les Allemands ou tout autre groupe d'immigrés européen. En général, les langues autochones ont mieux résisté à l'assimilation linguistique que les groupes linguistiques de l'Europe.

M. Worthy: Je pensais peut-être que vous alliez nous parler de la survie du japonais sur la côte ouest.

M. Henripin: Je n'en sais rien.

The Chairman: If I may, I would like to go back to the issue of the birthrate. Have you any idea of the cost of immigration per immigrant to Canada? How much can each immigrant get out of the system in welfare or other benefits in the year following his or her arrival?

Let us say the cost is several thousand dollars. Shouldn't the financial incentive to Canadian women be much more sustantial in order to encourage them to have more children? Couldn't we give them \$10,000, \$15,000 or \$20,000 for each child they have?

You say that a large number of people will reach the age of retirement around the year 2010. That will create new problems for Canada, and people may have to think about working past age 65 instead of retiring as society may no longer be able to adequately support them. You say that we must rethink our work system. People today work 8, 10 or 12 hours a day and are always on the go. Women no longer want to have children because they are working and couples do not have enough time or energy left at the end of the day to look after children. Shouldn't we be thinking about reducing the work day to a half day or to 4 or 5 hours a day? That would make it easier to have children. That would also enable us to continue working throughout our entire lives instead of retiring at age 65. Each person would work a half-day, either in the morning or the afternoon, and the entire system could be geared to that. What does rethinking the work system mean for you?

Mr. Henripin: I shall deal with your questions in order, the first one being the easiest for me, since I do not know how much immigration costs per immigrant. I have no idea. That information should be readily available from the Department of Employment and Immigration. They must have made some assessment of that cost.

On peut dire que le coût n'est pas encore assez élevé parce qu'on accueille mal nos immigrants. Je pense en particulier aux épouses des immigrants qui ne parlent ni le français ni l'anglais. À Montréal, on s'en plaint beaucoup. Ces femmes restent souvent chez elles, sont complètement coupées du monde qui les entoure, comprennent de plus en plus mal leurs enfants qui vont à l'école et apprennent une nouvelle langue. Elles perdent un peu pied parce que personne ne s'est occupé de leur donner de vrais moyens d'apprendre une des deux langues officielles.

• 1320

Il y a probablement beaucoup de choses qu'on pourrait faire pour rendre un peu plus humain l'accueil de certains émigrants qui sont moins habilités que d'autres à se tirer d'affaire tout seuls. C'est sûr que les gros administrateurs qui viennent de Grande-Bretagne n'ont pas besoin d'un chaperon quand ils arrivent, ils se débrouillent bien. Mais, il y a des émigrants qui se débrouillent moins bien; il faudrait s'en occuper davantage, ce qui pourrait augmenter les coûts. Je ne sais pas si c'est moins coûteux que de dépenser pour encourager des gens à avoir un enfant, je ne sais pas. Tout dépend de ce qu'on fait.

Une petite remarque sur l'an 2010. Ce n'est pas en 2010 que le phénomène va devenir subitement important. Il commencera à s'emballer en 2010, c'est-à-dire que l'accroissement de la fraction des personnes âgées qui aura été lent jusque là va se mettre à aller plus vite. Mais, c'est seulement vers 2030 ou vers 2040 qu'on atteindra vraiment les nombres, les fractions que j'ai mentionnées. L'accroissement sera progressif, il n'arrivera pas d'une année à l'autre mais il ira plus vite à partir de 2010, et très vite.

La réorganisation du travail. Je pense qu'il ne faut pas proposer aux gens des modèles fixes. Il faut leur dire qu'il y a toutes sortes de façons de faire du travail, vous choisissez celui qui vous convient le plus. C'est sûr que ce serait bien que, entre 20 et 35 ans, au moment où les gens élèvent de jeunes enfants, l'un et l'autre membre d'un couple décide de travailler à mi-temps, chacun à tour de rôle et s'organisent pour élever leurs enfants eux-mêmes plutôt que de les placer en garderie; mais si des gens veulent les placer en garderie, c'est leur choix. Mais, entre 35 et 50 ans, ma foi, et 60 ans même, on peut dire, pourquoi travailler à mi-temps, quand les enfants vont à l'école toute la journée et qu'il n'y a pas de grandes obligations? Si les deux veulent travailler à plein temps, ils peuvent bien travailler à plein temps.

Pour la retraite, je pense que je ne forcerais personne non plus à travailler plus longtemps que 65 ans, par exemple. Mais, j'introduirais un système de retraite qui comporte dans ses propres calculs financiers un avantage à travailler plus longtemps. Cela dit, on peut faire en sorte qu'un système de retraite soit actuariellement neutre, c'est-à-dire qu'il soit organisé de telle sorte qu'on puisse dire à quelqu'un, tu peux prendre ta retraite à 60 ans si tu [Translation]

I can say, however, that the cost is not high enough, because we are not doing enough for our immigrants, particularly in the case of immigrant wives who speak neither French nor English. There have been many such complaints in Montreal. Often, these women will stay at home, completely cut off from the world around them. They lose touch with their children, who go to school where they learn a new language. They lose touch with the outside world because no one has done anything to truly help them learn either official language.

There are probably many things that could be done to better welcome those immigrants who are less able to make it on their own. British CEOs immigrating to Canada are obviously capable of managing on their own, but others are not so lucky. More should be done for these immigrants, but this would mean increased costs. I do not know whether that would be cheaper than a program of financial incentives to encourage people to have children. I do not know; it all depends on what we do.

Just a short comment about the year 2010. The aging of the population will not suddenly become a problem in the year 2010. It will start to snowball in the year 2010, that is, the aging of the population, which will have been gradual until then, will start to speed up. We should be reaching the numbers or percentages I mentioned only around 2030 or 2040. The change will not come in a single year, but gradually, and it will begin to snowball in the year 2010.

With respect to rethinking the work system, I do not think that we need institute any set system. We have to tell people about all the options that are available and let them choose one that best suits their needs. Obviously, it would be nice if parents between 20 and 35 years of age, which is when most people have children, could take turns working part-time in order to raise their children themselves instead of putting them in daycare. But if parents want to put their children in daycare, that is up to them. Furthermore, why only work part-time between ages 35 to 50 and even 60, when the kids are in school all day and there is nothing else to keep you at home? If both parents want to work full-time, they can very well do so.

As for retirement, I do not think I would force anyone to work past age 65, for example. However, I would introduce a pension plan that would make it advantageous for people to work longer. Pension plans can be set up to be actuarially neutral, that is, to pay lower benefits to people who decide to retire early, at age 60, for example. Benefits would be higher for those retiring at age 65 and be higher still for those retiring at age 68. It would be up

Travail, Emploi et Immigration

[Texte]

veux, mais tu vas avoir moins. Si tu la prends à 65 ans, t'auras plus et si tu la prends à 68 ans, tu auras encore plus. Fais tes choix. Ce qui peut être calculé en fonction de calculs actuariels de sorte que l'État ne dit pas, vous devriez travailler plus ou vous devriez moins; il vous dit, voilà, si vous travaillez plus, vous aurez une meilleure retraite, si vous travaillez moins, elle sera moins bonne. Mais faites vos choix. Je pense que l'État doit rester assez neutre quant au style de vie des gens.

Et pour faire une dernière remarque sur une autre une chose dont on a parlée tout à l'heure. L'État en ce moment n'est pas neutre à l'égard des garderies. Sous la pression de divers mouvements pour subventionner les garderies, l'État n'est pas neutre en ce qui concerne la façon dont les parents élèvent leurs enfants.

En ce moment, en subventionnant les garderies et en ne donnant pas l'équivalent à ceux qui n'utilisent pas ce service, l'État dit aux parents, si vous placez vos enfants, si vous faites élever vos enfants dans les garderies par d'autres, nous allons vous aider. Si vous faites le travail vous-mêmes, nous ne vous aiderons pas. Ce n'est pas être neutre. Ou alors, si vous ne voulez pas faire le travail vous-mêmes et vous voulez embaucher quelqu'un chez vous pour vous occuper de vos jeunes enfants, nous ne vous aiderons pas non plus.

Pourquoi l'État aide-t-il financièrement des gens qui décident de faire élever leurs enfants dans des garderies plutôt que les faire élever chez soi, soit par eux-mêmes, soit par des employés, enfin des gardiens ou des gardiennes? Il n'y a pas de raison. Et il y a une telle pression pour favoriser les garderies que finalement tout le monde a bonne conscience de s'introduire finalement dans un domaine où l'État n'a rien à faire. L'État n'a pas à dire aux parents comment ils doivent élever leurs enfants. Il doit dire, je veux vous aider, mais vous prendrez cette aide comme bon vous semble. Si vous voulez utiliser les garderies, vous paierez la garderie; si vous voulez envoyer quelqu'un chez vous, vous paierez cette personne, et si vous voulez faire le travail vousmême, vous le garderez comme un espèce de revenu pour le travail que vous faites. Pourquoi l'État va-t-il favoriser un système plutôt qu'un autre? Il n'a pas de raison.

• 1325

Le président: On arrive au troisième tour. Aviez-vous une question, monsieur Heap? Il y a M. Koury et M^{me} Anderson.

Mr. Heap: I will have to go now, Mr. Chairman, but you can continue. Thank you.

Le président: Merci, monsieur Heap. M. Koury suivi de M^{me} Anderson.

M. Koury: Merci, monsieur le président. C'est plutôt un commentaire que j'aimerais faire. Vous avez dit tantôt, professeur, que les associations, les unions et autres, pourraient peut-être transmettre le message d'augmenter le nombre de la famille. Comme vous le savez, dans les années antérieures—vous avez fait des études sûrement, et

[Traduction]

to workers to choose. The choice would be based on actuarial tables and not on government policy. Workers who decide to work longer will receive higher benefits and those who decide to retire early will receive lower benefits, but it would be up to them to choose. I think the government should remain quite neutral on the issue of lifestyle.

I would like to make one last comment on something that was said earlier. The government has not remained neutral on the issue of daycare. In response to pressure from various groups to subsidize daycare, the government has not remained neutral about the way in which parents raise their children.

By subsidizing daycare and not providing compensation to parents not using the daycare system, the government is telling parents that it will help parents who decide to let daycare workers raise their children and not those who raise their children themselves. That is not a neutral position. The government is also telling parents that it will not help them if they decide to hire someone to raise their children for them in their own home.

Why is the government providing financial assistance for people who decide to put their children in daycare rather than raise them themselves or hire someone, a sitter, to look after them in the family home? There is no reason. The pressure to subsidize daycare was so strong that everyone finds it quite natural that the government's getting into a field where it has no business being? The government has no business telling parents how to raise their children. It should tell parents it will provide assistance, but leave parents free to choose whether or not they want the assistance. If parents choose to put their children in daycare or hire someone to care for their children in the home, they should pay for these services. If they choose to stay at home and raise their children, then the assistance will be like a form of income for the work they are doing. Why should the government favour one system over another? There is no reason for this.

The Chairman: We have now come to the third round. You had a question, Mr. Heap? I also have Mr. Koury and Mrs. Anderson on my list.

M. Heap: Malheureusement, monsieur le président, je dois partir. Veuillez donc continuer sans moi. Merci.

The Chairman: Thank you, Mr. Heap. Mr. Koury, you have the floor, followed by Mrs. Anderson.

Mr. Koury: Thank you, Mr. Chairman. My question is more of a comment than a question. You mentioned, Professor, that associations, unions and other groups could maybe pass on the message about the need to have more children. As you know, in the 30s, 40s, and 50s,—you surely must have conducted studies on that—the

vous le savez— dans les années 1930, 1940, 1950 le clergé à l'époque faisait justement ces allusions d'augmenter le nombre d'enfants de la famille, que c'était un péché de ne pas en avoir. Je m'en rappelle parce que c'est dans le petit monde d'une campagne, le «télégraphe» se prend bien. Je dirais donc que votre option est bonne, qu'il faut que les gens soient sensibilisés. Sensibilisés dans ce sens que le futur va dépendre des gens d'aujourd'hui qui ont 30, 35, 40 ans, des jeunes qui ont sept, huit ans et des autres qui ne sont pas nés encore. S'ils veulent recevoir de l'aide financière éventuelle par l'entremise des programmes sociaux, il faut que la naissance s'accroisse. Le seul moyen que je pourrais voir c'est que les sociétés, les différentes associations, les unions etc. fassent une propagande de cette nature, comme le clergé le faisait à l'époque.

C'était un commentaire que je voulais apporter avant de passer à l'autre question.

Le président: Merci.

M. Henripin: Personne n'aura jamais le pouvoir du clergé d'autrefois. Il n'avait pas seulement la prédication, il avait la menace de l'enfer, si on utilisait des contraceptifs qui étaient interdits par l'Église. C'était très efficace! C'était au prix de la liberté des gens!

Le président: Madame Anderson, vous avez la parole.

Mrs. Anderson: Yes. Mine is really just a very short comment here. I noticed that we were talking about the women staying out, say, for a period of five, six or seven years and then returning to their jobs. We have been looking into the fact—and the stresses of course of today—that a person might change his job three times in his lifetime and change maybe his career once in a lifetime. To be away from work for seven years and expect to go back into your job area, I think, is going to be very difficult. This is going to be another stress situation.

Even after the war—again I refer to the war—the boys who went overseas were assured that they would come home and there would be a job left for them when they came back. It really was not always the case. It was not really there. I do not how we will sort out that one. We are going to have to have an education thing that goes on for these mothers, perhaps during the time they are raising their children. There would have to be some preparation for this change.

Prof. Henripin: Yes. I think we are in complete agreement on that. What I was proposing was to try to facilitate this coming back to work. I think the easiest way to do it is never to abandon it completely, to keep contact with it. I think there is room for imagination in the managing of personnel of enterprises, first of all by the government, which is the most important employer in the country. It could take some initiatives in trying these ways to facilitate these changes. It might mean working something like one hour or five hours a week—

[Translation]

clergy encouraged people to have large families and told them that to do otherwise would be a sin. I remember hearing that through the "grapevine", which works well in small rural areas. I would say that your suggestion is a good one because people have to be made aware that our future depends on the people who are now 30, 35, and 40 years old, on 7—and 8-year-old children and on those not yet born. If we want to maintain our current level of social programs, our birth—rate must increase. The only way I can get this message across is through associations, unions and other groups, just as the clergy used to do.

I just wanted to make that comment before we went on to the next question.

The Chairman: Thank you.

Mr. Henripin: No one will ever again have as much power as the clergy wielded then. In addition to preaching, they could threaten with eternal damnation anyone who used contraceptives that were forbidden by the Church. Their method was very effective, but at the cost of individual freedom.

The Chairman: Mrs. Anderson, you have the floor.

Mme Anderson: Merci. Je n'aurais qu'un tout petit commentaire à faire. J'ai remarqué qu'on a parlé des femmes qui quittaient le marché du travail pendant cinq, six, ou sept ans, pour ensuite y retourner. Dans notre étdude sur le stress de la vie moderne, nous nous sommes penchés sur le fait que les gens peuvent changer d'emploi trois fois et de carrière une fois au cours de leur vie. Je crois qu'on peut difficilement s'absenter pendant sept ans et s'attendre à retourner au même milieu de travail. Voilà un nouveau stress pour les travailleurs.

Je reviens à nouveau au temps de la guerre: On donnait aux jeunes hommes que l'on envoyait outre-mer l'assurance qu'ils pourraient reprendre leur emploi en revenant, ce qui n'était pas toujours le cas. Ce n'était pas toujours possible. Je ne sais pas comment nous allons nous en sortir. Il faudra mettre sur pied un programme de formation auquel pourront participer ces mères qui restent à la maison pour s'occuper de leurs enfants. Il faut les prémunir contre les changements qui auront eu lieu.

M. Henripin: Oui, je suis parfaitement d'accord avec vous sur ce point. Je proposais de trouver un moyen de faciliter le retour au travail. À mon avis, la meilleure façon de faciliter son retour au travail est de ne pas quitter complètement son emploi, de garder le contact avec son milieu de travail. Les employeurs devront faire preuve d'imagination du côté de la gestion des ressources humaines. Le gouvernement pourrait donner l'exemple, étant l'employeur le plus important au pays. Il pourrait mettre sur pied des mesures pour faciliter le retour au travail comme, par exemple, offrir aux personnes qui s'absentent la possibilité de travailler une heure ou cinq heures par semaine. . .

Mrs. Anderson: I could not agree with you more.

Prof. Henripin: —just to keep track with your work and to stay in your milieu. I think all kinds of things could be imagined. I suppose what should be chosen depends on your circumstances, the kind of enterprise and things like that. Small enterprise would be more difficult, I think. I do not know. I am not a specialist in the organization of the world of work.

1330

Mrs. Anderson: You mentioned that there were roughly 25 to 30 aids for helping children. Are you talking about Canada? Are there 25 different things we could do if we could only put them under one heading and have—

Prof. Henripin: These are governmental programs. It includes federal government programs and Quebec programs. There are about 50 different programs. They are not always important ones. So it is a dispersion of efforts.

Mrs. Anderson: It is a weakening of the whole.

Prof. Henripin: I think so.

Mrs. Anderson: Maybe that is something that we should look into.

Le président: Alors madame Anderson, je vous remercie. Je remercie particulièrement notre témoin qui a été intéressant. Vous aviez une nouvelle approche sur le problème de la démographie au pays et au Québec. Nous vous remercions, vos propos étaient intéressants. Merci à nouveau de votre participation.

La prochaine réunion aura lieu mardi, à 11 heures, avec deux témoins. Le docteur Micheal Murphy et Kryrstyna Rudko.

La séance est levée.

[Traduction]

Mme Anderson: Je suis tout à fait d'accord avec vous.

M. Henripin: . . . pour leur permettre de garder le contact avec leur milieu de travail. Il y a toutes sortes de possibilités. Les mesures varieront selon les circonstances, le genre d'entreprise, etc. Je crois, cependant, que la chose serait plus difficile pour les petites entreprises. Je ne sais pas. Je ne suis pas spécialiste de l'organisation du travail.

Mme Anderson: Vous avez indiqué que les enfants étaient aidés de 25 à 35 façons. Parlez-vous du Canada? Avons-nous 25 méthodes différentes que nous pourrions utiliser s'il était possible de les réunir en une seule catégorie et de. . .

M. Henripin: Il s'agit de programmes des gouvernement fédéral et québécois. Il y a en tout une cinquantaine de programmes. Tous ne sont pas aussi importants les uns que les autres. Les efforts sont dispersés.

Mme Anderson: Ceci affaiblit le système.

Le professeur Henripin: Oui, je le crois aussi.

Mme Anderson: C'est peut-être quelque chose que nous devrions examiner.

The Chairman: Thank you, Mrs. Anderson. I wish to thank our witness, who was very interesting. You bring a new approach to demographic issues at the national level and in Quebec. Thank you very much for your very interesting presentation, and thank you again for coming here.

Our next meeting will be held on Tuesday at 11 a.m., and we will hear two witnesses, Dr. Michael Murphy and Mrs. Kryrstyna Rudko.

The meeting is adjourned.















If undelivered, return COVER ONLY to:
Canadian Government Publishing Centre,
Supply and Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9
En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à
Centre d'édition du gouvernement du Canada,
Approvisionnements et Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9

WITNESS

From the University of Montreal:

Dr. Jacques Henripin, Professor of Demography.

TÉMOIN

De l'Université de Montréal:

M. Jacques Henripin, Professeur de démographie.



HOUSE OF COMMONS

Issue No. 23

Tuesday, March 20, 1990

Chairman: Jean-Pierre Blackburn

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule nº 23

Le mardi 20 mars 1990

Président: Jean-Pierre Blackburn

Minutes of Proceedings and Evidence of the Standing Committee on

Procès-verbaux et témoignages du Comité permanent du

Labour, Employment and Immigration

Travail, de l'Emploi et de l'Immigration

RESPECTING:

Pursuant to Standing Order 108(2), an investigation into demography and immigration levels

CONCERNANT:

Conformément à l'article 108(2) du Règlement, une enquête sur la démographie et les taux d'immigration

WITNESSES:

(See back cover)

TÉMOINS:

(Voir à l'endos)



Second Session of the Thirty-fourth Parliament, 1989-90

Deuxième session de la trente-quatrième législature, 1989-1990

STANDING COMMITTEE ON LABOUR, EMPLOYMENT AND IMMIGRATION

Chairman: Jean-Pierre Blackburn Vice-Chairman: Dave Worthy

Members

Edna Anderson Warren Allmand Harry Chadwick Doug Fee Dan Heap Al Johnson Allan Koury Sergio Marchi Gilbert Parent George Proud Cid Samson Jacques Vien—(14)

(Quorum 8)

Elizabeth Kingston
Clerk of the Committee

COMITÉ PERMANENT DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE L'IMMIGRATION

Président: Jean-Pierre Blackburn Vice-président: Dave Worthy

Membres

Edna Anderson Warren Allmand Harry Chadwick Doug Fee Dan Heap Al Johnson Allan Koury Sergio Marchi Gilbert Parent George Proud Cid Samson Jacques Vien—(14)

(Quorum 8)

Le greffier du Comité Elizabeth Kingston

MINUTES OF PROCEEDINGS

TUESDAY, MARCH 20, 1990 (29)

[Text]

The Standing Committee on Labour, Employment and Immigration met at 11:12 o'clock a.m. this day, in Room 269, West Block, the Chairman, Jean-Pierre Blackburn, presiding.

Members of the Committee present: Warren Allmand, Jean-Pierre Blackburn, Harry Chadwick and Allan Koury.

Other Member present: Pauline Browes.

In attendance: From the Library of Parliament: Margaret Young, Research Officer.

Witnesses: From Health and Welfare Canada: Dr. Michael Murphy, Secretary, Demographic Review; Kyrstyna Rudko, Director for External Relations, Demographic Review.

Pursuant to Standing Order 108(2), the Committee resumed consideration of its investigation into demography and immigration levels.

Dr. Michael Murphy made a statement and with the witness, answered questions.

At 12:07 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

Elizabeth Kingston

Clerk of the Committee

PROCÈS-VERBAL

LE MARDI 20 MARS 1990 (29)

[Traduction]

Le Comité permanent du travail, de l'emploi et de l'immigration se réunit aujourd'hui à 11 h 12, dans la pièce 269 de l'édifice de l'Ouest, sous la présidence de Jean-Pierre Blackburn (président).

Membres du Comité présents: Warren Allmand, Jean-Pierre Blackburn, Harry Chadwick, Allan Koury.

Autre député présent: Pauline Browes.

Aussi présente: De la Bibliothèque du Parlement: Margaret Young, attachée de recherche.

Témoins: De Santé et Bien-être social Canada: Michael Murphy, secrétaire, Etude démographique; Kyrstyna Rudko, directeur des relations extérieures, Etude démographique.

En conformité du paragraphe 108(2) du Règlement, le Comité poursuit son enquête sur la démographie et les niveaux d'immigration.

Michael Murphy fait un exposé puis, avec l'autre témoin, répond aux questions.

A 12 h 07, le Comité s'ajourne jusqu'à nouvelle convocation du président.

La greffière du Comité
Elizabeth Kingston

EVIDENCE

[Recorded by Electronic Apparatus]
[Texte]
Tuesday, March 20, 1990

• 1113

Le président: À l'ordre!

Conformément à l'article 108(2) du Règlement, aujourd'hui, ce 20 mars 1990, nous étudions l'enquête sur la démographie et les taux d'immigration.

Nous avons deux témoins qui sont du Ministère de la santé nationale et du bien-être social. Ce sont le Dr Michael Murphy, secrétaire, qui a révisé l'étude démographique; ainsi que M^{me} Kyrstyna Rudko, directrice des Relations extérieures, et qui a aussi travaillé à cette étude.

Nos témoins ont sûrement des commentaires à nous faire, dans un premier temps, et ensuite nous aurons des questions à leur poser. La parole est à vous.

Dr. Michael Murphy (Secretary, Demographic Review, Health and Welfare Canada): We are certainly at your disposal, Mr. Chairman. Before the bells interrupted the last time, we gave an overview of the report we had prepared and which Mr. Beatty had tabled on December 12. I am frankly at your wishes. I could give a brief summary of what I said the last time, or I could just answer your questions.

The Chairman: Dr. Murphy, certainly it would be useful to have a short presentation again just to

nous replacer dans le contexte, et ensuite, les membres du Comité vous poseront quelques questions.

M. Murphy: Voulez-vous que j'utilise le graphique?

Le président: Si vous voulez.

· 1115

Dr. Murphy: Very briefly, we reported on the report the Minister of National Health and Welfare had been asked by the Cabinet to prepare on a number of important demographic changes that were affecting the country. Obviously immigration was one of the most important of them.

The first question was in regard to the implications of current demographic rates, and we pointed out that if the current fertility, mortality, and immigration rates stay roughly the same, as in all developed nations facing the same situation as Canada does, with its below-replacement fertility rates, the population will continue to grow into the early part of the next century, peak at around 31 million, and then very, very slowly after that begin to decline. We also pointed out the importance of emigration to the process. Although it does not have a

TÉMOIGNAGES

[Enregistrement électronique] [Traduction] Le mardi 20 mars 1990

The Chairman: Order please!

Pursuant to Standing Order 108(2), we are continuing today, March 20, 1990, our investigation into demography and immigration levels.

We have before us today two witnesses from Health and Welfare Canada: Dr. Michael Murphy, Secretary, responsible for revising the demographic review and Mrs. Kyrstyna Rudko, Director for External Relations who has also participated in the review.

Our witnesses certainly have comments to start with, following which we will ask questions. You have the floor.

M. Michael Murphy (secrétaire, étude démographique, Santé et Bien-être social Canada): Nous sommes à votre entière disposition, monsieur le président: La dernière fois que nous sommes venus témoigner devant le Comité, avant que la tenue d'un vote ne vienne interrompre la séance, nous vous avons donné un aperçu du rapport déposé par M. Beatty à la Chambre le 12 décembre dernier. Je m'en remets à vous. Je pourrais vous rafraîchir la mémoire, ou tout simplement répondre à vos questions.

Le président: Monsieur Murphy, il serait bon que vous nous rafraichissiez la mémoire.

In order to put everything in context, and afterwards, the Members of the Committee will ask you some questions.

Mr. Murphy: Should I use the graph?

The Chairman: As you wish.

M. Murphy: En gros, nous vous avons donné un aperçu du rapport que le ministre de la Santé nationale et du Bien Être social a fait préparer, à la demande du Cabinet, sur un certain nombre d'importants changements démographiques à l'échelle nationale. Au nombre de ceux-ci, l'immigration occupe naturellement l'un des premiers rangs.

En premier lieu, l'étude cherchait à établir l'incidence des tendances démographiques actuelles. Même si les taux de fécondité actuelle au Canada sont sous le seuil de renouvellement des générations, comme c'est d'ailleurs le cas dans tous les autres pays développés, l'étude conclut que si les taux de fécondité, de mortalité et d'immigration demeurent stables, la population canadienne devrait néanmoins augmenter jusque dans les premières décennies du siècle prochain pour plafonner à environ 31 millions d'habitants. Cette croissance sera suivie d'une

major impact in the short term, in the long term, with our lower fertility rates, the population eventually—a long time from now; 2786 is the number we quoted—would disappear.

Then we turned our attention to the question of the impact of population growth on economic growth, and we reported the consensus of the economists we had talked to that what really matters is the type of people Canada has, not so much the raw numbers of them. Our overall economic performance is dependent upon our human capital and our physical capital, not the absolute numbers of people who are in Canada.

Then we talked about the changes in the Canadian family, showing that there had been significant changes over the last 30 or 35 years. We are coming out of the baby boom, when the so-called traditional family, with both spouses present and only the husband working, was by far the dominant type of family. Today the so-called double-income family, with both spouses present and both spouses working, is twice as prevalent as the traditional family. We also pointed out the importance of the increase in the number of single-parent families, especially those headed by women.

We then looked at the decline in fertility that accompanied all the changes we have had over the last 100 years in the family. We pointed out that although fertility had declined in Canada over the last 100 years from a total fertility rate of around 7 at the middle of the last century to about 1.7 today, with two temporary increases of a small baby boom after the First World War and a more significant one after the Second World War, fertility had been essentially stable in Canada during this decade at around 1.7. The total fertility rate, although it was lower in Quebec, was at about 1.4 through most of the decade, although it seems to be rising in Quebec over the last two years.

We talked about the impact of that on the age structure and pointed out that in a developed country like Canada where mortality is already low, not changing that much, it is really fertility that has the major impact on the age structure. Because of these lower fertility rates, the percentage of people aged 65 in Canada—taking that as a measure of the age structure, which started out at around 3% in Canada at the middle of the last century, where most Third World countries are today, and is at around 11% today—will eventually rise to over 20% and stay there unless fertility goes up quite significantly.

Then we looked briefly at immigration and pointed out how immigration had changed Canada over this century. We pointed out again the importance of emigration to Canada. During the last half of the 19th century emigration was 50 strong that net migration to Canada was negative. More people left each year than came to Canada during that period. We had that massive migration during the decade of 1901 to 1911, which changed the percentage

[Traduction]

longue et lente régression. L'immigration a une part importante à jouer dans le processus. Si son incidence à court terme n'est pas très importante, sans elle, compte tenu des faibles taux de fécondité, la population canadienne finirait par disparaître, non pas du jour au lendemain, mais progressivement jusqu'en 2786.

L'étude s'attache ensuite à établir l'incidence de la croissance démographique sur l'économmie. Les économistes avec lesquels nous avons discuté de la question s'entendent pour dire que ce n'est pas la taille de la population qui importe, mais plutôt son profil. L'essor économique global dépend des compétences de notre capital humain et de la qualité de notre infrastructure, et non de la taille de notre population.

L'étude démographique aborde également l'évolution de la famille canadienne au cours des 30 ou 35 dernières années. À l'époque de l'explosion des naissances qui s'achève maintenant, on observait une prédominance de la famille traditionnelle qui se composait de deux parents, dont un seul, l'époux, travaillait à l'extérieur. Aujourd'hui, la famille biparentale dite à double revenu est deux fois plus fréquente que la famille traditionnelle. On constate l'importance de l'accroissement du nombre de familles monoparentales, et en particulier du nombre de celles qui sont dirigées par des femmes.

L'étude établit un lien entre la régression des taux de fécondité et l'évolution de la famille observées depuis 100 ans. L'indice synthétique de fécondité qui se situait à 7 au milieu du siècle dernier est de 1,7 aujourd'hui. Il s'est redressé temporairement à la suite de deux augmentations des naissances, dont une modeste après la Première Guerre mondiale, et une autre plus importante après la Seconde Guerre, mais il s'est fixé à 1,7 pendant toute la présente décennie. Au Québec, on constate qu'il a été de 1,4 pendant la majeure partie de cette décennie, plus bas mais semble remonter depuis deux ans.

On analyse ensuite l'incidence de ce phénomène sur la structure par âge. Dans un pays développé comme le Canada où le taux de mortalité est déjà faible, et donc plutôt stable, c'est le taux de fécondité qui influe surtout sur la structure par âge. Étant donné les faibles taux de fécondité, le pourcentage des personnes de plus de 65 ans au Canada, qui sert de mesure ici, est de 11 p. 100 aujourd'hui. Il était d'environ 3 p. 100 au Canada au milieu du siècle dernier, et on relève le même dans la plupart des pays du Tiers monde actuellement. Il plafonnera à 20 p. 100 à moins que les taux de fécondité ne remontent en flèche.

L'étude poursuit en notant l'incidence importante de l'immigration au Canada au cours de ce siècle. Au cours de la dernière partie du 19^e siècle, l'émigration a été si élevée que la migration nette au Canada a été négative. Pendant cette période, plus nombreux étaient ceux qui quittaient le pays chaque année que ceux qui s'y installaient. Il y a eu une migration massive de 1901 à 1911, et le pourcentage de notre population née à

of foreign-born in Canada from around 14% to 22%, where it stayed for the next three decades and then gradually declined to around the 15% it is today.

We talked about immigrants tending to reinforce the demographic trends. We used that 1901-1911 decade to show that the new Canadians, like the older Canadians, were going to the Prairies. Even though fertility was still high in eastern and central Canada, the population growth was very low during that period, but increased by some 500% in Saskatchewan and Alberta during that same decade. We also talked about how over the last two decades the source of immigrants to Canada has shifted so that the Third World countries were now principal sources of immigrants whereas, before that, it had been European countries.

• 1120

Finally we pointed out that immigration has always been a surprisingly localized phenomenon in Canada. Right now immigration is becoming increasingly focused in three large cities, Montreal, Toronto and Vancouver and, depending on the economic climate, in Calgary, Edmonton and, to some extent, Winnipeg.

We also pointed out the clear indication, both from our data and from our discussions around Canada, of the value of immigrants to Canadians and to Canada. Their economic contribution is clearly above the average. Their educational levels tend on general to be higher. This was reinforced in our talks. We have given this presentation, as I said, almost 200 times around Canada. No matter where we have spoken across the country, it has always been a question of how to get this resource to come here as opposed to more negative views of immigration.

I would like to think that after three years we had more to say than that, Mr. Chairman, but this is a very quick summary.

Mr. Allmand (Notre-Dame-de-Grâce): Mr. Murphy, the last time, you cited an OECD study that indicated there was no correlation between economic growth and population growth between 1960 and 1985. However, after we had your presentation, we heard from Professor Morton Weinfeld who said that historically the highest periods of economic growth were during periods of high population growth. He referred to 1900 to 1914, the 1950s and the 1960s.

I wonder if you could explain what seems to be some inconsistencies between what the OECD study seems to say, as cited by you, and what Professor Weinfeld says. I must say that I seem to be more convinced by Professor Weinfeld because it appears to me that we have had a lot of economic growth during periods of population growth.

Dr. Murphy: It is certainly true.

[Translation]

l'étranger est passé de 14 p. 100 à 22 p. 100. Ce pourcentage est ensuite resté stationnaire pendant les trois décennies suivantes, et a ensuite diminué progressivement pour atteindre 15 p. 100 aujourd'hui.

L'immigration tend à renforcer les tendances démographiques. Pendant la décennie 1901-1911, les néo-Canadiens comme les autres Canadiens se sont dirigés vers les Prairies. Malgré des taux de fécondité élevés, la croissance démographique dans l'est et le centre du Canada a été très lente alors qu'elle atteignait 500 p. 100 en Saskatchewan et en Alberta. L'étude souligne également que depuis deux décennies, la majorité des immigrants au Canada viennent des pays du tiers monde et non plus d'Europe.

Enfin, l'étude constate que l'immigration a toujours été très localisée au Canada. A l'heure actuelle, la plupart des immigrants choisissent de s'installer dans trois grandes villes, soit Montréal, Toronto et Vancouver. Selon la situation économique, un certain nombre d'entre eux se dirigent vers Calgary, Edmonton et dans une moindre mesure, Winnipeg.

Il se dégage de nos données et des entretiens que nous avons eues aux quatre coins du pays que les immigrants contribuent de façon remarquable à la société canadienne. Leur apport économique est nettement au-dessus de la moyenne. Leur niveau d'instruction tend également à être plus élevé que la moyenne. Nous avons pu le constater au cours de nos entretiens. Comme je l'ai déjà dit, nous avons fait le même exposé 200 fois. A chaque fois, nos interlocuteurs, au lieu de se plaindre des immigrants, nous ont toujours demandé comment favoriser l'immigration.

Je viens de vous donner un bref résumé de notre étude, monsieur de président. Nous y avons consacré trois années et on peut supposer qu'il serait possible d'en dire davantage.

M. Allmand (Notre-Damme-de-Grâce): Monsieur Murphy, la dernière fois, vous avez cité une étude de l'OCDE établissant qu'il n'y a pas eu de liens entre la croissance économique et la croissance démographique entre 1960 et 1985. Par la suite, un autre témoin, M. Morton Weinfeld, nous a dit que les périodes de forte croissance économique ont coincidé dans l'histoire avec une forte croissance démographique. Il a donné en exemple la période allant de 1900 à 1914, les années 50 et les années 60.

Comment conciliez-vous les conclusions de l'étude de l'OCDE dont nous vous nous avez fait part et l'affirmation de M. Weinfeld. Pour ma part, je serais porté à croire que M. Weinfeld à raison.

M. Murphy: Tout à fait.

Mr. Allmand: Did you read or see Dr. Weinfeld's testimony?

Dr. Murphy: No, unfortunately we have not had a chance to get the—

Mr. Allmand: He came a week or two after you, I think. I forget the exact date.

Dr. Murphy: We have been awaiting the transcripts with great interest but, unfortunately, we have not seen them, although I have had several discussions with Dr. Weinfeld.

The study I cited was done by Professor Fortin of the University of Quebec in Montreal. It was not an OECD study, although I used OECD statistics. It was essentially a little graph that showed no clear relationship between between economic growth and population growth in these OECD countries during that particular period.

I think the difference, just looking at the period and also trying to disaggregate exactly what the impact is, is not that population growth has no impact at all, as these economists whom we have been talking to would say, but that other factors override; that is, the education, the skill level of the population, the tools they are working with and the level of capital investment. I do not want to speak for Professor Fortin, but I believe if we were to ask him exactly the question, he would say that during those periods of population growth, there are also periods of tremendous investment in human and physical capital and that these periods coincided.

For a 25-year period the question we were asking here was not whether or not population in all of its aspects was irrelevant to economic growth, but whether or not the sheer numbers of people were a dominant factor. They would say that in an economy like this, which is very heavily involved in world markets, where most of its manufacturing activity and most of its markets for those industries that are amenable to increased economies of scale. . are already in world markets. I think the difference is essentially in that. Looking on more of a micro-level, just what is it during those periods of high population growth that produce the accompanying economic growth?

• 1125

Mr. Allmand: Although we have had quite a number of witnesses, maybe we should have questioned Dr. Fortin.

On another subject, in the graphs you showed us with the projections of population depending on the levels of immigration, you predicted certain levels for Canada. You predicted 35 million if it was at 200,000 per year, 31 million if at 130,000 per year, and so on. Maybe it is in the study, but have those studies zeroed in on the three major cities of Toronto, Montreal, and Vancouver?

[Traduction]

M. Allmand: Avez-vous lu le témoignage de M. Weinfeld?

M. Murphy: Non, nous n'avons malheureusement pas reçu...

M. Allmand: Il a comparu une semaine ou deux après vous, si je ne m'abuse. J'oublie la date exacte.

M. Murphy: Nous attendions la transcription de vos délibérations avec impatience, mais nous ne les avons par reçues. J'ai cependant eu plusieurs entretiens avec M Weinfeld.

L'étude dont je vous ai parlé a été menée par M. Fortin de l'Université du Québec à Montréal. Il ne s'agissait pas d'une étude de l'OCDE mais je me suis servi effectivement des statistiques de cet organisme. Je vous ai montré un petit graphique établissant qu'il n'y avait pas de liens évidents entre la croissance écoinomique et la croissance démographique dans les pays de L'OCDE au cours d'une certaine période.

Si on se reporte à la période visée pour essayer d'établir le lien exact entre ces deux facteurs, je ne pense qu'on puisse conclure que la croissance démographique n'a aucune incidence sur la croissance économique, comme les économiste auxquels nous avons parlé le prétende, mais plutôt que d'autres facteurs priment comme le niveau d'instruction, les compétences de la population, l'infrastructure du pays et le niveau des investissements. Je ne voudrais pas parler au nom de M. Fortin, mais je crois qu'il nous dirait, si nous lui posions la question, que les périodes de forte croissance coincident démographique avec des d'investissements spectaculaires au titre des ressources humaines et des biens équipement.

Ce que nous avons cherché à établir pour le quart de siècle visé, ce n'est pas si la croissance démographique a influé sur la croissance économique, mais plutôt si elle en a été le moteur. On a fait remarquer notre économie est orientée dans une grande mesure vers les marchés mondiaux et est caractérisée par des industries où des économies d'échelle peuvent être faites. Voilà ce qui explique, à mon avis, la divergence de point de vue. Il s'agit de savoir quelle variable micro-économique exacte explique la croissance économique qui survient lors des périodes de forte croissance démographique.

M. Allmand: Nous avons entendu bon nombre de témoins, mais nous aurions peut-être dû convoquer M. Fortin.

Vous nous avez montré certains grahiques présentant des projections démographiques en fonction de divers niveaux d'immigration. Vous prévoyez que la population du Canada s'établira à 35 millions d'habitants si nous accueillons 200,000 immigrants par année, à 31 millions immigrations si nous en accueillons 130,000 immigrants, etc. Ce renseignement figure peut-être dans l'étude, mais

In other words, as you gave us figures for Canada as a whole depending on immigration levels per year, has the study tried to determine what will happen to a city like Toronto, which is nearly 3 million now? Would it go to 6 million, 7 million? What about Montreal and Vancouver? Taken that the same trends are at play in Canada, in addition to trying to predict the population level for all of Canada, has the study tried to determine the population level of our three major urban centres, or any other centre that might have extraordinary growth?

Dr. Murphy: No, we have not done that—yet. We are still in the process of developing a model that will enable us to do that. There were two reasons we did not do it. The first was that we were simply asked this general question, to look at the national level. Frankly that is as far as we got.

The second problem is that those small area population projections, as you know, are very dependent. They fluctuate very, very quickly depending on economic circumstances or just circumstances of taste, and so—

Mr. Allmand: Let me interrupt you there. Again that does not seem apparent. Toronto has been growing at the same rate since almost the end of the World War II, since about 1950. As a matter of fact, it overtook Montreal; Montreal used to be bigger than Toronto, and Vancouver too. It has not been sudden. What did you mean by that?

Dr. Murphy: I meant that perhaps these major cities, the relative shifts in Toronto and Vancouver, have endured for a long period of time. What I am worried about as a demographer is that the smaller the area you have, the more chancy the population projections are.

The question we answered here was what would happen if things stayed relatively the same. That would show, frankly, continued explosive growth in those three major cities, especially in Toronto, and to some extent in Vancouver, if we assumed that the proportion of immigrants who have been going there in the recent past would continue to go there.

But we hesitated to make those kinds of statements. Frankly, I do not have the expertise to make those kind of projections. I do not want to put it on public record that we think Toronto, because of immigration, is going to have unacceptably or explosively high growth. So it is essentially that. Those results are fairly reliable. If you could extrapolate those trends, such as those for an area like Toronto, it strikes me as a little more doubtful.

Mr. Allmand: I see. If the trend did continue and we went from a population of 25 million today to 35 million in 2026, Toronto could end up with a population of 5 or 6 million. But we will leave that. I am sure those cities

[Translation]

ces projections se concentrent-elles sur Toronto, Montréal et Vancouver?

En d'autres termes, vous nous avez donné des chiffres globaux pour le Canada, mais a-t-on essayé d'établir quel serait le niveau d'immigration dans une ville comme Toronto qui compte déjà près de trois millions d'habitants? La population de cette ville atteindra-t-elle six millions ou sept millions d'habitants? Qu'en est-il de Montréal et de Vancouver? Étant donné que les mêmes tendances s'affirment dans tout le Canada, a-t-on cherché à déterminer combien d'habitants compteront nos trois grandes villes ou tout autre ville qui pourrait connaître une croissance phénoménale?

M. Murphy: Non, pas encore. Nous sommes toujours en train de mettre au point un modèle qui nous permettra de le faire. Deux raisons expliquent que nous ne l'ayons pas fait. Premièrement, on ne nous avait demandé que le niveau national. Nous n'avons pas poussé plus loin.

Deuxièmement, comme vous le savez, il est très difficile de faire des projections concernant les petites villes. La population de ces villes fluctuent rapidement et considérablement selon la situation économique ou selon le goût des gens. . .

M. Allmand: Permettez-moi de vous interrompre. Ce que vous dites n'est pas évident. La population de Toronto croît au même rythme depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale ou depuis 1950 pour être plus précis. La ville compte même maintenant plus d'habitants que Montréal. Montréal et Vancouver, étaient autrefois plus peuplées que Toronto. Le changement n'a pas été soudain. Que voulez-vous dire?

M. Murhy: Une tendance à la hausse s'affirme depuis longtemps dans le cas de grandes villes comme Toronto et Vancouver. Ce qui m'inquiète à titre de démographe, c'est que plus on s'attache à des régions restreintes, moins les projections sont fiables.

Nous avons voulu savoir ce qui se passerait si la situation demeurait stable. Nous en avons conclu que la population continuerait de croître à un rythme accéléré dans nos trois principales villes, en particulier à Toronto, et à Vancouver également dans une certaine mesure, si autant d'immigrants continuent à s'y installer.

Nous avons cependant hésité à faire ces affirmations. Je dois avouer que je n'ai pas la compétence voulue pour faire des projections. Je ne voudrais pas qu'on rapporte publiquement que nous pensons que la Toronto atteindra une croissance démesurée si l'immigration se maintient. Voilà donc ce qu'il en est. Ces résultats sont assez fiables. Je ne pense pas qu'on puisse être assui affirmatifs quand on fait des extrapolations à partir des tendances qui s'affirment dans une ville comme Toronto.

M. Allmand: Je comprends. Si la tendance se maintient, et que la population du Canada qui est maintenant de 25 millions d'habitants passe à 35 millions d'habitants à l'an 2026, Toronto pourrait se retrouver avec

would like to have demographic trends; it would help them plan their futures as well.

Dr. Murphy: As a matter of fact, they do. People from the province of Ontario made those projections. Some people from the municipal government are also looking into them.

• 1130

Mr. Allmand: They might get another airport.

Dr. Murphy: That is right.

In fact, one of the things we had hoped this study would do, and one of the reasons we have been going around so much talking to people, is we hope we could encourage those who know local situations better than we do to get into this kind of work.

Mr. Allmand: Are there demographic trends outside of Canada that we should be taking into account in determining our immigration policy? In other words, when we sit down to determine immigration policy we have to look at our demographic trends, are there certain demographic trends outside of Canada, whether in the U.K. or western Europe or in Asia or wherever, we should look to in trying to determine our own immigration policy; any in particular?

Dr. Murphy: My view is absolutely yes. To see Canada determining its immigration policies in isolation from the rest of the world would be much, much too limited. It is often political as well as demographic issues that have a major impact on short-term Canadian immigration policy. The demographics of the rest of the world have been relatively stable over the last two or three decades with Europe having this below-replacement fertility, low rates of population growth. At one time there was significant immigration, but now there is a tendency to close that down. But then there is the rapid population growth in Third World countries. I would hope the committee and all Canadians would certainly be considering those kind of trends when they deal with this.

A study has been done by Professor Simmons, who I believe testified before the committee the session after I did. He looked at the situation and tried to model these population flows into Canada, given various demographic, political, and economic measures from sending countries. I presume he talked about the research here. But one of the striking results was the most important variable seemed to be internal variables; that the better predictor of the sources of immigrants from a specific country would be the number of people who were already in Canada from that country rather than the conditions or the numbers in that country. But that was in the past, not necessarily in the future. I think varying levels of

[Traduction]

cinq millions ou six millions d'habitants mais passons à autre chose. Je suis convaincu que ces villes aimeraient qu'on leur présente des tendances démographiques, pour être en mesure de mieux planifier.

M. Murphy: Elle possède ces chiffres. Ce sont des fonctionnaires de l'Ontario qui ont fait ces projections. Les autorités municipales les étudient actuellement.

M. Allmand: Toronto obtiendrait peut-être un nouvel aéroport.

M. Murphy: En effet.

En fait, nous avons espéré que cette étude inciterait ceux qui connaissent mieux les situations locales que nous à sen inspirer pour établir les même projections. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle nous avons fait tant d'efforts pour la diffuser.

M. Allmand: Dans l'élaboration de notre politique d'immigration, faudrait-il tenir compte des tendances démographiques qu'on constate à l'étranger? Faudrait-il notamment étudier ce qui se passe au Royaume-Uni, en Europe de l'Ouest ou en Asie?

M. Murphy: Tout à fait. Le Canada ne peut pas se permettre d'établir sa politique en matière d'immigration sans tenir compte de la situation dans le reste du monde. Les questions politiques autant que les questions démographiques déterminent la politique d'immigration à court terme du Canada. Les tendances démographiques dans le reste du monde sont relativement stables depuis deux ou trois décennies. La croissance démographique est faible en Europe où les taux de fécondité sont sous le seuil de renouvellement des générations. A une époque, l'immigration était importante, mais actuellement de la freiner. On constate une croissance démographique rapide dans les pays du Tiers monde. Il importe que le Comité et que tous les Canadiens tiennent compte de ces tendances dans l'élaboration de notre politique d'immigration.

M. Simmons qui, si je ne m'abuse, a comparu devant le comité après moi, a mené une étude intéressante sur le sujet. Il a étudié la situation, et il a essayé d'établir des projections en fonction de la situation démographique, politique et économique des pays d'origine des immigrants au Canada. Je suppose qu'il vous a fait part de ses recherches. Le plus étonnant, c'est qu'il a trouvé que c'était les variables internes qui exercaient la plus grande influence. Il a constaté que ce qui permettait le mieux de prévoir la provenance des immigrants, c'était le nombre de Canadiens de cette origine déjà au pays et non la situation de ce pays ou l'importance de sa population. Si c'était le cas dans le passé, ce ne le sera pas

population growth in the rest of the world is a very important variable that Canadians should keep in mind.

Mr. Chadwick (Brampton—Malton): In your written presentation on page 3 in reference to the population you said that Ontario's population will grow more quickly than that of the rest of Canada. Given that when we talk about Toronto when we are talking immigration it probably means Ontario, and given that Metro Toronto today is probably the highest cost area in the country to live in—people have been reported as getting out of Metro Toronto, and businesses have been reported as getting out of Metro Toronto because their work force is finding it difficult to live in the area—have you taken that into consideration regarding that particular statement?

Dr. Murphy: In fact, we have not. It is related to the earlier question. For those provincial projections we simply took Statistics Canada's lastest regional projections and reported those. Those again would answer the same question which, as I said, has less relevance when you get to smaller areas. But the question of what will happen if things continue in the near future as they have continued in the past is essentially that one.

That Ontario is going from 36% to 39% of the population between now and 2011 resulted from simply taking the last five years' interprovincial migration and international migration and factoring them in with the birth and death rates. The reason I hesitated to go further, and certainly to go further down, was exactly the kind of questions you talked about.

• 1135

About three months ago there was a very big story out west when we were out there that the investment and the immigrants who were going to Vancouver were now going to Calgary because of just those factors. When you got to Vancouver a week later, you found rather the opposite story. So it is a very important point, but a very difficult one. As I said, we are developing a series of contacts with planners at these municipal levels, and we hope to be able to work with them to get some more reliable estimate of how these things work, but it is very difficult to do.

I have talked to people, for instance, at Informetrica, who have been trying to do a regionalized population projection model, and they found that the most accurate way over the past was to estimate their interprovincial migration, their regional population growth, in terms of investment plans for the regions. That is an attractive idea, but they have not got very far with it yet. So it is an important issue that we still have not been able to address fully.

One of the things we wanted to do in this was just focus people's attention on these regional issues, especially on the regional focus recently of immigration.

Mr. Chadwick: A colleague across the way talked about some of the policies that we do in immigration where we

[Translation]

nécessairement à l'avenir. J'estime qu'il est important de tenir compte du niveau de la croissance démographique dans le reste du monde.

M. Chadwick (Brampton—Malton): A la page 3 de votre mémoire, vous affirmez que la population de l'Ontario croîtra plus rapidement que celle du reste du Canada. Étant donné qu'il est essentiellement question de Toronto, avez-vous tenu compte du fait que le coût de la vie est tellement élevé dans la région de Toronto aujourd'hui que bien des gens cherchent apparemment à quitter la ville et que des entreprises auraient même décidé d'aller s'installer à l'extérieur de Toronto parce que leurs travailleurs ne peuvent plus se permettre d'y résider?

M. Murphy: Non. Comme je l'ai déjà dit, nous nous sommes contentés de reprendre les dernières projections régionales établies par Statistique Canada. Encore une fois, ces projections sont moins pertinentes pour les petites villes. La question de savoir ce qui se produira si les tendances actuelles se maintiennent revient exactement à cela.

On a conclu que la population de l'Ontario, qui représente actuellement 36 p. 100 de la population canadienne, en représenterait 39 p. 100 en l'an 2011 en intégrant les facteurs que constituent les taux de natalité et de mortalité au taux de migration interprovinciale et internationale pour les cinq dernières années. C'est pour la raison que vous avez mentionné que j'ai hésité à remonter plus loin.

Il y a environ trois mois, la presse a fait grand cas dans l'Ouest du fait que les immigrants et les entrepreneurs se dirigeaient maintenant vers Calgary au lieu de Vancouver pour les raisons que vous venez d'énoncer. À Vancouver, on rapportait l'inverse. C'est donc une question importante à laquelle il est difficile de répondre. Nous espérons que la collaboration que nous essayons d'établir avec les planificateurs municipaux nous permettra d'aboutir à des projections plus fiables. La tâche n'est pas aisée.

La maison Informetrica tente de mettre au point un modèle permettant d'établir des projections démographiques régionales. Elle estime que dans le passé la meilleure façon de prévoir les plans d'investissements était d'établir la migration interprovinciale et la croissance démographique régionale. C'est une idée intéressante, mais le modèle n'est pas encore au point. Il s'agit donc d'une question importante à laquelle nous ne sommes pas encore pleinement en mesure de répondre.

Dans le cas de cette étude, nous avons tenté de sensibiliser les gens à ces questions régionales, et en particulier aux tendances régionales de l'immigration.

M. Chadwick: Mon collègue de l'autre côté de la table a dit qu'il fallait tenir compte de la situation mondiale

effect an integration in respect to maybe other policies throughout the world, and one that keeps bothering me is that you talk about fertility rates in our province, the province of Quebec, and Canada, but we do not talk about them in the rest of the world.

What I read in the paper over the weekend was alarming. We have been reading this for a number of years now, at least 20: they have been talking about the population explosion in this world. They were explaining that countries the size of the Philippines and another country-I forget now just what it was-and countries like that are increasing in population every year in this world. We are not going down. Fertility rates world-wide are not going down, even though they have been warning them for a good deal of time that they should. We talk about our low fertility rates and we encourage immigration to this country, especially from the types of nations that have high fertility rates, but it is not encouraging as far as I can see, and we are not encouraging perhaps some saner policies in other nations. We are not solving the overall or global problem. We may be solving our own temporarily, but we are not encouraging any solution to the world's problems.

Dr. Murphy: It is interesting that you should take the Philippines, because I lived there for two years, and I taught there. My daughter was born there. In fact, her godparents, who are Filipinos, were here to visit us the other day.

When I was in the Philippines I believe the fertility rate was about 3.6, and I believe now it is around 3.2. So fertility rates in those Third World countries are declining. The difficulty, the reason the population is continuing to explode, is they are still very high. I feel very strongly, having lived there and having a good many friends that I still correspond with there, that we can never do too much to assist those countries.

One of the difficulties is that it is not completely clear how one assists them. In fact, when I was in the Philippines it was the era of the great population control assistance programs. Although the birth rates did start to come down around that time, it is not clear exactly what did it. Many people think it is just the increased prosperity and urbanization that have come to those countries that has brought the birth rates down.

So I absolutely agree with you. Again, it was Mr. Allmand's question; it is the same one, that a broad view of this really has to be taken, that you really have to worry about—

Mr. Chadwick: In other words, if we are making more room in Ethiopia by bringing people over here, they are filling that up again.

Dr. Murphy: I guess that is true.

Mr. Chadwick: On page 4 it says:

[Traduction]

dans l'élaboration de notre politique d'immigration, mais ce qui m'agacce, c'est de vous entendre parler des taux de fécondité dans ma province, le Québec, et au Canada, et non des taux de fécondité mondiaux.

J'ai lu un article alarmant dans la presse ce week-end. On nous rebat les oreilles depuis 20 ans au sujet de l'explosion de la population mondiale. Il était question des Philippines, et d'un autre pays dont j'oublie le nom, où la population augmente chaque année. La population mondiale ne diminue pas. Les taux de fécondité mondiaux ne régressent pas malgré toutes les mises en garde. Nous favorisons l'immigration au Canada, en particulier en provenance des pays qui connaissent des taux de fécondité élevés, ce qui ne semble pas les inciter à adopter des politiques plus saines. Nous ne cherchons pas à régler le problème de la surpopulation. Nous réglons peut-être à court terme notre problème, mais nous ne recherchons pas une solution plus globale.

M. Murphy: Il est intéressant que vous mentionniez le cas des Philippines, parce que j'y ai vécu et enseigné pendant deux ans. Ma fille y est née. Son parrain et sa marraine, des Philippins, nous ont rendu visite dernièrement.

Lorsque je vivais aux Philippines, le taux de fécondité était d'environ 3,6 p 100 et je pense qu'il est maintenant d'environ 3,2 p. 100. On voit donc que les taux de fécondité diminuent dans le Tiers monde. La raison pour laquelle la population continue de croître, c'est que ces taux continuent d'être élevés. Parce que j'ai de bons amis philippins avec lesquels je corresponds toujours, je suis convaincu que nous n'aiderons jamais trop les pays comme les Philippines.

Le problème qui se pose, c'est qu'on ignore la meilleure façon de le faire. Lorsque je vivais aux Philippines, il n'y en avait que pour les programmes de contrôle des naissances. Le taux de natalité s'est mis à descendre environ à cette époque, mais on ne sait toujours pas vraiment pourquoi. Certains pensent que c'est en raison d'une prospérité accrue et d'une urbanisation plus poussée.

Je partage donc entièrement votre avis. Comme M. Allmand le soulignait, il faut aborder le problème sous un angle plus global.

M. Chadwick: En d'autres termes, plus nous acceptons d'Ethiopiens, plus l'Ethiopie peut en contenir.

M. Murphy: Probablement.

M. Chadwick: À la page 4 de votre mémoire on lit ce qui suit:

Researchers concluded that raising the birth rate is more likely to reduce per capita income than to improve economic well-being.

• 1140

Dr. Murphy: That was probably not what I meant to say. You are always embarrassed when you read these transcripts of what you seem to have said.

In these models, as you have more people, overall production goes up; because there is more good per capita, income does not go up. There are more people so they produce more, but the point these models made is that unless you have some—

Mr. Chadwick: Maybe you should change that wording.

Dr. Murphy: They do not give you a chance to.

Le président: Docteur Murphy, dans votre rapport sur l'étude démographique, vous dites aux pages 9 et 10:

Le nombre d'habitants d'un pays exerce peu ou pas d'influence sur le bien-être économique dans le contexte d'une économie moderne où le commerce international joue un rôle de premier plan, comme c'est le cas du Canada.

Vous dites à la page 10 que lorsqu'on projette jusqu'en 2036 l'incidence économique de divers scénarios démographiques, on se rend compte que cela n'a pas d'impact économique dans le pays concerné, sauf si la population augmente; dans ce cas, le revenu par personne est peut-être moindre.

A Toronto, l'arrivée assez massive d'immigrants fait en sorte qu'il y a là un taux de croissance économique élevé. Les prix et l'inflation montent en flèche. On parle de surchauffe à Toronto. Est-ce que cela ne contredit pas un peu ce qu'on dit aux pages 9 et 10 de votre rapport? Dans votre rapport, vous dites que cela joue peu, mais on constate qu'à Toronto, c'est le contraire.

Également, en région, il y a moins d'emplois disponibles, et les régions se vident. Les jeunes quittent les régions pour aller travailler dans les grands centres comme Montréal ou Toronto, où il y a plus d'emplois. J'imagine que si les jeunes quittent les régions, le vieillissement de la population va s'accélérer dans ces régions. Si les jeunes s'en vont, il y aura trop de maisons et trop de tout. Comment explique-t-on cela?

M. Murphy: En réalité, c'est une question que nous avons posée aux pages 9 et 10. C'est une question assez limitée, qui intéresse le pays en général. Est-ce que le nombre brut de la population a une grande incidence? En même temps, nous avons parlé de l'incidence plus grande des changements dans le capital humain. Si les habitudes et la formation des gens sont de plus haut calibre, cela a une incidence, mais si on change seulement le nombre de personnes, cela n'a pas une grande incidence.

[Translation]

Les chercheurs ont conclu que l'augmentation du taux de natalité risque de réduire le revenu par habitant plutôt que d'améliorer le bien-être économique des citoyens d'un pays.

M. Murphy: Ce n'est probablement pas ce que je voulais dire. Il est toujours très gênant de lire les transcriptions et de se rendre compte de ce qu'on semble avoir dit.

Dans ces modèles, plus la population augmente, plus la production globale augmente; ce n'est pas parce que la production est accrue que le revenu par habitant augmente. Il y a plus de gens, certes ils produisent plus, mais la conclusion qu'on peut tirer de ces modèles est qu'à moins qu'il n'y ait. . .

M. Chadwick: Vous devriez peut-être changer ce libellé.

M. Murphy: Il ne vous en donne pas la possibilité.

The Chairman: Dr. Murphy, on pages 9 and 10 of your demographic review, you state the following:

Sheer numbers of people is not a major factor in economic growth or economic well being in modern economies that play an active role in world trade. Canada is such an economy.

You state on page 10 that when you explore the economic impact of a broad range of population scenarios until 2036, you observe that population has no economic impact on the country concerned except if the population increases through births. In that case, per capita income may be lower.

In Toronto, the relatively massive arrival of immigrants has meant that that city has a high economic growth rate. Prices and inflation are sky rocketing. One hears that Toronto is over-heated. Doesn't that contradict what is stated on pages 9 and 10 of your report? In your report, you say that this has little impact, but in Toronto, we can see that the opposite is true.

Similarly, there are fewer jobs available in the regions, and they are emptying. Young people are leaving the regions to go find work in the major centres such as Montreal or Toronto, where there are more jobs available. I imagine that if young people leave the regions, the population will age faster there. If young people leave, there will be too many houses and too much of everything. What is your explanation for this?

Dr. Murphy: Actually, that is a question we did ask on pages 9 and 10. It is a rather limited question that interests the country as a whole. Does sheer population have a major impact? At the same time, we discussed the greater impact of changes in human capital. If people's habits and education are of a higher calibre, that has an impact, but if you only change the number of people, it does not have a major impact.

Vous parlez de Toronto et de régions du Canada qui se vident et qui manquent de prospérité. Cela est attribuable au type de personnes, au capital humain qui arrive là, d'autres pays et d'autres parties de notre pays. Là, nous avons une grande augmentation de notre capital humain. C'est là qu'est la question.

Nous voulons étudier cela davantage pour faire une estimation exacte de la puissance de ces changements, non seulement les changements de nombres, mais aussi des choses qui accompagnent ces changements de nombres, c'est-à-dire l'augmentation de la qualité—j'hésite à utiliser ce terme—de la population. Il y a des personnes avec beaucoup d'expérience et de formation, et qui ont des occupations de haut niveau; ce sont ces personnes-là qui amènent ce type de prospérité.

Partout au Canada, on se demande comment attirer les immigrants. Ce n'est pas une question de nombre de personnes, mais de type de personnes qui arrivent avec cette immigration.

Donc, quand on se demande si le nombre brut de personnes est important, la réponse est en général non. Mais si l'augmentation du nombre de personnes s'accompagne d'une augmentation de compétences, il y a là une grande ressource. C'est pour cela que tout le Canada veut attirer les immigrants, et c'est pour cela qu'on utilise Toronto, Vancouver et Montréal comme exemples de la force positive de la croissance de la population.

- 1145

Donc, d'après nous, ce n'est pas le nombre de personnes, mais le type de personnes qui est important.

Le président: Bien que le phénomène soit assez récent, j'imagine que vous regardez d'un peu plus près ce qui se passe à Vancouver. Beaucoup de gens de Hong Kong, plus particulièrement, quittent leur pays et vont à Vancouver. On peut dire que ce sont des immigrants économiques qui ont passablement d'argent. Ils arrivent et achètent un ensemble de propriétés, et on entend parler d'un genre de ressac chez les Canadiens qui vivent là-bas. Cette situation semble les prendre un peu par surprise et ils y réagissent négativement. Est-ce que vous avez étudié un peu ce phénomène-là?

M. Murphy: Je n'ai pas précisément étudié les réactions négatives, mais il y a toujours un problème lorsqu'il y a un changement, même un changement positif comme la prospérité, parce qu'il y a toujours une réorganisation des biens de l'économie. Ces immigrants-là arrivent non seulement avec beaucoup de capital humain, mais aussi avec beaucoup d'argent à investir. Cela entraîne un bouleversement dans l'économie et dans la ville. Tout est en train de changer. C'est difficile pour les gens qui étaient là auparavant.

Nous avons discuté de cela avec des personnes de Vancouver, même avec le maire Campbell. La lumière est mise sur ces immigrants de Hong Kong, mais il y a aussi [Traduction]

You talked about Toronto and the regions of Canada that are emptying or lacking in prosperity. That can be attributed to the type of people, to the human capital that comes to Toronto from other countries or from other parts of Canada. In that city, there is a major increase in human capital. That is the central issue.

We plan to study this phenomenon further in order to come up with an exact estimate of the impact of these changes; not only changes in numbers, but also changes in the things that accompany these changes in numbers, such as the increased quality of the population - though I hesitate to use that term. There are people with a great deal of education and experience who have high level occupations and those are the people who bring about that kind of prosperity.

All parts of Canada are trying to figure out how to attract immigrants. It is not a question of the number of people, but of the type of people we get through that immigration.

Therefore, when we ask whether the sheer number of people is important, the answer is generally no. But if increased immigration is accompanied by an increase in available skills, then we have a tremendous resource at our disposal. That's why every region in Canada is trying to attract immigrants, and that's why we cite Toronto, Vancouver and Montreal as examples of the positive impact of population growth.

So, as far as we're concerned, it's not the number, but the type, of immigrants we admit that is the key factor.

The Chairman: Although this is a fairly recent phenomenon, I imagine you have been paying somewhat closer attention to what is taking place in Vancouver. A lot of residents of Hong Kong, in particular, have been leaving their country and coming to settle in Vancouver. I suppose you could say they are economic immigrants who have quite a lot of money. They come here and start buying all sorts of properties, and we're being told that there is a kind of backlash from Canadians living there. They seem to be somewhat surprised to see this happening and they are reacting to it very negatively. Have you studied that phenomenon at all?

Mr. Murphy: Well, I haven't studied negative reactions per se, but certainly, there's always a problem when a change occurs—even a positive change such as increase prosperity, because it always involves some kind of economic reorganization. When these immigrants arrive in Canada, they not only have tremendous human resources, but also a great deal of money to invest. The result is a disruption of the economy and the city as a whole. Everything is in a state of flux, and it's difficult for the people who were there before to adapt.

We discussed this with people in Vancouver, even with Mayor Campbell. The spotlight seems to have been trained on Hong Kong immigrants, but there are also

des immigrants des autres parties du pays qui font exactement la même chose à Vancouver. On dit qu'à Vancouver, pour chaque personne qui arrive de Hong Kong, il y en a 10 qui arrivent de Toronto et qui produisent le même effet. C'est vraiment une question importante. Pour moi, la réponse est presque la même: ces gens ont plus d'instruction et de formation. Il faut que les gens comprennent exactement le sens de ce changement, de cette augmentation de la prospérité qui entraine certains ennuis.

Le président: Essayons de projeter ce qui s'en vient. Vous avez donné dans votre document les projections du vieillissement de la population. Qu'est-ce qui va arriver dans les régions qui commencent à perdre leurs jeunes? Ces régions-là vont sans doute connaître un vieillissement accéléré de leur population. Qu'est-ce qui va se passer au Canada tout entier ou dans les grands centres qui reçoivent ces jeunes? De quelle façon ces régions vontelles planifier ce qui s'en vient? Est-ce qu'on doit déjà préparer des choses?

M. Murphy: Les questions qui se posent à cause de tout cela sont très importantes. C'est une des raisons pour lesquelles nous avons autant mis l'accent sur le fait que les immigrants et les Canadiens vont vers les grandes villes et laissent derrière eux une population plus vieille. Il y a toujours un problème quant à cet aspect. Nous avons suggéré qu'on se penche sur ces questions. À quoi sert de donner de l'argent à ces régions pour les services et les choses semblables s'il n'y a pas de personnes jeunes pour dispenser ces services?

Pour moi, il y a beaucoup, beaucoup de questions démographiques. Dans un sens, notre travail a été inutile, parce que nous nous sommes penchés sur le problème du Canada. Le problème est plutôt au niveau des régions du Canada qui sont très différentes les unes des autres. C'est là qu'on doit étudier, poser ces questions et trouver des réponses.

• 1150

Ms Browes (Scarborough Centre): First I would like to say that I am not a regular member of this committee, but I am pleased to be here to hear some of your comments.

I would like to compliment you on the fact that you are working with the planning boards in the municipalities. In my own area of Scarborough certainly the planning boards and the school boards are most concerned about services they provide in relation to the numbers of people who are coming into Scarborough. When they have schools with about 50% of the people not able to speak English, it puts extra strains on the school boards. So I am very pleased to hear that you are working with the planning boards and I would like to hear perhaps a little bit more about what you are doing on that.

[Translation]

immigrants from other areas of the country who are doing exactly the same thing in Vancouver. It is said that for every person who comes to Vancouver from Hong Kong, there are 10 others from Toronto who produce the same effect. This is really an important issue. In my view, the answer is almost the same: these people have more education and better training. It is important that people grasp the real meaning of this change and of this increased prosperity, which brings with it certain problems.

The Chairman: Let's try and make some future projections. You gave some projections in your paper regarding the aging of our population. What is going to occur in those regions where there starts to be an outflow of young people? One can assume that the population of those regions will probably age more rapidly. What is going to be the impact across Canada or in the major metropolitan centres where these young people settle? How will these regions be able to plan what is coming? Should we start planning for this now?

Mr. Murphy: The questions this raises are very important ones. That is one of the reasons why we have emphasized the fact that immigrants and Canadians are flocking to the big cities and leaving an older population behind them. That is always a problem. We have suggested that serious consideration be given to these matters. What is the point of giving money to these regions for services and what have you if there are no young people there to provide those services?

As far as I'm concerned, there are a great many demographic issues involved here. In a way, our work has been useless, because we have only looked at the problem of Canada as a whole. In fact, the problem really exists at the regional level in Canada, because our regions are so different from one another. It is there that we should be studying the problems, asking these questions and finding some answers.

Mme Browes (députée de Scarborough-Centre): D'abord, j'aimerais vous dire que je ne suis pas membre à part entière de ce Comité, mais je suis très heureuse de pouvoir assister à cette réunion et d'entendre vos remarques.

J'aimerais vous féliciter du travail que vous faites commissions de planification des municipalités. Chez moi, à Scaborough, les commissions de planification et les conseils scolaires sont très inquiets face à la nécessité de fournir des services à tous les gens qui viennent s'établir à Scaborough. Quand on sait que 50 p. 100 des étudiants qui fréquentent leurs écoles ne savent pas parler l'anglais, on peut comprendre que cela grève les ressources des conseils scolaires. Je suis donc très contente de vous entendre dire que vous travaillez de très près avec les commissions de planification; mais peut-être pourriez-vous nous en dire un peu plus long sur vos activités.

The question that concerns me is the number of people coming to Canada. I am sorry, but I have not read the complete report, just the summary of it. What do you think is the maximum that Canada can support at this time, with the economy the way it is?

We have raised the quota every year. There has been some projection of 250,000. How quickly do you think we can raise the immigration levels?

Dr. Murphy: That is not a good question to ask me because—

Ms Browes: I see, okay.

Dr. Murphy: But there are some things that... obviously, we looked into that question.

There is the overall question of what is Canada's absorptive capacity, what is the optimum population size for Canada. I know it is one of the questions we really looked into. After all, we were asked to pose the important questions and get Canada's best researchers to look at it. We have had some 200 people working on this. As I said last time, we had a tender for projects where we were asked for proposals on them.

People just have not been able to come to grips with that optimum population question. Mr. Weinfeld has given an answer of somewhere around 480 million people, I believe, as the upper limit. He based that on the assumption that the habitable areas of Canada would be as densely populated as is Holland today.

Nobody whom we have encountered has the temerity to deal with that question. For one thing, the economic capacity of the country changes so quickly. On the other hand, there is a whole set of environmental questions that are beginning to raise their heads which may put limits which we had not expected on the other side of it. Also, there was some hope when we started this study that we would arrive at exactly that, that the social sciences would solve the committee's problem. We would say our models show that you should have x number of immigrants each year.

But frankly, the limits are so broad right now that there are other factors which override it. There is the whole question of the regional impacts, the value of migrants to the economy but the limited number of places they seem to be going, the whole administrative procedures, etc. Really it comes down to probably where it should come down to in a democracy, the political process, where political leaders make decisions on exactly these questions. As I said, I am the wrong person to ask, because the Minister of Immigration is already engaged in a process of nation-wide consultation on that.

[Traduction]

Ce qui m'inquiète, c'est le nombre de personnes qui viennent s'établir au Canada. Je regrette d'avoir à vous dire que je n'ai lu que le résumé du rapport intégral. Mais j'aimerais savoir ce qui serait, d'après vous, le nombre maximum d'immigrants que le Canada pourrait accueillir, étant donné l'état actuel de notre économie?

Nous augmentons d'ailleurs le quota d'immigration chaque année. Le chiffre de 250,000 semble circuler dans certains milieux. A quel rythme peut-on augmenter ce quota selon vous?

M. Murphy: Ce n'est pas à moi qu'il faut poser cette question, parce que—

Mme Browes: Oui, je comprends.

M. Murphy: Mais il y a certains éléments... nous avons, évidemment, étudié cette question.

Il y a, d'abord, la question de savoir combien d'immigrants le Canada peut accueillir, ou encore, le nombre d'habitants qui serait optimal. C'est vraiment l'une des questions que nous avons étudiée à fond. Après tout, on nous avait bien demandé de poser les questions importantes et de demander aux meilleurs recherchistes canadiens de se pencher là-dessus. Quelque 200 personnes ont travaillé là-dessus. Comme je vous l'ai dit la dernière fois, un appel d'offres a été lancé en vue d'obtenir des propositions de projets d'étude sur ces mêmes questions.

Mais les gens n'ont tout simplement pas pu venir à bout de cette question de population optimale. M. Weinfeld a parlé d'une population maximale de 480 millions, je crois—en supposant que les régions habitables du Canada soient aussi peuplées que la Hollande d'aujourd'hui.

Jusqu'ici nous n'avons rencontré personne qui veuille s'attaquer à cette question. Il y a, d'une part, la question de la capacité économique du pays, qui change très rapidement. D'autre part, il y a toute une série de questions environnementales qu'on commence à se poser et qui vont peut-être nous imposer certaines contraintes. De plus, au moment de lancer notre étude, nous espérions que les sciences sociales nous permettraient de régler le problème du Comité et que nous serions en mesure de vous dire que d'après nos modèles, il fallait admettre tant d'immigrants chaque année.

Mais en vérité, celui-ci est si peu cerné à l'heure actuelle que nous constatons que d'autres facteurs sont plus importants. Il y a la question de l'incidence régionale, de l'apport économique des immigrants en tenant compte du nombre très limité de centres où ils semblent se diriger, de l'ensemble des procédures administratives, etc. En fin de compte—et c'est sans doute normal que dans une démocratie—c'est le processus politique qui prime dans tout cela, car c'est aux dirigeants politiques de trancher toutes ces questions. Alors, je le répète, ce n'est pas à moi qu'il faut poser la question, car la ministre de l'Immigration a déjà entamé des consultations exhaustives là-dessus.

In fact, just last week Krystyna and I were at a presentatin in Vancouver. They have given seven opinion leaders fora, where exactly these questions are posed. Ms Rudko does them—I just happened to do this one. It starts off with about a 20-minute presentation—very much like the one we gave here—of these results, as the first thing, first of the substantive proposals during the day. Then after that there are two more presentations, one by Angus Reid on attitudes toward immigration, and another one, usually by an academic from this sector. Professor Simmons was one of them. Professor DeVoretz was at Vancouver. It always begins with a speech from the minister. Then there are a series of work sessions—syndicates during the day and then a plenary session afterwards.

• 1155

It is there that these questions are being addressed, and I think it is there they ought to be addressed, because the detailed questions of how much we can absorb, anybody who has looked at it say the limits are very, very broad, that there are other questions that arrive, and this is the way it should be done.

Ms Browes: My second question is concerning the emigration. Did you in your report examine the peoples who are leaving Canada?

Dr. Murphy: Not in great detail. One of the things we did point out, though, was how important it is if each year 130,000 to 150,000 come in and about 50,000 to 60,000 leave. One of the difficulties in dealing with this is that it is very, very poorly measured; and it is difficult to measure. Simply, you do not count them as they go.

One of the issues that demographers have always faced is how to get some measure of this. It seems fairly easy. If you just ask other countries to say who has come, because they came from somewhere, you could sort of add them up on the other dimension. But it is difficult to gather those data, and those proposals have never quite worked out.

One of the reasons is many people who are emigrants from Canada are not formally immigrants to the countries they go to. For instance if an Italian citizen who is both a citizen of Canada and Italy goes back to Italy, he or she is not an emigrant to the Italian government, so they do not count that. So it is very, very difficult to measure.

All we have done so far is to point out how important it is and to bring it to people's attention.

There have been some studies. Professor Beaujot, who testified here during one of the meetings, has done some

[Translation]

En fait, la semaine dernière, Krystyna et moi ont assisté à un colloque à Vançouver. On a déjà fait sept colloques, destinés à ceux qui façonnent l'opinion publique, où l'on parle justement de toutes ces questions. Mme Rudko en a déjà animé—il se trouve qu'on m'a demandé d'animer celui-là. On commence par faire un exposé d'une vingtaine de minutes-très semblable à celui qu'on vous a fait ici—où l'on présente ces résultats et où l'on présente une première proposition. C'est suivi de deux autres exposés, un par la société Angus Reid sur les attitudes envers l'immigration, et un autre par un universitaire qui travaille dans ce domaine. Une fois c'était le professeur Simmons. À Vancouver, c'était le professeur DeVoretz. La ministre lit toujours un discours au départ. Ensuite, il y a toute une série de séances de travail-en petits groupes pendant la journée, avec une séance plénière à la fin.

C'est là qu'on aborde toutes sortes de questions, et à mon avis, c'est là qu'il faut les aborder; quant aux questions de détail, c'est-à-dire combien d'immigrants on peut absorber, tous ceux qui ont étudié la chose disent qu'on peut difficilement donner une réponse précise, et que d'autres questions se posent, et qu'il faut donc les aborder de cette façon.

Mme Bowes: Ma deuxième question concerne l'immigration. Dans votre rapport, vous êtes vous penché sur ceux qui quittent le Canada?

M. Murphy: Non, pas tellement. Nous avons tout même insisté sur l'importance que pourrait avoir cette question si l'on perd entre 50 et 60,000 personnes chaque année sur les 130 ou 150,000 qu'on admet au Canada. L'une des difficultés auxquelles nous nous heurtons à cet égard, c'est que ce phénomène est mal mesuré; de plus, il est très difficile à mesurer. Il ne s'agit pas simplement de les compter à mesure qu'ils passent la frontière.

C'est d'ailleurs une question qui tracasse les démographes depuis toujours: comment mesurer ce phénomène. Cela semble assez facile. Il suffit de demander aux autres pays combien de gens ils ont accueillis—parce qu'il faut qu'ils viennent de quelque part—et de faire le calcul. Le problème, cependant, c'est qu'on peut difficilement obtenir ces données, et cette méthode n'a donc jamais bien marché.

Cela s'explique, d'une part, du fait que bon nombre d'émigrés canadiens n'ont pas un statut officiel d'immigrant dans les pays où ils s'établissent. Par exemple, si un citoyen italien qui a la double nationalité canadienne et italienne retourne en Italie, il n'est pas considéré comme un immigré par le gouvernement italien, et il n'est donc pas compté. C'est donc un phénomène extrêmement difficile à mesurer.

Pour l'instant, nous avons dû nous contenter de signaler l'importance de ce phénomène et d'attirer l'attention là-dessus.

Certaines études ont pourtant été faites. Le professeur Beaujot, qui a témoigné devant vous il y a quelque temps,

studies on trying to estimate from census data the characteristics of who has left and what they took with them. But the difficulty with that is you end up subtracting big census numbers to get a small number, and the census has enough error in. It is the same order of magnitude as the thing you are trying to measure. So those are very, very rough too.

Ms Browes: It is always a surprise about the estimated number of people who leave. I gather you are estimating the 50,000 or 60,000 people who are emigrating. It is a surprise to people concerned about the amount of immigration into Canada that there are so many people leaving Canada, and it seems to me we need to do a better job in emphasizing that, because we need 50,000 or 60,000 just to remain on a level playing field as opposed to increasing in any way.

I just got back from the Soviet Union. I was at the Canadian Embassy. They said they have had applications for tremendous numbers of visitor visas—20,000 this year to Canada from the Soviet Union, which is about 20 times more than they had the previous year or any other year. Perhaps this is not even part of your report, but do you see or would you predict, from what you know, that there will be a number of persons from eastern Europe or the Soviet Union attempting to come to Canada? Do you see that as an area, or do you see that things are improving so much that they will want to stay?

Dr. Murphy: I am afraid I do not know. You would really have to ask the immigration people about that. But I doubt if they know either.

Those two questions you pose, the two approaches to it, are still there. In the past various eastern European political problems have produced great flows of immigrants, the Hungarians and the Polish and the Czechoslovakians. But now it seems to be going in the other direction. There are great political upheavels but they seem to be upheavels that make the place more attractive. There are even people who think this might attract some of the earlier immigrants to Canada back, that we might have higher emigration because of this. Quite frankly, up until now it is all guess work.

• 1200

Ms Browes: Thank you for your insight.

Le président: Merci, madame Browes.

Monsieur Murphy, actuellement, on parle beaucoup de l'Accord du lac Meech et de son rejet possible par trois provinces du Canada. Advenant que cet accord ne passe pas, advenant que le peuple du Québec décide de former son propre pays en Amérique du Nord, au plan

[Traduction]

a fait un certain nombre d'études sur la possibilité de déterminer les caractéristiques de ceux qui ont quitté le pays à partir des données recueillies lors de recensements. Le problème c'est qu'on travaille avec des gros chiffres, et au bout du calcul on a un tout petit chiffre sans parler du fait que les résutats des recensements ne sont pas toujours très exacts. On finit donc par avoir un ordre de grandeur qui correspond à celui du phénomène qu'on essaie de mesurer. C'est donc très difficile.

Mme Browes: On est toujours surpris de constater le nombre de personnes qui quittent le Canada. Je présume que quand vous parlez de 50 ou 60,000 émigrants, c'est une estimation. Ceux qui s'inquiètent des niveaux d'immigration au Canada sont toujours étonnés d'apprendre qu'il y a autant de personnes qui quittent notre pays, et il me semble que nous devrions insister davantage là-dessus, afin de leur faire comprendre qu'il faut 50 ou 60,000 personnes juste pour maintenir les niveaux actuels, et non pas pour les augmenter.

J'arrive de l'Union soviétique. J'ai visité l'ambassade du Canada, où l'on m'a dit que le nombre de demandes de visa de visiteur s'élèvera cette année à 20,000 là-bas—c'est-à-dire 20 fois plus que l'année dernière ou que toute autre année. Vous ne vous êtes peut-être pas préoccupé de cela dans votre rapport, mais j'aimerais savoir si vous pensez que le nombre de personnes en Europe de l'Est ou en Union soviétique qui demandent à venir au Canada va augmenter? Pensez-vous que ce serait une source d'immigration possible, ou croyez-vous plutôt que la situation s'améliore tellement que ces gens-là préféreront rester chez eux?

M. Murphy: Malheureusement, je l'ignore. Il faudrait plutôt en discuter avec les gens du ministère de l'Immigration—bien que je doute qu'ils sachent vous répondre.

Quant aux deux questions que vous posez, il convient de vous dire que ces deux approches existent toujours. Par le passé, les difficultés politiques en Europe de l'Est ont toujours donné lieu à un gros afflux d'immigrants, notamment, des ressortissants de la Hongrie, de la Pologne et de la Tchécoslovaquie. Mais maintenant on dirait que cela va dans le sens inverse. Il y a de fortes perturbations politiques dans tous ces pays, mais on dirait que cela les rend plus attrayants. Il y en a qui pensent même que certains des premiers immigrants au Canada seront tentés de retourner chez eux, et que le taux d'émigration sera plus important pour cette raison. Pour l'instant, ce ne sont que des conjectures.

Mme Browes: Merci de nous avoir éclairés là-dessus.

The Chairman: Thank you, Mrs. Browes.

Mr. Murphy, these days, there is a lot of talk about the Meech Lake Accord and its possible rejection by three Canadian provinces. If the Accord were not to be passed and if the people of Quebec were to decide to form an independent country in North America, in terms of the

démographique, au plan des changements, est-ce qu'on risque de voir plusieurs Québécois changer de province ou plusieurs Canadiens s'en venir au Québec, à la suite d'un rejet de l'Accord du lac Meech, dis-je, et à une indépendance du Québec? Est-ce qu'il y aura des changements au plan démographique? Est-ce qu'on va assister à des mouvements importants?

M. Murphy: Je m'excuse monsieur, ce n'est pas une question qui, d'après moi, touche à la démographie; il y a des questions démographiques importantes au Québec. Quant aux mouvements, il n'y a pas de réponse scientifique sur point. On peut discuter, par exemple, du taux de fécondité au Québec ou de celui du Canada qui sont en train d'augmenter depuis les dernières deux années, soit 5 p. 100 chacun. L'incidence démographique à cause de cela, je suppose que c'est la vraie question. Cependant, pour l'influence des changements politiques sur une démographie, je ne suis pas capable d'en discuter.

Autre fait démographique: on a dit que le Québec a une population qui décroit, mais ce n'est pas la même chose. De fait, au Québec il est prévu une croissance de population pendant les prochains 20 à 25 ans. C'est une question propre au Québec, cela n'a rien à voir avec la Confédération. En fait, la croissance n'est pas aussi rapide que dans le reste du Canada. Mais je ne peux pas discuter de ce point-là.

Le président: Vous ne pouvez pas prévoir si cela peut amener des mouvements importants dans un sens ou dans l'autre?

M. Murphy: Les données ne sont pas pertinentes à ce genre de problème. C'est trop vaste. Quand tout change totalement, il faut refaire les études appropriées.

Le président: Mme Rudko a-t-elle un commentaire à faire?

Mme Kyrstyna Rudko (directrice des Relations extérieures, Étude démographique, Santé nationale et Bien-être social Canada): Non, non.

Le président: M. Chadwick a demandé la parole.

Mr. Chadwick: We have registered some concern about the fact that a number of immigrants leave this country after coming here. Something has just crossed my mind, I do not know whether there is any relationship or not, but a few years ago we made a radical change in this country to try to keep some of those people here.

We changed the requirements to become a citizen. The number of years required to qualify as a citizen was reduced from five to three. That is a substantial change and there has to be some change from the government to the immigrants for that to happen.

It probably told them we wanted them sooner so they would have some allegiance to the country. I do not know. Have you done any studies on that? Has that period of time changed anything, changed the flows?

[Translation]

demographic changes that might occur, do you think there is a risk that many Quebeckers would move to another province or that Canadians from other provinces might move to Quebec if the Meech Lake Accord were to be rejected and Quebec separated from the rest of Canada? What kind of demographic changes would we be likely to witness? Are there likely to be significant population shifts?

Mr. Murphy: I am sorry, sir, but as far as I am concerned, that really is not a demographic issue; there are however important demographic issues in Quebec. As for potential population shifts, there really is no scientific answer to that question. We could discuss, for instance, the fact that the fertility rate in Quebec or in Canada has risen in the past 2 years; by 5% each year. I suppose the real issue here is the demographic impact of that. However, I am afraid I really cannot discuss the impact of political changes on the demographic situation.

And here is another demographic fact: It has been said that Quebec's population is declining, but that is not the same thing. The fact is a population growth is expected in Quebec over the next 20 to 25 years. That is something that concerns only Quebec; it has nothing to do with Confederation. But growth there will not be as rapid as in the rest of Canada. There is not really much more I can say about that.

The Chairman: You are not able to predict whether it will cause significant population shifts in one direction or the other?

Mr. Murphy: Available data is not relevant in assessing that kind of problem. It is much too vast. When the situation undergoes a complete change, you have to start from scratch with the appropriate studies.

The Chairman: Does Mrs. Rudko have any comment to make?

Mrs. Kyrstyna Rudko (Director, External Relations, Demographic Study, Health and Welfare Canada): No.

The Chairman: Mr. Chadwick has asked for the floor.

M. Chadwick: Nous avons parlé un peu de notre préoccupation à l'égard du nombre d'immigrants qui quittent ce pays. Je viens de penser à quelque chose—et je ne sais pas s'il y a rapport ou non—mais il y a quelques années, nous avons fait un certain nombre de changements radicaux afin que ces gens restent.

Je fais allusion au fait que nous avons réduit le nombre d'années de résidence exigé pour devenir citoyen canadien de cinq à trois ans. Il s'agit là d'un changement important et je suppose que cela a dû avoir un certain impact sur les immigrants.

Ils ont probablement compris qu'on cherchait à s'assurer une certaine allégeance en effectuant ce genre de changement. Ou cela pourrait être autre chose. Avez-vous fait des études là-dessus? Ce changement aurait-il entraîné une modification des mouvements d'immigrants?

1205

Dr. Murphy: Again, it is one of those important questions. Its effects seem to be overwhelmed by other effects. There is a change in the source of countries from which people are coming. There are at the same time things like social security agreements, which means you can take pension benefits back to countries which have these agreements with Canada.

It is also the very general question we talked about before. It is very difficult to get a grasp on who is leaving. I agree with you it seems evident, there must be some effect on that, but it would seem to be small enough to be within the range of error of everything else. You cannot pull it out.

Mr. Chadwick: If it happened, it really did not do anything significant that you could see.

Dr. Murphy: I do not think so.

Le président: Merci, monsieur Chadwick.

Je tiens à remercier nos témoins, le Dr Murphy et M^{me} Rudko, de leur participation et des informations qu'ils nous ont données sur ce que devrait être le niveau d'immigration et également sur les changements démographiques au Canada pour les années futures. Merci.

M. Murphy: Merci beaucoup, messieurs, pour vos questions.

Le président: Je tiens, juste avant qu'on termine, à aviser les membres du Comité que nous avons reçu des propositions de gens qui pourraient comparaître sur l'importance des changements climatiques et de l'effet de serre au plan de l'immigration. Nous allons en traiter jeudi. Je voudrais que vous regardiez un peu les différents témoins proposés, et que vous analysiez ça et que jeudi, nous prenions une décision là-dessus.

D'autre part, demain après-midi, la ministre comparaîtra pour l'étude des crédits 15 et 20, sur les questions d'immigration. M^{me} McDougall sera donc avec nous. Merci.

La séance est levée.

[Traduction]

M. Murphy: Encore une fois, c'est une question fort importante. L'impact de ce facteur semble être eclipsé par d'autres effets. On constate un changement au niveau des pays d'origine de nos immigrants. Et il y a d'autres facteurs, comme les ententes en matière de sécurité sociale, grâce auxquels on peut toucher une pension dans un pays qui a signé ce genre d'entente avec le Canada.

Mais cela rejoint également la question très générale dont on parlait tout à l'heure. C'est-à-dire qu'on peut difficilement savoir qui quitte le Canada. Je suis d'accord avec vous pour dire que ce genre de changement doit avoir un impact quelconque, mais il semble être tellement minime qu'on ne peut pas savoir si c'est bien cela la cause ou non.

M. Chadwick: C'est-à-dire que même si cela avait un impact quelconque, ce dernier serait tellement peu important que vous n'avez pas pu le constater vraiment.

M. Murphy: Voilà.

The Chairman: Thank you, Mr. Chadwick.

I would like to thank our witnesses, Dr. Murphy and Mrs. Rudko, for being with us today and enlightening us on the question of immigration levels and the kind of demographic changes Canada is likely to witness in years to come. Thank you.

Mr. Murphy: Thank you very much for your questions.

The Chairman: Just before I adjourn the meeting, I would like to advise the Members that we have received some proposals regarding the witnesses we might like to invite to discuss the importance of climatic change and the greenhouse effect on immigration. We are going to deal with this on Thursday. I would, however, like you to consider the various witnesses that have been proposed so that we can come to some decision on Thursday.

Also, tomorrow afternoon, the Minister will be appearing on votes 15 and 20 of the estimates, to discuss immigration matters. So, Mrs. McDougall will be with us then. Thank you.

The meeting is adjourned.











If undelivered, return COVER ONLY to Canadian Government Publishing Centre, Supply and Services Canada, Ottawa, Canada, K1A 0S9

En cas de non-livraison, retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à Centre d'édition du gouvernement du Canada, Approvisionnements et Services Canada, Ottawa, Canada, K1A 0S9

WITNESSES

From Health and Welfare Canada:

Dr. Michael Murphy, Secretary, Demographic Review; Kyrstyna Rudko, Director for External Relations, Demographic Review.

TÉMOINS

De Santé et Bien-être social Canada:

D' Michael Murphy, secrétaire, Etude démographique; Kyrstyna Rudko, directeur des relations extérieures, Etude démographique.



HOUSE OF COMMONS

Issue No. 24

Wednesday, March 21, 1990

Chairman: Jean-Pierre Blackburn

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule nº 24

Le mercredi 21 mars 1990

Président: Jean-Pierre Blackburn

Minutes of Proceedings and Evidence of the Standing Committee on

Procès-verbaux et témoignages du Comité permanent du

Labour, Employment and Immigration

Travail, de l'Emploi et de l'Immigration

RESPECTING:

Main Estimates 1990-91 (Votes 15 and 20 under EMPLOYMENT and IMMIGRATION)

CONCERNANT:

Budget des dépenses principal 1990-91, (crédits 15 et 20 sous la rubrique EMPLOI et IMMIGRATION)

APPEARING:

The Hon. Barbara McDougall
Minister of Employment and Immigration

WITNESSES:

(See back cover)

COMPARAÎT:

L'hon. Barbara McDougall Ministre de l'emploi et de l'immigration

TÉMOINS:

(Voir à l'endos)

Second Session of the Thirty-fourth Parliament, 1989-90

Deuxième session de la trente-quatrième législature, 1989-1990

STANDING COMMITTEE ON LABOUR, EMPLOYMENT AND IMMIGRATION

Chairman: Jean-Pierre Blackburn Vice-Chairman: Dave Worthy

Members

Edna Anderson
Warren Allmand
Harry Chadwick
Doug Fee
Dan Heap
Al Johnson
Allan Koury
Sergio Marchi
Gilbert Parent
George Proud
Cid Samson
Jacques Vien—(14)

(Quorum 8)

Elizabeth Kingston
Clerk of the Committee

COMITÉ PERMANENT DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE L'IMMIGRATION

Président: Jean-Pierre Blackburn Vice-président: Dave Worthy

Membres

Edna Anderson
Warren Allmand
Harry Chadwick
Doug Fee
Dan Heap
Al Johnson
Allan Koury
Sergio Marchi
Gilbert Parent
George Proud
Cid Samson
Jacques Vien—(14)

(Quorum 8)

Le greffier du Comité Elizabeth Kingston

MINUTES OF PROCEEDINGS

WEDNESDAY, MARCH 21, 1990 (30)

[Text]

The Standing Committee on Labour, Employment and Immigration met at 3:31 o'clock p.m. this day, in Room 269 West Block, the Chairman, Jean-Pierre Blackburn, presiding.

Members of the Committee present: Jean-Pierre Blackburn, Harry Chadwick, Doug Fee, Dan Heap, Allan Koury and Jacques Vien.

Acting Member present: Joe Fontana for Sergio Marchi.

In attendance: From the Library of Parliament: Kevin Kerr and Margaret Young, Research Officers.

Appearing: The Honourable Barbara McDougall, Minister of Employment and Immigration.

Witnesses: From the Department of Employment and Immigration: Nick Mulder, Associate Deputy Minister/Vice Chairman, Employment and Immigration; A. Juneau, Director General, Policy and Program Development; G. Barnett, Director General, Enforcement; P. Gauvin, Executive Director, Finance and Administration.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference from the House dated Thursday, February 22, 1990, relating to the Main Estimates 1990-1991. (See Minutes of Proceedings and Evidence, dated Wednesday, March 14, 1990, Issue No. 21).

By unanimous consent, the Chairman called Votes 15 and 20 under EMPLOYMENT and IMMIGRATION.

The Minister made a statement, and with the witnesses, answered questions.

At 5:18 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

Elizabeth Kingston
Clerk of the Committee

PROCÈS-VERBAL

LE MERCREDI 21 MARS 1990 (30)

[Traduction]

Le Comité permanent du travail, de l'emploi et de l'immigration se réunit aujourd'hui à 15 h 31, dans la pièce 269 de l'édifice de l'Ouest, sous la présidence de Jean-Pierre Blackburn (président).

Membres du Comité présents: Jean-Pierre Blackburn, Harry Chadwick, Doug Fee, Dan Heap, Allan Koury et Jacques Vien.

Membre suppléant présent: Joe Fontana remplace Sergio Marchi.

Aussi présents: De la Bibliothèque du Parlement: Kevin Kerr et Margaret Young, attachés de recherche.

Comparaût: L'honorable Barbara McDougall, ministre de l'Emploi et de l'Immigration.

Témoins: Du ministère de l'Emploi et de l'Immigration: Nick Mulder, sous-ministre associé et vice-président, Emploi et immigration; A. Juneau, directeur général, Développement de la politique et des programmes; G. Barnett, directeur exécutif, Exécution de la loi; P. Gauvin, directeur exécutif, Finances et administration.

Le Comité reprend les travaux prévus à son ordre de renvoi reçu de la Chambre des communes le jeudi 22 février 1990, soit l'étude du Budget des dépenses principal de 1990-1991 (voir les Procès-verbaux et témoignages du mercredi 14 mars 1990, fascicule nº 21).

Du consentement unanime, le président appelle les crédits 15 et 20 sous la rubrique EMPLOI ET IMMIGRATION.

La ministre fait un exposé puis, avec les autres témoins, répond aux questions.

A 17 h 18, le Comité s'ajourne jusqu'à nouvelle convocation du président.

La greffière du Comité Elizabeth Kingston

EVIDENCE

[Recorded by Electronic Apparatus]
[Texte]
Wednesday, March 21, 1990

• 1532

Le président: À l'ordre!

Bonjour, madame la ministre, et bienvenue à notre Comité.

S'il y a consentement unanime, je mets en délibération les crédits 15 et 20 sous la rubrique Emploi et Immigration. Je pense que vous ne voyez pas d'objection à cela

Madame la ministre, je sais que vous avez une allocution à prononcer. Les députés ici présents auront sûrement des questions à vous poser sur la conférence de presse d'hier et sur les nouvelles orientations que vous avez adoptées pour l'arriéré de réfugiés à la suite du jugement du juge Jerome. Mais suparavant, j'aimerais que vous nous présentiez les personnes qui vous accompagnent.

L'honorable Barbara McDougall (ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Je voudrais commencer par vous présenter les fonctionnaires qui sont à la table et vous dire que M. Juneau devra quitter à 17 heures. Les autres resteront avec moi jusqu'à la fin de la réunion.

With me are Nick Mulder, the Associate Deputy Minister; Gordon Barnett, the Director General of Enforcement; André Juneau, Director General of Immigration Policy; and Paul Gauvin, Executive Director of Finance and Administration.

La plupart d'entre vous, j'en suis certaine, avez entendu dire que l'immigration constituait la question clé des années 90. Il ne s'agit peut-être pas de la question primordiale de la décennie, mais sûrement d'un facteur déterminant pour un pays industriel avancé comme le Canada.

Depuis quelques années, un nombre sans cesse croissant de personnes se déplacent d'un pays à l'autre. À l'heure actuelle, on compte quelque 80 millions de personnes «déplacées» dans le monde. Cet important mouvement migratoire se produit dans un monde qui évolue très rapidement. En effet, les événements qui surviennent en Europe, en Asie et en Amérique latine modifient la situation politique et sociale. De plus, les nouvelles technologies et les nouveaux rapports commerciaux influent considérablement sur l'économie mondiale.

• 1535

Economically advanced nations are increasingly faced with difficult decisions about how to deal with this enormous continuing—almost constant—movement of people. Individually each nation must examine its own conscience and its own specific needs to develop a

TÉMOIGNAGES

[Enregistrement électronique] [Traduction] Le mercredi 21 mars 1990

The Chairman: Order please!

Good afternoon, Madam Minister, and welcome to our Committee.

If there is unanimous consent, I now call votes 15 and 20 under Employment and Immigration. I do not think there will be any objection to that.

Madam Minister, I know you have a statement you wish to make. I am sure the members here will have questions for you concerning yesterday's press conference and the new Departmental policy on the refugee backlog, following the decision of Mr. Justice Jerome. However, I would first like to ask you to introduce the officials with you.

The Honorable Barbara McDougall (Minister of Employment and Immigration): I shall first introduce the officials sitting alongside me. I must point out that Mr. Juneau will have to leave at 5 pm, but the others will stay with me until the end of the meeting.

Je suis accompagné de Nick Mulder, sous-ministre associé, Gordon Barnett, directeur exécutif, Exécution de la loi; André Juneau, directeur exécutif, Développement de la politique et des programmes; et Paul Gauvin, directeur exécutif, Finances et Administration.

I am sure most of you have heard people say that immigration is the "Issue of the 90's". While it may not be "the" issue, it is clearly a central one for any advanced industrial country such as Canada.

In recent years we have seen an increasing number of people moving from one country to another. This trend continues, and today there are some 80 million people "in transit" around the world. At the same time, this large scale movement of people is taking place on a world stage that is changing dramatically. Events in Europe, Asia and Latin America are redrawing political and social boundaries. New technologies and new trading relationships are reshaping the global economic map.

Des pays avancés sur le plan économique se trouvent de plus en plus aux prises avec des décisions difficiles relativement à la façon de traiter cet énorme et constant mouvement de personnes. Chaque pays doit faire son propre examen de conscience, déterminer ses propres

responsible approach to immigration in light of these circumstances.

The Canadian government is committed to immigration policies that are attuned to the realities of a modern Canada and evolving world. We are committed as a government to making immigration an integral part of Canada's economic and social future. We are committed to maintaining an immigration system that is fair, efficient and compassionate: consistent with our unique position both as a land of great opportunity and as a people united by fundamental respect for human rights and dignity.

When this government came into office in 1984, Canada's immigration movement had bogged down and annual immigration levels had fallen to record lows.

Au cours des six dernières années, nous avons revitalisé le programme d'immigration. Les résultats obtenus en 1989 démontrent que nos efforts ont porté fruit. En 1989, près de 190,000 immigrants ont été admis au Canada, comparativement à moins de 85,000 en 1984. En 1990, nous accueillerons près de 200,000 immigrants. Le niveau d'immigration a maintenant dépassé la moyenne annuelle de l'après-guerre qui s'élève à 140,000.

Nous nous sommes engagés à adopter une approche éclairée et généreuse en matière d'immigration, mais nous nous rendons bien compte que cette approche ne doit pas simplement consister à relever les niveaux d'immigration. En 1989, nous avons pris une série de mesures destinées à améliorer les services et les formalités d'immigration et à veiller à ce que les niveaux d'immigration toujours plus élevés soient gérés de façon efficace.

Pour continuer d'obtenir de bons résultats, le gouvernement veut dresser un plan quinquennal d'immigration. Il s'agit d'un projet d'envergure dont la réussite dépend de la collaboration et du soutien des citoyens et des organismes canadiens.

With this in mind, last November I launched a comprehensive consultation process on future immigration levels in Canada, and these consultations involve a much greater range of business, labour, education, ethnocultural, media and government representatives than ever attempted in the past, and in considerably more detail.

I have personally taken part in key opinion-leader forums in six cities. We are doing I believe eight studies in total, and that is actually where André Juneau is going when he leaves here for a meeting tomorrow in Winnipeg.

When these consultations are completed, close to 5,000 people representing all sectors and regions of this country will have had the opportunity to contribute to decisions on the future of Canada's immigration program.

The consultations also provide an opportunity to educate the public about the vital importance of immigration in an area where myths and

[Traduction]

besoins et adopter une approche responsable en ce qui a trait à la politique d'immigration.

Le gouvernement canadien a promis de suivre une politique d'immigration qui tienne compte de l'évolution du Canada et des autres pays. De plus, nous nous sommes engagés à faire de l'immigration une partie intégrante de l'avenir économique et social du Canada. Nous nous sommes également engagés à exécuter un programme d'immigration qui est à la fois juste, efficace et généreux parce que le Canada est un pays qui offre de nombreuses possibilités et qui respecte les droits de la personne et le principe de la dignité humaine.

Lorsque nous avons pris le pouvoir en 1984, le programme d'immigration était engorgé et les niveaux d'immigration n'avaient jamais été aussi peu élevés.

Over the last six years we have worked to revitalize immigration, and the results in 1989 show that our efforts are paying off. In 1989 almost 190,000 immigrants entered Canada—compared to less than 85,000 in 1984. In 1990 we will accept close to 200,000 immigrants. Immigration is now well above the post-war annual average of 140,000.

While we are committed to an enlightened and expansive approach to immigration, we realize that such an approach must involve more than simply raising the numbers. Throughout 1989 we launched a number of initiatives to improve immigration services and procedures, to ensure that rising immigration levels are managed effectively.

In order to ensure continued success, this government is seeking to establish an immigration levels plan for the next five years. This is an ambitious undertaking which depends for its success on the cooperation and support of individuals and organizations across Canada.

C'est dans cet esprit que j'ai lancé, en novembre 1989, une vaste consultation sur les futurs niveaux d'immigration au Canada. Nous consulterons un nombre plus grand que jamais de représentants du monde des affaires, des syndicats, du monde de l'enseignement, de groupes ethniques, des médias et des gouvernements.

J'ai moi-même participé aux forums de leaders de l'opinion de six villes. Je crois que nous allons effectué huit études. C'est dans le cadre de ce projet qu'André Juneau se rendra demain à Winnipeg.

Lorsque cette consultation sera terminée, près de 5,000 personnes représentant tous les secteurs et toutes les régions du Canada auront eu la chance de contribuer à la prise de décisions sur l'avenir du programme canadien d'immigration.

La consultation permet également de sensibiliser le public à l'importance vitale des immigrants et à dissiper les mythes et les mésententes qui peuvent facilement

misunderstandings can easily turn into distrust or even racism. By bringing some of these myths out into the open, we can help dispel fears and put immigration into its proper perspective as an issue critical to Canada's social and economic future. There is considerably more to do in this regard, but I believe we have made a good start.

Throughout the consultations process concerns have been expressed about the integration of newcomers into Canadian society. While increasing immigration levels is important, we have to do more than just increase the numbers of people coming to Canada, we have to help them settle and integrate into this country. We have done a great deal to help newcomers make this transition into a life in their new homeland, and the message around integration was reinforced throughout our consultations.

Among some of the things we have done: for example, we strengthened services designed to help refugees settle during their critical first year in Canada. Under the Canadian Jobs Strategy, EIC allocated more than \$60 million to purchase language training for immigrants entering the job market.

We have also developed a new CJS Language at Work Program to provide language, literacy and numeracy skills for employed immigrant women that will enable them to upgrade within the labour market.

• 1540

We have strengthened our settlement language training program. It is targeted for newcomers once again, particularly immigrant women who are not immediately destined for the job market. This program started with a budget of \$1 million in 1986 and in 1989 the budget was \$3.5 million.

J'aimerais souligner qu'au cours de l'exercice financier 1990-1991, nous avons prévu au budget une somme de 130 millions de dollars pour tous nos programmes de formation linguistique des immigrants et des réfugiés.

Les mesures que nous avons prises l'an dernier pour aider les nouveaux arrivants ne représentaient qu'un seul aspect de notre travail. Le nouveau processus de détermination du statut de réfugié a été mis en marche au début de l'année 1989. EIC et la Commission de l'immigration et du statut de réfugié ont assez bien réussi la mise en oeuvre de celui-ci compte tenu de sa complexité inhérente et de sa nature quasi judiciaire.

Le nouveau processus s'est avéré efficace pour traiter les revendications manifestement non fondées présentées par des ressortissants de pays qui ne sont habituellement pas sources de réfugiés. Malgré les critiques dont il a fait l'objet dès sa mise en place, il est sorti indemne de plusieurs contestations devant les tribunaux.

Nevertheless, it is evident that Canada, like many other countries, is facing increasing volumes of people claiming

[Translation]

tourner en méfiance, voire en racisme. En jetant la lumière sur ces mythes, nous pouvons chasser certaines craintes et envisager l'immigration dans une perspective plus juste, c'est-à-dire comme un facteur clé de l'avenir social et économique du Canada. Il y a plus à faire à cet égard, mais c'est un bon début.

Au cours des consultations, on a formulé des réserves concernant l'intégration des nouveaux arrivants à la société canadienne. Il importe d'accroître les niveaux d'immigration, mais nous devons aussi aider les immigrants à s'établir dans notre pays et à s'intégrer à notre société. Et il faut reconnaitre que nous avons beaucoup fait pour faciliter l'adoption des nouveaux arrivants. Au cours des consultations, on a d'ailleurs insisté sur la nécessité d'aider les immigrants à s'intégrer à la société canadienne.

Par exemple, nous avons amélioré les services conçus pour faciliter l'établissement des réfugiés au cours de leur première année au Canada. Dans le cadre de la Planification de l'emploi (PE), EIC a affecté plus de 60 millions de dollars à l'achat de cours de langue à l'intention des immigrants qui entrent sur le marché du travail

Nous avons également mis au point un nouveau programme de la PE appelé «Apprentissage de la langue en milieu de travail» qui offre des cours de langue, d'alphabétisation et de calcul aux immigrantes occupant un emploi, pour qu'elles puissent obtenir de l'avancement.

De plus, nous avons amélioré notre programme de cours de langue pour les immigrants, qui s'adresse aux nouveaux arrivants, notamment les immigrantes qui ne se destinent pas immédiatement au marché du travail. Le budget de ce programme, qui était d'un million de dollars en 1986, s'élevait à 3,5 millions en 1989.

I should point out that in fiscal year 1990-1991 we have budgeted 130 million dollars for all of our immigrant and refugee language training.

Our efforts last year to help these newcomers were but one facet of our work. Last year was the first full year of operation for the new Refugee Determination System. The Department and the Immigration and Refugee Board have been reasonably successful in implementing the new system, given the inherent complexity of the system and the quasi-judicial nature of the process.

The new system has proven effective in dealing with clearly unfounded claims from people coming from non-refugee-producing countries. In spite of the criticisms it faced in the early going, the new system has survived many court challenges.

Néanmoins, il est manifeste que le Canada, à l'instar de beaucoup d'autres pays, fait face à un nombre sans cesse

refugee status. Our refugee determination system, like the systems in other countries, is vulnerable to increased volumes, but we are carefully monitoring our system and will watch those volumes closely.

The new refugee determination system is of course separate from the refugee backlog clearance project. I know members of this committee will want to discuss the backlog issue, but let me first make one point.

We must keep in mind a broader perspective, the proper functioning of Canada's immigration system as a whole, when we consider the recent federal court decision that affects the refugee backlog clearance program.

Mr. Justice Jerome's decision in the Yhap case concerns one part of the backlog clearance process, the humanitarian and compassionate review. The decision states that the criteria used in this part of the process unduly restricted the power of discretion.

As you know, I outlined the government's response to this decision yesterday. I issued new guidelines for administering this part of the clearance process to ensure that everyone in the backlog has the opportunity for a full assessment of humanitarian and compassionate considerations.

I would like to talk briefly about why we chose to issue those guidelines, and their implications for the operations of the backlog clearance program.

There was speculation in the media and by others that the court's ruling would force the government to scrap the entire backlog clearance program, and that speculation was simply wrong.

Mr. Justice Jerome identified a problem, and we believe the problem is being resolved. The new guidelines comply with the decision while allowing the clearance program to proceed as planned. The decision does not in any way question the basic principles of the backlog clearance program. Mr. Justice Jerome did not pronounce judgment on the program but on a specific aspect of how one part of that program was administered, and we adjusted this part of the program accordingly.

It is true that instead of making this adjustment we could have simply given up and scrapped the program and declared an amnesty for those in the backlog. Giving up is always an option and an amnesty was an option in the beginning. But in this case, it is both unacceptable and unnecessary.

Décréter une amnistie à la suite d'un arrêt de la Cour sur l'application de la suprématie du droit et de l'obligation d'être équitable serait particulièrement inacceptable. Ce serait aller à l'encontre du principe [Traduction]

croissant de demandeurs de statut de réfugié. Notre processus de détermination du statut de réfugié, tout comme celui d'autres pays, est vulnérable à l'accroissement du nombre de demandes présentées, mais nous suivons de près la situation.

Le nouveau processus de détermination du statut de réfugié est bien entendu distinct du programme d'élimination de l'arriéré. Je sais que les membres du Comité voudront aborder la question de l'arriéré, mais permettez-moi d'abord de préciser une chose.

Je pense que c'est dans une perspective plus vaste—le bon fonctionnement du système canadien d'immigration dans son ensemble—qu'il faut considérer la décision récente de la Cour fédérale, laquelle a des répercussions sur le programme d'élimination de l'arriéré.

La décision du juge Jerome dans l'affaire Yhap porte sur une partie du processus d'élimination de l'arriéré, à savoir l'examen des considérations humanitaires. Le juge a dit que les critères appliqués à cet état du processus limitaient trop les pouvoirs discrétionnaires de l'agent d'immigration.

Comme vous le savez, j'ai précisé hier les mesures prises par le gouvernement à la suite de cette décision. J'ai fait rédiger de nouvelles lignes directrices sur cette étape du processus pour veiller à ce que le cas de tous les demandeurs visés soit examiné en fonction de toutes les considérations humanitaires.

J'aimerais expliquer brièvement pourquoi nous avons décidé d'élaborer ces lignes directrices et indiquer quelles seront les répercussions sur les activités du programme d'élimination de l'arriéré.

On a laissé entendre dans les médias et ailleurs que la décision de la Cour forcerait le gouvernement à mettre un terme au programme d'élimination de l'arriéré. Cette supposition était tout simplement sans fondement.

Le Juge Jerome a mis le doigt sur un point faible du processus et nous croyons y avoir remédié. Les nouvelles lignes directrices sont conformes à l'arrêt et permettent de poursuivre l'élimination de l'arriéré comme prévu. La décision ne met nullement en doute les principes fondamentaux du programme d'élimination de l'arriéré. Le Juge Jerome ne s'est pas prononcé sur le programme en soit, mais sur un aspect précis de l'exécution d'une partie de ce programme. Nous avons modifié cette partie en conséquence.

Bien sûr, au lieu d'apporter cette modification nous aurions pu tout abandonner, mettre un terme au programme et décréter une amnistie pour les demandeurs dont la revendication fait partie de l'arriéré. Abandonner est toujours une possibilité, mais dans ce cas-ci, c'est à la fois inacceptable et inutile.

An amnesty is an especially unacceptable response to a Court decision concerning the application of the rule of law and the requirement of fairness. Declaring an amnesty would subvert the very notion of the rule of law, and be

même de la suprématie du droit et être manifestement injuste à l'égard des milliers de réfugiés qui ont vraiment besoin de la protection du Canada.

An amnesty would be an over-reaction to a decision that calls for straightforward, practical adjustment to the system. With the new guidelines, refugee claimants and Canadians can be assured that the system reflects our fundamental commitment to justice and fairness. At the same time, they can also be assured the refugee backlog will be cleared as fast as is humanly possible.

• 1545

The clearance system is under control. It is operating as it is supposed to operate, and in a manner consistent with the integrity of our immigration system as a whole. Our challenge now is to get on with the job, and to make sure the system as a whole can meet the needs of the 1990s.

Le président: Merci, madame la ministre.

En tant que président de ce Comité, je voudrais d'abord vous souligner que toute modification apportée à l'arriéré de réfugiés et ayant pour but de rendre le système plus humain, plus équitable, plus efficace et plus rapide, est dans l'intérêt de l'ensemble des parties.

Également, madame la ministre, je me permets de vous signifier qu'en lisant les recommandations que vous avez formulées dans votre rapport en réponse au jugement du juge Jerome, j'ai constaté que certaines de celles-ci étaient en droite ligne avec les recommandations du rapport que nous avons déposé à la Chambre juste avant Noël. En vertu des règles parlementaires, vous avez un certain nombre de jours pour répondre à ce rapport et pour nous faire part de la décision gouvernmentale quant à nos recommandations.

Les membres du Comité ont travaillé de façon très sérieuse. Ils vous ont fait, à vous et au gouvernement, d'excellentes recommandations pour améliorer la situation de l'arriéré de réfugiés. Je me permets d'ajouter qu'il aurait certainement été apprécié par les députés qu'en répondant au jugement du juge Jerome hier, vous ayez profité de l'occasion pour répondre également au rapport de notre Comité, d'autant plus que le jugement du juge Jerome et certaines des recommandations que vous faites sont en droite ligne avec les recommandations que nous avions faites dans notre rapport.

Les députés mettent des heures à scruter à la loupe un problème donné. Il serait intéressant que ces députés puissent, à l'occasion, avoir des réponses du gouvernement dans un délai plus court, d'autant plus que ce travail-là a été fait avec beaucoup de sérieux par tous les députés qui y ont participé.

Je me permets de faire ce commentaire. J'aurai plus tard l'occasion de vous poser des questions sur votre conférence de presse d'hier et sur les directives qui ont été données à nos fonctionnaires.

[Translation]

patently unfair to the thousands of refugees who legitimately need Canada's protection.

Décréter une amnistie serait une réaction exagérée à une décision qui demande une modification directe et pratique du processus. Pour les Canadiens et les demandeurs du statut de réfugié, les nouvelles lignes directrices sont une garantie que le processus est conforme à notre engagement fondamental à l'égard de la justice et de l'équité. Elles attestent également que l'arriéré sera éliminé le plus rapidement possible.

Nous maîtrisons la situation et l'élimination de l'arriéré fonctionne comme il se doit, c'est-à-dire d'une manière compatible avec l'intégrité du système d'immigration dans son ensemble. L'enjeu consiste maintenant à poursuivre le travail et à veiller à ce que le système dans son ensemble puisse satisfaire aux besoins des années 1990.

The Chairman: Thank you, Madam Minister.

As Chairman of this committee, I would like to state that any changes implemented to make the refugee backlog clearance system more human, equitable, effective and faster is in the interest of all concerned.

When I read the recommendations in your report which was drafted in response to the decision by Mr. Justice Jerome, I noted that some of the recommendations were completely consistent with those in the report which our committee tabled in the House just before Christmas. Under the Standing Orders of Parliament, you have a certain number of days to respond to the committee's report and inform us of the government's decision regarding our recommendations.

The members of this committee worked very hard. They submitted to you and to the government in general some excellent recommendations on ways of improving the refugee backlog. The members of this committee would very much have appreciated it if, when responding to the judgement of Mr. Justice Jerome, you had also taken the opportunity to respond to the report submitted by our committee, particularly as the judgement of Mr. Justice Jerome and some of your recommendations are in complete agreement with the recommendations contained in our report.

Members of Parliament spend a lot of time carefully examining specific problems. They would find it helpful to occasionally receive a quicker response from the government, particularly given the fact that the members involved worked very hard on this issue.

I simply wanted to make that point. I would like to ask you a few questions later regarding yesterday's press conference and the guidelines given to your officials.

Mr. Fontana (London East): Thank you, Mr. Chairman. Your comment—and perhaps there was a question in it—I fully concur with, and perhaps the minister may want to augment my questions with the comment you have made on behalf of the committee.

I want to talk about Justice Jerome's decision and essentially the response of the government with the changed criteria, because you use certain words in your release that disturb me a little bit in saying "giving up is always an option", "unacceptable response", and "hysterical response", when you term or want to deal with the question of the refugee backlog.

Why do you believe a limited amnesty, or even a general amnesty, is considered "giving up" or "unacceptable" or "hysterical"? Based on what Justice Jerome said and essentially what your response was—that you recognize there was a failing in the system—you obviously want to get on with cleaning up the backlog, which I suggest to you is not under control at all. In fact, it seems rather out of control, because it is over budget, behind, and essentially has not met the targets you indicated you wanted to set right at the beginning of your program. Could you answer that question for me, firstly?

Mrs. McDougall: Let me start with a small correction. The word "hysterical" was in the written text. You may have noticed that I did not use it, so I would like it struck from the record. I said it was an "over-reaction". I deliberately changed that in the reading of the text.

• 1550

Let me just explain, if I may. First of all, in terms of responding to the judge, there are two processes in place. One is to respond to the committee. I certainly agree that the committee did some very good work in this area. I have made it a point on more than one occasion to thank the committee publicly for the work that it did do. We have a certain length of time in which to respond to the committee.

Before responding to the committee, I have to take some recommendations to Cabinet. This is a different process from responding to the judge. We were preparing to go to Cabinet with our response to the committee, but as a result of the decision that came from the court we have some more work to do on it before I can take it to Cabinet.

We will still do it well within the time that we have to respond to the committee. I think you will be satisfied with our response when you see it. Some of the things that were in your recommendation we have already begun. We have changed some of our procedures. In terms of resources and so on, we have altered some of the balances because we have taken into account some of your recommendations. I think we can clear it up without

[Traduction]

M. Fontana (London-Est): Merci, monsieur le président. Je partage entièrement votre opinion. La ministre voudrait peut-être en parler dans sa réponse à ma question.

J'aimerais examiner la réponse du gouvernement au jugement du juge Jerome. Vous avez utilisé dans votre allocution certains termes qui m'inquiètent un peu. Vous dites par exemple que «abandonner est toujours une possibilité», et vous parlez d'une réaction «inacceptable» et «exagérée» quand il s'agit de recourir à l'amnistie pour régler le problème de l'arriéré.

Pourquoi pensez-vous que décréter une amnistie limitée, ou même générale, serait «inacceptable», «exagéré» ou équivaudrait à un «abandon». A la lumière du jugement du juge Jérôme et de votre réponse, car vous reconnaissez que le système laisse à désirer, vous voulez évidemment procéder à l'élimination de l'arriéré, que vous ne semblez pas du tout maîtriser. La preuve en est que vous avez dépassé votre budget, accumulé des retards et n'avez pas atteint des objectifs que vous vous étiez fixés au début du programme. Pourriez-vous commencer par la dernière question?

Mme McDougall: Il y a une petite erreur que je dois corriger: bien que le terme «hysterical» se trouve dans le texte anglais écrit, je ne l'ai pas utilisé et je ne voudrais pas qu'il figure dans le procès-verbal. J'ai dit plus tôt que ce serait «an overreaction», une réaction exagérée. Je l'ai changé exprès en lisant le texte.

Permettez-moi de vous donner quelques explications. Tout d'abord, il existe deux processus distincts. L'un consiste à répondre au comité. Je conviens sans réserve que le comité a fait de l'excellent travail dans ce domaine. D'ailleurs, à maintes reprises, je me suis fait un point d'honneur de remercier le comité publiquement pour le travail qu'il a accompli. Selon le Règlement, nous disposons d'un certain laps de temps pour répondre au comité.

Mais avant de le faire, je dois présenter certains recommandations au Cabinet. C'est un processus distinct de celui qui consiste à répondre au juge. Nous étions sur le point de présenter au Cabinet notre réponse au Comité, mais à la suite de la décision rendue par la Cour fédérale, nous devrons y travailler encore un peu avant de la soumettre au Cabinet.

Cependant, nous y répondra bien en deçà de la limite de temps qui nous est imposée. D'ailleurs, je pense que vous serez satisfaits de notre réponse lorsque vous en prendrez connaissance. Nous avons déjà commencé à appliquer certains éléments de vos recommandations. Nous avons changé certaines de nos méthodes. Pour ce qui est des ressources, etc., nous les avons déployées autrement parce que nous avons tenu compte de certaines

too much difficulty. I will certainly be back as fast as I can.

I would also like to point out that we can argue about this all afternoon, but the way the system is set up, when I announced the system for dealing with the backlog, I did take into account the fact that it would take some time to establish a board, to establish terms of reference and to find office space and all those things allowed for within that timeframe.

Once we got into the process, there were some things that slowed it down in one sector and not in another. We thought we could deal with them procedurally and I think we are going to be able to do that.

I have also said publicly—and I believe it was before this committee that I said it the first time—that I still expected we could do this within roughly the timeframe. Whereas there may have been some slippage, I was not disappointed or overly concerned. I was overly concerned about making sure that the process works, but I was not at the point where I felt that we were dangerously beyond what I thought we could do.

There are at the moment to February 23, some 22,546 out of the 85,000. I point out that we talk about cases, not people; this is why there is a differentiation sometimes between the 85,000 and people who talk about over 100,000 because we deal with cases. The 22,546 are at some stage of the process. We have done this in six months. You cannot do a straight-line projection on the numbers that have gone through from the beginning. You have to look at what we have done within that period. The resources of \$179 million were the resources that were there from the beginning. I still think we can do it within that amount of money.

Mr. Fontana: Mr. Chairman, I wonder then, realistically, because I do not want to argue with the minister; this committee in fact has tried to be very helpful to the minister in the past in dealing with this very important issue. I am sure that she realizes in all reality, even with the changes that you have made in response to Mr. Justice Jerome's decision, it will mean essentially that perhaps maybe 30,000 claimants—I do not know how many cases this is—will virtually go through the system much more quickly because of the expanded criteria.

When you want to measure the remaining caseload and try to look to what your previous parameters were, which essentially was that you wanted to clear up this thing inside of two years, the department has been able to deal only with 8,205 cases to date, 193 of them being rejected and 50 of them deported, at a cost of \$179 million. This was far greater than I think you had anticipated right from the beginning; you apparently anticipated something like 20,000 deportations.

[Translation]

de vos recommandations. Je pense que nous pouvons régler ce problème sans trop de difficulté et je suis disposée à revenir le plus tôt possible.

Autre chose. Nous pourrions discuter de cela tout l'après-midi, mais lorsque j'ai annoncé l'établissement d'un mécanisme pour éliminer l'arriéré, j'ai tenu compte du fait qu'il faudrait un certain temps pour créer une commission d'examen, définir un mandat, trouver des locaux et prendre toutes les dispositions nécessaires.

Une fois le processus amorcé, certains facteurs ont ralenti nos efforts dans quelques domaines. A l'époque, nous pensions pouvoir régler ces problèmes grâce à des correctifs administratifs et nous en sommes toujours convaincus.

J'ai aussi déclaré publiquement—je crois d'ailleurs que je l'ai dit pour la première fois devant le comité—que nous pensions toujours pouvoir respecter plus ou moins notre échéancier. Il y a peut-être eu certains retards, mais cela ne m'a pas causé trop d'inquiétude. Je voulais surtout m'assurer que le processus fonctionnait. Je n'ai jamais pensé que nous accusions un retard sérieux par rapport à nos prévisions.

Au 23 février, quelque 22,546 cas sur 85,000 étaient à l'étude. Je signale que nous parlons de cas, et non par de personnes. On entend parfois citer le chiffre de plus de 100,000 personnes. C'est parce que nous parlons de cas que nous employons le chiffre de 85,000. Voilà où réside la différence. Les 22,546 cas en question sont à une certaine étape du processus. Nous avons réussi à faire cela en six mois. On ne peut pas faire de projection directe à partir du nombre de cas déjà traités depuis le début. Il faut plutôt voir ce que nous avons réussi à faire pendant cette période. Dès le début, nous avons disposé de ressources de l'ordre de 179 millions de dollars et je pense encore que nous pouvons réussir notre mission sans outrepasser cette somme.

M. Fontana: Monsieur le président, je n'ai pas l'intention de discuter avec la ministre, mais il faut être réaliste. En fait, le comité a tout fait pour aider la ministre à résoudre ce problème très important. Je suis sûr qu'elle se rendra à l'évidence. Malgré les changements que vous avez décidé d'apporter à la suite de la décision du juge Jérome, c'est tout au plus 30,000 demandeurs—j'ignore combien de cas cela fait—qui vont sans doute être acheminés dans le système plus rapidement en raison de l'assouplissement des critères.

Cependant, il faut considérer tous les autres cas en souffrance par rapport aux paramètres que vous vous étiez fixés. Essentiellement, vous vouliez éliminer l'arriéré en deux ans. Or, jusqu'à maintenant, le ministère a réglé uniquement 8,205 cas, 193 demandes ayant été rejetées et 50 demandeurs déportés, à un coût de 179 millions de dollars. Je pense que vous êtes amenée à accepter beaucoup plus de monde que prévu. Apparemment, vous vous attendiez à effectuer quelque 20,000 déportations.

• 1555

I know that obviously your department has had a very good chance of looking at those case files, doing certain work on them. I want to know if in fact those parameters, those guidelines, those targets are still in fact realistic in light of the fact that it has taken you a lot longer to deal with those cases, in light of the fact that you are finding that those refugees are of good character and should remain. The deportation orders to date seem to be rather low, something the committee had anticipated would happen.

So in light of the new reality of the kind of refugees you are dealing with, do you not think that perhaps there could even be some additional administrative reviews, or call it what you will, limited amnesties, on the other ones to clear up this backlog at a much lesser cost to the taxpayer, and essentially deal with these cases on a much more fair and equitable and compassionate manner?

Mrs. McDougall: What we are aiming for—the purpose of the process from the beginning—is that it would be fair and equitable and compassionate. That means it must be even-handed and it must deal with people in the backlog as we deal with others.

The ADR idea really would fly in the face of the judgment of Mr. Jerome. He was suggesting—and I do not want to overstate this, but there is certainly an implication in his judgment—that people in the backlog should be dealt with in the same way. When I was looking at the criteria that we had established, that the reason they had to be broader, or to be differently defined, or that immigration officers should be freer to look at other things, it was to bring it into line with how we deal with other people.

The reverse of that, or the implication of that, is that he would expect the process to deal with people in the backlog in the same manner as one deals with others.

I think I have made clear my position on this a number of times. First of all there may be some short-term cost savings with an ADR, but they are less than people think. You still have to have an interview, you still have to do the health checks, and you still have to do the security checks. There is a structure and a process that even in ADR people have to go through. Whereas it may be shorter for the bulk of the people, we still have some people going through the system from the last ADR.

In the longer term it turns out also not to be less costly. When we have had amnesties and ADRs in the past, the number of people who have come to our borders has immediately begun to increase again. So it has served as an attraction to other people. If you are looking at it on a straight, practical basis, I do not think it accomplishes what one would expect it to accomplish.

[Traduction]

Evidemment, votre ministère a eu l'occasion d'examiner de près ces dossiers. Je voudrais savoir si ces paramètres, ces lignes directrices, ces objectifs sont encore réalistes compte tenu du fait qu'il vous a fallu beaucoup plus de temps que prévu pour régler ces cas et que vous constatez qu'après tout ces réfugiés sont acceptables et devraient rester ici. Jusqu'à maintenant, le nombre des ordonnances de déportation semble plutôt limité, et c'est une chose à laquelle le comité s'attendait.

Compte tenu de cette nouvelle réalité, du genre de réfugiés auxquels vous avez à faire, ne croyez-vous pas qu'il serait bon de décréter un nouvel examen administratif ou une amnistie partielle, appelez cela comme vous voulez, pour régler les autres cas en souffrance. Cela permettrait d'éliminer l'arriéré à un moindre coût pour le contribuable et de régler ces cas de façon plus juste, plus équitable et plus généreuse?

Mme McDougall: Depuis le début, notre objectif a toujours été d'instaurer un processus juste, équitable et généreux. Cela signifie qu'il faut traiter tout le monde de la même façon, y compris les demandeurs qui font partie de l'arriéré.

L'idée d'un examen administratif irait carrément à l'encontre du jugement de M. Jérôme. Je ne veux pas trop insister là-dessus, mais il ressort certainement de son jugement qu'il convient de traiter comme les autres les cas qui font partie de l'arriéré. Pour ce qui est des critères que nous avions établis, si l'on a jugé bon d'en donner une acception plus large, de les définir différemment ou d'accorder une plus grande marge de manoeuvre aux agents d'immigration, c'était pour les rendre conformes à ceux qui s'appliquaient aux autres demandeurs.

Il s'ensuit que le juge s'attend certainement à ce que l'on traite les demandeurs de l'arriéré de la même façon que les autres.

Je crois avoir énoncé clairement ma position à ce sujet à maintes reprises. Premièrement, on peut peut-être réaliser des économies à court terme en procédant au moyen d'un examen administratif, mais ces économies sont beaucoup moins importantes qu'on ne le pense. Il faut tout de même faire des entrevues et effectuer des vérifications de santé et de sécurité. Même dans le cadre d'un examen administratif, les gens doivent se soumettre à un processus. Même si ce processus est plus court pour la majorité des gens, il reste encore dans le système certaines personnes visées par le dernier examen administratif.

A long terme, on a constaté que cela n'était pas moins coûteux. Chaque fois que nous avons décrété des amnisties et des examens administratifs dans le passé, le nombre de personnes qui se pressent à nos frontières a immédiatement commencé à augmenter de nouveau. Par conséquent, ce sont des mécanismes qui ont eu pour effet d'attirer d'autres demandeurs. Sur le plan strictement pratique, je ne pense pas que l'on réussisse ainsi à atteindre le but recherché.

I regard the principle important as well. It is the one I have maintained in front of this committee before, around the fact that the rule of law must be even-handed and must apply to everyone no matter how they come. Whether they come as refugees or as immigrants, I think it is very important to the Canadian people. Is the principle on which I stand. Sometimes that is an expensive way to go.

Let me just finish by saying that the cases in the backlog, the ones being dealt with in the early stages, are the ones that have been here the longest. I hesitate to use this phrase because I want this all done on a case-by-case basis, but the earlier cases are the ones that come from countries where there is political strife, where there is violence, and so on.

Once again you cannot take a straight-line projection from that through the rest. It was towards the end of the process that we were attracting people from countries that were patently democratic.

Le président: Monsieur Fontana, malheureusement vous allez pouvoir revenir au deuxième tour.

Monsieur Heap, suivi de M. Chadwick.

Mr. Heap (Trinity—Spadina): Thank you, Madam Minister, for being with us today. I want to agree with you on one point. I am not interested in debating the question of an amnesty today. But I do have some more limited questions.

• 1600

In backgrounder number 1, pages four and five, under "public policies situations", I have a number of questions about the meaning. I notice in the illegal de facto residence policy you point out that in the previously existing regulations, refugee claimants by definition are excluded from consideration under that. Then you go on to say such persons would have severed their ties with their home country and so on. Since you are including this in guidelines for immigration officers on the exercise of discretionary powers prepared pursuant to the judgment rendered by Justice Jerome in the case of Ken Yung Yhap, do you consider some refugee claimants will now be considered under the illegal de facto residence policy?

Mrs. McDougall: Once again these are here by way of examples, as you know. They are not here to provide specific criteria.

Mr. Heap: Yes.

Mrs. McDougall: There may be some. It would be difficult to be definitive and say there would be none. There may be some, but I think it is not likely there will be a great deal. Is this the same backgrounder? If you look

[Translation]

En outre, un principe important est en jeu et je l'ai déjà expliqué au comité. Il faut que la règle de droit s'applique équitablement à tous les candidats, peu importe les circonstances de leur venue au Canada. Qu'il s'agisse de réfugiés ou d'immigrants, je pense que c'est un principe qui revêt beaucoup d'importance aux yeux des Canadiens. C'est un principe auquel je souscris entièrement, même si parfois il peut entraîner des dépenses considérables.

En conclusion, je vous signale que les premiers cas de l'arriéré qui ont été traités visaient des personnes établies ici depuis longtemps. J'hésite à généraliser parce que je souhaite que chaque cas soit examiné selon son mérite propre, mais les premiers cas mettaient en cause des personnes venant de pays aux prises avec des conflits politiques, de la violence, etc.

Encore une fois, on ne peut pas se servir de ces cas pour faire des projections pour les autres. C'est à la fin du processus que nous avons commencé à attirer des gens de pays manifestement démocratiques.

The Chairman: Mr. Fontana, unfortunately, you will have to wait for the second round.

Mr. Heap, followed by Mr. Chadwick.

M. Heap (Trinity—Spadina): Madame la ministre, je vous remercie d'avoir accepté de comparattre aujourd'hui. Je suis d'accord avec vous sur un point. Je n'ai pas l'intention d'aborder la question d'une amnistie aujourd'hui, mais j'ai certaines questions plus limitées.

J'ai un certain nombre de questions au sujet de la signification de certains passages de la rubrique «Raisons d'intérêt public», qui se trouvent aux pages 4 et 5 du document d'information numéro 1. Je constate que dans le paragraphe consacré aux résidents de fait en situation administrative irrégulière, vous dites qu'aux termes des règlements antérieurs, les demandeurs du statut de réfugié sont exclus, par définition, de cette catégorie. Vous ajoutez ensuite que ces personnes auraient rompu leurs liens avec leur pays d'origine, etc.. Étant donné que vous incluez ce passage dans les lignes directrices rédigé à la suite de la décision rendue par le juge Jérôme dans le cas Ken Yung Yhap pour aider les agents d'immigration à exercer leurs pouvoirs discrétionnaires, considérez-vous que certains demandeurs du statut de réfugié relèveront désormais de la politique concernant les résidents de fait en situation administrative irrégulière.

Mme McDougall: Encore une fois, ce ne sont que des exemples, comme vous le savez. Il ne s'agit pas de critères précis.

M. Heap: Je vois.

Mme McDougall: Il se peut que certains le soient. Il serait difficile d'affirmer catégoriquement qu'aucun d'eux n'entrera dans cette catégorie. Il y en aura peut-être quelques-uns, mais il s'agira sans doute d'un très petit

at page three of that same document, in the first paragraph it says

The examples outlined below have been provided. They are by no means exhaustive. For example, all of the circumstances described under Public Policy Situations may be considered when making an humanitarian and compassionate assessment. While a person may not meet the guidelines described under Public Policy Situations, the officer may feel that on balance there exist humanitarian and compassionate considerations which would lead to a positive humanitarian and compassionate recommendation.

Mr. Heap: What?

Mrs. McDougall: Then it says:

Economic and establishment situations alone would not normally constitute grounds for a positive humanitarian and compassionate recommendation on refugees.

Mr. Heap: That was on page three?

Mrs. McDougall: If you will just read the first paragraph, I think it may expand a little bit on what is on page five. I am not sure it answers your question directly, but it might be helpful.

Mr. Heap: In a way I am curious to know why the de facto residence policy is mentioned here at all if in fact the barrier of having made a refugee claim excludes them automatically and by rule.

Mrs. McDougall: What we were doing here was putting out the humanitarian and compassionate considerations for all our categories. That is what this includes. This discription includes humanitarian and compassionate for anyone who might come before an immigration officer under a variety of circumstances.

Mr. Heap: You mean not only under-

Mrs. McDougall: It is not just for refugees.

Mr. Heap: Not only under the backlog?

Mrs. McDougall: No.

Mr. Heap: Oh. The occasion yesterday was your response to Judge Jerome, and that is the heading of this. I had assumed you were talking about people in the backlog in these sections. But perhaps that was not what you intended.

Mrs. McDougall: No. Was this explained at the technical briefing?

[Traduction]

nombre. Est-ce que nous parlons du même document d'information? Je vous renvoie à la page 3 de ce document. Le premier paragraphe est rédigé dans ces termes:

Des exemples sont fournis ci-dessous... Il ne s'agit nullement d'un aperçu exhaustif de toutes les situations possibles. Par exemple, on pourra tenir compte de toutes les raisons d'intérêt public au moment de mener un examen à caractère humanitaire. Il pourra arriver qu'une personne ne satisfasse pas aux exigences énoncées dans les lignes directrices sur les raisons d'intérêt public, mais que, en contrepartie, les motifs humanitaires soient jugés suffisants par l'agent pour justifier une recommandation favorable.

M. Heap: Quoi?

Mme McDougall: On dit ensuite:

Toutefois, on fera rarement des recommandations favorables dans les cas où on pourra invoquer uniquement les motifs d'ordre économique ou motifs d'établissement mentionnés dans la partie sur les raisons d'intérêt public.

M. Heap: C'était à la page 3?

Mme McDougall: Je vous invite à lire le premier paragraphe qui me semble préciser ce qui figure à la page 5. Cela ne répond peut-être pas directement à votre question, mais ce sont des précisions qui pourraient vous être utiles.

M. Heap: D'une certaine façon, je suis curieux de savoir pourquoi on a jugé bon d'inclure la politique concernant les résidents de fait si toute personne ayant présenté une demande du statut de réfugié est exclue d'office aux termes des règlements.

Mme McDougall: En fait, nous avons énoncé dans ce document les motifs humanitaires applicables à toutes les catégories. Voilà pourquoi ce passage est inclus. On établit les motifs humanitaires susceptibles de s'appliquer à toute personne qui se présente devant un agent d'immigration.

M. Heap: Vous voulez dire pas seulement. . .

Mme McDougall: Cela ne concerne pas uniquement les réfugiés.

M. Heap: Et pas seulement les personnes dont le cas fait partie de l'arriéré?

Mme McDougall: Non.

M. Heap: Oh! Hier, vous avez rendu publique votre réponse au juge Jerome. C'est d'ailleurs ce qui est précisé dans le titre du document d'information. Voilà pourquoi j'avais cru comprendre que ces rubriques visaient les personnes faisant partie de l'arriéré. Ce n'est peut-être pas ce que vous vouliez faire.

Mme McDougall: Non. Cela a-t-il été expliqué à l'occasion de la séance d'information technique?

Mr. Gordon Barnett (Director General, Enforcement, Department of Employment and Immigration): Yes, it was. This is our new manual chapter.

Mrs. McDougall: Remember, in the decision Mr. Justice Jerome talked about section IE(9) regulations. This is a replacement for that section.

Mr. Heap: I see. Then in that case the long-term commitment to Canada policy also may not apply to refugee claimants at all?

Mrs. McDougall: What it says is that it would not normally be considered sufficient. I am hesitant to put anything into the record that would get us back into the situation where I am hemming in the guidelines because the objective of the exercise was, in response to Mr. Justice Jerome, I believe the word is "fetter" and "unfetter". I do not want anything I say today to be seen as "fettering" the officers as they pursue their duties.

Mr. Heap: Now in the case of foreign domestics-

Mrs. McDougall: He did say, by the way, we could put out guidelines. He had no quarrel with the fact there were guideline—

Mr. Heap: I understand that. I read it two or three times.

Mrs. McDougall: Yes.

Mr. Heap: Now on foreign domestics, I suppose none of the people in the refugee backlog is a member of the foreign domestics program.

Mrs. McDougall: No.

• 1605

Mr. Heap: Should I assume then that for purposes of the backlog the foreign domestics policy is irrelevant? That this paragraph really has nothing to do with the backlog?

Mrs. McDougall: This is a replacement for that chapter, this not. . .

Mr. Heap: And likewise then the spousal policy? It is simply a reiteration of existing policy and does not include any loosening of the policies as far as spouses go—

Mrs. McDougall: No, there is no change in this.

Mr. Heap: So the only major criterion seems to be moving the back-end humanitarian consideration to the front end. Is that it?

[Translation]

M. Gordon Barnett (directeur exécutif, exécution de la loi, ministère de l'Emploi et de l'Immigration): Oui. Il s'agit d'un nouveau chapitre de notre manuel.

Mme McDougall: Si vous vous souvenez, le juge Jerome a parlé dans son arrêt de l'article IE(9) du règlement. Or, c'est une disposition qui remplace cet article.

M. Heap: Je vois. Dans ce cas-là, la politique concernant la fidélité de longue date envers le Canada ne s'applique pas non plus nécessairement aux demandeurs du statut de réfugié?

Mme McDougall: On précise qu'à lui seul, ce critère ne serait pas normalement suffisant pour justifier une recommandation favorable. J'hésite à apporter officiellement des précisions car on pourrait croire que je reviens ainsi à la situation antérieure et que j'impose des lignes directrices alors que le but de cet exercice est de satisfaire le juge Jérôme qui préconise que les agents d'immigration exercent en toute liberté leurs pouvoirs discrétionnaires. Je ne voudrais pas que l'on interprète mes propos d'aujourd'hui comme une tentative pour empêcher les agents d'immigration d'exercer librement leurs fonctions.

M. Heap: En ce qui concerne les employés de maisons étrangers. . .

Mme McDougall: Soit dit en passant, il a reconnu que nous pouvions établir des lignes directrices. Il ne s'oppose pas au fait qu'il y ait des lignes directrices. . .

M. Heap: Je comprends cela. J'ai lu le jugement deux ou trois fois.

Mme McDougall: Parfait.

M. Heap: Pour en revenir aux employés de maisons étrangers, je suppose qu'ils ne font pas partie de l'arriéré.

Mme McDougall: Non.

M. Heap: Dois-je comprendre que la politique visant les employés de maison étrangers n'a rien à voir avec les demandeurs faisant partie de l'arriéré? Autrement dit, ce paragraphe n'a aucun rapport avec l'arriéré?

Mme McDougall: Cela vient remplacer l'ancien chapitre; ce n'est pas. . .

M. Heap: Et il en va de même pour la politique à l'égard des conjoints? On se borne simplement à réitérer la politique actuelle. On ne prévoit aucun assouplissement de cette politique en ce qui concerne les conjoints. . .

Mme McDougall: Non. Il n'y a pas de changement à cet égard.

M. Heap: Donc, le principal changement, c'est que les motifs d'ordre humanitaire qui étaient à l'arrière-plan sont maintenant au premier plan. N'est-ce pas?

Mrs. McDougall: Essentially I think that is a practical description. There are certainly nuances that are probably different. Do you want to expand on that, Gordon?

Mr. Barnett: We used to have criteria. And they were limited criteria. Now we have guidelines. The criteria are but examples. And the immigration officer is no longer fettered in what he may listen to or what he may judge on.

Mr. Heap: Thank you.

The question was raised yesterday about people who had an initial interview and were then rejected. Yesterday you said they will be given, on request, an interview on the altered guidelines. Is that the case?

Mrs. McDougall: Yes.

Mr. Heap: What about the ones overseas? I was not altogether clear about the 1900 who have taken involuntary departure or have been removed. What options do they have?

Mrs. McDougall: They have several options. Some of them have the option of reapplying as immigrants and our foreign posts are well aware of that. Some of them are in that process now. So they would reapply. There would be no need for them to go for an H and C interview unless for some reason they were rejected. If they are already into that stream they are probably just as well off to wait and see if they are accepted under those considerations. If they are not, then they can go to an H and C. Those who have not reapplied can go for an H and C immediately. I would assume—

Mr. Heap: Some of our overseas offices where there is quite a line-up, will these be given any priority in deference to the Jerome decision, or will they go to the end of the line and come up—

Mrs. McDougall: They are already given some priority. Is that not right? The ones who went back—

Mr. Barnett: If they have jobs or validated employment offers, then they are in the line-up. They are coming through.

Mr. Heap: But those without job authorizations who feel they might have had a better chance under the present guidelines than under the previous ones—where will they be? Will Justice Jerome's decision affect your response or do they now go to the end of the line?

Mrs. McDougall: No, I think they should have some priority because they have been through the system. Only 55 have actually been removed from the country so the others were involuntary departures—

[Traduction]

Mme McDougall: C'est bien ça. Évidemment, il y a certaines nuances qui s'appliquent, selon les cas. Voulez-vous ajouter quelque chose, Gordon?

M. Barnett: Avant, nous avions des critères, des critères très limités. Maintenant, nous avons des lignes directrices et les critères sont simplement des exemples. L'agent d'immigration a les coudées franches quant aux motifs sur lesquels il fonde son jugement.

M. Heap: Merci.

Hier, on a soulevé le cas de personnes qui avaient déjà passé une première entrevue qui s'était soldée par le rejet de leur demande. Vous avez déclaré qu'à leur demande, ils pourraient subir une autre entrevue à la lumière des nouvelles lignes directrices. Est-ce le cas?

Mme McDougall: Oui.

M. Heap: Qu'en est-il des personnes qui sont à l'étranger? Je n'ai pas trop bien compris quelle était la situation des 1,900 personnes qui ont quitté le Canada de plein gré ou qui ont été déportées.

Mme McDougall: Plusieurs options s'offrent à eux. Certains d'entre eux peuvent présenter une nouvelle demande d'immigration et nos missions à l'étranger savent qu'ils sont habilités à le faire. Il y en a qui ont déjà amorcé ce processus. Ils peuvent donc présenter une nouvelle demande. Il est inutile pour eux de subir une entrevue pour déterminer si des motifs d'ordre humanitaire s'appliquent, à moins que pour une raison quelconque, leur demande soit rejetée. S'ils sont déjà dans cette filière, il vaut mieux qu'ils attendent de savoir s'ils sont acceptés. Sinon, ils peuvent demander une entrevue axée sur les motifs d'ordre humanitaire. Ceux qui n'ont pas à présenter de nouvelles demandes peuvent opter sans délai pour une telle entrevue. Je suppose. . .

M. Heap: Dans certaines de nos missions, il y a une liste d'attente très longue. À la suite du jugement Jerome, va-t-on donner priorité à ces gens-là ou retomberont-ils au bas de la liste. . .

Mme McDougall: On leur accorde déjà une certaine priorité, n'est-ce pas? Je songe aux personnes qui sont rentrées dans leur pays d'origine...

M. Barnett: S'ils ont des emplois ou des offres d'emploi en bonne et due forme, ils sont déjà sur la liste. Leur cas va être étudié.

M. Heap: Mais qu'en est-il de ceux qui n'ont pas de permis de travail et qui estiment qu'ils auraient de meilleures chances aux termes des lignes directrices actuelles? Comment seront-ils traités? L'arrêt du juge Jerome va-t-il influencer le traitement que vous leur accorderez ou vont-ils retomber au bas de la liste?

Mme McDougall: Non je pense qu'on devrait leur accorder une certaine priorité parce qu'ils ont déjà franchi toutes les étapes du système. En fait, seulement 55 d'entre eux ont été expulsés du pays. Pour les autres, il s'agissait de départs volontaires. . .

Mr. Heap: But 1800 left involuntarily, with or without jobs—

Mrs. McDougall: Many of those who left voluntarily felt they had a good chance of returning. So most of them would be in that stream of people who have already applied—

Mr. Heap: Of the ones who have been removed, is there any intention to keep track of them to ensure they have the best opportunity possible? Some of them may feel they have been removed to life-threatening situations, contrary to the decision of the credible basis hearing—

Mrs. McDougall: If you took the 55 cases you would find that was not so.

Mr. Heap: So you are saying-

Mrs. McDougall: Of the ones who have been removed, I would be very surprised if anyone was in a lifethreatening situation.

Mr. Heap: They will not be monitored for safety then?

• 1610

Mrs. McDougall: We are not in a position to monitor everyone. We watch particular countries. There are situations we are fairly sensitive to that our foreign posts are aware of, but unless there is some reason to believe a decision was made that was very close to the line, I do not know there is any reason to watch every one of them.

Mr. Heap: In any case, whether it is the 55 or the 1800, are instructions being sent to the overseas officers to apply the new guidelines—yesterday's guidelines?

Mrs. McDougall: Yes.

Mr. Chadwick (Brampton—Malton): Madam Minister, on page 4 in your presentation, you referred to the fact we would have to do a lot more for integration of newcomers into Canadian society. The first thing that comes to my mind is cost. Will there be a cost another cost to municipalities they have not had before? Is that what you are referring to, or...?

Mrs. McDougall: We have not reached our full conclusion from the consultations, in that we began this as a series of exercises, as you know, just to review it. There is a series of eight consultations, but that really is the top of the pyramid. Underneath that there are going to be other regional consultations as well. Tomorrow is the last one, I believe, so we have had seven of the eight.

The theme I see running through it, having been at most of them and having been debriefed on the others, is that people—and as I say, this is a preliminary view—are less concerned about the level of integration. On balance they are in favour of more, but nobody has a hard and fast

[Translation]

M. Heap: Mais 1,800 personnes sont parties de leur plein gré, avec ou sans emploi. . .

Mme McDougall: Un grand nombre de ceux qui sont partis volontairement estimaient qu'ils avaient de bonne chance de revenir. La plupart d'entre eux ferait donc partie de ce groupe de personnes qui ont déjà fait une demande. . .

M. Heap: Pour ce qui est des personnes déportées, a-ton l'intention de les retrouver afin de leur donner toutes les chances possibles? Certains d'entre eux peuvent estimer qu'ils ont été renvoyés dans un pays où leur vie est menacée, en violation de la décision rendue à l'étape de l'audience visant à déterminer si leur demande avait un minimum de fondement...

Mme McDougall: Si vous examiniez les 55 cas en question, vous constateriez que ce n'est pas le cas.

M. Heap: Autrement dit,...

Mme McDougall: Je serais très surprise qu'il y ait parmi ce groupe une personne qui a été renvoyée dans un pays où sa vie est en danger.

M. Heap: Par conséquent, on ne veillera pas à leur sécurité?

Mme McDougall: Nous ne sommes pas en mesure de surveiller tout ce monde. Nous surveillons la situation dans certains pays. Dans nos missions étrangères, on est sensibles à certaines situations, mais à moins que nous ayons des raisons de croire qu'on a rendu une décision contestable, je ne pense pas qu'il soit utile de surveiller chacun de ces individus.

M. Heap: Qu'il s'agisse de 55 ou de 1,800 personnes, a-ton donné ordre à nos agents à l'étranger d'appliquer les nouvelles directives—les directives d'hier?

Mme McDougall: Oui.

M. Chadwick (Brampton-Malton): Madame la ministre, à la page 4 de votre allocution, vous avez dit que nous devions faire davantage pour aider les immigrants à s'intégrer à notre société. En entendant cela, j'ai tout de suite pensé aux coûts. Les municipalités devront-elles absorber des coûts supplémentaires? Est-ce ce que vous vouliez dire ou...?

Mme McDougall: Nous n'avons pas tiré de conclusion définitive des consultations que nous avons menées. Comme vous le savez, ce n'est que le début d'une série d'exercices visant à examiner notre politique. Nous avons prévu huit consultations, mais ce n'est que le sommet de la pyramide. Il y aura en outre des consultations régionales. Demain, c'est la dernière de la première série. Nous avons donc tenu sept des huit consultations prévues.

Il y a un thème qui revient constamment. J'ai participé à la plupart des consultations et on m'a informé de la teneur des autres. Il semble que les gens—et je précise qu'il s'agit d'une opinion préliminaire—ne se préoccupent guère du niveau d'intégration. Dans

number or a hard and fast objective on this, or very few people do.

But the consistent theme is integration. It takes a variety of forms, depending on who is making the presentation, but that thread runs through a variety of issues. We have found there has been a reflection. For example, in particular schools in municipalities—and it can be that narrow—there is a concern about children and their language training either in English or French. It is very specific, not just to certain cities but almost to certain schools within those cities.

It is only one of the issues. The others are values, identity, some of those softer issues that are very difficult for us to define. We are going to have to use some creativity, and I am sure the committee would be prepared to help us. So it is not just school children.

Mr. Chadwick: Sure.

Mrs. McDougall: The chairman of the Vancouver School Board—I believe it was the Vancouver School Board, it was certainly from British Columbia, and he was the chairman of a school board—did suggest that, whereas in terms of children within the school system it was a problem, it was less of a problem than it was being presented as, publicly.

Our view has been that we see a national benefit to Canada of immigration, and therefore within federal responsibilities and jurisdictions we are prepared to put some resources into it. I have used the figure of about \$130 million. If there is a national benefit, there is also a provincial benefit if immigrants go to a particular province, so we are suggesting the provinces also should bear some resource responsibility if they are going to have some of the benefits. Some of the integration would be where those fuzzy jurisdictional lines are. Particularly, the schools would be theirs as opposed to ours.

Mr. Chadwick: I am interested to know how far—if you have this documentation—the backlog cases went. How far back would they be?

• 1615

Mrs. McDougall: Correct me if I am wrong, but there was an ADR in 1986, so any case going back beyond that year involved someone who was either not caught in that ADR for some reason and who might have been an illegal immigrant at the time, so they did not come forward, or who did not qualify under the broad guidelines of that ADR.

The rest of the cases would have occurred since 1986, the bulk of which occurring during the period when we [Traduction]

l'ensemble, ils appuient une meilleure intégration, mais pratiquement personne n'a une idée claire des objectifs ou des cibles qu'il convient de viser.

Cependant, le thème de l'intégration revient constamment. Il prend diverses formes, selon la personne qui fait l'exposé, mais il revient en filigrane à propos de diverses questions. Nous avons constaté qu'il y a eu une certaine réflexion à cet égard. Ainsi, dans les écoles de certaines municipalités—et ce peut-être aussi limité que cela, on se préoccupe du sort des enfants d'immigrants et de leur apprentissage de l'anglais ou du français. C'est une préoccupation très précise qui n'est pas propre à certaines villes, mais à certaines écoles dans ces villes.

Et ce n'est qu'une facette du problème. On parle aussi de valeurs, d'identité, et d'autres questions délicates que nous avons beaucoup de mal à définir. À cet égard, il faudra faire preuve de créativité, et je suis sûre que les membres du Comité seront en mesure de nous aider. Le problème d'intégration ne touche pas seulement les écoliers.

M. Chadwick: Bien sûr.

Mme McDougall: Le président du Conseil scolaire de Vancouver, je crois—chose certaine, c'était un conseil scolaire de la Colombie-Britannique—a dit que l'intégration des enfants dans le système scolaire était un problème, mais que ce problème n'était pas aussi sérieux qu'on voulait bien le faire croire à l'opinion publique.

À nos yeux, l'immigration est avantageuse pour le Canada. Par conséquent, le gouvernement fédéral est disposé à y consacrer certaines ressources, dans les limites de ses responsabilités et compétences. À cet égard, j'ai envisagé des débours d'environ 130 millions de dollars. Si l'immigration représente un avantage à l'échelle du pays, les provinces elles aussi profitent de la venue des immigrants. Par conséquent, nous estimons qu'il est normal que les provinces fassent leur part. Évidemment, les efforts d'intégration doivent être conformes aux compétences des divers pouvoirs publics, compétences qui ne sont pas toujours clairement établies. Bien sûr, les écoles relèvent de la compétence des provinces et non du gouvernement fédéral.

M. Chadwick: Je voudrais savoir à quand remonte l'arriéré. Disposez-vous de ce renseignement?

Mme McDougall: Reprenez-moi si je me trompe. Il y a eu un examen administratif en 1986, de sorte que tout cas remontant plus loin mettrait en cause une personne qui, pour une raison quelconque n'était pas visée par cet examen parce qu'elle ne satisfaisait pas à ses lignes directrices générales ou une personne qui était immigrant illégal à l'époque et qui n'a pas communiqué avec les autorités.

Les autres cas se seraient accumulées depuis 1986, la majeure partie entre le moment où nous avons présenté

were trying to get the new legislation through and towards the end of that period, until the new legislation was proclaimed. Is that right?

Mr. Chadwick: An item that received some publicity and that some people in my particular area of Mississauga were involved in... Could the minister explain what arrangements her officials may have concluded with the Portuguese construction workers in the Toronto area, who were, I think, rounded up and sent back?

Mrs. McDougall: They were not rounded up and sent back. Some of their claims may have been rejected.

Mr. Chadwick: I stand corrected.

Mrs. McDougall: There are no special arrangements for the Portuguese community or for any community. This is a case-by-case review. It is very important that the public understand that, although it is referred to as a quasijudicial process, my own view of immigration and refugee matters is that we want to establish policies for Canada that reflect the words used in the beginning of these proceedings: fair and compassionate, and that through the policy that is being established there are arm's-length agencies and a judicial or quasi-judicial process to deal with this situation.

That approach falls within the history of our democratic, legal and Charter processes in that there be an even-handedness in how people are treated. I believe very firmly in that and I cannot repeat it often enough. It is important that the public understand that this rolling in and out of amnesties and ADRs is not in keeping with the kind of society we are, nor does it even reflect compassion, but rather chaos.

If I can return to the Portuguese case for a moment, we received some representations from elements within the construction industry, the homebuilders, I think—

Mr. Chadwick: Yes.

Mrs. McDougall: —although there were others, to the effect that they could not replace those workers. Some meetings were held with the group, but we tried to make clear the importance of voluntary departure.

If the home builders industry wants to give the people validated job offers, those would be taken into account, as they would be if the people were nurses, welders or of any other occupation. That simply means the department provides them with the piece of paper they need. We have worked with them in such a way as to ensure they are acting with bona fide offers. We are not in the business of giving them a truckload of blank validated job offers to fill-in.

[Translation]

une nouvelle loi et la proclamation de cette nouvelle loi. Ai-je raison?

M. Chadwick: Il y a une question qui a fait l'objet d'une certaine publicité et qui concerne certaines personnes de la région de Mississauga, région qui m'intéresse particulièrement... La Ministre pourrait-elle nous expliquer quels arrangements ces fonctionnaires ont conclu avec les travailleurs de la construction portugais de la région de Toronto qui, si je ne m'abuse, ont été arrêtés par les autorités et renvoyés dans leur pays?

Mme McDougall: Ils n'ont pas été arrêtés et renvoyés chez eux. Les demandes de certains d'entre eux ont été rejetés.

M. Chadwick: Je prends note.

Mme McDougall: Il n'y a pas d'arrangements spéciaux pour la communauté portugaise ou n'importe quelle autre communauté ethnique. Chaque cas est examiné séparément. Il est très important que le public comprenne cela. Même s'il s'agit d'un processus que l'on qualifie de quasi judiciaire, je pense qu'en matière de traitement des immigrants et des réfugiés, nous voulons établir au Canada des politiques qui reflètent les termes que j'ai employés au début de la séance: équité et générosité. Une fois cette politique établie, il faut qu'elle soit appliquée par des organismes indépendants à qui l'on confie la tâche d'administrer un processus judiciaire ou quasi judiciaire.

D'ailleurs, cette démarche s'inscrit dans le respect de la charte et de nos institutions démocratiques et juridiques qui affirment notre obligation de traiter tous les individus sur un pied d'égalité. Je souscris sans réserve à ce principe et je ne le dirai jamais assez. Il faut que la population comprenne que les amnisties et les examens administratifs à répétition nuisent à la société qui est la nôtre. Ce n'est pas une marque de compassion, mais plutôt un signe d'anarchie.

Pour en revenir au cas des travailleurs portugais, des représentants de l'industrie de la construction, les entrepreneurs de construction, je crois—

M. Chadwick: Oui.

Mme McDougall: Mais ils n'étaient pas les seuls—, nous ont dit qu'ils ne pouvaient pas les remplacer. Nous avons organisé des réunions avec les groupes en question pour tenter de leur faire comprendre l'importance des départs volontaires.

Si les entrepreneurs de construction veulent fournir à ces personnes des offres d'emploi validées, nous en tiendrons compte, tout comme nous en tiendrons compte s'il s'agissait d'infirmières, de soudeurs ou de toute autre profession. Cela signifie tout simplement que le ministère leur fournit le document dont ils ont besoin. Nous avons collaboré avec ce groupe pour nous assurer qu'ils avaient en main des offres en bonne et due forme. Nous n'avons pas l'habitude de fournir des quantités de blancs-seings à n'importe qui.

That is the extent to which discussions were held with that community. People other than Portuguese also fall under that process, of course.

Mr. Chadwick: Madam Minister, I have had experience with a situation in my particular community and have seen some publicity over it, with respect to immigration interpreters who seemed to have attracted a lot of attention, resulting in what I understand to be some court cases. Do you have any details on that situation?

Mrs. McDougall: Yes, some legitimate issues have been brought forward on that subject. We have had some issues that were less so. But once again we are looking at procedures we can put in place. The adjudicators have this responsibility at that first stage to ensure that proper interpretation is in place, and it is clearly a very important part of the process.

• 1620

We are looking at some ways of dealing with this. Clearly our demand for interpreters has gone up quite significantly. We would hope to have those in place this year.

Gordon, would you expand on that a little bit? That is a pretty sketchy answer.

Mr. Barnett: We have had difficulty in coming up with the array of interpreters that has been required over the past year. And there is also a sense, I guess, that when the first Bulgarian arrives, within 24 hours we should be able to produce a Bulgarian interpreter. And that has not been that easy; and an interpreter of quality has been even more difficult.

What we have set into place is a testing system for our interpreters, and the plan is that by the end of this fiscal year we would have put all our interpreters through tests, they would qualify, and therefore would no longer run into the problems we have had in the past.

Mrs. McDougall: But that does not mean that in the meantime there are not some checks and balances and that the adjudicator is absolved of the responsibility of ensuring that there is good interpretation available. But as well it does move around the country. Sometimes it would be a surprise that a particular kind of interpreter is required at certain airports.

Mr. Fee (Red Deer): I would like to compliment you on what I think you referred to as a comprehensive consultative process in immigration levels. You are probably also aware, at least I sincerely hope you are, that this committee is doing a thorough review of it. I would like to ask you what your time schedule for policy implementation is and when we have to have our input in to have a significant impact on that.

Mrs. McDougall: You may recall my original expectation was we would have this in place when we announced the 1990 levels. We seem to have missed that

[Traduction]

Voilà donc la teneur des discussions que nous avons eues avec la communauté portugaise. Évidemment, ce ne sont pas uniquement les Portugais qui sont visés par ce processus.

M. Chadwick: Madame la ministre, il s'est produit dans ma collectivité un incident qui a suscité passablement de publicité. L'affaire en question, qui a énormément attiré l'attention mettait en cause des interprètes d'immigration et a débouché sur des poursuites judiciaires. Pourriez-vous nous en dire plus long?

Mme McDougall: Oui. Il y a eu à cet égard certaines plaintes légitimes et d'autres qui l'étaient moins. Encore une fois, nous examinons la question des procédures que nous pouvons mettre en place. Les arbitres ont la responsabilité, à cette première étape, de s'assurer que des services appropriés d'interprétation sont en place; c'est certainement un élément très important de la procédure.

Nous étudions diverses possibilités. Manifestement, nos besoins en interprétation ont considérablement augmenté. Nous espérons avoir un nombre suffisant d'interprètes cette année.

Gordon, voulez-vous entrer dans les détails? Ma réponse n'était pas très complète.

M. Barnett: Nous éprouvons, depuis un an, de la difficulté à trouver des interprètes dans toutes les langues nécessaires. En outre, on a parfois l'impression que lorsque les premiers Bulgares arrivent, on devrait pouvoir trouver un interprète bulgare en 24 heures. Or ce n'est pas si facile; c'est encore plus difficile de trouver un bon interprète.

Nous avons mis sur pied un système d'examen de nos interprètes et nous prévoyons que d'ici la fin de l'année financière, nous aurons fait subir des tests à tous nos interprètes qui seront alors qualifiés ce qui nous évitera les problèmes du passé.

Mme McDougall: Dans l'intervalle toutefois, il ne faut pas en conclure qu'il n'y a pas de contrôle et que l'arbitre n'a plus la responsabilité de s'assurer de la disponibilité de bons services d'interprétation. Le problème se déplace. Il est parfois étonnant de constater quelles combinaisons de langues il faut trouver dans certains aéroports.

M. Fee (Red Deer): J'aimerais vous féliciter sur ce que vous avez qualifié de procédure de consultation exhaustive sur les niveaux d'immigration. Vous savez probablement, du moins je l'espère sincèrement, que notre comité fait un examen approfondi de la question. J'aimerais vous demander quel est votre échéancier pour la mise en oeuvre de cette politique ainsi que la date à laquelle nous devons, pour vraiment influencer les événements, vous faire part du fruit de nos labeurs.

Mme McDougall: Vous vous rappelez peut-être qu'à l'origine, je m'attendais à ce que ce mécanisme soit en place au moment de l'annonce des niveaux de 1990. Nous

deadline since we announced it in November. But we are working very hard to have this in place for the 1991-95 period. I have to table those levels in the House in November, as you know. We would have the results in from our part of the consultation by mid-spring. I would think that if your work was going on in a parallel way that by the end of the spring. . . Or is that a little late? It is a good question actually, because we do want the committee's recommendations.

Mr. A. Juneau (Director General, Policy and Program Development, Department of Employment and Immigration): It all depends when spring ends. But if it ends on the usual date it would be a little bit late.

Mr. Fee: I was going to suggest before the summer break.

Mrs. McDougall: I think sooner than that would be better. We would like to begin this discussion in Cabinet before the spring is out. So I think sooner rather than later would be useful.

Mr. Fee: A question relating to that is I do not know if it is that I am becoming better known or if it is becoming a larger concern for those of Chinese origin in my constituency, but there are several questions coming up about whether or not we are going to have a special program by 1997 for those in Hong Kong who may want to relocate. Has your department thought about this? Or do you have any tentative—

Mrs. McDougall: I realize this is a very sensitive and worrisome situation for the Chinese in Canada, particularly those who are from Hong Kong. This is something that will evolve within a foreign policy. This is not just an immigration matter. It is something that will have to be discussed at the Cabinet level in terms of what our overall approach is to the situation in Hong Kong.

We do not have in Canada a right of abode program. There have been many questions asked. We have not anticipated any major changes in our existing immigration program.

We do have large numbers of immigrants from Hong Kong now. It is one of our busiest offices. I can give you some of those numbers if you want them.

• 1625

What the Prime Minister made clear when he was in Singapore, when he was in the Far East, was that this is a problem not just for Canada, but it is an international problem, and that it will mean that an international perspective will have to be taken, and some responsibility by other people besides Canada.

[Translation]

n'avons pas pu respecter cette échéance puisque nous avons annoncé les niveaux au mois de novembre. Toutefois, nous travaillons fermement à mettre tout en place pour la période 1991-1995. Comme vous le savez, c'est en novembre que je dois déposer ces niveaux en Chambre. Nous aurons les résultats de nos consultations au milieu du printemps. Je pense, si vos travaux se font en parallèle, que d'ici la fin du printemps. . . Est-ce trop tard peut-être? En fait, vous me posez là une bonne question, car nous voulons bénéficier des recommandations du comité.

M. A. Juneau (directeur général, Développement de la politique et des programmes, ministère de l'Emploi et de l'Immigration): Tout dépend de ce que vous considérez la fin du printemps. Mais si c'est à la date habituelle, ce serait un peu tard.

M. Fee: J'allais proposer avant le congé d'été.

Mme McDougall: Plus tôt serait préférable. Nous aimerions en discuter en Cabinet avant la fin du printemps. Il serait donc utile d'avoir votre contribution plus tôt que ça.

M. Fee: Justement dans ce contexte, je ne sais pas si c'est parce que je suis mieux connu ou parce que cette question prend plus d'importance pour mes électeurs d'orginine chinoise, mais à plusieurs reprises maintenant, on m'a demandé si le gouvernement avait l'intention de mettre sur pied d'ici 1997, un programme spécial à l'intention des habitants de Hong-Kong qui voudront peut-être quitter la colonie. Y a-t-on songé au ministère? Avez-vous des projets—

Mme McDougall: Je sais qu'il s'agit là d'une situation très délicate et très inquiétante pour les Chinois établis au Canada particulièrement ceux qui sont venus de Hong-Kong. C'est dans le cadre de notre politique étrangère qu'un projet éventuel serait élaboré. Il ne s'agit pas uniquement d'une question qui relève de l'mmigration. Nous devrons en discuter au Cabinet afin de déterminer notre approche globale à la situation de Hong-Kong.

Le Canada n'a pas de programme donnant droit d'élire domicile sur notre territoire. Nous avons reçu de nombreuses questions à ce sujet. Nous ne prévoyons pas d'apporter de modifications en profondeur à notre programme d'immigration actuel.

Nous avons à l'heure actuelle un grand nombre d'immigrants venus de Hong-Kong. C'est l'un de nos bureaux les plus occupés. Je peux vous donner des chiffres si cela vous intéresse.

Lors de son séjour à Singapour, lors de son voyage en Orient, le premier ministre a déclaré clairement que ce problème n'était pas uniquement celui du Canada, mais bien un problème international dont la solution exige une perspective internationale et que d'autres que le Canada assument une partie de la responsabilité.

We are the largest settlement country for people from Hong Kong now, just in the normal way of our immigration, their emigration—to the point where, in isolated instances, they have raised the issue of a brain drain. I do not believe we have done that and I would not want to put that out of perspective, but because it is a large source country for us, I think we would have to work with other countries as to what solution, if any, could be accomplished.

Let me say here that this is an issue I have mentioned in this committee before, but it is of, I think, growing significance. At the beginning of my remarks, I referred to immigration as a very important issue for the 1990s. It is because of the number of people on the move in the world, the 80-million number that we used. We use it in a facile way, but that represents a lot of people, and the patterns of migration are going to change with changes in eastern Europe and as a result of the 1992 arrangements in the European Common Market.

I see immigration—not just immigration to Canada, but those migrations from east to west, and what might increasingly become south to north—as being increasingly something that is going to have to be looked at in a global context. The western industrial countries, the prosperous countries, the democratic countries, are going to have to have a much more co-ordinated and generous response. We cannot do this on a kind of spotty, country-by-country basis for another decade.

Whether it is Hong Kong, whether it is eastern Europe, whether it is a crisis in some other country, it is far too important. There are countries with social democracies—Scandinavia, for example—that take virtually no refugees and no immigrants at all. It is going to be very difficult for western countries to be able to continue a policy like that in the face of what is happening in the world.

Mr. Fee: Are consultations going on with these other countries now?

The Chairman: Mr. Fee, I am sorry.

Mrs. McDougall: I shall come back to it if I get an opportunity, because I am very interested in the topic.

Mr. Vien (Laurentides): With regard to Vietnamese seeking refugee status via Hong Kong, could you tell us what Canada's position is concerning these Vietnamese going through Hong Kong?

Also, what can you tell us about the work of Employment and Immigration Canada on the social impact of immigrants moving into large cities like Montreal, Toronto, Vancouver, Quebec?

Mrs. McDougall: Let me start with the Vietnamese, because we have as a government taken a very active role in the resettlement of Vietnamese and Indochinese. Canada has done that as a nation. Since 1979, we have taken 120,000 Indochinese, essentially Vietnamese, to be resettled in Canada during that period.

[Traduction]

Nous sommes à l'heure actuelle le pays où s'établissent le plus grand nombre de ressortissants de Hong-Kong, dans le cadre normal de notre immigration et de leur émigration—à un point tel que, dans certains cas, on nous accuse de vol de cerveaux. Je ne pense pas que ce soit le cas, il ne faut pas exagérer, mais puisque Hong-Kong est une source importante d'immigration pour nous, je pense que nous aimerions travailler de concert avec d'autres pays pour, si possible, trouver une solution.

Permettez-moi de dire, que j'ai déjà abordé cette question ici au comité, mais je pense qu'elle revêt une importance croissante. Au début de mon exposé, j'ai dit que l'immigration serait une question très importante pour les années 1990. On dit que 80 millions de personnes se déplacent de par le monde. Nous le disons à la légère, mais cela représente beaucoup de gens, et les modes de migration évolueront à la lumière des changements en Europe de l'Est et suite à l'Europe de 1992

J'estime que l'immigration, non pas simplement à destination du Canada, mais ces migrations d'Est en Ouest, et peut-être toujours plus nombreuse du Sud vers le Nord—comme une question qui devra s'inscrire de plus en plus dans un contexte global. Les pays industrialisés occidentaux, les pays prospères, les pays démocratiques, vont devoir répondre de façon mieux coordonnée et plus généreuse. Nous ne pouvons pas continuer pendant encore une décennie dans notre approche fragmentaire, pays par pays.

Qu'il s'agisse de Hong-Kong ou de l'Europe de l'Est, ou d'une crise survenant ailleurs, c'est trop important. Il y a des pays tels que les pays scandinaves par exemple où on n'accepte aucun réfugié ni immigrant. Dorénavant, à la lumière des événements mondiaux, les pays occidentaux éprouveront beaucoup de difficulté à continuer à appliquer ce genre de politique.

M. Fee: Est-ce qu'il y a actuellement des négociations avec ces autres pays?

Le président: Monsieur Fee, je regrette.

Mme McDougall: Je reviendrai sur cette question si j'en ai l'occasion, car elle m'intéresse beaucoup.

M. Vien (Laurentides): En ce qui concerne les Vietnamiens qui revendiquent le statut de réfugié à Hong-Kong, pouvez-vous nous dire quelle est la position du Canada?

J'aimerais également que vous nous parliez des études faites par le ministère de l'Emploi et de l'Immigration sur l'impact social des immigrants dans les grandes villes comme Montréal, Toronto, Vancouver et Québec?

Mme McDougall: Commencons par les Vietnamiens, car comme gouvernement, nous avons travaillé activement au réétablissement des Vietnamiens et des Indochinois. Depuis 1979, le Canada a accueilli 120,000 Indochinois, essentiellement des Vietnamiens.

With the pressures on Hong Kong, there was an international meeting in Geneva in June, which I attended, where the approaches taken by different countries there to the Vietnamese were very clearly apparent. Britain and Australia have quite a different view from Canada and the United States on the Vietnamese.

Our view in the signing of the international agreement—there is an international agreement on the Vietnamese in Hong Kong—was that we recognized, in signing that agreement, that at some point there would probably have to be involuntary departures from Hong Kong to Vietnam. As a Canadian and as minister, I would say one comes reluctantly to these decisions, as one does to any other kind of deportation.

• 1630

First in the agreement there was to be a period of voluntary patriation to Vietnam that included two very important elements. One was a screening process that we could respect in terms of the determination of who would qualify as a refugee in Hong Kong and who would not. Second was monitoring and working with Vietnam to ensure that if people did go back voluntarily or eventually were involuntarily repatriated they would not suffer as a result of that experience. Our view has been and continues to be that we are not totally convinced they have been in place, and therefore we would prefer to continue with the voluntary process.

Over a three-year period we had said we would take 15,000; we are taking 16,000 and we have said we would take another 1,000 to try to encourage other countries to do the same. Some countries have not really taken very many and have not lived up to what I think is a moral obligation as well as an international obligation because we are all signatories to this agreement.

So this is the first international agreement in many years having to do with refugees. For that reason it is an important agreement. It was certainly the first meeting at the ministerial level, and many ministers attended from a large variety of countries.

There is a soft underbelly to how some countries are responding—not just Britain, which has been quite upfront and vocal about its response, but I think some other countries in Asia have not been very helpful. So we are in a somewhat delicate situation with the Vietnamese at the moment, but we will continue to try to do our part.

In terms of the social implications, one of the things we have tried to do in our consultations is point out the benefits of immigration, but we do realize there are concentrations in Vancouver. Montreal and Toronto. People tend to go where they know somebody or to the places they have heard of or where there is a job. Canadians migrate to those places, and so do immigrants and refugees. We would like to see those benefits spread

[Translation]

A cause de la situation particulière de Hong-Kong, la position des divers pays sur le sort des Vietnamiens a été exprimée très clairement lors d'une réunion internationale tenue à Genève en juin et à laquelle j'ai assisté. La position de la Grande-Bretagne et de l'Australie diffère tout à fait de celle du Canada et des États-Unis.

Lors de la signature d'un accord international—celui sur les Vietnamiens réfugiés à Hong-Kong—nous avions reconnu, qu'en signant cet accord nous admettions qu'il faudrait probablement forcer certains d'entre eux à retourner au Vietnam. En tant que Canadienne et ministre, je dois dire que c'est à contrecoeur qu'on prend ce genre de décision, comme toute décision d'expulser un réfugié.

En vertu de l'accord, on avait prévu une méthode de rapatriement volontaire au Vietnam qui comprenait deux éléments très importants. Nous avions établi un système de présélection pour décider qui serait admis à Hong-Kong comme réfugié. Nous avons essayé aussi de collaborer avec le gouvernement vietnamien pour nous assurer que les personnes rapatriées volontairement ou involontairement ne souffriraient pas à cause de leur décision de quitter le Vietnam. Nous ne sommes pas conn'utliser de la valeur de ce système, et nous préférons donc n'utiliser que le système de rapatriement volontaire.

Nous avions dit que le Canada recevrait 15,000 réfugiés vietnamiens au cours d'une période de 3 ans. Nous en prenons en fait 16,000 et nous avons dit que le Canada en prendrait 1,000 de plus afin d'encourager d'autres pays à en faire autant. Certains pays, qui n'ont pas accueilli beaucoup de réfugiés, ont manqué à leurs obligations morales. Et puisque nous avons tous signé l'accord, j'estime qu'ils ont manqué aussi à leurs obligations internationales.

Il s'agit donc du premier accord international sur les réfugiés depuis de nombreuses années. Il revêt ainsi une importance considérable. C'était la première réunion au niveau ministériel, et un grand nombre de ministres représentant divers pays y ont participé.

La réaction de certains pays a été quelque peu décevante. Je ne parle pas ici de la Grande-Bretagne qui a réagi de façon plutôt directe, mais de certains pays asiatiques qui n'ont pas fait grand-chose. Pour ce qui est du problème des réfugiés vietnamiens, nous nous trouvons dans une situation un peu délicate mais nous continuerons à faire notre part.

Dans nos consultations, nous avons essayé de faire valoir les avantages sociaux de l'immigration, mais nous nous rendons bien compte qu'il y a des concentrations d'immigrants à Vancouver, à Montréal et à Toronto. Les immigrants ont tendance à aller vivre dans des villes où ils ont des amis où il y a la possibilité de trouver un emploi. Les Canadiens aussi choisissent de vivre dans ces mêmes villes. Nous aimerions que d'autres régions

around. Under the Charter we cannot force people to go to a particular place; nor would I want to do that even if I could, because I believe people who come here should have the same opportunity as others.

What I would like to see, if we could get the ideas—and here is where the committee might be creative—is how we provide some encouragement or how communities provide some encouragement for refugees to go there. Kitimat, for example, has attracted a number of immigrants from a variety of countries, and there has been good integration there. It is a middle-sized community, and for some reason they have been able to do it. We are not getting out of our consultations a great many new and brilliant ideas on this, so I am prepared to take any ideas you might have to give me.

But the benefits go to those cities as well, although there might be some initial pressures on systems. The best example I can give you is Vancouver, where there has been a concern about house prices, for example, going up because of immigrants. For every one house that is purchased by an immigrant from Hong Kong in Vancouver, there are 10 purchased by people moving to Vancouver from Ontario. The pressures within cities come from a great many things, of which immigration is a very small part.

Le président: Madame la ministre, je voudrais revenir à la recommandation de la page 3 de votre rapport sur les situations où il existe des liens de dépendance familiaux.

Dans le rapport que nous avons déposé à la fin de décembre, nous disions ceci:

Lorsque les membres du Comité ont visité le centre de traitement des demandes de statut, il leur est apparu très évident qu'on ne savait pas trop comment interpréter le critère se rapportant à la catégorie de la famille.

• 1635

Également, nous proposions qu'on élargisse le critère jusqu'à l'inclusion des parents aidés, puisque les fonctionnaires interprétaient ce critère-là comme incluant seulement les parents très proches.

Dans votre recommandation à la suite du jugement du juge Jerome, vous dites ceci:

Sont visées ici toutes les situations familiales autres que celles qui concernent le conjoint. Il pourra s'agir, par exemple, du cas de parents, d'enfants ou d'autres membres de la famille qui sont des résidents au Canada.

Dois-je comprendre de cette réponse au juge Jerome que vous élargissez le critère de la famille?

Mme McDougall: Pas exactement, parce que c'est la même sorte de situation. Ce paragraphe est un exemple et non un critère.

[Traduction]

profitent des avantages de l'immigration. En vertu de la Charte, le gouvernement ne peut forcer les Canadiens à vivre dans une région donnée. Même si c'était possible, je ne voudrais pas le faire car je crois que les immigrants devraient avoir les mêmes droits que tous les autres Canadiens.

Cependant le Comité pourrait peut-être envisager des moyens d'encourager les immigrés à vivre dans certaines localités. Par exemple, la ville de Kitimat a attiré un grand nombre d'immigrants qui se sont bien intégrés à la vie de la région. Il s'agit d'une ville de taille moyenne qui, pour une raison ou une autre, a réussi à assurer l'intégration des immigrants. Nos consultations n'ont pas produit beaucoup d'idées géniales à ce sujet, et je suis donc prête à considérer toute nouvelle idée que vous voudriez me proposer.

Mais, malgré les difficultés initiales, les villes profitent aussi de l'immigration. le meilleur exemple que je puisse vous citer en ce sens est la ville de Vancouver, où on craint que l'entrée des immigrants ne fasse monter les prix des maisons. Pour chaque maison de Vancouver achetée par un immigrant de Hong-Kong, il y en a 10 achetées par des Ontariens qui s'installent dans cette même ville. Les causes de pressions sociales dans les villes sont nombreuses, et l'immigration n'est qu'un facteur parmi d'autres.

The Chairman: Madam Minister, I would like to come back to the recommendation on page 3 of your report regarding situations where there is dependency on family in Canada.

In the report we tabled at the end of December, we stated the following:

It became quite clear to the Members of the Committee during their visit to a processing centre that there was confusion on how the criterion relating to family class was being interpreted.

We also proposed that the criteria be widened to include assisted relatives since the interpretation given by officials was often limited to close family members.

In your recommendation following the decision of Mr. Justice Jerome, you say the following:

This includes all family situations other than that involving the spouse such as, for example, the case of parents, children or other family members resident in Canada.

Am I to conclude from this response to Mr. Justice Jerome that you are in fact widening the family criteria?

Mrs. McDougall: Not exactly, because it is the same sort of situation. This paragraph gives an example but does not set a criterion.

Le critère que nous avions établi au début, et que le juge Jerome a rejeté, était un critère très étroit. Aucune discrétion n'était laissée au fonctionnaire qui déterminait la situation du réfugié. Nous disons ici que la définition de la famille est la même que dans la situation de l'immigration, mais c'est un exemple et non un critère.

Le président: Je veux être certain qu'on se comprend bien, madame la ministre. Auparavant, lorsqu'on parlait de proches parents, cela voulait dire la mère et les enfants; c'était très restrictif. Maintenant, on parle des enfants et d'autres membres de la famille. Est-ce que les autres membres de la famille incluent les frères, les soeurs, les beaux-frères, les belles-soeurs? Est-ce ouvert ou si c'est encore restrictif? Si on a pris la peine d'en parler, j'imagine que cela doit être plus large qu'auparavant. Est-ce bien le cas?

Mrs. McDougall: Go ahead, Gordon.

M. Barnett: L'exemple qu'on donne ressemble beaucoup au critère qu'on avait auparavant, mais ce n'est qu'un exemple et non un critère. On s'attend tout de même à ce qu'il y ait un lien de dépendance entre les membres de la famille, et à ce que nos agents prennent leur décision en se basant sur un lien de dépendance psychologique ou matérielle. Par exemple, dans le cas d'une personne qui a toujours demeuré avec cette famille, même si ce n'est qu'un frère ou un cousin, il y a un vrai lien

Le président: Il faudra qu'il maintienne le lien de dépendance.

M. Barnett: Oui, il faut qu'il y en ait un.

Le président: Voici la recommandation que nous faisions à la page 11 de notre rapport:

Le Comité estime néanmmoins que ce critère devrait être élargi. À l'heure actuelle, les seuls requérants qui sont acceptés pour des motifs humanitaires, à ce stade initial, sont les membres de la famille proche qui sont en mesure de prouver qu'ils dépendent matériellement et affectivement d'un citoyen canadien ou d'un résident permanent au Canada.

Le Comité estime que ce genre de critère est inutilement restrictif. Nous recommandons que la dépendance affective cesse d'être une condition obligatoire d'admissibilité.

Je vous fais grâce du reste. Si je comprends bien, cela veut dire que le critère de dépendance est retiré, que vous l'excluez. J'imagine que dans une semaine ou un mois, quand vous répondrez à notre rapport, vous ne nous direz pas que le critère de dépendance n'a plus sa raison d'être. Est-ce bien ce que je dois comprendre?

Mrs. McDougall: I listened the first time in French and the second time in English and I am not sure, Mr. Chairman, what the point of the question is. I am sorry, it is my fault, I am just not—

[Translation]

The criterion we initially established, and which was rejected by Mr. Justice Jerome, was a very narrow one. No discretion was left up to the official responsible for determining the refugee status. Here we are saying that the definition of family is the same as in the case of immigration but we give an example rather than provide a criterion.

The Chairman: I want to make sure that we understand each other, Madam Minister. Previously, the term "close relatives" designated the mother and the children and was very restrictive. Now we are talking about children and other family members. Do the other family members include brothers, sisters, brothers-in-law and sisters-in-law? Has it been opened up or is it still restrictive? Since it is mentioned, I suppose that it is wider than it previously was. Am I correct in this interpretation?

Mme McDougall: Allez-y, Gordon.

Mr. Barnett: The example we provide is very similar to the previous criterion but is only an example and not a criterion. It is still expected that there be a degree of dependency among the family members and our officers still take their decision on the basis of demonstration of physical or emotional dependency. For instance, if the person has always lived with the family, even if it is a brother or a cousin, there is a true connection.

The Chairman: The dependency must be maintained then.

Mr. Barnett: Yes, there must be some degree of dependency.

The Chairman: I will read the recommendation on page 10 of our report:

Nevertheless, the Committee is of the opinion that the criterion should be widened. At the present time, the only people who are accepted on humanitarian and compassionate grounds at this initial stage are close family members who can demonstrate physical or emotional dependency upon a Canadian citizen or permanent resident.

The Committee thinks that such a criterion is unnecessarily restrictive now. We recommend that emotional dependency should not be a required element for acceptance.

I will spare you the rest. As I understand it, the criterion of dependency is being removed. I suppose that in your response to our report, a week or a month from now, you will not be telling us that the criterion for dependency is no longer necessary. Am I correct in drawing that conclusion?

Mme Dougall: J'ai écouté la première fois en français et la seconde en anglais et je suis pas sûre, monsieur le président, de l'objet de la question. Je suis désolée, c'est sans doute ma faute mais je n'arrive. . .

Le président: Je reprends, madame la ministre, puisque que c'est important.

• 1640

Nous recommandions dans notre rapport que le critère de la famille soit élargi et que le lien de dépendance ne soit plus obligatoire.

Mrs. McDougall: Yes.

Le président: Vous avec répondu au juge Jerome et, en m'expliquant cette réponse, vous semblez me dire que le critère de la famille est le même, mais qu'on peut aller un peu plus loin, sans préciser ce que veut dire «plus loin». Vous maintenez cependant le critère de dépendance.

Dans votre réponse au juge Jerome, vous maintenez le critère de dépendance. Même si on élargit le critère de la famille, il faut encore que le lien de dépendance soit là. Dans notre rapport, on disait le contraire en ce qui concerne le critère de dépendance.

Si je comprends bien, cette recommandation de notre rapport deviendra caduque lorsque vous y répondrez. Le lien de dépendance est toujours obligatoire.

Mrs. McDougall: We have kept the dependency link in response to Mr. Justice Jerome, and we do think it is an important one. I am answering fairly carefully, and please correct me if I am wrong. In terms of family status for refugee claimants, we are essentially saying that broad family definitions... There is a humanitarian and compassionate stage and then there is a credible stage, but the humanitarian and compassionate stage have to be consistent. It is not just having a relative here, but having a connection, which we have defined as "dependence", for that initial humanitarian and compassionate concern. I am kind of feeling my way through this, but that is to some extent consistent with the immigration. I am not sure that I am answering your question correctly, but if you are asking us if we have a different definition than you do in you recommendation, the answer is yes.

Le président: C'est pour cela que je disais au début qu'il aurait été des plus pertinents qu'on puisse répondre en même temps au juge Jerome et à notre rapport. Les deux se recoupent, et on se retrouve maintenant avec des morceaux qui ne sont pas encore clairs, qui seront sujets à l'interprétation des officiels et à celle de ceux qui demanderont le statut de réfugié. Il y aura sans doute certaines difficultés.

En maintenant le lien de dépendance, on rejette par le fait même la recommandation de notre rapport. Si le lien de dépendance n'est pas maintenu, c'est tout à fait conforme à la recommandation de notre rapport. C'est à ce sujet que je demandais des précisions. Vous pouvez réfléchir à la question avant de me donner une réponse.

Mrs. McDougall: In our later response we will try to put all of this together in a package. I am sorry if the

[Traduction]

The Chairman: Let me try again, Madam Minister, since it is an important matter.

In other words, we recommended a widening of the family criterion with the dependency link no longer being compulsory.

Mme McDougall: Oui.

The Chairman: In the explanation of your answer to Mr. Justice Jerome, you seem to be saying that the family criterion has remained the same, although it may be extended somewhat, without specifying how far. Nonetheless, you are retaining the dependency link.

In your answer to Mr. Justice Jerome, you maintain the dependency criterion. Even though the family criterion is widened, the dependency link must still remain. in our report, we recommended that this dependency should no longer be required.

As I understand it, you do not intend to follow up the recommendation made in our report. The dependency link will remain compulsory.

Mme McDougall: Nous avons retenu le lien de dépendance dans notre rapport à M. le juge Jérôme et nous estimons que c'est un critère important. Je vous réponds en pesant mes mots et je vous demanderais de me corriger si je me trompe. Quant à la situation au titre des liens familiaux de ceux qui revendiquent le statut de réfugié, nous disons essentiellement que la définition de la famille dans les grandes lignes... Il y a d'abord le stade des motifs humanitaires et ensuite la détermination de la crédibilité mais il faut une certaine cohérence quand il s'agit des motifs humanitaires. Il ne suffit pas d'avoir un parent au Canada mais de prouver qu'il existe un lien, que nous avons décrit comme un lien de dépendance, afin d'invoquer des motifs humanitaires. J'avance un peu à tâtons en vous donnant cette réponse mais je pense qu'elle réflète l'approche adoptée par l'immigration. Je ne suis pas sûr de vous donner la bonne réponse mais si vous me demandez si nous avons une définition différente de votre recommandation, la réponse est oui.

The Chairman: That is why I noted at the beginning that it would have been most appropriate to provide an answer to our report and Mr. Justice Jerome at the same time. The two overlap and we find ourselves faced with a number of elements that have not yet been clarified and that will be subject to the interpretation of the officials and claimants. There will probably be a number of difficulties.

By maintaning the criterion of dependency, you are in fact rejecting the recommendation made in our report. Our report recommends that the dependency criterion be removed, that is what I wanted to clarify. You may wish to give some thought to the question before answering.

Mme McDougall: Dans la réponse que nous allons préparer, nous allons essayer de rassembler tous les

committee is a little bit frustrated by the fact that I did not reply to both at once, but as I say, we were in preparation to respond to the committee. Some of the procedures have been put in place and some we are working on. Your recommendations are very much a part of what we are looking at by way of definitions and approaches to procedures. I think it will probably be clear to the committee that we will not except all of the recommendations, although we will take all of them into account. In this case we think this is an important criterion.

• 1645

Mr. Fontana: There are a number of questions I want to ask. I realize that I do not have very much time, so perhaps I can ask them all and you can take as much time as you want to answer them. He is not about to stop you, but he is about to stop me. I know that.

First, with respect to the backlog again, I believe moving to more of a position of fairness is where you are going. I can appreciate and understand that. Whether or not there is an additional court challenge to your new rulings, God only knows, I suppose.

I want to deal with the compassionate side of the equation, something that you have talked about. I am encouraged to hear some of your statements. An awful lot of these people, as you know, have been into this backlog system for three or four years.

I am just afraid that perhaps in the compassionate side of this thing, these people will probably end up staying here because they will pass all the tests of the new guidelines and criteria. Meanwhile they have children who are away from them. They want to contribute to their municipalities or to the society they are in. Some of them have jobs, of course, with worker's permits and so on and so forth.

In light of the new procedures and in light of the fact that there is still a very big backlog, I am wondering whether or not we can really be compassionate to those people by really thinking realistically that your two-year program is still at all relevant. In fact it could be another two or three years if we continue down this path, two or three more years before we deal with this backlog. I am wondering whether that compassion is as strong as it could be.

Secondly, while I get the chance, I am encouraged also that there are increasing numbers of immigrants coming to this country. You pointed out that they are very good and useful to this country for a number of different reasons.

At the same time, your estimates show that while you want to increase immigration, some of the assistance for the upcoming year—you might want to refer to pages 3 and 9 on the estimates—will see less money available.

[Translation]

éléments. Je regrette d'avoir irrité le Comité en ne répondant pas aux deux en même temps mais, comme je l'ai indiqué, notre réponse au Comité est en voie de préparation. Certaines des procédures ont déjà été mises en place et pour d'autres le travail continue. Nous allons tenir compte de vos recommandations dans notre examen des définitions et des procédures. Le Comité comprendra sans doute que nous n'allons pas accepter toutes les recommandations, même si nous les étudions. Dans ce casci, le critère nous semble important.

M. Fontana: J'ai plusieurs questions à poser. Je sais que je n'ai pas beaucoup de temps et donc peut-être puis-je vous poser toutes mes questions et ensuite, vous pourrez prendre votre temps pour y répondre. Le président ne va pas vous couper la parole comme il le ferait pour moi. Ça je le sais.

Tout d'abord, en ce qui concerne l'arriéré, je pense que nous évoluons vers une position plus juste. Je m'en réjouis. Quant à savoir si vos nouveaux réglements administratifs feront l'objet de contestation devant les tribunaux, je suppose que seul Dieu le sait.

J'aimerais aborder l'aspect humanitaire de la question dont vous avez déjà parlé. Vos propos m'ont rassuré. Comme vous le savez, de nombreux réfugiés sont déjà pris dans cet arriéré depuis trois ou quatre ans.

Toutefois je crains qu'en ce qui concerne l'aspect humanitaire, ces personnes qui vont probablement demeurer ici après avoir répondu aux critères des nouvelles directives aient des enfants qui se trouvait à l'étranger. Ces réfugiés ont quelque chose à apporter à leur municipalité, à la société où ils se trouvent. Certains ont des emplois et bien sûr des permis de travail, etc.

Vu les nouvelles procédures mises en place et le fait que l'arriéré demeure très important, je me demande si vraiment nous faisons preuve de compassion à l'égard de ces personnes en établissant un programme de deux ans. En fait, il faudra deux ou trois ans encore avant de rattraper cet arriéré. Je me demande donc si vraiment nous faisons preuve de compassion.

Deuxièmement, pendant que j'en ai l'occasion, j'aimerais vous dire que je me réjouis du nombre plus grand d'immigrants qui viennent au Canada. Vous avez souligné que pour toutes sortes de raisons, les immigrants sont une bonne chose pour le pays et nous sont utiles.

Par ailleurs, dans vos prévisions budgétaires, bien que vous sembliez vouloir augmenter les niveaux d'immigration, et certains programmes—si vous voulez vous reporter à la page 3-9 du Livre bleu—vous avez affecté moins d'argent à cette rubrique.

In fact in the estimates some \$727,000 is available for the upcoming year in terms of programs. Last year you wanted to spend \$86,322,000. The estimates this year show \$85,595,000. I put that to you; you might want to comment after I am through.

In the Adjustment Assistance Programs, the Immigration Settlement and Adaptation Programs, and the Designated Counsel Programs, it seems again that there are additional resources allocated to the management and policy development side while you are taking away from some of those programs. You might want to refer to pages 3 to 33 on those particular things.

Again with respect to the budgets, you want to cut the person years from 2,808 to 2,793 on the program operations side, yet the immigration management is being increased from 166 to 293 person years. That is page 3 to 39. I am just wondering whether or not you can tell me why, on the program side, you seem to be cutting back, and are increasing on the operations side.

It seems to be counter to essentially putting the money where it is going to be needed most, that is, dealing with the needs of the immigrants who are either coming into the system, or even moreso, who will be coming in within the next one to four years.

Mrs. McDougall: Let me just deal first of all with your fairness and compassionate issue.

You suggested there might be another court challenge. This would not surprise me. It is not just the backlog, but the whole immigration and refugee process lends itself to litigaton. In fact litigation in this area is a growth industry in Canada.

It would not only not surprise me if it happened, it would surprise me if it did not. That is becoming an important factor. It does bring a discipline to how we function; I have no difficulty with that. It does add to our costs, I may say, which would show up in some of these overheads you are referring to.

Let me also say that the Canadian Council of Churches, for example, brought a challenge, not on the backlog but on the refugee process. I think they made 41 points. The court rejected 37—

• 1650

Mr. Barnett: All but four.

Mrs. McDougall: All but 4—my arithmetic was not quite right. So we will see. I think over time a body of precedent built up that will eliminate. . . We will respond, of course, to anything that is successful within the court system, but we will probably see a body of precedent that will reduce the amount of litigation.

On the compassionate side, being compassionate in these issues has not just to do with the people who are

[Traduction]

En fait, dans le budget des dépenses, vous avez affecté 727,000\$ à des programmes pour l'année à venir. L'an dernier, vous aviez prévu de dépenser 86,322,000\$. Cette année, au budget des dépenses, vous indiquez 85,595,000\$. J'aimerais une explication que vous voudrez peut-être me donner quand j'aurai terminé mes questions.

Il en va de même au niveau des programmes, puisque vous semblez avoir prévu des ressources supplémentaires pour le programme de gestion et d'élaboration de la politique alors que vous réduisez les budgets du Programme d'aide à l'adaptation (PAA), le Programme d'établissement et d'adaptation des immigrants et le Programme des avocats désignés. Vous pouvez peut-être suivre à la page 3-34.

Toujours dans le budget, vous réduisez les annéespersonnes de 2,808 à 2,793 au titre des opérations du programme et pourtant, vous augmentez le nombre d'années-personnes de 166 à 293 au titre de la gestion. C'est à la page 3-41. Pouvez-vous nous expliquer pourquoi vous semblez réduire les crédits affectés au programme et augmenter le budget des opérations du programme.

Cela me semble être le contraire de ce qu'il faudrait faire et c'est-à-dire consacrer cet argent à répondre aux besoins des immigrants qui sont déjà ici ou qui arriveront au cours des quatre prochaines années.

Mme McDougall: Parlons d'abord de justice et de compassion.

Vous avez mentionné un autre recours aux tribunaux. Je n'en serais pas surprise. Il n'y a pas que l'arriéré, tout le processus de l'immigration et des réfugiés se prête aux poursuites. En fait, les poursuites dans ce domaine sont en plein essor au Canada.

En fait, non seulement je ne serais pas surprise si c'était le cas, mais c'est le contraire qui me surprendrait. Cela devient un facteur important. Cela nous force à faire preuve de discipline, ce dont je ne me plains pas. Mais par contre, les poursuites augmentent les coûts comme vous pouvez le constater sur certains des transparents.

J'aimerais également ajouter que le Conseil canadien des Eglises s'est adressé aux tribunaux non pas en ce qui concerne l'arriéré mais pour ce qui est de la détermination du statut de réfugié. Je pense que le Conseil avait présenté 41 points. Le tribunal en a rejeté 37...

M. Barnett: Tous, sauf quatre.

Mme McDougall: Tous, sauf quatre—j'ai mal compté. Donc nous verrons. Je pense qu'avec le temps, les précédents s'accumuleront... nous donnerons suite bien sûr aux intructions des tribunaux, mais je pense qu'avec les précédents, le nombre de poursuites diminuera.

Quant à la compassion, il ne s'agit pas uniquement d'en faire preuve à l'égard de ceux qui font partie de

standing in front of us in the refugee backlog. I am once again in danger of repeating myself, but our compassion should be for the genuine refugees who are within our system or who may get into our system at some point. Our systems are designed to try to make the process fast and compassionate for them, and whereas I have sympathy for the people in the backlog who may have come for other reasons that they think are quite legitimate, and I can understand their interest in coming here to Canada, I think our compassion must be for the people who really are suffering from persecution, and the best way to do that is to have a system that really works for them. Whether that is the backlog or the new refugee determination system, or whether it is how we go into camps and bring refugees to Canada and—

Mr. Fontana: That is my very point, Minister. To date, what you have just said is actually happening, especially when you can just show that 55 are being deported; it just shows that essentially, in fact, the system is working and the refugees are being admitted for good clear reasons as being refugees, and not that there are a lot out there who are abusing the system. At what point do you realize that this is what it is, and how can you deal with it in a much more expeditious way and not have to go through two, or three or four more years of this?

Mrs. McDougall: Let me repeat that it is not going to be three or four more years. I stand by what I said in the beginning, that I think we will be within the parameters of what we said in the first place. But I also want to remind you of the other answer I gave you in the beginning, and that is that the people we are seeing now and the way the cases are being brought forward, the ones who have been here the longest, the ones who are from some of those volatile countries are the ones we are seeing first. One of the reasons we are doing it is because we want to make sure that they get settled as fast as possible. Secondly, we are going to see a shift in that pattern before this is over.

Do you want to talk about some of the numbers, please, Paul?

Mr. Paul Gauvin (Director General, Finance and Administration, Department of Employment and Immigration): Mr. Chairman, we can give you detailed explanations on these if you want them. We have more person-years in Immigration in 1990-91 than was forecast for 1989-90. In 1990-91 we have 3,269. Last year we had 3,144, which included 8 person-years of summer students, and we will be adding to the 3,269 for... well, that is the first point.

The second point is on settlement; it is down very slightly. It was \$86,000,322 last year and for 1990-91 it is \$85,595,000. At the end of the year if we are short slightly on this we do vote transfers, and we have done that in the past.

[Translation]

l'arriéré de réfugié. Encore une fois, au risque de me répéter, j'aimerais dire que nous devons faire preuve de compassion à l'égard des réfugiés véritables qui sont déjà ici ou qui pourraient venir ici. Nous avons mis en place des dispositions en vue d'essayer de traiter leurs demandes rapidement et avec compassion, et bien que j'ai de la sympathie pour ceux qui sont pris dans l'arriéré et qui sont venus ici pour des raisons qu'ils jugent légitimes, et je comprends fort bien pourquoi ils voulaient venir au Canada, je pense que nous devons exercer notre compassion à l'égard de ceux qui sont vraiment persécutés et, à cette fin, il nous faut un régime qui fonctionne vraiment. Il faut que les réfugiés, qu'ils fassent partie de l'arriéré, qu'ils soient dans le nouveau régime de détermination du statut de réfugié ou qu'ils soient dans les camps où nous allons les chercher pour les amener au Canada et. . .

M. Fontana: C'est justement ce que je voulais faire valoir, madame la Ministre. Jusqu'à présent, vos prévisions s'avèrent exactes puisqu'il n'y a que 55 réfugiés qui ont été déportés; essentiellement donc le régime fonctionne et on peut dire que les réfugiés que nous avons acceptés le sont vraiment, qu'il ne s'agit pas de tricheurs. Quand allez-vous comprendre que c'est bel et bien la situation et apprendre à traiter les demandes d'une façon beaucoup plus rapide de façon à ce que cette situation ne persiste pas pendant deux, trois ou quatre ans encore?

Mme McDougall: Je le répète, il ne faudra pas trois ou quatre ans encore. Je maintiens ce que j'ai dit au début, que nous allons respecter les objectifs que nous nous étions fixés au départ. Je tiens également à vous rappeler autre chose que j'ai dit au début, c'est-à-dire que ceux dont nous étudions les dossiers actuellement sont ceux qui sont ici depuis le plus longtemps, ceux qui viennent de pays en proie à des troubles. Nous procédons ainsi parce que nous voulons notamment nous assurer qu'ils s'établissent le plus rapidement possible. Deuxièmement, nous prévoyons un changement de la situation.

Paul, pourriez-vous nous donner quelques chiffres?

M. Paul Gauvin (directeur général, Finance et Administration, Ministère de l'Emploi et de l'Immigration): Monsieur le président, nous pouvons vous donner des explications détaillées. Nous avons un plus grand nombre d'années-personnes au titre de l'immigration en 1990-91 que ce qui était prévu pour 1989-90. En effet, en 1990-91 nous avons 3,269 années-personnes alors que l'an dernier, nous en avions 3,144, y compris 8 réservées à des emplois d'été qui s'ajouteront à ces 3,269. . . voilà qui répond à votre première question.

Deuxièmement, en ce qui concerne l'établissement; il y a une très légère diminution au budget. L'an dernier, on avait prévu 86,032,000\$ alors que pour 1990-91, nous avons 85,595,000\$ au budget. A la fin de l'année, si c'est un peu insuffisant, nous ferons un transfert de crédits comme nous l'avons fait par le passé.

Mr. Fontana: Within envelopes?

Mr. Gauvin: Yes—on the last point, on settlement.

In policy versus operations, actually what we have done in the last year is strengthen the policy branch throughout the organization, but particularly in NHQ to have more information in order to make decisions on the immigration program. There are some shifts there. In the past policy was not isolated as such, and some of it was included in operations. What we have now is a better division of the estimates than we had before with our reorganization and strengthening the policy side.

• 1655

Mr. Fontana: If I could just give a clear example, I have not reviewed the estimates in great detail, but even in my community the minister is well aware... in settlement resources totally, if we have the refugees we are bringing in in immigration, then obviously you have to put in place those support programs, such as English as a second language and so on and so forth. What is becoming clear, of course, is that the resources do not seem to fit with the figures and the people and the cases in fact you are working on.

How do you reconcile being able to have the resources fit the real needs? It seems you are always reacting, as opposed to being proactive, in determining what those needs are and how many dollars you are going to need so you meet those needs of the community.

Mrs. McDougall: Once again I will let Paul comment on the specific, but on the philosophy behind what we are doing, I agree more should be done, and that certainly is the kind of thing we are hearing out of these consultations, although as I said, what they should be is not very well defined. But we have increased some of the settlement services, and they are showing up in a slightly different way. We are shifting the emphasis, for example, more to the Settlement Language Training Program. We will be going outside, as per our earlier announcement, and doing more language training in refugee camps before people arrive. We will be doing better counselling through our posts-not language training so much but some counselling and bridging through our posts. We can do that at less cost per individual. It also means when people come here they are better prepared. So the settlement costs after they arrive are less. So we have tried to make more efficient use of some of those resources.

Mr. Fontana: Is that within your budget?

Mrs. McDougall: Some of that shows up in. . . but it is showing up in a different way.

Mr. Nick Mulder (Associate Deputy Minister, Vice-Chairman of Employment and Immigration, Department of Employment and Immigration): The numbers that were referred to by the member on page 3-9 do not [Traduction]

M. Fontana: Entre enveloppes?

M. Gauvin: Oui-pour l'établissement.

Pour ce qui est de la politique et des opérations maintenant, je vous dirais qu'en fait, au cours de la dernière année, nous avons donné plus d'importance à la direction de la politique partout au ministère mais plus particulièrement au siège social afin d'avoir en main plus d'information pour prendre les décisions qui touchent au programme d'immigration. Il y a eu des modifications importantes. Par le passé, le secteur de la politique n'existait pas comme tel mais était intégré jusqu'à un certain point aux opérations. Nous avons donc ici dans ce budget des dépenses une meilleure ventilation qu'avant la réorganisation et l'étoffement du secteur de la politique.

M. Fontana: Et permettez-moi de vous donner un exemple précis. Je n'ai pas examiné à fond le Budget des dépenses, mais même dans ma localité, comme le sait fort bien la ministre. les ressources consacrées à l'établissement ne suffisent pas, pourtant, si nous faisons venir des réfugiés il nous faut mettre en place des programmes de soutien tels que l'enseignement de l'anglais. Il devient apparent que les ressources sont insuffisantes compte tenu du nombre de personnes à aider.

Comment faire pour que vos ressources répondent aux besoins réels? Il semblerait que vous réagissez toujours aux événements au lieu de prendre l'initiative, au lieu de déterminer les besoins et combien il faut y consacrer afin de répondre aux besoins des collectivités.

Mme McDougall: Encore une fois, je vais laisser Paul entrer dans les détails, mais la philosophie sous-jacente et je reconnais qu'il nous faut en faire plus et c'est d'ailleurs ce qui ressort des consultations en cours, bien que la nature même de ces services ne soit pas très bien définie. Toutefois il y a des augmentations au programme d'établissement qui apparaissent sous un jour quelque peu différent. Nous accordons par exemple le plus d'importance au Programme de formation linguistique à l'établissement. Nous irons à l'étranger, dans les camps de réfugiés, comme nous l'avons annoncé précédemment pour donner des cours de langue aux gens avant qu'ils n'arrivent. Nous allons offrir des meilleurs services d'orientation dans nos missions—pas de la formation linguistique mais plutôt de l'orientation. Nous pouvons le faire à moindre frais. Cela signifie également qu'à leur arrivée ici les réfugiés sont mieux préparés. Ainsi leur établissement nous coûte moins cher. Nous avons essayé de faire une utilisation plus efficace de nos ressources.

M. Fontana: Est-ce au budget?

Mme McDougall: En partie, mais d'une façon différente.

M. Nick Mulder (sous-ministre associé et viceprésident, Emploi et Immigration, ministère de l'Emploi et de l'Immigration): Les chiffres que le député a cités à la page 3-9 ne comprennent pas les crédits supplémentaires

include the extra money that is going to be made available for the immigrant language program for women. That would be on top of that, because it is coming through a supplementary vote. That would significantly increase the settlement budget.

Mr. Heap: I have three questions also, and I will list them now. I want to know if there is a policy of early admission for a family at risk of a claimant who has been accepted. I have heard there is, I have heard there is not, and I would like to know if there is definitely a policy on that, and if so, if the committee could have a copy of it.

Secondly, I would like to know when we will have further statistics from the Immigration and Refugee Board. I believe the last statistics we had were as of the end of January. Mr. Sweeney last week said there was a catching-up in February, more things initiated than received, but we do not have the February statistics, although this is now nearly the end of March. I have been told perhaps we will only get them once a quarter, and if that is the case, I wonder why the reluctance to let us have them.

It started out weekly. It went to fortnightly. It was monthly most of last year. If it is going to quarterly now, it is really very difficult for those of us who are not inside the bureaucracy to understand what is going on.

I am very interested in the possibility of catching up, because at least as of the end of December there was a new backlog of 8,000 who had not even begun their inquiry, out of a total of 21,000, and in fact there were less than 6,000 out of 21,000 who had had a decision in that year. I am concerned about what is happening there, since the number one claim for the system made by the government was that it will be fast. So I would like to know whether we can have monthly statistics, and if not, why not, and if so, when for February?

My final question is about the refugee review, the group reviewing the transcripts. I understand that about 15,000 of 25,000 have been done and about 90% have been rejected as not having a credible basis or humanitarian claim and therefore went to the H and C review. Of those, 95% were rejected and went to credible basis. Credible basis has accepted about 80% or better.

• 1700

So it seems to me that the instructions given to the refugee board review unit were far too restrictive since they rejected many people who were later on accepted on credible basis. I would like to see if we could get a copy to

[Translation]

qui serviront à mettre sur pied le Programme d'enseignement de langue à l'intention des femmes. Le budget de ce programme fera l'objet d'un crédit supplémentaire et ne figure pas ici. Le crédit établissement serait beaucoup plus élevé si c'était le cas.

M. Heap: J'ai moi aussi trois questions que je vais formuler maintenant. J'aimerais savoir si vous avez comme politique dans le cas d'une personne déjà acceptée que si sa famille court un risque on la fasse venir le plus tôt possible. Je me suis laissé dire qu'une telle politique existait, j'ai entendu le contraire, et maintenant j'aimerais savoir ce qu'il en est au juste. J'aimerais également demander copie de cette politique si elle existe.

Deuxièmement, j'aimerais savoir si nous avons d'autres données sur la Commission de l'immigration et du statut de réfugié. Je pense que les derniers chiffres remontent à la fin janvier. M. Sweeney a déclaré la semaine dernière qu'on avait fait du rattrapage au mois de février, qu'on avait réglé plus de cas qu'on en avait reçus, mais nous n'avons pas ces statistiques pour février bien que nous en soyons maintenant à la fin mars. On m'a dit que nous les recevrions peut-être une fois par trimestre, et si c'est le cas, je me demande pourquoi on semble tant hésiter à nous les fournir.

Au départ, nous avions ces données toutes les semaines, ensuite tous les 15 jours, ensuite une fois par mois pendant tout l'an dernier. Si maintenant on ne nous les fournit qu'une fois par trimestre, il sera vraiment très difficile pour nous, qui ne sommes pas fonctionnaires, de suivre les événements.

Je m'intéresse beaucoup à l'idée d'un rattrapage possible, car à la fin décembre, que je sache, nous avions un nouvel arriéré de 8,000 personnes qui commençaient les démarches sur un total de 21,000 personnes; en fait, de ces 21,000 personnes, moins de 6,000 ont obtenu une décision l'an dernier. Je m'inquiète car le gouvernement a annoncé que ce nouveau régime serait rapide. J'aimerais donc savoir si nous pouvons avoir nos statistiques mensuelles, celles de février par exemple, et dans le cas contraire, pourquoi pas?

Ma dernière question porte sur le processus de révision de statut de réfugié, sur le groupe qui relit les transcriptions. D'après ce qu'on m'a dit, des 15,000 sur 25,000 transcriptions revues, environ 90 p. 100 ont été rejetées comme n'ayant aucun minimum de fondement ni caractère humanitaire et sont donc passées à l'étape de l'examen du caractère humanitaire ou le minimum de fondement. A cette étape, 95 p. 100 des demandes ont été rejetées et renvoyées à l'examen du minimum de fondement. Or à ce niveau, 80 p. 100 ou plus des demandes ont été acceptées.

J'en conclus que les instructions que l'on a donné aux membres de la commission de révision étaient beaucoup trop strictes puisque l'on a rejeté un grand nombre de personnes, acceptées plus tard, au titre du minimum de

the committee of those instructions and have them related to the sentence in backgrounder number two, where you say:

The high acceptance rate is due to CIC's starting with many conceded claims from traditional refugee producing countries. The acceptance rate is expected to decline, as more cases are now being contested.

So what I am asking for is the instructions that were given to the RBRU, which seem to be causing an unnecessary delay by sending people through two more processes before they are given a favourable decision, as the majority have been.

Secondly, what is the composition—I know we cannot get that today—of the people who have been done in the credible basis process; that is to say, how many of them were found non-credible by the RBRU two stages back?

Mrs. McDougall: I just want to make sure I have got the question clear when you talked about, is there an early admission of family where the claimant has been admitted?

Mr. Heap: And where the family is at risk. Both.

Mrs. McDougall: And where the family is at risk. The short answer is yes. This is a case-by-case review. I think the best example of that in a public way was the hunger strikers in Montreal, although that is our routine way of dealing with it. We did not deal with them any differently than we did with others.

There are procedures that are made clear. They went into place in April 1989. Claimants may approach immigration counsellors to describe dependents abroad who may be in life-threatening situations, and then the counsellors can ask visa officers to investigate and issue minister's permits where warranted. The program guidelines have recently been amended to include abused or abandoned children, so we have broadened that.

Mr. Heap: Are those available to us?

Mrs. McDougall: What?

Mr. Heap: What you read from there?

Mrs. McDougall: Yes. Where compelling situations exist due to emotional trauma suffered by separation of close family members, the claimant, his counsel, or a representative of an NGO may make a submission—well, this is of a backlog nature—to the backlog CEIC manager for priority processing. When a claim has been determined to have credible basis but a lengthy delay in landing is foreseen, the visa officer concerned will be advised of the proposed sponsorship so that processing can be initiated.

[Traduction]

fondement. J'aimerais que vous nous fournissiez copie de ces instructions à la lumière de ce que vous dites dans votre document d'information numéro 2:

Le taux d'acceptation élevé est attribuable au fait que les CIC ont commencé par traiter les nombreux cas concédés associés aux grands pays sources de réfugiés. Ce taux devrait fléchir maintenant qu'on traite davantage de cas contestés.

J'aimerais donc avoir les instructions que vous avez données aux bureaux de révision et qui semblent retarder indûment le processus en forcant les plaignants à se présenter devant deux paliers avant d'obtenir une décision favorable comme cela s'est produit dans la majorité des cas.

Deuxièmement, quelle est la composition—je sais que vous ne pouvez pas nous fournir cela aujourd'hui—de ceux dont le dossier a été examiné pour un minimum de fondement; c'est-à-dire combien avaient été rejetés deux paliers plus haut?

Mme McDougall: Je veux m'assurer que j'ai bien compris vos questions. Vous voulez savoir si nous acceptons rapidement d'accueillir la famille lorsque nous avons décidé d'accepter un réfugié?

M. Heap: Et que la famille court des risques. Dans les deux cas.

Mme McDougall: Et lorsque la famille court des risques. Brièvement, oui. Nous examinons chaque dossier séparément. Je pense que le meilleur exemple que l'on en connaisse, c'est la grève de la faim à Montréal bien que nous n'ayons rien fait différemment à cette occasion. Nous n'avons pas fait d'exception dans leur cas, pas du tout.

Les procédures sont claires. Elles existent depuis le mois d'avril 1989. Ceux qui réclament le statut de réfugié peuvent s'adresser à leur conseiller à l'immigration et expliquer que la vie des personnes à leur charge est en danger. À leur tour les conseillers demandent aux agents consulaires de faire enquête et le cas échéant, nous délivrons un permis ministériel. Nous avons récemment modifié les directives afin d'inclure les enfants battus ou abandonnés; nous avons élargi les directives.

M. Heap: Pouvons-nous en avoir copie?

Mme McDougall: Comment?

M. Heap: Ce que vous venez de lire?

Mme McDougall: Oui. Lorsque la séparation d'avec sa famille entraîne chez celui qui réclame un statut de réfugié un traumatisme émotif, son avocat ou un représentant d'une ONG peut présenter une demande—c'est comme s'il s'agissait de l'arriéré—afin d'obtenir un examen en priorité. Lorsqu'il est déterminé que la demande a un minimum de fondement, mais que l'on prévoit une longue attente avant l'octroi du droit d'établissement, l'agent des visas est informé du parrainage envisagé afin que l'on puisse mettre en marche le processus.

We try to be fairly careful about this, both in terms of being sensitive to the request if someone is concerned about their children and, secondly—and you are very familiar with how sensitive this international situation is with regard to children and with regard to international adoptions and all the things that relate to children and moving children across borders—we try to bend over backwards to do this with sensitivity and with care.

On the further statistics from the Immigration and Refugee Board, it is our plan that the figures will come out quarterly. That was our original objective. In the first little while we are watching very carefully, of course, but it was that over time we would put out a quarterly review of the numbers. In terms of their coming out monthly at the moment, I have not seen the February numbers either. So the committee should not feel there is something I know that they do not.

• 1705

Mr. Heap: Perhaps you could whisper to Mr. Sweeney, he seems to know.

Mrs. McDougall: It is amazing, is it not? There were 8,000 at the end of December. Our procedures have been improved, so we should see some improvement. Once again, it will depend on the number of people coming in and the number of claims initiated. There has been a shift, of course, because there was a larger number of claims at Gander than we anticipated in this period, and all that provides a hiccup.

Gordon, would you like to answer about reviewing the transcripts? This is a fairly detailed process and I think Gordon could give you the details better than I.

Mr. Barnett: On the issue of instruction and training—actually it was more training than instruction—the instructors were officers from the UNHCR, from the Immigration and Refugee Board, and some External Affairs officers visited that small group I reviewed in the transcripts. The difference in findings are likely principally accorded to the fact that the transcripts are some two or three years old. The officer makes a judgment based on that paper, the paper is set out, the claimant is invited into the office and at this stage of the game many of them are shown to be credible.

Mr. Heap: Only 10%... you say many of them?

Mr. Barnett: Yes, the findings of credibility by the small units in Ottawa are 23% at that stage.

Mr. Heap: As of January, it was less than 11%. Has it changed suddenly?

Mr. Barnett: Yes, the numbers to March 11 show it at 23%.

Mr. Heap: Could we get those statistics, please? Otherwise, from your point of view, we are misjudging you. That is a very sharp change since January.

[Translation]

Nous essayons de faire attention. Nous essayons de nous montrer réceptifs à la demande de quelqu'un qui s'inquiète du sort de ses enfants—deuxièmement vous savez pertinemment à quel point est délicate sur la scène internationale cette question des enfants, des adoptions internationales, du transfert des enfants d'une frontière à l'autre et donc nous faisons tout notre possible pour traiter ces situations avec délicatesse.

Quant aux statistiques de la Commission de l'immigration et du statut de réfugié, nous avons l'intention de les publier trimestriellement. C'était notre intention à l'origine. Au début, nous surveillions de très près bien sûr, mais nous avons toujours eu l'intention de publier ces chiffres au trimestre. Vous dites qu'à l'heure actuelle la publication est mensuelle, eh bien je n'ai pas vu moi non plus les chiffres du mois de février. Soyez assurés que je n'ai rien que vous n'ayez pas.

M. Heap: Monsieur Sweeney pourrait peut-être vous chuchoter la réponse, il a l'air de savoir.

Mme McDougall: Cela paraît étonnant, n'est-ce-pàs? Il y en avait 8,000 à la fin de décembre. Avec l'amélioration de nos procédures, on devrait remarquer des progrès. Encore une fois, cela va dépendre du nombre de personnes qui entrent dans le pays et qui présentent des demandes. Le nombre de requérants à Gander a été plus élevé que prévu pour cette période, ce qui change un peu la situation.

Gordon, voulez-vous parler du réexamen des transcriptions? C'est une procédure assez détaillée et Gordon pourra sans doute mieux vous la décrire que moi.

M. Barnett: Pour ce qui est de la formation, les responsables étaient des fonctionnaires du Haut commissariat des Nations-Unies pour les réfugiés et de la Commission de l'immigration et du statut de réfugié. Certains fonctionnaires du ministère des Affaires extérieures sont allés voir le petit groupe dont j'ai exposé le cas. La différence des constatations tient probablement au fait que les transcriptions remontent à il y a deux ou trois ans. L'agent tire une conclusion en se fondant sur cette transcription, le requérant est ensuite convoqué à son bureau et à ce moment-là, on fait souvent la démonstration du bien-fondé de la demande.

M. Heap: 10 p. 100 seulement. . . vous dites que cela se passe souvent?

M. Barnett: Oui, à ce stade-là, à Ottawa, le bien-fondé de la demande est prouvé dans 23 p. 100 des cas.

M. Heap: Au mois de janvier, le pourcentage était inférieur à 11 p. 100. Y a-t-il eu un changement subit?

M. Barnett: Oui, jusqu'au 11 mars, la proportion était de 23 p. 100.

M. Heap: Pouvez-vous nous envoyer ces statistiques? Autrement, nous risquons de mal interpréter la situation. C'est une modification très brusque depuis janvier.

Mr. Barnett: Yes.

Mr. Heap: Thank you.

Le président: Madame la ministre, il serait peut-être approprié qu'on puisse vous rencontrer une deuxième fois. Il y a eu beaucoup de questions sur l'arriéré de réfugiés, mais il y a également un ensemble d'autres questions d'immigration qui intéressent les membres du Comité. Il serait donc bon qu'on puisse vous rencontrer à nouveau. Notre greffière communiquera avec les représentants de votre ministère pour trouver une occasion appropriée au cours des prochaines semaines. Est-ce que cela vous convient?

Mrs. McDougall: Yes, I would just like to clarify that when this date was first established, it was really on the employment side, as I understood it, and I was certainly planning to come back on some of the employment issues, anyway. Do you you want another one on immigration?

Le président: Il serait intéressant d'avoir deux séances.

Mrs. McDougall: So that would be two more meetings—one on immigration and one on employment?

Le président: C'est cela. La date de la réunion sur l'emploi est déjà fixée, ou elle est sur le point de l'être. On pourrait aussi parler de l'immigration lors de la prochaine séance, qui aura peut-être lieu le 5 avril, et on pourrait parler de l'emploi après Pâques.

Mme McDougall: La première séance porterait sur l'immigration, et la deuxième, sur l'emploi?

Le président: Oui.

Mrs. McDougall: Could we combine the immigration one with the levels discussion, because I understand you want one on that too. I am quite happy to come. I am going to be doing quite a bit of travelling this spring. I just want to clarify that there will be one on the employment part of the estimates, and if we could combine the other immigration issues into one more, I would appreciate it. I was planning to come back on levels anyway. Would that be possible?

• 1710

Le président: Madame la ministre, nous examinerons les possibilités. Il serait intéressant qu'on ait une autre rencontre sur l'immigration, parce que beaucoup de questions intéressant les membres du Comité n'ont pas été soulevées cet après-midi. Si ce n'est pas possible, on pourra traiter des deux sujets au cours d'une même rencontre. Notre greffière communiquera avec les représentants de votre ministère pour voir comment on peut ajuster tout cela.

Mme McDougall: La réunion pourrait être plus longue. Je serais disposée à rester plus tard lors d'une autre réunion.

[Traduction]

M. Barnett: Effectivement.

M. Heap: Merci.

The Chairman: Madam Minister, perhaps we should have another meeting with you. There have been lots of questions on the refugee backlog but there are also many other immigration matters of interest to committee members. I think another meeting would be in order. Our Clerk will get in touch with your office to make the appropriate arrangements. Is that acceptable to you?

Mme McDougall: Oui. Lorsque cette date avait été fixée, il était prévu d'examiner l'emploi, si j'ai bien compris, et j'avais de toute façon l'intention de revenir pour parler de l'emploi. Voulez-vous une autre réunion sur l'immigration?

The Chairman: It would be useful to have two meetings.

Mme McDougall: Donc, deux séances, une consacrée à l'immigration et l'autre à l'emploi?

The Chairman: Yes. The date for our meeting on employment has already been set or is about to be set. We could also have the next meeting on immigration, perhaps on April the 5th, and have a meeting on employment after Easter.

Mrs. McDougall: So the first meeting will be on immigration and the second on employment?

The Chairman: Yes.

Mme McDougall: Pourrait-on profiter de la réunion sur l'immigration pour parler aussi des niveaux, car apparemment c'est un sujet qui vous intéresse aussi. Je suis certainement disposée à revenir. Je prévois un certain nombre de voyages au printemps et je voudrais donc confirmer qu'il y aura une séance consacrée aux prévisions budgétaires pour l'emploi, et une autre concernant l'immigration et les questions connexes. de toute façon, je comptais revenir pour parler des niveaux. Est-ce que ce sera possible?

The Chairman: Madam Minister, we will examine the different possibilities. It would be useful to have another meeting on immigration because many questions of interest to Committee Members have not been raised this afternoon. If it is not possible, we can discuss both subjects at the next meeting. Our Clerk will get in touch with people from your Department to find out what arrangements are possible.

Mrs. McDougall: Perhaps the meeting could be longer. I would be willing to stay longer at the next meeting.

Le président: Nous ajusterons cela selon le meilleur intérêt des deux parties.

Mme McDougall: D'accord.

Mr. Fee: I had only one and a half questions, but now I have added another one because of one Mr. Fontana brought up. There was a challenge to Bill C-55 launched by the Canadian Council of Churches. What has happened to that? Do you know what the status of it is right now?

Mrs. McDougall: That is the one I was just referring to. They had challenged the bill on 41 points, and the court rejected all except four. They may appeal. They could appeal, could they not, Don, on some of those other points?

Mr. Barnett: Yes.

Mrs. McDougall: It was not the Supreme Court, was it? No, it was the Federal Court, so they have 60 days in which they can launch an appeal on their 37 points. But the court will then proceed to hear the four. . . Why do I not read what is being put in front of me. This is very recent. Just last week, March 13, the Federal Court determined they have standing on the following issues: having designated counsel at the Federal Court review stage, the policy of direct back to the U.S., removal pending judicial review, and discrimination as a leave requirement for immigration cases. They have 60 days to seek leave to appeal, but only 30 days to file an amended statement of claim with the trial division. And we could also appeal, presumably. Yes, we could also appeal.

Mr. Fee: You said something about myths and misunderstandings leading to distrust. That has a lot to do with a medical issue as well as a racial one. Coming out of the International AIDS Conference in Montreal last year was a tremendous amount of discussion about medical admissibility into Canada, especially for those with AIDS. Has your department had many discussions about this, and what is the status of it right now?

Mrs. McDougall: Health and Welfare of course determines medical admissibility or inadmissibility. A review of present practices is under way at the moment between our two departments. It is at a fairly early stage. It is at the official stage at this point, and nothing has been brought forward to me in terms of any changes. I should say this is quite broad-ranging, this is not—

Mr. Fee: It is not just AIDS?

Mrs. McDougall: No, we are looking at a number of things. One of the things I have a particular interest in is some of the cases that have come to me on Down's syndrome, and others where clearly compassion is called for and where we need the co-operation of the provinces or province where the person is to go, because of their

[Translation]

The Chairman: We will try to find a satisfactory arrangement for both parties.

Mrs. McDougall: Certainly.

M. Fee: J'avais seulement une question et demie, mais il y en a maintenant une autre qui me vient à l'esprit à cause des remarques de M. Fontana. Le Conseil canadien des églises avait décidé de contester le projet de loi C-55. Je voudrais savoir ce qu'est devenue cette initiative. Savezvous où elle en est maintenant?

Mme McDougall: C'est de cela que je parlais. Ils avaient contesté 41 points du projet de loi et le tribunal les a rejetés tous à l'exception de quatre. Ils vont peut-être faire appel, je pense qu'ils en ont la possibilité, n'est-cepas, Don?

M. Barnett: Oui.

Mme McDougall: Ce n'était pas la Cour suprême, n'estce pas? Non, c'était la Cour fédérale, donc ils ont 60 jours s'ils veulent se pourvoir en appel pour les 37 points. Voici ce qu'en dit le document qu'on vient de me remettre, c'est quelque chose de très récent. La semaine dernière, le 13 mars, la Cour fédérale a établi qu'ils peuvent faire appel pour les questions suivantes: La représentation par des conseillers désignés à l'étape de l'examen par la Cour fédérale, la politique du refoulement aux États-Unis, l'expulsion pendant l'examen judiciaire discrimination comme motif d'appel dans les cas d'immigration. Ils ont 60 jours pour demander la permission d'interjeter appel, mais seulement 30 jours pour déposer une déclaration modifiée auprès de la division responsable des procès. Je suppose que nous pourrions aussi interjeter appel. Oui, effectivement.

M. Fee: Vous avez parlé des mythes et des malentendus qui créent la méfiance. Cela ne se limite pas à des questions raciales, il y a aussi le domaine de la santé. Après la conférence internationale sur le sida tenue à Montréal l'année dernière, on a beaucoup parlé des critères médicaux pour l'admission au Canada, notamment pour les personnes atteintes du sida. Votre ministère a-t-il établi des directives à ce sujet et où en est la question à présent?

Mme McDougall: C'est le ministère de la Santé et du Bien-être qui détermine les critères médicaux en matière d'admissibilité ou inadmissibilité. Pour le moment, nos deux ministères sont en train de revoir les pratiques actuelles. L'étude n'est pas très avancée. Pour le moment, ce sont les fonctionnaires qui examinent la question et je n'ai pas été saisie de recommandations officielles. Je devrais préciser que c'est une étude assez générale et non pas. . .

M. Fee: Elle n'est pas limitée au sida?

Mme McDougall: Non, elle porte sur différentes choses. Je me suis particulièrement intéressée à des cas du syndrome de Down et d'autres cas où il faut manifestement reconnaître l'existence de motifs humanitaires où il faut collaborer avec la province où la personne est appelée à vivre à cause du régime de soins de

health care systems. That is one in which I have a strong interest. I know it is being discussed between our two departments, so there is broad range of issues being discussed between the two departments.

Mr. Fee: You were talking about what you felt was a moral requirement for other industrialized countries to accept a number of immigrants. Are you having any discussions with these countries? It is difficult enough, it seems to me, to design a policy within one country.

Mrs. McDougall: It is like other international issues. It is difficult getting a number of countries together. However, the United Nations High Commissioner for Refugees has some responsibility for leading in that discussion. We have advocated with the United Nations that there need to be more higher-level meetings on matters having to do with migration. He is more interested in refugees than in immigration. Because of the economic migration within the world that is happening as well, we think that Canada, because of the position and the role we played in both refugee matters and immigrations historically, is in a good position to provide some leadership in it. I think we have in terms of dealing through the United Nations and so on.

• 1715

There is an International Committee on Immigration. We are a new member of that committee. We were observers before and we are now a member of that committee. I think that as an international issue it deserves some profile and some greater international discussions and pressures. I think it is something all of the western countries are going to have to look at.

Mr. Chadwick: If all reports are true, Madam Minister, it has to give your department an awful lot of problems, especially the backlog. I would like you to confirm for me whether a number of claimants do not appear for immigration hearings.

Mrs. McDougall: Yes, we have a fair number of noshows.

Mr. Chadwick: It has to give you a lot of problems.

Mrs. McDougall: I would say it gives us some problems.

Mr. Chadwick: Is there any way in which you are dealing with that? I do not know how you—

Mrs. McDougall: We do investigate it, because it is a problem. Gordon can tell you the details, since that is his job.

Mr. Barnett: We have about 30,000 backlog cases in process. You will see that the numbers we show are 24,000 and something; the others did not show up for that first interview. Many of them did not show up for the second invitation, and at that stage it is handed over to investigators to track them down. In some cases it is as

[Traduction]

santé. Je sais que nos deux ministères se penchent sur ces questions et bien d'autres.

M. Fee: Vous avez dit qu'il y avait une obligation morale pour d'autres pays industrialisés d'accepter des immigrants. Avez-vous des entretiens avec ces pays? J'ai l'impression qu'il est déjà assez difficile d'établir une politique pour un seul pays.

Mme McDougall: Comme pour d'autres questions internationales, il est difficile de réunir plusieurs pays. Toutefois, le Haut-commissaire des Nations-Unies pour les réfugiés a une certaine responsabilité dans ce domaine. Nous avons recommandé aux Nations-Unies d'organiser davantage de réunions de haut niveau sur la question de la migration. Le Commissaire s'intéresse davantage aux réfugiés qu'aux immigrants. À cause du phénomène mondial de la migration économique, nous estimons que le Canada, à cause de son expérience historique pour l'accueil de réfugiés et d'immigrants, a un rôle de direction à jouer. Je pense que nous avons fait preuve d'initiative aux Nations-Unies, etc.

Il existe un comité international de l'Immigration. Nous venons d'y accéder comme membres. Auparavant, nous étions là à titre d'observateurs, mais nous sommes maintenant membres. À mon avis, c'est une question internationale qui mérite une plus grande attention. Je pense que tous les pays d'Occident vont devoir s'y intéresser.

M. Chadwick: D'après ce qu'on entend, madame la ministre, les demandes de réfugiés doivent poser un problème pour votre Ministère, surtout l'élimination de l'arriéré, car il paraît que de nombreux requérants ne se présentent pas aux audiences.

Mme McDougall: Effectivement, il arrive assez souvent que le demandeur ne se présente pas.

M. Chadwick: Cela doit vous causer beaucoup d'ennuis.

Mme McDougall: Effectivement.

M. Chadwick: Avez-vous trouvé une façon de régler ce problème? Je ne sais pas comment. . .

Mme McDougall: Nous faisons des enquêtes, car le problème est réel. Gordon pourra vous donner les détails, puisque c'est son domaine.

M. Barnett: Il y a une accumulation d'environ 30,000 demandes en cours. Vous verrez que les chiffres indiquent environ 24,000, ce qui signifie que les autres demandeurs ne se sont pas présentés à la première entrevue. Beaucoup de ces personnes n'ont pas répondu à la deuxième convocation et à ce moment-là, on envoie des enquêteurs

simple as a change of address. Once they realize we are looking for them, they come in again.

Mr. Chadwick: Do you have a tribunal all set up and ready to go on a couple of occasions for a person and they do not show?

Mr. Barnett: Oh, yes.

Mrs. McDougall: This has always been a problem within the refugee system, whether old system, new system, or backlog system. It creates scheduling problems and it creates delays for those who are genuinely anxious to go ahead.

Mr. Chadwick: Of course, it has to delay the system. Thank you.

Le président: Madame la ministre, je tiens à vous remercier, de même que les représentants du ministère, pour votre comparution de cet après-midi. C'est un sujet intéressant pour nous, et c'est pour cela qu'il serait bon que vous puissiez revenir une deuxième fois. Il y a beaucoup d'autres choses à aborder dans le domaine de l'immigration.

Mme McDougall: Merci.

Le président: La séance est levée.

[Translation]

pour les retrouver. Parfois, c'est simplement un changement d'adresse. Quand ils apprennent qu'ils ont été convoqués, ils se présentent à nos bureaux.

M. Chadwick: Arrive-t-il que le tribunal siège pour quelqu'un qui ne se présente pas?

M. Barnett: Oui, certainement.

Mme McDougall: Cela a toujours été un problème pour le traitement des demandes de réfugiés, que ce soit l'ancien ou le nouveau système. Cela crée aussi des problèmes d'horaire et des retards pour ceux qui veulent vraiment que leur demande soit réglée.

M. Chadwick: Évidemment, cela ne peut pas faire autrement que de créer des retards. Merci.

The Chairman: Madam Minister, I would like to thank you and your Departmental colleagues for coming this afternoon. The subject is of interest to us and we would like to have another opportunity to question you. There are many matters to be discussed in the field of immigration.

Mrs. McDougall: Thank you.

The Chairman: The meeting is adjourned.









If undelivered, return COVER ONLY to

Canadian Government Publishing Centre, Supply and Services Canada, Ottawa, Canada, K1A 0S9

En cas de non-livraison, retourner cette COUVERTURE SEULEMENT a Centre d'édition du gouvernement du Canada, Approvisionnements et Services Canada, Ottawa, Canada, K1A 0S9

WITNESSES

From the Department of Employment and Immigration:

- Mr. Nick Mulder, Associate Deputy Minister/Vice Chairman, Employment and Immigration;
- Mr. A. Juneau, Director General, Policy and Program Development;
- Mr. G. Barnett, Director General, Enforcement;
- Mr. P. Gauvin, Executive Director, Finance and Administration.

TÉMOINS

Du ministère de l'Emploi et de l'Immigration:

- M. Nick Mulder, sous-ministre associé et viceprésident, Emploi et immigration;
- M. A. Juneau, directeur général, Développement de la politique et des programmes;
- M. G. Barnett, directeur exécutif, Exécution de la loi;
- M. P. Gauvin, directeur exécutif, Finances et administration.



HOUSE OF COMMONS

Issue No. 25

Thursday, March 22, 1990

Chairman: Jean-Pierre Blackburn

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule nº 25

Le jeudi 22 mars 1990

Président: Jean-Pierre Blackburn

Minutes of Proceedings and Evidence of the Standing Committee on

Procès-verbaux et témoignages du Comité permanent du

Labour, Employment and Immigration

Travail, de l'Emploi et de l'Immigration

RESPECTING:

Pursuant to Standing Order 108(2), an investigation into demography and immigration levels

CONCERNANT:

Conformément à l'article 108(2) du Règlement, une enquête sur la démographie et les niveaux d'immigration

WITNESS:

(See back cover)

TÉMOIN:

(Voir à l'endos)



Second Session of the Thirty-fourth Parliament, 1989-90

Deuxième session de la trente-quatrième législature, 1989-1990

STANDING COMMITTEE ON LABOUR, EMPLOYMENT AND IMMIGRATION

Chairman: Jean-Pierre Blackburn Vice-Chairman: Dave Worthy

Members

Edna Anderson Warren Allmand Harry Chadwick Doug Fee Dan Heap Al Johnson Allan Koury Sergio Marchi Gilbert Parent George Proud Cid Samson Jacques Vien—(14)

(Quorum 8)

Elizabeth Kingston
Clerk of the Committee

COMITÉ PERMANENT DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE L'IMMIGRATION

Président: Jean-Pierre Blackburn Vice-président: Dave Worthy

Membres

Edna Anderson Warren Allmand Harry Chadwick Doug Fee Dan Heap Al Johnson Allan Koury Sergio Marchi Gilbert Parent George Proud Cid Samson Jacques Vien—(14)

(Quorum 8)

Le greffier du Comité Elizabeth Kingston

Published under authority of the Speaker of the House of Commons by the Queen's Printer for Canada

Publié en conformité de l'autorité du Président de la Chambre des communes par l'Imprimeur de la Reine pour le Canada

MINUTES OF PROCEEDINGS

THURSDAY, MARCH 22, 1990 (31)

[Text]

The Standing Committee on Labour, Employment and Immigration met at 11:09 o'clock a.m. this day, in Room 307 West Block, the Chairman, Jean-Pierre Blackburn, presiding.

Members of the Committee present: Jean-Pierre Blackburn, Harry Chadwick, Dan Heap, Allan Koury and Jacques Vien.

In attendance: From the Library of Parliament: Maureen Baker, Kevin Kerr, and Margaret Young, Research Officers.

Witness: From Wilfrid Laurier University: Dr. William Marr, Professor of Economics.

Pursuant to Standing Order 108(2), the Committee resumed consideration of its investigation into demography and immigration levels.

Dr. William Marr made a statement and answered questions.

At 12:33 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

Elizabeth Kingston
Clerk of the Committee

PROCÈS-VERBAL

LE JEUDI 22 MARS 1990 (31)

[Traduction]

Le Comité permanent du travail, de l'emploi et de l'immigration se réunit aujourd'hui à 11 h 09, dans la pièce 307 de l'édifice de l'Ouest, sous la présidence de Jean-Pierre Blackburn (président).

Membres du Comité présents: Jean-Pierre Blackburn, Harry Chadwick, Dan Heap, Allan Koury et Jacques Vien.

Aussi présents: De la Bibliothèque du Parlement: Maureen Baker, Kevin Kerr et Margaret Young, attachés de recherche.

Témoin: De l'Université Wilfrid Laurier: William Marr, professeur d'économique.

En conformité du paragraphe 108(2) du Règlement, le Comité poursuit son enquête sur la démographie et les niveaux d'immigration.

William Marr fait un exposé et répond aux questions.

A 12 h 33, le Comité s'ajourne jusqu'à nouvelle convocation du président.

La greffière du Comité Elizabeth Kingston

EVIDENCE

[Recorded by Electronic Apparatus]
[Texte]

Thursday, March 22, 1990

• 1111

Le président: À l'ordre!

Je souhaite la bienvenue à notre témoin, M. William Marr, qui est professeur à l'Université Wilfrid Laurier. Il a rédigé un certain nombre d'articles sur les aspects économiques de l'immigration, notamment un document exposant les différentes tendances en matière de consommation chez les Canadiens nés au pays et les immigrants.

Professeur, avant de vous accorder la parole, j'ai quelques précisions à donner aux membres du Comité concernant nos travaux futurs.

Nous avons obtenu une précision du vérificateur général concernant sa venue prochaine. Il a procédé à une vérification de l'optimisation des ressources pour deux secteurs d'activités d'Emploi et Immigration Canada, à savoir le Service national de placement et le Régime d'assurance-chômage. Il voudrait nous entretenir uniquement de ces deux sujets lorsqu'il comparaîtra devant notre Comité. Étant donné qu'il n'a pas étudié en profondeur les autres parties, est-ce qu'il vous convient que les questions portent uniquement sur ce sujet-là?

Mr. Heap (Trinity—Spadina): Mr. Chairman, Which is the one that concerns immigration? There is one on immigration and one on employment.

Le président: Tous les deux portent sur l'emploi, à savoir le Service national de placement et le Régime d'assurance-chômage. Le vérificateur viendra le 3 avril.

Mr. Heap: I will not be here, Mr. Chairman. But if it is on the subject of employment, then presumably our employment critic will be informed.

Le président: J'apprécierais que vous fassiez cela, monsieur Heap. Donc, c'est réglé pour cette chose-là.

Deuxièmement, nous recevrons des témoins sur les questions environnementales, dans le cadre de notre colloque sur l'effet de serre. Si jamais il y avait des changements climatiques importants, est-ce que nous aurions ce qu'on appelle des réfugiés environnementaux? Vous avez eu deux c.v., un de M^{me} Shirley Seward et un du D^r Louise Arthur. Nous avons également reçu le nom de M. Aaron Schneider.

Nous avons discuté de cela ce matin avec nos recherchistes et notre greffier. En ce qui concerne M. Schneider, on sera en mesure de communiquer avec lui au début de la semaine prochaine. Quant à M^{me} Seward, elle comparaîtra devant notre Comité pour parler de la question des niveaux d'immigration. Elle doit

TÉMOIGNAGES

[Enregistrement électronique] [Traduction] Le jeudi 22 mars 1990

The Chairman: Order, please!

I would like to welcome our witness, Mr. William Marr professor at Wifrid Laurier University. Prof. Marr has written a number of articles on economic aspects of immigration, including one on the differences between the consumption patterns of foreign and domestic born individuals.

Professor, before I give you the floor, I wish to give the members of the committee some information on future business.

We have received more information from the Auditor General concerning his upcoming appearance. The Auditor General has done a value for money audit of two sectors of Employment and Immigration, the National Employment Services and the Unemployment Insurance Account. When he appears before the committee, he would like only these two topics to be on the agenda. Indeed, as he has not made an in-depth study of the other areas, could we agree to ask our questions only on this topic?

M. Heap (Trinity—Spadina): Monsieur le président, quelle vérification portait sur l'immigration? L'une portait sur l'immigration et l'autre sur l'emploi.

The Chairman: Both were on employment, on the National Employment Services and the Unemployment Insurance Account. The Auditor General will be appearing on April 3.

M. Heap: Je ne serai pas là, monsieur le président. Mais puisqu'il s'agit de l'emploi, je présume qu'on en préviendra notre critique officiel en la matière.

The Chairman: I would be happy if you would do so, Mr. Heap. Then that is settled.

Secondly, during the course of our seminar on the green house effect, we will hear witnesses on environmental matters. If there were important climate changes, would we get what are called environmental refugees? You were sent two c.v., that of Mrs. Shirley Seward and that of Dr. Louise Arthur. We have also been given the name of Mr. Aaron Schneider.

We discussed this, this morning, with our researchers and our Clerk. In the case of Mr. Schneider, we will be able to get in touch with him at the beginning of next week. Mrs. Seward will be appearing before the committee to discuss levels of immigration. She is scheduled for April 5, but this has not yet been

comparaître le 5 avril, mais cette date n'est pas encore confirmée. Elle pourra être reportée selon la disponibilité de la ministre.

• 1115

Je suggère qu'on entre d'abord en contact avec M. Aaron Schneider pour voir quelle expérience il peut offrir aux membres de notre Comité lors de ce colloque.

Si cela vous convient, on va reporter la décision de quelques jours, le temps que nos recherchistes aient davantage d'information sur les personnes concernées. Si vous avez d'autres noms à nous suggérer, nous pouvons les prendre en considération. Est-ce que certains parmi vous avez analysé cela de votre côté ou si on s'en tient à ce que nous avons actuellement en main?

M. Allan Koury (député d'Hochelaga—Maisonneuve): On devrait s'en tenir aux noms qu'on a reçus. Si on en reçoit d'autres plus tard, on pourra vérifier ce que ces personnes ont à nous offrir et trouver, s'il y a lieu, une date raisonnable pour les entendre.

Mr. Heap: Mr. Chairman, I think we have to reduce the number of meeting days per week. I cannot attend three days a week. Yesterday I missed because of the minister's statement, but there are always too many things happening, including House duties, and to take three days a week for these meetings is more than I can handle. I understand that a meeting does not proceed without an opposition member, but I cannot do duty for both the opposition parties and, as far as I can see, the Liberals have decided not to attend except for the estimates. I cannot cover for the Liberals as well as the NDP.

Le président: J'ai l'impression, monsieur Heap, que d'autres membres du Comité pensent comme vous. Trois réunions par semaine, cela exige passablement de nous. On devrait réexaminer notre horaire. On sait que vous avez, pour la plupart, d'autres comités. Quant à moi, depuis quelque temps, on me demande d'aller appuyer d'autres collègues ailleurs. Cela commence à être essoufflant.

M. Koury: Si je me rappelle bien, on avait fait nos revendications au début du mois de février. On devait avoir deux réunions, soit le mardi matin à 11 heures et le jeudi matin. Moi aussi, je siège à d'autres comités qui sont parfois en conflit avec celui-ci. Il faut que je fasse un choix à l'occasion. On a du mal à se concentrer. On reçoit tellement de documents qu'on n'a pas le temps de les lire. On doit faire notre travail aussi. Les recherchistes travaillent très fort pour nous documenter, mais il vient un temps où on est débordés, et on perd intérêt jusqu'à un certain point.

M. Jacques Vien (député des Laurentides): Je suis entièrement d'accord avec M. Koury. J'en suis à ma troisième réunion aujourd'hui. On n'y arrive pas.

[Traduction]

confirmed. We might postpone her appearance, if the Minister is available.

I would suggest that we first get in touch with Mr. Aaron Schneider to find out what expertise, if any, he can offer members of the committee.

If you have no objections, we could postpone our decision for a few days, in order to allow our researchers to get more information on these witnesses. If you have other names you would like to suggest, we will consider them. Have any of you looked in to the matter on your own, or do you want to stick with what we already have in hand?

Mr. Allan Koury (Hochelaga—Maisonneuve): I think we should stick with the names we already have. If we get more names later on, we can always check to see what these individuals have to offer and if appropriate, find a date to hear them.

M. Heap: Monsieur le président, je pense qu'il nous faut réduire le nombre de réunions que nous avons par semaine. Je ne peux pas assister à trois réunions par semaine. Hier, j'ai raté la déclaration du ministre, et c'est toujours la même chose, il y a trop de choses en même temps, y compris nos fonctions à la Chambre, pour que nous puissions nous permettre de consacrer trois jours par semaine à ces réunions. Je sais qu'il est impossible de tenir une réunion sans députés de l'opposition, mais je ne peux pas remplir ce rôle pour les deux partis d'opposition. J'en conclus que les libéraux ont décidé de ne pas participer à nos travaux sauf pour l'examen du budget des dépenses. Je ne peux pas faire acte de présence pour les libéraux et pour les néo-démocrates.

The Chairman: I have the feeling, Mr. Heap, that other members of the committee are of the same mind. Three meetings a week, that is very demanding. We should rethink or schedule. We know that in most cases, you have other committees. As for myself, for some time now, I have been asked to go and give a hand to other colleagues. It's rather exhausting.

Mr. Koury: If I remember correctly, we have voiced reservations about this at the beginning of February. It had been agreed to hold two meetings, one on Tuesday morning and the other on Thursday morning, both at eleven. I am also a member of other committees whose timetable conflicts with this one. Sometimes, I have to choose. It's also difficult to concentrate. We are getting so many documents that it is impossible to read them. We also have to do our own work. The researchers are working very hard to prepare documents for us, but when it's time for us to read them, we are swamped and to a certain extent, we lose interest.

Mr. Jacques Vien (Laurentides): I quite agree with Mr. Koury. This is my third meeting today. It's just impossible.

M. Koury: Moi, c'est ma deuxième.

The Chairman: Mr. Chadwick, do you think the same?

Mr. Chadwick (Brampton—Malton): I totally agree. I am pleased that my colleague, Mr. Heap, raised the issue. It certainly makes good common sense not to cram one committee into a week. I think you get the worst out of a committee by doing that. As Allan said, there is not enough opportunity to study what you have in front of you, and by the time you do, and you mix it up with the other couple of committees you are on, it does not do justice for any one of us or for the committee. If there can be a reduced workload on this committee I am certainly in favour of that, despite the fact that we will all do what we can do and what needs to be done.

Mr. Heap: I have two suggestions that we could consider at a steering committee meeting so as not to take up too much of Professor Marr's time. One is that we reconsider the suggestion you made, Mr. Chairman, of having two of our witnesses at one meeting to make a more enriched dialogue or conversation, and the other is that we consider having evening meetings sometimes.

• 1120

I know that some people disapprove of evening meetings. I also know that when the rules of Parliament were revised several years ago and Parliament no longer met in the evening but started in the morning as well as the afternoon, the expectation stated was that committees would meet in the evening rather than conflicting with House duty. But what I have found is that—and this is not just the present committee—for several years this committee's pattern has been to meet almost exclusively while the House meets, which was not the intent of that part of parliamentary reform.

I would be willing to consider meeting in the evening in order not to conflict with House duties and such obligations, but I do not know what other members would say.

M. Vien: Comme je vous le disais tout à l'heure, j'ai assisté à trois réunions aujourd'hui. Je n'ai pas eu le temps de passer à mon bureau entre-temps. Naturellement, je n'ai pas la documentation qui est arrivée à mon bureau quelques minutes avant la réunion.

Deuxièmement, il y a des limites à siéger le soir. La plupart de mes soirées sont prises par des assemblées parlementaires, des caucus. On s'était entendus pour se rencontrer le mardi et le jeudi, et je suis d'accord qu'on s'en tienne à cela. Également, je suis d'accord qu'on entende deux témoins. Il y aurait moins de questions, mais on entendrait deux témoins.

M. Koury: J'ai suggéré à mon Comité des affaires autochtones de siéger le mardi après-midi et le jeudi après-midi afin qu'il ne soit pas en conflit avec ce comité-ci. Il est maintenant entendu que je peux assister à mes quatre

[Translation]

Mr. Koury: In my case, it's my second meeting.

Le président: Monsieur Chadwick, êtes-vous du même avis?

M. Chadwick (Brampton—Malton): Je suis parfaitement d'accord. Je suis heureux que mon collègue, M. Heap, ait soulevé cette question. Il me semble tout à fait raisonnable de ne pas essayer d'ajouter encore une réunion de comité par semaine. On ne fait ainsi que nuire à notre travail. Comme l'a dit Allan, nous n'avons pas suffisamment de temps pour examiner tout ce qu'on nous donne, et quand on y arrive, on confond tout, un comité avec l'autre. Ce n'est pas nous rendre justice à nousmêmes et au Comité. S'il y avait moyen de réduire notre charge de travail ici, j'y serais tout à fait disposé, même si au fond nous savons que nous ferons tous ce que nous sommes censés faire et ce qu'il faut faire.

M. Heap: J'ai deux suggestions que le comité directeur pourrait examiner à l'une de ses réunions de façon à ne pas trop prendre le temps du professeur Marr. Nous pourrions soit songer à adopter cette fois-ci votre suggestion, monsieur le président, c'est-à-dire entendre deux témoins à une réunion afin de favoriser un dialogue ou des échanges plus stimulants, et envisager de nous réunir le soir à l'occasion.

Je sais que certains désapprouvent les réunions le soir. Je sais également qu'il y a quelques années, dans le cadre de la réforme parlementaire, il a été décidé que le Chambre ne siégerait plus en soirée, mais commencerait plus tôt le matin et siégerait l'après-midi dans l'espoir que les Comités se réuniraient en soirée plutôt qu'en même temps que la Chambre. Or je constate—et ce n'est pas le cas uniquement de ce comité-ci—que depuis plusieurs années, le Comité se réunit presque uniquement en même temps que la Chambre, ce qui n'est pas du tout l'objectif visé par la réforme parlementaire.

Je serais prêt à siéger le soir afin d'éviter les conflits avec nos fonctions à la Chambre, etc., mais je ne sais pas ce qu'en pensent les autres membres du Comité.

Mr. Vien: As I said a few moments ago, this is my third meeting today. Between these meetings, I have not had the time to drop by at my office. Of course, I don't have the documents that were left at my office a few moments before this meeting.

Secondly, there are limits to the number of evening sittings. Most of my evenings are already taken up by meetings, caucuses having to do with Parliament. It had been agreed that we would meet on Tuesdays and Thursdays and I would like us to stick to that. Also, I would agree that we hear two witnesses. There would be less time for questions, but we would hear two witnesses.

Mr. Koury: I suggested to the Indian Affairs Committee of which I am a member to sit on Tuesday and Thursday afternoons in order to avoid conflicts with this committee. At the moment, I can attend my four committee meetings

réunions sans problème. Le mardi soir, on est déjà pris. Le lundi, on peut être pris à la Chambre. Le mercredi, plus souvent qu'autrement, on est pris à la Chambre jusqu'à des heures tardives. Il y a des moments où on peut terminer de bonne heure. Il y a toujours le jeudi soir, mais cela nous ferait deux séances le matin et une autre le soir. Nous devons aussi remplacer quelques collègues mal pris parce que leurs réunions sont aussi en conflit avec d'autres. L'autre jour, j'avais deux réunions à 15h30, l'une sur la rue Sparks et l'autre ici. Où vais-je aller? Je fais un choix.

C'est illogique. J'en ai parlé au whip pour qu'on essaie d'organiser un peu le système. La meilleure chose serait d'en venir à une entente.

M. Vien: Je propose que les réunions aient lieu comme prévu et qu'on double les témoins.

Le président: On n'a pas le quorum pour adopter votre motion ce matin, mais si cela convient aux membres, je vais examiner avec notre greffier et nos recherchistes la possibilité de refaire l'horaire de nos prochaines réunions afin qu'on en ait un peu moins, quitte à ce qu'elles soient prolongées d'une demi-heure et qu'on reçoive deux témoins à la fois. La suggestion de M. Heap à cet égard est intéressante.

Les membres du Comité ont pu constater qu'hier aprèsmidi, j'ai livré un message on ne peut plus clair à la ministre quant à notre rapport sur l'arriéré de réfugiés. Vous savez que c'est notre deuxième rapport. Pour les membres du Comité qui mettent beaucoup de temps à la préparation d'un rapport, c'est viscéral. Les ministres et les autres se doivent de respecter les règles parlementaires: quand des comités font des rapports, ils doivent avoir des réponses. Ce n'est pas à la fin du calendrier qu'on doit recevoir la réponse.

• 1125

De plus, comme on discutait du jugement du juge Jerome, sujet qui recoupait notre rapport, elle avait une occasion en or de répondre à notre rapport. J'ai trouvé ce qui s'est passé totalement incorrect, et je ne me suis pas gêné pour le lui dire en votre nom. On parle souvent de la motivation des députés dans leur travail. On a passé à côté d'une belle occasion de motiver les députés. Hier, les hauts fonctionnaires étaient embarrassés. Il était évident qu'avant de répondre au jugement du juge, ils n'avaient pas réétudié nos recommandations pour voir s'il n'était pas possible de faire coincider tout cela. À un moment donné, on va se retrouver, par la suite, avec quelque chose que j'ai hâte de voir. La ministre envoie souvent des directives aux fonctionnaires pour changer des normes ou des règles. Peut-être que dans un mois, elle va répondre à notre rapport en donnant d'autres règles. Quel message transmet-on ainsi à tous les fonctionnaires, d'un bout à l'autre du pays? Cela sort tout croche. Je pense qu'ils sont passés à côté d'une belle occasion et je l'ai dit. Si c'est du travail pour la frime. . . Moi, je ne vous ferai pas travailler longtemps pour la frime. On va faire autre chose.

[Traduction]

without any difficulty. On Tuesday evenings, we are already busy. On Mondays, we sometimes have to be in the House. On Wednesdays, more often than not, we are in the House until quite late. It does happen of course that we are through early. That leaves only Thursday evening, but that would mean two morning meetings that day and then one in the evening. It also happens that we must replace colleagues who have a time conflict with another meeting. The other day, I had two meetings at 3:30, one on Sparks Street and the other here. Where was I to go? I had to make a choice.

It's illogical. I have spoken to the Whip, suggesting that we try and organize the system a little bit. But the best thing would be for us to agree.

Mr. Vien: I move that meetings be held as planned but that we hear two witnesses at one meeting.

The Chairman: We do not have a quorum to pass your motion this morning, but if members agree, I will study the matter with our clerk and our researchers and examine the possibility of eliminating some of our next meetings, revamping the schedule even if we must add half an hour to meetings in order to hear two witnesses at one meeting. Mr. Heap's suggestion is quite interesting.

Members of the committee must have noticed yesterday afternoon, that I gave a very clear message to the Minister with regards to our report on the refugee backlog. You know that this is our second report. When members of a committee put in a lot of time to prepare a report, it becomes a gut issue. Ministers and others must obey the Standing Orders: when committees present reports, an answer must be given. We don't want the answer at the end of the session.

Furthermore, since we were discussing Judge Jerome's decision on a matter similar to our report, she had a golden opportunity to give an answer to our report. I find this situation totally unacceptable and I did not hesitate to tell her so in your name. There is often talk of the motivation of members. This was a good chance to motivate members that was missed. Yesterday, the officials were embarrassed. It is obvious that before answering Judge Jerome's decision, they had not reexamined our recommendations to see if there was any way to reconcile both. At some future date, we will end up with something quite strange. The Minister will direct her officials to change terms and conditions. In perhaps a month's time, she will give an answer to our report stating different conditions. What is the message thus sent out to all officials, from one end of the country to the other? There is no uniformity. I think they missed a real chance and I said so. If we're working to pretend-I will not work very long that way. We'll do something else.

Ce sont les commentaires que j'avais à faire. Je tiendrai compte de vos recommandations sur les modifications à notre horaire afin qu'on ait le temps de respirer.

Cela dit, nous allons maintenant entendre notre témoin, M. Marr. Nous avons reçu votre documentation, monsieur Marr, avec une synthèse de vos différents travaux. Vous avez la parole.

Dr. William Marr (Professor of Economics, Sir Wilfrid Laurier University): Thank you very much. I think I will just summarize what is in the four or five pages that I sent to the committee. If you then have any questions it is probably best if I were to respond to those afterward.

I guess over the past 20 years or so I have been researching various aspects of Canadian immigration. My interests have changed somewhat over time. In one way or another they are all dealing with the Canadian economy and, if you like, the relationship between the foreign-born and the Canadian economy.

During the past two or three years, I suppose in part sparked by the demographic review, but also sparked by other interests I had in that area, I have been looking at an aspect of demographics and the foreign-born in particular that had not been looked at previously—the topic of consumption patterns by demographic group, including the foreign-born.

With the appearance of the demographic review two or three years ago, my research expanded somewhat to include other demographic groups besides birthplace, such as age groups, marital status groups, family size, family composition, number of adults versus number of children in the family, lone parent families, and so on. As it turned out, the data I had at my disposal, the last three or four surveys of family expenditure from Statistics Canada, allows myself and my colleagues to look at many different demographic aspects, not just the foreign-born.

As I said in the correspondence that I sent you—to summarize in a sentence a lot of research—we could say that consumption patterns, and by implication savings patterns, certainly differ by demographic group, including the birthplace of the head of the household.

A lot of interest has been raised over the last 20 years or so on the question of what the general impact would be on the Canadian economy if Canada had a larger annual inflow of immigrants. It has always struck me in a lot of that debate that most of the emphasis has been on what I refer to as the supply side. That is, there has been a lot of interest in the way immigration reacts with labour markets. For example, recently some other researchers have been interested in the substitution of foreign-born for Canadian-born workers in certain sectors of the Canadian economy. This is all on the supply side.

[Translation]

Those were my comments. I will keep in mind your recommendations on the changes to be made to our schedule so that we have a little breathing time.

This being said, let us now hear our witness, Professor Marr. We received your document, the synthesis of your different publications, Professor Marr. You now have the floor.

M. William Marr (professeur d'économie, Université Sir Wilfrid Laurier): Merci beaucoup. Je pense que je vais simplement vous résumer les quatre ou cinq pages que je vous ai déjà fait parvenir. Si vous avez des questions, il vaut peut-être mieux y répondre ensuite.

Depuis environ vingt ans, je me consacre à des recherches sur les divers aspects de l'immigration au Canada. Avec le temps, mes intérêts ont évolué. Toutefois d'une façon ou d'une autre, ils portent tous sur l'économie canadienne et la relation entre les Néo-Canadiens et l'économie canadienne.

Au cours des deux ou trois dernières années, motivé sans doute par l'étude démographique, mais également par certains autres de mes intérêts dans ce domaine, je me suis penché sur un nouvel aspect de la question démographique—la consommation chez divers groupes démographiques y compris les Néo-Canadiens.

A la suite de la publication il y a deux ou trois ans de l'étude démographique, j'ai élargi quelque peu le champ de ma recherche afin d'y inclure outre le lieu de naissance, d'autres éléments démographiques tels que l'âge, l'état civil, la taille de la famille, sa composition, le nombre d'adultes par rapport au nombre d'enfants dans la famille, les familles monoparentales, etc. Or il s'est trouvé que les données des trois ou quatre recensements de Statistique Canada m'ont fourni des données sur les dépenses familiales qui nous ont permis à mes collègues et à moi-même de nous pencher non seulement sur la naissance à l'étranger, mais de nombreux aspects démographiques différents.

Comme je l'ai dit dans les lettres que je vous ai envoyées—pour résumer une somme importante de recherches en une seule phrase—nous pourrions affirmer que les modes de consommation et implicitement les modes d'épargne varient certainement par variable démographique, notamment le lieu de naissance du chef de famille.

Au cours des vingt dernières années, la question de l'incidence générale sur l'économie canadienne d'une augmentation annuelle du nombre d'immigrants a suscité beaucoup d'intérêt. Il m'a toujours semblé que ce débat avait surtout porté sur ce que j'appellerais l'offre. C'est-à-dire que l'on s'est beaucoup intéressé à l'incidence de l'immigration sur le marché du travail. Encore récemment, d'autres chercheurs se sont intéressés à l'incidence, sur certains secteurs de l'économie canadienne, de la substitution des Néo-Canadiens aux travailleurs canadiens. Encore une fois, une question d'offre.

• 1130

It seemed to me that if one is going to address in any kind of complete way the impact that immigration and the foreign-born has on the economy, you have to look at the demand side as well as the supply side. After all, the foreign-born have jobs, they earn income, they spend, they save, and this has impacts on the economy in much the same way that entering the labour force has impacts on the economy.

It struck me in some of the early work done on the impact the foreign-born have on the economy that the models that were used often predicted that more immigration would lead to slightly higher unemployment rates. When you look at those models, what I discovered was that because the emphasis was mostly on the supply side perhaps that was not an unnatural outcome to expect, and so my research was designed in part to recognize the fact that if you include demand-side elements into these ways of looking at the economy you might actually find, especially in the long term, that more immigration could lower the unemployment rate. Well, that is a proposition to be tested.

The research I have done on consumption and spending patterns of course took on added interest when the demographic review came along. The demographic review was certainly interested in the foreign-born versus the Canadian-born, but they were interested in the other demographic aspects of the Canadian economy as well. As other researchers have demonstrated, during the last 10 or 15 years there have been major demographic shifts in the Canadian economy. These are likely to continue. Some of them will certainly continue, like the aging of the population, for example.

If this has implications for consumption patterns in general or consumption patterns in particular, perhaps it would be useful to speculate on what those might be. So again the research I have done on consumption patterns, in a general sort of way, enables one to do that. Although, you must remember that the data. . . Well, let me back up a little bit. We are chained to the data, if you know what I mean; we are subject to the data. The data that is available on the survey of family expenditure is not that detailed, and so it is not possible to talk about, for example, individual consumption items and make some speculations about how they might change over time.

It is possible to say things about the proportion spent on food, shelter, household operations, recreational activities, that kind of thing. Although we have not done any detailed expenditure patterns at a level lower than that, there is some ability to do that with the survey of family expenditure, but we have not looked at that to this point.

If the changes the demographic review and the researchers talk about take place, it is interesting to think a little bit about what that might mean for consumption patterns in Canada; for example, spending on shelter, spending on food.

[Traduction]

Or j'estime que si l'on veut faire un examen le moindrement approfondi de l'incidence de l'immigration et des Néo-Canadiens sur l'économie, il faut examiner également la question de la demande. Après tout, les Néo-Canadiens travaillent, gagnent de l'argent, la dépensent, font des économies, et leur incidence sur l'économie est assez semblable à celle des autres travailleurs sur l'économie.

Les premières études sur l'incidence des Néo-Canadiens sur l'économie m'ont frappé tout particulièrement en ce sens que les modèles utilisés prédisaient qu'une immigration accrue entraînerait un taux légèrement supérieur de chômage. Or si vous examinez ces modèles, vous constatez que l'accent s'y trouve surtout sur le côté de l'offre ce qui n'a peut-être rien d'extraordinaire, mais j'ai conçu mes travaux de façon à tenir compte de la demande, ce qui permettrait peut-être de découvrir qu'à long terme surtout, une augmentation de l'immigration pouvait diminuer le taux de chômage. C'est l'hypothèse que j'ai tenté de vérifier.

Mes recherches sur les habitudes de consommation et de dépenses se sont précisées lors de la publication de l'étude démographique. En effet, celle-ci faisait justement une distinction entre la naissance à l'étranger et la naissance au Canada tout en s'intéressant à d'autres variables démographiques de l'économie canadienne. Comme l'ont démontré d'autres chercheurs au cours des 10 ou 15 dernières années, l'économie canadienne a connu d'autres grands changements démographiques. Au nombre de ceux qui continueront fort certainement, on trouve le vieillissement de la population, par exemple.

Si cela se répercute sur les habitudes de consommation en général ou en particulier, il serait peut-être utile de formuler des hypothèses à ce sujet. Là encore, mes recherches sur les habitudes de consommation en général permettent de le faire. Il ne faut cependant pas oublier que les données. . . revenons un peu en arrière. Nous sommes enchaînés aux données si vous voyez ce que je veux dire; nous sommes à la merci des données. Les données disponibles à la suite de l'enquête sur les dépenses familiales ne sont pas très détaillées; il nous est donc impossible, par exemple, de nous arrêter sur les articles particuliers de consommation et de prévoir comment ceux-ci pourraient changer avec le temps.

Par contre, il nous est possible de faire des constatations sur le pourcentage consacré à l'alimentation, au logement, à la récréation, etc. Bien que nous ne nous soyons pas penchés sur les dépenses détaillées, grâce à l'enquête sur les dépenses familiales, ce serait possible.

Si la situation évolue comme le prévoient l'étude démographique et les chercheurs, il est intéressant de spéculer sur ce que cela signifie pour les habitudes de consommation au Canada, par exemple, les dépenses pour le logement, pour les aliments.

One of my interests for a long time has been the relationship between unemployment in Canada and immigration. There are different ways of researching that. Very recently, myself and a colleague have looked at once again the relationship between immigration and unemployment in the Canadian economy—I hasten to add at this point—only in a statistical sense, not in a causal sense. There are lots of theories but very little evidence one way or the other. We are interested in two questions. There has always been a lot of evidence that whenever unemployment in the Canadian economy has changed this has led to changing immigration patterns. We are not the first ones to say that. We simply substantiate that as continuing.

Perhaps more interesting is to look at the other view, does immigration cause unemployment? We do not directly address that issue. We simply look at the statistical relationship between immigrants coming in as a proportion of the labour force, by the way, and the unemployment rate. We find before 1978 either no relationship between immigrants coming in as a proportion of the labour force and unemployment, or in periods when immigration as a proportion of the labour force has been high, unemployment rates have actually been falling—which is sanguine I guess for those who would espouse higher immigation levels.

• 1135

Between 1978 and 1985, though, this pattern seems to change. In periods when immigration as a proportion of the labour force is high, it seems the unemployment rate after that was also rising.

I hasten to add this is just a statistical relationship. It does sort of bear out other economists' comments about the 1975 to 1985 period when, as you know, Canada was entering a recession. Unemployment rates were rising. The independent and assisted-relative group was cut back quite dramatically, so a higher and higher proportion of the inflow was made up of family class and refugee classes, and that may have had some impact on the average skill level of immigrants.

Let me conclude by saying the recent research I have done on spending patterns does not lead one to conclude that if demographic change takes place, spending will change in a good way or a bad way. That is not the kind of research one does in this area. It is just pointing to the fact that if demographic structure changes, there are likely to be changes in consumption patterns in Canada.

Demographic change is relatively slow. Some of it can be predicted. Some of it cannot—perhaps immigrant inflows are more difficult to predict—but I would say if certain demographic changes do take place, perhaps it is [Translation]

Depuis longtemps déjà, je m'intéresse à la relation entre le chômage au Canada et l'immigration, et il y a différentes façons d'examiner cet aspect. Très récemment, un collègue et moi-même avons examiné à nouveau la relation entre l'immigration et le chômage dans l'économie canadienne—et je m'empresse d'ajouter—seulement du point de vue statistique et non pas causal. Les théories foisonnent, mais les éléments de preuve sont rares. Nous nous sommes penchés sur deux questions. Il est démontré que lorsque les taux de chômage changent au Canada, les habitudes d'immigration aussi. Nous ne sommes d'ailleurs pas les premiers à le dire. Nous avons simplement démontré que cette tendance se maintenait.

Il y a plus intéressant encore peut-être, c'est le revers de la médaille: l'immigration entraı̂ne-t-elle le chômage? Nous ne nous sommes pas penchés précisément sur cette question. Nous avons simplement examiné la relation statistique entre le pourcentage que les nouveaux arrivés représentent sur le marché du travail et le taux de chômage. Avant 1978, ou il n'y a pas de lien entre le nombre d'immigrants qui entrent au pays, en pourcentage de la main-d'oeuvre active, et le taux de chômage, ou lorsque cette proportion est élevée, le taux de chômage de fait diminue—une constatation qui doit faire l'affaire de ceux qui préconisent des taux d'immigration plus élevés.

Cependant, de 1978 à 1985, cette tendance change. Lorsque l'immigration est élevée en pourcentage de la main-d'oeuvre active, le taux de chômage s'accentue.

Il ne s'agit évidemment que d'un lien statistique, qui ne doit pas être considéré comme un rapport de cause à effet. Cependant, cette constatation rejoint celle d'autres économistes qui se sont penchés sur la période de 1975 à 1985, marquée au Canada, commme chacun le sait, par une récession. Le taux de chômage a monté en flèche. Les catégories des immigrants indépendants et des parents parrainés ont été réduites de façon spectaculaire, de sorte que l'immigration a surtout été constituée à ce moment-là des catégories de la famille et des réfugiés, ce qui a pu faire baisser le niveau de qualification des immigrants de façon générale.

Je conclus en disant que la recherche récente que j'ai effectuée sur les habitudes de dépenses ne permet pas de conclure que les changements démographiques se traduisent nécessairement par des changements bons ou mauvais dans les dépenses. De toute façon, ce n'est jamais le but d'une telle recherche. Les démarches consistent simplement à établir que lorsqu'il y a des changements dans les structures démographiques, les habitudes de consommation au Canada risquent d'être touchées.

Les changements démographiques se produisent assez lentement. Ils sont prévisibles à certains égards. À d'autres, ils sont plus difficiles à évaluer—par exemple, pour ce qui est des arrivées massives d'immigrants.

useful to know what the changes in consumption proportions might be.

I could talk for a long time about immigration and demographic patterns. Why not simply stop there, and address any questions members have. Thank you.

Mr. Heap: Thank you, very much, Professor Marr, for being with us.

I have two questions. One of them arises out of your paper and was implied in your summary remarks, without trying to quote the exact spot. I think you suggested that foreign-born may buy, for example, more shelter and food than Canadian-born, and less clothing. Apart from that, I am curious to see what else you have parallel to that. I assume you have not found that foreign-born spend more than Canadian-born in total. It is just that they spend it here instead of there. Right?

For one, does this apply equally to all foreign-born, or does it vary significantly according to their country or continent of origin?

Secondly, is the variation something that can be somewhat predicted in considering the market, and therefore we could decide whether we want to boost the food industry or the housing industry or the clothing industry or maybe none of them, but rather atomic research or something like that? Could any significant practical conclusion be drawn perhaps from more intensive study in those lines?

Dr. Marr: I may not deal with all your questions, so you can ask me again if I miss several of them.

Let me first make a couple of comments on the pattern by birth place of consumption relative to income before taxes—what we looked at. There are certainly differences in the proportion of income before taxes that different birthplace groups have to allocate to consumption.

• 1140

For example, the average Canadian-born family, which includes single individuals and couples and couples with children, taking them on average, allocates about 83% of income before taxes to all kinds of expenditure. The foreign-born from areas that one would generally describe as developing or Third World allocate about 96% of total income before taxes to expenditure. So I would say that between the Canadian-born and the foreign-born from most parts of the world there is a significant difference in the proportion of income they have to devote, I guess, or plan to devote to expenditures.

On the other hand, if you look at the foreign-born from the United States and western and northern Europe, their percentage or proportion is somewhere down around 78% or 79%. So there are certainly significant

[Traduction]

Lorsqu'elles surviennent, il est utile de voir quels effets elles peuvent avoir sur les habitudes de consommation.

Je pourrais parler de ce sujet encore longtemps, mais je m'arrête ici pour entendre vos questions. Merci.

M. Heap: Merci beaucoup d'avoir accepté notre invitation, professeur Marr.

J'aurais deux questions à vous poser. D'abord, une au sujet de ce que vous venez de dire. Vous avez déclaré, quelque part dans votre résumé, que les gens d'origine étrangère avaient tendance à dépenser davantage que les Canadiens d'origine pour le logement et la nourriture, et moins qu'eux pour le vêtement, par exemple. Je suis curieux de savoir quelles sont les autres comparaisons semblables que vous avez pu établir. Je suppose que vous ne concluez pas que les gens d'origine étrangère dépensent davantage que les Canadiens d'origine de façon globale. Il y a seulement des changements selon les secteurs, n'est-ce pas?

Par ailleurs, cette constatation s'applique-t-elle à tous les gens d'origine étrangère ou y a-t-il encore des variantes selon les pays ou les continents d'origine?

Également, est-il possible de faire des prévisions en fonction des différents secteurs? Pouvons-nous décider d'avance, par exemple, de stimuler les secteurs de l'alimentation, du logement ou du vêtement, ou encore de donner la priorité à la recherche atomique ou à quelque chose de ce genre? Convient-il de mener des études plus poussées à partir de cette conclusion que vous semblez tirer?

M. Marr: Je ne sais pas si je me souviens de toutes vos questions; vous n'avez qu'à me le rappeler si j'en manque une.

Je reviens à ce que j'ai dit au sujet de la consommation par rapport au revenu avant impôt selon le lieu de naissance. Les divers groupes selon le lieu de naissance ne dépensent pas tous de la même façon à partir du revenu avant impôt.

Par exemple, la famille moyenne d'origine canadienne, qui inclut les individus, les couples et les couples avec enfants, pris comme un tout, consacre 83 p. 100 environ de son revenu avant impôt à toutes sortes de dépenses. La famille d'origine étrangère, qui vient de ce qu'on pourrait appeler en général les pays en voie de développement, les pays du tiers-monde, ailoue 96 p. 100 environ de son revenu total avant impôt à des dépenses diverses. Il y a donc des différences importantes dans les habitudes de consommation, réelles ou anticipées, chez les familles canadiennes et chez les familles en provenance de la majorité des pays du monde.

Par ailleurs, pour ce qui est des gens nés aux États-Unis ou dans les pays d'Europe de l'Ouest et du nord, le pourcentage de dépenses est de l'ordre de 78 ou 79 p. 100. Il y a donc des différences importantes dans la part du

differences in the proportion of income before taxes that is devoted to expenditures generally or personal expenditures among the various countries of birth.

Now, the other thing our research implies more than shows, I suppose, is that particularly recent immigrants or recent foreign-born tend—and I suppose this is what you would expect—to devote higher proportions of their income towards certain types of expenditures, such as shelter expenditure, for example, which again I think is maybe what one would expect them to do, given that there is an immediate need for shelter of one form or another once they arrive.

Mr. Heap: Higher than whose?

Dr. Marr: Higher than the average for all Canadians or certainly higher than the Canadian-born, if you want to look at it that way.

Another thing I did not mention, because I do not want to make much free comment on it, is savings patterns. People are interested in savings patterns. You must remember that the data source we used does not lend itself very well to looking at savings because it does not include what one would call stocks of savings. It does not include information on ownership of bonds or ownership of stocks or ownership of life insurance policies. It does include something on housing, and we are only now starting to exploit that, so I do not want to make any comments on that.

But our evidence does point to the fact that, except for the foreign-born from the Third World, the other foreignborn—that is, the foreign-born from the First and Second Worlds, mainly the First World—would probably tend to save more than the Canadian-born.

You also asked whether this could be used to draw any conclusions about more specific consumption patterns. The answer is that probably it cannot. I had a chat once with some people at Informetrica, for example, and other research groups. They often tend to do research for private companies, and they had also looked at the survey of family expenditure, and unfortunately from some people's point of view the data is not disaggregated enough to allow you to say things very specific about different kinds of group expenditure, for example. I am not sure I would want to draw conclusions about that anyway because I think we are looking here more at trends and not at year-by-year variations in consumption behaviour, which can be significant, caused by years when someone just happens to be unemployed, etc.

 \boldsymbol{I} am not sure whether or not \boldsymbol{I} have covered all your questions.

Mr. Heap: I have a concern alongside what I think is the main thrust of your study, since you are doing it as an economist, as to what values there may be to, say, family immigration apart from what you studied about consumption and supply. I wonder whether in your course of study you have any information about family cohesion and stability in the different groups, or incidents

[Translation]

revenu avant impôt qui est consacrée aux dépenses de façon générale ou aux dépenses personnelles selon les pays d'origine.

Notre recherche suppose également, plus qu'elle ne le démontre, que les immigrants ou les gens d'origine étrangère nouvellement arrivés—je pense que c'est tout à fait normal—ont tendance à consacrer davantage à certaines dépenses, le logement, par exemple; il n'y a rien de surprenant à cette constatation parce que le logement, entre autres, est un besoin immédiat.

M. Heap: Plus que qui?

M. Marr: Plus que les Canadiens moyens ou les Canadiens de souche, pour prendre ce point de comparaison.

Je ne suis pas tellement attardé, parce que je ne pouvais pas vraiment parler en connaissance de cause, aux habitudes d'épargne, même si c'est un sujet qui intéresse un certain nombre de personnes. Notre source de données ne s'y prêtait pas tellement en ce sens qu'elle n'incluait pas les diverses sources d'épargne. Elle n'incluait pas d'information, par exemple, sur les obligations, les actions ou les polices d'assurance-vie qui pouvaient être détenues. Elle contenait bien quelque chose sur le logement, mais nous ne pouvions exploiter l'information que de façon limitée. Je n'ai pas voulu en tirer trop de conséquences.

Ce que démontre notre étude en tout cas, c'est que les gens qui viennent des pays du premier et du deuxième mondes, du premier surtout, mais pas ceux qui viennent des pays du tiers-monde, ont probablement tendance à épargner plus que les Canadiens d'origine.

Vous m'avez demandé si ce genre de conclusion pouvait servir à établir des plans de consommation bien précis. La réponse est probablement non. J'ai déjà eu d'en discuter avec des chercheurs l'occasion d'Informetrica et d'autres groupes. Ils sont appelés à effectuer des travaux pour des compagnies privées. A ce titre, ils doivent examiner les études sur les dépenses familiales. Malheureusement, pour certains, l'information n'est pas suffisamment détaillée pour permettre à qui que ce soit de se prononcer sur divers groupes de dépenses, par exemple. De toute façon, j'hésiterais beaucoup personnellement à en tirer quelques conclusions parce qu'il s'agit surtout de tendances et non de variations annuelles d'habitudes de consommation comme telles; toutes sortes de facteurs, comme le chômage, peuvent

Je ne sais pas si j'ai réussi à répondre à toutes vos questions.

M. Heap: Je sais que vous avez étudié la question en tant qu'économiste, que ce que vous essayez de voir, c'est les répercussions de l'immigration sur la demande et l'offre, mais j'aimerais savoir si vous accordez une valeur quelconque à l'immigration familiale. Au cours de votre étude, avez-vous recueilli des données sur la cohésion et la stabilité de la famille dans les divers groupes, sur les

and types of physical or mental illness, or delinquency, or participation in positive social activities; in other words not strictly economic matters. Do you have any information on that, or can you point us to any?

• 1145

Dr. Marr: I guess the best I can do is point you to some people whom you might ask. I do not have any information on that particular issue. I would suggest contacting someone like Monica Boyd at Carleton University, if you were thinking of someone who would at least be able to point you in the direction of someone who has actually done some recent research on that particular issue. I have not done anything myself and I have not seen anything recently on that. Again, I suspect it is collecting data and getting information which are a stumbling block.

Mr. Vien: Thank you, Professor Marr, for being here. At the beginning of your statement you mentioned that immigration can reduce unemployment. Am I correct?

Dr. Marr: It can.

Mr. Vien: Can you elaborate on that? How can it reduce unemployment?

Dr. Marr: If you think of unemployment as the difference between labour supply on the one hand and labour demand on the other side, it is of course evident that if Canada were to expand its immigration levels it clearly is going to expand its labour supply side. That is going to go up, no matter what. Some of these people are going to offer their services to the labour market. You then have to investigate, with those greater inflows of immigrants, what that does to the demand for labour. I do not think it is possible to say categorically that more immigration is necessarily going to expand the demand for labour in a large enough way that it would allow it to reduce unemployment.

I think all you can do is to mention that there are certain factors in the economy that would have a tendency, if they operate, to do that; that is, to expand the demand for labour to a large enough extent that it would not just take up and provide jobs for the immigrants that come in but would in fact provide more jobs so that even the Canadian-born or foreign-born who are, let us say, Canadian citizens, would in fact have jobs created for them

I guess my reading of Canadian economic history over the last decades is that we have been very successful in attracting foreign-born, and we have been very successful in being able to create enough jobs in this economy that it would not only provide work for the new foreign-born but provide work for others as well. It is really a creation of markets, I suppose, and this is what started me thinking about the demand side, creating markets to put people to work. That was really, I think, what we have been able to do in the past.

[Traduction]

incidents et les types de maladies physiques ou mentales, sur la délinquance ou la participation à des activités sociales positives; en d'autres termes, sur des questions qui ne soient pas strictement économiques? Avez-vous des données là-dessus, ou encore pouvez-vous nous dire où nous pourrions les trouver?

M. Marr: Le mieux que je puisse faire, c'est sans doute de vous indiquer d'autres sources de renseignement. Je n'ai aucune donnée sur cette question. Je vous suggère de communiquer, par exemple, avec Monica Boyd, de l'Université Carleton, si vous songez à quelqu'un qui pourrait au moins vous dire qui a effectivement fait des travaux de recherche récents sur cette question. Je n'en ai pas fait moi-même et je n'ai rien vu de récent à ce sujet. Encore une fois, j'imagine que la difficulté, c'est de recueillir des données et d'obtenir des renseignements.

M. Vien: Merci, professeur Marr, d'être venu témoigner devant nous. Au début de votre exposé, vous avez bien dit que l'immigration peut réduire le chômage, n'est-ce pas?

M. Marr: Elle peut le faire.

M. Vien: Pouvez-vous préciser? Comment est-ce possible?

M. Marr: Si vous considérez le chômage comme la différence entre l'offre de travail, d'une part, et la demande de travail, de l'autre, il est évident que, si le Canada devait augmenter son immigration, il augmenterait par le fait même l'offre de main-d'oeuvre. Celle-ci va augmenter, quoiqu'il arrive. Certaines de ces personnes vont offrir leurs services sur le marché du travail. Il faut alors se demander, étant donné ce plus grand nombre d'immigrants, quel est l'effet de leur présence sur la demande de main-d'oeuvre. On ne peut pas affirmer catégoriquement qu'une plus grande immigration va nécessairement augmenter suffisamment la demande de travail pour pouvoir réduire le chômage.

Tout ce qu'on peut faire, c'est dire qu'il y a dans l'économie certains facteurs qui ont tendance, éventuellement, à jouer dans ce sens, autrement dit, à augmenter la demande de travail au point de créer des emplois non seulement pour les immigrants, mais aussi pour les autres, de créer en un mot des emplois pour les Canadiens nés ici ou ceux qui sont nés à l'étranger et qui sont, disons, citoyens canadiens.

Selon mon interprétation de l'histoire économique canadienne des dernières décennies, nous avons attiré avec succès des gens nés à l'étranger et nous avons réussi à créer suffisamment d'emplois dans cette économie pour que celle-ci fournisse du travail non seulement aux personnes nées à l'étranger, mais aussi aux autres. C'est en réalité une création de marchés, j'imagine, et c'est ce qui m'a fait réfléchir à la demande, à la création de marchés qui mettent les gens au travail. C'est cela, je pense, que nous avons vraiment réussi à faire dans le passé.

Economists have a phrase "economies of scale", and economies of scale are basically the idea that as output goes up the market gets larger. With larger population the market gets larger, and output goes up. The average cost that firms face in the long run might actually fall. I think that is what has probably happened in the long term in a country like Canada. I think in the paper that Mike Percy and I wrote for the Macdonald Royal Commission we did not see these economies of scale in contemporary Canada being as important as they had been in the past.

We must remember that we are only looking at 200,000 immigrants coming in, and let us say 60,000 people leave. If you say the net is 120,000 people, and the labour force is something like 10 million or 12 million, we are not looking at big additions to the labour force.

In that report we said that if Canadians are interested in expanding the size of the market, then maybe expanding trade is a more beneficial thing to do than think of bringing in immigrants, at least on the current scale of immigration.

1150

There is a large difference between bringing in 200,000 immigrants a year and 600,000. The latter figure would be a quantum leap forward, on the same level as the United States, which might result in effects on the economy that one could not easily predict by looking at the present situation, because we have not faced that level of immigration for a long time.

Mr. Vien: Is it correct that between 1975 and 1985 immigrants were entering Canada at a rate of about 85,000 a year?

Dr. Marr: Yes.

Mr. Vien: The economy was not very good during those years. Since 1985, we have brought in about 160,000 immigrants a year. Could you determine the effect experienced during those years?

Dr. Marr: I did not bring the figures with me, but-

Mr. Heap: The year 1985 was the low point. But not before 1985.

Mr. Vien: The effect since 1985.

Dr. Marr: Between 1978 and 1981 immigration rose to over 100,000, if I remember correctly. Then during 1981-82 the rate started to fall, mainly because the government decided that for an immigrant to be included in the independent or assisted relative class, especially after May 1982, they had to have a job waiting in Canada. That rule devastated those two groups. The family class immigrants still came in, although you could argue that it is harder to sponsor people in poor economic times than

[Translation]

Les économistes parlent des «économies d'échelle», expression qui signifie, au fond, que le marché s'élargit avec l'augmentation de la production. Lorsque la population augmente, le marché s'élargit, et la production augmente. Il peut arriver à long terme une baisse effective du coût moyen que subissent les entreprises. C'est sans doute ce qui s'est passé à long terme au Canada. Dans le document que Mike Percy et moi-même avons rédigé pour la commission royale Macdonald, nous n'avons pas considéré ces économies d'échelle du Canada contemporain comme étant aussi importantes que par le passé.

Nous devons nous rappeler qu'il y a seulement 200,000 immigrants, alors que 60.000 personnes, peut-être, quittent le pays. S'il y a une arrivée nette de 120,000 personnes et que l'effectif de la main-d'oeuvre est de quelque 10 millions à 12 millions de personnes, la population active n'augmente pas beaucoup.

Dans le rapport dont je viens de parler, nous avons écrit que, si les Canadiens désirent élargir le marché, il serait peut-être plus avantageux d'intensifier le commerce extérieur que de faire venir des immigrants, du moins si l'on s'en tient à la dimension actuelle de l'immigration.

Il y a une différence considérable entre accueillir 200,000 immigrants par an et 600,000. Ce dernier chiffre représenterait un énorme bond en avant, comparable à ce qui s'est passé aux États-Unis, et cela pourrait avoir sur notre économie des effets qu'il serait difficile de prévoir en partant de la situation actuelle, étant donné qu'il y a bien longtemps que nous n'avons pas été confronté à une immigration aussi importante.

M. Vien: Est-il exact qu'entre 1975 et 1985 85,000 immigrants entraient au Canada chaque année?

M. Marr: Oui.

M. Vien: La situation économique n'était pas très bonne au cours de ces années-là. Depuis 1985, nous avons accueilli environ 160,000 immigrants pas an. Pourriezvous nous dire quel en a été l'effet au cours de ces années-là?

M. Marr: Je n'ai pas les chiffres avec moi, mais. . .

M. Vien: Il y a eu un creux en 1985, mais pas avant.

M. Vien: Ce que je voudrais savoir, ce sont les effets depuis 1985.

M. Marr: Entre 1978 et 1981, le nombre des immigrants a dépassé 100,000, si mes souvenirs sont exacts. Puis, en 1980-1982, il a commencé à baisser, ce qui était surtout dû au fait que le gouvernement avait décidé que pour qu'un immigrant puisse être inclus dans la catégorie des indépendants ou des parents aidés, en particuier après mai 1982, il fallait qu'un emploi les attende au Canada. Cette règle a été une catastrophe pour ces deux groupes. Les immigrants de la catégorie familiale

in good economic times, so the economy probably also affected that group.

Between 1981-82 and 1985 the number fell from over 100,000 to about 85,000. Since 1985 the figure has steadily gone up. Last year it was between 158,000 and 160,000, and for 1989—

Mr. Vien: Less the 50,000 who return, resulting in a net figure of about 100,000.

Dr. Marr: Yes, there is always an outflow. The figure is only a guess. I have seen figures anywhere within the range of 40,000 to 60,000. It is a net figure.

As far as the impact on the economy is concerned, I would think of the figure in terms of net flows. Unfortunately, we do not have much information on people who leave Canada, so you do not know whether their characteristics are different from those of the people who come in, which could be interesting.

You hear about retired people who are wanting to return to their homeland, for example, which is a different type of outflow from 20- and 30-year-old immigrants entering Canada. If any of these figures on consumption are correct and if spending patterns are correct, the retirees who return would also have an impact, in that the number of retired people needing Canadian health services is reduced, for example. If they stay in Canada, they will need health services in Canada, whereas if they leave the country, they will not.

Mr. Vien: What about the type of immigrants who entered Canada during those years, compared to the type of immigrants coming in today? Did more belong to the professional class then or are there more professionals today? Are more coming in with money and starting up industries or businesses? Does a variation exist between the situation prior to 1985 and the situation of today?

Dr. Marr: The change has been fairly dramatic. From about 1981-82 to 1985, absolute inflows of people who arrived in Canada based principally on skills, education, and ability to speak the two official languages, etc., fell because of various policy changes and the proportions fell quite dramatically. Thus, a large proportion of immigrant inflows during those years consisted of refugees in the family class. Although it is difficult to know, probably less skilled individuals arrived.

Since 1985 a dramatic turnaround has occurred. Absolute inflows of family class immigrants have not changed very much, but with the total inflow going up quite dramatically, the family class has fallen in proportion to the total. Gains have been made in the

[Traduction]

ont continué à rentrer, encore qu'on puisse faire valoir qu'il est plus difficile de parrainer des gens lorsque l'économie est mauvaise que lorsqu'elle est bonne, si bien que la situation économique a probablement aussi eu un effet sur ce groupe.

Entre 1981-1982 et 1985, le nombre des immigrants est tombé de plus de 100,000 à environ 85,000. Depuis 1985, ce chiffre a recommencé à croître régulièrement. L'an dernier il se situait entre 158,000 et 160,000, et en 1989. . .

M. Vien: Moins les 50,000 qui s'en retournent, cela donne un chiffre net d'environ 100,000.

M. Marr: Oui, il y a toujours un certain nombre de départs. Ce chiffre est approximatif. J'en ai vu qui variaient entre 40,000 et 60,000. Il s'agit d'un chiffre net.

En ce qui concerne les répercussions sur l'économie, je considère le chiffre en terme de flux net. Malheureusement, nous n'avons guère de renseignements sur les gens qui quittent le Canada, si bien qu'il est impossible de savoir si leurs caractéristiques sont différentes de celles des arrivants, ce qui pourrait être intéressant.

Vous entendez parler de personnes qui ont pris leur retraite et qui veulent retourner dans leur pays natal, par exemple, ce qui est tout à fait différent du flux des immigrants de 20 à 30 ans qui viennent au Canada. Si ces chiffres relatifs à la consommation et si les caractéristiques de dépenses sont correctes, le retour des retraités aurait également un impact, du fait que le nombre des retraités qui ont besoin des services de santé canadiens s'en trouve réduit. Si ces gens-là restent au Canada, ils auront besoin des services de santé canadiens, alors que s'ils quittent le pays, il n'en sera rien.

M. Vien: Y a-t-il une différence entre le genre d'immigrants qui sont arrivés au Canada au cours de ces années-là, et celui des immigrants actuels? Les professionnels étaient-ils alors plus nombreux, ou et-ce le contraire? Y en a-t-il aujourd'hui plus qui arrivent avec de l'argent et qui lancent une entreprise industrielle ou commerciale? Y a-t-il une différence entre la situation antérieure à 1985 et celle d'aujourd'hui?

M. Marr: Le changement a été assez considérable. De 1981-1982 environ à 1985, le nombre des personnes qui arrivaient au Canada et qui avaient été surtout sélectionnées en fonction de leurs compétences, de leur niveau d'instruction, et de leur capacité de parler les deux langues officielles, etc., a considérablement baissé du fait des modifications apportées à diverses politiques. Un pourcentage important des immigrants de ces années-là était composé de réfugiés appartenant à la catégorie familiale. Bien qu'il soit difficile d'en être sûr, il est probable qu'il s'agissait de personnes aux compétences plus limitées.

Depuis 1985, il y a eu un retournement spectaculaire de la situation. En chiffres absolus, le nombre des immigrants appartenant à la catégorie familiale n'a pas beaucoup changé, mais du fait de l'augmentation considérable du nombre des immigrants, la proportion

independent class, which involves people who come in on the point system, and in the assisted-relatives class, which includes those who come in partly under the point system and partly under the criteria of having near if not close relatives.

• 1155

Most commentators would argue they are probably a little better educated, maybe a little younger, they probably have job skills a little more up-to-date than those coming in on the family class, on average. That is what I am speaking of, on average. So this may have a larger positive economic impact.

About whether they are bringing savings with them or not, that is always a difficult issue to know.

Mr. Vien: What, according to your studies, would be a normal figure for the number of immigrants coming into Canada? You mentioned 200,000.

Dr. Marr: Close to that.

Mr. Vien: Could we go higher, or are we a little high?

Dr. Marr: My reading of the evidence would be that if we were to stick on the high side, with the high levels of immigration we have had in the past—I think it has gone up to around 250,000 to 260,000 people—I personally, in my reading of the literature, cannot see any harmful economic effects from doing that. If nothing else, that is a relatively small proportion of the increase in the labour force in Canada each year.

I realize I am simplifying a bit, because there are those who are concerned with the concentration of recent immigrants in certain parts of the country, and I am speaking of the economy in general. I am speaking about the overall Canadian economy. I do not know of any economist, up until now, who has looked at the impact this regional concentration has had. Some work apparently is going on with some individuals to try to assess that—for example, to assess the impact on the housing market in certain specific regions of the country—but I have not seen anything on that, unfortunately.

My general reading is that we could certainly go up to 250,000 to 260,000 immigrants a year and we would not notice it from the point of view of the overall aggregate economy. We have certainly been able to sustain that in the past.

In the three or four pages I sent you I did allude to the fact that people have now started to talk about short-term immigration policy versus long-term immigration policy. This is more a personal remark than anything else: I have often wondered about the need to have this short-term

[Translation]

représentée par cette catégorie a diminué. Des gains ont été réalisés dans la catégorie des indépendants, c'est-à-dire des personnes qui entrent au Canada d'après un système d'attribution de points, ainsi que dans la catégorie des parents aidés, c'est-à-dire des personnes choisies en partie grâce à ce système de points et grâce au fait qu'elles ont des parents proches ou assez proches au Canada.

La plupart des commentateurs vous diront que ces genslà sont probablement un peu plus instruits, peut-être un peu plus jeunes, et qu'ils ont probablement des compétences professionnelles un peu plus actuelles que la moyenne de ceux qui appartiennent à la catégorie familiale. C'est ce qui se passe dans la moyenne des cas. Il est donc possible que l'impact économique positif soit plus important.

Il est cependant toujours difficile de savoir si ces genslà amènent avec eux des économies.

M. Vien: D'après les études que vous avez faites, quels serait le chiffre normal pour les immigrants qui viennent au Canada? Vous avez parlé de 200,000.

M. Marr: Le chiffre réel est très proche de cela.

M. Vien: Pourrions-nous l'augmenter encore, ou sommes-nous déjà allés un peu haut?

M. Marr: D'après mon interprétation des données, si nous maintenons les chiffres élevés d'immigrants que nous accueillons depuis plusieurs années—je crois qu'il atteint 250,000 à 260,000 personnes—cela n'aura pas d'effets économiques préjudiciables. Cela ne constitue d'ailleurs qu'une proportion relativement faible de l'augmentation annuelle de la population active au Canada.

Je sais que je simplifie un peu les choses et que des gens s'inquiètent de la concentration des immigrants récents dans certaines parties du pays, mais je parle de l'économie canadienne en général. A ma connaissance, aucun économiste n'a encore étudié les répercussions de cette concentration régionale. Certains se sont cependant attaqués à ces questions—par exemple, ils s'efforcent d'évaluer l'impact sur le marché du logement dans certaines régions du pays—mais je n'ai malheureusement pas encore vu le résultat de leurs travaux.

A mon avis, nous pourrions certainement accueillir 250,000 à 260,000 immigrants par an sans que l'économie d'ensemble du pays s'en ressente. Il est certain que nous avons pu le faire sans difficultés jusqu'à présent.

Dans les trois ou quatre pages que je vous ai envoyées j'ai fait allusion au fait que les gens ont maintenant commencé à parler d'une politique d'immigration à court terme au lieu d'une politique à long terme. Il s'agit essentiellement là d'une remarque d'ordre personnel: je

cyclical immigration policy we seem to want to vary according to things such as the business cycle.

I know immigration is going to vary according to unemployment anyway, because when unemployment is falling, people are more likely to come to Canada than when Canada has high unemployment rates. So you are always going to get some cyclical activity. But if you are thinking of the long-term demographic effect or the long-term economic effect from immigration, it seems to me you could set a target, such as that we are going to have 250,000 immigrants for the next five years every year, and we will not worry too much about whether the unemployment rate rises to 9% or falls to 5%. In the long term there is no trend in the unemployment rate. It has risen and it has fallen.

Mr. Chadwick: Dr. Marr, with all due respect, I want to take exception to the remark in reference to the immigration levels helping unemployment. With that remark in mind, I would like to ask you whether this is based on any scenario you have seen. Or is this a theory?

Dr. Marr: It is based on my reading of the modelling of the Canadian economy that groups like Gordon Davies, myself, people at Informetrica, more recently Byron Spencer at McMaster University, have done, where they have tried, admittedly with the overall Canadian economy, to look at what the impacts would be on things such as unemployment rates if immigration were at a different level. What they have found is that there is really little or no impact on the overall unemployment rate. It does not improve it greatly, it does not worsen it greatly. One of the thoughts I have on that would be, yes, but do not forget that we are dealing here with, relative to the Canadian labour force right now, a fairly small magnitude, fairly small figure.

• 1200

Mr. Chadwick: You mean unemployment?

Dr. Marr: No, the inflow of immigrants, 110,000 people a year.

Mr. Chadwick: How many people are unemployed, and add the number of immigrants coming in on top of that year after year. I think you should look at a different figure.

Dr. Marr: Yes. There is some information on the unemployment rates among the foreign-born, and there you have to distinguish among different groups of immigrants that come in. The evidence seems to indicate that among family class immigrants, for example, people who come in in that category, the unemployment rate is higher than the average in Canada. For immigrants who came in in the independent category or in the assisted

[Traduction]

me suis souvent demandé pourquoi il était nécessaire d'avoir cette politique d'immigration cyclique à court terme que nous semblons vouloir faire varier en fonction de facteurs tels que le cycle économique.

Je sais que l'immigration va varier de toute façon en fonction du chômage, car lorsque celui-ci diminue, les gens sont plus tentés de venir au Canada que lorsque notre pays connaît des taux de chômage élevés. Il y aura donc toujours une activité cyclique. Mais en ce qui concerne l'effet démographique ou économique à long terme de l'immigration, il me semble que l'on pourrait fixer un objectif, par exemple, accueillir 250,000 immigrants par an au cours des cinq prochaines années, sans trop nous préoccuper du fait que le taux de chômage pourra grimper à 9 p. 100 ou tomber à 5 p. 100. A long terme, il n'existe pas de tendance du taux de chômage. Il se contente de fluctuer.

M. Chadwick: Monsieur Marr, permettez-moi de vous dire que je ne suis pas du tout d'accord avec vous lorsque vous dites que les niveaux d'immigration aident le chômage. Cela dit, pourriez-vous me dire si cela est fondé sur un scénario existant ou s'il s'agit uniquement d'une théorie?

M. Marr: Ma remarque est fondée sur mon de la modélisation de l'économie interprétation canadienne réalisée par des groupes tels que Gordon Davies, moi-même, des gens d'Informetrica, et plus récemment, Byron Spencer à l'Université McMaster; tous ces gens-là ont essayé, en prenant, je le reconnais, l'économie canadienne globale, de déterminer qu'elles seraient les répercussions d'une immigration fixée à des niveaux différents dans des domaines tels que celui des taux de chômage. Tous ces gens-là ont constaté que l'effet sur le taux de chômage d'ensemble était pratiquement inexistant. L'immigration ne l'améliore pas sensiblement, pas plus qu'elle ne l'aggrave. Je serais tenté de penser que cela a un effet, mais n'oubliez pas que, par rapport à l'ensemble de la population active canadienne actuelle, ces immigrants ne représentent qu'un chiffre relativement faible.

M. Chadwick: Vous parlez là de chômage?

M. Marr: Non, de l'afflux d'immigrants, de ces 110,000 personnes par an.

M. Chadwick: Combien de chômeurs y a-t-il? Si vous ajoutez à ceta le nombre d'immigrants arrivant chaque année, cela vous donnera, je pense, un chiffre différent.

M. Marr: Il existe un certain nombre de données sur les taux de chômage chez les personnes nées à l'étranger, mais il faut faire la distinction entre les différents groupes d'immigrants. Il semble que ceux qui appartiennent à la catégorie familiale, par exemple, ont un taux de chômage supérieur à la moyenne canadienne. Pour ceux qui appartiennent à la catégorie des indépendants ou celle des parents aidés, le taux de chômage est inférieur à la

relative category, the unemployment rate is lower than the average. If it is 7.8%, it is 7% for that group.

Mr. Chadwick: So again your statement is not based on a scenario that you have seen in the country?

Dr. Marr: It is based on my reading of some research evidence that I have seen, ves.

Mr. Chadwick: I respect that.

I have heard a number of people talk about the aging of the population and one of the reasons I think you discussed it was in respect to immigration levels.

Dr. Marr: Some people have talked about that.

Mr. Chadwick: Is not the aging of the population a misnomer, because you are talking about an abnormal birth period time? There is a blip on—

Dr. Marr: As well as being a person who is interested in immigration, I also teach economic history, so I always make sure, because of my interest in demographics, that I cover some demographic history along with that.

The evidence indicates to me that if you take the long-term trend in birth rates, it has been downwards for the last 130 years, and I would regard the baby boom exactly the way you described it.

Mr. Chadwick: A blip.

Dr. Marr: As a blip. That is right. It is a cycle. It is not a trend. The trend did not change between 1947 and 1962.

Mr. Chadwick: You are right.

Dr. Marr: There were other periods, such as the first decade of the present century in Canada, 1900 to 1913, when birth rates—

Mr. Chadwick: Abnormalities do occur.

Dr. Marr: —also rose. So the long-term trend in the birth rate is definitely downwards, that is right.

Now, other economists, like David Foot in Toronto, for example, have advocated that immigration policies should somehow be used to prevent, to use his phrase, the aging of the Canadian population. I have never been convinced, with our current levels of immigration, net 110,000 a year, that you are going to be able to have a very large impact on the—

Mr. Chadwick: Neither am I.

Dr. Marr: —age structure of the Canadian population. Some of the simulations—let us call them that—the demographic review did illustrate that, that you have to have very significant immigration inflows in order to have a very large impact on the age structure of the population. I am not telling you anything you do not know, but raised fertility rates will have a much stronger impact on that than anything immigration will ever do. So I have not, for practical reasons, been a person who has advocated changing the point system, for example, really to

[Translation]

moyenne. Si celle-ci est de 7,8 p. 100, elle est de 7 p. 100 pour ce groupe.

M. Chadwick: Encore une fois, votre déclaration n'est pas fondée sur un scénario existant?

M. Marr: Elle est fondée sur mon interprétation des recherches dont j'ai pu prendre connaissance.

M. Chadwick: Très bien.

J'ai entendu un certain nombre de personnes parler du vieillissement de la population et je crois que vous en avez parlé à propos des niveaux d'immigration.

M. Marr: Certaines personnes en ont parlé, en effet.

M. Chadwick: N'est-ce pas une erreur de parler de vieillissement de la population, étant donné qu'il s'agit d'une période anormale par le nombre des naissances? Il y a un creux. . .

M. Marr: Outre que je m'intéresse aux questions d'immigration, j'enseigne également l'histoire économique, si bien que je veille toujours à faire une certaine place à l'histoire démographique dans mes cours, car cela m'intéresse.

Les données existantes montrent qu'à long terme, les taux de naissance ont diminué au cours des 130 dernières années, et je considère que vous avez donné une description exacte de l'explosion démographique.

M. Chadwick: Un simple crochet dans la courbe.

M. Marr: C'est exact. Il s'agit d'un cycle et non d'une tendance. Celle-ci n'a pas changé entre 1947 et 1962.

M. Chadwick: Vous avez raison.

M. Marr: Il existe d'autres périodes, par exemple la première décennie du XXe siècle au Canada, entre 1900 et 1913, au cours de laquelle les taux de naissance—

M. Chadwick: Il y a des anomalies qui se produisent.

M. Marr: ... ont également augmenté. Donc, la tendance à long terme des taux de naissance est indiscutablement à la baisse.

D'autres économistes, David Foot à Toronto, par exemple, ont recommandé d'utiliser les politiques d'immigration pour empêcher—je reprends ses termes—le vieillissement de la population canadienne. Je n'ai jamais été convaincu qu'avec notre taux actuel d'immigration de 110,000 personnes par an, on va réussir à avoir un effet très marqué sur la. . .

M. Chadwick: Moi non plus.

M. Marr: ... pyramide des âges de la population canadienne. Certaines simulations—appelons-les comme cela—de la situation démographique ont bien montré qu'il faut un afflux d'immigrants considérable pour que cela ait un effet très sensible sur la pyramide des âges de la population. Je ne vous apprends là rien de nouveau, et l'augmentation des taux de fécondité auront beaucoup plus d'effet que l'immigration. Pour des raisons pratiques, je n'ai donc pas recommandé de modifier le système d'allocation de points, par exemple, de manière à

emphasize people in their teens or people in their twenties—not for demographic reasons. You might want to do it because they are younger and bring skills with them and this kind of thing: younger people are more mobile, younger people bring skills with them, etc. You might want to do it for those reasons, but I do not see the utility of doing it for demographic reasons.

Mr. Chadwick: In other words, when the blip progresses, we will be back into a normal stream of breakdown of age groups.

Dr. Marr: I may preface this by saying that if one has confidence in the demographic projections that groups like Statistics Canada make, they have made some projections assuming that the birth rate remains at 1.6, below replacement, and the immigration level remains at about 150,000 a year and emigration about 50,000 a year. If you project that far enough in the future you will find the Canadian population will in fact reach a maximum about 2025, and then will actually start to fall. Projecting it beyond that is pretty tricky because one does not know what is going to happen.

• 1205

Mr. Chadwick: There are a lot of things in the mix.

Dr. Marr: Yes, but certainly fertility rates in Canada are below replacement, and if that were to continue you would get to a point where deaths would exceed births.

Mr. Chadwick: A leading question: on what do you base our ability to absorb immigrants?

Dr. Marr: I suppose I base our ability on looking at the past to some extent, and observing that given current levels of immigration, and given different states of the Canadian economy over time, and recognizing we have always been a country with a small population relative to our resources, relative to our size, based on that I guess I feel confident that at current immigration levels our economy can absorb those people.

Mr. Chadwick: Despite the fact they polarize into three areas in the country?

Dr. Marr: As Canadians do too.

Mr. Chadwick: Yes, but more so with immigrants.

Dr. Marr: Admittedly. I suppose that is true.

Mr. Chadwick: I am wondering about the ability in Metro Toronto, for example, or Vancouver, Montreal, to absorb immigrants. I can understand what you are talking about when you talk about Moose Jaw, Welland, Ontario, or other places, but I certainly cannot understand our ability to absorb immigrants when you talk about Metro Toronto.

Dr. Marr: Unfortunately there has been very little hard evidence one way or the other with respect to the specific

[Traduction]

favoriser les adolescents ou les personnes dans la vingtaine—tout cela pour des raisons démographiques. Peut-être voudrez-vous le faire parce qu'il s'agit là de personnes plus jeunes, avec certaines aptitudes et qui sont plus mobiles, etc. Il est concevable de le faire pour ces raisons-là, mais pas pour des raisons démographiques.

M. Chadwick: En d'autres termes, lorsque le crochet «de la courbe» avancera, nous retrouverons une pyramide normale des âges.

M. Marr: Je dirais, pour commencer, que si l'on fait confiance aux projections démographiques de groupes tels que Statistique Canada, il en existe qui sont fondées sur un taux de naissance de 1,6 p. 100, c'est-à-dire inférieur au taux de remplacement, et sur l'arrivée d'environ 150,000 immigrants par an et une émigration de 50,000 personnes. Si vous rejetez ces chiffres suffisamment loin dans l'avenir, vous constaterez que la population canadienne atteindra un maximum vers 2025 puis commencera à diminuer. Il est difficile d'aller plus loin dans l'avenir, car l'on ne sait pas ce qui va se passer.

M. Chadwick: Un grand nombre d'éléments interviennent là-dedans.

M. Marr: Oui, mais il est certain que les taux de fécondité au Canada sont inférieurs au taux de remplacement, et que si nous continuons ainsi, nous arriverons à un point où le nombre des morts sera supérieur à celui des naissances.

M. Chadwick: Une question directe: sur quoi fondezvous notre capacité d'absorption des immigrants?

M. Marr: En partie sur l'observation du passé, sur les niveaux actuels d'immigration, sur les fluctuations de l'économie canadienne dans le temps, et aussi sur le fait que notre pays a toujours eu une faible population par rapport à ses ressources, par rapport à sa taille; et enfin sur le fait que j'ai la certitude que notre économie est capable d'absorber le nombre actuel d'immigrants.

M. Chadwick: Bien que ces gens-là se concentrent dans trois régions du pays?

M. Marr: Comme le font d'ailleurs les Canadiens.

M. Chadwick: Oui, mais cette tendance semble plus accusée chez les immigrants.

M. Marr: En effet. Je suppose que c'est vrai.

M. Chadwick: Je me demandais dans quelle mesure Toronto, par exemple, Vancouver ou Montréal, sont capables d'absorber ces immigrants. Je comprends ce que vous voulez dire parce que vous parlez de Moose Jaw, de Welland en Ontario, ou d'autres endroits, mais je ne vois vraiment pas comment la zone métropolitaine de Toronto est capable d'absorber tous ces immigrants.

M. Marr: Malheureusement, on dispose de très peu de données concrètes sur l'effet exact d'immigrants dans ces Text

impact of the inflow of immigrants to those centres, and I think some work should be done in that area, no doubt about that. Housing is one obvious area one might want to look at.

Mr. Chadwick: Very desperately.

Dr. Marr: I do not hold out a lot of hope for general knowledge because I do not thing the data is there, but maybe specific case studies of certain communities could be done. I guess I am holding out my final comments on that.

Interestingly enough, and this is an aside, Sweden accepted refugees for the first time in the 1980s. It has been a very homogeneous society and they have not wanted refugees. They felt some international pressure to accept Indo-Chinese, part of the global community, and as an experiment they forced these Indo-Chinese refugees to disperse themselves throughout Sweden for three years, and the end of that three years is now coming to an end; it is going to be interesting to see whether these refugees remain in the north of Sweden where the Swedes do not live themselves, or whether they gravitate, for example, towards Stockholm.

As an economist I know what my prediction would be, but it is going to be interesting to see. They are talking about only a few thousand people here, but again for that economy—

Mr. Chadwick: It is a good experiment.

Dr. Marr: It is a good experiment, that is right. We have been reluctant in Canada to force people to live in certain parts of the country.

Mr. Chadwick: We used to do it. Tell them to go out west.

Mr. Koury: Dr. Marr, most of the questions I was going to ask have been answered. I still have to ask again about one particular item which I believe is extremely important to this committee.

You mentioned 200,000 to 250,000, that is 0.8% to 1% of our population, would be acceptable for immigration. Let us say this is accepted and the 200,000, 250,000 do come in. Because of families and many other factors, they usually end up in three areas, Montreal, Toronto and Vancouver, but the tremendous strain that would cause on those three particular cities—and we could even go as far as saying even Mississauga because Toronto is overlapping-would cause inflation, of course. The cost of most everything, housing and businesses, etc., goes according to the offer and demand situation. I am just wondering-because only between 40,000 and 60,000, as you you mentioned, do leave the country one way or another, willingly or otherwise, and you still have that potential 150,000 to 200,000 remaining-how could we accept an enormous number like that divided, let us say, not evenly. That makes it even worse. You must have, let us say, 50% to the Ontario sector, and then you have the British Columbia sector, 25%, and let us say Quebec 25%, in Montreal.

[Translation]

centres, et il est indiscutable que des études devraient êtres faites dans ce domaine. Le logement est un secteur où il est évident qu'on devrait le faire.

M. Chadwick: De toute urgence.

M. Marr: Je n'ai guère d'espoir que nous pourrons nous faire une idée précise de la situation, car les données n'existent sans doute pas, mais peut-être pourrait-on effectuer des études de cas dans certaines collectivités. Mais je réserve mon avis là-dessus.

Chose intéressante, je dis cela en passant, la Suède a accepté des réfugiés pour la première fois dans les années 1980. Ce pays a une société très homogène, peu soucieuse d'accueillir des réfugiés. Sous l'influence de pressions internationales, elle a accueilli des Indo-chinois, dans l'esprit de communauté mondiale, et à titre d'expérience, elle les a contraints à se disperser dans toute la Suède pendant trois ans or nous arrivons à la fin de cette période de trois ans, et il sera intéressant de voir si ces réfugiés vont rester dans le nord du pays, où les Suédois ne vivent pas eux-mêmes, ou s'ils vont au contraire graviter vers Stockholm, par exemple.

En tant qu'économiste, je sais ce que je prédirais, mais il sera intéressant de voir comment vont se passer les choses. Il s'agit seulement de quelques milliers de personnes, mais pour une telle économie. . .

M. Chadwick: C'est une bonne expérience.

M. Marr: Au Canada, nous avons répugné à obliger les gens à vivre dans certaines parties du pays.

M. Chadwick: Nous le faisions autrefois. Dites-leur d'aller dans l'Ouest.

M. Koury: Monsieur Marr, vous avez répondu à la plupart des questions que j'allais poser. J'aimerais cependant vous interroger sur un point très particulier, qui me paraît extrêmement intéressant pour le Comité.

Vous avez dit que de 200,000 à 250,000 immigrants, c'est-à-dire 0,8 p. 100 à 1 p. 100 de notre population serait un chiffre acceptable. Supposons qu'il soit accepté et que ces quelque 250,000 personnes entrent au Canada. A cause de leurs familles et de nombreux autres facteurs, ces gens-là se retrouvent habituellement dans trois régions! Montréal, Toronto et Vancouver, mais l'énorme surcroît de charges que cela crée pour ces trois villes-et cela s'applique également à Mississauga qui se confond avec Toronto-provoquera certainement une inflation. Le coût d'à peu près tout, le logement et les entreprises, etc. est fonction de l'offre et de la demande. Même avec 40,000 à 60,000 départs volontaires ou non, vous vous retrouvez encore avec ces 150,000 à 200,000, ce qui constitue un chiffre énorme, d'autant plus qu'il n'est pas également réparti, ce qui aggrave encore la situation. 50 p. 100, environ vont en Ontario, 25 p. 100 en Colombie-Britannique et à peu près 25 p. 100 au Québec, à Montréal.

• 1210

This is a two-part question that you might answer, because you also mentioned, and we have dcumentation saying that in the year 2025, in 30 to 35 years from now, we should possibly reach 30 million to 35 million and then start to decline. And in the year 2086, if I remember correctly, we should be going back down to 18 million, less than what we have here today. How do we explain all this?

Dr. Marr: I cannot deal with all of the admittedly important issues that you raised in terms of the impact on the economies of Montreal, Toronto and Vancouver.

I would say that over the last 20 or 30 years those three cities have grown in size quite dramatically, particularly if you include what one might call the suburbs of those three cities and not just Metropolitan Toronto or Metropolitan Montreal.

The explanation for that, I guess, is that in a sense that is where the jobs have been, that is where the service sector and manufacturing to some extent have been expanding. That is where relatively high incomes are to be made, not just by the foreign-born but by the Canadian-born as well, and the Canadian-born just as much, although admittedly maybe not in terms of magnitude, have been attracted to those cities as well.

While it is true to say that the inflow of people is likely, for example, to cause a greater supply of labour, again I would say that it also causes a greater demand for goods and services and provides, therefore, jobs for these people that are coming in.

It is not clear to me that having people concentrated in an area will necessarily create a greater supply of labour than it does in terms of creating demand for labour by creating a demand for goods and services, which provides employment.

Also, economists have stressed the fact that for many goods it is actually cheaper if you have population concentrated, cheaper to produce and to distribute goods if the population is concentrated, rather than if you have the population spread throughout the country.

I have heard people say that in some cities like Toronto maybe we have now started to move beyond that and it is actually starting to cost more on average because of congestion, pollution, especially when social costs are taken into account as well as "straight economic costs". But the evidence on that still seems to be mixed, though. Canadian-born are still trooping to Vancouver, Montreal and Toronto, voting with their feet, so to speak. And, in spite of the fact that housing costs are relatively high, if the demand, income and jobs are there, that seems to be where they want to go.

Housing is probably a special matter and has to be treated as such, and maybe should be separated out for [Traduction]

J'ai une double question à vous poser. Vous avez dit qu'il existait des études qui montrent qu'en 2025, c'est-à-dire dans 30 à 35 ans, notre population atteindra 30 à 35 millions d'habitants, puis commencera à décliner. Si je me souviens bien, en 2086, nous devrions retomber à 18 millions, c'est-à-dire à une population inférieure à ce qu'elle est actuellement. Comment expliquez-vous tout cela?

M. Marr: Il ne m'est pas possible de répondre à toutes ces questions, certes importantes, que vous avez soulevées en ce qui concerne les répercussions de l'émigration sur l'économie à Montréal, à Toronto et à Vancouver.

Au cours des 20 à 30 dernières années, la population de ces trois métropoles a crû considérablement, en particulier si vous tenez compte de leurs banlieues, et pas simplement des régions métropolitaines de Toronto ou de Montréal.

Je pense que cette situation s'explique par le fait que c'est là que l'on peut trouver des emplois, c'est là où le secteur des services et celui de la fabrication prennent une certaine ampleur. C'est là où il est possible de s'assurer un revenu relativement élevé, non seulement lorsque vous venez à l'étranger, mais aussi lorsque vous êtes né au Canada, car il faut bien dire que les Canadiens de naissance ont également été attirés par ces villes, encore que leur nombre ne soit peut-être pas aussi important.

S'il est vrai de dire que cet afflux de personnes se traduira par une augmentation de la main d'oeuvre disponible, cela accroît également la demande de biens et services et crée donc, du même coup, des emplois pour les nouveaux arrivants.

La demande de biens et services provoque naturellement une demande de main-d'oeuvre et entraine la création d'emplois. Je ne suis pas du tout sûr que la concentration démographique dans une région donnée en crée nécessairement davantage.

D'autre part, de nombreux économistes ont fait remarquer qu'il est en fait plus économique de produire et de distribuer des biens de consommation si la population est concentrée que lorsque celle-ci est disséminée dans tout le pays.

J'ai entendu dire que dans certaines villes telles que Toronto, nous avons déjà dépassé ce stade et qu'en moyenne, tout commence à coûter plus cher à cause de l'encombrement, de la pollution, en particulier lorsque l'on prend en compte les coûts sociaux en plus des «coûts économiques». Mais les conclusions là-dessus demeurent un peu contradictoires. Les Canadiens de naissance continuent à affluer à Vancouver, Montréal et Toronto; ils votent avec leurs pieds «pour ainsi dire». Bien que le logement coûte relativement cher, si la demande existe, si c'est là qu'on trouve des emplois de bon salaire, c'est dans ces régions que les gens veulent aller.

La question du logement devrait probablement être traitée séparément. Je ne pense pas que vous puissiez en

special treatment. I do not think you can conclude anything about areas like inflation, because there it depends on the demand for goods and services versus the supply. As I have said, it may well be that supply will keep up to demand. I am not convinced population shifting is a major cause of inflation.

• 1215

The housing market could be affected, probably because on the supply side it takes a while for supply to adjust. If you suddenly have 100,000 more people coming into a market, you cannot instantaneously produce housing for those people. There may well be a short-term effect on the housing market.

Mr. Koury: That is what I was relating to.

Dr. Marr: I would hope that if this does raise prices for housing, and there are no other impediments to supply increasing, there would be a supply reaction to that and the supply would in fact go up. Again, like the baby boom, it is a short-term increase in housing prices. When the supply comes onto the market they would then react, to either not rise at all or rise at a slower rate. If the market does not work in that way, you could have problems. For example, it there were restrictions on land being brought into residential housing, it could then prevent that reaction from taking place.

This is a very important issue. I know in Kitchener-Waterloo, where I live, prime farm land is being put into housing. It always raises some peoples ire about whether or not that should be taking place.

The second question was on demographic projections. I am not a demographer so I read the same literature you read. As I said, in response to Mr. Heap's one question, Statistics Canada and others have assumed that the fertility rate is going to remain constant at its very low historical level, about 1.6 children per adult woman. They assume that immigration and emigration are going to remain at certain levels. I think the projections you were talking about have an immigration level of about 150,000, and emigration of about 50,000. So it would be 100,000 net each year. Assuming certain death rates, they simply project those populations into the future.

Mr. Koury: Is that besides the 50,000?

Dr. Marr: They are included in the calculations.

Mr. Koury: So that would leave us some 150,000. I was talking close to 200,000.

Dr. Marr: That is true; by about 2025 the Canadian population apparently would peak at about 30 million. Then you enter a period—because baby boomers would

[Translation]

tirer des conclusions dans des domaines tels que celui de l'inflation, car celle-ci dépend des rapports entre l'offre et la demande de biens et services. Comme je l'ai déjà dit, il se peut que l'offre soit capable de suivre le rythme de la demande. Je ne pense pas que les mouvements démographiques soient une cause importante d'inflation.

Le marché du logement pourrait être touché, sans doute parce qu'il faut un certain temps pour que le secteur de l'offre puisse s'adapter. Si 100,000 personnes supplémentaires arrivent soudainement sur le marché, il est impossible de leur fournir instantanément des logements. Il se peut donc que cela ait un effet à court terme sur le marché du logement.

M. Koury: C'est à cela que je faisais allusion.

M. Marr: J'espère que si cela entraîne une augmentation du prix des logements, en l'absence d'autres obstacles à l'augmentation de l'offre, celle-ci augmentera. Encore une fois, comme dans le cas de l'explosion démographique, il s'agit d'une augmentation à court terme du prix des logements. Lorsque l'offre rattrape la demande, la réaction sera de ne pas avoir d'augmentation du tout ou, du moins, d'une augmentation à un rythme plus lent. Si le marché ne réagit pas ainsi, vous risquez d'avoir des problèmes. Par exemple, si des restrictions sont imposées à l'achat de terrains pour la construction de logements, cette réaction pourrait ne pas se produire.

Il s'agit là d'une question très importante. Je sais qu'à Kitchener-Waterloo, où je vis, des terres agricoles de première qualité commencent à être utilisées pour la construction de logements. Cela déclenche toujours des réactions de gens qui estiment que cela ne devrait pas se faire

Ma deuxième question avait trait aux prévisions démographiques. Je ne suis pas un spécialiste de ces questions et je me contente de lire les mêmes documents que vous. Comme je l'ai déjà dit, en réponse à une question de M. Heap, Statistique Canada et d'autres organismes ont pris pour hypothèse que le taux de fécondité va demeurer constant à son très faible niveau historique, soit 1,6 enfant par femme adulte. Ils prennent pour hypothèse que l'immigration et l'émigration vont se maintenir à certains niveaux. Je crois que, selon leurs projections, il sera de 150,000 pour l'immigration et de 50,000 pour l'émigration, soit un chiffre net annuel de 100,000. Ils prennent certains taux de décès pour hypothèse et se contentent de projeter les chiffres obtenus dans l'avenir.

M. Koury: Tiennent-ils compte des 50,000 émigrants?

M. Marr: Oui.

M. Koury: Cela nous laisse donc environ 150,000 personnes, car je parlais d'environ 200,000 immigrants.

M. Marr: C'est exact; vers 2025, la population canadienne sera apparemment de 30 millions d'habitants. Vous atteignez là une période—parce que les enfants du

be now in the age group where they would be dying—where deaths would actually exceed births. The population then would start to fall because of the fact that net migration cannot compensate for that; it is not large enough at those levels.

Le président: Monsieur Marr, pensez-vous qu'on pourrait utiliser l'immigration pour favoriser le développement des régions moins populeuses et pour activer leur croissance économique?

Dr. Marr: I guess I would have to be convinced that there was some underlying economic rationale for the immigrant population to live in areas of the country that currently have below-average incomes. Unless you create a structure in those areas that is going to make it attractive for those people to move there and live there, I guess I would be concerned that you would simply be creating another group of low-income Canadians by requiring them to live in low-income parts of the country.

I am not convinced that the impact of immigrants on the size of the market in a particular low-income part of Canada would be significant enough to in a sense turn around the declining size—because people are leaving those areas—of the market in those areas.

As I have said before, we are still looking at only about 100,000 people a year. I cannot believe this alone will have enough of an impact on a local market economy to make much difference to those areas.

• 1220

I know there have been some periods in the last 20 years when interprovincial migration in Canada has changed its traditional pattern. There have been some periods, for example, when more people have gone back to the Maritimes than have left the Maritimes, but still the general trend is, on net, an outflow from the Maritimes, for example.

If you were going to put immigrants into the Maritimes, first, I do not think it would have a significant enough impact on the market to make a difference to jobs and incomes; and second, I think you would really be introducing another short-term measure that would locate people there for a while, but if nothing else changes those people are going to want to move. Those people will migrate out of those areas as soon as they can.

That is why the Swedish case is an interesting one, and I suspect that is what is going to happen there as well. It is okay to force people to live in low-income areas, but if nothing else happens and it simply remains a low-income area, the foreign-born are going to vote with their feet, so to speak, the same as the Canadian-born have on average, and will leave those areas.

I think you then have to do something else. I guess that is what I would say. If all one espoused or advocated was simply relocating the foreign-born and forcing them to

[Traduction]

«baby-boom» commenceront alors à mourir—où le nombre des décès sera en fait supérieur à celui des naissances. La population commencera alors à diminuer parce que l'immigration nette ne sera pas suffisante pour compenser ce phénomène.

The Chairman: Mr. Marr, do you think we could use immigration to promote the development of less populous areas and to stimulate their economic growth?

M. Marr: Il faudrait me donner une raison économique convaincante pour que la population des immigrants aille vivre dans des régions de notre pays où les revenus sont actuellement inférieurs à la moyenne. À moins d'y créer des conditions qui les rendent attrayantes à ces gens-là, j'ai peur que nous ne constituions un autre groupe de Canadiens à bas revenu en les obligeant à vivre dans des régions du Canada où les revenus sont faibles.

Je ne suis pas du tout sûr que l'effet des immigrants sur l'importance du marché dans une région du Canada où les revenus sont faibles serait suffisant pour renverser la tendance à la baisse du marché qu'elle représente, car ce sont des régions que les gens abandonnent actuellement.

Comme je l'ai déjà dit, nous nous retrouvons toujours avec un chiffre net de 100,000 personnes par an. Je ne peux pas croire que ce seul fait aurait suffisamment de retombées économiques pour être d'une importance quelconque.

Je sais qu'au cours des vingt dernières années, la migration provinciale a quelque peu changé au Canada. Il y a eu des périodes où, par exemple, plus de gens sont retournés dans les Maritimes qu'il n'y en a eu qui en sont partis, mais en général les gens quittent les Maritimes et non le contraire.

Si des immigrants s'installaient dans les Maritimes, je ne crois pas, premièrement, que cela aurait suffisamment d'impact sur le marché pour y modifier la situation de l'emploi et les grilles de rémunération; deuxièmement, ce ne serait qu'une mesure à court terme car si rien ne devait changer, les gens voudraient s'en aller. Ces gens-là partiraient dès que l'occasion s'en présenterait.

C'est la raison pour laquelle l'exemple suédois est intéressant et je suppose que c'est ce qui va se produire ici également. Vous pouvez toujours obliger les gens à vivre dans des régions défavorisées, mais si rien ne se produit et si ces régions demeurent défavorisées, les personnes nées à l'étranger vont, comme on dit, «voter avec leurs pieds», comme le font d'habitude les Canadiens de naissance, et s'en iront.

Il y a une autre chose qu'il faut faire. Si la seule solution que l'on retenait ou que l'on recommandait était de déplacer les personnes nées à l'étranger et de les

live for a while in relatively low-income areas, I cannot see that it would have a significant impact.

Le président: C'est intéressant. Avant que je donne la parole à M. Heap, permettez-moi de vous remercier pour votre visite de ce matin. Il est nécessaire que nous entendions des témoignages d'experts sur différents éléments de l'immigration.

Mr. Heap: I would like to test one proposition, but first I have some comments on the big city, Toronto. When I moved there with my wife and three and a half children in 1954, I was told by a friend who was very active in housing co-ops that land was optioned in all directions 50 miles outside Toronto. When I was in city council in metro in the 1970s, I found that in most of the major areas of new building the by-laws restricted building to four units per acre. In other words, the people who had the financial and municipal control of the land were seriously restricting the density or the use of the land. I think that illustrates part of the point you are making, that if we want the immigrants to go somewhere we have to make it possible. We are not making it possible in Toronto, even for internal migrants. In the downtown we see the effect of that.

As for unemployment, Toronto is said by Statistics Canada to have the lowest unemployment in Canada, I think, so the influx of immigrants there has not had a very strong effect on increasing unemployment. But I am concerned about families, on which I am no doubt biased, having a large family. But when you and others say that family immigrants tend to have a lower cost of living or a lower rate of employment—I think it was the rate of employment you referred to—than independent ones, I would like to know whether that is based on the usual employable categories. In other words, obviously mother and father and, say, two children are likely to have a lower average income than just two adults living together.

My income has gone up not just because I am more highly paid as a Member of Parliament, but because my children have mostly left home.

Now, when you say, as I think you did, that unemployment amongst the foreign-born is higher amongst the family class than amongst the independent class, is that because there are more people by reason of age or, for example, household occupation who are not seriously concerned if they are in the labour market? Obviously, a single independent immigrant is 100% concerned with the labour market unless he is retired.

[Translation]

obliger à vivre un certain temps dans des régions où les revenus sont relativement faibles, cela n'aura pas d'effet important, à mon sens.

The Chairman: That is an interesting notion. Before I turn to Mr. Heap, allow me to thank you for being here this morning. We have to hear the evidence presented by experts in different fields of immigration.

M. Heap: J'aimerais mettre à l'épreuve un des arguments évoqués mais, pour commencer, j'ai quelques remarques à faire à propos de la grande ville de Toronto. Quand je m'y suis installé avec ma femme et trois enfants et demi en 1954, un ami qui était très actif dans le domaine des coopératives de logements m'avait dit que ces terrains étaient déjà vendus dans un rayon de 50 milles en dehors de Toronto. Lorsque je faisais partie du conseil municipal dans les années 1970, j'ai constaté que dans la plupart des secteurs où s'édifiaient des bâtiments neufs, les règlements municipaux limitaient la construction à quatre unités à l'acre. En d'autres termes, les gens qui avaient le contrôle financier et municipal de ces terrains imposaient des restrictions sévères à la densité des logements ou à l'utilisation des terrains. Quoi que cela confirme en partie votre argument, à savoir que si nous voulons que les immigrants aillent s'installer quelque part, il faut que nous leur rendions possible de le faire. Nous ne le faisons pas à Toronto, même pour les immigrants intérieurs. Les résultats se font sentir dans le centre-ville.

D'après Statistique Canada, Toronto a le taux de chômage le plus faible du Canada, je crois, si bien que d'immigrants n'a guère contribué l'augmentation du chômage. Mais ce qui m'inquiète, ce sont les familles, ce qui s'explique par le fait que j'ai moimême une famille nombreuse. Mais lorsque vous, ou d'autres personnes déclarez que les immigrants appartenant à la catégorie de la famille ont tendance à avoir un niveau de vie plus bas ou un taux d'emploi moins élevé-je crois que vous parliez du taux de l'emploi-que les indépendants, je voudrais savoir si cette concerne les catégories employables conclusion habituelles. En d'autres termes, il est bien évident que la mère et le père et, disons, deux enfants auront probablement un revenu moyen plus faible que deux adultes vivant ensemble.

Mon revenu a augmenté non seulement parce que je suis mieux payé comme député, mais parce que la plupart de mes enfants ne vivent plus avec nous.

Lorsque vous dites, comme vous l'avez fait, je crois, que le chômage chez les personnes nées à l'étranger est plus élevé dans la catégorie de la famille que dans la catégorie des indépendants, est-ce parce qu'il y a plus de personnes qui, du fait de leur âge, ou, par exemple, de leurs activités au foyer, ne s'inquiètent pas particulièrement d'appartenir à la population active? Manifestement, pour un immigrant indépendant célibataire, le marché du travail constitue sa préoccupation essentielle et absolue, à moins qu'il ne soit déjà à la retraite.

• 1225

Dr. Marr: It is a good question and I am not sure whether I can comment on what was actually netted out of those figures and what was not netted out of those figures. They were not collected by me so I cannot comment from a first-hand experience on how good the data collection mechanism was.

The only data I have seen on unemployment rates by class of immigrant, and this is what we are looking at here, was a survey that was done by John Samuel, I guess. John Samuel at the time was working for Employment and Immigration Canada. As I recall, he contacted a number of immigrant households in Canada. I cannot remember whether he inquired about the employment status of all members of the household or whether he tried to make some distinctions about—it is always dangerous to make references about heads of households these days—but I do not know whether he tried to take that into account or not.

He did know the immigrant class they came in and he attempted then to assess people in the household who were looking for work, whether they were employed or not. So I am reasonably certain he tried to net out people who were not in the labour force who were not looking for work and he was asking people: Are you employed? If you are not employed, are you actively looking for work?

I also suspect that he was only inquiring about the individual whose immigrant status was on the entry form, if you know what I mean here. His statistics demonstrate that at the time of the survey the unemployment rate among people who came under the family class was higher than those who came in under the independent or assisted relative class.

The other thing I would say, and I cannot remember where I have seen this, is that even if unemployment rates of the foreign-born are higher when they immediately come into Canada, they seem to very rapidly fall towards what one might call the Canadian average. In other words, I have not seen any evidence which has indicated significantly different long-term unemployment among the foreign-born as opposed to the Canadian-born.

Mr. Heap: Is this both family and independent?

Dr. Marr: Yes.

Mr. Chadwick: Dr. Marr, I just want to talk to you about an answer you gave to Mr. Koury in respect of the city of Toronto. You said something about immigrants coming to Toronto but also people voting with their feet coming to Toronto from the rest of Canada. But you did not take into consideration the new phenomenon in the city of Toronto, relatively new, that old-time residents to a great degree are selling and moving out of the city of Toronto at the same time, perhaps explaining some of Mr. Heap's reasoning for the unemployment figures being the

[Traduction]

M. Marr: La question est tout à fait valable et je ne suis pas sûr de pouvoir vous dire quels sont les chiffres nets qui ont été tirés des données. Celles-ci n'ont pas été rassemblées par moi si bien que je ne puis pas vous dire, d'après mon expérience personnelle, quelle est la qualité du mécanisme de collecte des données.

Les seules que j'ai pu voir au sujet des taux de chômage par catégorie d'immigrants, et c'est ce qui nous intéresse ici, étaient contenues dans une enquête effectuée par John Samuel, je crois. Celui-ci travaillait à l'époque pour Emploi et Immigration Canada. Si je me souviens bien, il avait pris contact avec un certain nombre de ménages d'immigrants au Canada. Je ne me souviens pas s'il s'était renseigné sur la situation de tous les membres de ces ménages cherchant de l'emploi ou s'il avait essayé d'établir certaines distinctions—il est toujours dangereux de parler de chefs de famille, par les temps qui courent—mais je ne sais pas s'il avait essayé d'en tenir compte ou pas.

Il connaissait en tout cas la catégorie d'immigrants à laquelle ces gens appartenaient et avait alors essayé d'évaluer les membres du ménage qui cherchaient du travail, qu'ils eussent un emploi ou non. Je suis donc à peu près certain qu'il a essayé de déduire les gens qui n'occupaient pas un emploi, qui n'en cherchaient pas et qu'il leur posait les questions suivantes: occupez-vous un emploi? Sinon, cherchez-vous activement un emploi?

J'ai également l'impression qu'il se renseignait uniquement sur les personnes dont le statut d'immigrant était indiqué sur le formulaire d'entrée, si vous voyez ce dont je parle. Et ses statistiques montrent qu'à l'époque de son enquête le taux de chômage chez les gens qui appartenaient à la catégorie de la famille était supérieur à celui de la catégorie des indépendants ou des parents assistés.

Je dirai également—et je ne me souviens pas où l'avoir vu—que même si les taux de chômage des personnes nées à l'étranger sont supérieurs à leur arrivée au Canada, ils ont tendance à s'aligner très rapidement sur la moyenne canadienne. En d'autres termes, rien ne prouve qu'il y ait des différences significatives entre le taux de chômage à long terme des personnes nées à l'étranger et celui des Canadiens de naissance.

M. Heap: Pour les deux catégories, famille et indépendants?

M. Marr: Oui.

M. Chadwick: Monsieur Marr, j'aimerais revenir sur une réponse que vous avez donnée à M. Koury à propos de la ville de Toronto. Vous avez dit que les immigrants s'y concentraient mais qu'il y avait également tous ces gens qui «votaient avec leurs pieds», et quittaient d'autres régions du Canada pour venir à Toronto. Vous n'avez cependant pas tenu compte d'un phénomène relativement nouveau dans cette ville, à savoir qu'un certain nombre d'habitants de longue date vendent leurs logements et s'en vont, ce qui justifie peut-être les raisons données par M.

same. You did not take that into consideration so they are also voting with their feet the other way too. Is that not so?

Dr. Marr: Yes, that is true. I live in Kitchener-Waterloo and there are people who live in Cambridge, which is part of the regional municipality, who drive to Toronto every day. I suppose the main reason for that is because house prices in Cambridge are quite a bit lower than house prices in Toronto. Yet they are still willing to bear that cost, so to speak.

Mr. Chadwick: My point is that one of the reasons I think Mr. Koury was talking about the saturation of certain areas is because of immigration and I agreed with him that this has happened. Because of that and because of what is happening in those saturated areas, because of the movement of immigrants in particular and others, that is creating a tremendous impact. It is amazing, when you look at the three particular cities the immigrants appear to go to, that those three are tops on the list of cost of living.

• 1230

One thing I would like to determine with you when you talk about unemployment figures and immigrants is that when an immigrant comes to this country and he is here for a year, unemployed or whatever, he certainly would not be on the rolls as an unemployed person, would he? So he would not be part of the statistical unemployed in this country.

Dr. Marr: Again, I am not an expert on how Statistics Canada calculates unemployment rates, but let me say that as I understand it, Statistics Canada sends out its questionnaire to about 50,000 households.

Mr. Chadwick: He could not make a claim of unemployment.

Dr. Marr: That is right.

Mr. Chadwick: So he would not be part of any escalated unemployed. So your figures not changing would be something that is not really true.

Dr. Marr: The person may not be able to claim unemployment insurance, but the foreign-born could still well be unemployed according to, for example, Statistics Canada's definition of being unemployed and could also appear in the 50,000 households that—

Mr. Chadwick: I do not think so. He is being looked after by welfare, in some cases.

Dr. Marr: We are dealing with different issues here. You are talking about whether a person can claim welfare or unemployment or whatever.

[Translation]

Heap pour expliquer que les taux de chômage étaient les mêmes. Vous n'avez pas tenu compte du fait que les gens votent également contre avec leurs pieds et qu'ils s'en vont, n'est-ce-pas?

M. Marr: Oui, c'est vrai. Je vis à Kitchener-Waterloo et je connais des gens qui vivent à Cambridge, qui fait partie de la municipalité régionale, et qui se rendent tous les jours en voiture à Toronto. J'imagine que la raison principale tient au fait que le prix des maisons à Cambridge est nettement inférieur aux prix de Toronto. Pourtant, ces gens-là demeurent prêts à payer le prix, pour ainsi dire.

M. Chadwick: Ce que je veux montrer c'est que, comme le disait M. Koury, certaines régions sont saturées à cause de l'immigration et je suis d'accord avec lui sur ce point. A cause de cela et à cause de ce qui se passe dans ces régions sursaturées, l'arrivée massive d'immigrants et d'autres personnes a un effet considérable. Il est vraiment étonnant de voir dans ces trois villes qui semblent tant attirer les immigrants que le coût de la vie est le plus élevé.

Lorsque vous donnez des chiffres sur le chômage et les immigrants, celui qui passe ici une année sans travailler, pour une raison ou une autre, ne figure certainement pas dans la liste des chômeurs, n'est-ce pas? Il ne devrait donc pas apparaître dans les statistiques de chômage de ce pays.

M. Marr: Je le répète, je ne suis pas un spécialiste de la manière dont Statistique Canada calcule les taux de chômage, mais à ma connaissance, Statistique Canada envoie son questionnaire à environ 50,000 ménages.

M. Chadwick: Une telle personne ne pourrait pas demander une allocation de chômage.

M. Marr: C'est exact.

M. Chadwick: Il ne contribue donc pas à l'augmentation du nombre des chômeurs donc il n'est pas vraiment exact que vos chiffres ne changent pas.

M. Marr: Cette personne ne peut peut-être pas prétendre à l'assurance-chômage, mais les personnes nées à l'étranger peuvent malgré tout être considérées comme en chômage d'après la définition qu'en donne Statistique Canada et pourrait également être pris en compte dans les 50,000 foyers qui. . .

M. Chadwick: Je ne le pense pas. Dans certains cas, c'est le bien-être social qui s'occupe de lui.

M. Marr: Nous parlons ici de problèmes différents. Ce que vous voulez savoir c'est si une telle personne peut bénéficier de l'assistance sociale ou de l'assurance-chômage ou d'autre chose.

Mr. Chadwick: The point I am trying to make is that your figures would not change with immigration coming into the country when we talk about unemployment not being affected.

Dr. Marr: I was speaking of Canada's unemployment rate as measured by Statistics Canada. That could certainly be influenced by immigration. I think you are talking about a different issue.

Also, if I may make one comment about Toronto—my last comment on Toronto, Montreal and Vancouver—while the cost of living may be high, one also has to look at the average salaries paid in those three cities. If my income doubles and the cost of goods I buy doubles, I am no better off, but I am no worse off either.

Mr. Chadwick: That is part of the impact.

Dr. Marr: What is?

Mr. Chadwick: The salaries increasing. There are downsides to that.

Dr. Marr: Yes. I was just reacting to your suggestion that the cost of living is high in those cities. Yes, it is. But to counterbalance at least part of that you also have to look at average incomes made in those cities, and those also tend to be relatively high by Canadian standards. That is what is attracting both the foreign-born and the Canadian-born.

Mr. Heap: In Toronto it is mainly because of inflation of land prices, and the immigrants are not big in that. For the most part they do not own the land. That is what pushes the cost of living up, more than food or clothing.

Le président: Merci à notre témoin, M. Marr.

Pour la réunion de mardi prochain, nous allons examiner la possibilité de recevoir deux témoins en même temps. Pour ce qui est de M. John Samuel, c'est confirmé. Mercredi, nous recevrons M. Fairweather.

La séance est levée.

[Traduction]

M. Chadwick: Ce que je veux montrer, c'est que vos chiffres ne changeraient pas à cause de l'immigration, en ce qui concerne le chômage.

M. Marr: Ce dont je parlais, c'était du taux de chômage calculé par Statistique Canada. Celui-ci pouvait certainement être influencé par l'immigration. Je crois que vous parlez là de quelque chose d'entièrement différent.

D'autre part, si vous me permettez de faire une remarque au sujet de Toronto—ce sera là ma dernière observation à propos de cette ville, de Montréal et de Vancouver—même si le coût de la vie y est élevé, il faut aussi tenir compte des salaires moyens qui y sont payés. Si mon revenu double et que le coût des denrées que j'achète double également, je ne suis pas avantagé mais je ne me retrouve pas non plus en plus mauvaise posture.

M. Chadwick: Cela fait partie de l'impact.

M. Marr: Quoi donc?

M. Chadwick: L'augmentation des salaires. Il y a un revers à la médaille.

M. Marr: Oui. Je réagissais simplement à votre remarque au sujet du coût élevé de la vie dans ces villes. Oui, c'est vrai. Mais en contrepartie au moins partielle, il faut également tenir compte des salaires moyens dans ces villes qui ont également tendance à être relativement élevés par rapport aux normes canadiennes. C'est cela qui attire les personnes nées à l'étranger comme les Canadiens de naissance.

M. Heap: A Toronto, cela tient surtout à l'inflation du prix des terrains, le secteur dans lequel les immigrants sont mal placés car, la plupart d'entre eux, ne seront pas propriétaires fonciers. C'est cela qui fait grimper le coût de la vie, bien plus que l'alimentation ou les vêtements.

The Chairman: I would like to thank our witness, Mr. Marr.

At our meeting, next Tuesday, we will study the possibility of hearing two witnesses at the same time. It is confirmed as far as Mr. John Samuel is concerned. On Wednesday, we will hear Mr. Fairweather.

The meeting is adjourned.











If undelivered, return COVER ONLY to: Canadian Government Publishing Centre, Supply and Services Canada, Ottawa, Canada, K1A 0S9

En cas de non-livraison, retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à: Centre d'édition du gouvernement du Canada, Approvisionnements et Services Canada, Ottawa, Canada, K1A 0S9

WITNESS

TÉMOIN

From Wilfrid Laurier University:
Dr. William Marr, Professor of Economics.

De l'Université Wilfrid Laurier.

M. William Marr, Professeur en sciences économiques.

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 26

Tuesday, March 27, 1990

Chairman: Jean-Pierre Blackburn

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule nº 26

Le mardi 27 mars 1990

Président: Jean-Pierre Blackburn

Minutes of Proceedings and Evidence of the Standing Committee on

Procès-verbaux et témoignages du Comité permanent du

Labour, Employment and Immigration

Travail, de l'Emploi et de l'Immigration

RESPECTING:

Pursuant to Standing Order 108(2), an investigation into demography and immigration levels

CONCERNANT:

Conformément à l'article 108(2) du Règlement, une enquête sur la démographie et les niveaux d'immigration

WITNESS:

(See back cover)

TÉMOIN:

(Voir à l'endos)



Second Session of the Thirty-fourth Parliament, 1989-90

Deuxième session de la trente-quatrième législature, 1989-1990

STANDING COMMITTEE ON LABOUR, EMPLOYMENT AND IMMIGRATION

Chairman: Jean-Pierre Blackburn Vice-Chairman: Dave Worthy

Members

Edna Anderson Warren Allmand Harry Chadwick Doug Fee Dan Heap Al Johnson Allan Koury Sergio Marchi Gilbert Parent George Proud Cid Samson Jacques Vien—(14)

(Quorum 8)

Elizabeth Kingston
Clerk of the Committee

COMITÉ PERMANENT DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE L'IMMIGRATION

Président: Jean-Pierre Blackburn Vice-président: Dave Worthy

Membres

Edna Anderson Warren Allmand Harry Chadwick Doug Fee Dan Heap Al Johnson Allan Koury Sergio Marchi Gilbert Parent George Proud Cid Samson Jacques Vien—(14)

(Quorum 8)

Le greffier du Comité Elizabeth Kingston

Published under authority of the Speaker of the House of Commons by the Queen's Printer for Canada

Publié en conformité de l'autorité du Président de la Chambre des communes par l'Imprimeur de la Reine pour le Canada

MINUTES OF PROCEEDINGS

TUESDAY, MARCH 27, 1990 (32)

[Text]

The Standing Committee on Labour, Employment and Immigration met at 11:13 o'clock a.m. this day, in Room 269 West Block, the Chairman, Jean-Pierre Blackburn, presiding.

Members of the Committee present: Warren Allmand, Jean-Pierre Blackburn, Harry Chadwick, Doug Fee, Dan Heap, Al Johnson, Allan Koury and Jacques Vien.

In attendance: From the Library of Parliament: Maureen Baker, Kevin Kerr and Margaret Young, Research Officers.

Witness: From Carleton University: Dr. John Samuel, Adjunct professor of Sociology and Anthropology.

Pursuant to Standing Order 108(2), the Committee resumed consideration of its investigation into demography and immigration levels.

Dr. John Samuel made a statement and answered questions.

At 12:28 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

Elizabeth Kingston
Clerk of the Committee

PROCÈS-VERBAL

LE MARDI 27 MARS 1990 (32)

[Traduction]

Le Comité permanent du travail, de l'emploi et de l'immigration se réunit aujourd'hui à 11 h 13, dans la pièce 269 de l'édifice de l'Ouest, sous la présidence de Jean-Pierre Blackburn (président).

Membres du Comité présents: Warren Allmand, Jean-Pierre Blackburn, Harry Chadwick, Doug Fee, Dan Heap, Al Johnson, Allan Koury et Jacques Vien.

Aussi présents: De la Bibliothèque du Parlement: Maureen Baker, Kevin Kerr et Margaret Young, attachés de recherche.

Témoin: De l'Université Carleton: John Samuel, professeur adjoint de sociologie et d'anthropologie.

En conformité du paragraphe 108(2) du Règlement, le Comité poursuit son enquête sur la démographie et les niveaux d'immigration.

John Samuel fait un exposé et répond aux questions.

À 12 h 28, le Comité s'ajourne jusqu'à nouvelle convocation du président.

La greffière du Comité
Elizabeth Kingston

EVIDENCE

[Recorded by Electronic Apparatus]
[Texte]
Tuesday, March 27, 1990

• 1114

Le président: À l'ordre!

Nous poursuivons notre enquête sur la démographie et les niveaux d'immigration.

Nous avons ce matin comme témoin M. John Samuel, qui est titulaire d'un doctorat de l'Université de Toronto et qui a publié une quarantaine d'ouvrages spécialisés sur l'économie et la démographie. Il comparait non pas à titre de porte-parole du gouvernement ou du conseil consultatif, mais à titre de sociologue.

• 1115

Ce matin, il traitera de la répartition géographique inégale des immigrants, entre autres dans les grandes villes, des relations interraciales et des problèmes découlant de l'immigration, du niveau démographique canadien optimal, de l'importance des politiques d'intégration et d'installation à l'intention des nouveaux venus, et des résultats des divers calculs économétriques permettant de déterminer l'effet de l'immigration sur l'économie.

Nous allons écouter le D^r Samuel qui a sûrement une allocution de départ à prononcer. Docteur Samuel.

Dr. John Samuel (Professor of Sociology and Anthropology, Carleton University): Thank you, Mr. Chairman. I have a presentation to make initially.

More than 10 million immigrants were uprooted and transplanted—most voluntarily—on Canadian soil. Since the beginning of this century Canada has opened its doors, especially to those migrants with a strong backbone to farm or to build railroads or subways, to professionals in short supply, to industries to create jobs, and to refugees who were pushed out of their country.

In the 1960s the white paper on immigration seemed to say, as far as population is concerned, that bigger is better. The green paper in the 1970s gave the message that small is beautiful. In the 1980s there was a lot of soul-searching. Where do we go in the 1990s?

Unfortunately, I do not have the time to pursue all the issues I would have liked to pursue. I have read most of the evidence presented before this committee on this topic. I will try to stress a few important issues that appear to need further focus.

TÉMOIGNAGES

[Enregistrement électronique]
[Traduction]
Le mardi le 27 mars 1990

The Chairman: Order, please!

We will resume our study on demography and immigration levels.

Our witness this morning is Mr. John Samuel. Mr. John Samuel holds a Ph.D. from the University of Toronto and has over 40 scholarly publications to his credit on economics and demography. His appearance before the committee, however, is as a social scientist, not as a representative of either the government or the advisory council.

This morning, Mr. Samuel will address the problem of the geographic distribution of immigrants, primarily in our largest cities, questions relating to race relations and problems arising from immigration, the optimum population for Canada, the importance of integration and settlement policies for newcomers and the findings of the various econometric studies used to establish the effect of immigration on the economy.

We are going to listen to Dr. Samuel who probably has an opening presentation to make. Dr. Samuel.

M. John Samuel (professeur de sociologie et d'anthropologie, Université Carleton): Merci, monsieur le président. J'ai effectivement une allocution d'ouverture à prononcer.

Plus de 10 millions d'immigrants se sont retrouvés déracinés et transplantés—dans la plupart des cas de leur plein gré—en sol canadien. Depuis le début du siècle, le Canada a ouvert ses portes, en particulier aux migrants susceptibles de travailler avec énergie dans l'agriculture ou dans la construction de chemins de fer ou de métro, aux professionnels ayant une spécialité dont on manque au Canada, aux industries génératrices d'emploi et aux réfugiés fuyant leur pays.

Au cours des années 1960, le Livre blanc sur l'immigration semblait considérer qu'en matière de démographie, plus c'était mieux. Le message du Livre vert publié au cours des années 1970 était l'opposé. Au cours des années 1980 on s'est posé bien des questions et l'on peut se demander ce qu'il adviendra pendant les années 1990.

Malheureusement, je n'ai pas le temps d'aborder toutes les questions que j'aimerais traiter. J'ai lu la majorité des témoignages présentés devant votre comité sur ce sujet. J'essaierai de souligner quelques questions importantes qui semblent mériter une attention plus approfondie.

I would like to start with the international situation briefly, the shrinking global village, as the cliché goes. The world population will add another billion to its 5 billion population before the century is out. According to one estimate, over 18 million people outside of mainland China are eager to move to any other place on earth if they can improve their standard of living. It is critical to note that of these, about 1.5 million knock on Canada's door every year. Thanks to Canada's good name abroad as a fair country, a country that provides opportunities to immigrants, a country with a strong potential for growth, we attract immigrants.

Obviously we cannot accept everyone who applies. We need to have some screening mechanism in place to select the number we can admit and integrate. In order to do so, we have set up some barriers, some walls, if you do not mind my using that term. What will be the nature of the walls we erect? Be they as tall as the erstwhile Berlin Wall or as strong as the Great Wall, for most of the applicants they become a wailing wall. That is reality, and there is no escaping from that reality.

The tremendous pressure on Canada to accept more immigrants is unlikely to abate. More pressure is bound to come from countries that have a certain level of education and where communication channels are more efficient. More pressure is to come from Hong Kong, eastern Europe, and the developing countries.

That brings me to the issue of brain drain. I have heard it said that Canada is skimming the cream, or taking the best and the brightest, of the developing world and thereby doing a lot of harm to those developing countries. This needs to be qualified.

It is true that some developing countries make a heavy human capital investment in their labour force through education and then we admit these qualified people as immigrants. The value or price of a commodity or service is not based exclusively on the cost of production, which is a basic principle in economics. One other classical economist pointed out quite clearly, using the example of a pair of scissors, that the price is determined by two basic factors, supply and demand, just like the upper and lower blades of a pair of scissors together do the cutting.

• 1120

To give to you some concrete examples, if Canada takes the only five medical doctors from some poor country, we are doing a lot of harm to that country; there is a strong demand for them. On the other hand, consider a country [Traduction]

J'aimerais tout d'abord faire rapidement allusion à la situation internationale et au rétrécissement du village planétaire, comme on l'appelle. Avant la fin du siècle, la population mondiale comptera 1 milliard d'habitants de plus, soit 6 milliards. D'après certaines estimations, plus de 18 millions de personnes résidant en dehors de la Chine continentale sont prêtes à partir s'installer n'importe où, pourvu qu'elles puissent améliorer leur niveau de vie. Il est important de savoir qu'environ 1,5 millions d'entre elles frappent chaque année à la porte du Canada. Grâce à la réputation de pays juste, de pays riche d'opportunités pour les immigrants et de pays doté d'un fort potentiel de croissance, le Canada attire les immigrants.

De toute évidence, nous ne pouvons pas accepter tous les candidats à l'immigration. Nous devons mettre en place un mécanisme de sélection qui nous permette de déterminer le nombre d'immigrants que nous pouvons recevoir et intégrer. A cette fin, nous devons ériger certaines barrières, certains murs, si vous ne voyez pas d'inconvénients à ce que j'utilise ce terme. Qu'ils soient aussi hauts que l'ex-Mur de Berlin ou aussi solide que la Grande Muraille de Chine, ces murs deviennent pour la plupart des candidats à l'immigration un Mur des Lamentations. Cela est une réalité incontournable.

Il y a peu de chance que les pressions énormes qui s'exercent sur le Canada pour que notre pays accepte un plus grand nombre d'immigrants se relâchent. On peut s'attendre à ce que les pressions les plus fortes viennent des pays ayant un certain niveau d'instruction et des circuits de communication efficaces. C'est de Hong Kong, de l'Europe de l'Est et des pays en développement que ces pressions seront les plus fortes.

Cela m'amène à la question de l'exode des cerveaux. J'ai entendu dire que le Canada pratique la politique de l'écrémage, c'est-à-dire choisit les éléments les meilleurs et les plus brillants des pays en développement, causant ainsi un préjudice énorme à ceux-ci. Il convient d'apporter quelques réserves à de telles affirmations.

Il est vrai que certains pays en développement procèdent à des investissements très lourds en capital humain par le truchement de l'éducation et que nous recevons ces éléments qualifiés comme immigrants. La valeur ou le prix d'un bien ou d'un service n'est pas exclusivement basé sur le coût de production et c'est là un principe de base en matière d'économie. Un autre économiste classique a fait valoir très clairement, en utilisant l'exemple d'une paire de ciseaux, que le prix est déterminé par deux facteurs essentiels, à savoir l'offre et la demande, de la même façon que les lames supérieure et inférieure d'une paire de ciseaux sont également nécessaires pour que ces ciseaux coupent.

J'aimerais vous donner quelques exemples concrets. Si le Canada accueille les cinq médecins dont dispose un pays pauvre, il est clair que cela cause un préjudice énorme à ce pays; la demande est très forte pour ces

like the Philippines, where I understand there is a surplus of trained nurses, many of whom are unemployed or underemployed. If Canada takes 1,000 such nurses, badly needed in our hospitals, to relieve shortages, especially in the Toronto area for surgery, the Philippines does not lose anything and we gain a lot, including the lives saved.

Not only that, but the sending country does not lose much. They gain through remittances made to their former country in the early years of their settlement here. The sending country gets access to foreign currency, which can be used for importing goods from Canada. Later on in the life cycle of some of these immigrants they go back with some capital and technical expertise they have acquired and help the sending country to develop.

This brings up the issue of emigration. According to studies, there were periods in Canada's history when emigration exceeded immigration. This is no longer true; generally, though, it may be true for some countries that send immigrants to Canada. For instance, in the 1980s it is estimated that emigration to Italy exceeded immigration.

Emigration is estimated at 25% of immigration. These are the best estimates one can get, and no one knows exactly how many are emigrating in any particular year. We do not ask Canadians who get into an airplane to cross the border where exactly they are going and why and whether they intend to return or not.

The question may be raised: why do some immigrants emigrate? They do so primarily for three reasons.

First, they find it difficult to adapt or integrate here, fail to find a job, housing or what have you, or cannot stand the culture or the cold and return home within the first few years. Then there is a group that returns because they are successful here. Let me explain. They came with a dream of making, say, \$100,000 and want to start their dream business in their former country. Once that capital is accumulated, they return. Third, many professionals move from country to country depending upon opportunities. They came in as birds of passage in the first place.

On top of the 25% who return, there are many Canadian-born persons who migrate. They are part of the emigration stream. In 1988, about 12,000 Canadian-born persons migrated to the U.S. Some migrate to the U.K., other parts of Europe, and Australia. About 1,500 went to Australia in 1988. The exact numbers are unknown for most of the countries; thus, we have to deduct this

[Translation]

médecins. De l'autre côté, prenons le cas des Philippines, où je crois savoir qu'il existe un excédent d'infirmières expérimentées, dont un grand nombre sont au chômage ou sous-employées. Si le Canada accueille un millier de ces infirmières, dont il a terriblement besoin dans ses hopitaux, afin de pallier la pénurie d'infirmières, et en particulier en chirurgie dans la région de Toronto, les Philippines n'auront rien à perdre et le Canada tout à gagner, sans parler des vies que cela permettra de sauver.

En dehors de cela, le pays qui envoie ses ressortissants dans un autre pays, n'a pas grand-chose à perdre. En effet, au cours des premières années de leurs installations, les immigrants envoient de l'argent à leur pays d'origine, lequel accède ainsi à des devises étrangères qui peuvent lui servir pour importer des produits du Canada. Plus tard dans leur existence, il arrive que certains de ces immigrants retournent chez eux en apportant des capitaux et l'expertise technique qu'ils ont acquise, contribuant ainsi au développement de leur pays d'origine.

Cela m'amène à aborder la question de l'émigration. D'après les études réalisées sur ce sujet, l'histoire canadienne a connu des périodes où l'émigration a dépassé l'immigration. Ce n'est plus vrai. Cependant, c'est encore peut-être le cas pour certains pays qui envoient leurs ressortissants au Canada. Par exemple, on estime qu'au cours des années 1980 l'émigration vers l'Italie a dépassé l'immigration en provenance de ce pays.

On considère que l'émigration représente 25 p. 100 de l'immigration. Ce sont là les meilleures estimations dont on puisse disposer, et personne ne sait exactement le nombre de personnes qui émigrent chaque année. Nous ne demandons pas aux Canadiens qui prennent un avion pour traverser la frontière où ils se rendent exactement et si oui ou non ils ont l'intention de revenir.

On peut se poser la question suivante: pourquoi certains immigrants émigrent-ils? Ils le font essentiellement pour trois raisons.

Premièrement, ils ont de la difficulté à s'adapter ou à s'intégrer, à trouver un emploi ou un logement, ou encore ils ne peuvent pas se faire à notre culture ou au froid. Ceux-là retournent chez eux au cours des premières années. Il y a ensuite la catégorie de ceux qui retournent chez eux parce qu'ils ont réussi ici. Permettez-moi de m'expliquer. Ils sont arrivés au Canada en espérant gagner, mettons 100,000\$, afin de lancer l'entreprise de leur rêve dans leur pays d'origine. Dès qu'ils ont accumulé les capitaux nécessaires, ils repartent. Troisièmement, de nombreux professionnels se déplacent d'un pays à l'autre en suivant les opportunités. Au départ, ils sont arrivés au Canada un peu comme des oiseaux de passage.

Aux 25 p. 100 des immigrants qui retournent chez eux, il faut ajouter tous ceux qui sont nés au Canada et décident de s'en aller. Ils font partie du courant de l'émigration. En 1988, environ 12,000 personnes nées au Canada sont parties pour les États-Unis. Certains sont allés au Royaume-Uni, dans d'autres pays d'Europe et en Australie. En 1988, environ 1,500 d'entre eux sont partis

number from gross immigration to arrive at net immigration.

One could guesstimate that about 20,000 Canadianborn persons might be emigrating this year. If we add together 25% of immigrants, nearly 200,000, who are likely to come to Canada in 1990 to about 20,000 Canadian-born persons who would emigrate, our net gain in 1990 would be about 130,000. Any immigration level determination should take these important factors into account.

This takes us to the next issue I would like to look at; that is, the issue of the decline in fertility as related to aging and its implications for immigration levels. As Professor Beaujot, who appeared before this committee, has so carefully calculated and clearly demonstrated:

Immigration does have a certain potential to reduce the population aging and thus counter the demographic trends.

More importantly, several researchers have concluded that it costs 2.5 to 3 times as much to maintain an older person compared to a child. Equally important, the costs of bringing up children are mostly met by their parents, while the costs of maintaining the elderly are not looked after by their children. Often the state has to step in.

Of course, as a nation, to meet the challenge and the cost of the aging problem we have certain choices. We could increase taxes to look after the elderly or try to reduce their benefits. However, I have yet to see a politician who would be happy to run on a slate of reducing benefits and increasing taxes.

• 1125

The next issue I would like to touch upon is integration of immigrants. Many modern sociologists do not use the term "assimilation" in this context. That term is associated with the American melting pot approach. You know as well as I do that the melting pot failed to melt, just as the socialist system in eastern Europe failed to melt all ethnic groups to a single proletariat. Regarding the U.S., the Poles as an ethnic group remained Poles and Italians remained Italians. Blacks barely succeeded in getting anywhere near the melting pot.

Assimilation assumes that the immigrant did not bring anything worth preserving or promoting. On the other hand, the term "integration" does not insult the immigrant in this manner. The immigrant brings his culture with him. Its traits, be they food, dancing,

[Traduction]

pour l'Australie. Dans le cas de la plupart des pays, nous ne connaissons pas les chiffres exacts. Pour évaluer l'immigration nette, nous devons déduire ce chiffre de ceux de l'immigration brute.

On peut s'attendre à ce qu'environ 20,000 personnes nées au Canada émigrent cette année. Si nous ajoutons à ces 20,000 personnes, les 25 p. 100 des 200,000 personnes environ qui vont immigrer au Canada en 1990, cela signifie que le gain net du Canada en immigrants pour l'année 1990 sera d'environ 130,000 personnes. Tout calcul des niveaux d'immigration doit prendre en considération ces facteurs importants.

Cela nous amène à la deuxième question que j'aimerais aborder, à savoir la diminution du taux de fertilité en raison du vieillissement de la population, et ses implications pour les niveaux d'immigration. Comme l'a soigneusement calculé et clairement démontré le professeur Beaujot, qui a comparu devant ce comité:

L'immigration comporte un certain potentiel de réduction du vieillissement de la population et, par conséquent, de renversement des tendances démographiques.

Plus important encore, plusieurs chercheurs sont arrivés à la conclusion que l'entretien d'une personne âgée coûte 2.5 à 3 fois plus cher que celui d'un enfant. Tout aussi important, le coût de l'éducation des enfants est le plus souvent assumé par les parents, alors que les coûts de prise en charge des personnes âgées ne sont pas assumés par les enfants. L'État est souvent forcé d'intervenir.

En tant que nation, nous devons bien sûr relever le défi et résoudre le problème des coûts du vieillissement. Plusieurs options nous sont offertes. Nous pouvons augmenter les impôts pour prendre en charge les personnes âgées ou essayer de réduire leurs prestations. Cependant, je n'ai encore rencontré aucun homme politique qui défende un programme de réduction des prestations et d'augmentation des impôts.

J'aimerais maintenant parler de l'intégration des immigrants. De nombreux sociologues modernes refusent d'employer le terme d'«assimilation» dans ce contexte. Ce terme est en effet associé au concept du melting pot américain. Vous savez aussi bien que moi qu'aucune fusion ne se réalise dans un tel creuset, et on a bien vu en Europe de l'Est que le système socialiste n'a pas réussi à fondre tous les groupes ethniques en un seul prolétariat. Aux États-Unis, du point de vue ethnique, les Polonais sont restés des Polonais et les Italiens des Italiens. Quant aux Noirs, il est rare qu'ils réussissent à s'approcher du fameux creuset.

L'assimilation présuppose que l'immigrant n'a rien apporté avec lui qui mérite d'être préservé ou protégé. D'autre part, le terme «d'intégration» n'est pas aussi insultant pour l'immigrant. L'immigrant arrive avec sa culture. Les caractéristiques de cette culture, que ce soit la

meditation, or music, are offered to the host society on a basis of equality. In this competition of cultural traits, whatever is best is accepted. Some sociologists would say that this way the sum of the parts of various cultures is greater than the whole, in the sense that our culture is changed, enlarged, and enhanced significantly. That is, in short, what multiculturalism means.

One important point to keep in mind is that the immigrant has to recognize that there are certain basic core values in the receiving society that must be embraced. Of course immigrants are well known to have values such as hard work, enterprise, and strong family ties. Equally important are values such as equality of the sexes, races, freedom of expression, and the like.

Another point that may be mentioned is that integration is not a one-way street. The immigrant is asked to make massive changes to his behaviour. That is not totally unfair; except for refugees the immigrant has come to Canada by choice. The question to be raised is whether the receiving society needs to do anything at all to make the immigrant feel welcome here.

Since Canada gains economically, socially, and internationally by immigration, should Canadians show a greater understanding of, and even an appreciation for, the immigrant's contributions and culture? Incidentally, such an approach would help to relieve a lot of pressure on the race relations area, which I will discuss later.

Canadians could be assisted in their understanding of what immigration is and what it does for them. If you look at one of the recent Angus Reid polls, it shows that about 40% of Canadians are likely to support higher immigration levels. Angus Reid calls this group "the altruists". On the other hand, two types of respondents, "the ethnocentrists" and "the antagonists", together make up 33%.

Generally speaking, we are not too enthusiastic about immigration. Sitting on the fence are "the gatekeepers", who are ambivalent in their attitude to immigration. They are a significant 27%. I would not say that we should have a long-term policy on immigration based on a very short-term consideration of a poll; however, it would be good to provide information to the ambivalent gatekeepers and others, through a public education program, to see what happens to their views.

In these days of economic restraint it may not be prudent to spend a lot of money on public education on immigration. But if we can focus on certain strategic sectors of society, such as educators, the task will be less expensive and would have long-lasting effects. The federal government has made significant inroads into the

[Translation]

cuisine, la danse, la méditation ou la musique, sont offertes à la société hôte sur une base d'égalité. Dans cette concurrence des caractéristiques culturelles, ce qu'il y a de mieux est toujours accepté. Certains sociologues diront que la somme des parties des diverses cultures est supérieure à l'ensemble, dans la mesure où notre culture est sensiblement modifiée, élargie et enrichie. C'est cela que multiculturalisme veut dire.

Il est important de ne pas oublier que l'immigrant a le devoir de reconnaître que la société qui l'accueille est régie par des valeurs fondamentales qui doivent être respectées. Il est bien connu que les immigrants ont pour valeurs le travail, l'esprit d'entreprise et la solidité des liens familiaux. Les valeurs que constituent l'égalité des sexes et des races, la liberté d'expression, etc. sont tout aussi importantes.

Permettez-moi également de mentionner que l'intégration n'est pas un processus unilatéral. L'immigrant est appelé à modifier radicalement son comportement. Cela n'est pas complètement injuste; à l'exception des réfugiés, c'est par choix que les immigrants partent pour le Canada. La question qui se pose consiste à savoir s'il est nécessaire que la société d'accueil fasse quoi que ce soit pour faire sentir aux immigrants qu'ils sont les bienvenus au Canada.

Étant donné que l'immigration représente un gain pour le Canada du point de vue économique, social et international, les Canadiens ne devraient-ils pas faire preuve d'une plus grande compréhension et même d'une plus grande appréciation de la culture et des contributions des immigrants? Une telle attitude contribuerait à relâcher les tensions qui existent dans le domaine des relations raciales, sujet sur lequel je reviendrai.

Il est nécessaire que l'on aide les Canadiens à comprendre ce qu'est l'immigration et ce que sont les avantages qu'ils en retirent. D'après les sondages Angus Reid les plus récents, il semble qu'environ 40 p. 100 des Canadiens soient prêts à appuyer des niveaux d'immigration plus élevés. Angus Reid a baptisé ce groupe le groupe des «altruistes». De l'autre côté le groupe des «ethnocentristes» et «antagonistes» représentent ensemble 33 p. 100 des personnes interrogées.

De façon générale, les Canadiens ne sont pas très enthousiastes au sujet de l'immigration. Environ 27 p. 100 des Canadiens ne se prononcent pas et ont une attitude ambivalente face à l'immigration. Je ne dis pas qu'il faille fonder une politique d'immigration à long terme sur les résultats à très court terme d'un sondage. Cependant, il serait utile de fournir des renseignements aux ambivalents et aux autres, grâce à un programme d'éducation publique, afin de voir si cela peut les faire changer de point de vue.

En période de restriction économique, il n'est peut-être pas prudent de consacrer un budget important à l'éducation du public en matière d'immigration. Mais si nous pouvions concentrer nos efforts sur certains secteurs stratégiques de la société, comme celui des enseignants, la tâche serait moins coûteuse et aurait des effets plus

education system of the country. One cannot say this is a provincial matter.

Such a program of educating the educators would pay off handsomely. Having been a school and university teacher and a school board trustee, I underscore the importance of such a program.

Another strategic sector with immediate pay-off is the media, instrumental in shaping the attitudes of the people and public opinion. It is notable that according to an Environics Canada study 75% of Canadians receive their information through the television. Again there is a need to work with the media in dispelling the myths of immigration.

• 1130

In passing I would like to stress the importance of providing settlement services, services such as language training, assisting immigrants to determine the equivalence of training obtained abroad and providing them and their progeny with equality of opportunity in the workplace and elsewhere that is fully reflected in outcomes. They are worth mentioning.

Now, I would like to touch upon race relations. Given the fact that about two-thirds of our immigrants come from developing countries, the settlement of visible minorities should be of interest. The term "visible minorities" includes anyone who is non-white and non-Caucasian.

In 1986 their number was 1.6 million, more than the population of Manitoba. About half of them lived in Ontario. Among our cities, Toronto and Vancouver had the highest percentage of people of colour, about 17% in 1986. Visible minorities had a much higher level of education than the rest of the population, had higher labour force participation rates and a somewhat higher unemployment rate in 1986. Although they had more than their proportion in professional occupations, their representation was low in upper- and middle-level managerial positions.

What does the future hold in terms of visible minority population? Forecasting is a rather hazardous occupation. One who forecasts should do so often. Projections indicate that by the year 2000 about 10% of our population will be visible minorities. To look at this in a North American perspective, it is worth mentioning that 26% of the U.S. population will be people of such origins. In California the percentage of visible minorities is expected to be 43% by the year 2000. A number of studies have come to the

[Traduction]

durables. Le gouvernement fédéral a réalisé des progrès importants dans ce pays en matière d'éducation. Personne ne peut dire que l'éducation soit une question de compétence provinciale.

Un programme d'instruction des enseignants devrait être payant. Ayant enseigné à l'école et à l'université et fait partie d'un conseil scolaire, je voudrais souligner l'importance de ce genre de programme.

Un autre secteur stratégique qui pourrait s'avérer immédiatement payant est celui des médias, dans la mesure où les médias contribuent à façonner des mentalités et l'opinion publique. D'après une étude réalisée par Environics Canada, il semble que la télévision soit le moyen d'information privilégié de 75 p. 100 des Canadiens. Il est donc nécessaire de travailler avec les médias pour dissiper les mythes de l'immigration.

Je voudrais également souligner l'importance des services offerts aux immigrants au moment de leur installation, comme la formation linguistique, l'établissement de l'équivalence de la formation qu'ils ont reçue à l'étranger et l'assistance visant à leur assurer, ainsi qu'à leurs enfants, des chances égales dans leur milieu de travail et ailleurs. Ces services sont importants.

J'aimerais maintenant aborder la question des relations raciales. Étant donné qu'environ deux tiers des immigrants viennent des pays en développement, il est impératif de s'intéresser à l'installation des minorités visibles. Fait partie d'une «minorité visible» toute personne n'appartenant ni à la race blanche ni à la race causasienne.

En 1986, les minorités visibles représentaient 1,6 millions de personnes, soit davantage que la population du Manitoba. La moitié d'entre elles vivaient en Ontario. Parmi les villes canadiennes, Toronto et Vancouver sont celles qui comptent le pourcentage le plus élevé de personnes de couleur, soit environ 17 p. 100 en 1986. Toujours en 1986, les minorités visibles se caractérisaient par un niveau d'éducation bien supérieur à celui du reste de la population, un taux de participation à la population active supérieure à la moyenne et un taux de chômage légèrement supérieur également. Si c'est dans les catégories des professionnels que les minorités visibles sont proportionnellement plus représentées, c'est le contraire qui se passe pour ce qui est de leur représentation dans les postes de cadres moyen et supérieur.

Que réserve l'avenir au point de vue de la démographie des minorités visibles? Faire des prévisions est un exercice assez hasardeux. Celui qui fait des prévisions devrait le faire souvent. Les projections indiquent qu'en l'an 2000, les minorités visibles représenteront environ 10 p. 100 de la population canadienne. Pour placer ce chiffre dans une perspective nord-américaine, il faut savoir qu'aux États-Unis les minorités visibles représenteront 26 p. 100 de la

conclusion that visible minorities face a certain amount of discrimination in the labour market. Studies abound in this area, both national and regional. As a nation, we ought to become less tolerent of intolerence.

In order to accommodate the demographic changes in society, our institutions need to change. They need to deliver services in a culturally sensitive manner and reflect the demographic composition of society at all levels of employment. Whether we like it or not, diversity is here to stay.

In some ways, one can say that diversity can be compared to a pearl: social change some people perceive as disease turned into loveliness. Imagine the situation when an oyster gets the irritation and starts the process to form a pearl. Does it like it? Probably not. But what is the end product?

Finally, I would like to close my remarks with an issue that has come up time and again in your deliberations. This is the issue of immigrant concentration in the three big cities: Toronto, Montreal and Vancouver. This is not strictly an immigration issue. It could be described as a demographic or regional development issue with implications for immigration.

The question I am going to raise is: can anything be done about it? The straight and simple answer is that we do not know since not much research has been done. One view is that it is not a real problem.

Toronto is not New York yet, not in size, not in intensity of problems. The population of Toronto is projected to reach 5.2 million by 2011, about half the population of some of the most heavily inhabited cities of the world.

Another view is that the problem will find its own solution. When a city becomes too expensive, businesses and population will move out to a less expensive city. To a certain extent this is happening to Toronto.

A third view is that a system of economic incentives and disincentives could be attempted, economic incentives to help smaller urban centres to grow and disincentives aimed at the higher ones.

Some are sceptical of this approach, but the fact is that this has not been seriously tried or even researched anywhere. Let me give a specific example on one of the potential measures. [Translation]

population américaine. En Californie, on prévoit que ce pourcentage sera de 43 p. 100 en l'an 2000. Plusieurs études sont arrivées à la conclusion que les minorités visibles subissent une certaine discrimination sur le marché du travail. Il existe de nombreuses études à caractère national et régional sur ce sujet. En tant que nation, nous devons apprendre à ne plus tolérer l'intolérance.

Pour répondre aux changements démographiques de la société canadienne, nos institutions doivent changer. Elles doivent fournir leurs services d'une façon qui tienne compte des différences culturelles et reflètent la position démographique de la société, dans tous les niveaux de l'emploi. Que nous le voulions ou pas, la diversité est notre lot.

À certains égards, on peut dire que la diversité peut se comparer à une perle: le changement social que certains perçoivent comme une maladie s'est transformé en une bonne chose. Imaginez ce qui se passe lorsqu'une huître entreprend la fabrication d'une perle, malgré l'irritation que cela lui cause. Cela lui plait-il? Probablement pas. Mais voyez le produit fini!

Pour finir, j'aimerais conclure en revenant sur une question qui est revenue très souvent dans vos délibérations. Il s'agit de la concentration des immigrants dans trois grandes villes, à savoir Toronto, Montréal et Vancouver. Il ne s'agit pas simplement d'une question d'immigration, mais plutôt d'une question de développement démographique et régional ayant des conséquences au niveau de l'immigration.

J'aimerais poser la question suivante: que pouvonsnous y faire? La réponse est claire: nous n'en savons rien car très peu de recherches ont été faites là-dessus. Certains considèrent que cela n'est pas un vrai problème.

Toronto n'est pas encore New York, ni du point de vue de la taille, ni de celui de l'intensité des problèmes. On prévoit que Toronto aura une population de 5,2 millions de personnes en l'an 2011, soit à peu près la moitié de ce que comptent les villes les plus densément peuplées du monde.

D'autres estiment que le problème se résoudra de luimême. Lorsque la vie devient trop chère dans une ville, les entreprises et les habitants se déplacent dans une ville moins chère. C'est dans une certaine mesure ce qui se passe à Toronto.

Une troisième théorie voudrait que l'on cherche à mettre en place un système d'encouragements et de dissuasions économiques, afin d'aider les centres urbains les moins développés à prospérer et de dissuader les gens de s'installer dans les centres les plus peuplés.

Certains se montrent sceptiques face à cette théorie, mais il faut bien reconnaître qu'elle n'a été mise à l'essai ni même étudiée nulle part. Permettez-moi de vous donner un exemple précis de l'une des mesures que l'on pourrait prendre.

The federal income tax system gives the people who live in the north a "northern resident's deduction" if they have lived in a prescribed area for a period of at least six continuous months. They are eligible to deduct a certain amount. Also, they are able to deduct certain travelling expenses. At the provincial level, Ontario has imposed some special levies, including a commercial concentration tax set, I believe, at 4% as a disincentive to discourage doing business in certain core areas. An estimated \$125 million is to be collected as revenue from this tax in 1990.

1135

Is this something one should look at more closely? If you look at the federal income tax collected from Metropolitan Toronto, you will see that it is higher than the income tax collected from all the Atlantic provinces. Suppose the income tax rate is reduced in the Atlantic region by, say, 10 percentage points. Would it create more employment in that region, increase take home pay, decrease out-migration from the region and attract more immigrants? No serious research has been done on such an approach.

The incentive could be more than economic. If smaller areas were provided with social and ethnocultural infrastructure, would that attract more people, including immigrants to such areas? We need to study carefully why people move to big cities and try to develop policies to neutralize such powerful forces that attract immigrants and others there. The aim should be to minimize the disadvantages of living in a smaller city and to maximize the benefits.

Thank you very much for your interest and patience.

Le président: Merci, docteur Samuel. C'était très intéressant.

Avant que nous passions à la période des questions, je voudrais vous présenter la personne qui sera notre greffière à compter de jeudi matin. Ce sera M^{me} Hamilton. Elizabeth participera au Comité pour la dernière fois demain, étant donné qu'elle s'en va en congé de maternité. M^{me} Hamilton prendra la relève.

Mr. Heap (Trinity—Spadina): Thank you, Professor Samuel. You have packed a lot into your time. I was not able to keep up, even just taking rough notes. There are a couple of points on which I would like to ask a little more, particularly your last point about the concentration in Toronto. Vancouver and Montreal. You asked whether we can do anything and said we do not really know because we do not have serious studies. Then you suggested there were three views being put forward. You

[Traduction]

En vertu du régime fiscal fédéral, les résidents du Nord qu vivent dans une zone désignée depuis au moins six mois consécutifs ont droit à demander une déduction spéciale. Ils sont autorisés à déduire un certain montant d'argent de leurs impôts. En outre, ils peuvent également déduire certains frais de déplacement au niveau provincial, et l'Ontario a imposé certains droits spéciaux, et notamment un ensemble de taxes sur la concentration commerciale. Je crois savoir que cette taxe de 4 p. 100 vise à décourager les entreprises de s'implanter dans certaines zones. On estime que cette taxe devrait générer en 1990 des recettes de 125 millions de dollars.

Ne devrait-on pas regarder cela de plus près? Si vous considérez le montant de l'impôt fédéral perçu dans la région du grand Toronto, vous constaterez que ce montant est supérieur à celui de l'impôt sur le revenu perçu dans l'ensemble des provinces atlantiques. Supposons que l'on réduise de 10 p. 100 les taux d'imposition sur le revenu dans la région atlantique. Cela créerait-il davantagea d'emplois dans la région? Cela augmenterait-il les salaires? Cela réduirait-il l'exode des habitants et cela attirerait-il davantage d'immigrants? Aucune recherche n'a été faite là-dessus.

Ces encouragements pourraient être beaucoup plus qu'économiques. Si l'on dotait les régions les moins développées d'une infrastructure sociale et ethnoculturelle, cela n'attirerait-il pas davantage de gens, y compris des immigrants? Nous devons étudier attentivement les raisons pour lesquelles les gens vont s'installer dans les grandes villes et nous devons élaborer des politiques visant à neutraliser les forces puissantes qui attirent les immigrants et les autres dans ces grandes villes. Notre objectif est de réduire les désavantages qu'il peut y avoir à vivre dans une ville de moindre importance et à en maximiser les profits.

Merci beaucoup de votre intérêt et de votre patience.

The Chairman: Thank you, Dr. Samuel. It was very interesting.

Before getting into the question period, I would like to introduce to you the lady who is going to act as our committee's Clerk, starting Thursday morning. Here is Mrs. Hamilton. Elizabeth is taking part in the committee for the last time, since she is going on maternity leave. Mrs. Hamilton will replace her.

M. Heap (Trinity—Spadina): Merci, professeur Samuel. J'ai eu du mal à vous suivre et à prendre des notes. J'aimerais vous demander des précisions sur un ou deux points, et en particulier sur ce que vous avez dit à propos de la concentration des immigrants à Toronto, Vancouver et Montréal. Vous avez posé la question afin de savoir si nous pouvions faire quelque chose et vous nous avez dit que nous ne le savons pas parce que nous n'avons pas fait d'étude sérieuse. Vous avez ensuite exposé trois théories.

mentioned the possibility of Toronto reaching 5.2 million in what year?

Dr. Samuel: In the year 2011.

Mr. Heap: You mentioned the view that it may take care of itself by becoming too expensive. Before you came to your discussion of the incentives, I am not sure whether there are other alternatives you mentioned.

Dr. Samuel: No, I think these were the three possibilities I mentioned.

Mr. Heap: On the incentives, you referred to a special tax in downtown Toronto. I am very interested. I represent that area and I did on city council in the 1970s. Would you simply repeat or maybe enlarge a little bit on what you mentioned there?

Dr. Samuel: I must preface my remarks by saying that it is just an idea. It has not been tried. It has not been researched even.

Mr. Heap: I thought you said there is now something that produces \$125 million or something.

Dr. Samuel: That is the Ontario government. There are two things here. One is that I was suggesting that one could look at the possibility of probably raising federal income tax in some of those areas slightly and then lowering federal income tax in some of the other areas where we think more people could be accommodated.

Mr. Heap: I have that part.

Dr. Samuel: The second one was that the Ontario government introduced a commercial concentration tax at 4%. Last time I was in a Toronto hotel, I saw this 4% commercial concentration tax. I asked them what it is. I inquired and I found out what I just mentioned. The Ontario government has introduced some measures to try to prevent excessive concentrations of population in certain areas. I am not sure this is going to be very effective, at least at 4%. For that matter nobody knows. But they are anticipating collecting about \$125 million using this commercial concentration tax.

• 1140

Mr. Heap: This is collected quite separately from city property tax, is it?

Dr. Samuel: Yes, that is my understanding.

Mr. Heap: How does the government define it so as to defend itself, if it can, against a charge of discrimination: a business on this street pays a tax of that sort and a business on that street does not pay a tax of that sort.

[Translation]

Vous avez également dit qu'il était possible que Toronto compte une population de 5,2 millions d'habitants. En quelle année?

M. Samuel: En l'an 2011.

M. Heap: Vous avez dit que le problème se résoudra peut-être de lui même dans la mesure où les villes deviendront trop chères. Vous avez ensuite parlé des encouragements, mais je me demande si vous avez mentionné d'autres options.

M. Samuel: Non, je crois ce sont les trois possibilités que j'ai citées.

M. Heap: À propos des encouragements, vous avez fait allusion à une taxe spéciale qui est perçue dans le centre-ville de Toronto. Cela ne m'intéresse beaucoup. Je représente cette région et au cours des années 70, j'ai siégé au conseil municipal. Pourriez-vous répéter ou préciser ce que vous avez dit à ce sujet?

M. Samuel: Pour commencer, permettez-moi de vous dire qu'il ne s'agit là que d'une idée. Elle n'a pas été mise à l'épreuve. Aucune recherche n'a été faite.

M. Heap: Je croyais que vous aviez parlé d'une taxe qui génère 125 millions de dollars de recettes.

M. Samuel: Il s'agit d'une taxe perçue par le gouvernement de l'Ontario. Nous parlons de deux choses distinctes. J'ai proposé que l'on envisage la possibilité d'augmenter le taux fédéral d'imposition sur le revenu dans certaines de ces régions, et de le diminuer dans les régions que nous estimons susceptibles d'accueillir du monde.

M. Heap: Ça, je l'ai noté.

M. Samuel: En deuxième lieu, j'ai parlé d'une taxe de 4 p. 100 que le gouvernement de l'Ontario perçoit sur la concentration commerciale. La dernière fois que je me suis trouvé à Toronto dans un hôtel, j'ai vu cette taxe de 4 p. 100 sur la concentration commerciale. J'ai demandé de quoi il s'agissait. Je me suis renseigné et on m'a dit ce que je viens de vous dire. Le gouvernement de l'Ontario a adopté des mesures visant à empêcher la concentration excessive de population dans certaines zones. Je ne suis pas sûr que cela soit très efficace, du moins au niveau des 4 p. 100. De toute façon, personne ne le sait. Il est question de percevoir environ 125 millions de dollars, par le truchement de cette taxe sur la concentration commerciale.

M. Heap: Ceci est perçu à part de l'impôt foncier municipal, n'est-ce pas?

M. Samuel: Oui, c'est ce que je crois savoir.

M. Heap: Comment le gouvernement définit-il cela pour se défendre, s'il le peut, contre les accusations de discrimination: un commerce situé dans telle rue paie cette taxe, tandis qu'un commerce situé dans une autre rue ne la paie pas.

Dr. Samuel: It is a Ontario government government measure. I have not looked into the details of all that. I came upon it by chance. I was staying in a hotel in Toronto, and when I got my bill I saw there was a 4% commercial concentration tax. I asked somebody, what is this? They said this had started on January 1, 1990. I made some telephone calls and found out they are anticipating collecting \$125 million using some of these measures. Therefore I think here again there is something to do more research on.

Mr. Heap: You are away ahead of me, because I had not heard about it. It only started on January 1. I certainly will inquire more about that.

I have some other questions. I take it on the matter of fertility you are not particularly questioning the various projections that have been made. Your main question concerned costs of maintaining the elderly as compared with costs of maintaining children.

In fact, there are indirect moves to reduce the government's support in the maintenance of children already. In subsidization of low-rental housing there has been a reduction for several years now, beginning in the middle 1980s, at least in the rate in real dollars of federal funding for higher education and health. Have you any estimate for whether those are having any effect either on concentration of populations in certain places or on immigration?

Dr. Samuel: I am afraid I do not have any of those estimates, because especially with some of the measures they are fairly recent. It will take some time for there to be any impact on the costs themselves.

What I have presented to you is based on a number of studies, not just one study, that showed that the cost of maintaining an elderly person is 2.5 to 3 times the cost of maintaining a child. More importantly, the cost of maintaining an elderly person is not often considered to be an "investment", but the cost of maintaining a child is an "investment". One looks forward to the child becoming a productive member of society.

Mr. Heap: Finally, I have a question on the "brain drain". I was very interested in your example of the nurses from the Philippines. How do the Philippines, which is not a wealthy country by the standards of consumption of the average person there, come to produce a great surplus of nurses? Is that some program brought in from outside, or is there some reason why they produce the nurses and then cannot employ them?

Dr. Samuel: It is not only in the Philippines that this happens. Another country I am familiar with is India, the production of engineers.

What happens is that projections are made regarding the demand for nurses in the Philippines or engineers in [Traduction]

M. Samuel: C'est une mesure qui relève du gouvernement de l'Ontario. Je n'ai pas étudié les détails. J'ai appris cela par hasard. J'étais dans un hôtel à Toronto et j'ai constaté sur ma note une taxe de 4 p. 100 pour la concentration commerciale. J'ai demandé de quoi il s'agissait. On m'a répondu que cette taxe était en vigueur depuis le 1^{er} janvier 1990. J'ai fait quelques appels et j'ai découvert qu'on prévoit de percevoir 125 millions de dollars grâce à certaines de ces mesures. C'est pourquoi je crois qu'il y a aussi des recherches à faire là-dessus.

M. Heap: Vous avez beaucoup d'avance sur moi, car je n'en avais pas entendu parler. Cela ne date que du 1^{er} janvier. Je vais me renseigner.

J'ai quelques autres questions. Si je comprends bien, sur la question de la fécondité vous ne mettez pas en doute les diverses projections qui ont été établies. Votre principale question porte sur le coût de l'entretien des personnes âgées par rapport à celui de l'entretien des enfants.

En fait, il existe déjà des mesures indirectes visant à réduire l'aide gouvernementale pour l'entretien des enfants. Les subventions pour les logements à loyer modique sont réduites depuis plusieurs années maintenant, depuis le milieu des années 80, au moins en ce qui concerne le taux des subventions fédérales en dollars réels pour l'enseignement supérieur et la santé. Avez-vous des estimations quant à l'effet de ces mesures ont un effet soit sur la concentration de population à certains endroits, soit sur l'immigration?

M. Samuel: Je n'ai malheureusement pas ces estimations, parce que ces mesures, surtout certaines d'entre elles sont assez récentes. Il faudra un certain temps avant de ressentir les répercussions sur les coûts euxmêmes

Ce que je vous ai présenté se fonde sur plusieurs études, et non sur une seule, qui ont démontré que le coût d'entretien d'une femme âgée est de 2,5 fois à 3 fois le coût d'entretien d'un enfant. Ce qui est plus important, on considère rarement que le coût d'entretien d'une personne âgée constitue un «investissement», tandis que le coût d'entretien d'un enfant est un «investissement». On s'attend que l'enfant devienne un membre productif de la société.

M. Heap: Enfin, j'ai une question sur l'exode des cerveaux. J'ai été très intéressé par votre exemple des infirmières des Philippines. Comment se fait-il que les Philippines, qui ne sont pas un pays riche par rapport aux normes de consommation du canadien moyen, arrivent à produire un excédent considérable d'infirmières? S'agit-il d'un programme importé de l'extérieur, ou y a-t-il une explication au fait que ce pays produise les infirmières, puis ne puisse leur trouver d'emploi?

M. Samuel: Cela ne se produit pas seulement aux Philippines. Un autre pays que je connais bien est l'Inde, où l'on produit un excédent d'ingénieurs.

Ce qui se produit, c'est qu'on établit des projections quant à la demande d'infirmières aux Philippines ou

India. As a result the schools train these people, in anticipation of demand. But unfortunately the economic growth often cannot be predicted that accurately. When economic growth falls short of what is anticipated, these people cannot find jobs as a result, they are unemployed, or underemployed.

• 1145

Another example involves a developing country that wanted to modernize its telephone service. The person who helped them to accomplish that was a former citizen of that country who returned from the U.S. and set up a \$1 billion telecommunications industry in his former country. There are similar instances. Therefore, as I clearly indicated, a brain drain depends on which country and what occupations are involved.

Mr. Heap: Do you have any information on the brain drain from Canada? My daughter-in-law is about to go to California to finish her Ph.D., presumably because she does not have an opportunity to do so in Canada in her special line of study, all things considered. There has traditionally been a brain drain from Nova Scotia to Toronto because Nova Scotia produced more educated people than they employed. Do you see any pattern, either within Canada or from Canada to the U.S.?

Dr. Samuel: I have conducted a number of studies that examined the migration of Canadian-born people to the United States, because that is the country to which we expect Canadians would go. In 1988, the total number of Canadian-born persons going to the United States was 12,000. A certain proportion of that number were professionals, so therefore a certain amount of brain drain occurred.

At the same time, a reverse flow occurs from the United States to Canada and a flow from other countries. I would hesitate to call this flow a brain drain, but rather a brain trade, which will be more common in the years to come because professionals and others go wherever they can obtain better opportunities, and in particular, those who are considered to be "brains" go where they are appreciated.

Le président: Docteur Samuel, vous parliez tout à l'heure d'une taxe commerciale. Cela me fait penser à la taxe des SIDAC au Québec, qu'on appelle Sociétés d'initiative et de développement des artères commerciales. Cela est calqué sur le modèle de l'Ontario. Dans les centres-villes, un peu à l'exemple des centres d'achats, on impose une taxe spéciale d'affaires, et les montants perçus permettent de promouvoir le centre-ville et de faire différentes activités dans le quartier donné ou sur l'artère choisie.

Est-ce que ce n'est pas cela, la taxe dont vous parliez? Le taux est de 4 p. 100. Cela ressemble un peu à ce qu'il y a dans les centres-villes au Ouébec.

Dr. Samuel: I have not studied the incentives or disincentives in Quebec, unfortunately, because I did not

[Translation]

d'ingénieurs en Inde. Les écoles forment ces gens en prévision de la demande. Mais malheureusement, on ne peut pas toujours prédire très exactement la croissance économique. Si celle-ci n'atteint pas les prévisions, ces gens ne peuvent trouver d'emploi, ils sont au chômage ou sous-employés.

Il y a aussi l'exemple d'un pays en voie de développement qui voulait moderniser son service téléphonique. La personne qui l'a aidé à réaliser cela était un ancien citoyen du pays revenu des États-Unis et qui a mis sur pied une industrie des télécommunications d'un milliard de dollars dans son ancien pays. Il y a d'autres cas semblables. Ainsi; comme je l'ai dit clairement, l'exode des cerveaux dépend du pays et des professions en cause.

M. Heap: Avez-vous des données sur l'exode des cerveaux du Canada? Ma brue se prépare à aller en Californie pour finir son doctorat, vraisemblablement parce qu'elle n'a pas la possibilité de le faire au Canada dans son domaine. Il y a traditionnellement, un exode des cerveaux de Nouvelle-Écosse vers Toronto, parce que la Nouvelle-Écosse produit plus de personnes instruites qu'elle n'en emploie. Voyez-vous des tendances, soit au sein du Canada, soit du Canada vers les États-Unis?

M. Samuel: J'ai réalisé plusieurs études portant sur la migration vers les États-Unis de personnes nées au Canada, car c'est le pays où nous prévoyons que les Canadiens iront. En 1988, le nombre total de personnes nées au Canada allant aux États-Unis était de 12,000. Une certaine proportion était des professionnels, il y a donc eu un certain exode des cerveaux.

En même temps, il y a un flux inverse des États-Unis vers le Canada et un flux en provenance d'autres pays. Plutôt que de parler d'exode des cerveaux, je préfère dire qu'il s'agit d'un échange des cerveaux, qui sera beaucoup plus courant dans les années à venir parce que les professionnels et les autres vont là où ils ont les meilleures occasions; en particulier, ceux qui sont considérés être des «cerveaux» vont là où on les apprécie.

The Chairman: Dr. Samuel, you were talking earlier of a commercial tax. This reminds me of the SIDAC tax in Quebec, the Société d'initiative et de développement des artères commerciales. That is copied from the Ontario model. In the city cores, more or less as is done is shopping centres, a special business tax is imposed and the sums collected are used to promote the downtown and the various activities in the neighbourhood or on the street in question.

Is this not the tax you were talking about? The rate is 4%. This is a bit like what is going on in the city cores in Quebec.

M. Samuel: Je n'ai pas étudié les mesures d'encouragement ou de dissuasion au Québec,

have the time in which to do so. But I was suggesting this as an example and I hope provinces such as Quebec will look at this approach as a possibility and will try to develop appropriate measures to ensure a heavy concentration of people does not occur in a particular city.

Mr. Johnson (Calgary North): Dr. Samuel, I would like to ask a question about the incentive and disincentive issue. The incentives you have mentioned are primarily ones that apply to the total population, not just to the immigrant population. Could you comment on how appropriate it might be to have incentives or disincentives applied to immigrants as part of their contract in coming to Canada or part of their contribution to Canada in the initial years? I fail to see how general incentives will distribute the immigrant population as opposed to the total population. I do not see how we would get away from immigrants coming to Toronto and Vancouver with general incentives or disincentives.

• 1150

The problem we have in Alberta is that we want immigrants, and we have them. We bring them in, and then two months later they are gone. We never seem to be able to keep our people. We have small communities that need doctors and so on. I am sure you have heard of these problems. Yet we always seem to be fighting the same problem. We never seem to be able to solve the problem of bringing people in to meet the needs that have been identified in Alberta.

Dr. Samuel: If you look at the history of that, you will see that when the Immigration Act was discussed in 1976 and previously, in the initial draft there was a provision that immigrants could be landed in a particular place, hoping they would stay there. The initial draft contained a clause like that, but the parliamentarians did not like that. Therefore that clause was taken out, and later on the Charter means that we cannot discriminate on the basis of immigrant or non-immigrant.

We need to have the same kind of policy for both groups. Therefore, it seems to me that generally speaking a policy that applies to everybody is the only workable one, although there could be some incentive, for example, again not just for immigrants. Supposing a provincial government says a particular city has no dentists or no veterinarians, and it will provide specified facilities if people go there, some immigrants and others may go there.

That kind of thing is more in the provincial domain, but here again there might be things that the federal government could do too. Looking back at my research, one thing I realize is that when the Indo-Chinese refugees were coming in, in the late 1970s and early 1980s, many of them were directed to the Prairies, and it appears that

[Traduction]

malheureusement, par manque de temps. Je disais qu'il s'agit là d'un exemple et que j'espère que les provinces comme le Québec étudieront la possibilité de cette démarche et tenteront de mettre au point des mesures appropriées pour éviter une forte concentration de population dans telle ou telle ville.

M. Johnson (Calgary-Nord): Monsieur Samuel, j'aimerais vous poser une question sur les mesures d'incitation et de dissuasion. Les mesures d'incitation dont vous avez parlé s'appliquent surtout à l'ensemble de la population et pas seulement à la population immigrante. Selon vous, conviendrait-il d'appliquer de telles mesures aux immigrants dans le cadre de leur contrat d'arrivée au Canada ou dans le cadre de leur contribution au Canada au cours des premières années? Je ne vois pas comment des mesures incitatives générales permettront de répartir la population immigrante plutôt que l'ensemble de la population. Je ne vois pas comment on empêcherait au moyen de mesures d'incitation ou de dissuasion d'ordre général les immigrants de se rendre à Toronto et à Vancouver.

Notre problème en Alberta, c'est que nous voulons des immigrants, et nous les avons. Nous les amenons, puis deux mois plus tard, ils partent. Nous semblons incapables de les garder. Nous avons de petites localités qui ont besoin de médecins, etc. Je suis certain que vous avez entendu parler des problèmes. Pourtant nous semblons être toujours aux prises avec le même problème. Il semble que nous ne puissions jamais résoudre le problème de faire venir des gens pour répondre aux besoins de l'Alberta.

M. Samuel: L'histoire révèle qu'au moment où l'on a discuté de la Loi sur l'immigration, en 1976 et antérieurement, la première version contenait une disposition selon laquelle les immigrants pouvaient être reçus dans un endroit donné, dans l'espoir qu'ils y restent. La première rédaction contenait une clause en ce sens, mais les parlementaires n'aimaient pas cela. Puis cette clause a été éliminée et par la suite l'adoption de la Charte signifie que nous ne pouvons discriminer en fonction du statut d'immigrant.

La politique doit être la même pour les deux groupes. C'est pourquoi il me semble, en général, qu'une politique qui s'applique à tout le monde est la seule politique viable, bien qu'il puisse y avoir certains incitatifs, par exemple, mais encore une fois pas uniquement pour les immigrants. Supposons qu'un gouvernement provincial dise que telle ville manque de dentistes ou de vétérinaires et qu'il fournira des mesures spéciales pour ceux qui s'y rendront, immigrants ou non.

Ce genre de chose relève davantage des provinces, mais ici encore le gouvernement fédéral pourrait peut-être prendre certaines mesures. En repensant à ma recherche, je me rend compte qu'au moment où les réfugiés indochinois arrivaient, à la fin des années 1970 ou au début des années 1980, bon nombre d'entre eux ont été

many took root there because they did not know exactly what Canada was like, where to go, where Toronto was. They did not know these things very well, but at the same time when they were given an opportunity to settle in a certain area, or to go to a certain area, they seem to have liked it.

Therefore, one has that kind of choice as far as refugees are concerned, but in the case of independent immigrants it is very often very difficult to force them to go anywhere they would not like to go. They will go back, or they will go to one of the big cities because immigrants, by nature, are a different kettle of fish. They want to be upwardly mobile. They want to have economic opportunities and they will go wherever the opportunities are.

This is why I was suggesting that what may work is only a general policy that applies to both immigrants and native-born.

Mr. Johnson: In terms of demographics, can you comment on whether the application of the present rules on family immigration contribute to improving the demographic make-up of the country—that is, increasing the number of young people—or does it in fact just maintain the status quo?

Dr. Samuel: If you look at family immigration you will find there are a certain number of children who come, and especially if you are looking at spouses joining the other spouse here, of course they are young people. If you look down the road, there is great potential for population growth.

• 1155

A study in the United States shows that if you took all your immigrants in the 10 to 14 age group—we surveyed all of them in the 50 to 54 age group—there is a tremendous difference in total population growth down the road, say, a hundred years from now. In the family class division one possibility is to give more points to a couple with more children under 12, as Quebec has done, to increase the younger population in the immigrant stream.

Some people suggest we should make adoptions more liberal. You may have read in the newspapers recently that a lot of Canadians are going to Romania looking for babies to adopt. Studies in the United States showed that foreign adoptions increased several fold in the past couple of decades.

I do not have the figures for Canada, but that is an area to look at. I am not saying this would make a tremendous difference in the short term, but it will make a difference in the long term.

Mr. Fee (Red Deer): I would like to congratulate you on what I consider to be a very excellent presentation, Dr. Samuel. There is an awful lot to think about in what you gave us.

One point that really appealed to me in your presentation was the importance of public education

[Translation]

acheminés vers les Prairies, et il semble que beaucoup y ont pris racine parce qu'ils ne savaient pas exactement comment était le Canada, ou aller, où se trouvait Toronto. Ils n'étaient pas très au courant de ces choses, mais lorsqu'on leur a donné l'occasion de s'établir dans une certaine région, ils semblent s'en être accommodés.

Ce choix existe donc en ce qui concerne les réfugiés mais, dans le cas des immigrants indépendants, il est souvent très difficile de les forcer à aller dans un endroit qui ne les intéresse pas. Ils retourneront, ou ils iront dans une des grandes villes parce que les immigrants, par nature, sont une espèce bien particulière. Ils désirent la mobilité verticale. Ils veulent avoir des occasions économiques et ils iront où elles se trouvent.

C'est pourquoi je disais que seule une politique générale qui s'applique tant aux immigrants qu'à ceux qui sont nés ici est la seule qui puisse fonctionner.

M. Johnson: Sur le plan démographique, pouvez-vous me dire si l'application des règles actuelle sur l'immigration des familles contribue à améliorer la situation démographique du pays—c'est-à-dire à accroître le nombre de jeunes—ou est-ce que ces règles n'ont d'autre effet que de maintenir le statu quo?

M. Samuel: Dans le domaine de l'immigration des familles, on constate la venue d'un certain nombre d'enfants, particulièrement dans le cas des personnes qui viennent retrouver leur conjoint, il s'agit évidemment de personnes jeunes. Pour l'avenir, il y a là un fort potentiel de croissance démographique.

Selon une étude réalisée aux États-Unis, si l'on considère tous les immigrants du groupe des 10 à 14 ansnous avons fait une étude auprès de tous ceux du groupe des 50 à 54 ans—il y a une énorme différence en ce qui concerne la croissance démographique globale à l'avenir, par exemple dans 100 ans. Par exemple, on pourrait donner davantage de points à un couple comptant plus d'enfants de moins de 12 ans, comme le Québec l'a fait, pour accroître la population jeune parmi les immigrants.

Certains soutiennent que nous devrions libéraliser l'adoption. Vous avez peut-être lu dernièrement dans les journaux que beaucoup de Canadiens se rendent en Roumanie pour adopter des bébés. Les études américaines révèlent que les adoptions étrangères se sont multipliées plusieurs fois depuis quelques décennies.

Je n'ai pas les chiffres pour le Canada, mais je crois que c'est un sujet qui mérite d'être étudié. Je ne dis pas qu'il y a une différence énorme à court terme, mais la différence existera à long terme.

M. Fee (Red Deer): J'aimerais vous féliciter de ce que je considère comme un excellent exposé, monsieur Samuel. Vous nous donnez beaucoup à réfléchir.

Je me suis particulièrement intéressé à l'importance de l'éducation du public à l'égard de l'immigration. Cela

about immigration. It has really come to mind in this committee and some of the perceptions I had have been altered by some of the evidence presented to us.

We would probably all agree it is important that the public understand the positive impact immigration can have. At the same time, a significant element of people through anecdotal evidence have their own generalizations. One used as an example was that somebody's cousin lost a job because an immigrant had it, so they generalize that immigrants take jobs. It is very difficult to convince those people that this is not the case.

Whose responsibility is this? I know it is everybody's, but aside from all agreeing that it is a worthwhile objective, how do we go about trying to educate the public?

Dr. Samuel: I did a paper on this. You are quite right that all the evidence we have indicates this. Two books just recently published in the United States show that immigrants do not take jobs away. Plenty of evidence is mounting not only from Canada but also from the United States and Australia.

Who should do it? As you said, I suppose it should be the responsibility of federal, provincial and municipal governments and perhaps the private sector, too, to a certain extent because the private sector benefits a lot by immigration. Toronto is an excellent example. Therefore, I think all the various actors should come together or at least try to do whatever is necessary in their own domain. I have indicated in my presentation that the federal government has a responsibility.

If somebody says, no, this is a provincial field of activity, I indicated in my presentation that we already get into the educational institutions indirectly. Therefore, the federal government should have a role. If we do that, there will be a lot less tension in our society, because a lot of people are going by this misunderstanding of what immigration is all about.

I often compare prejudice and discrimination to an iceberg that grows and grows in the cold, dark environment of ignorance. If you can bring down the sunshine of knowledge on this iceberg, there is a good chance it may melt away. According to studies, in 66% of cases when information is provided to a group of people, their views change. Therefore, I think that is what we should be trying to do. Get the information to them; let them judge for themselves. We need not tell them that immigration is good for them, but tell them what it does.

• 1200

Mr. Fee: Does the clerk have a copy of your paper?

Dr. Samuel: Yes, I think so.

Mr. Fee: Can we get access to that?

[Traduction]

nous a vraiment frappé au Comité et certaines de mes perceptions ont été modifiées par certains des témoignages que nous avons entendus.

Nous sommes probablement tous d'accord qu'il est important que le public comprenne l'effet positif que l'immigration peut avoir. En même temps, un nombre considérable de gens ont fait leur propre généralisation à partir de preuves anecdotiques. Par exemple, si un immigrant a pris l'emploi du cousin de monsieur Untel, on en conclu que les immigrants prennent nos emplois. Il est très difficile de convaincre ces gens qu'il n'en est rien.

À qui la faute? Je sais que c'est la faute de tout le monde, mais une fois que nous avons conclu qu'il s'agit d'un ogjectif valable, comment procédons-nous pour tenter d'éduquer le public?

M. Samuel: J'ai écrit un article à ce sujet. Vous avez tout à fait raison de dire que toutes les preuves dont nous disposons vont en ce sens. Deux livres publiés récemment aux États-Unis montrent que les immigrants ne prennent pas nos emplois. Les preuves s'accumulent, non seulement au Canada, mais aussi aux États-Unis et en Australie.

Qui devrait le faire? Comme vous l'avez dit, j'imagine que cela devrait relever des gouvernements fédéral, provinciaux et municipaux et peut-être aussi du secteur privé, dans une certaine mesure, parce que le secteur privé bénéficie considérablement de l'immigration. Toronto est un excellent exemple. C'est pourquoi j'estime que les intervenants devraient se concerter ou, à tout le moins, tenter de faire le nécessaire chacun dans son domaine. J'ai parlé dans mon exposé des devoirs du gouvernement fédéral.

Si l'on veut soutenir qu'il s'agit d'un domaine provincial, j'ai dit dans mon exposé que nous intervenons déjà indirectement dans les établissements d'enseignement. C'est pourquoi le gouvernement fédéral devrait avoir un rôle à jouer. Si nous le faisons, il y aura beaucoup moins de tension dans notre société, parce que beaucoup de gens ont cette perception erronée de l'immigration.

Je compare souvent le préjugé et la discrimination à un iceberg qui croît dans le milieu froid et obscur de l'ignorance. Si vous pouvez faire briller le soleil de la connaissance sur cet iceberg, il y a de bonnes chances qu'il fonde. Selon les recherches, dans 66 p. 100 des cas, lorsqu'on renseigne un groupe de gens, leur opinion se modifie. C'est pourquoi j'estime que c'est ce que nous devrions tenter. Leur communiquer l'information puis les en faire juges. Nul besoin de leur dire que l'immigration est bonne pour eux, qu'il suffit de leur dire ce qu'elle fait.

M. Fee: Est-ce que la greffière a une copie de votre article?

M. Samuel: Oui, je crois que oui.

M. Fee: Pouvons-nous le consulter?

Le président: Faites-vous allusion à son allocution de départ ou au deuxième document?

Mr. Fee: The second one.

Le président: Nous vous en ferons parvenir une copie.

Mr. Fee: One other issue you mentioned was the fact that in some cases Canada is taking the cream from developing countries by selecting well-educated people. I know this is a case where you can come up with anecdotal evidence in certain cases. Have there been studies or statistics done about how many of these are coming in here and which countries we are actually hurting by our immigration policy?

Dr. Samuel: I do not think we have done a detailed study on which countries we are hurting or helping. In 1988 I was sent to Geneva as chief of the Canadian delegation to UNCTAD—that is a United Nations agency—to defend Canada's position on the brain drain issue. The paper I presented was very much like the views expressed here. To say whether the brain drain is hurtful or not depends upon the country and the occupation. In fact, a lot of developing countries were there who were demanding that Canada pay for the professionals we take. I was opposing that point of view at that particular forum.

Mr. Fee: But you cannot specifically tell me what countries might be hurt right now.

Dr. Samuel: It has not been studied in detail.

Mr. Heap: Mr. Chairman, could I ask if the presentation Professor Samuel gave at Geneva is available to us?

Dr. Samuel: Yes.

Mr. Heap: I would be very glad if that could be circulated to the committee, Mr. Chairman.

Mr. Fee: In the first part of your presentation you also asked whether the receiving society needs to do anything to make immigrants feel more welcome. Again, prior to my being elected, I was not aware of anything going on in the area of central Alberta to make immigrants feel welcome. I have been very pleased to find a number of groups who are working with immigrants to help teach them English, to work with the women and give them necessary skills to find employment. Usually these are other immigrant groups who are sponsoring them. I am really pleased that there are other non-immigrants who are helping. Can you give us any ideas as to how you can encourage our society to make immmigrants feel more welcome?

Dr. Samuel: I think we could look at the example of Australia in this respect. The Australian government has set up a group of residents in various places who are funded to welcome immigrants, to make them feel more

[Translation]

The Chairman: Are you talking of his opening remarks or of the second document?

M. Fee: Le deuxième.

The Chairman: We will have a copy sent to you.

M. Fee: Vous avez également parlé du fait que, dans certains cas, le Canada prend la crème des pays en voie de développement en choisissant les immigrants les plus instruits. Je sais que c'est un domaine où l'on peut trouver des preuves anecdotiques dans certains cas. Y a-t-il eu des études ou des statistiques sur le nombre de ces personnes qui viennent ici et sur les pays auxquels nous causons préjudice par notre politique d'immigration?

M. Samuel: Je ne crois pas que nous ayons réalisé une étude détaillée sur les pays auxquels nous causons préjudice ou sur ceux que nous aidons. En 1988, on m'a envoyé à Genève comme chef de la délégation canadienne à la CNUCED—il s'agit d'un organisme des Nations-Unies—pour défendre la position du Canada sur la question de l'exode des cerveaux. La communication que j'ai présentée ressemblait beaucoup aux opinions exprimées ici. Pour savoir si l'exode des cerveaux est préjudiciable ou non, il faut savoir de quel pays et de quelle profession il s'agit. En fait, beaucoup de pays en voie de développement exigeaient que le Canada paie pour les professionnels que nous prenons. Je m'opposais à ce point de vue à ce forum.

M. Fee: Mais vous ne pouvez pas me dire précisément à quels pays nous pourrions faire du tort à l'heure actuelle.

M. Samuel: Il n'y a pas eu d'étude détaillée.

M. Heap: Monsieur le président, est-ce que je peux demander si l'exposé du professeur Samuel à Genève peut nous être communiqué?

M. Samuel: Oui.

M. Heap: Je serais heureux que cela soit distribué aux membres du comité, monsieur le président.

M. Fee: Dans la première partie de votre exposé, vous demandez également si la société qui recoit les immigrants doit faire quelque chose pour que les immigrants se sentent mieux accueillis. Avant mon élection, je n'étais au courant d'aucune mesure dans le centre de l'Alberta pour que les immigrants se sentent bien accueillis. J'ai été très heureux de constater qu'il existe un certain nombre d'organismes qui travaillent auprès des immigrants pour aider à leur enseigner l'anglais, qui travaillent avec les femmes pour leur donner les compétences nécessaires pour trouver un emploi. D'ordinaire, il s'agit d'autres groupes d'immigrants qui les parrainent. Je suis vraiment heureux de constater qu'il y a aussi des non-immigrants qui oeuvrent dans ce domaine. Pouvez-vous nous donner des idées quant aux façons d'encourager notre société à mieux accueillir les immigrants?

M. Samuel: Je crois que nous pourrions prendre modèle sur l'Australie à cet égard. Le gouvernement australien a constitué un groupe de résidents en divers endroits et les subventionne pour qu'ils accueillent les

at home, to provide them with basic information on how Australian society works and how the immigrants could be made more comfortable. Therefore, what one can do is see the example of Australia, what it has done, and perhaps learn from that example.

Incidentally, Australia also does a very good job in the classroom. They have developed various types of material that is useful to teach young children about what immigration does. They have video tapes, they have other kinds of material available on this. Here again, that is something one could look at. I did not have time to say all this, but I am glad these things are coming out now.

Mr. Chadwick (Brampton—Malton): Dr. Samuel, you made some extremely interesting remarks in reference to the population, and you are right. We have been struggling in this committee and have talked on many occasions about the population in the three major cities, the magnet that the three main cities are to immigrants in this country.

• 1205

But I was a little disturbed that you said it was not really a problem. I would suggest to you that as far as Toronto is concerned, I think it is a serious problem. I do not believe the infrastructure in Toronto will be able to handle 5 million or 6 million people. There are already a lot of social problems and difficulties present in the city.

I live in Peel, which is part of the greater Toronto area, and in 20 years we have lost all of our class A farmland, just to build homes and industry for people who live in the area. It is tragic. The last bit of class A farmland that disappeared in the city of Brampton in the last couple of years created quite a dog fight in the city. Suddenly people realized that the last class A farmland that Brampton had was going to disappear for industry. It is gone.

When I look at Mississauga, going up Dixie Road, I realize that 20 years ago there were beautiful apple orchards and on the same land today are homes. Today the population in the area is around 2 million and you are projecting a population of 5 million in the year 2011. How will we sustain ourselves in the future? How do we keep the values we have?

I think it is a serious problem in the the city of Toronto. Vancouver and Montreal are also faced with this problem. I think we have to take a good look at what we are doing. We cannot just agree to the fact that more immigrants will settle in Toronto, Montreal, and Vancouver. We have to do something about it. Has anyone ever thought about a bonus system to settle in certain areas of the country, for example?

[Traduction]

immigrants, les mettent à l'aise, leur fournissent des renseignements de base sur le fonctionnement de la société australienne et sur la façon d'aider les immigrants. Ainsi, nous pouvons peut-être prendre exemple sur ce que l'Australie a fait.

En passant, l'Australie fait également du très bon travail dans le domaine de l'éducation. Ils ont mis au point divers matériaux pédagogiques qui sont utiles pour renseigner les jeunes enfants sur l'immigration. Ils ont des bandes vidéo, d'autres matériaux aussi. C'est là aussi quelque chose à quoi nous pourrions songer. Je n'ai pas eu le temps de dire tout cela, mais je suis heureux qu'on en parle maintenant.

M. Chadwick (député de Brampton—Malton): Monsieur Samuel, vous avez présenté des remarques très intéressantes en ce qui concerne la population, et vous avez raison. Nous avons fait face à ce problème dans ce comité et nous avons parlé à de nombreuses reprises de la population des trois grandes villes, du rôle d'attraction que constituent ces trois grandes villes pour les immigrants.

Mais j'ai été un peu troublé quand vous avez dit que ce n'était pas vraiment un problème. Selon moi, en ce qui concerne Toronto, j'estime que c'est un problème grave. Je ne crois pas que l'infrastructure de Toronto puisse faire face à cinq ou six millions de personnes. Il y a déjà beaucoup de problèmes sociaux et de difficultés dans la ville.

J'habite Peel, qui fait partie de la zone métropolitaine de Toronto, et en 20 ans nous avons perdu toutes nos terres agricoles de classe A, pour construire des maisons et des industries pour les gens qui habitent dans la région. C'est tragique. La dernière terre agricole de classe A qui a disparu dans la ville de Brampton il y a quelques années a suscité une lutte acerbe dans la ville. Tout à coup, on s'est rendu compte que la dernière terre de classe A de Brampton allait disparaître au profit de l'industrie. C'est maintenant chose faite.

Quand je pense à Mississauga, à Dixie Road, je me rends compte qu'il y a 20 ans il y avait de magnifiques vergers et qu'aujourd'hui ces terres sont occupées par des maisons. Aujourd'hui la population de la région est d'environ deux millions et on projette une population de cinq millions pour l'an 2011. Comment arriverons-nous à nous maintenir à l'avenir? Comment conserver nos valeurs?

J'estime que c'est un problème grave dans la ville de Toronto. Vancouver et Montréal font également face à ce problème. Je crois qu'il nous faut réfléchir soigneusement à ce que nous faisons. Nous ne pouvons tout simplement accepter le fait que de plus en plus d'immigrants s'établiront à Toronto, à Montréal et Vancouver. Il nous faut faire quelque chose. A-t-on par exemple pensé à un système de prime pour ceux qui s'établissent dans certaines régions du pays?

I heard one member of the committee indicate that he would like to have immigrants in his area. They go to his area but they do not stay. That tells me we are not offering them an incentive to stay in those particular areas and perhaps we should. We used to have immigrants come to this country and pioneer an area and those areas of the country have become very rich. Why have we not thought of some type of bonus system to settle in Moose Jaw or to settle in Welland or some other place?

You said the potential for immigration in this country is great. Are you taking into consideration that more than 80% of our population lies within a band 100 miles from the United States boundary? You and other people may be looking at Canada as a whole, saying the potential for immigration is great. But Canadian people over the years, since the inception of this country, have decided that there is one band of the country in which they will live. Are you taking a look at that part? I recall one individual who came here and compared our country with the Netherlands for population. He said we should be looking at that.

The Netherlands is populated from coast to coast. We do not do that in this country. But that is the kind of density we have in Toronto and Vancouver and Montreal or that band of the country which we do live in. There may be, I do not know, an inhabitable area of this country, in terms of what we can afford to do to live in this country.

I wonder whether they have ever considered the bonus system in order to encourage people to settle in a certain area, or have they looked at that type of immigration? As you said, potential for immigration is great. I am not so sure we are now running out of room for immigration. Could you comment on that, Dr. Samuel?

• 1210

Dr. Samuel: I would be very pleased to do that. I do not think I made a statement that there is no serious problem in Toronto. What I said is that one view is that Toronto is not New York yet and another view is that the problem will find its own solution. Then I suggested we could have a system of economic incentives and disincentives.

I agree with you that overcrowding is a problem, loss of farmland is a problem. I would not dispute those at all. I came first to Toronto in 1961, and I know what the difference is between Toronto in 1961 and Toronto in 1990. Therefore, I am very well aware of what you are saying. Nevertheless, if you suggest that we should have a bonus system to help immigrants to settle in some areas, it could lead to resentment, because the native born people might say, I have been living in this country for so long and nobody gave me any money to go anywhere or not to go anywhere, and now these newcomers are coming here and you are giving them money. That could probably

[Translation]

Un des membres du Comité a déclaré qu'il aimerait avoir des immigrants dans sa région. Ils s'y rendent, mais n'y restent pas. Je comprends par là que nous ne leur offrons pas d'encouragement pour demeurer dans cette région et peut-être devrions-nous le faire. Autrefois, des immigrants venaient ici faire oeuvre de pionniers dans telle ou telle région, et ces régions du pays sont devenues très riches. Pourquoi n'avons-nous pas pensé à un quelconque système de prime pour ceux qui s'établissent à Moose Jaw, à Welland, ou ailleurs?

Vous avez dit que le potentiel d'immigration dans ce pays est considérable. Tenez-vous compte du fait que plus de 80 p. 100 de notre population habite à moins de 100 milles de la frontière américaine? Vous, comme d'autres, voyez l'ensemble du Canada et vous dites que le potentiel d'immigration est considérable. Mais depuis la création du pays, les Canadiens ont décidé d'habiter une étroite bande de pays? Est-ce que vous examinez cette partie du pays? Je me souviens d'un témoin qui a comparé notre pays aux Pays Bas en ce qui concerne la population. Selon lui, nous devrions étudier cela.

Les Pays Bas sont peuplés de façon très dense. Ce n'est pas ce que nous faisons dans notre pays. Mais c'est la densité que nous avons à Toronto, à Vancouver et à Montréal, ou dans ce ruban de pays que nous habitons effectivement. Il pourrait y avoir, je n'en sais rien, une région inhabitable du pays, quant à ce que nous avons les moyens de faire pour habiter dans ce pays.

Je me demande si on a déjà songé au système de prime pour encourager les gens à s'établir dans une région donnée ou si l'on a étudié ce genre d'immigration. Comme vous l'avez dit, le potentiel d'immigration est considérable. Je ne suis pas si certain que cela que nous ayons encore de la place pour l'immigration. Pourriezvous nous donner votre point de vue là-dessus, monsieur Samuel?

M. Samuel: Je serais ravi de le faire. Je ne crois pas avoir dit qu'il n'y a pas de problèmes graves à Toronto. Ce que j'ai dit, c'est qu'on peut considérer que Toronto n'est pas New York et qu'on peut aussi considérer que le problème trouvera sa propre solution. Puis j'ai proposé un système de mesures économiques d'incitation et de dissuasion.

Je connais le problème que pose le surpeuplement et la perte des terres agricoles. J'en conviens tout à fait. Je suis venu pour la première fois à Toronto en 1961 et je sais quelle différence il y a entre le Toronto de 1961 et celui de 1990. Je comprends très bien ce que vous dites. Néanmoins, si vous vous proposez un système de prime pour aider les émigrants à s'établir dans certaines régions, cela pourrait entrainer un certain ressentiment, car les Canadiens d'origine pourraient dire: «J'habite ce pays depuis nombre d'années et personne ne m'a donné d'argent pour aller quelque part ou pour ne pas aller ailleurs, et voici que ces nouveaux arrivants se présentent

create problems. Therefore, I am not entirely sure that a direct bonus system applicable only to immigrants is a workable idea.

Mr. Chadwick: I did not say only to immigrants.

Dr. Samuel: Okay. But this is where the income tax system is really a bonus system, then, is it not? To reduce income taxes in some areas and perhaps increase it marginally in some areas is the same idea.

I do not think I ever said that Canada has a great potential for immigration. What I said is foreign people abroad perceive Canada as a country for immigration because they see opportunities here.

Also, you quoted Morton Weinfeld who talked about the Netherlands, who said, looking at a hundred miles within the borders of the United States, that if they settled that land at the density of Holland they could settle 400 million people. But then he added that he is not advocating that 400 million people be settled. One has to maintain a balance. That is one extreme that I do not think anybody is going to advocate. On the other extreme we have 26 million people and very soon Mexico City alone is going to catch up with our population. They are about 20 million now, and in a few years one city will have our population. We need to think about that.

What I would suggest is we maintain a balance, not just go one way or the other. I quote Stephen Leacock, the humourist, who said "many a man falls in love with a dimple and then makes the mistake of marrying the whole girl". We cannot have a policy based on just one aspect. It has to be very well balanced.

Mr. Koury (Hochelaga—Maisonneuve): Dr. Samuel, most of the questions have been asked. But as you know, Montreal, Toronto, and Vancouver are always in competition with one another. Maybe Toronto is not, but Montreal is. You mentioned there would be somewhere in the vicinity of 5.2 million by the year 2011, but you do not mention Montreal or Vancouver. How would that affect those two as of 1990 against 2011?

Dr. Samuel: I did not mention Montreal or Vancouver because I did not have access to a study of that nature. I came across a provincial study that indicated this to me, and that is the figure I used. I have not seen any study on the other two cities.

• 1215

Nevertheless, it is fairly easy to forecast that those cities will grow tremendously assuming there is immigration. But at the same time I have no numbers to quote. To a certain extent Vancouver is likely to grow much more rapidly, because of the better weather conditions there. As you know, the Canadian population is aging and older

[Traduction]

et que vous leur donnez de l'argent.» Cela pourrait certes créer des problèmes. C'est pourquoi je ne suis pas convaincu qu'un système de prime directe offerte uniquement aux immigrants puisse fonctionner.

M. Chadwick: Je n'ai pas dit seulement aux immigrants.

M. Samuel: D'accord. Mais le régime de l'impôt sur le revenu est en fait un régime de prime, n'est-ce pas? Réduire l'impôt sur le revenu dans certaines régions et peut-être l'augmenter légèrement dans certaines autres reviendrait au même.

Je ne crois pas avoir jamais dit que le Canada présente un potentiel considérable pour l'immigration. Ce que j'ai dit c'est que les étrangers perçoivent le Canada comme un pays d'immigration parce qu'ils y voient des possibilités.

Vous avez aussi cité Morton Weinfeld qui parlait des Pays-Bas et qui a dit, en parlant des 100 milles qui bordent les États-Unis, que si ces terres étaient peuplées à la même densité que la Hollande, elles pourraient accueillir 400 millions de personnes. Mais il ajoutait qu'il ne préconisait pas d'y établir 400 millions de personnes. Il faut maintenir un certain équilibre. C'est une position extrême que, selon moi, personne ne préconisera. À l'autre extrême, nous comptons 26 millions d'habitants et bientôt la seule ville de Mexico va nous rattraper. Il y a déjà environ 20 millions d'habitants à Mexico, et dans quelques années une seule ville aura la même population que nous. Il nous faut réfléchir à cela.

Ce que je propose, c'est de maintenir l'équilibre, de ne pas aller uniquement dans un sens ou dans l'autre. Permettez-moi de citer l'humoriste Stephen Leacock qui a dit «beaucoup d'hommes tombent amoureux d'une fossette, puis font l'erreur d'épouser la fille au complet». Nous ne pouvons avoir une politique fondée sur un seul aspect. Elle doit être très bien équilibrée.

M. Koury (député d'Hochelaga—Maisonneuve): Monsieur Samuel, la plupart des questions ont déjà été posées. Mais comme vous le savez, Montréal, Toronto et Vancouver sont toujours en concurrence entre elles. Peut-être pas Toronto, mais Montréal certainement. Vous avez dit qu'il y aurait environ 5,2 millions d'habitants en l'an 2011 à Toronto, mais vous n'avez pas parlé de Montréal ou de Vancouver. Quelle serait la population de ces deux villes en 2011?

M. Samuel: Je n'ai pas parlé de Montréal ou de Vancouver parce que je n'avais pas accès à une étude de cette nature. J'ai découvert une étude provinciale qui traitait de cela, et c'est le chiffre que j'ai utilisé. Je n'ai vu aucune étude sur les deux autres villes.

Néanmoins, il est assez facile de prévoir que ces villes connaîtront une très forte croissance, en supposant qu'il y ait une certaine immigration. Mais je n'ai pas de chiffre à donner. Dans une certaine mesure, Vancouver a plus de chance de croître plus rapidement, parce que le climat y est meilleur. Comme vous le savez, la population

people prefer warmer climates. There is a move from the colder regions of Canada towards the west, and I assume this will continue.

Mr. Koury: Are you mentioning in comparison with Toronto or that it will grow faster because of the climate? Are you saying faster than Toronto, greater than Toronto?

Dr. Samuel: I have no figures on that.

Mr. Koury: It has been in many of the studies we have gone through and the witnesses we have heard that Canada by the year 2025 or 2035 should be somewhere in the vicinity of 30 million or 35 million, but Professor Weinfield seems to have a more accurate figure closer to 40 million.

One thing I cannot understand is how you can define that your growth is rapid from here to 2025 and then on a decline to well below what it is now by the year 1985-86, that it should decline to approximately 18 million. I am asking you this. I did not hear you say that, but I am sure you are aware of that particular situation.

Dr. Samuel: Right. If we have no immigration at all from now on then our population will start declining by 2011. If we have immigration, then, depending upon the immigration, that population decline will be delayed and perhaps the population will grow. Our fertility rate is only 1.7 and replacement fertility is 2.1; therefore there is a shortfall there.

But at the same time, it is very hard to say what the optimum population of Canada should be. Some people say that if there is an underpopulation and an overpopulation that would be somewhere in between an optimum population, but we have not done any studies on that.

The only study I have come across, An Optimum Population for Canada, was done in 1933. Of course the kinds of numbers you mentioned have been mentioned before. Prime Minister Laurier thought the total population of Canada should be 100 million. Prime Minister Diefenbaker said the same, and at least two Ministers of Immigration, Bryce Mackasey and Otto Lang, thought Canada should have a population of 50 million. Therefore a variety of numbers have been thrown around, but nobody has proved what is the best for Canada.

Mr. Koury: You mentioned that you would increase from 5 billion by an extra billion by the turn of the century.

Dr. Samuel: Yes.

Mr. Koury: I read an article a few weeks ago that said we should increase by—and I forget what the year was—3 billion, I guess maybe in the middle of the next century. With all these increases, is that a Third World problem? If

[Translation]

canadienne vieillit et les personnes âgées préfèrent les climats plus doux. On quitte les régions froides du Canada en direction de l'ouest, et je suppose que ce mouvement se maintiendra.

M. Koury: Comparez-vous Vancouver à Toronto ou dites-vous qu'elle croîtra plus vite à cause du climat? Dites-vous que Vancouver se développera plus vite que Toronto, ou dépassera Toronto?

M. Samuel: Je n'ai pas de chiffre là-dessus.

M. Koury: Selon bon nombre d'études que nous avons vues et bon nombre des témoins que nous avons entendus, d'ici l'an 2025 ou 2035 le Canada devrait compter aux environs de 30 à 35 millions d'habitants, mais le professeur Weinfield semble proposer un chiffre plus précis qui se rapproche davantage de 40 millions.

Toutefois, je ne peux pas comprendre comment vous pouvez dire que la croissance sera rapide d'ici à 2025 puis chutera à un chiffre bien inférieur à ce qu'il est actuellement pour l'année 1985-1986, que la population passera à environ 18 millions d'habitants. C'est la question que je vous pose. Je ne vous ai pas entendu dire cela, mais je suis certain que vous êtes au courant de cette situation.

M. Samuel: Oui. Si nous n'avons aucune immigration que ce soit à compter de maintenant, notre population commencera à diminuer à compter de l'an 2011. S'il y a immigration, la baisse de population sera retardée et peut-être y aura-t-il croissance démographique. Notre taux de fécondité n'est que de 1,7 tandis que le taux nécessaire au remplacement est de 2,1; il y a donc un manque à gagner.

Mais par ailleurs il est très difficile de dire quelle devrait être la population optimale du Canada. D'après certaines personnes, s'il y a une sous-population et une surpopulation, il devrait y avoir quelque part entre les deux une population optimale, mais n'avons pas fait d'étude là-dessus.

La seule étude que je connaisse, intitulée An Optmium Population for Canada a été réalisée en 1933. Bien sûr, les chiffres dont vous parlez ont déjà été mentionnés. Le premier ministre Laurier estimait que la population globale du Canada devrait être de 100 millions d'habitants. Le premier ministre Diefenbaker a dit la même chose, et au moins deux ministres de l'Immigration, Bryce Mackasey et Otto Lang, visaient une population de 50 millions. Divers chiffres ont été avancés, mais personne n'a démontré quelle serait la population optimale du Canada.

M. Koury: Vous avez dit que la population mondiale passera à cinq milliards d'habitants d'ici le tournant du siècle.

M. Samuel: Oui.

M. Koury: J'ai lu un article il y a quelques semaines selon lequel nous devrions augmenter d'ici—j'ai oublié quelle année—de trois milliards, peut-être pour le milieu du siècle prochain. Est-ce que toutes ces augmentations

we are decreasing here but there are going to be 3 billion more, we are going to end up with 8 billion somewhere but here we are decreasing. So there must be some misconception of something.

• 1220

Dr. Samuel: I have done some work in those areas before. In my previous incarnation I was studying family planning, population control and that sort of thing. Therefore I am pretty sure there are things we as a nation can do to help the developing countries to slow down their population growth.

Several countries have initiated measures on their own to control population growth. We could perhaps help them by giving aid, which we are doing already, and perhaps accelerating that kind of help, assuming we have no serious political problems. I know there is a certain point of view that we should not help fund family planning programs.

Nevertheless, if we do not, we are going to have a much bigger problem down the road. Therefore I guess these are things that fall into another area, namely the foreign aid area.

Le président: Docteur Samuel, en 1988 vous avez été promu chef de la politique démographique au Canada. À votre avis, pour les années 1991 à 1995, quel devrait être le taux d'immigration au Canada pour que cela soit vraiment à l'avantage du pays? Comment répartiriez-vous l'entrée de ces différents immigrants en les classant, par exemple, dans la catégorie de la famille, dans celle des réfugiés qui sont acceptés pour des raisons humanitaires ou encore dans celle des indépendants? Comment voyez-vous cette distribution?

Dr. Samuel: Mr. Chairman, I am not sure whether I should get into this or not because I am not the chief of demographic policy any more. Therefore I think it would be rather inappropriate for me to comment on that.

Le président: Si vous ne voulez pas le faire en tant qu'ancien chef de la politique démographique, vous pouvez au moins me donner votre idée en tant que sociologue.

Dr. Samuel: Yes, probably. As an academic, I may comment on that. It is very difficult to establish a certain rate without hiring the necessary support services there. If we establish a certain rate of growth of immigration and if we do not have the support services, including the public education program I mentioned, I think we will be looking forward to some trouble.

Therefore most sociologists, economists and political scientists believe we should raise immigration levels, but at the same time they are all pointing out that we need to have sufficient support services and public education

[Traduction]

constituent un problème du Tiers monde? Si nous diminuons ici tandis qu'il y aura trois milliards d'humains de plus, un jour il y aura huit milliards quelque part tandis qu'ici nous diminuerons. Il doit y avoir une erreur, que sais-je.

M. Samuel: J'ai fait certains travaux dans ce domaine antérieurement. Dans une incarnation précédente, j'ai étudié la planification familiale, le contrôle de la population, des choses de ce genre. Je suis donc certain qu'il y a des choses que le Canada peut faire pour aider les pays en voie de développement à ralentir leur croissance démographique.

Plusieurs pays ont mis sur pied des mesures pour contrôler la croissance démographique. Nous pourrions peut-être être utile en leur donnant de l'aide, ce que nous faisons déjà, et peut-être en accélérant l'aide de ce genre, en supposant que nous n'ayons pas de graves problèmes politiques. Je sais que certains soutiennent que nous ne devrions pas aider à financer un programme de planification familiale.

Néanmoins, si nous ne le faisons pas, nous ferons face à un problème beaucoup plus important plus tard. Je suppose donc qu'il y a des mesures qui appartiennent à un autre domaine, soit à celui de l'aide aux pays en développement.

The Chairman: Dr. Samuel, in 1988 you were promoted chief of demographic policy in Canada. In your opinion, for the years 1991 to 1995, what should be the immigration rate in Canada to really benefit the country? How would you allocate the arrival of these various immigrants, classifying them, for instance, in the family category, in the category of refugees who are accepted for humanitarian reasons or in the category of independent? How do you see this distribution?

M. Samuel: Monsieur le président, je ne sais si je devrais aborder ce sujet, car je ne suis plus chef de la politique démographique. J'estime donc qu'il ne conviendrait pas que je me prononce là-dessus.

The Chairman: If you don't want to do it as former chief of demographic policy, you can at least give me your idea as a sociologist.

M. Samuel: Oui, probablement. À titre d'universitaire, je pourrais parler de cela. Il est très difficile de fixer un certain taux sans engager les services de soutien nécessaires. Si nous fixons un certain taux de croissance de l'immigration et si nous n'avons pas l'infrastructure requise y compris le programme d'éducation publique dont j'ai parlé, je crois que nous éprouverons des difficultés.

C'est pourquoi la plupart des sociologues, des économistes et des politicologues estiment que nous devrions augmenter le niveau de l'immigration, mais en même temps ils soulignent tous qu'il nous faut des

programs out there. If you increase immigration without all that, then you are inviting problems.

I think we should be very careful in doing so. Even then, to what extent can you increase immigration? It has to be very well planned. If you look at Canada's immigration in the past, we have had a well-planned immigration policy, at least better planned than that of most other governments. Certain other governments, when they did not plan immigration at all, got into trouble. In the U.K. in the 1960s and 1970s, for example, thousands of people poured in. They had no particular selection system. They all came waving U.K. passports. See what happened as a result. There was a lot of turmoil.

To a certain extent it happened in Holland too. In Holland, I am told the unemployment rate of visible minorities is double the unemployment rate of non-visible populations there. So far I think we have done well. I am therefore hesitant to say that we should have a very large number come in every year or increase it in such a way that we do not have to look at the social consequences of all that.

I am all for a balanced kind of level. I will not be one to say to increase it phenomenally, especially if you do not have the support services.

• 1225

Le président: Avez-vous une idée de ce que devrait être la répartition par catégories: famille, réfugiés, indépendants?

Dr. Samuel: Yes. I think that depends to a certain extent on the people who sponsor family class. For example, if you look at the family class and the proportion in the population, it has been as high as 40% in the early 1980s. Now it has come down to 32%, not because of any restriction on family class but because there has been an increase in the other classes, especially the independent immigrants. Independent immigrants are over 50% of the total now.

To me and also to the refugees it seems we have a fairly healthy balance now. My personal view is that we cannot increase refugee inflow very significantly, although probably some marginal increase is all right. If you increase it very significantly, we have to allocate a lot more money for that. It costs on average \$8,500 to settle a refugee who does not know the official language in Canada.

Now, one could say that if you spend the \$8,500 in a refugee camp, you can help a lot more than one person. Therefore, if your aim is to do maximum good to the maximum number of people, it is not a great thing to bring them all here, you can do a lot abroad. However, there are people who need to be helped but cannot be helped in the refugee camps; perhaps they could be

[Translation]

services de soutien suffisants et des programmes d'éducation publique. Si vous augmentez l'immigration sans cela, vous provoquez des problèmes.

J'estime que nous devrions être très prudents. Même augmenter dans quelle mesure peut-on l'immigration? Cela doit être très bien planifié. Dans le passé, nous avons eu une politique d'immigration bien planifiée, en tout cas mieux planifiée que celle de la Certains gouvernements. autres plupart des gouvernements qui n'ont fait aucune planification de l'immigration ont connu des difficultés. Au Royaume-Uni, dans les années 60 et 70, des milliers de personnes sont arrivées. Il n'y avait aucun système de sélection. Les immigrants avaient tous des passports britanniques. Vous savez le résultat. Il y a eu des troubles.

Dans une certaine mesure, cela s'est produit aussi en Hollande. On dit qu'en Hollande le taux de chômage des minorités visibles est le double du taux de chômage du reste de la population. Jusqu'ici, je crois que nous nous en tirons bien. C'est pourquoi j'hésite à dire qu'il nous faudrait faire entrer un grand nombre de personnes chaque année ou augmenter le nombre des immigrants sans tenir compte des conséquences sociales.

Je suis en faveur de l'équilibre. Je ne dirais pas qu'il faut augmenter énormément l'immigration, surtout si nous n'avons pas les services de soutien.

The Chairman: Have you any idea what the distribution should be by category: families, refugees, independents?

M. Samuel: Oui. Je crois que cela dépend dans une certaine mesure des gens qui parrainent les familles. Par exemple, la catégorie des familles a atteint jusqu'à 40 p. 100 en proportion de la population au début des années 1980. Le pourcentage a maintenant chuté à 32 p. 100, non pas à cause de restrictions imposées à cette catégorie, mais parce qu'il y a eu augmentation des autres, particulièrement celles des immigrants indépendants. Les immigrants indépendants représentent maintenant plus de 50 p. 100 du total.

Quant à moi, et aussi quant aux réfugiés, il semble que nous avons actuellement un équilibre assez sain. Mon avis personnel est que nous nous ne pouvons accroître très considérablement le flux des réfugiés, bien qu'une augmentation légère soit probablement acceptable. Si l'augmentation est très considérable, il nous faut consacrer beaucoup plus d'argent à cela. Il en coûte en moyenne 8,500\$ pour établir un réfugié qui ne connaît pas la langue officielle du Canada.

On pourrait dire que si l'on dépense les 8,500\$ dans un camp de réfugiés, on peut aider beaucoup plus qu'une personne. Donc, si le but est de faire le maximum de bien au nombre maximum de gens, ce n'est pas une bonne idée de les amener tous ici, on peut faire beaucoup à l'étranger. Cependant, il y a des gens qui ont besoin d'aide mais qu'on ne peut aider dans les camps de réfugiés.

resettled in a third country. I guess our humanitarian approach should be such that we should make provision for that.

In terms of the balance, I would not think there is anything very wrong with the current approach. If we look at business immigrants, they are bringing in capital. Business immigrants brought in \$3.2 billion or so in 1988 and they created jobs. When critics tell you that immigrants are taking jobs, you can add up the total number of jobs created and tell them that is not true. On the whole, immigrants make more jobs than they take, partly because of business immigrants.

This is where I would stress the need for a balance. There is no need to push ahead with just one area, because I think we have a fairly good program, which is working, and I do hope we will keep that program that way.

Mr. Johnson: Mr. Chairman, on a small point of order, I want to note that we continued hearing the witness after opposition members had left. My understanding is that it is a rule of this committee that we have a member of the opposition present. I am sure it was with their permission, but we might want to look at the rule and make sure it just says we cannot begin to hear witnesses unless a member of the opposition is present. I have noticed a couple of times when members of the opposition have left during the questioning of a witness. I want to make sure we are doing things appropriately.

Le président: C'est une bonne remarque, monsieur Johnson. Si je ne me trompe, ce qui est important, c'est qu'un membre de l'opposition soit présent lorsqu'on commence à entendre le témoin. Ultérieurement, nous pouvons continuer nos travaux. Donc, il n'y a pas de problème de ce côté-là.

Monsieur Samuel, je tiens à vous remercier beaucoup. Ce fut très intéressant, et je pense que cela va nous aider dans nos travaux futurs.

Dr. Samuel: Thank you very much.

Le président: La séance est levée.

[Traduction]

Peut-être pourraient-ils être relocalisés dans un autre pays. Je crois que notre approche humanitaire devrait permettre cela.

En ce qui concerne l'équilibre, je ne crois pas que la démarche actuelle présente des défauts graves. Les immigrants entrepreneurs amènent des capitaux. Ils ont amené 3,2 milliards de dollars environ en 1988 et ils ont crée des emplois. Quand on vous dit que les immigrants prennent des emplois, vous pouvez aditionner le nombre total d'emplois créés et leur dire que c'est faux. Dans l'ensemble, les immigrants créent beaucoup plus d'emplois qu'ils n'en prennent, surtout à cause des immigrants entrepreneurs.

C'est pour cela que je mets l'accent sur la nécessité de l'équilibre. Il ne faut pas aller de l'avant dans un seul domaine, car j'estime que nous avons un programme assez bon, qui fonctionne, et j'espère que nous ne le modifierons pas.

M. Johnson: Monsieur le président, j'invoque le Règlement pour une question mineure. Je désire faire remarquer que nous avons continué d'entendre le témoin après le départ des députés de l'opposition. Je crois savoir que le Règlement du comité exige la présence d'un député de l'opposition. Je suis certain que nous avions leur permission, mais il serait peut-être bon de revoir le Règlement et de nous assurer qu'il dispose uniquement que nous ne pouvons commencer à entendre les témoins sans la présence d'un député de l'opposition. J'ai constaté à quelques reprises que les députés de l'opposition sont partis pendant l'interrogation d'un témoin. Je voudrais être certain que nous respectons le Règlement.

The Chairman: That is a good remark, Mr. Johnson. If I understand correctly, the important thing is that a member of the opposition be present when we begin to hear the witness. Afterwards, we can continue our business. So there is no problem on that side.

Mr. Samuel, I wish to express our considerable gratitude. It was very interesting and I think that will help us in our future work.

M. Samuel: Merci beaucoup.

The Chairman: The meeting is adjourned.













If undelivered, return COVER ONLY to.
Canadian Government Publishing Centre,
Supply and Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9
En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à
Centre d'édition du gouvernement du Canada,
Approvisionnements et Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9

WITNESS

From Carleton University:

Dr. John Samuel, Adjunct professor of Sociology and Anthropology.

TÉMOIN

De l'Université Carleton:

M. John Samuel, Professeur adjoint en sociologie et en anthropologie.

REPRINT

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 27

Wednesday, March 28, 1990

Chairman: Jean-Pierre Blackburn

RÉIMPRESSION

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule nº 27

Le mercredi 28 mars 1990

Président: Jean-Pierre Blackburn

Minutes of Proceedings and Evidence of the Standing Committee on

Procès-verbaux et témoignages du Comité permanent du

Labour, Employment and Immigration

Travail, de l'Emploi et de l'Immigration

RESPECTING:

Main Estimates 1990–91 (Vote 30 under Employment and Immigration) (Immigration and Refugee Board of Canada)

CONCERNANT:

Prévisions budgétaires 1990-91 (Crédit 30 sous la rubrique Emploi et Immigration) (Commission de l'Immigration et du Statut de réfugié du Canada)

WITNESSES:

(See back cover)

TÉMOINS:

(Voir à l'endos)



Second Session of the Thirty-fourth Parliament, 1989–90

Deuxième session de la trente-quatrième législature, 1989-1990

STANDING COMMITTEE ON LABOUR, EMPLOYMENT AND IMMIGRATION

Chairman: Jean-Pierre Blackburn Vice-Chairman: Dave Worthy

Members

Edna Anderson Warren Allmand Harry Chadwick Doug Fee Dan Heap Al Johnson Allan Koury Sergio Marchi Gilbert Parent George Proud Cid Samson Jacques Vien—(14)

(Quorum 8)

Monique Hamilton

Clerk of the Committee

COMITÉ PERMANENT DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE L'IMMIGRATION

Président: Jean-Pierre Blackburn Vice-président: Dave Worthy

Membres

Edna Anderson Warren Allmand Harry Chadwick Doug Fee Dan Heap Al Johnson Allan Koury Sergio Marchi Gilbert Parent George Proud Cid Samson Jacques Vien—(14)

(Quorum 8)

Le greffier du Comité

Monique Hamilton

Published under authority of the Speaker of the House of Commons by the Queen's Printer for Canada.

Publié en conformité de l'autorité du Président de la Chambre des communes par l'Imprimeur de la Reine pour le Canada.

MINUTES OF PROCEEDINGS

WEDNESDAY, MARCH 28, 1990 (33)

[Text]

The Standing Committee on Labour, Employment and Immigration met at 3:32 o'clock p.m. this day, in Room 705, 151 Sparks Street, the Chairman, Jean-Pierre Blackburn, presiding.

Members of the Committee present: Edna Anderson, Jean-Pierre Blackburn, Harry Chadwick, Doug Fee, Dan Heap, Al Johnson, Allan Koury and Sergio Marchi.

Other Member present: George Baker.

In attendance: From the Library of Parliament: Kevin Kerr and Margaret Young, Research Officers.

Witnesses: From the Immigration and Refugee Board of Canada: G. Fairweather, Chairman; V.P. Harder, Executive Director; Firdaus Kharas, Assistant Deputy Chairman, Backlog; Gerry Stobo, Assistant Director, Legal Services.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference from the House dated Thursday, February 22, relating to the Main Estimates 1990–1991. (See *Minutes of Proceedings and Evidence*, dated Wednesday, March 14, 1990, Issue No. 21).

By unanimous consent, the Chairman called Vote 30 under EMPLOYMENT and IMMIGRATION.

Gordon Fairweather made a statement and with the other witnesses, answered questions.

At 5:30 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

Monique Hamilton

Clerk of the Committee

PROCÈS-VERBAL

LE MERCREDI 28 MARS 1990

[Traduction]

Le Comité permanent du travail, de l'emploi et de l'immigration se réunit aujourd'hui à 15 h 32, dans la pièce 705 au 151, rue Sparks, sous la présidence de Jean-Pierre Blackburn (président).

Membres du Comité présents: Edna Anderson, Jean-Pierre Blackburn, Harry Chadwick, Doug Fee, Dan Heap, Al Johnson, Allan Koury et Sergio Marchi.

Autre député présent: George Baker.

Aussi présents: De la Bibliothèque du Parlement: Kevin Kerr et Margaret Young, attachés de recherche.

Témoins: De la Commission de l'Immigration et du Statut de réfugié du Canada: G. Fairweather, président; V.P. Harder, directeur exécutif; Firdaus Kharas, vice-président adjoint, Service de l'Arriéré; Gerry Stobo, directeur intérimaire, Services légaux.

Conformément à son ordre de renvoi en date du jeudi 22 février 1990, le Comité reprend l'étude du Budget des dépenses principal de 1990-1991 (voir les Procès-verbaux et témoignages du mercredi 14 mars 1990, fascicule n° 21).

Du consentement unanime, le président appelle le crédit 30 sous la rubrique EMPLOI ET IMMIGRATION.

Gordon Fairweather fait un exposé puis, avec les autres témoins, répond aux questions.

A 17 h 30, le Comité s'ajourne jusqu'à nouvelle convocation du président.

La greffière du Comité

Monique Hamilton

EVIDENCE

[Recorded by Electronic Apparatus]

Wednesday, March 28, 1990

• 1533

Le président: À l'ordre!

Je souhaite la bienvenue à nos témoins, M. Fairweather, président de la Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada, et M. Harder, qui en est le directeur exécutif.

Nous avons déjà eu l'occasion de vous recevoir et certainement qu'aujourd'hui encore, les membres du Comité auront beaucoup de questions à propos de la Loi C-55, de l'arriéré de réfugiés, de ce qui se passe à Gander, du jugement du juge Jerome et des nouvelles directives qui ont été données aux différents fonctionnaires qui analysent le cas de chacun des réfugiés.

Je souhaite donc la bienvenue à MM. Fairweather et Harder. Vous accompagnent aussi différents témoins que vous souhaiterez sans doute nous présenter au fur et à mesure que l'occasion se présentera. Comme vous avez sûrement un allocution d'introduction à faire, allocution dont nous avons déjà le texte, monsieur Fairweather, vous avez la parole.

Mr. Gordon Fairweather (Chairman, Immigration and Refugee Board of Canada): Thank you, Mr. Chairman. As you mentioned, with us is Mr. Peter Harder, the executive director; Mr. Firdaus Kharas, assistant deputy chairman in charge of what is called the backlog; Mr. Terry Hickey, director general, finance and personnel; Mr. Jerry Robbins, operations; our acting head of legal services, Gerry Stobo; Sharon Rusu, acting chief of the research branch; and Mr. Graham Howell, director of the documentation centre.

• 1535

There are other staff members, but rather than take up time with a rather lengthy list I will just go on and highlight the hand-out, if it pleases the committee. When I was a deputy myself I used to worry about people who came to committees and took up a good part of the committee's time with long presentations. You will have the presentation highlighted by me, but not read to you. This is an assumption I make that everybody will of course read what is in the statement.

Having said that, Mr. Chairman, I am delighted to be here to report on what has been really a very extraordinary first year of operations of the Immigration and Refugee Board. I submit that the board and its staff have made significant progress since I appeared before this committee just about a year ago.

Progress has occurred in an extraordinary time in the history of the world, with changes that are obvious in eastern Europe, in Africa, in the small and sad country of Lebanon, in the People's Republic of China, and throughout Central

[Translation]

TÉMOIGNAGES

[Enregistrement électronique]

Le mercredi 28 mars 1990

The Chairman: Order, please!

I would like to welcome our witnesses, Mr. Fairweather, Chairman of the Immigration and Refugee Board of Canada, and Mr. Harder, the Executive Director.

We have already had an opportunity to hear you and I am sure, again today, that the members of the Committee will have many questions about Bill C-55, the refugee backlog, the situation in Gander, the ruling of Mr. Justice Jerome and the new instructions given to the officers who analyze the case of individual refugees.

I would therefore like to welcome Mr. Fairweather and Mr. Harder. You are also accompanied by various witnesses whom you will probably want to introduce as we go along. Since you certainly have some opening remarks –the text has already been distributed –the floor is yours, Mr. Fairweather.

M. Gordon Fairweather (président, Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada): Merci, monsieur le président. Je suis en effet accompagné de M. Peter Harder, directeur exécutif; de M. Firdaus Kharas, vice-président adjoint chargé de l'arriéré; de M. Terry Hickey, directeur général, Finance et Personnel; de M. Jerry Robbins, Opérations; de Gerry Stobo, chef par intérim du Contentieux; de Sharon Rusu, chef par intérim de la Direction de la recherche; et de M. Graham Howell, directeur du Centre de documentation.

Il y a aussi d'autres membres de notre personnel, mais au lieu de les nommer tous, je me contenterai maintenant de donner les points saillants du document que nous vous avons remis, si le comité est d'accord. Quand j'étais moi-même député, je n'aimais pas voir les témoins prendre une bonne partie du temps des comités à lire de longues présentations. Je me contenterai donc de vous en donner les grandes lignes au lieu de la lire en entier. Je suppose, bien sûr, que tout le monde lira la déclaration au complet.

Cela étant dit, monsieur le président, je suis ravi de venir vous rendre compte d'une première année d'activité extraordinaire de la Commission de l'immigration et du statut de réfugié. À mon avis, la Commission et son personnel ont accompli beaucoup de progrès depuis la dernière fois que j'ai témoigné à votre comité il y a environ un an.

Nous avons réussi à accomplir tous ces progrès à une époque extraordinaire de l'histoire du monde. Il s'est notamment produit des changements évidents en Europe de l'Est, en Afrique, dans le malheureux petit Liban, dans la

and South America. It has been estimated—but who can tell accurately?—that there are between 12 million and 15 million people who are "of concern". This language is not mine; it is the language of the High Commissioner for Refugees. Then there are some 80 million people in the world who are on the move for one reason or another, but whose reasons for moving would not fall within the ambit of the concern of the High Commissioner.

Europe and North America are of course the focus of claims for refugee status. In France, in 1989, the claims went up by 142%. In the Federal Republic of Germany, excluding those people who came from the German Democratic Republic and other German people, the claims went up 111%. In the United Kingdom, it was 92%. Our country had just over 21,000 claims in 1989. Since October 1989, claims have been coming in at about 3,000 people per month.

In the 12 months that our operations have become fully functional, we started out with the focus on training. In the 12 months since then, we have given all members of the board refresher courses. We have been able to develop one of the most extensive resource centres on refugee issues in the world. I am not one given to hyperbole, but this is the feeling of people who are in the business and who have come to Canada to see the resource centre.

The legislation had three fundamental objectives, as I understand the debates and the law. One was to provide for an expeditious process so that genuine refugee determinations could take place with fair proceedings that stood the test of the Charter and the Bill of Rights—in other words, meeting the tests of fundamental justice. The second objective was to discourage manifestly unfounded claims. The third objective was to assure the world that Canada would continue to fulfil the obligation she undertook when she ratified the Geneva Convention of 1951 on Refugee Status and the Protocol.

• 1540

Members will want to test me on this, but it is my submission that the board has largely met these goals. They are not our goals, they are goals that Parliament gave us.

Just a word about the Immigration Appeal Division, which took over from the former Immigration Appeal Board. The division heard 1,145 cases in 1989 and there are about 1,200 pending. It is now possible for an appellant to expect to get a hearing within two months of filing an appeal. The backlog consists of one member and one adjudicator, who apply the test of credible basis, and of course, as Parliament indicated, only one of the two is needed for a favourable result of the claim. Members may have other questions about the backlog and we will want to try to answer them.

[Traduction]

République populaire de Chine et dans toute l'Amérique latine. On pense, mais qui peut en être sûr, qu'il y a de 12 à 15 millions de personnes dont la situation est inquiétante. Ce n'est pas moi qui le dit, mais le haut-commissaire aux réfugiés. Il y a aussi 80 millions de personnes dans le monde en migration pour une raison ou une autre mais qui ne relèvent pas du domaine de compétence du haut-commissaire.

Bien entendu, c'est en Europe et en Amérique du Nord que se concentrent ceux qui réclament le statut de réfugié. En France, en 1989, le nombre de revendications a augmenté de 142 p. 100. En République fédérale d'Allemagne, sans compter les personnes venant de la République démocratique allemande et les autres personnes d'origine allemande, le nombre de demandes s'est accru de 111 p. 100. Au Royaume-Uni, il a augmenté de 92 p. 100. Au Canada, un peu plus de 21,000 revendications ont été présentées en 1989. Depuis octobre 1989, le nombre moyen de nouvelles revendications s'élève à 3,000 par mois.

Depuis que nous sommes devenus pleinement opérationnels il y a 12 mois, nous nous sommes concentrés d'abord sur la formation. Dès le début, tous les membres de la Commission ont suivi des cours de perfectionnement. Nous avons réussi à mettre sur pied le centre de ressources le plus complet du monde sur les questions relatives aux réfugiés. Je n'ai pas l'habitude de parler avec tellement d'emphase, mais c'est effectivement ce que trouvent les experts étrangers qui sont venus voir notre centre de ressources au Canada.

La nouvelle loi avait trois objectifs fondamentaux d'après mon interprétation des débats et de la loi elle-même. D'abord, on voulait établir un processus rapide permettant de traiter équitablement les demandes de réfugiés authentiques tout en respectant les principes de la Charte et de la Déclaration des droits, autrement dit les principes de la justice fondamentale. Le deuxième objectif consistait à dissuader les personnes dont la revendication n'a manifestement pas de fondement, de recourir au processus. Le troisième objectif était de montrer à la communauté mondiale que le Canada continuerait de remplir les obligations qu'il avait acceptées en ratifiant la Convention de Genève de 1951 sur le statut de réfugié ainsi que le Protocole.

Les membres du comité voudront sans doute nous poser des questions là-dessus, mais je suis convaincu que, dans l'ensemble, la Commission a atteint les objectifs qui nous avaient été fixés par le Parlement.

Un mot sur la Section d'appel de l'immigration, qui a remplacé la Commission d'appel de l'immigration. La SAI a entendu 1,145 cas en 1989 et il reste 1,200 actions en souffrance. L'appelant peut s'attendre à ce que son appel soit entendu dans un délai de deux mois après son dépôt. La subdivision de l'arriéré se compose d'un membre de la Commission et d'un arbitre, qui déterminent si la revendication a un minimum de fondement. Bien sûr, comme le Parlement l'a exigé, il suffit que l'un ou l'autre se prononce en faveur de demandeur. Les membres du comité voudront peut-être poser d'autres questions au sujet de l'arriéré et nous essaierons d'y répondre.

The Refugee Determination Division had an interesting kind of movement upwards of productivity. In the first few months, as could be expected, we were handling between 550 and 990 claims per month. In November of 1989, that number had increased to 1,900 claims per month at the initial hearing stage.

I am not doing the five countries in order, because they tend to change depending on circumstances, but over 60% of claims for protection come from five countries: Sri Lanka, Lebanon, El Salvador, Somalia, and Iran, although lately many Bulgarian claimants are making claims as a result of landing at Gander, Newfoundland.

The fact that such a high percentage of claims come from these five or six countries helps explain the high percentage of acceptances. Given the initial and full hearing, 76% of the claims made on Canada for protection are resolved in favour of the claimant. Canada is the leader in the western world in acceptances. Now, this has to be understood in terms of the source countries.

There are challenges, of course. One of them is that the system was designed on the assumption there would be some 18,000 claimants per year and that a large percentage would not proceed to full hearing because they came from what is known as a safe third country, or they would not be able to meet the credible basis test. What has happened, of course, is that the Cabinet has decided that there will not be a safe third country list, and secondly, 93% of the claims at the initial hearing meet the credible basis test. Thus, it takes longer to arrange both initial and full hearings because of the pressure on the board itself.

My statement that I have passed around indicates that this board might have to deal with between 35,000 and 40,000 claims per year, although we are resourced for only 7,200 claims per year at full hearing. We are having discussions with the immigration commission, CEIC, and Treasury Board about resource implications of these numbers.

• 1545

We are also doing something rather than just sitting by waiting for more people and more funds. We are engaged in two or three pilot projects. One involves initial hearings on paper when the minister is prepared to concede the claim. Fairness, of course, is not compromise, because there is a concession. The bar, the lawyers, are very pleased with this initiative on our part. We have taken it with advice and co-operation from the immigration bar.

Another project that has been undertaken in our two large offices in Montreal and Toronto concerns cases where the result is obvious. Because of the sources of the claims, the source countries, one-member hearings could give more resources and speed up the process. The bar is supportive of this. Where the claimant is from a country with a well-documented record of human rights violations, a speedier process is indicated.

[Translation]

La Section du statut de réfugié a pour sa part augmenté sa productivité. Pendant les premiers mois, comme prévu, nous traitions de 550 à 990 revendications par mois. En novembre 1989, le chiffre était passé à 1,900 revendications par mois à l'étape de l'instruction préliminaire.

Plus de 60 p. 100 des demandeurs du statut proviennent de cinq pays, que je ne nommerai pas nécessairement dans l'ordre, parce que cela peut changer facilement: le Sri Lanka, le Liban, le Salvador, la Somalie et l'Iran. Bien sûr, il y a aussi beaucoup de demandeurs bulgares récemment à cause de ceux qui sont arrivés à Gander, à Terre-Neuve.

Le fait qu'un tel pourcentage des revendications proviennent de ces cinq ou six pays explique en partie pourquoi le taux d'acceptation est lui aussi élevé. Après l'instruction préliminaire et approfondie, 76 p. 100 des revendications du statut au Canada ont été accueillies favorablement. Le Canada a le taux d'acceptation le plus élevé du monde occidental. Il faut cependant faire le rapport avec les pays d'origine des demandeurs.

Il y a bien sûr des défis à relever, notamment parce que le système repose sur l'hypothèse qu'il y aurait 18,000 revendications par année, dont beaucoup n'exigeraient pas une instruction approfondie parce que les demandeurs venaient de tiers pays sûrs ou parce que la revendication n'avait pas un minimum de fondement. Depuis, le Cabinet a décidé qu'il n'y aurait pas de liste de tiers pays sûrs et, ensuite, 93 p. 100 des revendications ont un minimum de fondement. À cause de cela, il faut plus de temps pour fixer les audiences tant à l'étape de l'instruction préliminaire qu'à celle de l'instruction approfondie à cause des pressions exercées sur la Commission.

Dans la déclaration que j'ai fait circuler, je signale que la Commission pourrait être obligée d'examiner de 35 à 40,000 revendications par année, même si nous n'avons que les ressources nécessaires pour en traiter 7,200 à l'étape de l'instruction approfondie. Nous sommes en train de discuter des conséquences de ces chiffres sur nos ressources avec la Commission de l'emploi et de l'immigration et le Conseil du Trésor.

Il y aussi autre chose que nous faisons au lieu de nous contenter d'attendre qu'on nous donne plus d'employés et plus d'argent. Il y en a une qui consiste à limiter l'instruction préliminaire à l'étude du dossier lorsque la ministre est disposée à ne pas faire opposition. Bien entendu, ce n'est pas parce qu'on fait une concession que le principe de la justice est compromis. Les avocats sont ravis de cette initiative, que nous avons prise sur les conseils et avec la collaboration de la Section du droit de l'immigration.

Nous avons aussi mis sur pied un autre projet dans nos grands bureaux de Montréal et de Toronto pour les revendications dont le résultat est évident vu le pays d'origine du demandeur. Dans de tels cas, cela coûterait moins cher et irait plus vite si l'affaire était entendue par un seul membre de la Commission. Le Barreau est tout à fait d'accord avec cette initiative. Lorsque le demandeur vient d'un pays où les violations des droits de la personne sont bien documentées, il est préférable d'accélérer le processus.

Canada, I suggest, remains a safe haven for genuine claims. But it is not—and Parliament has said it should not be—a place for those who would abuse the process. Canada, I submit, is an exemplar in terms of human and material resources devoted to the refugee field, for people who are languishing in camps around the world, in the resources of this board, or in support of resettlement of refugees by churches, NGOs, or the government itself.

We have developed a documentation centre with country profiles. The profiles are based on public information we get from, say, our own Department of External Affairs, from the U.S. State Department reports, from Amnesty International, from the UN High Commissioner, and from other human rights monitoring agencies. Everything in that documentation centre is available to the claimant and his or her advisers. Of course we rely on those who are interested in the refugee field. We get a lot of information from professionals in the field, OXFAM and many others.

The material at this documentation centre has been praised by France. It is used to a certain extent in the training of immigration judges in the United States. Other western countries have been very interested in seeing this centre of objective information.

The members and staff, it seems to me, exemplify resourcefulness and compassion. As far as I am concerned it is a great privilege for me to be able to work with them on what I see—and I am sure the committee and Parliament see as well—as a noble cause.

This is not in the prepared text, but it is something that I have wanted to say, have said in other places for some time: We are an independent board. Parliament created us as an independent board. But the word is an elusive kind of thing to define.

We are of course subject to ministerial approval of budget and resourcing. That has not been a problem for us. We are independent, though, in terms of how members decide on individual cases that come before them. We are independent in enunciation of policy, provided that policy does not go beyond the legislation Parliament approved. We have of course a reviewing authority, and that is the Federal Court of Canada, and we have been assisted greatly as that court develops some jurisprudence as the result of setting up this board.

[Traduction]

À mon avis, le Canada demeure un lieu d'asile pour les réfugiés authentiques, mais ce n'est pas un pays prêt à accueillir ceux qui veulent abuser du système, et le Parlement a tenu à le préciser. À mon avis, le Canada est l'un des pays qui consacrent le plus de ressources humaines et matérielles au problème des réfugiés, à ceux qui se languissent dans des camps un peu partout dans le monde, à notre Commission ou aux groupes religieux, non gouvernementaux ou gouvernementaux qui s'efforcent d'aider les réfugiés.

Nous avons mis sur un pied un centre de documentation qui tient des dossiers sur les autres pays. Ces dossiers se fondent sur les renseignements publics que nous obtenons, par exemple, de notre ministère des Affaires extérieures, du Département d'État des États-Unis, d'Amnistie internationale, du Haut-Commissariat des Nations Unies et d'autres organismes qui surveillent les violations des droits de la personne. Tous les renseignements que nous avons à ce centre de documentation sont mis à la disposition des demandeurs et de leurs conseillers. Bien entendu, nous comptons sur ceux qui s'intéressent aux réfugiés pour nous fournir des renseignements. Nous obtenons une grande partie de notre information d'experts en la matière, comme OXFAM et d'autres organismes.

La France nous a félicité pour notre centre de documentation. Les États-Unis se servent dans une certaine mesure des renseignements qu'il contient pour la formation des juges qui s'occupent d'immigration et d'autres pays occidentaux s'y intéressent aussi de très près.

Les membres et le personnel de la Commission me semblent posséder énormément d'ingéniosité et de compassion. Pour ma part, c'est vraiment un privilège que de pouvoir travailler avec eux à ce que je considère moi-même, tout comme vous et le Parlement, comme une noble cause.

Ce que je vais dire maintenant ne fait pas partie de ma présentation écrite, mais c'est une chose que j'ai déjà dite ailleurs: notre commission est indépendante. C'est ainsi que le Parlement nous a créés. Il est cependant difficile de définir le mot «indépendant».

Bien entendu, le ministre doit approuver notre budget et nos ressources. Cela ne nous a pas posé de problèmes. Par ailleurs, nous fonctionnons de façon indépendante lorsque les membres de la Commission prennent des décisions au sujet des cas qui leur sont présentés. Nous sommes indépendants lorsqu'il s'agit d'énoncer notre politique, tant que cette politique ne dépasse pas la loi adoptée par le Parlement. Bien entendu, la Cour fédérale du Canada a un pouvoir de révision à notre égard et les décisions qu'elle a prises depuis la création de la Commission nous ont beaucoup aidés.

• 1550

Independence, however, in my opinion is not compromised when we co-operate as we have to do, because the initial hearing is the responsibility of CEIC. When we co-operate with the officers and staff of CEIC who work under,

À mon avis, cependant, nous ne compromettons pas notre indépendance en collaborant comme nous devons le faire avec la Commission de l'emploi et de l'immigration puisque c'est elle qui s'occupe des audiences à l'instruction

I have come to understand, extraordinary pressures both here at home and abroad, the relationship is mutually beneficial. We have never had any policy challenged by CEIC and have had a lot of discussions as to how we can improve the quality of both the initial and... Well, the full hearing would not of course be CEIC's responsibility.

My colleague Mr. Peter Harder works closely with the assistant deputy minister, Mr. Mulder. Messrs. Robbins and Howell work closely with Mr. Bisset and Mr. Sheehan. I am naming them because in a public place I want to say how very much I appreciate the co-operative spirit that has been manifest in the last 12 months as we go about very important work.

There are now about a million people around the world who have opened files requesting to immigrate to Canada or to come to be resettled through resettlement programs of churches or the government. This is some extent of the pressure.

Just about a year ago it was my privilege to go at the behest the Department of External Affairs to Hong Kong to talk to our visa officers of Africa, Asia and the Pacific and to hear something of what is occurring in say New Delhi, in Manila and in Hong Kong itself.

It seems to me that Canada might occasionally say well done to the men and women who have made it possible for Canada to have received last year about 192,500 people, either refugees or immigrants, and who have made it possible for Canada to lead the world in percentage terms per capita in the receipt of either resettled or refugee claimants.

As I say, that was not in the prepared text, it comes from me. I can do and say these things public servants never would. So I would be happy to have questions, Mr. Chairman.

Mr. Marchi (York West): Let me apologize to our guest and to the committee for my lateness. Perhaps some of my questions will have already been covered by our chairman, who I welcome back to our committee.

There has been a lot of talk about the whole question of the refugee backlog, which is the system outside of the new refugee determination system, of which you are the head. Again I apologize for being late, because you may have covered it in the text of your address. We have heard numbers between 8,000 to 10,000 in terms of a new backlog or a new line-up within the new refugee determination system. Are those accurate figures? If not, what are those figures? Is it of concern to the new system in terms of threatening its viability or its functioning?

[Translation]

préliminaire. Quand nous collaborons avec les agents et le personnel de la Commission de l'emploi et de l'immigration, qui, comme j'ai pu le constater, subissent d'énormes pressions au Canada et à l'étranger, cela est à l'avantage de tout le monde. Aucune de nos lignes de conduite n'a jamais été contestée pas la CEIC et nous avons eu bon nombre d'entretiens avec elle sur la façon d'améliorer la qualité de l'enquête à l'instruction préliminaire et... Bien entendu, l'instruction approfondie ne relève pas du tout de la CEIC.

Mon collègue, M. Peter Harder, collabore étroitement avec le sous-ministre adjoint, M. Mulder. MM. Robbins et Howell collaborent étroitement avec MM. Bisset et Sheehan. Je mentionne leur nom parce que je tenais à dire publiquement à quel point j'apprécie l'esprit de collaboration que nous avons pu constater dans notre très important travail au cours des 12 derniers mois.

Il y a maintenant environ 1 million de personnes qui ont présenté quelque part dans le monde une demande en vue d'immigrer au Canada ou de profiter des programmes de réinstallation des réfugiés mis sur pied par les églises ou le gouvernement. Cela vous donnera une idée des pressions exercées sur la Commission.

Il y a environ un an, j'ai eu le privilège de me rendre à Hong Kong à la demande du ministère des Affaires extérieures pour parler à nos agents des visas en postes en Afrique, en Asie et en bordure du Pacifique et pour apprendre un peu ce qui se passe à New Delhi, à Manille et à Hong Kong, par exemple.

Il me semble que le Canada pourrait féliciter à l'occasion les hommes et les femmes qui nous ont permis d'accueillir l'année dernière environ 192,500 réfugiés et immigrants et d'avoir le meilleur taux par habitant d'acceptation de demandes de réétablissement ou de statut de réfugié.

Je répète que cela ne figure pas dans le texte de la présentation, mais que je tenais à le dire. Je peux faire et dire bien des choses que des fonctionnaires ne pourraient jamais faire et dire. Maintenant, je serais ravi de répondre à vos questions, monsieur le président.

M. Marchi (député de York-Ouest): Je voudrais tout d'abord m'excuser d'être arrivé en retard. Peut-être que certaines de mes questions ont déjà été posées par notre président, que je suis heureux de voir de retour à notre comité.

On a beaucoup parlé du problème de l'arriéré des revendications du statut de réfugié, indépendemment du nouveau système de détermination du statut que vous dirigez. Encore une fois, je m'excuse d'être en retard parce que vous en avez peut-être parlé dans votre présentation. Nous avons entendu parler d'un nouvel arriéré ou d'une nouvelle accumulation des revendications dans le cadre du nouveau système, qui serait de l'ordre de 8,000 à 10,000 cas. Ces chiffres sont-ils exacts? Sinon, que représentent-ils? Est-ce que cela peut menacer la viabilité ou le fonctionnement du nouveau système?

• 1555

Mr. Fairweather: Mr. Marchi, I do not think it will threaten its viability. It is a result of use, not abuse, in my opinion. I did allude to it, but I understand and thank you. You do not apologize to me, of course. That is not necessary.

We expected to receive about 18,000 claimants last year. We received about 21,400. Because there is no safe-third-country list and because the credible-basis test was at such a low threshold—93% of the claimants complete that test—we find ourselves with more numbers than we were resourced for. I had mentioned that we are having discussions with CEIC and with Treasury Board about the implications of these numbers. What is worrying to us is not the viability of the system but the fact that the numbers might mean a longer period for a claimant to wait to have his or her status completed.

Mr. Marchi: But are the numbers I quoted accurate or not?

Mr. Fairweather: It is 9,000 at the initial hearing and about 12,000 at...

Mr. V.P. Harder (Executive Director, Immigration and Refugee Board of Canada): It is about 12,000 waiting at the initial hearing. The bulge in that is in some respects because of the Gander landings in the last number of weeks. The case-pending load before the full hearing is at present somewhere around 9,000.

Mr. Marchi: At one of your last appearances you mentioned it would be valuable to continue inviting you to the committee, particularly since it was a new system, so we may be able to look back on the 15, 16 months and perhaps suggest improvements to the system both ways. Having had it under operation for that length of time, perhaps with an initial bulge or backlog, call it what you will, are there things you would see as the chairman that you would perhaps suggest to this committee as modifications or changes? Secondly, you did mention the safe-country concept, which is in the legislation and which has not been exercised by the government. Is that an attractive vehicle, or do you still see the need not to implement that?

Mr. Fairweather: I stated but can expand on the expedited processes we have in both Montreal and Toronto, where manifestly founded claims and countries... I have mentioned there were five or six countries with very large acceptance rates. It seems to us those countries may lend themselves to a different system. Given that 95% will probably be accepted, it seems awkward to put them through the full-dress hearing process. So we are working on that now with the immigration lawyers, who are enthusiastic about it. We also think the paper screening at the initial hearing has within it the possibility of speedier hearings.

Mr. Marchi: What is your view of the safe-third-country concept?

[Traduction]

M. Fairweather: Je ne pense pas que cela menace la viabilité du système, monsieur Marchi. À mon avis, cela montre qu'on utilise le système et non pas qu'on en abuse. J'y ai effectivement fait allusion, mais je vous comprends et je vous remercie. Nul besoin de vous excuser.

Nous pensions recevoir environ 18,000 revendications l'année dernière et nous en avons reçu environ 21,400. Comme il n'y a pas de liste de tiers pays sûrs et comme le critère du minimum de fondement est tellement facile à respecter—93 p. 100 des demandeurs l'ont fait—nous nous trouvons maintenant avec trop de demandeurs pour les ressources qui nous ont été affectées. J'ai dit tantôt que nous en discutions maintenant avec la CEIC et le Conseil du Trésor. Ce n'est pas la viabilité du système qui nous inquiète, mais plutôt le fait que les demandeurs devront peut—être attendre plus longtemps avant que leur statut soit déterminé.

M. Marchi: Les chiffres que j'ai cités sont-ils exacts ou non?

M. Fairweather: Il y en a 9,000 à l'instruction préliminaire et environ 12,000 à...

M. V.P. Harder (directeur exécutif, Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada): Il y en a environ 12,000 à l'instruction préliminaire. Cela dépend en partie du nombre d'arrivées à Gander ces dernières semaines. Pour l'instant, il y a un arriéré d'environ 9,000 demandes en suspens à l'instruction approfondie.

M. Marchi: L'une des dernières fois que vous êtes venu au comité, vous avez dit que ce serait utile de continuer à vous inviter à témoigner, surtout que le système est nouveau, en disant que l'on pourrait sans doute proposer des améliorations quand la Commission aura existé pendant 15 ou 16 mois. Ce délai étant maintenant passé et vu ce premier arriéré ou cette première accumulation, appelez cela comme vous voulez, y a-t-il certaines modifications que vous pourriez proposer à notre comité? Deuxièmement, vous avez parlé de la liste des tiers pays sûrs, qui est mentionnée dans la loi et que le gouvernement n'a pas dressée. Est-ce un outil utile ou pensez-vous toujours qu'il est préférable de s'en passer?

M. Fairweather: J'ai déjà parlé du processus accéléré qui existe maintenant à Montréal et à Toronto et qui s'applique aux demandes manifestement fondées en provenance de certains pays. J'ai signalé qu'il y avait cinq ou six pays pour lesquels le taux d'acceptation est très élevé. Selon nous, on pourrait utiliser un système différent pour les demandes en provenance de ces pays. Vu que 95 p. 100 d'entre elles seront probablement acceptées, cela nous semble inutile d'exiger une instruction en bonne et due forme. Nous travaillons maintenant à la simplification du processus de concert avec des avocats de l'immigration, qui sont ravis de cette initiative. Nous pensons aussi que le fait de limiter l'instruction préliminaire à l'étude du dossier dans de tels cas pourrait accélérer les choses.

M. Marchi: Que pensez-vous de la notion des tiers pays sûrs?

Mr. Fairweather: I just put it to the committee that, for example, 40% to 50% of the claims from Somalia are coming through the United States with United States visas. That is a policy consideration that will be in the minister's hands, but I am sure it is of interest to the committee. In other countries of the world the numbers would not indicate any need for safe-third-country at this time.

• 1600

Mr. Marchi: The other concern in going through the legislation was the difference between the refugee board member and the adjudicator. How is that working out?

Mr. Fairweather: The court spoke to that. The Federal Court found that the adjudicator was in fact an independent person, and I think we have come through the year with a great increase in understanding of one another's roles. It is very co-operative. As a matter of fact, Mr. Harder is meeting next week again with the head of the adjudicators branch because we have to be playing the same tune, not on the decision—that is never a problem—but the adjudicator is the presiding officer of the initial hearings, so it is important that we work closely with him.

Mr. Harder: May I just add one little fact? Of the 10% of the cases that are argued, contested at the initial hearing, 90% of them are conceded. Of the 10% that are argued, about 48% of them are argued successfully by the case presenting officer. If you look behind the other 52% and ask which, the adjudicator or the member, casts the positive vote, it is about 60:40 member/adjudicator, so that you would conclude from this that the decision-making is not unbalanced in the sense of it being overwhelmingly members that are saying yes in those situations, or contrary, overwhelming adjudicators. Some of the apprehension was around the notion that adjudicators would be more hard-nosed than members, and the experience has not borne that out to the extent that some would have feared.

Mr. Marchi: Of the people who are refused, have any appealed, and if so, with any success?

Mr. Fairweather: About half have appealed. I was personally rather surprised, because there was a great drumbeat as we got underway that there would be a large number of appeals. About half have asked to appeal.

Mr. Marchi: Half those refused?

Mr. Fairweather: Yes.

Mr. Marchi: Which would mean in numbers. . .?

Mr. Fairweather: One hundred and fifty.

Mr. Marchi: Have they gone through their appeals, and can you tell us of those who have, how many were successful or not?

Mr. Fairweather: We spoke of that this morning, not to get ready for you, Mr. Marchi, although we might have anticipated this question—

[Translation]

M. Fairweather: Je signalerai simplement au comité que, par exemple, de 40 à 50 p. 100 des demandeurs de Somalie nous arrivent des États-Unis avec des visas américains. C'est une décision de politique que la ministre devra prendre, mais je suis certain que cela intéresse aussi le comité. Pour d'autres pays, il ne semble pas nécessaire d'avoir une liste de tiers pays sûrs à l'heure actuelle.

M. Marchi: L'autre question qui nous préoccupait au moment de l'étude du projet de loi avait trait à la différence entre le membre de la Commission et l'arbitre. Comment cela fonctionne-t-il en pratique?

M. Fairweather: Le tribunal a examiné la question. La Cour fédérale a jugé que l'arbitre était effectivement une personne indépendante et je pense que, après un an, nous comprenons beaucoup mieux nos rôles respectifs. C'est vraiment un travail de collaboration. De fait, M. Harder rencontrera encore une fois la semaine prochaine le chef de la Direction des arbitres parce que nous devons jouer selon les mêmes règles, non pas relativement à la décision—cela ne cause jamais de problème—mais parce que l'arbitre préside à l'instruction préliminaire et qu'il est important de travailler en étroite collaboration avec lui.

M. Harder: Puis-je ajouter quelque chose? Sur les 10 p. 100 de demandes contestées à l'instruction préliminaire, parce que 90 p. 100 des demandes sont acceptées, il y en a 48 p. 100 pour lesquelles l'agent chargé de la présentation du cas a gain de cause. Si vous essayez de voir ensuite si c'est l'arbitre ou le membre de la Commission qui s'est prononcé en faveur du demandeur pour les 52 p. 100 restants des cas, vous constaterez que le rapport est d'environ 60 à 40 pour le membre de la Commission par rapport à l'arbitre. Cela vous portera à conclure que ce n'est pas toujours le membre de la Commission qui dit oui dans de telles situations, ou au contraire toujours l'arbitre. L'une des choses que l'on craignait, c'est que les arbitres adoptent une attitude plus stricte que les membres de la Commission, mais nous avons constaté que cette tendance n'est pas aussi évidente qu'on aurait pu le craindre.

M. Marchi: Parmi ceux dont la demande a été rejetée, y en a-t-il qui en ont appelé de la décision et, dans l'affirmative, ont-ils gain de cause?

M. Fairweather: Environ la moitié ont interjeté appel. Cela m'a moi-même plutôt étonné parce que, au départ, on avait dit qu'il y aurait un grand nombre d'appels, mais seulement environ la moitié en ont appelé de la décision.

M. Marchi: La moitié de ceux dont la demande avait été rejetée?

M. Fairweather: Oui.

M. Marchi: Ce qui veut dire combien?

M. Fairweather: Cent cinquante.

M. Marchi: Les appels ont-ils été entendus et combien ont été retenus jusqu'ici?

M. Fairweather: Nous en avons parlé ce matin, non pas parce que nous pensions que vous alliez nous poser cette question, monsieur Marchi, quoique nous aurions pu nous y attendre...

Mr. Marchi: You do not have to-

Mr. Fairweather: No, no. The challenge is that the Federal Court has not given us... There are not many decisions yet. There are some very important decisions on Immigration Appeal Division, and there is an extraordinarily interesting decision on the Canadian Council of Churches by unanimous Court of Appeal on March 12. I do not know whether you knew about that. They, in effect, demolished the statement of claim. I do not know what the churches intend to do. They left four of the 91 paragraphs in existence, and I am informed that there may be an attempt to appeal that decision to the Supreme Court of Canada.

Mr. Marchi: So of those 50 who have appealed, there have been no decisions, whether favourable or negative, rendered yet.

Mr. Fairweather: I will ask our lawyer to answer.

Mr. Gerald Stobo (Assistant Director, Legal Services, Immigration and Refugee Board of Canada): Of the leave applications that have been filed, approximately 40% of those have been granted. There have been no determinations that I am aware of to date from the Federal Court on the merits of the appeals per se. They are still working their way through the system. We are finding that the Federal Court is presently adjudicating on IAB cases, which appeals were filed in late 1988 and early 1989, so we do not yet have any definitive answers from the Federal Court.

• 1605

Le président: Je vous remercie, monsieur Marchi. Monsieur Heap.

Mr. Heap (Trinity—Spadina): Thank you, Mr. Fairweather and colleagues, for coming to us today.

I want to take up a particular country case. I want to ask many other questions, but I want to make sure I do not miss this one. It concerns Kenya. I understand that at least as of a few days ago the refugee documentation centre does not yet have an information package available on Kenya.

Mr. Fairweather: That is quite possible. They have them for the major source countries. There were 89 claims from Kenya during the 12 months; 39 of them were referred, a total of 25 were completed, and 12% were accepted.

Mr. Heap: From the figures I have, I understand the majority of decisions so far, at both stages, were in favour of the claimants. Can you give us an estimate of when the country information will be available on Kenya.

Mr. Harder: In three weeks.

Mr. Heap: I take it the board members or the documentation centre has some sort of file, but it simply has not been institutionalized into a report, is that the case?

[Traduction]

M. Marchi: Vous n'êtes pas obligé de...

M. Fairweather: Pas du tout. Le fait est que la Cour fédérale ne nous a pas encore donné... elle n'a pas encore rendu beaucoup de décisions. Il y a certaines décisions très importantes relatives à la Division d'appel de l'immigration et il y a une décision extrêmement intéressante rendue à l'unanimité par la Cour d'appel, le 12 mars, au sujet de l'appel du Conseil canadien des Églises. Je ne sais pas si vous êtes au courant de cette décision. La Cour d'appel a tout simplement démoli la demande. J'ignore ce que le Conseil des Églises compte faire. Seulement quatre des 91 paragraphes de la demande en instance ont été maintenus et, apparemment, le Conseil des Églises essaiera peut-être d'en appeler de cette décision devant la Cour suprême du Canada.

M. Marchi: Ainsi, sur les 50 appels interjetés, aucune décision, ni pour ni contre, n'a été rendue jusqu'ici.

M. Fairweather: Je demanderai à notre avocat de répondre.

M. Gerald Stobo (Directeur adjoint, Service du contentieux, Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada): Environ 40 p. 100 des demandes d'autorisation déposées ont été acceptées. À ma connaissance, la Cour fédérale n'a jusqu'ici rendu aucune décision sur le bien-fondé des appels mêmes. Elle n'est pas encore rendue jusque-là. Pour l'instant, elle rend des décisions au sujet d'appels interjetés à la fin de 1988 et au début de 1989 pour des décisions de la Commission d'appel de l'immigration. Nous n'avons donc pas encore obtenu de réponse définitive de la Cour fédérale.

The Chairman: Thank you, Mr. Marchi. Mr. Heap.

M. Heap (Trinity—Spadina): Merci, à vous, monsieur Fairweather et à vos collègues, de comparaître ce matin.

Je veux parler du cas d'un pays en particulier. J'ai beaucoup d'autres questions à poser mais je ne voudrais certainement pas oublier celle-ci. Il s'agit du Kenya. Je crois savoir que, jusqu'à ces derniers jours, votre centre de documentation sur les réfugiés n'avait pas encore de trousse d'information sur le Kenya.

M. Fairweather: C'est possible. Ils ont des dossiers pour les pays d'où proviennent la majorité des réfugiés. Il n'y a eu que 89 demandes du Kenya au cours de l'année dernière: 39 ont été transmises, 25 ont été étudiées et 12 ont été acceptées.

M. Heap: D'après les chiffres que j'ai en main, la plupart des décisions prises jusqu'ici, à toutes les étapes, ont été en faveur du demandeur. Pouvez-vous nous dire dans combien de temps environ la trousse d'information sur le Kenya sera disponible?

M. Harder: Dans trois semaines.

M. Heap: J'imagine que les membres du conseil ou le centre de documentation ont un dossier, mais qu'il n'a pas été synthétisé sous forme de rapport, n'est-ce pas?

Mr. Harder: Yes, there is an information package on the country, but the documentation has not been assimilated in a country profile. As you can imagine, in the course of the last year we have had to priorize the countries. Given the number of claimants, as Mr. Fairweather indicated, 89 from Kenya, we have not got to Kenya in terms of country profile, but that will be available in three weeks.

Mr. Heap: I understand that as of March there were over 100 claims initiated. I presume—

Mr. Harder: Yes, the 89 was as of January 1.

Mr. Heap: Right. I am concerned because we have a special relationship with Kenya being in the Commonwealth. The External Affairs document or comment I asked for a couple of weeks ago, in connection with the case of two Kenyans who are objecting to an order for deportation, says in effect that Kenya continues to be one of the most stable countries. A number of stable countries have been strong refugee producers. Iran was an example. They make no reference to some of the recent instances of violence, including the violence by the state.

They wind up by saying it is good tourist business in Kenya, so I am concerned that External Affairs appears to have a view that implies Kenya would not be a refugee-producing country. That would be at variance with the statistics or the actual results we have. It is also at variance with the number of clippings, some of which I did receive, by request, from your information centre. Others I received from other sources, so I would hope we could have the established report fairly soon. I am sure you will be sharing it with the External Affairs Department too. They do not seem to be up to date.

Mr. Fairweather: We have said three weeks. We gave the member the reasons. No country that produces a refugee. . . We are not comfortable with not having country profiles, but there are 160 member states of the UN.

As a matter of fact, the minister reviews removals to Kenya on a case–to–case basis, so her information may differ slightly from that of External Affairs. External Affairs is important in our profile, but it is not conclusive. And as I said earlier in my presentation, we prepare syntheses of information from the UN, from human rights agencies, OXFAM, Amnesty International, and so on. From those materials comes *Country Profile*.

• 1610

Mr. Heap: I have a question about backlog clearance, which I think would be of concern to you, since you have board members—50 of them I think—dealing with the backlog. Our committee report of December recommended increasing the number of refugee division members from 50 to 57. Do you have any comment on that?

[Translation]

M. Harder: Oui. Il y a un dossier d'information sur ce pays, mais la documentation n'a pas été synthétisée sous forme de rapport. Vous devez bien comprendre qu'au cours de la dernière année, il a fallu établir un ordre de priorité pour les différents pays. Étant donné qu'il n'y a plus que 89 demandes de la part des Kényens, comme le disait M. Fairweather, nous n'avons pas encore rédigé de rapport sur le Kenya. Cela sera fait dans trois semaines.

M. Heap: On m'a dit qu'en date du mois de mars, il y avait eu 100 demandes. J'imagine. . .

M. Harder: Oui, au 1er janvier, il y avait eu 89 demandes.

M. Heap: Bien. C'est important parce que le Kenya est comme nous un pays du Commonwealth. J'ai demandé un document au ministère des Affaires extérieures il y a quelques semaines, pour mieux comprendre le cas de deux Kényens qui s'opposaient à un avis de déportation. Ces documents disent que le Kenya continue d'être un des pays les plus stables. Bon nombre de pays stables produisent pourtant de nombreux réfugiés. L'Iran en est un exemple. Le document ne parle pas de la violence de certains événements, notamment ceux dont le gouvernement est responsable.

On y dit en conclusion que le tourisme est bon au Kenya. Je m'inquiète du fait que les Affaires extérieures ne semblent pas croire que le Kenya puisse produire un grand nombre de réfugiés. Cette opinion n'est pas confirmée par les statistiques et les résultats que nous voyons. Un certain nombre de coupures de presse que j'ai obtenues de votre centre d'information, la contredisent également. J'en ai reçu d'autres sources et j'espère que votre rapport sera bientôt rédigé. Je suis persuadé que vous en ferez part au ministère des Affaires extérieures. Ce ministère ne semble pas bien au fait de ce qui se passe.

M. Fairweather: Nous avons dit trois semaines. Nous vous en avons donné les raisons. Aucun pays d'où provient un réfugié. . . Il est dommage que nous n'ayons pas de rapport sur chaque pays, mais comprenez bien qu'il y a 160 États membres des Nations Unies.

Soit dit en passant, la ministre réexamine chaque cas de déportation au Kenya et peut disposer d'autres renseignements que ceux des Affaires extérieures. Les renseignements fournis par les Affaires extérieures sont importants pour notre rapport, mais ils ne lui donnent pas nécessairement son orientation. Comme je l'ai dit plus tôt dans mon exposé, nous faisons une synthèse des renseignements fournis par les Nations unies, par les organismes de défense des droits de la personne, par OXFAM, par Amnistie internationale, etc. Cette synthèse devient notre rapport.

M. Heap: J'ai maintenant une question au sujet de l'élimination de l'arriéré, qui doit être important pour vous puisque de nombreux membres de la Commission, 50, je crois, s'en occupent. Le rapport du comité de décembre dernier recommandait l'augmentation du nombre de membres de la Section du statut de réfugié, qui passerait de 50 à 57. Avez-vous des commentaires à ce sujet?

Mr. Fairweather: We are satisfied, Mr. Chairman, that we can complete that task with the members we have. We read the report of course with interest and also the minister's announcement of last week. With 50, plus the adjudicators, we think we can accomplish that task.

Mr. Heap: Do you have an estimate as to when the credible basis hearings for the backlog will be completed? There is a finite number in the back—

Mr. Fairweather: September 1991.

Mr. Heap: September 1991. Thank you.

Mr. Fairweather: It began in September 1989. The Prairies and Vancouver started in that summer period of 1989, but Toronto, as the member well knows, is not the easiest place to establish and recruit. If I were here in another capacity I would wish that some of the claims originated somewhere else. If that were the case, perhaps we could handle them a little more quickly. But the claimant's entitlement is to be heard where he or she is living.

Mr. Heap: With regard to another subject, immigration consultants, in December 1988 there was a remark attributed to you in the press that you would be taking steps to either license or regulate appearances of immigration consultants before the board. The general question of immigration consultants has been a very controversial one for I do not know how many years—as long as I have been here, but probably longer. Do you have any present comment on the performance of immigration consultants under your jurisdiction?

Mr. Fairweather: I think there has been a marked improvement. It is an extraordinarily difficult constitutional problem, and God knows, this country is faced with several of them. The licensing of professionals is very much a provincial responsibility. I am not ducking the question, I am just stating... We have asked for opinions as to how we might accomplish the goal of licensing, given the provincial responsibility in the field.

As a matter of fact, I was so disturbed by the activity of one of the consultants when I presided over the Immigration Appeal Board—I had that capacity until January 1 of this year—that we cited the person for contempt. I am not sure the lawyers present thought I had that power, but the beauty of it is that we did it. We received an apology. We stopped him from appearing for six months.

That was designed to send a signal to those who would abuse the tribunal process. There are lawyers and consultants who think less of boards like this than they do of the courts. If anybody ever tried before a court what is tried before some of the boards, the contempt citations would be flying. I felt it was my duty to try to do this. As a matter of fact, that action was reported or was to be reported—I did not see it myself—in the immigration manual as a warning, in a sense, to unlicensed consultants who would abuse the process.

[Traduction]

M. Fairweather: Monsieur le président, nous estimons pouvoir accomplir cette tâche avec le nombre de membres actuel. Nous avons bien sûr lu avec intérêt votre rapport, ainsi que l'annonce faite par la ministre la semaine dernière. Avec 50 membres en plus des arbitres, nous croyons pouvoir nous acquitter de cette tâche.

M. Heap: Pouvez-vous nous dire approximativement quand seront terminées les instructions préliminaires pour les cas de l'arriéré? Leur nombre est déterminé...

M. Fairweather: Septembre 1991.

M. Heap: Septembre 1991. Merci.

M. Fairweather: Le processus a commencé en septembre 1989. Les régions des Prairies et de Vancouver ont commencé à l'été de 1989 mais à Toronto, comme vous le savez bien, il n'est pas aussi facile de créer un programme et de faire le recrutement. Si j'avais d'autres fonctions, je souhaiterais que certaines des demandes proviennent d'ailleurs. Le cas échéant, nous pourrions les traiter un peu plus rapidement. Mais les demandeurs ont le droit d'être entendus là où ils vivent.

M. Heap: Passons à un autre sujet: les conseillers en immigration. En décembre 1988, vous avez déclaré dans les journaux que vous alliez prendre des mesures pour accorder des licences ou réglementer la comparution de conseillers en immigration devant la Commission. Toute la question des conseillers en immigration a été très controversée depuis de nombreuses années, au moins depuis mon arrivée ici. Avez-vous des commentaires au sujet du travail de ces conseillers avec lesquels vous travaillez?

M. Fairweather: Je crois qu'il y a eu une nette amélioration. Il s'agit d'un épineux problème constitutionnel, parmi tant d'autres dans ce pays. L'accréditation des professionnels est une responsabilité des provinces. Je ne veux pas me soustraire à la question, simplement affirmer... nous avons fait des consultations pour savoir comment accréditer les conseillers même s'il s'agit d'une question de compétence provinciale.

J'ai été président de la Commission d'appel de l'Immigration jusqu'au 1^{er} janvier 1990. Pendant que j'étais président, l'un de ces conseillers nous a tellement dérangés que nous l'avons cité à comparaître pour outrage au tribunal. Je ne suis pas convaincu que les avocats présents me reconnaissaient ce pouvoir, mais nous l'avons tout de même fait. Nous avons reçu des excuses. Nous l'avons empêché de revenir pendant six mois.

Notre but était de faire passer un message à ceux qui avaient l'intention d'abuser du processus judiciaire. Certains avocats et conseillers n'accordent pas la même considération à des commissions comme la nôtre qu'aux tribunaux. S'ils tentaient de faire devant les tribunaux ce qu'ils font parfois devant la Commission, ils seraient plus souvent accusés d'outrage. J'ai cru qu'il était de mon devoir d'agir comme je l'ai fait. D'ailleurs, cet incident est mentionné ou va l'être, je ne l'ai pas vu moi-même, dans le manuel sur l'immigration. Il servira d'avertissement aux conseillers non accrédités qui pourraient vouloir commettre des abus.

• 1615

The very sad thing about the particular case I cite was the consultant sent to lie for him—I put it that way advisedly—a claimant. My colleagues and I were very distressed for that person. She was brought unwittingly into a process to subvert the justice that would have been meted out. We found this contemptible.

Le président: Monsieur Johnson.

Mr. Johnson (Calgary North): Thank you, Mr. Chairman. I too would like to welcome Mr. Fairweather and his colleagues.

My greatest concern is for the efficiency. I of course want to see the system working fairly. You say there are roughly 21,000 claimants during the year. What proportion of those are actually finally rejected and sent out of the country?

Mr. Fairweather: Seventy-six percent are accepted. About 6%, for one reason or another, withdraw. The rest are rejected.

The sending out from Canada, and again you may think I am ducking, is CEIC's responsibility. We think that the integrity of the system would be enhanced if those who were abusing the process and were rejected knew that meant a ticket.

Mr. Johnson: I am trying to figure out, because I keep getting the impression that it is only a few hundred out of 21,000, how many people were sent out of Canada during the year with 21,000 coming in.

Mr. Fairweather: About 350.

Mr. Johnson: I must say I was pleased, in a way, that you are speeding the process up through paper hearings and so on—things like that—but are there any other things you would recommend to improve the speed of processing and still maintain a fair system and stay within budget, because you also alluded to the fact that you seem to be asking for a lot more money? You did not say how much you were asking for. That might be another question. Are there other efficiencies that you think you can introduce?

Mr. Fairweather: I am going to use the word "constraint", but I do not want it to be thought that I approve... The Charter demands basic justice. The Supreme Court of Canada has said, citing both the Bill of Rights of 1960 and the Charter of Rights, that paper hearings did not meet the test of fundamental justice. From that decision came this rather elaborate and expensive system, costing about \$60 million. The dilemma is what price you put on a just system. We could have listened to those who said, well, double the numbers, but that is not responsible public policy; or double the budget, but that is not responsible public policy. So we are trying, in a three–pronged way, to speed up the process, particularly where the ministers agree that the paper shows that the result will be satisfactory to the claimant.

[Translation]

Ce qui est très déplorable dans ce cas particulier, c'est que le consultant a envoyé le demandeur mentir à sa place—et j'utilise ce terme très délibérément. Mes collègues et moi étions profondément peinés pour cette personne. À son insu, elle a été manipulée dans ce système et a contribué au sabotage de la justice. Nous estimons que c'est tout à fait répréhensible.

The Chairman: Mr. Johnson.

M. Johnson (Calgary-Nord): Merci, monsieur le président. Je voudrais également souhaiter la bienvenue à M. Fairweather et à ses collègues.

Ma principale préoccupation est l'efficacité. Bien sûr, je tiens à ce que le système soit juste. Vous dites qu'il y a eu environ 21,000 demandeurs pendant l'année. Combien de revendications ont été rejetées et combien de demandeurs ont été déportés?

M. Fairweather: Soixante-seize pour cent des revendications sont acceptées. Environ 6 p. 100 sont retirées pour une raison ou une autre. Les autres sont rejetées.

Vous penserez peut-être encore une fois que j'évite la question, mais leur déportation est la responsabilité de la Commission de l'emploi et de l'immigration. Je crois que l'intégrité du système se trouverait amélioré si ceux qui en abusent et dpmt ;a de,amde est rejetée savaient très bien que cela mènerait à la déportation.

M. Johnson: Puisque j'ai toujours l'impression qu'il ne s'agit que de quelques centaines de personnes sur ces 21,000, j'essaie de déterminer combien de gens ont été renvoyés du Canada pendant l'année comparativement aux 21,000 qui y sont entrés.

M. Fairweather: Environ 350.

M. Johnson: Je dois vous dire que, jusqu'à un certain point, j'étais très heureux d'apprendre que vous accélérez le processus en vous limitant à l'étude du dossier et ainsi de suite, mais est-ce qu'il y a d'autres mesures que vous préconisez pour améliorer la rapidité du traitement des demandes tout en étant justes et équitables et en respectant le budget? Vous avez fait allusion au fait que vous semblez demander beaucoup plus d'argent. Vous n'avez pas dit combien vous demandiez. C'est peut-être une autre question. Y a-t-il d'autres mesures que vous pourriez prendre afin d'améliorer votre efficacité?

M. Fairweather: Je vais utiliser le mot «contrainte», mais je ne veux pas que vous croyiez que je suis d'accord... La Charte exige la justice fondamentale. En citant la Déclaration des droits de 1960 ainsi que la Charte des droits actuelle, la Cour suprême du Canada a déclaré que les auditions par étude de dossier seulement n'étaient pas suffisantes pour respecter la justice fondamentale. Cette décision a donné lieu à un système assez élaboré et dispendieux qui nous coûte environ 60 millions de dollars. Il s'agit donc de déterminer la valeur financière d'un système juste, mais cela pose un dilemme. Nous aurions pu écouter ceux qui nous disaient de doubler le nombre, mais ce n'est pas une politique publique responsable; ou encore de doubler le budget, mais ça non plus, ce n'aurait pas été responsable. Donc, au moyen d'une approche à trois volets, nous essayons d'accélérer le processus, particulièrement dans les domaines où les ministres sont d'accord pour dire que les résultats seront acceptables pour les demandeurs.

Mr. Johnson: I understand that you are doing that now. I am asking if there is more that you see that can be done. Are there other ways that short-cuts can be developed?

Mr. Fairweather: Well, we are trying to digest that.

The numbers became challenging in November, and since November, each month, we have had in the vicinity of 3,000 claimants. That indicated to us that we would have to do something. Up to then there was a little longer period in Toronto because of numbers. But the Prairies, Vancouver, and Montreal were able to keep in reasonable—two to three months...

• 1620

I hope the member understands. We are as keen as he is, because delay is not justice. Delay means that many people are sitting in Canada's social system network without any status. In some provinces even children of claimants have difficulty getting to schools and so on.

Mr. Johnson: What we are still saying is that we have 21,000 people coming in—

Mr. Fairweather: Maybe 36,000...

Mr. Johnson: —but 1.5% of that number are going out. Although you may reject 24%, that 24% somehow gets whittled down through appeals and other levels of hearing and so on, which costs even more than the \$60 million. We are spending \$60 million to finally reject 1.5% of the people who arrive on our shores.

Mr. Fairweather: Not to reject, perhaps to remove...

Mr. Johnson: I am struggling with this and trying to ascertain that there must be a better way.

Mr. Fairweather: I do not want to be rude to the member, but, honestly, the deportations are not our business. I presume this committee will be hearing estimates and it would be an interesting question to pose to the department.

Mr. Johnson: With that, I will pass.

Le président: Monsieur Fairweather, vous avez dit tout à l'heure que vous prévoyiez que l'arriéré de réfugiés serait épuisé d'ici le mois de septembre 1991, tel que prévu initialement. Vous maintenez toujours ce point de vue?

Mr. Fairweather: Yes. . . 1991.

Le président: Il y a quand même quelques changements au niveau de l'application; vous avez eu également le rapport du juge Jerome; la décision ministérielle d'élargir le critère pour des raisons humanitaires et de compassion; vous avez également, et possiblement, des réponses à notre rapport. Vous pensez réellement que tout cela est possible en deux ans? Sur quoi vous basez-vous pour affirmer cela?

Mr. Fairweather: Yes, sir, I do.

Le président: Pourquoi deux ans? Est-ce que c'est parce qu'on vous a dit que cela allait prendre deux ans?

[Traduction]

M. Johnson: Je crois que vous faites cela actuellement. Moi, je vous demande si vous voyez d'autres mesures qui pourraient être prises. Est-ce qu'on a pensé à d'autres raccourcis?

M. Fairweather: Eh bien, nous essayons d'y réfléchir.

Le nombre est devenu problématique en novembre, et depuis ce temps, nous avons eu environ 3,000 nouveaux demandeurs chaque mois. Il était clair que nous devions faire quelque chose. Jusque là, la période était un peu plus longue à Toronto à cause du volume de demandeurs. Mais dans les provinces de l'Ouest, à Vancouver et à Montréal, c'était quand même raisonnable—deux ou trois mois...

J'espère que le député comprend bien que nous y tenons autant que lui, car la justice n'est pas bien servie par des retards indus. À cause des retards, beaucoup de gens se retrouvent sans statut dans le réseau social du Canada. Dans certaines provinces, même les enfants des demandeurs connaissent des difficultés à s'inscrire à l'école, etc.

M. Johnson: Nous répétons encore une fois que 21,000 personnes entrent au pays...

M. Fairweather: C'est peut-être 36,000. . .

M. Johnson: . . . mais qu'1,5 p. 100 d'entre elles quittent le pays. Même si vous en rejetez 24 p. 100, ces 24 p. 100 se trouvent réduits suite à des appels, des comparutions devant d'autres paliers, et ainsi de suite, ce qui coûte encore plus que les 60 millions de dollars. En fait, nous dépensons 60 millions de dollars pour rejeter en fin de compte 1,5 p. 100 des personnes qui arrivent dans notre pays.

M. Fairweather: Non pas pour les rejeter, peut-être pour enlever...

M. Johnson: J'ai beaucoup de difficulté à accepter cet état de chose et j'essaie de voir s'il n'y a pas une meilleure façon de procéder.

M. Fairweather: Je ne veux pas manquer de respect envers le député, mais très franchement, les déportations ne sont pas de notre ressort. Je présume que le comité va se pencher sur le budget des dépenses et ce serait peut-être une question intéressante à poser au ministère.

M. Johnson: Ceci étant dit, je n'ai plus d'autre question.

The Chairman: Mr. Fairweather, you said earlier that you expected the refugee backlog to be cleared by September 1991, as originally anticipated. Do you still maintain that view?

M. Fairweather: Oui. . . 1991.

The Chairman: Yet, there have been some changes in terms of applications; there was also the report from Judge Jerome; the ministerial decision to broaden the definition of compassionate grounds; and you may also have responses to our report. Do you sincerely think that all this is possible within two years? On what are you basing yourself to make that statement?

M. Fairweather: Oui, monsieur, je l'affirme.

The Chairman: Why two years? Is it because you were told that this would take two years?

Mr. Fairweather: On the progress my colleagues and staff have made up to this point, and the fact that the minister did not of course have any legal obligation to have any criteria at the front end... In an effort to reunify families what the court perceived to be an undue fettering because of a limit on discretion was invoked at the front end. What will happen by the expanded criteria will be that those claims that would have been conceded by the department anyway will be taken out of the system.

Le président: En somme, vous estimez que vous allez pouvoir passer au travers de l'arriéré de réfugiés en deux ans puisqu'il y a des changements qui sont en train d'être apportés. S'il n'y avait pas eu le jugement du juge Jerome, est-ce que vous auriez été capable aussi de le faire en deux ans?

Mr. Fairweather: Yes, we expected to.

Le président: Permettez-moi d'émettre de sérieuses réserves.

Ceci dit, j'ai eu l'occasion de m'entretenir avec des commissaires qui analysent le cas de réfugiés, et on m'a dit qu'on manquait de travail. Les commissaires m'ont dit qu'ils perdaient leur temps. De la façon dont c'est organisé, ils ne sont pas utilisés pleinement. De plus, ils se sentent un peu mal à l'aise d'être payés 80,000\$ par année et de ne pouvoir travailler les heures pour lesquelles ils sont requis de travailler. Ils souhaiteraient travailler, en principe.

Quels sont vos commentaires à ce sujet?

• 1625

Mr. Fairweather: My comments are that I share the frustration and would hope that... Interestingly enough, most members were very anxious to join the board. We were delighted to have them. They are an extraordinarily representative group of Canadians. We have had challenges posed by unavailability of lawyers. We have had problems, at least the Immigration Department, in recruiting and so on. So at the early stages, yes, indeed, many members were frustrated. I would be surprised, however, if members are frustrated at the moment. Now I hear from many of them about the stress caused by how hard we are working them.

Do you have anything to add? He is a wise person: he has nothing to add to what his chairman says. He will go a long way in the service.

Le président: Je reviendrai sur ce sujet ultérieurement. Monsieur Marchi.

Mr. Marchi: Because my colleague has to leave, would it be okay with the chairman and the committee if I gave my five-minute slot to Mr. Baker—

Le président: Je l'accepte avec plaisir.

Mr. Marchi: - and I will step down for the next round.

Le président: Est-ce que vous auriez des questions à poser sur Gander?

Mr. Baker (Gander-Grand Falls): Everyone knows about the very serious problem we have in Newfoundland. Every hotel room is filled. Three CN buses have been chartered this evening that will leave in about five minutes

[Translation]

M. Fairweather: En ce qui concerne les progrès réalisés par mes collègues et mon personnel jusqu'à présent, et le fait que, bien sûr, le ministre n'était pas obligé par la loi d'établir des critères d'avance... Les tribunaux estimaient qu'il y avait des contraintes indues à la réunification des familles car on limitait d'avance toute discrétion en cette matière. À cause des critères élargis, les demandes qui auraient été acceptées de toute façon par le ministère seront retirées du système.

The Chairman: So generally, you feel that you will be able to clear the backlog within two years because of the changes that are being made. Without the Jerome decision, would you still have been able to clear it in two years?

M. Fairweather: Oui, nous nous attendions à pouvoir le faire.

The Chairman: With all due respect, I have serious doubts about that.

Having said that, I have had the opportunity to meet with board members who analyze refugee claims and I was told that they did not have enough work. Board members told me they were wasting their time. The way things are organized, they are not being fully utilized. Moreover, they are somewhat uncomfortable with being paid \$80,000 a year and not being able to work the hours they are required to. Basically, they would like to be working.

What are your views on this?

M. Fairweather: Je dirais que je partage cette frustration et que j'espère que... Il est intéressant de noter que la plupart des commissaires sont très heureux de se joindre à nous. Nous sommes également très contents de les avoir. C'est un groupe de Canadiens extrêmement représentatifs. Nous nous sommes heurtés à un manque d'avocats; nous avons éprouvé des problèmes de recrutement, du moins au ministère de l'Immigration. Donc, au tout début, il est vrai que plusieurs commissaires étaient frustrés. Cependant, je serais très surpris d'apprendre qu'ils le sont encore actuellement. Ces jours-ci, ils me disent qu'ils sont très stressés parce qu'on les fait travailler très fort.

Est-ce que vous avez quelque chose à ajouter? Il est très sage: il n'a rien à rajouter à ce que vient de dire son président. Il aura sans doute une longue carrière parmi nous.

The Chairman: I will get back to this later on. Mr. Marquis.

M. Marchi: Puisque mon collègue doit partir, est-ce que le président et le comité seraient d'accord pour que je cède mon tour de cinq minutes à M. Baker. . .

The Chairman: I agree with pleasure.

M. Marchi: Et que je cède ma place au prochain tour.

The Chairman: You have questions to ask about Gander?

M. Baker (député de Gander—Grand Falls): On sait qu'il y a un problème très sérieux actuellement à Terre-Neuve. Ce soir, on a dû noliser trois autobus du CN, qui quitteront Saint-Jean dans environ cinq minutes, pour aller

from St. John's to go 600 miles to fill up a motel that does not normally open at this time of the year, and that is the last one we have in the province of Newfoundland. Our resources are taxed to the limit. There are no more hotel rooms left. Buildings have been opened for accommodation that have not been open in years.

These people have been in Newfoundland for two or three months. They do not want to be in Newfoundland. They want to be in some of our larger centres: they have relatives and friends there.

Would the refugee appeal board support an airlift using regular DND aircraft that pass through Gander and pass through St. John's, Newfoundland, on a daily basis—that the federal government should perhaps utilize those aircraft to move these men, women, and children to more appropriate accommodations, certainly so they can go through the process they are entitled to go through and so their children can go to school and not be stuck in accommodations that are not appropriate?

The witnesses know what our problem is. What suggestions do they have? Do they support moving these people to Ottawa or Toronto or Montreal, where these people would want to go?

Mr. Fairweather: We accept the member's premise that a concerted plan of action is essential. I myself went to Gander before the large influx because I was interested in the phenomenon.

There are 450,000 transit passengers in Gander each year. In the middle part of last year, about 250 to 300 would have made a claim. Now, as the member knows, it is many times that. I have discussed it with officials in Newfoundland. Incidentally, not all the hotel keepers are as discouraged about this as the member, but this is a throwaway line you can use on some of your hotel-keeping friends.

• 1630

It was put to me by the social service department of Newfoundland a year ago that a one-way ticket would answer the problem. I am a regional person too, although we in New Brunswick certainly do not have anything like the challenge that faces Newfoundland. Is it right? Is it a good public policy just to remove the problem and plunk it down somewhere else?

The member is right: many of these people do wish to reunite. Some have no links. We would hope that with the co-operation of CEIC, for those who have links, we could facilitate, or CEIC could, their movement to other parts of Canada. There is a special team in your province this very week dealing with full hearings, but this is only the tip of the iceberg.

I guess I can say it is indeed the most challenging issue facing immigration and our board. A sidelight, of course, is that somebody suggested that we seal the planes.

Mr. Baker: Like they do in Shannon. That is why they-

[Traduction]

600 milles plus loin dans un motel qui n'est pas normalement ouvert à ce temps-ci de l'année. Nous sommes à la limite de nos ressources; il ne reste plus aucune chambre d'hôtel. Pour loger les gens, on a dû ouvrir des édifices qui avaient été fermés pendant des années.

Ces gens-là se trouvent à Terre-Neuve depuis deux ou trois mois. Ils ne veulent pas être à Terre-Neuve. Ils veulent être dans les grands centres; ils ont des parents et des amis dans ces villes.

Est-ce que la Commission serait en faveur de les évacuer en utilisant les aéronefs du ministère de la Défense qui passent par Gander et Saint-Jean quotidiennement? Serait-elle d'accord pour que le gouvernement fédéral utilise ces aéronefs pour amener ces hommes, femmes et enfants là où il y a des logements plus appropriés, pour qu'ils puissent avoir accès au processus auquel ils ont droit, pour que leurs enfants puissent aller à l'école et pour qu'ils ne soient pas logés dans des conditions inacceptables?

Les témoins connaissent l'envergure de notre problème. Quelles suggestions peuvent-ils nous offrir? Sont-ils en faveur de déplacer ces gens vers Ottawa, Toronto ou Montréal, puisque c'est là qu'ils veulent être de toute façon?

M. Fairweather: Nous acceptons la prémisse de base du député, à savoir qu'un plan d'action concerté est essentiel. Je me suis rendu à Gander avant cette arrivée massive parce que ce phénomène m'intéressait.

Gander recoit environ 450,000 passagers en transit tous les ans. Au milieu de l'an dernier, entre 250 et 300 d'entre eux auraient présenté une demande de réfugiés. Aujourd'hui, comme le sait très bien le député, ce chiffre a grimpé en flèche. J'en ai parlé avec des responsables de Terre-Neuve. Par ailleurs, vous pourrez dire en pensant à vos amis hôteliers que tous les hôteliers de la province ne sont pas aussi découragés que vous l'êtes.

Il y a environ un an, le ministère des Affaires sociales de Terre-Neuve me disait qu'on pouvait régler la situation en donnant un aller simple aux réfugiés. Je viens d'une région semblable bien qu'au Nouveau-Brunswick, le problème n'est certainement pas assi grave qu'à Terre-Neuve. Mais est-ce la bonne chose à faire? S'agit-il d'une bonne politique gouvernementale que de déplacer le problème en transportant les gens ailleurs?

Le député a raison: beaucoup de ces gens veulent retrouver leur famille. Certains n'ont toutefois pas de famille. Nous espérons qu'avec la collaboration de la CEIC, cette dernière ou nous-mêmes pourrons aider ces gens à se rendre dans leur famille, ailleurs au pays. Une équipe spéciale est dans votre province cette semaine pour mener des instructions approfondies. Il ne s'agit bien sûr que de la pointe de l'iceberg.

Je crois pouvoir dire qu'il s'agit du plus grand défi que doit relever l'Immigration et notre Commission. Mentionnons en passant qu'on nous a suggéré de sceller les avions.

M. Baker: Comme on l'a fait à Shannon. C'est pour cela qu'ils...

Mr. Fairweather: Well, I know they do it in Shannon, but Canada is not Shannon. I hope that not many members of this committee would accept such a policy suggestion. I would like to assure the member that we are working hard to try to come to a solution that is fair to Newfoundland and fair to the claimants. It may mean the movement of a good many of these people to other centres to hear their claim.

Interestingly, the problem last year was that we thought we could complete a claim in St. John's faster than we could in Montreal and Toronto. This year, of course, that is not the case, given the numbers.

Mr. Baker: Would you not suggest, though, that it would be a good idea to co-ordinate matters with DND and to try to solve the problem on behalf of those people?

Mr. Fairweather: We will be glad to take that suggestion to CEIC, whose responsibility it is to organize the initial hearing. It may be an excellent suggestion. I am prepared to—

Mr. Baker: Something has to be done, Mr. Chairman.

Mr. Fairweather: Interestingly enough, of course—and this is not meant really quite as cynically as it may sound—it could be easy to divert to Mirabel and Pearson or Edmonton and Winnipeg.

Mr. Baker: What do you mean? I do not understand.

Mr. Fairweather: They need not land in Gander. I was told in the most vigorous—

Mr. Baker: You mean refugees would have a choice? What do you mean?

Mr. Fairweather: Cubana would land in Mirabel and not in Gander; it would overfly Gander. Then you would not need the DND. I do not want to press the member or he will get into trouble with his constituents.

Mr. Baker: No, no. I am just wondering how the refugees would go about convincing Cubana to land in Mirabel instead of Gander.

Mr. Fairweather: They can. They have landing rights in Mirabel. I was told in no uncertain terms by Gander people that the airport was essential to the economic future of the area and that the feeding, provisioning, and fueling of those aircraft was a major business in Newfoundland. Under no circumstances would they like it not to be the international airport. This is the other side of the coin.

Mr. Baker: Do you not think it is unfair, really terribly unfair, to these people to be...? This evening, right now, three buses just left St. John's to go 600 miles to the other end of the province with men, women, and children aboard to reopen a facility that has not been opened in ages. I will not say it is in the middle of nowhere because somebody is going to quote me on that—

Mr. Harder: In the middle of your constituency.

• 1635

Mr. Baker: No, no, it is not. It is just unreal that we do not have a suggestion to take these people.

[Translation]

M. Fairweather: Je sais qu'on l'a fait à Shannon, mais le Canada n'est pas Shannon. J'espère qu'il n'y aurait pas trop de membres de ce Comité prêts à accepter pareille suggestion. Je veux que les députés sachent que nous nous efforçons de trouver une solution qui soit juste à la fois pour Terre-Neuve et pour les demandeurs de statut de réfugiés. Cela pourrait vouloir dire le déplacement de bon nombre de ces gens vers d'autres centres où leur cas serait instruit.

Il est intéressant de se rappeler que l'an dernier, nous pensions pouvoir traiter les cas plus rapidement à Saint-Jean de Terre-Neuve qu'à Montréal ou Toronto. La situation est évidemment différente cette année à cause du nombre de cas.

M. Baker: Ne pensez-vous pas qu'il serait bon de coordonner ce déplacement avec l'aide de la Défense nationale et de tenter de régler le problème de ces gens?

M. Fairweather: Nous serons heureux de le suggérer à la CEIC à qui incombe l'organisation des instructions préliminaires. C'est peut-être une excellente suggestion. Je suis prêt à...

M. Baker: Il faut faire quelque chose, monsieur le président.

M. Fairweather: Sans vouloir paraître cynique, on pourrait peut-être les détourner vers Mirabel, Pearson, Edmonton ou Winnipeg.

M. Baker: Que voulez-vous dire? Je ne saisis pas.

M. Fairweather: Ils ne sont pas obligés d'atterir à Gander. On m'a dit avec conviction. . .

M. Baker: Les réfugiés auraient le choix? Que voulez-vous dire?

M. Fairweather: Cubana atterrirait à Mirabel plutôt qu'à Gander. L'avion ne ferait que survoler Gander. On n'aurait plus besoin des services de la Défense nationale. Mais je n'irai pas trop loin pour éviter au député les critiques de ses électeurs.

M. Baker: Non. Je me demande seulement comment les réfugiés pourraient convaincre Cubana d'atterrir à Mirabel plutôt qu'à Gander.

M. Fairweather: C'est possible. Cubana a un droit d'escale à Mirabel. Mais les gens de Gander m'ont dit très clairement que l'aéroport était essentiel à l'avenir économique de la région et que les services d'alimentation, de ravitaillement et d'approvisionnement en essence de ces avions étaient essentiels à l'économie de Terre-Neuve. Ils ne veulent absolument pas que Gander cesse d'être un aéroport international. Voilà l'autre côté de la médaille.

M. Baker: Ne trouvez-vous pas qu'il est injuste, profondément injuste, que ces gens soient...? Ce soir, à ce moment même, trois autobus quittent Saint Jean chargés d'hommes, de femmes et d'enfants qu'ils amènent à 600 milles de là vers un hôtel depuis longtemps condamné dont on ouvre les portes pour eux. Je ne dirai pas qu'il est dans le bled de peur qu'on ne cite mes paroles...

M. Harder: C'est dans votre circonscription.

M. Baker: Mais non, mais non. Il me semble incroyable qu'on n'ait rien à proposer pour ces gens.

Mr. Fairweather: Well, we have had your suggestion. You have made it and I have said what I would do with it. But it is not my business. You are going to dump the problem on Toronto and Montreal.

Mr. Baker: No, I am not dumping a problem. That is not a problem in Toronto or Montreal. It is a problem in Newfoundland.

Mr. Fairweather: Oh, it is indeed. It certainly is a problem in Toronto.

Mr. Baker: Well, if it is a problem in Montreal and Toronto, think of what a problem it is in Newfoundland.

Mr. Koury (Hochelaga—Maisonneuve): We did not say it was not.

Mr. Fairweather, welcome back, after a year and a few months. A lot of questions were asked. One in particular I would like to ask you myself. When you have refugees who are refused stay for whatever reason and they are expelled or sent back to their landing area, when they come to you and tell you... I have three such cases. One in particular, after eight years of residence in Canada, an Armenian, was sent back to the U.S.A. That was his port of entry. He pleads with you to see what you can do, and you have no one to talk to or answer to or to help him out or help the others who are in similar situations.

Mr. Fairweather: An Armenian who made a claim on this board certainly has somebody to talk to.

Mr. Koury: You mean besides coming to the Member of Parliament to try to help him. . .and we feel we cannot help this person.

Mr. Fairweather: You mean there has been a negative decision about his claim.

Mr. Koury: That is right.

Mr. Fairweather: And he is not found to be a convention refugee. What assistance. . .

Mr. Koury: They need assistance to have another hearing or to try to change the end results.

Mr. Fairweather: Unlike in most western countries, there remains in the ministers' hands a humanitarian and compassionate review. That would be the route to the minister's office.

Mr. Koury: What about this particular case, then? This fellow has...I will put the numbers down at between \$400,000 and \$500,000 in cash. He stayed in the States for a couple of years. He is from Lebanon. He wants to become a permanent resident here. He is a consultant. He has no family; of course that means minus points. He has his MBA, etc. And he has been refused entry or permanent residence.

Mr. Fairweather: It sounds to me, with great respect, as if that is an immigration matter. He did not make a refugee claim, did he?

Mr. Koury: No. I thought perhaps you could enlighten me, because—

Mr. Fairweather: What we did was accept 82% of all the claims. There were 2,000 claims for refugee status from Lebanon last year and 82% were found to be convention refugees.

[Traduction]

M. Fairweather: Et bien, nous avons reçu votre suggestion. Vous l'avez présentée et je vous ai dit ce que j'en ferais. Mais ce n'est pas à moi de régler le problème. Vous voulez déplacer le problème vers Toronto et Montréal.

M. Baker: Non, il ne s'agit pas de déplacer le problème. Ce ne serait pas un problème à Toronto et à Montréal alors que c'en est un à Terre-Neuve.

M. Fairweather: Si, c'est certainement un problème à Toronto.

M. Baker: Si c'est un problème à Montréal et à Toronto, imaginez l'ampleur du problème à Terre-Neuve!

M. Koury (Hochelaga—Maisonneuve): Nous n'avons pas dit le contraire.

Monsieur Fairweather, je vous souhaite la bienvenue; il y a déjà un an et quelques mois qu'on vous a vu. On a posé beaucoup de questions. J'aimerais moi-même vous en poser une. Lorsqu'on refuse aux réfugiés de rester ici pour quelque raison que ce soit et qu'on les renvoie à leur point d'entrée, et qu'ils viennent nous dire. . . J'ai trois cas de ce genre. Prenons le premier. Après huit ans de séjour au Canada, cet Arménien est renvoyé aux États-Unis. C'est de là qu'il est venu. Il vous implore de voir ce que vous pouvez faire et se plaint de n'avoir personne à qui parler, à qui poser des questions, à qui demander de l'aide, pas plus que les autres qui sont dans la même situation.

M. Fairweather: Si cet Arménien a fait une demande auprès de la Commission, il a certainement un interlocuteur.

M. Koury: Vous voulez dire à part les députés à qui il peut demander de l'aide. . . Or, nous ne voyons pas comment nous pouvons l'aider.

M. Fairweather: Vous me dites donc qu'on a rejeté sa demande.

M. Koury: Oui.

M. Fairweather: Et on a considéré qu'il n'était pas un réfugié. Comment pourrais-je l'aider. . .

M. Koury: Il veut qu'on l'aide à demander une nouvelle instruction afin de modifier la décision rendue.

M. Fairweather: Contrairement aux autres pays occidentaux, nous avons ici la possibilité de réexamen en fonction de considérations humanitaires par la ministre. Il faudrait donc confier ce dossier au bureau de la ministre.

M. Koury: J'ai un autre cas. Cet homme a, je vais citer les chiffres: entre 400,000\$ et 500,000\$ comptant. Il a habité aux États-Unis pendant environ deux ans. D'origine libanaise, il demande la résidence permanente au Canada. Il est consultant. Il n'a aucune famille, ce qui ne l'avantage pas. Il est titulaire d'un MBA, etc. On lui a refusé l'entrée au pays et la résidence permanente.

M. Fairweather: Si vous me permettez, il me semble qu'il s'agit d'un cas d'immigration. Il n'a pas présenté de demande de réfugié?

M. Koury: Non. Peut-être pourriez-vous m'éclairer, parce que...

M. Fairweather: Nous avons accepté 82 p. 100 des demandes. Il y a eu 2,000 demandes de statut de réfugié de la part de Libanais l'an dernier et 82 p. 100 d'entre elles ont été acceptées.

 $Mr.\ Koury: I$ was wondering if I could refer this particular case to the minister also.

Mr. Fairweather: Yes.

Mr. Koury: That is why I brought it to you.

Mr. Fairweather: The minister's discretion is very interesting. Years ago I sat on this very committee and the minister—it does not matter who—asked to have discretion reduced, because it is an extraordinary pressure. Every member must know this. In fact, the pressure is so strong that in Australia, in their amendments to their immigration act, they abolished humanitarian and compassionate discretion. This very committee, years ago, said no, that discretion is a safety valve, and we would not accept the minister's request to narrow discretion. It was quite interesting.

• 1640

Mr. Koury: I have a particular refugee who has been here now for two and a half years.

Mr. Fairweather: He is in the backlog, is he?

Mr. Koury: Yes. He is on La Gauchetière in Montreal, his dossier, and he needs to be heard rapidly, of course like everybody else. But understand this: this person is a pilot. Within the next two or three months his permit will expire. He would be hired right away for trans-Atlantic but not for local because they have too many pilots from Canada.

Mr. Fairweather: Would the member be good enough to give me the name—not now—and the file, and we will see. I have been able to respond rather rapidly to Mr. Heap, who made two requests of me, and because of the compassionate nature of the claim, we moved them more rapidly than others. The basic scheme of the backlog is first in... But there are cases, and many members will know of them, that are so extraordinarily in need of quick answers. So send it down, and we will see.

Mr. Koury: Thank you very much.

Mr. Heap: I want to say that I am very much encouraged by what Mr. Fairweather has told us of these two pilot projects for speeding up the hearings, both stages. I would like to ask a couple of questions that are maybe obvious, but they are not clear. In either of these projects, should I assume that nobody in those hearings has been rejected, that is to say it is 100% positive?

Mr. Fairweather: Absolutely, because it would be a gross breach of their entitlements.

Mr. Heap: In the second one you say "where more obvious cases". Now, is that equivalent to a conceded case, in the sense that the minister has the authority to—

Mr. Fairweather: No. I named early in the presentation four or five countries and gave you and colleagues the percentages of acceptance, up in the 90s, because of the human rights records of those particular source countries. They seem to us to be good examples of countries where a faster system...

Mr. Heap: I see.

[Translation]

Labour, Employment and Immigration

M. Koury: Je me demandais si je pourrais envoyer ce dossier également au ministre.

M. Fairweather: Oui.

M. Koury: C'est pour cela que je vous en parlais.

M. Fairweather: Le concept de discrétion ministérielle est très intéressant. Il y a des années, je faisais partie de ce comité et le ministre, peu importe de qui il s'agissait, a demandé une réduction de la discrétion ministérielle à cause des trop grandes pressions exercées. Les députés doivent s'en souvenir. En fait, la pression est telle qu'en Australie, en modifiant la Loi sur l'immigration, on a aboli la discrétion ministérielle pour des raisons humanitaires. Et c'est ce comité, il y quelques années, qui a décidé que la discrétion ministérielle pouvait servir de soupape et a ainsi refusé la demande du ministre qui visait à la restreindre. C'est très intéressant.

M. Koury: J'ai le cas d'un autre réfugié qui est ici depuis maintenant deux ans et demie.

M. Fairweather: Il fait donc partie de l'arriéré?

M. Koury: Oui. Son dossier est traité à Montréal, rue de la Gauchetière, et il faut qu'on le traite rapidement, bien sûr comme celui de tout le monde. Mais il faut savoir qu'il s'agit d'un pilote. Dans deux ou trois mois, son permis sera expiré. Il pourrait être embauché dès maintenant pour des vols transatlantiques mais pas pour des vols locaux en raison du surplus de pilotes canadiens.

M. Fairweather: Le député voudrait-il bien, pas maintenant, me donner le nom et le dossiser de cette personne. Je verrai ce que je peux faire. J'ai déjà pu répondre très rapidement à deux demandes présentées à M. Heap et en raison de la nature particulière des demandes, nous avons pu les traiter plus rapidement. En fait, les demandes doivent être traitées selon le principe du premier arrivé. . . Il y a toutefois des cas, les députés en connaissent, qui sont extraordinaires et doivent être traités rapidement. Envoyez-le moi et je verrai.

M. Koury: Merci beaucoup.

M. Heap: Je dois dire que j'ai été heureux d'apprendre grâce à M. Fairweather qu'il y a deux projets pilotes pour l'accélération de l'instruction des dossiers, aux deux étapes. J'aimerais poser quelques questions dont la réponse peut paraître évidente, mais qui ne sont pas claires pour moi. Pour ces deux projets, doit-on présumer qu'aucune demande n'a été rejetée, qu'on les a acceptées à 100 p. 100?

M. Fairweather: Absolument; autrement, on violerait leurs droits.

M. Heap: Pour le deuxième projet, vous parlez de cas plus évidents. S'agit-il de cas où il n'y pas opposition, c'est à dire que le ministre peut. . .

M. Fairweather: Non. Dans mon exposé, j'ai parlé de quatre ou cinq pays pour lesquels le taux d'acceptation est élevé, soit plus de 90 p. 100, à cause de la réputation des pays en matière de droits de la personne. Ce sont à notre avis de bons exemples de pays pour lesquels un processus plus rapide..

M. Heap: Je comprends.

Mr. Fairweather: They all have a hearing.

Mr. Heap: They go through the initial hearing in the regular way.

Mr. Harder: No, they would be paper conceded, most likely.

Mr. Heap: They would be paper conceded at the initial and then have a hearing before a single board member.

Mr. Harder: But prior to that hearing, there would be a pre-hearing conference with the RHO, the refugee hearing officer, and the lawyer of the claimant. There would be an agreed set of facts and circumstances, and the RHO would recommend the claim to a single member panel for consideration. The act does not provide for RHOs to make concessions as it does for CPOs.

Mr. Heap: I understand. Thank you.

On the general matter of the delay, I see in the estimates report at page 6, and I think you referred to this, that the determination stage—this is a full hearing—will increase from 9 months at the beginning of the year to 19 months by the year end. I am very concerned about that, not only for the reason that Mr. Fairweather of course has already expressed, which is the primary reason—the distress to the claimant who waits—but also because in the past decade it was that stretching out of the time that opened the way for systematic and deliberate racketeering abuse. In that connection, I was glad to hear Mr. Fairweather say that so far the numbers waiting are the result of use rather than abuse. Should I assume then that there is no sign at present of a pattern of deliberately false claimants?

• 1645

Mr. Fairweather: There is no pattern. But I have to be frank: there are some worries. They are not widespread, and we are watching this carefully.

Mr. Heap: On the matter of the timing, I have heard that procedures are much faster at some offices than at others. I am wondering if it is possible to get the figures on how many initial hearings are done per panel at each location. In other words, I am told that some panels put them through faster than others—

Mr. Fairweather: Yes, that is right.

Mr. Heap: —at different locations. I am wondering if we can get those figures.

Mr. Fairweather: We can get those figures. You have to bear in mind, though, that the Calgary office has hearings in Edmonton, Saskatoon, and Regina, so that you have to factor in travel. In Toronto, they just get on the subway.

Mr. Heap: I was thinking only of Ontario. Anyway, I would be glad if I could get those figures. And I was wondering if you could comment further. When this was being laid out a year or so ago, the estimate was about a half a day per hearing. I am told that in some law offices they find that a contested hearing does not take less than three half-day periods.

[Traduction]

M. Fairweather: Tous les cas font l'objet d'une instruciton.

M. Heap: Il y a donc une instruction préliminaire, comme pour les autres

M. Harder: Non. On fait une étude du dossier.

M. Heap: On fait donc une étude du dossier à l'étape préliminaire et il y a ensuite une audience devant un seul membre de la commission.

M. Harder: Mais avant cette audience, il y a une audience préliminiare avec l'agent d'audition et l'avocat du revendicateur de statut. Il faut d'abord s'entendre sur un ensemble de faits et de circonstances avant que l'agent d'audition recommande la demande à l'attention du membre de la commission. La loi ne permet pas aux agents d'audition de faire les même concessions que les ACPC.

M. Heap: Je vois. Merci.

Pour revenir à la question du retard, je vois dans le Budget des dépenses à la page 6, et vous en avez parlé, que l'étape de la détermination, c'est à dire l'examen approfondi, qui prenait neuf mois au début de l'année, prendra 19 mois à la fin de l'année. Cela me préoccupe beaucoup et non seulement pour la raison evoquée par M. Fairweather, c'est-à-dire la raison primaire, les difficultés imposées aux revendicateurs en attente, mais également parce qu'au cours de la dernière décennie, c'est le prolongement de ce délai qui a permis des abus systématiques et délibérés. À ce sujet, j'étais heureux d'entendre M. Fairweather déclarer que le nombre de cas en entente résultait plutôt de l'utilisation de nos services que d'un abus. Puis-je donc présumer qu'il n'y a pas actuellement de systématisation des demandes frauduleuses?

M. Fairweather: Non, il n'y a pas d'abus systématique. Mais pour être sincère, nous avons bien quelques inquiétudes. Les abus ne sont pas très nombreux mais nous restons aux aguets.

M. Heap: Pour revenir au délai, on m'a dit que les dossiers étaient traités plus rapidement dans certains bureaux que dans d'autres. Je me demande s'il serait possible d'avoir des chiffres, par exemple le nombre d'instructions préliminaires traitées par chaque comité, à chaque endroit. Autrement dit, on m'a dit que certains comités travaillent plus rapidement que d'autres. . .

M. Fairweather: Oui, c'est vrai.

M. Heap: . . . ailleurs. Je me demande si je pourrais obtenir ces chiffres.

M. Fairweather: Nous pouvons vous les fournir. Rappelezvous toutefois que le bureau de Calgary tient des audiences à Edmonton, Saskatoon et Régina et qu'il faut tenir compte des déplacements. À Toronto, les commissaires n'ont qu'à prendre le métro.

M. Heap: Je pensais uniquement à l'Ontario. Je serais heureux d'avoir tous les chiffres quand même. Je me demandais si vous pourriez également nous donner un complément d'information. Lorsqu'on a mis sur pied le processus il y a environ un an, on considérait qu'il fallait une demi-journée par audience. On me dit que maintenant dans certains cabinets d'avocats les dossiers contestés ne prennent pas moins de trois demi-journées.

Mr. Fairweather: That is usually the fault of the law firm involved, I would have to say, to be very frank.

Mr. Heap: Well, they are equally frank, but they have a different explanation.

Mr. Fairweather: That is not surprising, considering the profession.

Mr. Heap: Not being a lawyer, I cannot comment. . .

Mr. Fairweather: We would like every case to take half a day. That is the goal.

Mr. Heap: I am not trying to assign responsibility, let alone culpability. I am concerned with the scheduling plans. Is it possible to do them within the planned time? When we heard Mr. Sweeney two weeks ago, he spoke of it from the point of view of the CEIC, which of course shares responsibility. He felt that the backlog could be made up within a year, depending on how many conceded cases there were. I am concerned, therefore, to have some estimate on how fast the conceded cases go and how fast the contested cases go—statistically, not anecdotally.

Mr. Fairweather: We will see what we can do for the member. Our goal is less than half a day, and we would be happy to hear from the bar about any way to shorten the time.

Mr. Heap: Mr. Chairman, my point is not to try to—

Mr. Fairweather: I am sure the profession can look after itself. It always has.

Mr. Heap: You are very quick to blame the lawyers.

Mr. Fairweather: No, I am not.

Mr. Heap: You were.

Mr. Fairweather: Please, Mr. Heap.

Mr. Heap: That is not the issue.

Mr. Fairweather: It is my profession; I can occasionally take a sling or an arrow.

Mr. Heap: I am a refugee from a family of lawyers, so I have some sympathy. But I am trying to get at the facts, not the blame. Thank you.

Mr. Fairweather: We have been helped greatly by the legal profession, which has now come to terms with the fact that this is a rather good piece of legislation that can help a claimant move through our system very quickly. That has been a real achievement in a year.

• 1650

Mr. Fee (Red Deer): Mr. Heap, it is not normal for someone from your party to leap to the defence of lawyers. I am glad you explained that you are a refugee from a group of them. I do not think you will find many of us defending lawyers in this case either, even though you might—

An hon. member: Oh, please, please.

[Translation]

M. Fairweather: Pour être franc, il faut dire que c'est souvent la faute des avocats eux-mêmes.

M. Heap: Ils sont francs également et me donnent une explication bien différente.

M. Fairweather: Je ne suis pas surpris, étant donné la profession.

M. Heap: Je ne suis pas moi-même avocat et je ne peux pas en parler davantage. . .

M. Fairweather: Nous aimerions que chaque cas ne prenne qu'une demi-journée. C'est le but visé.

M. Heap: Je ne veux pas accuser qui que ce soit. Ce qui m'intéresse, c'est le calendrier fixé. Serait-il possible de régler tous les cas dans le temps prévu? Il y a deux semaines, nous avons accueilli M. Sweeney. Il représentait la Commission de l'emploi et de l'immigration qui partage cette responsabilité avec vous. Il estimait que l'arriéré pourrait être éliminé en un an, selon le nombre de cas non contestés. C'est pourquoi j'aimerais voir une évaluation du temps du traitement de cas où il n'y a pas d'opposition et des autres, où il y a opposition. Je veux des chiffres et non des cas particuliers.

M. Fairweather: Nous allons voir si nous pouvons les obtenir. Notre objectif est de passer moins d'une demi-journée par cas et nous serions heureux d'entendre les suggestions du Barreau qui viseraient une accélération du processus.

M. Heap: Monsieur le président, mon intention n'est pas de...

M. Fairweather: Je suis convaincu que les avocats peuvent se défendre. Ils l'ont toujours fait.

M. Heap: Vous accusez facilement les avocats.

M. Fairweather: Non, ce n'est pas vrai.

M. Heap: Si, si.

M. Fairweather: Allons, monsieur Heap.

M. Heap: Là n'est pas la question.

M. Fairweather: Je suis de cette profession; je peux certainement me défendre au besoin.

M. Heap: Je suis moi-même réfugié d'une famille d'avocats et je peux les comprendre. J'aimerais qu'on parle des faits, sans accuser qui ce soit. Merci.

M. Fairweather: Les avocats nous ont beaucoup aidé et ils reconnaissent maintenant que la loi est bonne et peut aider un revendicateur de statut de réfugié à franchir rapidement les étapes du système. En un an, c'est toute une réussite.

M. Fee (Red Deer): Monsieur Heap, il est inhabituel de voir quelqu'un de votre parti se lancer à la défense des avocats. Heureusement que vous avez expliqué que vous étiez un transfuge de votre famille. Je pense que vous ne trouverez guère de défenseur des avocats de notre côté dans ce cas-ci non plus, même si l'on peut. . .

Une voix: Oh, franchement.

Mr. Heap: We even have some lawyers in our caucus who are very broad-minded.

Mr. Fee: I am not going to touch that line. I wish Mr. Baker had sat here, because I would like to finish up on the question he was asking. Most of us would love to have every hotel room in our constituency filled and you paying the bill. We are not too anxious on this side to pay the bill too long. Once these people go through their initial clearance at Gander, I believe they are then free pretty well to go wherever in Canada. Is that correct?

Mr. Harder: Yes.

Mr. Fee: Do they go at government expense or at their own expense, or does that depend upon the circumstances?

Mr. Harder: They go at their own expense, if it is their decision. If, however, as a matter of addressing the Newfoundland situation, the government were to initiate a policy whereby the government would move claimants out of Newfoundland at their instigation, there would have to be some kind of support for that movement. The present situation is that once the initial hearing is complete, we as a board entertain a change of venue and have been most generous in terms of accepting change of venue for full hearings. However, the change of venue that Mr. Baker is speaking of would be a change of venue even before the initial hearing because of the numbers that are presently in Newfoundland. That is a matter on which the department would have to make a policy decision. I would anticipate that it would be making those decisions in the coming days.

Mr. Fee: Can I ask you a logistical question? If they have every available hotel room and space filled up, where are the departmental officials going to stay when they go out to this initial hearing?

Mr. Harder: My guess is that the Hotel Newfoundland probably has some room that would not be used by the—

Mr. Fee: In other words, the first-class accommodations are still available.

Mr. Harder: I would think so for the standing committee, if it were to travel and investigate.

Mr. Fee: I do not think we will go out there just now, thank you.

Now that Mr. Fairweather is gone, I am going to jump with the second half of the question that Mr. Johnson started. He was talking about the fact that you are spending \$60 million this year, \$3,000 per refugee. That is up about 20% from last year. Why the extra cost and how do you justify it?

Mr. Harder: Let me just take you through the numbers once again. This board was resourced on the basis of an anticipated 18,000 arrivals in year one. It was expected, because of 40% coming from countries that would be on the safe third list, that there would be a 40% reduction and that 33% of them would not meet credible basis because of the experience of where claimants were coming from in 1988 and before.

[Traduction]

M. Heap: Nous avons même des avocats très ouverts dans notre caucus.

M. Fee: Je ne m'engagerai pas sur ce terrain. J'aurais bien aimé que M. Baker soit là, car j'aimerais poursuivre la question qu'il posait. Nous aimerions à peu près tous que toutes les chambres d'hôtel de notre circonscription soient occupées et que vous payiez la facture. Nous n'avons pas tellement envie de continuer indéfiniment à payer de notre côté. Une fois que ces gens-là ont passé les premières formalités à Gander, j'imagine qu'ils ont la liberté d'aller à peu près n'importe où au Canada, n'est-ce pas?

M. Harder: Oui.

M. Fee: Aux frais du gouvernement ou à leurs propres frais, ou est-ce que cela dépend des circonstances?

M. Harder: Si c'est eux qui décident de voyager, c'est à leurs propres frais. Toutefois, si dans le cas de Terre-Neuve le gouvernement adoptait une politique de transfert de ces revendicateurs vers d'autres provinces, il faudrait qu'ils contribuent à ces frais de déplacement. Actuellement, une fois l'audience initiale terminée, nous sommes tout à fait d'accord pour changer de place et nous n'avons pas eu la moindre objection à ce que les audiences complètes se tiennent ailleurs. Toutefois, ce que M. Baker propose, c'est de transférer ces réfugiés avant même l'audience initiale parce qu'ils sont trop nombreux maintenant à Terre-Neuve. Il faudrait pour ça que le ministère prenne une décision politique. Je pense qu'il va probablement le faire d'ici quelques jours.

M. Fee: Puis-je vous poser une question de logistique? Si toutes les chambres sont occupées, où vont loger les fonctionnaires du ministère quand ils vont aller là-bas pour les audiences initiales?

M. Harder: Je pense qu'il reste à l'hôtel Newfoundland des chambres qui ne sont pas utilisées par...

M. Fee: Autrement dit, il reste encore des logements de 1ère classe.

M. Harder: Si le Comité veut aller enquêter sur place, je pense que oui.

M. Fee: Je pense que ce n'est pas pour tout de suite, merci.

Maintenant que M. Fairweather est parti, je vais passer à la deuxième moitié de la question que M. Johnson a commencée à poser. Il vous disait que vous depensiez cette année 60 millions de dollars, soit 3,000\$ par réfugié. C'est à peu près 20 p. 100 de plus que l'an dernier. Comment justifiez-vous cette augmentation?

M. Harder: Reprenons ces chiffres ensemble si vous le voulez bien. Les ressources de la Commission ont été établies en fonction de prévision de 18,000 arrivées au cours de la première année. On pensait que, comme 40 p. 100 allaient arriver de pays figurant sur la liste des pays tiers sûrs, ce chiffre serait réduit de 40 p. 100 et que 33 p. 100 de ces requérants ne franchiraient pas l'étape du test de bien-fondé compte tenu de l'expérience des revendicateurs de 1988 et d'avant.

In fact, we did not have the safe third list and the source countries of where claimants came from was not the kind of source countries that would have yielded a higher, non-credible basis figure than we had. We then had a 93% average referral rate for full hearings, which meant that as a board we were resourced to do, let us say, 7,200 full hearings. Through some of the efficiency measures we initiated in year one, we can now say confidently that we can do a little better than 10,000 full hearings. We have to do more full hearings though, if 93% of 18,000 from last year. . .

On top of that, we have the trend we have picked up in the last six months or so of ever increasing numbers, which caused us to project for year two arrivals between 34,000 and 40,000. We have to take the kind of initiatives that we suggested—the paper screening, the expedited process—but we cannot do it only with those initiatives. There will have to be some kind of resourcing to match the claimant levels we are experiencing.

For example, I think we can probably do 50% of our caseload by the expedited process. That has significant cost savings. The incremental cost of a full hearing is—you say \$3,000, but I would say about a little better than 2,000, because there are some fixed costs of the structure.

• 1655

Mr. Fee: I just divided the dollars among bodies.

Mr. Harder: No, I know. We calculate the incremental cost of an expedited hearing to be somewhere around \$600. I know which one you would be interested in us pursuing—if the answer is going to be yes. In other words, you want to protect the integrity of the decision—making process, but in the most efficacious way. That is why we are experimenting with this.

We are having discussions with Treasury Board, and obviously the department, to assure that we are in a position to be able to vigorously manage the numbers we have coming in. We cannot predict them and we cannot contract them. We have to deal with whatever numbers arrive at our border, in a manner that is not simply going up to the till every few months and asking for more.

We have to better manage the resources we have, through the programs that we are putting in place, taking advantage of where people are coming from and the like. Some level of resourcing increase is probably going to have to take place for us to deal with the numbers we have.

Mr. Fairweather: If I may, an interesting addition that many boards, either provincial or federal, are facing—not quite the same problem in human terms—is a rather large structure trying to deal with very large caseloads. The Law Reform Commission of Ontario and the Law Reform Commission of Canada are looking at the issue of adjudicating in groups.

[Translation]

En fait, nous n'avons pas eu cette liste des tiers pays sûrs, et compte tenu de l'origine des revendicateurs, nous n'avons du tout eu le taux de refus prévu pour manque de crédibilité de la demande. En outre, 93 p. 100 des réfugiés ont obtenu le droit à une audience complète, ce qui veut dire que nous avions les moyens de traiter, disons 7,200 audiences complètes. Grâce aux procédures d'amélioration de l'efficacité que nous avons adoptées au cours de la première année, nous pouvons maintenant affirmer que nous sommes en mesure de tenir un peu plus de 10,000 audiences complètes. Nous sommes cependant loin du compte s'il faut entendre 93 p. 100 des 18,000 réfugiés de l'an dernier...

De plus, nous avons depuis six mois une tendance à l'accroissement constant des nombres, d'après laquelle nous prévoyons maintenant de 34 à 40,000 arrivées pour la deuxième année. Il faut prendre les initiatives que nous avons proposées—le filtrage, la procédure accélérée—mais c'est insuffisant. Il va falloir débloquer des ressources en conséquence.

Je pense par exemple que nous pouvons régler 50 p. 100 des cas au moyen de la procédure accélérée. Cela représente une économie considérable. Le coût d'une audience complète s'élève d'après nous à 3,000\$, mais je pense que c'est plutôt un peu plus de 2,000\$, car il y a certains frais fixes.

M. Fee: J'ai simplement divisé le montant par le nombre de personnes.

M. Harder: Je sais. Nous évaluons le coût supplémentaire d'une audience accélérée à environ 600\$. Je sais ce que vous allez nous suggérer de choisir, et la réponse va être oui. Autrement dit, vous voulez que le processus de décision demeure parfaitement intègre, mais de la façon la plus efficace. C'est précisément pour cette raison que nous tentons cette expérience.

Nous discutons avec le Conseil du Trésor et le ministère naturellement des moyens de nous occuper énergiquement des masses de réfugiés que nous recevons. Nous ne pouvons pas les prédire ni les réduire. Nous devons simplement nous en occuper en essayant de ne pas être obligés de retourner à la caisse tous les quelques mois.

Nous devons améliorer la gestion de nos ressources au moyen des programmes que nous mettons sur pied en nous servant de l'origine des réfugiés, etc. mais étant donné la masse de réfugiés que nous avons, nous allons probablement avoir besoin de fonds supplémentaires.

M. Fairweather: Si vous permettez, la nouveauté pour de nombreuses commissions provinciales ou fédérales—ce n'est pas tout à fait le même problème en termes humains—c'est l'apparition d'un dispositif de grande envergure pour traiter un très grand nombre de cas. La Commission de réforme du droit de l'Ontario et la Commission de réforme du droit du Canada tranchent actuellement sur cette possibilité de règlements collectifs.

You know, we have to be careful. Mr. Heap put his finger on it: that could only happen when it is a "yes". The individual hearing is a right. It is a right, both jurisprudence and I suggest constitutionally protected.

Mr. Fee: I think you have also answered the next question I had, but I would like to ask it to give you the chance to say it again. I was encouraged when you predicted that in two years we will have the backlog cleaned up.

Mr. Fairweather: We have to, we must. It would be—

Mr. Fee: I sincerely hope you are right.

Mr. Fairweather: -unjust not to.

Mr. Fee: I agree. But in your numbers on page 4, you also said that right now for the initial hearing you are doing 1,900 a month, full hearings 700 per month, and new claims are growing at 3,000 per month. Are we not developing another backlog?

Mr. Harder: That is the number to which I referred. We have been very up front about the numbers as they have come in and as we have been able to deal with them. I would not call it a backlog. It is loaded with the use it has had to describe the claimants who arrived in Canada before January 1.

But there is no doubt that the case-pending load before the board, both at the initial and at the full hearing, is of concern. It is why we are taking the steps we are in terms of the expedited process at the full hearing and the paper screening at the initial. It is why we are looking at determining the resource implications of dealing with the volumes we have before us. It is volume-related.

We will do everything we can to keep the time frames down so that we do not have the kind of potential abuse to which Mr. Heap referred, when he talked about expanding timeframe s leading to abuse of the system.

Mrs. Anderson (Simcoe Centre): We have had many calls regarding an individual who apparently has been let into our country, a Jamaican reputed to have criminal convictions elsewhere. He has passed the original hearing.

I understand that so far these are probably allegations that would have to be proved. But there is a concern that this person is on our streets. If the allegations turn out to be truthful and correct, do we have any safety measures to protect our own citizens in that interim time?

Mr. Fairweather: Of course you have had many calls about this very issue. It was an initial hearing—and I am going to be very careful, this is not blaming anybody, I am just stating—at which our member did not find credible basis. The person from CEIC did. I do not want to place blame, because it is very important that we are not second–guessing a member's decision on what is or is not a credible basis. Having said that, the member is anxious about the public safety, of course. I do not know what might happen at the full hearing, but there must then be a review of reasons as to why that person could not be landed.

[Traduction]

Vous savez, nous devons être prudents. M. Heap l'a bien dit, cela ne peut se faire que si la réponse est «oui». L'audience individuelle est un droit. C'est un droit garanti à la fois par la jurisprudence et, à mon avis, par la Constitution.

- M. Fee: Je crois que vous avez déjà répondu à ma question suivante, et j'aimerais bien vous donner l'occasion de répéter cela. J'ai été réconforté de vous entendre dire que d'ici deux ans nous aurions épongé l'arriéré.
 - M. Fairweather: Il le faut absolument. Ce serait. . .
 - M. Fee: J'espère sincèrement que vous avez raison.
 - M. Fairweather: . . . injuste de ne pas le faire.
- M. Fee: D'accord. Pourtant, à la page 4, vous dîtes que le nombre de revendications instruites est passé à 1,900 par mois, le nombre d'instructions approfondies à 700 par mois et vous ajoutez que le nombre de nouveaux demandeurs est passé à 3,000 par mois. Ne sommes-nous pas en train d'accumuler un nouvel arriéré?
- M. Harder: C'est le chiffre que j'ai mentionné. Nous avons réagi positivement et nous avons pu nous occuper de tous ces revendicateurs de statut. Je ne dirais pas qu'il y a un arriéré. C'est un terme qui évoque les revendicateurs arrivés au Canada avant le 1er janvier.

Mais il est certain que le nombre de revendicateurs dont doit s'occuper la Commission à l'étape de l'instruction préliminaire et de l'instruction approfondie est inquiétant. C'est pour cela que nous prenons des mesures pour accélérer la procédure lors de l'instruction approfondie et renforcer la vérification des papiers au départ. C'est en fonction de cela que nous essayons de déterminer les ressources dont nous avons besoin pour traiter cette masse de cas. Ces ressources sont liées au volume.

Nous allons tout faire pour réduire les délais au minimum de façon à éviter les abus potentiels dont a parlé M. Heap.

Mme Anderson (Simcoe-Centre): Nous avons reçu de nombreux appels au sujet d'un individu qu'on a apparemment laissé entrer au Canada, un Jamaïcain avec un casier judiciaire à l'étranger. Il a passé l'étape de l'instruction préliminaire.

Je sais que ce sont des accusations qui restent à prouver. Les gens s'inquiètent cependant de la présence de ce genre de personnes dans nos rues. Si ces allégations s'avéraient fondées, aurions—nous les moyens de protéger la population entre temps?

M. Fairweather: Je comprends que vous ayez reçu de nombreux appels à ce sujet. Lors de cette audience préliminaire—et je vais peser mes mots, je n'accuse personne, je me contente de dire ce qui s'est passé—notre représentant a contesté le bien-fondé de la demande, mais le représentant de la CEIC l'a accepté. Je ne veux accuser personne, car il ne faut surtout pas remettre en cause la décision de la personne habilitée à trancher. Cela dit, je comprends que la député se préoccupe de la sécurité du public. Je ne sais pas ce qui se passera lors de l'instruction approfondie, mais il faudra alors examiner les raisons pour lesquelles cette personne ne peut pas obtenir le statut d'immigrant reçu.

• 1700

Mrs. Anderson: I understand that. In a case like this, would you have an avenue of faster service? If any suspicion is involved, can you hurry along a case like that?

Mr. Harder: It is difficult to speak on every individual case, but in some cases, of which this may well be one, we have sought to advance the full hearing, because of particular concerns surrounding the claim. That obviously has to be done in a reasonable timeframe, with council and so on involved.

Adjudicators have within their authority the capacity to keep people in detention before initial hearings. I do not know to what extent they exercised that authority in this case.

Mr. Johnson: I have a quick question regarding the Gander situation, because I do not think the real concern was brought out. I cannot imagine people being concerned about their hotels being full. I think the issue is that as soon as refugees pass their credible basis hearing they are then dumped fully on provincial social services. Is that not correct? That is the discussion.

Mr. Fairweather: I did not mean to play lightly with the most serious challenge facing the operations of the board, which is Newfoundland, and CEIC, for that matter. The social service system in Newfoundland is cost-shared. All these programs are cost-shared. Having said that, it must be far more difficult for a small province like Newfoundland to carry the social costs of this program.

Mr. Johnson: All right, that clarifies-

Mr. Fairweather: Mr. Baker is an old companion of mine and I feel comfortable bantering with him, but I did not banter about the seriousness of the Newfoundland issue.

Mr. Johnson: No, it was only that the exchange did not clarify the problem for me. Maybe you both understood it.

You mentioned other countries having refugee claim levels that are up by 142% and 111%. What are their base numbers? The figures are 100% of what?

Mr. Harder: I cannot give you the figures off the top of my head, but I can say that in West Germany, for example, the base number is well over 100,000. So we are talking about very large numbers in Europe.

To add to the picture, because of your previous question, while the European acceptance rate is not the same as ours, the stay rate is 90%, which addresses your question on removals. So the difficulty with removals consequent to refugee determination is not unique to Canada, but is an international—

Mr. Johnson: You should not imply from my question that I am concerned about the removal rate being too low or too high. I am stating it as a fact and am looking at the efficiency of getting there. If we know in advance that the rate will to be so low, we can allot. But it seems that we have enormous difficulty reaching that point.

Mr. Fairweather: We have discussed this very issue with the department and there is no question about it. I would think the situation is demoralizing for officers of the department who must make some hard decisions. Then, after those decisions are made, nothing happens.

[Translation]

Mme Anderson: Je comprends. Dans un cas comme celui-là, pouvez-vous accélérer les choses? Si quelqu'un est soupçonné de quelque chose, pouvez-vous accélérer la procédure?

M. Harder: Il est difficile de parler de chaque cas particulier, mais dans certains cas nous avons réussi à faire avancer l'instruction approfondie pour des raisons particulières, et c'est peut-être ce qui se fera pour ce cas précis. Naturellement, il faut le faire dans un délai raisonnable avec un avocat, etc.

Les arbitres ont le pouvoir de faire détenir quelqu'un jusqu'à son audience initiale. Je ne sais pas s'ils l'ont fait dans ce cas précis.

M. Johnson: J'ai une brève question à poser au sujet de Gander, car je ne pense pas qu'on ait souligné le vrai problème. Ce qui déranger les gens, ce n'est pas que les hôtels soient pleins. Le problème, c'est que aussitôt terminée l'instruction préliminaire des réfugiés, on les confie aux services sociaux provinciaux. C'est bien cela, n'est-ce pas? C'est cela le problème.

M. Fairweather: Je ne prends pas du tout à la légère le principal défi pour la commission, c'est-à-dire Terre-Neuve, et la CEIC en l'occurence. Les services sociaux de Terre-Neuve sont à frais partagés. Tous ces programmes sont à frais partagés. Cela dit, il doit être beaucoup plus difficile pour une petite province comme Terre-Neuve d'assumer les coûts sociaux de ce programme.

M. Johnson: Bon, cela éclaircie. . .

M. Fairweather: M. Baker est un de mes vieux compagnons et je blague volontiers avec lui, mais je ne blague pas du tout sur la question de Terre-Neuve.

M. Johnson: C'est simplement parce que les choses n'étaient pas claires pour moi. Peut-être aviez-vous compris tous les deux.

Vous dites que dans d'autres pays les demandes de statut de réfugié ont augmenté de 42 et de 111 p. 100. Quels sont les chiffres de départ? C'est un pourcentage par rapport à quel chiffre de départ?

M. Harder: Je n'ai pas ces chiffres à l'esprit, mais je peux vous dire qu'en Allemagne de l'Ouest, par exemple, le chiffre de base est de plus de 100,000 personnes. Ce sont donc des chiffres très importants pour l'Europe.

Pour compléter le tableau, étant donné votre précédente question, bien que les pays européens n'aient pas le même taux d'acceptation que nous, il reste que 90 p. 100 des réfugiés restent dans ces pays, ce qui répond à votre question sur l'expulsion. Le problème n'est donc pas unique au Canada, mais bien un problème international...

M. Johnson: N'allez pas juger d'après ma question que je considère le taux d'expulsion trop élevé ou trop faible. Je mentionne un simple fait et je me pose une question d'efficacité. Si nous savons d'avance que le taux va être très faible, nous pouvons faire la répartition. Mais j'ai l'impression que nous avons énormément de mal à y arriver.

M. Fairweather: Nous en avons justement discuté avec le ministère et c'est incontestable. Je pense que c'est démoralisant pour les agents du ministère qui doivent prendre des décisions pénibles, et qui constatent que ces décisions ne sont suivies d'aucun effet.

Mr. Johnson: I understand, with regard to my other question, that approximately 20,000 people coming to Canada is not an unusually high number and is probably roughly in proportion to our population base.

Mr. Harder: Yes.

Mr. Johnson: But the increases have been less because we have—

• 1705

Mr. Harder: It is interesting that in 1988, which is the year before the first year of this board, we had 35,000 arrivals in Canada. In year one of the board, we had 21,400. In year two we can probably anticipate between 36,000 and 40,000, so that we are then back to where we were in 1988. What is interesting about it is it is a different set of countries that are the source for that 35,000 in 1988 and the 35,000 projected for 1990.

Le président: Merci.

Permettez-moi, avant de donner la parole à M. Marchi, de revenir sur ces chiffres-là. On en traite combien par année depuis que la Commission de l'immigration du statut de réfugié est en place, avec la loi C-55? Combien pouvez-vous réussir à traiter de demandes par année, actuellement?

Mr. Fairweather: It is 21,425.

Le président: Vous en traitez 21,000 dans un an.

Mr. Harder: We have, in Canada, had 21,400 arrivals. As a board, together with CEIC, we dealt with a little better than 13,000 initial hearings. As a board we completed in year one a little better than 5,000 full hearings, recognizing, of course, that in year one we did not start full hearings until about month four.

It depends what questions you are asking. How many arrived in Canada to make a refugee claim? It is 21,400. How many were processed at the initial hearing? It is about 13,000. How many were finished at the full hearing? It is about 5,000. We are dealing with a process here.

Le président: Est-ce qu'il y a un arriéré du fait de la nouvelle loi C-55, et quel est cet arriéré, s'il y a lieu?

Mr. Harder: This is the figure we have been trying to deal with today. I would not call it a backlog because the word "backlog" has connotations referring to a situation that is not at all parallel with the situation we are facing today. There is no doubt there is a serious case–pending caseload before the board. At the present time, as of today, there are about 12,000 cases awaiting initial hearing. We have about 9,000 cases awaiting full hearing. To the extent that those cases signify a pending caseload—

Le président: Vous dites que vous faites 13,000 entrevues initiales dans une année. C'est bien ça?

M. Harder: Durant la première année.

Le président: Vous en avez 12,000 qui attendent, présentement, leur entrevue initiale; donc, à toutes fins pratiques, on a un an de retard. [Traduction]

M. Johnson: Pour revenir à mon autre question, je pense qu'il n'est pas anormal de voir 20,000 personnes arriver au Canada et que ce n'est pas un chiffre démesuré par rapport à notre population.

M. Harder: Oui.

M. Johnson: Mais les augmentations ont été moins. . .

M. Harder: C'est intéressant, en 1988, l'année qui a précédé la première année d'existence de cette commission, nous avons eu 35,000 arrivées au Canada. Au cours de la première année d'existence de la commission, il y en a eu 21,400. Pour la deuxième année, nous pouvons probablement nous attendre à un chiffre compris entre 36,000 et 40,000, c'est-à-dire à peu près ce que nous avions en 1988. Ce qui est intéressant, c'est que les 35,000 réfugiés de 1988 et les 35,000 prévus pour 1990 viennent de pays totalement différents.

The Chairman: Thank you.

Allow me, before I recognize Mr. Marchi, to dwell briefly on those figures. How many cases have been processed since the Immigration and Refugee Board was set up under Bill C-55? How many claims can you process every year?

Mr. Fairweather: 21,425.

The Chairman: You process 21,000 claims in one year.

M. Harder: Nous avons eu 21,400 arrivées au Canada. Notre Commission, avec la CEIC, a traité un peu plus de 13,000 instructions préliminaires. En un an, notre Commission a aussi traité un peu plus de 5,000 instructions approfondies, à cette réserve près évidemment qu'au cours de la première année, les instructions approfondies n'ont commencé que vers le quatrième mois

Tout dépend de la question que vous posez. Le nombre de personnes qui sont arrivées au Canada en demandant le statut de réfugié est de 21,400. Au niveau de l'instruction préliminaire, nous avons traité environ 13,000 dossiers. Pour ce qui est de l'instruction approfondie, il y en a eu environ 5,000. C'est une question de procédure.

The Chairman: Is there a backlog under this new Bill C-55, and if so, how much is that backlog?

M. Harder: C'est de cela que nous essayons de parler aujourd'hui. J'hésite à parler d'arriéré, car le terme «arriéré» a une connotation particulière et évoque une situation qui n'avait rien à voir avec la situation actuelle. Il est certain que nous avons un nombre assez inquiétant de cas en attente. Pour l'instant, environ 12,000 personnes attendent leur entrevue initiale et 9,000 leur entrevue approfondie. Dans la mesure où cela représente un arriéré...

The Chairman: You say that you hold about 13,000 initial hearings in one year, right?

Mr. Harder: During the first year.

The Chairman: Some 12,000 cases are presently awaiting initial hearing, in other words, we have a one year backlog.

Mr. Harder: In fairness, in the months of October, November, and December and now January and February, we have had 3,000 arrivals in each of those months. It is not as though we had 22,000 spread nicely throughout the year. We have had, since October—since this report was done—more than half of the number to which I refer.

Le président: S'il en entre 20,000 dans un an, et que j'en ai 12,000 que je n'ai pas faites, j'en ai 12,000 en attente, j'ai donc au moins un an de retard.

Mr. Harder: This is assuming that we are not going to take the paper screening initiative. For those who came in in January and February, we have in some measure not dealt with them because they are awaiting their initial hearing. You are right in identifying a significant case-pending load at the initial hearing. It is our view, together with the department's, that by paper screening the initial hearing the number will reduce very significantly.

On average, by the end of December, it was about five months' processing time for the initial hearing. We would like to see this reduced because it has certain implications for the claimant. I think we can do it with the paper screening.

Having said this—you are absolutely right—we have not as a board processed at the full-hearing stage the volumes that we must in order to be able to deal with the volumes that we are receiving. The steps we are taking to do so is the expedited process and the paper screening at the initial hearing, with some discussions about resources, so that we can increase our capacity to deal with claims beyond the 10,000 we now can do.

• 1710

Le président: En clair, si je voulais donner une image juste aux Canadiens et aux Canadiennes, je devrais dire ceci: Pour traiter les 12,000 cas, il me faut toute la prochaine année et pour être à jour, il ne faudrait plus qu'il en vienne au pays pendant les douze prochains mois, et cela simplement pour pouvoir traiter les 12,000 cas qui existent en ce moment. Et ça, pour être à jour, uniquement.

Mr. Harder: I would think that would be true only if we said we were going to sit on our hands and simply use the statistics of the last year. We have learned a lot in the last year. Productivity, for example, from month six to month twelve has gone up 100%. Well, we are going to take advantage of that. The paper screening will have a very significant impact on the initial hearings. The expedited process, once it gets going, if 60% of our claims come from five countries with an average acceptance rate of 90%, we should with the skill that we have and the experience of the first year, be able to identify a significant number of cases for the expedited process.

If we do that, as we expect to this year, we should be able to do half of our caseload in the expedited process, which means that we should be able to do somewhere around 18,000 expedited hearings a year. This is not going to be

[Translation]

M. Harder: Précisons tout de même qu'en octobre, novembre et décembre, et maintenant en janvier et février, nous avons eu 3,000 arrivées par mois. Ce n'est pas comme si nous en avions eu 22,000 bien réparties sur toute l'année. Depuis octobre—depuis ce rapport—c'est plus de la moitié de ce nombre de personnes qui est arrivé.

The Chairman: If we have 22,000 arrivals in one year and 12,000 have not been dealt with, 12,000 are pending, it means that I have a backlog of one year at least.

M. Harder: À supposer que nous ne mettions pas en application le projet d'étude du dossier. Nous ne nous sommes pas vraiment occupés de ceux qui sont arrivés en janvier et février, puisqu'ils n'ont pas encore eu leur audience préliminaire. Vous avez raison de souligner qu'il y a à ce niveau un nombre important de cas en attente. Nous estimons avec le ministère que la procédure de l'étude du dossier pour l'instruction préliminaire va nous permettre de réduire considérablement ce nombre.

En moyenne, à la fin de décembre, il fallait environ cinq mois pour l'instruction préliminaire. Nous voudrions réduire ce délai car il a un certain nombre d'implications pour le revendicateur. Je pense que ce sera possible en étudiant le dossier simplement.

Cela dit, vous avez tout à fait raison, notre commission n'a pas réussi à répondre à la demande d'instructions approfondies. Nous essayons d'accélérer la procédure au moyen de l'étude du dossier au niveau de l'instruction préliminaire et d'obtenir des ressources supplémentaires pour pouvoir traiter plus de cas que les 10,000 auxquels nous sommes limités actuellement.

The Chairman: If I really wanted Canadians to have a clear understanding of this situation, I guess I would have to say that all of next year would be required to handle those 12,000 cases, and in order to be up to date, we would have to cease admitting people to Canada over that same period –just in order to handle the 12,000 cases currently in the backlog. That would only allow us to clear it up and be up to date.

M. Harder: À mon avis, ce serait vrai uniquement si nous décidions de ne rien faire et d'utiliser tout bonnement les statistiques de l'an dernier. Le fait est que nous avons beaucoup appris depuis l'an dernier. Au cours des six derniers mois de l'année dernière, par exemple, il y a eu un accroissement de la productivité de 100 p. 100. Nous allons en profiter, bien entendu. L'examen du dossier sera très important pour ce qui est des instructions préliminaires. Une fois que le processus de traitement accéléré fonctionnera bien, si 60 p. 100 de nos demandes parviennent de cinq pays dont le taux d'acceptation moyen est de 90 p. 100, il me semble que grâce à l'expérience et aux compétences que nous aurons acquises pendant la première année, nous devrions pouvoir accélérer le traitement d'un très grand nombre de demandes.

Si nous y arrivons—et nous comptons bien le faire cette année—nous devrions pouvoir accélérer le traitement de la moitié des demandes accumulées, ce qui signifie que nous devrions pouvoir tenir environ 18,000 auditions accélérées par

today or tomorrow, but in terms of our target for the course of this year we would hope to do 50% of our caseload by the expedited process, assuming the pilot goes well and there is every belief that it will.

Le président: Merci. Monsieur Marchi.

Mr. Marchi: Just on the Gander thing for a moment, I think you know what my colleague was trying to address in one part, it was the lack of facility. I have heard stories where it is not only the lack of facility, but because of the lack of it it has also affected the quality of the facility where two or three families would share a room. We have heard those stories elsewhere, but I recall also reading both in Halifax, Nova Scotia, I think, and if I am not mistaken one story in Calgary where the refugees making application at the airport, because there is no proper holding centre, had to spend their time in jail overnight or for several days.

I am just wondering how we address that issue in terms of standardizing, if you will, treatment for a refugee at least on a temporary basis—not the long term, but at least on a temporary basis—the same in Mississauga as you would in Gander as you would in Calgary, because that too is at play in the equation.

Mr. Fairweather: That is really the challenge of our country, is it not? You have put it rather well that one would hope that claimants and other citizens would have rather similar facilities and opportunities. Incidentally, I would doubt that people are put in jail. Maybe you think I am being semantic; they would be in a detention facility. Some would say that is not far removed from jail, but it is not jail.

Mr. Marchi: There were a few stories, though. I will search for them, but they said that they—

Mr. Fairweather: Oh, look, I accept that.

Mr. Marchi: —had spent time in jail because the provincial government would not have a motel or a hotel, or would not pay, and people did not know what to do with them. So bingo, they were in overnight.

Mr. Harder: Yes, the challenge is-

Mr. Marchi: Maybe that is worse than where they are coming from, I am not sure.

Mr. Harder: The challenge is the unpredictability of the flows, both in volumes and in location. Who would have predicted the challenge we faced in Gander last year? That is the challenge we have.

As a board, from our perspective, what we manage is the full hearing and we have now put in place two full hearing rooms in St. John's and we have one full member and one part-time member from Newfoundland. And we send to

[Traduction]

an. Ce n'est pas du jour au lendemain qu'on va le faire, mais notre objectif cette année est de traiter 50 p. 100 de nos dossiers suivant la procédure accélérée, à condition que le projet pilote soit une réussite, et nous sommes convaincus qu'il le sera.

The Chairman: Thank you. Mr. Marchi.

M. Marchi: Pour en revenir à la question de la situation à Gander, je pense que vous savez où mon collègue voulait en venir tout à l'heure: il s'inquiètait de la pénurie d'installations. D'après ce que j'ai entendu dire, le problème, c'est non seulement qu'il n'y a pas suffisamment d'installations, mais qu'en raison de cette pénurie, on en est maintenant au point où deux ou trois familles sont obligées de partager une chambre. On nous a dit que la même situation existe ailleurs, mais je me souviens bien d'avoir lu quelque chose à Halifax, en Nouvelle-Écosse, et aussi à Calgary, si je ne m'abuse, où l'on disait que les réfugiés qui demandaient le statut de réfugié à l'aéroport devaient passer la nuit, ou même quelques jours, en prison, parce qu'il n'y avait pas de centre d'accueil.

Je me demande donc ce qu'on peut faire pour normaliser, si vous voulez, le traitement réservé aux réfugiés à court terme—et je dis bien, à court terme—afin que les demandeurs à Mississauga soient traités de la même façon que ceux qui sont à Gander et à Calgary—parce que c'est une considération importante, cela aussi.

M. Fairweather: Eh bien, c'est justement le défi que nous avons à relever au Canada, n'est-ce pas? Vous espérez que les demandeurs et d'autres citoyens aient accès à des installations de même qualité et qu'ils soient traités de la même façon, et je trouve votre remarque tout à fait à propos. Je vous fais remarquer une chose, cependant: je doute qu'on mette les gens en prison. Vous allez peut-être croire que c'est une nuance qu'il ne convient pas de faire, mais je pense qu'on les mettrait plutôt dans un centre de détention. Certains diraient que la différence entre les deux est minime, mais ce n'est tout de même pas une prison.

M. Marchi: Mais on a vu ou entendu un certain nombre d'histoires de ce genre. Je vais essayer de le retrouver, mais je pense qu'on disait que. . .

M. Fairweather: Oui, je n'en doute pas.

M. Marchi: ... certaines personnes étaient restées en prison pendant un certain temps parce que le gouvernement provincial n'avait pas de chambre de motel ou d'hôtel, ou encore refusait de les leur payer, et qu'on ne savait pas trop quoi en faire. Alors, on a décidé tout simplement de les mettre en prison pour la nuit.

M. Harder: Oui, il s'agit évidemment. . .

M. Marchi: Dans certains cas, ce traitement est peut-être pire que celui qu'on leur réserve chez eux, mais je n'en suis pas sûr.

M. Harder: Le problème, c'est l'imprévisibilité des mouvements de réfugiés vers le Canada, non seulement du point de vue du nombre, mais aussi du point de vue de l'endroit où ils vont choisir de faire leurs demandes. Qui aurait pu prévoir les difficultés que nous connaissons à Gander depuis un an? Voilà le problème auquel nous nous heurtons.

En ce qui concerne la Commission, c'est l'instruction approfondie qui nous incombe, et je peux vous dire que nous avons maintenant deux salles d'audiences à Saint-Jean, ainsi qu'un commissaire à plein temps et un commissaire à temps

Newfoundland additional members from Montreal and we are looking at sending them from elsewhere as well to assist with the volumes that are in Newfoundland. But we have to work with CEIC on this in terms of the initial hearing and clearly all of the full hearings cannot take place in Newfoundland or we would not be able to cope with the volumes that are challenging us.

Mr. Marchi: Rather than just looking at Toronto or Montreal as a possible solution, are the other Atlantic provinces neighbouring Newfoundland in any capacity? Rather than spending huge amounts of monies, are the other provinces near Newfoundland in a position to at least lessen the load on Newfoundland? I am thinking of Nova Scotia.

• 1715

Mr. Harder: CEIC is dealing with this problem in their discussions with the provinces. I am not in a position to report on those other than acknowledging, as you and Mr. Baker have, the need for a co-ordinated strategy.

Mr. Marchi: Another situation has been raised by a number of lawyers' claimants and also some people working as interpreters. Are the people interpreting and translating accredited? Is there a system whereby you get those translators? There have been criticisms or allegations—I do not know if they are true or not—that would suggest there is a huge discrepancy between the professionalism of one person and perhaps the unprofessionalism of another.

We have heard cases, for instance in Montreal, where one interpreter was perhaps interfering rather than interpreting. She was also politicizing and embarrassing the claimant. I have heard that there is a problem in Toronto because one would hear another and one would suggest that the professionalism or the quality is very much circumspect. I am just wondering if that is a justified problem. Are you aware of it? How do you deal with it? What is the standard by which your board and Immigration select people to translate on behalf of life-death situations?

Mr. Fairweather: Perhaps Mr. Harder would answer. The board recognized some of the members concerned early on. First of all, we thought the profession was underrated. Frankly, we thought Immigration were not paying them enough. We have come to terms with that. We have also asked translators and interpreters themselves to consider organizing. We are attempting to develop a roster with CEIC of competent people who have a high level of professionalism.

Mr. Harder: The problem is in some sense demanddriven. A lot of government agencies require translators now. Some of the languages are rather exotic. What we have done is taken an initiative—and CEIC have also come on

[Translation]

partiel de Terre-Neuve. De plus, nous y envoyons des commissaires basés à Montréal et nous envisageons d'y en envoyer d'autres pour les aider à traiter le grand nombre de demandes. Mais nous devons consulter la CEIC pour ce qui est de l'instruction préliminaire et de l'instruction approfondie, car il est certain que nous ne pourrons procéder à toutes les instructions approfondies à Terre-Neuve en raison du grand nombre de demandes.

M. Marchi: Plutôt que de prévoir de faire venir des gens de Toronto ou de Montréal, ne pensez-vous pas qu'il conviendrait de faire appel aux autres provinces maritimes? Plutôt que de dépenser beaucoup d'argent, ne pourrait-on pas demander aux provinces qui se trouvent près de Terre-Neuve de vous prêter main-forte à Terre-Neuve? Je songe surtout à la Nouvelle-Écosse.

M. Harder: La CEIC aborde ce problème dans ses discussions avec les provinces. Je ne suis pas en mesure de vous en dire davantage, si ce n'est que nous reconnaissons, comme vous-même et M. Baker, qu'il faut une stratégie coordonnée.

M. Marchi: Il y a une autre chose qui a été soulevée par un certain nombre de demandeurs ainsi que par des gens qui travaillent comme interprètes professionnels. Ceux qui fournissent des services d'interprétation et de traduction sontils accrédités? D'où obtenez-vous vos traducteurs et interprètes? Certains prétendent—et je ne sais pas si c'est vrai ou non—qu'il y a une grande différence de qualité en raison du professionnalisme de certaines personnes, et du manque de professionnalisme d'autres personnes.

Nous avons entendu parler de cas—à Montréal, par exemple—où l'interprète s'interposait dans la discussion, au lieu d'interpréter. Il se permettait aussi de politiser cette dernière, ce qui a gêné le demandeur. J'ai entendu dire que c'est un véritable problème à Toronto, où certains disent qu'après avoir entendu travailler certains interprètes, ils ont des doutes sur leur professionnalisme ou la qualité de leur travail, si vous voulez. Je me demande si ces critiques sont justifiées ou non. Êtes—vous au courant de ces plaintes, et qu'avez—vous fait pour y répondre? Étant donné que c'est parfois une question de vie ou de mort pour certains demandeurs, je pense qu'il convient que vous nous disiez quels critères vous appliquez à la sélection des interprètes.

M. Fairweather: Je vais demander à M. Harder de vous répondre. La commission a très tôt réalisé que c'était un problème dans certains cas. D'abord, il nous semblait que les membres de cette profession étaient sous-estimés. A notre avis, le ministère ne les payait pas assez. Maintenant, nous avons réglé ce problème. Nous avons également demandé aux traducteurs et aux interprètes d'envisager de se syndiquer. Nous essayons actuellement d'établir, avec la collaboration de la CEIC, une liste de gens très compétents et très professionnels.

M. Harder: Jusqu'à un certain point, le problème découle de la très forte demande qui existe à l'heure actuelle. Beaucoup d'organismes gouvernementaux exigent maintenant les services de traducteurs et d'interprètes. Certaines des

board—whereby we will be administering a test to our translators. We will be giving them training, not in terms of translating training, but in terms of words, sensitivity to the kinds of hearings we are undertaking.

We have also completed a compendium of most-used terms being translated now into the various languages of use. We feel this one urgent step can go a long way in assuring consistency in quality of interpreters. Those who do not meet the test standards will obviously not be called upon by us.

Mr. Marchi: I met recently with a delegation most concerned with the situation in Cuba, where their reports were that Mr. Castro and company are coming down very hard in terms of human rights abuses. I am not too sure about the documentation centre. What would be the status on Cuba? Because that delegation, at least from what they have accounted and documented, seemed to be quite severe. It has been more of a recent phenomenon in terms of a very—

Mr. Fairweather: They are probably feeling a little isolated.

Mr. Marchi: —desperate Castro trying to maintain control and power, who, from the delegation's point of view, has resorted to very extreme measures.

Mr. Fairweather: We have accepted 79% of all the claims from Cuba. That is in the very high range.

Mr. Marchi: Has there been a lot. . .?

Mr. Harder: Not very many. . . 62 initiated. We do not have a country profile on Cuba. It is again one of those situations where we have a series of documentation not yet distilled into a country profile.

Mr. Marchi: You might want to consider it. I will provide you with some information.

Mr. Harder: That information itself is useful for the development of our material.

• 1720

Mr. Heap: To follow up on your comments to Mr. Marchi about the translators, you suggested that they organize. Do you know whether they are developing an organization in the sense of a bargining unit?

Mr. Fairweather: I meant professionally, their professional competence.

Mr. Heap: Sometimes the two go together. Has there been any—

[Traduction]

langues sont assez exotiques. De notre côté, nous avons pris l'initiative—et la CEIC va faire de même—de faire passer un test à nos traducteurs et interprètes. Nous allons également les former—et là, je ne parle pas de formation en traduction ou en interprétation—afin qu'ils puissent prendre connaissance de notre terminologie et être plus sensibles au genre de travail que nous faisons dans le cadre de nos instructions.

Nous avons également préparé une liste des termes les plus utilisés et nous sommes en train de faire traduire ces termes dans les diverses langues. Pour nous, ces mesures permettront de régler la plupart des problèmes en ce qui concerne le maintien d'une certaine qualité dans les services d'interprètes. C'est sûr qu'on n'appellera pas ceux qui ne répondent pas à nos critères.

M. Marchi: J'ai récemment rencontré les membres d'une délégation qui s'inquiétaient beaucoup de la situation à Cuba, où d'après ce qu'ils avaient entendu dire, M. Castro et compagnie violent les droits des gens d'une manière impitoyable. J'ai des doutes sur le centre de documentation. Quelle est donc la situation à Cuba? D'après cette délégation—c'est-à-dire d'après ce que ses membres ont vu et entendu—la situation semble très grave. Je suppose que c'est un phénomène assez récent en ce qui concerne...

M. Fairweather: Oui, je suppose qu'ils se sentent un peu isolés.

M. Marchi: . . .les mesures récemment prises par Castro, qui est prêt à tout pour rester au pouvoir, et qui, selon les membres de cette délégation, pousse maintenant les choses à l'excès.

M. Fairweather: Nous avons accepté 79 p. 100 de toutes les demandes venant de Cuba. C'est un pourcentage très élevé.

M. Marchi: En avez-vous eu beaucoup. . .?

M. Harder: Non, pas tellement...62 en sont encore à la première étape. Nous n'avons pas vraiment le profil de ce pays. Nous avons certains renseignements sur Cuba, mais nous n'avons pas encore pu en établir le profil.

M. Marchi: Il faudrait peut-être le faire. Je peux d'ailleurs vous fournir des renseignements là-dessus.

M. Harder: Les renseignements que vous venez de nous fournir seront justement très utiles pour l'établissement de ce profil.

- M. Heap: Pour en revenir à la question des traducteurs et interprètes soulevée par M. Marchi, vous avez dit qu'ils devraient se syndiquer. Savez-vous s'ils sont déjà en train de s'organiser pour former une unité de négociation?
- M. Fairweather: En fait, je voulais dire sur le plan professionnel, qu'ils créent leur propre organisme professionnel.
 - M. Heap: Mais les deux vont parfois de pair. Avez-vous. . .

Mr. Fairweather: When we began a year ago we looked at the rate of pay for this profession. We thought it was inadequate and that it might assist in improving both quality and availability. We really threw a bit of a forward pass, because Immigration did not yet recognize this need. If I can put it in vulgar terms, I think we shamed Immigration into dealing with this problem.

Mr. Heap: There has been favourable progress then?

Mr. Fairweather: Yes, we know about and have attempted to deal with the problems Mr. Marchi raised.

Mr. Heap: On the matter of the 9,000 awaiting a full hearing, I understand there is sometimes a lag between a person's physical entry with a statement that he wishes to make a refugee claim, and the actual documentation of the section 20 report by CEIC. Have you any comment on that? I heard of that in connection with Gander, but I heard it in other connections as well. I know that would not be under your jurisdiction, but do you have any information about how many there would be in addition to the 9,000 you referred to?

Mr. Harder: It would be more in respect of the 12,000 I referred to who are awaiting initial hearing—

Mr. Heap: Yes, I am sorry. I was looking at the wrong one.

Mr. Harder: The information we have is more Gander-oriented in terms of the section 20 problem. I am unaware of the problem outside Gander.

Mr. Heap: I see. Do you have any figures on the Gander situation? How many are awaiting a section 20 report?

Mr. Harder: I do not have those figures with me. They really belong to the department.

Mr. Heap: Okay. I am also concerned with the question of the backlog. I understand the vast majority. . . First of all, of those who had transcripts under the previous system, a little more than half of the 25,000 cases have been reviewed. Some 90% or 95% have been rejected and have therefore proceeded through the humanitarian process. Of those, 90% or 95% were rejected and are now winding up with the credible basis test.

Of those at the credible basis test who came from the group whose transcripts were reviewed and who were rejected, probably three-quarters were accepted on the basis of no-contest. And while it is probably a good thing that they

[Translation]

M. Fairweather: Lorsque nous nous sommes penchés là-dessus, il y a environ un an, nous avons commencé par regarder les tarifs des interprètes. Ils nous semblaient insuffisants, et nous avons pensé que la disponibilité et la qualité de leurs services seraient certainement supérieures si on les relevait. C'est vraiment nous qui avons lancé cette initiative, car les gens de l'Immigration ne se rendaient pas encore compte que c'était nécessaire. Si je peux me permettre de le dire un peu crûment, je pense que nous avons obligé les gens du ministère à faire face à ce problème en leur faisant honte.

M. Heap: Il y a donc eu beaucoup de progrès?

M. Fairweather: Oui, nous sommes au courant des problèmes soulevés par M. Marchi, et nous avons déjà pris des mesures pour les régler.

M. Heap: Sur la question des 9,000 demandeurs qui attendent l'instruction approfondie, je crois comprendre qu'il y a parfois décalage entre la présentation en personne de la demande de réfugié et l'établissement du rapport exigé à l'article 20 de la loi par la CEIC. Comment réagissez-vous à cette affirmation? D'après ce qu'on m'a dit, c'est le cas à Gander, surtout, mais ailleurs aussi. Je ne sais pas si cela relève de vous ou non, mais peut-être auriez-vous des renseignements sur le nombre de demandeurs supplémentaires qu'il pourrait y avoir, à part les 9,000 auxquels vous avez fait allusion?

M. Harder: Ce serait plutôt par rapport aux 12,000 dont j'ai parlé, et qui attendent l'instruction préliminaire. . .

M. Heap: Oui, excusez-moi. Je ne regardais pas le bon chiffre.

M. Harder: D'après ce qu'on nous a dit, c'est surtout un problème à Gander. Que je sache, il n'y a pas eu de difficulté de ce genre ailleurs.

M. Heap: Ah, bon. Avez-vous des chiffres sur la situation à Gander? Combien attendent l'établissement du rapport prévu à l'article 20?

M. Harder: Je n'ai pas ces chiffres avec moi. Ce genre de chiffres est tenu plutôt par le ministère.

M. Heap: D'accord. J'aurais également une question à vous poser au sujet de l'arriéré. Je crois comprendre que la grande majorité... D'abord, de ceux qui ont eu une copie de l'interrogatoire en vertu de l'ancien système, un peu plus de la moitié des 25,000 dossiers ont été examinés. De ce nombre, 90 ou 95 p. 100 ont été rejetés, et on est maintenant en train de les étudier à la lumière des critères humanitaires. De ces dossiers-là, 90 ou 95 p. 100 ont été rejetés, et on va maintenant vérifier le bien-fondé de leur demande.

De ceux qui en sont maintenant à l'étape de la vérification du bien-fondé de leur demande, et qui faisaient partie du groupe dont une copie de l'interrogatoire a été étudiée et dont les demandes ont été rejetées, environ les

have been accepted—I am not familiar with the individual cases, but I assume it is a good thing—I am concerned about the time spent going over the transcripts, the time spent going through humanitarian and compassionate, and then time spent waiting for a hearing. As of some time in March only about 15% of them had been heard, and then it turned out that the earlier decision was reversed. Obviously the claimants are not complaining that it was reversed, but I am concerned about the delay for the claimant and the staff time used. I wonder if the board members concerned have any comment on that situation. It seems to be a question of whether the RBRU did an appropriate evaluation back there at the beginning.

[Traduction]

trois quarts ont été acceptés sans contestation de la part du gouvernement. Et même si c'est probablement une bonne chose qu'ils aient été acceptées—je ne connais pas les dossiers des individus en question, mais je présume que c'est une bonne chose—je m'inquiète de ce qu'on consacre autant de temps à l'examen du texte de l'interrogatoire, du temps qu'on consacre à l'examen du dossier à la lumière des considérations humanitaires, et du temps qui s'écoule avant qu'on leur accorde une audience. Au mois de mars, seulement 15 p. 100 de ces gens-là avaient eu une audience, et tout cela pour que les autorités reviennent sur leur décision précédente. C'est sûr que les demandeurs ne sont pas mécontents qu'ils soient revenus sur leur décision, mais je me préoccupe du retard que tout cela cause au demandeur et du temps qu'il faut y consacrer au sein du ministère. J'aimerais connaître la réaction des commissaires à tout cela. Il s'agit de savoir si la Subdivision de l'arriéré en fait une évaluation adéquate au départ.

• 1725

Mr. Firdaus Kharas (Assistant Deputy Chairman, Backlog, Immigration and Refugee Board of Canada): Your figures are accurate except for one statistic. I think the acceptance rate is more than 10% at the RBRU. This is CEIC's jurisdiction, not ours, but my understanding is the figures are somewhere in the neighbourhood of 25% to 30%.

Mr. Heap: My figure is about three months old. I am referring to December 31.

Mr. Kharas: I think it is about 25% to 30% overall now. I am the board member who sees the positive decisions RBRU produces, in that I sign them when the CPO has conceded formally on those cases. I have no problem signing those cases, in the sense that I would have come to the same decision reading those transcripts were it to have been a contested hearing before me.

I do not see the negative decisions, and I cannot make any comment as to how they arrive at them and how many there are, and so forth. In terms of the hearing process out in the field, your figures are exactly correct. About three-quarters of them are overturned; most of those are overturned, however, by the concession of the CPO.

Again, this is CEIC's jurisdiction. The CPO decides to concede based on certain information. Their instructions are they are supposed to concede because of new information.

The RBRU, in a sense, is in a time warp. Everything they look at is three years old, because the transcripts under oath are basically towards the end of 1986 and in 1987. China would be a good example, where a person may have come in

M. Firdaus Kharas (vice-président adjoint, Programme de l'élimination de l'arriéré, Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada): Je pense que vos chiffres sont exacts, sauf pour une statistique en particulier. Je crois que le taux d'acceptation dépasse 10 p. 100 à la Subdivision de l'arriéré. Cela relève de la CEIC, pas de nous, mais je crois comprendre que le pourcentage serait plutôt de 25 ou de 30 p. 100.

M. Heap: Ce chiffre remonte à trois mois. Je parle de la situation au 31 décembre.

M. Kharas: Je pense que c'est plutôt 25 ou 30 p. 100 dans l'ensemble, à l'heure actuelle. C'est moi qui revois les décisions positives de la Subdivision de l'arriéré, et c'est moi qui les signe une fois que l'APC a rendu sa décision de façon officielle. Et je suis tout à fait disposé à les signer, puisque moi-même, j'en serais arrivé à la même conclusion après lecture du texte de l'interrogatoire dans le cas de contestation, de la part du gouvernement, du bien-fondé des revendications.

Comme je ne vois pas les décisions négatives, je ne peux pas vous dire comment ils les prennent, ni quel en est le nombre. Pour ce qui est de l'instruction des dossiers sur le terrain, vos chiffres sont tout à fait exacts. On revient sur les trois quarts des décisions; c'est-à-dire que l'APC accepte de revenir dans sa décision dans la plupart des cas.

Mais encore une fois, tout cela relève de la CEIC. L'APC va décider de changer d'avis s'il obtient certaines informations. D'après les instructions qu'ils ont reçues, les agents ne sont censés revenir sur leur décision que si on leur apporte des faits nouveaux.

Jusqu'à un certain point, la Subdivision de l'arriéré travaille en vase clos. Tous les dossiers qu'ils étudient remontent à trois ans, car les interrogatoires sous serment remontent à la fin de 1986 et à 1987. La Chine en est un bon

at that time and made the transcript under oath. The RBRU, and indeed anybody looking at it objectively, would not find credible basis on the basis of the examination under oath, but when they go out in the field they get further information regarding recent developments on that particular case, and the CPO forms the opinion that there is credible basis and informs the panel, or the panel comes to that conclusion when there is a contested hearing.

Mr. Heap: About the time warp, I can understand that if an RBRU member merely looked at a transcript from 1986 or even earlier, he might say this person was not a refugee, but in many of those cases he could not do that after June of 1989 unless he was completely insulated from the media. In other words—

Mr. Kharas: That happens out in the field. That is exactly why you have the differences between the acceptance rates. As I understand it, that is not RBRU's jurisdiction. They look at the transcript under oath, and that is usually three years old. Out in the field, CPO and the counsel of the person concerned get together and exchange information. Then the CPO may form the opinion or indeed the questions that come out in the oral hearing as to what the recent developments are in activities of the person lead one to conclude that there may be a positive decision.

Mr. Heap: Would it not be appropriate for the RBRU members to look at that three-year-old information in light of the fact the person is now in 1989 or 1990, not in 1986? Is he not supposed to use country information available to him as a basis for interpreting the three-year-old information he has?

Mr. Kharas: You are out of our jurisdiction now. I see only the positive decisions, as I said. I do not see the negative decisions, so I cannot comment on anything the RBRU may do in terms of sending decisions out for an oral hearing. I can tell you they are very thorough in their research, they are very consistent in their approach, they are very dedicated people, and they have done a very large number of reviews in a relatively short period of time; but as to their instructions regarding what information to look at, that is within CEIC's mandate.

Mr. Heap: Thank you.

• 1730

Le président: Merci, monsieur Heap.

Je remercie nos témoins de cet après-midi pour leur comparution devant notre Comité, et je leur souhaite aussi la meilleure des chances dans l'organisation de tout cela.

Avant de nous séparer, je voudrais souhaiter à notre greffière, bonne chance dans les prochaines semaines, puisqu'on sait qu'elle entreprend, à partir de ce soir, un congé de maternité. Je tiens à vous remercier d'une façon particulière, madame, pour la qualité de votre travail. Nous l'avons apprécié.

[Translation]

exemple, parce qu'un certain nombre de ses ressortissants ont subi l'interrogatoire sous serment à l'époque. Les agents travaillant à la Subdivision de l'arriéré, et en fait, n'importe qui qui étudierait ces dossiers objectivement, trouveraient probablement que leurs revendications n'étaient pas justifiées d'après les résultats de l'interrogatoire, mais lorsqu'ils arrivent sur le terrain, ils obtiennent d'autres renseignements, et c'est à ce moment-là que l'APC va peut-être décider que la demande est fondée et que le groupe qui se penche sur ce dossier va peut-être en arriver à la même conclusion s'il y a contestation de la part du gouvernement.

M. Heap: Vous avez parlé du fait qu'ils travaillent en vase clos, et je peux comprendre que si ces gens se fondent uniquement sur les textes d'interrogatoires qui remontent à 1986 ou encore plus loin, ils pourraient croire que la demande n'était pas fondée; mais après juin 1989, cela n'aurait pas été possible, à moins que l'agent en question n'ait absolument aucun contact avec les médias. Autrement dit. . .

M. Kharas: Mais c'est justement ce qui arrive quand on travaille sur le terrain. Voilà pourquoi il y a des écarts aussi grands dans les taux d'acceptation. Mais d'après ce qu'on m'a donné à entendre, cela ne relève pas de la Subdivision de l'arriéré. Cette dernière étudie le texte de l'interrogatoire sous sermemt, qui remonte d'habitude à trois ans. Sur le terrain, l'APC et l'avocat du demandeur se réunissent pour échanger des informations. Ensuite, l'APC peut lui-même changer d'avis, ou lors de l'audience orale, il se peut qu'on discute d'événements récents dans ces pays, de sorte que la décision soit positive.

M. Heap: Les agents de la subdivision ne devraient-ils pas se rappeler qu'on est maintenant en 1989 ou 1990 quand ils regardent le dossier d'un demandeur qui remonte à trois ans? L'agent n'est-il pas censé tenir compte d'événements récents dans le pays d'origine du demandeur lorsqu'il examine son dossier, dossier qui remonte à trois ans?

M. Kharas: Mais cela ne relève pas de nous. Je ne vois que les décisions positives, comme je vous l'ai déjà dit. Je ne vois pas les décisions négatives, et par conséquent, je ne peux pas vous donner ma réaction aux procédures suivies par la Subdivision de l'arriéré pour ce qui est de la tenue d'audiences orales. Je peux vous dire, par contre, qu'ils font bien leurs recherches, et qu'ils sont à la fois très cohérents, du point de vue de leur approche, et très consciencieux; je sais qu'ils ont étudié énormément de dossiers en une période relativement courte. Mais en ce qui concerne les instructions qu'on leur aurait données quant aux informations dont ils doivent tenir compte, cela relève de la CEIC.

M. Heap: Merci.

The Chairman: Thank you, Mr. Heap.

I would like to thank our witnesses for appearing before the Committee this afternoon, and I wish them the best of luck with their work.

Before I adjourn the meeting, I would just like to wish our Clerk the best of luck as well in the coming weeks, because as you all know, she will be on maternity leave as of tonight. I would like to thank you for your fine work here on the Committee. We certainly appreciated it.

La greffière du Comité: Merci beaucoup. Thank you.

Le président: La séance est levée.

[Traduction]

The Clerk of the Committee: Thank you very much.

The Chairman: The meeting is adjourned.











If undelivered, return COVER ONLY to: Canadian Government Publishing Centre, Supply and Services Canada, Ottawa, Canada, K1A 0S9

En cas de non-livraison, retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à: Centre d'édition du gouvernement du Canada, Approvisionnements et Services Canada, Ottawa, Canada, K1A 0S9

WITNESSES

From the Immigration and Refugee Board of Canada:

G. Fairweather, Chairman;V.P. Harder, Executive Director;Firdaus Kharas, Assistant Deputy Chairman, Backlog;Gerry Stobo, Assistant Director, Legal Services.

TÉMOINS

De la Commission de l'Immigration et du Statut de réfugié du Canada:

G. Fairweather, président;

V.P. Harder, directeur exécutif;

Firdaus Kharas, vice-président adjoint, Service de l'Arriéré; Gerry Stobo, directeur intérimaire, Services légaux.



HOUSE OF COMMONS

Issue No. 28

Tuesday, April 3, 1990

Chairman: Jean-Pierre Blackburn

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule nº 28

Le mardi 3 avril 1990

Président: Jean-Pierre Blackburn

Minutes of Proceedings and Evidence of the Standing Committee on

Procès-verbaux et témoignages du Comité permanent du

Labour, Employment and Immigration

Travail, de l'Emploi et de l'Immigration

RESPECTING:

Pursuant to Standing Order 108(2), an investigation into the Auditor General's work related to the unemployment insurance account, including Employment Services

CONCERNANT:

Conformément à l'article 108(2) du Règlement, une enquête sur le travail du vérificateur général relié aux programmes du Régime d'assurance-chômage et du Service national de placement

WITNESSES:

(See back cover)

TÉMOINS:

(Voir à l'endos)



Second Session of the Thirty-fourth Parliament, 1989-90

Deuxième session de la trente-quatrième législature, 1989-1990

STANDING COMMITTEE ON LABOUR, EMPLOYMENT AND IMMIGRATION

Chairman: Jean-Pierre Blackburn Vice-Chairman: Dave Worthy

Members

Edna Anderson Warren Allmand Harry Chadwick Doug Fee Dan Heap Al Johnson Allan Koury Sergio Marchi Gilbert Parent George Proud Cid Samson Jacques Vien—(14)

(Quorum 8)

Monique Hamilton

Clerk of the Committee

COMITÉ PERMANENT DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE L'IMMIGRATION

Président: Jean-Pierre Blackburn Vice-président: Dave Worthy

Membres

Edna Anderson
Warren Allmand
Harry Chadwick
Doug Fee
Dan Heap
Al Johnson
Allan Koury
Sergio Marchi
Gilbert Parent
George Proud
Cid Samson
Jacques Vien—(14)

(Quorum 8)

Le greffier du Comité Monique Hamilton

MINUTES OF PROCEEDINGS

TUESDAY, APRIL 3, 1990 (34)

[Text]

The Standing Committee on Labour, Employment and Immigration met at 11:10 o'clock a.m. this day, in Room 269, West Block, the Chairman, Jean-Pierre Blackburn, presiding.

Members of the Committee present: Warren Allmand, Edna Anderson, Jean-Pierre Blackburn, Harry Chadwick, Doug Fee, Al Johnson, Allan Koury, George Proud, Jacques Vien and Dave Worthy.

Acting Member present: Phillip Edmonston for Cid Samson.

In attendance: From the Library of Parliament: Kevin Kerr and Margaret Young, Research Officers.

Witnesses: From the Office of the Auditor General: Kenneth M. Dye, F.C.A., Auditor General of Canada; Robert Lalonde, Assistant Auditor General, Audit Operations; Louis Lalonde, Principal Director, Audit Operations.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference from the House dated Thursday, February 22, relating to the Main Estimates 1990-1991. (See Minutes of Proceedings and Evidence, dated Wednesday, March 14, 1990, Issue No. 21).

By unanimous consent, the Chairman called Votes 1, 5 and 10 under EMPLOYMENT and IMMIGRATION.

Kenneth Dye made a statement, and with the other witnesses, answered questions.

At 11:34 a.m., the sitting was suspended.

At 12:55 p.m., the sitting was resumed.

Questionning of witnesses was resumed.

At 1:20 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

Monique Hamilton

Clerk of the Committee

PROCÈS-VERBAL

LE MARDI 3 AVRIL 1990 (34)

[Traduction]

Le Comité permanent du travail, de l'emploi et de l'immigration se réunit aujourd'hui à 11 h 10, dans la salle 269 de l'édifice de l'Ouest, sous la présidence de Jean-Pierre Blackburn (président).

Membres du Comité présents: Warren Allmand, Edna Anderson, Jean-Pierre Blackburn, Harry Chadwick, Doug Fee, Al Johnson, Allan Koury, George Proud, Jacques Vien et Dave Worthy.

Membre suppléant présent: Phillip Edmonston remplace Cid Samson.

Aussi présents: De la Bibliothèque du Parlement: Kevin Kerr et Margaret Young, attachés de recherche.

Témoins: Du Bureau du Vérificateur général du Canada: Kenneth M. Dye, F.C.A., vérificateur général; Robert Lalonde, vérificateur général adjoint, Opérations de vérification; Louis Lalonde, directeur principal, Opérations de vérification.

Conformément à son ordre de renvoi en date du jeudi 22 février 1990, le Comité reprend l'étude du Budget des dépenses principal de 1990-1991 (voir les Procès-verbaux et témoignages du mercredi 14 mars 1990, fascicule nº 21).

Du consentement unanime, le président appelle les crédits 1, 5, et 10 sous la rubrique EMPLOI ET IMMIGRATION.

Kenneth Dye fait un exposé puis, avec les autres témoins, répond aux questions.

A 11 h 34, la séance est suspendue.

A 12 h 55, la séance reprend.

L'audition des témoins se poursuit.

A 13 h 20, le Comité s'ajourne jusqu'à nouvelle convocation du président.

La greffière du Comité Monique Hamilton

EVIDENCE

[Recorded by Electronic Apparatus]
[Texte]
Tuesday, April 3, 1990

• 1110

Le président: À l'ordre!

Bienvenue à tous les membres de ce Comité et à nos

Ce matin nous recevons le vérificateur général, M. Kenneth Dye. Il est accompagné de M. Robert Lalonde, vérificateur général adjoint, et de M. Louis Lalonde, directeur principal, tous les deux du service Opérations de vérification.

Monsieur Dye a fait, au cours des années 1987-1988 et 1988-1989, certaines vérifications dites vérifications intégrées des activités du compte assurance-chômage ainsi que du service de placement d'Emploi et Immigration Canada. Il nous entretiendra de ce qu'il a découvert et également des différentes recommandations qu'il a faites au gouvernement concernant ces deux comptes.

Au départ, vous avez probablement une déclaration à faire, monsieur Dye. Je tiens à aviser les membres du Comité qu'il y aura un vote ce matin, dans les prochaines minutes. La cloche sonnera pendant une demi-heure. Ce qui nous donnera probablement le temps d'entendre les commentaires de M. Dye. Après le vote, on pourra poser des questions à notre témoin. D'accord?

Monsieur Dye

M. Kenneth M. Dye (F.C.A., vérificateur général du Canada): Merci, monsieur le président.

Ce n'est pas un discours, ce n'est seulement qu'un commentaire qui durera peut-être neuf minutes.

I am very appreciative of the interest your committee is showing in our work. We do not very often go before committees other than the public accounts committee, so it is a privilege for us to come and speak with you. I cannot comment directly on the proposed estimates of CEIC, but I do hope you will find that our reports on the unemployment insurance account are of some interest to you as you consider these estimates.

My office has conducted, over a two-year period, a value-for-money audit of the unemployment insurance account. The main objective of the audit was to determine whether the activities selected had been managed with due regard to economy and efficiency, whether or not procedures were in place to measure and report on effectiveness, and whether all the relevant laws, regulations and directives had been complied with. My 1988 and 1989 reports, chapters 18 and 24 respectfully, identify several examples where improvements could result in significant savings to the UI account. I will discuss two of those briefly, and other cases are outlined

TÉMOIGNAGES

[Enregistrement électronique]
[Traduction]
Le mardi 3 avril 1990

The Chairman: Order please!

Welcome to all committee members and to our witnesses.

We have with us this morning the Auditor General, Mr. Kenneth Dye. He is accompanied by Mr. Robert Lalonde, Assistant Auditor General and by Mr. Louis Lalonde, Principal Director; both are from Audit Operations.

In 1987-1988 and 1988-1989, Mr. Dye conducted a comprehensive audit of the unemployment insurance account as well as of Employment and Immigration Canada's employment service. He is going to tell us about his findings and his recommendations to the government concerning these two accounts.

Mr. Dye, you probably have an opening statement. I would like to notify the committee members that there will be a vote this morning, in the next few minutes. The bell will ring for half an hour. This will probably give us enough time to hear Mr. Dye's opening statement. After the vote, we will be able to ask our witness some questions. Agreed?

Mr. Dye.

Mr. Kenneth M. Dye (F.C.A., Auditor General of Canada): Thank you, Mr. Chairman.

I am not going to make a speech, but rather just a few comments which will take about nine minutes.

J'apprécie beaucoup l'intérêt que votre comité porte dans le travail effectué par mon bureau. Comme nous n'avons pas souvent l'occasion de comparaître devant un comité qui n'est pas celui des comptes publics, c'est un privilège pour nous de venir nous entretenir avec vous. Je ne peux formuler de commentaires directs en rapport avec le budget des dépenses proposé de la CEIC, mais j'espère que vous trouverez utile, lorsque vous étudierez ce budget, les rapports que nous avons fait sur le compte d'assurance-chômage.

Mon bureau a mené, pendant deux ans, une vérification de l'optimisation des ressources du compte d'assurance-chômage. Cette vérification avait pour principal objet de déterminer si les activités vérifiées avaient été gérées avec un souci d'économie et d'efficience, s'il existait des systèmes d'évaluation et de rapport d'efficacité et si l'on s'était conformé aux lois, règlements et directives pertinents. Mes rapports de 1988 et de 1989, aux chapitres 18 et 24, renferment plusieurs exemples de cas où des améliorations pourraient permettre des économies substantielles sur le compte d'assurance-chômage. Je discuterai brièvement deux

in the appendix. I believe you have my opening notes, so there are more notes there for you.

The first one I want to talk about relates to the integration of employment and insurance services, and the second relates to the efficiency of operations. With respect to the integration of employment and insurance services, the commission needs to improve its operational services at some of the CECs, particularly in large metropolitan areas, to fully realize the results expected at the time of integration. Insufficient co-ordination between insurance and employment services concerning referral and registration of UI claimants prevents the commission from realizing potential savings. We estimate that these potential savings at more than \$1 million a week in UI payments, and you have the references throughout my opening remarks there for the paragraphs.

Some of the specific things we identify are that UI claimants are not immediately referred to job vacancies; UI beneficiaries are not systematically registered; there is no cost-effective control over UI claimants who fail to report for a job interview or to consulting services; and UI claimants are not subjected to appropriate monitoring with respect to their job search activities.

My second example refers to the efficiency of operations. Employment and insurance programs are a contrast in how they are managed with regard for efficiency. For claims processing and insurance, the commission has improved its productivity by 18% in processing UI claims over the last five years while maintaining the quality and speed of service.

• 1115

Now, there is always room for improvement in productivity. This is evident in the fact that there are important variations of up to 122% in unit costs of claims processing among the Canada Employment Centres. We believe annual savings of about \$4.5 million could be realized through increased productivity at some of the CECs by improving management and operating practices, by better allocating resources, and by more rational use of temporary help. The savings would be even larger if the decision-making process could be assisted by greater use of automation. In some cases significant economies of scale are also possible when processing is centralized.

It is another story with employment services. In my 1988 report I stated that performance indicators, which

[Traduction]

d'entre-eux. D'autres cas sont exposés à l'annexe ci-jointe. Je crois que vous avez mon commentaire d'introduction où vous pourrez trouver d'autres détails.

Le premier cas se rapporte à l'intégration des services d'emploi et d'assurance-chômage. Le deuxième se rapporte à l'efficience des activités. En ce qui concerne l'intégration des services d'emploi et d'assurancechômage, il faudrait que la Commission améliore ses services opérationnels dans certains centres d'emploi du Canada, surtout dans les grandes régions métropolitaines, si elle veut combler les attentes exprimées au moment de l'intégration. Le manque de coordination entre les services d'emploi et les services d'assurance-chômage concernant la présentation des prestataires aux employeurs, et leur inscription, empêche la Commission de réaliser des économies qui seraient autrement possibles. Nous estimons à plus d'un million de dollars par semaine les économies substantielles possibles en versements de prestations d'assurance-chômage. Vous trouverez dans mon commentaire d'introduction les renvois aux paragraphes pertinents.

Voici des problèmes précis que nous avons relevés: Nous avons relevé des cas où les prestataires n'avaient pas été référés immédiatement à des postes vacants; les prestataires d'assurance-chômage ne sont pas systématiquement inscrits aux services d'emploi; aucun contrôle n'est vraiment exercé sur les prestataires d'assurance-chômage qui ne se présentent pas à une entrevue d'emploi ou de counselling; les prestataires d'assurance-chômage ne sont pas assujettis à des contrôles suffisants en ce qui concerne leur recherche d'emploi.

Mon deuxième exemple de cas se rapporte à l'efficience des activités. Les programmes d'emploi et d'assurance-chômage contrastent entre eux par la façon dont ils sont gérés sur le plan de l'efficience. En ce qui concerne le traitement des demandes, la Commission a accru la productivité de 18 p. 100 au cours des cinq dernières années tout en maintenant la qualité et la rapidité du service.

La productivité pourrait être encore améliorée, ce que confirment les écarts importants—qui atteignent 122 p. 100—entre les coûts unitaires du traitement des demandes d'un centre d'emploi à l'autre. Nous croyons qu'il serait possible d'économiser 4,5 millions de dollars par année environ en accroissant la productivité de certains centres d'emploi, accroissement qui passerait par une amélioration des pratiques de gestion et des pratiques opérationnelles, par une meilleure répartition des ressources et par un recours plus rationnel aux employés temporaires. Les économies seraient encore plus grandes là où le processus décisionnel pourrait être davantage informatisé. Dans certains cas, des économies d'échelles importantes sont aussi possibles en centralisant le traitement.

La situation des services d'emploi est différente. Dans mon rapport de 1988, je mentionnais que des indicateurs

would provide the best means to objectively assist the efficiency of employment services, have not yet been selected.

Furthermore, in my 1989 report I reported that senior management still lacked regular information on the performance of counselling, a matter that was previously raised in my 1983 and 1985 reports.

While some productivity indicators were selected in 1989 and 1990, there is still no follow-up on counselling cases to obtain useful performance information on the quality or effectiveness of counselling services.

I would now like to discuss two other matters with you before concluding these remarks. The first deals with the disclosure of benefits paid for insurance purposes which are not separately disclosed for those paid for socioeconomic purposes. In my view they should be.

We acknowledge that there is some difficulty in identifying the purpose of a benefit payment and thus in distinguishing between the portions related to insurance and those related to the socio-economic aspects of the UI program. However, separate disclosure of regular benefits paid to various groups of recipients is essential for those financing the program and for some decision-making by regulators, legislators, and parliamentarians. An example is seasonal workers who since 1971 have received the same protection as other contributors. According to CEIC data, benefits paid to seasonal workers are becoming an important part of the total regular benefits paid, which are now estimated to be 30% to 40% or nearly \$3.6 billion. These are not disclosed separately to Parliament.

A second matter refers to the prevention and detection control measures to ensure that benefits are paid only to eligible recipients. While we recognize the difficulty in applying control measures in the present context, we noted that until recently few initiatives had been undertaken for the purpose of deterrence or prevention.

For example, no strategy has been implemented for raising public awareness of the probability of detection of an overpayment and the resulting penalities. Results of investigations are not systematically communicated to the public or advertised. Furthermore, we have noticed almost no reference to investigation and control services in public areas of local CECs we have visited in the past two years. We believe visibility could have a significant deterrent effect.

Mr. Chairman, this concludes my overview of chapters 18 and 24. We are confident that if the commission

[Translation]

de rendement qui permettraient le mieux d'évaluer objectivement l'efficience des services d'emploi n'avaient pas encore été choisis.

En outre, dans mon rapport de 1989, je signale que la haute direction ne reçoit pas encore suffisamment d'information périodique sur le rendement des activités de counselling, question que j'avais déjà soulevée dans mon rapport de 1983 et dans celui de 1985.

Bien que quelques indicateurs de productivité aient été choisis en 1989-1990, il n'y a toujours pas de suivi sur les cas en vue d'obtenir de l'information utile sur la qualité ou l'efficacité des services de counselling.

J'aimerais maintenant passer à deux autres points avant de conclure mes observations. Le premier concerne la divulgation distincte des prestations selon qu'elles ont trait aux objectifs d'assurance ou aux aspects socio-économiques. Les deux ne sont pas divulguées séparément alors qu'à mon avis, elles devraient l'être.

Nous reconnaissons qu'il est difficile de connaître le but des versements de prestations et donc, de faire la distinction entre celles qui sont liées à l'assurance et celles qui sont liées aux aspects socio-économiques du d'assurance-chômage. Toutefois. programme divulgation distincte des prestations ordinaires versées à différents groupes de prestataires est essentielle à ceux qui financent le programme ainsi qu'aux responsables de la réglementation, aux législateurs et aux parlementaires pour qu'ils puissent prendre des décisions judicieuses. Par exemple, les travailleurs saisonniers ont reçu, depuis 1971, la même protection que les autres cotisants. Selon les données de la Commission, les prestations versées aux travailleurs saisonniers représentent maintenant une portion importante du total des prestations versées, estimée à 30 p. 100 à 40 p. 100 ou à près de 3,6 milliards de dollars. Ces données ne sont pas présentées séparément au Parlement.

La deuxième question se rapporte aux mesures de prévention et de détection visant à garantir que les prestations ne sont versées qu'aux personnes qui y ont droit. Nous sommes conscients de la difficulté que pose l'application de mesures de contrôle dans le contexte actuel. Toutefois, nous avons remarqué que, jusqu'à tout récemment, l'on avait pris peu de mesures pour décourager et prévenir les fraudes.

Par exemple, aucune stratégie n'a été mise en oeuvre pour mettre le public au courant de la possibilité de détection des versements excédentaires et des pénalités qui s'ensuivent. Les résultats des enquêtes ne sont pas systématiquement communiqués au public ou annoncés. Qui plus est, nous avons remarqué, dans les centres d'emploi locaux que nous avons visités ces deux dernières années, que l'on ne faisait presque jamais mention des services d'enquête et le contrôle dans dans les aires auxquelles le public a accès. Nous croyons que la visibilité de ces services pourrait avoir un grand effet de dissuasion.

Monsieur le président, voilà qui conclut mon tour d'horizon des chapitres 18 et 24. Nous avons bon espoir

addresses the issues raised in these two chapters significant savings will result.

I should note in closing that some of these findings were reported some time ago and CEIC may well have taken steps to deal with them. CEIC officials may want to outline for your committee the actions they have taken to address these issues. My office will undertake a follow-up audit on the initiatives taken by the commission to correct the deficiencies noted. This work will be reported in my successors report in 1991.

Le président: Merci, monsieur Dye pour cet exposé.

Avant d'aller voter, je pense qu'on peut passer à une première série de questions. Auparavant, je voudrais souligner la présence du député de Chambly, M. Philipp Edmonston, qui en est à sa première visite à ce Comité; il me fait plaisir de vous recevoir ici, ce matin.

Monsieur Allmand.

Mr. Allmand (Notre-Dame-de-Grâce): Mr. Dye, with respect to overpayments, in your report you say that overpayment cases represent 12% of all claims for benefits. This committee has studied the problem of overpayments on several occasions in the past. We came to the conclusion it is well understood that, where the claimant has provided false information, he should have to pay back the amounts that have been overpaid. But we found that in many cases the overpayment was a result of poor service, poor information and assistance given by people in the unemployment insurance office. One has to understand that many of the claimants are not lawyers, are not versed in the filling out of forms and so on. The mistake very definitely laid with the commission or sometimes with the employer in providing the information to the commission.

• 1120

We as Members of Parliament have run into many, many cases in our constituency office where some poor unemployed individual collecting unemployment insurance is being docked amounts of money that were really not his or her fault. We actually made recommendations in this committee that where the fault was clearly with the commission they should write off those losses and take steps to better train their personnel and do things to check up on these. . . Sometimes, by the way, they only find out about the mistake six, seven, eight months later. The amount to be paid back is then a very heavy burden.

I am wondering if you could break down these 12% overpayment cases into those that are the fault of the claimant as opposed to those that are the fault of the commission and those that are the fault of the employer,

[Traduction]

que si la Commission règle les questions soulevées dans ces deux chapitres, elle réalisera des économies considérables.

J'aimerais, avant de conclure, souligner le fait que nous avons signalé certaines de ces constatations il y a quelque temps; il se pourrait bien que la CEIC ait pris des mesures pour y remédier. Des représentants de la CEIC souhaiteraient peut-être exposer devant votre comité les mesures qu'ils ont prises pour donner suite à ces questions. Mon bureau amorcera une vérification de suivi sur les mesures prises par la Commission pour remédier à ces lacunes. Les résultats de ce suivi seront présentés dans le rapport annuel de 1991 de mon successeur.

The Chairman: Thank you for this presentation, Mr. Dye.

I think we have time for a first round of questioning before the vote. But first, I would like to welcome this morning the M.P. for Chambly, Mr. Phillip Edmonston, who is with us today for the first time on this Committee.

Mr. Allmand.

M. Allmand (Notre-Dame-de-Grâce): Monsieur Dye, dans votre rapport vous dites que les versements excédentaires représentent 12 p. 100 de toutes les demandes de prestations. Notre comité a étudié le problème des versements excédentaires à plusieurs reprises par le passé. Nous en sommes venus à la conclusion qu'il est très clair que lorsque le prestataire a fourni de faux renseignements, il devrait être obligé de rembourser les sommes payées en trop. Nous avons constaté que dans bien des cas le versement excédentaire était dû à un mauvais service et à de mauvais renseignements donnés par les employés du bureau d'assurance-chômage. Il faut comprendre que les prestataires ne sont pas des avocats, qu'ils ne sont pas des spécialistes lorsqu'il s'agit de remplir des formulaires et ainsi du suite. Nous avons constaté que l'erreur avait été commise par la Commission ou parfois par l'employeur lorsqu'il avait fourni les renseignements à la Commission.

En tant que députés, il nous arrive très souvent de rencontrer dans notre bureau de comté des pauvres gens sans emploi qui reçoivent de l'assurance-chômage et qui doivent rembourser ces versements payés en trop alors qu'ils n'en étaient pas vraiment responsables. Notre comité a recommandé que lorsqu'il était clair que l'erreur était attribuable à la Commission, cette dernière devrait radier ces pertes et prendre des mesures pour mieux former son personnel et faire quelque chose pour vérifier ces... au fait, cela leur prend parfois six, sept ou huit mois à découvrir une erreur, ce qui fait que le montant à rembourser peut être assez considérable.

Vous dites que dans 12 p. 100 des demandes de prestations il y a eu versements excédentaires. Pouvezvous nous dire les pourcentages d'erreur imputables aux prestataires, à la Commission et à l'employeur? Avez-vous

and whether you have any recommendations that might alleviate this heavy burden on the claimant where the fault is clearly not his or hers.

Mr. Dye: Mr. Chairman, I think I can help Mr. Allmand on this. Members may have chapter 18. If you look at the graph on top of paragraph 18.32, you will see there errors that have occurred on both the overpayment side and the underpayment side. If you look at the black part of the graph—it is exhibit 18.4 sitting on top of paragraph 18.32—you will see that the black part is the error attributed to the claimant and the dotted hatched part is the error attributable to CEIC itself. If you want to see it in written form, look in paragraph 18.29.

Mr. Allmand: Thank you, I have only chapter 24 here. It appears it is about a little more than half the claimants' responsibility and a little under half that of the commission. What about the employer? We have cases where the employer provides wrong information to the commission on the notices of termination or the forms. Is there any information on that?

Mr. Dye: Yes, Mr. Chairman, there is. The point you are making, Mr. Allmand, is an important point. The error in the separation document creates bad information, and overpayments and underpayments result from that. I am going to ask Louis Lalonde to explain, because he has dealt with this personally and I think he can give you a better answer than I can.

Mr. Allmand: You say you have some recommendations in chapter 18, and I would appreciate it if you would briefly put them on the record of this committee.

Mr. Dye: Let me find those and Mr. Lalonde will explain the separation problem.

Mr. Louis Lalonde (Principal Director, Audit Operations, Office of the Auditor General of Canada): First of all, your reference to chapter 24 of 12% was put in the context to explain the overall size of the overpayments in terms of percentages. The previous year we covered in terms of dollars what overpayments were the result of internal procedures, external, record of employment. If you move to that chapter again, 18.35 and following, we cover under "Administration of Record of Employment" the type of errors and how many times the commission had to go back and confirm the information.

We have tables—although I am not sure they are in the report, chapter 18—and the commission also has information that shows the breakdown by dollars, numbers and so forth of the errors that are occurring in the system.

- 1125

Mr. Allmand: Since we do not have a lot of time here this morning, I would principally like to know what recommendations you have to deal with this difficulty.

[Translation]

des recommandations qui pourraient alléger le fardeau pour le prestataire lorsque l'erreur ne lui est clairement pas imputable?

M. Dye: Monsieur le président, je pense que je peux aider M. Allmand ici. Les députés ont peut-être le chapitre 18. Si vous regardez le tableau au-dessus du paragraphe 18.34, vous verrez qu'il y a eu deux types d'erreur, c'est-à-dire des trop-payés de prestations et des moins-payés de prestations. Il s'agit de la pièce 18.4 au-dessus du paragraphe 18.32. La partie noire du tableau indique l'erreur imputable aux prestataires et la partie en pointillée, l'erreur imputable à la Commission. Si vous vous voulez le voir par écrit, c'est au paragraphe 18.29.

M. Allmand: Merci, je n'ai que le chapitre 24 ici. Il semble donc qu'un peu plus de la moitié des erreurs soit imputable aux prestataires et qu'un peu moins de l'autre moitié le soit à la Commission. Mais quel pourcentage est imputable à l'employeur? Il y a des cas où l'employeur fournit de mauvais renseignements à la Commission sur les relevés d'emploi. Avez-vous des données à ce sujet?

M. Dye: Oui, monsieur le président, nous en avons. Le point que vous soulevez, monsieur Allmand, est important. L'erreur dans un relevé d'emploi crée de mauvais renseignements, d'où les trop-payés et les moinspayés de prestations. J'aimerais demander à Louis Lalonde de vous expliquer cela, car il s'en est occupé personnellement et je pense qu'il est mieux placé que moi pour vous répondre.

M. Allmand: Vous dites que vous faites des recommandations au chapitre 18. J'aimerais que vous nous en parliez brièvement aux fins du compte rendu du comité.

M. Dye: Je vais les retrouver pendant que M. Lalonde vous explique le problème des relevés d'emploi.

M. Louis Lalonde (directeur principal, Opérations de vérification, Bureau du vérificateur général du Canada): Tout d'abord, les 12 p. 100 ont été mentionnés dans le chapitre 24 pour expliquer en pourcentage l'ampleur des versements excédentaires. L'année précédente, nous avons chiffré en dollars quels versements excédentaires étaient dus à une erreur de procédure interne, à une erreur externe, au relevé d'emploi. Si vous consultez ce chapitre, le paragraphe 18.35 et les suivants, vous verrez que sous la rubrique «Administration des relevés d'emploi», nous donnons le type d'erreur et le nombre de fois que la Commision a dû confirmer les renseignements.

Nous avons des tableaux—mais je ne suis pas certain qu'ils se trouvent dans le rapport, au chapitre 18— et la Commission a également des renseignements qui donnent l'état détaillé en dollars, en chiffres, des erreurs qui se produisent dans le système.

M. Allmand: Comme nous n'avons pas beaucoup de temps ce matin, j'aimerais surtout savoir ce que vous recommandez pour régler ce problème.

Mr. Dye: If I could refer you to paragraph 18.31, in the bold print—you will see all our recommendations in the chapter provided in bold print—the recommendation on this point is that the commission should improve its control to ensure that insurable weeks and earnings used to establish the rate and duration of benefits are properly supported and any discrepancies are followed up on a timely basis. Now, you will see that recommendation being fairly broad. Our recommendations are aimed at departments to leave them room to decide how they will deal with these things themselves. We try not to be too prescriptive.

Immediately following that bold print, just above paragraph 18.32, you will see the commission's response to that recommendation, and you will see that all through our reports.

Mr. Allmand: On this recommendation you make and the ones you make with respect to employment services and the lack of follow-up and counselling, in my opinion it all comes down to... For example, with respect to the integration of employment insurance services you say:

We estimate these potential savings at more than one million dollars per week.

etc. You make further comments. You say:

UI claimants are not immediately referred to job vacancies.

UI beneficiaries are not systematically registered.

and so on.

The recommendations you make with respect to control and the recommendations you make with respect to saving money in order to supervise claimants and refer them to jobs all require staff. You cannot have counselling without staff; you cannot have control—you can have so much with automated machines—without staff. Again, since 1984 there have been serious cut-backs in the UI offices with respect to counselling.

For example, in the early 1980s when somebody was unemployed they went to the unemployment insurance office, to the employment office, and they were referred to a counsellor who, sometimes better and sometimes worse, at least assessed their case and referred them to a job. Now when the ordinary person goes in they are referred to a bulletin board and are told to look at the bulletin board. Of course there is not much action resulting from that and there is not much follow-up.

Is it not correct that if we are going to have the control, the counselling, and the follow-up that you suggest we are going to need more trained staff in the UI offices, more

[Traduction]

M. Dye: Si vous voulez bien vous reporter au paragraphe 18.31, en caractères gras-vous verrez que toutes nos recommandations dans ce chapitre sont en caractères gras-nous disons que la Commission devrait améliorer son contrôle pour s'assurer que les semaines d'emploi assurables et les gains servant à établir le taux et la durée des versements de prestations sont conformes aux données des relevés d'emploi et que tous les écarts font l'objet d'un suivi dans un délai raisonnable. Il s'agit d'une recommandation assez générale. Nous voulons ainsi laisser les ministères décider eux-mêmes des mesures à voulons pas donner Nous ne prendre. recommandations trop précises.

Tout de suite après la recommandation en caractères gras, juste au-dessus du paragraphe 18.32, vous verrez la réponse de la Commission à cette recommandation, et c'est ainsi dans tous nos rapports.

M. Allmand: En ce qui concerne cette recommandation et vos autres recommandations relativement aux services de placement et du manque de suivi et de counselling, à mon avis, tout cela revient à... par exemple, vous dites ce qui suit en ce qui a trait à l'intégration des services d'assurance-chômage:

Nous estimons à plus d'un million de dollars par semaine les économies substantielles possibles en versements de prestations d'assurance-chômage.

Vous dites également:

Les prestataires n'ont pas été référés à des employeurs dont les offres, affichées au centre d'Emploi, correspondaient pourtant à leur compétence.

Les prestataires d'assurance-chômage ne sont pas systématiquement inscrits aux services d'emploi,

et ainsi de suite.

Mais pour mettre en oeuvre les mesures que vous recommandez, c'est-à-dire réaliser des économies en exerçant un contrôle sur les prestataires et en aiguillant ces derniers sur des employeurs, il faut avoir du personnel. On ne peut avoir des services de counselling sans personnel; on ne peut exercer un contrôle sans avoir de personnel—il y a une limite à ce que les machines peuvent accomplir. Encore une fois, depuis 1984 il y a eu d'importantes coupures dans les bureaux de l'assurance-chômage du côté du counselling.

Par exemple, au début des années 80 lorsqu'une personne était sans emploi, elle se rendait au bureau d'assurance-chômage, au centre d'emploi, et on lui faisait voir un conseiller parfois compétent, parfois moins, mais qui du moins s'occupait d'évaluer son dossier et de l'envoyer chez un employeur. Aujourd'hui, lorsqu'une personne se rend dans un bureau d'assurance-chômage, elle doit consulter un tableau d'affichage. Il va de soi que cela ne donne pas grand-chose, et qu'il n'y a pas tellement de suivi.

N'est-il pas exact que si nous voulons exercer un meilleur contrôle, offrir des services de counselling et un suivi, comme vous le recommandez, nous devrons former

trained staff to save money in the long run? That is what I think you are getting at. You say money can be saved but you have to do a certain amount of counselling, a certain amount of follow-up, a certain amount of checking, a certain amount of control activity. You say all that will lead to a saving of money, but unless you have the people, the counsellors and the auditors, to do it, I do not know how you are ever going to do that. What is your response to that?

Mr. Dye: I have two responses. One is that we understand that the program for the bulletin board thing is quite effective, that they have done evaluations and they are finding that this is not a bad first cut in terms of dealing with the majority of people who fit easily. Those who need special treatment, yes, need counselling and so on.

With respect to the counselling process, we have a lot of information from various offices across Canada and we find that they believe a reasonable workload would be five interviews a day. Now, I suppose some can do six and some cannot do as many. But they are not achieving five; they are getting four in many cases. So there is room for improvement with the existing staff, and we do not take a position on whether or not they require more staff. We do think there is an opportunity to work a little smarter, as well.

Mr. Allmand: But let us go back to the measures you had on controlling overpayments. Do you think the follow-up on the overpayments can be done with the present staff? For example, you referred me to paragraph 18.31, your recommendation, which says that the commission should improve its control to ensure that insurable weeks and earnings are properly supported and any discrepancies are followed up on a timely basis. I presume that by "timely basis" you mean more often than is happening now, so they can find where there are overpayments much sooner and therefore correct the situation. Can that be done, in your opinion, with the present staff or machines, or whatever they have in the department? Or do you not make comments in that respect?

• 1130

Mr. Dye: Mr. Chairman, on this one I think the answer lies in technology first. Smarter use of technology—not too expensive—will probably allow the existing staff to be much more efficient with respect to the overpayments. Another big reduction in overpayment losses would be the appropriate filling out of that separation form. That is a big problem.

[Translation]

un plus grand nombre d'employés pour travailler dans les bureaux de l'assurance-chômage, si on veut réaliser des économies à long terme? C'est ce que vous voulez dire, je crois. Vous dites qu'il est possible de réaliser des économies, mais qu'il faut offrir certains services de counselling, faire un certain suivi, certaines vérifications et exercer un certain contrôle. Vous dites que tout cela permettra de réaliser des économies, mais à moins d'avoir le personnel, les conseillers et les vérificateurs pour le faire, je ne sais pas comment cela sera possible. J'attends votre réponse.

M. Dye: J'ai deux réponses. D'abord, nous comprenons que l'utilisation du tableau d'affichage est assez efficace, qu'après avoir fait des évaluations, on a constaté que cela fonctionnait assez bien comme première étape pour la majorité des gens. Bien sûr, il y a des gens qui ont besoin de counselling, d'un traitement spécial.

Pour ce qui est du processus de counselling, nous détenons beaucoup de renseignements de divers bureaux du pays selon lesquels cinq entrevues par jour constitueraient une charge de travail raisonnable. Je suppose que certains peuvent en faire davantage, d'autres moins. Mais dans bien des cas, ils n'en font que quatre par jour. La productivité du personnel actuel pourrait donc être améliorée, et nous ne nous prononçons pas pour ce qui est de savoir s'ils ont besoin ou non de personnel supplémentaire. Nous croyons également qu'ils pourraient travailler un peu mieux.

M. Allmand: J'aimerais revenir aux mesures que vous proposez pour contrôler les versements excédentaires. Croyez-vous que le suivi des versements excédentaires peut être fait par le personnel actuel? Par exemple, au paragraphe 18.31, dans votre recommandation, vous dites que la Commission devrait améliorer son contrôle pour s'assurer que les semaines d'emploi assurables et les gains servant à établir le taux et la durée des versements de prestations sont conformes aux données des relevés d'emploi et que tous les écarts font l'objet d'un suivi dans un délai raisonnable. Je présume que par «délai raisonnable», vous voulez dire plus souvent que ce n'est le cas actuellement, de façon à ce qu'ils puissent découvrir plus rapidement qu'il y a un versement excédentaire et ainsi corriger la situation. À votre avis, est-il possible de le faire avec le personnel ou les machines dont dispose le ministère actuellement, ou préférez-vous vous abstenir de tout commentaire à ce sujet?

M. Dye: Monsieur le président, je pense que la solution à ce problème réside surtout dans l'emploi de la technologie. Une utilisation intelligente d'une technologie qui n'est pas trop coûteuse permettra sans doute au personnel actuel d'accroître son efficacité en ce qui a trait aux paiements excédentaires. Une autre façon de réduire sensiblement les pertes dues aux paiements excédentaires serait de veiller à ce que la formule de cessation d'emploi soit bien remplie. C'est un gros problème.

Mr. Allmand: My final question is with respect to your assessment of the employment services. Employers say the reason they do not use the employment services of Canadian Employment and Immigration is that the people with the worst employment records end up in their inventory. At least that is their perception, and consequently they go to the private employment services first. They go to UI and national employment services last.

That cannot be totally correct because a high percentage of people on unemployment insurance really want to work and are probably very good employees. Nevertheless, there is the belief that people in the national employment services are not making much of an effort and would not fit into their systems, so the employers have little faith in them.

Have you taken that into account in assessing the effectiveness and efficiency of national employment services in placing people? What might be done to overcome that perception? Well over 90% of those people have been working, and a lot of them are trained people who are sincerely looking for work. For one reason or other there is a breakdown in the efficiency of placing a lot of these people through the national employment services. I do not know if it is all to do with the perceptions of employers.

By the way, in some countries private employment services are outlawed. They centralize everything through a national employment service. There is only one clearinghouse. We have talked about that from time to time in this committee.

Mr. Dye: Mr. Chairman, I am going to ask Louis Lalonde to expand a bit on whether or not we have audit evidence as to the character and nature of the people in the system as opposed to people who might be. . . I do not know if we have the audit evidence.

You talk about the relative efficiency and ask us if we have taken into account—if this perception is true whether we are measuring them fairly. I think we have. I think we have tried to be fair about it. We tend to measure against their own standards, set by their own people in the environment in which they work. I do not think we are trying to impose some superstar behaviour on the organization through our recommendations. Perhaps Louis can expand on the question of who constitutes the clientele.

Mr. L. Lalonde: In the latter part of chapter 18, starting with paragraph 18.95 and running almost to the end of that chapter, we outline problems we have discovered through our audit. One of the main problems is outlined in paragraphs 18.100 and 18.104-UI beneficiaries were not referred to potential jobs, as you mentioned earlier.

[Traduction]

M. Allmand: Ma dernière question porte sur votre évaluation des services de placement. Les employeurs disent que s'ils ne font pas appel au service de placement de la Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada, c'est que ce sont les gens qui ont les pires dossiers d'emploi qui se retrouvent dans leur inventaire. C'est ce que pensent les employeurs et, par conséquent, ils s'adressent en premier aux services de placement du secteur privé. Ce n'est qu'en dernier recours qu'ils font appel au service national de placement et au bureau de l'assurance-chômage.

28:11

Ils ont sans doute partiellement tort parce qu'un pourcentage élevé des gens qui touchent des prestations d'asurance-chômage veulent vraiment travailler et sont sans doute de très bons employés. Étant donné que les employeurs croient que la clientèle du service national de placement est composé de gens peu motivés qui, par conséquent, s'intégreraient mal à leur système, ils n'ont guère confiance dans ce service.

Lorsque vous avez évalué l'efficacité du service national de placement, avez-vous tenu compte de ce facteur? Que peut-on faire pour changer cette perception des employeurs? Plus de 90 p. 100 des prestataires sont des gens qui ont déjà occupé des emplois. Un grand nombre d'entre eux sont des employés qualifiés qui cherchent sincèrement du travail. Pour une raison ou pour une autre, il semble que le service national de placement a du mal à placer ces personnes. Et je ne sais pas si cette situation est entièrement attribuable à l'attitude des employeurs.

Soit dit en passant, dans certains pays, les services de placement privés sont illégaux. Tout est centralisé dans un service de placement national. Il n'y a donc qu'un bureau central. C'est une chose dont nous avons périodiquement parlé au comité.

M. Dye: Monsieur le président, je vais demander à Louis Lalonde si notre vérification a fait ressortir certaines caractéristiques propres à la clientèle du système, par opposition à des gens qui... je ne sais pas si nous avons des données de vérification à ce sujet.

Vous avez parlé de l'efficacité relative des services d'emploi et vous nous avez demandé si nous avons tenu compte de cette perception des employeurs, si tant est qu'elle est exacte. Vous voulez savoir si notre évaluation des services de placement est juste. Je le pense. Nous avons essayé d'être le plus équitable possible. Nous mesurons cette efficacité en fonction des normes établies par les gens qui oeuvrent dans ce milieu de travail. Le but de nos recommandations n'est pas d'essayer d'imposer un comportement irréaliste au personnel de cette organisation. Peut-être que Louis peut vous en dire plus long sur la clientèle de la Commission.

M L. Lalonde: Dans la dernière partie du chapitre 18, plus précisément à partir du paragraphe 18.95 et jusqu'à la fin, nous énonçons les problèmes que notre vérification nous a permis de déceler. L'un des principaux problèmes est exposé aux paragraphes 18.100 et 18.104. C'est le fait, comme vous l'avez dit, que les prestataires de l'assurance-

This was the case at most CECs we visited. We estimate that finding employment for beneficiaries would result in greater savings. We estimate these savings to be \$1.3 million per week, minimum.

The commission has now taken action in that area. While we have not audited the response, they are making greater efforts to referring UI claimants to employers.

Mr. Allmand: What about the initiative by employers to the commission?

Le président: Je regrette, monsieur Allmand.

Mr. Allmand: Could he finish answering the question, because—

Mr. L. Lalonde: Could you repeat the last part?

Mr. Allmand: I am talking about the-

Le président: Monsieur Allmand, s'il vous plaît!

Mr. Allmand: Could he answer the question?

Le président: On est déjà à 15 minutes du vote. Vous pourrez revenir tout à l'heure. Je veux m'assurer que les gens ont le temps d'aller voter. Nous allons suspendre la séance. Nous reviendrons pour continuer nos délibérations.

Mr. Allmand: What are we voting on?

Le président: Sur l'ordre du jour. Je pense qu'il s'agit aussi de la taxe sur les produits et services.

Nous suspendons la séance.

• 1134

• 1253

Le président: À l'ordre!

Le Comité reprend ses travaux. Nous ne sommes que quatre, mais nous pouvons entendre nos témoins.

Avant de passer aux questions, et particulièrement pour M. Edmonston, vous vous rappelez que nous devons prendre une décision quant au conférencier pour notre forum sur l'environnement qui a lieu les 23 et 24 avril prochains. Nous aurons une réunion à laquelle assisteront en comité mixte, les membres des comités permanents de Santé et Bien-être social, de Travail, Emploi et Immigration, qui est le nôtre et de celui de l'Environnement. Trois comités seront donc réunis et choisiront chacun un témoin pour parler de l'effet de serre. Nous devons choisir le témoin du Comité permanent du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.

Nous avions trois personnes comme témoins possibles: M^{me} Louise Arthur, de l'Université du Manitoba qui a donné des conférences sur les changements climatiques,

[Translation]

chômage ne sont pas référés à des employeurs dont les offres correspondent à leurs compétences. C'était le cas dans la plupart des centres d'emploi que nous avons visités. Nous pensons que si l'on réussissait à trouver des emplois pour les prestataires, cela entraînerait des économies considérables. D'après nos calculs, on pourrait économiser au moins 1,3 millions de dollars par semaine.

La Commission a maintenant pris des mesures dans ce domaine. Nous n'avons pas encore effectué des vérifications de ces mesures, mais la Commission déploie des efforts plus intensifs pour envoyer les prestataires chez des employeurs potentiels.

M. Allmand: Qu'en est-il de l'initiative qu'ont pris les employeurs auprès de la Commission?

The Chairman: I am sorry, Mr. Allmand.

M. Allmand: Le témoin pourrait-il finir de répondre à la question, parce que. . .

M. L. Lalonde: Pouvez-vous répéter la dernière partie?

M. Allmand: Je parlais de. . .

The Chairman: Mr. Allmand, please!

M. Allmand: Le témoin peut-il répondre à la question?

The Chairman: The vote will be held in 15 minutes. You can come back later. I want to make sure that the members have enough time for the vote. The meeting is suspended. We will come back after the vote to continue our proceedings.

M. Allmand: Sur quoi le vote porte-t-il?

The Chairman: On the orders of the day. I think we may also deal with the goods and services tax.

The meeting is suspended.

The Chairman: Order!

The Committe will resume its proceedings. Even though there are only four of us, we can hear witnesses.

Before going to questioning, and in particular to Mr. Edmonston, you will recall that—I am saying this particularly for the benefit of Mr. Edmonston—we have to make a decision about a speaker for the forum on the environment which will be held on the 23rd and 24th of April. There will be a meeting of a joint committee, with members of the Standing Committee on Health and Welfare, on Labour, Employment and Immigration—that is us—and on Environment. These three committees will meet and each of them will select a witness who will talk about the greenhouse effect.

We do have to select the witness from the Standing Committee on Labour, Employment and Immigration. We had selected three possible witnesses: Mrs. Louis

les impacts au niveau de l'agriculture et les impacts sur l'eau; nous avions également M. Schneider qui a fait des études sur la déforestation et sur les impacts aux Antilles; nous avons aussi M^{me} Shirley Seward, de l'Université de Carleton qui a fait différents travaux sur les programmes sociaux en rapport avec l'environnement. On peut peut-être procéder par ordre. Si M^{me} Arthur est disponible, on la choisirait. Sinon, on pourrait considérer M. Schneider et, dans un troisième temps, M^{me} Seward.

• 1255

Je n'ai pas le quorum, cet après-midi, pour prendre un vote là-dessus. Cependant, je pense qu'on n'a pas le choix, il faut aller de l'avant, car il faut prendre une décision. Si vous êtes d'accord, on pourrait procéder de cette façon.

M. Allan Koury (député de Hochelaga-Maisonneuve): C'est parfait!

Le président: Pas de problème pour vous non plus? Nous aurons l'occasion de reparler de cette rencontre des 23 et 24 avril. On pourrait demander que notre greffière communique, dans un premier temps, avec M^{me} Arthur, suivie de M. Schneider et de M^{me} Seward.

D'autre part, il est 12h55.

M. Koury: J'invoque le Règlement, monsieur le président.

Le président: Oui, monsieur Koury.

- M. Koury: Habituellement, on termine à 13 heures. Mais, je pense qu'on pourrait aller un peu plus tard que 13 heures, disons, au maximum, 13h30. On est tous pris avec toutes sortes de travaux.
- M. Jacques Vien (député des Laurentides): J'ai quelque chose à 13 heures.
- M. Phillip Edmonston (député de Chambly): J'aimerais un peu plus tard que 13 heures. Si on laisse le monde intervenir, monsieur le président... On n'a que cinq minutes.

Le président: Permettez-moi de faire une suggestion. Vous avez droit à dix minutes de questions de votre côté. De notre côté, on a droit à dix minutes. Si vous voulez les partager, il n'y a pas de problème. Nous réévaluerons la possibilité de faire revenir M. Dye ultérieurement.

Monsieur Edmonston.

M. Edmonston: Merci beaucoup, monsieur le président. J'essayerai d'être bref pour partager le temps de parole.

La question que j'ai pour M. Dye se rapporte à la page 2, de son exposé. On parle de la différence et de l'efficacité à traiter la réclamation des bénéficiaires. J'aimerais vous poser une question et vous pourriez nous donner un peu plus d'information plus tard, si le temps le permet.

[Traduction]

Arthur, from the University of Manitoba who has already given conferences on climactic change and its impact on agriculture and water. There is also Mr. Schneider who has conducted studies on deforestation and its impact an the Caribbean islands. Finally, there is also Mrs. Shirley Seward, from Carleton University who has conducted various studies on social programs related to the environment. Perhaps we could proceed in that order. If Mrs. Arthur is available, we would ask her to speak. If not, we could ask Mr. Schneider and then, if necessary, Mrs. Seward.

This afternoon, we do not have the quorum to vote on our selection. However, I think a decision must be made; we must go ahead. If you agree, we could proceed as I suggested.

Mr. Allan Koury (Hochelaga-Maisonneuve): Fine!

The Chairman: No other members have any objections, do they? We will be discussing again the meeting to be held on the 23rd and 24th of April. We could ask our clerk to contact first Mrs. Arthur and then Mr. Schneider, followed by Mrs. Seward.

It is now 12:55.

Mr. Koury: Mr. Chairman, a point of order.

The Chairman: Yes, Mr. Koury.

Mr. Koury: Usually we end our meetings at 1 p.m.. However, I think we could extend today's meeting until, say, 1:30 at the latest, although each of us has a great many irons in the fire.

Mr. Jacques Vien (Laurentides): I have a commitment at 1 p.m..

Mr. Phillip Edmonston (Chambly): I would like the committee to sit a little past 1 p.m.. Mr. Chairman, if we let people speak. . . We only have five minutes.

The Chairman: Allow me to make a suggestion. The opposition side is allowed 10 minutes for questioning, and the government side 10 minutes as well. If you want to share your time, I have no objection. We can reconsider whether we want to invite Mr. Dye to appear again later.

Mr. Edmonston.

Mr. Edmonston: Thank you very much, Mr. Chairman. I shall try to be brief in order to share my time.

My question for Mr. Dye refers to page 2 of his brief, where he deals with a variation in effeciency in processing beneficiaries' claims. I shall ask my question, and if we have time, you may be able to give me extra information later.

Est-ce que cette différence d'environ 122 p. 100 dans l'efficacité parmi les 125 CEC a été étudiée? Je suis sûr que certains ont été plus vites à rejeter des bénéficiaires. Ou, s'agit-il de moins d'activité? Un CEC peut dire qu'il a rencontré 50 bénéficiaires ce matin. Mais, il en a rejeté 49. Il y eu de l'activité. Formidable! Mais, est-ce que c'est vraiment humain? C'est la question que je vous pose. Et, selon votre document, parmi les 125 CEC, lesquels ont démontré un taux d'efficacité moins bon que les autres? J'aimerais connaître les noms des CEC qui ont été étudiés, surtout en rapport avec l'échelle 35 à 40, 40 à 45 et surtout 45 à 50.

Merci, monsieur le président.

Le président: Merci, monsieur Edmonston. Monsieur Dye.

M. Dye: Monsieur le président, je voudrais bien répondre, avec l'aide de M. Louis Lalonde. Mais, je voudrais d'abord plus d'explications sur les demandes de renseignements additionnels.

M. Edmonston: Oui.

What I will say essentially in English, Mr. Dye, is that I noticed 125 CECs were studied in this report. I was curious about that number. How does that compare with the number of CECs that are located in Canada?

• 1300

Second, I would like to have a breakdown by CEC as to where they fall into this diagram or into this table as to those that are more efficient than others. I understand you are thinking of using the more efficient ones as benchmarks for less efficient ones and perhaps see how they can be brought up to speed.

Mr. Dye: Mr. Chairman, we have been using the idea of taking the average and then trying to get the bottom part up to the average, which of course would raise the whole average in the end. It is not our custom, Mr. Chairman, to table our audit working papers behind some of the information. What we normally do in the tradition of the public accounts committee, which is where we are normally testifying, is to ask the committee to ask the department directly for such detailed information. This is a bit of a conundrum. I try to stick to my public testimony.

M. Edmonston: Monsieur le président, je ne demande pas un document de travail. Nous avons une conclusion ici, une conclusion très intéressante et qui est primordiale.

Il y a certains centres d'emploi du Canada qui ne sont pas tellement efficaces. D'autres sont souvent critiqués pour ne pas prendre, comme M. Allmand l'a dit, les clients à coeur, pour ne pas leur montrer qu'ils ont des clients spéciaux dans tout le sens du mot.

J'aimerais bien avoir ce qu'on appelle un breakdown sur les CEC.

[Translation]

Has this variation of approximately 122% in efficiency among the 125 CECs been examined? I am sure that some CECs have rejected claimants' applications more quickly than others, or it may be that some centres are simply less active than others. On a given morning, a CEC can allege that it has met with 50 claimants and rejected 49 of their claims; there has been no shortage of activity. Great! But is that really a humane way to operate? That is my question for you. I refer once again to your brief; which of the 125 CECs showed less efficient operations than the others? I would like to know which CECs were studied, and particularly those whose unit costs were between 35 and 40, 40 and 45 and especially 45 and 50 dollars.

Thank you, Mr. Chairman.

The Chairman: Thank you, Mr. Edmonston.

Mr. Dye: Mr. Chairman, I shall be happy to answer, with the help of Mr. Louis Lalonde. But I would first like some explanation about the request for extra information.

Mr. Edmonston: Yes.

Ce que je veut dire, essentiellement, monsieur Dye, c'est que j'ai noté que vous aviez examiné 125 centres d'emploi. Ce chiffre m'intrigue; au Canada, combien de CEC y a-t-il au total?

Deuxièmement, j'aimerais connaître la ventilation des CEC selon les catégories indiquées sur ce tableau, c'est-à-dire, les noms des CEC les plus efficaces. Je crois comprendre que vous envisagez de proposer les centres les plus performants comme exemple, pour encourager les autres à améliorer leur productivité.

M. Dye: Monsieur le président, après avoir établi un niveau moyen de productivité, nous essayons d'amener les centres moins performants à s'y conformer; de cette façon, évidemment, nous réussirons à augmenter la performance moyenne. En règle générale, nous ne rendons pas publics les documents de travail qui nous permettent de tirer nos conclusions. Habituellement, et surtout lors de nos comparutions régulières devant le comité des comptes publics, nous demandons au comité de demander des renseignements détaillés directement au ministère concerné. Je suis un peu perplexe. Je préfère m'en tenir aux conclusions que j'ai rendues publiques.

Mr. Edmonston: Mr. Chairman, I am not asking for a working document. We have a conclusion here, a very interesting and vital conclusion.

Some CECs are not very efficient. Others are often criticized for not taking their clients' needs to heart, as Mr. Allmand was saying, for not showing their clients that they are special in the full sense of the word.

I would like to have a breakdown of these CECs.

M. Dye: Peut-être, monsieur le président, que M. Lalonde pourrait expliquer la situation à M. Edmondston.

M. L. Lalonde: Monsieur le président, dans notre chapitre 18, la section commence au paragraphe 18.13. On a fait une analyse des coûts unitaires du traitement-demandes pour tous les centres d'emploi qui traitent des demandes d'assurance-chômage.

Au paragraphe 18.13 on mentionne 216 centres d'emploi, et non 150. En même temps on a voulu montrer dans les pages qui suivent, au tableau à 18.2, le niveau de productivité par années-personnes; également la qualité (et la rapidité) du service qui ne s'est pas détériorée durant cette période, mais au contraire, qui s'est maintenue.

Ces chiffres tiennent compte du service à la clientèle. Est-ce qu'on en passe trop rapidement, est-ce qu'on n'en passe pas assez rapidement? On a tenu compte de ces données. On a étudié le coût unitaire variable pour le traitement des données qu'on voit au paragraphe 18.17. On a la liste de ces 216 CEC avec le coût par unité. On pourrait la faire parvenir au Comité, si vous le voulez.

M. Edmonston: Ces données sont publiques?

M. L. Lalonde: La Commission possède des données à jour même sous le coût unitaire et sur la productivité et la qualité du service des CEC. Les mises à jour se font une fois par mois.

M. Edmonston: Monsieur le président, on a répondu à ma requête.

Le président: Est-ce que vous souhaitez avoir une copie de ces documents?

M. Edmonston: Bien sûr, monsieur le président.

Le président: Il semble que ce soit possible.

M. Edmonston: Est-ce qu'on peut établir un échéancier pour la production de ces documents, monsieur le président?

M. L. Lalonde: Il faudrait obtenir des informations plus à jour de la Commission. Ici, on vous donne l'information qui date de 1987.

M. Edmonston: Monsieur le président, si je comprends bien j'obtiendrai les noms des CEC qui ont été étudiés dans ce rapport pour 1987; et si je comprends toujours bien, je peux avoir toutes ces informations à jour en m'adressant directement à la Commission. Merci.

M. Dye: Mais nous n'avons pas les renseignements. Je ne connais pas tous les renseignements des ministères.

Le président: Non. Ce que vous fourniriez serait l'étude que vous avez réalisée en fonction des différents centres d'emploi qui ont été étudiés avec les résultats que vous avez obtenus dans l'étude que vous avez faite.

M. Dye: Monsieur le président, c'est une exception, mais j'accepte de le faire pour cette fois.

Le président: Merci. Avez-vous une autre question monsieur Edmonston?

[Traduction]

Mr. Dye: Mr. Chairman, perhaps Mr. Lalonde could explain the situation to Mr. Edmondston.

Mr. L. Lalonde: Mr. Chairman, in chapter 18 of our report, the relevant part begins at section 18.13. We analyzed the unit costs of processing claims for all CECs that process unemployment insurance claims.

In Section 18.13, we mention 216 CECs, not 150. On the following pages and in exhibit 18.2, we also wanted to show productivity by person-year, as well as quality and speed of service, which did not decline over the period studied but remained constant.

These figures take service to clients into account. Are clients served too quickly or not quickly enough? The answers to these questions were taken into account. We examined the variable unit cost of processing claims, as you can see in Section 18.17. We do have the list of these 216 CECs and each unit cost. If you wish, we can send this list to the committee.

Mr. Edmonston: Are these data public?

Mr. L. Lalonde: The Commission has up to date data on unit cost and on quality and speed of service for all CECs. These data are updated monthly.

Mr. Edmonston: Mr. Chairman, my question has been answered.

The Chairman: Do you wish to have a copy of these documents?

Mr. Edmonston: Yes, of course, Mr. Chairman.

The Chairman: That seems to be possible.

Mr. Edmonston: Mr. Chairman, could we set a target date by which the committee would receive these documents?

Mr. L. Lalonde: We would have to obtain more recent data from the Commission. These data refer to 1987.

Mr. Edmonston: Mr. Chairman, if I understand correctly, I will be getting the names of the CECs studied in this 1987 report and, still if I have understood correctly, I will be able to have all these updated data by applying directly to the Commission. Thank you.

Mr. Dye: But we do not have the data. I do not have all the data from the departments.

The Chairman: No. What you will give us is the study you conducted on the various CECs and the results you obtained from that study.

Mr. Dye: Mr. Chairman, this is an exception, but I will agree to it just this once.

The Chairman: Thank you. Mr. Edmonston, do you have another question?

• 1305

M. Edmonston: Une deuxième question que j'espère très rapide. Vous avez parlé du 26 millions de dollars payés en trop.

You indicated in your report that almost 50% of overpayment claims are attributable to claimants. What about the overpayments that were made due to an error by the government? You stated that the penalties amounted to about \$26 million. Could you assure me that the claimants who had a mistake on their claims because of a government error did not have to pay the penalty? When the government makes an error, who pays?

Je peux vous le demander en français aussi. Qui a tort et qui paie quand le gouvernement a fait une erreur dans les prestations?

- M. Dye: Monsieur le président, la réponse est au paragraphe 24.20, dans le chapitre 34. Monsieur Lalonde est l'expert.
- M. L. Lalonde: Les pénalités sont imposées surtout dans les cas de fraude et non dans les cas mentionnés où il s'agirait d'erreurs internes. Quoique nous n'avons pas divulgué le montant d'erreurs internes de 135 millions de dollars au paragraphe 24.20... Cette question a été posée précédemment. Nous pourrons obtenir l'information en question pour le Comité. Il ne s'agit pas de 50 p. 100, il s'agit d'un montant plus bas, de 20 à 25 p. 100 et peut-être moins si ma mémoire est bonne.

Nous sommes prêts à vous fournir l'information.

Le président: Monsieur Edmonston, malheureusement, on doit s'arrêter là. M. Johnson.

Mr. Johnson (Calgary North): I am a little concerned about the direction the questioning is taking, because we are not interviewing or receiving the department as witnesses. We appear to be demanding answers from the Auditor General that properly should be given by the department.

I am more interested in the performance aspect of the department and your analysis of it, sir. In particular when you talk about the client counselling, how do you envisage specifically that would be improved? Can you give us a description of the case as it is now and as it should be? What are the fundamental aspects that need to be improved?

Mr. Dye: Chairman, I think the fundamentals of it are that the service should be available to those who need it and then it should be delivered efficiently by having the counsellors deal with an optimum number, a reasonable number, of people in a shift to cover off the needs of the community.

Again, since these chaps have spent the last seven years on this thing they are far more knowledgeable than I. I

[Translation]

Mr. Edmonston: I have a second question that will be very brief. You mentioned 26 million dollars in overpayments.

Dans votre rapport, vous avez mentionné que plus de 50 p. 100 des paiements excédentaires étaient dus à des erreurs des prestataires. Qu'arrive-t-il lorsque les paiements excédentaires sont attribuables à une erreur des fonctionnaires? Vous avez dit que les pénalités se chiffraient à 26 millions de dollars. Pouvez-vous me donner l'assurance que les prestataires dont la demande était inexacte en raison d'une erreur des fonctionnaires du gouvernement n'ont pas eu à payer la pénalité? Lorsque le gouvernement fait une erreur, qui paie?

I can also ask you in French. Who is to blame and who pays when the government makes a mistake in UI benefits?

Mr. Dye: Mr. Chairman, you will find the answer to that question in chapter 24, paragraph 24.20. Mr. Lalonde is the expert in this area.

Mr. L. Lalonde: Penalties are imposed in cases of fraud mostly and not in cases of administrative errors. However, we have not indicated in paragraph 24.20 what proportion of the 135 million dollars was due to administrative errors... This question has been asked before and we could obtain the relevant information for the committee. The sum in question does not represent 50% of cases. If my memory serves me well, it is more around 20% to 25%.

There is no problem with providing you with this information.

The Chairman: Mr. Edmonston, unfortunately, we have to stop here. Mr. Johnson.

M. Johnson (Calgary—Nord): Je m'inquiète un peu de l'orientation des questions, parce que ce n'est pas le ministère qui comparaît devant nous en tant que témoin. Il me semble que nous posons au vérificateur général des questions qu'il serait plus opportun de poser aux représentants du ministère.

Ce qui m'intéresse le plus, c'est la prestation du ministère et l'analyse que vous en avez faite. À propos des services de counselling à la clientèle, pourriez-vous nous préciser les moyens à prendre pour améliorer les choses? Pouvez-vous nous brosser un tableau de la situation actuelle au regard de la situation idéale? Quels sont les aspects fondamentaux qu'il convient d'améliorer?

M. Dye: Monsieur le président, essentiellement, il faut offrir ces services aux personnes qui en ont besoin et ce, de façon efficace. Ainsi, les conseillers devraient pendant une journée effectuer un nombre optimal d'entrevues de façon à servir adéquatement la clientèle.

Encore une fois, étant donné que mes collaborateurs ont consacré les sept dernières années à ce domaine, ils en

think they can give you a better answer than I can. I am going to ask Louis Lalonde to respond again.

Mr. L. Lalonde: Mr. Chairman, we recommended in paragraph 24.73 that the commission should assess alternatives to individual counselling. We recognize that individual counselling is an expensive proposal. Alternatives would cover group information sessions, job-finding clubs, group counselling; techniques that the commission has already introduced in different CECs, although not in all CECs, and I believe are planning to introduce across the country. During our audit we did not see these techniques used at large. There would be less expensive ways of handling the large clientele they have to deal with on a daily basis.

Mr. Johnson: Would this then require a different type of training or changing the people who are now doing the counselling—

Mr. L. Lalonde: No.

Mr. Johnson: —or would they have to be trained in group situations in teaching and lecturing as opposed to one on one, or would you just lay them off and bring new. . .? How do you see it in terms of management actually dealing with this problem?

Mr. L. Lalonde: At the time of our audit, and that dates back to 1987 and 1988, the commission had already started a large training program for counsellors. I believe at the end of 1988 perhaps over 50% of counsellors had received training that included various techniques of conducting counselling interviews or sessions. Most counsellors are accustomed to a one-on-one situation, but are also being trained to conduct group sessions and so forth.

• 1310

Mr. Johnson: Did your investigation or audit involve any examination of levels of competence of present counsellors? Is that part of your mandate?

Mr. L. Lalonde: We did review the status of the counsellors for those CECs that were selected for audit. We obviously did not audit all CECs across Canada. We are fairly satisfied with the training or background of counsellors at those CECs, although there are some exceptions, but not sufficient to report as being of concern to us.

Mr. Johnson: You made some comments about there being no good system of monitoring the success of counselling and other activities. Could you elaborate on how you see that on a practical, day-to-day basis, keeping in mind some comments made by Mr. Allmand earlier in the day on how these systems sometimes end up involving large additions to staff, in view of the fact there is a tendancy nowadays to try to run a tight ship.

[Traduction]

savent beaucoup plus long que moi. Je pense qu'ils pourront vous fournir une meilleure réponse que moi. Je demanderais donc à Louis Lalonde de répondre.

M. L. Lalonde: Monsieur le président, au paragraphe 24.73, nous avons recommandé à la Commission d'envisager des solutions de rechange au counselling individuel. En effet, le counselling individuel est coûteux et au nombre des solutions de rechange, citons les séances d'information de groupe, des clubs de placement, du counselling sélectif et des méthodes dynamiques de recherche d'emploi. La Commission a déjà mis en oeuvre certaines de ces solutions dans certains CEC et je pense qu'elle se prépare à les étendre à tout le pays. Au cours de notre vérification, nous avons constaté que ces techniques n'étaient pas très utilisées. Ce serait pourtant des façons moins coûteuses de servir la vaste clientèle qui traite quotidiennement avec les CEC.

M. Johnson: À ce moment-là, faudrait-il prévoir une formation supplémentaire ou remplacer les conseillers actuels?

M. L. Lalonde: Non.

M. Johnson: Prévoit-on de les initier au counselling de groupe, par opposition au counselling individuel, ou va-t-on simplement les licencier et embaucher de nouveaux employés? Comment la direction va-t-elle s'y prendre concrètement pour régler ce problème?

M. L. Lalonde: Au moment de notre vérification, qui remonte à 1987 et 1988, la Commission avait déjà amorcé un programme de formation d'envergure à l'intention de ses conseillers. Je crois qu'à la fin de 1988, plus de 50 p. 100 des conseillers avaient déjà reçu une formation portant sur diverses techniques d'entrevues ou de sessions de counselling. La plupart des conseillers ont l'habitude des entrevues individuelles, mais ils sont aussi formés pour diriger des séances de groupe, etc.

M. Johnson: Au cours de votre enquête ou de votre vérification, avez-vous examiné la compétence des conseillers actuels? Cela fait-il partie de votre mandat?

M. L. Lalonde: Nous avons examiné les titres et qualités des conseillers employés par les CEC choisis pour faire l'objet d'une vérification. De toute évidence, nous n'avons pas fait une vérification de tous les CEC du Canada. Nous sommes assez satisfaits de la formation ou des antécédents des conseillers de ces CEC. Il y a certaines exceptions, mais elles n'étaient pas suffisamment nombreuses pour justifier que nous en fassions état dans notre rapport.

M. Johnson: Vous avez dit qu'il n'existait pas de mécanisme de surveillance adéquat sur le rendement du counselling et d'autres activités. Pourriez-vous nous dire comment, concrètement, on pourrait effectuer quotidiennement une telle évaluation. À ce propos, je vous rappelle ce qu'a dit tout à l'heure M. Allmand. En effet, il arrive parfois que ces mécanismes exigent l'embauche de personnel supplémentaire. Or, à l'heure

Mr. L. Lalonde: That is right. It is not normally our practice to be that specific in our recommendations on how they should carry out their activities, but because this situation with respect to counselling has been ongoing since 1983, we broke our rules and suggested in chapter 24, at recommendation 24.80, that they at least institute a procedure to follow up the counselling process and to link their results to other programs they have and are running. They can at least link up to CGS programs and so forth as a starting point, then they will hopefully connect with the counselling they conduct with UI claimants through their new labour force development strategies. We would not suggest any further solutions because it is up to the department or to the commission to come up with their own solutions.

Mr. Johnson: My fundamental question is whether you can envisage implementing a good monitoring program without the substantial or significant addition of new staff.

Mr. L. Lalonde: Yes. It would require shifting priorities and jobs or tasks. But with the number of people they employ they can focus on their real job, which probably consists of placing UI claimants. Starting with that, plus their other clientele, they can do it.

Mr. Robert Lalonde (Assistant Auditor General, Audit Operations, Office of the Auditor General of Canada): A follow-up mechanism is triggered in certain instances through the department's program evaluation branch after six, nine and twelve months following a placement to ascertain whether an individual is still in a position in which he or she was placed and how they are functioning, as well as other particulars, in order to be able to assess and evaluate the individual's performance. We hear that this is now being implemented. They also intend to follow up on this process.

Mr. Johnson: You made one comment that caught my attention, in which you mentioned focusing on the real job. Are you implying or suggesting that, from a very top-down approach, there is a lack of focus in the department in that they do not have a strategic plan, for example, that says their job is to place UI claimants as a top priority, the second priority being something else they have devised? Is there a top-down problem?

Mr. L. Lalonde: No. I was merely referring to our recommendation in chapter 18 on interpretation of unemployment insurance services, in that they should pay more attention to UI claimants. I should correct myself and state that it is not a question of focus more than any

[Translation]

actuelle, on essaie de faire avec le moins de ressources possibles.

M. L. Lalonde: Vous avez raison. Il n'est pas dans nos habitudes de préciser dans nos recommandations de quelle façon un organisme devrait s'acquitter de ses fonctions. Cependant, comme le problème lié au counselling date de 1983, nous avons dérogé à nos propres règles. Au chapitre 24, à la recommandation 24.80, nous avons recommandé que la Commission institue un suivi du processus de counselling et relie au suivi les résultats de ses autres programmes. On pourrait en tout cas d'entrée de jeu, établir le lien entre le counselling auprès des prestataires de l'assurance-chômage et les programmes liés à la Planification de l'emploi et plus tard à la nouvelle Stratégie de mise en valeur de la population active. Nous n'avons pas proposé d'autres solutions parce que c'est au ministère et à la Commission de trouver leurs propres solutions.

M. Johnson: Ce que je veux vraiment savoir, c'est si vous jugez possible d'instaurer un programme de surveillance adéquat sans qu'il soit nécessaire d'embaucher un grand nombre d'employés supplémentaires.

M. L. Lalonde: Oui. Il faudra pour cela réaménager les priorités, les responsabilités ou les tâches. Mais compte tenu du nombre d'employés qu'il y a à la Commission, ces derniers peuvent certainement mettre l'accent sur leur principale responsabilité, soit le placement des prestataires de l'assurance-chômage. La Commission dispose des ressources nécessaires pour s'occuper de cette clientèle et d'autres aussi.

M. Robert Lalonde (vérificateur général-adjoint, Opérations de vérification, Bureau du vérificateur général du Canada): Dans certains cas, la Direction de l'évaluation des programmes du ministère institue un suivi après six, neuf et douze mois après qu'un placement a eu lieu. On vise ainsi à s'assurer que la personne en question occupe toujours le poste dans lequel elle a été placée. On veut savoir, entre autres, comment elle se débrouille, afin d'être en mesure d'évaluer sa prestation. D'après ce que nous savons, ce système a maintenant cours. Il semble que le ministère ait aussi l'intention d'instituer un suivi de ce processus.

M. Johnson: Vous avez fait un commentaire qui a attiré mon attention. Vous avez dit qu'il fallait que le ministère s'attache à remplir sa mission première. Voulezvous dire qu'il existe, à partir des plus hauts échelons de la hiérarchie un problème au niveau des objectifs? Le ministère n'a-t-il pas un plan stratégique, par exemple, qui établit qu'il doit accorder la priorité au placement des prestataires de l'assurance-chômage? Y a-t-il une deuxième priorité qui a été établie? La direction du ministère a-t-elle un problème à cet égard?

M. L. Lalonde: Non. Je faisais tout simplement allusion à notre recommandation du chapitre 18 sur l'interprétation des services d'assurance-chômage. Nous avons mentionné qu'il faudrait accorder davantage d'attention aux prestataires de l'assurance-chômage. Je me

other. We believe UI claimants should receive some priority or attention, but they also have other objectives in their program.

Mr. Johnson: I know the department has other objectives, but I am asking whether they clearly identify their objectives at the top of their management structure and whether placing UI claimants in jobs is a top priority mandate of the department.

• 1315

Mr. L. Lalonde: We have not yet audited their actions. It is in our plans. It is in our Part III estimates. It is called "Claimant Re-employment Strategy", and it will focus quite considerably on that particular aspect in subsequent years.

Le président: Monsieur Dye, une chose m'a étonné dans votre rapport. On dit qu'on a contrôlé plus d'un million de demandes dont 352,841 avaient donné lieu à des paiements en trop. C'est donc dire que 35 p. 100 du million de demandes que vous avez vérifiées avaient donné lieu à des paiements en trop.

Si je multiplie ce chiffre par trois millions de prestataires, j'arrive à la conclusion qu'un million de personnes, soit une personne sur trois, recoivent plus d'argent qu'elles ne devraient en recevoir. N'est-ce pas un chiffre énorme? Une telle situation n'est-elle pas inquiétante?

M. Dye: Oui, monsieur le président, c'est énorme et choquant.

Le président: Cette situation n'est-elle pas hautement préoccupante pour vous? C'est beaucoup, une personne sur trois. Avez-vous recommandé des mesures concrètes au gouvernement? Quand une personne sur trois reçoit de l'argent en trop, cela doit occuper une place prépondérante dans un rapport comme le vôtre. Qu'est-ce que vous avez suggéré au gouvernement pour améliorer la situation?

M. Dye: En 1978, nous avons utilisé un logiciel spécial pour mesurer les paiements en trop et en moins. Le ministère utilise maintenant notre logiciel pour déterminer les différences.

M. L. Lalonde: Monsieur le président, j'aimerais revenir à vos données pour être certain qu'on s'entend bien là-dessus. Vous vous référez sûrement au commentaire 24.1 où on indique qu'un million de cas ou de dossiers ont été sélectionnés pour faire du travail de détection. Le résultat, c'est qu'il y a 352,000 cas de paiments en trop, soit 12 p. 100 du total. Peu importe la façon dont on interprète ces données, nous sommes inquiets. On indique au bas du tableau que le ministère a pris peu de mesures de prévention ou de dissuasion. Il a pris beaucoup de mesures de détection dans le passé, mais ce n'est pas suffisant. Selon nos sondages, dans un cas sur deux de paiement en trop, il s'agissait d'une personne qui

[Traduction]

rétracte: il ne s'agit pas d'accorder plus d'attention à un objectif qu'à un autre. Nous estimons que les prestataires devraient recevoir une attention prioritaire, mais le ministère est également tenu de réaliser d'autres objectifs.

M. Johnson: Je sais que le ministère a d'autres objectifs, mais je veux savoir si la direction du ministère a clairement identifié ses objectifs et si le placement des prestataires de l'assurance-chÔmage est considéré comme une priorité.

M. L. Lalonde: Nous n'avons pas encore procédé à une vérification des activités de ce ministère; nous avons l'intention de le faire. Dans la partie III du budget des dépenses, cette initiative s'appelle «Stratégie de réemploi des prestataires d'assurance-chômage»; dans les années à venir, nous traiterons surtout de cet aspect des activités du ministère.

The Chairman: Mr. Dye, one thing surprised me in your report. You say that you monitored over a million claims, of which 352,841 resulted in overpayments. That means that 35% of those one million claims that you monitored resulted in overpayments.

If I extend this proportion to 3 million claimants, I conclude that 1 out of 3, that is, one million persons, are receiving more money than is due to them. Is that not a vast figure? Is this not a worrisome situation?

Mr. Dye: Yes, Mr. Chairman, it is a vast and shocking figure.

The Chairman: Is this situation not of the greatest concern to you? One out of three claimants is a very high proportion. Have you recommended concrete action on the part of the government? When 1 out of 3 claimants is receiving too much money, a report like yours must focus on that situation. What have you suggested that the government do to improve this situation?

Mr. Dye: In 1978, we used a special computer program to measure overpayments and underpayments. The department now uses our program to determine these differences.

Mr. L. Lalonde: Mr. Chairman, I would like to go back to your figures to be sure that we agree on them. I am sure you are referring to exhibit 24.1, in which we indicate that one million cases or files were selected for investigation. The results of the investigations show that 352,000 cases—that is, 12% of all cases—resulted in overpayments. Regardless of how we interpret these figures, they are of concern to us. Following this exhibit, we indicate that the Commission has undertaken few initiatives for the purposes of deterrence or prevention. In the past, it has undertaken initiatives focussing primarily on detection, but these measures are not enough. According to our investigations, 1 out of 2 claimants who

avait déjà réussi à obtenir un paiement en trop antérieurement, ce qui prouve que l'effet de dissuasion n'existe pas.

On recommande, par exemple, d'accroître et d'élaborer des mesures de prévention et de rendre visible la fonction d'enquête et de contrôle dans les bureaux locaux. Quand je visite un centre d'emploi et que je ne vois aucune indication que la fonction d'enquête et de contrôle existe, je me dis que le prestataire n'a aucune idée qu'il fera peut-être l'objet d'une enquête un jour et qu'il ne devrait pas essayer de se faire payer en trop. Cette fonction n'est nullement visible.

On vérifie chaque année pour voir si la situation décrite au chapitre 18 se détériore ou non. Il s'agit, par exemple, des paiements en trop non détectés. Il s'agit d'un sondage qui se fait chaque année, qu'on a commencé au bureau et que le ministère a pris en main en 1983. On vérifie chaque année pour voir l'ampleur de ce problème-là. C'est très important; on estime les paiements en trop à plus de 350 millions de dollars par année. Cependant, il y a une certaine stabilité dans les années 80. Cela n'a pas augmenté de façon dramatique, mais c'est quand même un problème très important.

Il y a aussi le rapport coûts-bénéfices. La Commission se dit qu'elle ne peut pas consacrer tous ses efforts à ce problème, car elle a d'autres objectifs à atteindre. Il faut aussi dire que durant les années 80, il y a eu une crise économique. Il y avait beaucoup de chômeurs au Canada, et la situation n'était pas facile.

Le président: Vous dites, monsieur Lalonde, que les paiements en trop représentent 12 p. 100 du total des demandes. Ce chiffre de 350,000 paiements en trop, vous le comparez aux trois millions de prestataires pour arriver à votre chiffre de 12 p. 100. En fait, est-ce que cela ne devrait pas plutôt être 35 p. 100 ou 36 p. 100? Vous avez choisi un million de cas au hasard, et vous avez trouvé un tiers de cas de paiement en trop.

• 1320

M. L. Lalonde: Je ne parle pas d'un million de cas choisis au hasard. On a des systèmes informatiques qui font un appariement de données, ce qui indique les cas où il y a une possibilité de paiements en trop.

Le président: Je vois.

M. L. Lalonde: Il y a un million de ces cas, mais dans 400,000 d'entre eux, cela n'a rien donné. On a trouvé quelque chose dans 352,000 de ces cas. On a voulu démontrer qu'il ne s'agit pas de 1 p. 100, mais de 12 p. 100 de la population totale. Dans le passé, on disait qu'il s'agissait de 1 p. 100. Il y a 1 p. 100 de cas de fraude, mais il y a 12 p. 100 de cas de paiements en trop. C'est ce qu'on a voulu démontrer.

Le président: Je tiens à vous remercier pour votre présence. Vous avez été sauvés par la cloche. Nous aurions souhaité vous poser plusieurs autres questions.

[Translation]

received an overpayment had already been able to obtain an overpayment; this shows that deterrence is ineffective.

For example, we recommend increasing and enhancing preventive measures and making the investigation and monitoring function more visible in local centres. When I visit a CEC and do not see any indication that the investigation and monitoring function exists, I imagine that claimants have no idea that they may be investigated someday or that they should not try to obtain overpayments. This function is not at all visible.

Every year, we check to see whether the situation described in chapter 18 has deteriorated. For example, there are undetected overpayments. This investigation is undertaken every year; it was begun by our office and the Commission took it over in 1983. Every year, we check to See whether this situation has improved. The problem is a considerable one: overpayments are estimated at over 350 million dollars a year. However, the situation has been stable during the 1980s. There has been no dramatic increase in overpayments, although the amounts are still considerable.

There is also the question of cost-effectiveness. The Commission claims that it cannot devote resources to solving this problem, because it has other goals to meet. It must also be pointed out that during the 1980s there was an economic crisis. Many Canadians were unemployed, and times were tough.

The Chairman: Mr. Lalonde, you say that overpayments occur in 12% of all claims. This figure of 350,000 overpayments represents 12% of a total of 3 million beneficiaries. Is this figure not actually closer to 35% or 36%? You selected one million files at random, and you found overpayments in one-third of those cases.

Mr. L. Lalonde: These one million files were not selected at random. We have computerized systems that match up data and indicate cases where overpayment may have occurred.

The Chairman: I see.

Mr. L. Lalonde: We found nothing in 400,000 of those one million cases. We did find that overpayment had occured in 352,000 of them. We wanted to show that overpayment occured in not 1%, but 12% of all claims. People used to say that overpayments were made in only 1% of cases. Fraud occurs in 1% of cases, but overpayment occurs in 12% of cases. That is what we wanted to show.

The Chairman: I would like to thank you for appearing before the committee. You have been saved by the bell. We would like to have asked you more questions; your

Cela se veut être positif. Nous allons examiner la possibilité de vous demander de revenir ultérieurement.

M. Dye: Merci.

Le président: La séance est levée.

[Traduction]

testimony has obviously been of interest to the committee. We shall consider the possibility of asking you to appear again later.

Mr. Dye: Thank you.

The Chairman: The meeting is adjourned.







If undelivered, return COVER ONLY to Canadian Government Publishing Centre, Supply and Services Canada, Ottawa, Canada, K1A 0S9

En cas de non-livraison, retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à Centre d'édition du gouvernement du Canada, Approvisionnements et Services Canada, Ottawa, Canada, K1A 0S9

WITNESSES

From the Office of the Auditor General:

Kenneth M. Dye, F.C.A., Auditor General of Canada;

Robert Lalonde, Assistant Auditor General, Audit Operations;

Louis Lalonde, Principal Director, Audit Operations.

TÉMOINS

Du Bureau du Vérificateur général du Canada:

Kenneth M. Dye, F.C.A., Vérificateur général du Canada;

Robert Lalonde, Vérificateur général adjoint, Opérations de vérification;

Louis Lalonde, Directeur principal, Opérations de vérification.



HOUSE OF COMMONS

Issue No. 29

Thursday, April 5, 1990

Chairman: Jean-Pierre Blackburn

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule nº 29

Le jeudi 5 avril 1990

Président: Jean-Pierre Blackburn

Minutes of Proceedings and Evidence of the Standing Committee on Procès-verbaux et témoignages du Comité permanent du

Labour, Employment and Immigration

Travail, de l'Emploi et de l'Immigration

RESPECTING:

Main Estimates 1990–91 (Votes 15 and 20 under Employment and Immigration) (Immigration matters)

Pursuant to Standing Order 108(2), an investigation into demography and immigration levels

CONCERNANT:

Prévisions budgétaires 1990–1991, (crédits 15 et 20 sous la rubrique Emploi et Immigration) (Questions d'immigration)

Conformément à l'article 108(2) du Règlement, une enquête sur la démographie et les taux d'immigration

APPEARING:

The Honourable Barbara McDougall Minister of Employment and Immigration

COMPARAÎT:

L'honorable Barbara McDougall Ministre de l'Emploi et de l'Immigration



Second Session of the Thirty-fourth Parliament, 1989-90

Deuxième session de la trente-quatrième législature, 1989-1990

34856-1

STANDING COMMITTEE ON LABOUR, EMPLOYMENT AND IMMIGRATION

Chairman: Jean-Pierre Blackburn Vice-Chairman: Dave Worthy

Members

Edna Anderson Warren Allmand Harry Chadwick Doug Fee Dan Heap Al Johnson Allan Koury Sergio Marchi Gilbert Parent George Proud Cid Samson Jacques Vien—(14)

(Quorum 8)

Monique Hamilton

Clerk of the Committee

COMITÉ PERMANENT DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE L'IMMIGRATION

Président: Jean-Pierre Blackburn Vice-président: Dave Worthy

Membres

Edna Anderson Warren Allmand Harry Chadwick Doug Fee Dan Heap Al Johnson Allan Koury Sergio Marchi Gilbert Parent George Proud Cid Samson Jacques Vien—(14)

(Quorum 8)

Le greffier du Comité

Monique Hamilton

Published under authority of the Speaker of the House of Commons by the Queen's Printer for Canada.

Publié en conformité de l'autorité du Président de la Chambre des communes par l'Imprimeur de la Reine pour le Canada.

MINUTES OF PROCEEDINGS

THURSDAY, APRIL 5, 1990 (35)

[Text]

The Standing Committee on Labour, Employment and Immigration met at 11:08 o'clock a.m. this day, in Room 269, West Block, the Chairman, Jean-Pierre Blackburn, presiding.

Members of the Committee present: Warren Allmand, Edna Anderson, Jean-Pierre Blackburn, Doug Fee, Dan Heap, Allan Koury, Jacques Vien and Dave Worthy.

In attendance: From the Library of Parliament: Kevin Kerr and Margaret Young, Research Officers.

Appearing: The Honourable Barbara McDougall, Minister of Employment and Immigration.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference from the House dated Thursday, February 22, relating to the Main Estimates 1990–1991. (See Minutes of Proceedings and Evidence, dated Wednesday, March 14, 1990, Issue No. 21). Pursuant to Standing Order 108(2), the Committee resumed consideration of its investigation into demography and immigration.

By unanimous consent, the Chairman called Votes 15 and 20 under EMPLOYMENT and IMMIGRATION.

Hon. Barbara McDougall made a statement.

At 11:26 o'clock a.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

Monique Hamilton

Clerk of the Committee

PROCÈS-VERBAL

LE JEUDI 5 AVRIL 1990 (35)

[Traduction]

Le Comité permanent du travail, de l'emploi et de l'immigration se réunit aujourd'hui à 11 h 08, dans la salle 269 de l'édifice de l'Ouest, sous la présidence de Jean-Pierre Blackburn (président).

Membres du Comité présents: Warren Allmand, Edna Anderson, Jean-Pierre Blackburn, Doug Fee, Dan Heap, Allan Koury, Jacques Vien et Dave Worthy.

Aussi présents: De la Bibliothèque du Parlement: Kevin Kerr et Margaret Young, attachés de recherche.

Comparaît: L'honorable Barbara McDougall, ministre de l'Emploi et de l'Immigration.

Conformément à son ordre de renvoi en date du jeudi 22 février 1990, le Comité reprend l'étude du Budget des dépenses principal de 1990–1991 (voir les Procès-verbaux et témoignages du mercredi 14 mars 1990, fascicule n° 21), ainsi que son enquête sur la démographie et les niveaux d'immigration, suivant l'article 108(2) du Règlement.

Du consentement unanime, le président appelle les crédits 15 et 20 sous la rubrique EMPLOI ET IMMIGRATION.

L'honorable Barbara McDougall fait une déclaration.

A 11 h 26, le Comité s'ajourne jusqu'à nouvelle convocation du président.

La greffière du Comité

Monique Hamilton

EVIDENCE

[Recorded by Electronic Apparatus] Thursday, April 5, 1990

• 1109

Le président: À l'ordre!

Bienvenue, madame la ministre.

• 1110

Nous entreprenons ce matin nos travaux concernant les crédits 15 et 20 sous la rubrique Emploi et Immigration. Madame la ministre, on vient de me dire que nous aurons deux votes ce matin. Le premier aura lieu dans 30 minutes et le deuxième, à 12 heures. Le premier vote concerne l'ordre du jour et le deuxième concerne le temps qui sera alloué au débat.

Si les membres y consentent, nous pourrions entendre dans un premier temps l'allocution de la ministre et, si le temps me le permet, je pourrai ensuite accorder cinq minutes à chacun des partis avant le vote. Comme il y aura un deuxième vote à 12 heures, les membres du Comité préféreront peut-être qu'on ajourne la réunion immédiatement après les 10 ou 15 minutes de questions du premier tour. Est-ce que j'ai le consentement de tous, pour qu'on ne fasse pas un débat d'une demi-heure sur la question?

M. Jacques Vien (député de Laurentides): D'accord.

Mr. Allmand (Notre-Dame-de-Grâce): I am trying to clarify the purpose of this meeting. This agenda that was just given to us says that this meeting is called with respect to the main estimates, votes 15 and 20 under Employment and Immigration, Immigration matters, and it goes on to say: "Pursuant to Standing Order 108(2), an investigation into demography and immigration levels".

I did not think this morning's meeting had anything to do with the study on demography. I thought it was just with respect to estimates and to estimates of Immigration. Is that not correct?

Not only that, but the notice sent to our office said this was to complete the previous meeting where the minister appeared with respect to immigration matters but the committee was not able to complete the questioning or subject—matter, and therefore you called this meeting this morning. In other words, this is just with respect to immigration and not demography.

Le président: Lors de la dernière rencontre, monsieur Allmand, étant donné que la plupart des questions avaient porté sur l'arriéré de réfugiés, le jugement du Juge Jerome et les recommandations ministérielles à ce sujet, nous avions convenu de tenir une autre séance sur les niveaux d'immigration, sur la question des droits d'établissement et autres. C'est dans ce contexte-là que la ministre revient ce matin, d'autant plus qu'on sait qu'elle est en train de faire des consultations sur les niveaux d'immigration pour les années 1991 à 1995. Comme notre Comité travaille à ce dossier depuis plusieurs semaines, pour ne pas dire quelques mois, il devenait important d'avoir une réunion additionnelle sur cette question qui intéresse les membres du Comité.

[Translation]

TÉMOIGNAGES

[Enregistrement Électronique] Le jeudi 5 avril 1990

The Chairman: Order, please! Welcome, Madam Minister.

This morning, we begin our hearings concerning votes 15 and 20 under Employment and Immigration. Madam Minister, I have just been told that there will be two votes this morning. The first will take place in 30 minutes and the second at 12 noon. The first vote is about the order of the day and the second concerns the time to be allocated to debate.

If members agree, we could begin by hearing the minister's statement and, if time permits, I could give each party a five minute turn before the vote. Since there will be a second vote at 12 o'clock, members may prefer to adjourn the meeting immediately after the first round of 10 or 15 minutes. Do I have unanimous agreement so that we can avoid spending half an hour debating this?

Mr. Jacques Vien (Laurentides): Agreed.

M. Allmand (député de Notre-Dame-de-Grâce): J'aimerais avoir certains éclaircissements sur le but de cette réunion. L'ordre du jour qui vient de nous être distribué dit simplement que cette réunion portes sur les prévisions budgétaires, les crédits 15 et 20 sous la rubrique emploi et immigration, et certaines questions d'immigration; ensuite on dit: «conformément au paragraphe 108(2) du Règlement, une enquête sur la démographie et les taux d'immigration».

Je ne croyais pas que la réunion de ce matin eût trait à l'enquête sur la démographie. Je pensais qu'il ne serait question que des prévisions budgétaires et des prévisions de l'immigration. Est-ce exact?

En outre, l'avis de convocation qui nous est parvenu indiquait que cette séance visait à venir compléter la dernière réunion où la ministre a comparu concernant l'immigration. Le Comité n'avait pas pu terminer ses questions et bien faire le tour du sujet, or, vous avez convoqué cette réunion ce matin. En d'autres mots, il ne sera question que d'immigration ce matin et non pas de démographie.

The Chairman: Mr. Allmand, since most of the questions asked at the last meeting pertained to the refugee backlog, Mr. Justice Jerome's decision and the ministerial recommendations in this regard, we had agreed to hold another hearing on immigration levels, settlement rights and other issues. It is against that backdrop that the minister is back here this morning, particularly since she is currently conducting consultations on immigration levels for 1991–1995. Since our committee has been working on that issue for several weeks, if not several months, it was important to hold another meeting on this issue, which is of great interests to members of the Committee.

Mr. Allmand: I understood it was with respect to the first part of what you said, but I did not think it had anything to do with the demography study. In any case, it is to complete the questioning on immigration and refugees.

Le président: Nous entendrons maintenant M^{me} McDougall. Madame la ministre, à vous la parole.

Hon. Barbara McDougall (Minister of Employment and Immigration): Thank you. I have some officials with me today, including Mr. Nick Moulder, the Associate Deputy Minister; Mr. J.B. Bissett, Executive Director of Immigration Policy; Laura Chapman, Director of Migration and Demographic Policy, and Paul Gauvin, Executive Director, Finance and Administration.

Je vous ai parlé, il y a deux semaines, de consultations exhaustives sur les niveaux d'immigration que j'ai entreprises en novembre dernier. Aujourd'hui, j'aimerais vous expliquer plus en détail ce processus et vous dire ce qu'il a permis de réaliser.

Comme les membres de ce Comité le savent, l'immigration est une partie intégrante de la société et de l'économie du Canada.

• 1115

C'est d'ailleurs pour cette raison que le gouvernement a adopté des politiques qui ont permis d'accepter plus de 189,000 immigrants en 1989, soit plus du double qu'en 1984, année où nous en avions accueilli 88,239.

En 1989, plus de 60,000 immigrants faisaient partie de la catégorie de la famille, soit le plus grand nombre depuis l'entrée en vigueur en 1978 de l'actuelle Loi sur l'immigration.

Le gouvernement reconnaît l'importance de bien gérer le programme d'immigration. C'est pourquoi il travaille maintenant à l'élaboration d'un plan quinquennal pour les niveaux d'immigration.

This five-year horizon will provide a more stable planning environment not only for the federal government but for other levels of government and the many organizations that serve immigrants. We will also ensure that our objectives reflect a much broader range of needs and concerns than the traditional one-year planning process could accommodate.

Our new consultation process is far more comprehensive than anything attempted in the past. This process includes the annual consultations required by law with provincial and territorial governments. In addition, it includes opinion fora and regional meetings with representatives from business, labour, education, municipal governments, ethnocultural groups, other service organizations and media.

Since November we have held eight opinion leader fora and I personally took part in six. These were right across Canada. Those I attended were in Montreal, Ottawa, Toronto, Regina, Edmonton and Vancouver, and the other two were in Winnipeg and Halifax.

[Traduction]

M. Allmand: J'avais bien compris qu'il s'agirait de la première partie de ce que vous venez de dire, mais je ne croyais pas qu'il serait question de l'étude démographique. De toute façon, c'est pour terminer les questions sur l'immigration et les réfugiés.

The Chairman: We will now hear Mrs. McDougall. Madam Minister, you have the floor.

L'Honorable Barbara McDougall (ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Merci. Je suis accompagnée par certains hauts fonctionnaires aujourd'hui, y compris M. Nick Moulder, le sous-ministre associé; M. J.B. Bissett, directeur exécutif, politique de l'immigration; Laura Chapman, directrice, Migration et Politique démographique, ainsi que Paul Govin, directeur exécutif, Finances et Administration.

When I spoke to you two weeks ago, I referred to the comprehensive consultation process on immigration which I launched last November. Today, I would like to tell you more about that process, and what it has achieved.

As this committee knows well, immigration is an integral part of Canada's society and economy.

That is why the government has implemented policies which in 1989 resulted in more than 189,000 immigrant landings. This is more than double the 1984 figure of 88,239.

In 1989, family class immigration totalled more than 60,000 landings; the highest absolute number of such landings since the introduction of the current immigration Act in 1978.

Recognizing the continuing importance of a successful, well-managed immigration program, the government is now working on a five year plan for immigration.

Ce plan quiquennal fournira un cadre de planification plus stable, tant pour le gouvernement fédéral que pour d'autres ordres de gouvernement et les nombreux organismes au service des immigrants. De plus, ce plan nous permettra de tenir compte, dans nos objectifs, d'une plus grande variété de besoins et de préoccupations qu'il nous était possible de le faire dans le cadre du processus de planification habituel d'un an.

Notre nouveau processus de consultation est beaucoup plus exhaustif que toute autre mesure prise par le passé. En effet, des consultations annuelles sont tenues avec les gouvernements provinciaux et territoriaux, comme l'exige la loi. En outre, sont également prévus dans le cadre de ce processus, des forums de leaders d'opinion et des réunions organisées à l'échelon régional avec des représentants du milieu des affaires, des syndicats, des conseils scolaires, des administrations municipales, des groupes ethnoculturels, des autres organismes de service et des médias.

Depuis novembre, nous avons tenu huit forums de leaders d'opinion. J'ai participé personnellement à six d'entre eux, un peu partout au Canada, soit ceux tenus à Montréal, à Ottawa, à Toronto, à Régina, à Edmonton et à Vancouver.

The last of these meetings took place about two weeks ago. We have also held 20 regional meetings, which allowed the participants to address local issues in a way that was not possible before. Throughout these consultations, we have focused on four key issues.

First, how many immigrants should we take over the next five years? Second, what do Canadians think is the best mix of the three streams of our immigration programs—independence, family class and humanitarian? Third, what kind of settlement assistance, such as reception services and language training, should we provide immigrants to help them integrate into their new communities?

Enfin, devrions-nous encourager les immigrants à s'installer à l'extérieur des grands centres et pouvons-nous le faire? De quelles façons pouvons-nous procéder?

Permettez-moi de vous indiquer très brièvement quel genre de consensus semble émerger pour chacun de ces éléments.

Il est ressorti de ces consultations que, partout au pays, on accorde un vaste appui à la politique du gouvernement qui vise à accroître le nombre d'immigrants qui entrent au Canada. Cet appui est particulièrement fort dans les régions où le développement économique est au premier plan des préoccupations, comme en Sakastchewan, au Manitoba et dans les provinces de l'Atlantique. De plus, les Canadiens de toutes les provinces reconnaissent que les immigrants apportent une contribution essentielle au développement de notre pays.

Cependant, tous s'accordent à dire que nous ne devons pas précipiter les choses. Nous devons nous assurer que nous disposons des programmes et des ressources nécessaires pour gérer adéquatement la vague d'immigration. Plus précisément, une augmentation de l'immigration doit aller de pair avec les efforts que nous déployons pour intégrer les immigrants dans notre société. Cela signifie que nous devons poursuivre nos efforts pour améliorer la formation linguistique ainsi que la préparation économique des immigrants, et les aider à utiliser les titres de compétence qu'ils apportent avec eux dans leurs bagages. Cela signifie également qu'il faut leur donner les renseignements et l'aide dont ils ont besoin pour participer à la vie quotidienne au Canada.

With respect to these integration services, I might mention Canada's intention to join the International Organization for Migration, which I announced two days ago. The International Organization for Migration provides a wide range of valuable services overseas, including arranging medical examinations and transportation for refugees and providing cultural orientation and language training for immigrants destined for Canada. As a member, we will be able to take advantage of this agency's valuable experience in providing the full range of these services.

[Translation]

La dernière de ces réunions a eu lieu il y a environ deux semaines. Nous avons également organisé 20 réunions à l'échelle régionale qui ont permis aux participants de traiter des questions d'intérêt local, comme il n'était pas possible de le faire auparavant. Tout au long de ces consultations, nous avons concentré notre attention sur quate éléments essentiels.

D'abord, combien d'immigrants devrions-nous laisser entrer au Canada au cours des cinq prochaines années? Deuxièmement, quelle est la meilleure formule à adopter relativement aux trois composantes de notre programme d'immigration, soit les immigrants indépendants, la catégorie de la famille et les réfugiés? Troisièmement; quelle genre d'aide à l'établissement, tels des services d'accueil et de formation linguistique, devrions-nous offrir aux immigrants pour les aider à s'intégrer dans leur nouvelle collectivité?

Fourth, should and can immigrants be encouraged to settle outside the major centres? What approaches can be used?

Let me indicate very briefly the kind of consensus we find emerging on each of these issues.

There emerged from the consultations widespread support across the country for the government's policy of increasing the number of immigrants coming to Canada. This support is especially strong in areas where economic development is a major concern, such as Saskatchewan, Manitoba and the Atlantic provinces. But Canadians in all provinces recognize that immigrants make a vital contribution to our development as a country.

However, there is general agreement that we must not move too quickly. We must make sure that programs and resources are in place to manage the flow of immigration properly. In particular, increased immigration must go hand in hand with stronger efforts to help immigrants integrate into our society. This means continuing our efforts to improve language training, as well as economic preparation: Assisting immigrants to use job qualifications they bring with them from their home countries. It also means providing immigrants with the information and help they need to participate in everyday life in Canada.

En ce qui concerne ces services d'intégration, le Canada a l'intention d'adhérer à l'Organisation internationale pour les migrations, comme je l'ai annoncé lundi dernier, l'Organisation internationale pour les migrations fournit une gamme variée de services précieux à l'étranger. Elle prend, entre autres, les dispositions pour faire passer les examens médicaux aux réfugiés et pour assurer leur transport, et offre une orientation culturelle et des cours de langue aux immigrants qui doivent venir au Canada. En tant que membres de l'OIM, nous pourrons tirer partie de la vaste expérience de cet organisme pour offrir toute cette gamme de services.

• 1120

But integration also means improving our own efforts at public education. If immigrants are to become a part of our society, then our society must be prepared to accept and welcome them. Thoughout our consultations, participants emphasized the need to dispel the negative myths surrounding immigration and to educate Canadians about the vital contributions that immigrants can make.

Our consultations also identified a strong interest in efforts to regionalize immigration; to encourage immigrants to settle outside large cities, where they traditionally go, and into other areas. This interest is especially strong in provinces where regional development is a major concern.

Our consultations suggest that we should maintain the present balance of independent immigrants, family-class immigrants, and refugees coming into Canada, although it is early days to come to any final conclusion on this. In particular, I am pleased to say that there is widespread support for Canada's strong commitment to help the world's refugees and no suggestion that this commitment should be reduced.

Lundi dernier, lorsque j'ai annoncé la subvention de 5 millions de dollars au Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, j'ai souligné l'engagement du gouvernement en ce qui a trait aux réfugiés. Cette subvention appuiera le HCR dans ses efforts pour résoudre la question des réfugiés de la mer vietnamiens en Asie du Sud-Est.

Au cours des mois qui viennent, mes représentants rédigeront d'autres rapports détaillés sur les consultations qui ont été menées. C'est avec plaisir que je les communiquerai au Comité.

Ces consultations nous ont été particulièrement utiles, à mes collaborateurs et à moi-même, à un moment où nous nous penchons sur l'avenir du Canada. Elles ont confirmé que nous avions pris la bonne voie en adoptant nos politiques et nos programmes en matière d'immigration. Parallèlement, elles nous ont permis de cerner les domaines qui pourraient être améliorés.

Certains membres du Comité ont indiqué qu'ils aimeraient donner leur avis sur les niveaux et la composition de l'immigration pour les cinq prochaines années.

Comme je vous l'ai expliqué la dernière fois, j'aimerais déposer mon plan pour les cinq prochaines années avant le congé d'été du Parlement. Par conséquent, il serait très utile que ce Comité puisse nous fournir son rapport avant la fin du mois de mai. Si le rapport n'est pas disponible à ce moment-là, j'apprécierais grandement recevoir un rapport préliminaire ou vos commentaires généraux et je prendrais le rapport final en considération lorsque celui-ci serait disponible. Merci beaucoup.

Le président: Merci, madame la ministre.

Permettez-moi de faire un premier commentaire. Il est intéressant de voir quelles grandes lignes se dégagent un peu partout au pays à partir des consultations.

[Traduction]

Mais pour assurer l'intégration des immigrants, nous devons également axer nos efforts sur l'éducation du public. Si les immigrants doivent devenir membres de notre société, notre société doit être prête à les accepter. Tout au cours de nos consultations, des participants ont fait valoir la nécessité de dissiper les mythes négatifs qui entourent l'immigration et de faire l'éducation des Canadiens pour les sensibiliser à la contribution essentielle des immigrants.

D'après nos consultations, plusieurs verraient d'un bon oeil la régionalisation de l'immigration; c'est-à-dire, encourager les immigrants à s'établir à l'extérieur des grandes villes où ils s'installent traditionnellement. Cet intérêt s'est d'ailleurs surtout manifesté dans les provinces où le développement régional est à l'ordre du jour.

Il ressort de nos consultations que nous devrions maintenir les catégories actuelles d'immigrants au Canada, soit les immigrants indépendants, la catégorie de la famille et les réfugiés, quoiqu'il est peut-être un peu tôt pour en venir à une conclusion définitive à ce propos. Je suis heureuse de dire que le ferme engagement du Canada à aider les réfugiés du monde entier a reçu un large appui et qu'aucune proposition n'a été faite pour diminuer cet engagement.

This Monday, when I announced a five-million-dollar grant to the United Nation's High Commission for Refugees, I also made clear the government's intention to maintain our commitment to refugees. This grant will support the UNHCR's efforts to resolve the situation of Vietnamese boat people in Southeast Asia.

Over the next few months, my officials will be preparing more detailed reports on the consultations which have taken place. I will be happy to share these with the Committee.

The consultations have been exceptionally valuable to myself, and to my officials, as we look to Canada's future. They have confirmed that we are on the right track with the directions we are taking in our immigration policies and programs. At the same time, they have identified areas where improvements can be made.

Some members of this Committee have indicated that they would like to provide their opinions on levels and on the components of immigration over the next five years.

As I explained to you the last time, I would like to table my plan for the next five years before Parliament rises for summer holidays. To this end, it would be most helpful if this Committee could provide its imput into the levels process before the end of May. If your final report is not available at that time, I would very much appreciate an interium report or some similar statement of your review, in which case I would be glad to consider your final report when it becomes available. Thank you very much.

The Chairman: Thank you, Madam Minister.

I would like to make a first comment. It is interesting to see the broad consensus across the country issuing from these consultations.

Vous souhaitez que notre Comité puisse déposer son rapport avant la fin de mai. Nous espérions pouvoir le terminer pour la fin de juin; je ne sais pas si ce sera possible pour la fin mai. Dès lundi prochain, dans la mesure où mes collègues seront disponibles, nous aurons une réunion du Sous-comité du programme et de la procédure pour voir ce que nous pouvons faire. Nous n'avons pas encore entendu de témoins nous parler des questions d'établissement. Nous n'avons pas encore traité des impacts au plan de l'environnement. Également, nous n'avons pas encore entendu les différents groupes qui oeuvrent auprès des réfugiés et des immigrants. Dans la mesure où nous serons capables de faire quelque chose, nous le ferons avec grand plaisir, d'autant plus que nous travaillons à ce dossier depuis plusieurs semaines déjà.

Le vote aura lieu vers 11h35. Donc, il nous reste environ 12 minutes. Est-ce qu'on entreprend une période de questions ou si on met fin immédiatement à la séance pour la reporter à plus tard, selon les décisions qu'on prendra la semaine prochaine?

M. Allmand: Continuons.

Mr. Vien: We do not have time. We have 12 minutes.

Le président: On ne fera pas de période de questions?

• 1125

Mr. Allmand: What is the vote about?

Le président: C'est à propos de l'ordre du jour.

Mr. Allmand: The same old business.

The Chairman: Yes, and the other one will be on time allocation.

Mr. Fee (Red Deer): Mr. Chairman, on a point of order on the statement you made, I am going to miss the steering committee meeting on Monday, but I would definitely like to encourage this committee at least to make an interim report, so the minister has it prepared before she does her report. I think it is extremely important, with the amount of work we have done, that we do not take a chance with letting her submit a report to Cabinet before we have had some input. We should adjust our agenda so we can get her the report on a timely basis.

Le président: Alors il n'y aura pas de questions. J'aimerais mettre fin à la réunion compte tenu qu'un deuxième vote aura lieu dès que celui-ci sera terminé. Nous n'aurons pas le temps de revenir ici entre les deux votes.

Madame la ministre, l'information que vous nous avez donnée ce matin est très pertinente et nous sera utile. Nous verrons plus tard pour ce qui est d'une rencontre ultérieure. Merci à tous.

La séance est levée.

[Translation]

You hope that our Committee will be able to table its report before the end of May. We had hoped to finish it for the end of June; I do not know if it will be possible for the end of May. Next Monday, insofar as my colleagues are available, there will be a meeting of the Sub-committee on Agenda and Procedure to see what we can do. We have not yet heard any witnesses talk about questions of establishment. We have not yet talked about impact on the environment. Also, we have not yet heard the different groups working with refugees and immigrants. Insofar as we are able to do something, we will do it with great pleasure, all the more so as we have been working on this for several weeks.

The vote will be around 11:35. So we have about 12 minutes left. Shall we get into a question period or shall we immediately rise and set another meeting for later on depending on the decisions that will be made next week?

Mr. Allmand: Let's continue.

M. Vien: Nous n'avons guère le temps. Nous n'avons que 12 minutes.

The Chairman: We won't go to a question period?

M. Allmand: Le vote porte sur quoi?

The Chairman: It is on the order of the day.

M. Allmand: Toujours la même chose.

Le président: Oui, et l'autre portera sur l'attribution de temps.

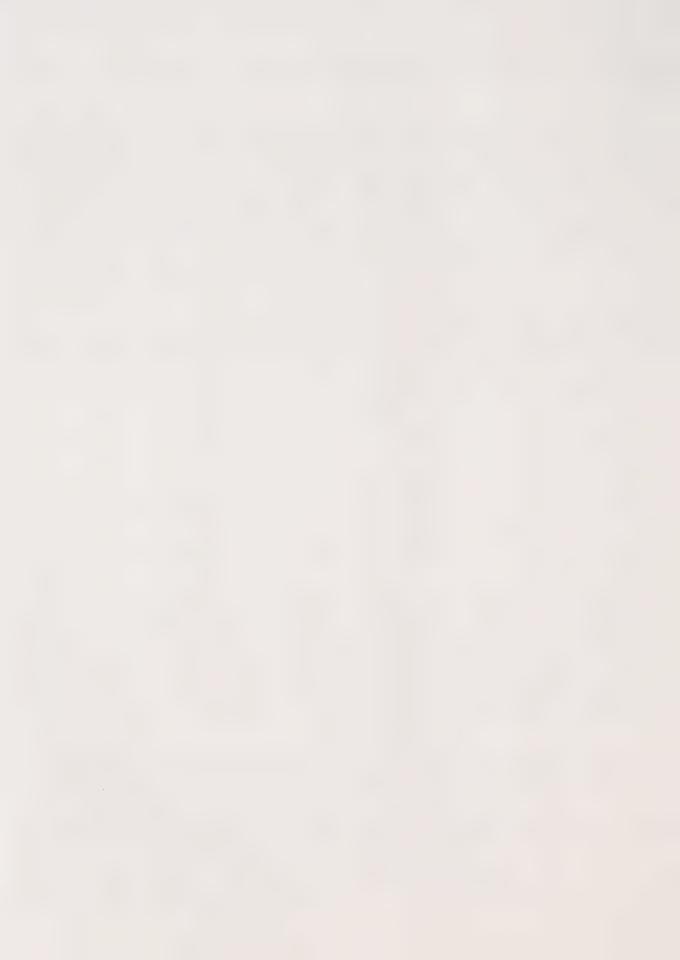
M. Fee (Red Deer): Monsieur le président, j'en appelle au Règlement à propos de ce que vous venez de dire; je devrai manquer la réunion du Comité de direction lundi matin, mais j'aimerais bien encourager le Comité à rédiger au moins un rapport intérimaire pour que la ministre l'obtienne avant qu'elle ne rédige son propre rapport. Je crois que c'est extrêmement important, vu tout le travail que nous avons fait, de ne pas courir le risque de la voir proposer un rapport au Cabinet sans que nous n'ayons eu notre mot à dire. Nous devrions organiser nos travaux de façon à pouvoir lui faire parvenir le rapport en temps utile.

The Chairman: So there won't be any questions. I would like to end this meeting because there will be a second vote as soon as this one is finished. We won't have time to come back here between votes.

Madam Minister, the information you have given us this morning is quite germane to the issue at hand and will prove to be most useful. We will see later on about any future meeting. Thank you all.

The meeting stands adjourned.

















If undelivered, return COVER ONLY to: Canadian Government Publishing Centre, Supply and Services Canada, Ottawa, Canada, K1A 0S9

En cas de non-livraison, retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à: Centre d'édition du gouvernement du Canada, Approvisionnements et Services Canada, Ottawa, Canada, K1A 0S9



HOUSE OF COMMONS

Issue No. 30

Wednesday, April 10, 1990

Chairman: Jean-Pierre Blackburn

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule nº 30

Le mardi 10 avril 1990

Président: Jean-Pierre Blackburn

Minutes of Proceedings and Evidence of the Standing Committee on

Procès-verbaux et témoignages du Comité permanent du

Labour, Employment and Immigration

Travail, de l'Emploi et de l'Immigration

RESPECTING:

Main Estimates 1990-91 (Votes 1, 5, 10 and 15 under Labour)

CONCERNANT:

Prévisions budgétaires 1990-1991, (crédits 1, 5, 10 et 15 sous la rubrique Travail)

APPEARING:

The Honourable Jean Corbeil, P.C., M.P.

WITNESSES:

(See back cover)

COMPARAÎT:

L'honorable Jean Corbeil, c.p., député

TÉMOINS:

(Voir à l'endos)



Second Session of the Thirty-fourth Parliament, 1989-90

Deuxième session de la trente-quatrième législature, 1989-1990

STANDING COMMITTEE ON LABOUR, EMPLOYMENT AND IMMIGRATION

Chairman: Jean-Pierre Blackburn Vice-Chairman: Dave Worthy

Members

Edna Anderson Warren Allmand Harry Chadwick Doug Fee Dan Heap Al Johnson Allan Koury Sergio Marchi Gilbert Parent George Proud Cid Samson Jacques Vien—(14)

(Quorum 8)

Monique Hamilton

Clerk of the Committee

COMITÉ PERMANENT DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE L'IMMIGRATION

Président: Jean-Pierre Blackburn Vice-président: Dave Worthy

Membres

Edna Anderson
Warren Allmand
Harry Chadwick
Doug Fee
Dan Heap
Al Johnson
Allan Koury
Sergio Marchi
Gilbert Parent
George Proud
Cid Samson
Jacques Vien—(14)

(Quorum 8)

Le greffier du Comité Monique Hamilton

Published under authority of the Speaker of the House of Commons by the Queen's Printer for Canada

Publié en conformité de l'autorité du Président de la Chambre des communes par l'Imprimeur de la Reine pour le Canada

MINUTES OF PROCEEDINGS

TUESDAY, APRIL 10, 1990 (36)

[Text]

The Standing Committee on Labour, Employment and Immigration met at 11:22 o'clock a.m. this day, in Room 269, West Block, the Chairman, Jean-Pierre Blackburn, presiding.

Members of the Committee present: Edna Anderson, Jean-Pierre Blackburn, Doug Fee, Al Johnson, Allan Koury, George Proud, Cid Samson, Jacques Vien and Dave Worthy.

Acting Member present: Phillip Edmonston for Dan Heap.

Other Member present: Ken James.

In attendance: From the Library of Parliament: Kevin Kerr, Research Officer

Appearing: The Honourable Jean Corbeil, P.C., M.P.

Witnesses: From the Department of Labour: M. McDermott, Senior Assistant Deputy Minister, Federal Mediation & Conciliation Service and H.P. Hansen, Assistant Deputy Minister, Operations. From the Canada Labour Relations Board: J.F.W. Weatherhill, Chairman. From the Canadian Centre for Occupational Health and Safety: Michael Hewitt, Interim General Manager.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference from the House dated Thursday, February 22, relating to the Main Estimates 1990-1991. (See Minutes of Proceedings and Evidence, dated Wednesday, March 14, 1990, Issue No. 21).

By unanimous consent, the Chairman called Votes 1, 5 and 10 and 15 under LABOUR.

The Honourable Jean Corbeil made a statement.

At 11:31 o'clock a.m., the sitting was suspended.

At 11:58 o'clock a.m., the sitting was resumed.

By unanimous consent, the Committee commenced consideration of its future business.

The Chairman presented the Eight Report of the Sub-Committee on Agenda and Procedure which reads as follows:

"Your Sub-Committee on Agenda and Procedure met on Monday, April 10 and agreed to make the following recommendations.

- That the Committee draft an interim report on Demography and Immigration Levels and table it during the month of May.
- 2. That the Researchers from the Library of Parliament prepare a narrative report condensing the expert witnesses' testimonials on Demography and Immigration Levels, to be made available to members by April 20, 1990.

PROCÈS-VERBAL

LE MARDI 10 AVRIL 1990 (36)

[Traduction]

Le Comité permanent du travail, de l'emploi et de l'immigration se réunit aujourd'hui à 11 h 22, dans la salle 269 de l'édifice de l'Ouest, sous la présidence de Jean-Pierre Blackburn (président).

Membres du Comité présents: Edna Anderson, Jean-Pierre Blackburn, Doug Fee, Al Johnson, Allan Koury, George Proud, Cid Samson, Jacques Vien et Dave Worthy.

Membre suppléant présent: Phillip Edmonston pour Dan Heap.

Autre membre présent: Ken James.

Aussi présent: De la Bibliothèque du Parlement: Kevin Kerr, attaché de recherche.

Comparaît: L'honorable Jean Corbeil, c.p., député.

Témoins: Du ministère du Travail: M. McDermott, sous-ministre adjoint principal, Service fédéral de médiation et de conciliation, et H.P. Hansen, sous-ministre adjoint, Opérations. Du Conseil canadien des relations du travail: J.F.W. Weatherhill, président. Du Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail: Michael Hewitt, directeur général intérimaire.

Le Comité reprend l'étude de son ordre de renvoi de la Chambre en date du 22 février concernant le Budget de dépenses principal de 1990-1991. (Voir les Procès-verbaux et témoignages du mercredi 14 mars 1990, fascicule nº 21)

Du consentement unanime, le président appelle les crédits 1, 5, 10 et 15 sous la rubrique TRAVAIL.

L'honorable Jean Corbeil fait une déclaration.

À 11 h 31, la séance est suspendue.

À 11 h 58, la séance reprend.

Du consentement unanime, le Comité entreprend l'étude de ses futurs travaux.

Le président dépose le Huitième rapport du Souscomité du programme et de la procédure, qui se lit comme suit:

«Votre Sous-comité du programme et de la procédure s'est réuni le 10 avril et a convenu de faire les recommandations suivantes.

- Que le Comité rédige un rapport provisoire sur la démographie et les niveaux d'immigration, et qu'il dépose ce rapport au cours du mois de mai.
- 2. Que les attachés de recherche de la Bibliothèque du Parlement rédigent, pour les membres du Comité, d'ici le 20 avril 1990, un rapport narratif exposant les grandes lignes des témoignages sur la démographie et les niveaux d'immigration.

3. That the Sub-Committee on Agenda and Procedure of the Standing Committee on Labour, Employment and Immigration meet on Wednesday, April 25, 1990."

On motion of Doug Fee, it was agreed,—That the Eight Report of the Sub-Committee on Agenda and Procedure be concurred in.

The Committee resumed consideration of Votes 1, 5, 10 and 15 under LABOUR.

The Honourable Jean Corbeil resumed his statement and, with the other witnesses, answered questions.

At 1:07 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

Monique Hamilton

Clerk of the Committee

3. Que le Sous-comité du programme et de la procédure du Comité permanent du travail, de l'emploi et de l'immigration se réunisse le mercredi 25 avril 1990.»

Suite à une motion de Doug Fee, il est convenu,—Que l'on adopte le Huitième rapport du Sous-comité du programme et de la procédure.

Le Comité reprend l'étude des crédits 1, 5, 10 et 15 sous la rubrique TRAVAIL.

L'honorable Jean Corbeil poursuit sa déclaration puis répond aux questions, avec les autres témoins.

À 13 h 07, le Comité s'ajourne jusqu'à nouvelle convocation du président.

La greffière du Comité Monique Hamilton

EVIDENCE

[Recorded by Electronic Apparatus]
[Texte]
Tuesday, April 10, 1990

• 1119

Le président: À l'ordre! Bienvenue, monsieur le ministre.

Compte tenu du fait qu'il y aura un vote dans quelques minutes, soit vers 11h40, nous terminerons vers 11h30.

Ce matin, nous devons étudier des crédits 1 5, 10, 15 et 30 sous la rubrique Travail, et plus particulièrement un programme qui comporte six volets, soit la Médiation et conciliation, l'Opération du travail, Politiques et communications, Adaptation des travailleurs âgés, Indemnisation des accidentés, Système et services ministériels et tout ce qui concerne le Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail ainsi que le Conseil canadien des relations du travail aux crédits 10 et 15.

Voilà tout ce dont il faut discuter durant cette rencontre. Monsieur le ministre, si les membres du Comité le veulent bien, vous pourriez peut-être faire immédiatement votre allocution d'introduction et après le vote on pourrait poser nos questions.

• 1120

Cela vous donnerait une dizaine minutes. Est-ce que cette procédure vous convient?

L'honorable Jean Corbeil (ministre du Travail et ministre d'État (Transports)): Je suis à votre disposition, monsieur le président.

Le président: La procédure convient-elle aux membres du Comité également? Dans ce cas, nous allons entendre le ministre pendant une dizaine de minutes. J'apprécierais d'abord que vous nous présentiez les gens qui sont avec vous, s'il vous plaît.

M. Corbeil: Merci, monsieur le président. Je le ferai tout au long de ma lecture, si vous le permettez.

Merci de nous recevoir, monsieur le président, madame et messieurs les membres du Comité.

Je suis très heureux d'avoir l'occasion aujourd'hui de discuter des besoins financiers de Travail Canada pour 1990-1991. Au cours des prochaines minutes, j'aimerais passer en revue les principales activités du Ministère, souligner la répartition des fins pour chaque activité et expliquer certains des changements apportés au programme et à l'administration.

Il me fera ensuite plaisir de répondre à vos préoccupations, observations et commentaires.

With me are several officials from Labour Canada:
Jennifer McQueen, Deputy Minister; Michael
McDermott, Senior Assistant Deputy Minister responsible
for the federal mediation and conciliation service;
Herman Hansen, Assistant Deputy Minister responsible

TÉMOIGNAGES

[Enregistrement électronique]
[Traduction]
Le mardi 10 avril 1990

The Chairman: Order, please! I would like to welcome the minister.

Since there will be a vote in a few minutes, around 11:40 am, we will adjourn around 11:30 am.

This morning, we will study votes 1, 5, 10, 15, and 30 under the heading Labour, more specifically a six-part program involving mediation and conciliation, labour operations, policies and communications, older worker adjustment, Injury Compensation, Corporate Systems and Services and everything having to do with the Canadian Centre for Occupational Health and Safety as well as the Canada Labour Relations Board in votes 10 and 15.

That, then, is the subject matter of today's meeting. If the members of the committee agree, the minister could start his presentation now, and when we come back from the vote we will ask questions.

You would then have ten minutes. Do you agree with this procedure?

Hon. Jean Corbeil (Minister of Labour and Minister of State for Transport): I am at your disposal, Mr. Chairman.

The Chairman: Do the members of the committee also agree with this procedure? In that case, we will hear the minister for about 10 minutes. I would appreciate it if you first introduced the people who are with you today, please.

Mr. Corbeil: Thank you, Mr. Chairman. I will do so in the course of my presentation, if you will allow me.

Thank you for inviting us today, Mr. Chairman, ladies and gentlemen, members of the committee:

I am very pleased to be here today to discuss the 1990-91 funding requirements of Labour Canada. For the next few minutes, I would like to review the main activities of my department, point out the allocation for each of those activities, and explain some of the program and administrative changes we are instituting.

Afterwards, I would be more than happy to address your concerns, observations, and comments.

Plusieurs cadres supérieurs de Travail Canada m'accompagnent aujourd'hui: M^{me} Jennifer McQueen, sous-ministre; M. Michael McDermott, sous-ministre adjoint principal responsable du Service fédéral de médiation et de conciliation; M. Herman Hansen, sous-

for the operations program; Robert Gordon, Acting Assistant Deputy Minister for the policy program; Paula Bennett, Director General, Women's Bureau; Pierre Hamel, Senior Counsel, Legal Services; Elayne van Snellenburg, Executive Director, Older Worker Adjustment Branch; Charles Helmes, Director General, Management Systems and Services; and Art Brown, Acting Director General, Human Resources and Management Consulting. Also with me are Ted Weatherhill, Chairman of the Canada Labour Relations Board, and from the Canadian Centre for Occupational Health and Safety, Kash Manchuk, Secretary-Treasurer and Director of Finance, Publishing and Administration, and Michael Hewitt, General Manager.

Au cours des cinq dernières années le gouvernement fédéral a fait beaucoup de progrès pour ramener une certaine stabilité dans la gestion des finances publiques. En 1990-1991, l'ensemble des dépenses budgétaires du gouvernement fédéral devraient augmenter selon les prévisions de 3.4 p. 100 seulement par rapport à l'année dernière, soit un niveau largement inférieur au taux d'inflation prévu.

En 1984, les dépenses des programmes fédéraux excédaient les recettes d'environ 16 milliards de dollars. Aujourd'hui, les recettes sont supérieures de 9 milliards de dollars aux dépenses des programmes. À Travail Canada, malgré une charge de travail croissante, nous faisons tout en notre pouvoir pour contrôler les dépenses. Je suis très heureux d'être en mesure de vous dire que nos efforts en vue de faire plus avec moins, portent fruit.

Le Ministère a tout récemment complété une revue complète de ses dépenses. Cette révision a confirmé que Travail Canada est un organisme bien administré et que le Ministère est un gestionnaire fiable des ressources qu'on lui confie. En 1990-1991, Travail Canada célèbrera son $90^{ième}$ anniversaire. Mais je n'étais pas là au début!

Le Ministère a joué et continuera de jouer plusieurs rôles: celui de maintenir la paix dans le domaine des relations industrielles, celui de promouvoir la santé, la sécurité et l'équité au travail et celui de faciliter la collaboration entre les grands partenaires économiques.

Since 1985 the department's jurisdiction and responsibilities have increased significantly, as has the demand for its services. The work force under Labour Canada jurisdiction has gone from 650,000 to over a million, an increase of 54%.

In addition, the department has been given responsibility for the enforcement of the Non-Smoker's Health Act, and I hope everybody is abiding by it. We estimate that in the past five years our workload has increased by about 60%. At the same time our person-year budget has actually declined. By trimming overhead, eliminating layers of management, and investing in new

[Translation]

ministre adjoint responsable du Programme opérations; M. Robert Gordon, sous-ministre adjoint intérimaire responsable du Programme de politique; Mme Paula Bennett, directrice générale du Bureau de la maind'oeuvre féminine; M. Pierre Hamel, avocat principal des Services juridiques; Mme Elayne van Snellenburg, directrice exécutive de la Direction de l'adaptation des travailleurs âgés; M. Charles Helmes, directeur général des Systèmes et des Services de gestion; et M. Art Brown, directeur général intérimaire des Ressources humaines et des Conseillers en gestion. À mes côtés se trouvent également M. Ted Weatherhill, président du Conseil canadien des relations de travail; et représentant le Centre canadien de santé et de sécurité au travail, M. Kash Manchuk, secrétaire trésorier et directeur des Finances, des Publications et de l'Administration; et M. Michael Hewitt, directeur général.

Over the past five years, the federal government has made a great deal of progress in restoring stability to the management of the nation's finances. In 1990-91, total federal budgetary expenditures are forecast to be only 3.4 percent higher than last year, well below the projected rate of inflation.

In 1984, spending on federal programs exceeded revenues by about \$16 billion. Today, revenues exceed program spending by \$9 billion. At Labour Canada, despite an expanding workload, we are doing our part to keep expenditures under control. I am very pleased to report that our efforts to do more with less are meeting with success.

The department recently completed a thorough review of its expenditures. The review confirmed that Labour Canada is an efficiently managed organization and is a careful steward of the resources entrusted to it. During 1990-91, Labour Canada will be marking its 90th anniversary. But I have not always been there!

It has played and continues to play many roles: from industrial relations peacemaker, to promoter of safe, healthy and fair workplaces, to facilitator of co-operative relations among the major economic partners.

Depuis 1985, la sphère de compétence et les responsabilités du Ministère se sont accrues considérablement, tout comme la demande de services. Le nombre de travailleurs relevant de Travail Canada est passé de 650,000 à plus d'un million, soit une augmentation de 54 p. 100.

De plus, le Ministère a été chargé d'appliquer la Loi sur la santé des non-fumeurs qui, je l'espère, est observée partout. Nous estimons qu'au cours des cinq dernières années, notre charge de travail a augmenté d'environ 60 p. 100. Parallèlement, le nombre d'années-personnes a diminué. Nous avons réussi à continuer d'offrir aux Canadiens le niveau de services et de productivité auquel

technology, we have been able to maintain the high level of service and productivity that Canadians expect.

We have also looked at new ways of getting a job done using resources outside of Labour Canada. For example, we are using private sector delivery for the program for older worker adjustment.

Le président: Monsieur le ministre, est-il possible d'aller un petit peu plus lentement? Il est très difficile aux interprètes de vous suivre.

Mr. Corbeil: We have also developed procedures and safeguards that allow companies and workers themselves to assume greater responsibility for complying with regulations. We have been able to contract out workplace inspections to provincial government authorities in areas where a unique, one-of-a-kind situation existed. This last arrangement enabled us to achieve more than \$150,000 in savings last year, part of a significant overall reduction of \$1.25 million in our workplace inspection costs.

• 1125

Before discussing the six main activities of Labour Canada, I want to say a word about public attitudes toward the workplace issues. The work ethic remains strong in Canada. The vast majority of Canadian workers would continue to work even if they did not require the money. In public opinion surveys, most working Canadians also report that their jobs are becoming a more important part of their lives.

En ce qui concerne la technologie et le travail, les travailleurs canadiens se montrent réceptifs face à l'introduction de nouvelles technologies. Ils signalent que les changements technologiques qu'ils ont connus ont été positifs. De toute évidence, les Canadiens et les Canadiennes ne se sentent pas menacés par ces changements, ils croient plutôt que la nouvelle technologie pourra les aider à s'acquitter de leurs tâches et responsabilités.

J'aimerais ici souligner qu'une telle ouverture d'esprit face aux nouvelles technologies résulte probablement des efforts déployés par les gouvernements, les syndicats et les gestionnaires.

Une majorité de Canadiens continue de croire que les syndicats sont nécessaires pour sauvegarder les intérêts des travailleurs. Ils croient également que les syndicats devraient participer plus étroitement à l'élaboration des politiques mises de l'avant, tant par le gouvernement que par les grandes entreprises.

Un nombre croissant de Canadiens croit que les relations patronales-syndicales s'améliorent. Selon moi, ce sont là de bonnes nouvelles. Elles laissent supposer que les lieux de travail au Canada sont un terrain fertile qui permettra aux relations patronales-syndicales de

[Traduction]

ils s'attendent, tout en réduisant les frais généraux, en éliminant des paliers de gestion et en investissant dans la nouvelle technologie.

Nous avons également examiné de nouvelles façons de faire le travail en ayant recours à des ressources à l'extérieur de Travail Canada. Par exemple, le versement des prestations du Programme d'adaptation pour les travailleurs âgés se fait par l'entremise du secteur privé.

The Chairman: Mr. Minister, could you please slow down a little? The interpreters can hardly keep up.

M. Corbeil: Nous avons également mis au point des procédures et des contrôles pour rendre les entreprises et les travailleurs davantage responsables de leur conformité aux règlements. Nous avons conclu des contrats avec les autorités provinciales pour qu'elles effectuent des inspections sur les lieux de travail dans les secteurs où il existe des situations particulières. Cette disposition nous a permis d'économiser plus de 150,000\$ l'an dernier, soit une partie importante de la réduction globale de 1,25 million de dollars dans les coûts d'inspection au travail.

Avant d'aborder les six grandes activités de Travail Canada, je tiens à dire quelques mots au sujet de l'attitude du public face aux questions concernant les lieux de travail. L'«éthique du travail» demeure importante au Canada. Une grande partie de la population active continuerait de travailler même si elle n'avait pas besoin d'argent. La majorité des travailleurs canadiens indiquent également lors de sondages d'opinion publique que leurs emplois prennent davantage d'importance dans leur vie.

On the issue of technology and the workplace, working Canadians show a receptiveness to the introduction of new technology. They report that the technological changes they have experienced have been positive. Clearly, Canadians are not threatened by these changes. Rather, the new technology will help them carry out their tasks and responsibilities.

I would make the point here that such openness to new technology is probably a result of the efforts of governments, unions and managers.

A significant majority of Canadians continues to believe that unions are still needed to safeguard the interests of working people. They believe that unions ought to be closely involved in the policy-making processes put forward by governments and large companies.

An increasing number of Canadians perceive labourmanagement relations to be improving. From my perspective, all of this is good news. It suggests that Canadian workplaces constitute fertile ground out of which constructive labour-management relationships can

s'épanouir. De telles relations sont essentielles à notre avenir économique.

Nous avons l'esprit inventif, l'entrepreneurship, les travailleurs compétents et les talents financiers nécessaires pour concurrencer avec n'importe quel autre pays au monde.

Toutefois, si nous ne sommes pas capables de travailler ensemble comme partenaires à la réalisation de nos objectifs, toute la technologie, la plus moderne soit-elle, ne nous permettra pas de réaliser pleinement notre potentiel économique ni d'accomplir les grandes choses que nous voulons faire ensemble.

C'est pourquoi, au Ministère, nous avons axé les priorités sur la promotion du partenariat entre les employeurs et les employés.

The first Labour Canada activity I will address is our mediation and conciliation activity. Its goal is to foster a stable industrial relations environment through the provision of dispute resolution assistance. It is divided into three subactivities: mediation and conciliation services; arbitration services; and research, policy development, management, and administration.

As members know, the mediation and conciliation program has been extraordinarily successful. It has consistently achieved a settlement ratio in the 90% range. In 1988-89, only 26 of the 348 disputes handled by the mediation and conciliation service resulted in a work stoppage. On average, less than 0.5% of available work time is lost because of labour disputes in the federal jurisdiction.

In 1990-91 we forecast it will handle about 440 disputes, some of which may be in industries crucial to our national economy. They include, for example, the airline, shipping, mining and telecommunication industries.

Since I was appointed labour minister, I have tried to make unions and employers aware of my intention to deemphasize the use of conciliation commissioners. I believe labour and management—these two parties—must negotiate their own agreements, because they have to live with the results of their negotiations, and they know their requirements better than a third party.

L'aide d'un conciliateur ou d'un médiateur sera toujours disponible, mais la nomination des commissaires conciliateurs continuera d'être une exception. Je veux moins compter sur un deuxième palier de conciliation et les formalités qu'il entraîne. Ce changement de politique témoigne de ma confiance en la capacité des syndicats et des employeurs d'assumer leurs responsabilités à la table des négociations.

Il y a des faits qui démontrent que cette nouvelle politique fonctionne. Par exemple, dans le conflit des

[Translation]

grow. Such relationships are critically important to our economic future.

We have the inventive genius, the entrepreneurial spirit, the skilled workforce, and the financial wherewithal to compete with any country in the world.

But if we lack the capacity to strive towards our goals as partners, all the latest technology in the world will not be enough to help us reach our full economic potential and do the great things we want to do together.

For this reason, in the department we emphasize the promotion of labour-management partnerships as a top priority of the department.

La première activité de Travail Canada dont je voudrais maintenant parler est celle qui traite de Médiation et Conciliation. Elle a pour objectif de favoriser un climat stable de relations industrielles en fournissant un service d'aide pour le règlement des conflits. Elle se divise en trois sous-activités: Services de médiation et de conciliation; Services d'arbitrage; et, finalement, Recherche, élaboration des politiques, gestion et administration.

Comme les députés le savent, le programme de Médiation et de Conciliation a remporté un succès considérable. Il a constamment permis d'atteindre un taux de règlement se situant autour de 90 p. 100. En 1988-1989, seulement 26 des 348 conflits de travail soumis aux Services de médiation et de conciliation se sont soldés par un arrêt de travail. En moyenne, moins de 0,5 p. 100 de tout le travail disponible est perdu à cause des conflits de travail dans les secteurs de commpétence fédérale.

En 1990-1991, nous prévoyons que les Services s'occuperont d'environ 440 conflits, dont certains dans des secteurs d'activité vitaux pour l'économie nationale. Il s'agit par exemple des lignes aériennes, du transport maritime, des mines, et des télécommunications.

Depuis que j'ai été nommé ministre du Travail, j'ai essayé de faire comprendre aux syndicats et aux employeurs mon intention de décourager le recours aux commissaires-conciliateurs. Je crois que les syndicats et les employeurs doivent eux-mêmes négocier leurs conventions. Ces deux parties, qui doivent vivre avec les résultats de leurs négociations, connaissent leurs besoins mieux qu'une tierce partie.

The assistance of a conciliation officier or mediator will still be offered, but the appointment of conciliation commissioners will continue to be the exception. I want to rely less on the formalities associated with a second level of conciliation. This change in approach reflects my confidence that labour and management can assume their responsibilities at the bargaining table.

There is evidence that this new approach works. For example, conciliation in the Thunder Bay grain handlers'

manutentionaires de Thunder Bay, la négociation s'est terminée après l'intervention du conciliateur. Suite à une décision semblable, le conflit des agents brevetés des navires de touage de la Colombie-Britannique s'est terminé avec l'aide d'un médiateur du Ministère.

Dans les négociations du secteur ferroviaire, en 1989-1990, les parties ont commencé à négocier en sachant que je n'étais pas disposé à nommer un commissaire conciliateur. Les résultats ont été bénéfiques. Les parties ont négocié des ententes de trois ans, dont quelques-unes avec l'aide des médiateurs du Service fédéral de médiation et de conciliation et d'autres, en négociation directe. Je tiens à vous faire remarquer qu'il s'agit bien là d'un cas rare dans ce secteur d'activité.

Quelques autres conflits importants ont été réglés récemment avec l'aide des conciliateurs de Travail Canada, sans recourir au commissaire conciliateur. Il s'agit, entre autres, du conflit entre Air Canada et l'Association canadienne des pilotes de lignes aériennes; du conflit entre l'administration de la Voie maritime du Saint-Laurent et la Fraternité canadienne des cheminots, employés de transports et autres ouvriers; et du conflit entre la Société du développement du Cape Breton et les Mineurs unis.

• 1130

Selon nos prévisions, l'activité médiation et conciliation aura besoin, au total, de 4.8 millions de dollars et de 62 années-personnes en 1990-1991.

Under the labour operations activity there are five sub-activities: occupational safety and health, conditions of work, employment relations, fire services, and program management and support. It is the labour operations activity that has assumed responsibility for the enforcement of the Non-Smokers' Health Act. It also manages the Labour Education Program, which in 1990-91 will dispense over \$8 million to several labour organizations and to trade unionists.

We have initiated a comprehensive reivew of Part III of the Canada Labour Code. The review recognizes the need for labour standards legislation to reflect evolving industrial and socio-economic trends and will ensure that it continues to meet the needs of both employees and employers. This is consistent with Labour Canada's mandate to achieve fair and equitable workplaces across Canada.

Le président: Comme on approche du moment du vote, vous pourriez peut-être terminer à un endroit opportun et reprendre immédiatement après le vote, s'il vous plaît.

M. Corbeil: Oui, deux minutes.

Cette révision s'accomplira à l'aide des connaissances et de l'expérience des employeurs et des syndicats, et nécessitera un travail par étape. Dans un premier temps, le Ministère entreprendra les démarches suivantes: introduire une procédure administrative pour remplacer [Traduction]

dispute was terminated at the conciliation officer stage. Following a similar decision, the B.C. Towboat licensed officers' dispute ended with the help of a departmental mediator.

In the 1989-90 round of railway bargaining, the parties went into negotiations knowing that I was not disposed to appoint a conciliation commissioner. The results were beneficial. Three-year agreements were signed, some with mediation assistance from FMCS and some in direct bargaining; I would like you to note that this is indeed a rarity for the industry.

A number of major disputes have recently been resolved with the help of conciliation officers from Labour Canada and without resort to the conciliation commissioner stage. They include disputes between Air Canada and the Canadian Air Line Pilots Association; between the St. Lawrence Seaway Authority and the Canadian Brotherhood of Railway, Transport and General Workers; and between the Cape Breton Development Corporation and the United Mine Workers.

We estimate that in total, the Mediation and Conciliation Activity will require \$4.8 million and sixty-two person-years in 1990-91.

L'activité Opérations du travail se subdivise en cinq sous-activités: Santé et Sécurité au travail; Conditions de travail; Relations d'emploi; Services de prévention-incendie; et Gestion et soutien des programmes. Cette activité est chargée de l'application de la Loi sur la santé des non-fumeurs. Elle administre également le Programme de formation syndicale qui, en 1990-1991, distribuera plus de 8 millions de dollars à plusieurs organisations syndicales et à des travailleurs.

Nous avons commencé une révision en profondeur de la Partie III du Code canadien du travail. Cette révision établit le besoin de refléter les tendances socio-économiques et celles de l'industrie dans la législation sur les normes du travail, et elle permettra d'assurer que le Code continue à rencontrer les besoins tant des employeurs que des employés. Ceci est conforme au mandat de Travail Canada de chercher à instituer des lieux de travail juste et équitable partout au Canada.

The Chairman: We will soon have to leave for the vote. May I suggest that you stop wherever is convenient and continue when we come back.

Mr. Corbeil: Yes. Only two more minutes.

The review, which will draw upon the knowledge and experience of unions and employers, will require a number of phases. In the first phase, my department proposes to: introduce an administrative enforcement system to replace criminal prosecutions in Part III; clarify

les poursuites criminelles prévues à la partie III; éclaircir les règles de retenues des salaires; rendre les administrateurs et officiers de sociétés commerciales imputables comme ils le sont en vertu des parties I et II du Code canadien du travail; et rendre les congés parentaux conformes aux modifications proposées à la Loi sur l'assurance-chômage.

A discussion paper on these issues was released last December.

Le président: Merci, monsieur le ministre. Nous allons suspendre nos travaux pour aller voter en Chambre. Nous reprendrons la séance immédiatement après le vote.

1134

[Translation]

the rules for set-offs from wages; make corporate directors and officers accountable, as they are under Parts I and II of the Canada Labour Code; and make parental leave consistent with proposed changes to the Unemployment Insurance Act.

Un document de discussion sur ces initiatives a été publié en décembre dernier.

The Chairman: Thank you, Minister. We will adjourn for the vote and come back immediately after.

113

• 1159

Le président: À l'ordre!

Nous reprenons nos travaux là où nous les avons laissés. Vous n'aviez pas terminé votre allocution. On vous laisse encore quelques minutes, ensuite nous entreprendrons la période de questions, jusqu'à 13h00.

• 1200

M. Corbeil: Merci, monsieur le président. Je voudrais saluer les nouveaux membres qui se sont joints au Comité.

Occupational safety and health account for a significant part of the expenditure and person-year requirements of the labour operations activity. Its work is designed to achieve one of the primary goals of Labour Canada, safety and health in federally regulated workplaces in Canada. During the fiscal year we will continue the technical review of the Canadian occupational safety and health regulations, and we will sponsor a national conference on occupational safety and health in the 1990s.

As a whole, the labour operations activity will require \$38.4 million and 461 person-years in 1990-91.

I want to say a word here about the Canadian Centre for Occupational Health and Safety. The Government of Canada is deeply committed to preserving the integrity of the centre. It is performing a vitally important role in protecting the health of Canadian workers, and its work is internationally recognized.

As members may know, a business plan prepared by a task force of the centre's council of governors shows clearly that the centre can become financially self-sufficient. I would like to congratulate warmly all the governors who, by participating in the business plan, have clearly proven that they truly care about the centre.

We recognize, however, that the transition will not occur instantaneously. For this reason the government has

The Chairman: Order, please!

We will continue where we left off. You had not finished your presentation. You still have a few more minutes, and then we will begin our round of questions, until 1:00 pm.

Mr. Corbeil: Thank you, Mr. Chairman. I would like to greet the members who have just joined the committee.

La plus grande partie des dépenses et des annéespersonnes de l'activité Opérations du travail est consacrée à la Santé et Sécurité au travail. Il s'agit là d'un des objectifs premiers de Travail Canada, à savoir favoriser la santé et la sécurité dans tous les milieux de travail au Canada. Au cours de l'année financière qui s'amorce, nous continuerons l'examen technique du Règlement du Canada sur l'hygiène et la sécurité au travail et nous tiendrons une conférence nationale sur la santé et la sécurité au travail dans les années 1990.

Pour l'ensemble de l'activité Opérations du travail, il faudra 38,4 millions de dollars et 461 années-personnes en 1990-1991.

Avant d'aller plus loin, je tiens à dire quelques mots au sujet du Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail. Le gouvernement du Canada désire fortement préserver l'intégrité du Centre. Celui-ci joue un rôle crucial dans la protection de la santé des travailleurs canadiens et ses travaux sont reconnus mondialement.

Comme le savent les députés, un plan d'entreprise établi par un groupe de travail du Conseil des gouverneurs du Centre démontre clairement que celui-ci peut s'autofinancer. Je tiens ici à féliciter chaleureusement tous les gouverneurs, qui, en participant à l'élaboration de ce plan d'entreprise, ont démontré clairement qu'ils avaient à coeur l'avenir du Centre.

Nous sommes conscients, toutefois, que la transition ne sera pas instantanée. C'est pourquoi le gouvernement a

agreed to provide interim bridge financing to the centre. This assistance will enable it to cover its initial deficits until revenues permit full-cost recovery of operations.

I have every confidence that the centre will be able to continue its efforts on behalf of all Canadian workers and do so in a financially independent manner.

The main estimates indicate that the centre's expenditure requirements will be \$5.3 million in 1990. However, additional funding in the order of some \$3 million will be needed. The precise amount will be contained in the supplementary estimates.

Le troisième secteur d'activité de Travail Canada est le secteur des Politiques et Communications. Cette activité a pour fonction de développer l'orientation des politiques du Ministère, d'assurer les liaisons avec les individus, les groupes clients et les organismes externes, et de communiquer avec les groupes cibles du Ministère et le public en général. Elle se divise en six sous-activités, soit la Gestion du programme et des politiques, les Relations extérieures, le Bureau de la main-d'oeuvre féminine, le de renseignements sur le travail. Rapprochement en milieu de travail Communications.

Le Bureau de renseignements sur le travail est la source principale de renseignements du Ministère sur les relations industrielles. C'est là un excellent exemple de la façon dont Travail Canada parvient à offrir plus de services avec moins de ressources. Le volume de services à la clientèle du Bureau a quadruplé depuis 1986 tandis que ses ressources humaines ont diminué de 35 p. 100. Le Bureau a investi dans de nouvelles technologies afin de rendre ses produits et ses services accessibles plus rapidement, et d'augmenter le recouvrement des coûts.

La sous-activité Relations extérieures a largement contribué à l'émergence d'une série d'initiatives conjointes patronales-syndicales dans un grand nombre de secteurs d'activité. Notamment, les organismes suivants ont été créés: le Conseil canadien du commerce et de l'emploi dans la sidérurgie, le Western Wood Products Forum et le Comité mixte des ressoures humaines de l'industrie électrique et électronique.

Le rôle de Travail Canada dans ces initiatives en a été un de facilitateur ou de catalyseur. Nous fournissons des encouragements, des conseils, des appuis financiers modestes et des services administratifs, mais la planification, les objectifs et le travail demeurent et doivent demeurer la responsabilité des deux partenaires du monde du travail. J'ai la ferme conviction que si ces derniers n'ont pas le sentiment d'être les maîtres d'oeuvre d'un projet conjoint, ce projet est d'avance voué à l'échec.

En 1990-1991, nous continuerons à promouvoir les initiatives conjointes patronales-syndicales sur le plan sectoriel et dans les lieux de travail. Les Canadiens préfèrent des relations de coopération entre employeurs et

[Traduction]

accepté d'accorder au Centre un financement provisoire. Grâce à cette aide financière, il sera en mesure d'éponger ses déficits initiaux jusqu'à ce que les recettes permettent de recouvrer intégralement les coûts d'opérations.

Je suis tout à fait confiant que le Centre pourra poursuivre son action dans l'intérêt de tous les travailleurs canadiens tout en devenant financièrement autonome.

Selon nos prévisions, les besoins financiers du Centre s'élèveront à 5,3 millions de dollars en 1990-1991. Toutefois, des fonds additionnels d'environ 3 millions de dollars seront nécessaires. Le montant exact sera établi dans un Budget supplémenaire.

The third area of activity of Labour Canada is Policy and Communications. This Activity provides policy direction for the Department, interacts with individuals, client groups and agencies outside the Department, and communicates with Department's target audiences and the public. Its six sub-activities are Program Management and Policy; External Relations; the Women's Bureau; the Bureau of Labour Information; Labour Outreach; and Communications.

The Bureau of Labour Information - the Department's principal source of industrial relations information - provides an excellent example of how Labour Canada is doing more with less. Its customer service volume increased fourfold since 1986 while its staff decreased by 35%. It invested in new technology in order to deliver its products and services more quickly and to assist it in its cost recovery.

The External Relations sub-activity has contributed significantly to the emergence of joint labour-management endeavours in a number of important industries. They include the Canadian Steel Trade and Employment Congress, the Western Wood Products Forum and the Joint Human Resources Committee of the electrical and electronics industry.

The role of Labour Canada in these efforts has been that of a facilitator or catalyst. We encourage, advise, provide some modest financial support, and help with the administrative aspects, but the agenda, the goals and the work are and must remain the responsibility of the two workplace partners. I really believe that if they do not have a sense of ownership of a joint endeavour, it is doomed to failure.

During 1990-91, we shall continue to promote joint labour-management initiatives at the sectoral and workplace levels. The Canadian people want a cooperative not a combative relationship between labour

employés plutôt que des relations antagonistes. L'époque des rapports de force est révolue et ne convient plus aux années 90.

L'année dernière, nous avons fait une évaluation du Bureau de la main-d'oeuvre féminine. Selon les conclusions générales de cette évaluation, le Bureau a eu des répercussions positives importantes sur les efforts déployés par les femmes pour obtenir l'égalité au sein de la main-d'oeuvre canadienne. Les recherches et les services du Bureau sont très bien perçus, tant par les clients de l'extérieur qu'à l'intérieur de Travail Canada, sur le plan de la qualité, de l'objectivité et de l'équilibre, et je suis très satisfait de ces conclusions.

• 1205

Another initiative that comes under policy and communications is Labour Outreach. I want to touch on a major component of this activity, the Technology Impact Program, or TIP for short. TIP was established in 1986 to support research on the social and human impacts of technological change. Since then it has funded 44 projects and contributed about \$3 million to trade unions and labour-management bodies for projects dealing with the effects of new technology on safety and health, industrial relations, job satisfaction, productivity and other areas.

During 1990-91 TIP will be improved to enable it to better meet new challenges and client demands. It will now concentrate on supporting joint labour-management initiatives, particularly those that show how the two parties, working together at each stage, can derive maximum benefits from technological innovation. It will also give more priority to projects within the federal jurisdiction.

In total, policy and communications activity will require about \$14.5 million and 148 person-years during 1991.

L'Adaptation des travailleurs âgés est une autre activité de Travail Canada. Cette activité offre un soutien de revenu prolongé aux travailleurs âgés qui ont perdu leur emploi à la suite d'un licenciement collectif et permanent et qui n'ont pas trouvé un autre emploi avant d'avoir épuisé leurs prestations d'assurance-chômage.

Cette activité comprend les trois sous-activités suivantes: Prestations d'adaptation pour les travailleurs, Office et Secrétariat d'aide à l'adaptation des travailleurs, et Gestion et Élaboration des programmes.

La sous-activité Gestion et Élaboration des programmes s'occupe de la gestion du Programme d'adaptation pour les travailleurs âgés, mieux connu sous l'acronyme PATA.

[Translation]

and employers. The era of confrontation belongs to the past, and is not appropriate to the 1990's.

Last year, we completed an evaluation of the Women's Bureau. The overall conclusion was that the Bureau has had a substantial, positive impact on the efforts of women to achieve equality in the Canadian labour force. The Bureau's servies and research are perceived by clients from within and outside Labour Canada to be of high quality, objective and balanced; and, needless to say, I was very pleased by this conclusion.

Le Rapprochement en milieu de travail est une autre sous-activité de l'activité Politiques et Communication. Je voudrais dire un mot au sujet d'un élément important de cette sous-activité, et parler spécifiquement du Programme sur les répercussions de la technologie, mieux connue sous la forme abrégée PRT. Le PRT a été créé en 1986 pour appuyer les recherches sur les répercussions sociales et humaines du changement technologique. Depuis sa création, le PRT a permis de financer 44 projets et de verser des contributions d'environ 3 millions de dollars à des syndicats et à des organismes patronaux-syndicaux pour faire des recherches sur les répercussions du changement technologique dans des domaines tels que la santé et la sécurité, les relations industrielles, la satisfaction personnelle et la productivité.

En 1990-1991, le PRT sera amélioré afin que nous puissions mieux relever de nouveaux défis et mieux répondre aux besoins des clients. Dorénavant, il portera davantage sur l'aide aux initiatives conjointes patronales-syndicales, en particulier celles qui montrent comment les deux parties, travaillant ensemble à chaque étape peuvent tirer le maximum de bénéfices des innovations technologiques. Par ailleurs, on accordera une plus grande priorité aux projets reliés aux lieux de travail de compétence fédérale.

Les besoins pour l'activité Politiques et Communications s'élèvent à environ 14,5 millions de dollars et 148 années-personnes pour l'exercice 1991.

Older Worker Adjustment is another Labour Canada activity. It involves the provision of long-term income assistance to older workers who have been part of major permanent lay-offs and have been unable to find alternate employment before the expiry of their U.I. benefits.

The three sub-activities are Labour Adjustment Benefits; the Labour Adjustment Review Board and Secretariat; and Program Management and Development.

Program Management and Development is concerned with the management of the Program for Older Worker Adjustment—POWA for short.

Le PATA est une nouvelle initiative fédéraleprovinciale à coûts partagés qui assure un soutien de revenu aux travailleurs âgés de 55 ans et plus qui perdent leur emploi de façon permanente lors d'un licenciement collectif. Ce programme est novateur et n'est pas géré comme les autres programmes fédéraux.

Après avoir établi l'admissibilité des bénéficiaires au PATA, les responsables de Travail Canada et des provinces achètent plutôt une rente viagère pour chaque travailleur touché. L'achat des rentes se fait par le processus concurrentiel des appels d'offres, et le soumissionnaire choisi a la responsabilité de voir à l'émission des prestations. C'est le secteur privé qui, tous les mois, envoie par la poste les prestations aux bénéficiaires admissibles.

This is a unique scheme that results in substantial savings. Putting in place a traditional UIC-style delivery means that administration costs would be higher. For example, it would require four times as many human resources to administer the program.

The partnership we established with the private sector has helped us come to the assistance of older workers more quickly. The program took nine months to set up. Establishing a more traditional type of delivery system would have required another two to three years. This is yet another example of Labour Canada doing more with less.

In total we estimate that the older worker adjustment activity will require \$130.7 million and 29 person-years in 1990-91, of which \$80.1 million includes payments under the old Labour Adjustment Benefits Program. I am pleased to report to the committee that POWA is now fully operational and 647 older workers will receive benefits under the program this month.

The aims of the injury compensation activity are to provide statutory employment injury benefits to federal employees and merchant seamen, and to adjudicate claims made by federal penitentiary inmates. The three subactivities are government employee's compensation, merchant seamen's compensation, and administration.

The government employee's compensation sub-activity includes statutory payments for claims made by federal employees under the Government Employee's Compensation Act. These claims are adjudicated by the provincial workers' compensation boards, and the benefits awarded by the boards are paid to claimants on behalf of the federal government. These payments are then reimbursed to the provincial boards under transfer payment arrangements.

Nous nous inquiétons de la hausse des coûts d'administration de ce programme et nous avons examiné

[Traduction]

POWA is a new federal-provincial cost-shared initiative which provides income support to workers 55 and over who permanently lose their jobs as a result of major permanent lay-offs. But it is not run like other federal programs.

Instead, after determining who is elligible for POWA benefits, Labour Canada and relevant provincial officials buy an annuity for each affected worker. We do this through a competitive tendering process, with the successful bidder undertaking the actual administration of benefits. The private sector will issue monthly cheques by mail to eligible workers.

C'est un système unique en son genre qui permet de réaliser des économies substantielles. La mise en place d'un système d'administration traditionnel comme celui de l'Assurance-chômage aurait signifié des frais d'administration élevés. Par exemple, il faudrait quatre fois plus de ressources humaines pour gérer le programme.

L'établissement d'un partenariat avec le secteur privé nous a aussi permis de venir en aide aux travailleurs âgés plus rapidement. La mise en place du programme a pris seulement neuf mois, alors que la mise en place d'un système traditionnel aurait occasionné un délai de deux à trois ans. Il s'agit là encore d'un autre exemple où Travail Canada fait plus avec moins.

Les besoins pour l'activité Adaptation des travailleurs âgés sont évalués au total à 130,7 millions de dollars et à 29 années-personnes pour l'exercice 1990-1991. De cette somme, 80,1 millions de dollars couvrent les paiements accordés sous l'ancien Programme d'adaptation des travailleurs. Je suis heureux de vous annoncer que le PATA est maintenant entièrement opérationnel et que 647 travailleurs et travailleuses âgés recevront ce mois-ci des prestations en vertu du programme.

Le but de l'activité Indemnisation des accidentés est d'indemniser les travailleurs fédéraux et les marins marchands victimes d'un accident de travail et de juger du bien-fondé des demandes d'indemnité présentées par les détenus des pénitenciers fédéraux. Cette activité comporte trois sous-activités: Indemnisation des employés de l'État, Indemnisation des marins marchands, et Administration.

La sous-activité Indemnisation des employés de l'État s'occupe du traitement des indemnités statutaires versées aux travailleurs fédéraux en vertu de la Loi sur l'indemnisation des agents de l'État. Ce sont les commissions provinciales des accidents du travail qui jugent du bien-fondé des demandes et qui versent les indemnités adjugées pour le compte du gouvernement fédéral. Ces montants sont ensuite remboursés aux commissions provinciales en vertu d'ententes sur les paiements de transfert.

We have been concerned about the rising administrative costs of this program and we have studied

d'autres façons de le gérer. Par exemple, nous prévoyons négocier avec les provinces afin de réduire les coûts d'administration des bureaux d'indemnisation. De plus, nous procédons au recouvrement des coûts d'indemnisation et d'administration auprès des sociétés d'État incluses à l'annexe III de la Loi sur la gestion des finances publiques.

It is estimated that corporate systems and services will need \$11.2 million and 165 person-years in 1990-91.

That concludes my discussion of the major activities of Labour Canada. Its total requirements for this fiscal year are \$245.7 million and 898 person-years. The Canada Labour Relations Board will need \$8.2 million and 90 person-years. The Canadian Centre for Occupational Health and Safety will need \$5.3 million and 158 person-years.

• 1210

Mes fonctionnaires et moi serons maintenant heureux de répondre à vos questions, vos observations et vos commentaires. Je vous remercie de votre attention.

Le président: Monsieur le ministre, merci pour cet exposé. Les membres du Comité vont pouvoir poser des questions sur tout le secteur qui concerne le ministère du Travail, ainsi que sur le Conseil canadien des relations de travail et le Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail.

Mais auparavant, j'aimerais que vous preniez connaissance du document qu'on vous a remis, qui est le Huitième rapport du Sous-Comité du programme et de la procédure qui s'est réuni hier. Comme nous avons quorum, j'aimerais qu'un membre du Comité en propose l'adoption.

Mr. Fee (Red Deer): Mr. Chairman, I would like to congratulate the steering committee for coming up with this recommendation. Based on Mrs. McDougall's recommendation on when she is going to be making her presentation, I think it makes good sense. I would be very pleased to move that we adopt this.

Le Huitième rapport du Sous-Comité du programme et de la procédure est adopté [Voir le procèsverbal de la réunion]

Mr. Proud (Hillsborough): Mr. Chairman, I would like to go right to one of the last areas the minister touched on, dealing with the Program for Older Worker Adjustment. I have some problems with it.

I guess my major concern is the definition of the word "major" in determining the eligibility for this. I know there are areas in the country where 100 people have been laid off, 50 people, 10 people, this type of thing.

[Translation]

alternative delivery systems. For example, we will renegotiate with provinces to reduce administration costs of Workers Compensation Boards. Furthermore, we are proceeding with cost-sharing of compensation and administration with the Crown Corporations included in Schedule III of the Financial Administration Act.

Les besoins pour l'activité Systèmes et Services ministériels sont évalués à 11,2 millions de dollars et à 165 années-personnes pour l'exercice 1990-1991.

Ainsi s'achève mon exposé sur les principales activités de Travail Canada. Nos besoins s'élèvent au total à 245,7 millions de dollars et à 898 années-personnes pour le présent exercice. De plus, le Conseil canadien des relations du travail aura besoin de 8,2 millions de dollars et de 90 années-personnes. Le Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail aura besoin de 5,3 millions de dollars et de 158 années-personnes.

My officials and I will now be happy to answer your questions and to listen to your observations and your comments. I thank you for your attention.

The Chairman: Mr. Minister, thank you for your presentation. The members of the committee will now be able to ask questions on the whole sector: the Department of Labour and also the Canada Labour Relations Board and the Canadian Centre for Occupational Health and Safety.

But before that, I would like you to read the document that has been distributed, namely the eighth report of the Subcommittee on Agenda and Procedure, which had a meeting yesterday. Since we have a quorum, I would like a member of the committee to move its adoption.

M. Fee (député de Red Deer): Monsieur le président, je félicite le Comité directeur d'avoir pris l'initiative de formuler ces recommandations. Compte tenu du moment où M^{me} McDougall doit comparaître, cela me paraît tout à fait approprié. Je suis très heureux de proposer l'adoption de ces recommandations.

The eighth report of the Subcommittee on Agenda and Procedure is adopted [See the minutes of the meeting]

M. Proud (député de Hillsborough): Monsieur le président, je voudrais discuter tout d'abord de l'un des derniers aspects qu'a abordés le ministre, à savoir le programme d'adaptation pour les travailleurs âgés. Tout n'est pas clair à ce sujet.

Ce qui me tracasse le plus, c'est la façon dont on définit le mot «important» dans le contexte de l'établissement de l'admissibilité à ce programme. Il y a des régions où ce sont 100 personnes qui ont été mises à pied, dans d'autres, 50 personnes, et dans d'autres encore 10 personnes ont perdu leur emploi.

The question is: what determines that it will be determined as a major permanent lay-off?

Mr. Corbeil: As outlined in the legislation itself—and it is certainly part of the agreements signed with each province—the lay-offs are assessed on the following basis:

Significant economic disruption in the region; major loss of employment in the industry; very large relative to size of community; large proportion of older workers affected; permanent loss of jobs; absence of alternative economic prospects; no prospects for reemployment of laid-off older workers; no realistic prospects that training or mobility will lead to job opportunities.

Based on these criteria, a committee of two representatives of the province and two representatives of Labour Canada examines all applications made for eligibility under POWA. They come to an agreement that according to these criteria a lay-off meets the criteria and is therefore accepted.

After that, each worker over 55 is examined individually to ensure that each person meets the other personal or individual eligibility, as in the following:

... between the ages of 55 and 64 at time of lay-off; have been in the labour force 15 out of the last 20 years with a minimum of 750 hours worked in a year; have no alternative job opportunities; have no realistic prospects for re-employment through job training or mobility; be Canadian citizens or landed immigrants resident in Canada.

• 1215

Mr. Proud: I have no problem with the last part whatsoever. I guess the problem I have is in areas where smaller groups of people are involved. I asked this question of you last year, I think. This is the part that is bothering me. There are certain industries under the LAB that are going to be taken care of, but there are other people out there who have been in the work force, let us say, since 1950; that is 40 years ago. They have lost their jobs in the last two or three years, and there may be only five or six or seven of them. I wonder, I guess out loud, if we can increase the coverage of this program over a period of time to take into consideration this type of a situation.

Mr. Corbeil: Of course, if we had unlimited resources we could change the program to apply to any person who loses a job or is laid off after 55. The legislation was made on the basis that we do not have unlimited resources, and therefore we have to make sure we help people who have

[Traduction]

Qu'est-ce qui fait que ce licenciement sera considéré comme un licenciement permanent important?

M. Corbeil: Selon ce que renferme la Loi, et selon les accords qui ont été signés avec chacune des provinces, les licenciements doivent satisfaire à un certain nombre de critères, à savoir:

Un bouleversement économique important dans la région; une perte importante d'emplois dans l'industrie; une perte d'emplois très importante par rapport à l'importance de la collectivité; le fait qu'une importante proportion des travailleurs qui sont touchés sont des personnes âgées; une perte permanente d'emplois; l'absence d'autres possibilités sur le plan économique; l'impossibilité de trouver un autre emploi pour les travailleurs âgés qui ont été licenciés; aucune possibilité véritable que la formation ou la mobilité permettent de trouver un autre emploi.

Partant de ces critères, un comité composé de deux représentants de la province et de deux représentants de Travail Canada examinent toutes les demandes d'admissibilité au PATA. Le comité détermine si le licenciement satisfait aux critères énoncés.

Dans un deuxième temps, on examine individuellement le cas de chacun des travailleurs de 55 ans et plus afin de déterminer s'il est admissible ou non. Chaque travailleur doit satisfaire aux critères suivants:

... il a entre 55 et 64 ans au moment du licenciement; a fait partie de la population active pendant 15 des 20 dernières années, pendant lesquelles il a travaillé au moins 750 heures par année; n'a aucune autre possibilité d'emploi; n'a aucune possibilité véritable de trouver un autre emploi grâce à la formation en cours d'emploi ou à la mobilité; est citoyen canadien ou immigrant reçu résidant au Canada.

M. Proud: Le deuxième ensemble de critères ne présente absolument aucune difficulté. Ce sont surtout les régions où il y a des groupes plutôt restreints de personnes qui sont touchées qui m'inquiètent. Je vous ai d'ailleurs posé cette question l'année dernière, je pense. C'est cela qui me tracasse en particulier. Il y a un certain nombre de secteurs dont les gens seront admissibles au Programme d'affectation d'employés, mais il y a aussi un certain nombre de Canadiens qui font partie de la population active depuis 1950, disons, il y a donc 40 ans de cela; ce sont des gens qui ont perdu leur emploi au cours des deux ou trois dernières années, et il n'y en a peut-être que très peu, en réalité. Ne pourrait-on pas élargir la portée de ce programme pour que ces gens puissent en bénéficier?

M. Corbeil: Évidemment, si nous pouvions compter sur des ressources illimitées, nous pourrions, en effet, élargir le programme pour protéger tous ceux qui sont licenciés après 55 ans. Mais malheureusement, on est parti du principe que nos ressources n'étaient pas

really no other alternative, people who are going to be unemployed for practically the rest of their lives.

We have built into the legislation these criteria I just enunciated, because we think with that, we have the flexibility of being able to take care of small or reduced lay-offs in small communities. At the same time, we are not faced with the obligation of looking after limited lay-offs in large communities. Otherwise, we would be working to the advantage of the larger communities and the disadvantage of the smaller communities. If we put the fixed number too high, then it would be the contrary. So with these flexible criteria, we think we are able to look very well at all situations.

I must say that so far, after examining quite a number of lay-offs and judging them on those criteria, we have not heard many complaints about the applicability of the critera. In some areas, for instance in small villages, we have cases, I think, where 15 people are laid off and they are considered eligible. I think it is the same across Canada. We have a fixed number of 100 persons being laid off in a large centre, like Toronto, Vancouver and these places. In other places, we do a full analysis of the number of employed people in the region and the possibility of re-employment and so on, and it seems to be working pretty well so far.

Mr. Proud: Other than the numbers, I have no problem with the thing.

As I understand it, a province and the department has entered into an agreement to assist some people who were laid off under this Route Canada deal some years ago. Is that going to be available to other areas?

Mr. Corbeil: It is available in every area where the operation of Route Canada in that area meets these criteria. If you had a Route Canada operation that had 25 people, in Vancouver for instance, they would not be eligible because it does not affect 100 people. If you have 25 people who are affected by a lay-off at Route Canada in a smaller municipality, then it can be looked at.

Mr. Proud: I want to deal now with another area. It has been some time since the minimum wage has had an increase in Canada—1986. It will be four years next month. When you look at all the provinces, it ranges from \$5.39 in the Yukon to \$4.25 in Newfoundland. All of the provincial minimum wages are higher than this. I wonder if the federal government has seriously looked at this recently. If they are looking at it, would they be prepared to have a serious look at that this year to see if we can get these people, the working poor, a scale up from where they have been in the last number of years?

[Translation]

illimitées et, par conséquent, on s'est assuré d'aider avant tout les gens qui n'ont vraiment pas d'autre choix, qui seront probablement en chomâge pendant le reste de leurs jours.

Si nous avons énoncé dans la loi les critères que je viens tout juste d'énumérer, c'est que nous pensons qu'ils sont suffisamment souples pour nous permettre d'aider les travailleurs qui sont victimes de licenciements limités dans des petites collectivités. Parallèlement à cela, nous n'avons pas à nous occuper des licenciements limités qui surviennent dans de grandes collectivités. S'il en était autrement, nous travaillerions davantage pour les grandes collectivités au détriment des collectivités de moindre importance. Si la limite était trop élevée ce serait alors le contraire. Par conséquent, grâce à ces critères plutôt souples, nous pensons pouvoir faire face à toute situation pouvant survenir.

Je dois dire que jusqu'à maintenant, après avoir examiné passablement de cas de licenciements et en avoir déterminé l'admissibilité à la lumière de ces critères, nous n'avons pas entendu tellement de plaintes au sujet, précisément, de ces critères. Dans des petits villages, par exemple, il arrive parfois qu'une quinzaine de personnes qui ont été licenciées soient jugées admissibles. Je pense d'ailleurs que cela est représentatif de la situation dans tout le Canada. Pour les grands centres, comme Toronto, Vancouver et quelques autres villes de ce genre, nous avons une limite inférieur de 100 personnes ayant été licenciées. Dans d'autres endroits, nous procédons à une analyse complète du nombre de personnes qui occupent un emploi dans la région, de la possibilité de trouver un autre emploi, et le reste, et tout semble très bien marcher jusqu'à maintenant.

M. Proud: Si ce n'est au sujet des limites qui sont fixées, je n'ai rien à redire. . .

Si mon information est bonne, il y a une province qui s'est entendue avec le ministère pour aider un certain nombre de personnes qui ont été licenciées dans le contexte du projet Route Canada, il y a de cela plusieurs années. Est-ce que cela sera aussi possible ailleurs?

M. Corbeil: Oui, partout où l'on satisfera aux Critères. Vingt-cinq travailleurs qui auraient été licenciés dans le cadre de Route Canada, à Vancouver, par exemple, ne seraient pas admissibles, parce que le licenciement ne toucherait pas 100 travailleurs. Par contre, si c'étaient 25 travailleurs qui étaient licenciés dans une plus petite municipalité, les possibilités seraient meilleures. . .

M. Proud: Permettez-moi maintenant d'aborder un autre sujet. La dernière augmentation du salaire minimum au Canada remonte assez loin—c'était en 1986. Cela fera quatre ans le mois prochain. Dans l'ensemble des provinces, le salaire minimum va de 5,39\$, au Yukon, à 4,25\$ à Terre-Neuve. Il est plus élevé partout ailleurs. Je me demande si le gouvernement fédéral a examiné la question sérieusement ces derniers temps. Le cas échéant, serait-il prêt à aider un peu les gens qui travaillent à ce salaire de misère à améliorer un peu leur sort?

• 1220

Mr. Corbeil: We are looking into this question of the minimum wage. We realize that the minimum wage at the federal level is the lowest. But at the same time, we had a parliamentary review of the federal minimum wage during the summer of 1988. We noted that an estimated 1% of federal jurisdiction workers—in other words, about 4,000 people—actually earned the federal minimum wage. As you know, our jurisdiction is concentrated in highpaying sectors such as transportation, mining, and communications.

Our sense at the present time is that the raising of the minimum wage could have a negative effect on the employment of these 4,000 people who most of the time are employed part-time or during the summer. We are, however, examining the situation. We do not say that we should not increase it or that we should increase it. But we have to look at as it affects our federal jurisdiction workers. At this stage, because of these statistics, we wonder whether it would be a good idea or not. We are still looking into it, but we have not found a satisfactory answer yet.

Le président: Monsieur le ministre, vous dites que vous évaluez les possibilités d'augmenter ce taux. Il n'y a pas eu d'augmentation depuis 1986, c'est-à-dire depuis quatre ans. Pour vous, est-ce une décision qui doit être prise à court terme?

M. Corbeil: Pas nécessairement. Comme je le disais tout à l'heure, le niveau du salaire minimum dans le secteur fédéral n'a pas vraiment de répercussion sur le taux moyen du salaire dans les industries de juridiction fédérale. En général, ce sont des industries où le niveau des salaires est très élevé, comme dans le transport, les mines, les communications et ainsi de suite. Dans ces industries, les salaires sont généralement beaucoup plus élevés que le salaire minimum. Donc, le fait d'augmenter le salaire minimum n'aura pas comme effet d'entraînement d'augmenter ces salaires qui sont déjà à un niveau très élevé.

Parmi les emplois qui sont actuellement sous juridiction fédérale, il y a environ 4,000 emplois au niveau du salaire minimum, soit moins de 1 p. 100 de l'ensemble des travailleurs de juridiction fédérale. Notre étude semble démontrer qu'il s'agit plutôt de travailleurs et travailleuses à temps partiel et d'emplois d'été. La question qu'on se pose est celle-ci: est-ce que le fait d'augmenter le salaire minimum va simplement éliminer ces postes ou en diminuer considérablement le nombre? Au lieu d'avoir 4,000 employés, est-ce qu'on va tomber à 2,000 employés parce que le salaire minimum va être augmenté? Depuis un bon moment, on essaie de voir si une augmentation du salaire minimum aurait cet effet. Si tel était le résultat d'une augmentation du salaire minimum, on n'accomplirait pas quelque chose de positif.

Le président: Si on multiplie cela par 40 heures, cela fait 160\$ par semaine, et donc 8,320\$ par année.

[Traduction]

M. Corbeil: Oui, nous examinons en effet, à l'heure actuelle, la question du salaire minimum. Nous savons que c'est au gouvernement fédéral qui est le moins généreux. Par contre, un comité parlementaire s'est penché sur la question du salaire minimum versé par le gouvernement fédéral au cours de l'été 1988. Nous avons noté qu'il y a environ 1 p. 100 des travailleurs de compétence fédérale — soit environ 4,000 personnes — qui touchent, en réalité, le taux fédéral de salaire minimum. Comme vous le savez, nos emplois sont surtout concentrés dans des secteurs bien rémunérés, comme les transports, les mines et les communications.

À l'heure actuelle, nous pensons qu'augmenter le taux du salaire minimum pourrait avoir une incidence négative sur l'emploi de ces 4,000 personnes, qui travaillent, pour la plupart, à temps partiel ou pendant l'été. Nous examinons toutefois la situation. Nous ne disons pas qu'il ne faudrait pas l'augmenter, pas plus qu'il faudrait le faire. Mais nous devons déterminer l'effet que cela aurait pour les travailleurs en question. Compte tenu des chiffres qu'on nous a fournis, nous nous demandons si ce serait une bonne idée ou non. Nous continuons donc d'examiner le problème.

The Chairman: Mr. Minister, you say that you are looking at the possibility of increasing the federal rate. The last increase was in 1986, four years ago. Do you consider this a decision that has to be made in short order?

Mr. Corbeil: Not necessarily. As I was saying a few minutes ago, the level of the minimum wage in the federal jurisdiction does not really have any effect on the average rate of salary in the industries of federal jurisdiction. In general, those industries enjoy a very high level of salary, as is the case for transportation, mining, communications and so on. In those sectors, the wages are generally much higher than the minimum wage. So, increasing the minimum wage will not contribute in any way to increase those wages, which are already very high.

Of the jobs that are currently under federal jurisdiction, about 4,000 are at minimum wage, or less than 1% of the total federal strength. Our study seems to indicate that they are workers who are employed parttime or during the summer. The question is the following: If we increase the minimum wage, are we simply going to eliminate those jobs or a lot of them? If the minimum wage is increased, are we going to have only 2,000 employees instead of 4,000? This is something that we have been trying to determine for quite a while now. If increasing the minimum wage had this effect, it could not be considered something really positive.

The Chairman: But for 40 hours a week, it means \$160 a week, and \$8,320 a year.

M. Corbeil: Oui, mais il s'agit surtout d'emplois d'été et à temps partiel occupés par de jeunes étudiants et étudiantes qui ne travaillent pas de façon régulière.

Le président: Je comprends. La même chose existe au niveau des provinces. Je me dis qu'on devrait peut-être examiner cela, parce qu'il n'est pas normal. . .

- M. Corbeil: On travaille avec Statistiques Canada et on devrait avoir une opinion bien arrêtée sur cette question à la fin de l'été ou au début de l'automne 1990.
- Mr. Samson (Timmins—Chapleau): I have a quick comment on that last remark. It has to be noted that the students you are referring to are the same students who just had a tuition hike. That should be taken into consideration as just a footnote, if you will allow me that.

• 1225

I would like to turn some attention to the drug testing we are going to be facing. On page 21 of the main estimates we note that labour officials, including the deputy minister, participated in a number of interdepartmental committees, some of them dealing with workplace drug use and drug testing. Recently two federal government departments, Defence and Transport, have announced plans for mandatory drug testing of their employees. Officials of those departments admitted there has been no significant increase in drug abuse in those departments. However, they have decided they are going to go ahead with it anyway.

The studies have shown that approximately 63% of the positive returns of those tests are inaccurate, because people who are on drugs feel the effects for three days. It takes one's system quite some time to cleanse itself, and so on. So the positive results that are coming back are inaccurate. The tests do not measure the amount of impairment as a result of this exposure.

Given that the National Drug Strategy Program introduced by Jake Epp some years ago put the emphasis on prevention, education, and rehabilitation, what I would like to know, Mr. Minister, is can you clarify your position on what I feel is a drastic invasion of privacy?

Mr. Corbeil: I would not want to get into that. I can only say we feel very comfortable with the National Drug Strategy that has been adopted and it reflects the general views on drug testing. But at the same time we have to take into consideration the safety of the public in certain circumstances.

Since I am here as Minister of Labour, I do not want to infringe on my position as Minister of State for Transport, but the transport strategy paper that has been tabled emphasizes that this strategy is coherent with the National

[Translation]

Mr. Corbeil: Yes, but those are mostly summer jobs and part-time jobs filled by young students who do not work on a regular basis.

The Chairman: I understand. It is the same thing with the provinces. Maybe we should examine this situation, because it is not normal. . .

- Mr. Corbeil: We are working with Statistics Canada and we should have a very firm opinion on this by the end of the summer or at the beginning of fall 1990.
- M. Samson (député de Timmins—Chapleau): J'ai une brève observation à faire là-dessus. Il ne faut pas oublier que les étudiants en question sont justement ceux qui viennent tout juste de se voir imposer une augmentation de leurs frais de scolarité. C'est quelque chose qu'il ne faut pas oublier, si vous me permettez de le mentionner.

Je voudrais maintenant aborder un peu la question du dépistage des drogues au travail, à laquelle nous allons devoir faire face. À la page 20 du budget des dépenses, on note que des fonctionnaires de Travail Canada, y compris le sous-ministre, ont participé à un certain nombre de comités interministériels sur des questions liées, entre autres, à l'usage et au dépistage des drogues au travail. Dernièrement, deux ministères du gouvernement fédéral, celui de la Défense et celui des Transports, ont annoncé des programmes prévoyant le dépistage obligatoire de l'usage de drogues chez leurs employés. Des hauts fonctionnaires de ces ministères ont pourtant admis ne pas avoir décelé d'augmentation importante de l'usage des drogues dans leur ministère. Malgré cela, ils ont quand même décidé d'aller de l'avant avec ces programmes.

Les études ont démontré qu'environ 63 p. 100 des tests qui indiquent la présence de drogues sont erronés, parce que chez les personnes qui utilisent des drogues, l'effet a généralement une durée de trois jours. L'élimination complète des produits est généralement assez longue. Les résultats sont donc souvent erronés. Qui plus est, les tests ne permettent pas de déterminer dans quelle mesure les facultés de la personne en cause sont affectées.

Compte tenu que la Stratégie nationale antidrogue introduite par M. Jake Epp, il y a quelques années, mettait surtout l'accent sur la prévention, l'éducation et la réadaptation, pourriez-vous me dire ce que vous pensez, personnellement, monsieur le ministre, d'une telle initiative, d'une invasion aussi grave de la vie privée?

M. Corbeil: Je ne voudrais pas m'engager dans un tel débat. Tout ce que je peux dire, c'est que nous sommes très satisfaits de la Stratégie nationale antidrogue qui a été adoptée, et nous pensons qu'elle reflète les opinions généralement répandues au sujet du dépistage des drogues. Toutefois, parallèlement à cela, nous devons aussi tenir compte de la sécurité du public en certaines situations.

Etant donné que je suis ici aujourd'hui en tant que Ministre du travail, je ne veux pas trop dire de choses qui relèvent davantage de ma position de Ministre d'État aux Transports, mais dans le document stratégique concernant

Drug Strategy because we are concerned here with employees who are employed in safety-strategic jobs. That strategy has been made public and referred to a standing committee, and that committee is to report to the Department of Transport within 90 days. We will examine then what the recommendations and the conclusions of that committee will be.

Mr. Samson: With your department's research, can you concur or deny or offer other explanations for why 63% of the tests give a false positive result, and how can we protect our workers who may be on medication, get a positive result, and as a result are reprimanded, fired, or penalized in some way or another? It seems to me we have to have some kind of mechanism for the protection of those workers. Because someone is on medication he is going to be treated as a "druggie", if I can use that term. It seems that is a totally unreasonable approach.

I realize what you are saying, and I appreciate very much the concern for the safety of all those concerned in the workplace. But at the same time those same workers need protection against a system that does not give the true results of that test.

Mr. Corbeil: I think your questions would be more appropriately addressed to the national health department, because the tests that are conducted and so on are their preoccupation.

As for helping the employees, we are on record as greatly favouring the establishment of employee assistance programs. It is not just a question of finding out if people are the victims of drug abuse or substance use. The question is what do we do with them.

• 1230

These employee adjustment programs should normally go beyond that, because they should encompass all problems an employee may have that should be taken care of.

Mr. Samson: I have another area you spoke on earlier, the Program for Older Worker Adjustments. In recent announcements from your ministry, it was indicated that roughly 600 workers will be eligible to receive benefits under the Program for Older Worker Adjustments to date.

In the main estimates of your department, on page 51, it has been indicated 49 lay-offs have been designated during 1989-90. Do the numbers I have quoted previously include all eligible older workers from these 49 lay-offs?

Mr. Corbeil: Since the program has been implemented, we have accepted as being eligible 60 lay-offs that cover these 647 employees I was talking about earlier. These 60

[Traduction]

les transports que nous avons déposé, on insiste sur le fait que cette stratégie cadre avec la Stratégie nationale antidrogue, parce qu'elle vise avant tout des employés qui occupent des postes stratégiques où la sécurité est un élément important. Cette stratégie a été rendue publique, et on l'a déférée à un comité permanent pour fin d'examen. Ce comité doit faire rapport au ministère des Transports dans les 90 jours. Nous examinerons à ce moment-là les recommandations et les conclusions de ce comité.

M. Samson: Avec le personnel de recherche dont vous disposez à votre ministère, pouvez-vous nous dire pourquoi les résultats de 63 p. 100 des tests sont erronés, et comment nous pouvons, alors, protéger nos travailleurs qui prennent des médicaments? À la suite de ces tests, il peut arriver que certains de ces travailleurs soient réprimandés, renvoyés ou pénalisés d'une façon quelconque. Parce qu'il prend des médicaments, il pourra donc arriver que quelqu'un soit considéré comme un «drogué», si vous me passez l'expression. Cela me paraît absolument inconcevable.

Je comprends vos arguments, et l'intérêt que vous manifestez à l'égard de la sécurité de toutes les personnes concernées vous honore, mais en même temps, ces mêmes travailleurs doivent aussi être protégés contre un système dont la fiabilité laisse énormément à désirer.

M. Corbeil: Ce sont des questions qui devraient davantage être posées à des représentants du ministère de la Santé nationale, parce que ces tests relèvent de ce ministère.

Pour ce qui est de l'aide à apporter aux employés, nous sommes tout à fait en faveur de la création de programmes d'aide aux employés. Le but n'est pas uniquement de découvrir ceux qui prennent de la drogue ou qui en abusent, mais aussi de déterminer comment les aider.

Ces programmes d'adaptation des employés devraient normalement aller plus loin que cela, parce qu'ils devraient englober toutes les difficultés que pourrait rencontrer un employé et auxquelles il faudrait trouver une solution.

M. Samson: Vous avez aussi abordé, plus tôt, la question du Pogramme d'adaptation pour les travailleurs âgés. Dernièrement, votre ministère annonçait qu'il y aurait maintenant environ 600 travailleurs qui pourraient recevoir des prestations en vertu du Programme.

À la page 52 du cahier du budget des dépenses de votre ministère, on dit que 49 mises à pied ont été désignées admissibles au cours de l'exercice 1989-1990. Les chiffres que j'ai cités, au sujet des travailleurs âgés admissibles, sont-ils compris dans ces 49 mises à pied?

M. Corbeil: Depuis la mise en oeuvre du programme, nous avons reconnu 60 mises à pied, qui représentent ces 647 employés auxquels j'ai fait allusion plus tôt. Ces 60

lay-offs are part of what we might call the backlog that accumulated since January 1, 1988, because you may recall that the legislation retroactively covers people who were laid off as of January 1, and the legislation was only sanctioned in June 1989, so a considerable number of lay-offs accumulated between January 1, 1988, and now had to be examined.

We have not yet caught up on the old backlog, so we are still working with lay-offs that occurred during 1988-89. We think that by the end of this year we will be right up to date and we will be treating the lay-offs as they occur.

Le président: Monsieur Samson, excusez-moi, je dois malheureusement vous interrompre.

M. Samson: Je ne faisais que commencer.

Le président: Nous allons entendre M. Johnson.

Mr. Johnson (Calgary North): I was very pleased, as you were reading your report, to hear about the cost-cutting and efficiency. However, when you got right to the end, I was taken aback when I heard you say the Canadian Centre for Occupational Health and Safety will need \$5.3 million and 158 person-years.

I have no idea in detail, but I made a quick calculation and it is \$33,500 per person—not a lot of money. As a matter of fact, I am surprised you can run a department on so low an amount. I imagine most of the extensive staff support you have brought with you today make substantially more that \$33,500 a year.

The point is that it would seem all the money must be therefore used up in salaries and there is no money for program delivery. Of the amount of money in there for the Canadian Centre for Occupational Health and Safety, how much of the \$5.3 million is spent on just keeping people employed and churning away memos in offices, and how much is in program delivery?

Mr. Michael Hewitt (Interim General Manager, Canadian Centre for Occupational Health and Safety): In the estimates for 1990-91, \$6.643 million is for salaries and wages; benefits and other personnel costs bring that total to \$7.7 million. Goods and services for the coming fiscal year total \$2.72 million, with a total projected operating cost of \$10.4 million.

- 1235

Mr. Corbeil: One thing that may appear to be misleading is that, as you know, the CCOHS Council of Governors has prepared, with the help of an outside consultant, a business plan to turn itself into a self-

[Translation]

cas font partie du retard qui s'était accumulé depuis le premier janvier 1988; vous vous souvenez peut-être que la loi s'applique rétroactivement aux travailleurs qui ont été mis à pied à partir du 1^{er} janvier, et qu'elle n'a été proclamée qu'en juin 1989, ce qui signifie qu'un nombre considérable de mises à pied s'était accumulé entre temps, et il fallait maintenant les examiner.

Nous ne nous sommes pas encore rattrapés. Nous travaillons donc toujours sur un certain nombre de licenciements qui sont survenus en 1988-1989. Nous devrions avoir éliminé le retard accumulé d'ici la fin de l'année, et nous traiterons alors, au fur et à mesure, les nouveaux cas de licenciement qui se présenteront.

The Chairman: Mr. Samson, I am sorry, but I will unfortunately have to cut you off.

Mr. Samson: I was just getting started.

The Chairman: We will now go to Mr. Johnson.

M. Johnson (député de Calgary-Nord): En vous écoutant lire votre exposé, j'étais bien heureux de vous entendre parler de diminution de coût et d'efficacité. Mais je l'étais moins, toutefois, à la fin, quand je vous ai entendu dire que le Centre canadien de santé et de sécurité au travail aurait besoin de 5,3 millions de dollars et de 158 années-personnes.

Je n'ai pas vraiment de détails, mais après un calcul rapide, je me suis rendu compte que cela ne faisait que 33,500\$ par personne, ce qui n'est pas énorme. En passant, je suis vraiment étonné que vous arriviez à faire fonctionner un ministère avec si peu. J'ai pourtant l'impression que la plupart des gens qui vous accompagnent aujourd'hui gagnent beaucoup que 33,500\$ par année.

J'en conclus donc que tout l'argent doit passer en salaires, et qu'il ne doit plus rien rester pour appliquer le programme. Quelle proportion des 5,3 millions de dollars affectés au Centre canadien de santé et de sécurité au travail est affectée au personnel, et combien est affecté au programmes?

M. Michael Hewitt (directeur général intérimaire, Centre canadien de santé et de sécurité au travail): Dans le budget de 1990-1991, on prévoit 6,643 millions de dollars à la rubrique des traitements et salaires; les contributions et les autres frais touchant le personnel portent le total à 7,7 millions de dollars. Les biens et services, pour l'exercice 1990-1991, totalisent 2,72 millions de dollars, et le total des dépenses de fonctionnement s'élève à 10,4 millions de dollars.

M. Corbeil: Il y a peut-être un facteur qui vient un peu fausser les choses. Le Conseil d'administration du CCSST a préparé, avec l'aide d'un expert-conseil externe, un plan d'entreprise visant la transformation du Centre en un

sufficient funded organization. They have submitted the plan to us and we have submitted it to Treasury Board.

Part of that plan takes into consideration the shifting from the actual type of operation to a self-funded type of operation. So far, Treasury Board has only accepted to lend, as bridge financing, \$5.3 million to the centre because the centre will start to get its own funds from other sources during the year.

Mr. Johnson: I am very pleased to hear that, because that was going to be my next question: why was this organization not set up to be somewhat self-supporting, if not entirely self-supporting?

Mr. Corbeil: I will give you a little history on that. Last year we informed the centre that it had to become self-sufficient over a three-year period. We started by reducing the budget allocated to the centre last year by \$1 million, cutting off about half of its operating budget this year for \$5 million, and next to nothing for 1991-92.

The centre, with the Council of Governors and the outside consultant as I mentioned before, went ahead and had a business plan developed. This business plan foresees that it will become self-sufficient starting in 1992, I think. In the meantime, they require money to operate so we are lending the money. It is bridge financing and we have obtained through Treasury Board so far, for this current year... The Treasury Board and we ourselves have approved the plan, generally speaking, and have accepted to provide bridge financing until they become self-sufficient. But Treasury Board has accepted to provide for the present time only \$5.3 million depending on how the centre will perform and will implement its business plan.

Mr. Johnson: I am very pleased to hear that. Could I just ask the question again: of the total amount of money, the \$10-odd million that you are spending, what part of that is what you would call program delivery, or is there no distinction there? Is there administration and actually—

Mr. Hewitt: One needs personnel, sir, to deliver the programs, obviously. The sum total is in program delivery but actual salaries, wages and benefits is \$7.7 million.

Mr. Johnson: I am very pleased to hear that. Can we anticipate the other \$240-odd million being self-supporting eventually?

Some hon. members: Oh, oh!

Mr. Johnson: You need not answer that one, Minister.

Mr. Corbeil: There was a question this morning as to whether we should deliver my opening remarks to

[Traduction]

organisme autonome sur le plan financier. Ils nous ont présenté le plan en question, que nous avons à notre tour présenté au Conseil du Trésor.

Il y a donc une certaine partie de ce plan qui s'inspire de cette nouvelle réalité. Jusqu'à maintenant, le Conseil du Trésor n'a accepté que de prêter, sur une base provisoire, 5,3 millions de dollars au Centre, parce que son financement au moyen d'autres sources ne débutera que plus tard au cours de l'année.

M. Johnson: Je suis très heureux d'entendre cela, parce que c'était justement ma prochaine question. Je voulais savoir pourquoi cet organisme ne subvenait pas lui-même en partie, sinon entièrement, à ses besoins.

M. Corbeil: Je vais vous dire un peu comment ça s'est passé. L'année dernière, nous avons informé le Centre qu'il avait trois ans pour devenir autosuffisant. Nous avons donc commencé par retrancher 1 million de dollars du budget affecté au Centre l'année dernière, nous avons ensuite amputé de moitié son budget de fonctionnement pour cette année, et l'année prochaine, en 1991-1992, il n'en restera plus rien ou presque.

Comme je le disais tout à l'heure, le Conseil du Centre, avec l'aide d'un expert-conseil externe, a donc élaboré un plan d'entreprise. On y prévoit que le Centre deviendra autonome à partir de 1992, je pense. D'ici là, le Centre a besoin d'argent pour fonctionner. Nous lui prêterons donc les fonds nécessaires. Ce n'est toutefois qu'un financement provisoire, et jusqu'à maintenant, pour l'exercice en cours, nous avons obtenu du Conseil du Trésor... Nous avons conjointement approuvé le plan, le Conseil du Trésor et nous, et nous avons accepté de financer le Centre, sur une base provisoire, jusqu'à maintenant, le Conseil du Trésor n'a accepté d'avancer que 5,3 millions de dollars, en attendant les résultats de la mise en oeuvre du plan d'entreprise.

M. Johnson: Je suis bien heureux d'entendre cela. Je voudrais poser ma question encore une fois. Des quelque 10 millions de dollars qui sont affectés au Centre, quelle proportion va à l'exécution du Programme, et quelle partie est consacrée aux salaires, etc.? Y a-t-il une distinction?

M. Hewitt: Il faut évidemment du personnel, monsieur, pour assurer l'exécution des programmes. Toute la somme est affectée à l'exécution du Programme, mais les traitements, les salaires et les avantages sociaux requièrent 7,7 millions de dollars.

M. Johnson: J'en suis très heureux. Peut-on s'attendre aussi un jour à ce que les quelque 240 millions de dollars nécessaires par ailleurs soient aussi autofinancés?

Des voix: Oh, oh!

M. Johnson: Vous n'êtes pas obligé de répondre à cela, monsieur le ministre.

M. Corbeil: On se demandait ce matin s'il fallait distribuer mes observations préliminaires à tout le monde,

everybody, and I said that as a cost recovery measure we should sell it to the people who want it.

Some hon. members: Oh, oh!

Mr. Worthy (Cariboo-Chilcotin): Thank you, Mr. Minister, for being here. We welcome you.

There are several very interesting items in your report. One that attracted my attention was your remarks about the ability of our Canadian workplace to accept technology, the workers and the businesses. That is a real positive one that if I had time I would like to explore, but I want to get into one that is more fundamental.

Coming from the Chilcotin, I have workers and this winter many of them were standing on snowbanks having their smoke break. I want to understand better just how... I know the legislation that I helped pass, which was one that was while protecting the workers in the workplace from smoke—those that do not want it—it did allow for tolerance and understanding of those who did smoke, the conditions under which smoking rooms would be allowed..

• 1240

In the administration of the program—I assume to the banks, the telephone companies, all the areas under your jurisdiction—could you explain what flexibility there is for these businesses and what flexibility there is not? In other words, what has happened to the legislation in the administration? Is the flexibility we put in still there but the companies are just choosing not to provide smoking rooms for their employees? Or is it that somehow or other we have made the regulations less flexible than they could be?

Mr. Corbeil: No, as far as I am concerned the law still says that there can be no smoking unless there is a smoking room. So that means that if you do not have a smoking room then there is no smoke. You do not need to have a smoking room unless you want people to smoke in the workplace, where you must provide a properly ventilated room to that effect. It is like in this room: we are not saying that you must have a place or a smoking room in one corner, properly ventilated and so on; but if you do not have that then you cannot permit people to smoke.

Mr. Worthy: For instance, on the Hill it is in fact the House of Commons that has made that decision not to provide the smoking rooms.

Mr. Corbeil: Like in any workplace, it is the employer who has to determine whether he wants to build a smoking room. He has to examine, compare the cost, I presume, with the time lost and so on, and then make a decision that, yes, he will have a smoking room, he will provide the people with a place for smoking in the

[Translation]

et j'ai fait remarquer qu'en cette période où l'on parle tant de récupération des coûts, ce serait peut-être une bonne idée de les vendre à ceux qui désireraient les obtenir.

Des voix: Oh, oh!

M. Worthy (député de Cariboo-Chilcotin): Merci d'être venu nous rencontrer aujourd'hui, monsieur le ministre. Soyez le bienvenu.

Il y a plusieurs éléments fort intéressants dans votre rapport. L'une des observations qui ont le plus retenu mon attention a trait à la capacité d'adaptation des travailleurs et des entreprises canadiennes à la technologie nouvelle. C'est une idée vraiment positive que je voudrais bien avoir le temps d'explorer davantage, mais je dois me concentrer sur quelque chose d'encore plus fondamental.

Je suis de la région de Chilcotin, et tout l'hiver dernier j'y voyais mes employés sortir dans la neige et le froid pour aller griller une cigarette. Je me souviens que dans cette loi, que j'ai moi aussi contribué à faire adopter, il n'y en avait pas uniquement que pour les travailleurs que l'on voulait protéger de la fumée. On avait aussi tenu compte de la situation des fumeurs, et l'on avait prévu la possibilité d'aménager des fumoirs. . .

Pourriez-vous me dire quelle latitude ont les entreprises, les banques, les compagnies de téléphone, et le reste, à cet égard? Autrement dit, la souplesse que nous avions prévue existe-t-elle toujours, mais est-ce ce que les entreprises ont tout simplement décidé de ne pas fournir de fumoir à leurs employés? Les règlements seraient-ils moins souples qu'ils pourraient l'être?

M. Corbeil: Non, autant que je sache, la loi dit toujours qu'il est interdit de fumer à moins qu'il y ait un fumoir quelque part. Cela signifie donc que là où il n'y a pas de fumoir, on ne fume pas. Il n'est donc pas obligatoire de prévoir un fumoir, à moins que l'on accepte que ses employés fument au travail. Il faut alors prévoir une salle bien ventilée à cet effet. C'est un peu comme dans cette pièce. On ne dit pas qu'il doive y avoir un fumoir dans un coin qui soit bien ventilé, et le reste; mais si l'on n'a précisément pas de pièce bien ventilée, on ne peut pas permettre aux gens de fumer.

M. Worthy: Par exemple, sur la Colline, c'est la Chambre des communes qui a décidé de ne pas prévoir de fumoir.

M. Corbeil: Comme dans n'importe quel autre lieu de travail, c'est à l'employeur qu'il appartient de décider s'il veut créer un fumoir ou non. Il doit examiner la chose, comparer le coût, je suppose, avec le temps perdu, et le reste, et décider ensuite s'il est prêt, ou non, à fournir à ses employés un endroit où ils pourront fumer. S'il refuse

workplace. If he feels that he does not want to do that then he must forbid the people to smoke in the workplace.

Mr. Worthy: Do you have any understanding of what some of these companies under your jurisdiction have done? Have they decided on a national basis—let us say the banks—not to provide, or is this something where the decision is being allowed to be made at the local level?

Mr. Herman Hansen (Assistant Deputy Minister, Operations Program, Labour Canada): Most of the larger corporations have national policies—for instance, the banks, CN, CP, Air Canada—which they have implemented across the country. They may vary depending on the size and class, if you want, of the work site they are talking about. For example, in most small banks enclosed in a shopping centre there is no smoking. People are allowed to go to the commercial area or to the restaurant for their coffee and have their smoke. In the Toronto-Dominion Tower, for example, or some of the other monuments we have in downtown Toronto, smoking areas are provided. In one bank, that is the case; in another bank, they have just said no smoking, period, throughout the whole of the tower.

Mr. Worthy: Most of the people in the Cariboo—Chilcotin do not have shopping malls. Outside the door is a snowbank. So in fact the regulations per se have not made it tighter; it is strictly in the interpretation by the companies.

Mr. Hansen: Yes.

Mrs. Anderson (Simcoe Centre): Thank you very much for appearing before us today.

I have a couple of questions. One is for Doug Fee, who had to leave to go to another meeting. I will just read out what he is requesting. He is a former mayor, and he has some municipal experience. He says:

My municipal experience is that if a government grant exists, you reassess your priorities to utilize it. On page 62 of your estimates, they contain a significant amount of money for grants and contributions to other levels of government, to employers and to labour unions. No doubt most of these are good programs. Two questions. Do you have a more detailed breakdown of the grants and the contributions showing the amount of assistance given to (1) other levels of government, (2) employers or business and (3) labour unions?

• 1245

Mr. Corbeil: Yes, I can give you more detail. First of all, we have not given any grants to any other level of government. The vast majority of our money is used in the labour movement. For the year 1990-91 our estimates are \$8.035 million, which goes for labour education

[Traduction]

de le faire, il doit alors interdire à ses employés de fumer au travail.

M. Worthy: Êtes-vous au courant de ce que certaines de ces entreprises ont fait à cet égard? Les banques, dironsnous, ont-elles décidé, à l'échelle du pays, de ne pas prévoir de fumoir, ou est-ce une décision qui a pu être prise sur le plan local?

M. Herman Hansen (sous-ministre adjoint, Programme des opérations, Travail Canada): La plupart des grandes sociétés ont adopté une politique nationale—par exemple, les banques, le CN, le CP, Air Canada—qu'elles appliquent dans tout le pays. Elles peuvent varier selon la grandeur et les caractéristiques du lieu de travail, si vous voulez. Par exemple, dans la plupart des petites succursales bancaires enfermées dans un centre commercial, il est interdit de fumer. Les employés peuvent sortir dans les galeries commerciales au restaurant pour prendre un café et griller une cigarette. À la Tour Toronto-Dominion, par exemple, ou dans certains autres grands immeubles du centre-ville de Toronto, on a prévu des fumoirs. On l'a fait dans une banque, mais dans une autre, on a tout simplement interdit de fumer.

M. Worthy: Pour la plupart des gens de la circonscription de Cariboo-Chilcotin, il n'y a pas de galeries où ils pouraie aller. Dehors, il n'y a qu'un banc de neige. Ce ne sont donc pas les règlements qui ont rendu la chose plus sévère, mais plutôt l'interprétation qu'en font les entreprises.

M. Hansen: Oui.

Mme Anderson (députée de Simcoe-Centre): Merci beaucoup d'être venu nous rencontrer aujourd'hui.

J'ai une ou deux quetions à vous poser. Il y en a une qui vient de Doug Fee, qui a dû nous quitter pour se rendre à une autre réunion. Je vais vous lire ce qu'il demande. Monsieur Fee a déjà été maire de sa municipalité, et il a donc une certaine expérience en la matière. Voici ce qu'il dit:

Mon expérience me dit que lorsque une subvention gouvernementale est disponible, on rajuste ses priorités pour en bénéficier. À la page 63 de votre budget des dépenses, il y a des sommes considérables qui sont attribuées en subventions et en contributions à d'autres paliers de gouvernement, aux employeurs et aux syndicats. Il ne fait aucun doute que ce sont tous là de bons programmes. Cela soulève deux questions: pouvezvous nous fournir une ventilation plus détaillée des subventions et des contributions qui sont accordées 1) à d'autres paliers de gouvernement, 2) à des employeurs ou à des entreprises, et 3) à des syndicats?

M. Corbeil: Oui, je peux vous donner d'autres détails. Tout d'abord, nous n'avons accordé aucune subvention à d'autres gouvernements. La presque totalité de nos fonds est consacrée au mouvement syndical. Pour 1990-1991, notre budget au titre des programmes d'éducation est de

programs. For Labour Outreach initiative, we have \$970,000 for the Labour Assignment Program, \$1.083 million for Technology Impact Program, and \$67,000 for the Labour Issues Assistance Fund.

In the Labour Education Program, financial assistance is made available to the 4 million workers in Canada represented by legally constituted labour organizations. The program is entering into the fifth year of a five-year funding period. The contribution to these different labour organizations is fixed at \$2.11 per member. A maximum amount we will give to any one individual is \$5,000.

We intend to make available this year to the CLC \$5.048 million; to five other smaller, central labour organizations, \$1.442 million; to 95 independent unions, \$1.442 million; and to about 20 individual union members, \$103,000.

Mrs. Anderson: I wonder if I would have a copy of that report.

Mr. Corbeil: Yes.

Mrs. Anderson: Do you have an evaluation of each of the grants and contributions? How many would be considered worthwhile if they were self-funded, with no federal money available?

Mr. Hansen: Were you talking specifically about the education ones or the others as well?

Mrs. Anderson: Yes.

Mr. Corbeil: It might help to understand what we are doing when I said that the Canadian Labour of Congress, for instance, maintains a wide variety of labour education courses across Canada. It complements the training provided by its affiliated unions and supplies its structure with training packages.

From its annual allocation amongst other activities, the congress runs extensive regional programs: in the Atlantic, \$533,000; in Ontario, \$617,000; in the Prairies, \$551,000; in B.C., \$600,000; and in Quebec, \$650,000. Furthermore, the Atlantic Federations of Labour operate the Atlantic Regional Labour Educational Centre, to which we donate \$445,000. We also we provide funding directly to Labour College of Canada for \$235,000.

The whole idea behind this program is to help the labour movement to be better equipped to do its job, because we believe that the harmonization of the workplace goes through a proper level of discussion between employers and employees. The better educated in negotiations labour are, the better relations we will likely have; otherwise, you will not have a balance of people working at the same level.

Herb has an analysis of each program. I will let him answer the questions.

[Translation]

l'ordre de 8,035 millions de dollars. Dans le cadre du programme Rapprochement en milieu de travail, 970,000\$ seront attribués au Programme d'affectation d'employés, 1,083 million de dollars au Programme sur les répercussions de la technologie, et 67,000\$ seront affectés au Fonds d'aide pour les affaires du travail.

Par le biais du Programme d'aide financière à la formation syndicale, on offre une aide financière aux quatre millions de travailleurs canadiens qui sont représentés par des syndicats légalement reconnus. Ce programme entre actuellement dans sa cinquième année. Sa durée prévue était d'ailleurs de cinq ans. La contribution accordée à ces diverses organisations syndicales est de 2,11\$ par membre. Chaque individu ne peut recevoir plus de 5,000\$.

Cette année, nous prévoyons accorder 5,048 millions de dollars au CTC, 1,442 millions de dollars à cinq autres petites centrales syndicales, une somme analogue à 95 syndicats indépendants, et 103,000\$ à quelque vingt travailleurs syndiqués.

Mme Anderson: Pourrais-je avoir un exemplaire de ce rapport?

M. Corbeil: Oui.

Mme Anderson: Avez-vous une évaluation des résultats de chacune de ces subventions et contributions? Combien seraient valables sans l'appui financier du gouvernement fédéral?

M. Hansen: Vous parlez uniquement des programmes d'éducation, ou de tous les autres programmes aussi?

Mme Anderson: De tous, oui.

M. Corbeil: Cela vous aiderait peut-être à comprendre un peu mieux ce que nous faisons si je vous disais que le Congrès du travail du Canada, par exemple, offre une très grande diversité de cours dans tout le Canada. Il complète la formation qui est offerte par ses syndicats affiliés et fournit de la documentation pertinente.

Grâce à la subvention annuelle qu'il reçoit, entre autres activités, le Congrès dispense d'importants programmes régionaux: dans l'Atlantique, 533,000\$; en Ontario, 617,000\$; dans les Prairies, 551,000\$; en Colombie-Britannique, 600,000\$; et au Québec, 650,000\$. En outre, les fédérations du travail de l'Atlantique gère le Centre de formation syndicale de la région de l'Atlantique, auquel nous accordons une subvention de 445,000\$. Nous accordons aussi une subvention de 235,000\$ au Collège canadien des travailleurs.

Ce programme doit aider le mouvement syndical à mieux s'équiper pour faire son travail, parce que nous pensons que l'harmonisation du milieu du travail passe par un meilleur échange entre les employeurs et les employés. Plus les syndiqués seront informés, meilleures seront les relations; autrement, la partie sera trop inégale entre syndicats et patronat.

Herb a une analyse de chaque programme. Je vais le laisser répondre aux questions.

Mrs. Anderson: I noticed that you had the Labour Relations Board Review done in 1989-90. This had to do with the appeals and the safety rulings. There were 875 new cases added to the previous year's, which totalled 2,472. I also note that the Labour Relations Board has eight people allotted to it, but I believe it has had only seven. Would the addition of that one more person help relieve the numbers involved in these appeals?

• 1250

Mr. Corbeil: As you know, the board is an arm's-length agency that reports to the minister. We have the honour of having with us today the president of the board, Mr. Weatherhill. I will ask him to answer your question.

Mr. J.F.W. Weatherhill (Chairman, Canada Labour Relations Board): Mr. Chairman and members, I think the figures you have are out of date.

There were two points you addressed. One was the number of cases and the other was the number of members of the board who are available to hear those cases. As far as the number of cases is concerned, in the present year the total number of applications to the board—at least for the year that has just finished—is in the area of 1,500. Relative to the preceding year, this is almost double.

The reason for this is that a large number of cases have arisen out of the difficulties between the two major unions and the employer in the operations of Canada Post. That is probably a temporary situation. We are doing our best to get those cases heard and disposed of.

As to the safety cases, they are quite a small proportion of the board's workload. I believe it is true that Part II of the Labour Code is being considered with respect to the provisions made for determinations in respect of rulings by safety officers on the work sites.

The actual number of cases that come to the board—which is, as I say, in a very special set of circumstances—is about 40 per year, if that. It is not a large amount of this board's caseload.

At the moment the board is just about fully staffed. There are eight members currently appointed and four vice-chairmen, as well as myself.

Mrs. Anderson: I am very glad to hear that. I can just imagine the pitched battles going on the whole time. That very much straightens this up. Thank you very much.

Le président: Merci, madame Anderson.

[Traduction]

Mme Anderson: Je remarque que l'on a entrepris, en 1989-1990, une révision du règlement du Conseil canadien des relations du travail. Cela avait trait aux appels et aux décisions en matière de sécurité. Huit cent soixante-quinze nouveaux cas sont venus s'ajouter à ceux de l'année dernière, ce qui signifie que le Conseil traitera 2,472 cas cette année. Je remarque aussi que le Conseil canadien des relations du travail s'est vu affecter huit personnes, mais je pense qu'il n'en a obtenu en réalité que sept. Et si l'on ajoutait une personne de plus, est-ce que le nombre de cas d'appel en suspens diminuerait?

M. Corbeil: Vous n'êtes pas sans savoir que le Conseil est un organisme qui relève du ministre mais dont l'administration est autonome. Nous avons l'honneur d'être accompagnés du président du Conseil, M. Weatherhill. Je lui demanderais de répondre à votre question.

M. J.F.W. Weatherhill (président, Conseil canadien des relations de travail): Monsieur le président et membres du Comité, je crois que les chiffres que vous avez ne sont plus valables.

Vos questions ont porté sur deux problèmes: le nombre de cas, et le nombre de membres du Conseil disponibles pour entendre de tels cas. En ce qui concerne le nombre de cas, je peux vous dire que le Conseil a reçu, pour l'année qui vient de se terminer, environ 1,500 demandes, soit presque deux fois plus que pour l'année précédente.

Cette situation s'explique par le nombre important de cas découlant des difficultés qui existent entre les deux grands syndicats et le patronat à Postes Canada. Nous croyons qu'il s'agit d'un problème provisoire, et nous faisons de notre mieux pour régler ces cas qui restent en suspens.

En ce qui concerne les cas portant sur des problèmes de sécurité, ils ne constituent qu'une petite partie de la charge de travail du Conseil. Cependant, je crois que le Conseil étudie actuellement la Partie II du Code canadien du travail avant de se prononcer sur les décisions des agents de sécurité qui travaillent sur des chantiers de construction.

Le Conseil n'est saisi que d'environ 40 cas spéciaux de ce genre chaque année, sinon moins. Ils ne représentent donc pas une partie importante de la charge de travail du Conseil

Actuellement, il n'y a pas de poste vacant au Conseil, qui comporte huit membres, quatre vice-présidents et moimême, le président.

Mme Anderson: Je suis très heureuse d'entendre cela. Je peux m'imaginer toutes les disputes qui pourraient avoir lieu. Votre explication éclaircit la situation. Merci beaucoup.

The Chairman: Thank you, Mrs. Anderson.

Revenons au cas de Postes Canada, monsieur Hewitt. L'Union des facteurs du Canada a demandé au Conseil de réexaminer sa décision de les fusionner. Est-ce qu'il y a eu des développements de ce côté?

M. Weatherhill: La demande a été faite. Les réponses des deux parties, c'est-à-dire de l'employeur et de l'Union des postiers ont été reçues. On procède à l'audition de ces cas. Ce sont des cas très complexes. À strictement parler, ce n'est pas exactement une révision d'un cas d'il y a deux ou trois ans. À cette époque, l'employeur avait à négocier avec quelque 16 syndicats. Actuellement, on a formé quatre unités de négociations, donc quatre syndicats avec lesquels l'employeur aura à négocier.

Seulement, les facteurs demandent à présent une accréditation comme unité de facteurs, comme dans l'ancien temps. Ce qui ne changera rien aux autres unités. Évidemment, c'est la plus grande question, mais ce n'est pas que l'autre décision ne compte pas et que tout va être bouleversé. On procédera à l'audition de cette affaire assez complexe. Mais, il s'agit, en autant que je sache, de l'unité des employés seulement, les facteurs ou les facteurs avec les postiers. Il faudra quelques semaines d'audition, je suppose.

Le président: Dans le cas de l'achat de nouveaux habits pour les postiers, les facteurs et les autres, il semble y avoir eu passablement de problèmes ces derniers temps. Est-ce que vous êtes impliqués dans cette chose ou si c'est purement une question de régie interne?

M. Weatherhill: C'est strictement une question de régie interne. Ce n'est pas nous, heureusement, qui nous en occupons. Il se pourrait cependant, avec les uniformes que les employés n'aiment pas, qu'il y ait violation d'une convention collective. Il incomberait alors à l'arbitre d'en décider. Mais, la question n'est pas du ressort du Conseil.

• 1255

Le président: Pour le citoyen canadien cet événement a l'air d'une drôle d'affaire, en tout cas.

C'est bien, je vous remercie. M. Proud et M. Koury. Il reste cinq minutes; donc, deux minutes et demie chacun.

Mr. Proud: Mr. Minister, I would like to go back to an area you mentioned in labour-management relations. One thing that bothers me greatly is the use of back-to-work legislation in certain instances. I am not particularly talking about the department but other areas of the federal government where this seems to be the general guideline rather than letting the process take place. What do you or Mr. McDermott see on the horizon that covers, in this jurisdiction under the labour act, the problems we could be facing this year with employers and employees, because hopefully, as you say, the Canadian people do want a co-operative and not a combative thing? The confrontational period hopefully is past, and serious negotiations will go the full length and the processes will

[Translation]

Let's go back to Canada Post, Mr. Hewitt. The Letter Carriers' Union of Canada asked the Board to reconsider its decision to merge them. Have there been any developments in that area?

Mr. Weatherhill: The application was made. The two parties concerned, that is, the employer and the Letter Carriers' Union, submitted their response. These cases are being heard, but they are very complex. Strictly speaking, the Board is not exactly reviewing a case which it heard two or three years ago, when the employer had to bargain with some 16 unions. There are now 4 bargaining units, that is, four unions with which the employer will have to bargain.

The letter carriers are applying to be accredited as a union of letter carriers, as they used to be. This will not have any effect on the other units. This obviously is the main point, but it does not mean that the other decision will no longer be valid or that everything will be disrupted. The Board will hear this case, which is quite a complex one. However, to the best of my knowledge, I think this just involves the employees' unit, that is, the letter carriers or the letter carriers together with the postal workers. I suppose the hearing will take a few weeks.

The Chairman: There seem to have been some problems recently regarding the new uniforms purchased for the postal workers, the letter carriers and the others. Are you involved in that or is it simply an in-house matter?

Mr. Weatherhill: It is strictly an in-house problem. Fortunately, we do not have to deal with that. However, if the employees do not like the uniforms, there may be a case of violation of a collective agreement. The adjudicator would have to decide on that. However, this question is outside the jurisdiction of the Board.

The Chairman: For the average member of the public, this seems a very strange business.

Thank you. Mr. Proud and Mr. Koury, there are five minutes left and therefore you each have two and a half minutes.

M. Proud: Monsieur le ministre, j'aimerais réexaminer avec vous la question des relations syndicales-patronales. Une chose qui m'inquiète beaucoup, c'est le recours occasionnel à une loi de retour au travail. Je ne parle pas ici particulièrement de votre ministère, il y a d'autres gouvernement fédéral qui secteurs systématiquement recours à une loi au lieu de permettre aux intervenants d'arriver à une solution. À votre avis et de l'avis de M. McDermott, quels sont les problèmes qui pourraient se présenter cette année dans les relations patronales-syndicales qui relèvent de compétence fédérale, car, comme vous l'avez bien dit, la population canadienne préférerait un climat de coopération et non de Nous espérons que l'époque des confrontation?

come together. Are there many hot spots out there in 1990-91 that you can forecast?

Mr. Michael McDermott (Senior Assistant Deputy Minister, Federal Mediation and Conciliation Service, Labour Canada): It is with some hesitation that you prophesy hot spots in this business, because it may come to pass, and we hope it will not. All I can tell you is what is coming up on the bargaining calendar. What has passed has been covered in the minister's address to the committee. We have had a very successful period where the parties have done a lot of negotiating themselves, occasionally with assistance of our people from the mediation service with some success, and we hope that pattern will continue.

For the coming year you will need to look at airlines, where both major airlines have some important negotiations to take place. Fortunately, Air Canada and the Canadian Airline Pilots Association have already settled, and there have been some signs of settlements with Canadian Airlines International as well, notably with its flight attendants.

While there have been some major settlements, there remain some very important negotiations to come during the year.

The Canadian Lake Carriers Association, the freshwater fleet that operates from the Lakehead down through the St. Lawrence, is in negotiations now with three unions representing various seafaring personnel.

The Port of Montreal is in direct negotiations, and I believe that the west coast grain handlers are also in direct negotiations with their employers.

Those are some of the major sets of negotiations that are either underway or will be shortly underway in the course of the next few months. We very much hope that the experience that we have had in the past year will be the same with these cases and that the parties will take their responsibilities very seriously, negotiate seriously, call on our assistance if they wish it, and then reach agreements without undue disruption, indeed without any disruption at all.

Mr. Corbeil: I may add that I think we have adopted an attitude that has proven so far beneficial. I personally think there is in our legislation a step in the negotiating process that might be conducive to deadlocks that eventually require back-to-work legislation, and this is the part that calls for the appointment of conciliation commissioners.

After examining a few cases, we came to the conclusion that this in most instances played a negative role rather than a positive role, not because it was intended that way but because of the use that people have made of it. You had conciliation, whereby people can come to an agreement. You appointed a conciliation commissioner

[Traduction]

confrontations est révolue, et qu'on assistera à une période de négociations sérieuses et soutenues. Envisagezvous des problèmes particuliers en 1990-91?

M. Michael McDermott (sous-ministre adjoint principal, Service fédéral de médiation et de conciliation, Travail Canada): Dans ce secteur on hésite à prédire des problèmes particuliers, car ils risquent alors de se produire. Je ne peux que vous donner un aperçu du calendrier de négociations. Dans son allocution au Comité, le ministre a expliqué les négociations qui ont déjà eu lieu. Ces négociations ont été très fructueuses. Les partis intéressés ont fait une grande partie du travail euxmêmes, et les fonctionnaires du Service fédéral de médiation ne sont intervenus qu'à quelques reprises mais avec un certain succès. Nous espérons que les négociations se poursuivront ainsi.

Au cours de l'année à venir, nous nous intéresserons particulièrement aux lignes aériennes, car les deux grandes lignes auront des négociations importantes. Heureusement, Air Canada et l'Association canadienne des pilotes de lignes aériennes ont déjà conclu une entente, et il semble possible que les lignes aériennes Canadien International arrivent à un règlement avec le personnel de bord.

Malgré l'importance des cas qui ont été réglés, il reste des négociations importantes cette année.

La Canadian Lake Carriers Association, c'est-à-dire les transporteurs qui travaillent à partir de la tête des Lacs jusqu'au St-Laurent, négocient actuellement avec les trois syndicats représentant les marins employés par la dite association.

Le Port de Montréal est actuellement en négociations, de même que le syndicat des manutentionnaires de grains de la côte ouest.

Voilà des exemples de négociations qui sont actuellement en cours ou qui vont commencer pendant les mois à venir. Nous espérons que cette année, comme c'était le cas l'année dernière, les partis intéressés vont négocier sérieusement et arriver à des ententes sans trop de perturbation. Ils pourront, bien sûr, avoir recours à nos services s'ils le jugent nécessaire.

M. Corbeil: Je crois que la méthode que nous avons utilisée jusqu'à présent s'est avérée utile. Je crois que la Loi actuelle prévoit des moyens susceptibles de débloquer des impasses éventuelles sans adopter des lois de retour au travail. Il s'agit de la disposition portant sur la nomination de commissaires chargés de la conciliation.

Après avoir examiné quelques cas, nous avons conclu que de telles mesures avaient des conséquences plutôt négatives, non pas de par leur propre nature, mais par la façon dont les gens s'en sont servis. La Loi prévoit un processus de conciliation pour permettre aux intéressés d'arriver à une entente. Cependan, les deux partis avaient

and then both parties went at each other's throats through the commissioner instead of negotiating. They went at each other's throats trying to prove that it was the employer or the union that was preventing an accord between the parties.

• 1300

If this failed after the report was made public, then both sides could say they really went at his throat, as anyone could see. Then you were into mediation. Having insulted each other and shouted at each other for three weeks to a month, people were asked to come back to the mediation table and try to arrive at a settlement. In many cases they did not attain it. Then they went on strike and they were still at odds with each other, so you ended up with back-to-work legislation.

Now we have made it known to the parties that unless it is a very exceptional case—we have not ruled out the possibility of a conciliation commissioner—and unless they can prove the necessity of a conciliation commissioner, we will not appoint one. In four cases this year we have adopted that attitude and it has succeeded in getting settlements in industries and areas where the history for the past 15 years was always to have a work stoppage. This year they have come to agreements without any work stoppages at all. We hope this is the beginning of a new era.

M. Allan Koury (député de Hochelaga—Maisonneuve): Merci, monsieur le président.

Monsieur le ministre, le projet de loi C-8 a été adopté au mois de juin 1989, pour PATA.

- M. Corbeil: Ah bon!
- M. Koury: Je voudrais savoir, monsieur le ministre, si beaucoup de gens ont bénéficié de ce programme.
- M. Corbeil: Au moment où l'on se parle, 647 personnes ont reçu ou recevront un chèque, ce mois-ci, en rapport avec ce programme.
 - M. Koury: Ce sont les premiers bénéficiaires.
- M. Corbeil: Oui. Les premières personnes ont probablement touché un chèque au mois de mars. Depuis ce temps, il s'en ajoute à tous les mois.
- M. Koury: Est-ce qu'à Montréal, un endroit précis, il y a beaucoup de gens qui recevront de l'aide de PATA?
- M. Corbeil: Je donne les détails dans l'intérêt de tous. Trente-neuf licenciements ont été déclarés éligibles pour le Québec, pour 338 personnes, travailleurs et travailleuses âgés. Quinze licenciements ont été reconnus en Ontario, pour 202 travailleuses et travailleurs âgés. Trois licenciements au Nouveau-Brunswick, pour 16 travailleurs âgés. Un licenciement au Manitoba, pour 91 travailleurs âgés. Deux licenciements à Terre-Neuve, mais on ne connaît pas encore le nombre de personnes âgées; 34 sont affectées. On n'a pas le nombre exact qui sera retenu parce qu'on n'a pas terminé l'investigation.

[Translation]

tendance à s'attaquer par l'intermédiaire du commissaire au lieu de négocier sérieusement. Ce faisant, ils essayaient de prouver que c'était à cause de l'employeur ou du syndicat qu'on n'était pas arrivés à un accord.

Après l'échec des négociations et la publication du rapport, les deux partis pouvaient donc critiquer systématiquement le commissaire. On s'engageait ensuite dans un processus de médiation. Après s'être injuriés pendant environ un mois, les intéressés devaient retourner à la table de médiation dans l'espoir d'arriver à un règlement qui, dans bien des cas, s'est révélé impossible. La partie syndicale se mettait ensuite en grève, et devant l'impossibilité d'arriver à une entente, le gouvernement adoptait une loi de retour au travail.

Nous avons expliqué aux intéressés que nous ne nommerions un commissaire chargé de la conciliation que dans des cas très exceptionnels et qu'il leur incombait de nous démontrer la nécessité d'une telle nomination. C'est la position que nous avons prise quatre fois cette année, et les intéressés sont parvenus à un accord dans ces secteurs où les quinze dernières années de négociations collectives ont donné lieu à des grèves. Cette année ils sont arrivés à un accord sans se mettre en grève, et nous espérons que l'expérience de cette année est un bon augure pour l'avenir.

Mr. Allan Koury (Hochelaga—Maisonneuve): Thank you, Mr. Chairman.

Mr. Minister, with respect to the POWA, Bill C-8 was adopted in June 1989.

Mr. Corbeil: Really!

Mr. Koury: Mr. Minister, I would like to know whether many people have benefited from that program.

Mr. Corbeil: At the present time 647 people have received or will receive this month a cheque as a result of the program.

Mr. Koury: Are these the first beneficiaries?

Mr. Corbeil: The first cheques were probably received in March. Since then, there have been others every month.

Mr. Koury: In Montreal, to give a specific example, will many people receive assistance under the POWA?

Mr. Corbeil: For the information of all the members here, I could give you the following figures. Out of 338 older male and female workers in Quebec, 39 lay-offs were declared eligible. The figure for Ontario was 15 lay-offs, for 202 older workers. For New Brunswick it was three lay-offs for 16 older workers, while in the case of Manitoba it was one lay-off for 91 workers. There were two lay-offs in Newfoundland, but we do not know yet the number of older workers. Thirty-four were affected. We do not know how many exactly will be considered eligible because we have not yet concluded our investigations.

Au Québec, on se rappelle qu'il y avait l'ancien programme LAB, surtout pour les travailleurs du textile, du vêtement et de la chaussure. Évidemment, beaucoup de ces cas sont survenus après janvier 1988; ils sont donc inclus dans le programme. Dans d'autres cas, les provinces ont adhéré au programme PATA après plusieurs semaines seulement, donc on est moins avancé dans le travail.

M. Koury: Merci.

Le président: Merci, monsieur Koury.

Monsieur le ministre, avant de nous quittez, pourriezvous nous donner quelques commentaires sur les discussions concernant votre vision du fameux code canadien du travail, sur la partie III. Comment vont les discussions sur les changements que vous comptez apporter?

M. Corbeil: Les discussions vont bien. Évidemment, il faut beaucoup de consultation avec les employeurs et les représentants des employés, les syndicats. Les comités se forment. Peut-être auriez-vous plus de détails, M. Hansen. Vous êtes en communication régulièrement,

• 1305

maybe you can give an outlook of how things are going.

Mr. Hansen: Things have gone quite well to date, Mr. Chairman. We started off with a detailed review of the regulations under Part III with both representatives of employers and employees.

We put out a discussion paper last December to take a look at how we might introduce administrative enforcement systems to replace the immediate step to criminal prosecution for such things as wage recoveries or non-payment of overtime. We wanted to clarify the rules for set-offs from wages whereby an employee's wages may be held for not having returned an advance, or things of this nature. Where corporate directors have not exercised their function and in fact perhaps let companies go bankrupt without providing for employees' benefits to be provided, we wanted to have them individually liable as officers of the company under Part III. That is the case now under Part I and Part II of the code.

These discussions are going very well. We should finish this by early fall in terms of detailed recommendations to Cabinet for amendments to the code.

M. Corbeil: C'est un des points qui nous intéresse beaucoup, très profondément. Les employés féminins et masculins perdent des salaires lorsqu'il y a une faillite d'entreprise. Les salaires des gens viennent actuellement au troisième, quatrième ou cinquième rang. Philosophiquement, pour l'instant, ce fait nous semble difficile à accepter. On essaie de trouver les moyens pour que les salaires gagnés par les gens leur soient plus

[Traduction]

As you may remember, Quebec used to have the LAB program, which was intended primarily for people working in the textile, clothes and footwear industry. Obviously, many cases were presented after January 1988, and they are therefore included in the program. Some other provinces joined the POWA program after waiting quite a few weeks, and therefore not as much progress has been made.

Mr. Koury: Thank you.

The Chairman: Thank you, Mr. Koury.

Mr. Minister, before you leave could you briefly tell us how discussions are going with respect to Part III of the Canada Labour Code? With respect to the changes that you want to make to it, how are the discussions going?

Mr. Corbeil: The discussions are going well. Obviously, there has to be extensive consultation with the employers and the unions representing employees. Committees are being formed. Perhaps you might have more details, Mr. Hansen. You are in regular contact with what is happening,

vous pourriez peut-être nous donner un aperçu de la situation.

M. Hansen: Tout s'est assez bien déroulé jusqu'à présent, monsieur le président. Nous avons commencé par examiner en détail, en collaboration avec les représentants patronaux et syndicaux, les règlements édictés en vertu de la Partie III.

En décembre dernier nous avons fait paraître un document de discussion afin de nous aider à trouver des moyens administratifs qui puissent remplacer le recours immédiat aux poursuites judiciaires dans le cas de non-paiement de salaires ou d'heures supplémentaires. Nous voulions aussi préciser davantage les règles portant sur la retenue du salaire d'un employé qui, par exemple, n'aurait pas remboursé une avance. Dans les cas où les directeurs de sociétés ne se sont pas acquittés de leurs responsabilités et ont permis à leur compagnie de faire faillite sans protéger les prestations des employés, nous voulions qu'ils soient réputés, en vertu de la Partie III, être responsables à titre personnel. Aux termes des Parties I et II du Code, ils ont maintenant cette responsabilité.

Ces discussions se déroulent très bien. Nous espérons pouvoir présenter au Cabinet des recommandations d'amendements au Code d'ici le début de l'automne.

Mr. Corbeil: This is one of the points of great interest to us. Male and female employees are losing wages when a company goes bankrupt. At the moment, employees' wages are third, fourth or fifth on the list of priorities. Philosophically, we find that difficult to accept. We are trying to find a way of ensuring that when a company goes bankrupt the employees concerned will find it easier to get their salaries, and, they should be afforded greater

facilement accessibles au moment où une entreprise fait faillite, et qu'il y ait une protection juridique plus élevée qu'en ce moment, dans le rang des créditeurs.

Le président: C'est un excellent point de vue. Je suis sûr qu'il est partagé par la plupart des députés, probablement tous les députés dans cette chambre et ailleurs.

Monsieur le ministre, ce fut intéressant. Je vous remercie ainsi que tout le personnel qui vous accompagne, ce fut une très bonne rencontre. Merci.

M. Corbeil: C'est moi, qui vous remercie, ainsi que tous ceux qui étaient ici pour nous aider.

Le président: Merci. La séance est levée.

[Translation]

legal protection than they have now as creditors of the company.

The Chairman: I am sure that your view is shared by most of the members, indeed probably all of the members of the House.

Mr. Minister, that was very interesting. I would like to thank you and all the staff with you for appearing today. It was a very good meeting. Thank you.

Mr. Corbeil: Thank you, Mr. Chairman, and everyone else who has helped us in our consideration of these matters today.

The Chairman: Thank you. The meeting is adjourned.





If undelivered, return COVER ONLY to Canadian Government Publishing Centre, Supply and Services Canada. Ottawa, Canada, K1A 0S9

En cas de non-livraison, retourner cette COUVERTURE SEULEMENT a Centre d'édition du gouvernement du Canada, Approvisionnements et Services Canada, Ottawa, Canada, K1A 0S9

WITNESSES

From the Department of Labour:

M. McDermott, Senior Assistant Deputy Minister, Federal Mediation & Conciliation Service;

H.P. Hansen, Assistant Deputy Minister, Operations.

From the Canada Labour Relations Board:

J.F.W. Weatherhill, Chairman.

From the Canadian Centre for Occupational Health and Safety:

Michael Hewitt, Interim General Manager.

TÉMOINS

Du ministère du Travail:

M. McDermott, sous-ministre adjoint principal, Service fédéral de médiation et de conciliation;

H. P. Hansen, sous-ministre adjoint. Opérations.

Du Conseil canadien des relations du travail:

J.F.W. Weatherhill, président.

Du Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail:

Michael Hewitt, directeur général intérimaire.

For no. 31 see CA1 XC12 -1990P12





HOUSE OF COMMONS

Issue No. 32

Tuesday, May 1, 1990

Chairman: Jean-Pierre Blackburn

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule nº 32

Le mardi 1 mai 1990

Président: Jean-Pierre Blackburn

Minutes of Proceedings and Evidence of the Standing Committee on Procès-verbaux et témoignages du Comité permanent du

Labour, Employment and Immigration

Travail, de l'Emploi et de l'Immigration

RESPECTING:

Main Estimates 1990–91 (Votes 1, 5, 10 under Employment and Immigration) (Employment matters)

CONCERNANT:

Prévisions budgétaires 1990–1991 (Crédits 1, 5, 10 sous la rubrique Emploi et Immigration) (questions d'Emploi)

APPEARING:

The Honourable Marcel Danis, P.C., M.P.

COMPARAÎT:

L'honorable Marcel Danis, c.r., député



Second Session of the Thirty-fourth Parliament, 1989-90

Deuxième session de la trente-quatrième législature, 1989-1990

34944-1

STANDING COMMITTEE ON LABOUR, EMPLOYMENT AND IMMIGRATION

Chairman: Jean-Pierre Blackburn Vice-Chairman: Dave Worthy

Members

Edna Anderson Warren Allmand Harry Chadwick Doug Fee Dan Heap Al Johnson Allan Koury Sergio Marchi Gilbert Parent George Proud Cid Samson Jacques Vien—(14)

(Quorum 8)

Monique Hamilton

Clerk of the Committee

COMITÉ PERMANENT DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE L'IMMIGRATION

Président: Jean-Pierre Blackburn Vice-président: Dave Worthy

Membres

Edna Anderson Warren Allmand Harry Chadwick Doug Fee Dan Heap Al Johnson Allan Koury Sergio Marchi Gilbert Parent George Proud Cid Samson Jacques Vien—(14)

(Quorum 8)

Le greffier du Comité

Monique Hamilton

Published under authority of the Speaker of the House of Commons by the Queen's Printer for Canada.

Publié en conformité de l'autorité du Président de la Chambre des communes par l'Imprimeur de la Reine pour le Canada.

MINUTES OF PROCEEDINGS

TUESDAY, MAY 1, 1990 (40)

[Text]

The Standing Committee on Labour, Employment and Immigration met at 11:06 o'clock a.m. this day, in Room 269, West Block, the Chairman, Jean-Pierre Blackburn, presiding.

Members of the Committee present: Warren Allmand, Edna Anderson, Jean-Pierre Blackburn, Harry Chadwick, Doug Fee, Dan Heap, Al Johnson, Allan Koury and Dave Worthy.

In attendance: From the Library of Parliament: Kevin Kerr and Mrs. Margaret Young, Research Officers.

Appearing: The Honourable Marcel Danis, P.C., M.P.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference from the House dated Thursday, February 22, relating to the Main Estimates 1990–1991. (See Minutes of Proceedings and Evidence, dated Wednesday, March 14, 1990, Issue No. 21).

By unanimous consent, the Chairman called Votes 1, 5 and 10 under EMPLOYMENT and IMMIGRATION. (Employment matters).

The Honourable Marcel Danis made a statement and answered questions.

By unanimous consent, the Committee commenced consideration of its future business.

The Chairman presented the Ninth Report of the Sub-Committee on Agenda and Procedure, which reads as follows:

"Your Sub-Committee on Agenda and Procedure met on Wednesday, April 25, 1990 and agreed to make the following recommendations:

- I. That the Committee place on its Agenda, for future consideration, once the work surrounding the Demography and Immigration Levels Study is completed, consideration of a study of all provincial Labour Codes under Health and Safety regulations in order to propose changes to the Canadian Labour Code under Health and Safety regulations.
- 2. That the Committee invite Ms. J. Benimadhu, Director General of Adjudication, to appear before this Committee in order to give an explanation of the policy that adjournments not be granted when YHAP is argued.
- 3. That the Committee meet *in camera* on May 3, 1990, at 11:00 a.m., Room 269, West Block, in order to discuss the draft interim report on Demographic Change and Immigration Levels."

Moved by Al Johnson,—That the Ninth Report of the Sub-Committee on Agenda and Procedure be adopted.

On motion of Warren Allmand, it was agreed,—That paragraph 2 be amended by striking out the words "of Adjudication" and substituting the following therefor: Adjudication Branch, Employment and Immigration.

On motion of Warren Allmand, it was agreed—That paragraph 2 be amended by striking out the words "YHAP is argued" and substituting the following thereof: the YHAP precedence is argued.

PROCÈS-VERBAL

LE MARDI 1^{er} MAI 1990 (40)

[Traduction]

Le Comité permanent du travail, de l'emploi et de l'immigration se réunit aujourd'hui à 11 h 06, dans la salle 269 de l'édifice de l'Ouest, sous la présidence de Jean-Pierre Blackburn (président).

Membres du Comité présents: Warren Allmand, Edna Anderson, Jean-Pierre Blackburn, Harry Chadwick, Doug Fee, Dan Heap, Al Johnson, Allan Koury et Dave Worthy.

Aussi présents: De la Bibliothèque du Parlement: Kevin Kerr et Margaret Young, attachés de recherche.

Comparaît: L'honorable Marcel Danis, C.P., député.

Conformément à son ordre de renvoi en date du jeudi 22 février 1990, le Comité reprend l'étude du Budget des dépenses principal de 1990–1991 (voir les Procès-verbaux et témoignages du mercredi 14 mars 1990, fascicule n° 21).

Du consentement unanime, le président appelle: crédits 1, 5 et 10, EMPLOI ET IMMIGRATION.

L'hon. Marcel Danis fait une déclaration et répond aux questions.

Du consentement unanime, le Comité examine ses travaux à venir.

Le président présente le Neuvième rapport du Sous-comité du programme et de la procédure dont le texte suit:

Le Sous-comité du programme et de la procédure s'est réuni le mercredi 25 avril 1990 et a convenu de formuler les recommandations suivantes:

- Que le Comité, à la conclusion de son étude sur la démographie et les niveaux d'immigration, considère à son agenda sous affaires nouvelles, l'entreprise d'une étude de toutes les dispositions des codes provinciaux du travail se rapportant à la santé et à la sécurité dans le but de proposer des amendements aux règlements sur la santé et la sécurité afférents au Code canadien du travail.
- 2. Que le Comité convoque M^{me} J. Benimadhu, la directrice générale, Arbitrage de l'immigration, afin qu'elle justifie sa recommandation de ne pas accorder de renvoi lors de l'argumentation de la cause *YHAP*.
- 3. Que le Comité se rencontre, à huis clos, le 3 mai 1990 à 11 h 00, à la pièce 269 de l'édifice de l'Ouest, pour discuter l'avant-projet de rapport provisoire sur le changement démographique et les niveaux d'immigration.

Al Johnson propose,—Que le Neuvième rapport soit adopté.

Sur motion de Warren Allmand, il est convenu,—Que l'on remplace, au 2^e paragraphe, «Arbitrage de l'immigration» par «Direction de l'arbitrage, Emploi et immigration».

Sur motion de Warren Allmand, il est convenu,—Que l'on remplace, au 2^e paragraphe, «lors de l'argumentation de la cause YHAP» par «lorsque la priorité de la cause YHAP est invoquée».

It was agreed by unanimous consent,—That the Committee adopt the Ninth Report of the Sub-Committee on Agenda and Procedure, as amended.

At 12:48 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

Par consentement unanime, il est convenu,—Que le Comité adopte le Neuvième rapport, modifié, du Sous-comité du programme et de la procédure.

A 12 h 48, le Comité s'ajourne jusqu'à nouvelle convocation du président.

Monique Hamilton

Clerk of the Committee

La greffière du Comité

Monique Hamilton

EVIDENCE

[Recorded by Electronic Apparatus]

Tuesday, May 1, 1990

• 1108

Le président: À l'ordre!

Je souhaite la bienvenue à tous les membres du Comité. Nous recevons ce matin l'honorable Marcel Danis, ministre d'État à la Jeunesse. Nous allons étudier ensemble les crédits 1, 5, et 10 sous la rubrique Emploi et Immigration.

J'aimerais dire aux membres de notre Comité qu'à la suite des représentations effectuées la semaine dernière au Sous-Comité du programme et de la procédure, nous aurons cet après-midi la confirmation que nous pouvons reporter la rencontre avec M^{me} McDougall de mercredi de cette semaine au jeudi 17 mai. Donc, la rencontre de mercredi sera sans doute annulée. Celle de jeudi matin aura lieu comme prévu. Nous allons discuter jeudi matin de ce que devraient être les niveaux d'immigration et de la lettre que nous souhaitons faire parvenir à M^{me} McDougall concernant un rapport intérimaire.

Également, ce matin, après la réunion avec le ministre, j'aimerais qu'on reste ensemble pour adopter le rapport du Sous-Comité du programme et de la procédure qui s'est réuni la semaine dernière. Nous devons aussi choisir nos témoins pour les rencontres futures. Ce rapport du Sous-Comité du programme et de la procédure traite de la comparution de M^{me} Benimadhu devant notre Comité. Nous parlerons aussi de la possibilité de faire venir ici même, devant nous, un ou des adjudicateurs.

Mr. Allmand (Notre-Dame-de-Grâce): I would like to thank the committee for its co-operation in changing the date with respect to Mrs. McDougall. I hope we can continue to proceed in a way in which we can find dates that are accommodating to all the principal critics of the committee. I extend my thanks to you and members of the committee for their co-operation, and to Mrs. McDougall and her office.

• 1110

Le président: Monsieur le ministre, je vous cède la parole. J'aimerais que vous nous présentiez les gens qui vous accompagnent, s'il vous plaît.

L'honorable Marcel Danis (ministre d'État à la Jeunesse et ministre d'État à la Condition physique et au Sport amateur): Merci, monsieur le président. Je vous présente M. Nick Mulder, sous-ministre associé, et M^{me} Judith Moses, directrice des Affaires de la jeunesse au sein du ministère.

C'est avec plaisir, monsieur le président, que je prends la parole ce matin devant votre distingué Comité. Comme vous le savez, c'est la première fois, en plus de six ans comme député, que je participe à un comité sans en être le président. Donc, ce sera pour moi une nouvelle expérience qui, j'espère, sera enrichissante.

Although I am new to the portfolio of Youth, Fitness and Amateur Sport, I am not a novice where youth's needs are concerned, as you know, Mr. Chairman. As a professional educator, I understand the importance of preparing young

[Traduction]

TÉMOIGNAGES

[Enregistrement électronique]

Le mardi 1er mai 1990

The Chairman: Order please.

I welcome the members of the committee. We are meeting today with the Honourable Marcel Danis, Minister of State for Youth. Together we will study votes 1, 5 and 10 under Employment and Immigration.

May I first tell the members that following representations made last week to the Sub-Committee on Agenda and Procedure, we will be able to confirm this afternoon whether we can postpone our meeting with Mrs. McDougall from this Wednesday to Thursday May the 17th. So this meeting on Wednesday will probably be cancelled, and the one on Thursday will take place as expected. On Thursday morning, we will have a discussion on what the immigration levels should be and on the letter we would like to write to Mrs. McDougall respecting an interim report.

Also this morning, following the meeting with the minister, I would like the members to stay to adopt the report of the Sub-Committee on Agenda and Procedure; the sub-committee met last week. We also have to select our witnesses for future meetings. This report of the Sub-Committee on Agenda and Procedure deals with calling Mrs. Benimadhu to testify before our committee. We will also consider possibly calling one or more adjudicators to testify.

M. Allmand (Notre-Dame-de-Grâce): Je souhaite remercier le comité de sa collaboration pour ce changement de date de la comparution de M^{me} McDougall. J'espère que nous allons pouvoir continuer à nous entendre sur le calendrier à la satisfaction de tous les principaux critiques de notre comité. Je vous remercie ainsi que les membres du comité pour votre collaboration, et je remercie aussi M^{me} McDougall et son bureau.

The Chairman: Mr. Minister, you have the floor. Could you please introduce the people who are with you.

Hon. Marcel Danis (Minister of State for Youth and Minister of State for Fitness and Amateur Sport): Thank you, Mr. Chairman. With me is Mr. Nick Mulder, Associate Deputy Minister and Mrs. Judith Moses, Director General of Youth Affairs with the Department.

I am pleased, Mr. Chairman, to appear before the Standing Committee this morning. As you know, it is the first time in more than 6 years as a member of Parliament that I take part in a committee without chairing it. It will therefore be a new experience for me and an enriching one I hope.

Bien que je ne sois titulaire du portefeuille de la Jeunesse et de celui de la Condition physique et du Sport amateur que depuis peu, je ne suis pas un novice pour ce qui est de connaître les besoins de la jeunesse, comme vous le

Canadians for the transition from school to work. Also, with increasing international competitiveness, there are few issues more critical to our future prosperity than the quality of newcomers to the work force.

Je suis très sensible au travail de mon prédécesseur, M. Charest, et je souhaite poursuivre ses initiatives. Des programmes tels le Programme national d'incitation à la poursuite des études, et des projets pilotes comme les stratégies Jeunesse Canada—Nouveau-Brunswick et Canada—Terre-Neuve s'attaquent à l'un des problèmes les plus épineux auxquels nous avons à faire face en tant que Canadiens, c'est-à-dire fournir à l'industrie une main-d'oeuvre compétente.

C'est un fait que les porte-parole de deux entreprises canadiennes sur trois, interrogés au cours d'une enquête menée par le Conference Board, l'année dernière, ont déclaré éprouver des difficultés à cause d'employés analphabètes et incapables de s'acquitter de leurs tâches. En outre, la moitié de tous les employeurs canadiens ont du mal à recruter des travailleurs qualifiés possédant les compétences nécessaires.

Seuls une politique et des programmes bien adaptés permettront à la jeunesse canadienne de se tailler une place sur le marché du travail fortement concurrentiel et exigeant. Compte tenu du marché mondial actuel, il est primordial que tous les secteurs d'activité, dans tous les pays industrialisés, se dotent d'une main-d'oeuvre hautement spécialisée.

While the Labour Force Development Strategy would try to increase the private sector's role in training workers, we must ensure that our youths have the basic education necessary to have access to skills upgrading and the ability to adapt to constant technological change.

This is why the federal government has developed the five-year National Stay-in-School Initiative to reduce the 30% drop-out rate in Canadian high schools. We have allocated \$296.4 million to this initiative, with \$47 million earmarked for its first year of operation.

The Stay-in-School Initiative addresses the impact on Canada's economy of a 30% drop-out rate. In concrete terms, Mr. Chairman, that statistic could amount to 100,000 young people not finishing high school every year.

One in three high school students leaving high school before completing their education represents a tremendous loss of human potential to our country. It is also a major burden to taxpayers. Unemployment insurance for youth alone costs Canadians about \$2 billion annually. An additional \$500 million is spent on social assistance for young people.

Then there are the potential social and personal costs. The individual who drops out of high school at an early age becomes caught up in a demoralizing cycle of low-paying jobs and social assistance, personal frustration at being on the margin of society, and family stress from never being able to make ends meet.

[Translation]

savez monsieur le président. À titre d'éducateur professionnel, je comprends l'importance de préparer les jeunes Canadiens à faire la transition entre les études et le marché du travail. Aussi, dans le contexte d'une compétitivité internationale croissante, peu d'éléments revêtent une importance aussi considérable pour notre prospérité future que la qualité des nouveaux venus au sein de la population active.

I am sensitive to the work begun by my predecessor, Mr. Charest, and I wish to follow through on his initiatives. Programs like the National Stay-in-School Initiative and pilot projects like the Canada/New Brunswick and Canada/Newfoundland Youth Strategies tackle one of the most crucial problems we face as Canadians. We must make all necessary efforts to provide industry with an adequate workforce.

It is a fact that 2 out of every 3 Canadian firms surveyed by the Conference Board of Canada last year reported difficulties with employees who were illiterate and unable to carry out their assigned work. Another fact: one half of all Canadian firms have trouble finding qualified employees with the necessary skills.

Only with focused government policies and programs, can we enable Canada's youth to take its place in a highly competitive, demanding labor market. In today's global market place, an educated, highly skilled workforce is critical to every industry of every industrial nation.

Alors que la stratégie de mise en valeur de la main-d'oeuvre tente d'accroître le rôle du secteur privé en ce qui concerne la formation des travailleurs, nous devons nous assurer que nos jeunes possèdent l'éducation de base nécessaire afin d'avoir accès aux options de recyclage et aussi la capacité de s'adapter à l'évolution constante de la technologie.

C'est pourquoi le gouvernement fédéral a élaboré le Projet national d'incitation à la poursuite des études, d'une durée de cinq ans. Ce programme vise à réduire le taux d'abandon scolaire qui s'élève actuellement à 30 p. 100 dans les écoles secondaires canadiennes. Nous avons affecté à cette initiative 296,4 millions de dollars, dont 47 millions de dollars pour la première année de fonctionnement.

Le Projet d'incitation à la poursuite des études vise à minimiser les conséquences, pour l'économie canadienne, d'un taux d'abandon scolaire qui se situe à 30 p. 100. Concrètement, monsieur le président, ce pourcentage signifie que 100,000 jeunes par année ne terminent pas leurs études secondaires.

Si un étudiant sur trois n'obtient pas son diplôme d'études secondaires, cela représente une perte considérable de potentiel humain pour notre pays. C'est également un lourd fardeau pour les contribuables. Les prestations d'assurance-chômage versées aux jeunes seulement coûtent aux Canadiens environ 2 milliards de dollars par année, sans compter les 500 millions de dollars consentis sous forme d'aide sociale.

Et puis, il y a les coûts éventuels sur les plans social et personnel. Le décrocheur devient prisonnier d'un cercle vicieux qui sape son moral: des emplois mal rémunérés entrecoupés d'aide sociale, la frustration de vivre en marge de la société et le stress familial qu'entraîne l'incapacité de joindre les deux bouts

It is interesting to know that Japan, today a major economic power, once faced a similar drop-out problem. However, they tackled it head-on and their high school drop-out rate plunged from about 30% in 1965 to 4% in 1980. Japan, like Taiwan, Korea and Hong Kong, is a country poor in natural resources, yet Japan and its Asia-Pacific neighbours have invested in their human resources, and this investment has paid off in a skilled, committed labour force.

• 1115

Pour nous, Canadiens, qui avons été si longtemps tributaires de nos ressources naturelles, la route sera longue et ardue. Je suis cependant convaincu que des programmes tel le Programme national d'incitation à la poursuite des études seront couronnés de succès grâce aux efforts conjugués, à l'échelon national et local, des administrations publiques, des milieux d'affaires, des éducateurs, des associations de parents et des jeunes eux-mêmes.

Cette nouvelle initiative sera financée principalement grâce à une réaffectation des fonds consacrés dans le passé à Défi, le programme fédéral d'emploi d'été pour étudiants. Le Programme Défi est destiné à aider les étudiants à trouver un emploi d'été devant leur permettre de perfectionner leurs compétences et d'acquérir l'expérience qui faciliteront leur transition du milieu scolaire au monde du travail. Le financement consenti en 1990 au Programme Défi révèle clairement l'intention du gouvernement fédéral de venir en aide aux jeunes Canadiens qui en ont le plus besoin et qui sont susceptibles d'abandonner les études secondaires.

C'est avec plaisir, monsieur le président, que je signale qu'au cours des cinq dernières années, le taux de chômage a graduellement diminué chez les étudiants. De 14.1 p. 100 en 1985, il est passé à 9.5 p. 100 en 1989. En cette période de restrictions financières, cela veut dire que l'aide consentie en matière d'emplois d'été pour les étudiants depuis le lancement du Programme Défi en 1985 serait plus efficace si elle était consacrée à un problème plus critique, soit maintenir les jeunes aux études.

Par contre, les moyennes nationales établies pour l'an dernier montrent que, par rapport aux étudiants au niveau postsecondaire, un plus grand nombre d'étudiants du secondaire étaient sans emploi: le taux de chômage s'établissait à 8.1 p. 100 dans le premier groupe contre 10.3 p. 100 dans le second. C'est pourquoi le Programme Défi met davantage l'accent sur l'aide aux jeunes qui en ont le plus besoin, en l'occurrence les jeunes du niveau postsecondaire qui, depuis toujours, ont le plus de difficulté à trouver des emplois d'été, et les jeunes qui risquent d'abandonner leurs études secondaires ou qui viennent de les abandonner et qui sont les plus susceptibles de se retrouver en marge du marché du travail toute leur vie durant.

Les composantes de Défi 90 sont les mêmes que celles de 'an dernier, à savoir l'option emploi d'été/expérience de ravail à laquelle 77 millions de dollars ont été affectés en 1990, soit une diminution de 41.8 millions de dollars par

[Traduction]

Il est intéressant de prendre note que le Japon, l'une des grandes puissances économiques, a déjà été aux prises avec une situation semblable. Ses dirigeants ont attaqué le problème de front et le taux d'abandon scolaire a chuté, passant de 30 p. 100 en 1965 à 4 p. 100 en 1980. Le Japon, tout comme Taiwan, la Corée et Hong Kong, possède peu de ressources naturelles. Pourtant, ce pays et ses voisins de l'Asie et du Pacifique ont investi dans leurs ressources humaines et ont ainsi obtenu une main-d'oeuvre qualifiée et engagée.

We in Canada, so long dependent on our natural resources, have a long, hard road ahead. However, I believe that programs such as the National Stay-in-School Initiative will work with the collective national and community efforts of governments, businesses, educators, parents' organizations and youth themselves.

This new initiative will be financed primarily from a redirection of funds previously in Challenge, the federal government's summer employment program for students. Challenge is designed to help students find summer jobs where they can develop the skills and gain experience to make their way from school into the work world. In 1990, funding for Challenge reflects the shift in the federal government's focus on assisting young Canadians most in need and at risk of dropping out of high school.

Mr. Chairman, I am pleased to report that over the past five years, the student unemployment rate has gradually declined, from 14.1% in 1985 it dropped to 9.5% in 1989. In a period of fiscal restraint, this meant that the support we gave to summer student employment since Challenge was launched in 1985 could now be more effectively directed to a more critical problem—that is, keeping young people in school.

At the same time, last year's national averages show that more high school students than post-secondary students were unemployed: 10.3% as compared with 8.1%. For this reason, Challenge is putting more emphasis on helping the young people most in need: high school students who have always had the most difficulty in finding summer jobs, and potential and recent high school dropouts, who are at highest risk of lifelong marginalization within the Canadian labour market.

Challenge 90 has the same components as last year, including the Summer Employment/Experience Development option, SEED, with \$77 million in 1990, a decrease of \$41.8 million over 1989; and Work Orientation Workshops, or

rapport aux fonds affectés en 1989, et les ateliers d'orientation au travail dont le budget est de 35.2 millions de dollars, ce qui représente une augmentation de 15 millions de dollars par rapport à 1989.

SEED provides wage subsidies to employers who create summer jobs. It is divided into two streams; one for high school students and a second for university or college students. In 1989, 38% of SEED participants were high school students. In 1990, we are again encouraging the creation of job opportunities for high school students, as well as for visible minorities, aboriginal and disabled young people—those who are at a disadvantage when trying to enter the labour market.

Mr. Chairman, the National Stay-in-School Initiative has been funded in part from the redirecting of \$41.8 million from the SEED portion of Challenge. This transfer from one student program to another is a difficult but necessary step if we are to help these young people most likely to experience serious problems getting into the work force.

The Work Orientation Workshops or WOW Program is intended for potential and recent high school drop-outs, and will again be extended beyond the summer months with pilot, year-round projects. It combines life skills workshops and counselling sessions with practical, on-the-job experience. WOW allows potential and recent school drop-outs to evaluate seriously the skills and education they need in today's labour market. Mr. Chairman, when WOW began as an experiment in 1985 with \$600,000, it had 500 participants. The budget in 1989 was \$20.2 million and WOW projects helped a total of 10,000 students from every province. In 1990 we have expanded WOW further with funding of \$35.2 million, an increase of \$15 million, while an estimated 17,000 students will participate.

• 1120

The WOW program is a highly successful example of the federal government's collaborative approach to linking the worlds of school and work. Projects are implemented in partnership with the business community, local organizations, educational institutions—always with provincial agreement—and social service agencies.

À l'appui des efforts soutenus que nous déployons pour réduire le chômage des jeunes, d'autres initiatives seront encore à faire cet été dans le cadre du programme Défi, notamment les composantes prêts aux étudiants entrepreneurs et promotion des initiatives privées. Le réseau des centres d'emploi du Canada pour étudiants sera également maintenu.

[Translation]

WOW, with funding of \$35.2 million in 1990, an increase of \$15 million over 1989.

L'option Emploi d'été-Expérience de travail prévoit le versement de subventions salariales aux employeurs pour qu'ils puissent créer des emplois d'été. Elle comporte deux volets: l'un s'adresse aux étudiants du niveau secondaire, l'autre à ceux qui poursuivent des études universitaires ou collégiales. En 1989, 38 p. 100 des participants à cette option étaient des étudiants du niveau secondaire. Cette année, nous continuons de stimuler la création de possibilités d'emploi pour les étudiants du secondaire ainsi que pour les jeunes qui sont membres d'une minorité visible, autochtones ou handicapés, bref, ceux qui sont désavantagés lorsqu'ils essaient de s'insérer dans le marché du travail.

Monsieur le président, des fonds alloués pour la composante Emploi d'été-Expérience de travail, du programme Défi, soit 41,8 millions de dollars, ont été en partie réaffectés au projet d'Incitation à la poursuite des études. Ce transfert de fonds, d'un programme destiné aux jeunes à un autre programme du genre, représente une étape difficile mais nécessaire pour aider les jeunes qui risquent le plus de se heurter à d'importants problèmes d'intégration au marché du travail.

Les Ateliers d'orientation au travail visent les jeunes qui risquent d'abandonner leurs études secondaires ou qui viennent de le faire. Encore cette année, les ateliers se prolongeront au-delà de la saison estivale; des projets pilotes se dérouleront toute l'année. Les Ateliers d'orientation au travail prévoient des cours de préparation à la vie, des séances de counselling ainsi que des stages pratiques en milieu de travail. Il permettent aux décrocheurs éventuels ainsi qu'à ceux qui viennent d'abandonner les études d'évaluer en profondeur les compétences et les connaissances qu'ils devront posséder pour s'insérer dans le marché du travail d'aujourd'hui. Monsieur le président, lorsque les Ateliers d'orientation au travail ont débuté à titre expérimental en 1985 avec un budget de 600,000\$, ils comptaient alors sur la présence de 500 participants. En 1989, le budget est passé à 20,2 millions de dollars et les projets en vertu de cette composante ont permis d'aider 10,000 étudiants dans l'ensemble des provinces. En 1990, nous avons porté notre financement à 35,2 millions de dollars, soit une augmentation de 15 millions de dollars. Nous croyons qu'environ 17,000 étudiants participeront à ces ateliers.

La composante Ateliers d'orientation au travail témoigne grandement de l'efficacité des mesures de collaboration adoptées par le gouvernement fédéral pour établir un pont entre le monde des études et celui du travail. Les projets sont exécutés avec la collaboration des entreprises, des organismes locaux, des établissements d'enseignements (avec l'accord des provinces) et des centres de services sociaux.

In our continuing effort to reduce youth unemployment, other Challenge initiatives will continue this summer. They include student business loans, business drive for jobs, and the network of Canada employment centres for students.

Encore cette année, le programme Défi sera principalement axé sur les besoins locaux, car nous n'ignorons pas que les emplois d'été se font beaucoup plus rares dans certaines régions. En 1989, par exemple, le taux de chômage des jeunes s'élevait à 17.8 p. 100 à Terre-Neuve, alors qu'il était de 6.7 p. 100 en Ontario. Dans certaines collectivités urbaines il y avait plus d'emplois qu'il y avait de jeunes pouvant les occuper.

La part de financement alloué l'an dernier à la région de Terre-Neuve dans le cadre d'EÉET et des AOT, proportion-nellement à sa population, était par conséquent la plus importante du pays, ceci pour prendre en compte la capacité de cette région de créer des emplois d'été pour les étudiants du secondaire et du postsecondaire.

Les 11.2 millions de dollars versés à Terre-Neuve en 1990 ne représentent que 5 p. 100 de moins que l'année précédente. En fait, la part de cette province du budget national a augmenté de 1.4 p. 100 par rapport à 1989, en dépit de la diminution de 7.6 p. 100 du taux de chômage des étudiants qui retournent aux études depuis 1986.

Au Nouveau-Brunswick et à Terre-Neuve le taux de chômage est constamment élevé chez les jeunes. Pour que les gouvernements puissent s'attaquer au fond du problème de concert avec le secteur privé, des stratégies-jeunesse fédérales-provinciales ont été conçues en 1989.

La stratégie-jeunesse Canada—Nouveau-Brunswick prévoit l'affectation, jusqu'en 1991, de 70 millions de dollars à des projets visant à aider les jeunes à faire la transition du monde des études, ou du chômage, à celui du travail. En 1990–1991, 22 millions de dollars seront affectés à cette initiative.

A unique feature of this collaborative venture between the federal and New Brunswick governments are the access centres, most of which opened for business last fall. These centres provide a comprehensive range of employment, counselling, training programs and services for young people in need of assistance to make a successful transition into the labour market. As of March this year, about 4,100 young people had used the access centres. Of this total, 54% of the clients were drop-outs.

The Canada-Newfoundland Youth Strategy will provide \$56.6 million over five years, with \$9.3 million allocated in 1990-91.

As you can see, Mr. Chairman, the driving principle behind Challenge and our National Stay-in-School Initiative is the same: we must help young people acquire the skills they need to become effective members of Canada's labour force. This objective is supported as well in our labour market programs and services, many of which apply to youth.

For example, as part of the federal government's Labour Force Development Strategy, and following the passage of Bill C-21, co-operative education programs will be more widely available in high schools and universities across

[Traduction]

Again this year, Challenge will focus on regional needs, because we know that summer jobs are far fewer in some areas than in others. In 1989, for instance, Newfoundland had 17.8% student unemployment, while Ontario's rate was 6.7%. In fact, in some urban centres, there were more jobs than students to fill them.

Newfoundland's per capita share of the national SEED and WOW allocations last year was therefore the largest in the country. A reflection of that region's capacity to create summer employment for secondary and post–secondary students.

In 1990, Newfoundland's \$11.2-million allocation represents only a 5% reduction over last year's. In fact, that province's percentage share of the national budget has increased by 1.4% over 1989 despite the returning student unemployment rate decrease of 7.6 percentage points since 1986.

In the provinces of New Brunswick and Newfoundland, unemployment remains chronically high among young people. To help address this, in 1989, federal–provincial youth strategies were devised. One aspect of the youth strategies is to work with the private sector in tackling the roots of the problem at the local level.

The Canada–New Brunswick youth strategy will provide up to \$70 million until 1991 to assist youth in making the transition from school or unemployment to the workplace. This initiative will receive \$22 million in 1990–91.

Ce qui caractérise la collaboration étroite entre le gouvernement fédéral et celui du Nouveau-Brunswick, ce sont les centres Accès dont la plupart sont en exploitation depuis l'automne dernier. Ces centres dispensent une gamme complète de programmes et de services d'emploi, de counselling et de formation, à l'intention des jeunes qui ont besoin d'aide pour accéder au marché du travail. Jusqu'au mois de mars de cette année, près de 4,100 jeunes avaient fait appel aux services des centres Accès. De ce nombre, 54 p. 100 étaient des décrocheurs.

La Stratégie-jeunesse Canada-Terre-Neuve, prévoit, quant à elle, l'affectation de 56,6 millions de dollars, échelonnée sur cinq ans. En 1990-1991, 9,3 millions de dollars ont été alloués pour cette stratégie.

Comme vous le constatez, monsieur le président, le même principe directeur sous-tend le Programme Défi et le Programme national d'incitation à la poursuite des études: nous devons aider les jeunes à acquérir les compétences dont ils ont besoin pour s'intégrer pleinement à la population active du Canada. Nos programmes et services axés sur le marché du travail, dont bon nombre s'adressent aux jeunes, visent également cet objectif.

Par exemple, dans le cadre de la Stratégie de mise en valeur de la main d'oeuvre, élaborée par le gouvernement fédéral et à la suite de l'adoption du Projet de loi C-21, les programmes d'enseignement coopératif offerts dans les

Canada. This popular program allows students to combine studies with related–on–the–job experience. Under the strategy, as announced, the government would quadruple the funds for co–op education to \$34 million. For this year, under the Co–op Education Program, 16,200 Canadians are building a promising future for themselves through their participation in the program.

• 1125

In addition, the Labour Force Development Strategy will place a priority on entry-level training, so that young people are equipped with basic skills for the job market. It will help young unemployed people by directing them to the services or programs they need early in their unemployment. It will also seek to improve apprenticeship in Canada and to establish new apprenticeship programs for growing occupations where traditional apprenticeships are not available.

Monsieur le président, distingués membres du Comité, l'adoption du projet de loi C-21 permettra d'augmenter considérablement les possibilités de formation offertes aux jeunes Canadiens. Le projet de loi C-21 permettra aux jeunes d'avoir plus facilement accès à une formation de débutant plus efficace. Si nous faisons davantage appel à l'alternance travailétudes, à un plus grand nombre et à de meilleurs programmes d'apprentissage, et si nous mettons l'accent sur une approche plus globale axée sur le marché du travail en ce qui concerne la formation à des postes de premier niveau, les jeunes adultes recevront le genre de formation requis pour la décennie qui s'amorce.

Monsieur le président, c'est par l'entremise de toutes ces initiatives que nous tentons de nous attaquer à ce problème. Un récent rapport préparé par le Conseil des sciences du Canada stipule que, et je cite: «pour pouvoir être concurrentiels sur le plan international nous devons coopérer sur le plan national». Ceci exige donc une collaboration plus étroite, à titre de partenaire, avec les entreprises, les syndicats, les gouvernements provinciaux et les organismes de services sociaux.

Monsieur le président,

it is through the work of members of this committee, for example, that we can translate national co-operation into effective action at the local level. By forging alliances within a local community, we can build a network for educational achievement and excellence.

Merci, monsieur le président.

Le président: Merci beaucoup monsieur le ministre. C'est votre Première, comme vous le dites, et je suis heureux d'être le président qui vous reçoit à cette première occasion. Aussi, dès à présent, je vais permettre aux membres du Comité de poser des questions. La première personne qui a demandé la parole est M. Allmand, suivi de M. Heap et de M. Chadwick.

Monsieur Allmand.

[Translation]

établissements d'enseignement secondaire et les universités du Canada seront élargis. Ces programmes, qui jouissent d'une grande popularité, permettent aux étudiants de poursuivre des études et d'acquérir une expérience connexe en milieu de travail. Comme le prévoit la stratégie telle qu'elle a été annoncée, le gouvernement affecterait à l'enseignement coopératif 34 millions de dollars, soit le quadruple des fonds actuels. Cette année, en vertu de la composante d'alternance travail-études, 16,200 jeunes Canadiens sont à se bâtir un avenir prometteur.

En outre, conformément à la Stratégie de mise en valeur de la main-d'oeuvre, la priorité sera accordée à la formation des débutants afin que les jeunes puissent posséder les compétences fondamentales requises sur le marché du travail. Les jeunes chômeurs pourront ainsi être orientés vers les services ou les programmes dont ils ont besoin dès le début de leur période de chômage. La stratégie vise également à améliorer la qualité de l'apprentissage au Canada et à créer des programmes axés sur des métiers où la demande ne cesse de croître et pour lesquels il n'existe pas de programmes d'apprentissage.

Mr. Chairman, distinguished members of this committee, the passage of Bill C-21 will make many more training opportunities available to young Canadians. Bill C-21 will allow young people to have better access to more effective entry-level training. Through more cooperative education, more and better apprenticeship-style programs, and an emphasis on a comprehensive, market-driven approach to entry-level training, young people will receive the kind of training they need for the coming decade.

Mr. Chairman, it is through all of these initiatives that we are attempting to get at the root of the problem. A recent report from the Science Council of Canada says that "to compete internationally, we must cooperate nationally". That means working on a broad front in partnership with business, labour, provincial governments and social agencies.

Mr. Chairman,

c'est grâce au travail des membres de ce comité, à titre d'exemple, que nous pouvons passer de la collaboration nationale à une action efficace au niveau local. En déterminant des alliances au sein de la collectivité locale, nous pouvons ériger un réseau permettant d'atteindre l'excellence en matière d'éducation.

Thank you, Mr. Chairman.

The Chairman: Thank you very much, Minister. It is your grand premiere, as you say, and I am happy to be the Chairman welcoming you on this auspicious occasion. So I will immediately allow the members of the committee to start putting questions to you. The first one who asked for the floor was Mr. Allmand, followed by Mr. Heap and Mr. Chadwick.

Mr. Allmand.

Mr. Allmand: I want to welcome the minister to the other end of the table. He has served as chairman on a few committees on which I served, legislative committees. I wish him well in his new job. However, he is saddled with some programs and some cuts that he did not have much to do with, since he was appointed minister after the cuts were announced, and he has to administer programs subject to these cuts.

I want to tell the minister we support more money for potential drop-outs in high school; but we find it totally short-sighted, hypocritical, and counter-productive to say, on the one hand, that you want to keep students in high school, but then to cut programs. It will force university and CEGEP students away from their studies.

From this year to last year, you are cutting the Challenge-SEED program from \$118.8 million to \$67 million, and you are cutting the same program by \$296 million over 5 years. This program helps students earn money during the summer to put themselves through university and college during the following year. You are doing this at a time when interest rates are rising, when the economy is slowing down, when many economic analysts are predicting a recession. There is no doubt there will be fewer private sector jobs this summer.

You are also doing it at a time following cut-backs in federal assistance for post-secondary education, with the result of very significant fee increases in many universities in several Canadian provinces. Because of increases in the cost of living, especially with food over the last year, there are increasing costs for students to purchase their food and basic expenses while they are at university.

• 1130

So here we have a situation where there are fewer private–sector jobs this summer and students are facing higher fees and higher living costs next fall. What are you doing? You are cutting back the program that will help university students pay their way for the coming year.

Mr. Minister, I could quote the statements made by the Canadian Federation of Students and other student organizations that state how hard this will be. Your department has predicted that there will be 17,000 less jobs for students this summer under the Challenge Program. The Canadian Federation of Students estimates that there will be 24,000 more students without jobs this summer, faced with increasing difficulties, as I say, in returning to university in the

I know your predecessor. The Minister of Employment tries to justify these cuts by saying that you are transferring the money to help drop-outs. But it should not be one or the other. It should not be a question of trying to keep potential

[Traduction]

M. Allmand: Je veux tout simplement souhaiter la bienvenue au ministre qui se trouve maintenant à l'autre bout de la table. Il a servi à titre de président de quelques comités où j'ai servi moi-même, des comités législatifs. Je lui souhaite bonne chance dans ce nouvel emploi. Cependant, il hérite de certains programmes et certaines coupures où il n'a pas vraiment eu son mot à dire puisqu'il a été nommé à son poste de ministre après que les coupures ont été annoncées et il doit gérer ses programmes ainsi diminués.

Je tiens à dire au ministre que nous sommes en faveur d'accorder plus d'argent pour les décrocheurs potentiels au niveau secondaire, mais nous trouvons qu'il y a un certain manque de vision, une certaine hypocrisie et un manque de logique à dire, d'une part, que vous voulez garder les élèves à l'école secondaire tout en coupant les programmes du même souffle. Cela va obliger les étudiants universitaires et les étudiants de Cégeps à décrocher.

Par rapport à l'an dernier, vous ramenez le programme Défi-EÉET de 118,8 millions à 67 millions de dollars et vous réduisez ce même programme de 296 millions de dollars sur cinq ans. Ce programme permet aux étudiants de se gagner de l'argent pendant les mois d'été afin de subvenir à leurs besoins à l'université ou au collège pendant l'année qui vient. Vous faites ceci à un moment où les taux d'intérêt augmentent, où l'économie connaît un ralentissement, où beaucoup d'analystes financiers prédisent une récession. Il ne fait aucun doute qu'il y aura moins d'emplois dans le secteur privé cet été.

Vous faites ceci au moment même où le gouvernement fédéral diminue l'aide qu'il apportait à l'instruction post-secondaire ce qui entraînera une augmentation importante des frais de scolarité pour plusieurs universités dans certaines provinces canadiennes. À cause de ces augmentations du coût de la vie, surtout avec l'augmentation des prix de la nourriture pendant la dernière année, il en coûte de plus en plus cher aux étudiants pour acheter leur nourriture et voir à leurs dépenses essentielles lorsqu'ils sont à l'université.

Nous avons donc ici une situation où il y aura de moins en moins d'emplois dans le secteur privé cet été et où les étudiants feront face à des frais de scolarité et à un coût de la vie qui seront plus élevés l'automne prochain. Que faites-vous? Vous sabrez dans ce programme qui pourrait aider les étudiants universitaires à se débrouiller financièrement l'année prochaine.

Monsieur le Ministre, je pourrais citer les déclarations faites par la Fédération canadienne des étudiants et d'autres organismes étudiants qui disent à quel point la situation sera difficile. Votre ministère a prédit qu'il y aura 17,000 emplois de moins pour les étudiants cet été en vertu du programme Défi. La Fédération canadienne des étudiants estime qu'il y aura 24,000 étudiants de plus sans emplois cet été et qui feront face à des difficultés encore plus grandes lorsqu'ils retourneront à l'université cet automne.

Je connais votre prédécesseur. La Ministre de l'Emploi tente de justifier ces coupures en prétendant que vous transférez des fonds pour aider les décrocheurs. Mais on ne devrait pas avoir à choisir entre l'un et l'autre. On ne devrait

drop-outs in high school or helping university students. If you are sincerely interested in developing a highly skilled, highly trained Canadian work force and turning out young people who are skilled and educated, then you have to do both. Maybe other things should have been cut, not programs directed to the same goals and the same ends.

How do you intend to cope with the situation? How do you really justify helping to keep young people in high school but implementing programs that will drive university and CEGEP and college students away from their studies in the fall? How can you really justify that? Why was money not taken from other programs rather than from the Challenge-SEED program essential for university students?

M. Danis: Monsieur Allmand, vos commentaires ne sont pas très élogieux quant aux programmes, et je me réfère en particulier, naturellement,

to the SEED program. If we lived in an ideal world and had unlimited financial resources, I would be the first one—and no doubt you would agree with me, sir—to say we should have the National Stay-in–School Initiative and fully fund the SEED program as of last year. Unfortunately we do not live in an ideal world. We live within a certain budget. The total amount of money spent on youth by the government in this country, sir, as you know, including the bigger department of which I am a part, is over \$500 million.

The youth employment program is approximately \$200 million. If we go back to 1988–89, it was \$180 million; 1989–90, \$198 million; and 1990–91, \$218 million. So right off the bat, sir, with respect, I would like to remind you that we have increased the amounts of moneys being spent on youth employment programs. There has not been a cut-back. There been an increase.

You are correct, sir—and as I said in my short opening statement—that there has been a cut-back in SEED. That is true. The reason for it is that at some point when we look at the problems of youth we have to make decisions. We have to priorize and we have to get our priorities. I would love to refund the SEED money, but we do not have the money to do so. We could increase the deficit and have people pay more taxes—that would be one way to do it. I do not know if that is the way you are advocating that it be done. I fully support the programs put in place by my predecessor, Mr. Charest, and I strongly support the National Stay-in–School Initiative.

• 1135

When we look at the drop-out rates of high school students in this country, I think it is a national tragedy, a disgrace. In certain regions the drop-out rate is close to 80%, and that is unacceptable for a country like Canada. When we

[Translation]

pas avoir à faire un choix entre aider les décrocheurs potentiels au niveau de l'école secondaire ou aider nos étudiants à l'université. Si vous vous intéressez sincèrement à former une main-d'oeuvre canadienne hautement qualifiée et à bien former nos jeunes, il vous faut alors faire les deux. Peut-être auriez-vous dû couper ailleurs, plutôt que de sabrer dans des programmes qui visent les mêmes buts et les mêmes fins.

Comment entendez-vous vous occuper de cette situation? Comment allez-vous justifier cette aide que vous accorderez aux jeunes des écoles secondaires, tout en mettant sur pied des programmes qui encourageront les étudiants au cégep, à l'université et au collège à décrocher à l'automne? Comment pouvez-vous justifier cela, en réalité? Pourquoi n'a-t-on pas coupé d'autres programmes plutôt que de couper le programme Défi—EÉET, programme essentiel pour les étudiants universitaires?

Mr. Danis: Mr. Allmand, your comments do not reflect very highly on the programs and I'm naturally referring more particularly

au programme EÉET. Si nous vivions dans un monde idéal et avions accès à des ressources financiaires illimitées, je serais le premier—et vous seriez sans doute la main dans la main avec moi pour cela, monsieur—à dire que nous devrions financer à la fois le Programme national d'incitation à la poursuite des études et le programme EÉET exactement comme l'an dernier. Malheureusement, nous ne vivons pas dans ce monde idéal. Nous avons certaines contraintes budgétaires. Les sommes totales consacrées à la jeunesse par le gouvernement de notre pays, comme vous le savez, y compris les sommes provenant du ministère élargi dont je fais partie, se chiffrent à plus de 500 millions de dollars.

Le programme d'emploi pour les jeunes prend environ 200 millions de dollars. Si nous retournons à 1988–1989, c'était 180 millions de dollars; 1989–1990, 198 millions de dollars; et 1990–1991, 218 millions de dollars. Donc, au départ, monsieur, avec tout le respect que je vous dois, j'aimerais vous rappeler que nous avons augmenté les fonds consacrés aux programmes d'emploi pour la jeunesse. Il n'y a pas eu de coupures. Il y a eu augmentation.

Vous avez raison de dire, comme je l'ai dit dans ma déclaration liminaire, d'ailleurs, qu'il y a eu une diminution au niveau du EÉET. C'est vrai. Et c'est parce qu'à un moment donné, lorsque nous étudions les problèmes de la jeunesse, il nous faut prendre des décisions. Nous devons établir des priorités. Je serais ravi de pouvoir rembourser l'argent du Programme EÉET, mais nous n'en avons pas les moyens. Nous pourrions alourdir le déficit et augmenter les taxes, il n'y a pas d'autre moyen. Je ne sais pas si c'est ce que vous recommandez. J'appuie entièrement les programmes mis en place par mon prédécesseur, M. Charest, et j'approuve entièrement le Programmme national d'incitation à poursuivre les études.

Le taux d'abondon des études secondaires au Canada est une véritable catastrophe nationale. Dans certaines régions, il frôle les 80 p. 100, et c'est scandaleux pour un pays comme le nôtre. Il est évident qu'il faut faire quelque chose face à ces

look at those statistics it is obvious we must do something about it. It is a major priority. We must. That is why I support the shift in funding from SEED to the Stay-in-School Initiative and the youth strategies in the two provinces that have the highest student unemployment rates, Newfoundland and New Brunswick.

Mr. Allmand, you quoted a document from the Canadian Federation of Students. I met with the national executive of the Canadian Federation of Students and we had a long discussion about the shifting of funds from the SEED part. I am not sure I convinced them, but the statistics were shown to them. Perhaps Canadian society had not seen it. Once people are told and given the statistics on our high school students, who are most at risk. . . Unfortunately we do not have any more money for this year, and that is why I believe the shift has to be made.

Mr. Allmand: I want to repeat that we support programs and funding to keep people in high school and we agree you when you say it is a national tragedy to have a 30% drop-out rate, but even in tough times it is not acceptable to take money that will keep university students at their studies and shift it into this other program. You asked where you could have received it from—perhaps from the same department. We have a department funding employment in strip bars—and I do not have the exact figures here today. If we took all that money and put it into the Challenge program, we would have been able to maintain it where it was.

To give you an example, in my constituency over the last three years I have had an average of 40 applications under the Challenge program. This summer it is almost 90 applications. More than double the applications for the SEED program, but less money. The reason is that other private sector jobs are not out there and students are afraid of increasing costs. So there is a greater demand on SEED this summer, but less money.

I want to ask a few specific questions. I want to ask about the cost of this year's advertising program for Challenge '90. We do not need this type of ad program to make students aware of the Challenge program. I would like to know the total cost of that advertising program. While I agree it is a national disgrace that we have such a high drop-out rate in high schools, the WOW program and the stay-in-school program have been going since about 1985. This will be the fifth year. Has an evaluation has been made of that program to justify putting more money into these types of programs? I agree something has to be done to keep students in high school, but I doubt whether or not some of the programs you are carrying out are actually doing that. To what extent have they been successful in keeping students in high school?

Le président: Monsieur Allmand, étant donné que votre temps est déjà écoulé, vous pourriez peut-être poser plus rapidement votre question.

[Traduction]

statistiques. C'est une priorité absolue. C'est pourquoi j'approuve ce déplacement du financement du programme EÉET vers le Programme national d'incitation à poursuivre les études et les stratégies de la jeunesse dans les deux provinces où l'on trouve les taux de chômage les plus élevés chez les étudiants, Terre-Neuve et le Nouveau-Brunswick.

Monsieur Allmand, vous avez mentionné un document de la Fédération canadienne des étudiants. J'ai rencontré les représentants de l'exécutif national de cette fédération et nous avons longuement discuté de cette réorientation du financement. Je ne suis pas certain de les avoir convaincus, mais nous leur avons montré les statistiques. La société canadienne n'en est peut-être pas consciente. Quand les gens connaîtront les statistiques sur les étudiants du secondaire, qui sont les plus menacés. . . Malheureusement, nous n'avons plus d'argent pour cette année, et c'est pourquoi j'estime qu'il faut absolument faire cette transition.

M. Allmand: Je tiens à répéter que nous approuvons les programmes et le financement qui visent à inciter les jeunes à rester à l'école, et que nous sommes bien d'accord avec vous quand vous dites qu'un taux de décrochage de 30 p. 100 est tout à fait scandaleux, mais même en période de vaches maigres, il est inacceptable de retirer de l'argent qui permet à des étudiants d'université de poursuivre leurs études pour l'affecter à ce nouveau programme. Vous vous demandez où vous auriez pu le trouver, je dirais que c'est peut-être dans le même ministère. Nous avons un ministère qui finance la création d'emplois dans des cabarets de danseuses nues, et je n'ai pas les montants exacts ici. Si nous avions consacré tout cet argent au programme Défi, nous aurions pu le maintenir au même niveau.

Pour vous donner une exemple, j'ai reçu dans ma circonscription une moyenne de 40 demandes dans le cadre du programme Défi au cours des trois dernières années. Pour cette année, j'en ai presque 90. C'est presque le double du nombre de demandes dans le cadre du programme EÉET, mais avec moins d'argent. C'est parce qu'il n'y a pas assez d'emplois dans le secteur privé et que les étudiants ont peur de l'augmentation de coûts. Donc, il y a plus de demandes dans le cadre du programme EÉET pour cet été, mais moins d'argent.

J'ai quelques questions précises à vous poser. Je voudrais connaître le coût du programme de publicité pour Défi 90 cette année. Nous n'avons pas besoin de ce genre de publicité pour faire connaître ce programme aux étudiants. J'aimerais savoir combien a coûté au total ce programme publicitaire. J'admets qu'il est honteux d'avoir un tel taux de décrochage dans le secondaire au Canada, mais le programme AOT et le Programme d'incitation à poursuivre les études existent à peu près depuis 1985. Cela va faire cinq ans. A-t-on évalué ce programme pour déterminer si une augmentation des crédits se justifiait? Je sais bien qu'il faut faire quelque chose pour inciter les jeunes à poursuivre leurs études secondaires, mais je me demande si les programmes que vous avez servent vraiment à cela. Dans quelle mesure ont-ils permis de réaliser cet objectif?

The Chairman: Mr. Allmand, as your time has already expired, maybe you could put your question more briefly.

• 1140

Mr. Allmand: For the moment, I just want to know the cost of the ad program and what evaluation studies you have done on the stay-in-school programs and the WOW program. If you have done them, would you make them public and available to the committee?

Mr. Danis: The National Stay-in-School Initiative is just starting, so we do not have an evaluation for that. WOW has been in place since 1985, and as you noticed, we even increased funding from 1989 at \$20.2 million to 1990 at \$35.2 million. We do not have a detailed evaluation of the programs, but a substantial number of the students who participated in the program have been questioned and every answer concerning the program was positive. The cost of advertising for this program was \$700,000 this year.

Mr. Heap (Trinity—Spadina): Welcome to the minister. I am sure he is going to tackle these questions of our education with vigour.

The decision to cut funding to university and college students in favour of high school students seems to me strange, because the debts incurred by college students and university students are becoming very burdensome. As pointed out by the Federation of Students last summer, the average wages under our programs were a little over \$2,000—only marginally up from the year before—but student costs for an academic year can run well over \$6,000.

Many students come to my office because they have these debts. Perhaps when they graduate they are not yet employed and they are being hounded, not by the government, because the government of course turns it over to a collection agency to avoid the unpleasantness directly.

I question the logic of the stay-in-school program on the basis of literacy, which is what the minister seems to be advocating. I believe literacy is mainly achieved or failed in elementary school rather than in high school. It may be mended in high school, but if people have not learned to read, write and count in elementary school, it seems strange to pay them to stay in high school to do what they did not do before.

The problem may well be somewhere other than in the high school. I am not clear whether the minister's theory is that the reason for the 30% drop-out in high school is economic. Is the money going to cure the drop-out rate or will it only persuade some students to stay in for the sake of the financial aid but not necessarily to learn any more than they were learning?

There is evidence of low morale in some high schools, and I am not at all sure that the reasons for it are directly or primarily due to a lack of money, such as this program might provide.

[Translation]

M. Allmand: Pour le moment, je voudrais simplement connaître le coût de la publicité ainsi que les résultats de votre évaluation du Projet national d'incitation à la poursuite des études et des ateliers d'orientation au travail. Si vous avez ces données, voulez-vous les rendre publiques et les communiquer au comité?

M. Danis: Le Projet national d'incitation à la poursuite des études vient tout juste de commencer, et nous ne l'avons donc pas encore évalué. Les AOT existent depuis 1985, et comme vous l'avez remarqué, nous avons fait passer leur financement de 20,2 millions de dollars en 1989 à 35,2 millions de dollars en 1990. Nous n'avons pas une évaluation détaillée les concernant, mais un bon nombre des étudiants qui y participent ont été consultés, et se sont prononcés de façon très positive. La publicité de ces programmes a coûté 700,000 dollars cette année.

M. Heap (député de Trinity-Spadina): Je voudrais souhaiter la bienvenue au ministre. Je suis certain qu'il va aborder nos problèmes d'enseignement avec détermination.

Je trouve curieux qu'on ait décidé de réduire le financement consacré aux étudiants de niveau universitaire et collégial au profit des élèves du secondaire, car les étudiants de niveau collégial et universitaire supportent des dettes de plus en plus lourdes. Comme l'a indiqué l'été dernier un représentant de la Fédération des étudiants, le salaire moyen versé en vertu de nos programmes dépassait à peine les 2,000 dollars et n'avait presque pas augmenté par rapport à l'année précédente, alors que les frais d'une année à l'université peuvent facilement dépasser 6,000 dollars.

De nombreux étudiants viennent me voir à mon bureau à cause de leurs dettes. Lorsqu'ils obtiennent leur diplôme, ils n'ont pas encore d'emplois et ils sont sommés de rembourser leurs dettes, non pas par le gouvernement, mais par des agences de recouvrement mandatées par le gouvernement, qui se décharge des basses besognes.

Je m'interroge sur l'opportunité de la poursuite des études à des fins d'alphabétisation, comme semble le préconiser le ministre. Pour moi, c'est au niveau primaire, et non pas secondaire, que se joue le succès ou l'échec de l'alphabétisation. Il peut y avoir amélioration à l'école secondaire, mais si des élèves n'ont pas appris à lire, à écrire et à compter à l'école primaire, il semble paradoxal de les payer pour qu'ils restent à l'école secondaire, dans l'espoir de leur faire apprendre ce qu'ils devraient déjà savoir.

Il y a de fortes chances pour que le problème réside ailleurs qu'au niveau secondaire. Je ne sais pas exactement si, dans l'esprit du ministre, cette proportion de 30 p. 100 d'impersévérance scolaire est due à des facteurs économiques. L'argent va-t-il résoudre ce problème d'impersévérance, ou essaye-t-on simplement de convaincre des élèves de poursuivre leurs études pour bénéficier d'une aide financière, et non pas forcément pour étudier davantage?

On remarque que dans certaines écoles secondaires, les élèves sont démotivés, et je ne suis pas certain que ce soit à cause d'une insuffisance de fonds, que ce programme viserait à pallier.

There is also the opinion of the Federation of Students on the training provided. Total federal funds going to private enterprise individuals and associations for education and training rose from \$1 billion in 1984–85 to \$1.9 billion in 1986–87, largely at the expense of education and training in public institutions. So while we are paying students to stay in school, we are taking money away from the schools to educate them. The federation, other organizations and the parliamentary Standing Commmittee on Labour, Employment and Immigration concluded in 1988 that this shift of training funds to private sector employers results in a poorer product.

In other words—and I know this from my own riding—funds were cut from George Brown College, with an established record of quality education, and given to various fly-by-night private outfits without track record in education or training. According to those sources the result has been poorer quality. So it is not clear that the minister has any very serious plan.

• 1145

I would be interested to know more about the apprenticeship programs. For many years people have asked for a better apprenticeship program, in which the educational authorities such as the school boards and the local labour councils, as well as the employers, would participate in the direction, and in which students would be moved around as interns in various shops to get a general knowledge of a trade or industry rather than just be trained for one specific job for one employer. That way, they would be locked in there and sunk if that shop happened to lay off or close.

I would be interested to know what the minister is referring to on pages 28 and 29 where it says:

It will help young unemployed people by directing them to the services or programs they need early in their unemployment. It will also seek to improve apprenticeship in Canada, to establish new apprenticeship programs for growing occupations where traditional apprenticeships are not available.

Finally, the minister has said in response to Mr. Allmand that providing more money for the stay-in-school program, without cutting the SEED program for post-secondary students, would mean increasing the budget and the deficit. He has not considered an alternative that certainly interests many members of the public. CSIS has had its budget increased by 21%, \$33 million. That would do quite a bit of the elementary or high school teaching the minister says is needed. The military has had its budget increased by \$665 million, 5.8%. Both of them are far over the average.

[Traduction]

Il faut également tenir compte de l'opinion de la Fédération des étudiants quant à la formation assurée. Le total des fonds d'origine fédérale accordés à des entreprises, des associations ou des enseignants privés au titre de l'enseignement et de la formation est passé de un milliard de dollars en 1984-1985 à 1,9 milliard de dollars en 1986-1987, principalement aux dépens de l'enseignement et de la formation dispensés dans des établissements publiques. Ainsi, pendant que l'on paye les élèves pour qu'ils poursuivent leurs études, on prive les écoles de l'argent dont elles ont besoin pour assurer leur éducation. Comme la Fédération des étudiants et divers autres organismes, le Comité parlementaire permanent du travail, de l'emploi et de l'immigration en est venu en 1988 à la conclusion que cette réorientation des fonds de la formation vers les employeurs du secteur privé nuisait à la qualité du produit.

Je vois bien ce qui se passe dans ma circonscription: on restreint les fonds accordés au collège George Brown, qui a la réputation de dispenser un enseignement de grande qualité, au profit de sociétés privées plus ou moins louches, qui n'ont jamais fait leurs preuves dans le domaine de l'enseignement ou de la formation. D'après ces sources, la qualité de la formation a diminué. Je me demande donc si le ministre a un plan véritablement sérieux.

J'aimerais en savoir davantage sur les programmes d'apprentissage. Pendant des années, on a réclamé un meilleur programme d'apprentissage, qui serait dirigé avec la participation des autorités de l'enseignement, comme les conseils scolaires et les conseils locaux de la main-d'oeuvre, ainsi que des employeurs, et grâce auxquels les étudiants pourraient passer par divers ateliers pour obtenir une connaissance générale d'un métier ou d'un secteur industriel, plutôt que d'être formés en fonction d'un emploi et d'un employeur particulier, ce qui les condamne en cas de fermeture d'entreprise.

J'aimerais savoir à quoi le ministre fait référence lorsqu'il dit, aux pages 28 et 29:

Les jeunes chômeurs pourront ainsi être orientés vers les services ou les programmes dont ils ont besoin dès le début de leur période de chômage. La stratégie vise également à améliorer la qualité de l'apprentissage au Canada et à créer des programmes axés sur des métiers où la demande ne cesse de croître et pour lesquels il n'existe pas de programmes d'apprentissage.

Finalement, le ministre a répondu à M. Allmand que pour augmenter le financement du programme d'incitation à la poursuite des études sans réduire celui du programme EÉET, il aurait fallu aggraver le déficit. Le ministre n'a sans doute pas considéré une autre solution qui intéresse certainement un grand nombre de Canadiens. Le budget du SCRS a augmenté de 21 p. 100 pour atteindre 33 millions de dollars. Voilà qui aurait permis de financer une bonne partie de l'enseignement primaire ou secondaire dont le ministre affirme qu'on a tant besoin. Le budget des forces armées a augmenté de 5,8 p. 100 pour atteindre 665 millions de dollars. Ces deux postes sont bien au-dessus de la moyenne.

I know some young people in the military who are getting a kind of training there, but I think it is a very expensive way to do the training. It is being done apparently at the expense of the great majority of young people who are going or should be going to the regular schools for their training. I would therefore ask the minister to comment on why at a time when almost every day the news brings word of moves towards disarmament—the Americans are cutting their programs, the Germans are cutting their programs, the Russians and the Chinese are demilitarizing their border, as the paper today tells us, and so on—when there is a de-emphasis on military, the military expenditure is being built up at the cost of meeting the basic needs of university students, whom you are playing off against the high school students.

To reiterate, I would like to know more about the apprenticeship program and I would like to understand why the minister says that the literacy gap in effect is to be met by paying students to stay in high school.

Mr. Danis: Mr. Heap, you have made a substantial number of comments. It is too bad the Minister of National Defence is not here to answer one of your questions.

On one comment, sir, that you made concerning the cut to SEED and the general comment you made about Challenge, I would just like to say that Challenge is not and never was a program to subsidize university tuition fees. I told that to the Canadian Federation of Students. The job the Prime Minister gave me is to provide work experience for young people, and I intend to do that. No doubt it can be done in different ways. When you say that we could take a certain amount of money from CSIS or from National Defence, I have heard that argument many times, sir, by you in the House at Question Period. It is not for me to say whether the budget of the Minister of National Defence. . . Obviously that is for the whole Cabinet. I could tell you that we have had an increase.

• 1150

You appear to give the impression, Mr. Heap, that we have had a decrease in funding for youth, and you know that is not the case. I agree with you that there has been a decrease in the SEED program alone, but the overall moneys for youth have been increased in the last fiscal year in a time of tight fiscal restraint. So I am very proud of the work that Mr. Charest, my predecessor, did.

Mr. Heap, you know I have been teaching for 22 years now, and I teach at the university level. When we talk about literacy or writing skills, I am surprised sometimes by some of the things I see in the works of my students. Obviously there is a problem at the lower level before the students get to university. I have identified for you, sir, the problem at the high school level. You identify it at primary school. There may be a problem at primary school, but if you do not mind, for today we will leave it at the high school and university levels.

[Translation]

Je connais des jeunes militaires qui reçoivent une formation dans l'armée, mais je pense que c'est là une façon très coûteuse de former les jeunes. Et c'est aussi préjudiciable à la grande majorité des jeunes qui fréquentent les écoles ordinaires ou qui devraient les fréquenter pour recevoir de la formation. Je demande donc au ministre de me dire pourquoi, à une époque où nous entendons parler presque tous les jours d'initiatives en faveur du désarmement-les Américains et les Allemands diminuent leurs forces armées, les Russes et les Chinois démilitarisent leur frontière, comme on l'apprend aujourd'hui dans le journal; alors que la place des forces armées diminue à l'échelle planétaire, nos dépenses militaires augmentent aux dépens de la satisfaction des besoins élémentaires des étudiants de niveau universitaire, qui se trouvent confrontés par vos décisions aux élèves de niveau secondaire.

Encore une fois, je voudrais obtenir des précisions concernant le programme d'apprentissage et j'aimerais comprendre pourquoi le ministre prétend vouloir combler les lacunes de l'alphabétisation en subventionnant des élèves pour qu'ils restent dans les écoles secondaires.

M. Danis: Monsieur Heap, vous avez fait un certain nombre de remarques. Il est dommage que le ministre de la Défense nationale ne soit pas là pour répondre à l'une de vos questions.

En réponse à ce que vous avez dit concernant l'ensemble du programme Défi et la réduction du financement du programme EEET, je voudrais indiquer que l'objectif du programme Défi n'est pas et n'a jamais été subventionnement des frais d'inscription à l'université. C'est ce que j'ai dit à la Fédération canadienne des étudiants. La tâche que m'a confiée le premier ministre est de donner une expérience de travail aux jeunes, et c'est ce que j'ai l'intention de faire. De toute évidence, on peut procéder de différentes façons. Vous dites qu'on pourrait prélever des fonds sur le budget du SCRS et de la Défense nationale, comme je vous l'ai entendu dire à maintes reprises à la Chambre, pendant la période de questions. Ce n'est pas à moi de me prononcer sur le budget du ministre de la Défense nationale... De toute évidence, la décision appartient à l'ensemble du Cabinet. Je peux vous dire qu'il y a eu augmentation.

Vous semblez vouloir donner l'impression, monsieur Heap, que le financement des programmes destinés à la jeunesse a diminué, alors que vous savez que ce n'est pas le cas. Je reconnais avec vous qu'il y a eu une diminution du budget du EÉET, mais l'ensemble des fonds consacrés à la jeunesse a augmenté au cours de la dernière année financière, alors qu'on était en période de restrictions financières. Je suis donc très fier du travail accompli par mon prédécesseur M. Charest.

Vous savez, monsieur Heap, que j'enseigne depuis 22 ans au niveau universitaire. Lorsqu'on parle d'alphabétisation ou d'aptitude à l'expression écrite, je suis parfois surpris par ce que je constate dans les travaux de mes étudiants. De toute évidence, il y a un problème au niveau qui précède l'accès à l'université. Je vous ai parlé du problème au niveau secondaire, vous dites qu'il se pose au niveau primaire. C'est peut-être vrai, mais si vous le voulez bien, nous parlerons aujourd'hui des niveaux secondaires et universitaires.

Mr. Heap, you mentioned the Apprenticeship Program. It is the intention of my department to work with the private sector to improve the Apprenticeship Program. We know there was no increase in the program in 1988-89, but as you and Mr. Allmand and members of the committee know, funds for the Apprenticeship Program will come with the passing of Bill C-21. Even though it is certainly not my intention to try to pick a fight with Mr. Allmand or Mr. Heap over Bill C-21—I do not think I am here for that—since you asked me the question, I must give you the answer that with regard to the Apprenticeship Program we will get more money with Bill C-21.

Mr. Johnson (Calgary North): I would like to add my welcome to the minister. It is very good to have you here.

I share some of the concerns of my colleagues opposite on things like the number of applications, literacy and so on. The concern I have with applications in my riding is that there has been, as Mr. Allmand says, quite a large increase in the number of applications, but they seem to be what I would call instant entrepreneurial increases. In other words, people are more aware of the program, and so they rush out to set up a company to do gardening or landscaping or painting to take advantage of the students through this program. I see a lot of that happening in the applications.

It raises a question in my mind of whether we are going about this in the right way. We are giving these credits, if you wish, to both public and private sector. I have applications from many community organizations and so on, and in a sense these are all equally valid, but we are seeing the employer get the credit. Why are we not saying that the student carries the credit with him? I believe fundamentally that we should put the power in the hands of the people in situations like this. We should have students go around and say they are worth more and not individuals creating a company to take advantage of the program. I am always concerned about any government program when I see people arranging their affairs to take advantage. If we are trying to give the advantage to the students, I suggest we look at ways of putting the power in the hands of the students, not in the hands of the employers. That would be my-

• 1155

Mr. Heap: You are sitting on the wrong side of the table.

Mr. Johnson: Pardon?

Mr. Heap: What are you doing over there?

Mr. Johnson: I am sorry if sometimes we agree on something. I think it is an important element. It does not stop companies from forming, but you could get five students, say. Our program is costing \$2,000 per student. If five students got together, put in \$10,000 in capital to do something entrepreneurial, I think that would be much more efective. Or if they do not do that, go to an employer and say, "I am worth more".

The other question I have is regarding emphasis. I noticed that in most of your comments there seems to be an emphasis on staying in school. But I am not sure, when I hear your comments on the WOW Program, that this is

[Traduction]

Monsieur Heap, vous avez mentionné le Programme d'apprentissage. Mon ministère a l'intention de coopérer avec le secteur privé pour améliorer ce programme. Nous savons qu'il n'a pas connu d'augmentation en 1988–1989, mais comme M. Allmand et tous les membres du comité le savent, le financement du Programme d'apprentissage dépend de l'adoption du projet de loi C-21. Bien que je n'ai nullement l'intention de croiser le fer avec M. Allmand ou M. Heap sur la question du projet de loi C-21—je ne suis pas là pour ça—vous m'avez posé une question, et je dois donc vous répondre que nous allons recevoir davantage d'argent pour le Programme d'apprentissage grâce au projet de loi C-21.

M. Johnson (député de Calgary-Nord): Je souhaite la bienvenue au ministre. Nous sommes heureux de vous voir ici.

Je partage les préoccupations de mes collègues d'en face quant au nombre de demandes, à l'alphabétisation, etc. En ce qui concerne les demandes, comme l'a dit M. Allmand, j'en ai reçu un très grand nombre dans ma circonscription, mais elles correspondent à ce que j'appelle de la croissance instantanée d'entreprises. En effet, les gens connaissent de mieux en mieux le programme et s'empressent de constituer une société de jardinage, d'aménagement paysager ou de peinture pour profiter des étudiants par l'intermédiaire de ce programme. C'est ce que m'indique les demandes que je reçois.

J'en viens donc à me demander si cette façon de procéder est la bonne. Les crédits en question sont accordés à l'ensemble des Canadiens et au secteur privé. Je reçois des demandes de nombreux organismes communautaires, etc., et toutes ces demandes sont valables, mais c'est l'employeur qui en recueille tous les crédits. Pourquoi ne disons-nous pas que c'est l'étudiant qu'il faut féliciter? J'estime que dans ce genre de situation, il faut donner à la population ce qui lui revient. Il faudrait que ce soit les étudiants qui disent qu'ils ont fait quelque chose d'utile, et non pas ceux qui ont créé une société pour tirer parti du programme. Je m'inquiète toujours des résultats de l'action gouvernementale lorsque je vois des gens qui s'organisent pour en tirer parti. Si nous voulons venir en aide aux étudiants, il faudrait faire en sorte que ce soit eux, et non pas les employeurs, qui profitent du programme. Voilà ce que je voudrais...

M. Heap: Vous n'êtes pas du bon côté de la table.

M. Johnson: Comment?

M. Heap: Que faites-vous de ce côté-là?

M. Johnson: Si nous sommes parfois d'accord, je m'en excuse. Mais je pense qu'il s'agit là d'un élément important. Cela n'empêcherait pas les sociétés de se constituer, mais prenons le cas d'une société qui emploie cinq étudiants. Notre programme coûte 2,000\$ par étudiant. Si cinq étudiants se réunissent, ils auront 10,000\$ pour lancer une entreprise, et cela me semblerait beaucoup plus efficace. À défaut, ils peuvent s'adresser à un employeur et dire: «Je vaux mieux que cela».

Ma deuxième question concerne les degrés de priorité des objectifs. J'ai remarqué que dans la plupart de vos commentaires, vous mettez l'accent sur la poursuite des études. Mais quand j'entends ce que vous dites des ateliers

actually what is happening. A question arises in my mind as to whether or not, if we are putting focus on training people for work opportunities and so on, we are really encouraging them to stay in school. Again, I wonder if the program is properly directed at encouraging people to stay in school as opposed to encouraging them to learn how to make money quickly and therefore some—maybe many—students might be thinking that they have learned how to earn \$8 an hour instead of \$4.50, so they leave school. I am not sure that the emphasis is correct.

From a policy point of view, I wonder whether you have taken a very careful look at that. I have considerable concern, although I do recognize that there are some people whose ultimate skills, just by nature, dictate that they need better job training. I am not suggesting that we eliminate it, but I would like to know where the emphasis is and whether you have looked at whether or not the funds are properly directed in that regard.

I would also like to comment that although you rejected Mr. Heap's suggestion that we look at elementary—and I know that this is the Standing Committee on Labour, Employment and Immigration and we are not looking at elementary education—we are all the way down to high school now and elementary is the next step.

Mr. Danis: We are close to it.

Mr. Johnson: I have a concern and it relates more to the Immigration portfolio, but there may be ultimately a role for you to play in this. I would appreciate any comments you might have. We know that in some areas, particularly in Toronto and Montreal, Vancouver and so on, there are often courses that have large classes, and sometimes almost all the students have English or French as a second language. It seems to me that when we talk about literacy we are not extending ourselves fully enough, and I would appreciate it if you have any comments on that.

Mr. Danis: On one point you mentioned during your intervention, I would like to point out that you mentioned the student entrepreneurs in your area that we—

Mr. Johnson: Not specifically. I was not talking just about student entrepreneurs. There are some student entrepreneurs, but some are non-students who are simply viewing the program as an opportunity to get cheap labour.

Mr. Danis: I thought you had opened the door to me to mention that we have a student business loans program.

I have one comment on the WOW Program, which you seemed to be wary about somewhat, just a statistic. This program applies to students who are likely to drop out. I have statistics here for 1989 that show that 84.9% of those have returned to school. There is another statistic of 10.6% which represents the ones we do not know. So 8% did not return to school. That is a program that is highly successful in our view.

[Translation]

d'orientation au travail, je ne suis pas certain qu'il y soit vraiment question de poursuite des études. Je me demande si, en mettant l'accent sur la formation en fonction des perspectives de travail, etc., on aide véritablement les jeunes à poursuivre leurs études. Encore une fois, je me demande si le programme a effectivement pour effet d'inciter les jeunes à rester à l'école, et non pas de les inciter à apprendre comment gagner plus rapidement de l'argent, de sorte que bon nombre d'entre eux seraient tentés de quitter l'école, après avoir constaté qu'ils sont capables de gagner 8\$ de l'heure plutôt que 4,50\$. Je ne suis pas certain que les priorités aient été bien choisies.

Je me demande si vous avez pris la bonne décision. C'est une question très sérieuse, même si je reconnais que les compétences ultimes de certaines personnes imposent qu'on leur donne une meilleure formation. Je ne préconise pas la suppression de la formation, mais j'aimerais que vous nous disiez sur quoi vous insistez le plus et si vous avez soigneusement considéré l'opportunité de l'affectation des fonds à cet égard.

Vous avez rejeté la proposition de M. Heap, qui voulait qu'on envisage le problème de l'alphabétisation au niveau primaire— et je sais que le Comité permanent du travail, de l'emploi et de l'immigration n'a pas à se consacrer à l'enseignement primaire—mais nous en sommes actuellement à l'enseignement secondaire, et l'enseignement primaire constitue notre prochaine étape.

M. Danis: Nous nous en approchons.

M. Johnson: Je voudrais aborder un sujet qui concerne davantage le portefeuille de l'immigration, mais qui pourrait également vous amener à intervenir. J'aimerais savoir ce que vous en pensez. Nous savons que dans certaines régions, en particulier à Toronto, à Montréal et à Vancouver, on donne des cours à de très nombreux immigrants pour qu'ils apprennent l'anglais ou le français comme deuxième langue. Lorsqu'il est question d'alphabétisation, je me demande si nous faisons suffisamment d'efforts, et j'aimerais connaître votre opinion à ce sujet.

M. Danis: Pendant votre intervention, vous avez parlé des entreprises d'étudiants dans votre région, et je voudrais indiquer que nous...

M. Johnson: Pas précisément. Je n'ai pas parlé des entreprises d'étudiants. Certains étudiants lancent des entreprises, mais il y a des gens qui ne voient dans ce programme que la possibilité d'obtenir de la main-d'oeuvre bon marché.

M. Danis: Je pensais que vous me donniez l'occasion de parler de notre programme de prêts aux étudiants entrepreneurs.

Je voudrais vous signaler des statistiques concernant le Programme des ateliers d'orientation au travail, dont vous vous préoccupez, et qui est destiné au décrocheur en puissance. J'ai ici des statistiques de 1989 qui montrent que 84,9 p. 100 des bénéficiaires du programme ont repris leurs études. Il s'ajoute 10,6 p. 100 de jeunes dont nous ne savons pas ce qu'ils ont fait par la suite, d'où la proportion de ceux qui ne sont pas retournés à l'école est de 8 p. 100. À notre avis, il s'agit donc d'un programme extrêmement fructueux.

With regard to the matter you said may be related to immigration, we do spend now approximately \$130 million on language training for immigrants and refugees. We are also close to getting involved in the concept of the primary school level in the Department of Employment and Immigration. When the federal government is involved in a matter of education or training, a problem of jurisdiction sometimes occurs, as you know. We have received very good co-operation from the provinces with which we are discussing our programs, particularly Newfoundland and New Brunswick, with our strategies for those provinces.

• 1200

With regard to the primary school situation, I do not know what the response of the ministers of education would be if the federal government ever decided to propose an initiative through some type of program. When we have actually entered the high schools with training to ensure that students can obtain jobs, not with general education, the provincial governments agree with that approach, which is why we are putting millions of dollars toward that training.

But I am not convinced about the primary level, even though I recognize that there may be a problem. Many of our programs are targeted for students in the last year of high school and we find that the kids will not obtain a job unless they complete high school. The problem occurs at that point.

As we are moving towards more of a global economy in the year 2000, we all have priorities. I have never talked to high school students, but have always talked to university students. I would be the first to say we should give more money to university students, but when I was made aware of the high school drop-out statistics, I was shocked. That situation is unbelievable.

I have two children who are finishing high school and everything is going well, but I can imagine what a trauma it would be for parents and for the kids. The drop-out rate leads not only to the fact that the kids cannot get jobs, but to other factors such as illiteracy, a substantial number of suicides, and tremendous social problems because the kids did not finish high school.

That is why we are on the right course with our National Stay-in-School Initiative, which is the first step. There are other steps and I would agree with members of the committee, but the first step is to get them through high school, to get them a job or to get them to continue on to university. That is the first step we should take.

Mr. Worthy (Cariboo—Chilcotin): Welcome, Mr. Minister. I have some concerns I want to voice, but first I want to come out as strongly as I possibly can in support of the intent of the program affecting drop-outs.

[Traduction]

Sur le sujet qui, d'après vous, concerne peut-être l'immigration, nous consacrons actuellement environ 130 millions de dollars à des cours de formation linguistique destinés aux immigrants et aux réfugiés. Nous sommes également sur le point d'intervenir au niveau primaire par l'intermédiaire du ministère de l'Emploi et de l'Immigration. Lorsque le gouvernement fédéral s'intéresse à une question d'enseignement ou de formation, il se pose toujours, comme vous le savez, un problème de compétence. Nous avons bénéficié de l'excellente coopération des provinces avec lesquelles nous mettons au point nos stratégies, en particulier avec Terre-Neuve et le Nouveau-Brunswick.

En ce qui concerne la situation dans l'enseignement primaire, je ne sais pas comment réagiraient les ministres de l'Éducation si le gouvernement fédéral décidait un jour de lancer une initiative par l'intermédiaire d'un programme quelconque. Nous agissons déjà au niveau secondaire dans le domaine de la formation, pour faire en sorte que les étudiants puissent obtenir un emploi, et non pas au niveau de l'enseignement général; les gouvernements provinciaux acceptent cette formule, et c'est pourquoi nous consacrons des millions de dollars à la formation.

Mais je ne suis pas convaincu de nos possibilités d'action au niveau primaire, même s'il y existe manifestement un problème. Une bonne partie de nos programmes s'adressent aux élèves de dernière année d'école secondaire, car nous estimons qu'ils n'ont aucune chance d'obtenir un emploi s'ils n'ont pas terminé leurs études secondaires. C'est là que se pose le problème.

À mesure qu'approche la perspective de l'économie globale de l'an 2000, nous devons fixer nos priorités. Je m'adresse non pas à des élèves du secondaire, mais à des étudiants de niveau universitaire. Je suis le premier à reconnaître qu'il faut leur consacrer davantage d'argent, mais j'ai été tout à fait stupéfait par les statistiques de l'impersévérance au niveau secondaire. C'est tout à fait incroyable.

J'ai deux enfants qui sont en train de terminer leurs études secondaires dans de bonnes conditions, mais j'imagine le traumatisme subi par le décrocheur et par ses parents. Les conséquences de l'impersévérance scolaire, c'est non seulement que les jeunes ne peuvent pas se trouver d'emploi, mais c'est aussi l'analphabétisme, les suicides en grand nombre et de dramatiques problèmes sociaux.

C'est pourquoi nous sommes sur la bonne voie avec notre Programme national d'incitation à la poursuite des études, qui constitue une première étape. Il y a d'autres étapes à envisager, j'en conviens avec les membres du comité, mais la première étape consiste à mener les jeunes jusqu'à la fin de leurs études secondaires, pour qu'ils puissent se trouver un emploi ou continuer au niveau universitaire. Voilà la première étape indispensable.

M. Worthy (Cariboo—Chilcotin): Bienvenue, monsieur le ministre. Je voudrais vous faire part de mes préoccupations, mais tout d'abord, je tiens à dire sans équivoque que je suis entièrement favorable au programme destiné aux décrocheurs.

I was a drop-out myself. I left school with a grade 8 education and was very fortunate that, without a government program or any assistance, other people knocked some sense into my head and I ended up going back two years later and was able to finish school. But I understand how easy it is for a young person to make that decision and how easy it might be to effect a change if the situation is handled correctly. So I am a very strong supporter of the initiative, from what I have seen so far.

I also support the recognition of the fact that we must achieve the initiative with limited funds and that a choice is therefore essential. I will try to be as positive as I can in it, because I believe it can be made better.

• 1205

For instance, in my own area we have a very large number of people who have to travel to go to university. There are jobs for some of them, but not as many as they would like. Although I fully support the change from the one program to the other, I find that the drastic change is not the way I would have preferred to see it.

For one thing, I do not know how quickly you can actually implement the drop-out program—the changing in emphasis. It is so important that it be done well and carefully. It is not necessarily wise to make too drastic a change.

For the university students themselves, and the companies tending to work with the Challenge program the drastic drop has been unfortunate, so although I understand the change in the direction, I also would like money for both. I would have liked to see it gradually drop off so they could make the adjustments.

Of course, we are not seeing in the field any real, direct signs of the new program yet, although there are dollars allocated for the actual programs themselves in these years. I look at the dollars, and they are not necessarily showing up in programs for this year.

The other comment or suggestion I would have is that—and for us to second-guess the pros on this—I am just a little concerned, or I would be leery, I would caution on what I will call the non-program funds. They are the ones people will be most critical of, and it is essential that they are necessary and that they do hit the mark.

Mr. Danis: I will start with your last comment concerning the division of the budget within our new initiative with regard to the National Stay-in-School Initiative. I will give you the numbers so it will give you a better indication.

For 1990–91 the amount will be \$47 million—the total for the Stay-in–School Initiative, excluding the New Brunswick and Newfoundland particular initiatives. Of the \$47 million, \$12.7 million is a public awareness initiative; \$18.4 million is in a category defined as "mobilizing stakeholders", the ones who would participate; and \$15.9 million is for programs and services. The comment you have made, Mr. Worthy, has been made not only with regards to the National Stay-in–School Initiative, but with regards to other programs. We are aware of it, and we certainly take note of what you have said concerning the non–program part of the initiative.

[Translation]

Je suis moi-même un ancien décrocheur. J'ai quitté l'école après la 8^e année, et j'ai eu énormément de chance, car il n'y avait à l'époque aucun programme gouvernemental ni aucune forme d'aide, mais des gens m'ont amené à reprendre mes esprits et deux ans plus tard, j'ai repris des études que j'ai pu mener à terme. Mais je comprends parfaitement à quel point il peut être facile, pour un jeune, de prendre ce genre de décision, et je sais aussi que l'on peut remédier à la situation par une intervention appropriée. C'est pourquoi je suis tout à fait favorable à cette initiative, en fonction de ce que j'ai pu apprendre à son sujet.

Je sais également que nous devons assurer le succès avec des ressources limitées, et qu'il est donc impératif de faire un choix. J'essaierai d'être aussi positif que possible car je suis convaincu qu'il peut être amélioré.

Par exemple, chez moi, beaucoup de gens doivent se déplacer pour aller à l'université. Il y a des emplois pour un petit nombre d'entre eux, mais pas autant qu'ils le voudraient. Même si j'appuie entièrement la transition d'un programme à l'autre, j'aurais préféré qu'elle se fasse plus en douceur.

Par exemple, je ne sais pas avec quelle rapidité on peut appliquer le programme de prévention du décrochage—le changement d'éclairage. Cela doit s'opérer avec ménagement. Il n'est pas toujours sage de changer les choses trop radicalement.

Ce revirement a nuit aux étudiants et aux compagnies qui participent au programme Défi, et bien que je comprenne les raisons de la réorientation, j'aimerais qu'il y ait des crédits pour l'un et l'autre programme. J'aurais préféré une diminution graduelle pour que l'on puisse s'adapter.

Évidemment, sur le terrain, les effets du programme ne se sont pas encore fait sentir, même si des crédits sont affectés aux programmes pour les années qui nous intéressent. J'examine les chiffres du budget, et les crédits n'apparaissent pas nécessairement au titre de ces programmes pour cette année.

L'autre observation ou suggestion que je veux faire, même si je me substitue aux experts, ici, c'est que je vous inviterais à la prudence en ce qui concerne ce que j'appellerais les crédits non destinés au programme. C'est ce qui sera examiné de plus près; il faut donc que ces dépenses soient absolument justifiées et qu'elles servent leur fin.

M. Danis: Je vais commencer par la fin et répondre à votre observation au sujet du partage du budget et les fonds accordés au Programme national d'incitation à la poursuite des études. Je vous donnerai les chiffres, ce qui vous donnera une meilleure idée.

En 1990-1991, le budget sera de 47 millions de dollars—le total du Programme d'incitation, à l'exclusion du Nouveau-Brunswick et de Terre-Neuve. Sur les 47 millions de dollars, 12,7 millions de dollars iront à un programme de sensibilisation, 18,4 millions de dollars à la mobilisation des intéressés et 15,9 millions de dollars aux programmes et aux services. L'observation de M. Worthy s'appliquait à tous les programmes, et non seulement au Programme national d'incitation à la poursuite des études. Nous en sommes conscients, et nous prenons note de ce que vous avez dit à propos de la composante qui ne fait pas partie du programme.

With regards to—to use your words, the cuts—to SEED and the abruptness of the program, we tried... Maybe we have not been totally successful, but we tried. We had a number of millions to cut. We tried to cut where employment was the highest. So it depends on the areas. There are provinces that are practically untouched by it. I believe Newfoundland is cut by 1% or 2%. I am very aware that areas, particularly in Ontario, have had substantial cuts. But that is related to a number of factors that were taken into consideration before the cutting of the program. Fortunately or unfortunately, some areas were cut more substantially than others.

• 1210

Mr. Worthy: [Inaudible—Editor]

Mr. Danis: Yes, Mercer has about the same percentages. But I think in some areas it may be more than that. So I think we did the best we could at the particular time. But obviously I take note of the comments you made concerning that.

Mrs. Anderson (Simcoe Centre): It is nice to see you here. I have a few questions. I suppose some of them would lead to the primary school area.

I am wondering if we have checked into the number of actual education days in Canadian schools compared with those of, say, Germany and Japan. We may find we do not have as many education days when students are actually going to school. I am addressing that to the illiteracy problem.

Mr. Danis: The House of Commons sits more often. The House of Commons has more sitting days than any of those countries do.

Mrs. Anderson: All right. I am glad to hear we are above everything.

That question is addressing the primary school, but it also addresses the high schools, and I think since we are in a global economy we should be looking at what other countries are doing and trying to compare our number of hours and our education levels right there.

Another thing is that I suppose the drop-out rate is somewhere around the age of 16. Is that when it starts?

Mr. Danis: Yes.

Mrs. Anderson: Has there been an identification of what actually causes that dropping out?

Mr. Danis: Mrs. Anderson, I will have to get back to you with the number of education days from country to country. As I said, over here the House of Commons sits the longest in the world and we have a higher drop-out rate of Members of Parliament than for anywhere else. I do not know if there is a relationship between—

Mrs. Anderson: Surely it does not compare.

Mr. Danis: On the question of why they drop out, we find it is related to socio-economic issues more than anything else, alcohol and drug abuse, poverty—more poverty, I believe, than anything else—I cannot say parental neglect, but. . .

[Traduction]

En ce qui concerne, pour reprendre vos propos, les coupures au programme emploi d'été-expérience de travail, et le revirement soudain du programme, nous avons essayé... Nous n'avons peut-être pas tout à fait réussi, mais nous avons essayé. Il fallait comprimer à coup de millions. Nous avons essayé de faire les compressions là où l'emploi était le plus élevé. Cela varie donc en fonction des régions. Certaines provinces, par exemple, ne sont pratiquement pas touchées. À Terre-Neuve, la compression est de 1 ou 2 p. 100. Je sais que dans d'autres régions, en Ontario notamment, les compressions ont été importantes. Cependant, cela est relié à plusieurs facteurs, qui ont été pris en considération avant la compression du programme. À tort ou à raison, certaines régions ont été plus touchées que d'autres.

M. Worthy: [Inaudible—Editeur]

M. Danis: Oui, les pourcentages sont à peu près les mêmes dans la région de Mercer. Ailleurs, c'est peut-être davantage. Je pense que nous avons fait du mieux que nous pouvions à ce moment-ci. Je prends cependant note de vos commentaires sur la question.

Mme Anderson (Simcoe Centre): Je suis ravie de vous accueillir ici. J'ai quelques questions à vous poser. Cela m'amènera probablement à discuter des écoles primaires.

Savons-nous combien il y a de jours de classe au Canada par rapport à l'Allemagne et au Japon? Il n'y en a peut-être pas autant que l'on pense. Je songe ici à l'analphabétisme.

M. Danis: La Chambre des communes siège plus souvent. Son nombre de jours de séance est plus grand que dans ces pays que vous citez.

Mme Anderson: Je vois. Je suis heureuse de voir que nous sommes en première place.

C'est une question qui touche l'école primaire mais aussi l'école secondaire et, dans une économie mondiale, il faut comparer notre situation à celle des autres pays sur le plan du nombre d'heures de classe.

J'imagine que le décrochage survient à l'âge de 16 ans, environ. C'est bien le cas?

M. Danis: Oui.

Mme Anderson: Est-ce qu'on en connait les causes?

M. Danis: Madame Anderson, il faudra que je me renseigne pour connaître le nombre de jours de classe dans chaque pays. Comme je l'ai dit, la Chambre des communes a le plus grand nombre de jours de séance au monde et le taux de décrochage le plus élevé de députés. J'ignore s'il y a un lien. . .

Mme Anderson: Il n'y a sûrement aucun rapport.

M. Danis: Pour ce qui est des causes du décrochage, cela est lié à des facteurs socio-économiques avant tout: alcoolisme, toxicomanie, pauvreté. Surtout la pauvreté, je crois, et non la négligence des parents.

Selon les statistiques que j'ai vues, souvent c'était des cas où les parents ne s'occupaient pas des enfants. Vous connaissez les enfants à cet âge-là.

I know, I have one 16 and one 18. They are not the easiest in the world at 16 years old. One of the reasons is that the family make—up has changed over the years, for a number of reasons. But I think the social issues are probably the most. . . We find that statistically speaking 66% of the parents, the youth tell us, to the youth appear negative or indifferent to them. That is what the youth at that age tell us about their parents.

So there is obviously a tremendous public awareness campaign to be made in that type of thing. We direct our efforts to the youth, but I guess in the end it is not the fault of the youth. Very often it is the parents' fault.

• 1215

Mrs. Anderson: In the old days we used to say there was never a bad student, it was only a bad teacher. I do not think that necessarily hold true now. As you say, regarding discipline in the school, the teachers are not allowed to discipline any longer, and yet the child has to have discipline. Again, that is primary school we are looking at.

I make another observation. If a lot of the young people could have a hands-on approach to work instead of being locked into a school where they are learning the academics—reading, writing—and could actually get into things they are using their hands on, that they are interested in doing, then maybe doing the theoretical part in the school would complement what they are doing in the hands—on. We might get students interested in things like mechanics, body repair, car repair, carpentry, woodworking, mortar, whatever, a whole host of things. This might help the WOW Program in the summer, motivating those students to do that type of thing so that they are actually involved in creating.

I was very interested in hearing that in 1989 84.9% of the WOW Program students returned to school.

Mr. Danis: Yes.

Mrs. Anderson: I think that is very commendable. It is excellent.

I suppose one of the reasons you decided to go this route is because the students with the higher education and the higher level are more apt to find jobs quicker. They have the entrepreneurial desire, they have the training to search and look, and probably find jobs themselves.

Mr. Danis: Definitely, they do. I would like to make a couple of comments on what you have said. You said that maybe we are not teaching the right things to the kids in school and they may not be interested. I think that is true to a certain extent.

When I was in high school the only thing we had in Quebec was *le système des collèges classiques* where you were just about forced, as I was, to become either a lawyer, a doctor or a priest, and that was that. That was the system. Now, of course, the system has changed since the Quiet Revolution. We have a very good system in Quebec now, even though there is no doubt that it could be improved.

[Translation]

According to the figures I have seen, it often had to do with parents neglecting the children. You know kids at that age.

Je sais, j'en ai un de 16 ans et un autre de 18 ans. À 16 ans, ils ne sont pas commodes. Cela tient au fait que la composition de la famille a changé ces dernières années, pour diverses raisons. Mais j'imagine que les facteurs sociaux sont probablement les plus. . D'après les statistiques, les jeunes nous disent que les parents leur apparaissent négatifs ou indifférents à raison de 66 p. 100. C'est ce que les jeunes de cet âge disent de leurs parents.

Il faut donc un gros effort de sensibilisation sur la question. Nos efforts sont axés sur les jeunes, mais en fin de compte j'imagine que ce n'est pas leur faute. Très souvent, c'est la faute des parents.

Mme Anderson: Dans le temps, on disait qu'il n'y avait pas de mauvais élèves, que de mauvais enseignants. Je ne pense que ce soit le cas aujourd'hui. Comme vous l'avez dit, au sujet de la discipline à l'école, les enseignants n'ont plus le droit de discipliner les enfants, et pourtant ils en ont besoin. Je parle encore une fois ici de l'école primaire.

Je voudrais faire une autre observation. Si beaucoup de jeunes pouvaient acquérir une expérience pratique du travail au lieu d'être enfermés à l'école pour apprendre à lire et à écrire et s'ils pouvaient se servir de leurs mains pour faire quelque chose qui les intéressent, peut-être que l'enseignement des matières pourrait venir compléter l'enseignement pratique. On pourrait peut-être les intéresser à la mécanique, à la carrosserie, à la menuiserie, etc. Cela pourrait aider le programme AOT pendant l'été et motiver les élèves à s'orienter dans cette branche.

J'ai été ravie d'apprendre qu'en 1989, 84,9 p. 100 des élèves qui ont participé au programme AOT étaient retournés à l'école.

M. Danis: En effet.

Mme Anderson: C'est très louable, c'est excellent.

J'imagine que si vous avez choisi cette voie, c'est que les plus scolarisés ont plus de chances de trouver de l'emploi plus rapidement. Ils sont poussés par l'esprit d'entreprise, ils savent comment se mettre à la recherche d'un emploi et ils le trouvent probablement eux-mêmes.

M. Danis: Tout à fait. J'aimerais commenter ce que vous avez dit. Vous avez dit que nous n'enseignons peut-être pas les bonnes choses aux enfants à l'école et que cela ne les intéresse pas. C'est vrai dans une certaine mesure.

Lorsque j'étais à l'école secondaire, il y avait au Québec que les collèges classiques où on était presque obligé, comme moi je l'ai été, à devenir avocat, médecin ou prêtre. C'était les seuls choix. Le système était ainsi fait. Aujourd'hui, évidemment, le système a changé depuis la révolution tranquille. Le système est très bon au Québec, même si des améliorations peuvent sûrement y être apportées.

Even before going into this department three months ago, one of my jobs as a professor at Concordia University was to recruit, on behalf of the university, students in what we call CEGEPs, which is right between high school and university. I have had discussions, I do not know how many times, with students who were unhappy with the actual format of schooling, and they want something. They want to take initiatives. They want to do things by themselves.

That is why we are making efforts with regard to cooperative education, and that is why I like the WOW Program because it provides on-site work periods. Students just love that when there are on-site work periods. That is what they want, and it is too bad we have to lose some students, some high school kids, because of too strict a format of schooling in a classroom, but we do lose them. On-site is tremendous.

We have some high school kids in my home town of Boucherville who take some courses. They go to companies. We have in Quebec what is called a PME, small business people, and the high school in question sends kids to them for a certain number of hours a week to work in some of the businesses. They just love that. They come back and they are keen, they are enthusiastic, and that is the way to get them through school. But it is difficult to try to impose a program like that across the country when education is a provincial matter.

We have the job training part of it. I know what the problem is, but it is difficult to try to get it solved, and everybody knows. Mr. Mulder has been here since 1968. He knows what the problem is also. It is difficult to solve it. I have met many students. They tell me what the problem is and with initiatives such as the WOW Program and the co-op education, which are new initiatives, and the drop-out prevention strategy, I believe we are on the right track.

• 1220

Le président: Je vais devoir interrompre la période des questions pendant quelques instants puisque certains membres du Comité me disent qu'ils doivent quitter avant la fin de la séance. Comme nous avons maintenant quorum, il serait important que nous puissions adopter le neuvième rapport du Sous-Comité du programme et de la procédure qui contient trois recommandations relativement à ce que nous avions décidé la dernière fois.

Si cela vous convient, j'aimerais que quelqu'un propose l'adoption de ce rapport afin qu'on puisse recommander à M^{me} Benimadhu de comparaître devant notre Comité entre le 7 et le 15 mai puisqu'elle est disponible à ce moment-là.

Mr. Johnson: I so move, Mr. Chairman, the report as it is printed.

Mr. Allmand: I am afraid I do not understand the second paragraph, "that the committee invite Ms J. Benimadhu, Director General of Adjudication". Is this in the Department of Immigration? People familiar with the immigration side of

[Traduction]

Avant d'entrer en fonctions il y a trois mois, j'avais notamment pour mission à l'époque où j'étais professeur à l'université Concordia de recruter pour l'université des élèves du cégep, c'est-à-dire du niveau intermédiaire entre l'école secondaire et l'université. Combien de fois j'ai discuté avec des élèves insatisfaits des méthodes d'enseignement. Ils veulent du changement, ils veulent prendre l'initiative, ils veulent être autonomes.

C'est pourquoi nous faisons des efforts en faveur de l'enseignement coopératif grâce au programme AOT, qui offre une expérience en milieu de travail. C'est ce qu'ils veulent, et il est dommage qu'il faille perdre des élèves à cause d'une formule d'enseignement trop stricte à l'école. Il est vrai que nous en perdons. L'expérience en milieu de travail, c'est extraordinaire.

À Boucherville, où j'habite, certains de nos élèves vont acquérir de l'expérience de travail dans des compagnies. L'école secondaire en question envoie ses élèves dans des PME, où ils travaillent un certain nombre d'heures par semaine. Ils adorent cela. Ils en reviennent tout enthousiasmés et c'est ainsi qu'on leur fera achever leurs études. Sauf qu'il est difficile d'imposer un programme comme celui-là sur tout le territoire puisque l'éducation est de compétence provinciale.

La formation en milieu de travail, on l'a. Je connais le problème, mais c'est difficile de le résoudre, et tout le monde le sait. M. Mulder est ici depuis 1968. Lui aussi connaît le problème, il est difficile à régler. J'ai rencontré beaucoup d'éleves. Ils me disent où est la difficulté et je pense que nous sommes sur la bonne voie avec des programmes comme l'atelier d'orientation au travail, l'enseignement coopératif, qui sont nouveaux, et la stratégie de prévention du décrochage.

The Chairman: I will have to suspend this round of questioning for a few minutes because some committee members will have to leave before the end of the session. Since we now have quorum, we should adopt the ninth report of the Sub-Committee on Agenda and Procedure. Included are three recommendations dealing with decisions made at the last meeting.

If this is agreeable to all, I would entertain a motion to adopt the report and to invite Mrs. Benimadhu to appear before our committee between May 7 and 15, when she is available.

M. Johnson: Je propose l'adoption du rapport tel quel, monsieur le président.

M. Allmand: J'ai peur de ne pas comprendre le deuxième paragraphe, «que le comité invite M^{me} J. Benimadhu, directrice générale de l'arbitrage». Est-ce que c'est au ministère de l'Immigration? Ceux qui connaissent ce

this department probably understand that subclause, but I do not. I am just wondering whether you should not complete the wording. As director general of adjudication, you should put in what program or what department in order to give an explanation. When Yhap is argued again, people on the inside of the refugee and immigration program understand what Yhap is, but I would suggest you spell it out. I do not know what it means.

Even the minister is laughing; he probably does not know what it means.

Mr. Danis: I do not know, either.

Mr. Mulder: It is a gentleman's name, sir.

Mr. Heap: Mr. Chairman, since I am the cause of the problem Mr. Allmand has, Yhap is the name of a Chinese refugee claimant who is the subject of a decision by Mr. Justice Jerome. That decision caused the Immigration department, or the minister, to issue new guidelines for humanitarian interviews with people in the pre-1989 refugee backlog.

I wrote to the committee earlier, bringing some documents to show that the direction given by Ms Benimadhu in a couple of memoranda to adjudicators appeared to go against both the spirit of the Jerome decision and the independence of the adjudicators. I requested that we invite Ms Benimadhu to come and explain why she did it, hoping we would not get ourselves into a legal dispute with expert lawyers around the legality of what she did, but the policy issue.

Mr. Allmand: I would support that, but I think you should still spell it out. You should say "when the Yhap judgment is argued" or something, because when Yhap is argued—

Mr. Johnson: When the Yhap precedent-

Mr. Allmand: People who are knowledgeable just make it on a plea. I agree with Mr. Heap that is a good idea.

Le président: Notre greffière pourra apporter les précisions que vous souhaitez au *procès-verbal*.

Le neuvième rapport du Sous-Comité du programme et de la procédure est adopté [Voir le procès-verbal de la réunion]

Mr. Fee (Red Deer): Mr. Minister, you have been well welcomed, so I will not welcome you again.

I like one of Mr. Worthy's statements where he said he supported the intent of a program, but. . . I thought that was a nice way of wording things.

Talking about youth employment, the local advisory committee in my area had two concerns about youth employment programs. They support the intent, but they are concerned that we should not be providing grants to one business that might be competing against another one and they question whether we should be funding employment that would exist without the assistance, i.e., some business is going to hire summer relief anyway. I am quite confident that has been addressed in our area and the people use this as critieria when they made the decisions as to which applications were granted.

[Translation]

ministère comprennent probablement ce paragraphe, moi pas. Il faudrait peut-être étoffer. Il faudrait dire à quel programme ou ministère appartient cette directrice générale de l'arbitrage. «Lors de l'argumentation de la cause Yhap», les spécialistes des questions de réfugiés et d'immigration savent peut-être de quoi il s'agit, mais moi pas. Je pense que cela devrait être étoffé.

Même le ministre rit, il ne sait probablement pas de quoi il s'agit non plus.

M. Danis: Je ne sais pas non plus.

M. Mulder: Il s'agit du nom d'une personne, monsieur.

M. Heap: Monsieur le président, comme je suis à l'origine du problème de M. Allmand, je dirai que Yhap, c'est le nom du réfugié chinois qui a fait l'objet d'une sentence rendue par M. le juge Jérome. À la suite de cette décision, la ministre de l'Immigration a publié des lignes directrices pour s'assurer que les interviews menées avec les réfugiés qui font partie de l'arriéré antérieur à 1989 soient menées d'une façon humanitaire.

J'ai déjà envoyé une lettre au comité qui montre que les instructions données par M^{me} Benimadhu dans les notes de service qu'elle a envoyées aux arbitres semblaient aller à l'encontre de l'esprit de la décision du juge Jérome et de l'indépendance des arbitres. J'ai demandé que l'on invite M^{me} Benimadhu à comparaître pour s'expliquer en espérant ne pas nous empêtrer dans une chicane juridique avec des avocats au sujet de la légalité de ses instructions mais plutôt pour discuter de la politique.

M. Allmand: Je suis d'accord, mais j'aimerais que ce soit dit en toutes lettres. Il faudrait dire quelque chose comme «lorsque l'affaire Yhap est invoquée», ou quelque chose du genre, parce que la formulation actuelle.

M. Johnson: Lorsque le précédent Yhap. . .

M. Allmand: Ceux qui sont au courant se contentent d'un plaidoyer. Je suis d'accord avec M. Heap, c'est une bonne idée.

The Chairman: The clerk will make the clarifications you suggest to the minutes of proceedings.

The ninth report of the Sub-Committee on Agenda and Procedure is adopted [See the *minutes of proceedings*]

M. Fee (Red Deer): Monsieur le ministre, on vous a déjà souhaité la bienvenue, je vais donc m'abstenir.

J'ai aimé ce que M. Worthy a dit lorsqu'il a affirmé être en faveur du principe du programme, mais. . . j'ai trouvé que c'était une façon élégante de se prononcer.

En ce qui concerne l'emploi chez les jeunes, le conseil consultatif local de ma région a exprimé deux inquiétudes. Il est en faveur du principe, mais il estime que l'on ne devrait pas offrir des subventions à une entreprise qui est peut-être en concurrence avec une autre; il se demande aussi s'il faut financer les emplois qui existeraient sans l'aide du gouvernement, car certaines entreprises embaucheraient de toute façon des étudiants pendant l'été. Je suis certain qu'on en a tenu compte dans notre région; ce sont les critères dont on se sert pour déterminer si les demandes sont acceptées.

Does your department do a survey, a study, a report annually? Are these type of issues taken into consideration elsewhere? I know very well that if one of our neighbouring jurisdictions gives a grant, that is going to be compared to the ones in our area as well. How closely do you look at these?

• 1225

Mr. Danis: This is the first time, sir, that I have heard this criticism. You are referring to SEED?

Mr. Fee: That is right.

Mr. Danis: I have had industries in my constituency who know that other competing industries have received SEED grants, and it has never been a concern to them, it has not appeared to me. Maybe it is because generally speaking the amount of one particular SEED grant is not substantial. That is the experience I have had with it. In your case there may have been a substantial SEED grant in one particular business.

I have heard that comment about other types of grants that you would give to a petrochemical plant, for instance, and there would be a competing one somewhere else. I have heard about that. I certainly can look into that factor you have brought up, Mr. Fee.

Mr. Fee: What brought it up in our riding was the fact that there was an application from one, and it was publicized. The grant was not given.

Mr. Danis: The assessment procedure with regard to SEED is sixfold. First, there is the quality of the job, i.e. the employment that prepares future labour market participation, the usefulness of the work, employer contribution to wages; second, the need to approve an appropriate mix of secondary and post-secondary according to priorities at the time; the need to ensure that jobs are approximately distributed throughout the region based on economic conditions, which we do; the areas of concern identified by youth, namely literacy, drug and alcohol abuse, AIDS, education, the environment, and urban crime; employment opportunities for the disabled, visible minorities and native youth; and employment opportunities consistent with local and regional priorities. The answer to your question is, no, we have not looked into it, but we will.

Mr. Fee: There is something else you mentioned that I think is important, and that is the fact that this is a time of restraint and resources are limited and that we put them to the best possible use. You have mentioned that you have met with the Canadian Federation of Students. Are you making it part of your mandate to meet with as many different representative groups as possible? Are you focusing this? How does a youth group get in touch with you to start lobbying the minister?

Mr. Danis: A youth group gets in touch with me easily by just making a request at my office. I am meeting with youth groups. The Canadian Federation of Students were the first to file a request when I was appointed. I saw them immediately afterwards. I do meet with youth groups on a regular basis. I met with some this weekend. Next weekend I will be in New Brunswick, and the weekend after that I will be in Toronto. I am meeting as many groups as possible, and I will certainly see the groups that ask to meet with me.

[Traduction]

Est-ce que votre ministère fait une enquête, une étude ou un rapport chaque année? Est-ce que ces facteurs sont étudiés ailleurs? Je sais très bien que si un gouvernement voisin donne des subventions, on fera la comparaison avec ce qui se passe chez nous. Étudiez-vous ces questions de près?

M. Danis: C'est la première fois que j'entends cette critique. Parlez-vous du programme Emploi d'été/Expérience de travail?

M. Fee: Oui.

M. Danis: Dans ma circonscription, il y a des compagnies qui savent que des entreprises rivales ont reçu des subventions au titre de ce programme et cela ne les a jamais préoccupées. Moi non plus. C'est peut-être parce qu'en général le montant de la subvention n'est pas énorme. C'est ce que j'en sais. Dans votre cas, la subvention a peut-être été plus considérable.

J'ai déjà entendu cette critique à propos d'autres genres de subventions, à l'intention d'une usine pétrochimique, par exemple, qui a des concurrentes. Ça, je l'ai déjà entendu. Je veux bien me renseigner sur le cas que vous avez soulevé, monsieur Fee.

M. Fee: Si la chose a fait surface dans notre circonscription, c'est qu'une demande a été faite et que cela a été rendu public. La subvention n'a pas été accordée.

M. Danis: Pour ce programme, six critères s'appliquent. D'abord, la qualité de l'emploi, un emploi qui prépare à l'intégration au marché du travail, l'utilité du travail, la contribution salariale de l'employeur; en deuxième lieu, il faut trouver le dosage idéal d'élèves et d'étudiants en fonction des priorités du moment; ensuite, il faut répartir de façon à peu près égale les emplois dans la région en fonction des conditions économiques; les secteurs d'intérêt déterminés par les jeunes, c'est-à-dire l'alphabétisation, la toxicomanie et l'alcoolisme, le SIDA, l'éducation, l'environnement et la criminalité en milieu urbain; les possibilités d'emploi pour les handicapés, les minorités visibles et les jeunes autochtones; et enfin les possibilités d'emploi qui cadrent avec les priorités locales et régionales. La réponse à votre question est donc, non, nous n'avons pas étudié cela, mais nous allons le faire.

M. Fee: Vous avez aussi mentionné quelque chose d'autre que je trouve important, à savoir qu'à notre époque de compressions des ressources, il faut les utiliser du mieux possible. Vous avez dit avoir rencontré les représentants de la Fédération canadienne des étudiants. Essayez-vous de rencontrer le plus grand nombre possible de groupes représentatifs? C'est important pour vous? Comment un groupe de jeunes peut-il communiquer avec vous pour exercer des pressions sur la ministre?

M. Danis: Il suffit de contacter mon bureau. Je rencontre sans difficulté les groupes de jeunes. La Fédération canadienne des étudiants a été la première à faire une demande quand j'ai été nommé. J'ai rencontré ses représentants tout de suite après. Je rencontre des groupes de jeunes à intervalles réguliers. J'en ai rencontré cette fin de semaine. Le week-end prochain je serai au Nouveau-Brunswick et le suivant je serai à Toronto. Je rencontre autant de groupes que possible, et je recevrai à coup sûr tous les groupes qui demandent à me rencontrer.

Mr. Fee: You are not setting out an objective of focusing on certain groups. You will welcome in your office any youth group that wants to get hold of you.

Mr. Danis: There are some. It depends. For instance, we have to meet with the Canadian Federation of Students obviously.

Mr. Fee: That is a natural.

Mr. Danis: Obviously we are going to see them. I have a request from somewhat their equivalent in Quebec, *l'Association nationale des étudiants québécois*. They have asked, so I am meeting with them. I have asked to meet with student groups in New Brunswick. I have asked to meet with groups in Toronto. By the end of June I will have met with a substantial number of groups from across the country, from Vancouver to Newfoundland.

Mr. Fee: I would encourage you to keep that up.

There is something else you have not touched on yet that falls under your mandate, and that is the National Drug Awareness Program. You have not commented on that. I would like a comment from you now as to how well it is going and whether we are reaching the people we want to reach.

Mr. Danis: We are involved in a drug and alcohol abuse program with the Minister of National Health and Welfare. When announcements are made and the programs are announced, they are made by Mr. Beatty, as the Minister of National Health and Welfare. Our role in that is to put our focus on the at-risk students with regard to those issues. The national drug and alcohol strategy is within Mr. Beatty's department. Any SEED program, for instance, that would be related to that type of thing—just like AIDS strategy, or crime prevention would be the same thing—certainly would be a priority to me, and certainly drug and alcohol abuse would be. The program itself, the National Drug Strategy, is the Department of National Health and Welfare. Again, my priority on that is with regard to the at-risk students.

• 1230

M. Allan Koury (député de Hochelaga—Maisonneuve): Monsieur le ministre, bienvenue encore une fois.

Mon collègue Fee a fait un commentaire tout à l'heure sur les subventions données à des jeunes pour ouvrir un commerce, pour se lancer en affaires. J'ai vécu cette expérience sur la rue Masson. Un groupe avait eu des subventions semblables pour engager des prisonniers et leur donner une formation de cordonnier. Vu qu'ils étaient subventionnés, c'était moins coûteux. Les deux cordonniers qu'il y avait sur la rue ont fermé leurs portes et, par la suite, le groupe a aussi fermé ses portes, de sorte qu'on s'est retrouvés sans services de cordonnerie.

C'était simplement un commentaire en passant. Il n'est pas nécessaire que vous élaboriez à ce sujet aujourd'hui, monsieur le ministre, mais j'aimerais que vous preniez cela en considération. Quand un groupe subventionné fait la concurrence à un autre commerçant, on l'aide avec les taxes de celui à qui il fait la concurrence.

[Translation]

M. Fee: Mais vous n'insistez pas sur certains groupes. Vous allez rencontrer tous les groupes de jeunes qui veulent vous contacter.

M. Danis: Il y en a certains. Ça dépend. Par exemple, il est bien évident qu'il faut rencontrer la Fédération canadienne des étudiants.

M. Fee: C'est naturel.

M. Danis: Il est bien évident que nous allons les rencontrer. J'ai aussi reçu une demande de l'équivalent québécois, l'Association nationale des étudiants québécois. Elle a fait la demande, et je vais la rencontrer. J'ai demandé de rencontrer des groupes d'étudiants du Nouveau-Brunswick. J'ai demandé à rencontrer des groupes à Toronto. D'ici à la fin du mois de juin, j'aurai rencontré un nombre considérable de groupes de tout le pays, de Vancouver à Terre-Neuve.

M. Fee: Je vous y encourage.

Il y a une autre chose que vous n'avez pas abordée, et pourtant cela fait partie de votre mandat: la Semaine d'information sur l'alcool et les drogues. Vous n'avez rien dit à ce sujet. J'aimerais savoir comment ça se passe et si vous arrivez à joindre votre public.

M. Danis: Nous participons à un programme de lutte contre la toxicomanie et l'alcoolisme avec le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social. Les annonces qui doivent être faites le seront par M. Beatty, le ministre. Il nous appartient de nous intéresser de manière toute particulière aux étudiants qui encourent le plus de risques. La stratégie nationale de lutte contre les drogues et l'alcool relève du ministère de M. Beatty. Il en serait ainsi de tout programme EÉET-comme il en serait d'ailleurs de la stratégie de lutte contre le SIDA ou des mesures de lutte contre la criminalité. Je pense qu'il s'agit d'un domaine prioritaire et cela est particulièrement vrai du double problème que posent les drogues et l'alcool. La stratégie nationale antidrogue relève, bien sûr, du ministère de la Santé et du Bien-être social. Mais je m'intéresse particulièrement aux étudiants qui courent les plus grands risques.

Mr. Allan Koury (member for Hochelaga—Maisonneuve): Welcome once again.

My colleague Mr. Fee spoke a little earlier on about the subsidies granted to young people in order to enable them to go into business. I went through that on Masson Street. A group had received a subsidy to help them hire former convicts and teach them the shoemaking trade. Since it was a subsidized operation, their prices were lower. The two shoemakers on that street had to close up shop and, eventually, the group also closed up shop, and there were no more shoemakers.

I was just saying that in passing. You don't have to elaborate on this today but I would like you to take that into account. When a subsidized group competes with a regular business, that group is being helped with the money, in effect, taken from the person the group is competing against.

Le problème que je vous soumets aujourd'hui est très sérieux, monsieur le ministre. J'ai reçu 119 demandes chez nous, dans Hochelaga—Maisonneuve. L'an passé, j'en avais reçu 60. On m'a assez coupé dans Hochelaga—Maisonneuve que je n'ai signé aucune recommandation dans le cadre du Programme Défi; aucune. Je ne m'attendais pas à ce qu'on vous rencontre aussi tôt. Ce serait une grande déception pour tous mes organismes qui ont fait une demande. Je sais que 119, il n'en est pas question, mais on devrait avoir le même nombre que l'an passé dans Hochelaga—Maisonneuve. Je vous en parle parce que c'est très, très sérieux.

M. Danis: Monsieur Koury, je vous remercie de votre intervention. L'augmentation du nombre de demandes dans le cadre de Défi peut être le résultat de plusieurs facteurs. Peut-être est-ce attribuable à l'excellent travail que vous avez fait pour publiciser le programme, monsieur Koury.

Je ne suis pas en mesure de vous dire immédiatement le montant qui sera alloué à votre comté cette année. J'ai le montant de l'an dernier; il était de 455,000\$. J'ai énuméré tout à l'heure aux membres du Comité les différentes facteurs que nous prenons en considération pour distribuer ou partager les montants dans les comtés.

• 1235

Si vous subissez une coupure plus importante que la moyenne, cela peut vouloir dire que la situation économique de votre comté s'est améliorée depuis l'an dernier. Cependant, je connais très bien votre comté, et cela me surprendrait. Je ferai plaisir à M. Allmand en disant que l'est de Montréal est une région où il y a des difficultés actuellement. M. Allmand nous le rappelle tous les jours à la Chambre des communes lorsqu'il le peut.

Je vais étudier la situation particulière de votre comté, monsieur Koury.

M. Koury: Merci beaucoup.

Mr. Allmand: I wanted to ask some questions with respect to the closing of Canada Employment Centres on university and college campuses. It seems that while these closures are taking place they do not seem to be based on a national policy.

For example, as of this month the federal government will withdraw its support from the Employment Centre at Algonquin College here in Ottawa. It is rumoured that federal involvement with the Employment Centre at the University of Ottawa will stop within a year. At the present time the government's commitment to the CEC at Mohawk College in Hamilton is being cut back. I understand—and I have checked on this—that there is no provision being made for the new French—language college in Ottawa, *la Cité collégiale*.

When I checked with people in the department, they told me that these cuts were being left to local area managers. As a result, there seems to be no consistency in the application of a policy. In some places the government is maintaining the [Traduction]

The issue I want to raise with you today is a very serious one, Minister. I have received 119 requests from members of my Hochelaga—Maisonneuve constituency. Last year, I received only 60. We had a lot of cuts in Hochelaga—Maisonneuve and I have signed no recommendation for the Challenge Program; none. I was not expecting to meet with you so soon. This would be a great disappointment for the various entities that have sent in a request. I know that there were 119 and I know that that is impossible, but I still think that in Hochelaga—Maisonneuve we should have the same number as we had last year. I am raising this issue with you because I think there is a problem there.

Mr. Danis: Mr. Koury, I thank you for bringing this up. This increase in the number of requests with regard to the Challenge Program can be due to a number of factors. Perhaps it might be due to the efforts you have made in order to make that program better known.

I am not in a position to tell you, right now, how much your riding will receive this year. I have last year's figure; \$455,000. A little earlier on, I described to the members of the committee the various factors which we have to take into account when distributing available funds among the various ridings.

If the funds allocated to your riding are more sharply reduced than in other ridings, it might mean that the economic situation there has improved since last year. I am well acquainted with your riding, however, and I would be surprised if that were the case. Mr. Allmand will be pleased to hear me say that Montreal's east end is going through a difficult period. Mr. Allmand tells us as much every chance he gets in the House of Commons.

 $\mbox{Mr.}$ Koury, I intend to review the situation in your riding with particular attention.

Mr. Koury: Thank you very much.

M. Allmand: Mes questions portent sur la fermeture des centres d'emplois du Canada dans les universités et les collèges. Les centres ont effectivement été fermés mais je ne vois pas que cela réponde à une politique nationale à cet égard.

Je constate, par exemple, que le gouvernement fédéral va éliminer sa subvention au centre d'emploi du Collège Algonquin ici à Ottawa. On prétend que le gouvernement fédéral cessera d'appuyer le centre d'emploi de l'université d'Ottawa au cours de l'année qui vient. Le gouvernement est en train de réduire son aide au CEC du Collège Mohawk de Hamilton. Je me suis penché sur la question et j'ai la forte impression qu'on ne songe pas non plus à établir un centre au nouveau collège francophone d'Ottawa, la Cité collégiale.

Lorsque j'ai pris contact avec les gens du ministère, on m'a répondu que ces coupures budgétaires dépendaient des gestionnaires locaux. Il ne semble donc pas qu'on ait formulé à cet égard une politique générale qui serait uniformément

CEC; in another place it is not maintaining the CEC. I remind you that Mrs. McDougall told us at a previous meeting last year that these CECs at universities placed 370,000 students in either summer jobs or in jobs following graduation.

Is there a national policy with respect to maintaining or closing the CECs at colleges and universities and CEGEPs? If there is, what is it?

I have one other small question that I want you to comment on. In a document I have here from the Canadian Federation of Students, they express alarm that the goods and services tax is going to apply to student loans. The goods and services tax is to apply to all loans—and that is bad enough—including loans under the Canada Student Loans Program.

It seems abhorrent to me that a student should be paying a 9% tax on a student loan. As the Minister of Youth, what will you do—if this is correct—to reverse that decision and make an exception for student loans?

M. Danis: Monsieur Allmand, pour ce qui est des CEC sur campus,

if anybody knows, you know—we are in a period of financial restraint. We are trying to redeploy our resources for maximum utilization. I think that is a statement of policy.

Within the context of the government's new priorities, such as the Labour Force Development Strategy as well as targeting disadvantaged youth, it is appropriate that the redeployment of resources for maximum utilization be examined. We are examining the CECs on campus on a case-by-case basis at the present.

Mr. Allmand: Some have been closed already...well, not closed, but the federal government has withdrawn its commitment to the Algonquin one. There are others in Ottawa where it has not been withdrawn.

You can see the problem. Certain campuses are asking why they are getting it this week and this year when another campus is not getting it. There does not seem to be a consistency. I want to know what the national policy is.

• 1240

Mr. Danis: The policy is to redeploy our resources to the maximum. We have only a certain amount of resources, a certain amount of dollars, and that is why we are examining each case on an individual basis to see what we can do. We try to come to a mutally acceptable agreement between the parties and that is possible most of the time. But because of the financial situation, it is our policy to redeploy the resources at the maximum utilization. I am aware of the cases you mentioned.

[Translation]

appliquée. Ainsi, le gouvernement va maintenir le CEC dans certains endroits mais pas dans d'autres. Je vous rappelle que l'année dernière, lors d'une autre séance, M^{me} McDougall nous avait dit que les CEC des universités avaient réussi à trouver un emploi à 370,000 étudiants. Il s'agissait soit d'un emploi d'été soit d'un emploi permanent pour les étudiants ayant terminé leurs études.

Y a-t-il une politique nationale touchant le maintien des activités ou la fermeture des CEC des collèges, des universités et des cegeps? Si oui, quelle est-elle?

J'aimerais également vous poser une autre petite question. Dans un document qu'elle m'a fait parvenir, la Fédération canadienne des étudiants exprime sa préoccupation quant aux effets que la taxe sur les produits et services pourrait avoir sur les prêts étudiants. La taxe sur les produits et services va s'appliquer à tous les prêts—c'est déjà regrettable—y compris les prêts consentis dans le cadre du programme canadien de prêts aux étudiants.

Il me semble tout à fait inconvenant d'imposer une taxe de 9 p. 100 sur les prêts étudiants. En tant que ministre chargé de la jeunesse, qu'allez-vous faire—dans la mesure où mon renseignement est exact—pour modifier les mesures envisagées et obtenir une exemption en ce qui concerne les prêts étudiants?

Mr. Danis: Mr. Allmand, with respect to on-campus CECs. . .

Personne n'est mieux placé que vous pour savoir que nous traversons une période de restrictions budgétaires. Nous essayons de répartir les ressources dont nous disposons le plus efficacement possible. Je pense que ce sont là les bases d'une politique.

En ce qui concerne les nouvelles priorités adoptées par le gouvernement, telles que la stratégie du développement de la main-d'oeuvre et les mesures destinées aux jeunes défavorisés, je pense que l'on peut, effectivement, examiner les divers moyens d'accroître l'efficacité des ressources dont nous disposons. À l'heure actuelle, nous examinons, cas par cas, la situation des CEC dans les universités.

M. Allmand: Certains ont déjà été fermés... peut-être pas fermés, enfin, mais le gouvernement fédéral a cessé son aide au CEC du Collège Algonquin. Il y a d'autres établissements à Ottawa où cela n'est pas le cas.

Vous voyez très bien le problème. Certains établissements demandent pourquoi l'on maintient chez eux un CEC alors qu'on l'a fermé autre part. Cela ne me semble pas être le résultat d'une politique uniforme et j'aimerais savoir quelle est la politique nationale à cet égard.

M. Danis: Notre politique consiste à utiliser au mieux les ressources disponibles. L'argent nous est compté et c'est pourquoi nous examinons chaque cas individuellement. Nous essayons de parvenir à un accord avec les parties concernées et nous y parvenons la plupart du temps. Étant donné les contraintes budgétaires, notre politique est d'utiliser au mieux les ressources dont nous disposons. Je n'ignore pas les cas que vous avez cités.

Mr. Allmand: But there is a question of equity too. Let us say you are a student at Concordia and you see your office closing down, but McGill's is not. You might perhaps wonder whether Concordia students are second-class. So it is not just economics, it is equity in the application of the thing—fairness and a perception of fairness.

Mr. Danis: I understand what you mean, sir. The ones you mentioned which have been closed, I do not know how close they were to a CEC, so that is one criteria that... Since being appointed minister I have heard comments from a number of people, such as the one you have just made, sir, concerning the CECs.

The reason or the policy for that, the original thing, comes from the Nielsen task force, which recommended that we reduce the CECs on campus where it makes sense, obviously, and that is what we will do. You had another question.

Mr. Allmand: Student loans and goods and service tax.

Mr. Danis: Sorry, Mr. Allmand, I do not know the answer to that question, but I will get back to you on that.

Mr. Allmand: The Canadian Federation of Students did not mention that to you?

Mr. Danis: No.

Mr. Allmand: Maybe I will save that for Mr. Wilson. But since you are the minister representing youth you may want to look at this. You are trying to keep students in university and help them. It seems to me a bit unfair. I think to have a tax on loans at all is unfair, but for students it is even more unfair. As the minister representing youth, I would like to you to take a look at that.

Mr. Danis: Certainly, sir, I will. I had a two-and-a-half-hour meeting with them and it was never mentioned. But I will look into it because you mentioned it.

Le président: J'ai parcouru le pays lorsque nous avons tenu des audiences sur le projet de loi C-21. Avec la réforme de l'assurance-chômage, on veut affecter 800 millions de dollars à la formation des travailleurs. Je reconnais le bienfondé de cette intention gouvernementale dans la mesure où on sait que, si on ne forme pas quelqu'un qui est au chômage, il se retrouvera dans un cercle vicieux: il travaillera 20 semaines ou dix semaines selon les régions et se retrouvera à nouveau au chômage au bout de ce temps.

Il est vrai que 30 p. 100 des jeunes décrochent avant la fin du secondaire. Cela représente 100,000 jeunes. C'est préoccupant. Mais est-ce que le gouvernement fédéral n'est pas en train de prendre ses fonds pour suppléer aux carences des gouvernements provinciaux? Est-ce que ce n'est pas leur responsabilité que de faire ce que nous nous apprêtons à faire avec nos propres fonds fédéraux? Bien sûr, je reconnais l'importance de la question. Il est clair que s'il y a 30 p. 100

[Traduction]

M. Allmand: Mais cela pose également une question d'équité. Supposez que vous soyez étudiant à Concordia et que le centre d'emploi y soit fermé alors que vous vous apercevez qu'on a maintenu celui de McGill. Vous allez peut-être vous demander pourquoi ce régime de faveur. Cela ne pose donc pas seulement des questions d'ordre économique mais cela pose un problème d'équité. Il faut, effectivement, que les mesures soient équitables et perçues comme telles.

M. Danis: Je comprends parfaitement bien votre position. Les CEC qui ont été fermés n'étaient peut-être pas très éloignés d'un autre CEC et cela permettrait peut-être... Depuis mon entrée en fonctions j'ai plusieurs fois eu l'occasion d'entendre évoquer ce problème des CEC.

C'est, le premier, le groupe de travail Nielsen qui a recommandé la fermeture de certains CEC installés dans les universités. Notre intention est de continuer lorsque cela semble indiqué. Vous aviez, pourtant une autre question.

M. Allmand: Les prêts étudiants et la taxe sur les produits et services.

M. Danis: Je regrette, monsieur Allmand, mais je ne vois pas très bien comment répondre à votre question. Il faudra que je reprenne contact avec vous sur ce point.

M. Allmand: La Fédération canadienne des étudiants ne vous en a pas parlé?

M. Danis: Non.

M. Allmand: Peut-être vais-je réserver ma question pour M. Wilson. Mais, étant donné que vous êtes le ministre chargé de la jeunesse, je pense que la question vous intéresse. On essaye d'encourager les études et d'aider les étudiants. Tout cela me semble injuste car s'il est injuste d'imposer une taxe sur les prêts, je pense que c'est encore plus injuste lorsqu'il s'agit d'étudiants. Je vous demande, en tant que ministre chargé de la jeunesse, de bien vouloir vous pencher sur la question.

M. Danis: Comptez sur moi. Je les ai rencontrés pendant deux heures et demie et jamais cette question n'a été évoquée. Mais je me renseignerai comme vous me le demandez.

The Chairman: When we had hearings on Bill C-21, I travelled throughout the country. The intention, pursuant to the reform of the unemployment insurance system, is to give \$800 million for manpower training. I think that the idea is a sound one inasmuch as it is very difficult for untrained persons to find a job. Such a person would be stuck in a vicious circle, working 20 weeks or 10 weeks depending on the region and then undergoing a new period of unemployment.

It is true that 30% of young people never graduate from high school. That is 100,000 young people and a serious cause for concern. But isn't the federal government about to dig into its own pockets in order to remedy the deficiencies of provincial policy? Is it not up to the provinces to do that which we are about to do using federal funds? The issue is an important one and it is obvious that if 30% of young people leave school before graduation, something must be done. But

de décrocheurs, il faut faire quelque chose, mais est-ce à nous de le faire avec notre argent? Pourquoi les gouvernements des provinces ne prendraient-ils pas leurs responsabilités? C'est à leur niveau, en fin de compte, qu'il y a une lacune puisqu'ils sont responsables de l'éducation primaire et secondaire. Ce sont eux qui font un manquement et c'est nous qui réglons le problème, alors que cet argent-là pourrait peut-être servir à la création d'emplois. Est-ce qu'on n'est pas en train de partir sur une mauvaise tangente?

M. Danis: Monsieur le président, vous avez raison de dire que lorsqu'on aborde les questions d'éducation ou de formation professionnelle, il peut y avoir des problèmes de juridictions, surtout dans le cas de l'éducation.

• 1245

Lorsque le gouvernement fédéral propose des programmes qui touchent les questions d'éducation postsecondaire ou secondaire, il le fait en consultation avec les provinces. Votre question est certainement bien posée. En fait, monsieur le président, vous me demandez ce que le gouvernement fédéral fait dans le domaine de l'éducation secondaire.

Le premier ministre a récemment amorcé un processus et rencontrera les premiers ministres des provinces pour évaluer les façons d'améliorer le système d'éducation au Canada. Lorsque ces discussions auront lieu, je suis sûr que le président du groupe, M. Doug Wright, soulèvera cette question. Si elle n'est pas à l'ordre du jour, je verrai, au nom du Comité, à ce qu'elle soit soulevée par le premier ministre afin qu'on puisse en discuter avec les premiers ministres des provinces.

Mr. Worthy: First, I am totally astounded that you would think of the GST applying against the loan.

Mr. Allmand: I am, too.

Mr. Worthy: There is no GST on loans, and it is 7%, not 9%.

Mr. Allmand: Even at 7%, it is raised in a document and we had better clarify that. I was not on the GST committee.

Mr. Worthy: I am sure my other point goes into Mrs. McDougall's department because it is into the operations. The impression I have of Manpower is so positive out in the field in my area. The staff are always enthusiastic, they are involved in the programs. They are in fact selling the whole concept of what is being done.

But it is does not seem to be so on the new programs. By their very nature, they are the ones that have to be geared from a national basis. If it can get into the grass roots of the individual offices, they can buy into the program and in fact feed back as to how it can be more effectively implemented, and the problems I discussed probably would not be there. So I throw that out again as a suggestion.

Mr. Danis: I would certainly pass along your comments to Minister McDougall with pleasure. But we are trying in the new labour initiatives to involve the regions more so that people are more aware of the programs.

[Translation]

is it up to the federal government to do it with federal funds? Why do the provincial governments not live up to their responsibilities? The fault lies with them since they are the ones responsible for primary and secondary education. The responsibility is theirs but we are the ones that end up holding the bag, having to spend money that could be more usefully put into job creation. Are we not on a slippery slope?

Mr. Danis: Mr. Chairman, you are right to say that education and manpower training can raise jurisdictional issues and that is particularly true of education.

When the federal government initiates programs dealing with secondary or post-secondary education, it does so after consulting the provinces. Your question is certainly relevant. But, Mr. Chairman, you are asking me what the federal government is doing in the field of secondary education.

The Prime Minister has recently initiated a process which will bring him together with the premiers of the provinces in order to examine ways to improve Canada's educational system. In the course of those talks, I am certain that the chairman of the group, Mr. Doug Wright, will raise that very question. If that point is not on the agenda, I will make sure, on behalf of the committee, that the issue is raised by the Prime Minister and discussed with the provincial premiers.

M. Worthy: L'idée d'appliquer la TPS aux prêts me paraît tout à fait ahurissante.

M. Allmand: À moi aussi.

M. Worthy: Mais il n'y a pas de TPS sur les prêts et elle est de 7 p. 100 et non pas de 9 p. 100.

M. Allmand: Mais même à 7 p. 100, la question est évoquée dans un document et il va falloir quand même que nous éclaircissions ça. Je ne faisais pas partie du comité de la TPS.

M. Worthy: Je suis sûr que mon autre question relève du ministère de M^{me} McDougall puisqu'il s'agit d'une question d'opérations. Dans ma région, les services de main-d'oeuvre jouissent d'une excellente réputation. Le personnel est tellement enthousiaste et tellement actif. C'est à cause d'eux que l'on accepte les changements intervenus.

Mais cela ne semble pas vrai des nouveaux programmes. En effet, il s'agit de programmes qui, par leur nature même, devraient fonctionner à l'échelle nationale. Si l'on parvient à convaincre les responsables des divers bureaux locaux, on obtiendra leur adhésion aux programmes et ils pourront proposer les moyens de les mettre en oeuvre d'une manière efficace. On pourrait ainsi éviter les problèmes que j'ai évoqués tout à l'heure. Ce n'est qu'une proposition.

M. Danis: J'en ferai part à M^{me} McDougall. Mais dans le cadre des nouvelles mesures visant la main-d'oeuvre, nous essayons de faire participer davantage les régions et de mieux faire connaître nos programmes.

Le président: Monsieur le ministre, je vous remercie beaucoup de votre présence à notre Comité aujourd'hui. Également, je tiens à souligner votre grande courtoisie. Au nom de tous les membres du Comité, je vous souhaite bonne chance dans votre nouvelle fonction de ministre d'État à la Jeunesse.

M. Danis: Merci, monsieur le président.

Le président: La séance est levée.

[Traduction]

The Chairman: Minister, I thank you very much for coming here today. I would also like to thank you for your great courtesy. On behalf of the members of the committee, I wish you the best of luck in your new position as Minister of State for Youth.

Mr. Danis: Thank you, Mr. Chairman.

The Chairman: The meeting is adjourned.



If undelivered, return COVER ONLY to: Canadian Government Publishing Centre, Supply and Services Canada, Ottawa, Canada, K1A 0S9

En cas de non-livraison, retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à: Centre d'édition du gouvernement du Canada, Approvisionnements et Services Canada, Ottawa, Canada, K1A 0S9

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 33

Thursday, May 3, 1990 Tuesday, May 8, 1990 Wednesday, May 9, 1990

Chairman: Jean-Pierre Blackburn

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule nº 33

Le jeudi 3 mai 1990 Le mardi 8 mai 1990 Le mercredi 9 mai 1990

Président: Jean-Pierre Blackburn

Minutes of Proceedings and Evidence of the Standing Committee on

Procès-verbaux et témoignages du Comité permanent du

Labour, Employment and Immigration

Travail, de l'Emploi et de l'Immigration

RESPECTING:

Pursuant to Standing Order 108(2), an investigation into the Refugee Claimants Backlog

CONCERNANT:

Conformément à l'article 108(2) du Règlement, une enquête sur le retard dans le traitement de demandes de réfugiés

WITNESSES:

(See back cover)

TÉMOINS:

(Voir à l'endos)



Second Session of the Thirty-fourth Parliament, 1989-90

Deuxième session de la trente-quatrième législature, 1989-1990

34980-1

STANDING COMMITTEE ON LABOUR, EMPLOYMENT AND IMMIGRATION

Chairman: Jean-Pierre Blackburn Vice-Chairman: Dave Worthy

Members

Edna Anderson Warren Allmand Harry Chadwick Doug Fee Dan Heap Al Johnson Fernand Jourdenais Allan Koury Sergio Marchi Gilbert Parent George Proud Cid Samson—(14)

(Quorum 8)

Monique Hamilton

Clerk of the Committee

COMITÉ PERMANENT DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE L'IMMIGRATION

Président: Jean-Pierre Blackburn Vice-président: Dave Worthy

Membres

Edna Anderson Warren Allmand Harry Chadwick Doug Fee Dan Heap Al Johnson Fernand Jourdenais Allan Koury Sergio Marchi Gilbert Parent George Proud Cid Samson—(14)

(Quorum 8)

Le greffier du Comité

Monique Hamilton

Published under authority of the Speaker of the House of Commons by the Queen's Printer for Canada.

Publié en conformité de l'autorité du Président de la Chambre des communes par l'Imprimeur de la Reine pour le Canada.

MINUTES OF PROCEEDINGS

THURSDAY, MAY 3, 1990 (41)

[Text]

The Standing Committee on Labour, Employment and Immigration met at 11:12 o'clock a.m. this day, in Room 269, West Block, the Chairman, Jean-Pierre Balckburn, presiding.

Members of the Committee present: Warren Allmand, Edna Anderson, Jean-Pierre Balckburn, Harry Chadwick, Doug Fee, Dan Heap, Al Johnson, Allan Koury and Dave Worthy.

Acting Member present: Fernand Jourdenais for Jacques Vien.

In attendance: From the Library of Parliament: Kevin Kerr and Mrs. Margaret Young, Research Officers.

The Committee proceeded to the consideration of its future business.

It was agreed,—That the Clerk of the Committee schedule the appearance of J. Benimadhu, Director General, Adjudication Branch, Employment and Immigration, for May 9 or May 16, 1990, subject to the witness's availability.

It was agreed,—That the Committee would receive Ms. J. Benimadhu's, Director General, Adjudication Branch, Employment and Immigration testimony before pursuing the possibility of the appearance of individual adjudicators of the Adjudication Branch, Employment and Immigration.

It was agreed,—That the Committee would continue its study on Demography and Immigration levels and hold its meetings on this subject, on Tuesdays and Thursdays, at 11:00 o'clock a.m.

It was agreed,—That the remainder of the witnesses to appear before the Committee in relation of the study on Demography and Immigration levels be grouped, subject to their availability, as follows:

Group One:

- Canadian School Trustees Association
- Ontario Council of Agencies Serving Immigrants

Group Two:

- Witnesses Oriented to Environmental Concerns
- John Kimble Abbott on behalf of the Immigration Association of Canada

Group Three:

- Canadian Ethnocultural Council
- National Organization of Immigrant and Visible Minority Women

Group Four:

- Business Council on National Issues
- Canadian Labour Congress

PROCÈS-VERBAUX

LE JEUDI 3 MAI 1990 (41)

[Traduction]

Le Comité permanent du travail, de l'emploi et de l'immigration se réunit aujourd'hui à 11 h 12, dans la salle 269 de l'édifice de l'Ouest, sous la présidence de Jean-Pierre Blackburn (président).

Membres du Comité présents: Warren Allmand, Edna Anderson, Jean-Pierre Blackburn, Harry Chadwick, Doug Fee, Dan Heap, Al Johnson, Allan Koury, Dave Worthy.

Membre suppléant présent: Fernand Jourdenais remplace Jacques Vien.

Aussi présents: De la Bibliothèque du Parlement: Kevin Kerr et Margaret Young, attachés de recherche.

Le Comité examine ses travaux à venir.

Il est convenu,—Que le greffier prépare l'audition de J. Benimadhu, Directrice générale de l'arbitrage à Emploi et immigration, pour le 9 ou le 16 mai, selon la disponibilité du témoin.

Il est convenu,—Que le Comité reçoive d'abord $M^{\rm me}$ Benimadhu avant de décider d'entendre les témoignages de certains arbitres de Emploi et immigration.

Il est convenu,—Que le Comité poursuive son étude sur la démographie et les niveaux d'immigration et tienne ses séances le mardi et le jeudi à 11 heures.

Il est convenu,—Que les témoins qui restent à être entendus dans le cadre de cette étude soient groupés de la manière suivante:

Premier groupe,

- l'Association canadienne des commissaires d'écoles;
- Ontario Council of Agencies Serving Immigrants.

Deuxième groupe,

- les témoins préoccupés d'environnement;
- John Kimble Abbott au nom de l'Association d'immigration du Canada.

Troisième groupe.

- le Conseil ethnoculturel du Canada;
- National Organization of Immigrant and Visible Minority Women.

Quatrième groupe.

- le Conseil d'entreprises pour les questions d'intérêt national;
- le Congrès du travail du Canada.

It was agreed,—That the Committee would pursue the drafting of an interim report on Demography and Immigration Levels on May 9 or May 16, 1990. The exact date to be determined once the scheduling of Ms. Benimadhu's appearance is confirmed.

TUESDAY, MAY 8, 1990 (42)

The Standing Committee on Labour, Employment and Immigration met at 11:16 o'clock a.m. this day, in Room 701, 151 Sparks Street, the Chairman, Jean-Pierre Blackburn, presiding.

Members of the Committee present: Warren Allmand, Edna Anderson, Jean-Pierre Blackburn, Doug Fee, Dan Heap, Al Johnson, Fernand Jourdenais, Allan Koury and Dave Worthy.

In attendance: From the Library of Parliament: Kevin Kerr and Mrs. Margaret Young, Research Officers.

The Committee proceeded to the consideration of its future business.

It was agreed,—That the Committee adjourn in order to assess the revised draft interim report on Demographic Change and Immigration Levels and resume discussion of this report at the next meeting of the Committee.

It was agreed,—That the Committee would discuss the draft report at the meeting of Wednesday, May 9, 1990, at 3:30 o'clock p.m., Room 371, West Block after the presentation and questioning of the witness.

At 11:28 o'clock a.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

WEDNESDAY, MAY 9, 1990 (43)

The Standing Committee on Labour, Employment and Immigration met at 3:30 o'clock p.m. this day, in Room 371, West Block, the Chairman, Jean-Pierre Blackburn, presiding.

Members of the Committee present: Edna Anderson, Jean-Pierre Blackburn, Dan Heap, Al Johnson and Allan Koury.

Acting Member present: Gabrielle Bertrand for Harry Chadwick.

In attendance: From the Library of Parliament: Kevin Kerr and Mrs. Margaret Young, Research Officers.

Witnesses: From the Department of Employment and Immigration: J. Benimadhu, Director General, Adjudication Branch; N. Mulder, Associate Deputy Minister and Brian Dougall, Director, Backlog Clearance Program.

Pursuant to Standing Order 108(2), the Committee continued consideration of its mandate on the Refugee Claimants Backlog.

N. Mulder and J. Benimadhu each made a statement and, with the other witness, answered questions.

At 5:26 o'clock p.m., the sitting was suspended.

At 5:31 o'clock p.m., the sitting was resumed.

At 5:31 o'clock p.m., the Committee proceeded to sit In Camera.

The Committee resumed consideration of a Draft Interim Report to the House.

Il est convenu,—Que le Comité poursuive, le 9 ou le 16 mai, la rédaction du rapport préliminaire sur la démographie et les niveaux d'immigration, la date définitive devant être fixée après confirmation du témoignage de M^{me} Benimadhu.

LE MARDI 8 MAI 1990 (42)

Le Comité permanent du travail, de l'emploi et de l'immigration se réunit aujourd'hui à 11 h 16, dans la salle 701, au 151 rue Sparks, sous la présidence de Jean-Pierre Blackburn (*président*).

Membres du Comité présents: Warren Allmand, Edna Anderson, Jean-Pierre Blackburn, Doug Fee, Dan Heap, Al Johnson, Fernand Jourdenais, Allan Koury, Dave Worthy.

Aussi présents: De la Bibliothèque du Parlement: Kevin Kerr et Margaret Young, attachés de recherche.

Le Comité examine ses travaux à venir.

Il est convenu,—Que le Comité ajourne afin de prendre connaissance de l'ébauche révisée du rapport sur l'évolution démographique et les niveaux d'immigration puis en poursuive l'étude à sa prochaine réunion.

Il est convenu,—Que le Comité reprenne cet examen à la réunion du mercredi 9 mai (15 h 30, pièce 371, édifice de l'Ouest), après l'audition du témoin.

À 11 h 28, le Comité s'ajourne jusqu'à nouvelle convocation du président.

LE MERCREDI 9 MAI 1990 (43)

Le Comité permanent du travail, de l'emploi et de l'immigration se réunit aujourd'hui à 15 h 30, dans la salle 371 de l'édifice de l'Ouest, sous la présidence de Jean-Pierre Blackburn (président).

Membres du Comité présents: Edna Anderson, Jean-Pierre Blackburn, Dan Heap, Al Johnson, Allan Koury.

Membre suppléant présent: Gabrielle Bertrand remplace Harry Chadwick.

Aussi présents: De la Bibliothèque du Parlement: Kevin Kerr et Margaret Young, attachés de recherche.

Témoins: Du ministère de l'Emploi et de l'Immigration: J. Benimadhu, directrice générale, Direction de l'arbitrage; N. Mulder, sous-ministre associé; Brian Dougall, directeur, Élimination de l'arriéré.

En conformité du paragraphe 108(2), le Comité poursuit l'examen du retard dans le traitement des demandes des réfugiés.

N. Mulder et J. Benimadhu font chacun un exposé puis, avec l'autre témoin, répondent aux questions.

A 17 h 26, la séance est suspendue.

A 17 h 31, la séance reprend.

A 17 h 31, le Comité déclare le huis clos.

Le Comité pousuit l'étude d'une ébauche de rapport préliminaire.

At 6.20 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

A 18 h 20, le Comité s'ajourne jusqu'à nouvelle convocation du président.

Monique Hamilton

Clerk of the Committee

La greffière du Comité

Monique Hamilton

EVIDENCE

[Recorded by Electronic Apparatus]

Wednesday, May 9, 1990

• 1549

Le président: À l'ordre!

Bienvenue à tous les membres de ce Comité et à nos deux témoins. Nous poursuivons nos travaux sur le retard dans le traitement des demandes de réfugiés.

Cet après-midi, nous allons traiter du jugement du juge Jerome dans l'affaire Ken Yung Yhap et de la lettre qu'adressait M^{me} Benimadhu, directrice générale à la Direction de l'arbitrage, aux différents arbitres de la Commission. Nous allons donc discuter de ce sujet.

À la suite à cette réunion, nous siégerons à huis clos pour discuter du rapport qu'on doit déposer à la Chambre des communes et portant sur les niveaux d'immigration pour les cinq prochaines années.

Monsieur Mulder, sous-ministre associé, nous présentera M^{me} Benimadhu. À vous la parole.

M. Nick Mulder (sous-ministre associé, Emploi et Immigration): Merci, monsieur le président.

Jennifer Benimadhu is going to explain the issue and the background, but I want to say a few words about Ms Benimadhu and especially about how she reports to me in the department. Mrs. Benimadhu has been the director general of the Immigration Adjudication Branch since January 1989—about 15 months ago. Before that, she had been acting in it for two years and she has been with the Immigration Adjudication Branch since 1982. She has a long background in it and she is very good at her job.

• 1550

Recently we have made some change in the reporting relationship between the director general of adjudication and the rest of the immigration function in the Canada Employment and Immigration Commission. The courts in several cases have upheld the view that the adjudication function has been and continues to be independent from the rest of immigration. We have had, for example, in the last two years, two cases where the courts have agreed with the department that the adjudication function is separate in many respects.

To make sure it is separate not only in substance but also in appearance, we decided last fall to make a change. Instead of having the Adjudication Branch report directly to our executive directors in Immigration Policy or Operations, we decided that the function should report to me in my capacity as as the chief person involved in immigration matters, particularly as associate deputy and vice–chairman of the commission.

I want to stress, Mr. Chairman, and to the members as well, as somebody who generally deals with Mrs. Benimadhu...she reports to me in practical administrative matters. I am not involved in day-to-day operations of the

[Translation]

TÉMOIGNAGES

[Enregistrement électronique]

Le mercredi 9 mai 1990

The Chairman: Order, please!

I want to welcome the members of the Committee and our two witnesses. We continue our study of the Refugee Backlog Clearance Program.

This afternoon, we will be talking about the judgment rendered by Justice Jerome in the Ken Yung Yhap case and of the memorandum sent by the Director General of Arbitration, Mrs. Benimadhu, to the Commission's adjudicators.

We will afterwards go in camera to discuss the report we will be tabling in the House of Commons on the proposed immigration levels for the next 5 years.

Mr. Mulder, Associate Deputy Minister, will introduce Mrs. Benimadhu. The floor is yours.

Mr. Nick Mulder (Associate Deputy Minister, Employment and Immigration): Thank you, Mr. Chairman.

Jennifer Benimadhu va vous replacer dans son contexte l'affaire Yhap, mais je voudrais d'abord vous dire quelques mots au sujet de M^{me} Benimadhu elle-même et de nos rapports hiérarchiques. M^{me} Benimadhu a été nommée directrice générale de la Direction de l'arbitrage à l'Immigration en janvier 1989, c'est-à-dire il y a environ 15 mois. Elle avait occupé le poste de façon intérimaire pendant deux ans avant sa nomination, et elle fait partie de la Direction de l'arbitrage depuis 1982. Elle compte donc beaucoup d'expérience dans ce domaine et elle s'acquitte très bien de ses fonctions.

On a modifié dernièrement la relation hiérarchique entre le directeur général de l'arbitrage et ses supérieurs à la Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada. À plusieurs reprises, les tribunaux ont confirmé l'indépendance dont a toujours joui la Direction de l'arbitrage au sein de la CEIC. Au cours des deux dernières années, les tribunaux ont rendu deux décisions en ce sens.

Pour nous assurer que la structure organisationnelle de la CEIC reflète cette indépendance, nous l'avons modifiée l'automne dernier. Au lieu de relever directement des directeurs administratifs chargés des politiques ou des opérations, on a jugé bon de faire relever cette direction directement de moi qui suis le principal responsable des questions d'immigration à titre de sous-ministre associé et de vice-président de la Commission.

J'insiste donc sur le fait, monsieur le président, mesdames et messieurs, que M^{me} Benimadhu relève de moi pour ce qui est des questions administratives seulement. Je ne m'ingère pas, pas plus que qui que ce soit d'autre, dans la

branch, nor do I get involved in the development of practice and procedures for adjudicators, nor am I involved in decision-making process or individual decisions, and nobody else is.

I am also not involved in the authority exercised by the adjudicators based on authority within the act. Any of those authorities are clearly theirs based on the act, and they do not come from any official delegations or anything I may ask of them. I want to stress that in all day-to-day decisions and in all procedure issues and so on, Mrs. Benimadhu and all the adjudicators are entirely separate from the rest of the department.

As I indicated, Mr. Chairman, Mrs. Benimadhu will give you some information on the role of the adjudication, on the role of the director general and particularly on the comments and the background on the Yhap case to explain how she arrived at it. Again, this was a decision that she made with her team. It is not something that reflects the view from the rest of the immigration function in headquarters or in the regions. Thank you very much.

Le président: Merci, monsieur Mulder. Madame Benimadhu.

Mme Jennifer Benimadhu (directrice générale, Direction de l'arbitrage, ministère de l'Emploi et de l'Immigration): Merci beaucoup.

Mr. Chairman, I believe you all have a copy of the opening statement I would like to make. I will not take up a lot of the time of the committee in reading the whole thing, but I would at least like to highlight some of the points I think are important to your understanding of the way the Immigration Adjudication Branch works and to put the memorandum in question in context.

The mandate of the Immigration Adjudication Branch—

Mr. Johnson (Calgary North): Excuse me, Mr. Chairman. It would actually be preferable for me, since this has just been handed to us, if Mrs. Benimadhu went through it as a report. I know it takes just a few extra minutes, but it does give time for us to read, hear and think about what is said and not be thrown into questions. We have not had this document before the meeting; at least I did not have it before the meeting. It would actually be more helpful for me. Although it may seem rather boring, I think it is more helpful to go through step by step.

Mr. Heap (Trinity—Spadina): I agree. If Mrs. Benimadhu wants to stop and make a comment to clear up something or to enlarge upon something, this would be fine too.

Le président: Madame Benimadhu, veuillez lire votre document. Les membres en feront la lecture en même temps que vous et écouteront vos commentaires.

Mme Benimadhu: Merci beaucoup.

I will begin then with the establishment of the Adjudication Directorate. You may know that prior to 1978 immigration inquiries were conducted by special inquiry officers who were responsible for obtaining the evidence against the person concerned, conducting the inquiry to examine the evidence and then rendering a decision based on that evidence. It was like an inquisitorial system where one person did all that. The Immigration Act of 1976 created the

[Traduction]

gestion quotidienne de la Direction, dans l'élaboration des lignes directrices portant sur le travail des arbitres, ni dans le processus décisionnel.

Je n'interviens nullement dans le travail accompli par les arbitres en fonction des pouvoirs que leur confère la loi. Je n'ai donc aucun droit de regard sur leurs décisions. J'insiste sur le fait que la Direction de M^{me} Benimadhu fonctionne de façon autonome.

M^{me} Benimadhu vous renseignera, monsieur le président, sur le rôle de la Direction de l'arbitrage, sur son rôle à elle comme directrice générale du service et sur la décision qui a été prise suite à l'affaire Yhap. C'est une décision dont la responsabilité lui incombe. Elle ne reflète pas la position générale de l'administration centrale ou des administrations régionales de l'Immigration. Je vous remercie.

The Chairman: Thank you, Mr. Mulder. Mrs. Benimadhu, you now have the floor.

Mrs. Jennifer Benimadhu (Director General, Adjudication Branch, Department of Employment and Immigration): Thank you very much.

Monsieur le président, je crois que tous les membres du Comité ont reçu un exemplaire de ma déclaration préliminaire. Pour gagner du temps, je ne la lirai pas au complet, et je me contenterai de m'en tenir aux parties de celle-ci qui vous feront comprendre le fonctionnement de la Direction de l'arbitrage et qui replaceront dans son contexte la lettre que j'ai fait parvenir aux arbitres.

Le mandat de la Direction de l'arbitrage...

M. Johnson (député de Calgary-Nord): Excusez-moi, monsieur le président. Étant donné que ce texte vient de nous être remis, je crois qu'il serait préférable que M^{me} Benimadhu le lise au complet. Cela ne prendra que quelques minutes de plus, et nous serons ainsi en mesure de réfléchir aux questions que nous aimerions poser. J'ignore si d'autres ont reçu ce document avant la réunion, mais ce n'est pas mon cas. Ce serait donc utile pour moi que M^{me} Benimadhu le lise au complet même si c'est un peu plus long.

M. Heap (député de Trinity—Spadina): Je suis du même avis. M^{me} Benimadhu peut s'écarter de son texte pour donner des précisions au besoin.

The Chairman: Mrs. Benimadhu, please read your text. Members will be able to read it as you go along and we will listen to your comments.

Mrs. Benimadhu: Thank you very much.

Je commencerai donc par vous parler de la création de la Direction de l'arbitrage. Avant 1978, les enquêtes de l'immigration étaient menées par des agents d'enquête spéciaux chargés de recueillir des preuves contre la personne concernée, de mener l'enquête en vue d'étudier ces preuves, puis de rendre une décision fondée sur ces mêmes preuves. Il s'agissait d'une procédure inquisitoriale reposant sur une seule personne. La Direction de l'arbitrage a été créée aux

Adjudication Directorate and made the adjudicator an independent decision—maker and a presiding officer of an adversarial inquiry system. In this administrative tribunal the minister is represented before the adjudicator by a case presenting officer, and the person concerned has the right to be represented by counsel. These changes to the inquiry system brought about by the legislation in 1976 contributed significantly to the procedural fairness of the immigration process.

• 1555

On January 1, 1989, when the new refugee determination system came into force, the Adjudication Branch took on added responsibilities. In cases involving a claim to refugee status, the adjudicator presides over the hearing and shares equally, with a member of the immigration and refugee board, responsibility for determining a person's eligibility to claim refugee status in Canada and for deciding whether there is a credible basis for the claim.

The mandate of the Adjudication Branch is to conduct immigration inquiries, hearings and detention reviews, fairly and efficiently, in accordance with the Immigration Act and regulations and the principles of natural justice. The objective of the branch at headquarters is to carry out the legal mandate that I have just set out. The headquarters staff administers the adjudication program by way of providing training, advice and guidance to adjudicators, monitoring the effectiveness of the program and the utilization of resources.

In order to provide adjudication services throughout Canada, there are currently 125 adjudicators located in 17 centres across the country. This includes 48 adjudicators assigned to four offices that were established specifically for the purpose of processing the refugee claimants backlog. In addition, adjudicators provide itinerant service to over 150 other locations. They are supervised by 12 section heads who report to seven directors who, in turn, report to the director general in Hull. The directors are located in the larger centres in Vancouver, Montreal, Mississauga and Toronto.

The adjudicator conducts immigration inquiries, refugee hearings and detention reviews in accordance with the law and the principles of natural justice. The adjudicator decides whether a person will be allowed to come into Canada or will be removed from Canada. Adjudicators also preside at refugee hearings, sitting with a member of the IRB, to determine whether a person has a credible basis for his or her claim to refugee status.

The adjudicators are creatures of statute. They have only the decision-making authority granted to them under the Immigration Act. This act does not grant adjudicators the authority to make decisions based on humanitarian and

[Translation]

termes de la Loi sur l'immigration de 1976. L'arbitre devenait un décisionnaire indépendant qui présidait un tribunal d'enquête fonctionnant selon la formule contradictoire. Le ministre était représenté à ce tribunal administratif devant l'arbitre par un agent chargé de présenter le cas. La personne en cause avait le droit d'être représentée par un conseil. Les modifications apportées au système d'enquête en 1976 ont contribué considérablement à rendre plus équitables les procédures en matière d'immigration.

Avec l'entrée en vigueür, en janvier 1989, des dispositions législatives sur le nouveau processus de détermination du statut de réfugié, la Direction générale de l'arbitrage a assumé de nouvelles responsabilités. Dans les cas concernant des revendications du statut de réfugié, l'arbitre préside l'audience et, avec un membre de la Commission de l'immigration et du statut de réfugié, partage au même titre que celui-ci la responsabilité de déterminer si la revendication est recevable et si elle a un minimum de fondement.

La Direction générale de l'arbitrage est chargée de mener les enquêtes de l'immigration et les audiences ainsi que de procéder à la révision des motifs de mise sous garde, équitablement et efficacement, conformément aux dispositions de la Loi et du Règlement sur l'immigration ainsi qu'aux principes de justice naturelle. La Direction générale doit exécuter le mandat juridique exposé ci-dessus. Le personnel de l'Administration centrale administre le programme de l'arbitrage en donnant des cours de formation, en conseillant et en orientant les arbitres, en vérifiant l'efficacité du programme et en surveillant l'utilisation des ressources.

Pour assurer les services d'arbitrage dans l'ensemble du Canada, il y a actuellement 125 arbitres travaillant dans 17 centres répandus à travers le pays. Ce nombre comprend 48 arbitres affectés à quatre bureaux créés spécialement pour traiter l'arriéré de revendications du statut de réfugié. En outre, les arbitres offrent un service itinérant dans plus de 150 autres endroits. Les arbitres sont supervisés par 12 chefs de section qui relèvent de 7 directeurs. Ces derniers relèvent du directeur général de l'Arbitrage, à Hull. On trouve des directeurs à Vancouver, Montréal, Mississauga et Toronto.

L'arbitre mène les enquêtes de l'immigration et les audiences relatives aux revendications du statut de réfugié et il révise les motifs de mise sous garde conformément aux dispositions législatives et aux principes de justice naturelle. C'est l'arbitre qui décide si une personne sera autorisée à entrer au Canada ou si elle sera renvoyée. Les arbitres président aussi des audiences relatives au processus de détermination du statut de réfugié, avec un membre de la CISR, avec lequel ils déterminent si les revendications ont un minimum de fondement.

Les attributions de l'arbitre sont définies par la Loi. Les arbitres n'ont que le pouvoir décisionnel que leur confère la Loi sur l'immigration. La Loi ne leur attribue pas le pouvoir de prendre des décisions fondées sur des considérations

compassionate grounds, nor do they have delegated authority to issue minister's permits. As all decisions made by adjudicators are final and have been characterized as quasi-judicial in nature, they cannot be altered administratively. They can only be overturned by a court of competent jurisdiction.

The independent decision-making role of adjudicators does not mean that general guidelines cannot be issued to them. Indeed, reference papers and guidelines produced by adjudication in HQ are issued to adjudicators on various legal and procedural questions to aid them in rendering informed and well-reasoned decisions and to ensure consistency of approach within the branch. The provision of such reference material to adjudicators is one of my responsibilities. As director general of the Immigration Adjudication Branch I am accountable for ensuring that adjudication services are provided on demand throughout Canada within the timeframes provided for in the Immigration Act and regulations, and that all inquiries, hearings and detention reviews are conducted in accordance with the law and the principles of natural justice. I am also responsible for promoting the consistent application of the immigration law.

Guidelines are produced where the law is silent on a given matter, where there are apparently conflicting court decisions, or where there is a need to clarify the inherent difficulties found in some subjects. The Adjudication Branch prepares reference papers and memoranda for the guidance of adjudicators to assist them in reaching informed decisions which are consistent with those of other adjudicators. These reference papers offer in general an interpretation of issues and jurisprudence in relation to the conduct of inquires, refugee hearings and detention reviews. For example, we have reference papers on the subject of adjournments, public access to inquiries and interpreters at inquiries, just to name a few of the papers.

• 1600

This interpretive guidance is not binding on adjudicators. They must be, and are, free not to apply the preferred position of the branch in any particular case. Adjudicators must of course base their decisions on the particular facts of each case and consider any arguments and other legal precedents that are presented in individual cases.

Adjudicators contribute to the formulation of such papers and guidelines with a view to their receiving the widest possible degree of acceptance by the adjudicators. Instances of non-adherence to the national position are reviewed to determine whether there is a need for modification of the guidelines or reference papers in issue.

I would like to point out that the first page of all reference papers written at adjudication NHQ aimed at immigration adjudicators contains a standard preamble that acknowledges the adjudicator's independence as a decision-maker while at the same time recognizing the need to provide clarification on issues that merit a consistent approach.

[Traduction]

humanitaires, et ils n'ont pas le pouvoir de délivrer des permis ministériels. Toutes les décisions rendues par les arbitres sont finales, de caractère quasi judiciaire et elles ne peuvent être modifiées par un autre tribunal administratif. Elles peuvent seulement être cassées par un tribunal ayant compétence en la matière.

Les arbitres sont des décisionnaires indépendants, mais cela ne signifie pas que l'on ne puisse pas établir des lignes directrices à leur intention. En effet, des documents de référence et des lignes directrices sont élaborés pour eux par la Direction générale de l'arbitrage à l'AC. Ces documents portent sur des questions juridiques et des questions de procédure et visent à aider les arbitres à prendre des décisions éclairées ainsi qu'à uniformiser l'approche adoptée par la Direction générale. C'est à moi qu'il incombe de fournir ces documents de référence aux arbitres. En ma qualité de directrice générale de l'Arbitrage, je dois veiller à ce que les services d'arbitrage demandés soient offerts dans l'ensemble du Canada, dans les délais prescrits par la Loi et le Règlement sur l'immigration, et à ce que toutes les enquêtes, audiences et révisions des motifs de mise sous garde soient menées conformément aux dispositions législatives et aux principes de justice naturelle. Je suis également chargée de favoriser une application uniforme de la Loi et du Règlement sur l'immigra-

Lorsque la loi est muette sur certaines questions, lorsque des décisions judiciaires sont apparemment contradictoires ou lorsqu'il faut clarifier la complexité inhérente à certains sujets, la Direction générale de l'arbitrage prépare des documents de référence et des notes de service pour conseiller les arbitres et pour les aider à rendre des décisions éclairées conformes à celles des autres arbitres. Ces documents de référence offrent, en général, interprétation des questions litigieuses et de la jurisprudence en matière d'enquêtes, d'audiences du statut de réfugié et de révisions des motifs de la garde. A titre d'exemple, il existe des documents de référence sur les ajournements, la présence du public et le recours à des interprètes aux enquêtes.

Cette orientation en matière d'interprétation n'engage pas les arbitres. Ils doivent être et, de fait, sont libres d'adhérer à la position privilégiée par la Direction générale dans n'importe quel cas. Ils doivent, bien entendu, fonder leurs décisions sur les faits particuliers de chaque cas et s'inspirer de tout autre argument ou précédent juridiques concernant un cas donné.

Pour que le plus d'arbitres possible souscrivent à ces documents et à ces lignes directrices, ils participent à leur élaboration. Les cas de non-adhésion à la position nationale sont revus pour déterminer s'il faut modifier les lignes directrices ou les documents de référence en cause.

J'aimerais signaler que la première page de tous les documents de référence destinés aux arbitres et préparés par la Direction générale de l'arbitrage, AC, comporte un préambule uniformisé mettant en relief l'indépendance de l'arbitre à titre de décideur tout en reconnaissant la nécessité de fournir des éclaircissements sur des questions qui doivent être traitées de façon uniforme.

As you are aware, the Adjudication Branch is a national decentralized organization, an administrative tribunal of 125 decision–makers who deal with thousands of cases annually. In 1989, adjudicators conducted over 27,000 hearings, including inquiries, refugee hearings, and detention reviews, and in the first three months of this year adjudicators have already dealt with over 13,000 hearings. Given this volume to date, the Immigration Adjudication Branch can expect to handle over 40,000 cases this year.

Fairness for the persons who are the subjects of these hearings dictates that similar issues be dealt with in a similar manner. While adjudicators are required to follow the decisions of superior courts, such as the Federal and Supreme Courts of Canada, they are not bound by their own previous decisions or those of their fellow adjudicators.

Given the volume of cases and the number of decision—makers within the Adjudication Branch, it is essential to strive for consistency in the application of the act and regulations and the jurisprudence. Providing guidelines to adjudicators represents one of the ways of achieving the desired consistency.

The need for consistency in administrative tribunals was discussed in a recent decision by the Supreme Court of Canada. The court pointed out that administrative tribunals are created to increase the efficiency of the administration of justice and are often called upon to handle heavy caseloads. As a result, it is unrealistic to expect an administrative tribunal to abide strictly by the rules applicable to courts.

The Supreme Court went on to point out that it is obvious that coherence in administrative decision-making must be fostered. The outcome of disputes should not depend on the identity of the persons sitting on the panel. It was the view of the court that where an administrative tribunal is dealing with large numbers of cases, as we are in adjudication, for example, it is justified in taking appropriate measures to ensure that conflicting results are not inadvertently reached in similar cases. The court went on to say that discussions with colleagues do not prevent a decision-maker from adjudicating in accordance with his own conscience and opinions, nor does it constitute an obstacle to this freedom.

The memorandum to adjudicators dated March 14, 1990 is an example of an attempt to foster consistency of approach among the adjudicators following a Federal Court of Canada decision in the Yhap case. The memorandum was written following a careful reading of the reasons for the decision and an analysis of jurisprudence on the subject of adjournments for humanitarian and compassionate grounds, and in consultation with other members of the Adjudication Branch. The memorandum briefly set out the facts of the Yhap case and our analysis of the implications of the case for adjudicators.

[Translation]

Comme vous le savez, la Direction générale de l'arbitrage est une entité nationale décentralisée: c'est un tribunal administratif constitué de 125 décideurs qui traitent des milliers de cas chaque année. En 1989, les arbitres ont tenu plus de 27,000 audiences, notamment des enquêtes, des audiences du statut de réfugié et des révisions des motifs de la garde. Dans les trois premiers mois de 1990, les arbitres ont déjà siégé à plus de 13,000 audiences, soit encore une fois une combinaison d'enquêtes, d'audiences du statut de réfugié et de révisions des motifs de la garde. Si l'on se fie au nombre d'audiences tenues jusqu'à ce jour, la Direction générale de l'arbitrage peut s'attendre à examiner plus de 40,000 cas cette année.

Le principe d'équité à l'égard des personnes qui font l'objet de ces audiences exige que des situations analogues soient traitées de manière analogue. Les arbitres sont tenus de suivre les décisions des cours supérieures comme les Cours fédérale et suprême, mais ils ne sont pas liés par leurs décisions antérieures ni par celles de leurs collègues.

Étant donné le nombre de cas et de décideurs à la Direction générale de l'arbitrage, il est essentiel de mettre tout en oeuvre pour appliquer, avec uniformité, la Loi et le Règlement de même que la jurisprudence. Un des moyens de réaliser cette uniformité souhaitée, c'est justement de fournir des lignes directrices aux arbitres.

Dans une décision récente de la Cour suprême du Canada, on a examiné la nécessité pour les tribunaux administratifs d'adopter une approche uniforme. La Cour a signalé que les tribunaux administratifs sont créés pour accroître l'efficacité de l'exercice de la justice et se voient souvent confier un nombre considérable de cas. Il n'est donc pas réaliste de s'attendre à ce qu'un tribunal administratif adhère rigoureusement aux règles applicables aux autres tribunaux.

La Cour suprême a poursuivi en indiquant qu'il faut bien entendu préconiser une approche uniforme dans la prise de décisions sur le plan administratif. L'issue de litiges ne devrait pas dépendre de l'identité des personnes siégeant comme membre d'un tribunal. De l'avis de la Cour, lorsqu'un tribunal administratif traite un nombre considérable de cas, (comme c'est le cas de l'Arbitrage), il a raison de prendre les mesures voulues pour éviter que des décisions contradictoires soient prises, par inadvertance, dans des situations analogues. La Cour a également indiqué que le fait de discuter avec ses collègues n'empêche pas un décideur de statuer conformément à sa conscience et à ses opinions ni ne constitue une entrave à sa liberté.

La note de service destinée aux arbitres et datée du 14 mars 1990 est un exemple d'une tentative en vue de promouvoir une approche uniforme chez les arbitres, à la suite d'une décision de la Cour fédérale (arrêt YHAP). La note de service a été rédigée après une lecture attentive des motifs de la décision, une analyse de la jurisprudence sur les ajournements pour des motifs humanitaires et après consultation d'autres membres de la Direction générale de l'arbitrage. La note de service expose brièvement les faits relatifs à l'affaire YHAP et présente notre analyse des répercussions de celle-ci sur les fonctions de l'arbitre.

It has been proposed that I might discuss the facts of the Yhap case for those committee members who may not be familiar with it. Is that necessary, or are most of you familiar with the issues?

An application was made to the Federal Court in the Yhap case by the applicant because they felt that the humanitarian and compassionate guidelines were too narrow and that the guidelines fettered the discretion of immigration officers. The Court found that the guidelines did indeed fetter the discretion of immigration officers, in that they were too narrowly set out. They did not allow them wide enough latitude to use their discretion, and the court suggested that the guidelines be amended. As a result the guidelines were amended, and the H and C review that all applicants get is now done under a revised set of guidelines.

• 1605

My point was that the immigration officers are the ones who make the decision on H and C grounds, not the adjudicators. The Adjudication Branch felt this case did not directly touch on the mandate of the adjudicator, and I will now return to the statement.

The memorandum briefly sets out the facts of the Yhap case and our analysis of the implications of the case for adjudicators. The recommendation to adjudicators in the last paragraph not to adjourn in situations similar to those in the Yhap case—that is, where an applicant is asking for a review of the H and C grounds of his case—is based on case precedents from the Federal and Supreme Courts of Canada that state that an adjudicator is under no obligation to adjourn an inquiry to permit the person's case to be examined on humanitarian and compassionate grounds. Such considerations are outside the scope of the inquiry being conducted by the adjudicator as the legislation does not give the adjudicator authority to make decisions based on humanitarian and compassionate grounds, which was the subject of the application in the Yhap case.

Discussions on this case took place with adjudicators and other members of the branch. They were aware of the national position being advocated in the interests of consistency, and we were also aware of the point of view of some adjudicators who held a different position. Such guidelines and discussions are important for the reasons I outlined earlier, that is, the need for consistency in a decentralized decision—making body, and the contribution of adjudicators to the process with a view to any resulting position receiving general acceptance.

These discussions and memoranda do not create obstacles to independent decision—making. Adjudicators are aware that they are free to come to a conclusion different from the one proposed by headquarters. In fact, contrary to the guidance provided in my nemorandum, there have been a number of adjournments of inquiries for humanitarian and compassionate reasons based on he Yhap decision.

[Traduction]

Serait-il bon que je vous résume l'affaire YHAP ou les faits vous sont-ils tous connus?

Dans cette affaire, le demandeur a soutenu devant la Cour fédérale que les lignes directrices portant sur les considérations humanitaires étaient de portée trop restreinte et qu'elles entravaient le pouvoir discrétionnaire des agents d'immigration. La Cour a estimé que les lignes directrices limitaient en effet l'autonomie des agents de l'immigration parce qu'elles ne leur donnaient pas suffisamment de marge de manoeuvre. Elles ne leur donnaient pas la latitude d'utiliser leur discrétion et la Cour a suggéré qu'elles soient modifiées. Les lignes directrices ont par conséquent été modifiées et l'examen pour motifs humanitaires dont font l'objet tous les candidats se fait maintenant en vertu d'un nouvel ensemble de lignes directrices.

J'ai fait valoir que c'était les agents d'immigration et non les arbitres qui prenaient des décisions fondées sur des considérations humanitaires. La Direction de l'arbitrage estimait que cela ne touchait pas directement les attributions des arbitres. Je reviens à ma déclaration.

La note de service expose brièvement les faits relatifs à l'affaire Yhap et présente notre analyse des répercussions de celle-ci sur les fonctions de l'arbitre. La recommandation figurant dans le dernier paragraphe, selon laquelle les arbitres ne doivent pas ajourner une enquête dans des cas semblables à l'affaire Yhap, c'est-à-dire lorsque le candidat demande un examen pour motifs humanitaires, se fonde sur des cas jurisprudentiels de la Cour fédérale et de la Cour suprême du Canada suivant lesquels un arbitre n'est pas tenu d'ajourner une enquête pour que le cas d'une personne puisse être examiné pour des motifs humanitaires. Il n'y a pas lieu de tenir compte de ces considérations dans le cadre d'une enquête tenue par un arbitre puisque la législation ne confère pas à celui-ci le pouvoir de rendre des décisions fondées sur des motifi humanitaires. C'est d'ailleurs sur cette question que portait la demande présentée dans l'affaire Yhap.

Des arbitres et d'autres membres de la Direction générale se sont entretenus au sujet de l'affaire susmentionnée. Ils étaient au courant de la position nationale qui est préconisée pour assurer l'adoption d'une approche uniforme. Nous étions également au courant du point de vue divergent de certains arbitres à ce sujet. Ces lignes directrices et ces entretiens sont importants pour les raisons que j'ai mentionnées précédemment, soit la nécessité pour un organe de décision décentralisé d'adopter une approche uniforme et la contribution des arbitres à l'élaboration des lignes directrices pour que tous les arbitres souscrivent à la position adoptée à l'échelle nationale.

Ces entretiens et ces mémoires n'entravent pas le fonctionnement d'un organe de décision indépendant. Les arbitres savent qu'ils sont libres d'en arriver à une conclusion différente de celle proposée par l'Administration centrale. De fait, contrairement aux indications figurant dans ma note de service, un certain nombre d'enquêtes ont été ajournées pour des motifs humanitaires par suite de la décision rendue dans l'affaire Yhap.

In conclusion, I would like to point out that the independence of adjudicators forms the very basis for the unique nature of adjudication. The branch's organizational structure, my reporting relationship to the associate deputy minister, our accommodation standards, our separation from Immigration Legal Services Department and the standard preamble in the reference papers are all constant reminders that attest to our awareness of the adjudicators' independance. The memorandum of March 14, 1990, must be seen in this context.

It remains essential for adjudication to provide guidelines and reference papers to adjudicators to assist them in making informed decisions on issues that merit a consistent approach. Adjudicators will continue to make independent decisions in accordance with their training and their consciences because their concern is with the individual and the individual case. But my concern, as director general of adjudication, must be with the adjudication system. One of the challenges of my job is to provide a working environment that fosters that independence while at the same time promoting a consistent application of the immigration law and jurisprudence, bearing in mind the right of every individual to equal protection and equal benefit of the law.

I thank you for your attention and I will be pleased to answer any questions.

Le président: Merci, Madame Benimadhu.

• 1610

Mr. Heap: Ms Benimadhu, thank you particularly for preparing this memo for us, because it certainly does go some distance towards setting the context, as you intended. I would like to ask just one or two questions of clarification on the memo.

On page 6 you say adjudicators contribute to the formulation of papers and guidelines, and on page 10 you mention that some disagreed. You say:

Discussions. . .took place with adjudicators. . .were also aware of the point of view of some adjudicators who held a different position.

Were the ones who held the different position part of the discussion, or was it simply that somebody said, well, I know Bill disagrees, or something?

Ms Benimadhu: We try to consult as many people as we can on a particular issue, so as I say, we end up with a position the majority of the people feel they can accept in order to achieve the consistency. At the same time we recognize that with 125 individual decision–makers not everyone will agree with the approach we take.

Mr. Heap: When you say "the majority", do you mean it is your understanding that a majority of the 125 adjudicators agreed with this memorandum?

Ms Benimadhu: Yes, that is my understanding.

[Translation]

En conclusion, je crois utile de souligner que l'indépendance des arbitres constitue le fondement de l'Arbitrage. La structure organisationnelle de la Direction générale, mes rapports hiérarchiques avec le sous-ministre délégué, nos normes relatives aux locaux, le fait que nous ne soyons pas liés aux Services juridiques d'Emploi et Immigration Canada, de même que le préambule uniformisé des documents de référence d'EIC démontrent que nous reconnaissons l'importance des arbitres. Par conséquent, il faut considérer la note de service du 14 mars 1990 dans ce contexte.

Il demeure essentiel que l'Arbitrage fournisse aux arbitres des lignes directrices et des documents de référence pour les aider à rendre des décisions appropriées sur des questions qui méritent une approche uniforme. Les arbitres continueront à rendre des décisions de façon indépendante comme on leur a enseigné et suivant leur conscience en fonction de chaque cas, comme cela s'impose. En tant que directeur général de l'Arbitrage, ma préoccupation doit demeurer le système d'arbitrage. Je dois, en outre, m'employer à créer un milieu de travail qui favorise à la fois l'indépendance des arbitres et l'application uniforme de la législation et de la jurisprudence relatives à l'immigration en tenant compte du droit de chaque personne à la même protection et au même bénéfice de la loi.

Je vous remercie de votre attention et je serais heureuse de répondre à vos questions.

The Chairman: Thank you, Mrs. Benimadhu.

M. Heap: Merci, madame Benimadhu, d'avoir préparé cette note de service pour nous. Cela en effet nous présente très bien le contexte, comme vous le souhaitiez. J'aimerais toutefois poser une ou deux questions pour avoir des éclaircissements au sujet de la note de service.

À la page 6, vous dites que les arbitres contribuent à la préparation des documents de référence et des lignes directrices et à la page 10, vous mentionnez que certains n'étaient pas d'accord. Vous dites:

Des arbitres. . .se sont entretenus. . .nous étions également au courant du point de vue divergent de certains arbitres à ce sujet.

Ceux qui avaient un point de vue divergent ont-ils participé à la discussion ou a-t-on simplement rapporté leur désaccord?

Mme Benimadhu: Nous essayons de consulter le plus de gens possible sur un sujet donné de façon, comme je l'ai dit, à nous entendre sur une position que la majorité pourra accepter, afin d'assurer une certaine uniformité. Nous reconnaissons par ailleurs qu'au sein de 125 décisionnaires, il peut y avoir des gens qui ne sont pas d'accord avec notre approche.

M. Heap: Lorsque vous parlez de la «majorité», voulez-vous dire qu'à votre avis, la majorité des 125 arbitres étaient d'accord avec la note de service?

Mme Benimadhu: Oui, c'est ce que je crois.

Mr. Heap: You say on page 11 that there had been adjournments of inquiries for humanitarian and compassionate reasons based on the Yhap decision. In those cases, do I understand from your original memorandum of March 14 that they are all cases where they discussed it with the section head before making that decision?

Ms Benimadhu: Some of them discussed the fact that they disagreed with the national position with their section head and others discussed it after they had made the decisions. It is not—

Mr. Heap: But what I recollect of the memorandum was that you instructed them that they must discuss it with the section head before making a decision contrary to the recommendation.

Ms Benimadhu: Yes, if they feel they cannot follow the national position it is desirable that they discuss it with their section head, because as I point out, sometimes adjudicators in individual cases come across situations that we have not thought about or that have not occurred before but that in fact may alter a national position. We like to know in advance, if possible, if an adjudicator has come across such a situation, so we would then be able to modify the paper for the benefit of the whole Adjudication Branch.

Mr. Heap: But how would a section head be expected to respond if he felt the adjudicator had not complied with this last sentence of your memorandum of March 14:

Any proposal to deviate from this general position should first be discussed with the responsible Section Head and must be supported by legal arguments and relevant jurisprudence.

Ms Benimadhu: The section head listens to the adjudicator's point of view but does not influence the adjudicator in their decision-making. The section head may say, have you considered the case of Green, or have you looked at the Prassad decision, or have you considered this particular decision of the Federal Court of Canada? They would just listen to the adjudicator and try to ensure that the adjudicator had considered all possible relevant aspects of the case, but would not indicate to the adjudicator in any way which way the person should decide.

The section heads, and indeed NHQ, are there to provide as much material and reference and background as possible to help the adjudicator make and form decisions, but are not there to influence those decisions.

Mr. Heap: What was the distribution of this memorandum of March 14? To whom did it go and to whom was it available upon request?

Ms Benimadhu: It went to all immigration adjudication offices. So it went to the 17 centres I outlined. So every adjudicator would have received a copy of that. It would have circulated around each adjudication office.

• 1615

Mr. Heap: Not being a lawyer, I do not have any direct experience, but I understand in the Federal Court and in the tax courts, for example, such directives are distributed or made available to counsel acting in those courts. Is that the case with this memo?

[Traduction]

M. Heap: À la page 11, vous dites qu'un certain nombre d'enquêtes ont été ajournées pour des motifs humanitaires par suite de la décision rendue dans l'affaire Yhap. Après lecture de votre note de service initiale du 14 mars, dois-je comprendre que dans tous ces cas-là, les arbitres se sont entretenus avec le chef de section avant de prendre un décision?

Mme Benimadhu: Certains ont dit à leur chef de section qu'ils n'étaient pas d'accord avec la position nationale et d'autres l'ont fait après avoir rendu une décision. Ce n'est pas. . .

M. Heap: Si je me souviens bien, vous leur disiez dans la note de service qu'il fallait en discuter avec le chef de section avant de prendre une décision contraire à votre recommandation.

Mme Benimadhu: Oui, s'ils estimaient ne pas pouvoir adopter la position nationale, il était préférable d'en discuter avec leur chef de section. Comme je l'ai dit, les arbitres se voient parfois présenter des cas particuliers, des situations auxquelles nous n'avions pas pensé, qui n'ont pas de précédents, pour lesquels il faut s'écarter de la position nationale. Nous aimons en être avisés à l'avance, si possible, lorsqu'un tel cas se présente. Nous pouvons ainsi modifier le document de référence, dont profitera toute la Direction de l'arbitrage.

M. Heap: Mais comment un chef de section doit-il réagir s'il estime qu'un arbitre ne s'est pas conformé à la dernière phrase de votre note de service du 14 mars:

Tout écart de ce processus général doit d'abord être présenté au chef de section responsable et appuyé par des arguments juridiques et par la jurisprudence pertinente.

Mme Benimadhu: Le chef de section doit écouter le point de vue de l'arbitre mais sans influencer sa décision. Le chef de section peut lui rappeler l'affaire Green, l'affaire Prassad ou une décision particulière de la Cour fédérale du Canada. Il doit simplement écouter l'arbitre et veiller à ce que celui-ci ait considéré tous les aspects pertinents de l'affaire, sans toutefois influencer de quelque façon le jugement de l'arbitre.

Les chefs de section, tout comme la Direction générale, ont pour fonction de fournir le plus possible de documentation et de renseignements pour aider l'arbitre à prendre une décision. Ils ne doivent pas influencer ces décisions.

M. Heap: À qui a été envoyée cette note de service du 14 mars? Qui l'a reçue et qui pouvait l'obtenir sur demande?

Mme Benimadhu: Elle a été envoyée à tous les bureaux d'arbitrage d'immigration. Elle a donc été envoyée aux 17 centres dont j'ai parlé. Chaque arbitre a dû en recevoir une copie. Elle a dû être distribuée dans chaque bureau d'arbitrage.

M. Heap: Comme je ne suis pas avocat, je n'ai pas d'expérience personnelle de ces choses. Je sais pourtant qu'à la Cour fédérale et à la Cour de l'Impôt, par exemple, des directives semblables sont distribuées aux conseillers juridiques qui y travaillent, ou mises à leur disposition. A-t-on fait la même chose avec cette note de service?

Ms Benimadhu: The guidelines sent to adjudicators are not sent to counsel.

Mr. Heap: What is the reason for withholding them from counsel when they would have obviously significant bearing on the conduct of cases?

Ms Benimadhu: Counsel is free to argue the particular facts of the case before the adjudicator as is the case presenting officer. The adjudicator makes his or her decision based on the submissions and the evidence provided. It is an internal document.

Mr. Heap: Why would an adjudicator deny receiving an instruction such as this which seems like a very limiting. . .? It was strongly recommended that there be adjournments and that any proposal to deviate should be discussed first with the responsible section head. Why would an adjudicator deny receiving that memo?

Ms Benimadhu: I do not know that any adjudicator denied receiving it.

Mr. Heap: I am told there are two cases. If you want, I can get further details later.

Ms Benimadhu: Mr. Heap, I think you also have to look at the recommendation in context. I have gone through the case law from the Federal Court and Supreme Court of Canada that tells us what our jurisdiction is. Based on my analysis, I make the recommendation that they not adjourn because it is not just me saying it, it is the Supreme Court of Canada and the Federal Court of Canada.

Mr. Heap: But since some experienced counsel may disagree with your selection of precedents, so they tell me, why would you withhold or why would the adjudicator deny having such a memorandum? Why do you put them through the necessity of going through access to information for four months before they can catch up with the ruling?

Ms Benimadhu: I cannot speak for the individual adjudicator, Mr. Heap. I sent this document to all adjudication offices; I cannot send everything that is written to all counsel.

Mr. Heap: When counsel are practising frequently in their jurisdiction, why is it denied to them when they ask for it?

Ms Benimadhu: I was not aware it was denied to them, and as I say, I cannot speak for what that adjudicator may have said. It is not a classified document.

Mr. Heap: Would you expect a section head to be dissatisfied with an adjudicator who made a decision to grant an adjournment either without consulting or perhaps after listening to the the opinion or the advice of the consultant? Would you expect him or her to give a poor performance appraisal to adjudicators who perhaps frequently disagree?

Ms Benimadhu: Not at all. Adjudicators are entitled not to apply the position of the Adjudication Branch. They are independent decision-makers and they can come to the conclusion based on the individual facts of the case. There

[Translation]

Mme Benimadhu: Les lignes directrices sont envoyées aux arbitres mais pas aux conseillers.

M. Heap: Pour quelle raison en prive-t-on les conseillers alors qu'elles pourraient avoir une grande influence sur la présentation des cas?

Mme Benimadhu: Le conseiller peut présenter tous les faits pertinents à une affaire à l'arbitre, tout comme l'agent chargé de présenter le cas. L'arbitre prend sa décision en fonction des faits présentés. Ce document est un document interne.

M. Heap: Pourquoi un arbitre nierait-il avoir reçu une telle instruction qui semble tellement restreindre...? On recommandait fortement l'ajournement et on disait bien que tout écart par rapport à la proposition devrait faire l'objet d'une discussion avec le chef de section responsable. Pourquoi un arbitre nierait-il avoir reçu cette note de service?

Mme Benimadhu: Que je sache, aucun arbitre n'a nié l'avoir reçue.

M. Heap: On m'a informé que cela s'est produit dans deux cas. Si vous le souhaitez, nous pouvons parler des détails plus tard.

Mme Benimadhu: Monsieur Heap, je crois qu'il faut également considérer la recommandation dans son contexte. J'ai examiné la jurisprudence de la Cour fédérale et de la Cour suprême du Canada au sujet de notre domaine de compétence. D'après mon analyse, j'ai recommandé de ne pas ajourner parce que la Cour suprême du Canada et la Cour fédérale du Canada disent la même chose.

M. Heap: Mais puisque des juristes compétents pourraient s'opposer à votre choix de précédents, d'après ce qu'ils me disent, pourquoi refuser l'accès à cette note de service et pourquoi des arbitres ont-ils nié l'avoir reçue? Pourquoi les obliger à faire une demande en vertu de la Loi sur l'accès à l'information, procédure qui dure quatre mois, afin de retracer la décision?

Mme Benimadhu: Je ne peux parler au nom d'un arbitre, monsieur Heap. J'ai envoyé ce document à tous les bureaux d'arbitrage; je ne peux pas envoyer copie de toute notre correspondance à tous les conseillers juridiques.

M. Heap: Pourquoi la refuse-t-on même aux conseillers qui pratiquent fréquemment dans ce domaine, lorsqu'ils la demandent?

Mme Benimadhu: On ne m'a pas dit qu'on la leur avait refusée et, comme je l'ai dit, je ne peux me prononcer à la place de l'arbitre qui a fait cette déclaration. Il ne s'agit pas d'un document confidentiel.

M. Heap: Vous attendez-vous à ce qu'un chef de section se montre déçu d'un arbitre qui a décidé d'accorder un ajournement sans le consulter ou après avoir écouté un consultant ou avoir reçu ses conseils? Vous attendez-vous à ce qu'ils donnent une mauvaise évaluation de rendement à un arbitre qui est souvent en désaccord?

Mme Benimadhu: Pas du tout. Les arbitres ont le droit d'être en désaccord avec la position de la Direction de l'arbitrage. Ce sont des décisionnaires indépendants qui peuvent prendre des décisions en fonction des faits de chaque

have been a number of instances, as you know, where adjudicators have not chosen to take the position. Adjudicators are required, however, by the act to provide a basis for their decisions. Certainly it is expected that when an adjudicator makes a decision, it is backed up with the relevant analysis, the pertinent case law and jurisprudence and authorities from the act

Mr. Heap: Would you support a section head telling adjudicators that if they failed to consult with their superiors before granting an adjournment, they be told they should seek employment elsewhere?

Ms Benimadhu: No, certainly not.

Mr. Heap: This memorandum appears to conflict with the memorandum sent out on March 20 by B.A. Dougall, Director of Backlog Clearance, in which he directs case presenting officers not to object to an adjournment, to point out that there will be a later occasion for H and C review after the inquiry but not to object to adjournment. Would it not have made for clarity that these memos be distributed to the relevant people instead of having case presenting officers told to not object and having adjudicators told to not grant an adjournment?

1620

Ms Benimadhu: But, Mr. Heap, we are two different organizations.

Mr. Heap: You deal with the same human beings.

Ms Benimadhu: Mr. Dougall instructs his employees, and I provide guidelines to the adjudicators to make informed decisions. The CPOs and the adjudicators have very different functions. The guidelines each receives may in fact be a little different, as they were in this case.

In my view the adjudicators, under the act, do not have the authority to make decisions with regard to humanitarian and compassionate factors. The inquiry system is separate from that administrative process. They were therefore encouraged to continue with the inquiry system, because it is a separate function. There was a possibility for the individual to have their H and C review after the inquiry.

Mr. Heap: Is this practice of consulting with a superior before making a particular decision a general one? Does it happen in many kinds of cases?

Ms Benimadhu: No, it is not a general rule. There is a general expectation, as I pointed out, that if they feel the case they are dealing with at the particular moment seems to be running contrary to an approach we have decided as being a consistent approach for the branch, we ask them to bring it to our attention. As I pointed out, sometimes they come up with a situation we have not encountered before or that we did not consider. Also, in that way we sometimes can modify the document. It should also be pointed out that not all adjudicators are lawyers. From time to time they will adjourn and seek some technical guidance from the section head.

Mr. Johnson: Ms Benimadhu, I am not a lawyer either. I am having some trouble understanding a bit of the background rationale here. You say the adjudicators are not responsible for humanitarian and compassionate. But if they

[Traduction]

cas particulier. Comme vous le savez, il y a un certain nombre de cas où les arbitres ont décidé de ne pas prendre cette position. La loi demande toutefois que les arbitres expliquent leur décision. On s'attend certainement à ce qu'une décision d'un arbitre soit documentée, avec des analyses, les précédents, la jurisprudence et les extraits de la loi pertinents.

M. Heap: Donneriez-vous votre appui à un chef de section qui déclarerait aux arbitres que s'ils ne consultent pas leurs supérieurs avant d'accorder un ajournement, ils devraient se chercher un emploi ailleurs?

Mme Benimadhu: Non, certainement pas.

M. Heap: Cette note de service semble aller à l'encontre de celle du 20 mars, de B.A. Dougall, directeur du Programme de liquidation de l'arriéré. Il donne aux agents chargés de présenter les cas l'instruction de ne pas s'opposer à un ajournement, en ajoutant qu'il pourrait y avoir un autre examen pour motifs humanitaires après l'enquête et qu'il ne faut pas, donc, s'opposer à l'ajournement. La situation n'aurait-elle pas été plus claire si ces notes de service avaient été distribuées aux personnes intéressées plutôt que de donner l'ordre aux agents chargés de présenter les cas de ne pas s'objecter et aux arbitres de ne pas accorder d'ajournement?

Mme Benimadhu: Mais, monsieur Heap, il s'agit de deux organismes différents.

M. Heap: Vous traitez avec les mêmes personnes.

Mme Benimadhu: M. Dougall donne des instructions à ses employés et je donne des lignes directrices aux arbitres afin qu'ils prennent des décisions éclairées. Les ACPC et les arbitres ont des fonctions très différentes. Et ils peuvent fort bien recevoir des lignes directrices différentes, comme dans ce cas-ci.

À mon avis, les arbitres, en vertu de la loi, n'ont pas l'autorité nécessaire pour prendre des décisions en ce qui touche les motifs humanitaires. Le système d'enquête est distinct du processus administratif. On les a donc encouragés à poursuivre l'utilisation du système d'enquête, puisque leur rôle est distinct. Il était possible pour les personnes d'avoir un examen pour motifs humanitaires après l'enquête.

M. Heap: La consultation auprès du supérieur avant la prise de décision est-elle une pratique courante? Est-ce que cela arrive dans des cas divers?

Mme Benimadhu: Non, ce n'est pas une règle générale. Mais on s'attend généralement, comme je l'ai dit tantôt, que si dans un cas particulier, il leur faut aller à l'encontre de la position prise par la Direction dans un but d'uniformisation, ils doivent nous en aviser. Je le répète, parfois il se présente une situation sans précédent ou que nous n'avions pas prévue. Cela nous permet parfois de modifier le document de référence. Je souligne que les arbitres ne sont pas tous avocats. De temps en temps, ils doivent ajourner et demander au chef de section de leur donner des conseils d'ordre technique.

M. Johnson: Madame Benimadhu, je ne suis pas avocat non plus. J'ai un peu de difficultés à comprendre la logique de tout cela. Vous dites que les arbitres ne sont pas responsables de l'examen pour motifs humanitaires. Mais s'ils

do not adjourn, if they do not allow an adjournment, do I understand that the humanitarian and compassionate does not take place and they therefore become responsible for it not taking place?

You are saying they are not responsible; I am trying to understand the real issue here. If they do not allow an adjournment, what happens? What is the consequence of this?

Mr. Mulder: Without going into a lot of details on the system on the backlog, on the 85,000 refugee claimants before January 1, 1989—and that is what we are talking about—in simple terms, there are three parts to the process.

First, our immigration officers do a review based on humanitarian and compassionate grounds. If they decide that based on humanitarian and compassionate grounds those people should be allowed to stay in Canada, they automatically go through the system. If they are not accepted on those grounds, they go to the adjudicators and the Immigration and Refugee Board. They hold a hearing to decide whether those people are refugee claimants. That is the role of adjudicators, not our immigration officers. They have done the humanitarian and compassionate. If they do not make that, there is another humanitarian and compassionate review afterwards, whether or not there are other overriding factors that could allow people to do it.

There are in a sense two humanitarian and compassionate grounds to go through—at the initial stage, then the deciding whether or not they are refugees. At the end there is a final humanitarian. So the dispute is whether or not we should be more generous at the front end in looking at humanitarian and compassionate, or whether we should be more generous at the back end on humanitarian and compassionate.

• 1625

The adjudicator's role, in between, is only to decide in very simple terms whether or not those people are refugee claimants under the technical definition of a refugee. That is their role. So the case is about whether or not we should have been more generous at the front as opposed to the back, and—

Mr. Johnson: No, I think the case is that they have already been rejected on humanitarian and compassionate—

Mr. Mulder: Right.

Mr. Johnson: —but during the hearing they ask for an adjournment for humanitarian and compassionate grounds. I am not understanding what the consequence is of not having an adjournment as opposed to having an adjournment.

Mr. Mulder: Again, in simple terms, if they had not been adjourned the hearing would have gone on and determined whether or not they were refugees. Most of them would have made, and most of them are making, the case that they are refugees, so they automatically go through.

The percentage who do not make it then still go to the other humanitarian and compassionate at the back end, and a number of those make it. So the view is that, one way or another, a number of those people can make it because if

[Translation]

n'ajournent pas, s'ils ne permettent pas un ajournement, dois-je comprendre que l'examen pour motifs humanitaires n'a pas lieu et que, par conséquent, ils sont responsables de ce fait?

Vous dites qu'ils n'en sont pas responsables; j'essaie de bien comprendre de quoi on parle. S'ils ne permettent pas un ajournement, que se passe-t-il? Quelle en est la conséquence?

M. Mulder: Sans vouloir trop entrer dans les détails, je vous dirai qu'il y a trois étapes, en gros, pour l'élimination de l'arriéré, pour les 85,000 revendicateurs de statut de réfugié datant d'avant le 1^{er} janvier 1989.

D'abord, les agents d'immigration examinent chaque cas en fonction de motifs humanitaires. S'ils décident que, pour des motifs humanitaires, on peut permettre au réfugié de rester au Canada, le cas passe automatiquement par le système. S'il n'est pas accepté pour ces motifs, son cas est remis à des arbitres et à la Commission de l'immigration et du statut de réfugié. Il y a alors une audience pour décider s'il s'agit vraiment d'un revendicateur du statut de réfugié. Voilà le rôle de l'arbitre et non des agents d'immigration. Ces derniers ont fait l'examen pour motifs humanitaires. S'il ne franchit pas cette étape, il y a un autre examen pour motifs humanitaires par la suite, qu'il y ait ou non des facteurs prédominants le permettant.

Il y a donc, en fait, deux examens pour motifs humanitaires: au début, avant qu'on décide s'il s'agit ou non d'un réfugié et à la fin, il y a le dernier examen pour motifs humanitaires. Il s'agit donc de savoir si nous devrions être plus généreux sur le plan des considérations humanitaires au début du processus ou à la fin du processus.

Le rôle de l'arbitre consiste uniquement à décider si oui ou non ces gens sont de véritables réfugiés aux termes de la définition technique de réfugié. Voilà quel est leur rôle. Donc, la question de savoir si nous devrions ou non avoir été plus généreux au début plutôt qu'à la fin, et. . .

M. Johnson: Non, c'est que leur demande a déjà été rejetée lors de l'examen des raisons d'ordre humanitaire. . .

M. Mulder: Exactement.

M. Johnson: ... mais au cours de l'audience ils demandent un ajournement pour des motifs d'ordre humanitaire. Je ne comprends pas quelle différence cela peut faire qu'il y ait un ajournement ou non.

M. Mulder: Si on ne leur avait pas accordé d'ajournement, l'audience se serait poursuivie et on aurait déterminé s'ils étaient ou non des réfugiés. La plupart auraient fait valoir—et la plupart le font—qu'ils sont effectivement des réfugiés, de sorte qu'ils sont automatiquement acceptés.

Ceux qui ne sont pas acceptés demandent une autre entrevue pour considérations humanitaires, et un certain nombre d'entre eux sont acceptés. On estime donc que d'une façon ou d'une autre, un certain nombre de ces personnes

they did not get the benefit of the doubt at the front they might either get it by being a refugee or by getting it at the back end, when the other humanitarian or compassionate review is undertaken.

Mr. Johnson: You seem to be saying there is no consequence, but it seems that—

Mr. Mulder: There may be some.

Mr. Johnson: —the immigrants think there is a considerable consequence. That is what I am trying to get at.

Mr. Mulder: It is a case by case -

Mr. Johnson: If there is a consequence to not having the adjournment, then I do not see how you can say they do not have any responsibility. It is a negative responsibility, but they are saying you cannot have the adjournment.

Mr. Mulder: No, the question is whether the adjudicator's role is to decide who should get a humanitarian and compassionate review. That was a policy guideline established by Cabinet and given to all the people involved in this.

I think Ms Benimadhu explained this, and in simple terms the adjudicator is not to decide as to when humanitarian and compassionate criteria should be applied—how much before, and how much after—the adjudicator's role is strictly to decide whether or not they are refugees.

Mr. Johnson: But—I keep coming back to this—if the adjudicator decides on no adjournment, then they are deciding that the humanitarian and compassionate will not take place now, it will take place later, so they are making a decision.

Mr. Mulder: No. These were all the previous cases. Certainly in all the ones we have dealt with from then on, we had the humanitarian and compassionate grounds more broadly applied, based on Judge Jerome's decision.

The question is whether or not you get the ones who have already gone through an initial stage to start off all over again. Do you force all of them to go back through the agency criteria—different ones—or do you just continue with the fact they are refugee claimants and decide whether they are refugees?

Mr. Johnson: Yes, that is the point I am trying to make. You are saying this directive, or guideline, or whatever it may be called, is basically saying to ignore the Yhap decision and carry on.

Mr. Mulder: No, because we have implemented the Yhap decision. Of all the people who have—

Mr. Johnson: For the new people, but for the people who are already started off you are saying you do not start them over again.

Mr. Mulder: Right. But the question is whether or not the adjudication side—

Mr. Johnson: As a layman, I do not understand that. Why would you not say you had made a mistake and would start everyone over again?

[Traduction]

seront acceptées car si on ne leur accorde pas le bénéfice du doute lors de la première audience, on le leur accordera peut-être lors de la deuxième entrevue pour considérations humanitaires.

M. Johnson: Vous semblez dire qu'il n'y a pas de conséquences, mais il semble que. . .

M. Mulder: Il peut y en avoir.

M. Johnson:. . .les immigrants pensent que les conséquences sont importantes. Voilà où je veux en venir.

M. Mulder: Cela dépend des cas. . .

M. Johnson: Si le fait de ne pas se voir accorder d'ajournement a des conséquences, alors je ne vois pas comment vous pouvez dire qu'ils n'ont aucune responsabilité. C'est une responsabilité négative, mais ils disent que vous ne pouvez pas avoir d'ajournement.

M. Mulder: Non, il s'agit de savoir si le rôle de l'arbitre consiste à décider à qui sera accordée une entrevue pour considérations humanitaires. C'est un principe directeur qui a été établi par le Cabinet à l'intention de toutes les personnes qui travaillent dans ce domaine.

Je crois que M^{me} Benimadhu l'a expliqué. L'arbitre ne doit pas décider à quel moment les critères d'ordre humanitaire devraient être appliqués-combien avant, combien après—son rôle consiste strictement à décider s'ils sont ou non des réfugiés.

M. Johnson: Mais—et j'y reviens toujours—si l'arbitre décide de ne pas accorder d'ajournement, alors il décide que l'examen des raisons d'ordre humanitaire n'aura pas lieu maintenant, mais plus tard, de sorte qu'il prend une décision.

M. Mulder: Non. C'était avant. Pour tous les nouveaux cas que nous avons traités à partir de ce moment-là, nous avons appliqué les critères d'ordre humanitaire de façon plus générale, conformément à la décision du juge Jerome.

Il s'agit de savoir si l'on permettra à ceux qui ont déjà passé par une étape initiale de recommencer à nouveau. Doit-on tous les obliger à se soumettre à un nouvel examen des critères—de critères différents—ou bien doit-on tout simplement poursuivre le processus et décider s'ils sont ou non des réfugiés, comme ils le prétendent?

M. Johnson: Oui, c'est ce que j'essaie de dire. Vous dites que cette directive ou ce principe directeur stipule essentiellement qu'il ne faut pas tenir compte de la décision dans l'affaire Yhap et qu'il faut poursuivre normalement.

M. Mulder: Non, car nous avons mis en oeuvre la décision Yhap. De tous ceux qui ont. . .

m. Johnson: Pour les nouveaux cas, mais pour ceux qui ont déjà passé l'entrevue initiale, vous dites qu'il ne faut pas recommencer.

M. Mulder: Exactement. Mais il s'agit de savoir si oui ou non l'arbitre. . .

M. Johnson: En tant que profane, je ne comprends pas cela. Pourquoi ne pas dire que vous avez fait une erreur et recommencer le processus pour tout le monde?

Ms Benimadhu: We realize Mr. Justice Jerome's decision caught a number of people in the middle of the process. Mr. Justice Jerome, in his decision, did not indicate when this humanitarian and compassionate review should take place. He just said that whenever it does take place it should be under broadened guidelines.

For the people who were caught in the middle, it was decided we would continue the inquiry, and if some did not get through—in fact, as Mr. Mulder says, the majority were being found to have a credible basis for their claim. Mr. Justice Jerome said in his decision that this would cure any. . . A credible basis is much better than having an H and C review, is it not?

Mr. Johnson: Yes.

Ms Benimadhu: So it was decided we would let them go through. The majority would be found to have had a credible basis; those who did not have a credible basis would then have a humanitarian and compassionate review after their inquiry.

The point I was making in my memo is that it does not matter to the adjudicator whether the review is before the inquiry or after the inquiry. The Yhap decision was directed at immigration officers and the discretion that they use. Adjudicators, as I pointed out in my statement, are creatures of statute, and they have to follow the act. Once they are in the middle of a hearing, the act requires that they proceed as expeditiously as possible, and the act does not grant them authority to make decisions on humanitarian and compassionate grounds.

• 1630

It was our view that they should continue, see if the person concerned gets a credible basis and, if not, he would get an agency review at the end of their inquiry. They would not be removed without receiving some sort of review.

Mr. Johnson: You keep saying the act does not give them authority to make decisions based on humanitarian or compassionate grounds. I agree and I understand that, but this is not what we are talking about. We are talking about whether or not they adjourned for someone else to make decisions. I do not hear in the complaint—if I can call it that—the idea that they should be making the decisions on humanitarian compassion. The question is whether or not they should grant adjournments for someone else to make decisions.

They are two very separate ideas. I am having difficulty in understanding why you would not agree to have an adjournment and let someone make a decision on humanitarian grounds. That is what the applicant wants. I do not understand from your position why it makes any difference. He either goes through for credible basis and gets accepted or rejected, or he goes through humanitarian and compassion and gets accepted or rejected. If he gets rejected, he comes back in after the adjournment and has to go through. . .

[Translation]

Mme Benimadhu: La décision du juge Jerome a touché un certain nombre de personnes au beau milieu du processus. Le juge Jerome, dans sa décision, n'a pas dit quand l'examen des raisons d'ordre humanitaire devait avoir lieu. Il a tout simplement dit que lorsque cet examen aura lieu, il devrait être effectué conformément à des lignes directrices plus larges.

Pour ceux dont le cas était à l'étude, il a été décidé de continuer l'enquête, et certains n'ont pas été acceptés—mais en fait, comme M. Mulder l'a dit, dans la plupart des cas on a jugé que leur demande était fondée. Le juge Jerome a dit dans sa décision que cela réglerait tout. . . Un examen du bien-fondé de la demande est de loin préférable à un examen des raisons d'ordre humanitaire, n'est-ce pas?

M. Johnson: Oui.

Mme Benimadhu: Nous avons donc décidé de passer à l'étape suivante, car la plupart d'entre eux réussiraient à faire valoir le bien-fondé de leur demande et ceux qui ne réussiraient pas auraient alors droit à un examen des raisons d'ordre humanitaire après leur enquête.

Ce que je voulais dire dans ma note de service, c'est que peu importe pour l'arbitre si l'examen se fait avant ou après l'enquête. La décision dans l'affaire Yhap concernait les agents d'immigration et la discrétion dont ils font preuve. Comme je l'ai dit dans ma déclaration, les arbitres ont été créés par la loi, et ils doivent la respecter. Une fois qu'ils sont au beau milieu d'une audience, la loi exige qu'ils procèdent le plus rapidement possible. La loi ne leur donne pas le pouvoir de prendre des décisions pour des motifs d'ordre humanitaire.

Nous avons donc estimé qu'ils devaient continuer, voir si la demande de la personne en question était fondée, et dans la négative, cette personne aurait droit à un examen des raisons d'ordre humanitaire à la fin de l'enquête. Une personne peut être renvoyée sans avoir d'abord eu droit à un examen.

M. Johnson: Vous dites constamment que la loi ne leur donne pas le pouvoir de prendre des décisions pour des raisons d'ordre humanitaire. Je suis d'accord et je le comprends, mais là n'est pas la question. La question est de savoir s'ils ont ou non accordé un ajournement pour que quelqu'un d'autre prenne la décision. La plainte—si je peux l'appeler ainsi—ne cherchait pas à déterminer s'ils devraient prendre les décisions concernant les motifs d'ordre humanitaire. Il s'agissait de savoir s'ils devraient ou non accorder des ajournements pour que quelqu'un d'autre prenne les décisions.

Ce sont deux idées très distinctes. J'ai de la difficulté à comprendre pourquoi vous n'accorderiez pas d'ajournement pour laisser à quelqu'un d'autre le soin de prendre une décision concernant les motifs d'ordre humanitaire. Voilà ce que le demandeur veut. Je ne comprends pas quelle différence cela peut faire pour vous. On accorde au demandeur une audience de vérification du bien-fondé de sa demande, cette dernière est acceptée ou rejetée, ou on lui accorde une entrevue pour considérations humanitaires, et sa demande est alors acceptée ou rejetée. Si elle est rejetée, le demandeur revient après l'ajournement et doit...

I guess I am too simple-minded. I do not understand what all the fuss is about. I do not understand why an applicant wanting to go back and have a humanitarian and compassionate, thinking that to be his best chance, is not simply granted this. Why should he not be told that if this fails he may simply come back into the process, into his adjudication hearing, and go through credible basis again. What is the problem?

Ms Benimadhu: We have a few decisions, Mr. Johnson, indicating there is no obligation on the adjudicator to adjourn to allow somebody to have a case examined on humanitarian and compassionate grounds. We have decisions from the Federal Court of Canada and the Supreme Court of Canada.

Mr. Johnson: I am sure you are using all the right words. You are saying there is no obligation on him, but there is also no reason why he should not if it makes the process work more smoothly. All we want is a process—

Ms Benimadhu: It would not if we had to adjourn every single case several times. Anybody could stop the process then by requesting a review.

Mr. Johnson: He does not have to grant adjournments, but if the applicant says that he thinks his best chance is going humanitarian and compassionate and that he is going to fail on credible basis, then the guy should say that he will adjourn it for whatever length of time. The applicant would then be told to go humanitarian and compassionate; should he fail, he could then come back into the process.

You would not be so open, but you know what I mean. Why is it not up to the applicant to simply...? The applicant has a pretty good idea usually of which way he has the best likelihood of proceeding. We seem to be blocking it up. I am not suggesting there is any obligation on him to grant adjournments; I am saying there is no obligation for him not to. He can make a decision. The directive seems to be taking away the decision-making capacity from the adjudicator that might help us clear things up and get the system moving faster. You are implying that it would make the system move slower. Is that it?

Ms Benimadhu: In my view it would, because we would have a significant number of cases in adjournment for quite a long time. In my view, the applicant does not lose anything by going through the inquiry system because the great majority in fact are being found to have credible basis. When they are found to have credible basis they are in the backlog program. They then go to be landed. There is no need at that point for a review on humanitarian and compassionate grounds.

Mr. Johnson: Enough said. I would just comment that if I thought I had credible basis I would go for credible basis. If I did not think I had, I would ask for an adjournment.

[Traduction]

Je dois être trop naïf. Je ne comprends pas pourquoi on fait tant d'histoires. Je ne comprends pas pourquoi on n'accorde pas tout simplement au demandeur une entrevue pour considérations humanitaires si ce dernier pense que sa demande a plus de chances d'être acceptée de cette façon. Pourquoi ne lui dirait—on pas tout simplement que si sa demande est rejetée, il retournera tout simplement dans le processus, à l'audience devant arbitres, pour vérifier le bien-fondé de sa demande. Quel est le problème?

Mme Benimadhu: Monsieur Johnson, nous avons quelques décisions qui indiquent que rien n'oblige l'arbitre à ajourner pour permettre à quelqu'un d'obtenir une entrevue pour considérations humanitaires. Nous avons des décisions de la Cour fédérale du Canada et de la Cour suprême du Canada.

M. Johnson: Je suis certain que vous utilisez tous les termes justes. Vous dites que rien ne l'y oblige, mais il n'y a aucune raison pour lui de ne pas le faire si cela peut faciliter le processus. Tout ce que nous voulons, c'est un processus...

Mme Benimadhu: Cela ne faciliterait pas le processus si dans chaque cas nous devions ajourner plusieurs fois. N'importe qui pourrait interrompre le processus en demandant un examen.

M. Johnson: Il n'est pas obligé d'accorder un ajournement, mais si le demandeur dit qu'il croit avoir de meilleures chances d'être accepté pour des raisons humanitaires et qu'il ne réussira pas à faire accepter sa demande suite à la vérification du bien-fondé, alors l'arbitre devrait accorder un ajournement pour un certain temps. Le demandeur aurait ensuite une entrevue pour considérations humanitaires; et si sa demande était rejetée, il retournerait alors dans le processus.

Vous ne seriez pas tellement ouverts, mais vous voyez ce que je veux dire. Pourquoi le demandeur ne pourrait-il pas tout simplement...? Habituellement, le demandeur a une assez bonne idée de la meilleure façon pour lui de faire accepter sa demande. Nous semblons vouloir le bloquer. Je ne dis pas que l'arbitre est obligé d'accorder des ajournements; je dis qu'il n'est pas obligé de ne pas en accorder. Il peut prendre une décision. La directive semble vouloir enlever à l'arbitre sa capacité de prendre des décisions qui pourraient nous aider à accélérer le processus. Vous laissez entendre que cela ralentirait le processus, n'est-ce pas?

Mme Benimadhu: À mon avis, cela ralentirait le processus, car nous aurions un nombre important de cas qui seraient ajournés pendant assez longtemps. À mon avis, le demandeur n'a rien à perdre en subissant une enquête car, en fait, dans la grande majorité des cas, l'enquête permet d'établir que la demande a un minimum de fondement. Le dossier du demandeur fait alors partie du programme de suppression de l'arriéré. Le demandeur peut ensuite obtenir le statut d'immigrant ayant obtenu le droit d'établissement. À ce moment-là, l'examen des raisons d'ordre humanitaire n'est pas nécessaire.

M. Johnson: Vous en avez suffisamment dit. Je dirai tout simplement que si je croyais que ma demande avait un minimum de fondement, j'opterais pour l'audience de vérification du bien-fondé. Si je ne le croyais pas, je demanderais un ajournement.

I want to make one other comment on the remark that Mr. Heap made about instructions being the same for both the case presenting officers and the adjudicators. I think if we think it through, Mr. Heap, we would have collusion between both sides of the fence. You would complain just as much on second thought on that one, would you not?

Mr. Heap: No, I do not think so.

• 1635

Mr. Johnson: No? If the case presenting officers were given the same—

Mr. Heap: I do not understand why these instructions should be secret.

Mr. Johnson: I heard that. I am just saying that if heads of the two organizations colluded and gave their people the same instructions, we would be as upset about that as—

Mr. Heap: Give them these different instructions, but let the right hand know what the left hand is doing. We are talking about efficiency, about getting things moving. We have a system that is badly bogged down. Apart from the person who thinks his chance is better with humanitarian, if he can do it in an hour or two in a humanitarian hearing instead of taking a whole afternoon—or perhaps several afternoons—in the much more rigorous and slower-moving credible basis, why should he have to pay a lawyer's fees for a longer time, and why should we have to use up more of the adjudicator's time when we are running behind and creating a backlog?

Mr. Johnson: I am with you. That is what I am trying to find out.

Mr. Heap: If they would talk with each other instead of pretending that one is working in Mars and the other in Neptune, they might be able to facilitate these things.

Mr. Mulder: I certainly realize the complexity of the process, but the adjudication people talk quite often with the immigration and the case presenting officers. We have to be careful of what they talk about, because the case presenting officer could privately try to influence an adjudicator. But on procedural rules generally, or the way they manage the system, there are a lot of day-to-day discussions between the case presenting officer or the adjudicators and the people in charge of the immigration component. There is a lot of discussion going on.

The reason Mr. Dougall issued the instructions—which are not secret, by the way, but publically available at any time—was that we did not think our case presenting officer should get involved in running the actual inquiries. That is for the adjudication officer to decide, not for our case presenting officer. So we advised him not to get involved in those legal or procedural issues.

As to what Mr. Johnson said, we had about 24,000 cases that had gone through humanitarian and compassionate grounds. Quite a number had already gone all the way through the system, I think 10,000 or so. The question was whether you take all these others, based on the view of the claimant or as a procedural rule, and send them all back through humanitarian and compassionate grounds again.

[Translation]

J'aimerais faire une autre observation en ce qui concerne la remarque de M. Heap au sujet des directives qui seraient les mêmes pour les agents chargés de présenter les cas et pour les arbitres. Si on y pense bien, monsieur Heap, les deux côtés pourraient alors être de connivence. On pourrait alors s'en plaindre tout autant que dans le premier cas, n'est-ce pas?

M. Heap: Non, je ne le pense pas.

M. Johnson: Non? Si les agents chargés de présenter les cas recevaient les mêmes. . .

M. Heap: Je ne comprends pas pourquoi ces directives devraient être secrètes.

M. Johnson: J'ai entendu. Je disais tout simplement que si les chefs des deux organismes étaient de connivence et donnaient à leurs employés les mêmes directives, cela nous ennuierait tout autant que. . .

M. Heap: Donnez-leur ces différentes directives, mais laissez savoir à la main droite ce que fait la main gauche. Nous parlons d'efficacité, nous voulons accélérer le processus. Le système est complètement embourbé. Si une personne croit que ses chances seront meilleures lors d'un examen des raisons d'ordre humanitaire qui prendra une heure ou deux plutôt que tout un après-midi ou peut-être même plusieurs après-midi—comme c'est le cas pour une audience de vérification du bien-fondé qui est beaucoup plus rigoureuse et beaucoup plus lente—pourquoi devrait-il payer un avocat pour plus longtemps et pourquoi devrions-nous prendre davantage le temps de l'arbitre en prenant du retard et en créant un arriéré?

M. Johnson: Je suis d'accord avec vous. C'est ce que j'essaie de savoir.

M. Heap: S'ils se parlaient plutôt que de prétendre que l'un travaille sur la planète Mars et l'autre sur Neptune, ils pourraient peut-être faciliter le processus.

M. Mulder: Il s'agit d'un processus extrêmement complexe, mais les arbitres communiquent assez souvent avec les agents d'immigration et les agents chargés de présenter les cas. Nous devons faire attention à ce dont ils parlent, car l'agent chargé de présenter les cas pourrait essayer d'influencer un arbitre en privé. Mais généralement, selon les règles de procédure, au cours du processus il y a de nombreuses discussions au jour le jour entre les agents chargés de présenter les cas ou les arbitres et les gens responsables au niveau de l'immigration. Il y a beaucoup de discussions à ce niveau-là.

La raison pour laquelle M. Dougall a émis les directives—qui, au fait, ne sont pas secrètes, mais bien du domaine public—c'est que nous ne croyons pas que l'agent chargé de présenter les cas devrait participer aux décisions quant aux enquêtes. C'est à l'arbitre de prendre une décision, non pas à l'agent chargé de présenter les cas. Nous lui avons donc conseillé de ne pas intervenir dans ces questions procédurales ou juridiques.

Quant à ce que M. Johnson a dit, 24,000 cas ont été étudiés pour considérations humanitaires. Je crois qu'environ 10,000 de ces cas avaient déjà passé par tout le processus. La question était de savoir s'il fallait renvoyer tous les autres cas à un autre examen des motifs d'ordre humanitaire, parce que le demandeur le souhaite, ou selon une règle de procédure.

So there was some question of not wanting to overburden the system by allowing people to start all over again in the process. That was one factor. But it was finally left to the Adjudication Branch, entirely on their own, to decide what the ground rules should be for adjudication and whether to adjourn or not.

Mrs. Edna Anderson (Simcoe Centre): I am little confused as well. As I understand it, there are three areas. There are the immigration offices, where the case presenting officers work. On the basis of a study of the humanitarian and compassionate grounds, they then go into the next stage, the adjudicators. Is that correct? So they have already passed one set of. . .

Ms Benimadhu: If the immigration officer makes an initial determination on humanitarian and compassionate grounds, it is my understanding that if they pass the agency review they do not go to inquiry.

Mr. Mulder: Right.

Mrs. Anderson: They are automatically considered as having refugee status?

Mr. Mulder: No, they are accepted as landed immigrants.

Mrs. Anderson: So there is no need for that second step.

Mr. Mulder: It is the people who are not successful at the initial stage who move on to the inquiry.

Mrs. Anderson: Then they go to the third step of agency review is that correct?

Mr. Mulder: Yes.

Mrs. Anderson: I am understanding it a wee bit more. I just thought probably the notice had gone to the wrong area of the adjudicators. I thought if it was going to go, it would go before, and that is where it would be set up. I cannot see that the decision should be left to the adjudicators. I feel there has been error in sending that directive to the adjudicators. I think it should have gone to the previous area, the immigration officers.

• 1640

Ms Benimadhu: Guidelines were sent to the immigration officers by another branch of Immigration, by the minister.

Mrs. Anderson: Yes, I can understand.

Mr. Mulder: Based on the Jerome decision. Justice Jerome indicated in the Yhap decision that the rules that emanated from the Cabinet decision on humanitarian and compassionate were too restricted.

Mrs. Anderson: Yes.

Mr. Mulder: So the government had to respond and the minister decided to issue new instructions. These were prepared on behalf of the minister and outlined what the new rules on humanitarian and compassionate grounds should be. So our immigration officers must live with, abide by and follow those rules. But they have nothing to do with what the adjudicators decide on a particular case as to whether or not a person is a refugee.

[Traduction]

On ne voulait donc pas surcharger le système en permettant aux gens de recommencer à nouveau tout le processus. C'était un facteur. On a donc finalement laissé entièrement à la Direction de l'arbitrage le soin de décider quelles règles devaient s'appliquer pour l'arbitrage et celui d'accorder ou non un ajournement.

Mme Edna Anderson (Simcoe-Centre): Je trouve tout cela un peu confus moi aussi. Si j'ai bien compris, il y a trois endroits. Il y a les bureaux d'immigration, où travaillent les agents chargés de présenter les cas. Après un examen des raisons d'ordre humanitaire, on passe ensuite à la prochaine étape, l'arbitre. Est-ce exact? On a donc déjà passé une série de. . .

Mme Benimadhu: Si l'agent d'immigration accepte initialement la demande suite à une entrevue pour considérations humanitaires, je crois comprendre qu'il n'est pas nécessaire de passer à l'enquête.

M. Mulder: Exactement.

Mme Anderson: On accorde alors automatiquement le statut de réfugié?

M. Mulder: Non, le demandeur est alors accepté comme immigrant ayant obtenu le droit d'établissement.

Mme Anderson: Il n'est donc pas nécessaire de passer à la deuxième étape.

M. Mulder: Ce sont les personnes dont la demande a été rejetée à l'étape initiale qui doivent passer à l'enquête.

Mme Anderson: Ces personnes vont donc à la troisième étape de l'examen de la Commission, n'est-ce pas?

M. Mulder: Oui.

Mme Anderson: Je comprends un peu mieux. Je croyais tout simplement que l'avis n'avait sans doute pas été adressé aux bons arbitres. Je croyais que s'il devait être envoyé, il aurait été envoyé avant, et que c'est là que la décision aurait été prise. Je ne vois pas comment la décision devrait être laissée aux arbitres. Je crois qu'on a fait erreur en faisant parvenir cette directive aux arbitres. On aurait dû plutôt la faire parvenir aux agents d'immigration.

Mme Benimadhu: Les directives ont été envoyées aux agents d'immigration par une autre direction d'Immigration, par la ministre.

Mme Anderson: Oui, je comprends.

M. Mulder: En se fondant sur la décision du juge Jerome. Dans sa décision dans l'affaire Yhap, le juge Jerome a dit que les règles émanant du Cabinet sur les motifs d'ordre humanitaire étaient trop restreintes.

Mme Anderson: Oui.

M. Mulder: Le gouvernement a donc dû répondre, et la ministre a décidé d'émettre de nouvelles directives. Ces directives ont donc été préparées au nom de la ministre, stipulant les nouvelles règles concernant les entrevues pour considérations humanitaires. Nos agents d'immigration doivent respecter ces règles. Mais elles n'ont rien à voir avec le travail des arbitres qui doivent décider dans un dossier particulier si une personne est ou non un réfugié.

Mrs. Anderson: Yes. I can understand that and your response answers my question.

Le président: Madame Benimadhu, M. Mulder a dit que 24,000 cas ont passé l'entrevue initiale mais n'ont pas été acceptés dans le cadre de raisons humanitaires. Ils sont maintenant en attente pour le deuxième processus qui établiera si ce sont de véritables réfugiés.

Si on prenait ces 24,000 cas et qu'on leur laissait la possibilité de retourner à l'entrevue initiale... Depuis le début de nos travaux j'ai toujours entendu dire que l'entrevue initiale n'était pas compliquée, qu'elle se faisait rapidement et ne coûtait pas cher. Mais, le deuxième processus coûte cher. Il faut deux arbitres avec le CPO, les interprètes, l'avocat, le casier judiciaire, etc... Bref! La procédure est longue et complexe.

Ne serait-il pas préférable de leur offrir la possibilité de retourner dans le premier bassin s'ils croient avoir des chances d'être accepté dans cette première étape, à la suite au jugement Yhap?

Mr. Mulder: You are quite right. You could take the perspective that you could go through the cases again, but a number of these people had already been lined up to appear at the inquiry and the documentation had all been completed. The question was whether one should start all over again, particularly since no one knows how many claimants would have gone if we went through the process again on the basis of humanitarian grounds, wherein they would have been successful.

Perhaps I could ask Brian Dougall, the Director of Backlog Clearance, Enforcement Branch, to join the discussion, which we thought might address this subject. He had given me some statistics before I arrived here that, if I may, I will use. Of the cases processed on humanitarian and compassionate grounds before we changed the rules, about 5% of the claimants passed on those grounds, so 95% did not make it.

Since the Yhap decision and since changing the rules, about 10% of claimants are now going through and passing on humanitarian and compassionate grounds. So if we started over again, we would have to take quite a number in order to equal 5% of the cases—I do not know how many thousand would be involved; it would not have included all the 24,000—

A voice: It would be 15,000.

Mr. Mulder: So 15,000 claimants would have had to go through the process again, with some improvement of their chances, but they will also have that chance when they reach the second stage, of entering on humanitarian and compassionate grounds, because there were more generous rules at that time.

Do you force 15,000 cases to go through the interview process again and line them all up when the interpretation would perhaps be a more generous one, with a higher rate of claimants getting through? It is really a question of how often you do this. The approaches are all trade-offs, but we cannot take forever on this, as the members have already said in the report.

Mr. Heap: No one suggested forcing claimants all to go through the process again.

[Translation]

Mme Anderson: Oui. Je peux le comprendre et vous avez répondu à ma question.

The Chairman: Mrs. Benimadhu, Mr. Mulder said that 24,000 claimants had an agency initial interview but were rejected. They are now waiting for the second step of the process which will establish whether or not they are real refugees.

If we take these 24,000 cases and allow them to go back to the initial interview... Since the beginning of our proceedings, I have always heard that the initial interview was not complicated, that it was quick and unexpensive. But the second step of the process is expensive. It requires two adjudicators and a CPO, interpreters, a lawyer, a criminal record, etc... It is a long and complicated procedure.

Wouldn't it be preferable to offer them the possibility to go back through the first process again if they feel they have a chance of being accepted at this first stage, further to the Yhap decision?

M. Mulder: Vous avez tout à fait raison. On pourrait décider de recommencer, mais dans bien des cas, la date de l'enquête avait déjà été établie et la documentation rassemblée. Il s'agissait de savoir si oui ou non on devait tout recommencer, surtout que personne ne sait vraiment combien de demandeurs auraient été acceptés si on leur avait accordé une deuxième entrevue pour considérations humanitaires.

Peut-être pourrais-je demander à Brian Dougall, le directeur du Programme de suppression de l'arriéré, à la Direction de l'exécution, de se joindre à la discussion. Il m'a donné quelques statistiques avant mon arrivée que j'utiliserai peut-être, si vous me le permettez. Pour ce qui est des cas qui ont eu un examen d'ordre humanitaire avant que l'on change les règles, environ 5 p. 100 des demandes ont été acceptées, de sorte que 95 p. 100 ont été refusées.

Depuis la décision Yhap et depuis que nous avons changé les règles, environ 10 p. 100 des demandes sont acceptées suite à l'examen des raisons d'ordre humanitaire. Si nous devions recommencer au début du processus, nous devrions accepter pas mal de cas pour arriver à 5 p. 100 des cas—je ne sais pas combien de milliers cela pourrait représenter; cela ne représenterait pas tous les 24,000 cas...

Une voix: Quinze milles.

M. Mulder: Donc 15,000 cas devraient recommencer le processus, leurs chances étant meilleures, mais ils auront également cette chance d'être acceptés pour des raisons d'ordre humanitaire à la deuxième étape, car les règles seront plus généreuses à ce moment-là.

Doit-on obliger 15,000 cas à recommencer le processus de l'entrevue lorsque l'interprétation sera peut-être un peu plus généreuse, et qu'un nombre plus élevé de demandes pourraient être acceptées? Est-ce qu'il faut faire cela souvent? Les différentes formules sont toutes des compromis, mais comme les membres l'ont déjà dit dans le rapport, nous ne pouvons recommencer constamment.

M. Heap: Personne n'a laissé entendre qu'il fallait obliger les demandeurs à recommencer le processus.

Mr. Mulder: I realize that.

The Chairman: They should go one by one.

Mr. Mulder: In a sense, because it could have been a policy choice. The only question that came up—which I gather we are here to address—relates to deciding whether or not an adjudicator's discretion had been fettered, based on a decision that said the legal precedent seemed to be that he does not have to adjourn unless he had some other good cases.

Mr. Brian Dougall (Director, Backlog Clearance Program, Enforcement Branch, Department of Employment and Immigration): Perhaps I can add a couple of comments to clarify the procedures that resulted from the Yhap decision.

For the cases initially refused on humanitarian and compassion grounds, a hearing has not yet been scheduled. We did not proceed with any of those hearings and any notifications that were sent out were cancelled and all those people were to be re–interviewed. So there was no question of starting new hearings until we could apply humanitarian grounds again to all those cases. For the cases that were already in hearings, we attempted to conduct as many agency interviews as we could before the resumption of that hearing.

• 1645

Because of resource constraints, we could not do them all. The suggestion that has been made simply to stop the inquiry process and do all the H and Cs over again would have been to shut down the hearing process entirely. This would have resulted in having adjudicators and board members sit idle for probably several months. If you have 15,000 cases in the system...we do not have enough counsellors to do all those cases quickly. You have only so many immigration counsellors, who can handle a certain workload. You would have ended up with board members sitting idle and a backlog of six or nine months of H and C interviews waiting to be redone.

There is another point as well. Mr. Justice Jerome stated in his decision that were a panel hearing to continue, if the decision were favourable, then that would cure any earlier unfairness in the process.

In response to Mr. Johnson's question, there really is no down side to continuing a panel. If the decision is negative, the commission does not take any further action on the case and a new H and C interview is scheduled. If the decision is positive, it is to that person's benefit; he then goes into the landing stream.

Ms Benimadhu: I would like to point out, Mr. Chairman, that even if the adjudicator had adjourned the inquiry and allowed the person to go back for an H and C review, the adjudicator would still be seized with the case. It

[Traduction]

M. Mulder: Je sais.

Le président: Il faudrait procéder cas par cas.

M. Mulder: En un sens, car cela aurait pu être un choix de politique. La seule question qui a été soulevée—et je crois que nous sommes ici pour la régler—consiste à savoir si on a porté atteinte à la notion d'indépendance des arbitres, en raison d'une décision stipulant que selon la jurisprudence, l'arbitre n'est pas obligé d'ajourner à moins que d'autres bons cas justifient cette décision.

M. Brian Dougall (directeur, Programme de suppression de l'arriéré, Direction de l'exécution de la loi, ministère de l'Emploi et de l'Immigration): Si vous me le permettez, j'aimerais ajouter quelques observations pour clarifier les procédures qui ont résulté de la décision Yhap.

En ce qui concerne les demandes qui ont été initialement refusées suite à un examen des raisons d'ordre humanitaire, la date d'une audience n'a pas encore été fixée. Aucune audience n'a encore été tenue et tous les avis qui ont été envoyés ont été annulés, et toutes ces personnes devraient subir une autre entrevue. Il n'était donc pas question de commencer de nouvelles audiences tant que nous n'étions pas en mesure de faire un autre examen d'ordre humanitaire. Pour ce qui est des cas où l'audience était déjà commencée, nous avons tenté de faire le plus d'entrevues possible avant de reprendre l'audience.

Faute de moyens, nous n'avons pas pu les régler tous. Si on avait décidé, comme certains l'ont proposé, de mettre un terme à la procédure d'enquête et de refaire toutes les entrevues pour considérations d'ordre humanitaire, il aurait fallu susprendre l'ensemble des audiences. Cela aurait contraint à une oisiveté forcée de plusieurs mois les arbitres et les membres de la Commission. À supposer que 15,000 dossiers soient en instance. . .il est bien évident que nous n'avons pas assez de conseillers pour régler tous ces cas à brève échéance. Le nombre des conseillers en immigration est limité et on ne peut pas les charger à outrance. Ainsi, les membres de la Commission se seraient retrouvés sans rien à faire et on aurait eu un arriéré de six à neuf mois d'entrevues pour considérations humanitaires, le tout étant à refaire.

J'ajoute ceci. Dans sa décision, le juge Jerome a déclaré que si un tribunal, poursuivant ses audiences, rendait une décision favorable, celle-ci aurait pour effet de remédier aux diverses inégalités constatées au cours de la procédure.

C'est pourquoi je réponds à M. Johnson, que le fait de poursuivre une audience ne comporte guère d'inconvénients. Dans la mesure où le tribunal rend une décision défavorable, la Commission suspend sa procédure en attendant les résultats d'une nouvelle entrevue pour considérations humanitaires. Si le tribunal rend une décision favorable, l'intéressé n'a pas à se plaindre puisqu'il se voit reconnaître le droit d'établissement.

Mme Benimadhu: Je tiens à préciser, monsieur le président, que même si l'arbitre avait ajourné l'enquête et autorisé l'intéressé à subir une nouvelle entrevue pour considérations humanitaires, l'arbitre demeure saisi du

would still be under the jurisdiction of the adjudicator. If the person had been successful on the H and C review, he would still have to come back to the inquiry to conclude the case administratively to say he had his landing.

What have you saved in speeding up the system? You let the person go and then the person has to come back in order to conclude the inquiry. You stop the process because you adjourn and then you have to go back to the H and C and then come back again. I do not see any advantage.

Mr. Heap: Mr. Chairman, I am really puzzled at the great emphasis there is on how the procedure Mr. Mulder and Ms Benimadhu advocate saves time. We are told that they might have had a backlog of six or nine months. These cases started in September. There were only about five or six months before the Jerome decision. Some of those had already gone through the credible basis. How do you get a backlog of six or nine months out of five or six months' cases, especially since we were told by the minister that they are going much faster now than they were last fall?

I think we are getting flexible figures here or flexible estimates. Yes, the adjudicator would be seized with the case. I stand to be corrected, but I believe if he came back to the adjudicator, as he would have to, it would be, say, a 10-minute event since he has already been accepted for landing. It would not take all afternoon, such as the case you and I witnessed; it took the whole afternoon to deal with a case that was not contested. This particular little detail may be getting cleared up in the cases of the PIF not being completed.

Obviously, it would be a lot quicker to schedule in cases involving people who have their landing permission from H and C. If they have to go back to the adjudicator, fine, but it does not have to be all the big whoopee, because there is no contest. It seems strange to me. Mr. Mulder was talking about forcing all 15,000 to go through, but nobody has advocated forcing anybody.

Obviously, as Mr. Johnson said, some people will say they are a real refugee and want to get their cases heard. Others may figure either that they are not real refugees but have an H and C or that it is a lot quicker to try H and C rather than to drag out through several more afternoons adjourned week by week and month by month. I think we are being given, as I say, an exaggerated picture of the time that is being saved by this slow, ponderous inquiry they are insisting on. I really do not understand what lies behind it.

[Translation]

dossier. L'affaire continue à relever de sa compétence. À supposer que la personne subisse avec succès l'entrevue pour considérations humanitaires, elle doit tout de même subir également l'enquête car une décision administrative doit intervenir pour l'octroi du droit d'établissement.

Quel est l'avantage d'accélérer la procédure? En effet, l'intéressé en a plus vite fini mais à quoi cela sert-il dans la mesure où l'enquête dont il fait l'objet va se poursuivre. Vous suspendez la procédure en ajournant l'enquête, mais il faut après cela subir à nouveau l'entrevue pour considérations humanitaires, puis reprendre l'enquête. Je ne vois pas où est l'avantage.

M. Heap: Monsieur le président, je ne comprends vraiment pas comment l'on peut soutenir que la procédure proposée par M. Mulder et par M^{me} Benimadhu permettrait d'économiser du temps. Ils nous disent que sans cela il y aurait eu un arriéré de six ou neuf mois. Or, cette série de dossiers remontent au mois de septembre et la décision du juge Jerome est intervenue cinq ou six mois plus tard. Certains des intéressés avaient déjà subi l'audience de vérification. Comment peut—on obtenir un arriéré de six à neuf mois à partir des dossiers accumulés pendant cinq ou six mois? Je trouve cela d'autant plus curieux que la ministre nous affirme que les dossiers sont actuellement traités beaucoup plus rapidement qu'ils ne l'étaient en automne dernier.

Je pense que les chiffres qu'on nous donne ici ne sont que des approximations assez sommaires. Oui, effectivement l'arbitre serait saisi de l'affaire. Je ne crois pas me tromper en disant que s'il est vrai que l'intéressé doit comparaître à nouveau devant l'arbitre, je pense que cela ne devrait durer qu'environ dix minutes étant donné qu'on lui a déjà accordé le droit d'établissement. Cela ne devrait tout de même pas prendre tout l'après-midi, contrairement à l'affaire à laquelle nous avons assisté. Il a fallu tout l'après-midi pour régler un dossier qui ne présentait aucun proplème. Évidemment, il y aura des cas où le FRP n'a pas été correctement rempli.

On pourrait, bien sûr, aller beaucoup plus rapidement dans le cas de personnes qui ont déjà, suite à l'entrevue pou considérations humanitaires, obtenu le droit d'établissement Admettons que ces personnes doivent de nouveau comparaîtr devant l'arbitre comme cela est prévu; étant donné qu'il n'y aucune objection à leur établissement au Canada, je ne vois pa pourquoi tout cela devrait prendre autant de temps. Cela m semble très curieux. M. Mulder évoquait la possibilité d' contraindre les 15,000 personnes en cause mais personne n' parlé de contraindre qui que ce soit.

Comme nous l'a dit M. Johnson, certaines personne prétendent au statut de réfugié et veulent qu'on se prononc sur leur cas. D'autres qui ne sauraient prétendre au statut c réfugié entendent tout de même passer une entrevue pou considérations humanitaires et d'autres encore préfèrent d mander une entrevue pour considérations humanitaires plut que de traîner encore pendant plusieurs après-midi à d audiences remises de semaine en semaine et de mois en mois. pense qu'on a exagéré les gains de temps que procurerait cet lente et lourde procédure d'enquête à laquelle ils semble favorables. Je ne comprends vraiment pas à quoi tout cela tier

• 1650

Mr. Mulder: Perhaps Mr. Dougall could comment on it, because he said that if we had to do a number of those over as to what the delays would be, he is more the expert on this than I am.

Mr. Dougall: The agency interviews are taking a little longer because of the expanded criteria, because lawyers are now making submissions on a much wider range of grounds. There has been a tendency to extend the time. Some of our newer officers are also not quite as comfortable with the new discretion. Some of them are making decisions on the spot and the system is proceeding as it should. But some of the new officers, particularly in the Toronto area, are not quite as comfortable with the new discretion. They are taking more time.

Mr. Heap: We were told they are all experienced now.

Mr. Dougall: They are not experienced with the new guidelines. They have only had them for a month. We have to go through a new learning curve with some of our staff. There has initially been that tendency to slow down the process.

In my directive I encourage the counsellors to discuss with the person concerned in counsel to take the most expeditious method of processing that case. We are essentially giving individuals the option. They may have H and C, but we are prepared to concede their case, and if they prefer to go directly into a hearing we put them into that hearing so as not to have to process them by Order in Council. So I think it is along the lines of what you are in fact recommending.

Mr. Heap: Mr. Dougall, I think this is what you are saying on page 9 where you say that lawyers may seek an adjournment of a panel hearing and that CPOs should point out that another one is available after the inquiry or hearing is concluded. It goes on to say that if pressed, CPOs should indicate they do not object to the adjournment request.

I have no problem with any part of this paragraph. It seems to be quite reasonable and this is why I was quite astonished to find that apparently "unbeknownst" to the whole CPO project, the adjudicators are told in a memo not to be distributed to anybody but adjudicators not to grant it. Some of them refused to admit they had any such instruction. It does not sound to me like the way to get efficiency. The left hand is told to go this way and the right hand to go that way.

Mr. Mulder: Mrs. Benimadhu can comment on that.

Ms Benimadhu: The position this adjudication took in the March 14 memo was in fact discussed with other members of the Immigration department. I discussed the memo with the Enforcement Branch. They knew the position we were going to take.

[Traduction]

M. Mulder: Je vais demander à M. Dougall de vous répondre sur ce point puisqu'il est mieux à même de vous dire quels seront les retards occasionnés par le besoin de repasser les entrevues.

M. Dougall: Les entrevues prennent un peu plus longtemps maintenant étant donné l'élargissement des critères. En effet, les avocats peuvent maintenant faire valoir des motifs beaucoup plus nombreux. En général, les entrevues sont donc maintenant plus longues. Certains agents, nouvellement recrutés, ont un peu de mal à s'adapter au pouvoir discrétionnaire qui leur est accordé. Certains d'entre eux prennent des décisions immédiates et la procédure avance comme prévu. Mais, certains des nouveaux agents, et surtout dans la région de Toronto, ont un peu de mal à s'adapter à ce nouveau pouvoir discrétionnaire. Par conséquent, ils prennent plus de temps.

M. Heap: Mais on nous a dit qu'ils ont toute l'expérience nécessaire.

M. Dougall: Oui, mais ils ne connaissent pas encore très bien les nouvelles directives, puisque ces directives ne sont en place que depuis un mois. Il va falloir laisser à certains membres de notre personnel le temps de se familiariser avec les nouvelles règles. Cela a un petit peu ralenti le cours des choses.

Dans ma directive, j'encourage les conseillers à examiner avec l'intéressé la manière la plus rapide de s'occuper du dossier. En fait, nous donnons aux gens le choix. Ils peuvent subir une entrevue pour considérations humanitaires mais nous sommes disposés à faire droit à leurs arguments. S'ils préfèrent aller directement en audiences, nous les inscrivons sur la liste afin de ne pas avoir à régler leur cas par décret. Je pense que tout cela est conforme à vos propres recommandations.

M. Heap: Monsieur Dougall, c'est effectivement ce que vous dites à la page 9 puisque vous indiquez que les avocats peuvent demander l'ajournement d'une audience du tribunal, précisant que les agents chargés de présenter les cas doivent indiquer qu'il pourrait y avoir une nouvelle entrevue une fois terminée l'enquête ou l'audience. Vous ajoutez que si on leur demande de plus amples précisions, les agents chargés de présenter les cas devraient répondre qu'ils ne s'opposent nullement à la demande d'ajournement.

Je ne trouve rien à redire à cela. Tout cela me semble tout à fait raisonnable et c'est pourquoi j'ai été si étonné de voir que contrairement, semble-t-il, à ce qui avait été dit aux agents chargés de la présentation des cas, on a dit aux arbitres, dans une note qui leur était réservée, de ne pas accorder de nouveaux ajournements. Certains d'entre eux ont prétendu ne jamais avoir reçu de telles instructions. Je ne vois guère l'efficacité d'une telle démarche. C'est vraiment l'exemple type de la main droite qui ignore ce que fait la main gauche.

M. Mulder: Peut-être M^{me} Benimadhu voudrait-elle vous répondre.

Mme Benimadhu: En fait, nous avions discuté avec d'autres responsables du ministère de l'Immigration la position prise dans le cadre de la note en date du 14 mars. Je m'en étais entretenu avec les responsables de la Direction générale de l'exécution de la loi. C'est dire qu'ils étaient au courant de notre position.

Mr. Mulder: Mrs. Benimadhu made the decision with her people on what the rules should be as to whether or not there is an adjournment. She then told our enforcement people, both nationally and through that regionally, as to what the view on adjournments was from the Adjudication Branch in Ottawa. So there was communication on this. But she was not there to consult with the enforcement people before she decided what the position should be.

I want to make it clear that we are talking about two issues. The initial comment had been whether or not the discretion of the adjudicator was being affected by Mrs. Benimadhu's decision, and she has explained the case law says that adjudicators do not have to adjourn.

We are also discussing whether or not we should have encouraged or developed some other procedures on policy or management grounds. It is a management issue, which is debatable as to whether or not it is a right decision, whether or not we are managing it effectively. But it is separate from whether or not Mrs. Benimadhu, through her memo, was fettering the discretion of the adjudicators.

I would think it is rather clear, if only because of her role, to make sure she does not feel—and I am no expert on the law and I do not feel—that the discretion of the adjudicators has been fettered through that memo.

As I said, you could have a debate on whether or not the management of our program is fair, efficient and equitable. The minister hopes to respond formally to you in the House of Commons and to the standing committee's report. But that is a policy and a program issue that, it seems to me, has to be differentiated from the role and authority Mrs. Benimadhu has as director general of adjudication.

• 1655

Le président: Monsieur Mulder, je respecte votre point de vue lorsque vous dite que M^{me} Benimadhu n'a pas transgressé les règles du jugement Jerome. Les membres du Comité souhaitaient poser des questions à M^{me} Benimadhu puisqu'ils avaient l'impression ou, du moins, s'interrogeaient sur ses directives. Ils veulent en connaître plus long afin de s'assurer que les procédures respectent le jugement du juge Jerome. Ils veulent aussi s'assurer que le cas des gens qui sont pris dans l'arriéré de réfugiés puissent être traité le plus rapidement possible.

Tout le monde sait que les cas traînent depuis longtemps, que l'on en a encore pour plusieurs années. On a même parlé de six ans si aucune modification n'est apportée. Le jugement du juge Jerome devrait permettre d'accélérer cela un peu. C'est dans ce contexte que les députés posent des questions cet après—midi.

Mr. Johnson: Mr. Chairman, I want to comment on what Mr. Dougall is saying. He seemed to be implying that we were suggesting everything should go back to square one. We are not talking about forcing, we are talking about putting more control in the hands of the applicants, because they probably know more about their cases than you do.

[Translation]

M. Mulder: M^{me} Benimadhu a décidé, avec ses collaborateurs, de fixer les règles relatives aux ajournements. Elle a ensuite annoncé la décision de la Direction de l'arbitrage au service d'exécution de la loi qui devait, à son tour, en faire part aux bureaux régionaux. La communication a donc fonctionné bien qu'elle n'ait pas consulté les gens du service d'exécution de la loi avant de prendre sa décision.

Je tiens à préciser qu'il y a en fait deux questions. On s'est, au départ, demandé si la décision prise par M^{me} Benimadhu modifiait de quelque façon que ce soit le pouvoir discrétionnaire reconnu aux arbitres. Elle nous a expliqué que, selon la jurisprudence, les arbitres ne sont pas tenus d'accorder un ajournement.

Nous nous sommes également demandé si nous n'aurions pas dû prévoir d'autres procédures dictées soit par la situation soit par les nécessités du service. C'est, je pense, une question qui a été examinée par la Direction de l'arbitrage et que l'on peut, bien sûr, critiquer. Mais c'est une question tout à fait distincte de celle de savoir si, par sa note, M^{me} Benimadhu a cherché à restreindre le pouvoir discrétionnaire reconnu aux arbitres.

Je ne suis pas spécialiste du droit de l'immigration, mais je ne pense pas que cette note ait en quoi que ce soit porté atteinte au pouvoir discrétionnaire reconnu aux arbitres.

Cela dit, on peut toujours continuer à discuter pour voir si notre programme est effectivement géré de la manière la plus équitable et la plus efficace possible. La ministre espère vous donner une réponse officielle devant la Chambre des communes où elle répondra également au rapport du comité permanent. Mais cela concerne la politique applicable et la manière dont se déroule le programme actuel. Je pense qu'il faut faire une très nette distinction entre cela et le rôle confié à M^{me} Benimadhu en tant que directeur général de l'Arbitrage.

The Chairman: Mr. Mulder, I respect your opinion when you state that Mrs. Benimadhu has not gone against the rules set down by Justice Jerome. The members of the committee wanted to ask Mrs. Benimadhu a certain number of questions because they were concerned with some of her directives. They would like to know a little more about it in order to be sure that the procedures now in place are consonant with the rules set down by Justice Jerome. They would also like to ensure that the backlog of refugee cases will be dealt with as quickly as possible.

Everybody knows that these cases have been pending for a long time and that they will not be resolved for another couple of years. Someone said it takes six years if we do not change our procedures. I think that Justice Jerome's decision should enable us to speed things up somewhat. These are some of the reasons underlying the questions asked by the members of the committee.

M. Johnson: Monsieur le président, permettez-moi de répondre aux observations de M. Dougall. Il semble penser qu'il conviendrait, d'après nous, de tout reprendre à zéro. Il ne s'agit nullement de contraindre les gens, nous voulons simplement donner un peu plus d'initiative aux requérants étant donné qu'ils sont en général plus au courant de leur propre dossier.

Water runs downhill. We should be looking for the most efficient and easiest routes. We should not be creating artificial roadblocks and extending things. I was very disappointed with Mrs. Benimadhu's comment about how they were still seized of the case and therefore it had not changed anything.

If you have landed immigrant status, as Mr. Heap said, it should take five minutes to clear the matter up. You should be able to write a letter to your adjudicator and have him close the case. Let us not get so bogged down in bureaucracy that we cannot find. . The main issue this committee has seized on in almost all of its meetings on immigration is the issue of efficiency. If the system is not efficient, find a way to make it efficient.

Mme Gabrielle Bertrand (députée de Brome—Missisquoi): Merci, monsieur le président. Cette discussion nous permet, nous qui sommes un peu profanes, d'apprendre le processus de la demande du statut de réfugié.

Des personnes porte le titre de commissaire. Où se situent les commissaires? La première instance c'est l'agent d'immigration qui reçoit le réfugié. Ensuite, selon la décision de l'agent, où se retrouve-t-il? On a parlé beaucoup des arbitres, mais que font les commissaires?

Mme Benimadhu: Les commissaires siègent au tribunal avec les arbitres. Ils siègent ensemble et ils ont la même responsabilité pour cette partie du processus, à savoir pour déterminer le minimum de fondement de la revendication du réfugié. Ils sont des partenaires, si vous voulez, dans la décision.

Mme Bertrand: Ils sont partenaires. Alors, le commissaire n'a pas d'autorité sur l'arbitre et l'arbitre n'a pas d'autorité sur le commissaire.

Mme Benimadhu: L'arbitre préside l'audience pour ce qui concerne les procédures et les choses administratives. Mais, au niveau de la décision, ils sont égaux.

Mme Bertrand: Les commissaires doivent rédiger des jugements après l'enquête et les témoignages, n'est-ce pas?

Mme Benimadhu: Oui. Il faut seulement une décision favorable pour rendre le jugement sur la personne en cause. Donc, l'arbitre ou le commissaire peut trouver que la personne a un minimum de fondement.

Mme Bertrand: J'ai de la difficulté à saisir. En bout de ligne, qui est la personne autorisée à porter le jugement? Le commissaire? L'arbitre? Les deux ensemble?

Mme Benimadhu: Les deux à la fois, pour une décision négative. Mais pour une décision favorable, positive, un seul des deux.

• 1700

Mme Bertrand: D'accord. Je comprends. S'il y a deux décisions positives, c'est réglé; s'il y a une décision négative et une positive. . .

Mme Benimadhu: C'est également réglé en faveur de la personne en cause.

[Traduction]

Vous savez, c'est un peu une question de gravité. Il faut que nous trouvions les procédures les plus efficaces et, si vous voulez, les plus naturelles. Il ne faut pas constituer des obstacles artificiels et prolonger indûment les choses. J'ai été très déçu par la réponse de M^{me} Benimadhu lorsqu'elle a dit que ses services demeuraient saisis de l'affaire et que la décision n'avait, par conséquent, pas changé grand-chose.

Ainsi que nous l'a dit M. Heap, dans la mesure où une personne a reçu le droit d'établissement, je ne vois pas pourquoi son cas devrait prendre plus de cinq minutes à régler. Il devrait être possible d'écrire à l'arbitre et de lui demander de classer le dossier. Ne nous perdons pas dans le labyrinthe de la bureaucratie au point de ne pas pouvoir trouver... D'après le comité, c'est surtout une question d'efficacité. Si la procédure d'immigration n'est pas efficace, cherchons le moyen de l'améliorer.

Mrs. Gabrielle Bertrand (Brome—Missisquoi): Thank you, Mr. Chairman. This discussion should allow those of us who are uninitiated in matters of immigration, to have a better idea of the refugee determination process.

Certain people have been given the title of commissioner, what is their role? Initially, the refugee is seen by the immigration officer. What is the next step, depending on the officer's decision? We have said a lot concerning the adjudicators, but who are the commissioners?

Mrs. Benimadhu: The commissioners sit on the panel along with the adjudicators. They sit together and they have the same functions at this stage of the procedure. They are supposed to determine the credible basis of the claim to refugee status. They are in a sense partners in that decision.

Mrs. Bertrand: They are partners. The commissioners have no power over the adjudicators, then, and the adjudicators have no power over the commissioners.

Mrs. Benimadhu: The adjudicator presides over the hearing with respect to all procedural and administrative questions. But they are equal when it comes to deciding.

Mrs. Bertrand: The commissioners are supposed to draft the decisions subsequent to the enquiry and to the hearings, are they not?

Mrs. Benimadhu: Yes. A judgement requires only one favourable decision. Therefore either the adjudicator or the commissioner can decide that the claim in question has a credible basis.

Mrs. Bertrand: I have a bit of trouble understanding. In the final analysis, who is going to decide the case? The commissioner or the adjudicator? Or is it a joint decision?

Mrs. Benimadhu: An unfavourable decision has to be taken jointly by the adjudicator and the arbitrator but only one of them is required in the case of a favourable decision.

Mrs. Bertrand: I see, if both decisions are favorable, the case is solved; and if there is one favorable decision and one unfavorable decision. . .

Mrs. Benimadhu: Then the case is also solved in favor of the applicant.

Mme Bertrand: C'est réglé aussi.

On a parlé d'efficacité du programmme. Est-ce qu'une des raisons importantes du retard accumulé n'est pas la grande quantité de demandes d'ajournement des avocats?

Mme Benimadhu: Parfois oui. Ces demandes ont un effet énorme sur l'efficacité du tribunal.

Mme Bertrand: Ce n'est pas à vous que je devrais demander comment on pourrait changer les choses. Mais, il y aurait certainement des éméliorations à apporter.

Mme Benimadhu: On a le droit de demander des ajournements pour chercher des preuves ou des témoins, ou pour nombre d'autres raisons.

Mme Bertrand: C'est l'une des grandes causes de la longueur des procédures.

Mme Benimadhu: Oui. C'est une des causes de la longueur des procédures.

Mme Bertrand: On a parlé un peu des statistiques tout à l'heure. Depuis le début du processus, même avant la Loi 89, quel pourcentage de cas ont été refusés ou acceptés? On dit que ce pourcentage est très élevé.

Mme Benimadhu: Je vais demander à M. Dougall de vous donner des statistiques.

Mr. Dougall: I have the national statistics up until April 12. We have interviewed a total of 25,957 individuals. The acceptance has been 1,478 and the number refused has been 24,479. That comes in at an acceptance rate of 5.7%. This is only on the humanitarian and compassionate grounds. Of the ones that have proceeded to the next step in the process—that is the credible basis hearing—we have conducted a total of 7,171 hearings. Of that number 327 have been found not to have credible basis and 6,844 have been found to have credible basis. The reason for the high acceptance rate is that we began the program with those persons from traditionally refugee—producing countries so the acceptance rate was very high.

We did primarily concede cases in the early stages. Over the past several months we have now shifted over to a contest mode and we expect the acceptance rate at panel hearings to come down. At the present time we have approximately 11,000 people in the landing stream who are being processed toward landed immigrant status and we have approximately 2,000 people who have left the country.

Mr. Mulder: So, Mr. Chairman, if you combine the two figures, those who have either passed on humanitarian grounds and become landed immigrants and those who have been accepted as refugees, the percentage is very high. It is not very low. The majority do not make the humanitarian and compassionate, but by far the majority so far have made the refugee determination a credible case.

Mme Bertrand: Merci beaucoup.

Le président: Vous avez raison, monsieur Mulder, quand vous citez les statistiques en pourcentages. Il est vrai qu'actuellement beaucoup sont acceptés lors de l'entrevue d'accueil, car beaucoup ont prouvé qu'ils sont de véritables

[Translation]

Mrs. Bertrand: The case is also solved.

We spoke of efficiency. Isn't a lot of backlog due to the many lawyers requesting adjournments?

Mrs. Benimadhu: This was true before. That type of request has taken a heavy toll on the panel's efficiency.

Mrs. Bertrand: Perhaps I should not be asking you about how to change the situation. It is clear, I think, that there is room for improvement.

Mrs. Benimadhu: An applicant can request an adjournment in order to collect supplementary evidence or call witnesses or for any number of other reasons.

Mrs. Bertrand: And that, I imagine, is one of the major reasons for the lengthy proceedings.

Mrs. Benimadhu: Yes, it is indeed one of the causes of these sometimes lengthy proceedings.

Mrs. Bertrand: Someone mentioned statistics a little while ago. Since the very beginnings of the process, since before the 1989 Act, what were the percentages of cases rejected or accepted? People say the percentages are very high.

Mrs. Benimadhu: I will have to ask Mr. Dougall to give you the figures.

M. Dougall: J'ai ici les statistiques nationales jusqu'au 12 avril. Nous avons, au total, inteviewé 25,957 personnes. Nous en avons accepté 1,478 et refusé 24,479. Cela donne un taux d'acceptation de 5,7 p. 100. Il ne s'agit là que des décisions fondées sur des motifs d'ordre humanitaires. Nous avons tenu 7,171 audiences pour les personnes ayant procédé à l'étape suivante, c'est-à-dire à l'audience de vérification. Pour 327 d'entre elles, il a été décidé que leur demande n'était pas fondée alors que 6,844 demandes ont été jugées fondées. Le taux élevé des acceptations est dû au fait qu'au départ nous nous sommes surtout penchés sur le cas de personnes provenant de pays qui fournissent beaucoup de réfugiés.

C'est surtout au début que nous avons eu l'acceptation facile. Au cours des quelques derniers mois nous avons été plus difficiles à convaincre et je pense que le tribunal va abaisser son taux d'acceptation. À l'heure actuelle environ 11,000 personnes se trouvent dans la filière aboutissant normalement au droit d'établissement et environ 2,000 personnes ont quitté le Canada.

M. Mulder: Ainsi, monsieur le président, si vous combinez les deux chiffres, c'est-à-dire le nombre de personnes à qui l'on a octroyé le droit d'établissement pour des motifs d'ordre humanitaire et le nombre de personnes à qui l'on a reconnu le statut de réfugié, on arrive à un pourcentage d'acceptation très élevé. La plupart ne réussissent pas à faire valoir des motifs d'ordre humanitaire, mais jusqu'ici la majorité ont réussi à faire reconnaître le bien-fondé de leur revendication du statut de réfugié.

Mrs. Bertrand: Thank you very much.

The Chairman: You are quite right, Mr. Mulder, based on percentages. It is true that many are presently being accepted after the initial interview. Many were able to prove that they were bonified refugees. But you agree that it takes

réfugiés. Mais vous admettrez avec moi qu'il faut beaucoup de temps. Selon vos statistiques 25 ou 26,000 ont été acceptés lors de la première entrevue. S'il y a 85,000 dossiers, on a une idée de ce qui nous reste à faire; il faudra beaucoup de temps.

Mr. Mulder: Mr. Chairman, we are getting into partly the response that will be given to your committee that the minister will provide. But I should hasten to add that there are also well over 2,000 people who have voluntarily withdrawn. There are also quite a number of people who are no-shows who may have left the country on their own or gone to the U.S. on their own initiative and so on.

• 1705

So the total number of people who are in process or have been treated in one fashion or another is considerably high. I realize there is still a dispute as to when it was officially started, but we got going in September. We hope we can still manage to get this whole process over with in the timeframe of two years. We certainly appreciate the recommendations that the committee made, because they have helped us in a number of areas.

Le président: Je vous en reparlerai lorsqu'on aura eu la réponse de la ministre. Si c'est comme le dernier rapport où huit des dix recommandations sont adoptées mais que les deux principales sont rejetées. . . On verra en tout cas; on attendra la réponse.

Mr. Mulder: Okay.

Le président: Ceci dit, je continue. Madame Benimadhu, dans votre rapport à la page 4, en français, vous dites:

Les arbitres n'ont que le pouvoir décisionnel que leur confère la Loi sur l'immigration. La loi ne leur attribue pas le pouvoir de prendre de décisions fondées sur des considérations humanitaires. . .

Je vous fais grâce du reste. Mais, à la page 11, vous nous dites:

De fait, contrairement aux indications figurant dans ma note de service,...

Ce qui veut dire que vous avez dû leur dire dans votre note de service qu'ils n'avaient pas le droit de prendre ce genre de décisions pour des raisons humanitaires. Vous dites que:

...un certain nombre d'enquêtes ont été ajournées pour des motifs humanitaires, par suite de la décision rendue dans l'affaire Yhap.

Vous nous dites que les arbitres n'ont pas le droit de prendre de telles décisions. Ils n'ont pas le droit d'accepter quelqu'un pour des raisons humanitaires mais, ils décident quand même de suspendre la rencontre pour des raisons humanitaires. Que faites-vous alors? Ils transgressent les règles, donc qu'est-ce qui arrive?

Mme Benimadhu: Non, ils ne transgressent pas les règles. On n'a pas le pouvoir de prendre des décisions sur des considérations humanitaires. En ajournant, on ne décide pas. Les arbitres ont décide d'ajourner le. . .

[Traduction]

a lot of time. Your statistics show that 25,000 or 26,000 people received a favorable decision following the initial interview. Seeing there are approximately 85,000 files pending, that gives us an idea of how much remains to be done and how much time that will take.

M. Mulder: Monsieur le président, nous anticipons un petit peu sur la réponse de la ministre. Je tiens cependant à préciser que plus de 2,000 personnes se sont de plein gré désistées. Il y a également un nombre considérable de personnes qui ne se présentent pas pour les formalités requises et dont on suppose qu'elles ont quitté le pays ou qu'elles se sont rendues aux Etats-Unis de leur propre chef.

Ainsi le nombre total de dossiers en instance ou réglés, dans un sens ou dans l'autre, est considérable. Je sais que les avis sont partagés quant à la date de départ, mais nous avons commencé en septembre. Nous espérons pouvoir mener à bien l'ensemble de cette tâche en deux ans. Nous sommes reconnaissants au comité d'avoir bien voulu formuler certaines recommandations qui nous ont été utiles sur plusieurs points.

The Chairman: We shall bring it up again after receiving the Minister's answer. It might be as it was with the last report; 8 out of 10 recommendations being approved but the two main ones being rejected... In any case, we will see. Let's wait for the answer.

M. Mulder: Entendu.

The Chairman: I will continue then. Mrs. Benimadhu, in your statement, you state, on page 4:

Adjudicators are creatures of statute; they have only the decision-making authority granted to them under the Immigration Act. This Act does not grant adjudicators the authority to make decisions based upon humanitarian and compassionate grounds...

I will spare you the rest. But, on page 11, you say that:

In fact, contrary to the guidance provided in my memorandum, there have been no. . .

According to this, you must have told them, in your memorandum, that they were not to base this kind of decision on humanitarian or compassionate grounds. You state that:

...there have been a number of adjournment of inquiries for humanitarian and compassionate grounds, following the decision rendered in the Yhap case.

You have told us that the adjudicators do not have the power to make such decisions. They do not have the power to admit someone on humanitarian grounds, but they do have the power, it seems, to suspend the inquiry on humanitarian grounds. What do you do then? They are in violation of the rules. What happens then?

Mrs. Benimadhu: No, they are not in violation of the rules. They do not have the right to make these decisions based on humanitarian grounds. Adjournment is not a decision. The adjudicators have decided to ajourn the...

Le président: La rencontre? Mme Benimadhu: L'enquête. Le président: L'enquête?

Mme Benimadhu: Pour donner l'occasion aux agents d'immigration de prendre des décisions. Ce ne sont pas les arbitres qui ont pris la décision pour des considérations humanitaires.

Le président: Supposez que demain matin, malgré les directives, les arbitres décident de suspendre la rencontre, de la reporter. Si on permet à ces personnes de retourner à l'entrevue initiale pour des raisons humanitaires, qu'est-ce qui arrive? Supposez que les 125 arbitres décident, demain matin, de transgresser les directives que vous leur donnez et décident de mettre fin à...

Mme Benimadhu: Voulez-vous dire que la majorité des arbitres décideraient..?

Le président: Ils décideraient de reporter l'enquête. Ils diraient aux personnes de retourner à l'entrevue initiale pour voir si elles ne pourraient pas être admises pour des raisons humanitaires. Qu'est-ce qui arrive alors?

Mme Benimadhu: Dans cette situation, il appartient à la ministre de décider, de faire un appel des décisions. . .

Le président: Est-ce que les arbitres pourraient être suspendus?

Mme Benimadhu: Non, pas du tout.

Le président: Est-ce qu'ils pourraient être renvoyés, est-ce qu'il y aurait des sanctions?

Mme Benimadhu: Non, pas du tout, parce que les arbitres ont le pouvoir de prendre des décisions indépendantes.

Le président: On ne leur dit rien? On dit tout simplement qu'ils n'ont pas écouté nos directives mais que c'est très bien!

Mme Benimadhu: Il faut avoir des raisons légales et il faut bien motiver la raison pour une telle décision. Ils ne peuvent pas être punis pour prendre des décisions. Il faut bien motiver les décisions. Le fait de prendre telle ou telle décision, c'est dans le mandat de l'arbitre.

Mr. Mulder: We have tried to find some reference to it, but I am told that in the past the previous chairman of this committee, Mr. Hawkes, had expressed some views concerning the need—not in terms of decisions, but in terms of administrations and so on—to have some kind of set rules that try to influence adjudicators. That is what Mrs. Benimadhu, in her presentation, has said. Of course, when you are dealing with a quasi-judicial administrative tribunal, with the number of cases you have, you have to have certain kinds of rules. I want to stress again that for anybody who, for whatever reason, decided not follow it, we are not going to take punitive actions and so on or declare them to be persona non grata.

• 1710

Mr. Heap: Mr. Mulder, you made a statement that these memos are publicly available, and I am not sure which ones you mean. I think at that point you and I were speaking about Mr. Dougall's memo of March 20, 1990.

[Translation]

The Chairman: The meeting?

Mrs. Benimadhu: The inquiry.

The Chairman: The inquiry?

Mrs. Benimadhu: To enable the immigration officers to make the decision. The adjudicators are not the ones to decide on humanitarian grounds.

The Chairman: Suppose that tomorrow morning, in spite of your directives, the adjudicators decide to suspend a meeting, to adjourn it. If, for humanitarian reasons, you allow the applicants to undergo the initial interview over again, what will happen? Suppose the 125 adjudicators decide, tomorrow morning, to disregard the directives that you gave them and decide to put an end to...

Mrs. Benimadhu: You mean to say the majority of the adjudicators would decide?

The Chairman: Say they decided to adjourn the inquiry. They would tell the applicants to go back for the initial interview so that it might be determined whether they could be admitted for humanitarian reasons. What would happen then?

Mrs. Benimadhu: In such a case, it is up to the Minister to decide, to appeal the decisions that were made. . .

The Chairman: Could the adjudicators be suspended?

Mrs. Benimadhu: Certainly not.

The Chairman: Could they be fired or could they be penalized?

Mrs. Benimadhu: Certainly not. The adjudicators have the power to make independant decisions.

The Chairman: So nothing would be said to them? You would simply tell them they had not observed your directives but that is as far as it would go!

Mrs. Benimadhu: You would have to have proper legal reasons and justifiable grounds for such a decision. You cannot penalize them for making decisions. Such decisions must be based on sufficient grounds. Adjudicators are entrusted with the task of making such decisions.

M. Mulder: Nous avons essayé de trouver un passage qui s'y réfère mais on m'a dit que M. Hawkes, à l'époque où il présidait ce comité, avait dit qu'il conviendrait d'adopter des règles que seraient tenus de suivre les arbitres, non pas quant à la décision à prendre mais quant à un certain nombre d'autres aspects d'un dossier. C'est également ce que M^{me} Benimadhu a dit dans son exposé. Il est bien évident qu'un tribunal administratif exerçant des attributions quasi judiciaires doit être soumis à un certain nombre de règles, surtout si l'on songe au nombre de dossiers à traiter. Je répète que nous n'avons pas l'intention de sanctionner ceux qui, pour une raison ou pour une autre, ont décidé de ne pas suivre les directives. Il n'est pas question de les écarter.

M. Heap: Monsieur Mulder, vous avez dit que ces notes de service sont à la disposition du public, mais je ne sais pas de quelles notes de service il s'agissait. Vous avez dit cela alors que nous parlions de la note de service envoyée par M. Dougall le 20 mars 1990.

I am told this does not go to people who have the manual. I am not sure how it came to me. Who decides which memos are publicly available, like this one, and which memos are not publicly available, like Ms Benimadhu's?

Mr. Mulder: I do not believe we have—and I am still learning, at times, about all these detailed complexities—a formal policy to decide which memos we automatically send to a whole variety of people, including legal counsel, and those other ones we will do internally. Maybe Mr. Dougall could indicate what the normal procedures are for memos like that, because they were certainly intended to make sure their CPOs knew what their roles were.

Mr. Heap: That does seem reasonable.

Mr. Mulder: I assume that for a lot of these internal memos, if people want to have a copy of them they can have them, but we do not automatically mail them out to a wide number of people.

Mr. Heap: If counsel were to ask for memos of the adjudicators, would they be told they cannot have that?

Mr. Mulder: The member is quite right that when you and I were discussing it earlier, we were talking about Mr. Dougall's memo. I have no idea as to what the particulars were on Mrs. Benimadhu's. Again, as I said, she is independent on a lot of these issues.

Ms Benimadhu: The memorandum went to all adjudication offices and was available to all adjudicators. The guidelines were provided to adjudicators. I did not feel it necessary to give it a wider distribution. It is, of course, available. It is not a classified document and is by no means secret, so there would be no objection to your receiving a copy of it.

Mr. Heap: You say there would not be, but apparently it was in fact refused, and its existence was denied on a couple of occasions. It makes it very difficult for people to practise in these circumstances, where there are available memos and unavailable memos. You have to know. You are walking on land mines.

My other question concerns this question of independence, because we have heard a great deal about it from time to time from ministers. For example, last fall the present minister wrote to me and said that indeed the tribunal is not bound in any manner by legal opinion submitted before them. The adjudicator and the board member base their decisions on evidence and so

In the job description, we are told adjudicators are legally independent decision-makers bound only by law and precedent. The large area of their decisions that is interpretive or discretionary is not subject to policy, program

[Traduction]

J'apprends que cette note de service n'a pas été diffusée aux personnes qui ont le manuel. Je ne sais pas, à vrai dire, comment cette note m'est parvenue. Qui décide des notes de service qui vont être largement diffusées, telles que celle-ci, et des notes, telles que celle de M^{me} Benimadhu, qui auront une diffusion beaucoup plus restreinte?

M. Mulder: Je ne suis pas encore parvenu à maîtriser l'ensemble de ces complexités, mais je ne pense pas que nous ayons de politique bien arrêtée quant aux destinataires des diverses notes de service. Certaines sont très largement diffusées, même aux avocats, et d'autres revêtent un caractère plus interne. M. Dougall pourra peut-être vous dire quelles sont les procédures applicables à ces notes de service. L'idée était de préciser, à l'intention des agents chargés de présenter les cas, quels étaient leur rôle et leurs attributions.

M. Heap: Cela me paraît raisonnable.

M. Mulder: J'imagine que ceux qui aimeraient avoir une copie de ces notes de service interne, pourraient en obtenir une. C'est simplement que nous ne leur assurons pas automatiquement une très large diffusion.

M. Heap: Si un avocat demandait à avoir une note de service destinée aux arbitres, la lui refuserait-on?

M. Mulder: L'honorable député a tout à fait raison de dire que tout à l'heure c'est de la note de service de M. Dougall que nous parlions. Je ne connais pas la teneur de la note rédigée par M^{me} Benimadhu. Je répète que sur beaucoup de points elle agit en toute indépendance.

Mme Benimadhu: La note de service a été envoyée à tous les bureaux d'arbitrage et, donc, à tous les arbitres. Les directives étaient destinées aux arbitres. Je ne me sens pas tenue de leur assurer une plus large diffusion. La note peut, bien sûr, être consultée. Ce n'est pas un document confidentiel ou secret et rien ne vous empêcherait d'en obtenir une copie.

M. Heap: Vous n'y voyez pas d'inconvénient, mais je rappelle que certaines personnes n'ont pas pu y avoir accès et qu'à plusieurs reprises, on a même nié l'existence de cette note. Cela ne facilite pas la tâche des avocats, étant donné que certaines notes sont disponibles, alors que d'autres ne le sont pas. Ces notes contiennent des détails importants et, en l'absence de connaissances précises, l'avocat traverse un champ de mines.

Mon autre question porte sur l'indépendance des arbitres. Les divers ministres ont eu plusieurs fois l'occasion de nous en parler. À l'automne dernier, le ministre actuel m'a écrit pour me dire que le tribunal n'est pas lié par les avis juridiques qui lui sont présentés. L'arbitre et le membre de la Commission fondent leur décision sur les preuves produites et sur les circonstances en l'espèce.

Dans l'énoncé de fonctions, nous constatons que la loi confère aux arbitres un pouvoir de décision indépendant. Les arbitres ne sont liés que par le droit et la jurisprudence. Tout ce qui, dans leurs décisions, relève de leur pouvoir

or organizational direction. I am wondering if Ms Benimadhu or Mr. Mulder would classify the March 14 memorandum as a policy direction or as an organizational direction. I would have thought it might be organizational, particularly when a person is directed to consult with a superior before making the non–recommended decision. Is that not an organizational matter, or is it policy?

Ms Benimadhu: No, in fact, it is guidance for the adjudicators, which they are free to accept or to reject. I think I pointed it out in my paper, Mr. Heap, on page 6, where it says that the interpretive guidance provided to them for their information, so they can come to consistent and informed decisions, is not binding on adjudicators. They have to base their decisions on the facts of individual cases. But there must also be an appreciation that when you have 125 adjudicators across Canada, fairness requires that people in Newfoundland receive the same result, in a similar case, as people in Vancouver.

Mr. Heap: I agree.

Ms Benimadhu: This guidance and these reference documents are there as a sort of framework or stepping-off point, if you like, for adjudicators in the decision-making process. They are not meant to be bound by that guidance.

Mr. Heap: Thank you.

• 1715

Mr. Johnson: I would like to follow up on this question of fettering or possible fettering of the adjudicator. Between the adjudicator and the supervisor there is obviously a relationship that is presumably a day-to-day relationship. Have there been any memos or directives given to the supervisors and adjudicators about their relationship and the legal complexities of the relationship? Have they been given guidelines about how to conduct themselves in their relationships one to another? If not, why not? That seems to be a very delicate relationship in the context that we are talking about.

Ms Benimadhu: The section head—we call him a section head—is the supervisor of the adjudicator, and the section head has anywhere from 6 to 10 adjudicators under his or her supervision. It must be remembered that adjudicators are, first of all, public servants. They are defined in the Immigration Act as being employed pursuant to the Public Service Employment Act. The section head is responsible for a lot of the administrative details like their annual leave, their sick leave, and that sort of thing. They report on a day-to-day basis.

The adjudicators' independence only comes into play when they close the inquiry room door and they get ready to do a case. When they are at their work stations or at their desks or anywhere else, they are public servants and they are required to be under the control of their supervisor like any other public employee.

[Translation]

discrétionnaire ou de leur pouvoir d'interprétation échappe aux directives qui pourraient avoir été formulées dans le cadre d'une politique, d'un programme ou de la pratique interne. Je me demande si M^{me} Benimadhu ou M. Mulder considèrent que la note de service du 14 mars constitue une directive interne ou une directive portant application de la politique en matière d'arbitrage. J'aurais cru qu'il s'agissait d'une directive interne, étant donné que l'on demande à certains agents de consulter leur supérieur hiérarchique avant de prendre une décision non conforme. Est-ce une question interne ou est-ce une question de principe?

Mme Benimadhu: En fait, il s'agit d'une directive qui s'adresse aux arbitres qui sont tout à fait libres de s'en inspirer ou non. Monsieur Heap, je pense que j'explique cela à la page 6 de mon mémoire puisque j'y déclare que les directives interprétatives leur sont envoyées à titre d'information seulement, afin de leur faciliter la tâche et d'uniformiser un petit peu les décisions. Je précise donc que ces directives ne sont pas imposées aux arbitres. Je répète que les arbitres fondent leurs décisions sur les circonstances particulières à chaque cas. Vous vous rendez bien compte qu'avec 125 arbitres répartis dans l'ensemble du pays, l'équité veut qu'un dossier traité à Terre-Neuve soit jugé à peu près en fonction des mêmes critères qu'un dossier traité à Vancouver.

M. Heap: Je suis d'accord avec vous sur cela.

Mme Benimadhu: Cette directive et les documents qui l'accompagnent vont servir de cadre ou de point de départ aux arbitres. J'insiste sur le fait que les arbitres ne sont aucunement liés par les directives qui leur sont envoyées.

M. Heap: Je vous remercie.

M. Johnson: J'aimerais poursuivre avec la question de ce qui lie et ne lie pas l'arbitre. Il semble exister entre l'arbitre et le superviseur une relation de travail quotidienne. A-t-on envoyé aux superviseurs et aux arbitres des notes de service ou des directives touchant leur relation et les complexités juridiques qu'elle comporte? Leur a-t-on envoyé des directives sur la manière de se comporter les uns envers les autres? Sinon, pourquoi? Étant donné ce que nous avons déjà dit, je pense que ce rapport doit être assez délicat.

Mme Benimadhu: Le chef de section—c'est ainsi que nous l'appelons—est effectivement le supérieur hiérarchique, le superviseur, de l'arbitre. Le chef de section supervise le travail de six à dix arbitres. Ne perdons pas de vue que les arbitres sont avant tout des fonctionnaires. La Loi sur l'immigration précise qu'ils sont engagés en vertu des dispositions de la Loi sur l'emploi dans la fonction publique. Le chef de section est chargé de nombreuses questions administratives, entre autres les congés annuels, les congés de maladie. Les arbitres rendent compte, au jour le jour, de leur travail.

L'indépendance des arbitres n'entre en jeu qu'au moment où se ferme la porte de la salle d'enquête et où ils se penchent sur un dossier. En dehors de cela ce sont des fonctionnaires, et à ce titre, ils sont soumis à la surveillance de leur supérieur hiréarchique.

In terms of their decision-making, the section head, as I pointed out earlier, is there to provide technical guidance, is usually a more experienced person and is able, on the basis of experience, to point out case law that perhaps the adjudicator might want to refer to prior to deciding in a particular case. When they come in as new adjudicators they receive a five-week training program. Their relationship, their role, and where they fit in the context of the organization are discussed at that time.

Mr. Johnson: I am having some problem visualizing how this relationship works in terms of independence. I have a strong feeling that the memo you have written would. . . Let me put it this way. The adjudicators presumably want to be supervisors, or whatever the term is—

Ms Benimadhu: Section heads.

Mr. Johnson: Section heads. That is the process. Their performance is going to be judged on the basis of how they perform. They have this memo from the director general, not from the person who is their direct boss, saying this is the case law and this is what the courts have said, and this is what you do. Then, in the course of their day-to-day decision-making they go against that, and they give some reasons from what they think is valid case law.

As a person who has managed people before, I would have the feeling that the adjudicators would be very loath to make a decision going against the director general's detailed and very explicit memo. I know from a legal point of view the word "should" is in there, and you have the preamble and everything is clear. I am not arguing the legality of it, but in practice it seems that you have very, very clearly told the adjudicators what to do, and they know that if they do not do that they are not likely to get that \$10,000 promotion or whatever to the next level, because they are going to be evaluated.

My question relates to what the process is for evaluating adjudicators, and how real is this arm's length relationship if they are in fact as you say, civil servants, and their supervisor is going to tell them what case law they should be using and so on, and f they do not use it they are going to—

Ms Benimadhu: No, it is not if they do not use it. It is pointed but to them.

Mr. Johnson: Yes, but they are going to be evaluated on some pasis. The boss is going to say at the end of the year: this guy did really great job; he did all the things we said he should do, but his guy was always going against the grain. He is not a team player. I know; I have been there, not in legal terms, but in nanagement terms. I just cannot see how the human element is not going to fetter the decision-making process.

[Traduction]

Le chef de section est, en général, quelqu'un qui a davantage d'expérience, et c'est lui qui, comme je l'ai dit tout à l'heure, donnera aux arbitres des conseils sur tel ou tel point, portera à leur attention tel ou tel aspect de la jurisprudence dont il conviendrait peut-être de tenir compte. Les nouveaux arbitres suivent une période de formation de cinq semaines. Pendant ce temps, ils ont tout loisir pour examiner leur rapport avec le chef de section, le rôle qui leur est confié et leur place au sein de l'organisation.

M. Johnson: J'ai tout de même un peu de mal à concilier la réalité de ce rapport hiérarchique et l'indépendance que l'on reconnaît aux arbitres. J'ai la forte impression que la note de service que vous avez rédigée aurait. . .permettez-moi plutôt de m'exprimer ainsi: j'imagine que tout arbitre aimerait être superviseur, ou quel que soit leur titre.

Mme Benimadhu: Chef de section.

M. Johnson: C'est cela, chef de section. C'est un peu dans la nature des choses. On va les juger en fonction de leur rendement ou des résultats obtenus. Or, ils reçoivent une note de service rédigée par le directeur général, non par leur supérieur hiérarchique direct, leur précisant la jurisprudence et leur indiquant la voie à suivre. Pensez-vous que les arbitres vont pouvoir, dans le cadre de leurs activités quotidiennes, aller à l'encontre de la directive qui leur a été envoyée et invoquer, pour cela, une jurisprudence qui leur semble pertinente.

J'ai déjà fait de l'administration, et d'après moi, les arbitres hésiteront beaucoup à prendre une décision qui aille à l'encontre d'une note de service tout à fait précise envoyée par le directeur général. Je sais que le texte de loi parle d'obligation et que tout semble tout à fait conforme aux principes posés dans le préambule. Je ne conteste aucunement la légalité des instructions données, mais dans la pratique, vous semblez avoir de manière très précise donné des instructions aux arbitres; et ils savent que s'ils vont à l'encontre de vos instructions, ils n'avanceront pas dans le service, car leur évaluation au rendement ne sera guère élogieuse.

J'aimerais savoir comment sont évalués les arbitres et quelle est l'étendue effective de leur indépendance vis-à-vis de leur supérieurs hiérarchiques. Vous avez dit qu'ils sont fonctionnaires et que leur superviseur leur indiquera parfois la jurisprudence à suivre. Dans la mesure où ils ne suivent pas ce qu'on leur dit, il est clair qu'on va les. . .

Mme Benimadhu: Non, il ne s'agit pas de les obliger de faire comme on leur dit. On se contente simplement d'attirer leur attention sur un certain nombre d'éléments.

M. Johnson: Oui, mais on va tout de même évaluer leur travail en fonction de certains critères. Ainsi, leur supérieur sera porté à dire, en fin d'année: celui-ci a fait vraiment un excellent travail; il a fait tout ce qu'on lui a dit de faire, alors que celui-là allait toujours à contre-courant. Il n'a pas le sens du travail en équipe. J'ai fait de la gestion, et c'est l'impression que j'en retire. Je ne vois vraiment pas comment, compte tenu de l'élément humain, on peut empêcher que l'arbitre se sente lié dans ses décisions.

• 1720

[Translation]

Mme Benimadhu: La nature des taches exercées par les arbitres a ceci de particulier qu'ils sont fonctionnaires à un certain moment et qu'en d'autres occasions ils sont indépendants et maîtres de leurs décisions. Ils sont tout à fait conscients de cette indépendance et la défendent jalousement.

Je ne les influence pas. Ils peuvent s'inspirer de mes conseils. Je souligne dans mon mémoire que notre direction est organisée de manière à favoriser cette indépendance. Les arbitres ne peuvent guère y échapper, car chaque jour leur rappelle l'indépendance qui leur a été donnée par la loi.

Vous venez dire qu'ils veulent sans doute tous devenir un jour chef de section et qu'ils vont se montrer dociles pour obtenir de l'avancement. Je ne pense pas qu'il en soit ainsi. Nous avons 12 chefs de section et 125 arbitres. Beaucoup d'arbitres sont tout à fait satisfaits de leur fonction qu'ils exercent, pour certains d'entre eux, depuis 12 ans, et ils sont très fiers de l'indépendance qui leur est reconnue. C'est dire qu'ils n'ont pas tous envie d'assumer les lourdes responsabilités administratives qui incombent aux gestionnaires.

Nous avons, pour l'évaluation des arbitres, un système de contrôle. Le chef de section peut prendre connaissance du compte-rendu de l'enquête, assister à l'enquête ou lire les motifs de la décision rendue par l'arbitre. Tout cela est enregistré sur bande magnétique.

Nous examinons les divers aspects d'une enquête et vérifions, par exemple, si les faits ont été correctement exposés. Nous examinons la détermination des faits et l'application du droit. L'arbitre s'est-il fondé, dans telle ou telle circonstance, sur la jurisprudence pertinente? Nous cherchons à voir si l'arbitre est parvenu à mener la procédure ou s'il a laissé les parties discutailler à perte de vue. Nous cherchons à voir s'il est arrivé à sauvegarder les droits des intéressés, s'il a dit au requérant que celui-ci avait le droit d'être représenté, si l'interprète a bien prêté serment, s'il s'est assuré que l'interprète et le requérant se comprenaient effectivement ou si les mineurs étaient correctement représentés. Ces exigences sont prévues par la loi et par le règlement, et nous tenons compte de cela dans notre examen des compte-rendus d'enquête.

C'est dire que nous ne cherchons pas à voir si l'arbitre a pris une décision différente de celle que j'aurais moi-même prise. Ce n'est pas le rôle du chef de section. Le chef de section est là pour veiller à ce que le système fonctionne conformément aux principes de justice naturelle et aux dispositions de la Loi. Si l'arbitre peut correctement motiver sa décision au regard de la loi, eh bien cette décision sera définitive à moins que le ministre ou le requérant ne décide d'interjeter appel.

M. Johnson: Les arbitres ont-ils pour habitude de consulter leur supérieur hiérarchique avant de prendre connaissance d'un dossier? Ont-ils, par exemple, pour habitude de dire «Jacques, je vais trancher telle ou telle affaire...?

I do not influence them. They take this as guidance. I point out in the paper that our whole branch is set up to foster that independence. They cannot get away from it; they have reminders of their independence every day.

Ms Benimadhu: These people have a unique job in that they

are public servants for part of the time and they are independent

decision-makers for another part of the time. They are very

aware of this independence and they guard it very jealously.

You also remarked that adjudicators all wanted to be section heads and that they should perhaps, as a result, play along in order to get the promotion. That is not really the case. We have only 12 section heads among 125 adjudicators, and a lot of adjudicators are very happy being adjudicators, and have been for the last 12 years, and are very proud of their role as independent decision–makers and have no desire to take on any management grief that goes along with supervising people.

As to how adjudicators are evaluated, we have what we call a monitoring system. The section head either reads the transcript of the inquiry or observes the inquiry or reads the reasons for the decision by the adjudicator, because they are all electronically recorded.

We look at the inquiries from different points of view; for example, how well the facts were set out. We look at fact determination. We look at the application of the law: did the adjudicator bring to bear the relevant jurisprudence to this particular question? We look at how well the adjudicator controlled the inquiry: did he let the parties go on and on, or did he give some direction to the course of the proceedings? We look at how well he protected the rights of the person concerned: was the person advised of his right to counsel; was the interpreter sworn in; did he make sure that in fact the interpreter and the person concerned understood each other; was there a requirement for the person to have a representative because he was a minor? They are required by the act and the regulations to ensure that a number of things happen, and the transcripts of the inquiries are examined from those points of view.

They are not examined from the point of view you took a decision different from the one I would have taken had I been there. That is not the role they play. Section heads are there to ensure that the system is operating in accordance with the principles of natural justice and in accordance with the law. If the adjudicator is able to provide reasons for his decision as required by the act, then that decision stands unless the minister or the person concerned wishes to appeal it.

Mr. Johnson: Is it common practice for the adjudicators to consult with their superiors before they go into a case? Is it the normal practice to say, I am going into a case, Jack. . .?

Ms Benimadhu: No, they do not consult before they go in because they do not have any knowledge of the case prior to going into the inquiry room. What some new adjudicators might do, particularly if they get into a situation they are not familiar with or something a little more technical than they are used to dealing with, is recess and seek some technical guidance from their section heads.

Le président: Merci, monsieur Johnson.

Madame Benimadhu, je vous remercie de vous être libérée pour comparaître devant les membres de notre Comité et discuter avec nous des conséquences du jugement du juge Jerome dans l'affaire Yhap.

Je pense que vous connaissez l'intérêt des membres du Comité pour la question de l'arriéré de réfugiés. Comme je le mentionnais tout à l'heure, il y a quand même 85,000 cas, et on parle même de 100,000 personnes d'impliquées dans cet arriéré. Il y en a qui sont ici depuis plusieurs années et qui attendent encore. Alors, on cherche aussi un système efficace, humain, peu coûteux où tout le monde en sort grandi. Ces personnes doivent connaître leur statut le plus tôt possible.

C'est dans ce contexte que l'arriéré de réfugiés est analysé en profondeur par les membres du Comité. Nous y portons un intérêt très particulier puisqu'on sait que passablement de personnes sont impliquées et que le coût est énorme. Encore une fois, merci de votre disponibilité et de votre témoignage de cet après-midi. Je remercie également monsieur Mulder et monsieur Dougall.

Mme Benimadhu: Merci beaucoup.

M. Mulder: Merci.

Le président: Si les membres du Comité sont d'accord, nous allons suspendre nos travaux pour cinq minutes. Nous reprendrons à huis clos pour commencer notre rapport sur ce que devraient être les niveaux d'immigration.

La séance publique est levée.

[Traduction]

Mme Benimadhu: Non, ils ne le consultent pas pour la bonne raison qu'ils ne connaissent pas du tout le dossier avant d'entrer dans la salle d'enquête. Certains arbitres nouvellement nommés demanderont peut-être, lors d'une suspension de séance, à leur chef de section de leur préciser tel ou tel détail de la loi surtout s'il s'agit d'une affaire qui les entraine sur un terrain peu connu ou s'ils tombent sur une question particulièrement complexe.

The Chairman: Thank you Mr. Johnson.

Mrs. Benimadhu, I thank you for having taken the time to appear before the committee and to discuss with us the repercussions of Justice Jerome's decision in the Yhap case.

You are no doubt aware of this committee's concern with respect to the refugee backlog. As I said earlier on, there is a backlog of 85,000 cases and, possibly, 100,000 people. Some of them have been here for several years now and they are still waiting. That's why we would like to find an effective, humane and economical way of solving this problem while preserving everyone's dignity. I think that refugee claimants should have their status determined at the earliest possible time.

It's with this sort of concern in mind that the members of the committee have sought to analyze the refugee backlog. We are particularly interested in this problem because of the large number of people involved and the huge cost that is as well involved. Once again, I wish to thank you for making yourself available to testify here this afternoon. I also thank Mr. Mulder and Mr. Dougall.

Mrs. Benimadhu: Thank you very much.

Mr. Mulder: Thank you.

The Chairman: With the consent of the committee, I would like to adjourn this hearing for five minutes. We will reconvene in camera and begin the preparation of our report concerning suitable immigration levels.

The public hearing is adjourned.











If undelivers 1, return COVER ONLY to: Canadian Government Publishing Centre, Supply and Services Canada, Ottawa, Canada, K1A 0S9

En cas de non-livraison, retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à: Centre d'édition du gouvernement du Canada, Approvisionnements et Services Canada, Ottawa, Canada, K1A 0S9

WITNESSES

From the Department of Employment and Immigration:

- J. Benimadhu, Director General, Adjudication Branch;
- N. Mulder, Associate Deputy Minister;

Brian Dougall, Director, Backlog Clearance Program.

TÉMOINS

Du ministère de l'Emploi et de l'Immigration:

- J. Benimadhu, directrice générale, Direction de l'arbitrage;
- N. Mulder, sous-ministre associé;

Brian Dougall, directeur, Élimination de l'arriéré.

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 34

Tuesday, May 15, 1990

Chairman: Jean-Pierre Blackburn

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule nº 34

Le mardi 15 mai 1990

Président: Jean-Pierre Blackburn

Minutes of Proceedings and Evidence of the Standing Committee on Procès-verbaux et témoignages du Comité permanent du

The same

Labour, Employment and Immigration

Travail, de l'Emploi et de l'Immigration

RESPECTING:

Pursuant to Standing Order 108(2), an investigation into demography and immigration levels as well as consideration of the interim report on Demography and Immigration Levels

CONCERNANT:

Conformément à l'article 108(2) du Règlement, une enquête sur la démographie et les niveaux d'immigration, ainsi que l'étude sur le Rapport provisoire sur la démographie et les niveaux d'immigration

WITNESS:

(See back cover)

TÉMOIN:

(Voir à l'endos)



Second Session of the Thirty-fourth Parliament, 1989-90

Deuxième session de la trente-quatrième législature, 1989-1990

STANDING COMMITTEE ON LABOUR, EMPLOYMENT AND IMMIGRATION

Chairman: Jean-Pierre Blackburn Vice-Chairman: Dave Worthy

Members

Edna Anderson Warren Allmand Harry Chadwick Doug Fee Dan Heap Al Johnson Fernand Jourdenais Allan Koury Sergio Marchi Gilbert Parent George Proud Cid Samson—(14)

(Quorum 8)

Monique Hamilton

Clerk of the Committee

COMITÉ PERMANENT DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE L'IMMIGRATION

Président: Jean-Pierre Blackburn Vice-président: Dave Worthy

Membres

Edna Anderson Warren Allmand Harry Chadwick Doug Fee Dan Heap Al Johnson Fernand Jourdenais Allan Koury Sergio Marchi Gilbert Parent George Proud Cid Samson—(14)

(Quorum 8)

Le greffier du Comité

Monique Hamilton

Published under authority of the Speaker of the House of Commons by the Queen's Printer for Canada.

Publié en conformité de l'autorité du Président de la Chambre des communes par l'Imprimeur de la Reine pour le Canada.

MINUTES OF PROCEEDINGS

TUESDAY, MAY 15, 1990 (44)

[Text]

The Standing Committee on Labour, Employment and Immigration met at 11:16 o'clock a.m. this day, in Room 269, West Block, the Chairman, Jean-Pierre Blackburn, presiding.

Members of the Committee present: Jean-Pierre Blackburn, Harry Chadwick, Doug Fee, Fernand Jourdenais, Allan Koury and Sergio Marchi.

Acting Members present: Ken Monteith for Dave Worthy and Ray Funk for Dan Heap.

In attendance: From the Library of Parliament: Mrs. Margaret Young, Research Officer.

Witness: From the Institute for Research on Public Policy: Shirley B. Seward, Director, Studies in Social Policy.

Pursuant to Standing Order 108(2), the Committee resumed consideration of its investigation into demography and immigration levels.

The witness made a statement and answered questions.

At 12:07 o'clock p.m., the sitting was suspended.

At 12:11 o'clock p.m., the sitting was resumed.

At 12:11 o'clock p.m., the Committee proceeded to sit In Camera.

The Committee resumed consideration of a Draft Interim Report to the House.

By unanimous consent, it was agreed,—That this Committee would resume discussion of the draft report at the meeting, Wednesday, May 16, at 3:30 p.m., Room 371, West Block.

At 1:45 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

Monique Hamilton

Clerk of the Committee

PROCÈS-VERBAL

LE MARDI 15 MAI 1990 (44)

[Traduction]

Le Comité permanent du travail, de l'emploi et de l'immigration se réunit aujourd'hui à 11 h 16, dans la salle 269 de l'édifice de l'Ouest, sous la présidence de Jean-Pierre Blackburn (président).

Membres du Comité présents: Jean-Pierre Blackburn, Harry Chadwick, Doug Fee, Fernand Jourdenais, Allan Koury, Sergio Marchi.

Membres suppléants présents: Ken Monteith remplace Dave Worthy; Ray Funk remplace Dan Heap.

Aussi présente: De la Bibliothèque du Parlement: Margaret Young, attachée de recherche.

Témoin: De l'Institut de recherches politiques: Shirley B. Seward, directrice, Études en politiques sociales.

Conformément au paragraphe 108(2), le Comité reprend son enquête sur la démographie et les niveaux d'immigration.

La témoin fait un exposé et répond aux questions.

A 12 h 07, la séance est suspendue.

A 12 h 11, la séance reprend.

A 12 h 11, le Comité déclare le huis clos.

Le Comité reprend l'étude d'une ébauche de rapport préliminaire.

Par consentement unanime, il est convenu,—Que le Comité poursuive l'étude de l'ébauche le mercredi 16 mai, à 15 h 30 (salle 371, édifice de l'Ouest).

A 13 h 45, le Comité s'ajourne jusqu'à nouvelle convocation du président.

La greffière du Comité

Monique Hamilton

EVIDENCE

[Recorded by Electronic Apparatus]

Tuesday, May 15, 1990

[Translation]

TÉMOIGNAGES

[Enregistrement électronique]

Le mardi 15 mai 1990

• 1117

Le président: À l'ordre!

Nous allons amorcer nos travaux pour la journée. Nous recevons M^{me} Shirley B. Seward, diplômé des Universités McGill et Carleton; elle est aussi directrice du Programme d'études en politique sociale de l'Institut de recherches politiques. Elle a préparé deux documents dans le cadre de l'étude démographique. Elle nous entretiendra, ce matin, de ces documents et des différentes conclusions qu'elle a tirées ainsi que de certains points de vue qu'elle entend nous soumettre.

Madame Seward, soyez la bienvenue. Avez-vous une idée du temps que durera votre exposé?

Mme Shirley B. Seward (directrice du Programme d'études en politique sociale; Institut de recherches politiques): Oui, monsieur le président, quinze minutes, à peu près.

Le président: D'accord. Ensuite, les membres du Comité poseront des questions. Après votre exposé, nous nous réunirons à huis clos pour regarder à nouveau notre projet de rapport préliminaire que l'on doit soumettre à la ministre.

Madame Seward, vous avez la parole.

Mme Seward: Merci, monsieur le président. C'est un plaisir de comparaître devant vous ce matin. J'ai lu avec grand intérêt les procès-verbaux du Comité sur l'immigration et la démographie. J'aimerais féliciter le Comité sur cette importante initiative.

As the chairman of the committee indicated, I am the Director of the Social Policy Program at The Institute for Research on Public Policy, which includes a large research program on the economic, social and international aspects of immigration. Several of the witnesses you have heard from during the last few weeks actually undertook their study as part of our program at the institute.

I would like to restrict my talk today to one aspect of the economic dimension of immigration, which is the relationship between immigration and labour adjustment.

One of the most important challenges facing Canada in the 1990s will be our capacity to adapt to rapid pace of change. Economic and technological forces have already resulted in major transformations in the Canadian industrial sector as evidenced by the growing importance of the rapidly expanding service sector and the decline of the manufacturing sector, at least in employment terms. To a very great extent the ability of the labour force to adjust will determine our capacity to be internationally competitive in the years ahead.

The Chairman: Order, please!

We will start today's proceedings. We are pleased to welcome Ms Shirley B. Seward, a graduate of McGill and Carleton Universities; Ms Seward is presently Director of Social Policy Studies at the Institute for Research on Public Policy. She prepared two papers for the demographic review. This morning, Ms Seward is going to discuss these documents with us and express certain views on the matter.

Welcome, Ms Seward. Can you give us an idea of how long your presentation will take?

Ms Shirley B. Seward (Director, Social Policy Studies, Institute for Research on Public Policy): Yes, Mr. Chairman. It will take about 15 minutes.

The Chairman: That is fine. After your presentation, there will be a question period by committee members. We will then go in camera to study our draft report that is to be submitted to the minister.

Ms Seward, you have the floor.

Ms Seward: Thank you, Mr. Chairman. I am pleased to appear before your committee this morning. I have read with great interest the committee proceedings on immigration and demography. I would like to congratulate the committee on this important initiative.

Comme le président du comité l'a dit, je suis directrice du Programme d'études en politique sociale à l'Institut de recherches politiques, ce qui comprend un important programme de recherche sur les aspects économiques, sociaux et internationaux de l'immigration. Plusieurs des témoins que vous avez entendus au cours des quelques dernières semaines ont en fait entrepris leur étude dans le cadre du programme de l'Institut.

Mon témoignage aujourd'hui se limitera à un aspect de la dimension économique de l'immigration, c'est-à-dire le rapport entre l'immigration et l'adaptation de la main-d'oeuvre.

Un des défis les plus importants que nous aurons à relever au Canada au cours des années 90 sera de maintenir notre capacité d'adaptation au rythme rapide du changement. Les forces économiques et technologiques ont déjà opéré des transformations importantes de la structure industrielle au Canada, comme en témoigne l'importance croissante du secteur des services en pleine effervescence et le déclin proportionnel—au moins sur le plan de l'emploi—du secteur manufacturier. De la capacité de la main—d'oeuvre de s'adapter dépendra, dans une très grande mesure, notre capacité d'être concurrentiel sur les marchés internationaux dans les années à venir.

• 1120

For a number of reasons, however, the adaptability and flexibility of the labour force cannot be taken for granted. First, the Canadian population and labour force is aging and growing more slowly. There is some concern that an aging labour force will find it more difficult to adapt to change.

Second, and of direct relevance to this committee, for many decades immigration has been perceived as a tool for improving the quality of the labour force and has played a role in facilitating structural change by filling certain skill and labour shortages. However, as you have heard from a number of witnesses, immigration policy has become much less selective over the past 15 years. There is recent evidence, based on my own work, to suggest that several groups of immigrants in the labour force may face special problems of adaptation in the future.

Third, Canadian governments have had only limited success with labour adjustment programs, such as training and mobility assistance, which are designed to help workers adapt. Labour adjustment programs do not always reach demographically fragile workers, such as older workers, women, immigrants, and workers with low levels of education or poor official language abilities.

The purpose of my presentation today is to try to shed light on the situation of immigrants in the labour force and to assess how successfully different immigrant groups are adapting to structural change within the industrial structure. Are immigrants located in rapidly expanding parts of the economy, where labour is most needed, or are they found in declining parts of the economy, where they are vulnerable to displacement? What can the federal government do to help immigrants adapt to change?

Let me begin by reviewing very quickly the major trends in the industrial structure in the 1980s, and by showing where immigrants fit into this industrial structure.

[Slide Presentation]

Table 1 in the first column shows the employment in a range of industrial sectors in 1981. In about the middle of the table it shows the employment in 1986. We also organized the table in three major groups: first, the primary sector, then the secondary sector, and finally service sector.

The most important thing to note from this table is that between 1981 and 1986 the service sector increased from 65.5% of employment in 1981 to 68.4% in 1986. This is a trend that began several decades ago and is continuing. At the same time, the secondary sector declined from 1981 to 1986 and the primary sector also declined from 1981 to 1986. These changes in the industrial structure were due to some quite fundamental differences among industries, in terms of their rate of growth.

[Traduction]

Toutefois, pour diverses raisons, on ne peut prendre pour acquis l'adaptabilité et la souplesse de la main-d'oeuvre. D'abord, la population canadienne et la main-d'oeuvre vieillissent et croissent plus lentement. On s'inquiète un peu de ce qu'une main-d'oeuvre vieillissante trouve plus difficile de s'adapter au changement.

En deuxième lieu, l'immigration est perçue, depuis plusieurs décennies, comme un moyen d'améliorer la qualité de la main-d'oeuvre et elle a contribué à faciliter le changement structurel en comblant certains manques de compétences et de travailleurs. Toutefois, comme bon nombre de témoins vous l'ont dit, la politique d'immigration est devenue moins sélective au cours des quinze dernières années et, selon certains indices récents, divers groupes d'immigrants dans la population active pourraient avoir à faire face à des problèmes d'adaptation particuliers à l'avenir, comme le démontrent certaines études que j'ai effectuées.

Troisièmement, les gouvernements canadiens n'ont eu qu'un succès limité avec les programmes d'adaptation de la main-d'oeuvre tels que l'aide à la formation et à la mobilité, qui sont destinés à faciliter l'adaptation des travailleurs. Les programmes d'adaptation de la main-d'oeuvre n'atteignent pas toujours les travailleurs qui sont démographiquement fragiles, tels les travailleurs âgés, les femmes, les immigrants et les personnes ayant un bas niveau de scolarité ou ne maniant pas aisément les langues officielles.

L'objet de mon exposé aujourd'hui est de faire la lumière sur la situation des immigrants dans la population active et d'évaluer le succès qu'ont divers groupes d'immigrants à s'adapter au changement de la structure industrielle. Les immigrants se trouvent-ils dans les secteurs en expansion rapide de l'économie, où existe le plus grand besoin de main-d'oeuvre, ou sont-il dans les secteurs en déclin de l'économie, où ils sont vulnérables au déplacement? Qu'est-ce que le gouvernement fédéral peut faire pour aider les immigrants à s'adapter au changement?

J'aimerais d'abord vous parler brièvement des principales tendances de la structure industrielle canadienne dans les années 80 et des immigrants par rapport à cette structure.

[Présentation de diapositives]

À la première colonne du tableau 1, on peut voir les divers secteurs industriels qui existaient en 1981. La colonne qui se trouve à peu près au milieu du tableau indique l'emploi en 1986. Nous avons également divisé le tableau en trois principaux groupes: d'abord, le secteur primaire, ensuite le secteur secondaire et enfin le secteur tertiaire.

L'élément le plus important qui ressort de ce tableau, c'est que la population active totale occupée dans le secteur des services est passée de 65,5 p. 100 en 1981 à 68,4 p. 100 en 1986. Cette tendance a commencé il y a plusieur décennies, et elle se poursuit. En même temps, entre 1981 et 1986, la population active a diminué dans le secteur primaire et dans le secteur secondaire. Ces changements dans la structure industrielle sont attribuables à certaines différences assez fondamentales entre les industries, pour ce qui est de leur taux de croissance.

Table 2 organizes the industries differently. At the top we have industries which are growing at above average rates, and we call them rapidly expanding industries. Then we have industries growing, but at the low average rates, and finally we have industries that actually declined between 1981 and 1986.

• 1125

The five most rapidly growing sectors are all in the service sector. There are 16 industries as well as the primary sector that are declining. There were only two industries that were declining between 1971 and 1981. So you can see how large this group is during the 1980s. Only one of those industries is in the service sector. All the others are manufacturing or secondary industries.

Where do immigrants fit? Are they in rapidly expanding industries, or are they in declining industries, or are they in both? Are there differences between men and women and between different kinds of immigrants?

To explain the table, industries are organized into three categories in each column. The plus-plus are the rapidly expanding, the plus are moderately expanding, and the minus are declining. Then these columns show the labour force. The first column is the total labour force, then the male, and then the female. Finally, we divide it into non-immigrants, immigrants, traditional immigrants and non-traditional immigrants. These terms are used to tell us where immigrants come from. Traditional immigrants come from Europe and North America. Non-traditional immigrants come from the Third World.

There are many things that you can say about this table, but let me pick out just two or three important things. First, let us focus on the declining industries, the minuses, because this is where the danger of unemployment is greatest and this is where problems of labour adjustment could be the most serious.

If you look at the differences between males and females—let us look at non-immigrants, out of interest—you can see that a higher proportion of males, almost 35%, than females, about 13%, are in declining industries. This looks very good for women at first blush, does it not? But the reason is because women tend to be much more heavily concentrated in the service sector and we know that there are both good jobs and bad jobs in the service sector. So the picture is not so rosy.

Another important difference is if we look at the male labour force we can see that immigrants are in a better position than non-immigrants. Immigrants have a smaller proportion in declining industries than non-immigrants. But when you look at females, the opposite is the case. Immigrants have a larger proportion in declining industries than non-immigrants.

[Translation]

Le tableau 2 donne une analyse différente des industries. En haut du tableau se trouve les industries ayant une croissance au-dessus de la moyenne. On les appelle industries en expansion rapide. Viennent ensuite les industries ayant une croissance positive, mais au-dessous de la moyenne; et enfin, viennent les industries qui étaient en déclin entre 1981 et 1986.

Les cinq industries dont l'expansion a été la plus rapide sont toutes du secteur des services. Îl y a eu une diminution absolue d'emplois dans le secteur primaire et dans 16 autres industries. Entre 1971 et 1981, seulement deux industries étaient en déclin. On peut donc voir que ce groupe est très important dans les années 80. Une seule des industries en déclin se trouvait dans le secteur des services. Toutes les autres se trouvent dans les industries secondaires ou dans le secteur de la fabrication.

Où se trouvent les immigrants dans tout cela? Occupent-ils des emplois dans les industries en expansion rapide, dans les industries en déclin ou dans les deux? Y a-t-il une différence entre la proportion d'hommes et de femmes et entre les divers groupes d'immigrants?

Dans ce tableau, les industries sont divisées en trois catégories dans chaque colonne: les plus-plus, soit les industries en expansion rapide, les plus, les industries ayant connu une croissance modérée, et les moins, les industries en déclin. La première colonne indique l'ensemble de la population active, la deuxième colonne, la population active masculine, et la dernière colonne, la population active féminine. Enfin, le tableau est divisé en quatre catégories, soit les non-immigrants, les immigrants, les immigrants de source traditionnelles et les immigrants de sources traditionnelles viennent d'Europe et d'Amérique du Nord. Les immigrants de sources non traditionnelles viennent du tiers monde.

Ce tableau révèle plusieurs choses, mais je ne vous en soulignerai que deux ou trois parmi les plus importantes. Parlons d'abord des industries en déclin, des moins, puisque c'est là où le risque de chômage est le plus élevé et où les problèmes d'adaptation de la main-d'oeuvre pourraient être les plus graves.

Si on regarde les différences entre la proportion d'hommes et de femmes—examinons par exemple les non-immigrants—on constate qu'il y avait 35 p. 100 d'hommes dans les industries en déclin contre seulement 13 p. 100 de femmes. À première vue, cela ne semble pas si mal pour les femmes, n'est-ce pas? C'est en raison du nombre disproportionné de femmes dans le secteur des services, et nous savons qu'il y a de bons et de mauvais emplois dans ce secteur. La situation ne se présente donc pas aussi bien.

Une autre différence importante si on regarde la colonne de la population active masculine, c'est que la situation des immigrants est meilleure que celle des non-immigrants. Chez les hommes actifs, une proportion plus petite d'immigrants que de non-immigrants étaient dans les insdustries en déclin. Mais chez les femmes, on observe le contraire. Une plus forte proportion d'immigrantes que de non-immigrantes se trouvaient dans les industries en déclin.

The one other thing to note about this table is that while male immigrants seems to be at an advantage over Canadianborn males, there are big differences between traditional and non-traditional males. A much higher percentage of traditional males are in declining industries compared with the non-traditional males from the Third World. Third World immigrants, at least males, tend to be more heavily in rapidly expanding industries.

This table looks at traditional immigrants only—these are people from Europe and North America— and shows the differences between those who have been here for a long time, long-term immigrants who arrived before 1971, those who arrived between 1971 and 1980, and the recent ones who arrived between 1981 and 1986. The most striking thing about this table is found in the case of males. You can see that a higher proportion of long-term males, 36%, than more recent arrivals, are in declining industries. Remember, we are thinking about long-term immigrant males who have a high proportion in declining industries.

• 1130

My final table is exactly the same as table 5, but only for non-traditional Third World immigrants. The most striking thing here is found in the female labour force. You can see that a much higher percentage—almost 25%—of recent immigrant women from the Third World are found in declining industries than are intermediate arrivals or long-term arrivals. So the problem group in this case is here—recent immigrant women from the Third World. Almost one in four are in declining industries.

This analysis suggests that in 1986 a number of immigrant groups were found in declining industries, the industries that declined between 1981 and 1986. It identifies two groups as perhaps facing the greatest problems—long-term males from Europe and North America who have been here for a long time, and recent immigrant women from the Third World.

Let me tell you briefly some of the characteristics of these people and therefore the problems they are likely to face in labour adjustment. The long-term males have a very high proportion of older workers. Almost 60% of the workers are aged 45 and over. At the same time, almost 20% of these long-term immigrants from traditional sources have less than grade 9 education. One in five has less than grade 9 education. So they are older and they have low levels of education. Fortunately, because they have been in the country so long that only a very, very small proportion do not speak either French or English. So they speak the official languages.

Turning now to recent female immigrants from the Third World, this group represents one of the youngest groups of workers in the labour force; however, almost 18% have less than grade 9 education. Almost 14% do not speak French or English.

[Traduction]

Le tableau nous permet également de constater que même si les hommes immigrants semblent être avantagés par rapport aux hommes nés au Canada, il y a d'importantes différences entre les immigrants de sources traditionnelles et les immigrants de sources non traditionnelles. Il y avait un pourcentage beaucoup plus élevé d'immigrants de sources traditionnelles que d'immigrants de sources non traditionnelles dans les industries en déclin. Les immigrants qui proviennent des pays du tiers monde, du moins les hommes, semblent se retrouver dans une proportion beaucoup plus élevée dans les industries en expansion rapide.

Ce tableau donne une répartition des immigrants de sources traditionnelles uniquement—il s'agit des gens venus d'Europe et d'Amérique du Nord—et il montre les différences entre les immigrants qui sont ici depuis longtemps, qui sont arrivés avant 1971, ceux qui sont arrivés entre 1971 et 1980, et les plus récents, c'est-à-dire ceux qui sont arrivés entre 1981 et 1986. Le fait le plus frappant est qu'on retrouve un pourcentage plus élevé, soit 36 p. 100, d'immigrants anciens que d'immigrants récents dans les industries en déclin. Il ne faut pas oublier que nous parlons ici d'un pourcentage élevé d'immigrants anciens masculins dans les industries en déclin.

Mon dernier tableau est le même que le tableau 5, mais il s'agit cette fois des immigrants de sources non traditionnelles, c'est-à-dire ceux qui proviennent des pays du tiers monde. Le fait le plus frappant, c'est que dans le cas des immigrantes de sources non traditionnelles, le groupe le plus désavantagé est le celui des immigrantes récentes, dont près de 25 p. 100 se trouvaient dans les industries en déclin. Donc, le groupe le plus avantagé est celui des immigrantes récentes venues des pays du tiers monde. Près d'une sur quatre se trouvait dans les industries en déclin.

Selon l'analyse qui précède, un certain nombre d'immigrants se trouvaient en 1986 dans des industries qui étaient en déclin entre 1981 et 1986. Les deux groupes qui étaient les plus désavantagés étaient celui des immigrants anciens venus des pays d'Europe et d'Amérique du Nord et celui des immigrantes récentes venues des pays du tiers monde.

J'aimerais vous parler brièvement des caractéristiques démographiques de ces deux groupes et de la façon dont ces caractéristiques influent sur leur capacité de s'adapter. Le groupe d'immigrants anciens compte une forte proportion de travailleurs âgés. Près de 60 p. 100 de ces travailleurs sont âgés de 45 ans et plus. En même temps, près de 20 p. 100 des immigrants anciens de sources traditionnelles ont moins d'une 9° année. C'est donc un sur cinq qui a moins d'une 9° année. Ils sont donc plus âgés et leur niveau de scolarité n'est pas élevé. Heureusement, parce qu'ils sont au pays depuis assez longtemps, seul un petit nombre d'entre eux ne parlent ni le français ni l'anglais. Ils conssaissent donc les langues officielles.

Passons maintenant aux immigrantes récentes de sources non traditionnelles. Ce groupe d'immigrantes est un des plus jeunes groupes dans la population active; cependant, près de 18 p. 100 des immigrantes récentes de sources non traditionnelles n'ont fait que des études primaires. Près de 14 p. 100 ne parlent ni le français ni l'anglais.

What do these demographic characteristics mean for the capacity of these groups of immigrants to adjust? We talked a little earlier about the difficulties of labour adjustment. These are likely to be greatest for older workers, women, workers with low levels of education, and workers with no official language abilities.

Recent female immigrants from the Third World face all of these disadvantages except one; they have a relatively small proportion of older workers. Long-term male immigrants from traditional sources have two main disadvantages in that they are relatively old, and the proportion with only elementary education is high.

In view of the demographic differences between these two immigrant groups, different types of labour adjustment programs are likely to be useful in helping workers to adapt. In the case of long-term males from traditional sources, basic educational upgrading and literacy training for workers with only elementary education would seem useful, at least for the younger members of the group. For older workers, especially those aged 55 and over, the federal-provincial Program for Older Worker Adjustment has the potential to be helpful.

A number of labour adjustment programs would be helpful for recent female immigrants from non-traditional sources. These include basic educational upgrading and literacy training, as well as language training.

• 1135

In the interests of leaving as much time as possible for questions, I would like just very briefly to touch on literacy training and language training, rather than covering all the issues that are in the rest of the paper. The papers have been distributed and members can read them later and then turn to questioning.

With respect to literacy training, a number of official reports have suggested that many workers are unable to take advantage of training programs provided through the Canadian Jobs Strategy because they lack basic literacy skills and need basic academic upgrading. This committee in 1988 prepared an excellent evaluation of the Canadian Jobs Strategy, and on the bottom of page 10 and on page 11 you may recognize the recommendations of your committee. They were:

That, as soon as possible, the federal government should call a federal-provincial conference of Education/Training Ministers to formulate and implement a cost-shared plan to seriously address the issue of illiteracy. . .

and

That more funds be allocated to basic upgrading programs under the Job Development and Entry/Re-entry Programs.

[Translation]

Comment ces caractéristiques démographiques influent-elles sur l'adaptation de la main-d'oeuvre? Nous avons parlé précédemment des difficultés d'adaptation de la main-d'oeuvre. Ces difficultés seront probablement plus grandes pour les travailleurs âgés, les femmes, les personnes qui ont un bas niveau de scolarité et celles qui ne connaissent pas les langues officielles.

Les immigrantes récentes de sources non traditionnelles ont tous ces désavantages sauf un—leur groupe ne compte qu'une proportion relativement faible de travailleuses âgées. Les immigrants masculins anciens de source traditionnelles ont deux principaux désavantages: ils sont relativement âgés et la proportion d'entre eux n'ayant fait que des études primaires est élevée.

Compte tenu des différences démographiques entre ces deux groupes d'immigrants, différents genres de programmes d'adaptation de la main-d'oeuvre seront probablement utiles pour aider les travailleurs à s'adapter. Dans le cas des immigrants masculins anciens de sources traditionnelles, le rattrapage scolaire de base et l'alphabétisation sembleraient utiles aux travailleurs n'ayant fait que des études primaires, au moins aux jeunes membres de ce groupe. Dans le cas des travailleurs âgés, surtout ceux âgés de 55 ans et plus, le Programme fédéral-provincial d'adaptation pour les travailleurs âgés pourrait être utile.

Un certain nombre de programmes d'adaptation de la main-d'oeuvre, dont le rattrapage scolaire de base et l'alphabétisation, de même que la formation linguistique, seraient utiles aux immigrantes récentes de sources non traditionnelles.

Afin de réserver le plus de temps possible aux questions, je n'aborderai que les questions de l'alphabétisation et de la formation linguistique très brièvement. Puisque le mémoire a été distribué à tous les membres, ces derniers pourront le lire plus tard pour prendre connaissance des autres questions que j'y ai soulevées.

En ce qui concerne l'alphabétisation, selon divers rapports officiels, de nombreux travailleurs peuvent profiter de programmes de formation offerts dans le cadre de la Planification de l'emploi du gouvernement fédéral parce qu'ils sont analphabètes et ont besoin de rattrappage scolaire de base. Votre comité a fait un excellent examen de la Planification de l'emploi en 1988, et il a fait les recommandations suivantes qui se trouvent au bas de la page 10 et à la page 11 de son rapport:

Que le gouvernement fédéral organise le plus tôt possible une conférence fédérale-provinciale des ministres responsables de l'éducation et de la formation professionelle en vue de formuler et de mettre en oeuvre un plan d'action à frais partagés qui s'attaquerait en profondeur à l'analphabétisme...

et

Que de plus fortes sommes soient allouées aux cours de rattrappage dispensés sous l'égide des programmes Développement de l'emploi et Intégration/Réintégration professionnelles.

At the time of completing the research for this paper last month, neither of these recommendations had been implemented. In fact, the only initiative was the establishment in September 1987 of the National Literacy Secretariat, but the secretariat does not provide ongoing direct literacy services.

Language training is obviously extremely important, especially for the recent immigrant women from Third World sources, who we saw were over-represented in declining industries. In my own research with Kathryn McDade, we found several advantages to language training provided by Secretary of State; therefore it is most regrettable that Secretary of State language training is no longer provided since its cancellation on April 1.

CEIC of course does provide language training, but it is not available to immigrant women in some declining industries such as clothing. The reason for this is that it is not deemed necessary for workers in clothing industries and other types of low-skill sectors to speak one of the official languages. Therefore they are not currently available for CEIC language training. This appears to be a very short-sighted policy, because lack of language skills is clearly a factor limiting mobility of immigrants.

In October 1988 the government recognized this problem and proposed a \$15-million program for language training in the workplace for immigrant women. This training would impart literacy, numeracy, and language skills. Unfortunately, at the time of writing this paper this proposal has not yet been implemented.

In conclusion, the 1980s, and most certainly the 1990s, are going to be characterized by very rapid structural change. Under these circumstances, it is critically important for the labour force to be able to adapt. Therefore it is worrisome that certain groups of immigrant men and women are likely to face quite serious problems of labour adjustment in the future.

The solution to this problem is a multi-faceted labour adjustment program that would include not only language training and literacy training but also a number of other programs as elaborated in this paper. Clearly this kind of program would require considerable financial resources; however, the alternatives, including wage losses and potentially high unemployment, also involve considerable costs. It would seem to me that the long-term benefits associated with a better-educated and more highly skilled labour force would more than offset the immediate costs involved in a comprehensive labour adjustment program both for immigrants and for non-immigrants. Thank you.

[Traduction]

Au moment de la rédaction de ce mémoire le mois dernier, aucune suite n'avait encore été donnée à ces recommandations. Il faut toutefois signaler une initiative fédérale en matière d'alphabétisation, soit la création, en septembre 1987, du Secrétariat national à l'alphabétisation, mais le Secrétariat n'assure pas de services d'alphabétisation directs et permanents.

La formation linguistique est extrêmement importante, particulièrement pour les immigrantes récentes venues des pays du tiers monde, car on sait qu'elles sont surreprésentées dans les industries en déclin. Une étude que j'ai effectuée en collaboration avec Kathryn McDade révèle que la formation linguistique offerte par le Secrétariat d'État comportait plusieurs avantages; il est donc très regrettable que le Secrétariat d'État n'offre plus de formation linguistique depuis le 1er avril.

La CEIC offre une formation linguistique, mais elle n'est pas accessible aux immigrantes dans certaines industries en déclin telles que celle de l'habillement, puisqu'il a été établi qu'il n'était pas indispensable que les travailleurs de l'industrie de l'habillement ou de quelques autres activités plus spécialisées parlent une des langues officielles. Par conséquent, elles ne sont pas admissibles à la formation linguistique offerte par la CEIC. Il semble que ce soit là une politique à très courte vue, car le manque de compétence linguistique est clairement un obstacle important à la mobilité professionnelle des immigrants.

Selon une annonce faite en octobre 1988, le gouvernement a reconnu le problème et a proposé l'affectation de 15 millions de dollars à un programme de formation linguistique en milieu de travail des immigrantes. La formation permettrait à la fois l'alphabétisation et l'apprentissage d'une langue. Toutefois, au moment de la rédaction du présent document, aucune suite n'avait été donnée à cette proposition.

En conclusion, les années 80 ont été caractérisées par un changement structurel très rapide. Ce sera certainement le cas des années 90 également. C'est pourquoi il est extrêmement important que la main-d'oeuvre puisse s'adapter aux changements. Il est par conséquent inquiétant que certains groupes d'immigrants et d'immigrantes auront d'importants problèmes sur le plan de l'adaptation de la main-d'oeuvre à l'avenir.

La solution à ce problème est un programme d'adaptation de la main-d'oeuvre à volets multiples comprenant non seulement un programme d'alphabétisation et de formation linguistique, mais également un certain nombre d'autres programmes dont il est question dans le présent document. Un tel programme exigera d'importantes ressources financières. Toutefois, les solutions de rechange—y compris les pertes salariales et le risque d'un taux de chômage élevé—représentent également des sommes importantes. Il semblerait que les avantages que procurerait à long terme une main-d'oeuvre plus instruite et plus hautement spécialisée feraient plus que compenser les coûts immédiats d'un programme global d'adaptation pour la main-d'oeuvre, tant pour les immigrants que pour les non-immigrants. Je vous remercie.

Mr. Funk (Prince Albert—Churchill River): I found your presentation most interesting. Have your studies included any extrapolations about the future? Have they considered what might happen if our present immigration patterns continue and if these kinds of adjustment problems continue? Do you know what impact that might have and what kind of adjustment programs might be needed down the line if that occurred?

• 1140

Ms Seward: I think your question is extremely important. A number of studies have been done—as you well know—which look at potential future changes in the Canadian industrial structure. They have not been done by the institute, they have been done by bodies such as the Economic Council of Canada. These studies show a continuation of current trends. So on the industrial structure side we can be reasonably confident that most of the trends we have seen in the last 15 or 20 years will continue.

On the immigration side, I think we can be reasonably confident that the proportion of Third World immigrants will continue to increase in the future. Some of the recent trends we have seen with respect to immigrant women from the Third World concern me. In a companion study to the one I presented today, we looked at the educational levels of immigrant women from the Third World and compared them to immigrant women from Europe and North America. We found that the education levels of recent arrivals were actually lower than they were for earlier arrivals. That was the opposite for women from Europe and North America.

If present trends continue, and if we continue to have a relatively high proportion of certain groups of immigrants with very low levels of education, I am very concerned about the problems of labour adjustment that those types of immigrants will face in the future.

Mr. Funk: That would be my sense of it as well. I share your concern that some of the worthwhile initiatives recommended by this committee and others have not seen the type of action they should have.

Are there groups of Canadian-born or native-born Canadians who face relatively similar kinds of adjustment problems—I am thinking of the native Indian population—and who might fall under a similar kind of framework of labour force adjustment that should be addressed concurrently with the immigrant polpulation, or does the immigrant population need to be targeted separately?

Ms Seward: I think a comprehensive labour adjustment program should address the problems of both the Canadian-born and the immigrant population. A Southam study of literacy and illiteracy a couple of years ago revealed that an

[Translation]

M. Funk (Prince Albert—Churchill River): J'ai trouvé votre exposé des plus intéressants. Dans vos études, avez-vous inclu des extrapolations quant à l'avenir? Avez-vous tenu compte de ce qui pourrait se produire si nos schémas d'immigration et nos problèmes d'adaptation actuels se maintiennent? Savez-vous quelles en seraient les conséquences et quels types de programmes d'adaptation pourraient être nécessaires à l'avenir si cela se produisait?

Mme Seward: Je pense que votre question est extrêmement importante. Un certain nombre d'études ont été effectuées—comme vous le savez bien—sur les changements futurs éventuels de la structure industrielle canadienne. Elles n'ont pas été effectuées pas l'Institut, mais par des organismes comme le Conseil économique du Canada. Ces études indiquent la poursuite des tendances actuelles. Donc, pour ce qui est de la structure industrielle, nous sommes pas mal certains que la plupart des tendances constatées au cours des 15 ou 20 dernières années vont se poursuivre.

Pour ce qui est de l'immigration, nous pouvons être raisonnablement certains que la proportion d'immigrants des pays du tiers Monde va continuer à augmenter à l'avenir. Certaines des tendances récentes en ce qui a trait aux immigrantes venues du tiers monde me préoccupent. Dans une étude qui accompagne celle que j'ai présentée aujourd'hui, nous avons examiné les niveaux d'instruction des immigrantes du tiers monde et nous les avons comparés à ceux des immigrantes venues d'Europe et d'Amérique du Nord. Nous avons constaté que les niveaux d'instruction des immigrantes récentes étaient en fait moins élevés que ceux des anciennes immigrantes. Nous avons constaté le contraire dans les immigrantes venues d'Europe et d'Amérique du Nord.

Si la tendance actuelle se poursuit, et si nous continuons à avoir un pourcentage relativement élevé de certains groupes d'immigrants ayant un niveau scolaire très peu élevé, je crains que ces types d'immigrants devront faire face à d'importants problèmes d'adaptation de la main-d'oeuvre à l'avenir.

M. Funk: C'est ce que je crois également. Je partage vos préoccupations devant le fait que l'on ait pas donné suite aux excellentes initiatives recommandées par notre comité et d'autres.

Y a-t-il des groupes de travailleurs nés au Canada ou des groupes d'autochtones qui sont aux prises avec des problèmes d'adaptation relativement semblables—je pense par exemple à la population autochtone—et qui pourraient être visés, en même temps que les immigrants, par un programme d'adaptation de la main-d'oeuvre? Ou faut-il avoir un programme d'adaptation de la main-d'oeuvre qui s'adresse spécifiquement à la population d'immigrants?

Mme Seward: Je pense qu'un programme global d'adaptation de la main-d'oeuvre pourrait convenir à la fois aux immigrants et aux travailleurs nés au Canada. Une étude le l'alphabétisation et de l'analphabétisation effectuée il y a

alarmingly high proportion of the entire population, immigrant and non-immigrant, is illiterate. Under those circumstances it would seem to me that we are heading into a period of rapid change when those levels of illiteracy are going to be more problematic than they have been in the past.

For example, the studies we have done looking at the rapidly expanding industries and compare them with declining industries show that the educational level needed for rapidly expanding industries is higher on average than that needed in declining industries. For an immigrant or non-immigrant to move from a declining to a rapidly expanding industry, a grade 9 education will be a significant barrier to that kind of mobility.

Le président: Merci. Monsieur Koury.

M. Allan Koury (député de Hochelaga—Maisonneuve): Merci, monsieur le président.

• 1145

In the posters, or whatever you call them, you talk about the decline in the clothing industry. This has been going on for a number of years now. I have toured hundreds and hundreds of industries, because that is my line of work, and I have just realized at this particular moment that during all these years I have been in the trade, some 40-odd years, most of the workers on the machines do not speak either French or English. I just realized it now. I spoke with many of them and they just kept nodding at me. I was asking them questions on the machines. Now, much to my surprise, after all these years I realize that they did not have the education they should have had by right.

You also mentioned that there was \$15 million allotted to education in either language. Why are these people not forced to learn a language, since it is available for them? That is an important question.

Definitely if that industry is going down, and I saw something like a 9.7 decline, we can expect that a lot of clothing, whether ladies', men's or children's, is going to be imported, and there is going to be less and less in the manufacturing sector here in Canada, and possibly in the U.S. also. The decline in that market will mean a decline in work for them, and if they have no education how can they better their jobs? How can they help themselves if we do not do anything today?

Ms Seward: I certainly agree with you, Mr. Koury. I think one of the reasons they cannot take advantage of the \$15-million program is that the \$15 million program has not been implemented.

The \$15-million program was promised in October, 1988. It is now May, 1990 and we still do not have that program.

[Traduction]

quelques années par la firme *Southam* révèle qu'un pourcentage extrêmement élevé de la population, immigrante et non immigrante, est analphabète. Dans de telles circonstances, il me semble que nous amorçons une période de changement rapide et que ces niveaux d'analphabétisation deviendront encore plus problématiques qu'ils ne l'étaient par le passé.

Par exemple, nous avons effectué des études où nous avons comparé les industries en expansion rapide avec les industries en déclin. Ces études révèlent que le niveau d'instruction nécessaire pour travailler dans des industries en expansion rapide est plus élevé en moyenne que le niveau d'instruction nécessaire pour travailler dans les industries en déclin. Pour un immigrant ou non-immigrant qui n'a qu'une neuvième année, il sera très difficile de passer d'un emploi dans une industrie en déclin à un emploi dans une industrie en expansion rapide. Le bas niveau d'instruction sera un obstacle important à ce genre de mobilité.

The Chairman: Thank you. Mr. Koury.

Mr. Allan Koury (Hochelaga—Maisonneuve): Thank you, Mr. Chairman.

Dans les affiches, je ne sais pas comment vous les appelez, vous parlez du déclin de l'industrie du vêtement. C'est un phénomène qui dure depuis plusieurs années déjà. Dans le cadre de mon travail, j'ai eu l'occasion de visiter des centaines et des centaines d'usines et je viens de me rendre compte qu'au cours de toutes ces années—il y a une quarantaine d'années que je travaille dans ce domaine—la plupart des gens que j'ai rencontrés qui travaillaient derrière ces machines ne parlaient ni le français ni l'anglais. C'est aujourd'hui que je m'en rends compte. J'ai souvent essayé de leur parler et ils répondaient en hochant la tête. Je leur posais des questions au sujet de leurs machines. Aujourd'hui, après toutes ces années, à ma grande surprise, je m'aperçois qu'ils n'avaient pas l'éducation à laquelle ils étaient en droit de s'attendre.

Vous avez dit aussi que 15 millions de dollars étaient alloués à l'éducation dans l'une ou l'autre langue. Pourquoi ne force-t-on pas ces gens-là à apprendre une langue puisque la possibilité existe? C'est une question importante.

Il est certain que si cette industrie descend la pente, et j'ai constaté un déclin d'à peu près 9,7, nous allons nous mettre à importer beaucoup de vêtements, pour femmes, hommes ou enfants, au dépend du secteur manufacturier canadien et, peut-être même également américain. Si ce secteur est en régression, il y aura moins de travail pour eux et, sans éducation, comment peuvent-ils espérer de meilleurs emplois? Comment peuvent-ils espérer s'en tirer si nous ne faisons rien aujourd'hui?

Mme Seward: Monsieur Koury, je suis tout à fait d'accord avec vous. Une des raisons qui les empêche de profiter du programme de 15 millions de dollars c'est que ce programme n'a pas été mis en place.

Le programme de 15 millions de dollars qui nous avait été promis en octobre 1988 n'existe toujours pas, aujourd'hui, en mai 1990.

At the same time we have the cancellation of a language training program offered by Secretary of State, which provided a different kind of language training. People did not have to be in the labour market to be eligible for it. That has been discontinued. Therefore it seems to me that immigrant women in general, but particularly immigrant women in industries such as clothing, are at a particular disadvantage in learning one of the official languages.

I have just completed a study that was released in March 1990 on the clothing industry per se, which describes the problems that immigrant women have in this industry.

The industry is really classic in the sense that it is vulnerable because it is declining, and it is declining in large part because of competition from Third World countries, and it is also vulernable because the labour force is composed in large part of women, particularly immigrant women with low levels of education. They are older than the labour force in the rest of the manufacturing sector, and they have very poor official language abilities.

It seems to me that if we are serious about helping people in an industry like clothing, we need a multi-faceted program that would assist immigrant women and others in the industry to move to more buoyant parts of the economy, and frankly I do not see that kind of program in place at the present time.

Mr. Koury: Then would you recommend this committee should make a recommendation on that?

Ms Seward: I certainly would. In fact, this committee, as I have documented in my report, has made many excellent recommendations in the area of labour adjustment, including the issues of literacy training and educational upgrading. It seems to me the committee has made the kinds of recommendations which, if they were implemented, could make a big difference, but in large part these recommendations, at least the ones I have cited, have not been implemented.

I think it may be quite easy for the committee. You could just go back to the recommendations that you had made before. In a sense there is more urgency now because, as I mentioned earlier, between 1971 and 1981 there were only two industries that were declining in employment terms. There are now 16 or 17 industries that are declining, representing a quarter of the entire labour force, immigrant and non-immigrant.

• 1150

Mr. Koury: Do you think we could have a copy of that?

Ms Seward: Yes, of course.

Mr. Koury: It was kind of rapidly shown on the screen, and I would appreciate a copy so we can see which industry is declining and where we could help or maybe satisfy the needs of other industries by helping these people make the changes.

Ms Seward: In fact, you have the copy in front of you. The tables are there at the back.

[Translation]

En même temps, un programme de formation linguistique du Secrétariat d'État qui offrait un type de formation différent a été annulé. Pour avoir droit à ce programme, il n'était pas nécessaire de travailler. Quoi qu'il en soit, il a été annulé. Dans ces conditions, les femmes immigrantes en général et, en particulier, celles qui travaillent dans le secteur du vêtement, entre autres, sont particulièrement désavantagées pour apprendre une des langues officielles.

Je viens de terminer une étude qui a été publiée en mars 1990 et qui porte sur l'industrie du vêtement; j'y décris les problèmes des femmmes immigrantes dans ce pays.

En fait, cette industrie représente un exemple classique parce qu'en raison de ce déclin, elle est particulièrement vulnérable. Et si elle décline, c'est en grande partie à cause de la concurrence des pays du tiers monde et également parce que la main-d'oeuvre est composée en grande partie de femmes, et en particulier d'immigrantes qui ont un niveau de scolarité très faible. Elles sont plus âgées que la moyenne des travailleurs dans le secteur manufacturier et elles ont une très mauvaise connaissance des langues officielles.

Il me semble que si nous voulons vraiment aider les gens dans certains secteurs, comme l'industrie du vêtement, nous devons mettre en place des programmes diversifiés qui aident les femmes immigrantes, entre autres, à passer à des secteurs plus dynamiques de l'économie; je vous avoue que pour l'instant, je ne vois rien de semblable.

M. Koury: Pensez-vous que notre comité devrait formuler une recommandation à ce sujete?

Mme Seward: Absolument. En fait, comme je l'ai expliqué dans mon rapport, ce comité a fait d'excellentes recommandations en ce qui concerne le marché du travail, et en particulier en ce qui concerne l'alphabétisation et l'éducation permanente. En effet, si ces recommandations étaient appliquées, elles pourraient apporter une différence considérable, mais malheureusement, la plupart d'entre elles n'ont pas été appliquées, du moins pas celles que j'ai citées.

Le comité pourrait d'ailleurs se contenter de reprendre les recommandations qui ont déjà été formulées. D'une certaine façon elles sont devenues plus urgentes car, comme je l'ai dit tout à l'heure, entre 1971 et 1981, deux secteurs de l'industrie seulement ont connu un déclin en termes d'emplois. Aujourd'hui, il y a 16 ou 17 secteurs qui sont en perte de vitesse, ce qui représente un quart de la main-d'oeuvre totale, immigrants ou pas.

M. Koury: Est-ce que vous pourriez nous en donner un exemplaire?

Mme Seward: Oui, bien sûr.

M. Koury: Nous l'avons vu assez vite sur l'écran et j'aimerais en avoir un exemplaire pour savoir quelles sont les industries qui déclinent et comment nous pourrions aider d'autres industries à trouver la main-d'oeuvre dont elles ont besoin tout en aidant ces gens-là à faire la transition.

Mme Seward: En fait, vous en avez un exemplaire sous les yeux: les tableaux sont à la fin.

Mr. Koury: I am still in that particular field. Even though I am a Member of Parliament, I still have interests in retailing. I do go around to the manufacturers' industry, and I see a lot of changes. Where there used to be 500 or 600 machines, now there are less than 100. Where there used to be posters for help wanted, there are none. We can see that the trend is more into imports than it is for manufacturing. If we want to work with the U.S. in a free trade deal, we must manufacture here to be able to do that. So we have to reverse that trend. To reverse the trend, we must educate some of the people, at least in one of the official languages, so they can understand what they are doing. I believe we are on the right track, and I would like to thank you very much for what you have brought to us today.

Le président: Merci. Madame Seward, vous avez souligné les difficultés qu'on risquait de rencontrer du fait que beaucoup d'immigrants avaient une formation beaucoup plus poussée que ceux des années passées, selon les catégories. En 1989–1990, nous avions 32 p. 100 d'immigrants dans la catégorie famille; 20 p. 100 dans la catégorie réfugiés; et, dans la catégorie indépendants, 52 p. 100. J'ai arrondi les chiffres.

Dans le contexte actuel, devrait-on entreprendre une étude en profondeur sur les différentes catégories d'immigrants et formuler des recommandations pour changer ces pourcentages dans le but d'accroître peut-être celui des immigrants entrepreneurs ou des immigrants d'affaires? Quelle est votre opinion là-dessus?

Mme Seward: Monsieur le président, les proportions des immigrants indépendants ont changé durant les derniers 15 ans. Par exemple, en 1971, le pourcentage était de plus de 70 p. 100. Maintenant, il n'est seulement que de 52 p. 100, comme vous l'avez dit. En même temps, la proportion des réfugiés a augmenté de 3 ou 4 p. 100, en 1972, à près de 17 p. 100. Il en est de même pour la catégorie famille.

So there has been a trend towards less selectivity of immigrants in the past 15 or 20 years.

One argument one could make is that one way of making sure immigrants are better able to adapt in the Canadian labour force is to increase the proportion of independent immigrants. In fact, this government has had some success since the mid-1980s in increasing the proportion. I think, though, we cannot push that argument too far for a number of reasons.

• 1155

First, we have very real obligations to family class. I do not think we should bring people in and not permit them to unite with their families. Secondly, very strong pressures exist in the refugee area. We have 12 to 13 million refugees on the move today, so even if we wanted to increase the proportion of those refugees in the independent class, which would probably be better for the economy, it would be very difficult to go much higher than the level we are now at. So we have

[Traduction]

M. Koury: Je suis toujours dans le même sujet. Bien que député, j'ai des intérêts dans le commerce du détail. Je vais dans le secteur manufacturier et je constate qu'il y a beaucoup de changement. Des usines qui avaient jadis 500 ou 600 machines en n'ont plus que 100 aujourd'hui. Des offres d'emploi étaient jadis affichées, il n'y en n'a plus aujourd'hui. Il est certain que l'on importe de plus en plus et qu'on fabrique de moins en moins. Si nous voulons travailler avec les États-Unis dans le cadre du libre-échange, nous devons absolument fabriquer des vêtements ici même. Il faut donc renverser cette tendance. Pour cela, il va falloir éduquer une partie des travailleurs, au moins leur apprendre une des langues officielles, pour qu'ils comprennent ce qu'ils font. Je crois que nous sommes sur la bonne voie et je vous remercie beaucoup pour votre intervention aujourd'hui.

The Chairman: Thank you. Ms Seward, you told us that we might encounter some difficulties given the fact that a lot of immigrants are much more educated than the ones that came before them, and this, according to the different classes. In 1989–90, 32% of the immigrants were in the family class; 20% in the refugee class and, 52% in the independent class. These are ball park figures.

In today's context, should we be making an in-depth study of the various immigrant classes in order to change the percentages and to make more room for entrepeneurs or business immigrants? Would you care to comment?

Ms Seward: Mr. Chairman, the levels of independent immigrants have changed over the past 15 years. For example, in 1971, they accounted for more than 70%. Today, as you said, they are down to 52%. At the same time, the proportion of refugees rose from 3% or 4% in 1972 to nearly 17% today. Same thing for the family class.

Depuis 15 ou 20 ans la tendance est donc à une moins grande sélectivité.

On pourrait prétendre que pour permettre aux immigrants de mieux s'adapter aux réalités du marché du travail canadien il faudrait augmenter la proportion des immigrants indépendants. En fait, depuis le milieu des annés 1980 ce gouvernement a réussi à augmenter un peu cette proportion. Cela dit, et pour diverses raisons, il ne faudrait pas pousser cet argument trop loin.

Pour commencer, nos obligations envers la catégorie famille ne sont pas négligeables. Nous ne pouvons pas nous permettre de faire venir des gens et de les empêcher ensuite de faire venir leurs familles. Deuxièmement, dans le secteur des réfugiés, nous subissons des pressions très fortes. A l'heure actuelle, il y a de 12 à 13 millions de réfugiés dans le monde, et même si nous décidions d'en faire passer une partie dans la catégorie indépendant, ce qui serait

a problem in that we cannot always expect all immigrants to perform well in the labour force because we have three objectives of immigration. This fact has implications, not only for the type of immigrants, but also for the level of immigration in the future.

But you are right in that, if we were able to increase the proportion of independent class immigrants, they would probably be more integrated in the rapidly expanding industries because they are selected specifically for their suitability for the labour force. But because we have three objectives for immigration, how far can we push the independent class? The question is a political one.

Le président: C'est très juste et très intéressant comme commentaire. Merci.

Mr. Chadwick (Brampton—Malton): I think you have asked my question.

I appreciated the presentation very much. But we have some priorities in immigration, one of which is family reunification. If there is a message in what you said, perhaps it is that we should be gearing a good portion of immigration to the needs of the work force. Is that what you are saying?

Ms Seward: I am saying that if you consider the economic objective of immigration to be the most important one then you should increase the proportion. If you consider that the social and humanitarian objectives of immigration are more important, the mix would obviously be different. But I am of the view that, given the rapidly changing nature of the Canadian economy and fact that, if we are to survive economically as a country, we must be internationally competitive, the role immigrants play in the labour force is absolutely critical. Therefore I would be very cautious about increasing immigration levels at this time, with the current set and level of labour adjustment programs we have, because doing so will not work.

We cannot expect to increase the proportion of immigrants that would include a number of immigrant groups with very low levels of education and expect people to perform well on the Canadian economy in the 1990s unless we have solid and expensive literacy training, language training, and basic upgrading.

That is the choice. It is not whether to increase levels or not, but that if you are going to increase levels, you cannot do so without fundamentally changing the kinds of integration services that are provided to both immigrants and non-immigrants.

Mr. Chadwick: I agree. You are also pointing out that with our priority, which is family reunification programs, those family reunification programs do fit into some of the things you alluded to that we have problems with in society. If we are committed to that, then we are committed to some of these problems we must rectify and it will cost money.

[Translation]

probablement préférable pour l'économie, il serait difficile d'augmenter beaucoup le nombre que nous accueillons actuellement. Nous avons donc un problème car nous ne pouvons pas nous attendre à ce que tous les immigrants se débrouillent bien sur le marché du travail pour la simple raison qu'en matière d'immigration, nous avons trois objectifs. En fait, cela a des implications, et pas seulement pour les types d'immigrants, mais également pour les niveaux d'immigration futurs.

Cela dit, vous avez raison, si nous pouvions augmenter la proportion des immigrants dans la catégorie indépendant, cela permettrait de les intégrer plus rapidement aux secteurs de l'industrie qui sont en expansion parce qu'on pourrait les choisir selon leurs compétences. Mais à cause de ces trois objectifs de l'immigration, jusqu'où pouvons-nous élargir la catégorie indépendant? Cela devient une question politique.

The Chairman: You are right and this is a very enlightening comment. Thank you.

M. Chadwick (Brampton—Malton): Je crois que vous avez posé ma question.

J'ai beaucoup apprécié votre exposé. Cela dit, nous avons des priorités en matière d'immigration et, l'une de ces priorités, c'est la réunification des familles. S'il y a un message à tirer de ce que vous avez dit, c'est peut-être que nous devrions exploiter une proportion importante du bassin d'immigrants en tenant compte des besoins de l'industrie. C'est bien ce que vous dites?

Mme Seward: Je dis que si les objectifs économiques de l'immigration vous semblent les plus importants, il faudrait augmenter la proportion. Si par contre vous considérez que les objectifs sociaux et humanitaires sont plus importants, les proportions seront différentes. Personnellement, je considère que l'évolution très rapide de l'économie canadienne et les réalités de la concurrence internationale, si nous voulons survivre économiquement, font de l'immigration un facteur crucial de notre main-d'oeuvre. Dans ces conditions, à un moment où nous sommes en train de réorganiser notre main-d'oeuvre, j'hésiterais donc beaucoup à augmenter les niveaux d'immigration parce que cette mesure-là ne serait pas efficace.

En augmentant la proportion des immigrants, on augmentera forcément la proportion de ceux qui ont un minimum de scolarisation et, dans ces conditions, on ne peut pas s'attendre à ce que leur présence ait une influence bénéfique sur l'économie canadienne pendant les années 90, du moins pas sans un solide et coûteux programme d'alphabétisation, de formation linguistique et d'éducation permanente.

Voilà le choix. Ce n'est pas une question des niveaux d'immigration, mais si vous décidez d'augmenter les niveaux, vous ne pouvez pas le faire sans modifier de fond en comble les services d'intégration que nous mettons à la disposition des immigrants et des non-immigrants.

M. Chadwick: Je suis d'accord. Vous avez dit également que notre priorité était la réunification des familles et que ces programmes de réunification nous ramenaient à certains problèmes qui se posent dans la société. Si nous tenons à cette priorité, il faut nous attendre à ces problèmes, il faut envisage de les résoudre, et cela va coûter de l'argent.

Ms Seward: If you look at the two groups I pointed out, i.e., the group in the male labour force and the group in the female labour force that are disproportionately represented in declining industries, the long-term immigrants from traditional sources came in before we introduced a selection system in 1967. Therefore, they were not selected specifically on the basis of their education, skills and occupation. For many years they did very well and may still continue to do well.

• 1200

Now we have a new problem. The industries they came into quite naturally are declining. They do not have the education and they are older, so it will be difficult for them to shift elsewhere.

The other problem group in terms of their labour adjustment problems are recent immigrants from Third World sources. Looking at their educational levels, a very high proportion has only grade 9 education. It seems logical for me to suggest that many came in as refugees or family class.

Unfortunately, we cannot say it specifically, with regard to earlier question, because the census does not show "refugee", "independent class", and "family class". We cannot compare exactly the performance of the three groups because the census does not include the one question that would make all the difference: whether one came in as a refugee, an independent class, or a family class.

Mr. Chadwick: One of the difficulties this committee has talked about so much and which hinges on what you are saying. ..we wrestled with the fact that there are three magnets in this country for immigration. When we talk about the work force, we are talking about those three magnets.

If we bring people in to fill the labour force, we are bringing people in to those three areas that attract them all, which we lament. This is not helping to spread the immigration across the country, which everyone believes when they say to increase the immigration levels because some other areas of the country probably have it. It is just making difficulties with immigration, racial and other problems in those three particular areas.

Ms Seward: There is another complication related to those cities; namely, that at least some of the declining industries, such as clothing, are concentrated certainly in Montreal, certainly in Toronto, to a certain extent in Winnipeg and other cities.

Our intention, by the way, is to do probably one of the first studies ever done at the city level. We are going to carry this analysis of declining and expanding industries further. It is now at the national level, but we plan to do it for at least Toronto, Montreal and Vancouver, to see if there is a relationship between concentration of immigrants, declining or expanding industries, and the cities in which most immigrants go.

[Traduction]

Mme Seward: Si vous considérez les deux groupes que j'ai mentionnés, le groupe d'hommes et le groupe de femmes qui sont représentés de façon tout à fait disproportionnée dans les industries en cours de déclin, les immigrants de longue date de sources traditionnelles sont arrivés avant la mise en place de notre système de sélection en 1967. Autrement dit, ils n'ont pas été choisis pour leur éducation, leurs compétences ou leur métier. Pendant des années ils se sont bien débrouillés, et il est possible que cela continue.

Aujourd'hui, nous nous heurtons à un problème nouveau. Les industries qui les ont employés jusqu'à maintenant sont en période de déclin. Ils n'ont pas d'éducation et ils sont plus âgés; pour eux, la transition est donc plus difficile.

Il y a un autre groupe qui éprouve des problèmes quand il s'agit de s'adapter au marché du travail, ce sont les immigrants récents en provenance du tiers monde. La grande majorité d'entre eux ne possèdent qu'une neuvième année. On pourrait penser que la plupart d'entre eux sont arrivés comme réfugiés ou encore dans la catégorie famille.

Malheureusement, ce n'est pas certain car le rencensement ne précise pas «réfugié», «catégorie indépendant», et «catégorie famille». Il est impossible de comparer avec exactitude le succès de ces trois groupes car le recensement omet la seule question qui ferait une différence: celle de savoir si ces gens-là sont arrivés comme réfugiés, dans la catégorie indépendant ou dans la catégorie famille.

M. Chadwick: C'est justement une des questions qui nous a posé beaucoup de problèmes et qui nous ramène à ce que vous dites; le grand problème c'est que nous avons ici trois pôles d'attraction pour l'immigration. Et quand nous parlons de main-d'oeuvre, nous parlons forcément de ces trois pôles d'attraction.

Si nous faisons venir des gens pour satisfaire nos besoins en matière de main-d'oeuvre, nous les faisons venir dans ces trois secteurs qui les attirent tous, et c'est ce que nous déplorons. Ce n'est pas de cette façon qu'on réussira à répartir les immigrants dans tout le pays comme on espère pouvoir le faire quand on parle d'augmenter les niveaux d'immigration en se disant que d'autres régions du pays en font sans doute autant. Cela ne sert qu'à poser des problèmes, raciaux entre autres, dans ces trois secteurs-là.

Mme Seward: Ces villes posent un autre problème, du fait qu'une au moins des industries qui sont en difficulté, celle du vêtement, est centrée sur Montréal, sur Toronto et, dans une certaine mesure, sur Winnipeg, et d'autres villes.

Soit dit en passant, nous avons l'intention d'effectuer une des premières études, sinon la première, qui soit axée sur les villes. Nous voulons pousser plus loin cette analyse des industries qui déclinent et de celles qui prennent de l'expansion. Cela a été fait au niveau national mais nous avons l'intention de le faire pour Toronto, Montréal et Vancouver au moins, pour tenter de déterminer s'il existe une relation entre les concentrations d'immigrants, le déclin ou l'expansion des industries et les villes vers lesquelles la plupart des immigrants se dirigent.

Le président: Merci, monsieur Chadwick. Madame Seward, si le Canada maintenait le même rythme de croissance de son immigration dans les cinq ou dix prochaines années—on sait que dans les années 1984-1985, on était à environ 85,000 ou 90,000 immigrants, et on approche les 200,000 cette année—donc, si on maintenait le même rythme de croissance, en supposant les mêmes statistiques, quelles pourraient être les conséquences pour le Canada? Si on ne garde pas les lois actuelles, si on continue au même rythme, que va-t-il arriver?

Ms Seward: You are asking me a very difficult and sensitive question. If I understand you correctly, you are asking whether it would be a positive or a negative thing to continue increasing immigration as it has been increasing during the 1980s. If you had asked me the question two years ago, I would have said that, based on the evidence I have seen or on the studies I have read or done myself, there is no difficulty in increasing immigration levels higher.

Because you ask me today, and because I have had access to recent data from the last census, I would have to say that it seems to be much more important to put more emphasis on the quality of the labour force than on the size of the labour force. Recent data we have show in a way they have never shown before that certain immigrant groups are going to face, if they are not already facing, serious problems in terms of labour adjustment.

• 1205

Two things have made me change my mind. One is that the characteristics of more recent immigrants from certain parts of the world are going to make it difficult for them to adapt, characteristics especially in terms of education level, and that is because immigration has become less selective in the past 15 years. Because immigration has become less selective, there are groups that will face difficulties.

The other thing that has made me change my mind is that between 1971 and 1981 there were only two industries that were declining. Between 1981 and 1986 there were 16 or 17. Between 1971 and 1981 only 2% or 3% of the labour force were in declining industries. Between 1981 and 1986, 25% of the labour force were in declining industries.

It seems to me that under those circumstances it is more important to increase the quality, the educational level, the official language ability and the skills of the labour force than simply to increase the levels and bring more people in. It is a very difficult decision for me to have come to. It is based on recent evidence that was not available two years ago.

Le président: Madame Seward, je trouve vos commentaires très intéressants. Il est intéressant d'avoir des experts qui nous donnent leur point de vue sur de telles questions. Y a-t-il d'autres membres du Comité qui auraient des questions à poser?

Au moment où nous préparons notre rapport, ces précisions sont très intéressantes.

Mr. Fee (Red Deer): If you were going to say thanks, I could have let you continue. I just wanted to comment that with all the academics we have had presentations from, it has been very difficult to get them to give us their own opinion.

[Translation]

The Chairman: Thank you, Mr. Chadwick. Ms Seward, if Canada were to maintain the same level of growth in immigration for the next five or ten years—we all know that in 1984–85 we were at 85,000 or 90,000 and this year, we are nearing 200,000—if then we were to maintain the same growth, assuming that the statistics remained the same, what would be the consequences for Canada? With the same level of growth but without our current legislation, what would happen?

Mme Seward: Vous me posez une question très difficile et très épineuse. Si je vous ai bien compris, vous me demandez s'il serait bon ou mauvais de continuer à augmenter l'immigration comme on l'a fait pendant les années 80. Si vous m'aviez posé cette question il y a deux ans, je vous aurais dit qu'en se fondant sur ce que j'ai lu ou sur les études que j'ai effectuées moi-même, cela ne posait aucun problème.

Mais vous me posez la question aujourd'hui et, après avoir consulté les données du dernier recensement, je dois vous dire que nous avons tout intérêt à insister sur la qualité de la main-d'oeuvre et non plus sur sa taille. Des données récentes ont démontré comme jamais auparavant que certains groupes d'immigrants vont se heurter, si ce n'est pas déjà le cas, à des problèmes d'adaptation au marché du travail, des problèmes considérables.

Il y a deux choses qui m'ont fait changée d'avis; d'une part, les immigrants récents en provenance de certaines régions du monde ont des caractéristiques qui vont les empêcher de s'adapter facilement, en particulier leur niveau d'éducation, parce que nos critères sont devenus moins sélectifs depuis 15 ans. Nos critères d'immigration étant moins sélectifs, certains groupes vont se heurter à des difficultés.

Il y a un autre élément qui m'a fait changer d'avis et c'est qu'entre 1971 et 1981, deux industries seulement étaient en récession. Entre 1981 et 1986, il y en a eu 16 ou 17. Entre 1971 et 1981, 2 ou 3 p. 100 seulement de la main-d'oeuvre était employée dans des secteurs en déclin. Entre 1981 et 1986, 25 p. 100 de la main-d'oeuvre travaillait dans des industries en déclin.

Dans ces circonstances, il me semble beaucoup plus important d'augmenter la qualité, le niveau d'éducation, les capacités linguistiques et les compétences de la main-d'oeuvre que de se contenter de faire venir des immigrants en nombres sans cesse croissants. Pour moi, c'est une décision qui n'a pas été facile à prendre, mais elle se fonde sur des données récentes qui n'étaient pas disponibles il y a deux ans.

The Chairman: Ms. Sewart, your comments are extremely interesting. It is always very interesting to hear the experts on such matters. Are there any other questions?

As we prepare our report, your testimony will be very useful to us.

M. Fee (Red Deer): Je ne voulais pas vous interrompre pendant que vous étiez en train de remercier nos témoins. Toutefois, je tiens à ajouter que nous avons entendu beaucoup d'universitaires et que nous avons parfois eu du mal à obtenir leurs opinions personnelles.

Ms Seward: I know.

Mr. Fee: I appreciate that from you. I had down the question that both Mr. Chadwick and the chairman asked. I really appreciate you being as frank and open with your own opinions; it helps us.

Ms Seward: It is a very important and very sensitive issue, but I feel an obligation, as a researcher who has access to the best data in the country, to discuss what the public policy implications are of my findings. Part of the reason is that I do not work in a university, I work in the Institute for Research on Public Policy.

Le président: Madame Seward, je vous remercie beaucoup.

Mme Seward: Ce fut avec grand plaisir, monsieur le président.

Le président: Merci.

[Les délibérations se poursuivent à huis clos]

[Traduction]

Mme Seward: Je sais.

M. Fee: J'apprécie donc que vous l'ayez fait. J'avais noté deux questions que M. Chadwick et le président ont déjà posées, mais je le répète, j'apprécie beaucoup que vous nous ayez donné votre opinion avec beaucoup de franchise. Cela nous sera très utile.

Mme Seward: C'est un problème aussi important que délicat, mais comme pour mes recherches j'ai accès aux meilleures données qui existent, je me sens obligée de discuter des implications de mes conclusions pour la politique publique. Cela tient en partie au fait que je ne travaille pas dans une université, mais bien pour l'Institut de recherches politiques.

The Chairman: Ms. Seward, thank you very much.

Ms. Seward: It was a great pleasure, Mr. Chairman.

The Chairman: Thank you.

[The metting continues in camera]















If undelivered, return COVER ONLY to:

Canadian Government Publishing Centre,
Supply and Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9

En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:
Centre d'édition du gouvernement du Canada,
Approvisionnements et Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9

WITNESS

From the Institute for Research on Public Policy:
Shirley B. Seward, Director, Studies in Social Policy.

TÉMOIN

De l'Institut de recherches politiques:

Shirley B. Seward, directrice, Études en politiques sociales.

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 35

Wednesday, May 16, 1990

Chairman: Jean-Pierre Blackburn

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule nº 35

Le mercredi 16 mai 1990

Président: Jean-Pierre Blackburn

Minutes of Proceedings and Evidence of the Standing Committee on

Procès-verbaux et témoignages du Comité permanent du

Labour, Employment and Immigration

Travail, de l'Emploi et de l'Immigration

RESPECTING:

Main Estimates 1990–91: Votes 1, 5, 10, 15 and 20 under EMPLOYMENT AND IMMIGRATION

CONCERNANT:

Budget des dépenses principal 1990–1991: Crédits 1, 5, 10, 15 et 20 sous la rubrique EMPLOI ET IMMIGRATION

APPEARING:

The Honourable Monique Vézina Minister of State for Employment and Immigration

WITNESSES:

(See back cover)

COMPARAÎT:

L'honorable Monique Vézina ministre d'État de l'Emploi et de l'Immigration

TÉMOINS:

(Voir à l'endos)



Second Session of the Thirty-fourth Parliament, 1989-90

Deuxième session de la trente-quatrième législature, 1989-1990

35026-1

STANDING COMMITTEE ON LABOUR, EMPLOYMENT AND IMMIGRATION

Chairman: Jean-Pierre Blackburn Vice-Chairman: Dave Worthy

Members

Edna Anderson Warren Allmand Harry Chadwick Doug Fee Dan Heap Al Johnson Fernand Jourdenais Allan Koury Sergio Marchi Gilbert Parent George Proud Cid Samson—(14)

(Quorum 8)

Monique Hamilton

Clerk of the Committee

COMITÉ PERMANENT DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE L'IMMIGRATION

Président: Jean-Pierre Blackburn Vice-président: Dave Worthy

Membres

Edna Anderson Warren Allmand Harry Chadwick Doug Fee Dan Heap Al Johnson Fernand Jourdenais Allan Koury Sergio Marchi Gilbert Parent George Proud Cid Samson—(14)

(Quorum 8)

Le greffier du Comité

Monique Hamilton

Published under authority of the Speaker of the House of Commons by the Queen's Printer for Canada.

Publié en conformité de l'autorité du Président de la Chambre des communes par l'Imprimeur de la Reine pour le Canada.

MINUTES OF PROCEEDINGS

WEDNESDAY, MAY 16, 1990 (45)

[Text]

The Standing Committee on Labour, Employment and Immigration met at 3:40 o'clock p.m. this day, in Room 371 West Block, the Chairman, Jean-Pierre Blackburn, presiding.

Members of the Committee present: Warren Allmand, Edna Anderson, Jean-Pierre Blackburn, Harry Chadwick, Doug Fee, Dan Heap and Fernand Jourdenais.

Acting Members present: Bob Wenman for Al Johnson and Larry Schneider for Dave Worthy.

Other Member present: Joe Volpe.

In attendance: From the Library of Parliament: Mrs. Margaret Young, Research Officer.

Appearing: The Honourable Monique Vézina, Minister of State for Employment and Immigration.

Witnesses: From the Department of Employment and Immigration: Arthur Kroeger, Deputy Minister and Chairman, Michèle Jean, Executive Director, Employment, Hy Braiter, Director General, Financial Services, Finance & Administration and Marnie Clarke, Director General, Employment Equity, Employment.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference from the House dated Thursday, February 22, 1990, relating to the Man Estimates 1990–1991. (See Minutes of Proceedings and Evidence, dated Wednesday, March 14, 1990, Issue No. 21).

By unanimous consent, the Chairman called Votes 1, 5, 10, 15 and 20 under Employment and Immigration.

The Minister made a statement and, with the witnesses, answered questions.

It was agreed,—That questions presented by Dan Heap be printed as an appendix to this day's Minutes of Proceedings and Evidence (*See Appendix "EMPL-1"*) and that answers to these questions be appended to this Committee's proceedings when received.

At 5:15 o'clock p.m., the sitting was suspended.

At 5:20 o'clock p.m., the sitting was resumed.

At 5:20 o'clock p.m., the Committee proceeded to sit In Camera.

The Committee resumed consideration of a Draft Interim Report to the House.

At 5:55 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

Monique Hamilton

Clerk of the Committee

PROCÈS-VERBAL

LE MERCREDI 16 MAI 1990 (45)

[Traduction]

Le Comité permanent du travail, de l'emploi et de l'immigration se réunit aujourd'hui à 15 h 40, dans la salle 371 de l'édifice de l'Ouest, sous la présidence de Jean-Pierre Blackburn (président).

Membres du Comité présents: Warren Allmand, Edna Anderson, Jean-Pierre Blackburn, Harry Chadwick, Doug Fee, Dan Heap, Fernand Jourdenais.

Membres suppléants présents: Bob Wenman remplace Al Johnson; Larry Schneider remplace Dave Worthy.

Autre député présent: Joe Volpe.

Aussi présente: De la Bibliothèque du Parlement: Margaret Young, attachée de recherche.

Comparaît: L'honorable Monique Vézina, ministre d'État (Emploi et Immigration).

Témoins: Du ministère de l'Emploi et de l'Immigration: Arthur Kroeger, sous-ministre et président; Michèle Jean, directrice exécutive, Emploi; Hy Braiter, directeur général, Services financiers, Finances et Administration; Marnie Clarke, directeur général, Équité en matière d'emploi, Emploi.

Le Comité reprend les travaux prévus à son ordre de renvoi du jeudi 22 février 1990, soit l'étude du Budget des dépenses principal de 1990-1991 (voir les Procès-verbaux et témoignages du mercredi 14 mai 1990, fascicule n° 21).

Par consentement unanime, le président appelle: Crédits 1, 5, 10, 15 et 20, Emploi et Immigration.

La ministre fait un exposé puis, avec les autres témoins, répond aux questions.

Il est convenu,—Que les questions présentées par Dan Heap soit ajoutées en annexe aux Procès-verbaux et témoignages d'aujourd'hui (voir Appendice «EMPL-1») et que les réponses figurent également en annexe à un prochain fascicule.

À 17 h 15, la séance est suspendue.

À 17 h 20, la séance reprend.

À 17 h 20, le Comité déclare le huis clos.

Le Comité poursuit l'examen d'une ébauche de rapport préliminaire.

À 17 h 55, le Comité s'ajourne jusqu'à nouvelle convocation du président.

La greffière du Comité

Monique Hamilton

16-5-1990

[Text]

EVIDENCE

[Recorded by Electronic Apparatus] Wednesday, May 16, 1990

1538

Le président: À l'ordre!

Madame la ministre, bonjour et bienvenue devant les membres de notre Comité.

Nous allons analyser le Budget de dépenses principal, soit les crédits 1, 5, 10, 15 et 20, et plus précisément les crédits 5 et 10 d'Emploi et Immigration Canada.

Madame la ministre, vous avez sûrement une allocution à prononcer. Également, j'apprécierais que vous nous présentiez les personnes qui sont avec vous cet après-midi.

L'honorable Monique Vézina (ministre d'État à l'Emploi et à l'Immigration): Je m'excuse de ne pas avoir de copies de mon allocution puisque j'y ai mis les dernières notes tôt ce matin. Je veux d'abord remercier les membres du Comité de leur flexibilité, puisqu'ils ont accepté la semaine dernière de modifier le programme du Comité, ce qui me permettait de respecter un engagement au Québec. J'ai beaucoup apprécié votre flexibilité.

Le président: Les membres de l'opposition sont compréhensifs. Ils ont aussi accepté ce changement avec plaisir pour faciliter les choses.

Mme Vézina: Ma remarque s'adressait à tous les membres du Comité.

• 1540

Je veux d'abord vous résumer très brièvement le mandat qui m'a été confié à titre de ministre d'État à l'Emploi et à l'Immigration. Comme on le sait, il est toujours difficile de savoir exactement comment sont réparties les responsabilités lorsqu'on a trois ministres à l'intérieur d'un ministère comme Emploi et Immigration. Je veux simplement vous rappeler que la ministre Barbara McDougall est la ministre responsable du ministère de l'Emploi et de l'Immigration. Elle est la ministre responsable des politiques, politiques auxquelles je travaille en étroite collaboration puisque je suis la ministre associée à l'élaboration des politiques gouvernementales. Je respecte les mandats qui me sont confiés; ce sont des mandats très, très spécifiques. Barbara McDougall et moi avons donc préparé en étroite collaboration le projet de loi C-21 et la stratégie de mise en valeur de la main d'oeuvre.

Comme ministre d'État, je suis responsable du Régime de l'assurance-chômage et de la Loi sur l'équité en matière d'emploi à l'échelle nationale. Au niveau de la planification de l'emploi, je suis responsable des affaires courantes et des programmes pour le Québec, alors qu'au niveau de l'Immigration, je suis responsable des affaires courantes pour le Québec et l'Atlanti-

Aujourd'hui, je vous parlerai surtout de la Loi sur l'équité en matière d'emploi. C'est une loi qui est, pour le gouvernement, un outil. Nous avons mis au point cet outil parce que nous voulions traduire dans la réalité le principe

[Translation]

TÉMOIGNAGES

[Enregistrement électronique] Le mercredi 16 mai 1990

The Chairman: I call the meeting to order.

Madam Minister, I would like to welcome you to the committee.

We shall be examining the Main Estimates, that is votes 1, 5, 10, 15 and 20, particulary votes 5 and 10 of Employment and Immigration Canada.

Madam Minister, I suppose you have an opening statement to make. I would also like you to introduce the officials accompanying you.

Monique Vézina (Minister of State Hon. Employment and Immigration): I am sorry I do not have copies of my statement since I made some last minute additions to it this morning. First of all I wish to thank the committee members for their flexibility in agreeing to change the committee's program last week so I could fulfill an engagement in Quebec. I very much appreciated it.

The Chairman: The members of the Opposition are understanding and were quite happy to go along with this change to facilitate things.

Mrs. Vézina: My remark was addressed to all members of the committee.

At the outset I would like to say a few words about my mandate as Minister of State for Employment and Immigration. As you know, it is always difficult to know exactly how responsibilities are divided when there are three ministers within a department as is the case for Employment and Immigration. Let me remind you that the Minister Barbara McDougall is the minister responsible for the department as a whole. She is responsible for policies and as associate minister for government policy development, I work in close cooperation with her. I am assigned specific mandates or responsibilities. Barbara McDougall and I worked together closely in developing Bill C-21 and the Labour Force Development Strategy.

As Minister of State, I am responsible for the unemploymen insurance system and the Employment Equity Act at the national level. With respect to the Canadian Job Strategy, I an responsible for general operations and programs for Quebe and in the case of immigration, I am responsible for genera operations for Quebec and the Atlantic.

Today I wish to speak mainly about the Employmen Equity Act. The government sees this legislation as a tool. It purpose is to give concrete application to the principle c equality we have set as an aim for our society, along wit

d'égalité qui sous-tend notre projet de société, à savoir la justice et l'équité pour tous et pour toutes. Je suis d'ailleurs très fière de la démarche de notre gouvernement à cet égard. Nous nous sommes fixé d'importants objectifs et nous avons adopté, pour les atteindre, des mesures pragmatiques qui tiennent compte de la réalité sociale et économique du pays. Pour ce faire, nous misons sur le partenariat et sur la collaboration avec les divers intervenants.

Le Canada doit absolument s'assurer, pensons-nous, que tous les membres de la population active, y compris les groupes désignés par la loi, soit les femmes, les autochtones, les personnes handicapées et les membres des minorités visibles, puissent contribuer à l'essor du pays et à l'amélioration de notre qualité de vie. C'est donc pour donner suite aux recommandations d'une commission royale d'enquête sur le sujet et pour répondre aux exigences de la Charte que le gouvernement adoptait en 1986 la Loi sur l'équité en matière d'emploi et le programme obligatoire des contrats fédéraux. Il en confiait l'application et la gestion à Emploi et Immigration Canada.

La loi veut permettre la mise en oeuvre de mesures visant à corriger les torts causés par le passé. Pour réaliser pleinement notre projet d'une société juste et équitable, nous avons beaucoup de rattrapage à faire. Comme gouvernement, nous voulons nous assurer que les employeurs qui sont régis par le fédéral travaillent à l'amélioration de la situation de chacun des groupes désignés.

Premièrement, en fonction de ces grands principes, les employeurs doivent d'abord découvrir et supprimer les obstacles à l'emploi. Ils doivent ensuite constituer une main-d'oeuvre représentative. Troisièmement, ils doivent mettre en oeuvre des plans et des programmes d'équité en matière d'emploi. Enfin, les employeurs sont tenus de soumettre annuellement un rapport sur les résultats obtenus.

En 1989, les employeurs nous ont soumis leur deuxième rapport portant sur l'année 1988. Nous avons recçu 375 rapports des 376 employeurs qui sont assujettis à cette loi. Un seul employeur ne s'est pas conformé aux exigences de déclaration de rapport, et le cas a été porté devant la cour. J'en profite pour vous rappeler que la force de la loi repose sur la déclaration complète et précise des résultats que nous font les employeurs. Notre mesure touche donc 600,000 employés, à partir des 375 employeurs qui nous ont fourni leur rapport.

Nous avons pu faire une comparaison avec les rapport soumis en 1988 et nous avons mesuré ainsi les changements qui se sont produits depuis la première année de rapport. Le taux de représentation de chacun des groupes désignés s'est amélioré. Les employeurs ont démontré plus de discipline dans la préparation et dans la présentation de leur rapport. Les données fournies sont plus exactes et plus faciles à décoder. D'autre part, les employeurs peuvent maintenant faire des comparaisons avec l'an passé et commencer à corriger leurs objectifs en conséquence.

[Traduction]

justice and equity for all Canadians. I am very proud of the approach taken by our government. We have set a number of important objectives and taken pragmatic steps to achieve them, with due regard for the social and economic reality of the country. Partnership and cooperation with the various players constitute an essential part of this approach.

We believe that Canada must ensure that all members of the work force, including the groups designated by the act, mainly women, natives, the disabled and the members of visible minorities, can contribute to developing the country and improving our quality of life. That is why, in response to the recommendations of a royal commission of inquiry and in order to meet the requirements of the Charter, the government passed the Employment Equity Act in 1986 and instituted a compulsory compliance program in the case of federal contracts. Responsibility for implementation and management was assigned to Employment and Immigration Canada.

The purpose of the act is to allow for measures to make up for previous wrongs or injustices. We have a good deal of catching up to do to achieve our vision of a just and equitable society. The government wants to ensure that employers subject to federal regulation are making an effort to improve the lot of each of the designated groups.

Employers must first of all identify and remove employment barriers, after which they must make up a representative work force. Thirdly, they are required to implement employment equity plans and programs. Lastly, they must file an annual report on the progress achieved.

In 1989, employers filed their second report for the year 1988. We received 375 reports from the 376 employers subject to this legislation. Only one employer failed to comply with the requirement to file the report and the case was brought to court. I take this opportunity to remind you that the legislation has no teeth unless there is full and accurate disclosure of information by the employers. The legislation affects 600,000 people employed by the 375 employers who filed a report.

We were able to compare the results with the 1988 report and measure the changes that occurred since the first reporting year. The representation rate of each of the designated groups has improved. Employers have shown more discipline in preparing and filing their reports. The data are more accurate and easier to decode. Moreover, employers are now able to compare the results with the previous year and make the appropriate adjustments to their objectives.

Même si la représentation des groupes désignés s'est améliorée, je ne suis pas satisfaite des progrès qui sont notés. Nous ne pourrons réaliser l'équité en matière d'emploi sans un changement en profondeur de nos mentalités. Un changement de mentalité, comme vous le savez, est un travail de longue haleine.

La Commission des droits de la personne souhaite voir le gouvernement renforcer la loi, et moi aussi, comme ministre responsable de cette mesure sociale. À mon avis, pour se produire, un changement doit d'abord compter dans une large mesure, comme je viens de le dire, sur un changement de mentalité, mais ce travail de longue haleine doit être accompagné de mesures législatives beaucoup plus sévères. J'estime donc que notre gouvernement, par l'entremise du ministère de l'Emploi et de l'Immigration, doit poursuivre son initiative car il est bien placé pour créer un cadre incitatif qui répond aux objectifs de la loi et qui est fondé sur la responsabilisation des partenaires et sur l'esprit de collaboration.

• 1545

Par ailleurs, la Charte canadienne des droits et libertés habilite la Commission des droits de la personne à instituer des enquêtes. Elle peut également accueillir les plaintes soumises par des personnes ou des groupes de personnes. Ceci est rendu possible du fait que les rapports des employeurs sont publics et disponibles dans toutes les bibliothèques du Canada.

En 1991, la loi sera révisée par le gouvernement, et une consultation globale aura lieu avec les employeurs. À la suite de ces recommendations que nous aurons reçues de toutes les parties concernées, nous serons en mesure de mettre en place les correctifs qui s'imposent. J'entends suivre personnellement de très près les consultations, voire même y participer. Je sais aussi par expérience que les pressions du public sont un outil d'exécution important de cette loi, de cette mesure sociale. Des séances d'information sont donc prévues dans huit grandes villes du pays. Pour moi, comme ministre, ce sera l'occasion de mesurer et d'étudier les progrès qui auront été accomplis par les employeurs; ce sera aussi l'occasion de tenir compte des recommendations et des modifications positives à apporter au moment de la révision de la loi.

Je terminerai cette partie en vous disant que la loi rencontre son objectif premier. Je tiens à vous faire part de ma ferme volonté de voir à ce que ce dossier évolue rapidement, et ce dans le respect des différentes cultures, d'autant plus que dans ce domaine, nous faisons figure de chef de file au plan international. De nombreux pays ont envoyé des représentants pour étudier nos programmes obligatoires d'équité, et nous contribuons de façon significative aux échanges qui ont lieu sur le sujet dans le cadre de l'OCDE.

Brièvement, j'aimerais vous entretenir de la planification de l'emploi. Notre gouvernement a mis cette stratégie en place en septembre 1985. Comme en témoignent les résultats positifs enregistrés depuis, cette stratégie nous a permis [Translation]

In spite of the improvement in representation of the designated groups, I am not satisfied with the degree of progress. Employment equity can be achieved only through a profound change in attitudes. A change in attitudes, as you know, requires much time and effort.

The government, and more particularly myself as minister responsible for the legislation, have been asked by the Human Rights Commission to strengthen the act. As I said, a change requires first of all a change in attitude but this long and exacting task must be accompanied by much stricter legislative measures. I believe that our government, through the Department of Employment and Immigration, must continue its initiative with the appropriate incentives to encourage compliance with the act in a spirit of cooperation and with greater accountability for those directly concerned.

It should be noted that the Canadian Charter of Rights and Freedoms empowers the Human Rights Commission to undertake investigations, as well as receive complaints from individuals or groups. This is possible because the employers' reports are public information and available in all Canadian libraries.

In 1991, the act will be reviewed by the government and a consultation process will take place with employers. Once we have received recommendations from all the parties concerned, we shall be in a position to implement the necessary corrective measures. It is my intention to closely follow the consultation process and to take part in it myself. I know from experience that public pressure constitutes an important incentive to enforce legislation. Hearings will be held in eight large centres. It will be an opportunity for me as Minister to measure and examine the progress accomplished by employers and a chance to give consideration to recommendations and positive changes to be made to the act when it is revised.

Let me conclude this part by stating that the act is fulfilling its main purpose. I am strongly committed to ensuring that progress occurs quickly in a spirit of respect for our different cultures, particularly since we are seen as leaders in this field internationally. A number of countries have sent representatives to examine our compulsory equity programs and we are making an important contribution to the exchanges on this subject within the OECD.

Let me now turn briefly to the Canadian Job Strategy. This strategy was put in place by our government in September 1985. As indicated by the positive results obtained so far, this strategy has made it possible for us to create jobs

d'assurer la création d'emplois et a permis aussi l'acquisition de compétences nouvelles par les Canadiens et les Canadiennes. Tous les programmes et leurs options ont été conçus et sont évalués en fonction de critères spécifiques. Leur pertinence nous a donc permis d'améliorer la planification de l'emploi et de consolider les services. Les résultats des six programmes de planification de l'emploi parlent d'eux-mêmes. On pense aux programmes de développement de l'emploi, d'intégration professionnelle, de réintégration, Défi, et j'en passe.

J'aimerais signaler ici que ce problème de la compétence des travailleurs et des travailleuses canadiens est sans doute l'un des plus grands défis que nous devons absolument relever d'ici l'an 2000. Bien avant 1984, j'étais impliquée dans le secteur de la formation et je suis à même de témoigner et de prouver que la réforme de l'assurance—chômage et la stratégie de la main d'oeuvre conviennent aux besoins de l'an 2000. C'est pourquoi nous travaillons si fort pour la faire accepter et la mettre en application.

En 1988-1989, le gouvernement a consacré au-delà de 246 millions de dollars pour aider plus de 109,000 travailleurs à acquérir des compétences recherchées par les employeurs. Comme vous le savez également, nous avons un programme qui s'appelle Acquistion de compétences. Il s'adresse aux travailleurs dont les emplois sont menacés par l'évolution de la technologie et des marchés. Nous avons ainsi aidé 37,700 travailleurs en 1988-1989, cela grâce aux avantages du programme auquel avait été allouée la somme de 81 millions de dollars.

Le programme de développement des collectivités, que j'aime beaucoup, a permis à 202 collectivités canadiennes éloignées des grands centres urbains de bénéficier des 117.8 millions alloués pour aider à régler les problèmes de chômage chronique auxquels elles sont confrontées, ou pour favoriser l'entreprenariat, la formation ou le déplacement.

Je tiens à le répéter: la philosophie de notre stratégie de l'emploi est une philosophie qui veut respecter le dynamisme des collectivités. Nous pensons, depuis 1984, qu'un gouvernement fédéral ne peut tout faire seul et doit donc établir un partnerariat, savoir écouter et consulter pour pouvoir donner une stratégie de l'emploi qui respecte les régions et les sous-régions. Le programme des collectivités atteint très bien cet objectif.

Enfin, nous avons le programme d'aide à l'innovation qui, somme son nom le dit, vise à favoriser la conception de solutions nouvelles aux problèmes du marché du travail canadien.

• 1550

En 1988-1989, 38.5 millions de dollars avaient été affectés à les projets innovateurs. Les résultats sont très positifs. Nous les wons obtenus parce que nous avons démontré que le gouvernenent avait emprunté la bonne voie pour solutionner les roblèmes du marché du travail canadien.

C'est d'ailleurs en nous appuyant sur les résultats positifs le la planification de l'emploi et afin d'en décupler les effets ue nous avons soumis au Parlement la stratégie de mise en aleur de la main-d'oeuvre canadienne, qui comporte la

[Traduction]

and allowed Canadian men and women to acquire new skills. All the programs and their options were designed and assessed in relation to specific criteria and we have been able to improve the CJS and consolidate services. The results of these six job strategy programs, such as Job Development, Job Entry and Job Re-entry, Challenge, and so forth, speak for themselves.

At this point I would like to mention that the acquiring of skills by Canadian workers is probably one of the greatest challenges we will have to face for the year 2000. Having been active myself in the field of training before 1984, I am very much aware of the need to reform the unemployment insurance system and to have a labour force strategy adapted to the requirements of the year 2000. That is why we are working so hard to have it accepted and implemented.

In 1988–89, the government spent more than \$246 million to help over 109,000 workers acquire skills in demand by employers. As you also know, we have a Skill Investment Program particularly intended for workers whose jobs are threatened by changes in technology and markets. Thus we were able to assist 37,700 workers in 1988–89 under this program with funding of \$81 million.

The Community Futures Program, that I am keen about, made it possible for 202 remote Canadian communities to benefit from \$117.8 million in tackling their chronic unemployment problems or to promote entrepreneurship, training or re-location.

I want to emphasize that the philosophy underlying our job strategy is the need to respect the dynamics of community development. Since 1984 our approach has been that the federal government cannot do everything on its own but must work in partnership and through consultation, be responsive to local needs in developing an appropriate job strategy for the regions and subregions. The Community Futures Program is achieving this objective.

Lastly, there is the National Labour Market Innovations Program, which, as its name indicates, encourages innovative solutions for the problems of the Canadian labour market.

In 1988–89, \$38.5 million was assigned to innovative projects. The results have been very positive. They demonstrate that the government is on the right track in solving the Canadian labour market problems.

To strengthen even further the positive results obtained by the Canadian Job Strategy, we submitted to Parliament the Canadian Labour Force Development Strategy, with its unemployment insurance reform component. The strategy

réforme de l'assurance-chômage. La stratégie permet surtout au gouvernement d'utiliser de façon plus efficace les sommes énormes que mobilise le régime, dans une perspective à long terme, en vue d'améliorer les compétences de la main-d'oeuvre canadienne. Le processus législatif qui mènera à l'adoption de la stratégie est fermement engagé, et nous poursuivrons nos efforts afin d'expliquer la pertinence de la réforme qui est proposée. Il en va de la santé économique de notre pays. Je suis personnellement convaincue que la stratégie, qui a fait l'objet de multiples consultations et qui modifie dans le sens de l'équité et de l'efficacité le Régime de l'assurance-chômage, est la meilleure manière d'aborder la réalité canadienne à l'approche de l'an 2000.

En terminant, j'aimerais vous rappeler la réforme des régions économiques de l'assurance-chômage que j'ai annoncée le 7 novembre dernier. Cette amélioration vise à offrir aux sans-emploi un traitement beaucoup plus équitable en s'assurant que la situation de l'emploi soit évaluée avec beaucoup plus d'exactitude.

Deux améliorations majeures sont à souligner. Premièrement, des 48 régions actuellement en vigueur, nous passerons à 62 régions, ce qui nous donnera un système plus sensible aux variations économiques régionales. Nous faisons la distinction entre les régions urbaines et les régions rurales. Actuellement, chaque région urbaine englobe une région rurale considérable. Ceci a pour effet de désavantager les sans-emploi des secteurs ruraux puisque leurs conditions d'emploi sont plus difficiles. Puisque l'activité économique, et donc l'emploi, sont plus dynamiques dans les villes, cette distinction a été incorporée dans les nouvelles régions économiques.

Cela me fera plaisir de répondre à vos questions. Pour m'aider, j'ai avec moi M. Arthur Kroeger, sous-ministre et président; M^{me} Michèle Jean, directrice exécutive à l'Emploi; M. Wyman, directeur exécutif à l'Assurance-chômage; M. Braiter, notre financier expérimenté; M^{me} Marnie Clarke, notre directrice générale du programme d'équité en matière d'emploi; et M. Johnston, qui représente l'Immigration et qui pourra m'aider à répondre à toutes les petites demandes spécifiques qui pourraient m'être adressées en cours d'audience.

Encore un fois, merci d'avoir reporté notre réunion de la semaine dernière à aujourd'hui.

Le président: Madame la ministre, nous sommes heureux de vous accueillir aujourd'hui. Les députés ont sûrement passablement de questions à vous poser. Je voudrais mettre en garde mes collègues. Ils doivent faire attention de ne pas aborder leurs dossiers particuliers. Chacun d'entre nous a des dossiers spécifiques dans son comté, et il est difficile de les aborder dans une réunion comme celle-ci puisque la ministre n'est pas en mesure, la plupart du temps, de donner toutes les précisions sur un dossier particulier.

Immédiatement après la rencontre avec M^{me} Vézina, je voudrais que l'on étudie ensemble le projet final du rapport que nous devrons déposer à la Chambre au cours des prochains jours sur ce que devraient être les niveaux d'immigration pour les années 1991 à 1995.

[Translation]

will enable the government to make much more effective use of the enormous amount of money required by the system in order to bring about a long-term improvement of Canadian work force skills. The legislative process leading to this strategy is well under way and we shall continue our efforts to explain the reasons for the proposed reform. The economic health of our country is at stake. I am personally convinced that this strategy, which has been the subject of intensive consultations and which will result in a fairer and more efficient unemployment insurance system, is the best possible approach for us to take in preparing for the year 2000.

In conclusion, I wish to say a few words about the reform of the unemployment insurance economic regions which I announced last November 7. This improvement is intended to provide the jobless with a much more equitable treatment by ensuring that the unemployment situation is measured much more accurately.

There are two major improvements. The 48 regions now in existence will be increased to 62 regions, providing us with a system that is more sensitive to regional economic variations. We make a distinction between urban and rural areas. At the present time, all urban regions include a significant rural component, to the disadvantage of the jobless in rural areas where job conditions are more difficult. Since economic activity, and the employment situation, are more dynamic in cities, a distinction has been made in our new breakdown.

I will be happy to answer your questions. Assisting me this afternnon are Mr. Arthur Kroeger, Deputy Minister and Ms Michèle Jean, Executive Director, Chairman; Mr. Wyman, Executive Director. Employment; Unemployment Insurance; Mr. Braiter, our experienced Financial Director; Ms Marnie Clarke, Director General, Employment Equity; and Mr. Johnston, representing Immigration and who can assist me in answering your specific questions relating to this matter.

Once again, I would like to thank you for postponing last week's meeting to today.

The Chairman: Madam Minister, it is a pleasure for us to have you with us. I am sure that the members have quite a few questions to ask you. I would like to caution my colleagues not to deal with specific files. We all have specific cases involving people in our ridings and it is hard for us to deal with them in a meeting such as this since the minister is not likely to have specific information about these individual cases.

Immediately after our meeting with Mrs. Vézina, I would like us to go over the final draft of the report that is soon to be tabled in the House on immigration levels for the years 1991 to 1995.

Mr. Allmand (Notre-Dame-de-Grâce): To begin with, I have two questions. You say immediately after you deal with the minister, you are going to deal with the report. Was that on the notice of meeting?

Le président: Non, ce n'est pas sur l'avis.

Mr. Allmand: I did not think it was. The person principally responsible for immigration in our party is Sergio Marchi. We would have alerted him or somebody dealing with immigration to come to the meeting. Since you did not mention on the notice that you were going to deal with it, I do not think you can deal with it. This is my first point.

Le président: Monsieur Allmand, M. Marchi était ici hier, lorsque nous avons décidé que nous reparlerions de ce sujet.

Mr. Allmand: You say he was here when you planned to do it today?

The Chairman: Yes.

De toute façon, nous pouvons reporter cela à demain. Nous siégerions à huis clos dans un premier temps. S'il y avait eu quorum, on aurait pu l'adopter dès cet après-midi. Autrement, cela peut attendre à demain. Cela ne me dérange aucunement.

• 1555

Mr. Allmand: I do not know why there are so many occasions when I have to raise little points like this. It is required that if you are going to call a meeting to deal with a certain matter, it should be placed on the agenda and notice of the meeting. That is all I ask. I am not asking for anything spectacular.

The other thing, Madam Minister, is that I did not quite hear you. I was just putting my dossiers together when you started talking. What is the reason why you do not have a written statement for us today? I did not understand why. It is most unusual that a minister would come to the yearly estimates meeting, once a year, and not have her statement in writing to distribute among the members. What was the reason?

Mme Vézina: Premièrement, je ne pensais pas qu'il était nécessaire de déposer l'exposé au début de la séance. Deuxièmement, je l'ai corrigé ce matin, juste avant de venir ici. Je pourrais vous en faire une copie qui serait livrée dès demain matin à votre bureau, avec les corrections que j'y ai apportées.

Mr. Allmand: Madam Minister, we have been doing this for years, and this is the first time I can ever recall such a thing, especially since this meeting was not decided upon suddenly. It was called weeks ago.

We agreed to a change of date, but not to distribute your statement to members. It is by distributing the statement that we can follow it and make notes on it with respect to certain matters we want to raise. I just could not take notes fast enough listening to you, and my memory is not that good to recall every word you stated to us at the opening of the meeting.

This is the first time I can recall that a minister, on estimates, did not distribute her statement or his statement in writing. Again, these are just things that are ordinarily done and that are not being done, and it is extremely annoying.

[Traduction]

M. Allmand (député de Notre-Dame-de-Grâce): J'ai deux question. Vous dites que tout de suite après la réunion avec la ministre, vous voulez étudier le rapport. Cela figure-t-il sur la feuille de convocation?

The Chairman: No, it is not.

M. Allmand: C'est ce que je pensais. Le porte-parole principal de notre parti en matière d'immigration est Sergio Marchi. M. Marchi, ou quelqu'un d'autre qui s'occupe d'immigration serait venu. Mais puisque nous n'avez pas fait inscrire cette question sur la convocation, je ne pense pas que ce soit possible de l'étudier. C'est ma première observation.

The Chairman: Mr. Allmand, Mr. Marchi was present yesterday at our meeting when we decided we would discuss the matter once again.

M. Allmand: Vous dites qu'il était présent quand vous avez décidé d'examiner cette question aujourd'hui?

Le président: Oui.

In any case, we can put it off until tomorrow. We shall be sitting in camera. If there had been a quorum, we would have been able to adopt it as early as this afternoon. Otherwise, I am perfectly willing to wait until tomorrow.

M. Allmand: Je ne sais pas pourquoi ce genre de cas se produit aussi souvent. D'après le Règlement, si vous voulez soulever une question donnée au cours d'une séance, il faut qu'elle soit mentionnée sur la convocation. C'est tout ce que je demande, ce n'est pas grand-chose.

Madame la ministre, je n'ai pas vraiment saisi votre explication. J'étais en train de rassembler mes dossiers quand vous avez commencé à parler. Pour quelle raison n'avez-vous pas de texte de votre déclaration à nous distribuer? Cela me paraît fort étrange qu'un ministre se présente devant le comité pour l'examen annuel de son budget principal sans exemplaire de sa déclaration à distribuer aux députés. Quelle est en est la raison?

Mrs. Vézina: First of all, I did not think it was necessary to table this statement at the beginning of the meeting. Secondly, I did make corrections this morning just before coming. I can have a copy made for you for delivery to your office tomorrow morning and it will contain the corrections I have made.

M. Allmand: Madame la Ministre, j'assiste à des réunions comme celle-ci depuis des années et si je ne m'abuse, c'est la première fois que ce genre de chose se produit, d'autant plus que cette réunion n'a pas été prévue à la dernière minute mais il y a déjà quelques semaines.

Nous avons tous accepté que la date en soit modifiée, ce qui ne change en rien la nécessité de distribuer votre texte. Ce n'est qu'ainsi que nous pouvons suivre et prendre des notes pour vous poser d'éventuelles questions. Je n'ai pas pu prendre des notes assez rapidement en vous écoutant et ma mémoire n'est pas assez bonne pour avoir pu retenir tous vos propos.

Que je sache, c'est la première fois qu'un ministre ne distribue pas sa déclaration écrite lors de l'examen en comité de son budget principal. Encore une fois, c'est une question d'usage et pourtant on ne semble pas en tenir compte, ce que je trouve très vexant.

Yesterday we were told that Gatuso in Montreal is closing its plant and laying off 88 people. On May 1, Val-Met Dominion Incorporated in Montreal sent lay-off notices to 200 of its employees. Earlier this year, Black & Decker in Montreal closed its plant and laid off 250 Montrealers. Again this year, in the month of March, Canadian Marconi laid off 425 of its workers in Montreal. Pascal's, in the month of April, laid off 180 employees in Montreal. Habitant Soup announced the closing of its plant in Montreal and laid off 90 people.

In April Bristol-Myers-Squibb decided to close its plant in Candiac on the south shore of Montreal, and laid off 124. The CBC, in cutting back on its programs in Montreal, laid off 463. Eaton's in Montreal laid off 60 at its St. Laurent warehouse in January.

Since last year, Madam Minister, there were 590 jobs lost at Gillette, and 360 jobs lost at Westin. This is all in Greater Montreal. Also, 62 jobs were lost at Allergan Pharmaceutical, 290 jobs at Kraft Foods, 140 jobs at Warnaco Corporation, 30 at Central Guarantee Trust, 1,100 at downtown Simpsons, 50 jobs at Forsyth Shirts, 300 at Jeffrey Manufacturing, 250 jobs at Northern Telecom, 180 jobs at Compagnie d'emballage Somerville—it goes on and on and on—Canadian Vickers, 388 jobs, and so on. It adds up to over 9,000 jobs. Every time I put a question to the government about these job losses and ask them what they are going to do about it, they answer that thousands of jobs have been created in Montreal.

We do not have time in the House, but we are in committee today and I would like you to identify those thousands of jobs. I have identified for you specific plants and specific numbers. I want you to tell the committee and the people of Montreal where are those thousands of jobs. I want you to tell me the companies, the nature of the jobs, and the numbers of the jobs in each particular case, just as I have given you the names of plants that have laid-off numbers that are very specific. Let us not have generalities; let us have specifics. Where are those jobs and with what companies?

• 1600

Mme Vézina: Monsieur le président, je veux remercier M. Allmand et m'excuser de ne pas avoir déposé mon exposé.

Le président: J'aimerais faire un commentaire là-dessus. Il est vrai que vous auriez pu arriver avec un document qui aurait été distribué aux membres du Comité, mais je tiens quand même à préciser que nous analysons les crédits 5 et 10. Tous les députés ont en main ces crédits depuis fort longtemps. J'imagine qu'un député ne se base pas sur votre allocution de cet après-midi pour vous poser toutes ses questions. Il ne faut pas prendre tout le blâme lorsqu'il n'est pas entièrement mérité.

Mr. Allmand: On a point of order, I have been here for a long time and I was chairman of that committee for four years. It is true that we are studying specific items in the estimates, but when ministers have come—and it has been

[Translation]

Hier, nous avons appris la fermeture de l'usine Gatuso à Montréal avec 88 mises à pied. Le 1er mai, la société Val-Met Dominion à Montréal a envoyé des avis de licenciement à 200 de ses employés. Plus tôt cette année, l'usine Black & Decker à Montréal a fermé ses portes entraînant la mise à pied de 250 Montréalais. En mars dernier, la société Marconi du Canada a licencié 425 de ses employés à Montréal. En avril, la société Pascal a mis à pied 180 employés à Montréal. La Soupe Habitant a annoncé la fermeture de son usine à Montréal avec 90 mises à pied.

En avril, *Bristol–Myers–Squibb* a décidé de fermer son usine à Candiac sur la rive sud de Montréal entraînant ainsi la perte de 124 emplois. La réduction de la programmation de la Société Radio–Canada a entraîné 463 mises à pied et la société Eaton à Montréal a licencié 60 employés de son entrepôt de St-Laurent en janvier.

Depuis l'année dernière, Madame la Ministre, 590 emplois à la société Gillette et 360 emplois à Westin ont été perdus, tout cela dans la région metropolitaine de Montréal. De plus, il y a eu la perte de 62 emplois à Allergan Pharmaceutical, de 290 emplois aux aliments Kraft, 140 emplois à la société Warnaco, 30 à Central Guarantee Trust, 1,100 emplois au magasin Simpsons du centre-ville, 50 emplois aux chemises Forsyth, 300 emplois à Jeffrey Manufacturing, 250 emplois à Northern Telecom, 180 emplois à la compagnie d'emballage Somerville-je pourrais continuer cette énumération pendant longtemps - 388 emplois à la société Vickers du Canada, etc. En tout cela fait plus de 9,000 emplois. Chaque fois que je pose des questions au gouvernement concernant ces pertes d'emplois pour savoir ce qu'il entend faire, on me répond que des milliers d'emplois ont été créés à Montréal.

Nous n'avons pas le temps de le faire à la Chambre, mais puisque nous sommes maintenant en comité, je voudrais avoir des détails précis sur ces milliers d'emplois. Je vous ai cité le nom des usines en cause et des chiffres précis. Je tiens à ce que vous disiez au comité et à la population de Montréal où ces milliers d'emplois ont été créés. Je veux connaître le nom des entreprises, le genre de travail, le nombre d'emplois créés dans chaque cas comme je vous ai donné des chiffres très précis sur les mises à pied. Je ne veux pas de généralités mais des détails précis. Où se trouvent ces emplois, et dans quelles entreprises?

Mrs. Vézina: Mr. Chairman, I want to thank Mr. Allmand and apologize for the fact that I have not tabled my presentation.

The Chairman: I would have a brief comment to make on that subject. It is true that you could have come with a prepared statement that would have been circulated among the members, but we are studying votes 5 and 10. And the members have had these votes before them for quite some time. No member only has to go by your statement alone this afternoon to ask questions. I do not think the blame is entirely yours.

M. Allmand: J'invoque le Règlement. Je suis ici depuis longtemps et j'ai été président de ce comité pendant quatre ans. Il est juste que nous étudions certains votes précis de ces prévisions budgétaires, mais lorsque des ministres se sont

the case with every minister I have known who has come, on the Conservative side or on the Liberal side, or whatever—they have distributed their statement to the members of the committee, because the estimates are an opportunity for the minister to report on her ministry during the past year, to highlight the things she thinks are important, to deal with things where improvements are being made, and so on. It is very difficult for us to ask questions on her statement without having that statement before us.

To excuse her on those grounds is not, I think, proper on your part. Sure we know the items in the estimates that are being discussed, but it is customary that the ministers—and they did that when Mr. Clark was in power, they did it when we were in power, and they have done it on every occasion on which I have come to estimates, whether it is in this department, Indian Affairs, or whatever—have a statement to distribute to members.

I simply ask that it be done in the future. I cannot understand why it was not done on this occasion, but I want an answer to the question I put.

Le président: De toute façon, vous aurez l'information dès demain. Madame la ministre, à vous la parole.

Mme Vézina: Je veux d'abord dire que, comme gouvernement, nous sommes très sensibles à la situation économique qui se vit à Montréal. Vous comprendrez aussi que, comme Québécoise ayant travaillé dans le grand Québec, y incluant la ville de Montréal, au cours des 20 dernières années, je suis très préoccupée par la situation économique de Montréal.

C'est pourquoi, comme ministre à l'Emploi et ministre responsable de la stratégie de l'emploi pour le Québec, j'ai travaillé au cours de la dernière année en étroite collaboration avec les collectivités, qui font d'ailleurs un excellent travail.

Comme ministre, j'ai travaillé avec la ville de Montréal et le gouvernement provincial, et je suis convaincue que vous avez eu connaissance des annonces qui ont été faites il y a deux semaines: M. Perreault, du Comité exécutif de la ville de Montréal, s'est dit très, très satisfait de nos efforts. C'était le couronnement de la capacité de notre gouvernement de mettre en place des stratégies qui respectent le partenariat.

Je le répète: nous pensons, au gouvernement fédéral, qu'il nous est impossible de régler les problèmes à nous seuls, d'Ottawa. Nous savons qu'il y a des collectivités qui connaissent bien les stratégies de l'emploi et qui peuvent nous faire des recommandations judicieuses, justes et équitables. C'est pourquoi, à partir de notre stratégie de l'emploi, nous avons annoncé de certains programmes.

J'ai sous les yeux des notes qui démontrent qu'en 1988-1989, nous avons investi près de 87 millions de dollars dans la ville de Montréal dans le cadre des programmes de la planification de l'emploi, et que plus de 29,000 personnes ont pu bénéficier de cette aide.

Monsieur le député, vous savez très bien que nous faisons face à la mondialisation des marchés, à la nécessité de faire la formation pour que les travailleurs du Québec et du Canada soient habilités à répondre aux besoins nouveaux. Nous savons tous quels efforts nous devons faire pour atteindre cet objectif.

[Traduction]

présentés devant le comité dans le passé—du côté conservateur comme du côté libéral—ils ont toujours fait distribuer leur déclaration aux membres du comité. Les prévisions budgétaires permettent à la ministre de faire rapport des activités de son ministère au cours de l'année écoulée, de mettre en évidence ce qu'elle juge important, d'indiquer là où il y a eu des améliorations, etc.. Il nous est très difficile de poser des questions sur son exposé lorsque nous ne l'avons pas sous les yeux.

Vous n'avez pas à l'excuser de cet oubli. Nous savons évidemment quels sont les crédits qui font l'objet de la discussion, mais les ministres ont l'habitude—ils le faisaient sous le gouvernement de M. Clark, ils le faisaient lorsque nous étions au pouvoir, ils l'ont toujours fait dans le cadre de l'étude des prévisions budgétaires, qu'il s'agisse de ce ministère, du ministère des Affaires indiennes ou d'un autre—de faire distribuer leur déclaration aux membres du comité.

Je demande simplement que cette façon de procéder soit respectée à l'avenir. Je ne comprends pas ce qui s'est passé dans ce cas-ci, mais quoi qu'il en soit, je demande une réponse à ma question.

The Chairman: You will have the information as soon as tomorrow. You have the floor, Madam Minister.

Mrs. Vézina: I can say that as a government we are very concerned with the economic situation in Montreal. And you can well imagine that as a Quebecker, as a person who has worked in Quebec, including Montreal, in the last 20 years, I am also personally very concerned by the state of the economy in Montreal.

That is why as a minister of Employment and as a minister responsible for the Employment Strategy in Quebec, I have worked closely all through the year with the communities, and I have to say that they are doing excellent work.

As a minister, I have worked with the city of Montreal and the provincial government. You must have heard the announcement made two weeks ago; Mr. Perreault, from the Executive Committee of the city of Montreal, seems to have appreciated our efforts greatly. It was proof that our government could put strategies into place in a spirit of partnership.

I repeat that the federal government does not claim to be able to solve all problems by itself, acting out of Ottawa. We know that there are communities out there which understand the concept of employment strategies and can present us with some fair and just recommendations. This approach has brought us to the point where we were able to announce a number of programs within our strategy.

I have notes here which indicate that in 1988–89, we invested nearly \$87 million in the city of Montreal through programs flowing from the Canadian Job Strategy and that 29,000 people benefited from that assistance.

You know very well, sir, that we are faced with the globalization of markets, that we have to train the workers from Quebec and all of Canada so that they will be able to adapt to the new circumstances. We all know the scope of the task at hand

Grâce à nos efforts et à notre présence, un total de 46 comités d'aide à l'adaptation de l'industrie travaillent activement dans la région de Montréal. Si l'on veut vraiment aider les travailleurs et les travailleuses de Montréal, toutes ces personnes qui sont responsables de familles, qui ont dû renoncer à leur emploi, si vous croyez vraiment à la nécessité de faire de la formation et de ramener sur le marché du travail ces pères et ces mères de familles, de grâce, allez voir le Sénat et demandez-lui d'autoriser la mise en place de la Loi C-21, de la réforme de la stratégie de main-d'oeuvre qui nous permettra, à partir de cette réaffectation des fonds, d'utiliser les fonds qui nous sont nécessaires pour accroître la formation, pour répondre à ces besoins nouveaux et pour nous assurer, en collaboration avec les employeurs et tous ceux que vous nous avez nommés, d'être justes et équitables, tant pour Montréal que pour les autres provinces du Canada.

• 1605

Mr. Allmand: You have not answered my question. I asked you where the thousands of jobs were and you have not told me. You keep talking like the Prime Minister, in generalities. People on the street laugh when they hear those generalities, because they cannot find those thousands of jobs.

Here we have a report dated April 18, 1990 by le regroupement des départements de santé de Montréal métropolitain, which says that one in four Montrealers now lives in poverty. We have a report by the Quebec region of Canadian Religious Conferences, Sister Monique Thériault, saying that those who work among Quebec's poor find poverty is getting worse and government policies are to blame. We have a report by the

Table de consultation sur la femme à Montréal disant qu'un Montréalais sur cinq souffre de la faim, et beaucoup d'autres rapports que j'ai mentionnés hier à la Chambre des communes.

Madame, le peuple de Montréal veut des détails, des faits, et non des généralités. Vous savez que pendant des années et des années, il y a eu des emplois à Montréal sans le projet de loi C-21. Le projet de loi C-21 n'a rien à voir avec le chômage à Montréal et avec la situation à Montréal.

Mme Vézina: Monsieur le président, on me demande de nommer des noms. J'aurais beaucoup de difficulté à répondre que Joseph Belzile, qui a perdu son travail chez Marconi, travaille au moment où l'on se parle. On ne peut absolument pas vous donner des réponses spécifiques.

Cependant, je peux vous dire qu'entre mars 1985 et mars 1990, 148,000 emplois ont été créés dans la région de Montréal; le taux de chômage a chuté, passant de 13.9 p. 100 à 9.5 p. 100. Probablement que Joseph Belzile, qui travaillait chez Marconi, s'est trouvé un autre travail; probablement qu'actuellement, au moment où l'on se parle, grâce à notre stratégie de l'emploi, à nos programmes et à nos comités d'aide, il a pu se trouver un autre travail. Plusieurs de ces personnes qui ont perdu leur emploi en ont trouvé un autre. Si vous voulez voir un aspect positif, j'ai ici trois exemples à vous citer.

[Translation]

Through our efforts and our presence, a total of 46 industrial adjustment assistance committees are active in the Montreal region. If you really want to help the Montreal workers, men and women, the heads of families who lost their jobs, if you agree that training is important to allow those fathers and mothers to reenter the labour force, please ask the Senate to approve Bill C-21, the reform of the labour force strategy which will enable us to reallocate funds to put the emphasis on training in view of the new circumstances and to put into place, in cooperation with the employers and all those whom you have named, a fair and just system not only for Montreal and Quebec but for all the other provinces in Canada.

M. Allmand: Vous n'avez toujours pas répondu à ma question. Je vous ai demandé où étaient ces milliers d'emplois, mais vous ne me l'avez pas dit. Vous vous en êtes tenue à des généralités, comme le premier ministre. Ces généralités font rire les gens ordinaires, parce qu'ils ne savent pas où trouver ces milliers d'emplois.

Voici un rapport en date du 18 avril 1990 du regroupement des départements de santé de la région métropolitaine de Montréal indiquant qu'un Montréalais sur quatre vit maintenant dans la pauvreté. Voici un rapport de la Conférence religieuse canadienne, région de Québec, et qui fait dire à Soeur Monique Thériault que selon ceux qui s'occupent des pauvres au Québec, la situation se détériore et les politiques du gouvernement sont responsables de cette situation. Voici un rapport

from the *Table de consultation sur la femme* in Montreal saying that one in five Montrealers suffers from hunger, and I have quoted many other reports yesterday in the House of Commons.

Madam, the people of Montreal want detailed measures, facts, not generalities. You know that for years and years there were jobs in Montreal without Bill C-21. Bill C-21 has nothing to do with unemployment and the generally deteriorating situation in Montreal.

Mrs. Vézina: Mr. Chairman, I am been asked to name names. It would be difficult for me to say that Joseph Belzile, who lost his job at Marconi's, is working somewhere else at this very minute. It is impossible for me to be specific.

I can tell you that between March 1985 and March 1990, 148,000 jobs were created in the Montreal region; the unemployment rate has fallen from 13.9% to 9.5%. Joseph Belzile, who used to work at Marconi's, has probably found another job; he is probably working at this very minute, thanks to our employment strategy, our programs and our assistance committees. A large number of people who lost their jobs found work somewhere else. I can give you three examples of positive things that have happened.

Prenons exemple de l'usine GM de Boisbriand qui fera l'assemblage de voitures Firebird et Camaro, une nouvelle orientation qui nécessitera des investissements de l'ordre de 100 millions de dollars. Plus de 800 emplois liés à une augmentation importante de la sous-traitance pourraient aussi être créés. Huit cents emplois! Probablement que plusieurs des personnes qui font partie des illustrations que vous nous avez données pourront se trouver un emploi.

L'usine Catelli, dans l'est de Montréal, modernisera ses installations au coût de 14 millions de dollars, augmentant ainsi sa capacité de production. Vous êtes depuis longtemps en politique et vous savez très bien que, lorsqu'une compagnie parle d'augmenter sa capacité de production, cela veut aussi dire l'emploi accru de main-d'oeuvre.

Je lisais ce matin dans le journal que Canadair, grâce à un contrat important, augmente aussi sa production et sa maind'oeuvre.

Il est absolument impossible de donner des cas spécifiques à un comité comme celui-ci, et Dieu sait si je respecte les comités—j'en ai fait pendant 20 ans—et la démocratie. Je vous dis que nous avons une stratégie de l'emploi qui fonctionne bien, que nous avons des programmes qui répondent aux différents besoins et que c'est en travaillant en partenariat avec les compagnies, les municipalités et les provinces que nous réussirons à trouver une solution globale. C'est ce à quoi nous travaillons depuis 1984.

Mr. Heap (Trinity—Spadina): My questions will be on immigration, since I understand that those are among the votes we are considering today, although others may of course focus their questions on the employment side. My first question concerns the funding for settlement activities. The allocation of settlement activities seems to be down slightly compared to last year, although the number of immigrant landings for this year is increasing. What is the government's interpretation and approach to settlement activities, when it plans less money for more immigrants?

• 1610

Mrs. Vézina: I cannot give you an answer to this kind of question.

Comment peut-on avoir plus d'immigrants avec moins d'argent?

Je crois que nous n'avons pas la même information. Selon l'information que j'ai ici, le niveau global de financement est passé d'un total de 85 millions de dollars en 1989-1990 à 87.3 millions de dollars pour 1990-1991. Cela représente non pas une décroissance, mais une augmentation des sommes affectées au programme d'établissement.

Mr. Heap: What I have on page 325 of part III of the expenditure plan is that the Adjustment Assistance Program was \$64 million and change forecast in 1989 to 1990, but only \$62 million and change, nearly \$63 million, for 1991, while there has been a sharp increase in the number of landings.

Mme Vézina: Sur les documents que j'ai ici, on dit que 10 millions de dollars additionnels ont été ajoutés après l'approbation des documents officiels. Je vois aussi une note qui dit qu'en ce qui concerne le PAA et le PEAI, des fonds

[Traduction]

The GM plant in Boisbriand will assemble Firebirds and Camaros, a reorganization which will mean investments of \$100 million, and 800 new jobs could be created through subcontracting. Let me repeat that: eight hundred jobs! Many other people about whom you were talking a minute ago will probably be able to find another job.

The Catelli plant, in the east end of Montreal will modernize at a cost of \$14 million, and will thus increase its production capacity. You have been in politics for a long time and you know very well that when a company increases its production capacity it means new jobs.

And I was reading in this morning's newspaper that Canadair, thanks to a large contract, was going to increase its production and hire more people.

I cannot quote specific examples before a committee such as this one, and God knows I have the utmost respect for the committee system—I have been on committees for 20 years—and for democracy. I can only tell you that we have an employment strategy which produces results, that we have programs which answer the different needs and that we work in partnership with the private companies, the municipalities and the provinces to find a comprehensive solution to the problem. We have been doing that since 1984.

M. Heap (Trinity—Spadina): Même si d'autres députés s'attacheront à l'emploi, mes questions porteront sur l'immigration, parce que ce domaine, si je comprends bien est inclus dans les crédits à l'étude aujourd'hui. Ma rpremière a trait au financement des programmes d'établissement. Les crédits à cet égard semblent avoir diminuer quelque peu par rapport à l'année dernière et ce, même si le nombre d'immigrants reçus a augmenté au cours de la même période. Quelle est l'attitude du gouvernement vis-à-vis des activités d'établissement, compte tenu du fait qu'il diminue les crédits à cet égard alors que le nombre d'immigrants augmente?

Mme Vézina: Je ne peux pas répondre à ce genre de question.

How can we have more immigrants with less money?

We do not seem to have the same information on the subject. According to what I have here, the total allocation has increased from \$5 million in 1989–90 to \$87.3 million in 1990–91. That is not a decrease, it is an increase in the amount of money going to settlement programs.

M. Heap: Je cite la page 3-27 de la partie III du budget des dépenses; j'y relève que le programme d'aide à l'adaptation s'élevait en 1989-1990 à un peu plus de 64 millions de dollars et qu'il sera en 1991 de l'ordre de 63 millions de dollars seulement, et ce, malgré le fait qu'une nette augmentation du nombre d'immigrants a été enregistrée.

Mrs. Vézina: According to the data I have here, \$10 million were added after approval of the official documents. I also have a note which says that as regards the AAP and the ISAP, additional funding was granted when the new system of

additionnels ont été accordés lors de la mise en oeuvre du nouveau système de reconnaissance du statut de réfugié. Nous essayons de respecter les politiques que nous mettons en place et de mettre en parallèle les sommes nécessaires pour offrir aux bénéficiaires les programmes d'adaptation et d'établissement.

Mr. Heap: In other words, the figures we are working with here in this book are not valid figures, because they have been changed. So we really have no information on which to base our questions. That is unfortunate.

Mr. Hy Braiter (Director General, Financial Services, Finance and Administration, Department of Employment and Immigration): The estimates themselves I believe show about \$77 million for contribution activities relating to settlement and adjustment assistance and so on for refugees. After the printing of the main estimates Treasury Board approved an additional \$10 million, which is not shown in your main estimates, and that additional \$10 million does go towards the Settlement Language Program for refugees. So in fact the total contribution program for next year, this new year, is about \$87 million, as compared with approximately \$85 million last year. Unfortuantely the approval of this \$10 million came after the printing of the main estimates and could not be incorporated.

Mr. Heap: It tends to make a mockery of a meeting with the minister on estimates when the figures we are given are not true figures. They were perhaps true figures last year when this was prepared, but that does not make a proper basis for discussion of the current budget. I am sorry we were not given the updated figures.

Mme Vézina: J'imagine que vous ne nous reprocherez pas de nous adapter à l'évolution des situations, surtout dans le dossier de l'immigration, où l'on rencontre des situations à caractère humain qui méritent une attention particulière. Nous essayons de répondre aux besoins.

Le président: Madame la ministre, si je comprends bien, un chiffre de 10 millions de dollars additionnels a été ajouté après l'impression des documents.

Mme Vézina: Pour un programme spécial.

• 1615

Mr. Heap: Yes, Mr. Chairman, I already heard that twice. I just wish they had told us they had added this money. It would make for a more intelligent discussion of the estimates.

On another aspect—and I do not know whether there have been changes here or not—I understand there are 5,000 removals of persons who had landed here planned for 1990–91. How many of the 5,000 removals will come from the backlog clearance program?

Mme Vézina: Je sais que M^{me} McDougall doit comparaître au cours des prochaines semaines. Puisque votre question est d'ordre très général, c'est la ministre McDougall qui doit y répondre. Comme je le précisais au début, je suis responsable du règlement de cas spécifiques pour la province de Québec. Les budgets qui sont autorisés le sont en fonction de la politique générale du gouvernement au niveau du ministère de l'Emploi et de l'Immigration.

[Translation]

refugee status determination was implemented. We tried to be consistent and have the necessary funding to implement our adjustment and settlement programs.

M. Heap: En d'autres termes, les chiffres qui figurent dans ce livre ne sont pas les bons puisqu'ils ont été modifiés depuis. Nous n'avons pas l'information nécessaire pour nous permettre de poser des questions. C'est très malheureux.

M. Hy Braiter (directeur général, services financiers, finances et administration, ministère de l'Emploi et de l'Immigration): Les prévisions elles-mêmes indiquent environ 77 millions de dollars pour les activités liées à l'établissement et à l'adaptation des réfugiés sans parler du reste. Après l'impression du budget des dépenses, le Conseil du Trésor a approuvé un montant supplémentaire de 10 millions de dollars; il n'apparaît pas dans le budget principal, mais il est affecté au Programme de cours de langues pour les réfugiés. Donc, la contribution totale au programme pour l'année prochaine, cette nouvelle année-ci, est d'environ 87 millions de dollars, alors qu'elle n'était que de 85 millions de dollars environ l'année dernière. Malheureusement, les 10 millions de dollars supplémentaires ont été approuvés après l'impression du budget des dépenses et n'ont pas pu être incorporés à ce document.

M. Heap: Si ces chiffres ne sont pas les bons, il est inutile d'essayer de discuter des prévisions budgétaires avec la ministre. Les chiffres pour l'année dernière sont peut-être les bons, mais il est impossible de discuter du budget pour l'année qui vient. Il est très regrettable que nous n'ayons pas pu obtenir les chiffres révisés.

Mrs. Vézina: I hope you are not blaming us for trying to adapt to new circumstances, especially in the field of immigration, where the human element justifies particular care. We are only trying to meet the needs.

The Chairman: So, if I understand you correctly, madam Minister, \$10 million more were added after the printing of these documents.

Mrs. Vézina: For a special program.

M. Heap: Je sais, monsieur le président, on l'a déjà dit deux fois. J'aurais seulement souhaité qu'on nous informe de cette rallonge budgétaire. L'examen du budget principal aurait pu se faire d'une façon plus intelligente.

Je passe à un autre point—j'ignore s'il y a eu des changements ou non à ce niveau—mais je crois comprendre que 5,000 personnes sont censées être extradées en 1990–1991. Sur ces 5,000 personnes, combien tomberont sous le coup du programme d'élimination de l'arriéré?

Mrs. Vézina: I know that Mrs. McDougall will appear before you in the next few weeks. Since your question is very general, I think she should be the one to answer it. As I was saying earlier, I am responsible for looking after very specific cases in the province of Quebec. The moneys are authorized according to the general policy of the government as it affects the Department of Employment and Immigration.

Le président: Si vous le souhaitez, vous pourrez poser la question à M^{me} McDougall puisqu'elle viendra demain devant notre Comité.

Mr. Heap: I am puzzled, because when Mr. Allmand asked very particular questions about Montreal, the minister had no answer. When I ask some general questions about immigration, she has no answer. I am not sure what class of questions we should be asking the minister. I do not have very much specific information about the province of Quebec. Does this mean that I should not ask questions?

Mrs. Vézina: I know very well it is difficult to understand exactly how we work when there are three ministers in the same department. Barbara McDougall is responsible for all the policy of all the department, I am responsible for the strategy of employment in Quebec. It is easier for me to answer to specific questions about the province of Quebec and job strategy. But it is impossible for me to speak about budget, about immigration, since I am only taking care of the case work every day to try to find a solution for all of these people in Quebec. I do not speak about the specific budget in Quebec.

Mr. Heap: Since my questions are about the immigration budget and I came on the understanding that we were doing votes 1, 5, 10, 15 and 20, apparently we are not doing all of those today. I will see whether it is possible for me to raise these questions tomorrow with Minister McDougall, but I would like to be assured that it will be on the agenda for tomorrow, Mr. Chairman, and that I will not be told we did immigration on Wednesday and we do employment on Thursday.

Le président: Monsieur Heap, ce n'est pas la première fois que cette situation se présente. Lorsqu'il s'agit d'un ministère dont les responsabilités sont partagées par deux ministres, comme c'est le cas d'Emploi et Immigration, il y a une certaine ambiguïté au moment où les députés posent des questions. Vous savez fort bien que la ministre d'État à l'Emploi et à l'Immigration est mandatée en ce qui concerne les sections de l'emploi qui touchent le Québec. Les députés soulèvent chaque fois des questions plus vastes, et cela entraîne chaque fois certaines complications et certaines difficultés. C'est d'autant plus compliqué qu'on reçoit trois ministres. Nous recevons M. Marcel Danis, nous recevons aujourd'hui M^{me} Vézina, et nous recevrons à nouveau M^{me} McDougall demain. Les députés doivent poser des questions relevant des responsabilités du ministre qui témoigne.

Demain, il vous sera possible de poser d'autres questions à M^{me} McDougall si vous le voulez.

1620

Mr. Heap: So I understand then that I might as well leave now, since there are no questions I can appropriately put to Madam Vézina. Perhaps you could estimate at what time I should return for any later. . . But I guess the other matter will be handled tomorrow as well.

Mr. Arthur Kroeger (Deputy Minister of Employment and Immigration): Mr. Chairman, if I may make a comment about that just for Mr. Heap's planning, it is a matter of the ordering of the committee's business. Our information is that

[Traduction]

The Chairman: If you want, you will be able to put your question to Mrs. McDougall, since she will appear tomorrow.

M. Heap: Je ne comprends plus. Lorsque M. Allmand a posé des questions très précises au sujet de Montréal, la ministre n'a pas pu répondre. Lorsque je pose des questions très générales au sujet de l'immigration, elle ne peut pas répondre non plus. Je ne sais plus quelles sortes de questions poser à la ministre. Je n'ai pas de point précis à soulever au sujet de la province de Québec. Cela signifie-t-il que je dois me taire?

Mme Vézina: Je sais très bien qu'il peut vous être difficile de comprendre le fonctionnement du système lorsque trois ministres sont responsables du même ministère. M^{me} Barbara McDougall est responsable de toutes les grandes politiques du ministère et je suis responsable de la stratégie de l'emploi au Québec. Il m'est donc naturellement plus facile de répondre aux questions précises sur le Québec et sur la planification de l'emploi. Il m'est impossible de parler du budget, de l'immigration, puisque je ne m'occupe que des cas précis qui se présentent au Québec; j'essaie d'y trouver une solution. Je ne peux pas parler du budget précis pour le Québec, par exemple.

M. Heap: Mes questions portaient sur le budget d'immigration; je croyais que le comité étudiait les crédits 1, 5, 10, 15 et 20. Il semble que ce ne soit pas le cas. Je verrai si je peux poser ces questions demain à M^{me} McDougall. Je voudrais être sûr que le sujet sera à l'ordre du jour demain, monsieur le président. Je ne veux pas me faire dire que mercredi c'était l'immigration et que jeudi c'est l'emploi.

The Chairman: It is not the first time this situation has occurred, Mr. Heap. When the responsibilities of a department are shared between two ministers, as is the case with Employment and Immigration, the members find it difficult to ask the right questions to the right people. You know full well that the Minister of State for Employment and Immigration is responsible for that part of the employment activity which concerns Quebec. The members are raising broader questions all the time and that creates misunderstandings and problems. The situation is already complicated enough with three ministers. We have Mr. Marcel Danis, we are hearing today from Mrs. Vézina and we will welcome once more Mrs. McDougall tomorrow. The members have to ask questions related to the particular responsibilities of the minister before them.

You will be able to direct more questions to Mrs. McDougall tomorrow, if you would like to.

M. Heap: Si je comprends bien, autant que je parti alors, puisque M^{me} Vézina ne peut pas répondre aux questions que je pose. Vous pourriez peut-être me dire quand je devrais revenir... Ce qui m'intéresse sera traité demain, si je comprends bien.

M. Arthur Kroeger (sous-ministre de l'Emploi et de l'Immigration): J'aimerais intervenir, monsieur le président, pour la gouverne de M. Heap et pour la bonne conduite des affaires du comité. Nous pensions que la journée de demain

tomorrow is about the employment estimates of the department, that Mrs. McDougall has already appeared about the immigration estimates. If the committee wishes to change that, we will be glad to have someone from immigration here. But it would be helpful to have the committee's decision in that respect before Mr. Heap leaves.

Le président: Vous avez raison. Demain, en principe, les questions devraient porter sur l'emploi au niveau des responsabilités de M^{me} McDougall.

Mr. Heap: Mr. Chairman, maybe what I should do is table my questions now for reply following the meeting.

Le président: Monsieur Heap, je suis convaincu que vous n'aurez pas de difficulté à obtenir des réponses à ces questions-là. Je suis sûr que le ministère et M^{me} Vézina se feront un plaisir d'acheminer les questions pour qu'on puisse y répondre dans un court délai.

Mr. Heap: Thank you very much, Mr. Chairman. What I wish to table, then, are the questions in the briefing notes, which I think are appropriate questions in general. These are the briefing notes prepared for the House of Commons Standing Committee on Labour, Employment and Immigration on the 1990–91 main estimates, votes 15 and 20—witness, the Hon. Monique Vézina—for the meeting of May 10. These notes were prepared on May 1. That will identify the questions. Rather than reading them all out now and taking the time from other members of the committee, I would be glad if those questions could be tabled for answer in due course.

Le président: Très bien, monsieur Heap.

Mr. Wenman (Fraser Valley West): You said in your opening statement that you are responsible for policy development and Quebec and Atlantic immigration, so I want to address some general policy questions to you.

One of the areas I am particularly interested in is the area of the balance of the interests of family, independent, and refugee areas. It is my understanding, in talking to the various posts, particularly in Asia, that because of the enlargement—

Mrs. Vézina: It is exactly the same situation. That is really the responsibility of Barbara McDougall. She is responsible for immigration.

Mr. Wenman: I notice that Hallam Johnston is a director general of the Immigration Case Management Branch, and my question will fall into that category, I think.

Mrs. Vézina: Since Barbara McDougall is supposed to come, I would prefer that Minister McDougall answer this question.

Mr. Wenman: Could I ask if this question is in the area of Mr. Johnston's expertise? I will just complete my question, and then see if it fits within. Perhaps he has the answer.

[Translation]

serait consacrée à l'étude des prévisions pour l'emploi, M^{me} McDougall ayant déjà comparu au sujet des prévisions pour l'immigration. Si le comité désire modifier ses plans, nous aurons quelqu'un de l'immigration avec nous demain. Nous voudrions simplement savoir quelles sont les intentions du comité, surtout si M. Heap s'en va maintenant.

The Chairman: You are right. Tomorrow's meeting is supposed to be on Mrs. McDougall's responsibilities with regard to employment.

M. Heap: Monsieur le président, je devrais peut-être vous laisser mes questions pour que les fonctionnaires y répondent plus tard.

The Chairman: I am sure, Mr. Heap, that you will have no problem getting answers to these questions. I am sure that the department and Mrs. Vézina will take the necessary steps to give you the information quickly.

M. Heap: Merci beaucoup, monsieur le président. Dans ce cas, je voudrais déposer les questions qui se trouvent dans les notes d'information et qui sont à mon avis, tout à fait judicieuces. Ces notes ont été préparées à l'intention du Comité permanent du travail, de l'emploi et de l'immigration et portent sur le budget des dépenses 1990–1991, crédits 15 et 20; le témoin prévu est l'honorable Monique Vézina et la date de la réunion est le 10 mai. Les notes elles-mêmes datent du 1^{er} mai. J'apporte toutes ces précisions pour que vous sachiez exactement ce dont il s'agit. Plutôt que de les lire en entier réduisant ainsi le temps de parole des autres membres du comité, je me contenterais les déposer pour que le ministère y réponde en temps opportun.

The Chairman: Thank you, Mr. Heap.

M. Wenman (Fraser Valley-Ouest): Vous avez indiqué dans votre déclaration d'ouverture que vous étiez chargée de l'élaboration des politiques ainsi que de l'immigration au Québec et dans la région atlantique; je veux donc vous poser quelques questions au sujet de certaines politiques générales.

Je m'intéresse en particulier à l'équilibre entre les catégories de la famille, des immigrants indépendants et des réfugiés. Je crois comprendre, après en avoir discuté avec les fonctionnaires des missions à l'étranger, en particulier en Asie, qu'à cause de l'élargissement. . .

Mme Vézina: Nous avons exactement le même problème que tout à l'heure. Cette responsabilité relève de \mathbf{M}^{me} Barbara McDougall. C'est elle qui est chargée de l'immigration.

M. Wenman: Je remarque la présence de M. Hallam Johnston, le directeur général changé du règlement des cas au ministère de l'Immigration; ma question relève de son domaine, sauf erreur.

Mme Vézina: Comme M^{me} Barbara McDougall est censée comparaître devant le comité, je préfère que ce soit elle qui réponde à cette question.

M. Wenman: Puis-je quand même la poser si elle relève du domaine de M. Johnston? Je vais la terminer et voir s'il peut y répondre. Il est peut-être en mesure de le faire.

My concern about the balance is that we changed the Immigration Act and expanded the family class. By expanding the family class this has put additional pressure on the family class, which is the number one area of interest or priority, which in turn then causes that part to pressure out the independent class and particularly the business class.

Now, there are very long line-ups in the business immigration program throughout Asia. I am wondering if you are able to give me an idea about those line-ups. It is my understanding that in business immigration they have grown from 12 months to 18 months, 18 months to 2 years, and that by July of this year, when we reach the bulge that comes from the change of legislation in family class, in Hong Kong and in Taiwan we will probably reach about three years between the time of putting an application in for business immigration to the time of actually having the interview.

• 1625

This could be changed by a direction from yourselves, and this relates to Quebec immigration, to Atlantic immigration. If in fact you were either to change the priorities or consider flexibility in the priorities, so that at the posts they could in fact make the lines equalized... In other words, the demand varies. I think you know what I mean. Do you know roughly how long the lines are, for example, in Hong Kong, Taiwan, Korea and India? What are the kinds of timeframes? Do you have that kind of information available through the department?

Mrs. Vézina: As we all know, this kind of a question is a very political one. I would prefer for Barbara McDougall to be here to answer with facts and the policy orientation we want to give to this kind of situation.

Mr. Wenman: It should be a clinical answer, the actual line-ups. Each of your countries does produce and does provide this information to perspective people, so they understand what they are facing. Do you have such charts readily available for the Asian Pacific region in particular? Mr. Johnston says he looks after caseload or case management, he is the director general of immigration case management. Can you give me an answer on that?

Mr. Kroeger: Mr. Chairman, those are cases in Canada. Through a misunderstanding, I think, we did not come with officials who could answer these kinds of questions, because of the explanation Mrs. Vezina has given. If you permit me, I can give a general comment—

Mr. Wenman: That will be fine.

Mr. Kroeger: —which is that the forecast of three years is exaggerated. My recollection is that the processing time in Hong Kong is still less than one year, despite the great pressure that has been generated there since Tiananmen Square.

Mr. Wenman: Before you go any further, I would suggest that 'ou might want to check that out. Maybe I should ask it omorrow. I will give you that time to check your statistic, because would not want you to have to say something here that is going o be corrected by your department forthwith.

[Traduction]

Je parle d'équilibre, parce que la Loi sur l'immigration a été modifiée et que la catégorie de la famille a été élargie. Ainsi, un nouvel intérêt ou une nouvelle priorité a été accordé à la catégorie de la famille, aux dépens de la catégorie des immigrants indépendants, des entreprenneurs surtout.

Les périodes d'attente sont actuellement très longues pour le programme des entrepreneurs immigrants en Asie. Je me demande si vous pouvez nous donner une idée de la longueur de ces périodes d'attente. Je crois comprendre que pour les entrepreneurs qui veulent immigrer, elles sont passées de 12 mois à 18 mois, puis de 18 mois à deux ans, et que d'ici juillet prochain, lorsque la modification de la loi en ce qui concerne la catégorie de la famille atteindra son effet maximum, il faudra, à Hong Kong et à Taïwan, compter environ trois ans entre le moment où présentera une demande d'immigration, catégorie entrepreneurs, sera présentée et le moment où cet entrepreneur sera convoqué à une entrevue.

Une directive de votre part—et la question touche à l'immigration au Québec, à l'immigration dans la région atlantique—pourrait remédier à cette situation. Vous n'auriez qu'à modifier vos priorités ou les interpréter avec plus de souplesse, et les missions à l'étranger pourraient rétablir un certain équilibre dans les périodes d'attente. . . La demande varie autrement dit. Vous comprenez ce que je veux dire je crois. Savez-vous à peu près quelles sont les périodes d'attente à Hong Kong, Taiwan, en Corée et en Inde? Combien de temps les gens doivent-ils attendre? Ce genre de renseignement vous est-it transmis?

Mme Vézina: Nous savons tous très bien que cette question est très politique. Je préfèrerais que M^{me} Barbara McDougall indique quelle est la situation exacte et vous dise ce qu'elle entend faire à ce sujet.

M. Wenman: Pour ce qui est de la longueur des périodes d'attente, la question est relativement simple. Cette information est donnée aux immigrants éventuels, de façon à ce qu'ils puissent avoir une idée de ce qui les attend. Avezvous cette information sous la main pour la région du Pacifique et de l'Asie? M. Johnston s'occupe des cas d'immigration; il est le directeur général chargé du règlement de ces cas. Est-il en mesure de répondre à la question?

M. Kroeger: Il s'agit des cas au Canada, monsieur le président. Par suite d'un malentendu, comme M^{me} Vézina l'a expliqué, nous n'avons pas demandé aux fonctionnaires qui auraient pu répondre à ces questions de venir. Je peux essayer de répondre de façon générale. . .

M. Wenman: Très bien.

M. Kroeger: . . . en disant que trois ans c'est exagéré. Si je me souviens bien, les dossiers à Hong Kong sont traités en moins d'un an, malgré les pressions engendrées par les événements de la Place Tien-an-men.

M. Wenman: Avant que vous n'alliez plus loin, je vous invite à vérifier votre information. Je devrais peut-être poser ma question demain finalement. Vous aurez ainsi le temps de vérifier vos données. Je ne voudrais pas vous mettre dans une situation où vous serez tout de suite corrigé par votre ministère.

Mr. Kroeger: I saw the figure two days ago, and it is 320 days.

Mr. Wenman: For business immigrants?

Mr. Kroeger: However, Mr. Chairman, I would come back to my original point.

Mr. Wenman: I will challenge that statistic and ask you if you can produce that statistic for me and those figures. I would be very interested in seeing that for those four Asian countries, because it could lead to some interesting discussion in some way.

It is a problem. I do not want to embarrass anybody. What I wanted to say is this is a committee that should be helping the minister and the government find solutions to this problem.

I bring it forward in a positive way as an area of questioning to draw this to your attention. Would you agree that the lines are increasing and increasing and increasing and that we see no sign of a decrease in that particular line of business immigration, for example?

If in fact you are holding out 12,000 business immigrants who are lined up to come to Canada, who are carrying with them \$12 billion that would create an awful lot of jobs in Canada, would we not do well in the interest of our nation to cut that line down, bring that money to Canada, within the targets you have? You could do that simply by redressing the balance. Would that not be in the employment interest of Canada? Is that an employment question to which you could relate?

Le président: Monsieur Wenman, dans le document préparé par notre recherchiste pour la réunion d'aujourd'hui qui avait été adressé aux différents députés, au premier paragraphe, on précisait aux membres du Comité qu'ils devaient tenir compte du fait que la responsabilité de la ministre, M^{me} Vézina, s'appliquait d'abord aux cas traités au Québec. Vous posez des questions plus larges sur l'immigration. Ce n'est pas la responsabilité première de M^{me} Vézina et cela entraîne différentes complications cet après-midi.

Il faut essayer de s'en tenir au sujet premier de la rencontre pour laquelle M^{me} Vézina est ici. Il y a tout un ensemble de questions à poser sur les différents programmes de la planification de l'emploi, que ce soit le programme FIC, le programme de développement des collectivités ou le programme d'intégration professionnelle. Il y a de multiples sujets dans le cadre de l'équité en matière d'emploi. Si tout le monde restait dans le créneau qui nous est assigné aujourd'hui, ce serait beaucoup plus facile et plus intéressant pour chacun d'entre nous. Je reconnais cependant l'importance de la question. Notre Comité a passé beaucoup de réunions à traiter des questions d'immigration. D'ailleurs, M^{me} Barbara McDougall a eu l'occasion de nous entretenir de la question de l'immigration à deux reprises.

• 1630

Mr. Wenman: Certainly, Mr. Chairman, I will respect your wishes in that area. I think it does relate to employment, if in fact there is substantial money that would like to come to Montreal. If that money were allowed to come to Montreal, in fact, you would create tremendous employment opportunities.

[Translation]

M. Kroeger: J'ai vu le chiffre il y a deux jours, et il est de 320 jours.

M. Wenman: Pour les entrepreneurs immigrants?

M. Kroeger: Je m'en tiens à ce que j'ai dit plus tôt cependant, monsieur le président.

M. Wenman: Je mets en doute ce chiffre et vous demanderai de me le détailler. Je voudrais voir une ventilation de ces chiffres pour les quatre pays d'Asie que je vous ai indiqués; elle pourrait donner lieu à une discussion fort intéressante.

C'est un problème. Je ne veux pas mettre qui que ce soit dans l'embarras. Je pense simplement que ce comité devrait aider la ministre et le gouvernement à trouver des solutions.

Mon intervention se veut positive. Je désire simplement attirer votre attention sur ce problème. De façon générale, ne seriez-vous pas d'accord pour dire que les périodes d'attente s'allongent constamment et que la situation se présente assez mal pour les entrepreneurs immigrants en particulier?

Si nous retardons le traitement des demandes de 12,000 entrepreneurs immigrants qui désirent venir s'établir au Canada, avec 12 milliards de dollars en poche qui serviraient à créer beaucoup d'emplois ici, n'aurions-nous pas intérêt à trouver une solution au problème, tout en repectant les objectifs fixés? Il vous suffirait de rétablir l'équilibre entre les diverses catégories. Ne favoriseriez-vous pas ainsi l'emploi au Canada? Est-ce que ce ne serait pas intéressant sur le plan de l'emploi?

The Chairman: Mr. Wenman, in the document which was prepared by the committee's researcher for today's meeting and which was addressed to all the members, there is a reference in the first paragraph to the effect that members of the committee had to take into account the fact that the Minister, Mrs. Vezina's responsibility covers cases in Quebec. You are asking broader questions on the subject of immigration. They do not come under Mrs. Vézina's main area of responsibility and that causes all kinds of complications this afternoon.

We must try and hold to the main subject for which Mrs. Vézina is here this afternoon. There is a whole array of questions that could be put on the different programs that come under the Canadian Job Strategy, FIC, Community Futures or Job Entry. Employment equity covers a number of issues. If everyone can confine themselves today to the topic at hand, I think it would be much easier and much more interesting for all of us. Nonetheless, I fully realize the importance of that issue. Our committee has spent a number of meetings on immigration issues. Mrs. Barbara McDougall has twice appeared before the Committee to speak on immigration matters.

M. Wenman: Monsieur le président, je m'en remets à vous sur ce point. Cela dit, je ne pense pas que ma question soit étrangère à l'emploi dans la mesure où certaines personnes envisagent de s'installer à Montréal et d'y investir des sommes considérables. En permettant à ces personnes de s'installer à Montréal, vous créeriez un nombre important d'emplois.

Therefore, I would leave this line of questioning, at your suggestion, Mr. Chairman, simply bringing forward to you the connection between this money and the many independent immigrants-not only business immigrants, but independent business immigrants-who would like to come from Hong Kong, and because they are third in line, we do not get anywhere near them. So there are many fine, young people who answer our demographic problem, and there are many bright young technocrats and business types who would fit into our society that our society needs. Because our system is backlogged, we are missing an opportunity for Canada, and other nations in the world are jumping on this opportunity that we are missing. So I would just say that in the interest of employment, perhaps you might discuss this matter with the other ministers and raise these policy discussions. I know it is difficult when you are busy, but I think it is very important that we look at this broad aspect.

Mr. Chairman, I will try to come back with some questions on these other subjects. I am sorry, I misunderstood that. I was looking, I see, at the wrong set of questions here. So I will pass to the next questioner and perhaps come back later on job strategy.

Mr. Heap: I have a point of order, Mr. Chairman. I would like to request, if I may, that the questions I have indicated should be placed in the appendix for this meeting, and the answers, when they come back, could be placed in the appendix for another meeting.

Secondly, I would like to ask that the updated estimate figures be provided along with those answers, at least for immigration, and perhaps for employment too. I need to have the updated immigration estimate figures, such as were explained to us a few minutes ago.

Le président: Monsieur Heap, nous avons devant nous deux documents. Vous référez-vous au document sur les crédits 5 et 10 ou à celui sur les crédits 15 et 20? Avez-vous dit 5 et 10?

Mr. Heap: Wait a minute. I am sorry. It is my mistake, Mr. Chairman—not votes 5 and 10 but the questions on votes 15 and 20. I would also like to have updated estimates on votes 15 and 20, if I may, please. Thank you.

M. Joseph Volpe (député d'Eglinton—Lawrence): Monsieur le président, j'apprécie beaucoup que vous me permettiez de prendre la parole parce que je ne suis pas un membre régulier du Comité.

Monsieur le président, vous avez dit qu'il fallait s'en tenir au sujet à l'ordre du jour d'aujourd'hui. Madame la ministre, l'aimerais savoir pourquoi

[Traduction]

Mais, monsieur le président, je vais me rendre à votre avis et changer de sujet tout en rappelant, tout de même, le lien qui existe entre tout cet argent et les candidats indépendants à l'immigration—je ne parle pas simplement des entrepreneurs mais aussi d'immigrants indépendants susceptibles d'investir ici-et qui viendraient à quitter Hong Kong. Je parle de gens qui risquent de ne pas être admis étant donné qu'il ne s'agit pas de cas prioritaires. Il y a beaucoup de jeunes, ce qui nous permettra de résoudre nos problèmes démographiques et il y a beaucoup de jeunes très brillants, technocrates et entrepreneurs susceptibles de s'intégrer parfaitement à notre société et correspondant tout à fait au genre de citoyens dont nous avons besoin. Mais les arriérés bloquent un peu le système et font perdre au Canada des occasions sur lesquelles vont sauter d'autres pays. Je vous demanderais donc, dans le cadre des efforts en vue de régler les problèmes de l'emploi, d'évoquer cette question auprès des autres ministres. Je sais que vous êtes fort occupée mais je pense qu'il convient de se pencher sérieusement sur l'ensemble de la question.

Monsieur le président, je vais m'efforcer, maintenant, de traiter de ces autres questions. Excusez-moi, je ne vous avais pas très bien suivi. J'avais confondu avec les autres questions inscrites ici dans le document. Je vais donc céder la parole au prochain intervenant et peut-être reviendrais-je ultérieurement à la planification de l'emploi.

M. Heap: Monsieur le président, permettez-moi d'invoquer le Règlement pour vous demander que les questions que j'ai posées tout à l'heure soient annexées au compte-rendu de cette séance. Les réponses à ces questions devraient être, lorsque nous les aurons reçues, annexées au compte-rendu d'une séance ultérieure.

J'aimerais, en deuxième lieu, demander à ce qu'on nous fournisse la mise à jour des dépenses budgétaires, en même temps que les réponses aux questions que j'ai posées, au moins en ce qui concerne l'immigration et, éventuellement aussi, en ce qui concerne l'emploi. J'aurais besoin de pouvoir disposer des derniers chiffres en matière d'immigration, c'est-à-dire les chiffres qui ont été évoqués il y a quelques instants.

The Chairman: Mr. Heap, we have two documents here. Are you referring to the one which includes votes 5 and 10 or the one which includes votes 15 and 20? You say 5 and 10?

M. Heap: Un instant je vous prie. Excusez-moi, c'est moi qui fais erreur, monsieur le président; il ne s'agit pas des crédits 5 et 10 mais bien des crédits 15 et 20. J'aimerais également pouvoir disposer des derniers chiffres relatifs aux crédits 15 et 20. Je vous remercie.

Mr. Joseph Volpe (Eglinton—Lawrence): Mr. Chairman, I very much appreciate your giving me the floor as I am not a regular member of the committee.

Mr. Chairman, you said that we should stick to the items on today's agenda. Madam Minister, I would like to know why,

the estimates under those items are not available. For example, on pages 2–21 and 2–26, in looking at the estimates for the various programs under Canadian Jobs Strategy and program funds, there are no estimates at all for 1990–91.

Mr. Braiter: There are bottom-line figures for the total contribution, but at the time we did not have a distribution of the funds by the six or seven program elements, such as job development, job entry and so on.

Mr. Volpe: Why not?

Mr. Braiter: Those are ministerial decisions about how to allocate the funds, and at the time they had not been made. I believe they have just recently been made in terms of how to allocate the funds among those different program options.

• 1635

Mr. Volpe: You can appreciate, Mr. Chairman, why we would have some difficulty in looking at these items. We would not know what those decisions were, if they had been recently made.

Mr. Braiter: They have been recently made and we can supply those.

Ms Michèle Jean (Executive Director, Employment, Department of Employment and Immigration): Yes, and we might add that it happened also because of the delaying of the bill. It has an impact on the distribution.

Mr. Volpe: I am sorry, is that the department's position or is that part of the decision? How recent is recent? When was the decision made?

Ms Jean: The decision on the allocation by program was recently made.

Mr. Volpe: How recently?

Ms Jean: It was not ready when the estimates were published.

Mr. Volpe: It was recently made. We were going to discuss this today but it was not ready when the estimates were published. You said that Bill C-21 had an impact on this. I think Bill C-21 is in the same state as it was when the estimates were published. Maybe you know something I do not know on Bill C-21. Bill C-21 has the same status it had several weeks ago. I wonder how recently that decision was made.

Ms Jean: Basically the decision was made a few weeks ago.

Mr. Braiter: When the estimates were printed and submitted for printing back in about middle of January or early February, we did not know what the status of the bill was. Now, the bill would have the effect of adding a lot more

[Translation]

nous n'avons pas les prévisions budgétaires correspondant à ces sujets. On constate, par exemple, aux pages 2–24 et 2–29, qu'on ne voit aucune prévision budgétaire pour les divers programmes entrant dans le cadre de la planification de l'emploi pour l'année 1990–1991.

M. Braiter: Il s'agit de chiffres globaux représentant l'ensemble des crédits mais, à l'heure actuelle, nous ne sommes pas en mesure d'indiquer la répartition des crédits entre les six ou sept postes différents du programme tels que le développement de l'emploi, ou l'intégration professionnelle.

M. Volpe: Pourquoi pas?

M. Braiter: La répartition des crédits relève de la ministre et les décisions voulues n'avaient pas encore été arrêtées. Je pense qu'on vient tout juste de décider de la répartition des crédits entre les divers programmes.

M. Volpe: Monsieur le président, vous comprenez bien les difficultés que cela peut nous causer. Dans la mesure où il s'agit de décisions récentes, nous n'en avons pas encore été informés.

M. Braiter: Il s'agit effectivement de décisions récentes mais nous pouvons vous les obtenir.

Mme Michèle Jean (directrice exécutive des Services d'emploi, ministère de l'Emploi et de l'Immigration): Effectivement, et je précise d'ailleurs que cela est également dû au retard intervenu dans l'adoption du projet de loi. Cela influence bien sûr la répartition des crédits.

M. Volpe: Pardon? Est-ce là la position du ministère ou cela fait-il partie de la décision? À quand remonte cette décision récente? À quelle date a-t-elle été prise?

Mme Jean: La décision touchant la répartition des crédits programme par programme est toute récente.

M. Volpe: À quand remonte t-elle?

Mme Jean: Elle n'avait pas encore été prise lors de la publication des prévisions budgétaires.

M. Volpe: Il s'agit donc d'une décision récente. Nous allions en parler aujourd'hui mais la décision n'avait pas encore été prise lors de la publication des prévisions budgétaires. Vous nous avez dit que le projet de loi C-21 est en partie responsable de cela. Or, je pense que le projet de loi C-21 n'a guère évolué depuis la date à laquelle furent publiées les prévisions budgétaires. Peut-être savez-vous mieux que moi où en est le projet de loi C-21. Le projet de loi C-21 en est au même point qu'il y a plusieurs semaines. J'aimerais donc savoir quand, précisément, cette décision a été prise.

Mme Jean: En fait, cette décision remonte à quelques semaines.

M. Braiter: À l'époque où l'on a procédé à l'impression des prévisions budgétaires, c'est-à-dire vers le milieu du mois de janvier ou le début du mois de février, nous ne savions pas encore où en était le projet de loi. Il est clair que ce projet

program funds to the CJS program funds that are available. All activities with respect to training of UI claimants would become chargeable to the UI account under the new bill. At that time we held off distributing the moneys that were available by program until we knew the effect of the bill.

Mr. Volpe: If I may just interrupt you for a second, I think the word that you were looking for is that the bill "could" possibly have an impact. When you have bottomline figures that indicate there is essentially a drop in the amount of moneys available under 1990–91 over 1989–90, both in Canadian Jobs Strategies and in your total program funds under human resources, I think you are still grappling with the word "could".

Mr. Braiter: No.

Mr. Volpe: I want to direct my question to the minister because I want to get a handle on just how some of these moneys were going to be used. The fact is that we do not have an indication, even though the decision was made several weeks ago, about how they would be spent.

Whether in fact it is appropriate for us to think in terms of whether Bill C-21 was going to pass or know whether the money was going to be available, Madam Minister, I think you know better than I that prior to Bill C-21, the government was able to spend something in the vicinity of \$2.2 billion under that program, even though it decided to drop that amount down to \$1.5 billion up to last year.

Now, if I believe what you tell me—and I have no reason not to—there is going to be an increase back up to \$2.3 billion. It did not require Bill C-21 to drop the figures. Presumably you do not need Bill C-21 to raise the figures, if you truly believe in those programs.

I am looking at figures that indicate one thing, but I am seeing a great big void in the estimates. Your officials tell us that you had the decision ready at least a couple of weeks ago. You are appearing before the committee but you are not providing us with the information. I am left in the same position as my colleague from the NDP about what to ask. If you will not give us the information we are supposed to analyse, what do we do?

Mme Vézina: Je voudrais que cette séance soit télévisée pour que nos contribuables puissent voir comment on fait de a politique à Ottawa. Vous connaissez très bien les nfluences négatives que le projet de loi C-21 peut avoir face à la non-acceptation de la réforme que nous proposons. Je ne uis pas économiste, mais je ne suis pas naïve pour autant. Je suis me politicienne et je connais exactement les gestes que nous posons lorsque nous proposons une réforme visant le mieux-être les travailleurs du Canada.

[Traduction]

de loi devait avoir pour effet d'accroître considérablement les crédits affectés au Programme de planification de l'emploi. L'ensemble des mesures touchant la formation des prestataires d'assurance-chômage serait, aux termes du nouveau projet de loi, imputable au budget de l'assurance-chômage. C'est pourquoi à l'époque nous avons différé la répartition des crédits affectés aux divers programmes en attendant de connaître la teneur précise du projet de loi.

M. Volpe: Permettez-moi de vous interrompre un moment car je pense que vous vouliez dire que le projet de loi était «susceptible» d'influencer la répartition des crédits. Dans la mesure où vous disposez déjà des chiffres essentiels et que les chiffres indiquent une baisse des crédits disponibles par rapport à l'année 1989–1990, à la fois pour la Planification de l'emploi et pour l'ensemble des programmes touchant le développement de la main-d'oeuvre, je ne sais si c'est le mot «susceptible» qu'il faudrait utiliser.

M. Braiter: Non.

M. Volpe: Ma question s'adresse à la ministre, car j'aimerais savoir avec un peu plus de précision comment on envisageait d'utiliser certains des crédits débloqués. La décision a été prise il y a plusieurs semaines mais nous ne savons toujours pas comment ces crédits seront affectés.

Je ne sais pas dans quelle mesure il convenait d'attendre l'adoption du projet de loi C-21 pour connaître le montant des crédits disponibles, Madame la Ministre, mais vous savez mieux que moi que même avant le projet de loi C-21, le gouvernement avait consacré à ce programme environ 2,2 milliards de dollars bien qu'il ait décidé, jusqu'à l'année dernière, de réduire ce montant à 1,5 milliard de dollars.

D'après vous—et je n'ai aucune raison de douter de ce que vous me dites—cette somme va de nouveau être portée à 2,3 milliards de dollars. Or la réduction des crédits ne passait pas par l'adoption du projet de loi C-21. Parallèlement, je pense que dans la mesure où ces programmes vous tiennent à coeur, vous n'aviez pas besoin d'attendre l'adoption du projet de loi C-21 pour augmenter les crédits.

Or les prévisions budgétaires semblent comporter une importante lacune. Vos collaborateurs nous ont appris que votre décision remonte déjà à plusieurs semaines. Vous comparaissez effectivement devant le comité mais vous ne nous avez pas communiqué les renseignements dont nous avons besoin. Je me retrouve dans la même situation que mon collègue du NPD quant aux questions que l'on pourrait vous poser. Dans la mesure où vous ne parvenez pas à nous donner les renseignements que nous sommes censés analyser, que pouvons–nous faire?

Mrs. Vézina: I wish this meeting were televized so that the Canadian taxpayers could see the kind of political wrangling that goes on in Ottawa. You know very well that a rejection of Bill C-21 would have negative repercussions on our reform proposal. I am not an economist but that is not to say that I am naive about this sort of thing. I am a politician and I know exactly the reform measures we intend to take to improve the well-being of Canadian workers.

1640

[Text]

[Iransii

Vous savez aussi qu'il était impossible, au moment où nous avons fait l'impression des documents, de donner les sommes qui étaient affectées à la stratégie de l'emploi. Je veux répéter que ce que nous proposons au niveau de notre stratégie de main-d'oeuvre nous permettra d'avoir des fonds additionnels pour faire cette formation qui est nécessaire. Je laisserai maintenant notre économiste répondre avec les termes exacts qu'il faut pour expliquer pourquoi les chiffres n'apparaissent pas dans le document dont nous discutons. Il y a là une certitude qui mérite d'être expliquée.

Le projet de loi C-21 et sa réforme ont des répercussions directes sur la stratégie de l'emploi. Vous le savez tout autant que moi, monsieur Volpe, et peut-être même mieux que moi.

Mr. Volpe: Madame, I thank you very much for having underscored the fact that this is a political decision and that is what we are talking about.

Mr. Braiter: One of the points made was that there is about a \$200 million difference in the bottom lines. Now, again, I have to answer this in the same way as I answered the immigration question. One of the programs that we have, the Challenge Program, contains \$180 million total and that amount of money is held in the Treasury Board vote 5 until such time as the Treasury Board releases it. On April 10, Treasury Board made the decision to release the \$180 million, their contribution toward the Challenge Program.

In the footnote on page 2–21, which you are referring to, you will see that it says that the 1990–91 exclude funding, approximately \$168 million of the \$180 million, to be appropriated from Treasury Board vote 10. So you really have to add back in the \$180 million. When you add back in \$180 million, you will see that the contribution program, excluding the effect of Bill C–21, is virtually the same. We still expect some more money from Treasury Board for language training for immigrants which would bring the total of the CJS programming dollars about \$30 million higher than last year. So we are about the same or higher than last year.

Unfortunately, the rules of publishing these main estimates are that we cannot publish anything for which there has not been a decision made. So what happens after—

Mr. Volpe: We could have had this information before this meeting.

Le président: Madame la ministre, au Québec, combien d'argent consacre-t-on chaque année au programme Fonds d'initiative communautaire?

Mme Vézina: Chaque année est évaluée en fonction des besoins qui sont différents. C'est un programme qui est tout à fait nouveau. Nous avons créé 52 CRDC au niveau du Québec. Pour l'année qui vient, il fallait ajuster nos [Translation]

You know very well that at the time these documents were printed, it was impossible for us to indicate the funds available for the job strategy. I wish to stress that the changes in our job strategy program will enable us to assign additional funds to the necessary manpower training. I will now let our economist explain to you more precisely why those figures do not appear in the document under discussion. There is a certainty there that deserves to be explained.

Bill C-21 and the reform measures that it contains will have a direct impact on our job strategy. Mr. Volpe, you know that as well as I do and perhaps even better.

M. Volpe: Madame, je vous remercie d'avoir souligné le fait qu'il s'agit bien d'une décision de caractère politique. C'est justement de cela qu'il est question.

M. Braiter: On a noté qu'il existait une différence d'environ 200 millions de dollars entre les deux enveloppes budgétaires. Je dois vous apporter à cet égard la même réponse que j'ai donnée en ce qui concerne l'immigration. Un de nos programmes, le programme Défi, c'est vu affecter 180 millions de dollars, et cet argent est conservé dans le cadre du crédit 5 du Conseil du Trésor en attendant que le Conseil du Trésor le débloque. Le 10 avril, le Conseil du Trésor a décidé de débloquer les 180 millions de dollars, soit le montant des crédits affectés au programme Défi.

À la note qui figure au bas de la page 2-24, c'est-à-dire la page que vous nous avez citée, il est indiqué que les chiffres cités pour 1990-1991 ne comprennent pas, sur les 180 millions de dollars, 168 millions de dollars à imputer au crédit 10. Il convient donc de rajouter ces 180 millions de dollars. Lorsque vous les rajoutez, vous pouvez voir que les crédits affectés à ce programme sont à peu près les mêmes, abstraction faite des effets que pourraient avoir le projet de loi C-21. Je pense que le Conseil du Trésor affectera des crédits complémentaires destinés à la formation linguistique des immigrants, ce qui nous donnerait, pour l'ensemble des programmes de Planification de l'emploi, un montant qui est d'environ 30 millions de dollars supérieur aux crédits affectés l'année dernière. C'est dire que les crédits affectés à ce genre d'activités sont sensiblement les mêmes que l'année dernière et même peut-être en légère augmentation.

Malheureusement, les règles touchant à la publication du budget des dépenses principales nous empêchent de faire état de chiffres qui n'ont pas encore fait l'objet d'une décision ferme. Ainsi, ce qui se passe après...

M. Volpe: Mais on aurait tout de même pu nous donner ces renseignements-là avant la séance d'aujourd'hui.

The Chairman: Madam Minister, how much money do you spend, every year, in Quebec on the Community Initiatives Fund option?

Mrs. Vézina: Each year's budget varies according to the requirements of that year. It is a brand new program. We have created 52 CFCs in Quebec. We have had to adjust our programs in answer to the increasing requests for Community

programmes pour pouvoir répondre aux demandes plus nombreuses que nous recevrons dans le cadre du programme Fonds d'initiative communautaire. J'ai ici le total global, mais pas le total pour le Québec.

Le président: Quel est ce total global?

Mme Vézina: Il y a 140 *Community Initiatives Funds*, ce qui représente 47.988 millions de dollars, ou 48 millions de dollars, mais je n'ai pas le montant pour le Québec.

Mme Jean: Le 29 décembre 1989, 140 projets avaient été approuvés. Il y a eu 16 projets en 1987–1988, 65 projets en 1988–1989 et 59 projets en 1989–1990. Par année, cela donne 5 millions de dollars, 22 millions de dollars, 14 millions de dollars et 5 millions de dollars, ce qui fait un total de 47 millions de dollars.

Le président: Pour les trois années.

Mme Jean: Oui.

Le président: Dans le Fonds d'initiative communautaire.

Mme Jean: C'est cela.

Le président: Si on divise par trois, cela fait environ 16 millions de dollars par année en moyenne.

Mme Jean: Oui, c'est cela.

Le président: Donc, 16 millions de dollars pour tout le Canada, et pas seulement pour le Québec.

Mme Jean: Pour tout le Canada.

• 1645

Mme Vézina: Mais il y a là un danger. Je voudrais qu'on soit à l'abri du danger. Un programme d'animation communautaire ne peut pas être aussi efficace les première, deuxième et troisième années qu'il peut l'être les sixième et septième années. Donc, il fallait prendre le temps de mettre en place le programme, d'en faire la promotion, de former les conseils d'administration des CRDC et d'établir des stratégies. Il y avait tout un processus d'animation et de gestion des ressources humaines à faire. On atteindra notre rythme de croisière cette année et les années prochaines. On ne peut pas comparer la première et la deuxième années. C'est d'ailleurs pourquoi il fallait évaluer nos budgets et c'est pourquoi nous croyons en la nécessité de mettre en place la réforme qui nous donnera la flexibilité nécessaire pour augmenter les sommes qui appuieront les projets des collectivités.

Le président: Étant donné que le Sénat bloque le projet de loi C-21, dans nos comtés respectifs, on est privés d'argent actuellement. On aurait une cinquantaine de millions de dollars pour ce programme, n'est-ce pas?

Mme Vézina: Cinquante millions de dollars sont prévus, au niveau de la réaffectation des fonds, pour venir en aide au programme du développement des collectivités.

Le président: La Sénat à majorité libérale bloque cela, ce qui fait que, depuis le mois de janvier, mes collègues et moi sommes privés de ces 50 millions de dollars dans nos comtés. C'est bien cela?

Mme Vézina: C'est tout à fait cela. Il n'est pas nécessaire d'être économiste pour comprendre cela.

[Traduction]

Initiatives funds. I have got the overall figure but not the total figure for Quebec.

The Chairman: What is the overall figure?

Mrs. Vézina: There are 140 Community Initiatives Funds, for a total of \$47,988,000, that is to say approximately \$48 million. I do not, however, have the figures for Quebec.

Mrs. Jean: By the 29th of December 1989, 140 different projects had been approved. There were 16 in 1987–1988, 65 in 1988–1989 and 59 in 1989–1990. That amounts to \$5 million, \$22 million, \$14 million and \$5 million respectively for a total of \$47 million.

The Chairman: For those three years?

Mrs. Jean: Yes.

The Chairman: For the Community Initiatives Fund?

Mrs. Jean: That is right.

The Chairman: So if you divide by three you get an average of \$16 million a year.

Mrs. Jean: Right.

The Chairman: So that is \$16 million for all of Canada and not only for Quebec?

Mrs. Jean: For all of Canada.

Mrs. Vézina: But there is a danger to all of this, and I would like to avoid that danger. A community initiatives program cannot hope to be as effective during the first, second or third years, as it can during its sixth or seventh year. We therefore have to take the necessary time to launch the program, promote it, name the members of the CFC boards and formulate strategies. We have to create a momentum and manage all the necessary human resources. We should reach our cruising speed this year. It is not possible to compare the present year with the first two years of that program. That is also why we had to evaluate our budgets and why we consider it necessary to adopt these reform measures which will give us the flexibility we need in order to increase the funds allocated to these community projects.

The Chairman: Seeing the Senate has delayed the passage of Bill C-21, our various ridings are presently short of money. You have said, have you not, that \$50 million have been slated for this program?

Mrs. Vézina: We have decided to reallocate \$50 million to support our Community Futures Program.

The Chairman: The Liberal majority in the Senate is the cause of that delay and since the month of January my colleagues and I have been deprived of these \$50 million that were to be allocated to our ridings. Is that correct?

Mrs. Vézina: Entirely correct. One does not have to be an economist to understand that.

Le président: Si je me souviens bien, madame la ministre, la communauté de Laterrière, comme bien d'autres communautés au Canada, attend la réalisation d'un projet qui est actuellement gelé.

Mme Vézina: Absolument.

Le président: La réforme des régions économiques se trouve-t-elle à prendre place tout de suite ou si elle est aussi conditionnelle à l'adoption du projet de loi C-21? Auparavant, on avait 48 régions économiques, et on passe maintenant à 62. Actuellement, au niveau de l'assurance-chômage, est-ce qu'on compile maintenant ces nouvelles statistiques ou si les nouvelles statistiques seront utilisées uniquement quand le projet de loi C-21 sera en vigueur?

Mme Vézina: Monsieur le président, lorsque l'on fait de la politique, on doit se situer entre l'idéal et le réalisable.

L'idéal que nous avions souhaité, c'est la mise en vigueur le 1er janvier de la réforme de l'assurance-chômage en parallèle avec la réforme des régions économiques. Il se trouve que le projet de loi C-21 est retenu au Sénat, et il se trouve que nous avons également retenu la réforme des régions économiques. C'est une réforme tout à fait indépendante de celle de l'assurance-chômage et de la stratégie de main-d'oeuvre, mais cette réforme, nous semblait-il, devait aller de pair avec l'autre, puisque cela nous permettait d'expliquer aux collectivités et aux utilisateurs de nos fonds la réforme des régions économiques et de mesurer le taux de chômage d'une façon beaucoup plus sensée, juste et équitable. Nous avons donc suspendu notre réforme des régions économiques jusqu'à ce que le projet de loi C-21 puisse être mis en application. Les deux sont tout à fait différentes. L'une pourrait être mise en application sans que l'autre le soit. Je dois dire que cela faisait 12 ans que le gouvernement précédent n'avait même pas daigné étudier les marchés du travail. C'était une réforme absolument nécessaire qui avait d'ailleurs été demandée par des députés d'en face.

Le président: Monsieur Wenman, je veux être bien sûr qu'on s'en tiendra au sujet d'aujourd'hui et qu'on ne posera pas de questions sur l'immigration en général.

Mr. Wenman: I am going to try.

This is the first time I have visited this committee for several years. But I think the job strategy program you are empowered to bring in is very important for Canada. I am sorry it is being delayed in the Senate. I am sorry the money is a little less than we had wanted for your budgets and these kinds of things. But out there is another element of people I am concerned about, and that is the business people of Canada.

The business people of Canada ask me—and we have a delegation of 35 companies from British Columbia companies in the manufacturing areas—if I would raise the issue of there being many specialized, skilled people in high-tech areas who are not available to them in the marketplace. The Jobs Strategy Program over time will bring these people into place, but they are saying there may be a need at the moment for a specialized program to cover that interim period of

[Translation]

The Chairman: If memory serves, Madam Minister, the community of Laterrière, like many other communities across Canada, is still a waiting the completion of a project that has been put on hold.

Mrs. Vézina: Ouite so.

The Chairman: Is the reform of the economic regions to take place immediately or will it also depend on the passage of Bill C-21? Previously, there were 48 economic regions and there will now be 62. For the purposes of unemployment insurance, have we started compiling statistics based on the new regions or are we waiting for the passage of Bill C-21?

Mrs. Vézina: Mr. Chairman, politics is a question of finding the balance between the ideal and the practicable.

Ideally, we would have wanted to implement on the first of January both the reform of unemployment insurance and the reform of the economic regions. Bill C-21 happens to be held up in the Senate and it so happens that we have also held back on the reform of the economic regions. This latter reform is completely distinct from the reform of unemployment insurance and from the CJS. But we felt they both went hand in hand, since, taken together, these two reforms would enable us to explain to the various communities as well as to the recipients of the funding the reform of the economic regions, and to determine the unemployment rate in a more sensible and equitable manner. That is why we have delayed the implementation of the reform of the economic regions until the passage of Bill C-21. The two are distinct and one could have been implemented without the other. I should add that for 12 years, the previous government had never bothered to study the labor market. The reform was absolutely necessary and, indeed, was called for by the Opposition.

The Chairman: Mr. Wenman, I would like to ensure that we stick to the topic and that no questions will be asked with regards to immigration as a whole.

M. Wenman: Je fais faire un effort.

Depuis plusieurs années, c'est la première fois que je me rends à ce comité. Je pense que le Programme de planification de l'emploi que vous êtes autorisés à mettre en oeuvre est d'une grande importance pour le Canada. Je regrette que cette mesure soit bloquée au Sénat. Je regrette aussi que les crédits prévus sont inférieurs à ceux que l'on voulait voir affecter à ce genre d'actions. Mais il est un autre secteur qui me préoccupe et c'est le secteur des affaires.

Le milieu des affaires m'a prié et une délégation représentant 35 fabricants de la Colombie-Britannique s'est mise en rapport avec moi—de demander comment il se fait que le secteur manufacturier manquent de personnel qualifié pour des tâches de haute technologie. Le Programme de planification de l'emploi va pouvoir, éventuellement, assurer la formation du personnel nécessaire mais les représentants du secteur manufacturier me disent qu'il faudrait peut-être

bringing more of these people who are needed on line. Maybe there needs to be another special opening, either to Europe or to Asia, to bring these people in. Is that demand level there? Are you able to see it, and do you think that there may be some kind of a need for an interim program between the production of the job strategy program and the demand of the current market?

• 1650

Mme Vézina: En fait, la philosophie de la réforme va exactement dans le sens que le Conseil économique du Canada recommandait, que les chambres de commerce du Canada recommandaient, comme les différentes compagnies au niveau de la technologie, voire de l'aérospatiale, etc. Tous les intervenants recommandent de faire en sorte que notre régime d'assurance-chômage soit beaucoup plus actif, que l'on fasse de la formation et qu'on soit prêts à répondre aux besoins de l'an 2000. Et c'est ce à quoi nous travaillons avec notre stratégie de l'emploi.

Cette philosophie est à la base de celle que nous avons mise en place en 1984. C'est une philosophie qui a eu beaucoup de succès; c'est fait en collaboration avec les employeurs. C'est pourquoi nous avons un Comité de stratégie de la mise en place de la main d'oeuvre qui est composé d'employeurs, de travailleurs, de différentes ressources pour pouvoir être sûr, comme gouvernement, que les recommandations que nous recevrons seront celles qui seront nécessaires.

J'ai avec moi Michèle Jean qui travaille quotidiennement aux réponses qui nous viennent de ces intervenants et je ne voudrais surtout pas priver les membres du Comité de son expérience.

Ms Jean: To answer your specific question, we have some consultation with employers when they want to have workers and they cannot access because they do not have trained workers in Canada. So we have a program for looking at foreign workers, and then if needed, and if we do not have the skilled people in one area, they might access people from other countries.

That is how we are working. Then we ask the employer how many he will need in the coming years so we will be able to train these people, either under skill investment or under skill shortages. So that is the way we go at it.

Mr. Wenman: One of the problems might be that when you let the posts overseas know that there is a skill shortage area in say civil engineers, it is just kind of "civil engineers" and it sits on the counter there and it does not go any further. Really, what you need is the ability of your embassies somehow to respond to specific jobs.

My question then is, do you make such specific job lists when you cannot find them in Canada? Do you then pass those to the embassies, and then do the embassies post those in the embassies or the consulates abroad? If not, why would they not post the specific jobs so those who are coming looking could see them there as well?

[Traduction]

prévoir, dans le très court terme, un programme permettant de répondre aux besoins dans l'intervalle. Il faudrait peut-être envisager la possibilité d'aller chercher le personnel nécessaire en Europe ou en Asie. Y a-t-il, effectivement, une telle demande? Avez-vous pu la constater et ne pensez-vous pas qu'il faudrait peut-être prévoir un programme permettant de répondre aux besoins immédiats, en attendant les résultats du Programme de planification de l'emploi?

Mrs. Vézina: The philosophy underlying these reform measures is consistent with the policy recommended by the Economic Council of Canada, with the measures recommended by the various Canadian Chambers of Commerce and the high-tech and aerospace industry. All sectors recommended a more pro-active unemployment insurance system. They asked us to increase training opportunities in line with the requirements of the year 2000. That is precisely why we have developed this job strategy.

The strategy we implemented in 1984 was based on this same philosophy. And I believe that this policy, implemented in cooperation with employers all across Canada, has been a successful one. This is why we have a manpower implementation strategy committee comprised of employers, workers, and various other resources. All this is designed to allow the government to ensure that the recommendations that are adopted correspond to our actual requirements.

I have here with me Mrs. Michèle Jean who addresses issues raised by the various parties every day and I would not wish to deny the members of the committee the benefit of her experience.

Mme Jean: Permettez-moi de répondre à votre question. Nous discutons effectivement avec les employeurs à chaque fois qu'ils nous font part de leurs besoins en main-d'oeuvre, des besoins qu'ils n'arrivent pas à satisfaire étant donné la pénurie de travailleurs qualifiés au Canada. Nous avons donc mis en oeuvre un programme de sélection de travailleurs étrangers et, en cas de besoin, lorsque nous ne parvenons pas à trouver du personnel qualifié ici, on peut faire appel à des gens venus d'ailleurs.

Voilà comment nous fonctionnons. Nous demandons à l'employeur de combien de travailleurs il aura besoin au cours des quelques prochaines années afin de pouvoir assurer la formation nécessaire dans les secteurs où l'on manque de main-d'oeuvre ou de personnel qualifié. Voilà la méthode que nous suivons.

M. Wenman: Un des problèmes provient peut-être du fait que lorsque vous signalez à nos postes à l'étranger une pénurie, disons, de spécialistes du génie civil, rien ne se passe car il s'agit d'une catégorie beaucoup trop générale. Ce qu'il faudrait, en fait, c'est donner à nos ambassades à l'étranger les moyens de combler des postes précis.

Or, dressez-vous des listes précises d'emplois que vous ne parvenez pas à combler au Canada? Transmettez-vous ces listes à nos ambassades à l'étranger et, ces ambassades ou consulats les affichent-ils là où il serait utile de le faire? Pourquoi, en effet, ne pas poster les emplois disponibles afin que les intéressés puissent en prendre connaissance?

Mme Vézina: En fait, ce que nous essayons de faire, c'est beaucoup plus former notre main-d'oeuvre pour pouvoir répondre à nos besoins. Et si exceptionnellement de la main-d'oeuvre de l'extérieur nous est offerte, les programmes de l'Immigration nous permettent de pouvoir profiter des talents de ces personnes.

Mais l'objectif est vraiment de former d'abord notre propre main-d'oeuvre pour pouvoir répondre aux besoins.

Mr. Allmand: Madame Minister, during the past week, even today, I have received calls from groups throughout the country—there have been four or five of them, and actually just as I was sitting here I received another one that came from a Member of Parliament—that the budgets under the Canadian Jobs Strategy are being frozen, in the most recent case under Community Futures, and the offices of the department are saying in certain places to the clientele that there is no more money for this Community Futures program because the Senate has not passed Bill C-21. Then the clients are phoning us in Ottawa, or phoning me as the opposition critic, and saying: what is wrong, we thought we were going to get this money, but the officials are saying there is no money and it is due to the Liberal senators who are holding up Bill C-21.

In answer to Mr. Volpe you more or less admitted that this was really a political by–play, and I am pleased that you admitted that, because it speaks for what is really happening. We had money for the Canadian Jobs Strategy, since it was announced by Flora MacDonald in greater sums than are scheduled for this year, and there was no Bill C–21.

To suggest that Bill C-21 is necessary for a substantially or properly funded training program is totally dishonest. In 1984, as I repeated over and over again in the House, the federal government budget was \$2.2 billion, and was gradually cut back to about \$1.5 billion in 1988-89. Then, following the report of the de Grandpré commission and other input to the government, the government decided they should increase training programs. And they are trying to do it through Bill C-21.

[Translation]

Mrs. Vézina: Our efforts consist rather in trying to train the Canadian workers. If it happens that foreign manpower is available then our immigration program will enable us to select people with the qualifications we need.

But our principle objective is to train Canadian workers according to market requirements.

M. Allmand: Madame la Ministre, pendant cette semaine, et encore aujourd'hui, plusieurs groupes—quatre ou cinq, ainsi qu'un député m'ont téléphoné pour se plaindre du gel des crédits prévus dans le cadre de la Planification de l'emploi et, plus récemment, dans le cadre du Programme de développement des collectivités. Or, les services du ministère répondent parfois qu'il n'y a pas d'argent disponible dans le cadre du Programme de développement des collectivités étant donné que le Sénat a retardé l'adoption du projet de loi C-21. Ces gens, ensuite, nous téléphonent, ou me téléphonent à moi en tant que porte—parole de l'opposition, pour me demander ce qui se passe. Ils s'attendaient à recevoir cet argent mais les fonctionnaires leurs répondent qu'il n'y a pas d'argent étant donné que les sénateurs du Parti libéral bloquent l'adoption du projet de loi C-21.

En réponse à M. Volpe, vous avez plus ou moins reconnu qu'il s'agissait là en fait de manoeuvres politiques et je suis heureux que vous l'ayez reconnu étant donné que cela explique effectivement ce qui se passe. Des crédits avaient été affectés au Programme de planification de l'emploi et M^{me} Flora MacDonald avait d'ailleurs prévu des sommes supérieures à celles que vous avez prévues pour cette année et pourtant il n'y avait pas, à l'époque, de projet de loi C-21.

Je pense qu'il est tout à fait malhonnête de laisser entendre aux gens que le financement en bonne et due forme du programme de formation dépend du projet de loi C-21. Je n'ai cessé de répéter, devant la Chambre, qu'en 1984, le gouvernement fédéral avait prévu de consacrer à ce secteur 2,2 milliards de dollars, somme qui fut ramenée à 1,5 milliard de dollars en 1988-1989. Puis, à la suite du rapport de la Commission de Grandpré et de divers autres avis sollicités par le gouvernement, celui-ci a décidé d'augmenter le financement des programmes de formation. Or, le gouvernement tente de le faire dans le cadre du projet de loi C-21.

• 1655

To suggest that Bill C-21 is essential for training programs is totally dishonest. I do not know how you or other ministers can continue to tell your officials to sell this to groups. You are attempting political blackmail. You are telling these people that if they want more money for training they have to put pressure on the Liberals and the Liberal senators to get Bill C-21 through. We had good programs even under Flora MacDonald. They were better

Mais il est tout à fait malhonnête de prétendre que les programmes de formation ne peuvent pas se passer du projet de loi C-21. Je ne sais pas comment vous ou vos collègues du Cabinet peuvent encore dire à vos fonctionnaires de tenir ce genre de propos aux groupes qui vous interrogent à ce sujet. À mon avis, c'est du chantage politique. Ce que vous dites aux gens c'est que s'ils veulent voir augmenter les crédits de formation, ils devront faire pression sur les libéraux et sur les

funded then than they are today, and there was no Bill C-21. Why are you saying that Bill C-21 is essential? There are many countries that have training programs without legislation like Bill C-21. We had training programs in this country, and we had no Bill C-21. If you really believe in training, you fund training. You do not need Bill C-21.

Mme Vézina: Je suis toujours surprise, monsieur Allmand, de voir que ce sont seulement les députés de l'Opposition qui reçoivent des téléphones comme ceux que vous recevez. Je suis ministre d'État à l'Emploi, je parcours le Québec et jamais je ne suis dérangée dans un comité pour me faire demander des fonds additionnels pour des programmes; car les gens avec qui je travaille, je leur dis la vérité. Je les respecte.

Mr. Allmand: I will send you the cases, the exact cases.

Mme Vézina: La stratégie de l'emploi que Flora MacDonald, une de mes collègues, avait lorsqu'elle était ministre à l'Emploi, pour votre information, c'est exactement la même stratégie que nous avons au moment où l'on se parle.

Mr. Allmand: Have you frozen the program or not?

Mme Vézina: Une stratégie de l'emploi que nous avons créée en 1984, que nous avons mise en application en 1985 et que nous avons adaptée au fil des années. Une stratégie qui va très bien, comme je l'ai dit, au début de cette séance de comité.

Mr. Allmand: Have you frozen the programs or not?

Mme Vézina: Nous n'avons pas gelé de programmes. Ce que j'essaie de vous dire avec la réforme et la stratégie de main-d'oeuvre, c'est que les besoins sont plus grands.

Mr. Allmand: I will send you the cases.

Mme Vézina: Les besoins de formation sont plus grands. Le Conseil économique du Canada le confirme. Les chambres de commerce du Canada confirment que les besoins de formation sont plus grands. Donc, nous avons besoin de budgets additionnels et pour répondre à votre question, nous n'avons pas gelé de programmes pendant les mois de janvier, février et mars 1990. Il faisait très froid à l'extérieur, mais les programmes de la stratégie de l'emploi n'étaient pas gelés.

Mr. Allmand: Then I will stop my questioning. Mrs. McDougall will be here tomorrow. I will give her some specific cases. One just came in from Glengarry—Prescott—Russell, where Don Boudria is a Member of Parliament. Somebody phoned him this morning and said that the officials there told him they were frozen, and the reason they are frozen is the Senate. Yesterday I got one from Vancouver. I have to accept what you are saying. I

[Traduction]

sénateurs du Parti libéral afin d'assurer l'adoption du projet de loi C-21. Même à l'époque de Flora MacDonald, nous avions en place d'excellents programmes. Ces programmes bénéficiaient de crédits supérieurs à ceux qui sont prévus aujourd'hui et tout cela en l'absence du projet de loi C-21. Pourquoi, en de pareilles conditions, prétendez-vous que la formation passe par le projet de loi C-21? De nombreux pays ont des programmes de formation sans pour cela avoir adopté des mesures comparables au projet de loi C-21. Nous avons des programmes de formation au Canada depuis très longtemps, et cela en l'absence d'un projet de loi C-21. Si vous croyez à la formation, vous financez des programmes adéquats. Il n'est pas nécessaire pour le faire d'attendre le passage d'un projet de loi C-21.

Mrs. Vézina: Mr. Allmand, I am always surprised to see that the Members of the Opposition are the only ones to get phone calls such as the ones you have mentioned. As Minister of State for Employment, I travel throughout Quebec and I have never been interrupted during a committee meeting by people asking for additional funding for these programs. I think that might be because I tell the truth to the people I work with. I respect them.

M. Allmand: Je vous transmettrai les cas qui ont été portés à mon attention. Je vous donnerai des indications exactes.

Mrs. Vézina: For your information, the job strategy implemented by Flora MacDonald, one of my colleagues, is exactly the same strategy that we have today.

M. Allmand: Avez-vous gelé le programme ou non?

Mrs. Vézina: We developed this job strategy in 1984 and implemented it in 1985. Since then, we have tried to adapt it to changing circumstances. As I said at the beginning of this meeting, I believe this to be a good strategy.

M. Allmand: Avez-vous, oui ou non, gelé les programmes?

Mrs. Vézina: We have not frozen the programs. What I am trying to tell you with the reform of the job strategy is that needs are greater than they were before.

M. Allmand: Je vous transmettrai les cas précis que j'ai évoqués tout à l'heure.

Mrs. Vézina: Training needs are greater. The Economic Council of Canada has confirmed this and the Canadian Chambers of Commerce have also confirmed that training needs are greater than they were before. That is why we need extra funding and I will reiterate, in answer to your question, that in January, February and March of 1990, we froze no programs, it was cold outside but the job strategy programs were not frozen.

M. Allmand: Je n'ai donc plus de question à vous poser. M^{me} McDougall sera ici demain et je lui citerai des cas précis. L'un d'entre eux se situe à Glengarry—Prescott—Russell, la circonscription de Don Boudria. Quelqu'un lui a téléphoné ce matin pour lui dire que les services ministériels l'avaient informé du gel des programmes, lui expliquant que cela était dû à l'action du Sénat. Hier, j'ai reçu un appel analogue de Vancouver. Je suis bien forcé d'accepter les

will give you the exact cases. You will know who the officials are. Why are they saying these things to people out there in British Columbia? I have two cases from British Columbia, both from Vancouver. I will leave it at that, because I have to accept the minister's word. But I am getting this information from the field.

Mme Vézina: Mais vous admettrez avec nous que si on acceptait le projet de loi C-21 et notre nouvelle stratégie de l'emploi, nous pourrions réaffecter des fonds qui nous aideraient à répondre aux besoins de formation qui sont beaucoup plus grands.

Mr. Allmand: No, it is not necessary. Bill C-21 was only tabled in 1989. You funded training from 1984 until 1989, and you had no Bill C-21. So if you really believed in training, you would fund it as it is needed in the country and not as political blackmail to get Bill C-21 through. I have nothing more to say.

Le président: Si je me souviens bien, madame la ministre, c'est proche de 800 millions de dollars qu'on devait réaffecter à la formation avec le projet de loi C-21. C'est bien ça?

Mme Vézina: Exactement, tout en respectant la Charte canadienne des droits et libertés. Il y a beaucoup de familles, de parents et de personnes âgées qui veulent continuer d'être respectés quant à leurs droits de travailleurs et de travailleuses. Et c'est ce que la réforme nous permettra de faire, en plus d'augmenter nos fonds au niveau des programmes de la stratégie de l'emploi.

Le président: Merci, madame la ministre.

La dernière personne qui demande la parole est M^{me} Anderson.

Mrs. Anderson (Simcoe Centre): I really do not have too much to say. On Saturday, May 12, my paper back home said there were fewer jobless in town. It is good news in my place.

• 1700

However, I would like to ask about the nature and condition of employment. I find it difficult to associate unemployment at the moment in my town. However, what I am looking at is the employment equity plans. What is the current outlook regarding women, say in Quebec? What sorts of programs do you have there? How is it working?

Mme Vézina: Comme je le disais, notre programme est en application depuis deux ans. Nous faisons de petits progrès parce que nous faisons appel à un changement de mentalité. Nous avons une excellente collaboration de la part des employeurs puisque, d'après le dernier rapport, sur 376 employeurs, 375 ont soumis leur rapport annuel en faisant une indication beaucoup plus exacte et plus précise des données, ce qui nous permet de pouvoir évaluer le progrès qui s'est fait.

[Translation]

réponses que vous m'avez données, mais je vous citerai des cas précis. Je vous indiquerai le nom des fonctionnaires en cause. Pourquoi donnent-ils cette réponse à des gens qui les appellent de Colombie-Britannique? J'ai effectivement reçu deux appels de la Colombie-Britannique, tous les deux de Vancouver. Je vais m'en tenir là étant donné que je suis bien tenu d'accepter la parole de la ministre. Pourtant, voilà les informations qui me parviennent de l'extérieur.

Mrs. Vézina: But you must agree that if we could implement both Bill C-21 and our new job strategy, we would be able to reallocate funds and satisfy our increasing manpower training needs.

M. Allmand: Non, cela n'est pas nécessaire. Le projet de loi C-21 n'a été déposé qu'en 1989. Or, vous avez financé les programmes de formation de 1984 à 1989 sans avoir besoin, pour cela, du projet de loi C-21. Donc, si vous étiez vraiment convaincus de l'importance de la formation vous assureriez le financement des programmes, conformément aux besoins de notre pays sans en faire un instrument de chantage politique pour forcer l'adoption du projet de loi C-21. Je n'ai rien à ajouter.

The Chairman: Madam Minister, I seem to recall that Bill C-21 was to permit the reallocation of \$800 million towards manpower training. Is that correct?

Mrs. Vézina: Yes, while abiding by the Canadian Charter of Rights and Freedoms. Many families, many parents and older people, want to see their rights as workers respected. This reform will enable us to do that and to increase funding for the job strategy programs.

The Chairman: Thank you, Madam Minister.

Mrs. Anderson was the last person to ask for the floor.

Mme Anderson (Simcoe-Centre): Je n'ai, en vérité, pas grand-chose à ajouter. Le samedi 12 mai, le journal de ma ville annonçait une baisse du nombre des chômeurs. Chez-moi, cela constitue une bonne nouvelle.

J'aimerais, cependant, vous intérroger sur la nature et la condition de l'emploi. À l'heure actuelle, j'ai un peu de mal à faire le lien avec le chômage dans ma ville. Ce qui m'intéresse surtout ce sont les programmes d'équité en matière d'emploi. Quelle est, au Québec par exemple, la situation des femmes à cet égard? Quels sont les programmes que vous avez mis en oeuvre dans cette province? Quels sont les résultats obtenus jusqu'ici?

Mrs. Vézina: As I said a little earlier on, our program was implemented 2 years ago. Progress has been slow up until now since we are going against a certain force of habit. Employers have been most helpful and, according to the last report, 375 employers out of 376 sent in their annual report reporting data much more accurately than before. This has enabled us to gage the progress accomplished to date.

Ceci étant dit, les progrès sont petits et ce que je souhaite, comme ministre responsable de la mesure d'équité en matière d'emploi au niveau national, car nous devons réviser la loi en 1991, c'est de lancer une large consultation au niveau du Canada pour rencontrer les employeurs. Nous essaierons d'identifier les moyens d'améliorer la mesure d'équité en matière d'emploi pour nous assurer que la législation soit beaucoup plus sévère et que les progrès se fassent plus rapidement.

Donc les femmes—et peut-être que l'on pourrait donner en pourcentage les progrès que nous avons faits au niveau des femmes—, c'est la clientèle qui a le plus progressé parce que probablement nous avions commencé il y a 20 ans à indiquer la nécessité, pour les employeurs, d'engager des femmes. Nous avons fait des progrès aussi au niveau des personnes handicapées. Peut-être qu'au niveau des minorités visibles le progrès est un petit peu plus difficile à évaluer parce que, là aussi, il y a des critères qu'il faudra améliorer. Mais si vous voulez avoir la réponse spécifique, peut-être que

Marnie or Michèle can answer this specific question.

Ms Marnie Clarke (Director General, Employment Equity, Department of Employment and Immigration): If you are talking specifically about the Employment Equity Act, as you know, we get a lot of information sent back to us by employers. They are required to send us information on salaries and occupational groupings, hirings, promotions, terminations. There has been an improvement in the second year of reporting for women by the employers. They now represent 42.12% of the work force there, which is close to the overall labour market work force. But there are still salary problems, which we see throughout the labour force for women.

However, they did receive, in that group covered by the act, 41.17% of full-time hirings and 55.42% of full-time promotions. That is quite an improvement in terms of promotions. Basically the wage gap has not narrowed significantly—slightly, but not significantly. However, the wage gap under the act is not as severe as it is in the general labour force. The representation there is 71.26% of men's salary as compared to 65.5% in the general labour force. So the pay is slightly better reported by the people covered under the act.

Women represent 5.65% of upper-level managers, which means the very top grouping under the act. So there have been real improvements for women, in general probably slightly more than the other groups. We have had some improvement in the area of visible minorities too; that seems to show some significant improvement.

[Traduction]

But progress has been slow and considering that the act will have to be reviewed in 1991, as minister reponsible for Employment Equity in Canada, I would hope to launch a broad-based consultation with Canadian employers. We shall try to identify the means of improving employment equity by tightening up the legislation in the hope of ensuring more rapid progress.

I think that women are those who have made the most progress and I suppose that is due to the fact that we began, 20 years ago, to stress the need for employers to hire women. We could probably indicate, in percentages, the progress that women have accomplished to date. We have also made progress with respect to handicapped people. With respect to visible minorities, progress may be a little more difficult to gage and I think that standards will have to be improved and tightened up in that regard. But if you would like to have a more precise answer,

I could perhaps direct you to Marnie or Michèle.

Mme Marnie Clarke (directrice générale, Équité en matière d'emploi, ministère de l'Emploi l'Immigration): Je précise, en ce qui concerne la Loi sur l'équité en matière d'emploi, que les employeurs nous transmettent beaucoup de renseignements. Ils sont tenus de nous informer des salaires et de la répartition de la maind'oeuvre entre les diverses catégories professionnelles, tout comme ils sont tenus de nous renseigner sur l'embauche, l'avancement et les licenciements. Les renseignements fournis par les employeurs permettent de constater, au cours de la deuxième année, une amélioration de la situation des femmes. Elles représentent maintenant 42,12 p. 100 de la main-d'oeuvre, ce qui correspond à peu près à la moyenne nationale. Les problèmes d'équité en matière salariale persistent cependant au Québec, ainsi que dans l'ensemble du Canada.

Pour les catégories relevant de la Loi sur l'équité en matière d'emploi, les femmes ont bénéficié de 41,17 p. 100 des nominations à des postes à temps plein et les femmes ont reçu 55,42 p. 100 de l'avancement dans des postes à plein temps. Cela représente une amélioration sensible au chapitre de l'avancement. Cela dit, l'écart de salaire entre les hommes et les femmes ne s'est pas réduit de beaucoup. Cependant, pour les catégories relevant de la loi, cet écart n'est pas aussi marqué que pour l'ensemble de la main-d'oeuvre. Pour les catégories en cause, le salaire des femmes est d'environ 71,26 p. 100 du salaire versé aux hommes alors que pour l'ensemble de la main-d'oeuvre le chiffre n'est que de 65,5 p. 100. Ainsi, les employées des catégories relevant de la Loi sur l'équité en matière d'emploi sont un peu mieux payées que les femmes en général.

Parmi les gestionnaires supérieurs, c'est-à-dire la catégorie supérieure aux termes de la loi, 5,65 p. 100 sont des femmes. C'est dire que les femmes ont fait de réels progrès, progrès sans doute légèrement supérieurs à celui des autres groupes. Nous avons également vu progresser la situation des membres des minorités visibles.

Mrs. Anderson: What happened last year? I remember there were two cases—one in Winnipeg, and I think the other one was in a western province. Was it Alberta? I remember something hazy, that it was not right. Whatever was the outcome of that?

Mme Vézina: En fait, nous avons à l'intérieur de notre loi des mesures en matière de sanctions pour l'employeur qui travaille avec le Canada et qui ne respecte pas la loi. Il est soumis à des sanctions qui sont très sévères. Et vous avez tout à fait raison, nous avons dû pénaliser deux compagnies, dont une à Winnipeg et l'autre en Alberta, qui n'avaient pas fait la preuve de progrès pour être éligibles dans le cadre de notre mesure d'équité en matière d'emploi. Les deux compagnies ont maintenant été réintégrées.

• 1705

Nous avons une loi qui respecte à la lettre la directive, et les sanctions arrivent quand il le faut pour montrer clairement à la société canadienne et aux employeurs que c'est une mesure sociale prise au sérieux et qui mérite d'être respectée.

Ceci étant dit, nous faisons aussi des efforts pour pouvoir harmoniser notre mesure fédérale avec les provinces, parce que souvent les employeurs rencontrent des difficultés car ils ont de multiples formules à compléter aux niveaux municipal, provincial et fédéral. Tous les niveaux de gouvernement ont le même objectif, à savoir mettre en place des mesures justes et équitables. Des réunions se tiennent avec nos sous-ministres pour essayer d'harmoniser la procédure et faire en sorte que pour l'employeur, qui veut respecter cette mesure sociale, ce soit la chose la plus facile à faire. Donc, les progrès devraient se faire plus rapidement.

Mrs. Anderson: You would not say that there is not really any evidence of women suffering, then, through this. From your remarks there was an increase from 41% to 45% in these jobs, so that increase is obviously helping.

Mrs. Vézina: It is also because we have a good job strategy.

Mrs. Anderson: Excellent, that is good.

Mr. Volpe: Edna, are you sure you did not miss an opportunity to give the minister a compliment there? I want you to rethink your position, because I do not know whether you went far enough.

Mrs. Anderson: There was no need. It was obvious that it was correct.

Mr. Volpe: I realize it was a non-partisan statement, and I appreciate the objectivity with which you related this statement.

Mrs. Vézina: We are all non-partisan.

M. Volpe: Est-ce que je pourrais poser une petite question, très brièvement? Ce n'est pas une question politique, mais à chaque fois qu'on applique quelque chose, il y a une décision politique aussi.

On parle des fonds pour la formation, donc de presque 800 millions de dollars. Huit cent millions de dollars! Que l'on prenne en considération l'effet net de l'inflation au cours des dernières six années, c'est presque 30 p. 100 de moins du total qu'on utilisait pour de la formation il y a six ans. Je repose la question que M. Wenman vous posait.

[Translation]

Mme Anderson: Que s'est-il produit l'année dernière? Je me souviens de deux cas—un à Winnipeg et, l'autre, je pense dans une province de l'Ouest, peut-être l'Alberta. J'ai le vague souvenir d'un problème à cet égard. Quel a été le résultat?

Mrs. Vézina: In fact, our legislation provides for penalties against those employers who do government-related work without abiding by the conditions set out in the act. Such employers are subject to very strict penalties. You are perfectly right, we did penalize two companies, one in Winnipeg and the other in Alberta, who had not shown enough progress with respect to our employment equity standards. Those two companies have since been readmitted.

There is legislation that conforms to the guideline, and sanctions are provided for when needed to show clearly to the Canadian society and employers that it is a social measure to be taken seriously.

This being said, we also seek to harmonize our federal system with the provinces, because it is often confusing for employers who have many forms to fill at the municipal, provincial, and federal levels. All government levels have the same objective, to bring about fair and equitable measures. Meetings are held with our Deputy Ministers to try to harmonize the process and make sure that it will be easy for employers to go along with this social initiative. So, things should improve more rapidly.

M. Anderson: Vous ne pouvez pourtant pas dire que les femmes souffrent de cela. D'après vos observations, ces emplois ont augmenté de 41 p. 100 à 45 p. 100 et cette augmentation est certainement positive.

Mme Vézina: C'est aussi parce que nous avons une bonne stratégie d'emploi.

Mme Anderson: Excellent, très bien.

M. Volpe: Edna, vous ne voulez vraiment noter aucune occasion de faire un compliment à la ministre? Je veux que vous réfléchissiez à votre position car je ne suis pas sûr que vous soyez allée assez loin.

Mme Anderson: Ce n'était pas la peine. C'était manifestement juste.

M. Volpe: Je vois que c'était une déclaration non partisane et j'apprécie votre objectivité à l'égard de cette déclaration.

Mme Vézina: Nous somme tous non partisans.

Mr. Volpe: Could I ask a very short question, very quickly? It is not a political question, but each time something is implemented, there is also a political decision.

We are talking about training funds, ie. almost \$800 million. \$800 million! If we take into consideration the net effect of inflation during the last 6 years, it is almost 30% less than the total we used for training 6 years ago. I am asking the same question as Mr. Wenman.

Madame la ministre, if we in fact want to answer Mr. Wenman's question and we want to be very honest about it. . .as you said, you apply honesty to your responses with the people you work with, and you work with us. If we are going to get these very highly qualified high-tech individuals rather than import them from abroad, if we are to develop them here on an educational cost, if we take it on a per annum basis just at the post-secondary level, which would be something that would already require an enormous preparation, it would cost us better than \$6,000 per year per individual.

By the admission of your colleague in caucus, since the kinds of skills he is talking about require at least five years of that kind of training, you are talking about a substantial amount of money. The amount of money you are talking about, \$800 million, minus the 30% accountable for inflation, relating it back to 1984, is very much short of what would be required, unless we are going into wholesale importing of this kind of skilled person.

• 1710

Madame Minister, I cannot let go of the statement you have made, and others have complimented you on, that the only reason we are not able to do this is because there is a Liberal majority in the Senate, which calls you to account for not doing what you could do prior to Bill C-21. If you acknowledge the need, then acknowledge as well what many critics in the marketplace are saying: Canadian businesses spend as a portion of their total payroll only 0.5% on training. In the United States, for example, 1.4% of the payroll is spent towards training.

What you are suggesting is all in a vacuum. We would love to be able to talk about training programs—we do not have the estimates. The amount of money that you are going to spend is substantially less than what you spent in 1985. Finally, Madame Minister, what programs are we talking about so that we can answer the question of your colleague from British Columbia? Who are these people we are going to train? He gave you an indication of who we wanted. Are you going to spend upwards of \$35,000 apiece for every one of them to train them here, or are you going to spend less money to bring them over?

Mrs. Vézina: If I understand well, you are not partisan at all.

Mr. Volpe: Absolutely not—strictly objective, as a Canadian.

Mrs. Vézina: Very, very objective.

Premièrement, les 800 millions de dollars auxquels vous vous référé est un montant qui s'ajoutera au budget qui est déjà prévu pour notre stratégie de l'emploi. C'est une réaffectation des fonds

M. Volpe: C'est une nouvelle, cela!

Mme Vézina: Cela fera donc 2.6 milliards de dollars pour la ormation.

M. Volpe: C'est nouveau cela. C'est la première fois qu'on entend ces chiffres dans ce contexte.

[Traduction]

Madame la ministre, si nous voulons en fait répondre à la question de M. Wenman et nous voulons être très francs à ce sujet—comme vous l'avez dit, vous voulez être honnête avec les gens avec qui vous travaillez, et vous travaillez avec nous. Si nous voulons former ces techniciens hautement qualifiés au lieu de les faire venir de l'étranger, si nous voulons les former ici au coût que cela représente, si nous faisons un calcul par année simplement au niveau postsecondaire, ce qui demanderait déjà une préparation énorme, il faudrait compter plus de 6000\$ par an par individu.

D'après ce qu'a reconnu votre collègue en caucus, puisque ce genre de qualificatin nécessite au moins cinq ans de formation, la somme en jeu est donc considérable. La somme dont vous parlez, c'est 800\$ millions de dollars, moins les 30 p. 100 correspondant à l'inflation, en comparant avec 84, est bien inférieure à ce qu'il faudrait, à moins que nous ne nous lancions dans l'importation en gros de ce genre de spécialistes qualifiés.

Madame la ministre, je ne peux pas laisser passer la déclaration que vous avez faite et sur laquelle d'autres vous ont complimentée, selon laquelle nous ne pouvons pas faire cela simplement parce qu'il y a une majorité libérale au Sénat, qui vous demande d'expliquer pourquoi vous n'avez pas fait tout ce que vous pouviez faire avant le projet de loi C-21. Si vous reconnaissez le besoin, sachez également que de nombreux critiques disent: les entreprises canadiennes ne consacrent que 0.5 p. 100 de leur masse salariale à la formation. Aux États-Unis, par exemple, ce pourcentage est de 1.4 p. 100.

Toutes vos remarques sont faites dans le vide. Nous aimerions pouvoir parler de programmes de formation -mais nous n'avons pas le budget. La somme que vous allez dépenser est nettement inférieure à ce que vous avez dépensé en 1985. Enfin, madame la ministre, de quels programmes s'agit-il pour que nous puissions répondre à la question de votre collègue de Colombie-Britannique? Quelles sont ces personnes que nous allons former? Il vous a dit qui nous voudrions que ce soit. Allez-vous dépenser plus de 35,000 \$ par personne pour former chacun d'entre eux ici, ou allez-vous dépenser moins d'argent en les faisant venir?

Mme Vézina: Si je comprends bien, vous n'êtes pas partisan du tout.

M. Volpe: Absolument pas -je suis strictement objectif, en tant que Canadien.

Mme Vézina: Très, très objectif.

First of all, the \$800 million you mentioned will be added to the budget which has already been allocated for our employment strategy. It is a reallocation of funds.

Mr. Volpe: That is news!

Mrs. Vézina: So, you will have \$2.6 billion for training.

Mr. Volpe: That is something new. It is the first time we hear about these figures in this context.

Mme Vézina: Ah! Vous n'êtes pas sérieux.

M. Volpe: Merci.

Mme Vézina: Eh oui... Parce que les besoins sont plus grands, parce que les bénéficiaires et les travailleurs connaissent nos programmes, parce que nous avons une stratégie qui a du succès. Ceci, c'est un premier point.

Deuxièmement, nous ne payons pas pour la formation universitaire; parce que nous avons un réseau d'universités, des personnes superspécialisées doivent donc se former à l'université. Ce que nous offrons au nivau de notre stratégie de l'emploi c'est une collaboration où nous invitons le secteur privé, et ce justement parce que nous savons, comme gouvernement, que nous ne pouvons pas assumer seuls les responsabilités. Notre stratégie est axée sur une invitation à la compétitivité, une invitation à l'intelligence et une invitation au partenariat.

Comme cela se fait dans d'autres pays industriels, nous voulons partager la formation de nos ressources superspécialisées. Mais il ne faut pas oublier non plus les personnes qui ont besoin de formation professionnelle, et je pense aux menuisiers, aux plombiers. C'est ce à quoi serviront nos programmes. Et c'est ce à quoi la Loi C-21 pourra servir. C'est une réaffectation des fonds qui répond aux besoins urgents de formation que nous offrons aux Canadiens et Canadiennes.

Le président: Madame la ministre, monsieur Volpe, merci.

Cela met fin aujourd'hui à la période des questions sur les crédits 1, 5, 10, 15 et 20.

Madame la ministre, je tiens à vous remercier pour votre présence aujourd'hui; nous aurons certainement le plaisir de vous revoir.

Mme Vézina: Tout le plaisir a été pour moi, monsieur le président.

Le président: Merci. Également je tiens à remercier les fonctionnaires de leur présence. Monsieur Kroeger, vous avez demandé la parole?

M. Kroeger: Monsieur le président, est-ce que demain nous parlerons de l'Emploi simplement ou doit-on se préparer aussi pour l'Immigration?

Le président: Normalement, c'est sur l'Emploi que nous devrions poser nos questions demain, puisque nous avions antérieurement traiter de l'Immigration.

Maintenant, si le faire en même temps s'avérait impossible, car j'imagine que les députés souhaiteraient poser quelques questions puisque la ministre a répondu aujourd'hui à notre rapport sur l'arriéré de réfugiés, les députés seraient sûrement intéressés à prolonger la séance.

Si c'est possible de le faire, nous apprécierions que les députés qui voudront poser des questions sur l'Emploi puissent le faire et en même temps nous pourrions poser quelques questions sur l'Immigration.

M. Kroeger: Merci.

[Translation]

Mrs. Vézina: Oh! You are not serious.

Mr. Volpe: Thank you.

Mrs. Vézina: Yes... Because the needs are greater, because the beneficiaries and workers know our programs, because our strategy is a success. This is the first point.

Secondly, we do not pay for university training; there is a university network and highly qualified people should be trained at university. What we offer with our job strategy is a forum for co-operation with the private sector because we know, as a government, that we cannot fulfill these responsibilities alone. Our strategy is based on an invitation to competitivity, an invitation to cleverness and an invitation to partnership.

As in other industrial countries, we want to share the training of our highly qualified people but we should not forget the people who need occupational training, and I am talking of carpenters and plumbers. This is what our programs are for. And this is what Bill C-21 is to be used for. It is a reallocation of funds that meets urgent training needs for Canadians.

The Chairman: Madam Minister, Mr. Volpe, thank you.

This puts an end to the question period today on votes 1, 5, 10, 15, and 20.

Madam Minister, I wish to thank you for appearing today; we will certainly have the pleasure of seeing you again.

Mrs. Vézina: It was a pleasure for me, Mr. Chairman.

The Chairman: Thank you. I would also like to thank the officials for being here. Mr. Kroeger, did you want the floor?

Mr. Kroeger: Mr. Chairman, are we going to speak only about employment tomorrow or should we also get ready for immigration?

The Chairman: Normally, we should ask questions on employment tomorrow, since we have dealt with immigration previously.

Now, if it was impossible to do it at the same time, since I figured that the members would like to ask a few questions since the Minister gave answers today on the report on the refugees backlog, members might like a longer meeting.

If it is possible to do so, members who want to ask questions on employment, should be able to do so and at the same time, we could ask questions on immigration.

Mr. Kroeger: Thank you.

Le président: Merci. Nous voterons demain sur notre rapport qui pourra être ainsi déposé à la Chambre dès mardi.

[Les délibérations se poursuivent à huis clos]

[Traduction]

The Chairman: Thank you. We will vote tomorrow on our report which will then be tabled before the House on Tuesday.

[Proceedings go on in camera]

APPENDIX "EMPL-1"

"QUESTIONS"

CASE PROCESSING ABROAD

It has been revealed that instructions were sent to Canada's immigration processing posts abroad imposing processing quotas for immigrant applications, apparently because posts have been processing numbers of people that, if the pace continued, would lead to levels that would be significantly oversubscribed. The Department has repeatedly stressed in the past that the levels set each year were targets, not quotas.

- Why are oversubscribed levels undesirable?
- Is there some inconsistency between the imposition of quotas and the insistence that levels are targets only?
- Processing times are already lengthy, particularly in certain areas of the world. Will quotas not exacerbate this problem?
- * Has the government done any assessment of the likely impact that sponsorship by backlog claimants landed this year will have on overseas processing next year?

SETTLEMENT (ESTIMATES, P. 3-23 TO 3-27)

Many of the witnesses heard by the Committee in connection with its current study on immigration levels have noted the importance of settlement assistance to immigrants.

- * Although the number of immigrant landings is increasing, money allocated for settlement activities is down slightly from last year. Why is this? What priority does the government place on settlement activities?
- Why does the program for designated counsel (\$12 million) come out of the settlement budget?

At p. 3-25 of the Estimates, Note 1 states "All resource estimates and forecasts in this section [settlement] include resources that may be needed to reduce the backlog of refugee claimants."

- Does this mean that money that would otherwise go to assist in the settlement of immigrants will be channelled instead to the backlog clearance? If so, how much will be used in that way? Which programs will be affected?
- Alternatively, does it mean that funds normally available for needy immigrants will be required to be shared with those landed under the backlog program?

USER FEES

An increase in user fees is announced (at p. 3-34 of the Estimates), with a differential for business applications introduced for the first time. (The Committee recommended this in 1985.) The new user fees will be as follows:

Business class permanent resident applications - \$500 (up from \$125)
 All other permanent resident applications - \$250 (up from \$125)
 Employment authorizations - \$75 (up from \$50)

The anticipated revenue increase is \$15 million. The Estimates note that in the future the list of services for which fees will be charged will be expanded.

* For which services are user fees planned in the future? When is it anticipated that these will be imposed?

IMMIGRANTS FROM LEBANON

Could the Minister please provide an update on immigration processing for Lebanese at the present time, e.g., the number of staff on Cyprus, the number of applications per month being processed, the number of applicants, and so on?

MANAGEMENT AND POLICY DEVELOPMENT

Why will spending on these activities increase by 48% and by 127 person-years in 1990-91? (See Estimates, p. 3-28 to 31.)

ENFORCEMENT, DETENTION AND REMOVALS

Increased enforcement activities, including the hiring of up to 100 additional investigators and the development of a digitalized document registry accessible by photophone to detect fraudulent documentation at major ports of entry are identified this year as new priorities for the program.

- Are there particular activities or groups that are targeted for enforcement action?
- * How will the new document registry work? Will it be available for use by airlines abroad to detect fraudulent documents before people board airplanes?

The Estimates project (p. 3-19) that there will be only 5,000 removals in 1990-91.

- * How many of these are expected to result from the backlog clearance?
- * How can a total figure of 5,000 removals be reconciled with the planning figure of 20,000 removals that were estimated to arise from the backlog clearance, according to testimony before the Committee last year (Issue 1, p. 48)?
- * How many removals are projected to result from rejections by the Immigration and Refugee Board?

APPENDICE «EMPL-1»

«QUESTIONS»

CAS TRAITÉS À L'ÉTRANGER

Il a été révélé que le ministère de l'Immigration a envoyé à ses bureaux à l'étranger des directives qui contingentent le traitement des demandes d'immigrants, apparemment parce que si le traitement des demandes se poursuit au rythme actuel, leur nombre deviendra beaucoup trop élevé. Le Ministère a rappelé à plusieurs reprises dans le passé que les niveaux fixés chaque année sont des objectifs et non pas des contingents.

- ° Pourquoi faut-il éviter de dépasser les niveaux fixés?
- ° Y a-t-il dans une certaine mesure contradiction entre l'imposition de contingents et le fait de rappeler que les niveaux fixés sont seulement des objectifs?
- Les délais de traitement sont déjà longs, en particulier dans certaines régions du monde. Le contingentement ne risque-t-il pas d'exacerber le problème?
- Le gouvernement a-t-il procédé à quelque évaluation de l'impact possible, sur le traitement à l'étranger des demandes d'immigrants, du parrainage par des demandeurs du statut de réfugié qui faisaient partie de l'arriéré et qui ont obtenu cette année le droit d'établissement?

ÉTABLISSEMENT (BUDGET DES DÉPENSES, P. 3-23 À 3-27)

Dans le cadre de l'étude des niveaux d'immigration qu'il mêne actuellement, le Comité a entendu de nombreux témoins qui ont relevé l'importance de l'aide à l'établissement des immigrants.

- Bien que le nombre d'immigrants reçus augmente, les fonds affectés aux programmes d'établissement ont légèrement diminué depuis l'an dernier. Pour quelle raison? Quel niveau de priorité le gouvernement accorde-t-il aux programmes d'établissement?
- Pourquoi le <u>Programme des avocats désignés</u> (12 millions de dollars) fait-il partie du budget des établissements?

À la page 3-27 du Budget des dépenses, la note 1 indique que : "Tous les chiffres figurant dans les colonnes "Budget des dépenses" et "prévu" ci-dessus (établissement) comprennent les ressources éventuelles visant à éliminer l'arriéré des revendications du statut de réfugié."

- ° Cela signifie-t-il que les fonds qui seraient normalement utilisés pour faciliter l'établissement d'immigrants serviront plutôt à éliminer l'arriéré? Dans l'affirmative, combien d'argent sera utilisé à cette fin? Quels programmes seront touchés?
- ° Ou encore, est-ce que les fonds normalement accessibles aux immigrants nécessiteux seront partagés avec les immigrants reçus dans le cadre du programme d'élimination de l'arriéré?

FRAIS DE SERVICE

À la page 3-34 du Budget des dépenses, on annonce une augmentation des frais de service, une nouvelle catégorie étant prévue pour les droits exigibles dans le cas d'une demande de résidence permanente des gens d'affaires. (Le Comité l'avait recommandée en 1985). Les nouveaux droits exigibles seront de :

pour les demandes de résidente permanente des gens d'affaires -500 \$ (125 \$ auparavant)

pour toutes les autres demandes de résidente permanente - 250 \$

(125 \$ auparavant)

pour les demandes de permis de travail - 75 \$ (50 \$ auparavant)

On prévoit que ces augmentations rapporteront des recettes supplémentaires de 15 millions de dollars. Selon le Budget des dépenses, on déterminera les autres services pour lesquels les droits seront exigés à l'avenir.

Pour quels services prévoit-on exiger des frais de service à l'avenir? Quand prévoit-on les imposer?

LES IMMIGRANTS LIBANAIS

Madame la Ministre pourrait-elle faire une mise à jour concernant le traitement des demandes d'immigration présentées par des Libanais, soit indiquer l'effectif en place à Chypre, le nombre de demandes traitées chaque mois, le nombre de candidats, etc.

GESTION ET ÉLABORATION DE LA POLITIQUE

Pourquoi les crédits réservés à ces activités augmentent-ils de 48 p. 100 et de 127 années-personnes en 1990-1991? (Voir le Budget des dépenses, p. 3-28 à 3-32).

EXECUTION DE LA LOI, GARDE ET EXPULSION

L'accroissement des activités visant l'exécution de la loi, notamment l'embauche de cent investigateurs additionnels et la création de la banque de documents numérisés accessible par photophone permettant d'examiner les documents et de détecter ceux qui sont faux aux principaux points d'entrée figurent cette année parmi les nouvelles priorités du programme.

- Les mesures d'exécution visent-elles certaines des activités ou certains groupes particuliers?
- ° Comment la nouvelle banque de documents numérisés fonctionnera-telle? Sera-t-elle accessible aux sociétés aériennes à l'étranger, pour leur permettre de détecter les faux documents avant l'embarquement des passagers?

Le Budget des dépenses prévoit (p. 3-19) que 5 000 ordonnances de renvoi seront exécutées en 1990-1991.

- ° Combien de ces renvois résulteront de l'élimination de l'arriéré?
- ° Comment peut-on concilier un chiffre total de 5 000 ordonnances de renvoi avec le chiffre prévu de 20 000 que devait entraîner l'élimination de l'arriéré, selon des propos tenus devant le Comité l'an dernier (fascicule 1, p. 48)?
- ° Combien feront suite à des ordonnances de rejet de la Commission de l'immigration et du statut de réfugié?











OTTAWA

Canadian Government Publishing Centre, Supply and Services Canada, Ottawa, Canada, K1A 0S9 En cas de non-livraison, retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à: Centre d'édition du gouvernement du Canada, Approvisionnements et Services Canada, Ottawa, Canada, K1A 0S9

If undelivered, return COVER ONLY to:

WITNESSES

From the Department of Employment and Immigration:

Arthur Kroeger, Deputy Minister and Chairman;

Michèle Jean, Executive Director, Employment;

Hy Braiter, Director General, Financial Services, Finance & Administration;

Marnie Clarke, Director General, Employment Equity, Employment.

TÉMOINS

Du ministère de l'Emploi et de l'Immigration:

Arthur Kroeger, sous-ministre et président;

Michèle Jean, directrice exécutive, Emploi;

Hy Braiter, directeur général, Services financiers, Finances Administration;

Marnie Clarke, directeur général, Équité en matière d'emple Emploi. HOUSE OF COMMONS

ssue No. 36

Thursday, May 17, 1990

Chairman: Jean-Pierre Blackburn

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule nº 36

Le jeudi 17 mai 1990

Président: Jean-Pierre Blackburn

Minutes of Proceedings and Evidence of the Standing Committee on

Procès-verbaux et témoignages du Comité permanent du

Labour, Employment and Immigration

Travail, de l'Emploi et de l'Immigration

RESPECTING:

Main Estimates 1990–91: Votes 1, 5 and 10 under EMPLOYMENT AND IMMIGRATION

CONCERNANT:

Budget des dépenses principal 1990–1991: Crédits 1, 5 et 10 sous la rubrique EMPLOI ET IMMIGRATION

APPEARING:

The Honourable Barbara McDougall Minister of Employment and mmigration

VITNESSES:

See back cover)

COMPARAÎT:

L'honorable Barbara McDougall Ministre de l'Emploi et de l'Immigration

TÉMOINS:

(Voir à l'endos)



Second Session of the Thirty-fourth Parliament, 1989–90

Deuxième session de la trente-quatrième législature, 1989-1990

5039

STANDING COMMITTEE ON LABOUR, EMPLOYMENT AND IMMIGRATION

Chairman: Jean-Pierre Blackburn Vice-Chairman: Dave Worthy

Members

Edna Anderson Warren Allmand Harry Chadwick Doug Fee Dan Heap Al Johnson Fernand Jourdenais Allan Koury Sergio Marchi Gilbert Parent George Proud Cid Samson—(14)

(Quorum 8)

Monique Hamilton

Clerk of the Committee

COMITÉ PERMANENT DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE L'IMMIGRATION

Président: Jean-Pierre Blackburn Vice-président: Dave Worthy

Membres

Edna Anderson Warren Allmand Harry Chadwick Doug Fee Dan Heap Al Johnson Fernand Jourdenais Allan Koury Sergio Marchi Gilbert Parent George Proud Cid Samson—(14)

(Quorum 8)

Le greffier du Comité

Monique Hamilton

Published under authority of the Speaker of the House of Commons by the Queen's Printer for Canada.

Publié en conformité de l'autorité du Président de la Chambre des communes par l'Imprimeur de la Reine pour le Canada.

MINUTES OF PROCEEDINGS

THURSDAY, MAY 17, 1990 (46)

[Text]

The Standing Committee on Labour, Employment and Immigration met at 11:08 o'clock a.m. this day, in Room 269, West Block, the Chairman, Jean-Pierre Blackburn, presiding.

Members of the Committee present: Warren Allmand, Edna Anderson, Jean-Pierre Blackburn, Doug Fee, Dan Heap, Al Johnson and Allan Koury.

Acting Member present: Bob Wenman for Dave Worthy and Ron Fisher for Dan Heap.

Other Member present: Joe Volpe.

In attendance: From the Library of Parliament: Mrs. Margaret Young, Research Officer.

Witnesses: From the Department of Employment and Immigration: Arthur Kroeger, Deputy Minister and Chairman; Michèle Jean, Executive Director, Employment; Ken Wyman, Executive Director, Employment and Paul Gauvin, Executive Director, Finance and Administration.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference from the House dated Thursday, February 22, 1990, relating to the Main Estimates 1990–1991. (See Minutes of Proceedings and Evidence, dated Wednesday, March 14, 1990, Issue No. 21).

By unanimous consent, the Chairman called Votes 1, 5 and 10 under Employment and Immigration.

The Minister made a statement and, with the witnesses, answered questions.

At 12:33 o'clock p.m., the sitting was suspended.

At 12:38 o'clock p.m., the sitting was resumed.

At 12:38 o'clock p.m., the Committee proceeded to sit in Camera.

The Committee resumed consideration of a Draft Interim Report.

At 1:08 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

Monique Hamilton

Clerk of the Committee

PROCÈS-VERBAL

LE JEUDI 17 MAI 1990 (46)

[Traduction]

Le Comité permanent du travail, de l'emploi et de l'immigration se réunit aujourd'hui à 11 h 08, dans la salle 269 de l'édifice de l'Ouest, sous la présidence de Jean-Pierre Blackburn (président).

Membres du Comité présents: Warren Allmand, Edna Anderson, Jean-Pierre Blackburn, Doug Fee, Dan Heap, Al Johnson et Allan Koury.

Membres suppléants présents: Bob Wenman remplace Dave Worthy; Ron Fisher remplace Dan Heap.

Autre député présent: Joe Volpe.

Aussi présente: De la Bibliothèque du Parlement: Margaret Young, attachée de recherche.

Témoins: Du ministère de l'Emploi et de l'Immigration: Arthur Kroeger, sous-ministre et président; Michèle Jean, directrice exécutive, Emploi; Ken Wyman, directeur exécutif, Emploi; Paul Gauvin, directeur exécutif, Finances et administration.

Le Comité reprend les travaux prévus à son ordre de renvoi du jeudi 22 février 1990, soit l'étude du Budget des dépenses principal de 1990-1991 (voir les Procès-verbaux et témoignages du mercredi 14 mars 1990, fascicule n° 21).

Par consentement unanime, le président appelle: Crédits 1, 5 et 10, Emploi et immigration.

La ministre fait un exposé puis, avec les autres témoins, répond aux questions.

A 12 h 33, la séance est suspendue.

A 12 h 38, la séance reprend.

A 12 h 38, le Comité déclare le huis clos.

Le Comité poursuit l'examen d'une ébauche de rapport préliminaire.

A 13 h 08, le Comité s'ajourne jusqu'à nouvelle convocation du président.

La greffière du Comité

Monique Hamilton

EVIDENCE

[Recorded by Electronic Apparatus] Thursday, May 17, 1990

• 1108

Le président: À l'ordre!

Madame la ministre, bienvenue devant les membres de notre Comité.

Nous poursuivons l'étude du Budget des dépenses principal pour l'année 1990–1991, particulièrement les crédits 1, 5 et 10 sous la rubrique Emploi et Immigration.

Madame la ministre, nous avions hier l'occasion de recevoir votre collègue, l'honorable Monique Vézina. À la fin de la réunion, les députés avaient encore beaucoup de questions à poser sur l'Immigration. Ce matin, nous avions prévu de poser des questions sur l'Emploi. Cependant, étant donné que vous avez répondu hier à notre deuxième rapport sur l'arriéré de réfugiés, voyez-vous des objections à ce que les députés vous posent aussi des questions sur l'Immigration?

Hon. Barbara McDougall (Minister of Employment and Immigration): It is of course up to the committee to ask any questions they like. I have been here twice recently on immigration matters, so when I was preparing for it today I was preparing on the employment side, since we have not had a hearing on this issue for quite a long time.

I will do whatever the committee itself chooses to do, but just for the record I have been here lately a number of times on immigration, so I would certainly like to concentrate if at all possible on some of the employment issues that I think are very important to us.

Mr. Allmand (Notre-Dame-de-Grâce): I fully support the minister—on this issue.

The Chairman: Thanks for the vote.

Mrs. McDougall: Somebody mark that down.

Mr. Allmand: That will go into the record.

1110

Le président: Nous allons donc tenter de nous en tenir aux questions sur l'Emploi.

Cela dit, madame la ministre, vous avez sûrement une déclaration d'ouverture à faire. Vous avez la parole.

Mrs. McDougall: Let me introduce, first of all, my officials whom most of you know. With me are Arthur Kroeger, Deputy Minister and Chairman; Ken Wyman, Executive Director of Insurance; Paul Gauvin, Executive Director, Finance and Administration; and Ms Michèle Jean, Executive Director of Employment.

J'aimerais vous parler aujourd'hui des crédits dont le ministère de l'Emploi et de l'Immigration aura besoin pour financer ses programmes d'emploi et d'assurance.

Mr. Allmand: On a point of order, Mr. Chairman, will we have copies of this address so we can follow it?

[Translation]

TÉMOIGNAGES

[Enregistrement électronique] Le jeudi 17 mai 1990

The Chairman: Order, please!

Madam Minister, I would like to welcome you on behalf of the members of the Committee.

We are resuming consideration of the Main Estimates for 1990–1991, votes 1, 5, and 10 under Employment and Immigration.

Madam Minister, yesterday, we had the opportunity to hear your colleague, the Honorable Monique Vézina. At the end of the meeting, the members still had a lot of questions to ask about immigration. This morning we had intended to ask questions about employment. However, since you gave your response yesterday to our second report on the refugee backlog, do you have any objections to the members asking questions about immigration?

L'honorable Barbara McDougall (ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Évidemment, c'est aux membres du comité de décider des questions qu'ils veulent poser. J'ai récemment comparu deux fois devant vous au sujet de l'immigration: donc, en me préparant pour la réunion d'aujourd'hui, je me suis surtout penchée sur l'emploi, puisque cela fait un certain temps que je ne suis pas venue vous parler de cette question.

Je m'en remets à la volonté du comité, mais je tiens à souligner que j'ai récemment comparu plusieurs fois au sujet de l'immigration, donc, si c'est possible, j'aimerais que l'on mette l'accent sur les questions d'emploi, qui sont, je pense, extrêmement importantes.

M. Allmand (Notre-Dame-de-Grâce): Je suis tout à fair d'accord avec la ministre—sur cette question-ci.

Le président: On vous remercie de votre appui.

Mme McDougall: Notez-moi ça.

M. Allmand: Ce sera dans le compte rendu.

The Chairman: We will try to stick to employment issues.

Madam Minister, I am sure you have some opening remark to make. You have the floor.

Mme McDougall: Permettez-moi tout d'abord de vou présenter mes collaborateurs, que la plupart d'entre vou connaissent déjà. M'accompagnent aujourd'hui Arthur Kroege sous-ministre et président; Ken Wyman, directeur exécuti assurance; Paul Gauvin, directeur exécutif, finances et administration et Michèle Jean, directeur exécutif, emploi.

Today, I would like to discuss the 1990–1991 fundir requirements for my department's employment and insurant policies.

M. Allmand: J'invoque le Règlement, monsieur le présider Va-t-on nous donner des copies de cette allocution, afin que nous puissions suivre?

Le président: Les exemplaires sont disponibles et vous en aurez un dans une minute.

M. Allmand: Fantastique!

The Clerk of the Committee: The longer version is coming.

Mr. Allmand: Thank you. I am sorry to interrupt.

Mme McDougall: Comme vous le voyez, d'après nos prévisions pour 1990-1991, le coût total net de nos programmes de mise en valeur des ressources humaines, de notre service national de placement, de notre régime d'assurance-chômage, de nos CEC et de nos services conjoints s'élèvera à 5.6 milliards de dollars. Ceci comprend une contribution de 3 millions de dollars au compte d'assurance-chômage.

Grâce aux dépenses recouvrables du compte d'assurancechômage, évaluées à 784 millions de dollars, nous estimons que ce coût total net passera à 4.8 milliards de dollars, soit une augmentation de 4.6 p. 100 par rapport à l'an dernier.

Par ailleurs, nous prévoyons que 17,755 années-personnes nous seront allouées, soit une diminution de 1.7 p. 100 par rapport à l'an dernier.

À la CEIC, nous avons pris des mesures pour contrôler les dépenses, tout en offrant à nos clients des services efficaces et de qualité.

Ces mesures sont conformes à l'objectif général du gouvernement fédéral, qui est de stabiliser davantage l'économie de notre pays. Par exemple, selon les prévisions pour 1990–1991, les dépenses fédérales totales devraient augmenter de 3.4 p. 100, soit un taux nettement inférieur au taux d'inflation prévu.

Please also note that today's federal expenditures exceed program spending by \$12.6 billion. Compare that to 1984 when program spending exceeded revenues by \$15.9 billion.

Mr. Chairman, it is almost a year since I first discussed the Labour Force Development Strategy before this committee, a major initiative that will see major changes in the overall structure of the department. At that time I described the strategy as a challenge to business, labour, government, educators and individuals to work together, to face the future and to build the work force of the future.

Since that time there has been a lot of necessary and valuable discussion about this challenge. The principles of the strategy and of Bill C-21 have been studied in detail by committees of the House and of the Senate, where the bill is still being unnecessarily delayed.

The strategy has been studied by seven private sector task forces organized by the Canadian Labour Market and Productivity Centre, and it has been discussed by representatives of labour, business and social action groups across the country in forums organized by the centre.

As a result of all this discussion, I am more convinced than ever that the challenge defined by the strategy is an absolutely vital one for Canadian workers, for Canadian employers and for Canada.

[Traduction]

The Chairman: Copies are available and you will be getting one in a minute.

Mr. Allmand: Fantastic!

Le greffier du Comité: La version plus longue arrive.

M. Allmand: Merci. Excusez-moi de vous avoir interrompue.

Mrs. McDougall: As you can see, we estimate total gross expenditures in 1990–1991 to be \$5.6 billion for our human resource development programs, our national employment services, our unemployment insurance and CEC management and joint services. This includes \$3 million in government contribution from CRS to the UI account.

This will be tempered by recoverable expenditures from the UI account totalling \$784 million, resulting in a net total estimate of \$4.8 billion, a 4.6% increase from last year.

We estimate our person–year allocation to be 17,755, a 1.7% decrease from last year.

At CEIC, we have taken steps to control expenditures while providing an efficient and quality service for our clients.

This is part of the Federal Government's overall objective of building greater stability into our nation's finances. In 1990–1991, for example, total federal expenditures are forecast to increase by 3.4%, well below the projected rate of inflation.

En outre, il convient de noter qu'aujourd'hui, les recettes du gouvernement fédéral dépassent de 12,6 milliards de dollars les dépenses de programmes, alors qu'en 1984, les dépenses de programmes dépassaient les recettes de 15,9 milliards de dollars.

Monsieur le président, cela fait près d'un an que j'ai présenté devant ce comité la Stratégie de mise en valeur de la main d'oeuvre, un projet d'envergure qui modifiera considérablement la structure générale du ministère. Je décrivais alors la stratégie comme un défi—un défi que doivent relever conjointement les entreprises, les syndicats, les gouvernements, les éducateurs et les travailleurs, afin de faire face à l'avenir et de former la main d'oeuvre de demain.

Depuis, cette stratégie a soulevé d'innombrables discussions—nécessaires et importantes. Ses principes et le projet de loi C-21 ont été examinés en détail par le comité de la Chambre et par celui du Sénat, qui retarde encore inutilement l'adoption de ce projet de loi.

La stratégie proprement dite a été analysée par sept groupes de travail du secteur privé, sous la direction du Centre canadien du marché du travail et de la productivité. Des représentants des syndicats, des entreprises et des groupes d'action sociale en ont discuté dans des forums organisés par le Centre partout au pays.

Après toutes ces discussions, je suis plus convaincue que jamais que les défis exposés dans la stratégie sont d'une importance capitale pour les travailleurs et les employeurs canadiens et pour le Canada.

I am convinced that the need addressed by the strategy remains a critical need for Canadians to rethink collectively our approach to labour market policies in the face of increasingly rapid technological, economic and demographic change.

• 1115

I am convinced that the principles of the strategy and Bill C-21 are the right ones and important ones. It is right and important to get the private sector more involved in closing the training gap that exists in this country, through more human resource planning, more on-the-job training for workers and more meaningful participation in purchasing cost-effective and relevant training for the unemployed.

C'est le seul moyen de s'assurer que les Canadiens détiendront les compétences qui seront requises à l'avenir par notre économie.

Il est important et nécessaire de supprimer les obstacles à l'emploi qui existent dans le régime d'assurance-chômage et de faire bénéficier des prestations de l'assurance-chômage les parents qui travaillent, les travailleurs âgés et d'autres qui ne sont pas traités équitablement dans le régime actuel.

L'assurance-chômage ne peut être un outil efficace pour aider les Canadiens à s'adapter aux changements du marché du travail si on ne l'applique pas équitablement à ceux qui ont besoin d'aide.

Il est important et nécessaire de veiller à ce que le régime d'assurance-chômage demeure un filet de sécurité efficace pour les Canadiens. Le soutien de base du revenu représente encore la pierre angulaire du régime d'assurance-chômage, mais cela n'est pas suffisant pour un grand nombre de Canadiens qui s'efforcent de trouver un emploi aujourd'hui ou de conserver celui qu'ils ont déjà.

Le soutien dynamique du recyclage, de l'entrepreneuriat et des mesures permettant une réinsertion véritable le plus rapidement possible: voilà le filet de sécurité vraiment efficace dont la population a besoin maintenant.

La stratégie de mise en valeur de la main-d'oeuvre ne s'attache toutefois pas uniquement aux principes. Elle touche aussi les personnes.

Our young people need access to better entry-level training through more co-operative education and the comprehensive, market-driven approach to entry-level training proposed by the strategy. Bill C-21 would permit us to commit a further \$100 million to entry-level training programs, including funds to quadruple federal support for co-op education.

Older Canadians trying to cope with new job demands need access to the better training and job development skills that the strategy will provide. Bill C-21 will let us go ahead with \$100 million in new training and adjustment measures for older workers.

[Translation]

Je suis également convaincue que la stratégie répond à une nécessité essentielle: la nécessité pour les Canadiens de repenser, collectivement, la manière d'envisager les politiques du marché du travail, compte tenu de la rapidité des changements technologiques, économiques et démographiques.

Enfin, je suis convaincue que les principes de la stratégie et le projet de loi C-21 sont nécessaires et d'une importance primordiale. Il est important et nécessaire que le secteur privé participe davantage pour combler les lacunes de formation qui existent dans ce pays, notamment au moyen d'une planification plus active des ressources humaines, d'une formation accrue des travailleurs en court d'emploi, et d'une participation plus valable à l'achat de cours de formation plus pertinents et mieux adaptés aux besoins des chômeurs.

That is the only way we can ensure that Canadians have the skills our future economy will demand.

It is right and important to remove the disincentives to work that exist in the Unemployment Insurance Program, and to extend UI benefits fairly to working parents, older workers, and others who are not treated fairly now.

UI cannot be an effective tool for helping people adjust to labor market changes unless it is applied fairly and equitably for those who need assistance.

It is right and important to make sure that UI continues functioning as an effective safety net for Canadians. Basic income support remains the backbone of the UI program. But for many Canadians, facing the challenges of getting and keeping a job today, that is not enough.

An active focus on retraining, on supporting entrepreneurial initiative, on getting people back into real jobs as quickly as possible -that is the real safety net that people need, now.

But the Labor Force Development Strategy is not just abour principles. It is about people.

Il est essentiel que les jeunes Canadiens aient accès à une meilleure formation de base pour les débutants, grâce à un plugrand nombre de projets d'alternance travail-études et l'approche globale axée sur le marché que propose la stratégie en matière de formation des débutants. Le projet de loi C-2 nous permettrait d'engager 100 millions de dollars de plus dan des programmes de cette nature, et de quadrupler le finance ment fédéral des programmes d'enseignement coopératif.

Les Canadiens plus âgés qui essayent de s'adapter au nouvelles exigences professionnelles ont besoin, pour leur par de la formation plus appropriée et du perfectionnement que l stratégie permettra d'acquérir. Le projet de loi C-21 nou amènerait à progresser, en nous accordant 100 millions d dollars pour l'application de nouvelles mesures de formation e d'adaptation destinées aux travailleurs âgés.

Women, native people, visible minorities, the disabled—all those who are too often denied their full place in the work force—need the benefits that will come from better, equity-pased, human resource planning.

Unemployed workers need a better chance to get back on the ob, especially those in small communities. Bill C-21 would let us proceed with expenditures of \$350 million a year to provide raining for an additional 60,000 UI recipients each year, and it would let us increase by one-third the Community Futures Program, benefiting more than 200 rural and small communities.

Every single worker and every single employer in this country needs the kind of training culture, the basic commitment to raining excellence, encompassed in this strategy. That training culture is the key to keeping Canadians and Canada competitive in the 21st century.

We have already taken a giant step towards that kind of raining culture since I first talk to you about this strategy ast year—through the consultations and discussions I mentioned a few moments ago. The basic attitudes required or such a training culture, and the collective mobilization of resources which must accompany those attitudes, would be mpossible without the participation and commitment of all abour market stakeholders. The first stage of the labour force development strategy was to undertake the broad consultations that this entails. These consultations were organized and carried out by the Canadian Labour Market and Productivity Centre, and the results of these consultations were presented to the government about one month ago.

I would like to emphasize the magnitude of what has been accomplished. The seven task forces involved 64 distinguished business and labour leaders in this country—people like Tom Savage of ITT and Gerard Docquier of the United Steel Workers. They received formal ubmissions from hundreds of organizations across the country, including educational institutions, industry issociations, community groups, service agencies and individual companies. In fact these consultations represent the irst time that such a wide group of organizations and individuals has been so extensively involved in setting the future direction of labour market policies.

That in itself is a significant accomplishment, but what is really mportant is the consensus reached through this process. For the irst time we have before us a broad consensus between business, abour, and social action groups on what we should be doing in our labour market programs.

[Traduction]

Les femmes, les autochtones, les membres des minorités visibles, les personnes handicapées—tous ceux qui se voient trop souvent refuser la place qui leur revient parmi la population active—ont besoin des bienfaits que leur procurera une meilleure planification des ressources humaines fondées sur l'équité.

Quant aux chômeurs, il leur faut de meilleures possibilités de réinsertion, surtout dans les petites collectivités. Le projet de loi C-21 nous permettrait d'engager annuellement des dépenses de l'ordre de 350 millions de dollars pour la formation de 60,000 prestataires de l'assurance-chômage de plus chaque année. Dans le cadre de ce projet de loi, nous pourrions aussi augmenter du tiers les fonds affectés au programme Développement des collectivités, qui profite à plus de 200 collectivités rurales ou peu populeuses.

Chaque travailleur et chaque employeur de ce pays a besoin du genre de culture axé sur la formation que prévoit la stratégie, un engagement fondamental pour parvenir à l'excellence dans le domaine de la formation. Cette culture est la clé du maintien de la compétitivité des Canadiens et du Canada au XXI° siècle.

Depuis la première fois que je vous ai parlé de cette stratégie, l'an dernier, nous avons fait un pas de géant vers l'intégration de ce genre de culture, et cela grâce aux séances de consultation et aux discussions que je vous ai mentionnées il y a quelques instants. Les comportements fondamentaux nécessaires pour l'établissement d'une culture axée sur la formation, et la mobilisation collective des ressources qui doit les accompagner, sont impossibles à obtenir sans la participation et l'engagement de tous les intervenants du marché du travail. La première étape de la Stratégie de mise en valeur de la main-d'oeuvre comprenait la tenue de vastes consultations à ce sujet. Celles-ci ont été organisées par le Centre canadien du marché du travail et de la productivité. Comme vous le savez sans doute, les résultats de cette démarche ont été présentés au gouvernement il y a un mois environ.

J'aimerais souligner l'ampleur des progrès réalisés. Les sept groupes de travail ont permis de regrouper 64 des dirigeants les plus influents d'entreprises et de syndicats au pays, des gens tels Tom Savage, d'ITT, et Gérard Docquier, des Métallurgistes unis d'Amérique. Ils ont entendu le point de vue de centaines d'organismes partout au pays, d'établissements d'enseignement, d'associations industrielles, de groupes communautaires, d'organismes de service et d'entreprises diverses. En fait, ces consultations étaient les premières à permettre à un groupe aussi important d'organismes et de personnes de participer activement à l'établissement de l'orientation future de nos politiques du marché du travail.

Ceci constitue une réalisation importante en soi, mais ce qui est encore plus important, c'est le consensus qu'on a dégagé au moyen de cette démarche. Pour la première fois, nous nous trouvons devant un large consensus de la part d'entreprises, de syndicats et de groupes d'action sociale sur la teneur de nos programmes touchant le marché du travail.

• 1120

I cannot act on some of the recommendations of the task force without the passage of Bill C-21. Surely we cannot afford to let this unique achievement end here. Canadians agree on where we should be going. It is time to get on with the job and implement the Labour Force Development Strategy. We simply cannot afford further delay. Our employment centres need to plan the mix of programs they will be offering and target those in their communities who need the programs most.

We are already seeing major impacts on job training programs because of the delay. My department is having to re-adjust UI training funds because of the Senate delay. These impact are real, as we are seeing in some provinces such as British Columbia.

Canadians have to get ready for the future, and the future will not wait. We need the Labour Force Development Strategy, and we need Bill C-21. Passing the legislation will allow us to increase program funds for labour force development by 45%. These funds are critical to our future competitiveness.

In 1984 we inherited a collection of make-work programs; \$1.8 billion was spent in that year on programs whose main goal was to qualify people for UI. In 1985 our government spent \$1.8 billion on a new approach—the Canadian Job Strategy—aimed at training Canadians for real jobs. That level of spending has been maintained, but it is not enough. Canada needs the major increase in training that the Labour Force Development Strategy brings about. Continued delays only hurt Canadians, including

ceux qui veulent travailler à plein temps, mais qui ont beson de formation; les Canadiens qui ont besoin du soutien du revenu que l'assurance-chômage pourra leur procurer, mais qui n'y ont pas droit parce que la norme variable d'admissibilité n'est plus en vigueur; les Canadiens qui ont besoin de prestations parentales plus généreuses afin de pouvoir demeurer en permanence au sein de la population active.

Les conséquences et ces difficultés sont réellement infligées aux Canadiens par un groupe de sénateurs libéraux qui n'ont jamais à subir la menace du chômage et qui n'ont pas à s'inquiéter des répercussions de leurs actes parce qu'ils ne sont pas tenus d'en rendre compte.

Mr. Chairman, if the members here truly believe that more training needs to be done, which I hope they do, and that federal governments must be fiscally responsible, then they will urge the Liberal senators to pass Bill C-21 so that Canadians can begin to receive the benefits of the Labour Force Development Strategy.

[Translation]

Je ne peux toutefois donner suite aux recommandations des groupes de travail avant que ne soit adopté le projet de loi C-21. Il va sans dire que nous ne pouvons pas nous permettre de terminer un exercice aussi profitable sur une note négative. Les Canadiens sont d'accord sur l'orientation que nous devons prendre. Il est maintenant temps de passer aux actes et de mettre en oeuvre la Stratégie de mise en valeur de la main-d'oeuvre. Nous ne pouvons pas nous permettre d'attendre plus longtemps. Nos centres d'emploi doivent planifier la gamme de programmes qu'ils offriront et établir qui, dans leur collectivité, en profitera le plus.

Nous voyons déjà les conséquences majeures de ce retard pour les programmes de formation professionnelle. Mon ministère doit rajuster les fonds assurance-chômage affectés à la formation parce que le Sénat retarde l'adoption du projet. Ces effets sont réels, comme nous pouvons le constater en Colombie-Britannique.

Les Canadiens doivent se préparer pour l'avenir, et l'avenir est là tout près. Nous avons besoin de la Stratégie de mise en valeur de la main-d'oeuvre et du projet de loi C-21. L'adoption du projet de loi C-21 nous permettra d'accroître de 45 p. 100 les crédits de programmes consacrés à la mise en valeur de la main-d'oeuvre. Ces fonds sont d'une importance capitale si nous voulons assurer désormais notre compétitivité.

En 1984, nous avons hérité d'une série de programmes ponctuels de création d'emplois; au cours de cette année-là, 1,8 milliard de dollars avaient été investis dans des programmes qui visaient principalement à assurer l'admissibilité des gens aux bénéfices des prestations d'assurance-chômage. En 1985, notre gouvernement a affecté 1,8 milliard de dollars à une nouvelle approche—la planification de l'emploi—destinée à former les Canadiens pour qu'ils puissent occuper des emplois réels. Ce niveau de dépenses a été maintenu, mais cela est insuffisant. Le Canada a besoin d'un accroissement de la formation rendue nécessaire par la Stratégie de mise en valeur de la main—d'oeuvre. Des délais supplémentaires ne font que nuire aux Canadiens, notamment

those who want to work full-time but need training; Canadians who need the income support of U.I., but cannot get it because the variable entrance requirement has expired; Canadians who need more generous parental benefits so that they can stay in the work force on a long-term basis.

These are real effects and hardships being inflicted on Canadians by a group of Liberal senators who never have to face the prospect of unemployment, and who do not have to be concerned about the effects of their actions, because they are not accountable.

Monsieur le président, si les députés ici présents croient sincèrement que des programmes de formation plus nombreux sont nécessaires dans notre pays, et que le gouvernement fédéral doit en assumer les coûts financiers, alors, ils presseront les sénateurs libéraux d'adopter le projet de loi C-21 afin que les Canadiens puissent commencer à bénéficier des avantages de la Stratégie de mise en valeur de la main-d'oeuvre.

Mr. Allmand: I want to ask the minister by what authority she has instructed her officials and the officials in the Department of National Revenue to start collecting the higher premiums that are set out in Bill C-21 for unemployment insurance although the bill has not passed.

I wrote to the minister on February 13. I said I was writing in reference to an article in *The Globe and Mail* of December 22. It quoted officials from your department as having advised employers to begin deducting higher unemployment insurance premium rates. As this provision is contained in Bill C-21, which has not been proclaimed, I must question the legality of such action. I am also quite alarmed by the statements attributed to one of your officials, who remarked that it will not be the legal rate, but for administrative convenience we are asking employers to deduct at a higher rate.

By what authority have they started deducting these higher premiums before the bill has passed?

Mrs. McDougall: The process of paying the higher premiums is a voluntary one. Employers do not have to deduct the higher premiums. This was an instruction from National Revenue, pointing out that it would be easier both for employers and employees, since the premium rate would be retroactive to the beginning of the year if the legislation passed. Those who did not pay before would have to pay up later.

• 1125

Mr. Allmand: That is a sufficient answer. I asked my second question of Mrs. Vézina yesterday. It is about information coming in to me from different offices across the country. The information is as follows. Certain officials in the field in your department are telling people who have already been approved for Community Futures and other types of Canadian Jobs Strategy programs that there will be no more funds. The information has been conveyed to me that there is a freeze on the funds because Bill C-21 is being held up in the Senate, or that there have been cuts in the funding because Bill C-21 is being held up in the Senate, or that you have just run out of funds and cannot therefore cannot continue funding certain employment training projects because Bill C-21 is being held up in the Senate.

I want to ask you under the three descriptions: has there been any freeze on funding to these projects or any cutback in the funding to these projects, or have you in fact run out of the funding for these projects? If it is any one of those three, have you given instructions to your offices to advise some of your client groups that there will be no further funds until Bill C-21 passes?

Mrs. McDougall: There absolutely has not been a freeze. I think it was categorically denied, as I understand it, by the official who was quoted on it.

[Traduction]

M. Allmand: J'aimerais demander à la ministre en vertu de quel pouvoir elle a ordonné à ses fonctionnaires et aux fonctionnaires du ministère du Revenu de commencer à percevoir les cotisations d'assurance-chômage plus élevées qui sont prévues au projet de loi C-21, même si le projet de loi n'a pas encore été adopté?

J'ai écrit à la ministre le 13 février au sujet d'un article qui avait paru dans *The Globe and Mail* du 22 décembre. Selon cet article, des représentants de votre ministère auraient recommandé aux employeurs de commencer à retenir des cotisations d'assurance-chômage plus élevées. Comme cette disposition est prévue au projet de loi C-21 qui n'a pas encore été adopté, je mets en doute la légalité d'une telle mesure. Je suis également fort préoccupé par les déclarations que cet article attribue à l'un de vos fonctionnaires qui aurait dit qu'il ne s'agissait pas du taux convenu, mais que pour des raisons administratives, le ministère avait demandé aux employeurs de prélever les cotisations à un taux plus élevé.

En vertu de quel pouvoir ont-ils commencé à déduire ces cotisations plus élevées avant que le projet de loi ne soit adopté?

Mme McDougall: Le versement des cotisations plus élevées est un processus volontaire. Les employeurs ne sont pas obligés de prélever des cotisations plus élevées. Il s'agit d'une directive du ministère du Revenu national qui souligne que cela faciliterait les choses pour les employeurs et les employés, étant donné que si le projet de loi est adopté, le nouveau taux de cotisation entrerait en vigueur avec effet rétroactif à compter du début de l'année. Ceux qui n'ont pas payé avant devront payer plus tard.

M. Allmand: C'est une réponse suffisante. J'ai posé ma deuxième question à M^{me} Vézina hier. C'est au sujet de l'information que je reçois de différents bureaux du pays. L'information est la suivante. Certains de vos fonctionnaires qui travaillent dans les différents bureaux disent aux gens qui ont déjà été acceptés pour le programme Développement des collectivités et d'autres types de programmes relevant de Planification de l'emploi qu'il n'y a plus de fonds disponibles. On me dit que les fonds ont été bloqués ou qu'ils ont été réduits parce que le Sénat retarde l'adoption du projet de loi C-21, ou que les fonds sont épuisés de sorte que le gouvernement ne peut pas continuer à financer certains projets de formation parce que le Sénat retarde l'adoption du projet de loi C-21.

Les fonds consacrés à ces projets ont-ils été bloqués, coupés, ou sont-ils épuisés? Avez-vous ordonné à vos agents qui travaillent dans vos bureaux d'informer certains de vos groupes clients qu'ils ne recevront plus d'argent tant que le projet de loi C-21 ne sera pas adopté?

Mme McDougall: Il n'est absolument pas question de gel. Je crois que le fonctionnaire que l'on avait cité dans l'article en question l'a nié de façon catégorique.

We are finding that, as we are rationing out our funds over the course of the year, our offices are attempting to live within the current budget. There is no cutback and there is no freeze, but because the demand, as usual, runs well ahead of the supply, we are running into a problem of having to juggle the funds we have to deal with the projects that have been approved.

Mr. Allmand: Are you instructing the local offices across the country and reporting to different client groups that would benefit from these funds that the reason funds are not forthcoming at the present time is that Bill C-21 is being held up in the Senate? They are giving that information to the client groups as the reason for the lack of funding.

Mrs. McDougall: Certainly when we were budgeting at the beginning of the year to the local office—and I will ask Mr. Kroeger to add to this—we were looking at projects for approval on the basis that at some point during the year we would probably have new sources of funding through the Labour Force Development Strategy.

As you know, these projects continue to come up for approval. Because there is a fairly long lead time on some of them, local officials were in a position of making some assumptions on funding that would be available and trying to approve projects on a basis whereby they could give people sufficient notice. Because this has gone on longer, there is no question that this is the reason for some of it. I do not know what they are telling people, but that is the reason.

 $Mr.\ Allmand:$ That is a sufficient answer. Since I have limited time, I do not think I need further.

Let me say that again today in your statement you spend a great deal of time trying to convince us that training is a good thing, that seeking out new and better ways of training is a good thing, and that this is the main source of contention with respect to Bill C-21.

I do not know how many times I have to repeat that this is not the basis of our objection or the basis of objection of any groups opposing Bill C-21. We all think training is wonderful, we fully support your efforts to improve training programs, and we say to go to it. To suggest that because we oppose Bill C-21 we are opposed to new and imaginative means of training is totally false. I do not say it is deliberately dishonest, but it distorts the truth.

The two basic reasons that we, the unions and many other people, are opposing Bill C-21 is that instead of funding training out of general revenue, as training has been principally funded for years, you are reducing benefits to the unemployed to pay for the training. Secondly, you are terminating the provisions in the act that oblige the government to contribute to the Unemployment Insurance Fund in a very specific way, which last year was \$2.5 billion. Those are the two things we oppose.

[Translation]

Nos bureaux essayent de s'accommoder du budget dont ils disposent pour l'année. Il n'y a pas eu ni coupure ni gel, mais étant donné que la demande, comme d'habitude, dépasse considérablement l'offre, nous devons jongler avec les fonds dont nous disposons pour mener à bien les projets qui ont été approuvés.

M. Allmand: Dites vous à vos agents locaux un peu partout au pays d'aviser ceux qui bénéficieraient de ces fonds que la raison pour laquelle ces fonds ne sont pas disponibles à l'heure actuelle, c'est que le Sénat retarde l'adoption du projet de loi C-21? Est-ce cette raison qu'ils donnent aux groupes clients?

Mme McDougall: Lorsque nos différents bureaux locaux ont préparé leurs budgets au début de l'année—et je demanderais à M. Kroeger de compléter ma réponse—nous envisagions l'approbation de projets en supposant qu'à un certain moment au cours de l'année nous aurions de nouvelles sources de financement grâce à la Stratégie de mise en valeur de la main-d'oeuvre.

Comme vous le savez, il y a toujours de nouveaux projets à approuver. Étant donné que pour certains de ces projets le délai est assez long, les agents locaux ont supposé que le financement serait disponible et ont tenté d'approuver des projets de façon à pouvoir donner aux gens un préavis suffisant. Étant donné que la situation dure depuis plus longtemps, il ne fait aucun doute que c'est pour cette raison que les fonds ne sont pas disponibles. Je ne sais pas ce que nos agents disent aux gens, mais c'est pour cette raison.

M. Allmand: Comme je n'ai pas beaucoup de temps, je me contenterai de cette réponse.

Aujourd'hui dans votre déclaration, vous avez passé beaucoup de temps à essayer de nous convaincre que la formation est une bonne chose, que c'est une bonne chose également que d'essayer de trouver une nouvelle façon d'offrir de la formation, et une meilleure formation, et qu'il s'agit de l'élément le plus contesté du projet de loi C-21.

Je ne sais pas combien de fois je devrai répéter que ce n'est pas pour cette raison que nous, ou tout autre groupe, nous opposons au projet de loi C-21. Nous pensons tous que la formation est une chose merveilleuse, nous appuyons sans réserve vos efforts pour améliorer les programmes de formation, et nous vous demandons de ne ménager aucun effort en ce sens. Mais il est tout à fait faux de dire que parce que nous nous opposons au projet de loi C-21, nous nous opposons à de nouvelles méthodes de formation. Je n'irai pas jusqu'à dire que c'est délibérément malhonnête, mais vous déformez la vérité.

Les deux principales raisons pour lesquelles nous nous opposons au projet de loi C-21, tout comme les syndicats et bon nombre d'autres personnes, c'est que plutôt que de financer la formation à même le Trésor public comme c'est le cas depuis des années, vous le faites en réduisant les prestations des chômeurs. Deuxièmement, vous supprimez les dispositions de la loi qui obligent le gouvernement à verser des cotisations de façon très spécifique au Régime d'assurance-chômage. L'année dernière, sa contribution s'est élevée à 2,5 milliards de dollars C'est à ces deux choses que nous nous opposons.

1130

Consequently, when I hear you are refusing to fund certain training projects across the country, I have to question your sincerity in being committed to training. What you are saying to us and to the public is that if you want training, pass our Bill C-21. The fact of the matter is that training has been funded in this country for a long time without bills like Bill C-21.

I keep pointing out over and over again that in 1984 the training budget was approximately \$2.2 billion. It was reduced steadily up until 1988; and now because of several reports the government realizes that training is necessary and you want to increase the budget once again by about \$700 million to \$800 million and you are taking the money out of UI by making it more difficult to qualify and by shortening the benefit period.

That is the bone of contention between us and the government—and I say "us". By the way, I repeat over and over again that you can blame the Senate for the position they are taking, but the position the Senate is taking is the position supported by millions and millions of Canadians represented by unions, represented by churches, represented by social action groups, and so on. To fund this training you are cutting back benefits to unemployed Canadians, benefits they need when they are out of work to pay their rent and to pay for their groceries.

While we support your initiative to improve training, you suggest that is the sole solution to the unemployed worker. In our travels we ran into many unemployed workers who were fully trained, who do not need new training or retraining. They are trained in different trades that are still in high demand in some parts of the country but there has been a serious situation of unemployment in the community where they live.

The second thing you do not address is that we have many one-industry towns. For example, if you train people in Canso, Nova Scotia, or in Summerside, what the hell do they do with the training unless you put some kind of job in that town they can use the training for?

I suggest that if you want to convince us to convince the Senate, you deal with the real objections to the bill, not continue to try to tell us that training is a good thing. We agree training is a good thing. Deal with our real objection, and that is the withdrawing of your commitment to funding of \$2.5 million in the reduction of benefits. If you can deal with that, then maybe the Senate will have a change of heart, and we will encourage them.

Mrs. McDougall: First of all, for the record let us go into the history of spending on employment and training programs. The 1990-91 main estimates that I am here to talk about provide for \$1.8 billion in support of training and

[Traduction]

Lorsque j'entends dire que vous refusez de financer certains projets de formation un peu partout dans le pays, je me mets à douter de la sincérité de votre engagement envers la formation. Vous nous dites à nous et au public, que si nous voulons des programmes de formation, nous devons adopter votre projet de loi C-21. Le fait est que l'on finance depuis longtemps les programmes de formation au Canada sans des mesures comme le projet de loi C-21.

Je répète constamment que le budget des programmes de formation s'élevait à environ 2,2 milliards de dollars en 1984. Ce budget a été réduit régulièrement jusqu'en 1988 et, comme plusieurs rapports ont signalé au gouvernement qu'il fallait des programmes de formation, vous voulez relever encore une fois le budget de 700 à 800 millions de dollars et vous prenez pour cela l'argent de la caisse d'assurance-chômage en rendant les critères d'admissibilité plus stricts et en racourcissant la période de prestation.

C'est ce qui nous oppose au gouvernement, et j'insiste sur le pronom «nous». Je souligne en passant que vous pouvez reprocher au Sénat d'avoir adopté la position qu'il a prise, mais il se trouve que c'est aussi la position de millions de Canadiens représentés par les syndicats, les églises, les groupes d'action sociale, et ainsi de suite. Vous voulez financer vos programmes de formation en réduisant les prestations des chômeurs, des prestations dont ils ont besoin pour payer leur loyer et acheter de la nourrriture.

Nous sommes tout à fait d'accord avec votre désir d'améliorer les programmes de formation, mais vous laissez entendre que c'est la seule solution possible pour les chômeurs. Lors de nos déplacements, nous avons rencontré bon nombre de chômeurs qui avaient toute la formation nécessaire et qui n'avaient pas besoin de formation supplémentaire ou de recyclage. Ces chômeurs ont une formation dans divers domaines pour lesquels la demande est encore forte dans certaines régions du pays, mais leur propre localité a été frappée par un grave problème de chômage.

Le deuxième problème pour lequel vous ne faites rien, c'est qu'il existe de nombreuses villes mono-industrielles. Par exemple, si vous formez des gens à de Canso, en Nouvelle-Écosse, ou à Summerside, que vont-ils faire de cette formation à moins que vous ne leur donniez un emploi correspondant à leur formation dans leur propre localité?

Si vous voulez nous convaincre de faire changer le Sénat d'avis, vous devriez faire quelque chose pour répondre à nos préoccupations réelles au sujet du projet de loi au lieu de continuer de nous dire que la formation est une bonne chose. Nous sommes tout à fait d'accord là-dessus. Faites quelque chose au sujet de nos préoccupatioins réelles, soit du fait que vous réduisiez les prestations en retirant votre quote-part de 2,5 millions de dollars au régime. Si vous pouvez répondre à ces préoccupations, le Sénat changera peut-être d'avis et nous l'y encouragerons.

Mme McDougall: Tout d'abord, parlons un peu des dépenses pour les programmes d'emploi et de formation engagées par le passé. Le budget principal des dépenses de 1990-1991 dont je dois vous parler aujourd'hui consacre 1,8

employment objectives under the Canadian Jobs Strategy. Last year's Public Accounts report that the government spent \$1.8 billion on training and employment programs. Those expenditures are completely in line with expenditures in 1984–85. Whatever was budgeted, \$1.8 billion was spent on training and employment programs, not \$2.2 billion.

With the new legislation there will be an additional \$800 million available to do employment and training programs. If we do not do it this way, and we do it out of general revenues, that will be an addition to the deficit. The same people pay at the end of the day. People who pay taxes are businesses and people who are employed. People who pay unemployment insurance are businesses and people who are employed. So by doing it one way versus another way we are simply having an argument over alternative forms of raising funds from the public to achieve certain objectives. It is an argument that simply does not wash in—

Mr. Allmand: You are also reducing benefits.

Mrs. McDougall: —a period of high deficits, which we are trying very hard to bring under control. It is not in the interests of the unemployed in this country that the deficit be left at its very high level, which curtails the capacity of the economy to expand over time. That is just simple economics.

Mr. Allmand: I will return to this later.

• 1135

Mr. Fisher (Saskatoon—Dundurn): I would like to thank you and your people for coming. I do not think I can really say it is good to see you again, but thanks anyway for coming.

I would just like to follow up on the last bit of questioning. I cannot agree with you that in the end it is the same people paying.

If you just look at the MPs sitting around this room, under the old unemployment insurance scheme we contributed to the training of those people. We paid through our income tax and general revenue. As MPs, now we do not contribute to UI. In a sense, only those who are now either employers or workers are the ones who contribute to it.

So what we are getting under Bill C-21 is definitely an equitable way of doing it. It is not the same people who pay in the end. The system is drastically changed. I certainly disagree with you there.

I cannot help but repeat what I have said before. I gather there is going to be a fair amount of repetition on all sides here.

We have constant reference to some very laudable programs. The co-op training is laudable. In the training of those who are on social assistance to whatever level, I have no objections. You can make brain surgeons out of them, if

[Translation]

milliard de dollars à la formation et à l'emploi au titre de la Planification de l'emploi. L'annnée dernière, d'après les comptes publics, le gouvernement a dépensé 1,8 milliard de dollars pour les programmes de formation et d'emploi. Ces dépenses correspondent tout à fait aux dépenses de 1984–1985. Peu importe ce qui avait été prévu dans le budget, le gouvernement a consacré 1,8 milliard de dollars aux programmes de formation et d'emploi, non 2,2 milliards de dollars.

Une fois la nouvelle loi adoptée, nous disposerons de 800 millions de dollars de plus pour nos programmes d'emploi et de formation. Si nous ne procédons pas de cette façon et que nous puisions l'argent à même le Trésor public, cela gonflera le déficit. D'une façon ou d'une autre, ce sont les mêmes qui paieront. Ceux qui paient les impôts sont les entreprises et les salariés. Ceux qui paient les cotisations d'assurance—chômage sont les entreprises et les travailleurs. Le fait de procéder d'une façon plutôt que de l'autre revient au même; nous utilisons tout simplement une façon différente de prélever l'argent des contribuables afin d'atteindre certains objectifs. Procéder de l'autre façon ne serait tout simplement pas acceptable. . .

M. Allmand: Vous réduisez aussi les prestations.

Mme McDougall: . . . à une époque où les déficits s'accumulent, déficits que nous nous efforçons de resteindre. Ce n'est pas à l'avantage des chômeurs de ce pays que le déficit reste aussi élevé puisque cela empêche l'économie de prendre de l'expansion. C'est un simple fait économique.

M. Allmand: Je reviendrai là-dessus plus tard.

M. Fisher (Saskatoon—Dundurn): Je vous remercie, vous et vos adjoints, d'être venus aujourd'hui. Je ne peux pas dire que je suis heureux de vous revoir, mais je vous remercie de toute façon d'être venue.

Pour revenir sur ce qui vient d'être dit, je ne suis pas d'accord pour dire que ce sont les mêmes qui paient à la fin du compte.

Jetez un coup d'oeil aux députés autour de la table. Selon l'ancien régime d'assurance-chômage, nous payions notre part pour les programmes de formation. Nous le faisions en acquittant l'impôt sur le revenu et en contribuant aux recettes générales. Or, les députés ne cotisent pas au régime d'assurance-chômage. Seuls les employeurs ou salariés cotisent maintenant au régime.

Ce que prévoit le projet de loi C-21 à cet égard constitue certes une façon équitable de procéder. Par ailleurs, ce ne sont pas les mêmes qui payent à la fin du compte. Le régime a été changé du tout au tout. Je ne suis donc pas d'accord avec vous là-dessus.

Mais je me sens obligé de répéter ce que j'ai déjà dit. D'ailleurs, j'ai l'impression que nous entendrons de nombreuses répétitions aujourd'hui.

Vous parlez sans arrêt de toutes sortes de programmes très louables. Le programme d'alternance travail-études en est un exemple. Je ne m'oppose nullement à ce que nous donnions des cours de formation aux prestataires de l'aide

ou want. I have no problem with that. But I do object to the constant reference to these other programs—Community Futures, all those programs—in relation to Bill C-21. Those who become unemployed have some kind of an idea that there is a panacea there. Those who perhaps have never been employed, or have been unemployed for a long time, entry or re-entry, feel he same, that there is some kind of a panacea there.

In actual fact, this simply is not the case. Those who have become unemployed actually have to work longer to receive less. They pay more and receive less. If they do receive any training, on of a gun, guess who is paying for it? They are, directly, out of their contributions to the fund.

I find that what it is really doing is raising the expectations of everyone, unjustifiably so. If you become unemployed, having contributed to it you are entitled to receive the benefits.

With all due respect, your statements would lead people to believe—and do lead people to believe—that if they become inemployed an almost unlimited amount of training is available to them. In actual fact, no matter where you look in the inemployment situation, we are looking at a doubling that now goes from 3% of those who are unemployed in the whole scheme of things to roughly 6%.

I do not know how many people are unemployed, but even if you add 60,000, which is really the extra 3%, rather than a mere 50,000 we now are getting up to 120,000. Out of one million...how many people are unemployed in Canada right now?

Mr. Allmand: It is officially just under one million.

Mr. Fisher: Very, very, very few people are going to be able to avail themselves of that training—which is admirable. I only wish they could avail themselves of it. But the references to equitable under those circumstances are simply not attainable.

Having said that, I cannot help but make reference to one specific thing to emphasize my point. I would like to ask you about the constant reference to older workers. I know we have POWA. It was passed since we were here a year ago. Other than the normal benefits an older worker would receive under UI, or, if he happened to be lucky enough to work in a fairly large enterprise where there were rather severe lay-offs, in addition to the possible benefits under POWA and the UI benefits, assuming the poor guy did not get some kind of a massive severance pay which may possibly exclude him from getting any UI at all, what benefits are going to accrue to that person if Bill C-21 passes?

• 1140

Mrs. McDougall: First of all, in the preamble you are arguing both sides of the case. You are saying that only 60,000 workers will benefit, but you are also suggesting that we have gone too are in terms of paying the premiums.

[Traduction]

sociale. Vous pouvez en faire des neuro-chirurgiens, si vous le voulez. Je ne m'oppose nullement à cela. Je m'oppose cependant à ce que vous parliez constamment de tous ces autres programmes, comme Développement des collectivités, relativement au projet de loi C-21. Cela donne à ceux qui deviennent chômeurs l'impression que ces programmes constituent une espèce de panacée. Ceux qui n'ont jamais eu d'emploi ou qui sont chômeurs depuis longtemps après avoir réintégré ou non la main-d'oeuvre active ont la même impression.

Ce n'est pourtant tout simplement pas le cas. Ceux qui deviennent chômeurs doivent avoir travaillé plus longtemps pour recevoir moins d'argent. Ils paient davantage et reçoivent moins d'argent. S'ils reçoivent une formation quelconque, devinez qui paie? Ce sont eux qui paient directement grâce à leurs cotisations au régime.

À mon avis, cela ne fait qu'augmenter sans raison les espoirs de tous les intéressés. Si vous devenez chômeur, puisque vous avez contribué au régime, vous avez droit aux prestations.

Sauf tout le respect que je vous dois, vos déclarations visent à faire croire aux travailleurs que, s'ils deviennent chômeurs, ils pourront avoir accès à une quantité presque illimitée de programmes de formation. En réalité, peu importe les chiffres, les programmes s'adresseront à deux fois plus de gens qu'auparavant, soit à environ 6 p. 100 des chômeurs plutôt qu'à 3 p. 100.

J'ignore combien il y a de chômeurs exactement, mais même si l'on ajoutait 60,000 bénéficiaires aux 3 p. 100 des chômeurs actuels, au lieu qu'à peine 60,000 chômeurs soient admissibles, il y en aurait maintenant 120,000. Sur un million en tout... Combien y a-t-il de chômeurs au Canada à l'heure actuelle?

M. Allmand: Officiellement, il y en a juste un peu moins d'un million.

M. Fisher: Très peu de gens pourront profiter de ces programmes de formation, qui sont admirables. Je voudrais bien que tous les chômeurs puissent en profiter. Par ailleurs, on ne peut pas vraiment parler d'équité dans de telles circonstances.

Cela étant dit, je ne peux m'empêcher de préviser une chose pour souligner ce que j'essaye de dire. Je voudrais vous poser une question au sujet des travailleurs âgés dont vous parlez constamment. Je sais que le PATA existe. Ce programme a été adopté il y a un an. A part les prestations normales d'assurance-chômage que peut recevoir un travailleur âgé, s'il a la chance de travailler pour une entreprise assez importante qui a congédié un assez grand nombre de ses employés, outre les prestations qu'il peut obtenir aux termes du PATA et de l'assurance-chômage, et si toutefois le pauvre homme n'a pas reçu une indemnité de départ importante qui pourrait l'empêcher de recevoir toute prestation d'assurance-chômage, que touchera-t-il si le projet de loi C-21 est adopté?

Mme McDougall: Tout d'abord, vous faites valoir des arguments contradictoires dans votre préambule. Vous dites que seulement 60,000 travailleurs profiteront de nos programmes, mais vous dites en même temps que les cotisations ont atteint un plafond.

Mr. Fisher: No, I am saying actually it will be 120,000.

Mrs. McDougall: Excuse me; let me continue. The point is that our own surveys of the unemployed, the people on UI, tell us that they believe they are out of work because they do not have the right skills and they are anxious to take training programs. Two-thirds of Canadians think this is a useful way to spend UI funds, on training. So I have made very clear that the maximum in the legislation is 15% of the fund. I do not think there has been any effort to hide that or to mislead either deliberately or otherwise the proportion of the program that will go for training.

As to older workers, there are a couple of things. First of all, under the new legislation there will be another \$100 million for older workers. We had quite a detailed report from one of the task forces in our consultation on the Labour Force Development Strategy. I believe a copy of that report is available to Members of Parliament, and you might take a look at some of the specifics in that because that is the basis on which we will be working, or we can send you one if you do not have it.

The major recommendation has to do with additional support to expanding firms that will train and employ recently laid-off older workers, more flexibility for their access to CJS programs, increasing the numbers of older workers who can take high school equivalency course, and that is one of the major difficulties of older workers—

Mr. Fisher: I think that sufficiently answers the question, but again that is simply still \$150 million that otherwise would have been in the UI fund but that has now been taken out of it. That is not new money; it is money that essentially has been taken out of the UI program. So while I see what you are saying in that there is ostensibly \$100 million there in addition to POWA and their UI benefits, it is still money coming out of there.

In reference to polls—well, I will not get into that, but roughly two-thirds of Canadians also believe that the welfare rates are going to increase as a result of the passage of Bill C-21. Polls are becoming more and more suspect all the time, so I really would wonder about that.

One of the promises of the implementation of Bill C-21 was the doubling of the participation of the private sector. I describe it as being on a hope basis or faith basis, whereas the employers and the employees had it taken away from them without any choice.

What evidence can you give us that your plea to the private sector for a doubling of the amount of money that they put into training has been at all successful?

[Translation]

M. Fisher: Non, je dis qu'il y en aura 120,000.

Mme McDougall: Excusez-moi. Permettez-moi de poursuivre. Le fait est que, selon nos propres sondages, les chômeurs, les prestataires d'assurance-chômage, nous disent qu'ils sont sans travail parce qu'ils n'ont pas les compétences voulues et qu'ils voudraient bien profiter de programmes de formation. Les deux tiers des Canadiens trouvent qu'il est utile de consacrer l'argent de la caisse d'assurance-chômage à la formation. J'ai toujours dit que, d'après la loi, on ne pourrait pas utiliser plus de 15 p. 100 de la caisse d'assurance-chômage à cette fin. Je ne pense pas que nous ayons essayé de le cacher ou de déguiser délibérément ou non la part de la caisse qui sera utilisée pour la formation.

Quant aux travailleurs âgés, il y a certaines choses que je peux vous dire. Tout d'abord, selon la nouvelle loi, 100 millions de dollars de plus seront affectés aux travailleurs âgés. Nous avons reçu un rapport très détaillé de l'un des groupes de travail au moment de nos consultations relativement à la Stratégie de mise en valeur de la population active. Si je ne m'abuse, les députés peuvent se procurer une copie de ce rapport. Dans ce cas, je vous conseille de l'examiner parce que c'est à partir de ce document que nous travaillerons. Si vous n'avez pas ce rapport, nous pouvons vous en faire parvenir un exemplaire.

La principale recommandation consiste à fournir une aide supplémentaire aux entreprises qui prennent de l'expansion et qui acceptent de former et d'employer des travailleurs âgés qui ont perdu leur emploi récemment, à fournir davantage de possibilités à ces travailleurs pour leur donner accès aux programmes de la Planification de l'emploi, à augmenter le nombre de travailleurs âgés qui peuvent suivre les cours d'équivalence du diplôme d'école secondaire, et c'est l'une des principales difficultés des travailleurs âgés...

M. Fisher: Je pense que vous avez suffisamment répondu à ma question, mais encore une fois, il s'agit de 150 millions de dollars qui auraient été dans la caisse d'assurance-chômage et qui en ont maintenant été enlevés. Cela ne représente pas une nouvelle mise de fonds, mais plutôt de l'argent qui a été enlevé au régime d'assurance-chômage. Vous dites que cela représente 100 millions de dollars en plus du PATA et des prestations d'assurance-chômage pour les travailleurs âgés, mais cet argent vient tout de même de la caisse d'assurance-chômage.

Dans les sondages d'opinion publique, même si je ne veux pas vraiment me lancer là-dedans, environ les deux tiers des Canadiens croient aussi que les dépenses de bien-être socia augmenteront à cause de l'adoption du projet de loi C-21 Comme les sondages d'opinion publique sont de moins en moins dignes de foi, je me pose vraiment des questions à ce sujet.

Une des choses qu'on nous promet si le projet de loi C-2: entre en vigueur, c'est que la participation du secteur privé au programmes de formation doublera. Pour ma part, je considèr que cela dépendra de la bonne foi ou des convictions de celui-ci alors que les employeurs et les employés n'ont pas vraiment le choix puisqu'ils sont obligés de verser leurs cotisations.

Qu'est-ce qui vous porte à croire que vos demandes al secteur privé de doubler les montants consacrés à la formation ont porté fruit?

Mrs. McDougall: First of all, the co-operation and interest we had from the private sector, both labour and management, in developing the recommendations over the last year. That is quite a detailed report they gave us on the kinds of programs we should have. The Chamber of Commerce has its own projections, called "Vision 2000", where both small businesses and large businesses have advocated with themselves that they should do more training. All of the business organizations have been working with their members to develop more training. Our own experience has been that business is finally recognizing the fact that in order to be competitive they are going to have to provide more training.

• 1145

Mr. Fisher: I do not hear anything concrete, as with Mr. Allmand's question. I would like to ask you about that, too. When we pursued this subject we were told an Order in Council had been passed, as was the habit with the present UI. All you had to do to increase the rates, as still constituted, was to pass an Order in Council. I am not sure whether it was the Department of Finance or the Department of Justice that told us an Order in Council had been passed allowing for the contributions to UI to be increased.

Mrs. McDougall: The premium rates. . .?

Mr. Fisher: Yes.

Mr. Arthur Kroeger (Deputy Minister and Chairman, Department of Employment and Immigration): Last November my two fellow commissioners approved a legal rate for the premiums at the level of \$1.95 for employees. That was done on a contingent basis in case there was a delay in the passage of Bill C-21. If we had not established some kind of rate, there would have been no legal rate at all. So the legal rate in effect is \$1.95 and the \$2.25 rate is being collected on a voluntary basis by employers.

Mr. Fisher: That is very interesting because it is just part of having to know and ask the right questions, because the implication we had from whatever department was that the Order in Council had been passed on the basis of the new rates being collected. What you are saying is it is just on the old rates. I understand the answer.

Mr. Kroeger: It is legally impossible. The commission could not have established a rate as high as \$2.25.

Mr. Fisher: Just pursuing the monetary base, I cannot understand, with all that money presumably accruing interest, why on earth your programs could run out of money. Are you saying you cannot spend it on the basis that Bill C-21 has not been passed? If you cannot spend it, why the hell are you collecting it?

Mrs. McDougall: We have no legal authority to spend the money. The contributions are voluntary.

[Traduction]

Mme McDougall: Tout d'abord, il y a la façon dont le secteur privé, tant la partie patronale que la partie syndicale, a collaboré à l'élaboration de nos recommandations depuis un an. Le secteur privé nous a fourni un rapport très détaillé sur le genre de programmes que nous devrions instaurer. La Chambre de commerce a fait ses propres projections dans un rapport appelé Vision 2000. Dans ce rapport, les petites et les grandes entreprises affirment qu'elles doivent faire davantage du côté de la formation. Tous les organismes professionnels essaient de convaincre leurs membres de mettre sur pied davantage de programmes de formation. Nous avons nousmêmes constaté que le monde des affaires reconnaissait enfin qu'il doit fournir plus de programmes de formation pour rester concurrentiels.

M. Fisher: Je n'ai rien entendu de concret, pas plus qu'en réponse à la question de M. Allmand. Je voudrais vous poser une question sur le même sujet, moi aussi. Quand nous en avons parlé, on nous a dit qu'un décret avait été publié, comme cela se fait maintenant dans le cadre du Régime d'assurance-chômage. Tout ce qu'il faut faire pour augmenter les cotisations, c'est publier un décret. Je ne me rappelle pas si c'est le ministère des Finances ou celui de la Justice qui nous a dit qu'un décret avait été publié pour augmenter les cotisations au Régime d'assurance-chômage.

Mme McDougall: Les taux de cotisation?

M. Fisher: Oui.

M. Arthur Kroeger (sous-ministre et président, ministère de l'Emploi et de l'Immigration): En novembre dernier, mes deux co-commissaires ont approuvé un taux de cotisation de 1,95\$ pour les salariés. Nous l'avons fait au cas où l'adoption du projet de loi C-21 serait retardée. Si nous n'avions pas établi un taux quelconque, il n'y aurait pas eu de taux légal. Le taux légal est donc de 1,95\$ et les employeurs perçoivent de façon volontaire les cotisations à un taux de 2,25\$.

M. Fisher: C'est très intéressant parce que cela montre ce qu'il faut savoir pour poser les bonnes questions parce que, d'après la réponse que nous avions eue de l'un ou l'autre ministère, le décret avait été publié pour qu'on puisse percevoir les nouvelles cotisations. Ce que vous dites, c'est que les taux sont encore les mêmes. C'est ce que j'ai compris dans votre réponse.

M. Kroeger: Du point de vue juridique, il est impossible de changer les taux. La commission n'aurait pas pu établir un taux aussi élevé que 2,25\$.

M. Fisher: Pour continuer dans la même veine, je ne comprends pas, vu tout cet argent qui vous rapporte sans doute des intérêts, comment vous pouvez être à court d'argent au point de ne pas pouvoir financer vos programmes. Essayez-vous de dire que vous ne pouvez pas dépenser cet argent parce que le projet de loi C-21 n'a pas été adopté? Si vous ne pouvez pas le dépenser, pourquoi percevez-vous les cotisations?

Mme McDougall: Nous ne sommes pas autorisés par la loi à dépenser cet argent. Les cotisations sont volontaires.

Mr. Fisher: I understand that, but my guess is that it is almost 100% of compliance too.

Mrs. McDougall: No. I do not think it is that high.

Mr. Fisher: It is unconscionable to be collecting this money and collecting interest on it, presuming you have not already spent it all.

Mrs. McDougall: Of course, it is collected in the UI fund. Where do you think it goes?

Mr. Fisher: Bill C-21 has not been passed. Why the hell are you not spending it under the old provisions of the unemployment insurance?

Mr. Kroeger: The premiums are being collected at a \$2.25 rate. Mr. Fisher is right. Those enhanced premiums are resulting in the accrual of additional funds in the UI account. To the extent that they build a surplus of the UI account now and to the extent that interest is earned on the surplus, this works to the benefit of the premium-payers at some later date. The money does not go somewhere else. The money remains in the UI account, including the interest. So it is not depriving people of a benefit, it is building up a temporary surplus that will be drawn down later.

Secondly, there is of course money being spent out of the UI account for many purposes. The 1990 estimate of the size of the UI account is \$13 billion.

Of that, the estimates before the committee—I speak from memory—call for an expenditure of the order of \$400 million for various developmental uses including work–sharing, job–creation projects and training. In the training area, all we can do is provide income support to somebody who is on training. We cannot use it to buy courses because the law does not permit it and that is what is in Bill C-21.

Mr. Fee (Red Deer): Madam Minister, even though there was comment from the other side that they were not too happy to see you, we are happy. You notice that your colleagues are in complete confidence by the number of us who showed to support you today.

• 1150

During the discussions this committee and the legislative committee had on Bill C-21, I sat there many times almost envying the people in the opposition. This morning they are again in the advantageous position of being able to endorse the positive aspects of the bill, such as the enhanced training and the improved funding for Community Futures, and to support them, but they do not have to answer the practical question of where the funding comes from. I do not envy you that one.

You are also in a rather difficult position in administering a program that has not received official approval through the Senate and is not yet signed into law. I can understand the problem and why they are digging at you. I sincerely hope that the Senate will come to their senses and that this legislation will be signed into law as soon as possible.

[Translation]

M. Fisher: Je sais, mais j'ai l'impression que tous les cotisants on presque versent ces nouvelles cotisations.

Mme McDougall: Non, je ne pense pas qu'ils le fassent tous.

M. Fisher: Il est impensable que vous puissiez percevoir cet argent et en tirer des intérêts en supposant que vous ne l'avez pas déjà tout dépensé.

Mme McDougall: Bien entendu, cet argent est versé dans la caisse d'assurance-chômage. Où pensiez-vous qu'il allait?

M. Fisher: Le projet de loi C-21 n'a pas été adopté. Pourquoi ne dépensez-vous pas cet argent selon les anciennes dispositions du Régime d'assurance-chômage?

M. Kroeger: Les cotisations sont maintenant perçues au taux de 2,25\$. M. Fisher a raison. L'augmentation du taux de cotisation fait qu'il y a maintenant des fonds supplémentaires dans la caisse d'assurance-chômage. Si le compte d'assurance-chômage est maintenant excédentaire et que cet excédent rapporte des intérêts, il profitera à ceux qui versent des cotisations au régime à une date ultérieure. Cet argent ne va nulle part ailleurs. L'argent, y compris les intérêts, est versé dans le compte d'assurance-chômage et y reste. Cela ne prive donc personne d'un avantage quelconque, mais constitue un excédent provisoire qui disparaîtra plus tard.

Deuxièmement, on se sert aussi de l'argent qui se trouve dans ce compte pour bien des choses. D'après les prévisions de 1990, la caisse de l'assurance-chômage renferme 13 milliards de dollars.

Là-dessus, d'après les prévisions des dépenses, si j'ai bonne mémoire, environ 400 millions de dollars sont engagés dans divers programmes, y compris le travail partagé, des projets de création d'emplois et des programmes de formation. Dans le domaine de la formation, tout ce que nous pouvons faire, c'est fournir un revenu à une personne qui suit un cours de formation. Nous ne pouvons pas nous servir de cet argent pour acheter des cours parce que la loi ne nous y autorise pas à le faire et c'est ce que prévoit le projet de loi C-21.

M. Fee (Red Deer): Madame la ministre, même si les députés d'en face ont laissé entendre qu'ils n'étaient pas tellement heureux de vous voir, je peux vous dire que nous le sommes. Le fait que nous soyons venus si nombreux aujourd'hui pour vous appuyer montre à quel point vos collègues vous font confiance.

Au cours des discussions que nous avons eues au sujet du projet de loi C-21, tant en comité législatif qu'ici, à maintes reprises, il m'est arrivé d'envier ou presque les députés de l'opposition. Ce matin encore, ils ont l'avantage de pouvoir avaliser et appuyer les aspects positifs du projet de loi, notamment une meilleure formation et le financement accru du programme Développement des collectivités, mais ils n'ont pas à répondre à la question pratique de savoir d'où viendra l'argent. Ça, c'est un problème que je ne vous envie pas.

Vous êtes aussi dans une position assez difficile, en ce sens que vous devez administrer un programme qui n'a pas encore reçu l'approbation officielle du Sénat et qui, par conséquent, n'a pas encore de statut législatif. Je comprends ce problème et les raisons pour lesquelles les sénateurs s'en prennent à vous. J'espère sincèrement que le Sénat recouvrera la raison et que cette mesure sera adoptée le plus rapidement possible.

I would like to talk about the fact that we must make smarter use of money. When I go home there have been some comments about the unemployment insurance bill, but for every comment on unemployment insurance, a hundred people have come to me and said we must get our finances in order. That is the number one item I have to face at home and one of the issues you are addressing here.

If I can relate that statement to one of the comments you made and to something from the estimates, you have estimated the person-year allotment is being reduced by 1.7% this year to 17,755 person-years. I am surprised that someone has not jumped on you and said we are pulling off services because we are reducing people. I am assuming you will be able to convince me that this step shows that we are working smarter and making better use of the funds. Can you identify where those person-years are removed from the program?

Mrs. McDougall: Perhaps I will ask our financial people to talk about the specific person-years, but, yes, we are delivering more and better programming with fewer people, more effectively. We have been concentrating on doing so within the department over the past two or three years. We have picked up a lot expenditures within our budget, even special ones that we have been able to accomplish with the same number of person-years.

Mr. Paul Gauvin (Executive Director, Financial Services, Finance and Administration, Department of Employment and Immigration): Our person-years are down slightly overall over last year by about 199 and that figure includes part of the government downsizing program over the last five years, of which this was the last year.

We have also had an increase in person-years in Immigration and so there are some offsets, but the way in which we are approaching person-years is to try to reduce most of them in the overhead areas, in headquarters and in regional offices, so we have touched the CECs across the country as little as possible.

There are areas in which work has increased and we have also increased productivity in terms of processing UI claims over the last three to four years in a number of ways through strict increase in productivity, as well as through a lot of automation in every office across the country. That approach has helped us in terms of coping with fewer person-years and of delivering the services we have to deliver.

Mr. Fee: When we were reviewing Bill C-21, one of the foundations or the presumptions on which we operated was that a change in entrance requirements would possibly lead to a change in behaviour. We have studies that look back to the last time the requirements were changed to see if there was indeed change.

[Traduction]

Il y a un autre sujet que je voudrais aborder. Il nous faut utiliser à meilleur escient les crédits disponibles. Lorsque je rentrent dans ma circonscription, il arrive que les gens me parlent du projet de loi sur l'assurance-chômage, mais pour chaque commentaire à ce sujet, des centaines de personnes me disent que nous devons mettre de l'ordre dans nos finances. Aux yeux de mes électeurs, c'est le problème principal auquel nous sommes confrontés et c'est celui que vous tentez de régler, entre autres.

Cette observation fait suite à l'un de vos commentaires et à un élément du budget des dépenses. Vous calculez avoir réussi à réduire de 1,7 p. 100 les années-personnes cette année, celles-ci s'établissant maintenant à 17,155. Je suis surpris que personne ne vous ait encore accusée d'éliminer des services à cause de la réduction des effectifs. Je suppose que vous allez me dire que cela montre que nous sommes plus efficaces et que nous utilisons à meilleur escient les crédits disponibles. Pouvez-vous me dire où on a éliminé des années-personnes au sein du programme?

Mme McDougall: Je vais demander à mes collaborateurs du service des finances de vous dire précisément ce qu'il en est au sujet des années-personnes. Mais le fait est que nous offrons effectivement de meilleurs programmes plus efficaces avec moins d'employés. Au cours des deux ou trois dernières années, le ministère a fait beaucoup d'efforts en ce sens. Nous avons relevé au sein de notre budget plusieurs projets occasionnant des dépenses, mêmes des projets spéciaux, que nous avons réussi à réaliser avec le même nombre d'années-personnes.

M. Paul Gauvin (directeur exécutif, Services financiers, Finances et administration, ministère de l'Emploi et de l'Immigration): De façon générale, on note par rapport à l'année dernière une légère réduction des années-personnes. On compte environ 199 employés de moins et ce chiffre inclut partiellement les résultats du programme quinquennal de réduction des effectifs du gouvernement, dont c'était la dernière année d'application.

Par contre, il y a une augmentation des années-personnes dans le secteur de l'immigration, ce qui fait contrepoids. En général, nous avons plutôt cherché à réduire des années-personnes surtout dans les secteurs administratifs, à l'administration centrale ou dans les bureaux régionaux. Autant que possible, nous avons épargné les CEC disséminés un peu partout dans le pays.

Ce sont des domaines où le travail a augmenté. En outre, depuis trois ou quatre ans, nous avons réussi à accroître la productivité pour ce qui est du traitement des demandes de prestation d'assurance-chômage. Nous y sommes parvenus en prenant des mesures rigoureuses pour accroître la productivité et en dotant tous les bureaux du pays de services informatisés. Cette démarche nous a permis de compenser la réduction des effectifs tout en continuant de fournir les services nécessaires.

M. Fee: Lors de notre examen du projet de loi C-21, nous nous sommes fondés sur l'hypothèse qu'un changement relatif aux normes d'admissibilité risquerait d'entraîner un changement d'attitude. A cet égard, nous disposons d'études sur la dernière fois où des changements ont été apportés aux normes d'admissibilité.

I know the legislation is not yet law, but the expectation still exists and the program is being administered in the field that way. Has a change in behaviour occurred this year? Have you noticed a change in the number of weeks people are working before applying? Has the change caused a hardship anywhere?

Mrs. McDougall: We have not yet seen any evidence of hardship.

In 1977, when entrance requirements were changed quite drastically, the government of the day going from a flat eight-week entry to the variable entry of from ten to fourteen weeks, there was certainly a significant behaviour change, particularly in Atlantic Canada, where people were able to find work.

In the design of this bill, we tried to be very sensitive to what was realistic and to what kind of behaviour change we could expect, so that we were not coming in with something Draconian.

It is also important to note that internationally the unemployment insurance system in Canada is and will remain, after Bill C-21, one of the easiest programs in the world to access. So we have not taken away the sensitivity of unemployment insurance to regional employment rates and so on.

• 1155

Evidence from high unemployment regions such as northern Quebec, the Avalon Peninsula, Madawaska, Restigouche, reveal quite a significant increase in the number of claimants who qualified with exactly 14 weeks in February of this year, so that shows that people were able to find the extra weeks, and that is compared with last year.

We have been tracking this very carefully. Arthur can give you more detail of some of the figures.

Mr. Kroeger: These are figures for UI claims by insured weeks. In February of 1988, 1240 people filed claims at the end of 10 weeks. That dropped to 220 people at the end of 11 weeks, so they got their 10 weeks and they filed for a claim. In February of 1989, 1160 people—roughly the same number—filed for claims at the end of 10 weeks, and the number dropped to 270 in the 11th week—the same pattern. This is in the province of Newfoundland. In February of 1990, with the higher variable entrance requirement, 1173 claims—again roughly the same order of magnitude—were filed at the end of 14 weeks, rather than 10, and the number for the 15th week dropped to 198.

[Translation]

Je sais que la mesure n'a pas encore été adoptée, mais on s'attend toujours à ce qu'elle le soit et le programme est administré sur le terrain de cette façon. A-t-on noté un changement de comportement cette année? Avez-vous remarqué des changements en ce qui concerne le nombre de semaines pendant lesquelles les gens travaillent avant de présenter une demande de prestations? Les changements apportés ont-ils infligé de dures épreuves à des chômeurs quelque part?

Mme McDougall: Nous n'avons pas encore eu de preuves qu'ils aient causé des problèmes.

En 1977, lorsque les normes d'admissibilité ont été radicalement modifiées, le gouvernement de l'époque ayant abandonné la norme de huit semaines pour adopter une norme variable de 10 à 14 semaines, on a effectivement noté un changement d'attitude important, particulièrement dans la région atlantique du Canada où les gens ont pu trouver du travail.

Lorsque nous avons élaboré le projet de loi, nous avons essayé de tenir compte de la réalité et du changement de comportement que les nouvelles règles risquaient de provoquer afin de ne pas imposer des normes trop draconiennes.

J'estime aussi important de signaler que sur le plan international, le régime d'assurance-chômage du Canada est et demeurera une fois le projet de loi C-21 adopté, l'un des plus faciles d'accès au monde. Nous avons donc continué de tenir compte de l'incidence du taux d'emploi régional et d'autres facteurs sur la demande de prestations d'assurance-chômage.

D'après les données qui nous proviennent de régions où le chômage est élevé, comme le nord du Québec, la péninsule Avalon, Madawaska, Restigouche, on note une augmentation sensible du nombre de prestataires admissibles après 14 semaines précisément en février de cette année. Cela montre que les gens ont été en mesure de trouver un moyen de travailler quelques semaines de plus et ce, par rapport à l'année dernière.

Nous avons surveillé de très près la situation. Arthur peut vous donner plus des chiffres plus précis.

M. Kroeger: Voici les chiffres concernant les demandes de prestations d'assurance-chômage par semaine assurée. En février 1988, 1,240 personnes ont présenté une demande de prestations au bout de 10 semaines de travail. Ce chiffre est tombé à 220 au bout de 11 semaines. Par conséquent, c'est après 10 semaines que les gens en général ont présenté une demande. En février 1989, 1,160 personnes—environ le même nombre—ont présenté une demande de prestations au bout de 10 semaines, et ce chiffre est tombé à 270 au cours de la 11 semaine. Autrement dit, la même tendance se répète. Ces données concernent Terre-Neuve. En février 1990, compte tenu des normes d'admissibilité variables plus élevées, 1,173 demandes—encore une fois c'est le même ordre de grandeurs—ont été présentées au bout de 14 semaines, au lieu de 10, et au cours de la 15 semaine, ce chiffre est tombé à 198.

So those numbers, which we could replicate for other provinces, imply that the behavioural change that underlaid some of our assumptions on Bill C-21... suggest many people do find ways, do adjust their behaviour, first of all, to work the extra period, and the size of the claims put in after 14 weeks suggests most of them were successful in finding work.

Mr. Fee: Hopping all over the place, I would like to get on to training programs. You mentioned that it is important to get the private sector more involved. I would suspect that in the past, most of us could give examples of businesses that adjusted their training schedules and priorities to take advantage of government programs. We have heard some valid criticisms in that regard.

Having been in business, I would never admit that my company did it before coming here, but I know others who did. I know you have had some consultations on the Labour Force Development Strategy with different groups, and I would like to know if they have given you some good suggestions to make sure these training monies are put into proper and useful programs, and are not just subsidizing ongoing training programs that businesses might have anyway.

Mrs. McDougall: Yes, they have. The suggestions are contained in those task force reports in the big volume that was circulated.

We found that business in Canada tends to provide a lot of job orientation, rather than actual job training, so what they have provided in the past tends to be job specific, but we have had a number of co-operative arrangements with sectors—businesses, the steel industry, the electrical and electronic manufacturers—where, through sector-wide discussions and some government seed funding, there has been better human resource planning and better training offered on the job, as a result of structuring the right kind of program to fit a particular need. Then business will start kicking in more of its own funds.

The suggestions in those task force reports are going to be very useful, and not just for myself. They will be the basis for discussion with the provinces on training, too, because it is difficult to de-link not so much the jurisdictional issues, but some of the things we do versus what the provinces do.

One of our efforts will be directed towards not duplicating the two levels of government, so that we will be able to lever more bang for the buck out of working with the provinces, and accreditation. It is another thing in those reports that will be of interest to the provinces, and that business has some difficulty with.

[Traduction]

D'après ces chiffres, que nous pourrions reproduire pour les autres provinces, on décèle ce changement de comportement sur lequel nous avions fondé certaines de nos hypothèses concernant le projet de loi C-21. Autrement dit, ces données laissent entendre que nombreux sont ceux qui trouvent le moyen de travailler pendant la période supplémentaire, qui adaptent leur comportement. Le nombre de demandes présentées après 14 semaines montrent que la plupart des demandeurs ont réussi à trouver du travail.

M. Fee: Je vais passer du coq-à-l'âne et vous parler des programmes de formation. Vous avez dit qu'il était important de susciter la participation du secteur privé. Je suis sûr que dans le passé, la plupart d'entre nous auraient pu vous donner des exemples d'entreprises qui ont façonné leurs priorités et leurs projets de formation de façon à bénéficier de programmes gouvernementaux. Nous avons entendu certaines critiques fort valables à cet égard.

Ayant moi-même été homme d'affaires avant d'être élu député, je sais que mon entreprise ne s'est jamais livrée à ce genre d'exercice, mais j'en connais d'autres qui l'ont fait. Je sais que vous avez eu des consultations avec divers groupes au sujet de la Stratégie de mise en valeur de la main-d'oeuvre, et je voudrais savoir si vous avez recueilli de bonnes suggestions sur la façon d'utiliser à bon escient les crédits disponibles pour la formation. Il ne faut pas que cet argent serve uniquement à subventionner des programmes de formation permanente que les entreprises appliqueraient de toute façon.

Mme McDougall: Oui. Les suggestions que nous avons recueillies se trouvent dans les rapports du groupe de travail, dans le gros volume que nous avons distribué.

Nous avons constaté qu'au Canada, les entreprises offrent davantage de services de counselling professionnel que de véritable formation sur le tas. Jusqu'à présent, leurs programmes étaient surtout axés sur des emplois particuliers. Cependant, nous avons conclu avec divers secteurs—le monde des affaires, le secteur métallurgique, les fabricants de produits électriques et électroniques—un certain nombre d'accords de coopération. Ainsi, grâce à des discussions sectorielles et au débiocage de fonds de démarrage par le gouvernement, nous avons réussi à améliorer la planification des ressources humaines et à offrir une meilleure formation en cours d'emploi en restructurant des programmes ad hoc pour qu'ils répondent à des besoins particuliers. Une fois le coût d'envoi donné, les entreprises commenceront à fournir davantage de financement.

Les suggestions contenues dans les rapports du groupe de travail seront très utiles, et non seulement pour moi. Elles serviront de base aux discussions que nous aurons avec nos homologues provinciaux sur la formation étant donné qu'il est difficile de distinguer non pas tellement les champs de compétence, mais certains projets du gouvernement fédéral par rapport à ceux des gouvernements provinciaux.

Nous nous attacherons à éviter le double emploi entre les deux ordres de gouvernement. De cette façon, nous pourrons tirer le maximum des sommes consacrées à la collaboration avec les provinces. En outre, ces rapports abordent la question de l'accréditation, qui intéresse les provinces et qui posent des problèmes aux gens d'affaires.

There is a lot of momentum within business, labour, and the provincial and federal government—as separate units, but also working together a lot.

Mr. Fee: At the local level, administratively, is there much correspondence between your people and their provincial colleagues?

Mrs. McDougall: There is quite a bit. Where I come from, there certainly is—with the community colleges as well, so it is not just done on an official level, but we have really made an effort to pull the training institutions into the kinds of discussions we have, too, so that they are able to make their plans. One of the things that is going to be very important in the next few months is the kind of training agreements we have, because these institutions need to start planning for the fall term. We cannot really get on with a lot of that until we have the funding.

• 1200

Mr. Fee: What about local advisory committees? How much involvement are local advisory committees having in this process and how active are the local advisory committees that were set up a number of years ago?

Mrs. McDougall: It varies considerably from one part of the country to another; it can even vary from one district to another. It depends a lot on the effort the individual committee is prepared to make, and the kind of representation there is on that committee, as to whether they work together or not. I would say on balance that it has been disappointing. I do not think it has been as successful as I would have liked, although I could certainly give you some outstanding examples of where it has worked well.

Mr. Fee: I think we are one that has worked well and we are going to work even better in the future. They seemed to have gotten regenerated when they found out I was on this committee and had the opportunity of listening. Thank you.

M. Allan Koury (député d'Hochelaga—Maisonneuve): Madame la ministre, bienvenue à notre Comité.

J'ai un point très important à soulever, à savoir celui des fraudes d'assurance-chômage. J'ai deux cas. Une personne qui m'a appelé travaillait et recevait en même temps de l'assurance-chômage. On dit toujours que l'assurance-chômage doit servir à aider les chômeurs. Dans ce cas-ci, le travailleur recevait de l'assurance-chômage. Il s'est fait prendre. Maintenant, il est réellement au chômage, mais on lui enlève un certain montant tous les 15 jours. Il se plaint: il n'a pas assez d'argent pour vivre, dit-il.

Les gens qui travaillent contribuent pour le bénéfice des gens qui ne travaillent pas. Est-ce que les fraudes représentent un montant considérable, ou si c'est négligeable?

[Translation]

Partout, dans le monde des affaires, chez les syndicats et à l'échelle des gouvernements fédéral et provinciaux, on sent une volonté d'agir, à la fois séparément et ensemble.

M. Fee: Sur le plan administratif, y a-t-il de nombreux échanges de correspondance entre vos fonctionnaires et leurs homologues provinciaux?

Mme McDougall: Passablement. Dans nos services, il y en a certainement beaucoup. En outre, nous avons d'excellents rapports avec les collèges communautaires. Par conséquent, ces échanges ne sont pas uniquement officiels, mais nous avons fait un effort pour intégrer les établissements de formation à nos discussions pour qu'ils puissent élaborer leurs propres plans d'action en conséquence. Les accords en matière de formation que nous avons signés vont être d'une importance capitale dans les mois qui viennent, puisque tous ces établissements doivent déjà commencer à planifier les cours d'automne. Ce ne sera pas vraiment possible tant que nous n'aurons pas les fonds nécessaires.

M. Fee: Et les conseils consultatifs locaux? Dans quelle mesure participent-ils au processus et les comités créés il y a quelques années sont-ils vraiment actifs?

Mme McDougall: Eh bien, cela varie énormément d'une région à l'autre, et même d'une localité à l'autre. Tout dépend des efforts déployés par le comité en question, de sa composition et du degré de collaboration des membres. J'avoue que dans l'ensemble, cette initiative n'a pas vraiment donné les résultats escomptés. Même si j'aurais souhaité que ce soit une grande réussite partout, il n'en reste pas moins que les efforts d'un certain nombre de ces comités ont vraiment été couronnés de succès.

M. Fee: Je crois que celui de ma région a très bien fonctionné jusqu'ici et qu'il va fonctionner encore mieux à l'avenir. On dirait qu'il a été un petit peu réactivé quand ses membres ont appris que je siégeais à ce comité et que j'avais donc l'occasion de dialoguer avec beaucoup de gens. Merci.

Mr. Allan Koury (Hochelaga—Maisonneuve): Welcome to the Committee, Minister.

I would like to raise a very important point having to do with unemployment insurance fraud. I am aware of two specific cases. In one case, somebody called me who had been working and receiving unemployment insurance benefits at the same time. The principle of unemployment insurance has always been that it should help the unemployed. Well, in this case, the worker I refer to was receiving unemployment insurance and got caught. Now he is really unemployed, and a certain amount is being taken off his cheque every two weeks. And he is complaining to me that he does not have enough money to live on.

Canadian workers contribute to UI for the benefit of people who are unemployed. Are there a lot of cases of fraud, or is the number insignificant?

Mme McDougall: Le nombre est très peu élevé dans tout le programme d'assurance-chômage. La plupart des chômeurs sont honnêtes, tout comme la population en général. Quand il y a un problème, il est important que les pénalités soient réalistes. Dans la nouvelle loi, nous avons augmenté les pénalités pour les personnes qui commettent une fraude, employés et employeurs.

C'est un exemple pour les autres. Ce n'est pas équitable pour les chômeurs qu'il y ait beaucoup de fraudes dans le système. Nous avons donc augmenté les pénalités. Il y a un très petit nombre de fraudes dans tout le programme.

M. Koury: Vous parlez des employeurs. Dans quels sens? Vous dites que les employés et les employeurs sont pénalisés de façon assez importante. De quelle manière les employeurs sont-ils impliqués dans cela?

• 1205

Mme McDougall: M. Wyman va vous répondre en détail. Par exemple, l'employeur peut savoir qu'un employé quitte son emploi ou partage le même emploi avec un autre. Ce sont des choses de ce genre.

M. Koury: Je comprends ce que vous voulez dire.

Mr. Ken Wyman (Executive Director, Insurance, Department of Employment and Immigration): One of the ways some employers could engage in fraud would be to provide a false or misleading record of employment. That is a fundamental document we use to determine the number of insurable weeks a claimant has. If an employer provides a false statement, that would be one of the ways.

Mr. Koury: I understand that. But let us say this person were collecting unemployment insurance and he found a job and his employer employed him without knowing he is on unemployment insurance; on the roll. How long would it take for the government to find out that he is working and he is collecting? The employer in this particular case did not know he was signing his cards. He of course has his deduction at source from his present employment. This is a situation that is actual now.

Mr. Wyman: We get excellent co-operation from the vast majority of employers. I think I should say that. We have a number of excellent programs, where we work very closely with employers and they do provide us with a great deal of information and we try very hard and I think are pretty successful in getting very good feedback. Sometimes it can take a few months, maybe four or five months, from the time when the practice would go on. But we we have been praised by the Auditor General, for instance, for the quite excellent programs we have for detection of fraud. In addition we are trying to enhance our deterrence activities; and of course the minister mentioned the proposed increased penalties in the legislation.

Mr. Samson (Timmins—Chapleau): Welcome to the committee, Madam Minister.

[Traduction]

Mrs. McDougall: The number of cases is very low in the UI Program as a whole. Most unemployed people are honest, just as most people are. But when there is a problem, it is important that penalties be realistic. Under the new legislation, penalties have been increased for people who commit fraud—both employees and employers.

The intention is that it serve as an example to others. Allowing fraud to become widespread in the UI system simply would not be fair to jobless Canadians. That is why we increased the penalties. But the fact is that there are very few cases of fraud in the program as a whole.

Mr. Koury: You mentioned employers. You say that both employees and employers will receive significant penalties. But what exactly is the involvement of employers in cases such as this?

Mrs. McDougall: Perhaps Mr. Wyman could give you additional details. But an example might be an employer who knows that an employee is quitting his job or sharing it with another person. That is the kind of thing I am referring to.

Mr. Koury: Yes, I understand.

M. Ken Wyman (directeur exécutif, Assurance-chômage, ministère de l'Emploi et de l'Immigration): Un employeur pourrait frauder le gouvernement en lui fournissant un relevé d'emploi qui serait soit faux, soit trompeur. Pour nous, c'est un document essentiel qui nous permet de déterminer le nombre de semaines de travail assurables d'un prestataire. Si l'employeur nous fournit de faux renseignements, ce serait une façon de frauder le gouvernement.

M. Koury: Oui, je comprends. Mais mettons qu'un particulier qui recevrait des prestations d'assurance-chômage trouve un emploi, et que l'employeur l'engage sans savoir qu'il reçoit des prestations d'assurance-chômage. Il faudrait combien de temps au gouvernement pour découvrir qu'il travaille tout en continuant de recevoir des prestations? En l'occurrence, l'employeur ignore que cette personne continue de prétendre qu'il n'a pas d'emploi. Bien sûr, l'employeur continue de faire les retenues sur le salaire de l'employé en question. C'est le genre de choses qui se produit à l'heure actuelle.

M. Wyman: Il convient de vous faire remarquer que nous pouvons compter sur la collaboration de la grande majorité des employeurs. Nous avons un certain nombre d'excellents programmes, en vertu desquels nous travaillons de très près avec les employeurs, qui nous fournissent énormément de renseignements; de notre côté, nous travaillons très fort—avec pas mal de succès, à mon avis—pour assurer une bonne rétroaction. Cela peut prendre plusieurs mois—peut-être quatre ou cinq—à partir du moment où tout cela a commencé. Mais le vérificateur, par exemple, nous a félicité de l'excellence de nos programmes en matière de détection de la fraude. De plus, nous mettons davantage l'accent sur le côté dissuasion et, bien sûr, la ministre a déjà parlé de l'augmentation des pénalités prévues dans le projet de loi.

M. Samson (député de Timmins—Chapleau): Permettezmoi de vous souhaiter la bienvenue au comité, madame la ministre.

The Economic Council of Canada recognize in their report that training of workers in Canada is essential; it is important to get people back to work. They also indicate in one of their graphs that only 50% of the work force have what they call "standard" jobs and the trend is going more towards part-time jobs and "non-standard" jobs, as they put them.

Along with that, the minister has pointed out the need and the desire of Canadians to improve their skills to get better jobs and get ahead in the workplace. But I would like to point out to the minister that during recent testimony before the Standing Committee on Finance witnesses pointed out that while the government talks a good line, its policy does not reflect this commitment to a highly educated and trained work force. Legislation such as the bill limiting the growth of transfers for post–secondary education, combined with past cuts, threaten the very institutions, universities and colleges, that are responsible for providing this training. The contracting out of skilled training to private companies is denying these institutions needed funds and lowering the quality of training being provided.

• 1210

I would like you to comment on that and also on the issue of child care. We talk about retraining and offering people the opportunity to be retrained so they can return to the work force, but if we do not offer them free and adequate child care how can we expect poor families and single parents to get the education and training they require?

I would like the minister to comment on what procedures she intends to implement insofar as offering child care assistance programs to these workers.

Finally, I will quote what the Minister of Fisheries said in Halifax and then pose a question:

Some Atlantic Canadians—too many Atlantic Canadians—see fishing and fish processing not so much as a profession, but as a point of entry into the UI program and other social assistance programs.

Does the minister agree with this interpretation? If so, could she provide the committee with evidence that this abuse of the UI system is in fact occurring?

Mrs. McDougall: Let me see if I can cover all of this.

First, payments to the provinces continue to increase at above the rate of inflation. The government takes very seriously its responsibility in that regard. But it also has to take into account that its job is to manage the economy and

[Translation]

Dans son rapport, le Conseil économique du Canada reconnait que la formation des travailleurs canadiens est essentiel; qu'il faut absolument leur trouver des emplois. L'un des graphiques du rapport indique aussi que seulement 50 p. 100 des membres de la population active ont ce qu'ils appellent des emplois «classiques», et que le travail à temps partiel et les emplois «non classiques», pour reprendre leurs termes, sont à la hausse.

Parallèlement, la ministre nous fait remarquer que non seulement les Canadiens souhaitent acquérir de nouvelles compétences pour obtenir un meilleur emploi ou une promotion, mais que c'est absolument essentiel qu'ils puissent le faire. Eh bien, pendant les séances du Comité permanent des finances, plusieurs témoins nous ont dit que le gouvernement tient peut-être un beau discours, mais que ses politiques ne reflètent pas son prétendu désir de créer une population active à la fois instruite et bien formée. Le fait est que des mesures législatives comme celle qui va limiter la croissance des paiements de transfert au titre de l'éducation postsecondaire et les réductions budgétaires déjà imposées dans ce secteur menacent les mêmes établissements, universités et collèges qui sont chargés d'offrir cette formation. Recourir à des sous-traitants-en l'occurrence, des entreprises privées-pour offrir cette formation, c'est refuser à tous ces établissements les fonds dont ils ont besoin c'est abaisser la qualité de la formation actuellement offerte.

Je voudrais entendre vos commentaires là-dessus et aussi sur la question de la garde d'enfants. On parle de recyclage, d'offrir aux gens des cours de recyclage afin qu'ils puissent réintégrer la vie professionnelle, mais comment peut-on s'attendre à ce que les familles pauvres et les parents seuls puissent suivre les cours de formation dont ils ont besoin si on ne leur offre pas des services de garde d'enfants gratuits et de qualité?

Je voudrais que la ministre nous dise quelles mesures elle compte prendre en vue d'offrir à ces travailleurs des programmes d'aide en matière de garde des enfants.

Enfin, je vais citer ce que le ministre des Pêches a dit à Halifax, après quoi je poserai une question:

Pour beaucoup de Canadiens de la région de l'Atlantique, pour beaucoup trop d'entre eux en fait, la pêche et le conditionnement du poisson ne sont pas tellement une profession, mais plutôt un moyen d'accéder à l'assurance-chômage et à d'autres programmes d'assistance sociale.

La ministre est-elle d'accord avec cette interprétation? Dans l'affirmative, pourrait-elle fournir au comité des preuves que le régime d'assurance-chômage donne effectivement lieu à de pareils abus?

Mme McDougall: Voyons si je peux répondre à tout cela.

Premièrement, les paiements aux provinces continuent d'augmenter à un rythme supérieur à celui de l'inflation. Le gouvernement prend très au sérieux sa responsabilité à cet égard. Mais il doit également tenir compte du fait que sa

to get the deficit down. Since about one-third of our expenditures are payments to the provinces in one form or another, we would not be in a position to manage the economy and reduce the deficit if we did not consider that a part of our overall budget.

There is no reason that the provinces, all of whom have lower debt levels than the federal government, cannot also try to get more bang for their buck or, if they think it is a priority, to put money into it.

Second, we are encouraging more private-sector training. I make no apology for that. Not everyone has to be in an institution to receive good quality training, and a combination of both is normally the answer. We have done other things to encourage people and the provinces. That would include things like the stay-in-school initiative, the youth strategy in Newfoundland and New Brunswick. I announced the stay-in-school initiative earlier this spring when I was briefly Minister of Youth. So we have done a great deal to encourage training.

Mr. Samson: There is not enough room in the schools. That is the problem.

Mrs. McDougall: There is no evidence-

Mr. Samson: There are not enough funds.

Mrs. McDougall: That is not the case. There is room in the schools. Let me move on to a couple of other points that you made.

First, we had a child care initiative in place just before the last election. I need not repeat what happened to that—it did not make it through our friends in the other place. We will be bringing in another one. In the meantime we have increased our expenditures for child care under existing programs, particularly to the poorer provinces. Within my own department we provide child care allowances to women on training programs. Those will increase under the new legislation.

In terms of working long enough to enter UI, we set up this program on the assumption that people want to work. That is certainly the evidence we have in our programs. As we saw this winter, to a certain extent people will find work to a certain extent by some behavioural change if more work is required. By saying that, I do not think I am taking anything away from people's motivation. I think that most Canadians do want work and are prepared to work. On the other hand, we have seen what can happen as the standards under the unemployment insurance system change.

[Traduction]

tâche est de gérer l'économie et de réduire le déficit. Étant donné que les paiements aux provinces, sous une forme ou une autre, représentent environ le tiers de nos dépenses, il nous serait impossible de gérer l'économie et de réduire le déficit si nous n'en tenions pas compte dans le cadre de notre exercice budgétaire.

Il n'y a aucune raison pour que les provinces, qui sont toutes moins endettées que le gouvernement fédéral, n'essaient pas elles aussi d'optimiser leurs ressources; ou bien, si elles jugent que c'est prioritaire, elles peuvent débloquer des fonds supplémentaires.

Deuxièmement, nous encourageons le secteur privé à faire davantage de formation. Je ne m'en cache pas. Il n'est pas nécessaire de suivre les cours d'un établissement d'enseignement pour obtenir une formation de qualité; normalement, la solution est de combiner les deux. Nous avons pris d'autres mesures pour encourager les particuliers et les provinces. Il y a notamment l'initiative destinée à encourager les jeunes de Terre-Neuve et du Nouveau-Brunswick à ne pas abandonner leurs études. J'ai annoncé cette initiative au début du printemps, alors que j'occupais momentanément le portefeuille de la Jeunesse. Nous avons donc fait énormément de choses pour encourager la formation.

M. Samson: Il n'y a pas assez de place dans les écoles. Voilà le problème.

Mme McDougall: Rien ne prouve...

M. Samson: Il n'y a pas assez d'argent.

Mme McDougall: Ce n'est pas le cas. Il y a de la place dans les écoles. Je vais passer à d'autres points que vous avez abordés.

Premièrement, nous avions proposé un programme pour la garde des enfants juste avant les dernières élections. Inutile de rappeler ce qui est advenu de ce projet; il n'a pas eu l'air de plaire à nos amis de l'autre endroit. Nous allons en présenter un autre. En attendant, nous avons augmenté les fonds que nous consacrons à la garde des enfants dans le cadre des programmes actuels, en particulier dans les provinces les plus pauvres. Dans mon propre ministère, nous offrons des allocations pour la garde d'enfants aux femmes qui suivent des cours. Ces prestations vont augmenter aux termes de la nouvelle loi.

Quant au nombre de semaines de travail nécessaires pour avoir droit à l'assurance-chômage, quand nous avons établi ce programme, nous avons retenu comme hypothèse que les gens veulent travailler. En tout cas, tout nous porte à le croire. Comme nous l'avons vu cet hiver, quand on exige davantage de semaines de travail, les gens changent d'attitude dans une certaine mesure et trouvent du travail. En disant cela, je ne veux nullement rabaisser la motivation des gens. Je pense que la plupart des Canadiens veulent travailler et sont prêts à travailler. D'autre part, on a vu ce qui peut se passer quand on change les normes dans le cadre du régime d'assurance-chômage.

• 1215

Mr. Samson: When I say there is not room in the schools, I can show you what I mean. In northern Ontario, there is room in grade schools and high schools, but if someone wants to go to the University of Toronto to take a pharmaceutical course, there are only 9 seats. There is a facility that is designed to handle 120 students; they have 165. For northern Ontario we have 9 seats; there is not room. So where do they go? They go to the States. And that is only one program. That is what I mean when I say there is no room in the schools. That is why it is important that the funding and the transfers continue so that these schools that are underfunded can survive. That is the kind of thing I am talking about.

Mrs. McDougall: I would suggest that you take your argument to Queen's Park. Payments to the provinces have increased more than the rate of inflation, and the discretion lies with the province as to how those funds get spent. I recognize that northern Ontario has economic problems, and that is why we have introduced some special programs there. It is quite a different place from the part of Ontario that I come from, but on balance Ontario is a well-to-do province. Canada spends more on education than any other country. If it is not being effectively spent, the spender is the province.

Mr. Samson: But if we are going to encourage more people to further their education, we have to increase by more than the cost of inflation.

Mrs. Anderson (Simcoe Centre): With regard to employment services to UI claimants, I understand there is a pilot project designed to serve claimants during the early part of their claim period. I wonder if you could elaborate on the effectiveness of this pilot project. Has there been improved program effectiveness? How much money will be saved during the fiscal year of operation?

I think that you probably have some set-ups. I guess it is supposed to put the unemployed to work more quickly; get them trained quickly. I am just wondering about the effectiveness of it and how much money it will be saving.

Mrs. McDougall: It is a pilot project; it is in 32 of our offices. I believe that a couple of our officers came and spoke to the committee on this subject to give you a grassroots look at it. I think we can accomplish quite a bit here; it is one of the fundamental principles that we are working on at the moment. I think Michèle has the specific measurements.

Ms Michèle Jean (Executive Director, Insurance, Department of Employment and Immigration): Basically, you are correct. We started with the idea of trying to have the claimant being re-employed faster. That is one of our objectives. If they are not job ready and they need training, we provide training. The idea is also to have our insurance staff develop better working linkages with our employment staff. We have been trying to do a better assessment of their

[Translation]

M. Samson: Je voudrais vous expliquer ce que je veux dire quand je dis qu'il n'y a pas de place dans les écoles. Dans le nord de l'Ontario, il y a de la place dans les écoles primaires et secondaires, mais si quelqu'un veut s'inscrire en pharmacie à l'Université de Toronto, il n'y a que neuf places. C'est une école qui a été conçue pour recevoir 120 étudiants et qui en a actuellement 165. Pour le nord de l'Ontario, il y a neuf places en tout et pour tout. Alors, que font les gens? Ils vont aux États-Unis. Et ce n'est qu'un exemple. Voilà ce que je veux dire quand je dis qu'il n'y a pas de place dans les écoles. C'est pourquoi il est important que le financement et les paiements de transfert continuent afin que les écoles qui sont sous-financées puissent survivre. Voilà ce que je veux dire.

Mme McDougall: Je vous invite à présenter vos arguments à Queen's Park. Les paiements aux provinces ont augmenté plus rapidement que l'inflation et c'est à la province de décider de l'utilisation de ces fonds. Je reconnais qu'il y a des problèmes économiques dans le nord de l'Ontario, et c'est d'ailleurs pourquoi nous avons mis en oeuvre des programmes spéciaux pour cette région. C'est une région tout à fait différente de celle d'où je viens, mais dans l'ensemble, l'Ontario est une province favorisée. Le Canada consacre davantage d'argent à l'éducation que tout autre pays. Si cet argent n'est pas dépensé efficacement, c'est la province qui est en cause.

M. Samson: Mais si nous voulons encourager les gens à poursuivre leurs études, il faut augmenter les fonds à un rythme supérieur à celui de l'inflation.

Mme Anderson (députée de Simcoe-Centre): Au sujet des services d'emploi aux prestataires de l'assurance-chômage, on m'a dit qu'il y avait un projet pilote conçu pour aider les prestataires au début de leur période de prestations. Je me demande si vous pourriez nous parler de l'efficacité de ce projet pilote. A-t-il permis d'améliorer l'efficacité du programme? Combien d'argent permettra-t-il d'économiser pendant l'année financière?

Vous avez probablement pris divers arrangements à cet égard. Je suppose que l'objectif est d'aider le chômeur à trouver du travail plus rapidement en lui donnant une formation éclair. Je m'interroge sur l'efficacité de tout cela et sur les économies potentielles.

Mme McDougall: C'est un projet pilote qui a été mis en oeuvre dans 32 de nos bureaux. Je crois que deux de nos agents sont venus témoigner devant le comité afin de vous en expliquer concrètement le fonctionnement. Je pense qu'il y a beaucoup à gagner en s'orientant dans cette direction; c'est l'un des principes fondamentaux que nous cherchons à mettre en pratique en ce moment. Je pense que Michèle peut vous fournir des précisions à ce sujet.

Mme Michèle Jean (directrice, Assurance, ministère de l'Emploi et de l'Immigration): Pour l'essentiel, vous avez raison; au départ, l'idée était d'essayer d'aider le prestataire à réintégrer plus rapidement la population active. C'est l'un de nos objectifs. Nous offrons une formation à ceux qui ne sont pas prêts et qui ont besoin d'être recyclés. Nous voulions aussi faire en sorte que notre personnel du secteur de l'assurance ait de meilleures relations de travail avec nos

needs, to help them through different techniques to find jobs through job-finding clubs. Instead of just putting their claim on the desk, they have to be channelled through a process where they are monitored through their job search. The comments we are getting from our claimants are very positive. Some of them say it is a better way to help them: identifying our services and helping them at the beginning of their claim instead of waiting until the end. So we are piloting that and Ken and myself are working on it. We want now to try to extend that to other CECs when we have the system in place and when people are trained to do it.

• 1220

Mrs. Anderson: Is this dealing mainly with the younger people? Is there an age—

Ms Jean: No, no. We have left the local levels the flexibility to manage that. They look at their labour market to see what kind of skills are needed, what kinds of people. So it is not targeted to a specific age group. Through that we expect to reduce the time they spend on claims and achieve some savings and that money would be reinvested in training.

Mrs. Anderson: How is this affecting the actual people who are working in it? Are the trainers finding it quite a load on them to get this active so quickly?

Ms Jean: Actually, they are looking at what will be needed so they are looking at what kind of staff they have to redeploy to do that. It is working fairly smoothly. What we are also looking from a staff point of view at what kinds of job descriptions might have to be redone and what kind of impact it will have on the staff, what kind of labour market information we will have to increase. There again, the kind of research our staff will be needing. We are looking at all these aspects.

Mrs. Anderson: It sounds as if it has been fairly successful then.

Ms Jean: Yes.

Mrs. Anderson: Is this something that you are planning to put across throughout the country?

Ms .Jean: Yes.

Mrs. Anderson: Very good.

Ms Jean: I think you were there when the three CEC managers came, and they were quite enthused about the whole thing.

Mrs. Anderson: I did not think it was in 32 at that point, I think it was only in 3, so it is growing. Very good.

Mr. Allmand: Minister, your final answer to me on the last round, I think, indicates a very profound difference in economic philosophies between your Conservative government and our views in the Liberal Party. When I

[Traduction]

collègues de l'emploi. Nous avons tenté de mieux évaluer leurs besoins, de les aider par diverses techniques à trouver un emploi par l'entremise de clubs de recherche d'emploi. Au lieu de se contenter de jeter leurs demandes de prestations sur notre bureau, ils doivent passer par une filière permettant de contrôler leur quête d'un emploi. La réaction des prestataires est très positive. Certains nous disent que ce moyen de les aider est meilleur, c'est-à-dire en identifiant nos services et en les aidant au tout début de leur période de chômage au lieu d'attendre la fin. Ken et moi-même suivons donc de près l'évolution de ce programme. Nous voulons maintenant essayer de l'étendre à d'autres centres d'emploi, quand le système sera bien rodé et que le personnel sera bien formé.

Mme Anderson: Ce programme s'adresse-t-il surtout aux jeunes? Y a-t-il un âge...

Mme Jean: Non, pas du tout. Nous avons donné aux responsables locaux toute latitude à ce sujet. Ils examinent le marché du travail de leur région pour voir quelles compétences sont demandées, quels sont les besoins. Le programme ne s'adresse donc pas à un groupe d'âge précis. Grâce à ce programme, nous prévoyons réduire la durée des périodes de chômage; les économies ainsi réalisées seraient réinvesties dans la formation.

Mme Anderson: Qu'en pensent ceux qui s'occupent de ce programme? Trouvent-ils que c'est une lourde tâche que de mettre en branle ce programme aussi rapidement?

Mme Jean: En fait, on examine actuellement quels seront les besoins, combien d'employés il faudra réaffecter à cette fin. Tout marche assez rondement. Du point de vue du personnel, nous nous penchons également sur les descriptions de tâches qu'il faudra éventuellement refaire et sur les répercussions possibles de ce programme sur notre personnel. On se demande notamment dans quelle mesure il faudra fournir à nos employés davantage d'information sur le marché du travail et améliorer leurs outils de recherche. Nous examinons tous ces aspects.

Mme Anderson: On peut donc dire que c'est une réussite.

Mme Jean: Oui.

Mme Anderson: Avez-vous l'intention d'implanter ce programme partout au Canada?

Mme Jean: Oui.

Mme Anderson: Très bien.

Mme Jean: Je crois que vous étiez là lors de la comparution des trois gestionnaires de la Commission de l'emploi et de l'immigration, qui étaient très enthousiastes au sujet de ce projet.

Mme Anderson: Je ne savais pas qu'il était implanté dans 32 centres à ce moment-là, je croyais que c'était seulement trois. Il y a donc progression et je m'en réjouis.

M. Allmand: Madame la ministre, la toute dernière réponse que vous m'avez donnée lors de la dernière ronde témoigne à mon avis de très profondes divergences de vues entre votre gouvernement conservateur et le Parti libéral sur

suggested to you that you should go ahead with your training programs but that they should be paid out of general revenues and not from moneys that would reduce benefits to unemployed Canadians, your answer was: Well, we cannot do that because if we did it we would increase the deficit. The deficit is a very serious problem.

My answer to that would be that there are certain things, and education and training is one of them, where spending moneys does not in the long run increase the deficit, rather, it reduces the deficit because you put people to work. It is like basic infrastructure; there are certain things you can cut, and when you cut them you do not really help the deficit, what you do is to help destroy your economy and your capacity to produce.

So I would argue very strongly that spending a hell of a lot more money on training and education in this country would, in the long run, reduce the deficit. We could argue about that forever, I suppose, on what is productive expenditure and what is not productive, and what can be cut and what cannot be cut. I am merely saying this is a difference in political and economic philosophy.

Whenever I raise in the House with you and with your other colleagues, and yesterday with Madam Vézina, I point to very specific plant closures and the number of lay-offs resulting therefrom. Whether it is Gillette or Gattuso or Vickers or VIA Rail, I say that this decision has been made by that company and so many hundreds are being laid off. The answer I get from you and other ministers is always, well, thousands of jobs are being produced. But you are never specific. You do not say that in company A they have gone from 500 jobs to 600 jobs. Maybe you could, but you do not. Consequently, we have no capacity to evaluate the nature of those jobs.

The report of the Economic Council of Canada that came out this spring *Good Jobs*, *Bad Jobs*, the bottom line in that report is yes, there is a shift to a lot of new jobs but they are low-paying service jobs. I have here the report in *The Financial Post* commenting on *Good Jobs*, *Bad Jobs* and it says:

Big growth in service jobs will widen disparities, will widen the disparities between the rich provinces and the poor provinces, between the urban areas and the rural areas, and also between the rich and the poor.

It says:

A massive long-term shift to service sector jobs will widen the economic gulf between the country's weak and strong regions.

And it goes on.

• 1225

I want to ask you whether in your department—and I will preface this also by stating that some studies have been made. The American steelworkers did a study after the last recession of 1981–82 to find out what happened to the

[Translation]

le plan de la philosophie économique. Je vous disais que vous devriez mettre en oeuvre vos programmes de formation, mais que ces programmes devraient être financés à même le Trésor public et non pas par une réduction des prestations versées aux chômeurs et vous m'avez répondu ceci: nous ne pouvons pas faire cela, car cela entraînerait une augmentation du déficit, qui est un problème très grave.

Je réponds à cela que dans certains domaines, notamment l'instruction et la formation, les dépenses publiques n'accroissent pas le déficit à long terme mais le réduise plutôt parce que cela permet de faire travailler les gens. C'est comme l'infrastructure de base; il est possible d'opérer certaines compressions, mais ce faisant, on n'atténue pas vraiment le problème du déficit, on contribue plutôt à ruiner l'économie et à réduire la capacité de production.

Je soutiens donc avec force que si l'on consacrait beaucoup plus d'argent à la formation et à l'éducation au Canada, on réduirait le déficit à long terme. Je suppose que l'on pourrait en débattre ad vitam reternam, à savoir ce qui est une dépense productive et ce qui ne l'est pas, ce que l'on peut réduire et ce à quoi on ne peut pas toucher. Je signale seulement qu'il y a une divergence fondamentale sur le plan des principes politiques et économiques.

À chaque fois que je prends la parole à la Chambre et que je m'adresse à vous et à vos collègues, comme je l'ai fait hier à M^{me} Vézina, je signale des cas précis de fermetures d'usines et de licenciements. Qu'il s'agisse de Gillette, de Gattuso, de Vickers ou de VIA Rail, je signale la décision qui a été prise par la compagnie et qui a causé des centaines de pertes d'emploi. Vous-même et les autres ministres me répondez toujours que des milliers d'emploi sont créés ailleurs. Mais vous ne citez jamais d'exemples précis. Vous ne dites pas que dans la compagnie «X», le nombre des travailleurs est passé de 500 à 600. Vous pourriez peut-être le faire, mais vous ne le faites pas. Par conséquent, il nous est impossible d'évaluer la nature de ces emplois qui sont créés.

Dans le rapport du Conseil économique du Canada qui a parce ce printemps et qui est intitulé *L'emploi au futur*, on signale qu'il y a effectivement beaucoup d'emplois qui sont créés, mais qu'il s'agit essentiellement d'emplois mal payés dans le secteur des services. J'ai ici l'article du *Financial Post* qui analyse ce rapport. Je cite:

La forte croissance des emplois dans le secteur des services va élargir le fossé entre les provinces riches et les provinces pauvres, entre les régions urbaines et les régions rurales, et aussi entre les riches et les pauvres.

Un peu plus loin:

La croissance démesurée et durable des emplois dans le secteur des services va élargir le fossé économique entre les régions faibles et les régions fortes du pays.

Et le reste est dans la même veine.

Je voudrais savoir si dans votre ministère... Mais je voudrais d'abord préciser que certaines études ont été faites. Le syndicat américain des métallos a fait une étude après la dernière récession de 1981–1982 afin de savoir ce qu'il était

steelworkers who were laid off. They found that, yes, a certain percentage of them did get jobs, but they got jobs that were 30% to 40% lower paying than the ones they had in the steel industry; they were basically in service industries.

I want to ask you whether within your department you are carrying out studies to find out the nature and quality of these new jobs that you and the Prime Minister brag about, so that we can compare them with the types of jobs that are closing down, whether they are with VIA Rail, Gillett, Gattuso or whatever, and we can say based on real information that, yes, there are new jobs and they are good jobs or, yes, there are new jobs but they are paying minimum wage or are part time, or whatever. Are you doing that kind of tracking or are you leaving it to Stats Canada?

Is any sort of evaluation going on within the Department of Employment and Immigration to track the new jobs and compare them with the old jobs or is that being done in another department? If these evaluations are being done, how do we as Members of Parliament get our hands on them so we can discuss this more intelligently with you on both sides, our side and your side?

Mrs. McDougall: Let me start by saying, yes, there is a fundamental disagreement on economic philosophy and that is why we have this huge deficit we have today. Over a period of years that was not regarded as being a priority of the Liberal Party.

Let me agree, yes, training is an investment in the future. I have spent all my life in the investment business. You have to have savings and capital in order to invest. Building up the deficit to provide training is not going to help either the unemployed or the people with the training if, at the end of the day, it has a deleterious effect on the economy.

In terms of the specifics of job creation, which supposedly we never talk about, let us look very specifically at—

Mr. Allmand: Be specific.

Mrs. McDougall: —Canadair: \$1.6 billion contract with Airbus will create an average of 600 direct new jobs and as many as 900 others in peak periods. The aerospace industry will need approximately 600 new engineers over the next three years. For Spar Aerospace, there is a \$146 million federal contract—a thousand new Quebec jobs in the near term and many more eventually. Donohue, a new papermill in Matane, will employ 125 people and is expected to generate 400 jobs in the forests and 1,200 spinoff jobs in support industries.

The Economic Council of Canada said that the growth would come also in high-paying jobs. So I think, just to be accurate, it was not all low-paying jobs where there would be some growth.

[Traduction]

advenu des travailleurs qui avaient été licenciés. Ils ont constaté qu'effectivement, un certain pourcentage d'entre eux avaient retrouvé du travail, mais qu'ils avaient des emplois qui payaient de 30 à 40 p. 100 de moins que ceux qu'ils occupaient dans l'industrie sidérurgique; il étaient essentiellement dans le secteur des services.

Je voudrais donc vous demander si, dans votre ministère, vous faites des études pour connaître la nature et la qualité de ces nouveaux emplois dont vous même et le premier ministre ne cessez de vous vanter, afin que nous puissions les comparer aux emplois qui disparaissent, notamment chez VIA Rail, Gillette, Gattuso ou ailleurs, de façon que nous puissions dire, en nous fondant sur des renseignements précis, que des nouveaux emplois sont effectivement créés et que ce sont de bons emplois, ou bien que les nouveaux emplois que l'on crée sont des emplois au salaire minimum ou à temps partiel, etc. Faites-vous ce genre de recherche ou bien vous en remettez-vous à Statistique Canada?

Est-ce que le ministère de l'Emploi et de l'Immigration recense les nouveaux emplois et les compare aux anciens, ou bien ce travail est-il fait dans un autre ministère? Si ce genre de renseignement existe quelque part, comment nous, députés, tant de la majorité que de l'opposition, pouvons-nous mettre la main dessus afin de pouvoir discuter de ce dossier un peu plus intelligemment avec vous?

Mme McDougall: Pour commencer, je dirai qu'il y a effectivement une divergence de vues fondamentale sur le plan des principes économiques et c'est d'ailleurs pourquoi nous croulons aujourd'hui sous le poids d'un énorme déficit. Pendant des années, ce n'était pas jugé prioritaire par le Parti libéral.

Ensuite, je suis d'accord pour dire que la formation est un investissement dans l'avenir. J'ai passé toute ma vie dans le secteur de l'investissement. Pour investir, il faut des économies et des capitaux. Gonfler le déficit pour offrir de la formation, ce n'est pas utile, ni pour les chômeurs ni pour les gens que l'on forme si, au bout du compte, le déficit a des effets néfastes sur l'économie.

Quant au détail précis des emplois que l'on crée, dont nous ne parlons prétendument jamais, examinons un cas précis.

M. Allmand: Soyez précise.

Mme McDougall: Le cas de Canadair. Le contrat de 1,6 milliard de dollars signé avec Airbus va créer en moyenne 600 nouveaux emplois et le chiffre pourrait atteindre 900 en période de pointe. L'industrie aérospatiale aura besoin d'environ 600 nouveaux ingénieurs au cours des trois prochaines années. Un contrat fédéral de 146 millions de dollars créant un millier de nouveaux emplois au Québec dans un proche avenir et beaucoup d'autres par la suite vient d'être accordé à Spar Aerospace. Chez Donohue, une nouvelle usine de papier à Matane emploiera 125 personnes et devrait susciter la création de 400 emplois dans le secteur forestier et de 1200 autres emplois dans les industries connexes.

Le Conseil économique du Canada a dit que la croissance se manifestera également par des emplois bien rémunérés. Il me semble donc que si nous voulons être précis, il faut signaler que ce ne sont pas seulement des emplois mal payés qui seront créés.

We have seen the rate of growth in employment in the Atlantic region; in Quebec, Ontario, the Prairies and in British Columbia there has been a growth in employment every year since 1984. Whereas we have seen some slow-down in employment growth, the unemployment rate is still now—

Mr. Allmand: Before the chairman cuts me off, are you tracking the people who are laid off to see if they get those new great jobs in aerospace?

Mrs. McDougall: The answer is yes.

Mr. Allmand: Can we then get those studies?

You see, I agree; I know that jobs are being created at Canadair. What I am worried about is whether the guys who are being laid off at Gillett and Vickers are going to go into those jobs or are they... Who are going into those new jobs? Are the people who are losing their jobs in fact picking up the new jobs? Are you tracking the people? That is what I want to know. I know some new jobs are being created and some of them are good and some of them are terrible, as the Economic Council of Canada said. However, is somebody tracking the people who are losing their jobs in these lay-offs and trying to find out what is happening to them? Are they benefiting...? Who is benefiting from these jobs, let us say, at Canadair, Aerospace, etc.?

If you have studies, I would like to see them.

Mrs. McDougall: The answer is yes. It clearly is not job for job. I mean, you do not pick up one person from Vickers and put him down over here at Canadair.

Mr. Allmand: No, but-

Mrs. McDougall: Those are exactly the people who benefit from our training programs now, and will more so in the future. They are the same ones who will benefit from the approach that—

Mr. Allmand: Well, I am from Missouri. I want to see the studies.

Mrs. McDougall: —Michèle was just describing. Do we have something that will satisfy Mr. Allmand?

• 1230

Ms Jean: Another point I would like to make is that we are actually, through system implementation at the local level, working with our region to develop better labour market information at the local level, so they will know the local labour market much better, and they will be able to identify through the claimant and employment strategy what kind of jobs are available and what kinds of persons can fit in. We are tracking that at the national level globally, and we are tracking that at the regional and local levels.

[Translation]

Nous avons vu quel était le taux de croissance de l'emploi dans la région de l'Atlantique. Au Québec, en Ontario, dans les Prairies et en Colombie-Britannique, il y a eu croissance de l'emploi chaque année depuis 1984. Si le taux de croissance de l'emploi a connu certains ralentissements, le taux de chômage demeure actuellement. . .

M. Allmand: Avant que le président ne me coupe la parole, est-ce que vous suivez le dossier des gens qui sont licenciés pour voir s'ils sont réembauchés dans ce merveilleux secteur porteur d'avenir qu'est l'aérospatiale?

Mme McDougall: La réponse est oui.

M. Allmand: Pouvons-nous prendre connaissance de ces études?

Voyez-vous, je suis d'accord avec vous; je sais que des emplois sont créés à Canadair. Ce qui m'inquiète, c'est le sort des travailleurs qui sont congédiés chez Gillette et Vickers. Est-ce qu'on leur offre ces nouveaux emplois ou bien... Qui occupe ces nouveaux emplois? Est-ce que ce sont ceux qui sont mis à pied qui occupent ces nouveaux emplois? Faites-vous un suivi pour vous en assurer? Voilà ce que je veux savoir. Je sais que l'on crée de nouveaux emplois, dont certains sont excellents et d'autres épouvantables, comme le Conseil économique du Canada l'a dit. Cependant, y a-t-il quelqu'un qui suit à la trace le dossier des gens qui perdent leur emploi afin de vérifier quel est leur sort? Est-ce que ces gens-là profitent...? Qui bénéficie de ces nouveaux emplois créés chez Canadair, Spar Aerospace, etc?

Si vous avez des études à ce sujet, je voudrais bien en prendre connaissance.

Mme McDougall: La réponse est oui. Il est évident que ce n'est pas vrai dans tous les cas. Enfin, on ne peut pas prendre un travailleur de chez Vickers et l'envoyer directement chez Canadair.

M. Allmand: Non, mais. . .

Mme McDougall: Ce sont justement ces gens-là qui bénéficient de nos programmes de formation à l'heure actuelle et qui en bénéficieront encore davantage à l'avenir. Ce sont les mêmes travailleurs qui bénéficient de la démarche que...

M. Allmand: Eh bien, je viens du Missouri et je veux voir ces études.

Mme McDougall: ...que Michèle vient de vous décrire. Avons-nous quelque chose qui pourrait satisfaire M. Allmand?

Mme Jean: J'aimerais également vous faire remarquer que nous travaillons actuellement avec les régions pour améliorer la qualité de l'information sur le marché du travail au niveau local, afin de mieux connaître la situation des diverses localités, de façon à mieux déterminer quels emplois sont disponibles et quels genres de personnes pourraient les occuper. Nous effectuons ce travail de dépistage au niveau national ainsi qu'au niveau régional et local.

Mr. Allmand: I would like to see it in due course. Yesterday I put on the record about five different reports in the Montreal area. Despite the fact that unemployment has gone down, the rate of poverty has increased substantially. One out of four Montrealers is living in poverty. A lot of them have part-time, low-paying jobs, but they are living in poverty.

Mrs. McDougall: Let me point out that between 1984 and 1988, of the 1.3 million jobs that have been created, 9.5% paid less than \$15,000 a year, 33.8% paid between \$15,000 and \$25,000, and 56.7% paid more than \$25,000 a year. Those are pretty good quality jobs.

Mr. Allmand: That is not what the Economic Council of Canada says.

Le président: Madame la ministre, je vous remercie pour votre présence aujourd'hui. C'était notre troisième rencontre avec vous. Je vous remercie de votre collaboration.

Vous savez que nous travaillons activement à la préparation d'un rapport sur ce que devraient être les niveaux d'immigration pour les années 1991 à 1995. Nous espérons être en mesure de donner une réponse d'ici la fin juin comme vous le souhaitiez.

Merci à vous ainsi qu'aux hauts fonctionnaires.

Mr. Allmand: I have a point of order before Mr. Kroeger leaves. We had originally scheduled a meeting with officials on employment matters, and the meeting was cancelled or postponed because you wanted to deal with the report last week.

First, I have about three or four other important questions to ask the minister. I am not going to get to ask them, and I guess it is because you have decided to stop the meeting at 12.30 p.m. to deal with the immigration report. I will not be too upset as long as I know I am going to have a chance to ask some questions of the senior officials, which was scheduled but then postponed. Is that going to be put back on again?

We have had no meeting with officials just on employment questions, as we had on immigration questions. I have some questions about the variable entrance requirement, and more examples on these freezes or cuts, whether they are true or not, with respect to certain areas of the country. I have certain questions with respect to the survey. I have other very specific questions. If the minister cannot be here, I would certainly like to put some to the deputy minister and his officials. Is it not correct that we were going to postpone that meeting?

Le président: Monsieur Allmand, en ce qui concerne les autres réunions du Comité, ce que vous dites est absolument exact. Il avait été question que les hauts fonctionnaires assistent à une autre rencontre. Cela n'est pas exclu. Nous

[Traduction]

M. Allmand: J'aimerais bien obtenir cette information. Hier j'ai parlé de cinq rapports différents concernant la région de Montréal. Malgré la baisse du taux de chômage, le nombre de personnes vivant dans la pauvreté a considérablement augmenté. Un montréalais sur quatre vit maintenant dans l'indigence. Bon nombre d'entre eux ont des emplois à temps partiel ou de petits salaires, mais cela ne les empêche pas d'être dans le besoin.

Mme McDougall: Permettez-moi de vous signaler que sur 1,3 million d'emplois créés entre 1984 et 1988, 9,5 p. 100 offraient un salaire de moins de 15,000 dollars par an, 33,8 p. 100, entre 15,000 dollars et 25,000 dollars, et 56,7 p. 100, de plus de 25,000 dollars par an. Il s'agit donc là d'emplois assez bien rémunérés.

M. Allmand: Ce n'est pas ce que dit le Conseil économique du Canada.

The Chairman: Minister, let me just thank you for being with us today. This was our third meeting with you, and I want you to know we appreciate your co-operation.

As you know, we are actively preparing a report on future immigration levels, for the period from 1991 to 1995. We hope to be in a position to provide you with that information by the end of June, as you had requested.

Once again, I would like to thank you and the senior officials who accompanied you today.

M. Allmand: J'ai un rappel au Réglement qu'il faudrait régler avant le départ de M. Kroeger. Nous avions prévu à l'origine de rencontrer les fonctionnaires du ministère pour discuter des questions d'emploi, mais vous avez préféré annuler ou reporter à plus tard cette réunion, afin qu'on puisse étudier le rapport à la place.

Il se trouve que j'ai trois ou quatre autres questions importantes à poser à la ministre. Je vois que je ne vais pas pouvoir les poser maintenant, puisque vous semblez avoir décidé de lever la séance à 12h30 afin qu'on puisse discuter du rapport sur les niveaux d'immigration. Je suis tout à fait disposé à le faire, mais à condition qu'on me donne l'occasion ultérieurement de poser d'autres questions aux hauts fonctionnaires du ministère, puisqu'on a reporté à plus tard la réunion qu'on était censé avoir avec eux. Avez-vous l'intention de les convoquer de nouveau?

Nous n'avons pas encore eu de réunion avec les fonctionnaires sur les questions d'emploi, comme nous l'avons fait pour les questions d'immigration. Pour ma part, j'ai des questions à poser sur les normes variables d'admissibilité, ainsi que sur quelques exemples précis de réductions ou de gels qui auraient été imposés dans certaines régions du pays. J'ai également des questions au sujet du sondage. Si la ministre ne peut pas être présente, j'aimerais tout de même avoir l'occasion de poser des questions au sousministre et à ses fonctionnaires. N'est-t-il pas vrai que nous avons décidé de remettre à plus tard cette réunion?

The Chairman: Mr. Allmand, what you are saying is absolutely correct with respect to the Committee's other scheduled meetings. We had, indeed, planned to invite senior officials to another meeting. That is still a possibility. We will

déciderons de cela ensemble au cours des prochains jours. Dès que nous aurons quorum, nous examinerons la possibilité de recevoir à nouveau les hauts fonctionnaires pour discuter des prévisions budgétaires.

Mr. Allmand: All right.

Le président: La séance est levée.

[Translation]

be deciding what to do in that regard in the course of the next few days. As soon as we have quorum, we will consider inviting senior officials back again to discuss the estimates.

M. Allmand: Très bien.

The Chairman: The meeting is adjourned.





if undelivered, return COVER ONLY to:
Canadian Government Publishing Centre,
Supply and Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9
En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:
Centre d'édition du gouvernement du Canada,
Approvisionnements et Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9

WITNESSES

From the Department of Employment and Immigration:
Arthur Kroeger, Deputy Minister and Chairman;
Michèle Jean, Executive Director, Employment;
Ken Wyman, Executive Director, Employment;
Paul Gauvin, Executive Director, Finance and
Administration.

TÉMOINS

Du ministère de l'Emploi et de l'Immigration:
Arthur Kroeger, sous-ministre et président;
Michèle Jean, directrice exécutive, Emploi;
Ken Wyman, directeur exécutif, Emploi;
Paul Gauvin, directeur exécutif, Finances et administration.



HOUSE OF COMMONS

Issue No. 37

Tuesday, May 22, 1990

Chairman: Jean-Pierre Blackburn

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule nº 37

Le mardi 22 mai 1990

Président: Jean-Pierre Blackburn

Minutes of Proceedings and Evidence of the Standing Committee on

Procès-verbaux et témoignages du Comité permanent du

Labour, Employment and Immigration

Travail, de l'Emploi et de l'Immigration

RESPECTING:

Pursuant to Standing Order 108(2), investigation into demography and immigration levels

CONCERNANT:

Conformément à l'article 108(2) du Règlement, une enquête sur la démographie et les niveaux d'immigration

WITNESS:

(See back cover)

TÉMOIN:

(Voir à l'endos)



Second Session of the Thirty-fourth Parliament, 1989–90

Deuxième session de la trente-quatrième législature, 1989-1990

35049-1

STANDING COMMITTEE ON LABOUR, EMPLOYMENT AND IMMIGRATION

Chairman: Jean-Pierre Blackburn Vice-Chairman: Dave Worthy

Members

Edna Anderson Warren Allmand Harry Chadwick Doug Fee Dan Heap Al Johnson Fernand Jourdenais Allan Koury Sergio Marchi Gilbert Parent George Proud Cid Samson—(14)

(Quorum 8)

Monique Hamilton

Clerk of the Committee

COMITÉ PERMANENT DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE L'IMMIGRATION

Président: Jean-Pierre Blackburn Vice-président: Dave Worthy

Membres

Edna Anderson Warren Allmand Harry Chadwick Doug Fee Dan Heap Al Johnson Fernand Jourdenais Allan Koury Sergio Marchi Gilbert Parent George Proud Cid Samson—(14)

(Quorum 8)

Le greffier du Comité

Monique Hamilton

Published under authority of the Speaker of the House of Commons by the Queen's Printer for Canada.

Publié en conformité de l'autorité du Président de la Chambre des communes par l'Imprimeur de la Reine pour le Canada.

MINUTES OF PROCEEDINGS

TUESDAY, MAY 22, 1990 (47)

[Text]

The Standing Committee on Labour, Employment and Immigration met at 11:07 o'clock a.m. this day, in Room 269, West Block, the Chairman, Jean-Pierre Blackburn, presiding.

Members of the Committee present: Edna Anderson, Jean-Pierre Blackburn, Harry Chadwick, Doug Fee, Dan Heap, Al Johnson, Allan Koury and Dave Worthy.

Acting Member present: Bob Wenman for Dave Worthy and Joe Volpe for Warren Allmand.

In attendance: From the Library of Parliament: Mrs. Margaret Young and Kevin Kerr, Research Officers.

Witness: From the Economic Council of Canada: Neil Swan, Research Director.

Pursuant to Standing Order 108(2), the Committee resumed consideration of its investigation into demography and immigration levels.

The witness made a statement and answered questions.

At 11:28 o'clock a.m., Doug Fee took the Chair as Acting

At 11:36 o'clock a.m., Jean-Pierre Blackburn took the Chair as Chairman.

At 12:33 o'clock p.m., the sitting was suspended.

At 12:38 o'clock p.m., the sitting was resumed.

At 12:38 o'clock p.m., the Committee proceeded to sit in

It was agreed,—That the Committee would proceed with its investigation into demography and immigration levels and consider presenting a report at the end of the study.

At 12:59 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

Monique Hamilton

Clerk of the Committee

PROCÈS-VERBAL

LE MARDI 22 MAI 1990 (47)

[Traduction]

Le Comité permanent du travail, de l'emploi et de l'immigration se réunit aujourd'hui à 11 h 07, dans la salle 269 de l'édifice de l'Ouest, sous la présidence de Jean-Pierre Blackburn (président).

Membres du Comité présents: Edna Anderson, Jean-Pierre Blackburn, Harry Chadwick, Doug Fee, Dan Heap, Al Johnson, Allan Koury, Dave Worthy.

Membres suppléants présents: Bob Wenman remplace Dave Worthy; Joe Volpe remplace Warren Allmand.

Aussi présents: De la Bibliothèque du Parlement: Margaret Young et Kevin Kerr, attachés de recherche.

Témoin: Du Conseil économique du Canada: Neil Swan, directeur de la recherche.

Conformément au paragraphe 108(2), le Comité reprend son enquête sur la démographie et les niveaux d'immigration.

Le témoin fait un exposé et répond aux questions.

À 11 h 28, Doug Fee remplace le président.

À 11 h 36, Jean-Pierre Blackburn réintègre le fauteuil.

À 12 h 33, la séance est suspendue.

À 12 h 38, la séance reprend.

À 12 h 38, le Comité déclare le huis clos.

Il est convenu,—Que le Comité poursuive son enquête sur la démographie et les niveaux d'immigration et envisage de rédiger un rapport à la fin.

À 12 h 59, le Comité s'ajourne jusqu'à nouvelle convocation du président.

La greffière du Comité

Monique Hamilton

EVIDENCE

[Recorded by Electronic Apparatus]

Tuesday, May 22, 1990

• 1107

Le président: À l'ordre!

Nous poursuivons aujourd'hui notre étude sur la démographie et sur ce que devraient être les niveaux d'immigration au Canada pour les années 1991 à 1995.

Ce matin, nous recevons à titre de témoin, M. Neil Swan, le directeur de la recherche au Conseil économique du Canada. Monsieur Swan, bienvenue devant notre Comité. Je crois que vous avez une allocution d'ouverture à nous présenter, et par la suite, les députés pourront vous poser quelques questions. La parole est à vous.

M. Neil Swan (directeur de la recherche, Conseil économique du Canada): Merci, monsieur le président. Je n'ai pas l'intention de lire mon exposé entièrement.

Rather, I will make a summary rather of what I have to say. I do not know that I can make it as exciting as what appears to be going on in the House, but that is life.

As I said in my submission, I was not sure I wanted to be here today, and I am still not quite sure. That is partly the typical researcher who is only part way through his research and does not want to say anything whatsoever about it until everything is done and wrapped up with blue ribbons. And it is partly that the results to this point are different from what I would like them to be in the sense that as a citizen, and as you can no doubt tell from my accent, as an immigrant, I would very much like the results to make the economic case strongly in favour of immigration. That is what I would like to find out.

The results seem to show not the opposite but rather a neutral situation, that from the economic point of view immigration does not make very much difference either way to the people who matter from the point of view of the analysis, namely, those who are already in place in Canada. That is the broad message of what we are finding on the economic front. That is by way of introduction.

I should also mention that I am from the Economic Council of Canada, but I am not speaking officially for the council members because the report on this subject will not be out until near the end of the year. What is happening is that we have a group of about seven people who are doing research on immigration at the economic council. I am the director of that research, and the council itself will be reporting on it, as I said, towards the end of the year.

The council has not endorsed what I am going to say, but they have allowed me to share the knowledge about what we have found out up until this point.

Let me begin with a commonplace observation that there is a lot of ambivalence about immigration, mixed feelings about it. On the positive side, speaking of economic matters, many people say it is a big country, that immigrants made it,

[Translation]

TÉMOIGNAGES

[Enregistrement électronique]

Le mardi 22 mai 1990

The Chairman: Order, please!

Today we are resuming our study on demography and immigration levels for Canada for the years 1991 to 1995.

This morning our witness is Mr. Neil Swan, Research Director with the Economic Council of Canada. Mr. Swan, I would like to welcome you to our Committee. I believe you have an opening statement to make, after which we can begin our questioning. You have the floor.

Mr. Neil Swan (Research Director, Economic Council of Canada): Thank you, Mr. Chairman. I do not intend to read the full text of my statement.

J'ai plutôt l'intention d'en faire un résumé. Je ne sais pas si je peux rendre le sujet aussi passionnant que ce qui se passe à la Chambre, mais tant pis.

Comme je le dis dans mon exposé, si j'ai éprouvé des réticences à témoigner, et j'en éprouve toujours quelquesunes, c'est simplement parce que mes recherches ne sont pas terminées, et j'aurais préféré attendre les résultats définitifs. C'est aussi en partie parce que les résultats obtenus jusqu'ici sont différents de ce que j'aurais préféré en tant que citoyen, car, comme vous l'indique sans doute mon accent, en tant qu'immigrant, j'aurais voulu présenter des arguments convaincants pour démontrer les avantages économiques de l'immigration.

D'après ce que nous avons constaté jusqu'ici, les avantages économiques de l'immigration paraissent en réalité très faibles, c'est-à-dire que l'immigration ne semble pas avoir d'incidences économiques sur la population qui se trouve déjà au Canada. Voilà donc ce qui paraît la principale constatation économique de nos travaux. Je dis cela en guise d'introduction.

Je devrais aussi vous dire que même si je suis du Conseil économique du Canada, je ne parle pas officiellement au nom de cet organisme, car notre rapport sur cette question paraîtra seulement vers la fin de l'année. Le Conseil économique a réuni une équipe d'environ sept personnes pour faire des recherches sur l'immigration. Je suis chef de l'équipe de recherche et, comme je vous l'ai dit, le conseil va déposer son rapport vers la fin de l'année.

Mes propos n'engagent donc pas le conseil, mais il m'a autorisé à vous donner des renseignements sur les constatations que nous avons faites jusqu'à présent.

Je vais commencer par une observation banale, c'està-dire qu'il existe beaucoup d'ambivalence concernant l'immigration; les gens ont parfois des sentiments opposés Quant aux aspects positifs de l'immigration pour l'économie

that we still need more people, that there are not enough people in the country to make an efficiently sized domestic market. The immigrants do well and they pay taxes. We do not have to educate them. They could help the country cope with the problem of paying old age pensions when the demographic slowdown comes through and so on. So there are many positive economic perceptions about immigration.

• 1110

There are also negative ones. A very common one, and perhaps the leading one, is that immigrants take jobs from Canadians. That is a very strong feeling out there. Another negative feeling we come across is that immigrants impose significant costs in welfare payments or in language training, and impose significant pressures on the housing market in certain cities. So on the economic side, both negative and positive aspects.

The same is true on the social side, and we are doing some research into the social side of immigration as well, even though we are an economic council. On the social side we detect ambivalent feelings about diversity. Some value greater diversity that comes with the immigration as a very positive good. Others are not so sure about that and also worry about the possibility of social frictions as the mixture of ethnic groups changes.

So on both the economic and social side we are finding that opinions vary all the way from strongly in favour of immigration to strongly against it. In every case it is from a mixture of both economic and social reasons. But it does seem that the debate is a little bit short on factual information as opposed to opinions and viewpoints. We are trying to ask whether—not all of these opinions, we cannot tackle everything—or not some of the major opinions are well grounded in the facts. We are trying to decrease the area of uncertainty a little bit.

With that in mind we are asking six key economic questions and two key non-economic or social questions. Those are on pages 4 and 5 in the submission, in the English version, and I will just read those questions:

- 1. What would be the effect of more immigration on the per capita income of people already in Canada; what is the spill-over effect to the people already here?
- 2. What would be the effect of more immigration on the rate of unemployment among people already in Canada?
- 3. What would be the effect on society's ability to support old people in the next century?
- 4. Given the fact that immigrants do not go evenly across the country, what would be the effect of more immigration on the relative economic power of different provinces?
- 5. What would be the effect of more immigration on the net revenue expenditure position of the different provinces?

[Traduction]

beaucoup de gens disent que nous avons un grand pays qui a été construit grâce aux immigrants et que nous devons encore accroître la population parce que nous n'avons pas suffisamment d'habitants pour constituer un marché national important. Les immigrants réussissent bien et ils paient des impôts. Nous n'avons pas à les instruire. Ils pourraient aussi nous aider à porter le fardeau des pensions de vieillesse quand le Canada devra faire face au ralentissement démographique. Ainsi, on reconnaît bien des aspects positifs à l'immigration.

Mais on y voit aussi des aspects négatifs. La principale inquiétude, celle qui s'exprime sans cesse dans les sondages et les discussions, c'est de voir les immigrants prendre des emplois aux Canadiens. Il y a également des inquiétudes qui tiennent au coût de l'intégration: cours de langue, prestations de bien-être social, répercussions sur les prix des logements dans certaines villes. Donc, du côté économique, il y a à la fois des aspects négatifs et des aspects positifs.

C'est la même chose du côté social, et même si nous sommes un conseil économique, nous faisons de la recherche sur les aspects sociaux de l'immigration également. Quant aux aspects sociaux, nous décelons une certaine ambivalence face à la diversité. Certains considèrent la plus grande diversité qui découle de l'immigration comme étant un avantage. D'autres n'en sont pas aussi certains et s'inquiètent de la possibilité de tensions sociales qu'une plus grande diversité pourrait susciter.

Donc, tant pour des raisons économiques que sociales, les opinions varient considérablement. Certains sont tout à fait en faveur de l'immigration, d'autres tout à fait contre. Mais il semble que la discussion repose surtout sur des perceptions et qu'il faudrait plutôt qu'elle repose sur des faits, c'est-à-dire sur des données précises. Nous tentons de voir si oui ou non—non pas toutes ces opinions, car nous ne pouvons pas toutes les vérifier—certaines de ces principales opinions sont bien fondées. Nous essayons de diminuer un peu les incertitudes.

Ainsi, nous avons concentré nos recherches sur six grandes questions économiques et deux questions non économiques ou sociales. Ces questions se trouvent aux pages 5 et 6 du texte français de notre mémoire, et elles sont les suivantes:

- 1. Quels seraient les effets d'une immigration plus forte sur le revenu par habitant de la population déjà en place au Canada?
- 2. Quels seraient les effets d'une immigration plus forte sur le taux de chômage de cette population?
- 3. Quels seraient les effets d'une immigration plus forte sur la capacité de la société, au cours du siècle prochain, d'assumer la charge des personnes âgées?
- 4. Étant donné que les immigrants ne vont pas s'établir uniformément dans tout le pays, quels seraient les effets d'une immigration plus forte sur la puissance économique relative des provinces?
- 5. Quels seraient les effets d'une immigration plus forte sur la situation budgétaire nette des gouvernements provinciaux?

6. How well do the immigrants themselves do in terms of their economic success?

Those are the six major economic questions we are trying to get factual answers to.

On the social side, because we think the social aspect is also important, we are asking whether it is possible to specify precisely what the non-economic benefits of cultural diversity are and assess the impact of more immigration on those benefits.

We are asking about the risks of social friction and assessing the impact on social friction of more immigration. For instance, are we likely to go down the same road as France seems to be going down or is there not a significant risk of that kind?

Today I have no answers from our research on the social side. On the economic side we have tentative answers to three of the questions that I raised: what is the impact on per capita income of Canadians and others already here; what is the impact on the unemployment rate; how do the immigrants themselves do? Those are the three questions to which I have tentative results.

• 1115

First, income per capita. Let me stress that we are not asking what the effect is on average income. If you bring in wealthy immigrants, you can raise the average. Someone once told me that you can raise the average intelligence quotient at Harvard and in America at large by failing more people in the Harvard degree program. This is an indication that averages are not meaningful in themselves.

We are interested in the impact of more immigration on those who are already here in terms of their real income per head. In effect, we are looking for the effect of having a larger population size on the efficiency with which the country can operate its economy, i.e., on economic efficiency. The answer is not obvious because the U.S., for example, has a big population and is rich, but Switzerland has a small population and is rich; India has a big population and is poor; and Tanzania has a small population and is poor. So the answer is not obvious by looking on the surface, although a larger population ought to help, in theory. You would have a larger domestic market and could reap economies of scale in production, economies of specialization, longer runs and so on. So in theory you might expect a larger population to increase economic efficiency and in turn to increase the per capita real income of the people already there.

It is difficult to test whether that premise is factually true or not because so many other factors affect economic efficiency. For instance, efficiency and incomes in a country will be higher if there is more capital per head, more education, a higher level of technological sophistication, greater political stability, and so on. So a large number of variables impact on how efficient and how wealthy a country can be in per capita terms.

[Translation]

6. Quel serait le degré de réussite économique des immigrants?

Ce sont donc les six grandes questions économiques auxquelles nous essayons de répondre.

Comme nous estimons que l'aspect social est également important, nous voulons savoir s'il est possible de connaître avec exactitude les avantages non économiques de la diversité culturelle et d'évaluer les effets d'une immigration plus forte sur ces avantages.

Nous voulons savoir s'il est possible d'élaborer des moyens de mesurer les tensions sociales et d'évaluer les effets, s'il en est, d'une immigration plus forte sur ce phénomène. Par exemple, est-ce que nous risquons de nous retrouver dans la même situation que la France-à cet égard?

Aujourd'hui, je n'ai pas encore de réponse pour ce qui est des aspects sociaux de notre recherche. Quant aux aspects économiques, nous tentons de répondre à trois des questions que je vous ai énumérées: quels sont les effets d'une immigration plus forte sur le revenu par habitant de la population déjà en place au Canada? Quels sont les effets d'une immigration plus forte sur le taux de chômage de cette population? Quel est le degré de réussite économique des immigrants? Voilà les trois questions auxquelles nous avons tenté de répondre.

Prenons d'abord le revenu par habitant. Nous ne cherchons pas à établir quelles sont les répercussions de l'immigration sur le revenu moyen. Si vous faites venir des immigrants riches, vous pouvez relever la moyenne. Quelqu'un m'a dit un jour que l'on pouvait relever le quotient intellectuel moyen des étudiants de Harvard et des États-Unis en faisant échouer davantage de gens aux examens de Harvard. Cela montre que les moyennes ne veulent pas dire grand-chose.

Nous nous intéressons aux effets de l'immigration sur le revenu réel par habitant de ceux qui sont déjà au Canada. En fait, nous cherchons à établir si la croissance démographique augmente l'efficacité de l'économie du pays. La réponse n'est pas évidente, étant donné que les États-Unis, par exemple, ont une population importante et sont riches, tandis que la Suisse est riche également, mais avec une faible population, que l'Inde est très peuplé et pauvre et la Tanzanie peu peuplée et pauvre également. La réponse n'est donc pas évidente, même si, en principe, une population plus nombreuse devrait améliorer les choses. Nous aurions un marché national plus important qui permettrait des économies d'échelle, la spécialisation pourrait être plus poussée et les cycles de production plus longs. Par conséquent, en principe, une population plus nombreuse devrait accroître l'efficacité de l'économie, ce qui augmenterait le revenu réel par habitant.

Il est difficile d'établir la validité de cette hypothèse, étant donné que de nombreux facteurs influent sur l'efficacité de l'économie. Par exemple, plus les capitaux par habitant, le niveau de scolarité, le degré de complexité des technologies disponibles et la stabilité politique augmentent, plus l'efficacité et le revenu sont élevés. Par conséquent, de nombreuses variables influent sur l'efficacité et la prospérité d'un pays per capita.

Isolating the effect of population alone is quite difficult. The way we did it was by taking about 75 countries and examining their per capita income and all the other variables that affect per capita income, such as the amount of capital, the level of education, then subtracting those effects and asking what the remaining effect of population size alone is on the per capita real income people can get.

The answer is an interesting one. Roughly speaking, we find that if Canada had a population of about 100 million instead of 25 million, income per head could be about 15% higher on that account alone, with all other things allowed for. So if we go to a population of 100 million, we will get about 15% more income per capita, which is approximately the difference between Canada and the United States in terms of real living standards.

If you look at the research in that way, it would suggest that, yes, a large population has a substantial impact on the income of those already here. But economists are good at looking at things on the one hand and on the other hand. If you look at the research results in another way, you could ask how many years of immigration at 200,000 per year will it take to reach a population of 100 million. It is a lot of years.

If you increase immigration substantially, from the present net level of about 120,000 or 130,000 to 200,000 or 250,000 or even 300,000, for example, the effect on living standards over the next 10 years or so of those who are already here turns out to be very small, just a few dollars per head in income for those who are already here.

So the effect of large population is, in one sense, a large one, which is what people intuitively think, and when it comes to the effect of increasing immigration on living standards, it is small. That is what we found.

• 1120

What is the effect of immigration on employment? There are two conflicting views here. One is that if you bring immigrants in and add them to the number of people seeking work, either they will become unemployed, or they will displace others who are employed, or some mixture of the two, and the unemployment will go up. That is one view.

A second and quite different view, which I think Professor Marr gave you sometime ago, is that when the immigrants come and if they can somehow become employed, then they will stay employed because they keep spending once they are employed, and the spending creates jobs that are needed to keep them employed. Once you get it going, it stays there. You need an initial pump priming or you need them to bring enough money to survive for a few weeks, but once you have it, in this view, extra immigration does not create a job problem. There are these two views. In theory it could go either way.

We have been trying to investigate what does happen in practice. The answer seems to be that the second view is correct for whatever reason. There is no detectable unemployment effect as a result of higher immigration. The

[Traduction]

Il est assez difficile d'isoler l'incidence de la démographie des autres facteurs. Pour 75 pays, nous avons examiné quel était leur revenu par habitant et toutes les autres variables influant sur ce revenu, telles que la quantité de capitaux disponibles, le niveau de scolarité, après quoi nous avons soustrait ces effets pour établir quelle était l'incidence de la taille de la population sur le revenu réel par habitant.

Les résultats sont intéressants. Nous constatons que, si le Canada avait une population d'environ 100 millions d'habitants au lieu de 25 millions, le revenu par habitant pourrait être supérieur de 15 p. 100, rien qu'à cause de ce facteur et en tenant compte de toutes les autres variables. Par conséquent, si notre population atteint le chiffre de 100 millions, le revenu par habitant augmentera d'environ 15 p. 100, ce qui représente à peu près la différence entre le niveau de vie réel au Canada et aux États-Unis.

D'après les résultats de ces études, il semble bien qu'une population nombreuse ait un important effet positif sur le revenu de ceux qui habitent déjà le pays. Les économistes ont l'habitude d'examiner les deux revers de la médaille. Si vous examinez les résultats des recherches sous un angle différent, vous chercherez à déterminer combien d'années il faudra pour que la population atteigne 100 millions d'habitants si nous acceptons 200,000 immigrants par an. Cela fait beaucoup d'années.

Si vous relevez nettement le nombre d'immigrants, qui se situe actuellement à 120,000 ou 130,000, en le faisant passer à 200,000 ou 250,000, ou même 300,000, par exemple, le niveau de vie des Canadiens n'augmentera que de façon marginale au cours des 10 prochaines années, à peine de quelques dollars par habitant.

Par conséquent, l'augmentation de la population a une incidence importante, comme on est naturellement porté à le croire, mais l'augmentation de l'immigration a peu d'effets sur le niveau de vie. Voilà ce que nous avons constaté.

Quel est l'effet de l'immigration sur l'emploi? Il y a deux points de vue contradictoires à ce sujet. Selon le premier, si vous faites venir des immigrants qui viennent augmenter le nombre de personnes à la recherche d'un emploi, ou bien ils deviendront chômeurs, ou bien ils prendront l'emploi de quelqu'un d'autre, et le chômage augmentera. Voilà pour le premier point de vue.

Quant au deuxième, qui est assez différent et dont le professeur Marr vous a fait part il y a quelque temps, je crois, lorsque les immigrants trouvent un emploi à leur arrivée, ils conservent cet emploi parce qu'ils ne cessent de faire des dépenses, lesquelles créent les emplois nécessaires pour les garder sur le marché du travail. Une fois la machine mise en branle, elle continue à tourner. Il suffit de la faire démarrer ou que les immigrants apportent suffisamment d'argent avec eux pour survivre quelques semaines. Selon ce point de vue, l'augmentation de l'immigation ne crée pas de chômage. Voilà les deux façons de voir les choses. En principe, les deux scénarios sont possibles.

Nous avons tenté de déterminer ce qui se passe en pratique. Il semble que le deuxième point de vue soit le bon, pour une raison ou une autre. L'augmentation de l'immigration n'a pas d'effets sensibles sur le chômage. Nous

evidence behind indicates that in years of high immigration the unemployment is no higher than average and no higher than normal, even if you correct for the fact that when unemployment is high, fewer immigrants come. It is less attractive, so you would tend to see in the numbers high unemployment and low immigration and low unemployment and high immigration.

You would tend to think on that account alone there is no effect, but this is misleading. If you allow for the misleading effect and go underneath and ask, irrespective of the impact of unemployment on immigration, what is the impact of immigration on unemployment, you find there is none.

The second piece of evidence is that if you look across varying countries to ask whether countries with large populations or large rates of growth of population have more problem with unemployment than small countries, and if you think of immigration as a way of making a small country into a big one, then you can ask if there is any unemployment effect from being larger. Again, the evidence on that is no. There is no apparent effect of size of country on unemployment rate, nor of the rate of growth of the population on the unemployment rate.

The evidence so far—and this is a little bit more tentative than the evidence on the income—is that there is no effect of either a high level of immigration on the unemployment rate or of increasing the amount immigration on the unemployment rate.

The third area where we have some results is on how the immigrants themselves do. Our interest there was more along the lines that if they did not do well, then that could create social problems, rather than a particular interest in the econonic welfare of the immigrants as such. Of course, immigrants, even if they do not do very well, probably do a lot better than they could have done where they came from anyway.

Our interest in the economic performance of immigrants was as much in whether they did well enough to avoid social problems as in an absolute interest in how well they did. What we find is that after a few years, immigrants do as well in terms of income earned, unemployment rates and so on as comparably qualified Canadians do. There is no difference, given an adjustment period, in the performance of the immigrants.

This is subject to the reservation that the latest data we had initially to study this with was the 1981 census. This applies only to immigrants who were here in time to get into the 1981 census. We do not have information yet—but we will have—from the 1986 census. It could differ because the kind of immigration that has occurred between 1981 and 1986 is a bit different in terms of origin, level of qualifications and so on from the immigration that came before 1981. Those results are also tentative in that very special sense.

[Translation]

avons la preuve que les années de forte immigration, le chômage n'est pas plus élevé que la moyenne ou que la normale, même si l'on tient compte du fait que moins d'immigrants entrent dans le pays lorsqu'il y a beaucoup de chômage. C'est moins attrayant, si bien qu'un taux de chômage élevé s'accompagne généralement d'une faible immigration, et vice versa.

Vous pourriez en conclure que l'incidence est nulle, mais ce n'est pas le cas. Si vous poussez l'analyse un peu plus loin, en vous demandant quels sont les effets de l'immigration sur le chômage, quelles que soient les répercussions du chômage sur l'immigration, vous constaterez qu'il n'y en a aucun.

Ensuite, si vous cherchez à établir si les pays ayant une forte population ou un taux de croissance démographique élevé ont plus de problèmes de chômage que les petits pays et si vous envisagez l'immigration comme un moyen de transformer un petit pays en un grand pays, il s'agit d'établir si la taille de la population a une incidence sur le chômage. Là encore, la réponse est non. La taille du pays ne semble avoir aucun effet sur le taux de chômage, pas plus que le taux de croissance démographique.

Jusqu'ici, il semble bien—même si les preuves ne sont pas aussi concluantes que pour le revenu—qu'une forte immigration ou l'augmentation du nombre d'immigrants n'ont aucune incidence sur le taux de chômage.

Troisièmement, nous avons recueilli des données sur la façon dont les immigants se débrouillent. Nous nous sommes penchés sur la question non pas parce que nous nous intéressions à la situation économique des immigrants comme telle, mais simplement parce que si les immigrants ne se débrouillaient pas bien, cela risquait de créer des problèmes sociaux. Évidemment, même si les immigrants ne s'en tirent pas très bien, leur niveau de vie est sans doute nettement supérieur à ce qu'il aurait pu être dans leur pays d'origine.

Nous nous sommes intéressés à la performance économique des immigrants plus pour savoir s'ils pouvaient éviter de poser des problèmes sociaux que pour d'autres considérations. Nous avons constaté qu'au bout de quelques années, les immigrants s'en tiraient aussi bien que les Canadiens possédant les mêmes compétences sur le plan du revenu, du taux de chômage, etc. Après une période d'adaptation, il n'y a aucune différence entre les immigrants et les Canadiens.

La seule réserve est que les données les plus récentes dont nous disposions au départ étaient celles du recensement de 1981. Nos résultats ne s'appliquent donc qu'aux immigrants qui ont été recensés en 1981. Nous n'avons pas encore les données—mais nous les obtiendrons—du recensement de 1986. Il peut y avoir des différences, étant donné que les caractéristiques des immigrants qui sont arrivés en 1981 et 1986 ne sont pas tout à fait les mêmes en ce qui concerne le pays d'origine et leur niveau de compétence, par exemple. Il s'agit donc de résultats provisoires.

• 1125

What would I conclude from the research results to this point? The first thing I would conclude, rather unfortunately from a personal point of view, is that the economic effects are not nearly as large as you might think, whether positive effects or negative effects. Immigration is really rather small beer as far as economic impact is concerned.

The corollary is that the non-economic factors are going to matter a lot. We are doing research in that area, but it is not in yet. Among those non-economic factors I would put four as mattering. There are three in the text, but it should really be four.

What are the net benefits of greater diversity, ethnically and culturally? Some people like it, some do not like it. How does it come out on net; and how much more diversity will you get if you increase immigration?

Second, can we assess the risks of the kind of social frictions they are getting in France, that they have had in Britain in the past? Are we immune from that? If we are not, is it a serious risk or is it trivial compared with the benefits we get otherwise from immigration socially and, to some extent small but there, economically?

Third, there is an ethical issue. The immigrants themselves gain a great deal economically and often politically and socially, and that should, I think, be weighed in the balance.

Fourth, whether or not there is a significant economic or cultural effect, immigration does make the country a larger country and therefore it is stronger politically on the world stage. That factor should also be taken into account.

So small economic effect, non-economic factors then matter a lot, and we are still doing research into those. Thank you.

Le président: Monsieur Swan, je vous remercie. C'est intéressant, ce que vous nous apprenez ce matin. Les députés ont sûrement plusieurs questions à vous poser. La première personne est M. Volpe. Vous avez la parole ce matin, vous êtes chanceux.

M. Joseph Volpe (député de Eglinton—Lawrence): Merci. Suis-je le seul député!

I want to thank Dr. Swan for his presentation this morning. It certainly is thought-provoking, at least from my perspective.

It is a very guarded piece, if you do not mind my saying so, simply because you have left open all kinds of avenues, inasmuch as you have indicated that the statistics are not yet available and therefore the data does not lend itself to any definitive position—either encouragement or discouragement thereof—with respect to where this country might go in terms of defining itself vis-à-vis immigration. Certainly I appreciate that in your study you make an effort to consider the social implications of immigration along with the economic ones.

[Traduction]

Que puis-je conclure des résultats obtenus jusqu'ici? Premièrement, je dois dire, malheureusement, que l'incidence économique positive ou négative n'est pas aussi importante qu'on pourrait le croire. L'impact économique de l'immigration est assez négligeable.

Le corollaire est que les facteurs non économiques vont compter énormément. Nous avons entrepris des recherches dans ce domaine, mais nous n'avons pas encore de résultats. Je dirais que quatre de ces facteurs non économiques sont vraiment importants. J'en ai indiqué trois dans le texte, mais en fait il y en a quatre.

Quels sont, en fin de compte, les avantages d'une plus grande diversité ethnique ou culturelle? Cela plaît à certains, mais pas à tout le monde. Quels sont les avantages nets sur ce plan et à quel point une augmentation de l'immigration va-t-elle accroître la diversité?

Deuxièmement, pouvons-nous évaluer les risques de frictions sociales comme celles que l'on connaît actuellement en France ou qu'il y a eu en Grande-Bretagne par le passé? Sommes-nous à l'abri de ce genre de chose? Dans le cas contraire, s'agit-il d'un risque grave ou mineur par rapport aux avantages que l'immigration nous apportera, autrement, sur le plan social et, dans une certaine mesure, sur le plan économique?

Troisièmement, il y a l'aspect moral du problème. Les immigrants ont beaucoup à gagner sur le plan économique et souvent aussi sur le plan politique et social, et il faudrait en tenir compte.

Quatrièmement, que l'incidence économique ou culturelle soit importante ou non, l'immigration fait du Canada un pays plus grand, qui a donc une influence politique plus forte sur la scène internationale. Il faut également tenir compte de ce facteur.

Par conséquent, les effets économiques sont limités, si bien que les facteurs non économiques pèsent lourd dans la balance, et nous continuons à les étudier. Je vous remercie de votre attention.

The Chairman: Thank you, Mr. Swan. It was a very interesting presentation. Members will certainly have several questions to ask you. The first questionner is Mr. Volpe. You are lucky to get the floor this morning.

Mr. Joseph Volpe (Eglinton—Lawrence): Thank you. Am I the only Member!

Je tiens à remercier le professeur Swan de son exposé. Il incite certainement à la réflexion, du moins à mes yeux.

Je me permets de vous faire remarquer que vous faites de nombreuses réserves en laissant la porte ouverte à diverses solutions et en précisant que les données n'étant pas encore disponibles, vous ne pouvez pas prendre vraiment position, dans un sens ou dans l'autre, quant à la voie à suivre vis-à-vis de l'immigration. Je constate que vous vous efforcez de tenir compte des répercussions non seulement économiques, mais également sociales, de l'immigration.

I have to say I am a little perplexed. So far your data suggests that the economic impact, whether it be negative or positive, is marginal at the very best. Those are my words. They are obviously not the ones you have used. But both in reading your brief and in hearing what you had to say, I could not help but bring those words out. And they come into stark contrast with views held by other economists, expressed in a meeting not too long ago before several of my colleagues when we were in New York. Present were individuals, such as the president of Chase Manhattan, representatives of other banks, and representatives from enterprises everywhere in the New England states, who indicated to us that their views were that Canada would enter a period of stagnation, essentially because it had a very low population base and it had, in their view, the most restrictive immigration policies in the western world.

Keeping aside whether they are right in that or not, the fact is they felt the population was not growing, given our low birth rate and our restrictive immigration policies, in a fashion that would encourage them to tell their investment clients that Canada had the appropriate market base to encourage investment.

• 1130

The population base, as it was, would not be sufficient to encourage expansion, because the only way expansion could be justified in economic terms would be if you increased the number of consumers or if the existing consumers became more sophisticated in terms of their buying power. In their estimation their buying power was virtually at a saturation point.

If I accept their views as being more or less legitimate, it suggests to me that some of the premises, which underline the six questions you asked and the economic ones. . . We might not be asking all of the complete questions or perhaps not even the appropriate ones. Before I go on to another one I wonder whether you would like to interject and comment.

Mr. Swan: Yes, there are not inconsistencies, if I read you correctly in what they are saying. They are saying that if you are an investor thinking of investing in Canada for the best returns, then you are likely to make more money the faster the whole economy is growing. This includes expansion due to larger population as well as expansion due to more spending by the existing population.

From this point of view, if your interest is in advising investment clients about investing their money in Canada or somewhere else, then the slower the population growth is, the less the prospects are.

Whether you think it is an important question to ask compared with what the impact of immigration is on your income and my income depends on whether you think investment by Americans in Canada would have a significant effect on your income, my income. I would not accept personally that foreign investment per se is automatically to be considered a good thing.

[Translation]

Je dois dire que je suis un peu perplexe. Vos données laissent entendre que l'impact économique de l'immigration est vraiment mineur. Évidemment, ce ne sont pas les mots que vous avez utilisés. Mais c'est ce que j'ai conclu en lisant votre mémoire et en écoutant votre exposé. Ce point de vue contredit les opinions exprimées par d'autres économistes à l'occasion d'une réunion à laquelle je participais, avec plusieur de mes collègues, à New York. Des personnes comme le président de la Chase Manhattan, des représentants d'autres banques et d'entreprises des États de la Nouvelle-Angleterre nous ont dit, à cette occasion, qu'à leur avis, le Canada connaîtrait une période de stagnation économique, principalement à cause de sa faible population et aussi parce qu'il avait, selon eux, les politiques d'immigration les plus restrictives du monde occidental.

Qu'ils aient tort ou raison, le fait est qu'étant donné notre faible taux de natalité et nos politiques d'immigration restrictives, notre croissance démographique ne les incite pas à recommander à leurs clients d'investir au Canada, étant donné que notre marché est trop limité.

La population ne serait pas suffisante pour encourager l'expansion, car celle-ci ne saurait se justifier sur le plan économique que s'il y avait accroissement du nombre de consommateurs ou du pouvoir d'achat des consommateurs existants. Or, ceux avec qui nous nous sommes entretenus étaient d'avis que le pouvoir d'achat des consommateurs avait, à toutes fins utiles, atteint le point de saturation.

En supposant qu'ils aient raison en gros, j'en conclus que certaines des hypothèses qui sous-tendent les six questions que vous avez posées et les questions économiques... Nous ne posons peut-être pas les questions de façon aussi complète que nous le devrions, ou bien nous ne posons peut-être pas les bonnes questions. Avant que je passe à un autre point, je me demande si vous avez des observations à nous faire à ce sujet.

M. Swan: Je veux bien. Ce qu'ils disent n'est pas contradictoire, si j'ai bien compris votre question. Ils disent que, du point de vue de ceux qui voudraient investir au Canada de manière à obtenir le meilleur rendement possible, les chances d'y arriver sont sans doute meilleures si l'économie connaît une forte croissance. Cette croissance pourrait résulter tant d'un accroissement de la population que d'une augmentation du pouvoir d'achat de la population existante.

Ainsi, pour ceux qui conseillent leurs clients désireux d'investir au Canada ou ailleurs, une lente croissance démographique équivaut à des perspectives économiques moins intéressantes.

L'importance que vous attachez à cette question comparativement à l'incidence de l'immigration sur votre revenu et sur le mien dépend de l'idée que vous vous faites des investissements américains au Canada et de leurs conséquences pour votre revenu et pour le mien. Pour ma part, je n'admets pas que les investissements étrangers comme tels soient forcément considérés comme un avantage.

M. Volpe: Il s'agit d'une politique non partisane.

Mr. Volpe: This is a non-partisan policy.

Mr. Swan: I am not saying it is bad, either.

Mr. Volpe: In this country we have over the course of decades done our very best to encourage as much foreign investment as possible under one government or another, because we have seen that the pool of capital available indigenously has been insufficient to develop the potential we have in this country.

The underlying principle to this has been that the more foreign investment there is, the greater the opportunity for you, me and the other members here to increase our annual income.

Mr. Swan: I think there is probably something in this, but I think it is also probably captured in the results we have already given you about the 15% income. Remember that what those results do is they ask the different sizes of country, correcting for capital stock once the effect on—

Mr. Volpe: But you made a big jump to a 300% increase in population before you drew this conclusion. The 300% increase in population would result essentially in a 15% increase in our standard of living. That is an enormous figure.

I quite agree with you that no fooling around with populations that emanate from Immigration is going to give us this figure in the short term without a whole series of other consequences. Short of opening the floodgates from places that may want to come here, we are talking about a logistical problem of settling roughly 74 million people in a short period of time in order to profit from the 15% increase.

Mr. Swan: I am of course not proposing that.

Mr. Volpe: No, but this is quite right. To question what the net advantages will be on an economic basis for Canadians is to be measured in the context of the figures you have given us. I am not sure those figures... When we are talking about such discrepancy, such enormous divergence from the actual figures to what they would be and the potential pay-off really suggest that your study is taking into consideration the premise of my first question. I have a couple of other difficulties with it, because when I take a look at the immigration figures—

• 1135

Mr. Swan: Could I just respond once more to that point?

Mr. Volpe: Certainly, go ahead.

Mr. Swan: It is true that historically we have attracted foreign capital in order to equip our country with capital. I would not deny there is an effect of that capital. What I am saying is it is already captured, and it is therefore very small.

[Traduction]

M. Swan: Je ne dis pas non plus qu'elle soit mauvaise.

M. Volpe: Au Canada, les gouvernements qui se sont succédé au fil des décennies se sont toujours employés à encourager autant que possible les investissements étrangers, parce qu'ils se rendaient à l'évidence que les capitaux canadiens disponibles étaient insuffisants pour nous permettre d'exploiter toutes nos possibilités.

Ces efforts étaient fondés sur le principe que plus les investissements étrangers au Canada seraient importants, plus il y aurait de possibilités pour vous, moi et les autres membres ici présents d'accroître notre revenu annuel.

M. Swan: Ce facteur y est sans doute pour quelque chose, mais je crois qu'il en est vraisemblablement tenu compte dans les résultats que nous vous avons déjà donnés au sujet d'une augmentation de revenu de 15 p. 100. Il ne faut pas oublier que ces résultats tiennent compte des variations dans la taille des pays et que le montant du capital social est rajusté en fonction de l'incidence sur. . .

M. Volpe: Mais pour en arriver à cette conclusion, vous êtes partis de l'hypothèse extrême d'une augmentation de 300 p. 100 de la population. Une telle augmentation aurait essentiellement pour effet de faire augmenter notre niveau de vie de 15 p. 100. Il s'agit d'une augmentation énorme.

Je suis tout à fait d'accord avec vous pour dire que, si nous devions compter sur l'immigration pour nous assurer une croissance démographique aussi radicale à court terme, nous nous exposerions à une foule d'autres conséquences. À moins d'ouvrir toute grande la porte aux immigrants éventuels, il faut reconnaître que faire venir en un court laps de temps quelque 74 millions de personnes pour que nous puissions bénéficier de cette augmentation de 15 p. 100 de notre niveau de vie présenterait un véritable problème de logistique.

M. Swan: Ce n'est pas ce que je propose, bien entendu.

M. Volpe: Non, mais les faits sont bien tels que je les ai décrits. Si l'on veut mesurer les avantages nets pour les Canadiens sur le plan économique, il faut se reporter aux chiffres que vous nous avez donnés. Je ne suis pas sûr que ces chiffres... Quand on parle d'un écart aussi important par rapport aux chiffres actuels et des avantages qui pourraient en résulter, on est porté à croire que votre étude prend en considération l'hypothèse qui sous-tend ma première question. Votre étude me cause également quelques autres difficultés quand j'examine, par exemple, les chiffres relatifs à l'immigration...

M. Swan: Me permettriez-vous d'ajouter quelque chose sur ce point?

M. Volpe: Bien sûr.

M. Swan: Il est vrai que, par le passé, nous avons cherché à attirer les investissements étrangers afin d'obtenir les capitaux dont nous avions besoin. Je ne nie pas que cet apport de capital ait une incidence. Je dis qu'il en est déjà

I was just doing some figuring, and the total capital stock in Canada right now is something like \$600,000 million. So the amount of extra capital we might attract by a slightly more expansionary immigration policy from U.S. investors relative to that huge capital stock we already have is small. The effect is positive but I think probably very small and probably captured in that small effect I have already talked about.

Mr. Volpe: It would probably diminish as the population would increase as a proportion of. . .

Mr. Swan: That is right.

Mr. Volpe: Let us focus for a moment on the economic value and the economic and social impact of immigration. You are probably better aware of these figures than I am. I am looking at a table of figures dating back to 1956, and from what I can see there were only three occasions where the percentage of immigrants relative to the existing population exceeded 1%. In the majority of them, it was less than one-half of 1% in terms of the overall population. It does not suggest to me vast hordes of peoples coming into Canada, if I take your analysis about marginal impact, economically and socially, relatively, in terms of the overall numbers of immigration. The more immigrants that come in, the more diminished is the impact on a yearly basis with those who would come in, unless of course they increase the proportion of entry in order to maintain the same level.

Taking that into consideration, and taking into consideration one other item you have mentioned in your studies, where you talk about interregional migrants as well as international migrants and the impact on Canada, both think economically and socially—I the two are interrelated—since 1981 especially, we have had a movement away from peripheral regions and peripheral economic units in Canada to the major urban centres. When one talks about Toronto, for example, where I come from, one no longer refers to the boundaries of Metropolitan Toronto; one refers to the economic boundaries of the greater Toronto area. The same thing happens, as I understand, in Vancouver and Montreal. We now have metropolitan centres in the other provinces that are approximating half a million to one million in terms of population.

About 97% of Canadians, unless I am mistaken, live in or within easy access to a major urban centre. So when we are talking about immigrants, whether they be interregional or international, I think we have to think about them in terms of their impact on an urban environment that is in a state of evolution and not in a state of static development. Is your study going to take that into consideration, or is that a valid premise to make?

Mr. Swan: That is a long sort of question.

Mr. Volpe: I will give you the time. I do not know whether the chairman will want to be so nice. Maybe he will want to make it up to me for the last couple of times he did not let me ask a question, nasty man that he is.

[Translation]

tenu compte et que l'incidence est, par conséquent, très minime. J'ai fait rapidement quelques calculs, et le capital social total dont le Canada dispose à l'heure actuelle se situe autour de 600 milliards de dollars. Ainsi, les capitaux supplémentaires que nous pourrions aller chercher aux États-Unis grâce à une politique d'immigration un peu plus souple représentent un pourcentage minime par rapport à cet énorme capital social que nous avons déjà. L'effet est positif, mais je crois qu'il est très minime et qu'il en est sans doute déjà tenu compte dans l'incidence minime dont j'ai déjà parlé.

M. Volpe: L'effet diminuerait sans doute à mesure que la population augmenterait en tant que pourcentage de. . .

M. Swan: En effet.

M. Volpe: Arrêtons-nous un instant à la valeur économique et aux conséquences socio-économiques de l'immigration. Vous connaissez sans doute ces chiffres mieux que moi. J'ai ici un tableau de chiffres qui remontent à 1956 et, d'après ce que je peux voir, le pourcentage d'immigrants par rapport à la population existante a dépassé 1 p. 100 à trois reprises seulement. Le plus souvent, la proportion d'immigrants par rapport à la population totale était inférieure à 0,5 p. 100. Ces chiffres ne permettent pas de conclure à l'entrée massive d'immigrants au Canada, et je reviens ici à votre conclusion au sujet de l'incidence marginale, sur le plan social et économique, par rapport au nombre total d'immigrants. Plus nous accueillons d'immigrants, plus l'incidence de l'immigration annuelle diminue, à moins, bien sûr, qu'on décide d'augmenter la proportion de ceux qui sont admis afin de maintenir l'immigration au même niveau.

Compte tenu de ce facteur et compte tenu aussi d'un autre facteur que vous avez mentionné dans votre étude, où vous parlez de l'incidence économique et sociale sur le Canada, non seulement de l'immigration, mais des migrations entre les régions—ces deux phénomènes sont liés à mon avis—on note au Canada que, notamment depuis 1981, les gens ont tendance à quitter les régions et les zones économiques périphériques pour aller s'installer dans les grands centres urbains. Ainsi, quand on parle de Toronto, la région que je représente, on ne parle plus des limites du Toronto métropolitain, mais plutôt des limites économiques du grand Toronto. Cela vaut également, si je comprends bien, pour Vancouver et Montréal. Nous avons maintenant des centres métropolitains dans les autres provinces dont la population se situe entre un demi-million et un million de personnes.

Si je ne m'abuse, quelque 97 p. 100 des Canadiens vivent dans des grands centres urbains ou à proximité de ces grands centres. Ainsi, quand nous parlons d'immigrants, qu'ils viennent d'autres pays ou d'autres régions, je crois qu'il faut tenir compte de leur incidence sur un milieu urbain, non pas statique, mais en évolution. Allez-vous inclure ce facteur dans votre étude? Cela vous paraît-il un point de départ valable?

M. Swan: C'est une question assez longue que vous venez de me poser.

M. Volpe: Je vous donnerai le temps d'y répondre. Je ne sais pas si le président sera aussi accommodant. Il voudra peut-être compenser pour les deux dernières fois où il ne m'a pas laissé poser de questions, le vilain.

Mr. Swan: I may misinterpret the question in restating it.

Mr. Volpe: If you will allow for an interjection, then we can get right back on topic.

Mr. Swan: That is right. A lot of the immigrants go to Toronto and Vancouver and to a lesser degree Montreal, as do the interregional migrants. So these cities are growing very rapidly, and there are some negative aspects to that—crowding and pollution and the like. Have we taken that into account, and will we take that into account in the study? Is that the question? We will be trying, but I doubt if we are going to be very successful. I am going to plead data again. It is very difficult to get data by metropolitan areas.

• 1140

Is there anything useful I can say on that? It is true that if you consider immigration as a substitute for a fall in birth rate, which a lot of people do, it is not really a direct substitute, because if the birth rate were higher it would be all over the country, more evenly spread regionally. If you substitute immigration for births, as Mr. Volpe said, the immigrants mostly go to Toronto, Vancouver, and to a lesser extent Montreal.

The only thing I would say is that we find positive effects as well as negative ones. Let me come back to your U.S. bankers. The Toronto bankers are going to be delighted at where these immigrants are going, I would think. Except for their own desire not to be in rush hour traffic, from their point of view as bankers it is very nice for them and the same for Vancouver.

We will be doing a little bit of research on the capital gains that accrue to existing Canadians in areas like that, particularly owners of property and land, as a result of the impact of immigration making those areas much bigger. It is difficult for economists to weigh this because you are talking about two groups, or even the same person with two different views of the world.

On the one hand, it is very nice for the existing Canadians to reap the capital gains and the appreciation—at least until the last year or so—that come from a rapidly growing urban centre. To the extent that immigration causes that, this is good for those Canadians. The flip side of that, as Mr. Volpe said, is pollution and congestion and so on. How do you balance those two off? It is a judgment call.

[Traduction]

M. Swan: Je risque de mal interpréter la question en la reformulant.

M. Volpe: Si vous le permettez, j'interviendrai pour vous remettre sur la bonne voie.

M. Swan: Vous avez raison. Les immigrants s'installent surtout à Toronto ou à Vancouver et, dans une proportion moindre, à Montréal, comme le font aussi les migrants en provenance d'autres régions. Ces villes connaissent donc une croissance rapide, bien sûr, avec les conséquences négatives qui en découlent, notamment le surpeuplement et la pollution. En avons-nous tenu compte et allons-nous en tenir compte dans notre étude? C'est bien votre question? Nous essaierons de le faire, mais je doute que nous ayons beaucoup de succès. Je dois invoquer encore une fois le manque de données. Il est très difficile d'obtenir des données par région métropolitaine.

Y a-t-il quelque chose d'utile que je puisse vous dire à ce sujet? Si, comme c'est souvent le cas, l'immigration peut être considérée comme un substitut aux naissances, dont le nombre diminue, elle n'est pas vraiment un substitut direct, car, si le taux de natalité était plus élevé, son incidence se ferait sentir partout au pays, et les naissances seraient réparties de façon plus égale entre les régions. Ainsi, quand on substitue l'immigration aux naissances, il ne faut pas oublier que, comme l'a fait remarquer M. Volpe, les immigrants s'installent surtout à Toronto ou à Vancouver et, dans une proportion moindre, à Montréal.

Je me contenterai de dire que ce phénomène a des conséquences aussi bien positives que négatives. Revenons à votre exemple des banquiers américains. Les banquiers torontois se réjouissent, bien sûr, de ce que les immigrants choisissent de s'installer à Toronto. En tant que banquiers, ils voient cela d'un bon oeil, tout comme les banquiers de Vancouver, si ce n'est que, sur le plan personnel, ils préféreraient que la circulation soit moins intense aux heures de pointe.

Nous ferons un peu de recherche sur les gains en capital qui profiteront aux Canadiens vivant dans ces régions, notamment aux propriétaires de biens fonciers, par suite de la croissance démographique importante due à l'immigration. Il est difficile pour un économiste de peser le pour et le contre, puisqu'il s'agit en réalité de deux groupes, voire de la même personne qui aurait deux points de vue différents.

Les gains en capital et l'appréciation des biens fonciers—dont la valeur ne cessait de croître jusqu'à il y a un an ou à peu près—sont des avantages intéressants pour les Canadiens vivant dans ces centres urbains en pleine expansion. Dans la mesure où l'immigration est à l'origine de ce phénomène, elle est avantageuse pour ces Canadiens—là. L'envers de la médaille, comme l'a dit M. Volpe, c'est la pollution, la congestion et toutes les autres conséquences négatives qui en résultent. Comment peut—on faire la juste part des choses? C'est une question de jugement.

Mr. Heap (Trinity—Spadina): Welcome, Mr. Swan. It is of course customary to thank witnesses for their information, but I want particularly to thank you for the blunt way you have presented it and also for the hopeful suggestion that you may be able to give us something more solid, perhaps, in half a year. I for one look forward very much to that possibility.

I begin by asking whether your tentative conclusion here with its three or four items includes within them the possible benefit that some people have suggested, that having a significant number of immigrants from what might yet be called non-traditional sources—not from the British Isles and northwestern Europe—both assists Canada's international trade and in a less definable way assists Canada in understanding and being understood by people from the other continents? Is that a benefit to be considered and is that within the reach of your study?

Mr. Swan: Yes, they are both benefits to be considered. The second one, whether it will assist understanding and being understood, would be in principle covered by the study on the benefits of multiculturalism and diversity.

Mr. Heap: I see.

Mr. Swan: The first one on the assistance with international trade, we had not planned to cover that, largely as a result simply of trying to cut off what we could do with our limited resources and what we could not do relative to our guess about the amount of gain there which we think would be small. The amount of time needed in research to get answers would be larger than we could afford.

Mr. Heap: Thank you. My next question follows Mr. Volpe's question about the cities.

Mr. Swan: Yes.

Mr. Heap: Although you have indicated the difficulty of getting the data, I would in effect like to urge that so far as possible the council try to get us something on that, because my impression also in Toronto is that there is a great flow to the metropolis from the periphery, as Mr. Volpe put it, and the chances are that the contribution to that flow from outside Canada is secondary to what is internal.

• 1145

Mr. Swan: Yes.

Mr. Heap: I say chances are, but I do not have any figures, of course, and your difficulty is to get figures. I think it would be very helpful to the extent that it is possible to do that. You mentioned that you will soon have the 1986 results,

[Translation]

M. Heap (député de Trinity—Spadina): Je vous souhaite la bienvenue, monsieur Swan. C'est bien sûr la coutume de remercier les témoins de leur exposé, mais je tiens à vous remercier tout particulièrement d'avoir été aussi direct et de nous avoir laissé espérer que vous pourrez nous fournir quelque chose de plus concret d'ici à six mois. Je tiens à vous dire que j'attends avec impatience de connaître les résultats de votre étude.

Je veux commencer par vous demander si les trois ou quatre facteurs dont vous faites état dans votre conclusion provisoire tiennent compte du fait que, comme certaines personnes l'ont laissé entendre, l'arrivée au Canada d'un grand nombre d'immigrants en provenance de pays qui n'ont pas jusqu'à maintenant été des sources importantes d'immigration—qui ne sont ni le Royaume—Uni ni les pays du nord-ouest de l'Europe—pourrait être bénéfique pour le Canada sur le plan du commerce international et pourrait aussi avoir des conséquences moins définissables, en ce sens qu'elles aideraient les Canadiens à mieux comprendre les gens des autres continents et à être mieux compris par eux. Ces bienfaits méritent—ils d'être examinés et s'inscrivent—ils dans les paramètres de votre étude?

M. Swan: Oui, ces deux bienfaits méritent d'être examinés. Le second, c'est-à-dire une compréhension accrue de part et d'autre, devrait en principe être abordé dans le cadre de l'étude sur les bienfaits du multiculturalisme et de la diversité.

M. Heap: Je vois.

M. Swan: Pour ce qui est du premier bienfait sur le plan du commerce international, nous n'avons pas prévu de l'examiner, en raison surtout du fait que nos ressources restreintes nous obligent à faire un choix et que l'importance de ce bienfait nous paraît minime. Nous n'avons pas les moyens de consacrer le temps qu'il faudrait à cette question pour obtenir des réponses satisfaisantes.

M. Heap: Merci. La question suivante fait suite à celle de M. Volpe au sujet des centres urbains.

M. Swan: Oui, d'accord.

M. Heap: Bien que vous ayez fait état de la difficulté d'obtenir des données à ce sujet, je voudrais exhorter le conseil, dans la mesure du possible, à nous fournir des conclusions, car j'ai l'impression, moi aussi, d'assister à Toronto à un mouvement massif de la périphérie vers la métropole, comme l'a dit M. Volpe, et il est fort probable que ce phénomène contribue davantage à la croissance de Toronto que l'arrivée d'immigrants provenant de l'extérieur du Canada.

M. Swan: C'est juste.

M. Heap: Je dis «il est probable», mais je n'ai pas de chiffres, bien entendu, et vous avez souligné la difficulté d'obtenir ces chiffres. Ce serait très utile que vous puissiez les obtenir. Vous avez dit que vous auriez bientôt les chiffres

and even though that will already be four years out of date, or five years from the time they were gathered, it is something that is pressing on us. Perhaps you can indicate what sort of sources you are seeking. I presume you have the planning departments of the cities and so on as sources for information, to the extent that they have it. I assume that this is a fairly co-operative project.

Mr. Swan: Yes. You have to join a long line in urging us to do something on cities.

Let me mention another thing that will come out of the non-economic work, the social work, and that is that we are trying to do research on whether there is any risk of triggering social friction as the proportion of people who are somewhat different rises. Of course, a place like Toronto is almost a laboratory for that, so we will be looking at unemployment data for Toronto, the proportion of recent immigrants and the like, in the hope of finding whether or not there is any significant effect.

Incidentally, one result we got there was very interesting. For Toronto we found that discrimination in employment has, if anything, dropped over the last four years as the proportion of visible minorities has risen. It is an interesting finding.

On the question of the internal flow perhaps being larger, we can do something on that, and we are trying. There is always the possibility, at least theoretically, that the immigrants do not cause that much expansion to a place like Toronto. They simply displace Canadians who otherwise would have gone. We are trying to do some research—it is not in yet—on how far that is the case. That is based on data on interprovincial migration, which are the only data you have, but you can assume, I think, that most of the internal migrants would choose to go to Toronto and Vancouver, just as most of the international migrants would do, so that interprovincial data will work for that kind of analysis.

Mr. Heap: When you are studying the social impact and the possibilities of conflict, racial, ethnic or whatever, will you be including any look at the possibilities of conflict arising from internal migration—the aboriginal peoples coming from reserves, mostly in northern Canada, to southern cities, or people from the Atlantic? When I worked in a factory and it was announced in our union meeting that under new provincial laws about human rights we were to be cutting out

[Traduction]

pour 1986. Même s'il y aura un écart de quatre ans ou de cinq ans, si l'on tient compte de la date à laquelle ils ont été recueillis, ces chiffres nous sont importants. Vous pourriez peut-être nous dire avec quelles sources vous travaillez. Je suppose que vous vous êtes adressés aux services de planification municipaux et à d'autres services semblables pour obtenir les chiffres dont ils disposent. C'est un projet qui exige sans doute une bonne part de collaboration.

M. Swan: Oui. Vous êtes loin d'être le premier à nous exhorter à produire des chiffres sur les grands centres.

Permettez-moi de vous signaler une autre question à laquelle nous essayons de répondre grâce à nos travaux sur les conséquences non économiques, c'est-à-dire sur les conséquences sociales. Nous essayons de déterminer dans quelle mesure l'accroissement de la proportion de gens qui sont quelque peu différents risque, le cas échéant, de déclencher des tensions sociales. Étant donné que Toronto peut presque être considéré comme un laboratoire à cette fin, nous y examinerons les données relatives au chômage, la proportion d'immigrants récents et d'autres facteurs semblables, dans l'espoir de découvrir s'il existe, oui ou non, une incidence significative.

Soit dit en passant, un des résultats que nous avons obtenus à Toronto est très intéressant. Ainsi, nous avons constaté que la discrimination dans le domaine de l'emploi à Toronto a diminué au cours des quatre dernières années, à mesure que la proportion de minorités visibles a augmenté. Il s'agit d'une constatation intéressante.

Pour ce qui est de savoir si l'incidence des migrations internes est plus grande, nous sommes en mesure de fournir des données à ce sujet, et nous y travaillons à l'heure actuelle. Il est toujours possible, du moins théoriquement, que les immigrants ne comptent pas tellement dans l'expansion d'un grand centre comme Toronto. Ils ne font que déplacer des Canadiens qui seraient partis de toute façon. Nous essayons de faire des recherches-nous n'avons pas encore toutes les données-pour déterminer dans quelle mesure cette conclusion est justifiée. À cette fin, nous nous servons des données sur les migrations interprovinciales, les seules qui peuvent fournir les renseignements nécessaires, mais on peut supposer, a priori, que la plupart des migrations internes se font vers Toronto et Vancouver, tout comme l'immigration d'ailleurs, de sorte que les données interprovinciales sont celles qu'il convient d'utiliser.

M. Heap: Dans votre étude des conséquences sociales et des possibilités de conflits d'ordre racial, ethnique ou autres, examinerez-vous aussi les possibilités de conflits dus aux migrations internes—par exemple, les autochtones qui quittent les réserves, qui se trouvent surtout dans le Nord du Canada, pour aller s'installer dans les villes du Sud, ou encore les gens de l'Atlantique? Je travaillais dans une usine à un moment donné, et on nous avait annoncé, lors d'une

discriminatory jokes, one fellow from the appropriate place of origin stood up and said: That means no more Newfie jokes. Everybody laughed, but then we stopped laughing when we realized that he was serious. The Newfies did not enjoy the Newfie jokes as much as the rest of us did. That is still a kind of borderline case—

Mr. Swan: Yes, we have tried to pick out-

Mr. Heap: —but it is not so funny in the case of the aboriginal peoples.

Mr. Swan: The answer is no about aboriginal peoples. I had not thought of the instance of Newfie jokes as a measure of social friction. We have tried all sorts of other things, or we are trying all sorts of other things, questions from the Gallup polls, from the Environics polls, listings of instances of tension from B'nai Brith and the like. We are looking at measures like that to see if as the proportion of ethnic and visible minorities changes there is any impact on those kinds of measures of friction. But on whether we will look at the impact of internal migration on that, no.

• 1150

Mr. Heap: What about the effect of the point system on immigration in regard to the brain drain? We have had some comment on that from previous witnesses. When you are discussing the ethical side of immigration, will you be looking at the effect of our point system in perhaps drawing people from the other countries educated at those countries' expense, very badly needed in their countries but drawn here because of a higher standard of living or greater opportunity for work?

Mr. Swan: We do not really have to look at that, because it has already been looked at over years and years of research by the profession in other contexts. The brain drain issue was first researched when Canadians were concerned about losing educated people to the States. Two quite famous Canadian economists spent a lot of time looking into that, and they concluded there was no loss to Canada and no gain to the States from that brain drain to the States; it was quite neutral, which is rather surprising.

Mr. Heap: Does that mean there is a flow both ways?

Mr. Swan: No, it meant even though there was a net flow south. The reason was a very simple one, when they tell you it. It is that the guy takes his brain with him, but he also removes from the Canadian economy a large claim on

[Translation]

réunion syndicale, que de nouvelles lois provinciales sur les droits de la personne interdisaient désormais toute blague discriminatoire. Un camarade originaire du lieu visé avait alors lancé: «C'en est fini des blagues sur les «Newfies». Tout le monde s'est mis à rire, mais nous avons cessé de rire quand nous nous sommes rendu compte qu'il était sérieux. Les Terre-Neuviens ne nous trouvaient pas drôles avec nos blagues sur les «Newfies». Le cas des Terre-Neuviens est encore à la limite en quelque sorte. . .

M. Swan: Oui, nous avons essayé de déterminer...

M. Heap: ... mais celui des autochtones n'est pas si drôle.

M. Swan: Non, nous n'examinerons pas le cas des autochtones. Je n'ai jamais pensé aux blagues sur les «Newfies» comme une mesure possible des tensions sociales. Nous avons essayé ou nous essayons toutes sortes d'autres mesures, depuis les questions des sondages Gallup ou celles des sondages *Environics*, jusqu'aux inventaires de cas de tensions sociales dressés par le *B'nai Brith* et d'autres organismes semblables. Nous examinons des mesures comme celles-là pour voir si elles varient à mesure que la proportion de minorités ethniques et de minorités visibles change. Mais nous n'essayerons pas de voir si les migrations internes contribuent aux tensions sociales.

M. Heap: Que pensez-vous maintenant de l'incidence du système des points sur l'immigration, notamment en ce qui concerne l'exode des cerveaux? C'est une question qui a été abordée par d'autres témoins que nous avons entendus. Dans votre étude des considérations morales relatives à l'immigration, chercherez-vous à voir dans quelle mesure notre système de points contribue à attirer chez nous des immigrants bien instruits qui espèrent trouver ici un niveau de vie et de meilleures possibilités d'emploi, alors que leur pays, qui a subventionné leurs études, a un urgent besoin de leurs services?

M. Swan: Il n'est pas vraiment nécessaire que nous nous penchions sur cette question, car c'est une question qui a fait l'objet au fil des ans de nombreuses recherches dans le cadre d'autres études. Les premiers travaux de recherche sur l'exode des cerveaux remontent à l'époque où le Canada s'inquiétait du nombre de Canadiens instruits qui s'en allaient aux États-Unis. Deux économistes canadiens très célèbres ont consacré beaucoup de temps à cette question, et ils ont conclu qu'il n'y avait ni perte pour le Canada ni gain pour les États-Unis par suite de cet exode de cerveaux vers les États-Unis; chose surprenante, les faits étaient tout à fait neutres.

M. Heap: Faut-il comprendre alors que l'exode se fait dans les deux sens?

M. Swan: Non, il faut comprendre que l'effet était neutre en dépit du fait que l'exode se faisait surtout vers le Sud. La raison en était très simple, nous ont-ils dit. Quand une personne bien instruite quitte le Canada pour les États-

income. So if the highly educated person goes south, you lose him and his production, but he also was drawing a large income and you lose the obligation to pay that income. And the reverse applies in the States. What they concluded was that on balance, for the people who remain behind, there was very little effect—in fact, they said no effect—and similarly in the States.

That was done for the U.S.-Canadian situation. A lot of subsequent research asked about immigration from India to places such as the States, Britain, and Canada. The same argument was used, that the highly educated Indian who left was a loss in terms of his high education, but it was also a gain that he left, in the sense that you did not have to pay that high income he used to get in India.

So the net conclusion of all that literature was that there was not very much in the brain drain argument, so you did not need to be ethically overly concerned about it. We are trying to check whether on more up-to-date thinking those kinds of conclusions that were made over the years still apply. But I think they will.

Mr. Heap: How does that apply in cases of countries less developed than India and in the case of guest workers or the equivalent, where they come out, work here perhaps as domestics, but are expected, as in the Philippines, to remit money back to countries that are much less developed than India? Do the same conclusions apply there?

Mr. Swan: The same conclusions, but I would make the reservation that I have not thought about guest workers.

Mr. Johnson (member of Calgary North): Mr. Swan, I also add my welcome and comments of appreciation on your presentation.

I am somewhat concerned about the effect of population on the income of the people who are here. My concern is with the analytical procedure you are using. It seems to me, as I have heard you describe it, you are trying to isolate one factor. Presumably you set up a matrix and run it through all the countries and then try to determine the correlation of income versus population size and so on.

Mr. Swan: Yes.

Mr. Johnson: I find that very frightening, having done some stuff on factors in my profession that were much more amenable to numerical analysis than the factors I heard you talking about. So I am very concerned that all you are finding is that a stable population of 100 million has 15% more income than a stable population of 25 million. If you were to take our population back to the time when it was 5 million, would you also say immigration would not have any economic

[Traduction]

Unis, elle part, bien sûr, avec les connaissances qu'elle a acquises, mais elle nous enlève également un fardeau économique, en ce sens qu'elle n'est plus là pour réclamer un revenu important. Ainsi, nous perdons les connaissances et la capacité de production de cette personne hautement scolarisée, mais nous sommes déchargés de la responsabilité de lui verser le revenu important qu'elle touchait. Cela vaut également pour les États-Unis. Les deux économistes ont donc conclu que, dans l'ensemble, l'incidence pour ceux qui restent est négligeable—en fait, ils ont dit qu'elle était inexistante—et il en est de même pour les États-Unis.

Cette recherche portait sur l'exode des cerveaux entre le Canada et les États-Unis. Beaucoup de travaux ultérieurs ont examiné les conséquences de l'immigration à partir de l'Inde vers des endroits comme les États-Unis, la Grande-Bretagne et le Canada. On en est arrivé à la même conclusion, à savoir que l'Indien hautement scolarisé qui quitte son pays constitue une perte, en ce sens que son pays ne peut pas bénéficier de ses études très poussées, mais son départ est également un gain, en ce sens que l'Inde n'a plus à lui verser le revenu important qu'il touchait.

Toutes ces recherches ont donc permis de conclure que l'argument relatif à l'exode des cerveaux n'avait guère de poids et qu'il n'était pas nécessaire de se préoccuper outre mesure de ses conséquences sur le plan moral. Nous essayons de voir si cette conclusion est toujours valable à la lumière des recherches plus récentes. Mais je crois que sa validité sera confirmée.

M. Heap: Cette conclusion vaut-elle pour les pays moins développés que l'Inde et pour les travailleurs invités ou les travailleurs ayant un statut semblable, qui viennent travailler ici comme domestiques, par exemple, mais qui doivent, comme c'est le cas aux Philippines, retourner une partie de l'argent qu'ils gagnent à leur pays, qui est en l'occurrence bien moins développé que l'Inde? Cette conclusion s'applique-t-elle dans ces cas-là?

M. Swan: La conclusion est la même, mais je tiens à préciser que je n'ai pas examiné la situation des travailleurs invités.

M. Johnson (député de Calgary-Nord): Je tiens, moi aussi, à vous souhaiter la bienvenue, monsieur Swan, et à vous dire combien j'ai apprécié votre exposé.

Je m'inquiète quelque peu des conséquences que l'accroissement de la population pourrait avoir sur le revenu de ceux qui sont ici. Cette inquiétude tient à la méthodologie que vous utilisez. Il me semble, du moins d'après ce que j'ai compris de vos propos, que vous essayez d'isoler un facteur en particulier. Je suppose que vous établissez une matrice et que vous l'appliquez à tous les pays, pour ensuite essayer de déterminer la corrélation entre le revenu et la taille de la population, et ainsi de suite.

M. Swan: C'est bien cela.

M. Johnson: Ayant moi-même, dans l'exercice de ma profession, travaillé sur des facteurs qui se prêtaient bien davantage à une analyse numérique que ceux dont vous avez parlé, je trouve cette méthode très inquiétante. Je trouve très préoccupant que, pour toute conclusion, vous nous disiez qu'une population stable de 100 millions de personnes a un revenu de 15 p. 100 supérieur à celui d'une population stable de 25 millions de personnes. Si vous reculiez dans le temps, à

effect? It seems to me to be a totally inappropriate procedure you are using. What we want to know is, in a country with 27 million or 28 million people, how immigration will affect the economics here?

• 1155

I should comment that when you go on to look at the next item, employment, you use what I consider a much better analysis: you look at the actual effect on actual years. I would much prefer to see what happens when 200,000 immigrants come into Canada and need new homes and clothing and furniture and refrigerators and stoves and put some demand on the economy. To me, that has a here-and-now impact.

When you talk about—and Mr. Volpe was also commenting on the relative absurdity of this—taking 25 million and saying that if it was 100 million then 2,000 years from now you would be 15% better, and then you work that back and say that therefore in the next 10 years the effect would be minimal, I do not think you can draw that conclusion at all. The data is very soft, to begin with. The analysis has, to my mind, an element of absurdity in it. It contradicts what I feel I know will happen if we have, say, 300,000 immigrants coming in a year; that is going to put economic demands on our society and it is going to create business opportunities, and all sorts of good things can fall out of that in relationship to the present size of the country.

I ask again: if you go back to some point in history when we were 5 million or 10 million people, can you say, using the same type and form of analysis, that immigration would have no effect on Canada? It flies in the face of reason. You were blunt, so I am being blunt also as to what I think.

Mr. Swan: You will not be surprised that this is not the first time I have had that reaction to the results. I am still trying to find good responses.

Mr. Johnson: Why not not change the method of analysis?

Mr. Swan: No. Let me make the response before you insist that I change the analysis.

You said it contradicts what you feel you know. I would not regard economics as valuable at all if it did not occasionally do that. This is the essence of research: it is only valuable if it gives you a result that is surprising. So the fact that it contradicts what you feel you know does not count for whether it is true or not.

[Translation]

l'époque où notre population était de 5 millions, seriez-vous toujours d'avis que l'immigration n'aurait aucun effet économique? Il me semble que vous utilisez une méthodologie tout à fait inappropriée. Ce que nous voulons savoir, ce sont les effets qu'aura l'immigration sur notre économie, dans notre pays de 27 ou 28 millions d'habitants.

Je dois dire que, quand vous étudiez le point suivant, c'est-à-dire l'emploi, vous appliquez des méthodes d'analyse que je considère beaucoup plus justes: vous étudiez les effets réels de l'immigration, sur une période précise. J'aimerais beaucoup mieux voir ce qui se passera quand 200,000 immigrants arriveront au Canada et auront besoin de maisons, de vêtements, de meubles, de réfrigérateurs et de cuisinières, et créeront ainsi une demande économique. D'après moi, cela a des répercussions immédiates.

M. Volpe a également fait remarquer la relative absurdité de votre observation; quand vous dites que nous sommes maintenant 25 millions et que si la population du pays atteignait les 100 millions, dans 2,000 ans, notre situation serait améliorée de 15 p. 100, et quand vous revenez ensuite en arrière pour dire que les effets devraient être minimes au cours des dix prochaines années, je ne vois vraiment pas comment vous pouvez en arriver à cette conclusion. Pour commencer, vos données sont loin d'être fiables. D'après moi, cette analyse présente une certaine absurdité. Elle contredit tout ce que je crois savoir sur les répercussions de l'arrivée, par exemple, de 300,000 immigrants en un an; cela va créer une demande économique dans notre société, entraîner la création de nouvelles entreprises et engendrer toutes sortes d'avantages par rapport à la population actuelle du pays.

Je vous le demande encore une fois: si vous remontez dans l'histoire jusqu'à l'époque où le pays comptait cinq ou dix millions d'habitants, pouvez-vous dire, en appliquant les mêmes méthodes d'analyse, que l'immigration n'aurait eu aucun effet sur le Canada? Cela défie la raison. Vous avez été très direct, et c'est pourquoi je me sens libre de l'être également et de vous dire ce que je pense exactement.

M. Swan: Vous ne serez sûrement pas étonné d'apprendre que ce n'est pas la première fois que les résultats de notre étude suscitent des réactions de ce genre. Mais je n'ai pas encore réussi à trouver de réponses satisfaisantes.

M. Johnson: Pourquoi ne pas changer votre méthode d'analyse?

M. Swan: Non. Permettez-moi d'abord de répondre à votre commentaire avant que vous insistiez pour que je modifie mes méthodes.

Vous dites que nos conclusions contredisent tout ce que vous croyez savoir. Or, les études économiques n'auraient aucun intérêt d'après moi si elles ne le faisaient pas à l'occasion. C'est l'essence même de la recherche: elle n'est valable que si elle donne des résultats surprenants. Le fait que notre étude contredise ce que vous croyez savoir n'a donc rien à voir avec la justesse de ces conclusions.

Now let me address whether it is true or not. First, on the point about if the population was back at 5 million, the same analysis does show that there would be a significant reduction in per capita income on that account alone. The relationship is actually a curve, so the percentage impact going back to 5 million from 20 million is larger than going from 20 million to 35 million would be. So it is consistent with the view that in going from 5 million to 25 million we have had a significant improvement on account of size alone. So that is okay there.

Secondly, I sympathize with your critique of the methodology; it does have its problems. We have tried to buttress it with a separate and different methodology that I did not report on because there is only so much time.

Looking at the impact on individual industries of a wider domestic market—because if population has an effect on per capita income then it would have to come through individual industries getting more efficient as the domestic market became larger—things like textiles, manufacture of tables, accounting, whatever other industry or profession you can think of, does it get more efficient as the population gets larger? If you look at it from that sort of angle, you get the same kind of results, very small effects.

Now, that might be partly because a lot of the wider scale of market is already captured by a free trade area. It is partly because a lot of industries in today's economy do not require a large domestic market to be efficient. The automobile industry does, but a lot of other industries, particularly in the service sector, do not.

So if you come at it in that sort of micro way, asking where the actual efficiencies would come from, you get the same sort of answer. And we are still pushing that forward, but we are getting that result.

• 1200

The Australians did it that way too, and came out with the same kinds of very small results. What would happen year by year? We have not done that, but it has been done with some of the large models. I think you would be upset to know that those models show an actual decrease in per capita real income as population goes up. I think they are wrong, but they certainly show results that elicit skepticism about the impact of immigration, rather than the other way. I think those models are somewhat defective for the purpose, but insofar as they are used they support my point.

[Traduction]

Mais ces conclusions sont-elles justes, oui ou non? Premièrement, vous me demandez ce qui se passerait si la population était encore de cinq millions. La même analyse révèle que notre revenu par habitant en serait réduit considérablement, pour cette raison seulement. Le rapport entre la population et le revenu s'illustre en fait par une courbe, de sorte que les répercussions d'une chute de population, de 20 millions à 5 millions d'habitants, en pourcentage, seraient plus importantes que si la population passait de 20 à 35 millions d'habitants. Il n'y a là aucune contradiction avec l'opinion selon laquelle nous avons amélioré considérablement notre situation entre le moment où nous étions cinq millions et aujourd'hui, où nous sommes 25 millions d'habitants, grâce à notre taille seulement. Il n'y a donc pas de problème de ce côté.

Deuxièmement, je reconnais que vous avez raison dans une certaine mesure de critiquer la méthodologie adoptée; elle a ses lacunes. Nous avons tenté de les minimiser en adoptant également une méthodologie distincte, dont je n'ai pas parlé parce que nous n'avons pas beaucoup de temps.

Voyons maintenant si un marché intérieur plus grand aurait des répercussions sur les diverses industries du pays; en effet, si la population a un effet sur le revenu par habitant, cela devrait passer par une augmentation de l'efficience des diverses industries au fur et à mesure de l'agrandissement du marché intérieur. Les secteurs comme les textiles, la fabrication de tables, la comptabilité, ou toute autre industrie ou profession imaginable, deviennent-ils plus efficients quand la population augmente? Si l'on aborde la question sous cet angle, on obtient les mêmes résultats, c'est-à-dire des effets minimes.

Il est possible que ce soit en partie parce qu'une large part du marché est déjà visée par le libre-échange, ou en partie parce que, dans l'économie moderne, beaucoup d'industries n'ont pas besoin d'un grand marché intérieur pour être efficientes. L'industrie automobile en a besoin, mais beaucoup d'autres, surtout dans le secteur des services, peuvent fort bien s'en passer.

Donc, si l'on aborde la question sous un angle microéconomique, si l'on se demande où aurait lieu cette augmentation de l'efficacité, on obtient le même genre de réponse. Nous n'avons pas encore tout à fait terminé notre analyse, mais c'est le résultat que nous avons obtenu jusqu'ici.

Les Australiens ont procédé eux aussi de la même façon et en sont arrivés aux mêmes résultats, c'est-à-dire que l'immigration a des effets minimes. Mais que se passerait-il d'année en année? Nous n'avons pas étudié cet aspect de la question, mais cela a été fait avec quelques-uns des grands modèles. Je pense que vous seriez peut-être inquiets de savoir que ces modèles révèlent en fait une baisse du revenu réel par habitant au fur et à mesure que la population augmente. Je pense que ce n'est pas vrai, mais ces modèles donnent certainement des résultats qui nous poussent à être sceptiques sur les effets de l'immigration, plutôt que le contraire. Je pense que ces modèles ne sont pas parfaits, mais ils confirment ce que je pense dans une certaine mesure.

So the methodology is subject to all sorts of criticism, lots of noise, but we are buttressing it with other methods. We have looked at other people's work; we have looked at Australian work. And it all comes to the same answer. So we feel that if it looks like fish and it tastes like fish and it smells like a fish, it is probably a fish.

Mr. Johnson: When I talk about year by year, I do not see 200,000 people a year changing the efficiency of our industry. Why are we not looking at the demand for goods and services on the economy? We bring 200,000 people in. Two to three years later when they are establishing themselves, is there an increase in economic demand? That is what you are doing when you look at the unemployment picture. You are looking at cause and effect in a very immediate way. It is not indirect, like looking at whether the manufacture of nuts and bolts became more efficient. I do not see that as a direct relationship, either.

Mr. Swan: Yes, the 200,000 add to demand in the system, but they also add to the number of people needing jobs and income. On the unemployment side of the study, we find that the addition in demand is just about the right amount to employ those people. No more, no less. So there is no net effect on unemployment. The economy is bigger, that is true. And anybody who benefits from the economy being bigger—holders of land and property—will benefit. But on average, there will be very little effect on the people who are already here.

Le président: Merci bien. Monsieur Wenman, vous vouliez poser une question?

Mr. Wenman (member of Fraser Valley West): You are the research director of the Economic Council of Canada, and we are here to talk about demography and immigration levels. If there are 10,000 people waiting to come to Canada, and each one of them is going to bring \$1 million, that means there is \$10 billion sitting outside waiting to come to Canada. If that \$10 billion was held in the hands of a person who was young, well-educated, and at the right age to start a family, would that not be in the economic and demographic interests of Canada? Therefore, if we take the 2.2% of business immigration that comes through and were to readjust...because we must only readjust, we must have all qualities and all levels of people coming to Canada. I support that there has to be a balance. If you adjusted the balance from 2.2% in that category to targeting more for 5%, 6%, or 7% while at 5% additional, you would then bring that \$10 billion into Canada as well as the young entrepreneurs, preferably, who would in fact produce families, young people who would add to the demographics of our country. So I am asking you about the economic and demographic impact of that adjustment to the balance.

[Translation]

Notre méthodologie suscite donc toutes sortes de critiques plus ou moins véhémentes, mais nous l'étayons aussi avec d'autres méthodes. Nous avons examiné les travaux réalisés ailleurs, par exemple en Australie. Et on obtient toujours la même réponse. Donc, d'après nous, si vous avez quelque chose qui a l'air d'un poisson, qui goûte le poisson et qui sent le poisson, c'est que c'est probablement un poisson.

M. Johnson: Quand je parle des effets sur une année donnée, je ne crois pas que 200,000 personnes par année changent grand-chose à l'efficience de notre industrie. Pourquoi ne pas étudier les effets de la demande de biens et de services sur notre économie? Nous amenons ici 200,000 personnes. Deux ou trois ans plus tard, quand elles sont bien établies, est-ce qu'elles suscitent une croissance de la demande économique? C'est ce que vous faites quand vous étudiez la situation dans le domaine du chômage. Vous analysez les causes et les effets de façon très immédiate. Votre analyse n'est pas indirecte, comme c'est le cas quand vous vous demandez si les fabricants de vis ou de boulons sont devenus plus efficients. Je ne crois pas non plus qu'il y ait là une relation directe.

M. Swan: Oui, ces 200,000 personnes ajoutent aux pressions sur le système, mais également au nombre de personnes qui ont besoin d'un emploi et d'un revenu. Dans la partie de l'étude qui porte sur le chômage, nous avons constaté que cette demande accrue se situe à peu près au niveau idéal pour permettre de donner du travail à ces gens. Ni plus, ni moins. Il n'y a donc aucun effet net sur le chômage. La taille de l'économie a augmenté, c'est vrai. Et tous ceux qui profitent de ce phénomène, c'est-à-dire les propriétaires, profitent également de l'immigration. Mais en moyenne, celle-ci a très peu d'effets sur les gens qui sont déjà ici.

The Chairman: Thank you. Mr. Wenman, you wanted to ask a question?

M. Wenman (député de Fraser Valley-Ouest): Vous êtes directeur de la recherche au Conseil économique du Canada, et nous sommes ici pour parler de démographie et de niveaux d'immigration. S'il y avait 10,000 personnes qui attendaient de venir au Canada et qui pouvaient nous apporter chacune 1 million de dollars, cela voudrait dire qu'il y aurait 10 milliards de dollars à nos portes. Et si ces 10 milliards appartenaient à une personne jeune, bien éduquée et en âge de fonder une famille, est-ce que cela ne serait pas conforme aux intérêts économiques et démographiques du Canada? Par conséquent, si nous décidions de prendre les 2,2 p. 100 d'immigrants du monde des affaires et d'ajuster ce pourcentage... parce qu'il ne s'agit en fait que d'un ajustement puisque nous devons accueillir au Canada toutes sortes de gens. D'après moi, il faut qu'il y ait un équilibre. Si l'on visait donc plutôt 5 p. 100, 6 p. 100 ou 7 p. 100 d'immigrants dans cette catégorie, ce qui représenterait une augmentation de 5 p. 100 par rapport au pourcentage actuel de 2,2 p. 100, on ferait entrer au Canada ces 10 milliards de dollars, ainsi que de jeunes entrepreneurs, de préférence, qui fonderaient une famille et ajouteraient au poids démographique de notre pays. J'aimerais donc savoir quelles seraient les répercusssions économiques et démographiques de ce rajustement dans l'équilibre de nos immigrants.

[Traduction]

• 1205

Mr. Swan: You are asking about a part of the research that is not finished yet, but I will go out on a limb and give you my reaction. If I can again rephrase the question it is whether the business immigration class is particularly beneficial and especially if those business immigrants bring a large amount of capital with them. Given the assumption that it is beneficial, are we therefore not to increase the proportion of immigrants in that business immigrant class?

Mr. Wenman: I was particularly referring to a specific quality of person. You can change your targets to target specific. I am saying young, educated and entrepreneurial with capital.

Mr. Swan: I still apply the criterion we used in the rest of the analysis. Would that benefit the Canadians already here in terms of either higher per capita real income or a lower unemployment rate? This means whether we need young, educated, entrepreneurial immigrants in order to increase the efficiency of the economic system and get per capita income up or in order to create jobs. As I said, the research on that is still underway, but the very tentative evidence suggests we do not need it. There is nothing particularly beneficial about this group of immigrants as compared with any other group. Why? One reason is that in any year in Canada there is a very large number of new businesses being set up by people already here and a very large deathrate of old businesses that were set up.

In other words, there is no shortage of new entrepreneurs, young, old, whatever, in the system. They are sprouting up all the time and dying all the time in very large numbers. These are quite new and recent data. To the extent that entrepreneurs are beneficial, we already have lots and lots emerging. You would have to make the case, therefore, that the immigrant ones were better on average than the hundreds of thousands of local ones already setting up. That I do not know. This is one point.

The second point is whether we need the capital those people bring with them, if they bring \$1 million each. I will give you the standard knee-jerk economist's reaction. The standard reaction is that if you have projects worth undertaking and offer a genuine unsubsidized rate of return, you can always get capital from them. One of the best, most efficiently operating markets in the world is the capital market. So you do not need to have people especially to bring capital in, you could always get it.

Mr. Wenman: It is not true in reality. My son cannot get that dollar, your son cannot get this dollar. That does not exist in our society—capital-ready, young entrepreneurs free to make a statement that there is no shortage of new, young

M. Swan: Vous me posez là une question sur une partie de notre recherche qui n'est pas encore terminée, mais je peux quand même vous faire part de ma réaction personnelle. Permettez-moi tout d'abord de reformuler votre question: vous voulez savoir si l'immigration de gens d'affaires est particulièrement profitable, en particulier si ces gens d'affaires apportent avec eux des capitaux importants? En supposant que cela soit effectivement profitable, est-ce que nous devrions augmenter la proportion d'immigrants de cette catégorie?

M. Wenman: Je voulais parler en particulier d'un groupe très précis. Nous pourrions choisir nos immigrants de façon plus sélective. Je veux parler de jeunes entrepreneurs instruits, qui possèdent du capital.

M. Swan: J'appliquerais encore à votre question le critère que nous avons utilisé pour le reste de notre analyse. Est-ce que cela serait profitable aux Canadiens qui se trouvent déjà ici, soit par une augmentation de leur revenu réel par habitant, soit par une baisse du taux de chômage? Vous voulez savoir si nous devrions encourager l'immigration de jeunes entrepreneurs instruits pour augmenter l'efficience de notre système économique, hausser notre revenu par habitant ou créer des habitants. Comme je vous l'ai dit, la recherche à ce sujet n'est pas encore terminée, mais d'après les résultats très provisoires que nous avons obtenus, il semble que cela ne soit pas nécessaire. Ce groupe d'immigrants ne nous apporte aucun avantage particulier comparativement à tous les autres groupes? Notamment parce qu'il se crée chaque année au Canada un très grand nombre de nouvelles entreprises, mises sur pied par des gens qui se trouvent déjà ici, et qu'il se produit un très grand nombre de fermetures d'entreprises.

Autrement dit, le système ne manque pas de nouveaux entrepreneurs, qu'ils soient jeunes ou vieux. Les entreprises poussent comme des champignons et meurent aussi vite, d'après ce que révèlent des données assez nouvelles. Dans la mesure où les entrepreneurs peuvent être utiles au pays, nous en avons en quantité. Il faudrait donc prouver que les immigrants réussissent mieux, en moyenne, que les centaines de milliers de gens d'affaires déjà établis ici, qui mettent des entreprises sur pied. Je n'en sais rien. Voilà pour le premier aspect de la question.

Le deuxième aspect, c'est le capital que les gens apportent avec eux, que ce soit par exemple 1 million de dollars ou autre chose. Il faut se demander si nous avons besoin de ce capital. Intuitivement, tout économiste vous dira que si vous avez des projets valables offrant un taux rendement intéressant, sans aucune subvention, il est toujours possible de trouver des capitaux. Le marché des capitaux est en effet l'un des plus efficaces au monde. Il n'est donc pas vraiment nécessaire que des gens nous apportent des capitaux, puisqu'on peut toujours les obtenir ailleurs.

M. Wenman: Ce n'est pas vrai en réalité. Mon fils ne peut pas obtenir ces capitaux, ni le vôtre. Cela n'existe pas dans notre société: des jeunes entrepreneurs qui possèdent les capitaux nécessaires et qui sont prêts à reconnaître qu'il

entrepreneurs with some success probability. A success probability does involve the availability of capital, preferably unencumbered capital. What base information do you have to make a statement that there is no shortage of new young entrepreneurs, let alone entrepreneurs, in our economy?

• 1210

Mr. Swan: The data we have is the rate at which new businesses are being set up, which partly comes from a fairly new survey of Statistics Canada and partly from the Dun & Bradstreet data files. Now, those do not give us any information on whether the people who are setting up those businesses are young, energetic, and educated. So if it turned out that the Canadian ones setting up businesses were not particularly young, energetic, and entrepreneurial, then you might improve the mix of new entrepreneurs in new businesses by changing the immigrant portion of it. But there is definitely no shortage, according to the tentative data I have. It is very difficult to deal with the data on new businesss.

Mr. Wenman: Do you not agree that the same data will probably show you that it was done on the basis of borrowed capital? You cannot start something at 18% borrowed capital and hope it is going to operate and be successful.

I hope this is also going to be a part of your study. We need to know from a demographics point of view and from an economic point of view, within the 2 million, what type we should be targeting. And you are saying we should not continue to target this area.

Mr. Swan: Let me make one other response to that. Apart from the factual question of whether we need people of that kind to immigrate, in the broader context of the balance of the social and economic stuff, we are finding out there a certain degree of hostility to the notion that people can buy their way in. If you are going to increase immigration and have it accepted and avoid frictions and problems with it, there is also that side of it to be considered. I just mention that *en passant*. We are doing research on that, but I do not think we will answer all your questions.

Mrs. Anderson (Simcoe Centre): We have been discussing for some little while the numbers of immigrants possibly coming to the country. A tremendous number thought it would be in the neighbourhood of 200,000, a few thought it might increase to 250,000. Of course we cannot say very much, because we have not heard that 1986 report on what has happened. In order to do a thorough investigation. . . I feel everything hinges on that report.

[Translation]

ne manque pas de nouveaux entrepreneurs jeunes et prometteurs. Pour que ces promesses se réalisent, il faut du capital, de préférence libre de tout lien. Sur quel renseignement vous fondez-vous pour dire que nous ne manquons pas d'entrepreneurs, surtout des jeunes, dans notre économie?

M. Swan: Les données sur lesquelles nous nous fondons portent sur le rythme d'établissement de nouvelles entreprises; elles viennent en partie d'un sondage effectué il n'y a pas très longtemps par Statistique Canada et en partie des dossiers de *Dun & Bradstreet*. Bien sûr, cela ne nous dit pas si les gens qui créent ces entreprises sont jeunes, dynamiques et instruits. Donc, s'il s'avérait que les Canadiens qui mettent sur pied des entreprises n'étaient pas particulièrement jeunes, dynamiques et dotés d'un bon sens des affaires, il serait possible d'améliorer la composition de ce secteur de l'économie en modifiant la place qu'y occupent les immigrants, mais il n'y a certainement pas de pénurie dans ce domaine, d'après les données provisoires que j'ai ici. Il est très difficile d'analyser les données sur les nouvelles entreprises.

M. Wenman: Mais n'êtes-vous pas d'accord pour dire que ces données vous montreront peut-être que ces nouvelles entreprises ont été établies grâce à du capital d'emprunt? Il est impossible de mettre quoi que ce soit sur pied grâce à un emprunt à 18 p. 100 et d'espérer réussir.

J'espère que votre étude reflétera également cet aspect de la question. Il faut savoir, du point de vue tant démographique qu'économique, quel genre d'immigrants nous devrions tenter d'attirer ici, parmi ces 2 millions. Et vous dites que nous ne devrions pas continuer à mettre l'accent sur ce genre d'immigrants.

M. Swan: Permettez-moi de répondre à votre question d'une autre façon. Quelles que soient les données actuelles sur l'opportunité d'inciter des gens de cette catégorie à immigrer au Canada, dans le contexte général de l'équilibre socio-économique, nous constatons que l'idée que des gens puissent entrer au Canada parce qu'ils sont riches suscite une certaine hostilité. Si l'on veut augmenter l'immigration de façon qui soit acceptable, et si l'on veut éviter les frictions et les problèmes qui y sont associés, il faut également tenir compte de cette considération. Je le mentionne simplement en passant. Nous effectuons actuellement de la recherche à ce sujet, mais je ne crois pas que nous allons pouvoir répondre à toutes vos questions.

Mme Anderson (Simcoe-Centre): Nous discutons depuis un certain temps du nombre d'immigrants qui pourraient venir s'établir au pays. Beaucoup de gens pensent que ce nombre pourrait se situer aux alentours de 200,000, et quelques-uns pensent qu'il pourrait aller jusqu'à 250,000. Bien sûr, nous ne pouvons pas être très précis parce que nous n'avons pas entendu les conclusions du rapport de 1986 sur ce qui s'est produit. Donc, pour mener une enquête approfondie. . J'ai l'impression que tout repose sur ce rapport.

However, the statistics are showing that the municipal area and the provincial area have quite a lot of taxes imposed on them for education purposes. I do not know the hospital end of it, but certainly it is very stressful in the education area. Housing is another area where it is very stressful.

If we are going to stay at the 200,000 level or maybe increase a little, what sort of time is it going to take for these people to blend into our economy so that they are—the word is not viable. I am not sure whether the question is clear.

Mr. Swan: I can try to answer the question I think I hear and you can tell me if I got it.

Mrs. Anderson: All right, fine.

Mr. Swan: There is some evidence that the immigrants get into the system very quickly, that the time it takes them to start earning money and paying taxes is in the order of between 5 and 20 weeks. We are not looking at years. This is very rough evidence from several years ago, one of the few longitudinal studies. But the immigrants tend to get into the mainstream—I am leaving out refugees and so on.

Mrs. Anderson: Yes. These are immigrants we are talking about.

Mr. Swan: They get into the mainstream quite quickly and therefore start paying taxes quite quickly. That is one response.

The second response is a promise for the future, regarding our research. We do have a study in there on the net effect for provinces, not for municipalities, on revenues through taxes and the like, and on spending for language training and health and education and so on. That is in the mill, to find out over the long haul whether the immigrants, as far as the provincial treasurers are concerned, are a net gain, a net loss, or about neutral. That is coming.

• 1215

Mrs. Anderson: We have not had any of the educators before us. I think they are coming at a later date. But I would be interested to hear what their problems are. I understand they have a few.

The time is roughly 20 weeks, then, before they—

Mr. Swan: That is from memory, but it is quite sure. It is a little bit longer than Canadians newly entering the labour market, whether they are young people or married women going to work for the first time. But it is not a lot longer.

Mrs. Anderson: You mentioned the emigrants who leave the country and take their income with them, that at least they are not a drain on the economy here. But I understand at the moment that engineers are very much in demand. We have lost them, they are gone. We just cannot get enough to fit our demand. How does one answer a question like that?

[Traduction]

Toutefois, les statistiques nous montrent que les provinces et les municipalités doivent percevoir beaucoup d'impôts pour les besoins du système d'éducation. Je ne sais pas ce qu'il en est dans les hôpitaux, mais la situation est certainement très difficile dans le domaine de l'éducation, tout comme dans le secteur du logement.

Si nous maintenons ce chiffre de 200,000 ou si nous l'augmentons peut-être un peu, j'aimerais savoir combien de temps il faut à ces gens pour s'intégrer à notre économie de façon à devenir... non pas viables, ce n'est pas le mot, mais... Je ne suis pas certaine que ma question soit claire.

M. Swan: Je peux essayer de répondre à la question que j'ai cru comprendre et vous me direz si j'ai bien compris.

Mme Anderson: D'accord.

M. Swan: Les recherches prouvent que les immigrants s'intègrent très rapidement et qu'ils commencent à gagner de l'argent et à payer des impôts de cinq à vingt semaines après leur arrivée. Il ne s'agit pas d'années. Ce sont des données très approximatives qui datent déjà de quelques année, et qui ont été recueillies au cours d'une des rares études longitudinales effectuée jusqu'ici. Mais les immigrants ont tendance à s'intégrer assez rapidement; je ne parle pas ici des réfugiés et des autres groupes de ce genre.

Mme Anderson: Oui. Nous parlons ici des immigrants.

M. Swan: Ils s'intègrent assez rapidement au reste de la société et commencent donc à verser des impôts assez rapidement aussi. C'est une réponse.

La deuxième réponse est très prometteuse pour l'avenir, en ce qui concerne notre recherche. Nous avons une étude qui porte sur l'effet net de l'immigration sur les provinces, mais non sur les municipalités, c'est-à-dire sur les recettes provenant par exemple des impôts et les dépenses consacrées à la formation linguistique, à la santé, à l'éducation, etc. Cette étude est en cours et vise à déterminer, à long terme, si les immigrants constituent pour le Trésor des provinces un gain net, une perte nette ou un phénomène neutre. Nous allons le savoir hientôt

Mme Anderson: Nous n'avons encore entendu personne du secteur de l'éducation. Je pense que cela va venir un peu plus tard. Mais il sera intéressant de savoir quels sont leurs problèmes. J'ai l'impression qu'ils en ont quelques-uns.

Il faut donc à peu près 20 semaines avant que...

M. Swan: Je vous cite ce chiffre de mémoire, mais j'en suis assez certain. C'est un peu plus long que pour les Canadiens qui entrent sur le marché du travail, que ce soit des jeunes ou des femmes mariées qui vont travailler à l'extérieur pour la première fois. Mais pas beaucoup.

Mme Anderson: Vous avez parlé des émigrants qui quittent le pays et qui apportent leur revenu avec eux; vous avez dit qu'au moins ils ne constituaient pas un fardeau pour notre économie. Mais à l'heure actuelle, il semble exister une très forte demande d'ingénieurs. Nous en avons perdu beaucoup; ils sont partis. Nous ne pouvons tout simplement pas en avoir assez pour répondre à la demande. Comment résoudre ce genre de problème?

Mr. Swan: That is fair enough. And I am delighted to hear it, because my son just graduated in chemical engineering.

Mrs. Anderson: Very good.

Mr. Swan: That is a separate and quite valid reason for immigration. If you were actually short of engineers, then if you can find engineers by immigration, well and good. The existing engineers might complain because it is liable to stop their income rising a bit. But other than that, that is good for the economy. It seems there is some difficulty in always detecting reliably when there is a shortage. But that aside, that is a good point.

Mrs. Anderson: So probably you would think a gradual increase rather than staying at what we have done.

Mr. Swan: Oh, for sure. I am going to retreat behind my council members and say that if they recommend an increase, I would certainly advocate strongly that it be gradual. I would personally be in favour of an increase.

Mrs. Anderson: Say we are looking at a large increase of from 26 million to 100 million. What sort of a stretch of time are you looking at there?

Mr. Swan: I never even thought of going to 100 million. I did not think beyond 10 to 20 years—

Mrs. Anderson: But your opening statement mentioned how much better the country would be with a greater number of people in it. Everything would turn over. It would be a country to be investing in and wonderful things would happen. So I was wondering how large a number we can economically take care of by increasing our numbers right away. For instance, this gradual, we may be able to handle that. But how much more could we do with here?

Mr. Swan: Let me answer it a different way. If the birth rate had not gone down and population had continued to rise at the rate it did in the 1950s and 1960s, we probably would not be in the least concerned about our ability to handle that and absorb it. If we abstract from the fact that the immigrants are different in many ways, the actual rate of increase that is being proposed by even the most expansionary people would only give us the sort of growth population we have already experienced without significant problems in the 1950s and the 1960s. So my answer is I do not think there would be any major problem there.

Mr. Heap: Further to Mrs. Anderson's question about the demand for public services, you mentioned that you hope to have results on the net loss or benefit to provincial treasuries, which of course leaves the very interesting question of what about the federal treasury.

Mr. Swan: The same analysis will churn out the federal as well.

Mr. Heap: And through the provincial, then, that will in effect cover the municipal.

[Translation]

M. Swan: Vous avez raison de le signaler. Et je suis très heureux de vous l'entendre dire parce que mon fils vient d'obtenir son diplôme en génie chimique.

Mme Anderson: Bravo.

M. Swan: C'est là une raison distincte, et tout à fait valable, pour encourager l'immigration. Si vous manquez d'ingénieurs et que vous pouvez en trouver grâce à l'immigration, tant mieux. Les ingénieurs qui se trouvent déjà au pays se plaindront peut-être parce que leur revenu risque d'augmenter un peu moins rapidement. Mais autrement, c'est bon pour l'économie. Il semble qu'il soit difficile de savoir quand il y a véritablement pénurie. Mais cela dit, votre observation est intéressante.

Mme Anderson: Vous proposerez donc probablement une augmentation graduelle plutôt que le maintien du niveau actuel.

M. Swan: Oh, bien sûr. Si les membres de mon conseil recommandent une augmentation, je préconiserais sûrement qu'elle soit très graduelle. Personnellement, je serais favorable à une augmentation.

Mme Anderson: Supposons donc que cette augmentation soit considérable, c'est-à-dire que la population passe de 26 millions d'habitants à 100 millions. En combien de temps cela devrait-il se faire d'après vous?

M. Swan: Je n'ai même jamais songé à aller jusqu'à 100 millions. Je n'ai pas regardé plus loin que 10 à 20 ans...

Mme Anderson: Mais vous avez mentionné dans votre déclaration préliminaire que le pays s'en trouverait bien mieux s'il avait une population plus nombreuse. Tout changerait. Il serait intéressant d'investir ici, et il se passerait toutes sortes de choses merveilleuses. Je me demandais donc jusqu'où nous pourrions aller, tout en nous assurant que notre économie peut supporter une telle situation, si nous augmentions ce nombre tout de suite. Par exemple, si l'augmentation est aussi graduelle, nous pourrions être capable d'en arriver à ce chiffre. Mais jusqu'où pourrions-nous aller?

Permettez-moi de vous Swan: indirectement. Si le taux de natalité n'avait pas baissé et si la population avait continué à augmenter aussi vite qu'elle le faisait au cours des années 50 et 60, nous ne serions probablement pas inquiets de notre capacité d'absorber cette quantité d'immigrants. Si l'on met de côté le fait que les immigrants sont différents de nous de bien des façons, le rythme d'augmentation proposé même par les gens qui sont le plus favorables à l'expansion ne nous donnerait en définitive qu'un taux de croissance de la population semblable à celui que nous avons connu au cours des années 50 et 60, sans qu'il en résulte de graves problèmes. Par conséquent, je ne pense pas que cela puisse poser de problèmes graves non plus.

M. Heap: Pour faire suite à la question de M^{me} Anderson sur la demande de services publics, vous avez dit que vous espériez avoir bientôt des résultats sur l'étude portant sur les pertes ou les bénéfices nets de l'immigration pour les provinces, ce qui laisse bien sûr de côté la question très intéressante du Trésor fédéral.

M. Swan: La même analyse s'appliquera également au fédéral.

M. Heap: Et donc, par l'entremise des provinces, cela couvrira également le niveau municipal.

Mr. Swan: No. We do not have information on the municipal.

Mr. Heap: Certainly in my experience some of the municipalities are the ones who are very concerned about, for example, education costs, which is not by any means always shared or strongly shared by the province. For example in Toronto it is not shared at all. Is there any possibility of your covering that?

• 1220

Mr. Swan: You caught me unprepared on this one, because I am not sure, as I think about it, whether the guy who is doing this has in his analysis the property taxes and the education expenditures by municipalities separated out. We would certainly want to do that. Whether it is feasible practically I do not know. We will be trying.

Mr. Heap: I hope it will. There will be a large market for that information in Toronto.

Mr. Swan: Yes. The problem with economics is there is always the largest market for the stuff that is the hardest to get.

Mr. Heap: Is that not supply and demand, then? I thought that is what economists lived by.

Mr. Swan: I suppose. Exactly.

Mr. Heap: A further question is whether you have been or will be identifying any particular immigrant groups that have relatively greater difficulty or less difficulty adapting in Canada, and whether your study has or will have any comment on the current labour market programs as they address that?

Mr. Swan: Only a little bit, because as you gather, our focus is much less on how the immigrants do and the problems they face than on the effect of immigration on people who are already here, so that looking at how well the immigrants do and the difficulties they face is a secondary aspect of the work we are doing and relevant only insofar as if they do not do well and do not have good support systems, then it may cause frictions and problems.

Mr. Heap: I am thinking also of economic problems. Let us say an immigrant has been here 20 or 30 years, and because of very understandable circumstances has never learned one of the official languages. I would think by sort of popular standards he is less likely to be less efficient, and cannot move as easily to a new job. This has been pointed out by some of the studies. I would like to know if there is seen to be a possible trade-off between the costs expended upon the immigrant when he or she first comes, and you might say the productivity, to put it narrowly, particularly of those who are in the paid work force as distinct from say housewives in the unpaid work force. Is there a return for the money that is spent say teaching them English or French, or otherwise adapting quickly and efficiently, rather than slowly and inefficiently?

[Traduction]

M. Swan: Non. Nous n'avons pas d'information sur le niveau municipal.

M. Heap: D'après mon expérience personnelle, certaines municipalités sont très inquiètes par exemple des coûts liés à l'éducation des immigrants, puisque la province est loin de toujours faire sa part dans ce secteur. Par exemple, à Toronto, la province ne contribue absolument pas à assumer ces coûts. Est-il possible que vous teniez compte de cet élément dans votre recherche?

M. Swan: Vous me prenez là un peu par suprise. Maintenant que j'y pense, je ne suis pas certain que le chercheur qui s'occupe de cette analyse ait étudié séparément les taxes foncières et les dépenses d'éducation des municipalités. Ce serait certainement souhaitable. Quant à savoir si ce serait réalisable, dans la pratique, je n'en sais rien. Mais nous allons essayer.

M. Heap: J'espère que cela sera possible. Il y a beaucoup de gens à Toronto qui seraient intéressés par ce genre d'information

M. Swan: Oui. Le problème, avec l'économie, c'est que les renseignements qui sont plus difficiles à obtenir sont toujours les plus populaires.

M. Heap: N'est-ce pas une question d'offre et de demande? Je pensais que c'était ce qui faisait vivre les économistes.

M. Swan: Je suppose que oui. Exactement.

M. Heap: J'aimerais savoir aussi si vous avez tenté de déterminer quels sont les groupes d'immigrants qui ont plus de mal à s'adapter au Canada et ceux qui en ont le moins, ou si vous comptez le faire, et si votre étude se penchera sur les programmes actuels d'adaptation au marché du travail qui visent les immigrants?

M. Swan: Seulement un peu parce que, comme vous le voyez, nous nous intéressons beaucoup moins à la situation des immigrants eux-mêmes et aux problèmes auxquels ils doivent faire face qu'aux effets de l'immigration sur les gens qui sont déjà ici. Le degré de réussite des immigrants et les difficultés qu'ils connaissent constituent donc un aspect secondaire de notre travail, qui n'a d'intérêt que dans la mesure où, si les immigrants ne réussissent pas à s'intégrer et ne bénéficient pas de bons réseaux d'appui, cela peut causer des frictions et des problèmes.

M. Heap: Je pensais également aux problèmes économiques. Supposons par exemple qu'un immigrant soit ici depuis 20 ou 30 ans et que, pour des raisons très compréhensibles, il n'ait jamais appris l'une ou l'autre des langues officielles. Il serait assez plausible qu'il ait moins de chance d'être efficace et qu'il ne puisse pas aussi facilement changer d'emploi. Certaines études l'ont déjà démontré. J'aimerais savoir s'il existe quelque part un lien entre les dépenses consacrées aux immigrants au moment de leur arrivée et leur productivité, si l'on peut dire, particulièrement dans le cas des immigrants qui font partie de la main-d'oeuvre active, par opposition aux femmes au foyer, par exemple, qui ne travaillent pas contre rémunération. Que recevons-nous en retour de l'argent que nous dépensons pour leur enseigner par exemple le français ou l'anglais ou pour les aider de quelque autre façon à s'adapter rapidement et efficacement, plutôt que lentement et inefficacement.

Mr. Swan: That is an interesting issue. It is one I had not really thought of. It is interesting because if you spend public money on educating them, most of the return will go to the individual himself. He may pay somewhat more taxes, so the government will get something back, but by and large the individual person will get the return on that training. Then there comes a question of whether we should ask them to pay for it or not pay for it, or whatever. It is an interesting set of questions, but we have not addressed them.

Mr. Heap: Will the person not give something in return? If the person gets a higher paid job, then the person performs a more valuable service, presumably. This is what the market economists tell us anyway.

Mr. Swan: Indeed that is true, but it is like the brain drain thing. If he performs a more valuable service he normally is expected to get paid for it in our society, and the only spill-over to the rest of us is the taxes that he would pay.

Mr. Volpe: I wonder if we can just go back on a couple of points that were raised by colleagues on both sides of this table, because I am intrigued by the kinds of questions that you are asking and I am not convinced that your study is addressing the kinds of questions that I want answered. If you do answer them maybe we will both go into business and make a lot of money, since you say that there is a demand for the stats.

I have done a quick count of all the figures on immigration from 1981 to 1986, and the largest figure says that 55% in those years of all immigrants coming into Canada went into Ontario.

Just for the sake of assumption, so that I can ask you the question, I have assumed that all of those immigrants went to Toronto. But when I take a look at the growth element of the greater Toronto area, all of those immigrants combined would only have accounted for 40% of the growth in the greater Toronto area. That is assuming every person that came into Canada, the 55% that settled in Ontario settled right in the Toronto area.

• 1225

Mr. Swan: It is that large, 40%?

Mr. Volpe: That is just a growth element, and that is assuming that everybody went there and no place else. That raises a couple of questions for me. First, the assumptions I think you have laid open with respect to the brain drain phenomenon, the cost of education, and the value of education to the economic component of productivity, which you have identified as being largely individual in benefits and not societal... You are probably aware that the average cost to educate a young person from elementary to secondary school is somewhere under \$6,000 per annum here in Ontario, and I think that figure is the same virtually everywhere. So in constant dollars, we are looking at close to about \$200,000 in terms of educating one individual.

[Translation]

M. Swan: C'est une question intéressante, à laquelle je n'ai pas vraiment réfléchi. C'est intéressant parce que, si on dépense des fonds publics pour instruire ces gens, ce sont surtout ces derniers qui vont en profiter. Ils vont peut-être payer un peu plus d'impôts, ce qui permettra au gouvernement d'entrer dans son argent jusqu'à un certain point, mais c'est surtout le particulier qui bénéficie de la formation qu'on lui accorde. On peut donc se demander si on devrait lui demander de payer pour recevoir cette formation, par exemple. Cela soulève toute une série de questions fort intéressantes, mais nous ne les avons pas étudiées.

M. Heap: Mais est-ce que cette personne-là ne va pas donner quelque chose en retour? Si elle obtient un emploi mieux rémunéré, on peut présumer qu'elle offre un service de plus grande valeur. Du moins, c'est ce que les économistes nous disent.

M. Swan: C'est effectivement le cas, mais c'est un peu comme la question de l'exode des cerveaux. Si quelqu'un rend un service plus utile, il doit normalement être payé en conséquence, dans notre société, et le seul avantage que le reste des Canadiens en retirent, ce sont les impôts qu'il devra verser.

M. Volpe: J'aimerais en revenir rapidement à quelques petites questions qui ont été soulevées par mes collègues des deux côtés de la table, parce que les questions que vous posez vous-même m'intriguent et je ne suis pas convaincu que votre étude porte vraiment sur celles auxquelles j'aimerais trouver une réponse. Si vous répondez effectivement à mes questions, nous pourrons peut-être nous associer et faire beaucoup d'argent, puisque vous dites que les statistiques sont très demandées.

J'ai parcouru rapidement tous les chiffres sur l'immigration entre 1981 et 1986. Sur toutes ces années, la proportion la plus importante de tous les immigrants qui sont venus au Canada, c'est-à-dire 55 p. 100, est allée à l'Ontario.

Supposons, pour les besoins de ma question, que tous ces immigrants se soient installés à Toronto. Si l'on considère le taux de croissance de la région du Grand Toronto, tous ces immigrants ensemble n'auraient représenté que 40 p. 100 de cette croissance, toujours en supposant que les 55 p. 100 d'immigrants qui se sont installés en Ontario aient choisi la région de Toronto.

M. Swan: Autant que cela, 40 p. 100?

M. Volpe: C'est simplement un facteur de croissance, et si l'on suppose que tout le monde est allé là et pas ailleurs. Cela m'amène à me poser un certain nombre de questions. Premièrement, à propos de ce que vous avez dit au sujet du phénomène de l'exode des cerveaux, du coût de l'éducation et de la valeur de cette éducation pour la composante économique de la productivité, dont les avantages sont surtout individuels, et non collectifs, d'après vous. . Vous savez probablement qu'il en coûte en moyenne moins de 6,000\$ par année, ici en Ontario, pour payer les études élémentaires et secondaires d'un enfant, et je pense que ce chiffre serait à peu près le même partout. Donc, en dollars contants, il en coûte près de 2,000 dollars pour instruire une seule personne.

In terms of that person's productivity and contribution to the economics of our market, I have to go back to what Mr. Wenman was asking earlier about the value, the nature and the type of immigrant who would be coming in, because obviously our society would not have had to bear the cost of educating such an individual. Over the course of the last 5 years, an average of 12,000 Canadians have left Canada to go to the United States. If those people fit into the category of well–educated Canadians, presumably there would have been a transfer of cost that would have been borne by Canadian society and the Canadian economy into a net benefit for those who are going to the United States, which receives the benefits of that kind of expenditure.

I guess that leads me to the other point you mentioned, and that was what the benefit was of a type of immigrant to Canadians who are here now. That is what I want to focus on with respect to your study. I did not see anywhere in your brief or your presentation whether in fact we are making a distinction between the benefit that accrues to those who are here now, for example as an incremental dollar and cents value for everybody that comes in, or whether we are talking about the expansion of a market place, an economy, where we have someone who start at zero if he is a working class immigrant and eventually builds himself up to the Canadian national average in terms of annual income, or whether we have someone of an entrepreneurial class who comes way up here and essentially increases the opportunities for those who are immediate beneficiaries of whatever investment or enterprise he engages in.

I did not hear that you were making that kind of distinction and whether in fact it is an appropriate distinction to make, if we are going to be talking about the value of immigrants, whether we need to take a look at how many dollars and cents it puts into my pocket to have a body come across the border. As part of that, and just to close off, if we are talking about immigrants as wealth creators in an economic context, and I suppose in a social context as well, given that most of the jobs being created today are in the service sector, and I think you brought that out in a response to Mr. Johnson-I think about 70% of all new jobs are being created in that area-and given that manufacturing seems to be on a decline, because we do not need the same kinds of tools for wealth creation that we required in the past, and given that technology has taken us beyond that point, are we looking at the right data in your study to make assumptions about immigration if we are not thinking in terms of expanding a manufacturing base, which in my understanding of raw economics is that sector that creates wealth as opposed to moving it around as we do in the service sector? Are we on base there? Is your data going to provide us that kind of distinction?

Mr. Swan: You said manufacturing creates wealth and the other activities do not?

[Traduction]

En ce qui concerne la productivité de cette personne et sa contribution à notre économie, je dois en revenir à ce que M. Wenman a dit tout à l'heure au sujet du type d'immigrants qui devraient venir s'installer ici parce que, de toute évidence, notre société n'aurait pas à assumer le coût de l'éducation des immigrants dont il parlait. Au cours des cinq dernières années, environ 12,000 Canadiens en moyenne ont quitté le Canada pour les États-Unis. Si ces gens se retrouvent dans la catégorie des Canadiens instruits, on peut supposer qu'il y a eu un transfert de coûts aux dépens de la société canadienne et de l'économie canadienne, ce qui a entraîné un bénéfice net pour ceux qui s'en vont aux États-Unis et qui tirent profit de ce genre de dépense.

Ce qui m'amène à l'autre point que vous avez mentionné, à savoir les avantages de l'immigration d'un certain type pour les Canadiens qui sont déjà ici. C'est sur cet aspect de votre étude que je souhaite attirer l'attention du comité. Je n'ai rien vu, ni dans votre mémoire ni dans votre exposé, qui me permette de savoir si vous établissez une distinction entre les avantages qui pourraient provenir de l'immigration pour ceux qui sont ici maintenant, par exemple au niveau des retombées financières de l'arrivée de chaque immigrant, ou si vous parlez de l'expansion du marché, de l'économie, que ce soit pour les immigrants de la classe ouvrière qui commencent à zéro et qui atteignent graduellement le revenu annuel moyen des Canadiens ou un entrepreneur qui arrive ici et qui, en gros, améliore la situation de ceux qui bénéficient immédiatement de ses investissements ou de son entreprise.

Je ne vous ai entendu nulle part faire cette distinction et je ne sais même pas s'il est approprié de la faire. Si nous voulons parler de la valeur des immigrants, je me demande s'il est nécessaire de savoir combien j'aurai de dollars et de cents de plus dans mes poches chaque fois qu'un immigrant traverse la frontière. Dans cette optique, pour terminer, si nous parlons des immigrants comme créateurs de richesses dans un contexte économique, et dans un contexte social également, je suppose, étant donné que la plupart des emplois qui sont créés aujourd'hui se trouvent dans le secteur des services, comme vous l'avez dit en réponse à une question de M. Johnson—je pense que 70 p. 100 de tous les nouveaux emplois sont créés dans ce secteur-et étant donné que le secteur manufacturier semble en déclin, parce que nous n'avons pas besoin des mêmes outils que dans le passé pour créer des richesses, et que la technologie nous a amenés au-delà de ce point, est-ce que vous vous fondez sur les bonnes données, dans votre étude, pour établir des hypothèses au sujet de l'immigration, si vous ne vous penchez pas sur l'expansion de notre secteur manufacturier puisque, d'après ce que je sais des principes fondamentaux de l'économie, c'est ce secteur qui crée des biens, alors que le secteur des services ne fait que les répartir? Sommes-nous d'accord sur ce point? Allez-vous établir ce genre de distinction dans votre rapport?

M. Swan: Vous dites que le secteur manufacturier crée des biens alors que les autres activités ne le font pas?

Mr. Volpe: In a classical sense, where you are creating a commodity that can be consumed. I realize there are dissenting views among economists that in the service sector you are not really creating wealth, but you are creating some income. But in order for you to have that increased income you depend on another sector, like the manufacturing or the resource or primary sector.

• 1230

Mr. Swan: I would hate to confuse the issue by getting into a discussion of whether manufacturing is in some sense more fundamental than other economic activities. I think—

Mr. Volpe: To clarify for a second, I will be very short. We have been talking about the kinds of immigrants you would want in, the kinds of people that if we are going to have a proper sense of immigration and its value to Canada, we have to take a look at what sectors it satisfies. That is what I sense is the whole direction of your study: what needs are we satisfying in Canada? Are we satisfying needs created by service sector, by manufacturing sector, by—

Mr. Swan: Let me address the last one first, in a different way. Whether or not you think it desirable that immigrants should go into manufacturing, the way we select them and the way we could select them gives you no control over that. We select them according to whether they are family class or not, whether they are educated or not, whether they are engineers or not. We have a limited set of criteria, and I do not think they bear any connection. . You could not sort of deliberately set out to pick immigrants in such a way that they would join the manufacturing industry. If they did, they would end up displacing Canadians in that industry, who would go elsewhere.

In other words, I do not think immigration can be used as a tool to alter the proportion of your industry that is manufacturing, whether or not you think it would be desirable to do that. Incidentally, I do not think it would be desirable.

Mr. Volpe: I do not assume that happens.

Mr. Swan: I guess the first question was to do with whether it is better to have richer and highly educated immigrants than ordinary working-type immigrants. Was that the question?

Mr. Volpe: Part of it, yes.

Mr. Swan: The answer has to be brief, and there is not time to explain it, but the brief answer is no, there is no difference from the point of view of the benefit of the people already here. It is the same argument as with the brain drain: if they are richer, they also take more out of the economy as well as putting more in. The net effect is small.

Le président: Merci, monsieur Volpe.

Monsieur Swan, ceci met fin à notre période de questions ainsi qu'à notre rencontre. Nous avons apprécié vos commentaires, ainsi que les premières informations que vous nous avez données sur l'étude que vous êtes en train de réaliser. On vous remercie beaucoup.

[Translation]

M. Volpe: Dans le sens classique, parce qu'il crée des produits qui peuvent être consommés. Je sais bien que les économistes ne sont pas tous d'accord pour dire que le secteur des services ne crée pas vraiment des biens, mais plutôt des revenus. Mais pour pouvoir augmenter vos revenus, il faut vous appuyer sur un autre secteur, comme le secteur manufacturier ou le secteur primaire, celui des ressources naturelles.

M. Swan: Je m'en voudrais de mêler les cartes en me lançant dans un grand débat sur l'importance du secteur manufacturier par rapport aux autres activités économiques. Je pense. . .

M. Volpe: Une simple clarification, brièvement. Nous avons parlé du genre d'immigrants qu'il serait intéressant de faire venir ici. Mais si l'on veut vraiment savoir quel intérêt peut avoir l'immigration pour le Canada, il faut regarder quels sont les secteurs dans lesquels elle répond à un besoin. D'après ce que je peux voir, c'est là l'orientation générale de votre étude: à quels besoins l'immigration répond-elle au Canada? À des besoins créés par le secteur des services, par le secteur manufacturier, par...

M. Swan: Permettez-moi tout d'abord de répondre à votre dernière question, mais sous un angle différent. Que vous jugiez ou non souhaitable que les immigrants travaillent dans le secteur manufacturier, les méthodes que nous utilisons et que nous pourrions utiliser pour les choisir ne nous permettent absolument pas de décider où ils vont aller. Lors de la sélection des immigrants, nous nous demandons s'ils font partie ou non de la catégorie de la famille, s'ils sont instruits ou non, si ce sont des ingénieurs ou non. Nous avons une série de critères très limitée et je ne pense pas qu'ils aient un rapport quelconque. . . Il est impossible de choisir délibérément des immigrants de façon à ce qu'ils se dirigent vers le secteur manufacturier. Et s'ils le faisaient, ils déplaceraient les Canadiens qui s'y trouvent déjà et qui devraient aller ailleurs.

Autrement dit, je ne pense pas que l'immigration puisse être utilisée pour modifier l'importance relative du secteur manufacturier dans notre économie, que vous jugiez cela souhaitable ou non. En passant, je ne pense pas que cela soit souhaitable.

M. Volpe: Et je ne pense pas que cela va se produire.

M. Swan: Si j'ai compris votre première question, vous me demandez s'il est préférable de faire venir des immigrants riches et instruits que des ouvriers. C'est bien ce que vous vouliez savoir?

M. Volpe: En partie, oui.

M. Swan: Je dois vous répondre très brièvement et je n'ai pas le temps de vous expliquer ma réponse, mais je vous dirais que non, il n'y a pas de différence en ce qui concerne les avantages qu'en retireront les gens qui sont déjà ici. C'est la même chose que pour l'exode des cerveaux: si les gens sont plus riches, ils retirent davantage de l'économie, en même temps qu'ils y investissent davantage. L'effet net est donc négligeable.

The Chairman: Thank you, Mr. Volpe.

Mr. Swan, this puts an end to our questions and to our meeting. We appreciated your comments very much, as well as the first data you have given us about the study you are working on right now. We thank you very much.

M. Swan: Merci monsieur.

Le président: En ce qui nous concerne, nous allons continuer notre réunion à huis clos pendant quelques minutes.

[Les délibérations se poursuivent à huis clos]

[Traduction]

Mr. Swan: Thank you, Mr. Chairman.

The Chairman: As far as the committee is concerned, we will continue our meeting in camera for a few minutes.

[Meeting goes on in camera]







If undelivered, return COVER ONLY to: Canadian Government Publishing Centre, Supply and Services Canada, Ottawa, Canada, K1A 0S9

En cas de non-livraison, retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à: Centre d'édition du gouvernement du Canada, Approvisionnements et Services Canada, Ottawa, Canada, K1A 0S9

WITNESS

From the Economic Council of Canada: Neil Swan, Research Director.

TÉMOIN

Du Conseil économique du Canada: Neil Swan, directeur de la recherche.

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 38

Thursday, May 24, 1990

Chairman: Jean-Pierre Blackburn

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule nº 38

Le jeudi 24 mai 1990

Président: Jean-Pierre Blackburn

Minutes of Proceedings and Evidence of the Standing Committee on Procès-verbaux et témoignages du Comité permanent du

Labour, Employment and Immigration

Travail, de l'Emploi et de l'Immigration

RESPECTING:

Pursuant to Standing Order 108(2), investigation into demography and immigration levels

CONCERNANT:

Conformément à l'article 108(2) du Règlement, une enquête sur la démographie et les niveaux d'immigration

WITNESS:

(See back cover)

TÉMOIN:

(Voir à l'endos)



Second Session of the Thirty-fourth Parliament, 1989-90

Deuxième session de la trente-quatrième législature, 1989-1990

35071

STANDING COMMITTEE ON LABOUR, EMPLOYMENT AND IMMIGRATION

Chairman: Jean-Pierre Blackburn Vice-Chairman: Dave Worthy

Members

Edna Anderson Warren Allmand Harry Chadwick Doug Fee Dan Heap Al Johnson Fernand Jourdenais Allan Koury Sergio Marchi Gilbert Parent George Proud Cid Samson—(14)

(Quorum 8)

Monique Hamilton

Clerk of the Committee

COMITÉ PERMANENT DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE L'IMMIGRATION

Président: Jean-Pierre Blackburn Vice-président: Dave Worthy

Membres

Edna Anderson Warren Allmand Harry Chadwick Doug Fee Dan Heap Al Johnson Fernand Jourdenais Allan Koury Sergio Marchi Gilbert Parent George Proud Cid Samson—(14)

(Quorum 8)

Le greffier du Comité

Monique Hamilton

Published under authority of the Speaker of the House of Commons by the Queen's Printer for Canada.

Publié en conformité de l'autorité du Président de la Chambre des communes par l'Imprimeur de la Reine pour le Canada.

MINUTES OF PROCEEDINGS

THURSDAY, MAY 24, 1990 (48)

[Text]

The Standing Committee on Labour, Employment and Immigration met at 12:04 o'clock p.m. this day, in Room 269, West Block, the Chairman, Jean-Pierre Blackburn, presiding.

Members of the Committee present: Edna Anderson, Jean-Pierre Blackburn, Harry Chadwick, Doug Fee, Al Johnson and Allan Koury.

Acting Members present: Albina Guarnieri for Gilbert Parent and Bob Wenman for Dave Worthy.

In attendance: From the Library of Parliament: Mrs. Margaret Young and Kevin Kerr, Research Officers.

Witness: From the University of Toronto: Dave Foot, Professor of Economics.

Pursuant to Standing Order 108(2), the Committee resumed consideration of its investigation into demography and immigration levels.

The witness made a statement and answered questions.

At 1:16 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

Monique Hamilton

Clerk of the Committee

PROCÈS-VERBAL

LE JEUDI 24 MAI 1990 (48)

[Traduction]

Le Comité permanent du travail, de l'emploi et de l'immigration se réunit aujourd'hui à 12 h 04, dans la salle 269 de l'édifice de l'Ouest, sous la présidence de Jean-Pierre Blackburn (président).

Membres du Comité présents: Edna Anderson, Jean-Pierre Blackburn, Harry Chadwick, Doug Fee, Al Johnson, Allan Koury.

Membres suppléants présents: Albina Guarnieri remplace Gilbert Parent; Bob Wenman remplace Dave Worthy.

Aussi présents: De la Bibliothèque du Parlement: Margaret Young et Kevin Kerr, attachés de recherche.

Témoin: De l'Université de Toronto: Dave Foot, professeur d'économique.

Conformément au paragraphe 108(2), le Comité reprend son enquête sur la démographie et les niveaux d'immigration.

Le témoin fait un exposé et répond aux questions.

À 13 h 16, le Comité s'ajourne jusqu'à nouvelle convocation du président.

La greffière du Comité

Monique Hamilton

EVIDENCE

[Recorded by Electronic Apparatus] Thursday, May 24, 1990

• 1204

Le président: À l'ordre!

Nous poursuivrons aujourd'hui notre étude sur les niveaux d'immigration et la démographie canadienne.

Nous recevons M. David Foot, professeur en sciences économiques à l'Université de Toronto. Il nous fera une présentation d'une vingtaine de minutes, et chacun des députés pourra ensuite lui poser des questions. Monsieur Foot, nous vous souhaitons la bienvenue à Ottawa. Vous avez la parole.

• 1205

Professor David K. Foot (Department of Economics, University of Toronto): Thank you very much.

I am going to try to make two main points to you this morning. The first point has to do with the age structure of immigration, and I am going to argue to you that this is something you do not see very much information or data on. In fact, if you look at all employment and immigration publications, you will find oodles of statistics on many, many different aspects, but you see almost nothing on age. I am going to argue that the age structure of immigration is such that it is contributing to some of the problems currently being faced by Canadian society.

The second point I am going to make to you is employment related. I am going to argue that Canada has been a very labour-rich, capital-poor society because of demographics. We have had wave after wave of baby-boomers entering the labour market, and consequently we have had a major focus on job creation. I am going to argue that the 1990s are going to be entirely different. Labour shortages are beginning to appear across the country. There is a good fundamental reason for that, and we are going to be, if anything, labour short in the 1990s rather than having labour surpluses. Both of these things, I think, have tremendous implications for the management and conduct of our immigration program.

[Slide Presentation]

Prof. Foot: My arguments will be based on demographics, so I will take a few minutes at the beginning to acquaint you with demographics. Here we have an overhead showing the age structure of the Canadian population: moving up the vertical axis, single years of age, and a centre line dividing the number of males from the number of females in each age group. The lighter lines show the results from the 1971 census and the solid lines from the 1981 census, giving you a little bit of a historical perspective.

The first point I would like to make is that even by 1971, the base of what we call a population pyramid was falling in dramatically. It is pyramidal in shape because as you move up the vertical access there is a higher probability of passing on,

[Translation]

TÉMOIGNAGES

[Enregistrement électronique] Le jeudi 24 mai 1990

The Chairman: Order!

Today we are resuming our investigation into demography and immigration levels.

We have with us Mr. David Foot, professor of Economics at the University of Toronto. He will make a twenty minute presentation after which each of the members will be able to ask him questions. Mr. Foot, welcome to Ottawa. You have the floor.

M. David K. Foot (professeur, département de sciences économiques, Université de Toronto): Merci beaucoup.

Ce matin je vais vous parler de deux choses; la première porte sur la structure de l'immigration sur le plan de l'âge: je vais essayer de vous démontrer que nous ne voyons pas souvent des informations ou des données sur cette question. En fait, si vous considérez toutes les publications sur l'emploi et sur l'immigration, vous y trouverez des montagnes de statistiques sur de nombreux aspects, mais pratiquement rien sur l'âge. Je vais donc essayer de vous démontrer que la structure de l'immigration sur le plan de l'âge est à la source d'une partie des problèmes auxquels se heurte actuellement la société canadienne.

Ma deuxième hypothèse porte sur l'emploi et je vais essayer de vous démontrer que, pour des raisons démographiques, le Canada a été jusqu'à présent un pays riche en main-d'oeuvre et pauvre en capital. Les vagues successives du Baby Boom sont entrées sur le marché du travail, ce qui nous a forcé à beaucoup insister sur la création d'emploi. Je vais vous montrer que les années 90 seront très différentes. On va commencer à constater une pénurie de main-d'oeuvre un peu partout dans le pays. Cela tient à une raison fondamentale et, pendant les années 90, loin d'avoir des excédents de main-d'oeuvre, nous allons nous heurter à une pénurie. A mon sens, ces deux aspects-là ont des implications considérables sur la gestion et l'administration de notre programme d'immigration.

[Présentation de transparents]

M. Foot: Mes arguments étant fondés sur de considérations démographiques, je vais commencer par vou donner une idée de la situation démographique. Voici ur graphique qui donne la structure par âge de la population canadienne: sur l'axe vertical, les années d'âge avec une lignicentrale qui divise le nombre d'hommes du nombre de femme dans chaque groupe. Les lignes fines donnent les résultats di recensement de 1971 et les lignes sombres, ceux du recensemen de 1981, ce qui vous donne une certaine perspective historique

Pour commencer, déjà en 1971 la base de ce que nou appelons la pyramide démographique avait commencée trè rapidement. Il s'agit d'une pyramide car en remontant le lon de l'axe vertical les probabilités de décès augmentent, si bie

and consequently there are fewer around in the higher age groups. This meant that over the last half of the 1960s, fewer and fewer younger people were being born. This is the reason we have "help wanted" signs in much of the retail shops in central Canada today. We knew that back in 1971. We knew that by the end of the 1980s there would be hardly any younger people to serve in our retail shops.

I will make a second point from this overhead, and it is a point on which I often take the opportunity to have a dig at my own profession. I am trained as an economist, as your chairman pointed out, and economists generally do not do anything without making assumptions. I like to be true to my discipline, so I also do everything based on one major assumption. The assumption, and this is going to flow through everything we talk about this morning, is that every year you get a year older. If you can handle that assumption, everything else follows from this.

Mr. Fee (Red Deer): Most economists will argue with anything, but maybe they will accept that.

Prof. Foot: Do you think they will handle that one? The point here, of course, is that we have the results from the 1971 population census. Guess where this profile was in 1981? It actually moved up 10 years. Guess where it is going to be in 1991 or 2001? It is that simple fact that is going to drive my points to your committee this morning. Like any good academic, we should test our assumptions. We now have the 1986 population census, and you can see that between 1981 and 1986, the profile has moved up yet another five years, thereby confirming the validity of the assumption.

Let me focus on the population pyramid for 1986 and make sure you understand the base of these demographics. The dominant profile in the pyramid is in these age groups. This is what we call the baby-boom generation. There is no doubt where it started. Here they are at age 39, refusing to admit they were 40 on the 1986 census. Being 39 in 1986 means they were born in 1947, so the first baby-boomers were born in 1947. They are now 43 years old. They are just entering their forties. Then from 1947 all through the 1950s increasing fertility meant ever-increasing numbers of births in Canada to a peak in 1960. They were aged 26 in 1986. After 1960 and all through the 1960s into the 1970s fertility plummeted in Canada. As a result, ever decreasing numbers of births right through the 1960s into the 1970s.

[Traduction]

que plus les groupes sont âgés, moins ils sont nombreux. Par conséquent, pendant la deuxième moitié des années 60, il y a eu de moins en moins de naissance. C'est la raison pour laquelle on voit aujourd'hui dans les magasins de détail du centre du Canada autant de panneaux «employé demandé». Nous savions déjà que d'ici la fin des années 80 il ne serait pratiquement pas de jeunes pour travailler dans les magasins de détail.

Une deuxième observation à propos de ce graphique, et à cette occasion je manque rarement l'occasion d'attaquer un peu ma profession: j'ai une formation d'économiste, comme votre président vous l'a dit, et en règle générale, les économistes ne peuvent rien faire sans avoir recours à des hypothèses. Pour rester dans cette ligne, je pars d'une seule et unique hypothèse majeure, une hypothèse que vous allez retrouver dans toutes nos discussions ce matin: tous les ans nous vieillissons d'un an. Si vous pouvez accepter cette hypothèse, tout le reste coule de source.

M. Fee (Red Deer): La plupart des économistes contestent tout ce qu'ils entendent, mais ça, ils pourront probablement l'accepter.

M. Foot: Vous pensez qu'ils l'accepteront? L'important dans ce cas, c'est bien sûr que nous avons des résultats du recensement de 1971. Devinez à quoi ressemblait cette courbe en 1981? En fait, elle s'était déplacée de 10 ans. Devinez où elle sera en 1991 ou en 2001? Voilà ce qui va me permettre de vous faire comprendre ma position. Un bon chercheur doit toujours mettre ses hypothèses à l'épreuve. Nous avons maintenant les résultats du recensement de 1986 et, comme vous pouvez le voir, entre 1981 et 1986 la courbe s'est déplacée de cinq autres années, ce qui confirme la validité de cette hypothèse.

Maintenant, vovons la pyramide démographique pour 1986; je veux m'assurer que vous comprenez bien la base de ces données démographiques. La principale courbe de la pyramide correspond à ces groupes d'âge. C'est ce que nous appelons la génération du Baby Boom. Aucun doute quant à leur point de départ, les voici à 39 ans, ceux qui au recensement de 1986 refusaient d'admettre qu'ils avaient 40 ans. S'ils avaient 39 ans en 1986, c'est qu'ils étaient nés en 1947, et c'est bien la première année du Baby Boom. Aujourd'hui, ils ont 43 ans. Ils viennent tout juste d'entrer dans la quarantaine. Ensuite, à partir de 1947 et pendant toutes les années 50 les taux de fécondité n'ont cessé d'augmenter au Canada et, en 1960, la courbe des naissances a atteint un sommet. Ces enfants-là avaient 26 ans en 1986. Après 1960 et pendant une partie des années 70, les taux de fécondité sont redescendus en flèche au Canada. Le nombre des naissances n'a donc cessé de baisser pendant les années 60 et une partie des années 70.

• 1210

It is convenient, then, to think of cutting this little group off along these lines and defining the baby boom as those aged between 20 and 39 in 1986, born between 1947 and 1966. They are now 24 to 43. It is terribly important you

Dans ces conditions, on a tout intérêt à séparer ce petit groupe selon ces points de référence pour définir les gens qui font partie du *Baby Boom*, ceux qui avaient de 20 à 39 ans en 1986 et qui étaient nés entre 1947 et 1966. Aujourd'hui ils

understand this. This is what is driving booming house prices. It is not necessarily immigration; it is all our baby-boomers wanting to buy houses. That is what is leading to a booming housing market in Canada.

The decrease in fertility over the last half of the 1960s and through the 1970s led to ever-decreasing numbers of younger people. I refer to this as the "baby-bust" generation. There are no teenagers out there today to do baby-sitting. If any of you are trying to raise families and want to find a baby-sitter, there is no one out there to do the baby-sitting for you. In fact, the best group of young economists in the world are being trained down here, they know all about the laws of supply and demand. They are in big demand from this group and in short supply and the price of baby-sitting services is rising quite dramatically.

The base of the pyramid, however, over the bottom six years has, if anything, stabilized. It has not continued to fall in. This bottom six years means the decade of the 1980s. And this is not because fertility has risen, fertility has continued to decline. But for the base of the pyramid, those aged zero to six years old, if anything there are a few more of them around. It is not, as I said, because fertility has increased; it has continued to decline. It is because the massive baby-boomers are now in their prime child-bearing years. On average they are having fewer children, but there are so many more of them having on average fewer children that over the decade of the 1980s the number of births has actually been increasing.

It is more noticeable in some provinces than in others. Let me quickly show you the profile for Ontario and you can see that it is quite noticeable in Ontario, where the base of that pyramid has actually been increasing over the 1980s. This is the echo of the baby boom; the baby boom echo generation.

So the most dominant features, then: baby boom, born 1947 to 1966; baby bust, 1966 to 1980; baby boom echo, the generation of the 1980s. It is important that you understand those features.

I have a couple of little points just for interest. Take someone aged 70 in 1986, who was born in 1916, here are the effects of the First World War still showing up on the population profile. That was followed by the Roaring Twenties, followed by the Depression of the 1930s—hardly anyone was born in the 1930s, lots of people born in the 1920s, hardly anyone born during the First World War. The whole of our history is captured in the demographic profile. It is this demographic profile that immigration is contributing to, and it is this demographic profile that is generating Canada's labour force and, therefore, the employment opportunities for our young people.

[Translation]

ont de 24 à 43 ans. Il faut absolument que vous compreniez cela. Ce sont ces facteurs qui ont provoqué une explosion des prix dans l'immobilier. Ce n'est pas forcément dû à l'immigration, ce sont tous ces enfants du *Baby Boom* qui veulent acheter des maisons. Voilà ce qui est à l'origine du boom de l'immobilier au Canada.

La baisse de fécondité pendant la deuxième moitié des années 60 et toutes les années 70 a fait diminuer le nombre des jeunes dans la population. C'est ce que j'appelle la génération du Baby Bust «la débâcle des bébés». Aujourd'hui, on ne trouve plus d'adolescents pour faire du baby-sitting. Si certains d'entre vous ont des enfants en bas âge vous devez savoir à quel point il est difficile de trouver un baby-sitter. En fait, les meilleurs jeunes économistes du monde sont éduqués ici même, ils n'ignorent rien des lois de l'offre et de la demande. Comme ils sont peu nombreux, la demande est très forte et les tarifs du baby-sitting ne cessent d'augmenter.

Cela dit, dans les six années du bas, la base de la pyramide s'est plutôt stabilisée. Elle n'a pas continué à décliner; ces six années, ici en bas, représentent les années 80. Ce n'est pas que les taux de fécondité aient augmenté, les taux de fécondité ont continué à baisser. Mais pour la base de la pyramide, les enfants de 0 à six ans sont plutôt plus nombreux. Comme je l'ai dit, cela n'est pas dû à une augmentation des taux de fécondité qui, eux, ont continué à décliner. C'est dû plutôt au fait que la grande majorité des gens du Baby Boom sont aujourd'hui en âge d'avoir des enfants. En moyenne, ils ont moins d'enfants, mais comme ils sont tellement plus nombreux à avoir moins d'enfants, il y a en réalité plus de naissance.

Cela est plus frappant dans certaines provinces que dans d'autres. Voici, très rapidement, la courbe pour l'Ontario; en Ontario, c'est tout à fait évident: la base de la pyramide remonte pendant les années 80. C'est une répercussion du *Baby Boom*, la génération écho.

La caractéristique dominante est donc la suivante: le *Baby Boom* de 1947 à 1966; le *Baby Bust*, de 1966 à 1980; l'écho du *Baby Boom*, la génération des années 80. Il est particulièrement important de bien comprendre ces circonstances.

Deux petites observations qui sont intéressantes; prenez quelqu'un qui avait 70 ans en 1986, qui était donc né en 1916: les effets de la Première Guerre mondiale étaient encore manifestes sur la courbe de la population. Vinrent ensuite les années folles, les années 20, puis la dépression des années 30—pendant les années 30, pratiquement pas de naissance; pendant les années 20, d'innombrables naissances et pendant la Première Guerre mondiale, pratiquement personne. Voilà toute notre histoire sur une courbe démographique. Or, l'immigration est un facteur de cette courbe démographique, cette courbe qui représente la main-d'oeuvre canadienne, et par conséquent, les possibilités d'emploi qui s'offrent à nos jeunes.

As I have suggested to you, the profile has occurred because the fertility rate has suffered tremendously wide fluctuations over the century. Back in the First World War it was low; over the 1920s it was around 3.25 children per family; over the depression it was down to almost 2.5 children per family; in the post-war period it rose to almost 4 children per family; it is now down at 1.66 children per family.

Remember, you have to have at least two children per family to replace you and your partner, so at 1.66 we are below replacement. And for a nation, the replacement is more like 2.1 children; you have to have the extra tenth to compensate for those who cannot or choose not to have children. We are now away below replacements.

I am going to argue that this is relatively unique in the international sphere. In fact, let me show you a couple of quick profiles. Here is that fertility rate for Canada. Here is the fertility rate over the post-war period for a selection of European countries, in this case France, the United Kingdom and Italy. Europe thinks it has a baby boom because the fertility went up and came back down. Europe does not know what a baby boom is. The baby boom in Canada is much more dramatic than anything experienced in Europe. In fact, really only three countries in the world have a baby boom: Canada, the United States, and Australia and New Zealand—I often put them together as one country. It irritates both of them.

• 1215

Let me quickly hit at something else. Here is the profile for the U.S. The U.S. is peaking out at around 3.6 children per family, whereas we peaked out at 4 children per family. So the baby boom in Canada is even more important relative to the population than it is in the U.S.

Here is the fertility rate for Japan. It is dramatically different from that for North America. Fertility started down in Japan a good 20 years before it started down in North America. Japan ran out of young people, young entrants to the labour force, a good 20 years before North America. Japan therefore had to turn to machinery to produce its output. Of course productivity rebounded, but it had nothing to do with the brilliance of their management style. It has to do with the basic nature and difference of their demographics.

My point, then, is that the Canadian fertility rate is pretty unique in the world. Let me move on and show you a little about what is happening to the labour–market implications. I will show you what population projections are suggesting for us down the road.

Over the 1970s the most dramatic growth in the population occurred in the 25 to 34 age group. The massive baby boom was in those age groups. The youth age group, 15 to 24, was the back end of the baby boom. So over the 1970s the dominant growing population cohorts were in the youth, 15 to 24, and in the 25 to 34 age groups.

[Traduction]

Comme je vous l'ai dit, si cette courbe a cette forme-là, c'est parce que pendant tout le siècle les taux de fécondité ont subi d'énormes fluctuations. Pendant la Première Guerre mondiale, ils étaient très faibles; pendant les années 20, aux alentours de 3,25 enfants par famille, pendant la dépression, presque 2,5 enfants par famille; après la guerre, le taux est remonté jusqu'à près de quatre enfants par famille pour redescendre aujourd'hui à 1,66 enfants par famille.

Souvenez-vous que pour assurer votre remplacement à vous et à votre conjoint, il faut au moins deux enfants par famille. A 1,66, la relève n'est pas assurée. Lorsqu'il s'agit d'un pays, il faut pratiquement 2,1 enfants par famille pour assurer la relève, le dixième supplémentaire servant à compenser pour ceux qui ne peuvent pas ou qui ne veulent pas avoir d'enfants. Aujourd'hui, nous sommes en-dessous du taux de remplacement.

Comparé au reste du monde, cette situation est assez unique. En fait, voici très rapidement deux autres courbes. Voici les taux de fécondité pour le Canada puis les taux de fécondité de plusieurs pays européens, dans ce cas, la France, le Royaume-Uni et l'Italie, pendant la période d'aprèsguerre. L'Europe a l'impression de traverser un baby boom parce que les taux de fécondité ont augmenté avant de redescendre. L'Europe n'a aucune idée de ce qu'est un baby boom. Celui du Canada est infiniment plus impressionnant que tout ce que l'Europe a pu connaître. En fait, il n'y a que trois pays au monde qui aient connu un baby boom: le Canada, les Etats-Unis et l'Australie et la Nouvelle-Zélande—je les mets souvent dans le même panier, ce qui les irrite tous les deux.

Autre chose, très rapidement. Voici la courbe des Etats-Unis. Les Etats-Unis ont atteint un sommet aux environs de 3,6 enfants par famille alors que le nôtre s'est situé à environ 4 enfants par famille. Donc, par rapport à la population, notre baby boom a été relativement plus important que celui des Etats-Unis.

Voici les taux de fécondité pour le Japon. C'est tout à fait différent de la situation nord-américaine. Au Japon, les taux de fécondité ont commencé à décliner au moins 20 ans avant les taux de fécondité nord-américains. Le Japon a donc commencé à manquer de main-d'oeuvre jeune, de nouveaux venus sur le marché du travail, 20 bonnes années avant l'Amérique du Nord. Le Japon a donc été forcé de remplacer sa main-d'oeuvre par des machines. Evidemment, cela a activé la projectivité, mais ça n'a rien à voir avec son style de gestion. C'est une affaire de démographie.

Bref, au Canada le schéma de la fécondité est pratiquement unique au monde. Laissez-moi vous montrer un peu quelles en sont les implications pour le marché du travail. Je vais vous montrer des projections démographiques qui vous donneront une idée de ce qui nous attend.

Pendant les années 70, le secteur de la population qui a connu la plus forte croissance était celui des 25 à 34 ans. C'est dans ce secteur là que s'est produit le baby boom. Le groupe d'âge de 15 à 24 ans représentait la fin du baby boom. Ainsi, pendant les années 70 les cohortes qui connaissaient la plus grande expansion appartenaient au groupe d'âge de 15 à 24 et de 25 à 34 ans.

Not surprisingly, a decade later they are 10 years older. So over the 1980s the most dramatic growth in Canada has occurred in the 25 to 44 age group. In fact, over the 1980s the youth population is a dying breed. There is no longer very much youth to be unemployed. The number of youth has declined 20% over the 1980s.

Mr. Johnson (Calgary North): Excuse me. I have difficulty understanding this graph.

Prof. Foot: Let me backtrack, then, and do it one at a time. I was trying to speed up the presentation.

Let me take you through the 1970s into the 1980s and then into the 1990s. I think it is important to take you into the 1990s because that is where my policy implications are going to be.

Here we have the 1970s, the change between 1971 and 1981. We have age groups along the horizontal axis, generally 10-year age groups: the pre-working-age young, 0 to 14; the youth, 15 to 24; 25 to 34; 35 to 44; 45 to 54; and so on.

Up the vertical axis we have the growth over a decade in each of those age groups. So we are talking about the percentage change in the numbers in the age group of the youth, 15 to 24, between 1971 and 1981.

Mr. Johnson: That is where I did not understand what "growth" meant.

Prof. Foot: It is percentage change.

Mr. Johnson: It is percentage change in 10 years.

Prof. Foot: Over the 10-year period.

So what we are saying is that the 25 to 34 age group grew 46% over the period between 1971 and 1981; and that is the first half of the baby boom. This is why we had all sorts of employment problems in Canada over the 1960s and 1970s: wave after wave of baby-boomers coming on the labour market for whom we had to try to find jobs.

As you can see, the senior population also grew. But it did not grow as much as the baby–boom population. The growth in the 45 to 54 age group over the 1970s. . . these are the people born in the Depression. There are not many of them around. And of course the baby–bust generation meant that the growth in the school–age population declined dramatically, by almost 15% over the 1970s.

• 1220

Having understood that, I think you can now understand what I am going to do. Ten years later, they are going to be ten years older, so if you want to understand demographic developments in Canada, all you have to do is to learn to move that curve to the right one slot. I have ten-year age groups along the horizontal axis, so ten years later they are ten years older. This means the growth between 1981 and 1991 has dominantly been in the 25 to 44 age groups. This is the reason why the housing market is booming.

[Translation]

On ne sera pas surpris de constater que 10 ans plus tard, ils ont 10 ans de plus. Par conséquent, pendant les années 80, c'est parmi le groupe d'âge de 25 à 44 ans qu'on constate la croissance la plus rapide. En fait, pendant toutes les années 80 les jeunes sont une espèce en voie de disparition. Il n'y a plus tellement de jeunes à employer. Pendant les années 80 le nombre des jeunes a diminué de 20 p. 100.

M. Johnson (Calgary-Nord): Excusez-moi, je comprends mal ce graphique.

M. Foot: Eh bien, je vais revenir en arrière et vous l'expliquer point par point. J'essayais de gagner du temps.

Passons en revue les années 70, les années 80 pour aborder enfin les années 90. Il est important de tenir compte des années 90, car c'est pendant ces années là que mes projections auront une incidence sur la politique.

Voici les années 70, le passage entre 1971 et 1981. Sur l'axe horizontal, plusieurs groupes d'âge qui, en général, représentent chacun une période de 10 ans: les jeunes qui ne sont pas encore sur le marché du travail, de 0 à 14 ans; les jeunes, de 15 à 24 ans; 25 à 34; 35 à 44; 45 à 54; etc.

Le long de l'axe vertical, la croissance de chacun de ces groupes pendant une période d'une décennie. Autrement dit, le pourcentage de changement des nombres dans le groupe d'âge de la jeunesse, c'est-à-dire de 15 à 24 ans, entre 1971 et 1981.

M. Johnson: C'est là que je n'ai pas compris ce que «croissance» signifie.

M. Foot: C'est un changement exprimé en pourcentage.

M. Johnson: Exprimé en pourcentage sur 10 ans.

M. Foot: Sur une période de 10 ans.

Autrement dit, le groupe d'âge de 25 à 34 ans a augmenté de 46 p. 100 entre 1971 et 1981; c'était la première moitié du baby boom. C'est la raison pour laquelle nous avons eu beaucoup de problèmes d'emploi au Canada pendant les années 60 et les années 70: les vagues du baby boom arrivaient sur le marché du travail en rangs serrés et il fallait essayer de leur trouver des emplois.

Comme vous pouvez le voir, pendant cette période la population âgée a également augmenté, mais pas aussi rapidement que celle du baby boom. Dans le groupe d'âge de 45 à 54 ans par rapport aux années 70...ces gens là étaient nés pendant la dépression. Il n'y en a plus beaucoup. N'oublions pas non plus que la génération du baby-bust (la débâcle des bébés) a beaucoup ralenti la croissance de la population d'âge scolaire, en fait, de près de 15 p. 100 pendant les années 70.

Si vous avez compris cela, vous devez savoir ce que je vais faire maintenant. Dix ans plus tard, ces gens-là auront dix ans de plus, et si vous voulez comprendre l'évolution démographique canadienne, vous n'avez qu'à déplacer cette courbe d'un cran vers la droite. Sur cet axe horizontal, nous avons dix groupes d'âge de dix ans, et dix ans plus tard, ils ont tous dix ans de plus. Autrement dit, la croissance entre 1981 et 1991 se situe principalement dans les groupes d'âge de 25 à 44 ans. Et c'est la raison pour laquelle nous assistons à un boom de l'immobilier.

The growth in the youth population, however, has been negative, declining 20%. These are the baby-busters. They were born from the mid-1960s through the 1970s. Over the 1980s none of them are around. This is the reason why youth unemployment is plummeting in Canada, and I will show you that in a moment.

Population projections, of course, can be done in formal ways, but a lovely informal way to look at what is coming in the 1990s is to remember that 10 years later they are going to be 10 years older yet again. Let us see what is coming in the 1990s.

In the 1990s, we are on the third point of the curve. The huge growth of the labour force in the 1990s is going to be dominantly in the 35 to 54 age groups. What is happening down in the younger age groups? The teenagers of today are 10 years older in the 1990s. Therefore the number in the 25 to 34 age group, which of course is where many of our immigrants come in, is dropping 20%.

In the youth age group, the first echo children were born in 1980. They reach age 15 in 1995. By the end of next decade, we will finally have a few teenagers around to work in our retail stores again, the beginning of the echo generation who were born in 1980. Let me show you that even though the decline in the youth population is not nearly so severe in the 1990s as it was in the 1980s, there is still nonetheless a decline, which tells you there will be fewer youth around in the year 2001 than there were in 1991. There will be no young people coming on to the Canadian labour market because of that demographic problem.

Having set the scene, let me go to the two policy points I should note. Maybe I can dramatize my point by taking you one step further beyond the 1990s and describe what the population pyramid will look like in the year 2006, some 25 years from 1981 or 20 years from 1986. What does it look like?

Twenty years later, they are 20 years older. In 1981, those in the big baby boom were aged 15 to 34. In the year 2006, some 25 years later, they will have aged 25 years. That is what your population pyramid is going to look like 25 years later in the year 2006.

Have you ever thought what it is like to be in the age groups where you would expect to be in senior management, where everyone wants your job, and there is no one around to manage? Have you ever thought—and this is a tangential point to leave you to think about—how appropriate corporate structural hierarchies will be in Canada in the 1990s when we no longer have a pyramidal labour force? That takes me too far afield for today's presentation.

This is based simply on the fact that people born today, already in this country, including all the immigrants every year, they get a year older. This is what is coming and the realm in which immigration policy is going to have to be fashioned in the 1990s.

[Traduction]

Cela dit, pendant cette période, la croissance de la population des jeunes est négative, elle baisse de 20 p. 100. Ce sont les gens du baby-bust. Ils sont nés à partir du milieu des années 60 et pendant toutes les années 70. Pendant les années 80, on n'en trouve plus nulle part. Voilà pourquoi le chômage parmi les jeunes est en voie de disparition au Canada; je vais vous montrer cela dans un instant.

Evidemment, il y a des méthodes très officielles pour projeter l'évolution de la population, mais il y a aussi un moyen tout à fait simple de prévoir ce qui nous attend pendant les années 90: il suffit de se souvenir que dix ans plus tard tous ces gens-là auront encore dix ans de plus. Voyons donc ce qui nous attend pour les années 1990.

En 1990, nous parvenons aux deux tiers de la courbe. C'est dans le groupe d'âge des 35 à 54 ans qu'on va trouver en 1990 une énorme croissance de la main-d'oeuvre. Pendant ce temps, que deviennent les groupes d'âge plus jeunes? Les adolescents d'aujourd'hui ont dix ans de plus pendant les années 90. Autrement dit, le nombre des 25 à 34 ans, et bien sûr une bonne partie de nos immigrants se situent dans ce groupe d'âge, diminue de 20 p. 100.

Chez les jeunes, les premiers bébés de la génération écho sont nés en 1980. En 1995, ils auront 15 ans. D'ici la fin de la décennie suivante, nous aurons enfin à nouveau des adolescents qui pourront travailler dans les magasins de détail, ce sont les premiers enfants de la génération écho qui a commencé en 1980. Bien que le déclin de la population des jeunes ne soit pas aussi grave en 1990 que pendant les années 80, il y a tout de même un déclin, si bien que vers l'an 2001, il y aura encore moins de jeunes qu'en 1991. À ce moment-là, et à cause de ce problème démographique, on ne trouvera pas de jeunes pour alimenter le marché du travail.

Voilà donc les circonstances et maintenant, deux observations à propos des aspects politiques. Pour mieux les illustrer, je pourrais vous décrire la pyramide démographique en 2006, c'est-à-dire 25 ans après 1981 ou 20 ans après 1986. À quoi ressemble-t-elle?

Vingt ans plus tard, ils ont tous vingt ans de plus. En 1981, ceux qui appartenaient au baby-boom avaient de 15 à 34 ans. En 2006, quelques 25 ans plus tard, ils auront 25 ans de plus. Voilà donc à quoi ressemblera notre pyramide démographique 25 ans plus tard, c'est-à-dire en 2006.

Avez-vous jamais réfléchi à l'effet que ça vous ferait d'appartenir à un groupe d'âge qui peut s'attendre à occuper des postes administratifs supérieurs; tout le monde veut votre emploi mais il n'y a personne pour prendre la relève? Avez-vous jamais réfléchi à ce que deviendront les structures hiérarchiques canadiennes pendant les années 90, lorsque la courbe de notre main-d'oeuvre ne sera plus pyramidale? Cela mérite que vous y réfléchissiez mais, pour l'instant, cela m'amènerait trop loin.

Tout cela tient au fait que les gens qui naissent aujourd'hui, qui naissent dans ce pays, y compris tous les immigrants qui viennent s'y ajouter chaque année, tous ces gens-là, chaque année, ont un an de plus. Voilà ce qui nous attend et voilà un facteur qui sera déterminant pour la politique de l'immigration dans les années 90.

Let me move along and present a little bit of labour market data for you to remind you of what is going on in our Canadian labour market. Currently, unemployment rates in the different age groups have been declining in all the age groups out there.

• 1225

Mr. Fee: Will these statistics be available for us later?

Prof. Foot: Yes, they certainly can be. I did not bring a copy of the overheads but I will make a copy available to the committee.

These are taken from the labour force figures of Statistics Canada. There is nothing unique about my statistics; they have been borrowed from federal government sources.

The unemployment rate in the youth, as we know, in the early 1980s went to skyrocketing levels, almost 20%. By 1988 it is down to 12.5%; by 1989, 11.3%. The declining number of youth means that the youth unemployment rate is plummeting. It is easier and easier for our young people to get jobs.

The unemployment rate in the 25 to 34 age group, however, as you can see, did go up in the recession years and has been coming down since; but in 1989, when the youth rate went from 12.1% down to 11.3%, the unemployment rate for the 25 to 34 age group stayed at 8.1%. It did not decline even though the youth rate came down almost a full percentage point. The unemployment rate for the 35 to 44 age group went from 6.2% down to 6.1%, almost did not decline.

The unemployment problem in Canada is moving with the baby boom. There are hardly any young people out there, and that is why the unemployment rate is plummeting. There are lots of people 25 to 44, and that unemployment rate is proving to be very sticky.

What I have done in the next overhead is take the ratio of the unemployment rate in each age group to the total. The point here is to look at relative unemployment rates. So the total divided by the total is 1. The youth unemployment rate is traditionally a ratio of 1.75, which tells you that the youth unemployment rate is 75% above everybody else, the general unemployment rate. This means that if the national unemployment rate is 10% then the youth unemployment rate traditionally would be 17.5%. The unemployment rate for the 25-to 34-year-olds is traditionally around 9%; 35 to 44, around 7%; 45 to 54, around 6.5%; and 55 to 64, around 6%. In general, the structure of unemployment in Canada is such that the older you get the lower the probability of being unemployed. The youth have always had a much higher unemployment rate, because it takes time for them to learn how to make a successful entry into the labour market and to get experience.

As you can see, over the last half of the 1980s these figures have been changing dramatically. Instead of being 75% above the national rate now, the youth rate is 50% above the national rate, and the figure for 1989 is 1.50. The

[Translation]

Maintenant, je veux vous soumettre des données sur le marché du travail pour vous rappeler la situation actuelle dans ce domaine. À l'heure actuelle, les taux de chômage sont en baisse dans tous les groupes d'âge.

M. Fee: Est-ce que vous pourrez nous fournir ces statistiques par la suite?

M. Foot: Certainement. Je n'ai pas apporté de reproduction des transparents mais j'en ferai parvenir au Comité.

Les chiffres sur la main-d'oeuvre que voici n'ont rien d'extraordinaire, ils proviennent de Statistiques Canada, donc les sources mêmes du gouvernement fédéral.

Au début des années 1980 le taux de chômage des jeunes montait en flèche pour s'établir juste en-dessous de 20 p. 100. En 1988, il était redescendu à 12,5 p. 100 et en 1989, à 11,3 p. 100. La diminution du nombre des jeunes entraîne une diminution marquée du taux de chômage de ces derniers, qui ont de moins en moins de mal à trouver un emploi.

Mais le taux de chômage du groupe d'âge de 25 à 34 ans, comme vous pouvez le constater, a augmenté pendant les années de récession pour baisser par la suite. Mais en 1989, quand le taux de chômage des jeunes est passé de 12,1 à 11,3 p. 100, le taux de chômage du groupe 25 à 34 ans s'est stabilisé à 8,1 p.100, bien que le taux de chômage des jeunes ait baissé de presque un point. Le taux de chômage du groupe des 35 à 44 ans est passé de 6,2 à 6,1 p. 100, soit une diminution infime.

Le chômage, au Canada, évolue parallèlement à la génération du baby boom; il n'y a actuellement presque plus de jeunes, et c'est pourquoi le taux de chômage est en chute libre. En revanche, il y a pléthore de gens de 25 à 44 ans, et c'est pourquoi le taux de chômage, dans catégorie, ne bouge guère.

Dans le transparent suivant, j'ai fait une ventilation des taux de chômage selon les catégories d'âge, l'objectif étant de voir quels étaient les taux de chômage respectifs. Le total divisé par le total donne 1. Le taux de chômage des jeunes a généralement un indice de 1,75, ce qui revient à dire que le taux de chômage des jeunes est de 75 p. 100 supérieur au taux de chômage moyen de la population. Cela revient à dire que si le taux de chômage national est de 10 p. 100, le taux de chômage des jeunes serait de 17,5 p. 100. Le taux de chômage de la catégorie des 25 à 34 ans s'établit, en règle générale, autour de 9 p. 100; de 35 à 44 ans, aux environs de 7 p. 100; de 45 à 54 ans, autour de 6,5 p. 100 et de 55 à 64 ans, autour de 6 p. 100. La structure du chômage, dans notre pays, est telle qu'au fur et à mesure que vous vieillissez, la probabilité d'être en chômage diminue. Les jeunes ont toujours eu un taux de chômage beaucoup plus élevé, parce qu'il leur faut du temps pour apprendre à se placer sur le marché de la main-d'oeuvre et acquérir de l'expérience.

Comme vous pouvez le constater, ces chiffres ont considérablement changé au cours de la deuxième moitié de cette décennie. Le taux de chômage des jeunes, au lieu d'être 75 p. 100 supérieur à la moyenne nationale, est de 50 p. 100

youth rate has been coming down much faster than any other rate. It is still higher in absolute terms, but it has been coming down much faster. This is terribly important for immigration policy.

The unemployment rate amongst the 25-to 34-year-olds, however, is now above the national average for the first time in the post-war period, and the figure for 1989 is 1.08, which shows that the unemployment rate in the 25 to 34 age group is coming down much more slowly than the national average. That is where all the baby-boomers are. Similarly, in the 35 to 44 age group that ratio of 0.79 in 1989 is 0.81, and you can begin to see—we have gone from 0.64 to 0.84—that the relative position of the 25 to 44 age group is deteriorating and the relative position of the youth is increasing because of the baby boom and baby bust effects.

Having set the scene, let us get to immigration policy, in a world in which the Canadian baby boom continues to get one year older every year. Let me first of all introduce immigration policy by showing you the following overhead.

I am sure you have thought quite a lot about the relationship between our immigration and the performance of the Canadian economy. The solid bars here are the levels of immigration since the 1970s. The line here is the Canadian unemployment rate. These are all immigrants. They include refugees, economic immigrants, and family immigrants.

When the unemployment rate in Canada goes down, immigration goes up. As the unemployment rate in Canada goes up, immigration goes down. When the unemployment rate in Canada comes down, immigration goes up. When the unemployment rate in Canada is level, immigration remains level. As the unemployment rate in Canada goes up, immigration goes down. When the unemployment rate in Canada comes down, immigration goes up. What better predictor do you need? This includes refugees. This includes family reunification. Basically, do you sponsor other members of your family in tough economic times or in good economic times? You are much more likely to sponsor them in good economic times.

• 1230

I am not here to talk about the determinants of immigration. This almost tells you that our rules have almost no effect. This almost tells you that it is being driven by the economy. Maybe the changes in rules are being driven by the economic situation, but there is a terribly strong correlation, if not causation, between the state of the labour market and our immigration policy, or at least there has been over the 1970s and 1980s.

Let me now move on to the two core points. First, as I suggested to you at the very beginning, there is very little information in the public domain about the age distribution of immigration. At what age group do you think people

[Traduction]

supérieur à celle-ci, l'indice pour 1989 étant de 1,50. Le taux de chômage des jeunes, tout en étant toujours encore plus élevé que celui et des autres catégories en termes absolus, a baissé beaucoup plus vite que ceux-ci. C'est un facteur d'importance cruciale pour la politique d'immigration.

Toutefois, le taux de chômage de la catégorie des 25 à 34 ans est, pour la première fois depuis l'après-guerre, plus élevé que la moyenne nationale, le chiffre pour 1989 étant de 1,08, ce qui montre que le taux de chômage de la catégorie des 25 à 34 ans baisse beaucoup plus lentement que la moyenne nationale. C'est dans cette catégorie que se trouve tous les représentants du baby boom. De même, dans la catégorie d'âge de 35 à 44 ans, l'indice, qui était de 0,79 en 1989, est de 0,81. Nous sommes passés de 0,64 à 0,84 et vous voyez s'ébaucher la détérioration de la position relative du groupe d'âge de 25 à 44 ans et l'amélioration de la position relative des jeunes, en raison des incidences du baby boom et du baby bust.

Voici donc la toile de fond. Passons maintenant à la politique d'immigration, compte tenu du fait que les membres de la génération du baby boom vieillissent chaque année d'un an. La meilleure introduction à la politique d'immigration me paraît être le transparent suivant.

Vous avez certainement dû réfléchir au lien entre notre immigration et la performance de l'économie canadienne. Ces colonnes représentent les niveaux d'immigration depuis les années 1970, cette ligne le taux de chômage canadien. Ici vous avez tous les immigrants, y compris les réfugiés, ceux qui ont immigré pour des raisons économiques et ceux qui ont immigré pour des raisons familiales.

Au Canada, taux de chômage et immigration font jeu de bascule: l'un monte, l'autre descend, et vice versa. Quand le taux de chômage se stabilise il en va de même de l'immigration. Qu'il augmente, et l'immigration pique du nez. Que le taux de chômage baisse, l'immigration remonte. Est-il besoin d'un meilleur indicateur? Cette ligne est établie en tenant compte des réfugiés, ainsi que de l'immigration au titre de la réunion des familles. Quand a-t-on le plus tendance à parrainer des membres de la famille? Quand l'économie est prospère ou quand elle est dans le marasme? De toute évidence, c'est plutôt dans le premier cas.

Je ne suis pas venu vous parler des facteurs qui déterminent l'immigration. Ce graphique est révélateur, il vous montre que nos règles sont pratiquement inopérantes, que l'immigration est déterminée par l'économie. Il se peut que les modifications aux règles soient faites en fonction de la conjoncture économique, mais il y a une corrélation très marquée, qui revient presque à une relation de cause à effet, entre le marché du travail et notre politique d'immigration. C'est du moins ainsi qu'il en a été au cours des années 1970 et 1980.

Venons-en maintenant aux deux points essentiels. Tout d'abord, comme je vous le disais tout au début, le public est très peu au courant de la ventilation par âge des immigrants. Quelle est la catégorie d'âge des nouveaux immigrants? Que

migrate? It does not matter whether you are moving internationally or interregionally, you tend to be most mobile in your twenties, after you have your education and before you settle down into a career or a family.

What happens when we look at the age distribution of Canadian immigration? It does not matter whether we have a large program, as we had in 1980, or a small program as we had in 1985; by far the majority of our immigrants are aged between 20 and 30. The size of the programs does not matter. Yes, there is a little bit of bringing the parents or the grandparents out in their fifties, but keep very important the order of magnitude in your minds.

There I had 1980 and 1985; let me show you the data for 1986. Here I can also show you that the same profile is true among the refugees, among all the components of the immigration program, that dominantly our immigrants are in their twenties.

Let me go back to where I started; let me go back to that demographic profile for Canada; let me add the males and females and put it on top of this. Can you now see what our immigration program is doing?

Our immigration program is piling a problem on top of a problem. It is a problem in terms of housing markets, a problem in terms of labour markets. Age distribution of our immigration looks just like the age distribution of our Canadian population. Why are we bringing out all these 25-, 26-, 27-year-old immigrants today? It is not fair to them and it is not fair to the 25-, 26-, 27-, 28-year-old Canadians who are at the back end of the baby boom and who suffered in portables when they were schools and with youth unemployment problems when they were entering the labour market. Now they are in their late twenties with no hope of getting a house. This is where our immigrant age distribution is focused. It is a natural consequence of being mobile in your twenties. I secured more recent data—

Le président: Votre dernier graphique porte-t-il sur les hommes et les femmes en général au Canada, ou bien sur les immigrants?

Prof. Foot: Both. Let us go back again and remind you: that one is male and female migrants, total international immigration to Canada broken down by single year of age. That is the migrants; that is for the year 1986. I had 1980 and 1985; I will give you 1988 in a minute. I will show it does not change, it is very consistent.

Now let me put male and female together, the same data for the Canadian population on top of that. Obviously the scales are a little different, because there are far more Canadians than there are immigrants. You can see what our immigration program is doing. It is piling people on top of the baby-boom generation.

Mr. Johnson: Excuse me, Dr. Foot. The scales are different. This is a very dramatic way of presenting it, but what is the difference in scale?

[Translation]

l'on se déplace d'un pays à l'autre ou d'une région à l'autre, c'est tant qu'on est dans la vingtaine que l'on a tendance à être le plus mobile, quand on a terminé sa formation et qu'on n'est pas encore entré dans la filière professionnelle, et qu'on n'a pas encore fondé une famille.

Que voyons-nous en examinant la répartition par âge des immigrants au Canada? Que nous ayons un grand programme, comme en 1980, ou un petit programme, comme en 1985, le résultat est le même: la grande majorité de nos immigrants sont âgés de 20 à 30 ans, quelle que soit la taille des programmes. Certes, il y a les parents ou les grands-parents, dans la cinquantaine, que l'on fait venir, mais cela ne représente qu'une toute petite proportion.

J'avais ici le graphique pour 1980 et 1985; je vais vous montrer les données pour 1986. Je peux également vous montrer, sur ce graphique, que vous avez le même profil parmi les réfugiés, parmi tous les éléments du programme d'immigration, et que la grande majorité de nos immigrants sont âgés de 20 à 30 ans.

Permettez-moi de revenir à mon point de départ, au profil démographique du Canada; j'additionne les chiffres pour les hommes et les femmes, et je superpose le graphique sur celui-ci. Est-ce que vous voyez maintenant l'effet de notre programme d'immigration?

Notre programme d'immigration multiplie les problèmes, qu'il s'agisse du logement ou de l'emploi. La répartition par âge de la population des immigrants est calquée sur celle de la population canadienne. Pourquoi faisons-nous venir tous ces immigrants de 25, 26 et 27 ans? C'est leur rendre un mauvais service, à eux et aux Canadiens du même âge ultimes produits de l'explosion démographique qui ont dû se contenter de bâtiments préfabriqués en guise d'école et qui ont dû subir les effets du chômage quand ils ont voulu trouver un emploi. Ils approchent maintenant de la trentaine, sans espoir d'acquérir un logement. Or la plupart des immigrants se trouvent justement dans cette catégorie d'âge, c'est une conséquence logique de la mobilité de la vingtaine. J'ai obtenu des données plus récentes...

The Chairman: Does your last graph apply to men and women in the general population, or to the immigrants?

M. Foot: Aux deux. Revenons en arrière. Rappelez-vous: Le premier graphique vous donne le nombre d'immigrants hommes et femmes, immigrants de tous les pays ventilés par année d'âge. Vous avez là les immigrants, pour l'année 1986. J'avais les chiffres pour l'année 1980 et 1985, et je vais tout de suite vous les donner pour 1986. Vous constaterez que la tendance est constante, qu'elle ne varie pas.

Permettez-moi maintenant d'additionner les chiffres pour les hommes et les femmes et de superposer, également pour les hommes et les femmes, les chiffres de la population canadienne. Certes l'échelle est différente, car il y a beaucoup plus de Canadiens que d'immigrants. Vous pouvez voir ce que fait notre programme d'immigration: c'est porter de l'eau à la rivière, grossir les rangs des membres de la génération du «baby-boom».

M. Johnson: Excusez-moi, monsieur Foot, mais ce n'est pas la même échelle. Votre façon de présenter les choses est certes très éloquente, mais quelle est la différence d'échelle?

1235

Prof. Foot: There are 25 million Canadians here and there are 160,000 immigrants.

Mr. Johnson: Is it 150 to 1?

Prof. Foot: Let me quickly show you. That is 3,000 immigrants, and that is 450,000 Canadians.

Mr. Johnson: So it is 150 to 1?

Prof. Foot: That is right.

Mr. Johnson: So if we scaled that all on the same scale, we would be talking about a relatively minor—

Prof. Foot: Year after year? Half of our immigration—

Mr. Johnson: But year after year we are going to start getting better.

Prof. Foot: But why go through this turmoil?

Mr. Johnson: You are saying there is turmoil. That is what we are here to determine, whether there is turmoil. What I am trying to understand, though, is this presentation. If you presented that on a scale and that immigration line was 1/150th of what it is there, it would only be an incremental blip on the whole, would it not?

Prof. Foot: Let me ask you whether you think the immigration program is an incremental blip on our Canadian population?

Mr. Johnson: I guess I am not here to be answering questions today; I am not the witness. This is what we are trying—

Prof. Foot: That is the issue—

Mr. Johnson: -to determine.

Prof. Foot: But I am telling you-

Mr. Johnson: The committee is trying to determine these things. If you do not mind, sir, we need to get the information and I am asking you if you would just show me with your fingers what 1/150th of that looks like. It seems that variation per year in the jags on the line would be 1/150th.

Prof. Foot: Let me put the information differently to you. In 1986 that program would have been about 140,000 immigrants. Of that total, 70,000 of them were in the same age group as the baby-boom generation in Canada. Half of the immigrant population falls in that 20-year-old age group. It is a logical consequence, moving in your twenties and early thirties, and I am suggesting to you that this is contributing—

Mr. Johnson: To what, the drop in unemployment?

Prof. Foot: It is contributing to the increase in unemployment among the 25 to 44 age group. It is contributing to the increase in housing prices right across the country. It may be having effects on crime rates right across the country. It is contributing to a lot of things that are going on. It may only be a marginal contribution in any one year, but accumulate that over a decade.

[Traduction]

M. Foot: Il y a donc, d'une part, 25 millions de Canadiens, et, d'autre part, 160,000 immigrants.

M. Johnson: Le rapport est donc de 150 à 1, n'est-ce pas?

M. Foot: Permettez-moi de vous donner de rapides explications. D'un côté, il y a 3,000 immigrants, et de l'autre 450,000 Canadiens.

M. Johnson: Le rapport est donc de 150 à 1?

M. Foot: C'est juste.

M. Johnson: Dans ce cas, compte tenu de la différence d'échelle, il s'agit d'un écart relativement mineur. . .

M. Foot: Année après année? La moitié de notre immigra-

M. Johnson: Mais à chaque année la situation s'améliore.

M. Foot: Mais pourquoi susciter autant d'émoi?

M. Johnson: C'est vous qui parlez d'émoi. Ce que nous cherchons à établir, c'est si cet émoi est réel. Tout ce que j'essaie de faire, c'est de comprendre votre exposé. Compte tenu de la différence d'échelle, si la ligne représentant l'immigration sur ce graphique n'équivalait plus qu'au 1/150 de celle-ci, il ne s'agirait plus que d'une légère augmentation par rapport à l'ensemble, n'est-ce pas?

M. Foot: Permettez-moi de vous demander si vous croyez que les immigrants ne représentent qu'une faible proportion de la population canadienne?

M. Johnson: Je ne suis pas ici pour répondre à des questions aujourd'hui, ce n'est pas moi le témoin. C'est justement ce que nous essayons. . .

M. Foot: Voilà la question...

M. Johnson: . . . d'établir.

M. Foot: Ce que je vous dis,...

M. Johnson: Le comité essaie de se faire une idée de la situation. Si vous n'y voyez pas d'inconvénient, monsieur, je vous demanderais de répondre à ma question. Pourriez-vous nous montrer avec votre doigt ce que représenterait 1/150 lème de cette ligne. À mon avis, l'augmentation d'une année sur l'autre représenterait 1/150 lème de cette ligne.

M. Foot: Permettez-moi de vous présenter les choses autrement. En 1986, le Canada a accueilli environ 140,000 immmigrants dont 70,000 appartenaient au même groupe d'âge que les Canadiens issus du baby boom. Le reste d'entre eux étaient âgés de 20 ans. C'est logique, parce que c'est lorsqu'on est dans la vingtaine ou au début de la trentaine qu'on songe à s'installer ailleurs. À mon avis, cela contribue. . .

M. Johnson: À quoi, à la baisse du taux de chômage?

M. Foot: Cela contribue à faire augmenter le taux de chômage parmi les 25 à 44 ans. C'est ce qui explique en partie l'augmentation du prix du logement au Canada. Ce facteur a peut-être aussi une incidence sur le taux de criminalité au pays. L'incidence de l'immigration qui se manifeste donc dans tous les domaines, n'est peut-être pas marquée d'une année à l'autre, mais ce n'est pas le cas pour toute une décennie.

Mr. Johnson: According to your graph, the next decade is going to show that we need 20-year-olds coming in behind the baby boom.

Prof. Foot: Yes, it is. But it is suggesting today that what we need is 18-and 19-year-olds and you do not even get maximum points at 18 or 19; in fact, we did exactly the opposite. You used to get maximum points for age if you were aged 18 to 35. In our great wisdom we moved it up to 21 to 44, and what we need now are 18-and 19-year-olds.

The point I am trying to make is that to a greater or lesser degree it is contributing to quite a few of the problems that our baby-boom generation is experiencing. If we update it for the latest data for 1988, you have exactly the same information. So it does not matter whether we have 160,000 or 170,000 people or we have 80,000 people, the age distribution is the same.

Let me take you where I think you want me to go. What does this mean about immigration policy? In the paper that I hope has been circulated to you, put out by Employment and Immigration, I suggest that where we have the choice we should use more age direction in our immigration programs. I suggested in that paper that we should try to encourage immigrants not to pile on the top of our baby boom—this is in the year 2000 now; I moved you through the 1990s. What we should be doing is filling in with the age component wherever we have that opportunity—we do not always have it with refugees or with the humanitarian side of our program, but we could use it on the economic side of our program. We should not compete with our baby boomers and their children. Fill in the gap.

• 1240

This means recruiting people born between 1966 and 1980, giving maximum points for birth years in those age groups. That is the point I am trying to drive at.

The other point I would like to make to you is that labour force growth in Canada is plummeting. Labour force growth over the 1960s and 1970s exceeded 3% a year. This was the highest labour force growth in all the OECD countries over two decades.

Canada had the most rapidly growing labour force in all the OECD countries over the entire 1960s and 1970s because we had the biggest baby boom, and over that period wave after wave of baby-boomers, those born in 1947 reached age 15 in 1962, and therefore from there on wave after wave of baby-boomers kept entering the labour force. The last baby-boomers born in 1966 reached age 15 in 1981.

Over the 1980s, in spite of rising female participation rates, the growth of the Canadian labour force was cut in half, from over 3% a year to a little over 1.5% a year. Labour force growth is plummeting because all the new

[Translation]

M. Johnson: D'après votre graphique, il faudra au cours de la prochaine décennie que cette génération du baby boom soit suivie d'immigrants dans la vingtaine.

M. Foot: Effectivement. Il nous faudrait accueillir des jeunes de 18 à 19 ans, mais les immigrants de cet âge sont pénalisés. En fait, on accordait auparavant le maximum de points possible aux candidats à l'immigration âgés de 18 à 35 ans. Maintenant, nous préférons des immigrants de 21 à 44 ans alors que nous aurions besoin de jeunes de 18 à 19 ans.

Ce que j'essaie de faire valoir, c'est que cette sélection des immigrants contribue, dans une plus ou moins grande mesure, à accentuer les problèmes auxquels est déjà confrontée la génération issue du baby boom. La même conclusion ressort de l'étude des données les plus récentes dont nous disposons, et qui portent sur l'année 1988. Peu importe que nous accueillions 160,000, 170,000 ou 80,000 immigrants, ils appartiennent tous aux mêmes groupes d'âge.

Comme vous le souhaitez sans doute, parlons maintenant de la politique d'immigration. Quelle est la portée du phénomène que je viens de vous décrire dans ce domaine? Dans le document publié par Emploi et Immigration qu'on vous a distribué, je l'espère, je propose d'accorder une plus grande importance à l'âge des candidats à l'immigration lorsque c'est possible. Je recommande de ne pas accroître le nombre d'immigrants appartenant à la génération du baby boom, compte tenu des problèmes que cela risque de poser dans les années 2000. Je passe par dessus les années 1990. Quand cela nous est possible, c'est-à-dire lorsqu'il ne s'agit pas de réfugiés ou d'immigrants qui sont acceptés au Canada pour des raisons humanitaires, nous devrions attacher une importance particulière à l'âge des candidats à l'immigration. Cela peut se faire dans le cadre du volet économique du programme. Ce que je recommande, c'est de ne pas accroître le groupe composé de gens appartenant à la génération du baby boom et de leurs enfants, mais plutôt d'accueillir des immigrants plus jeunes.

Il faudrait donc accorder la préférence aux candidats à l'immigration nés entre 1966 et 1980. Voilà tout ce que j'essaie de vous faire comprendre.

Je voudrais également insister sur le fait qu'on constate un plafonnement au Canada de la croissance de la population active. Dans les années 60 et 70, cette croissance dépassait 3 p. 100 par année, un taux supérieur à celui enregistré dans les pays de l'OCDE au cours de la même période.

Ce qui explique ce taux de croissance phénoménale de la population active au Canada au cours des années 60 et 70, c'est que le baby boom y a été plus important que dans tous les autres pays de l'OCDE. Les enfants nés en 1947 ont atteint l'âge de 15 ans en 1962, et à partir de ce moment ils sont arrivés par vagues successives sur le marché du travail. Les derniers enfants appartenant à la génération du baby boom sont nés en 1966, et ont atteint l'âge de 15 ans en 1981.

Dans les années 80, malgré une participation accrue des femmes, le taux de croissance de la population active canadienne a été réduit de moitié, passant de 3 p. 100 par année à un peu plus de 1,5 p. 100 par année. Ce phénomène

entrants to the labour force are coming from the baby-bust generation, and will continue to do so through the 1990s. Canada is moving from a labour-surplus society into a labour-scarce society. This is the reason I would suggest to you immigration levels are rising.

The front end of the baby-boomers are entering their forties. When you are young, you are a borrower. When you enter your forties and into your fifties you become a saver. Canada is moving from a society which, over the 1960s and 1970s was labour abundant and capital scarce because the baby-boomers were entering the labour market and borrowing for their education and houses, to a society in the 1990s where labour will be scarce and capital much more abundant because the front end of the baby-boomers will be in their forties and early fifties, which are your prime savings years.

We are moving from a society where we had to focus on job creation to a society where you have seen, over the last three or four years, that our focus is increasingly on capital accumulation. We are now going to be using machines to do the jobs much more, just like Japan did 20 or 25 years ago.

In conclusion, my two fundamental points are that in my opinion, through no fault of the program, as a natural consequence of normal geographic mobility the immigration program has been and will continue for the next few years to aggravate all the problems, whatever they are, including labour market problems experienced by today's baby-boomers. A corollary of that is that we need far more younger immigrants.

The second point is that labour force growth over the 1990s is going to be much slower. Labour is gradually going to become a scarce input. We can choose either to fill that scarce input with higher levels of immigration, or we can turn to capital to produce that output. The choice is going to be the country's.

Thank you very much, Mr. Chairman.

Le président: Merci, monsieur Foot. C'était très intéressant.

Ms Guarnieri (Mississauga East): Welcome. I am not a regular member of this committe; however, I feel very privileged to have been here for your thought-provoking presentation, and it certainly opens up a lot of insights that I would not have thought of initially in a general overview.

1245

Could you elaborate on one of your conclusions? I think you touched on it in your presentation. On page 17 you say:

Recent announcements on immigration policy in Canada contain some significant departures from past trends. Not only has the downward trend in immigration levels been reversed, but the restriction on selected workers has been removed.

Has your research indicated not only age but various points that are allocated for the occupations of these workers?

[Traduction]

s'explique du fait que ceux qui entrent pour la première fois sur le marché du travail sont issus de la génération du baby bust, et cela se poursuivra dans les années 90. Le Canada, qui connaissait autrefois un surplus de main-d'oeuvre, commence à sentir les effets d'une pénurie de travailleurs. A mon avis, c'est ce qui explique l'augmentation des niveaux d'immigration.

La première vague du baby boom entre maintenant dans la quarantaine. Lorsqu'on est jeune, on emprunte de l'argent. Lorsqu'on entre dans la quarantaine et dans la cinquantaine, on commence à épargner. Dans les années 60 et 70, la main-d'oeuvre était abondante au Canada, mais les capitaux rares, étant donné que les membres de la première vague de la génération du baby boom entrait sur le marché du travail, empruntait de l'argent pour poursuivre leurs études et s'acheter des maisons. Dans les années 90, la main-d'oeuvre sera rare, mais les capitaux plus abondants car ceux qui appartiennent à la première vague du baby boom se seront mis à économiser ayant atteint la quarantaine ou le début de la cinquantaine.

Nous passons d'une société qui devait insister sur la création d'emplois à une société où, comme c'est le cas depuis trois ou quatre ans, on se préoccupe de l'accumulation des capitaux. Tout comme le Japon l'a fait il y a 20 ou 25 ans, notre société va se mécaniser de plus en plus.

En conclusion, sans que le programme d'immigration y soit pour quelque chose, mais en raison de la mobilité géographique normale, l'immigration continuera au cours des prochaines années à accentuer les problèmes que connaît la génération du baby boom tant sur le marché du travail que dans d'autres domaines. Par conséquent, il nous faut accueillir beaucoup plus de jeunes immigrants.

Par ailleurs, la croissance de la population active au cours des années 90 va ralentir encore davantage. La main d'oeuvre va se raréfier de plus en plus. Nous pouvons remédier à la situation soit en augmentant les niveaux d'immigration, soit en investissant davantage. C'est à nous qu'il incombera de prendre une décision.

Je vous remercie, monsieur le président.

The Chairman: Thank you, Mr. Foot. Your brief was most interesting.

Mme Guarnieri (Mississauga-Est): Je souhaite la bienvenue au témoin. Je ne siège pas normalement à ce comité, mais je suis heureuse d'avoir pu assister à cet exposé fort instructif qui a suscité dans mon esprit toutes sortes de questions.

Pourriez-vous nous donner plus de détails sur une de vos conclusions? Je pense que vous en avez parlé dans votre exposé. Vous dites ceci à la page 17:

Selon des informations récentes sur la politique canadienne d'immigration, on s'éloigne considérablement de certaines tendances antérieures. Non seulement la tendance à la baisse des niveaux d'immigration a été renversée, mais aussi la restriction visant les travailleurs sélectionnés a été levée.

D'après vos recherches, attribue-t-on des points non seulement pour l'âge, mais aussi pour le genre d'occupation de ces travailleurs?

Prof. Foot: An excellent question. The simple answer to your question is I have not looked on the demand side of the labour market where the jobs are going and whether certain occupations attract younger immigrants—for example, are younger people attracted to the service sector and older people to the manufacturing sector? I do not know that. There is research ongoing on that at McMaster University by Professors Dent and Spencer. They would be the people to ask regarding that.

My intuition tells me no. It seems to me, from what little information I have, that this distribution looks the same over all sectors of the economy, at least over all broad sectors. When you get down to individual occupations, I am not sure.

Ms Guarnieri: I have not had time to read your brief in an exhaustive fashion. Perhaps you touched on that in your written text. How are we comparing with other countries? Are we lagging behind other countries in terms of creative methods of job creation? Perhaps you could give us an overview of what other countries are doing. If I understand you correctly, you are saying we are unique in this problem. Have other countries circumvented this problem deliberately, or has it just been a fluke that they were able to resolve it?

Prof. Foot: There are really only two other countries that would be relevant for comparison. That would be the U.S. and Australia. The level of immigration into U.S. society is proportionately about a third of that into Canada, on the assumption that they bring in about 600,000 people a year with a population that is 10 times ours. That suggests that we are bringing in relatively more compared to our population. Australia does even more so. Immigration contributes to the Australian population even more than to that of Canada.

To my understanding, and I have not done the research, Australia and the U.S. have been facing exactly the same sorts of problems I have been talking about. I have not seen anyone in those countries actually articulate them in this way. But to them, too, the baby boom is in those age groups.

Remember, the baby boom in the U.S. is 1946 to 1964. That is about a year ahead of us. So they are about a year ahead on the problem. The baby boom in Australia is not nearly as large, but it is spread over 30 years rather than 20 years. It continues into the 1970s. Youth unemployment is still a major problem in Australia. There are more 20-year-olds than any other age group because the baby boom spread through the 1960s into the early 1970s.

Even the two countries that are most similar to us have their unique features. But in general the sorts of things I have talked about, the extenuation of the problem of the baby boom, particularly over the 1970s and through the 1980s, has as well been true in those two countries. The rest of world is largely irrelevant in this regard.

[Translation]

M. Foot: C'est une excellente question. La réponse la plus simple serait de dire que je n'ai pas examiné la demande sur le marché du travail et que je ne sais pas si certains genres d'occupation attirent les immigrants plus jeunes, par exemple sont-ils, davantage attirés par le secteur des services, les travailleurs plus âgés par le secteur de la fabrication? Je n'en sais rien. Les professeurs Dent et Spencer de l'université McMaster font des recherches là-dessus. C'est à eux qu'il faudrait poser la question.

J'ai l'impression cependant que ce n'est pas le cas d'après le peu de renseignements que je possède, il me semble que la répartition est la même dans tous les secteurs de l'économie, du moins dans les grands secteurs généraux. C'est peut-être différent pour les occupations comme telles.

Mme Guarnieri: Je n'ai pas eu le temps de lire votre mémoire au complet et peut-être que vous y dites quelque chose à ce sujet, mais comment nous comparons-nous aux autres pays? Accusons-nous un certain retard par rapport à d'autres pays relativement aux méthodes de création d'emplois? Vous pourriez peut-être nous donner un aperçu de ce que font les autres pays. Si j'ai bien compris, nous sommes le seul pays à avoir un tel problème. D'autres pays ont-ils évité le problème délibérément ou bien l'ont-ils résolu par pur hasard?

M. Foot: Il y a seulement deux autres pays auxquels on peut comparer le Canada, soit les États-Unis et l'Australie. Il y a proportionnellement environ trois fois moins d'immigrants dans la société américaine qu'au Canada si l'on considère que les États-Unis accueillent environ 600,000 immigrants par année et qu'ils sont environ dix fois plus peuplés que le Canada. Autrement dit, nous accueillons relativement plus d'immigrants compte tenu de notre population. L'Australie en accueille plus. L'immigration contribue encore plus à la population de l'Australie qu'à celle du Canada.

Je crois savoir, même si je n'ai pas fait moi-même de recherche là-dessus, que l'Australie et les États-Unis font face aux mêmes genres de problèmes que ceux que j'ai décrits aujourd'hui. Par ailleurs, à ma connaissance, personne n'a encore exposé ces problèmes de cette façon. D'autre part, l'explosion des naissances se situe dans les mêmes groupes d'âge dans ces deux pays qu'au Canada.

Il ne faut pas oublier que le baby boom a eu lieu aux États-Unis de 1946 à 1964, soit environ un an plus tôt qu'au Canada. Les États-Unis ont donc un an d'avance sur nous pour faire face aux problèmes. L'explosion des naissances en Australie n'a pas été aussi marquée, mais elle s'est étendue sur 30 ans plutôt que sur 20 ans et s'est poursuivie jusque dans les années 70. Le chômage chez les jeunes constitue encore un problème important en Australie. Les plus de 20 ans sont plus nombreux que n'importe quel autre groupe d'âge parce que l'explosion des naissances a duré pendant toutes les années 60 et jusqu'au début des années 70.

Donc, même les deux pays qui se rapprochent le plus du Canada ont des aspects bien particuliers. Par ailleurs, la situation générale que j'ai décrite, soit l'atténuation du problème du baby boom, surtout pendant les années 70 et les années 80, a touché ces deux pays aussi. Dans les autres pays du monde, la situation n'est pas la même.

Ms Guarnieri: Forgive my ignorance, but when you say that this theory has never been articulated or you are not aware that it has been put in the terms you have depicted them, is this innovative thinking your particular theory, or is it substantiated by others?

Prof. Foot: There are very few people in the world melding economics and demographics. That is all I am doing.

Mr. Johnson: Dr. Foot, I would like to comment that I am not at all antagonistic to the thesis you are presenting. It may have come across that way as we were going at each other. What this committee is after is to find out the best way to direct immigration, so any information in that regard is very useful. But what I am concerned about is getting things out of proportion and perhaps looking to immigration to fix things it cannot fix.

• 1250

The concepts of scale and so on are of concern to me. As I am sitting here reading the section of your report on page 13 and looking at the graph, can you give us some idea of the scale of the impact immigration can have? For example, when you showed the graph—I think the last graph before this one was for 1988—it seemed to me we were already dropping down to the point where if we started focusing on 20-year-olds, or the 18 to 24 age group, we could begin right away to do some good.

Prof. Foot: Yes, no question.

Mr. Johnson: You made the statement when the graph was up there that it was the same. But it is not the same. Things have shifted another so many years, two years or so. That important gap is starting to open up. So I would like you to discuss what we can actually do here in terms of scale.

Prof. Foot: Let me preface the comment with two main points. Let me first point out that this was brought out four years ago. We have gone through, I believe, four years of unnecessary additional "aggravation". Therefore the points raised in this paper were far more apropos four years ago than they are today, but I think we have paid a cost for not paying attention to it when it was brought out.

The other prefatory point I would like to make is that there is no way immigration can fix the sort of problems I am talking about. It cannot lower the housing prices very significantly. It is not going to have a major impact on those unemployment rates. My only point to you is: why go through the unnecessary aggravation of those problems? Why have we done this?

Your exact point is right: the back end of the babyboomers are now 24. Now 21-and 22-year-olds are in great demand. New graduates from our universities now are getting three and four job offers with just a bachelor's degree, and [Traduction]

Mme Guarnieri: Excusez mon ignorance, mais quand vous dite que cette théorie n'a jamais été énoncée comme telle ou que, à votre connaissance, elle n'a pas été énoncée comme vous l'avez fait aujourd'hui, est-ce que cela signifie que votre théorie est tout à fait nouvelle, ou bien a-t-elle été appuyée par les conclusions d'autres chercheurs?

M. Foot: Il y a très peu de gens dans le monde qui fusionnent les principes de l'économie et ceux de la démographie. C'est simplement cela que je fais.

M. Johnson: Monsieur Foot, je voudrais vous dire que je n'ai absolument rien à redire à la théorie que vous nous avez présentée. Nous avons peut-être donné l'impression que vous et moi étions à couteaux tirés. Notre comité essaie de trouver le meilleur moyen d'orienter la politique de l'immigration et tout renseignement que vous pouvez nous fournir à cet égard nous sera très utile. Je ne voudrais pas cependant que l'on voit trop grand et que l'on pense que l'immigration peut résoudre tous les problèmes.

Je m'intéresse particulièrement à l'envergure des conséquences que l'immigration peut avoir. J'ai lu ce que vous dites à la page 15 de votre rapport et j'ai examiné votre graphique. Pouvez-vous nous donner une idée de l'envergure des conséquences que l'immigration peut avoir? Par exemple, quand vous nous avez montré le graphique, et je pense que le dernier avant celui-ci portait sur l'année 1988, il m'a semblé que nous en étions déjà arrivés au point où nous pourrions commencer à produire de bons résultats si nous commencions à nous concentrer sur les personnes de plus de 20 ans ou sur le groupe des 18 à 24 ans.

M. Foot: Oui, cela ne fait aucun doute.

M. Johnson: Quand vous nous avez montré le graphique, vous avez dit que la situation était la même, mais elle ne l'est pas. La situation a évolué pendant un certain nombre d'années, soit peut-être deux ans. L'écart commence déjà à se faire plus grand. Je voudrais donc que vous nous disiez ce que nous pouvons faire et sur quel genre d'échelle.

M. Foot: Je commencerais par faire deux commentaires. Tout d'abord, ces faits ont été signalés il y a quatre ans. A mon avis, on a aggravé inutilement la situation pendant quatre ans. Donc, ce que je dis dans mon rapport était plus opportun il y a quatre ans, mais selon moi, cela nous a coûté quelque chose de ne pas tenir compte de ces faits quand ils ont été signalés au départ.

L'autre chose que je voudrais dire, c'est que l'immigration ne peut certes pas résoudre le genre de problèmes dont je parle ici. Elle ne peut pas faire baisser sensiblement le coût du logement. Elle n'influera pas non plus énormément sur les taux de chômage. Par ailleurs, pourquoi aggraver inutilement les problèmes de ce genre? Pourquoi l'avons-nous fait?

Vous avez raison de parler des personnes de 24 ans parce que les derniers membres de la génération du baby boom ont maintenant 24 ans. Les jeunes de 21 et de 22 ans sont maintenant très en demande. Les diplômés universitaires

your bachelor's degree is now quite a scarce commodity. Entry levels to universities are actually beginning to decline now, because they are drawing their new recruits from the baby-bust generation.

So yes, we need not only 18-and 19-year-olds, we need 20-, 21-, 22-, 23-year-olds, which we are now getting, of course, as we always have. But what we do not need is 28-, 29-, 30-, or 31-year-olds. There are not too many of them now in Canada anyway; not "too many" in the sense that they should not be here, but "too many" in the sense that they are at the peak of that massive age group and have suffered a lot through their history already. I think it is unnecessary to contribute to that.

Yes, if we sit tight and do nothing, by about eight years from now the problem will have solved itself.

Mr. Johnson: Sometimes that is as fast as governments work.

Prof. Foot: Well, I am in the business of trying to encourage them along a little faster.

Regarding the size of the program, you will notice you have a double cross-hatching here, so we have a small program, and these are purely arbitrarily drawn. Suppose I were to draw a line just across there and a line like that; how many people would this represent, the magnitude? The small program would represent about 216,000 immigrants over a 10-year age group, 20,000-odd a year. We are not talking about a massive change, but I believe at the margin in the labour market we are. The bigger program would involve 364,000 immigrants over roughly a 20-year period, again of the order of 15,000 to 20,000 a year. If I were to say arbitrarily, let us fill in between the baby boom peak and the echo children peak over the 1990s, we are talking about 15,000 to 20,000 people a year coming in under this program.

• 1255

Mr. Johnson: If instead of just filling in you were to keep the labour market level, what would that involve? About double?

Prof. Foot: I have not done that calculation. Let me suggest that it is the difference between 214,000 and 364,000. What would that be? Maybe 400 or 450, depending on what we are talking about, over a 20-year period. It would be about 25,000 a year.

Mr. Johnson: Yes, and we have to keep in mind in looking at this graph that we are looking at—

Prof. Foot: This is the year 2000, and in the year 2000 the baby-boomers are aged basically aged 34 to 53 years of age or something like that, I think.

Mr. Johnson: We are bringing in roughly just under 200,000 people a year.

Prof. Foot: I am suggesting that we could select 15,000 to 20,000 of that, maybe 10%, with a little bit more attention to age than we pay it now.

[Translation]

recoivent maintenant trois ou quatre offres d'emploi, même s'ils n'ont qu'un baccalauréat. Les baccalauréats se font très rares. Le nombre des inscriptions aux universités commence à baisser parce que les nouvelles recrues font partie de la génération du baby bust.

Nous avons donc effectivement besoin non seulement de jeunes âgés de 18 et de 19 ans, mais aussi de gens âgés de 20, 21, 22 et 23 ans et nous en accueillons au Canada, comme nous l'avons toujours fait. Par ailleurs, nous n'avons pas besoin de gens âgés de 28, de 29, de 30 ou de 31 ans. De toute façon, Ils ne sont pas trop nombreux au Canada à l'heure actuelle, non pas qu'il ne devrait pas y en avoir, mais plutôt parce qu'ils font partie du groupe d'âge le plus nombreux et qu'ils ont déjà souffert beaucoup à cause de cela. A mon avis, il est inutile de contribuer aux problèmes.

Effectivement, si nous attendons sans faire quoi que ce soit, dans environ 8 ans, le problème se sera résolu de lui-même.

M. Johnson: Parfois, les gouvernements n'agissent pas plus rapidement que cela.

M. Foot: Pour ma part, je m'efforce de les inciter à agir un peu plus rapidement.

Pour ce qui est de l'importance du programme, vous constaterez qu'il y a une zone de hachures croisées qui représente un programme de petite envergure, mais cela a été fait de façon purement arbitraire. Si je tirais un trait juste au-dessus ici, combien de gens cela représenterait-il? Le programme de petite envergure représenterait environ 216,000 immigrants du même groupe d'âge sur une période de 10 ans, soit environ 20,000 par année. Cela ne représente pas un changement énorme mais, à la limite, je pense que cela en serait un sur le marché du travail. Le programme plus important représenterait 364,000 immigrants sur une période d'environ 20 ans, soit de 15,000 à 20,000 par année. Si nous décidions arbitrairement de combler l'écart entre le pic de la génération du baby boom et sa progéniture au cours des années 1990, il s'agirait d'accueillir environ 15,000 à 20,000 immigrants par année.

M. Johnson: Plutôt que d'essayer de combler, on essayait plutôt d'alimenter à son niveau actuel le marché du travail, combien faudrait-il d'immigrants? Environ le double?

M. Foot: Je n'ai pas fait ce calcul. Toutefois c'est sans doute la différence entre 214,000 et 364,000. Qu'est-ce que cela donne? Environ 400 ou 450, selon, sur une période de 20 ans. Cela donne donc environ 25,000 immigrants par année.

M. Johnson: Oui, et il ne faut pas oublier que, dans ce graphique, il s'agit. . .

M. Foot: C'est l'an 2000, époque à laquelle les membres de la génération du baby boom auront 34 ans à 53 ans, je pense.

M. Johnson: Nous accueillons un peu moins de 200,000 immigrants par année.

M. Foot: Je suggère que nous pourrions en choisir 15,000 à 20,000, soit 10 p. 100, en faisant un peu plus attention que maintenant à l'âge de ces immigrants.

Mr. Johnson: In other words, just move the profile backwards a bit.

Prof. Foot: Let us not move it up with the baby-boomers; let us just move it backwards a little bit. The policy implication is to give at least maximum points for anyone over 16 instead of over 21. This gives me at least another five years of maximum points for younger people. Now, I would not expect 16-year-olds to come in. I would expect 18-or 19-year-olds to come in.

Remember, they do not have to go into the labour market. They can go into our post-secondary institutions or they can go into training institutions and gradully come onto the labour market in the 1990s. They will not be competing with this huge generation up here.

Le président: Docteur Foot, avez-vous regardé la courbe des âges du côté américain? Est-ce qu'elle ressemble au graphique canadien que vous nous avez montré tout à l'heure? Aux États-Unis, les gens de 20 à 40 ans sont-ils en beaucoup plus grand nombre, de sorte que la pyramide des âges s'élargit à un bout et se rétrécit à l'autre bout?

Prof. Foot: In the U.S.? The Chairman: Yes.

Prof. Foot: The answer is yes

Le président: C'est la même chose que chez nous? La pyramide des âges est semblable à la nôtre?

Prof. Foot: The answer is substantially yes, but let me remind you of what I said: the baby-boomer in Canada was born between 1947 and 1966 and in the U.S. he was born between 1946 and 1964, so it is about a year ahead of ours. The peak in the U.S. is in 1959, while the peak in Canada is in 1960.

Let me also remind you that in Canada we peaked out at around 4 children per family, whereas the U.S. only peaked out at a little over 3.5 children per family. The baby boom in the U.S. relative to its population is not quite as large as that in Canada. It is about a year ahead of Canada's and not quite as large. They are substantially the same. The housing markets have been booming in the U.S.; youth unemployment is plummeting in the U.S.; job vacancy signs in the eastern and western seaboards all over—retail establishments—in the U.S., the same sorts of things.

Le président: On a trois différentes catégories d'immigrants: la famille, les réfugiés et les indépendants. Les immigrants sont partagés de façon à peu près égale entre ces catégories. Il y a quelque 60,000 immigrants par catégorie présentement. Supposons que je veux augmenter le nombre d'immigrants dans la catégorie de la famille et faire en sorte qu'ils soient plus jeunes, puisque c'est le seul groupe dans lequel on peut intervenir. Au niveau des réfugiés, on ne peut pas le faire et, au niveau des indépendants, les entrepreneurs de 18 à 25 ans doivent être plutôt rares. C'est donc dire que sur 180,000 immigrants qui arrivent chaque année, je peux intervenir seulement dans le cas de 60,000.

[Traduction]

M. Johnson: Vous preconisez, en d'autres termes, de choisir des immigrants plus jeunes.

M. Foot: Il ne faut surtout pas empiéter sur la zone de la génération du baby boom; mais prenons-les un peu plus jeunes. Il faudrait que la politique prévoie d'accorder un maximum de points à tous ceux qui ont plus de 16 ans au lieu qu'à tous ceux qui ont plus de 21 ans. Ainsi nous pouvons accorder le maximum de points aux jeunes pendant cinq années de plus. Je ne m'attends évidemment pas à ce qu'il y ait des immigrants de 16 ans. Je m'attends à plutôt à des immigrants de 18 ans ou de 19 ans.

Il est à noter qu'il n'est pas nécessaire que ces jeunes se lancent sur le marché du travail. Ils peuvent faire des études postsecondaires, ils peuvent suivre des cours de formation et arriver progressivement sur le marché du travail dans les années 1990. Ainsi ils ne feront pas concurrence à ce groupe énorme.

The Chairman: Doctor Foot, have you looked at the age curve in the United States? Is it similar to that on the Canadian graph you showed us a moment ago? In the United States, are there as many 20 to 40 year-olds so that the age pyramid widens at one end and shrinks at the other?

M. Foot: Aux États-Unis?

Le président: Oui.

M. Foot: Oui. C'est en effet le cas.

The Chairman: It is the same thing as it is here? The age pyramid is similar to ours?

M. Foot: Essentiellement, oui, mais permettez-moi de vous rappeler ce que j'ai déjà dit: l'explosion démographique a eu lieu au Canada entre 1947 et 1966 alors qu'aux États-Unis, elle s'est produite entre 1946 et 1964, un an environ avant la nôtre. Aux États-Unis, cette poussée était à son point culminant en 1959 alors qu'au Canada elle l'était en 1960.

Permettez-moi également de vous rappeler qu'au Canada, l'explosion démographique à son maximum signifiait quatre enfants par famille alors qu'aux États-Unis, pendant cette période, on a atteint un peu plus de 3,5 enfants par famille. Donc l'explosion démographique aux États-Unis comparativement à la population totale n'est pas tout à fait aussi importante qu'au Canada. Elle a un an d'avance sur le Canada et n'est pas tout à fait aussi importante. Pour le reste, c'est sensiblement la même chose. Le marché de l'habitation est en plein essor aux États-Unis; le chômage chez les jeunes a diminué de façon spectaculaire aux États-Unis; sur la côte est et la côte ouest des États-Unis, on voit partout des affiches d'emploi à pourvoir—chez des détaillants.

The Chairman: There are three different categories of immigrants: the family class, refugees and independents. Immigrants are equally divided, more or less, between these categories. That gives a total of some 60,000 immigrants by category, at the present time. Let us suppose that I want to increase the number of immigrants in the family class who are younger since this is the only group that really can be influenced. As far as refugees are concerned, this cannot be done and as for the independents, I should think that it is rather unusual to see 18 to 25 year-old business people. Therefore out of 180,000 immigrants each year, we can only influence the choice in the case of 60,000 of them.

• 1300

Prof. Foot: I agree that it would be relatively difficult to do anything with the refugee group. We do not get to select refugees; they almost select us. Perhaps I should not be on record putting it that way, but I think that is a fairly reasonable thing to say.

Furthermore, in general refugees are the youngest. So that is the program we least have to worry about. The average age of refugees in 1986 was around 24 years. It is still too high. Remember, in 1986 the back end of the baby boom was only 20 years. We have least choice or control, or whatever word you wish to choose, within the refugee category, but they are the youngest of the three categories anyway.

The next youngest of the three categories is the family class category. The median age in the family class is 27 years. I am looking at the 1986 data. As I have suggested to you, it is fairly constant across time, but 55% of our family class immigrants are age 0 to 29, and 32% of them are age 20 to 29. Almost a third of the family class immigrants are in their twenties, and that was in 1986 where the bulk of the baby-boomers were. So a third of our family class were exactly the ages of the baby-boomers.

How many were in those age groups? In 1986 we had about 100,000 people coming to Canada. So 13,500 were age 20 to 29 in the family class. That is 13.5% to 15%, roughly, in that age group. It is not an insignificant number as a percentage of the total. We are now at 200,000, so that suggests that 13.5% of 200,000 would be 27,000 immigrants, age 20 to 29 in the family class.

The average age for independents is 29.5 years. If I were to orient my program, I would orient it at that group even more. There are a lot of young business men coming in. They may be future businessmen rather than current businessmen. They may be 18–or 19–year–olds who are still getting training, who will become businessmen down the road. Maybe we need some sort of broader classification of what we mean by independent in terms of future occupation rather than current occupation. That is the oldest group.

We do choose the independents on the basis of the points program. The simple suggestion I made to Mr. Johnson is that we need to have a somewhat broadening of the points program so that these people can come in under the selected independent class. So I would go after the independent class even more than the family class. There were 9,500 independents, age 20 to 29, with an immigration level of 100,000. So that is a little under 10%. That is not insignificant either.

Le président: Monsieur Foot, cette année, on prévoyait recevoir de 165,000 à 175,000 immigrants, et on nous dit que, dans les faits, on en recevra près de 200,000.

[Translation]

M. Foot: Je reconnais qu'il est assez difficile de faire quoi que ce soit dans le cas des réfugiés. Nous ne choisissons pas les réfugiés; en fait c'est eux qui nous choisissent, ou presque. Je ne devrais peut-être pas le dire publiquement, mais je pense que c'est ainsi que les choses se passent.

Par contre, d'une façon générale, les réfugiés sont les plus jeunes. C'est donc le programme dont nous avons le moins à nous préoccuper. L'âge moyen des réfugiés en 1986 était d'environ 24 ans. C'est quand même trop âgé. Rappelez-vous qu'en 1986, les derniers de la génération du baby boom n'avaient que 20 ans. Toutefois, la catégorie des réfugiés est celle sur laquelle nous avons le moins de contrôle, mais quoi qu'il en soit, c'est la plus jeune des trois catégories d'immigrants.

Des trois catégories, la plus jeune ensuite est celle de la famille. L'âge moyen dans cette catégorie est de 27 ans. J'ai sous les yeux les données de 1986. Comme je l'ai déjà dit, il s'agit d'un âge assez constant sur une longue période de temps, mais il à noter que 55 p. 100 des immigrants de la catégorie de la famille ont de zéro à 29 ans, et 32 p. 100 d'entre eux de 20 à 29 ans. Presque un tiers de ces immigrants ont entre 20 et 29 ans; c'était en 1986 et le gros des membres de la génération du baby boom avait cet âge aussi. Donc un tiers des immigrants de la catégorie de la famille avait exactement le même âge que la génération du baby boom.

Combien y avait-il de personnes dans ce groupe d'âge? En 1986, environ 100,000 personnes sont venues au Canada. Donc on peut conclure que 13,500 d'entre eux avaient de 20 à 29 dans la catégorie de la famille. C'est environ 13,5 p. 100 à 15 p. 100. Comme pourcentage du total, ce nombre n'est pas négligeable. Nous avons maintenant atteint un niveau d'immigration de 200,000 et donc 13,5 p. 100 de 200,000 donne 27,000 immigrants de 20 à 29 ans dans la catégorie de la famille.

L'âge moyen des immigrants indépendants se situe à 29,5 ans. Si je voulais que mon programme vise un groupe particulier, c'est plutôt celui-là que je ciblerais. Il y a un grand nombre de jeunes hommes d'affaires qui viennent au Canada. On pourrait chercher à attirer les entrepreneurs de demain plutôt que ceux d'aujourd'hui. Il pourrait s'agir de jeunes de 18 ans ou 19 ans qui sont toujours en formation, qui deviendront des hommes d'affaires. Peut-être faudrait-il élargir la définition de ce que nous entendons par indépendants pour inclure la notion d'une occupation future au lieu de se limiter à l'occupation actuelle. À l'heure actuelle, il s'agit du groupe le plus âgé.

Nous choisissons les immigrants indépendants par le biais du programme de points. J'ai fait une suggestion toute simple à M. Johnson, à savoir qu'il faut élargir quelque peu ce programme de points de façon à ce que ces personnes puissent immigrer ici comme membres de la catégorie des indépendants. Je viserais donc beaucoup plus la catégorie des indépendants que celle de la famille. Il y avait 9,500 indépendants de 20 à 29 ans sur un nombre total d'immigrants de 100,000. Donc un peu moins de 10. p. 100. Ce n'est pas non plus négligeable.

The Chairman: Professor Foot, this year, we are expecting from 165,000 to 175,000 immigrants and we are told that in fact, we will be getting close to 200,000.

Pour vous, le Canada reçoit-il trop d'immigrants chaque année ou devrait-il augmenter ce nombre de façon substantielle, compte tenu du problème du groupe d'âge dont vous parlez et de la décroissance du nombre de nouveaux-nés? Quel est votre avis là-dessus?

Prof. Foot: This is the politically explosive question of the day.

Le président: On n'a aucun problème à cet égard au Comité.

Prof. Foot: Let me remind you that the level of immigration is in fact, at least over the 1970s and 1980s, very much related to the Canadian labour market conditions as reflected in the unemployment rate. I am not saying this is the best program. I am not saying it is the only program. I am not saying it is the optimum program. I am saying that this is the program of the last two decades. Presumably we would not have stuck with it if we did not think it had some merit, but it does not mean it cannot be improved.

• 1305

Where do I think the unemployment rate is going in the 1990s? Where I think the unemployment rate is going in the 1990s will determine, if I liked this program, what the level of immigration would be according to the simple view of the world. The real world, of course, is much more complicated.

We have lots of settlement issues. We have to worry about the language capacity of our immigrants. There are lots of other issues. But given a simple view of the world, I believe that over the 1990s there will be a tendency for this unemployment rate to continue to decline, because all the new entrants to the Canadian labour market over the entire 1990s are coming from this baby–bust generation and there are not many of them around, so we are not going to have to generate very many new jobs for our Canadian young people.

With substantial declines in the young people's unemployment rate, as I showed you last year, almost the entire reduction in the unemployment rate between 1988 and 1989 was due to the reduction in the youth unemployment rate. It is already taking place, and that will continue and gradually spread to the 25 to 29 unemployment rate. In a world where I believe this unemployment rate will continue downward over the 1990s, and in a world where these have been the policies of the last 20 years, and if we have learned to live with them and decided that they are reasonable, you would then expect immigration levels to rise gradually.

That begs the question. There is more than one way to produce output, as I suggested to you in my concluding comments. You can produce output with either people or machines. You do not need to have people to produce

[Traduction]

As far as you're concerned, is Canada getting too many immigrants each year or should we increase their number substantially because of the age problem you mentioned and because of the fall in the birth rate? What is your advice?

M. Foot: C'est la question politique de l'heure.

The Chairman: In this committee, we have no difficulty with that.

M. Foot: Permettez-moi de vous rappeler que les niveaux d'immigration ont en fait, du moins dans les années 1970 et 1980, suivi de très près les conditions du marché du travail canadien telles qu'elles se réflétaient dans le taux de chômage. Je ne dis que c'est là le meilleur programme. Je ne prétends pas que ce soit le seul programme. Je ne dis pas non plus que c'est le programme optimal. Tout ce que je dis, c'est que c'est ainsi que le programme a fonctionné dans les deux dernières décennies. Je suppose que, si nous n'avions pas cru au départ qu'il présentait un certain intérêt, nous l'aurions vite abandonné, mais cela ne signifie pas pour autant qu'il ne puisse être amélioré.

Que sera le taux de chômage dans les années 90, d'après moi? D'un point de vue simpliste, si je suis d'accord avec ce programme, ce que je pense du taux éventuel de chômage dans les années 90 déterminera le nombre d'immigrants que nous laisserons entrer. Mais, évidemment, c'est beaucoup plus compliqué que cela.

Nous avons de graves problèmes d'établissement; nous devons nous inquiéter de la capacité de nos immigrants à apprendre notre langue; et je passe sous silence divers autres problèmes. Mais d'un point de vue simpliste, je crois qu'au cours des années 90, le taux de chômage continuera à décliner. Pourquoi? Tout simplement parce que tous les nouveaux venus sur le marché de l'emploi du Canada au cours de toute la décennie 90 nous parviendront de cette génération du baby bust. Comme ils sont de moins en moins nombreux, il ne sera plus nécessaire d'avoir une grande réserve de nouveaux emplois pour nos jeunes Canadiens.

Comme je vous l'ai montré avec les chiffres de l'an dernier, la chute du taux de chômage entre 1988 et 1989 est due en très grande partie à la diminution du taux de chômage chez les jeunes. Cette chute du taux de chômage se produit déjà, se poursuivra et atteindra graduellement la gamme des 25 ans à 29 ans. Je crois personnellement que la chute du taux de chômage se poursuivra jusqu'à la fin des années 90; or, comme c'est ce phénomène qui a guidé les politiques des vingt dernières années, puisque nous avons appris à vivre avec ce phénomène et à le considérer comme raisonnable, il faut par conséquent s'attendre à ce que les niveaux d'immigration augmentent graduellement.

La question se pose donc. Il existe plus d'une façon de produire, comme je vous l'ai laissé entendre en conclusion. On peut produire en ayant recours soit à des personnes, soit à des machines. Pour produire, il n'est pas absolument

output. Over this whole period we have had a whole lot of people, so it is not surprising that we have tended to produce our output more with people and less with machines. I am suggesting to you in the 1990s the opposite will be true; people will become scarce and we are likely to turn to machines.

The country has to choose whether or not it is going to continue to use people in an era when our unemployment rate declines and we turn to immigration more and more to get those people, or whether we are going to use machines to produce that output. That is the choice for the country.

I am telling you that, based on the history of the last 20 years, declining unemployment rates in the 1990s, over a decade on average, will lead to upward pressures on immigration levels. But we have a choice. We can produce that output by using machines if we do not use people.

I think it also begs the other issue, and that is, as you all are undoubtedly aware, the nervousness about the economic conditions over the next two to three years where the unemployment rate may well go up if we see a recession appearing in Canada. I am talking general trends over a decade. If the unemployment rate indeed were to rise in the next two or three years because a recession comes, in those conditions I would expect immigration levels to be cut back some more. But in general over a 10-year period for the 1990s, if we are going to continue to run our immigration program, and indeed the output of the country like we did in the 1970s and 1980s, you will see gradual pressures for increasing immigration levels.

Mrs. Anderson (Simcoe Centre): I was just looking at the graph that you have on page 12 showing the age group of possible immigrants in the 15-year old age bracket. You cannot just pluck out a 15-year old and say, we want you. So you are looking at parents.

Prof. Foot: I do not mind their parents. Their parents are in their forties and fifties. They are the other side of the baby boom. So you have them on both sides rather than in the middle.

Mrs. Anderson: That is right. I do not know that we have had age as a determining thought in the past. Can you tell me if this has been the case?

Prof. Foot: In the selection criteria that currently exists within our immigration program, you are well aware that official languages are one of the criteria, along with education, vocational preparation, experience, occupation, arranged employment, and what is the next category? It is age. Ten units if aged 21 to 44. So age is one of the selection criteria that has been in our point system of immigrant selection for a number of years. It is even ranked in the same

[Translation]

nécessaire de faire appel à des êtres humains. Comme, au cours de la période qui nous intéresse, nous avons reçu de plus en plus de gens, il ne faut pas se surprendre que nous ayons produit plus en faisant appel à des êtres humains qu'à des machines. Je crois que dans les années 90, ce sera le contraire: l'être humain deviendra une denrée rare, et nous tournerons sans doute vers les machines.

L'alternative, pour le Canada, c'est soit de choisir à continuer à faire appel à des êtres humains à une époque où son taux de chômage diminue et à une époque où il se tourne de plus en plus vers l'immigration pour répondre à ses besoins en êtres humains, soit de choisir d'utiliser des machines pour produire. Voilà l'alternative pour le Canada.

Or, si l'on se fonde sur ce qui s'est passé au cours des vingt dernières années, la chute du chômage au cours de la décennie 90 exercera des pressions à la hausse sur les niveaux d'immigration. Mais nous avons tout de même le choix: nous pouvons décider de produire avec des machines, en ne faisant pas appel à des êtres humains.

Il ne faut pas oublier non plus l'autre facette de la question, que vous avez sans doute tous à l'esprit: les conditions économiques au cours des deux ou trois prochaines années sont à ce point incertaines que si une récession survient au Canada, il se peut fort bien que le taux de chômage grimpe. Je parle évidemment d'une tendance générale répartie sur dix ans. Donc, si le taux de chômage devait effectivement grimper au cours des deux à trois prochaines années en raison d'une récession, je suppose que les niveaux d'immigration seraient encore réduits. Mais en général, si l'on considère la décennie 90 et que l'on continue à gérer notre programme d'immigration et la production canadienne comme on l'a fait dans les années 70 et 80, il s'ensuivra, d'après moi, que les niveaux d'immigration augmenteront graduellement.

Mme Anderson (Simcoe-Centre): Je viens de regarder le graphique de votre page 14 qui montre la structure par âge de la population: Si vous considérez l'éventualité d'accueillir un jeune immigrant de 15 ans, vous ne pouvez évidemment pas le considérer individuellement, lui seul, puisqu'il vient toujours accompagné de ses parents.

M. Foot: Cela ne me dérange pas: ses parents ont 40 et 50 ans et sont de l'autre côté de la génération du baby boom. Par conséquent, l'enfant est d'un côté de cette génération, et les parents sont de l'autre côté: aucun d'eux n'est dans le milieu.

Mme Anderson: C'est exact. Est-ce que, par le passé, l'âge était considéré comme un critère déterminant?

M. Foot: Les critères de sélection qui existent dans notre programme d'immigration incluent, comme vous le savez sans doute, la connaissance de l'une ou l'autre de nos langues officielles, le niveau d'instruction, la formation professionnelle, l'expérience, l'occupation, l'existence d'un contrat de travail, et, enfin, l'âge. En effet, on vous donne 10 points si vous avez entre 21 ans et 44 ans. L'âge est un des critères de sélection dans notre système de pointage depuis

category as arranged employment and occupation, and it has the same number of points—10. It is ranked at exactly the same level of importance and is given the same ranking as personal suitability.

• 1310

Mrs. Anderson: The other day we did not hear of any need to increase the numbers coming to our country and that their numbers would create employment, jobs, self-fulfilment and—

Prof. Foot: That is the prevailing wisdom of the 1980s. Let me remind you that the prevailing wisdom of the 1970s was exactly the opposite.

Mr. Johnson: I see this type of presentation as being rather myopic. The numbers of immigrants—even if the situation is as discordant as you have described it—seem very insignificant. I noticed some reaction to that thought and I would appreciate your comments. I cannot guarantee that I will agree with you, but I would like to have your point of view.

Prof. Foot: I wish I had the numbers in front of me, Mr. Johnson, but let me guess. Let me illustrate it by using new entrants to the labour market every year. Currently—and I am guessing on these numbers—between 25% to 33% of all the new entrants to the labour market in Canada come from immigration. Within five years that figure will be 50%. At the margin very small numbers become very significant.

Mr. Johnson: How does that work? By "new entrants" do you mean women who have not worked before or young people who are entering and so on?

Prof. Foot: The growth of the female participation rate is slowing down because it is already quite high, so the increase in the number of women entering the labour market is slowing down. The number of young people coming from the baby-bust generation is plummeting. New entrants to the labour market from within Canada is slowing down dramatically, and soon immigration will go from 25% to 50% of all new labour market entrants.

Mr. Johnson: Why do I sense that this is bad from your point of view?

Prof. Foot: Not at all. I am an immigrant to this country. You would not have had this presentation if it were not for Canada's immigration program.

Mr. Johnson: You have given me the impression that the inconsistency of our demographic profile of immigration versus need has created enormous stress.

Prof. Foot: Let me put it differently—unnecessary stress. I have another three hours of material on housing markets, crime rates, labour markets, promotion possibilities and recreation activities. I can show you how those at the peak of

[Traduction]

déjà plusieurs années. L'âge fait partie de la même catégorie que le fait de s'être déjà trouvé un emploi et l'occupation, et compte pour autant, c'est-à-dire 10 points. Ce facteur est tout aussi important et compte pour autant de points que les qualités personnelles.

Mme Anderson: L'autre jour, on ne nous a pas dit qu'il devenait important d'augmenter le nombre d'immigrants ni que leur présence créerait de l'emploi, leur permettrait de se réaliser personnellement et. . .

M. Foot: C'est effectivement ce que l'on disait dans les années 80. Je vous rappelle que dans les années 70, on disait tout le contraire.

M. Johnson: Votre exposé me semble manquer de vision. Même si la situation est aussi peu harmonieuse que vous le prétendez, le nombre d'immigrants me semble très insignifiant. Je vous vois réagir à mon affirmation, et j'aimerais entendre votre réaction. Je ne puis garantir que je serai d'accord avec vous, mais j'aimerais avoir votre point de vue.

M. Foot: Monsieur Johnson, je n'ai pas les chiffres sous les yeux, mais laissez-moi faire quelques suppositions. J'illustrerais mon point de vue en utilisant le cas des nouveaux venus sur le marché de l'emploi, chaque année. Je vous rappelle qu'il s'agit de suppositions: actuellement, de 25 à 33 p. 100 de tous les nouveaux venus sur le marché du travail canadien sont des immigrants. D'ici cinq ans, on atteindra 50 p. 100. Vous voyez que les pourcentages qui sont marginalement faibles au départ peuvent prendre beaucoup d'importance.

M. Johnson: Mais cela marche comment? Lorsque vous parlez des nouveaux venus sur le marché de l'emploi, entendez-vous par là des femmes qui n'ont jamais encore travaillé ou des jeunes qui entrent pour la première fois sur le marché du travail?

M. Foot: L'augmentation du taux de participation des femmes au marché du travail ralentit, parce qu'il avait déjà atteint un certain sommet: par conséquent, l'augmentation du nombre de femmes entrant sur le marché du travail ralentit. Le nombre de jeunes appartenant à la génération du baby bust est bas. Le nombre de nouveaux venus sur le marché du travail d'origine canadienne ralentit considérablement, et d'ici peu, les immigrants représenteront 25 à 50 p. 100 de tous ces nouveaux venus.

M. Johnson: Pourquoi ai-je l'impression que vous pensez que ceci est préjudiciable?

M. Foot: Pas du tout. Je suis moi-même un immigrant au Canada. N'eût été du programme canadien d'immigration, je ne serais pas là pour vous faire mon exposé.

M. Johnson: Vous m'avez donné l'impression que l'incohérence de notre profil démographique de l'immigration par rapport aux besoins a engendré énormément de stress.

M. Foot: C'est en fait un stress inutile. Je pourrais vous parler encore pendant trois heures du marché de l'immobilier, du taux de criminalité, du marché de l'emploi, des possibilités de promotion et des activités de loisirs. Je

the baby boom have had extremely tough times. Today's 28-and 29-year-olds have had a really tough life. Today's 55-year-olds do not understand it. They were born in the Depression. They have had it golden all their lives and there has been no competition. Today's 30-year-olds have had to compete from the very first day they went into school and it has been nothing but competition. They have not been able to get summer jobs. Their 16-year-old brothers and sisters are getting summer jobs like that. There is an entirely different feeling out there now.

Mr. Johnson: I have three of these in my family.

Prof. Foot: What ages are they?

Mr. Johnson: Twenty-five to twenty-eight, so I know what you are talking about.

When the pill was introduced in Canada, it corresponded with the drop in—

Prof. Foot: That was the beginning of the decline in fertility. But your 25-to 28-year-olds have had a much tougher time of it than today's 16-to 19-year-olds, a much tougher time.

• 1315

Mr. Johnson: It is interesting you say that. They do not go around with their tails between their legs, so to speak, feeling beaten and hard done by.

Prof. Foot: That is a reflection of their family raising too. But I am telling you that I suspect they do feel it inside. Go home and talk to them.

Mr. Johnson: Yes. It is a very interesting point. There is not time today, but perhaps I could pop in and see you some time—

Prof. Foot: Sure.

Mr. Johnson: —on the side to talk about that, because I do not see that generation as being particularly stressed.

Prof. Foot: My only reply to you is that I give numerous presentations outside the university in a wide variety of public and private settings and I constantly get reinforced in my perception that this is the case. Many people come up to me after the presentation and say, gee, now I understand why my 28-year-old is still living at home with me and has had difficulty getting a job whereas my 20-year-old is out there and running without any problems. I constantly get that perception reinforced in my public presentations. That is the only test I have.

Le président: Docteur Foot, je vous remercie grandement d'avoir accepté de comparaître ce matin et de nous avoir apporté le fruit de vos recherches. C'était intéressant. Vous vous êtes concentré sur certains aspects dont les autres témoins n'avaient pas parlé ou avaient moins parlé. Cela nous aidera sûrement dans la préparation d'un rapport à l'automne prochain.

[Translation]

peux vous prouver comment ceux qui sont en plein dans la génération du baby boom ont mangé de la vache enragée. Ceux qui ont aujourd'hui 28 et 29 ans ont trimé dur, ce que ne comprennent pas les gens qui ont aujourd'hui 55 ans. Pourquoi? Parce que ceux-ci sont nés au cours de la dépression, qu'ils s'en sont bien tiré toute leur vie, sans souffrir de la concurrence. Or, ceux qui ont 30 ans aujourd'hui ont eu à subir la concurrence depuis le jour où ils ont mis le pied à l'école. Eux n'ont pas pu se trouver d'emploi d'été, alors que leurs jeunes frères et soeurs y parviennent en criant ciseau. Vous comprenez que cela change la situation du tout au tout.

M. Johnson: Je sais, j'en ai trois dans ma famille.

M. Foot: Quel âge ont-ils?

M. Johnson: De 25 à 28 ans, et je sais très bien ce dont vous parlez.

Lorsque la pilule est arrivée au Canada, cela a correspondu avec la baisse...

M. Foot: C'est à ce moment-là que la baisse de fécondité a commencé. Vos enfants de 25 à 28 ans ont eu la vie beaucoup plus dure que les jeunes de 16 à 19 ans.

M. Johnson: Comme c'est intéressant. Mais ils ne se promènent pas l'oreille basse, en se plaignant de leur sort.

M. Foot: C'est sans doute parce qu'ils ont été éduqués ainsi. Mais cela n'empêche pas qu'ils puissent tout de même se sentir découragés. Parlez-leur en, et vous verrez.

M. Johnson: Oui, c'est intéressant. Je n'en ai pas le temps aujourd'hui, mais je pourrais peut-être aller vous voir...

M. Foot: Bien sûr.

M. Johnson: . . . pendant mes heures libres pour en parler avec vous, parce que je n'ai certainement pas l'impression que cette génération soit particulièrement stressée.

M. Foot: Laissez-moi vous dire que je donne souvent des exposés à l'extérieur de l'université et je m'adresse à toute une gamme d'auditoires publics et privés: or, à chaque fois, ma conviction que c'est le cas s'en trouve renforcée. Très souvent, après mon exposé, des auditeurs viennent me dire qu'enfin ils ont compris pourquoi leur enfant de 28 ans vit toujours chez eux et a toujours de la difficulté à se trouver ur emploi, contrairement à leur autre rejeton de 20 ans qui a déjè quitté le nid familial et fonctionne sans difficulté. Cette perception se renforce chaque fois que j'en parle en public. C'es mon seul point de reférence.

The Chairman: Doctor Foot, may I thank you greatly for having appeared this morning and having shared with us the findings of your research. The morning was very interesting You concentrated on certain aspects which we had never heard of or which had been barely raised. It will certainly help us in preparing our report for next autumn.

Je remercie également les députés de leur présence et d'avoir accepté de siéger plus tard pour entendre ce que notre témoin avait à nous dire.

La séance est levée.

[Traduction]

May I also thank the members for being here and having agreed to sit later in order to hear all that our witness had to say.

The meeting is adjourned.















If undelivered, return COVER ONLY to: Canadian Government Publishing Centre, Supply and Services Canada, Ottawa, Canada, K1A 0S9

En cas de non-livraison, retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à: Centre d'édition du gouvernement du Canada, Approvisionnements et Services Canada, Ottawa, Canada, K1A 0S9

WITNESS

From the University of Toronto:

Dave Foot, Professor of Economics.

TÉMOIN

De l'Université de Toronto: Dave Foot, professeur d'économique.

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 39

Tuesday, May 29, 1990 Thursday, May 31, 1990

Chairman: Jean-Pierre Blackburn

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule nº 39

Le mardi 29 mai 1990 Le jeudi 31 mai 1990

Président: Jean-Pierre Blackburn

Minutes of Proceedings and Evidence of the Standing Committee on

Procès-verbaux et témoignages du Comité permanent du

Labour, Employment and Immigration

Travail, de l'Emploi et de l'Immigration

RESPECTING:

Pursuant to Standing Order 108(2), investigation into demography and immigration levels

CONCERNANT:

Conformément à l'article 108(2) du Règlement, une enquête sur la démographie et les niveaux d'immigration

WITNESSES:

(See back cover)

TÉMOINS:

(Voir à l'endos)



Second Session of the Thirty-fourth Parliament, 1989-90

Deuxième session de la trente-quatrième législature, 1989-1990

STANDING COMMITTEE ON LABOUR, EMPLOYMENT AND IMMIGRATION

Chairman: Jean-Pierre Blackburn Vice-Chairman: Dave Worthy

Members

Edna Anderson Warren Allmand Harry Chadwick Doug Fee Dan Heap Al Johnson Fernand Jourdenais Allan Koury Sergio Marchi Gilbert Parent George Proud Cid Samson—(14)

(Quorum 8)

Monique Hamilton

Clerk of the Committee

COMITÉ PERMANENT DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE L'IMMIGRATION

Président: Jean-Pierre Blackburn Vice-président: Dave Worthy

Membres

Edna Anderson Warren Allmand Harry Chadwick Doug Fee Dan Heap Al Johnson Fernand Jourdenais Allan Koury Sergio Marchi Gilbert Parent George Proud Cid Samson—(14)

(Quorum 8)

Le greffier du Comité

Monique Hamilton

Published under authority of the Speaker of the House of Commons by the Queen's Printer for Canada.

Publié en conformité de l'autorité du Président de la Chambre des communes par l'Imprimeur de la Reine pour le Canada.

MINUTES OF PROCEEDINGS

TUESDAY, MAY 29, 1990 (49)

[Text]

The Standing Committee on Labour, Employment and Immigration met *in camera* at 11:08 o'clock a.m. this day, in Room 209, West Block, the Chairman, Jean-Pierre Blackburn, presiding.

Members of the Committee present: Edna Anderson, Jean-Pierre Blackburn, Harry Chadwick, Dan Heap, Fernand Jourdenais, Allan Koury, George Proud and Dave Worthy.

Acting Member present: Joseph Volpe for Warren Allmand.

In attendance: From the Library of Parliament: Mrs. Margaret Young and Kevin Kerr, Research Officers.

The Committee commenced consideration of its future business.

Moved,—That the Standing Committee on Labour, Employment and Immigration present its interim report on Demography and Immigration Levels before the end of May 1990.

And debate arising thereon;

Moved,—That the motion be amended by striking out all the words after Immigration and substituting the following therefor: "defers a vote on the tabling of the interim report on Demography and Immigration Levels until Tuesday, June 5, 1990".

Whereupon, the Chairman ruled the amendment out of order.

After debate, the question being put on the motion, it was, by a show of hands, negatived.

The Committee resumed consideration of future business.

At 12:20 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

THURSDAY, MAY 31, 1990 (50)

The Standing Committee on Labour, Employment and Immigration met at 11:10 o'clock a.m. this day, in Room 269, West Block, the Chairman, Jean-Pierre Blackburn, presiding.

Members of the Committee present: Edna Anderson, Jean-Pierre Blackburn, Fernand Jourdenais, Allan Koury and Dave Worthy.

Acting Members present: Al Horning for Doug Fee, Joe Fontana for Warren Allmand and Ron Fisher for Dan Heap.

In attendance: From the Library of Parliament: Kevin Kerr, Research Officer.

Witnesses: From the Department of Employment and Immigration: Nick Mulder, Associate Deputy Minister, Michèle Jean, Executive Director, Employment, Ken Wyman, Executive Director, Insurance, Hy Braiter, Director General, Financial Services, Finance and Administration and Bernard Sutet, Director, Unemployment Insurance Analysis.

PROCÈS-VERBAUX

LE MARDI 29 MAI 1990 (49)

[Traduction]

Le Comité permanent du travail, de l'emploi et de l'immigration se réunit à huis clos aujourd'hui à 11 h 08, dans la salle 209 de l'édifice de l'Ouest, sous la présidence de Jean-Pierre Blackburn (président).

Membres du Comité présents: Edna Anderson, Jean-Pierre Blackburn, Harry Chadwick, Dan Heap, Fernand Jourdenais, Allan Koury, George Proud et Dave Worthy.

Membre suppléant présent: Joseph Volpe remplace Warren Allmand.

Aussi présents: De la Bibliothèque du Parlement: Margaret Young et Kevin Kerr, attachés de recherche.

Le Comité délibère de ses travaux à venir.

Il est proposé,—Que le Comité présente son rapport intérimaire sur la démographie et les niveaux d'immigration avant la fin de mai.

Sur quoi; un débat s'ensuit.

Il est proposé,—Que la motion soit modifiée de la manière suivante: remplacer tous les mots après «Comité» par: «reporte au mardi 5 juin, le vote sur le dépôt du rapport intérimaire sur la démographie et les niveaux d'immigration».

Le président déclare alors l'amendement irrecevable.

Après débat, la motion, mise aux voix par vote à main levée, est rejetée.

Le Comité poursuit l'examen de ses travaux à venir.

À 12 h 20, le Comité s'ajourne jusqu'à nouvelle convocation du président.

LE JEUDI 31 MAI 1990 (50)

Le Comité permanent du travail, de l'emploi et de l'immigration se réunit aujourd'hui à 11 h 10, dans la salle 269 de l'édifice de l'Ouest, sous la présidence de Jean-Pierre Blackburn (président).

Membres du Comité présents: Edna Anderson, Jean-Pierre Blackburn, Fernand Jourdenais, Allan Koury et Dave Worthy.

Membres suppléants présents: Al Horning remplace Doug Fee; Joe Fontana remplace Warren Allmand; Ron Fisher remplace Dan Heap.

Aussi présent: De la Bibliothèque du Parlement: Kevin Kerr, attaché de recherche.

Témoins: Du ministère de l'Emploi et de l'Immigration: Nick Mulder, sous-ministre associé; Michèle Jean, directrice exécutive, Emploi; Ken Wyman, directeur exécutif, Assurance; Hy Braiter, directeur général, Services financiers; Finances et Administration; Bernard Sutet, directeur, Analyse du programme de l'assurance-chômage.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference from the House dated Thursday, February 22, 1990, relating to the Main Estimates 1990–1991. (See Minutes of Proceedings and Evidence, dated Wednesday, March 14, 1990, Issue no. 21).

By unanimous consent, the Chairman called Votes 1, 5 and 10 under Employment and Immigration.

The witnesses answered questions.

At 12:09 o'clock p.m., Edna Anderson took the Chair as Acting Chairman.

"By unanimous consent, Votes 1, 5, 10 and 15 were carried".

At 12:16 o'clock p.m., Jean-Pierre Blackburn took the Chair as Chairman.

At 12:16 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

Monique Hamilton

Clerk of the Committee

Conformément à son ordre de renvoi du jeudi 22 février 1990, le Comité reprend l'étude du Budget des dépenses principal de 1990-1991 (voir les Procès-verbaux et témoignages du mercredi 14 mars 1990, fascicule nº 21).

Par consentement unanime, le président appelle: Crédits 1, 5 et 10, Emploi et Immigration.

Les témoins répondent aux questions.

À 12 h 09, Edna Anderson assume la présidence.

Par consentement unanime, les crédits 1, 5, 10 et 15 sont adoptés.

À 12 h 16, Jean-Pierre Blackburn réintègre le fauteuil.

À 12 h 16, le Comité s'ajourne jusqu'à nouvelle convocation du président.

La greffière du Comité

Monique Hamilton

EVIDENCE

[Recorded by Electronic Apparatus]

Thursday, May 31, 1990

• 1110

Le président: À l'ordre!

Bienvenue à tous les membres du Comité. C'est aujourd'hui la dernière séance sur les prévisions budgétaires. Nous étudions les crédits 1, 5 et 10 sous la rubrique Emploi et Immigration. En principe, tout doit être terminé pour la fin de mai.

Ce matin, nous recevons les fonctionnaires du ministère de l'Emploi et de l'Immigration. Monsieur Mulder, auriez-vous l'obligeance de nous présenter les personnes qui sont avec vous et de nous faire une déclaration s'il y a lieu? Par la suite, les députés pourront poser des questions.

M. Nick Mulder (sous-ministre associé, ministère de l'Emploi et de l'Immigration): Merci, monsieur le président. Je n'ai pas de déclaration à faire.

I have with me Virginia Miller, Chief, Labour and Market Policy Analysis; Hyman Braiter, Acting Executive Director for Finance and Administration; Ken Wyman, Executive Director, Insurance; Madam Michèle Jean, Executive Director for the Employment group; and Bernard Sutet, Director of Unemployment Insurance Analysis. We have quite a group here, or army, so I hope we can answer all your questions, sir.

Mr. Fontana (London East): Welcome. I want first to ask with respect to a recent poll Employment and Immigration did. I believe it was a Decima poll that tried to gauge public opinion with respect to unemployment insurance. Perhaps you can shed some light on the results of that particular poll as to the cost and perhaps the question and the results as it relates to the government or a department wanting to find out exactly what Canadians thought of the unemployment insurance system as it is now contemplated by this government under Bill C-21.

Mr. Ken Wyman (Executive Director, Insurance, Department of Employment and Immigration): I believe you are referring to the Decima poll that was conducted.

Mr. Fontana: Yes, that is right.

Mr. Wyman: I cannot tell you what the cost of it was. I am sure the department could provide that information if you would like to have it.

The poll was conducted recently, and I believe the results of it have been made public. It gives a picture of what the attitudes of Canadians are on a number of issues relating to the UI program and to the use of UI funds for training purposes and so on. I do not have anything more to add, unless you have something more specific in mind.

Mr. Fontana: Perhaps I can be a little more specific. According to the survey, 66% of the respondents supported the government's plan to shift money from UI to training; yet that same survey showed that only 7% of Canadians were

[Traduction]

TÉMOIGNAGES

[Enregistrement électronique]

Le jeudi 31 mai 1990

The Chairman: Order, please!

Welcome to all Committee members. Today we have our last meeting on the estimates. We are considering votes 1, 5, and 10 under Employment and Immigration. In principle, everything has to be completed before the end of May.

This morning, we shall be hearing the Employment and Immigration officials. Mr. Mulder, would you please introduce the people who are with you and make an opening statement if you wish? Afterwards, the Committee members will ask you questions.

Mr. Nick Mulder (Associate Deputy Minister, Department of Employment and Immigration): Thank you, Mr. Chairman. I have no statement to make.

Je suis accompagné de Virginia Miller, chef, Analyse de la politique de la main-d'oeuvre et du marché, de Hyman Braiter, directeur exécutif intérimaire, Finances et Administration, de Ken Wyman, directeur exécutif, Assurances, de M^{me} Michèle Jean, directeur exécutif, Emploi, et de Bernard Sutet, directeur, Analyse du Programme de l'assurance-chômage. Nous sommes tout un groupe, même une armée, et j'espère que nous pourrons répondre à toutes vos questions.

M. Fontana (London-Est): Bienvenue. Je voudrais tout d'abord vous poser des questions au sujet d'un récent sondage du ministère de l'emploi et de l'immigration. Je pense que c'était un sondage de la maison Decima pour essayer de voir ce que pense le public de l'assurance-chômage. Vous pourriez peut-être nous parler des résultats de ce sondage, nous dire combien il a coûté, quelle a été l'utilité pour le gouvernement ou le ministère de demander au Canadiens ce qu'ils pensent exactement des changements que le gouvernement compte apporter au régime d'assurance-chômage actuel par le projet de loi C-21.

M. Ken Wyman (directeur exécutif, Assurances, ministère de l'Emploi et de l'Immigration): Je pense que vous voulez parler du sondage Decima.

M. Fontana: En effet.

M. Wyman: Je ne peux pas vous dire ce que le sondage a coûté. Je suis cependant certain que le ministère pourra vous donner les chiffres si vous les voulez.

Il a été effectué récemment, et je pense qu'on en a déjà publié les résultats. Il donne une idée de la position des Canadiens au sujet de diverses questions liées au régime d'assurance-chômage, à l'utilisation des fonds de l'assurance-chômage pour la formation, et ainsi de suite. Je n'ai rien d'autre à ajouter, à moins que vous vouliez des renseignements plus précis.

M. Fontana: Je peux peut-être être un peu plus précis. D'après le sondage, 66 p. 100 des personnes interrogées appuient la proposition faite par le gouvernement d'utiliser l'argent de la caisse d'assurance-chômage pour la formation.

very familiar with the proposed changes. I am wondering whether or not, especially as I understand the survey did not inform the people being surveyed of the government's withdrawal of funding to the UI system, and whether or not that might have had an impact on their attitude toward the poll.

• 1115

Mr. Mulder: Initially the survey asked whether or not people knew about certain events, and a number of people, as you have indicated, said they were not aware of some of the specifics. The methodology was that the questioner would elaborate generally as to what the provisions were, and then ask for people's reactions to it. That is how the two figures the member refers to can be rationalized.

Mr. Fontana: Based on your analysis of that poll, what role does it serve in policy development and/or improving the delivery of UI and everything else? I know you poll a lot to survey Canadians' attitudes toward the employment and insurance aspects of your department, but how are you going to use the results of that poll?

Mr. Mulder: Much the same as the hon. member indicates—people do polling for a whole variety of purposes. The government uses polling to find out how Canadians feel about certain issues and this is one of the tools that ministers and others have used to decide which way to go.

It certainly was not the only factor to influence the shaping of policies. A lot of work was done by the Forget commission, the Canada Employment Advisory Committee and various other groups which talked about the pros and cons of changing unemployment insurance. There was also the de Grandpré report which resulted from the free trade initiatives. A number of groups suggested that the government make changes in unemployment insurance. Those studies influenced the government a lot more than did that particular poll.

Mr. Fontana: Does the poll then translate into policy development or is it just a gauge of public information regarding the government's programs?

Mr. Mulder: It is the latter. The poll was taken at a time when the government had essentially formulated its overall policy as to how it should go about doing things.

Mr. Fontana: Yes, but do you not think that if a poll is going to be conducted for the purposes of informing the public that it should be comprehensive and very precise as to what are the government's intentions with respect to the UI bill? I suggest to you that the Decima poll did not inform Canadians of the government's intention to withdraw \$2.2 billion in funding from UIC.

Mr. Mulder: I am not sure whether that is correct. I am not familiar with the details of it or whether or not that is true.

Mr. Fontana: Do you not have any of that information with you?

Mr. Mulder: No, I do not have it, but we can make it available and I can get back to you on that.

[Translation]

mais selon ce même sondage, seulement 7 p. 100 des Canadiens sont vraiment au courant du changement proposé. Si j'ai bien compris, on n'a pas dit aux gens interrogés que le gouvernement retirerait sa part de financement à la caisse d'assurance-chômage; je me demande donc si cela a pu influer sur leur position au moment du sondage.

M. Mulder: On a demandé au départ aux personnes interrogées si elles étaient au courant de certaines choses, et, comme vous l'avez dit, un certain nombre ont signalé qu'ils ignoraient certains détails. Celui qui posait les questions exposait alors de façon générale les dispositions du projet de loi et demandait la réaction des répondants à ces changements. C'est ce qui explique les deux chiffres mentionnés par le député.

M. Fontana: Maintenant que vous avez analysé les résultats du sondage, comment cela influera-t-il sur l'élaboration de la politique ou sur l'amélioration des services d'assurance-chômage, et ainsi de suite? Je sais que vous faites beaucoup de sondages pour évaluer l'attitude des Canadiens envers les services d'emploi et d'assurance de votre ministère, mais allez-vous vous servir des résultats de ce sondage?

M. Mulder: Comme le député lui-même l'a dit, on fait des sondages pour toutes sortes de raisons. Le gouvernement s'en sert pour savoir ce que les Canadiens pensent de certaines questions, et c'est l'un des outils utilisés par les ministres et autres décisionnaires pour établir leurs politiques.

Par ailleurs, ce n'est certes pas la seule considération lorsqu'on élabore une politique. Une bonne partie du travail a été faite par la commission Forget, le Comité consultatif canadien de l'emploi et divers autres groupes, qui ont évalué les avantages et les désavantages d'un remaniement du régime d'assurance—chômage. Il y a aussi eu le rapport de Grandpré à la suite de l'Accord de libre—échange. Divers groupes ont proposé que le gouvernement modifie le régime d'assurance—chômage. Ces études ont fait beaucoup plus qu'un sondage pour influencer le gouvernement.

M. Fontana: Est-ce que le sondage se reflète dans la politique du ministère ou sert-il uniquement à évaluer ce que le public connaît des programmes gouvernementaux?

M. Mulder: C'est plutôt cela. Le sondage a été effectué après que le gouvernement eût pour l'essentiel formulé sa politique d'ensemble au sujet du régime.

M. Fontana: Oui, mais ne pensez-vous pas que si l'on effectue un sondage pour renseigner le public, il devrait expliquer de façon très détaillée et précise ce que le gouvernement compte faire avec son projet de loi sur l'assurance-chômage? À mon avis, le sondage Decima n'a pas dit aux Canadiens que le gouvernement avait l'intention de retirer sa part de financement de 2,2 milliards de dollars du régime d'assurance-chômage.

M. Mulder: Je ne suis pas certain que ce soit exact. Je ne connais pas suffisamment bien les détails du sondage pour dire si c'est le cas ou non.

M. Fontana: N'avez-vous pas des renseignements là-dessus avec vous?

M. Mulder: Non, mais nous pouvons les obtenir et vous les fournir plus tard.

Mr. Fontana: Second, I want to ask a question about the role of the Canada Employment and Immigration Advisory Council that advises the minister with respect to a number of items. One of the recommendations from that advisory council was that the variable entrance requirements be maintained. Neither the minister nor the government has decided to change your mind on that. How can you rationalize an advisory council being there for the purpose of advising the minister on certain policy matters, yet certain advice is not taken and in fact is completely disregarded?

Mr. Mulder: The advisory council has been around for many years and much of their advice has been accepted by the government and by the minister, including during the last two years. But that does not mean that in every area where the council gives advice the minister accepts that advice. Twice over the last three or four months the advisory council has recommended that the government introduce the variable entrance requirement legislation, because of Bill C-21 being considered by the Senate.

The minister and the government decided it was not going to reintroduce the variable entrance requirement, it was going to wait until the Senate passed Bill C-21 because that would permanently put the new variable entrance requirement into legislation. The minister felt she could not accept the council's advice on this particular occasion, but a lot of other advice from the council have been accepted over the years.

Mr. Fontana: Finally, with respect to the whole program of training and upgrading people to take advantage of the opportunities that are out there, I can tell you that I receive a lot of calls from employers in my riding of London who are looking for people to work. Of course, there are also a lot of people who have either quit school or are not trained for the positions that exist and are receiving unemployment insurance benefits.

• 1120

Could you take a moment to outline the proactive programs your department has in order to ensure that those people who are available, ready, willing and able to work have every opportunity to be trained for the available positions or jobs? I am sure your statisticians would confirm that one must match the jobs that are available with the people who are unemployed.

Have there been cut-backs in training programs or in buying spaces through community colleges for the purpose of upgrading peoples' education and/or work opportunities?

Mr. Mulder: I keep in mind the member's suggestion that I use only a few minutes because I can give you a three-hour or a three-day version on the topic. I will try to give one of only a few minutes, literally.

We have a number of proactive programs, generally within the rubric of what we call the Canadian Jobs Strategy, which is a strategy designed to ensure that Canadians are trained and available for the jobs being generated in the private sector. We have six broad categories of programs under this strategy.

[Traduction]

M. Fontana: Je voudrais aussi poser une question au sujet du rôle du conseil consultatif canadien de l'emploi et de l'immigration, chargé de conseiller la ministre sur diverses questions. Le conseil a notamment recommandé à la ministre de maintenir le critère d'admissibilité variable. Cependant, ni la ministre ni le gouvernement n'ont changé d'avis à ce sujet. Puisque le conseil consultatif existe pour conseiller la ministre au sujet de certaines questions politiques, comment se fait-il que celle-ci ne donne pas suite à certaines recommandations et, même, n'en tienne pas compte du tout?

M. Mulder: Le conseil consultatif existe depuis bien des années, et le gouvernement et la ministre ont déjà donné suite à bon nombre de ses recommandations, y compris pendant les deux dernières années. Cependant, cela ne veut pas dire que la ministre accepte toutes les recommandations du conseil. À deux reprises au cours des trois ou quatre derniers mois, le conseil consultatif a recommandé que le gouvernement présente une mesure pour maintenir le critère d'admissibilité variable parce que le projet de loi C-21 était encore à l'étude au Sénat.

La ministre et le gouvernement ont décidé de ne pas donner suite à cette recommandation et d'attendre que le Sénat ait adopté le projet de loi C-21 parce que, sinon, le nouveau critère d'admissibilité variable ferait partie de la loi de façon permanente. La ministre a jugé qu'elle ne pouvait pas accepter les recommandations du conseil à ce sujet, mais au cours des années, elle a donné suite à bon nombre d'autres de ses recommandations.

M. Fontana: Enfin, relativement au programme de formation, qui vise à permettre aux chômeurs de profiter des occasions d'emploi qui existent sur le marché, je peux vous dire que je reçois beaucoup d'appels d'employeurs de ma circonscription qui cherchent des travailleurs. Bien sûr, il y a aussi des gens qui ont quitté l'école ou qui n'ont pas la formation nécessaire pour les postes disponibles qui reçoivent des prestations d'assurance-chômage.

Pourriez-vous nous expliquer le programme proactif que votre ministère a mis sur pied pour garantir que ceux qui sont disponibles, prêts à travailler et capables de le faire ont toutes les possibilités voulues d'obtenir la formation nécessaire pour les emplois disponibles? Je suis certain que vos statisticiens confirmeront qu'il faut faire en sorte que les compétences des chômeurs correspondent aux emplois disponibles.

A-t-on réduit le budget des programmes de formation ou acheté des cours dans les collèges communautaires pour donner plus de compétence aux chômeurs ou bien améliorer leurs possibilités d'emploi?

M. Mulder: Le député m'a conseillé de ne parler que quelques minutes, mais je pourrais vous faire une dissertation de trois heures ou de trois jours sur cette question. J'essaierai cependant de m'en tenir à seulement quelques minutes.

Nous avons divers programmes proactifs généralement reliés à la planification de l'emploi, qui est un programme visant à garantir que les Canadiens sont formés et disponibles pour les emplois qui existent dans le secteur privé. Nous avons six catégories générales de programmes dans le cadre de la planification de l'emploi.

One is job development, which takes people who lack employment experience or employment opportunities and provides them with work experience. It also ties in with training. That is one major program, on which we spend roughly \$400 million.

The next category of program is job entry, by which people entering the labour force, such as youths, people with severe employment disadvantages such as handicaps and so on, or women who want to return to the labour force, have an extensive set of programs or specific initiatives available to them that are applied throughout the country. By the way, each of these programs is available across the country in all our employment centres, which number about 500.

The third category, which is more in the area towards which the member's questions move, is skill investment, in which we work with industry to upgrade the skills of people who are currently employed in industry or to allow people to be sent to community colleges, for example, to undergo training and so on to upgrade their skills.

The other program category is skill shortages, which particularly relates to such areas as apprenticeship programs and so on, in which shortages exist across the country. We allow people to go on training, either in classrooms or in plants, and so on.

A fifth major program initiative is called Community Futures, and through this program, areas experiencing a high rate of unemployment have a flexible set of programs available to them to assist small businesses and to provide retraining, relocation, upgrading of skills, small business development programs and so on.

The final category involves the Innovations program, which we use to test new techniques in the labour market and which is not as applicable to the direct business community.

All those broad programs and certainly the first five are applied across the country. We have had the same budget for about three or four fiscal years, at \$1.775 billion. If Bill C-21 is passed, the total amount of money we would have available for training programs in general, under both the Unemployment Insurance Program and the Canadian Jobs Strategy, will increase by about \$800 million.

We can supplement a lot of these programs. For example, we could put more money into Community Futures, apprenticeship, or co-op education, for example.

Mr. Fisher (Saskatoon—Dundurn): Welcome to the committee. We have seen some of you before and have received a lot of help from you. M^{me} Jean, I do not think we have seen you before.

Ms Michèle Jean (Executive Director, Employment, Department of Employment and Immigration): Yes, you have seen me before.

[Translation]

Il y a d'abord le développement de l'emploi, selon lequel on prend des gens qui n'ont pas d'expérience ou de possibilité d'emploi pour leur fournir une expérience du travail. Cela est aussi relié à la formation. C'est un programme important pour lequel nous dépensons environ 400 millions de dollars.

La catégorie suivante de programme est celle de l'intégration professionnelle, qui permet à certains groupes, notamment les jeunes, les personnes sérieusement défavorisées sur le plan de l'emploi, comme les personnes handicapées et les femmes qui veulent réintégrer la maind'oeuvre active, d'avoir accès à une vaste gamme de programmes ou d'initiatives précises dans tout le pays. Soit dit en passant, chacun de ces programmes est offert dans nos 500 centres d'emploi partout dans le pays.

La troisième catégorie, qui correspond davantage aux questions du député, est celle de l'acquisition de compétence, selon laquelle nous collaborons avec l'industrie pour améliorer les compétences de personnes qui travaillent déjà pour l'industrie ou pour permettre à certaines personnes de suivre des cours de formation et de perfectionnement dans des collèges communautaires, par exemple.

L'autre catégorie de programme est celle des pénuries de main-d'oeuvre, qui comprend des choses comme les programmes d'apprentissage dans des domaines où il existe des pénuries quelque part dans le pays. Dans le cadre de ces programmes, certains travailleurs reçoivent de la formation en classe, sur les lieux de travail et ainsi de suite.

Un cinquième volet important de nos programmes est appelé le Développement des collectivités. Selon ce programme, on offre aux régions où le taux de chômage est élevé divers programmes pour aider les petites entreprises et fournir du recyclage, de l'aide au déménagement, de l'amélioration des compétences, et ainsi de suite.

La dernière catégorie est celle de l'aide à l'innovation qui nous permet de mettre à l'épreuve de nouvelles techniques sur le marché du travail et qui ne s'applique pas autant que les autres au monde des affaires.

Tous ces programmes, surtout les cinq premiers, sont appliqués dans tout le pays. Cela fait environ trois ou quatre exercices financiers que nous avons le même budget de 1,775 milliard de dollars. Si le projet de loi C-21 est adopté, le montant total des fonds disponibles pour les programmes de formation dans le cadre aussi bien du régime d'assurance-chômage que de la planification de l'emploi augmentera d'environ 800 millions de dollars.

Nous pourrions augmenter le budget d'une bonne partie de ces programmes. Nous pourrions, par exemple, investir davantage dans le développement des collectivités, l'apprentissage, l'enseignement coopératif, et ainsi de suite.

M. Fisher (Saskatoon—Dundurn): Je vous souhaite la bienvenue au comité. Certains d'entre vous sont déjà venus à notre comité et nous ont beaucoup aidés. Madame Jean, je ne pense pas vous avoir déjà vue.

Mme Michèle Jean (directeur exécutif, Emploi, ministère de l'Emploi et de l'Immigration): Si, vous m'avez déjà vue.

Mr. Fisher: I welcome the rest of you, too. It is good to see you again. You have been most helpful during the last year and I hope you can be helpful this morning.

Mr. Mulder: We will try to be.

Mr. Fisher: More helpful than you have been to Mr. Fontana.

• 1125

Mr. Mulder: Oh, I thought we gave good answers.

Mr. Fisher: Part III of the estimates do not provide a breakdown on the individual CJS programs expenditures. I wonder if you would be able to provide the committee with that breakdown.

Mr. Mulder: Yes, Mr. Fisher, you are correct. Page 221 of Part III of the estimates has a table, and at the time the estimates were printed the detailed breakdowns were not available. Mr. Braiter could give you those detailed breakdowns right now if you wish.

Mr. Fisher: That would be helpful.

Mr. Hy Braiter (Director General, Financial Services, Finance and Administration, Department of Employment and Immigration): Do you want the numbers?

Mr. Fisher: No.

Mr. Braiter: I will supply it at the end of the meeting.

Mr. Fisher: Yes, and to the whole committee, I would think, since it was not in the original estimates.

Mr. Braiter: Okay.

Mr. Fisher: On the matter of the variable entry requirements and not having put them into effect, I imagine the department would have done impact studies on including them or not. I was just wondering if you would be able to give us—and probably you cannot this morning—an impact analysis on how the non-implementation of the VERs has affected the different UI regions.

Mr. Mulder: Perhaps Mr. Sutet can give you details, but prior to the proposals in Bill C-21 we did not do an impact analysis on if the VER would not be reintroduced, because we assumed that somehow or other through the parliamentary process, at some time early in 1990, the new package would go through. Mr. Sutet and company have certainly done an assessment of what has been happening, to the extent we know now, by not having the VER introduced. Maybe Mr. Sutet could do that.

M. Bernard Sutet (directeur de l'Analyse du programme d'assurance-chômage, ministère de l'Emploi et de l'Immigration): Je pense que M. Fisher veut savoir exactement quel est l'impact des conditions d'admissibilité fixes à 14 semaines. Nous avons fait une étude préliminaire. Évidemment, les premiers résultats sont basés sur des statistiques administratives, et ces statistiques comportent simplement une analyse des mois de février et mars. Le mois de janvier était un mois particulier, puisque la première semaine était encore sous le régime de la loi précédente, c'est-à-dire de 10 à 14 semaines.

[Traduction]

M. Fisher: Je vous souhaite la bienvenue à tous. Je suis ravi de vous revoir. Vous nous avez été fort utile cette année, et j'espère que vous pourrez l'être encore ce matin.

M. Mulder: Nous essaierons.

M. Fisher: Plus que vous ne l'avez été pour M. Fontana.

M. Mulder: Je croyais que nous avions donné de bonnes réponses.

M. Fisher: La partie III du budget des dépenses ne donne pas la ventilation des dépenses dans le cadre des Programmes de planification de l'emploi. Pouvez-vous fournir ces détails au comité?

M. Mulder: Vous avez raison, monsieur Fisher. Il y a un tableau à la page 221 de la partie III du budget des dépenses, mais la ventilation n'était pas disponible quand le budget a été imprimé. M. Braiter pourrait vous la donner dès maintenant si vous le désirez.

M. Fisher: Ce serait utile.

M. Hy Braiter (directeur général, Services financiers, Finances et Administration, ministère de l'Emploi et de l'Immigration): Voulez-vous les chiffres?

M. Fisher: Non.

M. Braiter: Je vous les donnerai à la fin de la réunion.

M. Fisher: Merci, et vous pourriez les donner à tout le comité, je pense, puisqu'ils ne figurent pas dans le budget lui-même.

M. Braiter: Très bien.

M. Fisher: Relativement au fait que les critères d'admissibilité variable n'ont pas été mis en vigueur, j'imagine que le ministère a examiné ce qui se passerait s'ils étaient rétablis et s'ils ne l'étaient pas. Pourriez-vous nous donner, sans doute pas ce matin, une analyse des conséquences qu'a eues la non application du critère d'admissibilité variable sur les diverses régions de l'assurance-chômage?

M. Mulder: M. Sutet peut peut-être vous donner les détails, mais je peux vous dire que, avant la présentation du projet de loi C-21, nous n'avons pas fait l'analyse de ce qui arriverait si le critère d'admissibilité variable n'était pas rétabli, parce que nous avons supposé que les changements seraient approuvés par le Parlement au début de 1990. M. Sutet et ses adjoints ont certainement évalué ce qui s'est passé du fait que le critère d'admissibilité variable n'a pas été rétabli. M. Sutet pourrait peut-être vous en parler.

Mr. Bernard Sutet (Director, Unemployment Insurance Analysis, Department of Employment and Immigration): I believe that Mr. Fisher would like to know exactly the impact of the fixed entry requirement of 14 weeks. We have done a preliminary study. Naturally, the first results are based on administrative statistics, and these deal only with the figures for February and March. The month of January was special since the first week was still under the previous legislation and the VER of 10 to 14 weeks still applied.

Si on regarde l'analyse pour les mois de février et de mars, on s'aperçoit qu'un certain nombre de personnes sont capables de se trouver des semaines additionnelles de travail pour pouvoir se qualifier. C'est particulièrement vrai à Terre-Neuve.

En gros, on peut dire que les personnes qui sont capables de se trouver des semaines additionnelles pour atteindre le chiffre magique minimal de 14 semaines représentent à peu près 40 p. 100 des gens. À Terre-Neuve, par contre, le chiffre est de 60 p. 100. Cela veut dire que 60 p. 100 des gens sont capables de se trouver des semaines additionnelles pour pouvoir se qualifier avec 14 semaines.

C'est une analyse assez globale. On compare, selon la distribution des semaines assurables, le nombre de prestataires qui avaient pu se qualifier avec 10, 11, 12 ou 13 semaines et ceux qui peuvent maintenant se qualifier avec 14 semaines. C'est une première analyse. Un certain nombre de gens qui n'ont pas pu se qualifier en mars pourront peut-être travailler une semaine ou deux de plus pour pouvoir se qualifier un mois ou deux mois plus tard.

En gros, ce qui correspond à nos prévisions, jusqu'à 50 p. 100 des gens pourraient se qualifier avec 14 semaines fixes. Dans le cas de 10 à 20 semaines, d'autres hypothèses étaient prévues. Pour 14 semaines fixes, on avait fait des hypothèses de changement de comportement un peu différentes.

Évidemment les chiffres sont relativement minimes: le nombre de personnes affectées est d'environ 4,000.

• 1130

Mr. Mulder: Mr. Chairman, Mr. Kroeger referred to some of the numbers a week or so ago. For example, he indicated that in February 1988 1,240 people claimed 10 weeks or more, and in February 1990 about the same number, 1,173, did it for 14 weeks. Really the numbers we are talking about have not been all that significant. I hasten to add that I am told by the analyst that as the variable entrance requirement and changes are delayed, the problem will get worse because of the seasonality of employment, which is apparent in a lot of parts of the country. While the impact, to the extent we know, has not been all that significant yet, it is going to get worse as time goes on.

Mr. Fisher: Were those numbers for the whole of Canada, the 1,240 and the 1,173?

Mr. Mulder: Those are just for Newfoundland.

Mr. Fisher: Do you have the numbers for the Saskatoon region?

Mr. Sutet: No, I do not have that precise number with me, but we could provide that.

Mr. Fisher: Would it be possible to get a breakdown of all the regions?

Mr. Sutet: Yes.

Mr. Fisher: I think that would be helpful.

[Translation]

If we look at the analysis for February and March, we find that a number of people are able to find additional weeks of work to qualify. This is especially true in Newfoundland.

On the whole, we can say that about 40% of the workers can find additional weeks of work to reach the minimum magic number of 14 weeks. However, in Newfoundland, the figure is 60%. This means that 60% of the people are able to find additional weeks of work to qualify with 14 weeks.

This is a rather comprehensive analysis. We are comparing, according to the distribution of insurable weeks, the number of recipients who were able to qualify with 10, 11, 12, or 13 weeks to the number who had now qualified with 14 weeks. This is a first analysis. A number of those who were not able to qualify in March, may be able to work 1 or 2 weeks to qualify a few months later.

Generally speaking, and this is what we had forecast, up to 50% of the people could qualify with a set entrance requirement of 14 weeks. Other hypotheses had been made in the case of the 10 to 20 weeks requirement. For a set number of 14 weeks, we had made somewhat different hypotheses about behaviour changes.

Naturally, the numbers are somewhat low since the number of people involved is about 4,000.

M. Mulder: Monsieur le président, M. Kroeger a mentionné certains chiffres il y a une semaine environ. Il a dit, par exemple, qu'en février 1988, 1,240 personnes avaient présenté une demande de prestations après avoir travaillé au moins 10 semaines et en février 1990, environ le même nombre, soit 1,173, ont fait la même chose après avoir travaillé 14 semaines. Il n'y a donc pas eu tellement de différence dans les chiffres. J'ajoute cependant que, selon l'analyste, plus la mise en vigueur du critère d'admissibilité variable et l'application des changements sont retardées, plus le problème s'aggravera à cause de l'aspect saisonnier de l'emploi dans bon nombre de régions du pays. Les conséquences n'ont pas été tellement marquées jusqu'ici, mais elles seront plus sérieuses à mesure que le temps passera.

M. Fisher: Est-ce que ces chiffres de 1,240 et de 1,173 s'appliquaient à l'ensemble du Canada?

M. Mulder: Seulement à Terre-Neuve.

M. Fisher: Avez-vous les chiffres pour la région de Saskatoon?

M. Sutet: Non, je n'ai pas ce chiffre ici, mais nous pourrions l'obtenir.

M. Fisher: Pouvons-nous obtenir des chiffres détaillés pour toutes les régions?

M. Sutet: Oui.

M. Fisher: Je pense que ce serait utile.

Mr. Sutet: We have not looked at the regions in detail, but we could.

Mr. Mulder: Mr. Fisher, I should indicate that the variable entrance requirements—the 14 weeks—would not have an impact on a lot of areas where the unemployment rate is at medium or low levels. It is only in the high-unemployment areas like western Newfoundland and so on where the variable entrance requirement is a factor. I am not even sure that in Saskatoon. . .

Mr. Sutet: It would be very minimal.

Mr. Mulder: In the same way, for example, in Toronto, these changes have no impact at all. So while we could give you right across the country, it is really the high-unemployment areas where it has an impact.

Mr. Fisher: I understand that, and it is probably more helpful to the department than it is to me to use Newfoundland as an example, because we know what the situation is there without going into a lot of detail. Certainly the committee on Bill C-21 heard a lot of evidence of practices, and I would have assumed that accommodation could have been made to show the results we have. I would also suggest that if you compared that with the unemployment levels, the unemployment level may very well have gone up as a consequence of that, and we all know what I am talking about.

Mr. Mulder: We will try to give you a rundown by province or by district as to what the numbers were, say, for last year versus this year.

Mr. Fisher: The new regions, of course, will not be in effect yet, because that is part of Bill C-21.

Mr. Mulder: Right.

Mr. Fisher: The other factor is that where we have repeaters, people who may have worked within the last 12 months, it is not 14 weeks. Certainly my office is getting a lot of calls, which reflects that there are a lot of other people who are not calling. There are quite a lot of problems there.

Mr. Mulder: I can only add what the minister said. That is why the minister and the government desire the Senate to pass the

Mr. Fisher: We are getting into politics, and I am rather desirous to get—

Mr. Mulder: I am just repeating a policy statement.

Mr. Fisher: I know. I am rather desirous that we get the variable entry requirements put in there, never mind Bill C-21.

Can you give me some idea of the financial implications of the variable entry requirements not having been implemented, insofar as it impacts financially on the budget of the department or the UI account?

Mr. Mulder: Again, I will give Mr. Sutet a chance to go into details, but you should know that it does not impact directly on the government's budget because the UI fund is supposed to be a self-financing scheme. To the extent to which there are surpluses, it means it impacts on the premium rate down the road.

[Traduction]

M. Sutet: Nous n'avons pas fait une analyse détaillée pour les régions, mais nous pourrions le faire.

M. Mulder: Monsieur Fisher, je peux vous dire que l'application du critère d'admissibilité variable par opposition au nombre fixe de 14 semaines n'a pas des conséquences très fortes dans bon nombre de régions où le taux de chômage est faible ou moyen. C'est seulement dans les régions où le taux de chômage est élevé, comme l'ouest de Terre-Neuve, que le critère d'admissibilité variable devient un facteur. Je ne suis même pas certain qu'à Saskatoon. . .

M. Sutet: L'incidence serait très minime.

M. Mulder: A Toronto, par exemple, les changements n'ont absolument aucune conséquence. Donc, nous pourrions sans doute vous donner les chiffres pour tout le pays, mais c'est seulement dans les régions où le taux de chômage est élevé que cela fait une différence.

M. Fisher: Je comprends, et il est sans doute plus utile au ministère qu'à moi de citer Terre-Neuve comme exemple, parce que nous savons quelle est la situaion dans cette région sans entrer dans toutes sortes de détails. Le Comité sur le projet de loi C-21 a entendu toutes sortes de témoignages sur la façon dont on fait les choses, et j'aurais cru que le ministèe aurait fait quelque chose pour montrer les résultats obtenus. Il me semble aussi que, si vous faites la comparaison avec les taux de chômage, vous constaterez peut-être que le taux de chômage a augmenté à cause des changements, et nous savons tous de quoi je veux parler.

M. Mulder: Nous essaierons de vous donner des chiffres pour cette année et l'année dernière, disons, par province ou par district.

M. Fisher: Bien entendu, les nouvelles régions ne seront pas touchées parce que c'est l'un des changements prévus dans le projet de loi C-21.

M. Mulder: En effet.

M. Fisher: L'autre facteur, c'est que lorsque les prestataires ont travaillé au cours des 12 derniers mois, on n'exige pas 14 semaines de travail assurable. Je reçois beaucoup de coups de teléphone à mon bureau, et il y en a certainement beaucoup d'autres qui n'appellent pas. Il y a donc beaucoup de problèmes.

M. Mulder: Je ne peux que répéter ce qu'a dit la ministre. C'est pour cela que la ministre et le gouvernement voudraient que le Sénat adopte le projet de loi.

M. Fisher: Cela touche à des questions politiques, et je voudrais bien...

M. Mulder: Je ne fais que répéter une déclaration politique.

M. Fisher: Je sais. Je voudrais bien qu'on rétablisse le critère d'admissibilité variable, quoiqu'il arrive au projet de loi C-21.

Pouvez-vous me dire ce que le fait de ne pas avoir établi le critère d'admissibilité variable veut dire sur le plan financier, c'est-à-dire relativement au budget du ministère ou de la caisse d'assurance-chômage?

M. Mulder: Encore une fois, je laisserai M. Sutet vous fournir les détails, mais je dois vous dire que cela ne touche pas directement le budget du gouvernement parce que la caisse d'assurance-chômage devrait être autofinancée. Lorsqu'il y a des excédents, cela fait baisser le taux des cotisations plus tard.

Mr. Fisher: I guess that is really my question. How is the surplus deficit picture as a result of not having put in...?

M. Sutet: Pour ce qui est du déficit et du surplus, M. Braiter serait mieux en mesure que moi de vous répondre.

• 1135

Mr. Braiter: If we continue as we are at present, with a fixed 14 entrance requirement and a premium rate of \$1.95, which is the legal rate, we are looking at a surplus by year end in the range of \$1.5 billion to \$1.7 billion in the UI account.

Mr. Fisher: What had been there?

Mr. Braiter: Had we implemented Bill C-21 at the beginning of the year when we had planned to, we would have been at a break-even point by the end of the year. That would have been with a premium rate of \$2.25.

Le président: Vous parlez d'un déficit de 1.7 milliard de dollars. Est-ce pour l'année au complet?

Mr. Braiter: No, it is surplus. By December 31, 1990, the position of the account will be \$1.7 billion in surplus. At the end of last year, the position was about \$1.1 billion in surplus, cumulative. We started off the year with a surplus of \$1.1 billion; if we continue the way we are going right now, it will probably be about \$1.5 billion to \$1.7 billion at the end of the year in terms of a surplus in the UI account.

Had we implemented Bill C-21, by the end of this year our cumulative surplus deficit would have been just about zero, break even.

Le président: J'ai encore besoin d'une précision. On aura un surplus de 1.7 milliard de dollars. Pourquoi? Est-ce parce que le gouvernement doit continuer à payer vu que le projet de loi C-21 n'est pas passé, ou si c'est en raison du fait que les gens paient déjà des cotisations plus élevées? Pourquoi aura-t-on un surplus?

Mr. Braiter: The surplus really is coming about not because of the new premiums. I have not taken that into account, because legally those new premiums cannot be officially part of the projections. Right now they are just being held in the event the bill passes, because the new premiums are going to be retroactive. That is another issue.

The surplus comes about mostly because of the government contribution to the UI account, which continues as long as the existing legislation continues.

Premium rates are usually set based on... If you have a surplus, you figure out the rate and then you adjust it to eliminate the surplus over time so thay your rates go down; if you have a deficit, you set the premium rate according to the UI Act and then you increase it a little bit to eliminate the deficit. We have had deficits over the past few years and we have had surpluses over the past few years. We try to aim for a break-even.

[Translation]

M. Fisher: C'est ce que je veux savoir. Y a-t-il un excédent ou un déficit à cause du fait qu'on n'a pas. . .

Mr. Sutet: As far as a deficit or a surplus is concerned, Mr. Braiter would be in a better position than me to give you a reply.

M. Braiter: Si nous continuons selon les modalités actuelles, c'est-à-dire avec une norme d'admissibilité fixe de 14 semaines et un taux de cotisation de 1.95\$, c'est-à-dire le taux légal, nous nous attendons, d'ici la fin de l'année à un excédent de l'ordre de 1.5 à 1.7 milliard de dollars dans le fonds d'assurance-chômage.

M. Fisher: Que s'est-il passé?

M. Braiter: Si le projet de loi C-21 avait été mis en vigueur au moment prévu, nous aurions atteint le point d'équilibre à la fin de l'année, avec un taux de cotisation de 2.25 p. 100.

The Chairman: You are talking about a \$1.7 billion deficit. Is it for the whole year?

M. Braiter: Non, c'est un excédent. Au 31 décembre 1990, le fonds aura un excédent de 1.7 milliard de dollars. À la fin de l'année précédente, il y avait un excédent cumulatif d'environ 1.1 milliard de dollars. Nous avons commencé l'année avec cet excédent de 1.1 milliard de dollars. Si nous continuons sur notre lancée actuelle, nous devrions atteindre environ 1.5 à 1.7 milliard de dollars d'excédent dans le fonds d'assurance—chômage d'ici la fin de l'année.

Si le projet de loi C-21 était entré en vigueur, nous aurions atteint à la fin de cette année un total cumulatif à peu près nul, soit le point d'équilibre.

The Chairman: I need one more clarification. We will have a surplus of \$1.7 billion. Is it because the government must keep on paying since Bill C-21 did not pass, or is it because people are already paying higher premiums? Why shall we have a surplus?

M. Braiter: Cet excédent n'est pas dû aux nouvelles primes. Je n'en ai pas tenu compte, car elles ne peuvent pas faire légalement partie des prévisions. Elles sont actuellement en suspens, dans l'éventualité de l'adoption du projet de loi, car elles vont être rétroactives, mais cela, c'est une autre question.

L'excédent est essentiellement dû aux versements gouvernementaux au régime d'assurance-chômage, qui se poursuivent tant que l'ancienne loi reste en vigueur.

Les taux de cotisation sont généralement fondés sur... Lorsqu'on a un excédent, on calcule le taux de manière à éliminer progressivement cet excédent, si bien que les cotisations baissent; lorsqu'on a un déficit, on fixe les cotisations conformément à la Loi sur l'assurance-chômage, et on les augmente un peu pour éliminer le déficit. Au cours des dernières années, nous avons eu des déficits et des excédents. Nous visons le point d'équilibre.

Mrs. Anderson (Simcoe Centre): I am delighted to see you here today. You mention that the federal funding was pulling out \$2.1 billion when Bill C-21 comes in. What was the amount of funding that was put to the fraudulent payments and overpayments of UI? I am wondering if it balanced with the federal funding at all.

Mr. Braiter: No. There are a few different concepts at work here. The UI account, the payment of unemployment insurance, is funded right now under the old legislation by two things: one is the premiums that employers and employees pay, and the other is a government contribution to UI. Whenever you see the words "government contribution" or "government share", it is the government share of the UI benefits. By law they pay for certain benefits, such as those paid in the extended benefit periods, which are the latter part of the claim and based on the unemployment rates in the region.

The government makes a contribution of about 28% or so. It depends on the year and how many people go into those extended benefit periods. Also, the government does pay for all of the fishing benefits. That is what we mean by the government contribution, and it has ranged over the past years between about \$2.5 billion to \$3 billion, including the fishing portion. With the new legislation, that goes away; the government would not make that contribution to the UI account to pay for the UI benefits. The benefits would be funded totally by the premium payers.

As far as overpayments go, that is an administrative problem or issue. Sometimes we do overpay claimants, for various reasons. Sometimes we just want to get them into some pay; they do not have their records of employment yet, so we make an estimate and we get them rolling with their UI. There could be slight differences once we get all the paper together, so there could be overpayments for that reason. There could be overpayments because claimants are supposed to fill out claimant report cards telling us about their earnings every week—they send them in every second week, actually—and they may misunderstand and so on, and we later catch up to it and establish an overpayment, which is deducted from subsequent benefits.

[Traduction]

Mme Anderson (Simcoe—Centre): Je suis très heureuse de vous voir ici aujourd'hui. Vous avez dit que le retrait du gouvernement fédéral allait supprimer 2.1 milliards de dollars à l'entrée en vigueur du projet de loi C-21. Quel est le montant de financement qui a dû être consacré aux versements frauduleux et aux trop-payés? Est-ce l'équivalent du financement du gouvernement fédéral?

M. Braiter: Non. On fait intervenir ici des notions différentes. Le fonds de l'assurance-chômage est actuellement financé en vertu de l'ancienne législation par deux sources: l'une est celle des cotisations versées par les employeurs et les employés, l'autre est la contribution du gouvernement. Chaque fois qu'il est question de «contribution du gouvernement» ou de «part du gouvernement», il s'agit de la part des prestations d'assurance-chômage prise en charge par le gouvernement. Aux termes de la loi, il prend en charge certaines prestations, notamment les prestations de prolongation, versées pendant la phase finale, et qui sont calculées en fonction du taux de chômage régional.

La contribution du gouvernement est d'environ 28 p. 100. Elle varie chaque année, en fonction du nombre de bénéficiaires des prestations de prolongation. En outre, le gouvernement verse intégralement les prestations des pêcheurs. Voilà ce que nous désignons par les termes «contribution du gouvernement»; ces dernières années, il s'agissait d'un montant d'environ 2.5 à 3 milliards de dollars, y compris les prestations des pêcheurs. Avec la nouvelle loi, cette contribution disparaît. Le gouvernement ne va plus contribuer au compte d'assurance-chômage. Les prestations vont devoir être financées intégralement par les primes.

En ce qui concerne les trop-payés, il s'agit d'un problème administratif. Il arrive que pour différentes raisons, on verse un montant trop élevé aux prestataires. Il arrive qu'on veuille commencer à leur verser des prestations alors qu'ils n'ont pas encore leur relevé d'emploi; nous faisons donc une estimation et nous leur versons des prestations d'assurance-chômage pour un montant approximatif. Une fois que nous recevons toute la documentation, il peut y avoir parfois de légères différences, et c'est là l'origine des trop-payés. Il peut y avoir des paiements en trop parce que les prestataires sont censés remplir une déclaration de prestataire toutes les semaine—en fait ils l'envoient toutes les deux semaines—, et ils peuvent mal comprendre. Nous découvrons les erreurs plus tard et établissons le paiement fait en trop, qui est déduit des prestations ultérieures.

• 1140

In more rare cases, they could be caused by claimants who intentionally tell us untruths about whether they are working or not. We continue to pay and later we do catch up with those claimants when we check our records against Revenue Canada's records and against records of employment that come in later.

Dans des cas plus rares, la cause peut être une déclaration délibérément fausse du prestataire, qui prétend ne pas travailler. Nous continuons de payer et nous découvrons la réalité plus tard en comparant nos dossiers à ceux de Revenu Canada et aux déclarations d'emploi qui nous parviennent plus tard.

In that respect we establish around \$250 million worth of overpayments a year and we collect back, right now, about \$200 million. So we do have an ongoing program of establishing overpayments, recouping them from subsequent benefits, and also we have a collection process. Mostly we collect what we establish. We write off very little; we collect about 97% of everything we establish.

Mrs. Anderson: I know so many who ask what is going to happen to the unemployed who are not going to be collecting due to the new unemployment insurance. However, as I understand it, unemployment insurance has always been designed as income support, and it is still available to provide support to those who are unemployed and cannot take a retraining course. That will be there. Is it about 10% of the current money that will be used for training? Is this roughly it?

Mr. Wyman: I think under Bill C–21, if that goes into effect, it is still quite true that probably about 85% of the funding would still be going for income support, income replacement.

Mrs. Anderson: Yes.

Mr. Wyman: As you may recall, one of the provisions the government proposed in Bill C-21 was to limit the percentage that could be paid out in the form of training and the developmental uses under the UI account to, I think, a maximum of 15%. So the other 85% would still be there, of course, for the basic social safety net features of the UI program.

Mrs. Anderson: Yes. Our area certainly has had very high employment. We do not have that difficulty. But certainly with people who do lose their jobs, it usually is because of a change in technology or a company is changing completely, and it is very important to get those people back into the work force. Because of Bill C-21 not going through, has this been affecting these people?

Mr. Wyman: Perhaps Mr. Mulder or Madam Jean would want to speak to that, but basically the fact that the bill has not gone through has substantially reduced the funding that would otherwise be available to facilitate the more proactive programming and so on. It is not a question of a freeze, but it is a question of less funding being available in relation to the increasing demands for retraining.

Mrs. Anderson: I know that the Canadian Jobs Strategy is not quite the same as the Labour Force Development Strategy, but has some of the Canadian Jobs Strategy been affected by the fact that we have not had any extra funding to go into that?

Mr. Mulder: Not directly, in a sense. But the scheme was that if Bill C-21 went through, some of the payments we make now for people who are unemployed would be funded out of the Unemployment Insurance Program and that would free up some resources for the Canadian Jobs Strategy.

For example, there has been a great deal of increased demand for apprenticeships. Not only do we allow people who are in apprenticeships to claim income support from unemployment insurance, which we would pay for out of the

[Translation]

Nous découvrons ainsi chaque année que nous avons payé environ 250 millions de dollars en trop et nous en récupérons actuellement près de 200 millions. Nous avons donc un programme continu de détermination des paiements faits en trop, de récupération sur les prestations ultérieures et également de recouvrement. En général, nous récupérons tout ce que nous déterminons avoir payé en trop. Nous passons rarement les paiements faits en trop aux profits et pertes, nous en récupérons environ 97 p. 100.

Mme Anderson: Beaucoup de personnes demandent ce qui arrivera aux chômeurs qui ne pourront obtenir de prestations à cause de la nouvelle loi sur l'assurance-chômage. Si je comprends bien, l'assurance-chômage était au départ un soutien de revenu, qui sera toujours disponible pour les chômeurs qui ne peuvent se recycler. Le programme existera toujours. Quel pourcentage des fonds sera consacré à la formation? Environ 10 p. 100?

M. Wyman: Je crois qu'en vertu du projet de loi C-21, s'il entre en vigueur, environ 85 p. 100 des fonds seront toujours consacrés au soutien ou au remplacement du revenu des prestataires.

Mme Anderson: Oui.

M. Wyman: Si vous vous souvenez bien, le gouvernement, dans le projet de loi C-21, proposait de limiter à 15 p. 100 au plus le pourcentage d'argent consacré à la formation et au développement. Il en restera donc toujours 85 p. 100 pour l'aspect filet de sécurité sociale du programme d'assurance-chômage.

Mme Anderosn: Oui. Notre région a certainement un très haut taux d'emploi. Nous ne connaissons pas ce problème. Mais il y a aussi des gens qui perdent leur emploi, habituellement à cause de changements technologiques ou de restructurations d'entreprises. Il est très important que ces gens reviennent dans la main-d'oeuvre active. Est-ce que le fait que le projet de loi C-21 n'est toujours pas adopté leur nuit?

M. Wyman: M. Mulder ou M^{me} Jean voudront peut-être répondre à cette question. Je préciserai que le fait qu'on n'ait pas adopté le projet de loi a substantiellement réduit le financement nécessaire à certains programmes proactifs. Il ne s'agit pas d'un gel du financement, mais il y a moins d'argent disponible à un moment où la demande de recyclage augmente.

Mme Anderson: Je sais que la Planification de l'emploi n'est pas tout à fait la même chose que la Stratégie de mise en valeur de la population active, mais le premier de ces programmes a-t-il été touché par l'absence d'argent supplémentaire?

M. Mulder: Pas directement. Mais si le projet de loi C-21 avait été adopté, certains versements faits actuellement à des chômeurs auraient été financés par le Programme d'assurance-chômage, ce qui aurait libéré certaines ressources pour la Planification de l'emploi.

Il y a, par exemple, eu une augmentation de demandes d'apprentissage. En plus de permettre aux apprentis de faire une demande de soutien de revenu auprès de l'assurance-chômage, dont les fonds proviendraient du fonds de

unemployment insurance account, but we also pay for their training. But we have run out of money. So the government indicated they are prepared to put more money into apprenticeship, and without Bill C-21 we simply do not have the resources to put that money in there.

Mrs. Anderson: I am sorry to hear that because in our area—and you might be interested—the Canadian Jobs Strategy with the pilot project of the innovations has been extremely successful. We started out a year and a half ago with one community college, now we have nine; one school board, we now have 14; we started with 40 students, we now have 1,400. They are competing now amongst 5,000 Americans and then they will go to the international competitions. This has created tremendous interest in technical training.

Mr. Mulder: Right.

Mrs. Anderson: I cannot speak more highly about it. It is very successful. And I would hate to see that program cut back because of the lack of funding.

• 1145

Mr. Mulder: We will try not to cut it back, but there certainly is a question as to how much we can afford to increase that in the future. ith a constant budget currently at \$1.775 billion, there is more demand for it. We just do not have an extra source of money.

Mrs. Anderson: That is a very good program. Thank you very much.

Le président: Certains membres du Comité m'ont fait part de leur intention de déposer une motion ce matin. Étant donné que nous avons le quorum, les députés pourraient proposer cette motion dès maintenant.

Mr. Fontana: Can we not have a second round with respect to the employment part before we get into discussion of that other report?

Le président: Il faut s'assurer d'avoir le quorum. Les députés préfèrent peut-être proposer. . .

Mr. Fontana: It is not the responsibility of the opposition to make sure that the quorum exists. I can tell you that we will be co-operative, we want to review that document, but I had some additional questions of the witnesses with respect to these important estimates. I do not think it is going to take that much time.

M. Jourdenais (La Prairie): Je suis censé proposer qu'on siège à huis clos. Je ne veux pas renvoyer de force les gens qui sont venus et qui représentent bien le gouvernement. Je veux qu'ils continuent à faire leur beau travail et à nous dire comment ils le font. Je suis ici jusqu'à 13 heures et ensuite je disparaîtrai.

Le président: Est-ce que cela convient aux membres du Comité?

M. Jourdenais: J'ai une question à poser à M. Mulder. J'ai hâte de la lui poser.

Mr. Mulder: We are flexible; we can leave now or leave later.

[Traduction]

l'assurance-chômage, nous payons pour leur formation. Et nous manquons maintenant d'argent. Le gouvernement s'est montré prêt à injecter davantage de crédits dans les stages d'apprentissage, mais sans le projet de loi C-21, nous n'avons tout simplement pas suffisamment de ressources.

Mme Anderson: J'en suis bien désolée, car dans notre région, vous serez sans doute intéressé d'apprendre que la Planification de l'emploi avec le projet pilote d'aide à l'innovation a été un franc succès. Il y a un an et demi, un seul collège communautaire participait et il y en a maintenant neuf; il n'y avait qu'une seule commission scolaire, et il y en a maintenant 14; nous avons commencé avec 40 étudiants, et il y en a maintenant 1,400. Ils font actuellement concurrence à 5,000 Américains et seront prêts ensuite pour les concours de niveau international. Le programme a suscité beaucoup d'intérêt pour la formation technique.

M. Mulder: Exact.

Mme Anderson: Je ne peux que louer ce programme. C'est une véritable réussite. Je ne voudrais surtout pas qu'on le supprime faute d'argent.

M. Mulder: Nous allons essayer de ne pas supprimer ce programme, mais on peut certainement se demander si nous pourrons l'augmenter à l'avenir. Avec un budget constant qui s'élève actuellement à 1,775 milliard de dollars, la pression de la demande est forte. Nous n'avons pas de source d'argent supplémentaire.

Mme Anderson: C'est un excellent programme. Merci beaucoup.

The Chairman: Some members of the Committee have told me that they wanted to present motions this morning. Since we have a quorum now, the members could present their motions now.

M. Fontana: Ne pouvons-nous pas passer à une deuxième ronde de questions sur l'emploi avant de commencer à parler de l'autre rapport?

The Chairman: We have to make sure that we have a quorum. Some members may prefer to present...

M. Fontana: Il ne revient pas à l'opposition de veiller à ce qu'il y ait quorum. Je peux vous assurer que nous allons collaborer, nous voulons examiner ce document, mais j'ai d'autres questions à poser aux témoins au sujet du budget. Je ne crois pas que cela prendra beaucoup de temps.

Mr. Jourdenais (La Prairie): I was supposed to move that we proceed in camera. I would not want to throw out people who have come here and who represent the government very well. I want them to continue their good work and tell us how they do it. I will be here until 1:00pm and then I will leave.

The Chairman: Is this agreeable to other members of the Committee?

Mr. Jourdenais: I have a question for Mr. Mulder. I cannot wait to ask him.

M. Mulder: Pas de problème, nous pouvons vous quitter maintenant ou plus tard.

Mr. Jourdenais: Mr. Mulder, do not run away, we like to have you here.

I have a question that does not have too much to do with the estimates. If I recall, when you were named in this position, you were in front of the committee. At that time I asked you a question and you gave me a straight answer. I would like to know how you feel today about what I asked you. I will remind you, I am sure—

Mr. Mulder: I remember the question. It was a good question.

Mr. Jourdenais: So I would like to know what your reaction is now. You have been there two years now, I believe.

Mr. Mulder: Two and a half years.

Mr. Jourdenais: Two and a half years. I am a happy man and a lucky man, I often meet the former deputy minister. He lives five houses from my place—

Mr. Mulder: Mr. Lussier?

Mr. Jourdenais: I told him many times he should come and live in my riding.

Some hon. members: Oh, oh!

Mr. Jourdenais: He took me up on it and we are the best of friends. I asked him that question at the time, and I am asking you this question again. I know you remember the question, because you just mentioned you do—

Mr. Mulder: You might want to remind the other members, they were not there.

M. Jourdenais: C'est cela.

What is your title right now?

Mr. Mulder: Vice-chairman, yes.

Mr. Jourdenais: You were vice-chairman of the insurance commission, and I asked you how you could endorse or have two occupations that are in conflict of interest. You told me that if you saw it was causing conflict of interest you would resign.

I walked out, right away. That was the answer I wanted to know. Tell me today, how do you feel about it?

Mr. Mulder: Well, I have not run into any conflict of interest in exercising my duties, sir.

Mr. Jourdenais: I was expecting this answer. I did ask the former deputy minister, how can one

porter deux chapeaux complètement contraires l'un à l'autre. Vous êtes très bien dans votre occupation à la Fonction publique, et c'est vous qui donnez des ordres à la Commission d'assurance-chômage. Si vous vous demandez à vous-même de faire quelque chose, vous allez le faire. Vous ne trouvez pas qu'il y a là un conflit d'intérêts?

Mr. Mulder: But when we had that discussion, I think I mentioned at the beginning that my appointment is within the set-up of the Employment and Immigration Commission, where the Cabinet and the government at large, certainly

[Translation]

M. Jourdenais: Monsieur Mulder, restez, nous avons encore besoin de vous.

J'ai une question qui ne porte pas vraiment sur le budget. Si je me souviens bien, lorsqu'on vous a nommé à ce poste, vous avez comparu devant le comité. À l'époque, je vous ai posé une question, et vous m'avez répondu bien franchement. J'aimerais connaître vos sentiments actuels sur la question que je vous ai posée à l'époque. Je veux bien vous rappeler, bien sûr. . .

M. Mulder: Je me souviens de la question. C'était une bonne question.

M. Jourdenais: Je voudrais connaître votre réaction maintenant. Cela fait deux ans, je crois.

M. Mulder: Deux ans et demi.

M. Jourdenais: Et j'ai bien de la chance puisque j'ai souvent l'honneur de rencontrer l'ancien sous-ministre. Il habite à cinq maisons de chez moi. . .

M. Mulder: M. Lussier?

M. Jourdenais: Je lui ai dit bien souvent qu'il devrait déménager dans mon comté.

Des voix: Oh, oh!

M. Jourdenais: Il m'a pris au mot, et maintenant nous sommes de très bons amis. Je lui ai posé cette question à l'époque et je vous la demande maintenant. Je sais que vous vous en souvenez, parce que vous venez de le dire. . .

M. Mulder: Vous voudrez sans doute la rappeler aux autres membres qui n'étaient pas ici.

Mr. Jourdenais: Exactly.

Quel est votre titre actuel?

M. Mulder: Vice-président.

M. Jourdenais: Vous étiez vice-président de la Commission d'assurance-chômage, et je vous ai demandé comment vous pouviez occuper deux postes qui pourraient être en conflit d'intérêt. Vous m'avez déclaré que si vous vous aperceviez d'un conflit d'intérêt, vous démissionneriez.

Je m'en suis tenu là. C'est la réponse que je voulais obtenir. Aujourd'hui, que pensez-vous?

M. Mulder: Eh bien, je n'ai pas encore vu de conflit d'intérêts dans l'exercice de mes fonctions, monsieur.

M. Jourdenais: Je m'attendais à cette réponse. J'avais demandé à l'ancien sous-ministre,

how one can wear two hats that are so completely opposite to one another. You do very well in your functions in the Public Service, and you give orders to the Employment Insurance Commission. Of course, if you ask yourself to do something, you will do it. Do you not think there is a conflict of interests?

M. Mulder: Lorsque nous en avions discuté, je crois avoir précisé au début que ma nomination se faisait dans le cadre de l'établissement de la Commission de l'emploi et de l'immigration, et que c'était le Cabinet et le gouvernement,

Parliament, decides what the major policy should be for unemployment insurance and other programs that we do. So it is not for me to decide what the overall policy direction should be. Within that, then, the four commissioners have the authority to execute according to those decisions.

Now, I think the point you raised at that time, Mr. Jourdenais, is what would happen if I were asked to do things I personally did not agree with. I said that if it came to that I would have to quit, much the same as any person would do. If I were asked to do something I violently disagreed with or found objectionable, I would have no choice but to quit. So that is where the conflict of interest comes in.

• 1150

In the two and a half years that I have been in the Unemployment Insurance Commission, we have done a lot of good things. We have developed a whole new set of training initiatives. We have made the Canadian Jobs Strategy more flexible. We have increased the number of immigrants significantly. We have increased the number of refugees, and implemented our new Bill C-55 refugee processing system. We have increased the amount of money for a whole variety of things like language training, Community Futures, and so on. Those are all things I support, so I have seen nothing that we find objectionable.

I cannot speak for the other commissioners, particularly Mr. Doyle, who is there for business, and Mr. Boudreau, who is there for the workers, but the government and Parliament decides what the policies are. It is not for the commission to decide.

Mr. Jourdenais: I would probably not agree with you about a couple of things you said you had done very well; for instance, Bill C-55. But you are not here to discuss Bill C-55, and eventually Bill C-55 will probably have to be changed.

Mr. Mulder: Yes, perhaps.

Mr. Jourdenais: We have seen what is happening in the courts. I hope I do not have to say I told you so. Anyway, thank you very much, and keep doing the good work.

Mr. Mulder: Thank you.

Mr. Worthy (Cariboo—Chilcotin): A few months back we had the opportunity to have a couple of managers in who were conducting pilot programs on a proactive approach to getting people back into the work force. If I remember right, one was from Montreal and the other was from Sudbury. Could you give us an update as to your experience with these and what your plans are to expand on them?

Mr. Mulder: It is called the Claimant Re-employment Strategy.

Ms Jean: We explained that we were doing insurance and employment together. We are also improving the linkages between our employment staff and our UI staff.

[Traduction]

certainement le Parlement, qui prenaient les grandes décisions pour tout ce qui touche l'assurance-chômage. Ce n'est donc pas à moi de décider de l'orientation générale de nos politiques. Les quatre commissaires ont l'autorité nécessaire pour mettre en application les décisions prises à un autre palier.

Je crois que ce que vous me demandiez à l'époque, monsieur Jourdenais, c'est ce qui arriverait si l'on me demandait de faire quelque chose qui ne me convenait pas personnellement. J'ai répondu que si cela se produisait, il me faudrait démissionner, comme le ferait n'importe qui. Si l'on me demandait de faire quelque chose que je désapprouvais profondément ou qui serait à mon avis inacceptable, il ne me resterait plus qu'à démissionner. C'est là qu'intervient le conflit d'intérêts.

Au cours des deux années et demie que j'ai passées à la Commission de l'assurance-chômage, nous avons fait beaucoup de bonnes choses. Nous avons créé toute une série de programmes de formation. Nous avons assoupli la Planification de l'emploi. Nous avons augmenté sensiblement le nombre d'immigrants. Nous avons augmenté également le nombre de réfugiés et nous avons mis en vigueur le nouveau système de traitement des demandes de statut de réfugié prévu par le projet de loi C-55. Nous avons augmenté les crédits d'une série de programmes comme la formation linguistique, le développement des collectivités, etc. Tous ces programmes sont bons à mes yeux, et je ne vois rien à y redire.

Je ne peux parler au nom des autres commissaires, particulièrement M. Doyle, qui représente les entreprises et M. Boudreau, qui représente les travailleurs, mais c'est le gouvernement et le Parlement qui décident des politiques, non la commission.

M. Jourdenais: Je ne suis pas d'accord avec vous sur l'efficacité de certains programmes, par exemple, le projet de loi C-55. Mais nous ne sommes pas ici pour en parler, mais il faudra sans doute le modifier un jour.

M. Mulder: C'est possible.

M. Jourdenais: Nous avons vu ce qui se passe devant les tribunaux. J'espère que je n'aurai pas à vous dire: «Je vous avais prévenu». De toute façon, merci beaucoup, continuez votre bon travail.

M. Mulder: Merci.

M. Worthy (Cariboo—Chilcotin): Il y a quelques mois, nous avons reçu des administrateurs de programmes pilotes utilisant des méthodes dynamiques de réintégration des gens à la population active. Si je me souviens bien, l'un venait de Montréal et l'autre, de Sudbury. Pouvez-vous faire le point sur ces expériences et nous dire quels sont les projets d'expansion?

M. Mulder: Il s'agit de la Stratégie de réemploi des prestataires d'assurance-chômage.

Mme Jean: Nous avons expliqué qu'il s'agissait d'un programme d'assurance et d'emploi en même temps. Nous améliorons également les liens entre le personnel de l'emploi et de l'assurance-chômage.

The Claimant Re-employment Strategy is actually going very well. We had a meeting for managers in Edmonton about a month and a half ago. There were 32 of them. This year we want to go with full implementation. When you start to do that, you must have some system in place, redo some of your front end, and train some people.

I think everything is going pretty well. I was visiting a CEC in Charlottetown yesterday. That has been a lead site, and the staff is very enthusiastic. They feel they are providing very good service to claimants, helping them to understand our program and our services, helping them earlier in their claim. One of the objectives of the Claimant Re-employment Strategy is to provide information and guidance earlier in the claim.

So from the comments we have now, the claimant, globally speaking, feels very happy with the process. Some of them have been sent on training; some have been helped in looking for jobs. So I think it is going very well. We will have more. Our data should be available one year from now, because we are looking at what is happening and we have some performance indicators and things like that.

Mr. Worthy: Is your objective to end up having all offices operating this way?

Ms Jean: Yes, but this time we have tried in our implementation strategy to leave some flexibility in the region and at the local level so others can add the strategy to their labour market. We are trying to continue with the mind-set of having the manager and the region telling us what is needed and when they will be ready to implement. They are providing us with action plans, and we have a committee to co-ordinate that in NHQ. Some of our DGs are meeting frequently on that to monitor the process. Our idea is to have all offices, maybe one year from now, operating in that manner.

• 1155

With the bill it will be better. We will have more service and programs to offer on our menu, because we will be able to provide more money for training through subsection 26.(1).

Mr. Worthy: Actually, over a year we can expect to see some form of this in all of the offices.

Ms Jean: Yes. I think the Quebec region is well advanced in the process. In some regions they started later, because they did not have in place all the systems necessary to do it.

Mr. Worthy: One of the managers had indicated an interesting sideline of it. People who have actually left work not wanting to go back to work—and we know there are some in the system like that—got caught up in this and found they were having to spend far too much time trying to find work; they ended up sort of voluntarily dropping out of UI. Do you have any measurement on how significant that number is?

[Translation]

La Stratégie de réemploi des prestataires d'assurancechômage fonctionne très bien. Nous avons eu une réunion des directeurs à Edmonton il y a environ un mois et demi; 32 étaient présents. Cette année, nous voulons l'application complète du programme. Pour ce faire, il faut mettre sur pied des structures, préparer le personnel qui rencontre les prestataires et former des gens.

Je crois que tout va assez bien. Hier, j'ai visité le Centre d'emploi de Charlottetown. C'est l'un des endroits où cela a commencé, et le personnel est très enthousiaste. Il estime offrir un très bon service aux prestataires, les aider à comprendre notre programme et nos services et ce, suffisamment tôt. En effet, l'un des objectifs de la Stratégie de réemploi des prestataires d'assurance-chômage est de renseigner et d'orienter les prestataires le plus tôt possible.

D'après les commentaires que nous avons reçus, les prestataires sont en général très satisfait du programme. Nous en avons envoyé certains en formation et avons aidé d'autres à se trouver un emploi. Je crois donc que tout va très bien. Nous allons continuer. Nous devrions avoir des données dans un an parce que nous observons la situation et que nous recueillons des données sur le rendement du programme.

M. Worthy: Entendez-vous étendre ce programme à tous les bureaux d'emploi?

Mme Jean: Oui, mais dans notre statégie de mise en oeuvre, nous avons conservé la souplesse nécessaire pour qu'au niveau régional et local, les bureaux puissent ajouter cette stratégie à leur marché de l'emploi. Nous voulons continuer, mais en laissant le directeur et la région nous dire ce dont ils ont besoin et le moment où ils seront prêts à appliquer cette stratégie. Ils nous fournissent des plans d'action, et nous avons un comité de coordination à la direction générale. Certains directeurs régionaux se réunissent fréquemment pour évaluer le processus. Notre idée est que peut-être d'ici un an, tous les bureaux fonctionnent ainsi.

Ce sera plus facile une fois que le projet de loi sera adopté. En effet, nous serons alors en mesure d'offrir une gamme plus variée de services et de programmes puisque le paragraphe 26(1) prévoit un financement accru au titre de la formation.

M. Worthy: En fait, d'ici un an, on peut s'attendre à ce que cette formule, sous une forme ou une autre, soit utilisée dans tous les bureaux.

Mme Jean: Oui. Je pense que la région du Québec est déjà bien engagée dans cette voie. Dans d'autres régions, on a commencé plus tard, faute d'avoir déjà en place les mécanismes nécessaires.

M. Worthy: L'un de nos gestionnaires nous a signalé des retombées intéressantes. Certains qui auraient quitté le travail sans avoir l'intention d'y retourner—et nous savons tous qu'il y a des gens comme cela—se font prendre dans un engrenage et constatent qu'ils consacrent beaucoup trop de temps à essayer de trouver du travail; ils finissent par abandonner volontairement leur droit à l'assurance-chômage. Avez-vous une idée du nombre que cela peut représenter?

Ms Jean: We are going to have some numbers, but we do not have that now because of the data-gathering. In some areas we have 32 lead sights. In some areas the clientele is actually too small to be able to reflect an average. Ken, would you would like to add something?

Mr. Wyman: As Madam Jean said, I think it is too early to say what the quantitative results will be. But we can say, based on the lead sight experiences, that the general reaction of our clientele and our staff—both employment and insurance—has been very positive. It is in Quebec that we have had the most concrete results. The region has done some analysis and it shows also that there has been a definite saving to the UI account from what has been going on there. They started a bit earlier in Quebec, so we have a bit more data there.

Mr. Worthy: It is an interesting side effect, is it not? You start off with a program for all the proactive reasons. A side effect is that you in fact eliminate some of the abuses of the system. I find that quite interesting.

You made a comment that until Bill C-21 is passed it will have some impact on the effectiveness of these. That leads into the second question I had in terms of impact. Where are Canadians suffering the most? Where are we seeing the problems because of the lack of Bill C-21?

Mr. Mulder: I think probably the biggest area right now in which we are being held back is where unemployed people would like to go on to specific training courses to upgrade their skills or to develop new skills. For example, we are being held back in apprenticeship areas. There may also be people who want to go to a designated course, say, to become maître d'hôtels or to help run hotels or whatever. People in manufacturing sectors. . . Those are the areas.

Specifically, the Skills Shortages Program and the Canadian Jobs Strategy are running out of money; it is particularly section 26 of the unemployment insurance account, where we make funds available for unemployed people to go on training. Those are the two areas that are currently feeling most of the pressure.

We thought some time during the course of the first six months of this year we would get Bill C-21. The regions had been allocating a fair amount of money to those, so we have used up a fair amount of money currently this year. We are rapidly running out. Indeed, in some regions we have run out of those funds, because they are not being replenished. We took a risk that money would be coming further down the road; since it has not come yet, we have to slow down in a number of areas where we really would have liked it.

Mr. Fontana: Mr. Mulder, with all due respect, while you would like to blame the non-passage of Bill C-21 for all the ills of the unemployment insurance and employment programs and everything else, I think one of your colleagues... The facts are that over the past four years there have not been the resources allocated to job development and job training—

[Traduction]

Mme Jean: Nous aurons les chiffres, mais plus tard, lorsque nous aurons fini de les recueillir. Dans certaines régions, nous avons 32 projets pilotes. Dans d'autres, la clientèle est vraiment trop peu nombreuse pour nous permettre de faire une moyenne. Ken, voulez-vous ajouter quelque chose?

M. Wyman: Comme l'a dit M^{me} Jean, il est encore trop tôt pour donner des résultats quantitatifs. Toutefois, nous pouvons affirmer que la réaction générale de notre clientèle et de notre personnel—à la fois à l'emploi et à l'assurance-chômage—est très positive. C'est au Québec, que nous avons obtenu les résultats les plus concrets. La région a déjà effectué des analyses qui révèlent des économies très appréciables au titre du fonds de l'assurance–chômage. Le programme a démarré plus tôt au Québec; nous avons donc plus de données.

M. Worthy: C'est un effet indirect intéressant, n'est-ce pas? Vous mettez en place un programme en vue d'atteindre des objectifs louables. Indirectement, vous vous trouvez en fait à éliminer certains abus. C'est vraiment très intéressant.

Vous avez mentionné que ces mesures seront moins efficaces tant que le projet de loi C-21 ne sera pas adopté. Dans cette optique, j'aimerais vous demander une deuxième question sur les conséquences. Qu'est-ce qui est le plus grave pour les Canadiens? Quels sont les problèmes qui découlent du fait que le projet de loi C-21 n'est pas en vigueur?

M. Mulder: Je pense que le plus grave probablement à l'heure actuelle, c'est le cas des chômeurs qui aimeraient suivre un cours précis afin de se perfectionner ou d'acquérir de nouvelles compétences. Par exemple, nous prenons du retard dans les stages d'apprentissage. Il y a également ceux qui voudraient suivre un cours précis, par exemple pour devenir maître d'hôtel ou gérer un hotel, etc. Ensuite il y a ceux du secteur de la fabrication.

Le financement du Programme relatif aux pénuries de main-d'oeuvre et de la Planification de l'emploi est presque épuisé; c'est surtout vrai en ce qui concerne le financement disponible au titre de la formation des chômeurs aux termes de l'article 26. Ce sont les deux plus grands secteurs qui subissent des contraintes à l'heure actuelle.

Nous pensions qu'au cours des six premiers mois de cette année, le projet de loi C-21 serait adopté. Les régions ont attribué des sommes assez considérables à ces secteurs; c'est pourquoi maintenant nous sommes déjà un peu à court. Nous allons bientôt manquer d'argent. En fait, dans certaines régions, nous manquons déjà de fonds à cette fin. Nous avons tablé sur le fait que ce financement viendrait, mais il n'est pas encore venu, et il nous faut maintenant mettre un terme à certaines dépenses dans des domaines où nous voulions vraiment faire quelque chose.

M. Fontana: Monsieur Mulder, il vous plairait sans doute d'expliquer toutes les lacunes de l'assurance-chômage et des programmes d'emploi par le retard mis à adopter le projet de loi C-21; je me permettrai pourtant de vous signaler qu'un de vos collègues... En réalité, au cours des quatre dernières années, vous n'avez pas accordé au développement de l'emploi et à la formation les ressources...

Mr. Fontana: —and that is unfortunate. There is a lot of catching up to do, and while we agree that the thrust has to be on employment and training to deal with people, I think most of the people want to work. But in terms of trying to deal with the human dimensions of this—and you talked about CJS funding—anticipating that Bill C-21 will pass, can you tell me why on page 223 of the estimates total CJS funding will decline by something like \$40.2 million?

Perhaps I will ask my questions at the outset and then you can answer, because I am sure the chairman will cut me off as soon as I do that.

With respect to the job entry programs and job development programs, you review the effectiveness of those programs and their participants to determine how efficient and effective those programs are. According to your estimates those evaluation programs are being dropped, and you will not be doing as many follow-up surveys with the participants as you have done in the past. Could you comment on that?

Second, with respect to labour statistics and the funding through the CJS budget, the Auditor General indicated that the linkage between the labour statistics information to the regions and the funding of CJS was not as co-ordinated as it could have been, nor was it very sensitive to regional requirements.

What sort of improvements have been made with respect to providing those CEC regional managers with information from the labour statistics part so they can better plan training programs, job development programs, apprenticeship programs and so on? I want to know if the internal mechanisms have been tightened up.

Mr. Mulder: Perhaps I can call on Mr. Braiter to provide some of the details, particularly about the financial allocations to CJS. In terms of the labour force statistics and so on, we have been conscious about making sure we have more detailed statistical data available for all our local offices.

We have made a number of improvements in the last couple of years, both on our own and because of the Auditor General. Michèle Jean has had a team working with the regions to continue to improve our labour market information, including computerizing a lot of it. The information we get from Statistics Canada would be automatically fed into a system that would provide our local offices with a detailed regional or subregional breakdown of a lot of Statistics Canada information that is gathered.

In terms of the job entry and job development evaluations, we are continuing to do, at least for the time being, the 3-month and 12-month surveys. With respect to the follow-ups, we are in the process of completing overall evaluations of the job entry and job development programs.

Mr. Fontana: I am sorry, did you say you will continue to do the 12-month evaluation?

Mr. Mulder: No, just 3-month surveys. There was some difficulty with the 12-month survey. We eliminated it because of the cost involved and because the data was not significantly different. The only thing we are considering right now is

[Translation]

M. Fontana: ...et c'est malheureux. Il y a beaucoup de rattrappage à faire, et bien que nous acceptions qu'il faille mettre l'accent sur l'emploi et la formation, je pense que la plupart des gens veulent travailler. Quant aux dimensions humaines—vous avez parlé du financement de la planification de l'emploi—puisque vous pensiez que le projet de loi C-21 serait adopté, pouvez-vous m'expliquer pourquoi à la page 2-26 des prévisions budgétaires, le financement global au titre de la planification de l'emploi a diminué de quelque 40,2 millions de dollars?

Peut-être puis-je poser mes questions, et vous y répondrez ensuite, car je suis persuadé que le président va me couper la parole aussitôt mes questions posées.

En ce qui concerne les programmes d'intégration professionnelle et de développement de l'emploi, vous faites le suivi afin de déterminer l'efficience et l'efficacité de ces programmes. Si j'ai bien compris les prévisions budgétaires, vous abandonnez ces évaluations de programmes, et le suivi des participants ne sera plus fait comme par le passé. Pourquoi?

Deuxièmement, en ce qui concerne les statistiques sur le marché du travail et le budget de planification de l'emploi, le vérificateur général a relevé un manque d'adaptation aux besoins régionaux et un manque de coordination entre ces deux aspects.

Quelles dispositions avez-vous prises afin d'améliorer les renseignements sur le marché du travail que vous fournissez aux directeurs régionaux des CEC afin de leur permettre une meilleure planification des programmes de formation, de développement de l'emploi et des programmes d'apprentissage? J'aimerais savoir si vous avez resserré les mécanismes internes.

M. Mulder: Peut-être puis-je demander à M. Braiter de vous fournir certains détails, surtout en ce qui concerne le financement de la planification de l'emploi. En ce qui concerne l'information sur le marché du travail, nous sommes conscients du fait qu'il nous faut faire parvenir à tous nos bureaux locaux des données statistiques plus détaillées.

Nous avons apporté plusieurs améliorations ces dernières années, de notre propre initiative et à l'instigation du vérificateur général. M^{me} Michèle Jean dirige une équipe qui travaille en collaboration avec les régions à améliorer notre information sur le marché du travail et à l'informatiser: les données que nous recevons de Statistique Canada seront automatiquement envoyées à nos bureaux locaux en même temps qu'une ventilation régionale ou sous-régionale d'une grande partie des données de Statistique Canada.

En ce qui concerne l'évaluation des programmes d'intégration professionnelle et de développement de l'emploi, nous continuons, du moins pour le moment, de faire les enquêtes tous les trois mois et tous les 12 mois. En ce qui concerne le suivi, nous terminons une évaluation globale des programmes d'intégration professionnelle et de développement de l'emploi.

M. Fontana: Je regrette, avez-vous dit que vous continuez de faire les évaluations tous les 12 mois?

M. Mulder: Non, uniquement tous les trois mois. Nous avons éprouvé quelques difficultés en ce qui concerne l'enquête de suivi de 12 mois. Nous y mettons fin à cause du coût, et parce que les données ne diffèrent pas de façor

whether or not to drop it for the next year or so, largely because we hope we will have a new Canadian Jobs Strategy in place some time this fall or early next year—and I hate to remind the member again—if Bill C-21 goes through. So why keep assessing or evaluating a program that we know should have a number of changes?

Since we already know where the good parts and bad parts of the Canadian Jobs Strategy are, we decided to save some money and hold it until the new jobs strategy is in place.

Mr. Braiter will comment on your first question, which was why, if the budget is the same, the estimates show it as having declined.

Mr. Braiter: There are two factors. First, the 1990-91 estimates do not include moneys that were being held up in a Treasury Board vote which would show up in their main estimates for—

Mr. Fontana: How much is that?

Mr. Braiter: —the Challenge Program or the Youth Employment Program. It is \$180 million. That shows up as footnote no. 1 on page 2–21, which is the page before the one you were referring to.

• 1205

The other thing is that we also could not include moneys we were waiting for decisions on regarding language training for immigrants, and last week in the supplementary estimates in the House you will see about \$50 million added on. When you add those together you will see that what Mr. Mulder has been saying is very true. Our levels this year are virtually the same as last year; a little over, actually.

Mr. Fontana: Finally, about the Challenge Program you talked about—because that is a very big concern, especially in light of the fact that as we try to deal with high school and those people who have essentially left school and we are trying to nip them in the bud as opposed to turning them into long—term recipients of some sort of social assistance, welfare, or what have you—could I ask you why that budget was severely slashed?

Mr. Mulder: On the overall program for youth, we help a lot of people under 25 throughout the Canadian Jobs Strategies. About \$700 million worth goes to youth, people between the ages of roughly 16 and 25. Within that we have an overall youth allocation specifically tailored towards youth, and that budget has gone up in total from \$180 million about two fiscal years ago to \$218 million.

Within that is the Challenge budget. It is particularly to SEED, the Summer Employment/Experience Development Program. It is a long, complicated title. I do not know who dreamed it up. Anyway, it is called SEED for short. That budget has been reduced.

[Traduction]

marquée. Nous songeons actuellemnt à abandonner complètement l'enquête au cours de la prochaine année tout simplement parce que nous espérons d'ici l'automne ou dès le début de l'an prochain, avoir en place un nouveau programme de planification de l'emploi—cela me gêne de vous le rappeler—si le projet de loi C-21 est adopté. Pourquoi continuer l'évaluation d'un programme que nous savons appelé à changer de façon considérable?

Puisque nous connaissons déjà les points forts et les points faibles de la planification de l'emploi, nous avons décidé de faire des économies et d'attendre la mise en place d'un nouveau programme.

M. Braiter répondra à votre première question: si nous avons maintenu le budget, pourquoi les prévisions budgétaires indiquent–elles une diminution?

M. Braiter: Il y a deux facteurs. Tout d'abord, ne figurent pas au budget des dépenses principales de 1990-1991 les sommes prévues d'un crédit du Conseil du Trésor qui devrait apparaître dans ses prévisions budgétaires au titre de. . .

M. Fontana: Combien?

M. Braiter: . . . le Programme Défi ou le Programme d'emploi des jeunes. Il s'agit de 180 millions de dollars. C'est à la note 1, page 2-24, la page qui précède celle que vous citiez.

En outre, nous n'avons pas non plus pu inclure des sommes destinées à la formation linguistique des immigrants, faute d'une décision; et à ce titre, 50 millions de dollars ont été ajoutés dans les prévisions supplémentaires présentées à la chambre la semaine dernière. Et si vous faites le calcul, vous constaterez que ce que dit M. Mulder est tout à fait juste. Nos budgets de cette année sont à toutes fins utiles au même niveau que l'an dernier; un peu supérieurs en fait.

M. Fontana: Enfin, en ce qui concerne le programme Défi dont vous avez parlé—puisque nous essayons d'aider les jeunes du secondaire et ceux qui ont essentiellement décroché afin d'éviter qu'ils ne se transforment en prestataires à vie de l'assistance sociale, du bien-être social ou que sais-je—pourriez-vous m'expliquer pourquoi on a de beaucoup réduit le budget?

M. Mulder: En ce qui concerne les programmes destinés aux jeunes, nous avons recours à la planification de l'emploi pour aider un grand nombre de jeunes de moins de 25 ans; en fait 700 millions de dollars de ce programme sont consacrés aux jeunes d'environ 16 ans à 25 ans. Nous avons plus particulièrement axé sur les jeunes un budget qui, de 180 millions de dollars il y a deux ans, est passé à 218 millions de dollars.

Ce budget comprend celui du programme Défi et plus particulièrement du programme EEET, programme d'emploi d'été/expérience de travail. C'est un titre long et compliqué. Je ne sais pas qui l'a inventé. Quoi qu'il en soit, nous parlons du programme EEET, c'est plus court. Il y a une diminution dans ce budget.

own without government assistance. Third, we wanted to free up the money to tailor it to those youth who needed a lot more help. So the same amount of money is still available for youth, but instead of giving it just towards getting summer jobs we have tailored it to work with those youth who have a lot more difficulties. We focus on people who have difficulty staying in school, people who have real adjustment problems in terms of finding jobs, etc. We use the money to fund our stay-in-school initiative. The total amount of money, I stress, has gone up from \$180 million to \$218 million.

Mr. Fontana: There is one answer you did not provide, and that was on the labour, statistics and everything.

Mr. Mulder: Perhaps I could give you more details afterwards.

Le président: Monsieur Mulder, dans le budget des dépenses 1990–1991, on dit dans la version française que la diminution des fonds alloués pour les programmes de la planification de l'emploi sera de 35.2 millions de dollars, alors que dans la version anglaise, on parle de 40.2 millions de dollars. Qui perd les 5 millions de dollars? Les francophones ou les anglophones?

Mr. Mulder: I would not want to duck your question, but I do not have an answer for what happened in the translation. Maybe Mr. Braiter has it.

Mr. Braiter: I really cannot answer the specifics of the translation, but basically, as Mr. Mulder said, the Challenge Program we get from Treasury Board is \$100 million, which is the same as last year—there is no decrease—plus we have added from our CJS funds another \$38 million to bring it to the \$218 million. But I certainly will look into why there is a difference in the statements in the main estimates.

Mr. Mulder: Which figure would you like us to use?

Le président: Pouvez-vous nous dire quel chiffre est le bon? Vous n'avez peut-être pas la réponse tout de suite, mais vous pourrez nous la laisser savoir, s'il vous plaît.

Mr. Fisher: First I will get into something that is really current. I got a letter this morning. I had certainly asked Mr. Kroeger when he was there...and there had been some really massive misunderstandings, and I am not sure what the source of them was. To the best of my knowledge we had been told an Order in Council had been passed increasing the rates to \$2.25, which people should...

• 1210

I know the answer. He said the commissioners made the decision, which is the usual process. So the recommendation was that it be \$1.95, which was the same. Otherwise, there would not be any. But Bill C-21 has not been passed. For many people in the labour force it is going to be insignificant, except that the money will have been deducted. Presumably, if Bill C-21 does not pass, the fund will accumulate a great deal of money and the rates will be cut. If it is passed, then everything will work itself out.

[Translation]

jeunes peuvent se trouver eux-mêmes des emplois, sans l'aide du gouvernement. Enfin, nous voulions pouvoir utiliser ces budgets pour les jeunes qui ont besoin d'une plus grande aide. Nous disposons donc toujours du même montant à l'intention des jeunes, mais au lieu de le consacrer à la création d'emplois d'été, nous avons décidé de consacrer ces fonds aux jeunes qui éprouvent plus de difficultés. Nous voulons consacrer nos efforts sur ceux qui éprouvent de la difficulté à rester à l'école, sur les jeunes qui ont des problèmes réels d'adaptation lorsqu'il s'agit de trouver un emploi, etc. Nous allons financer l'initiative d'assiduité scolaire. Je tiens à souligner que le budget est passé de 180 millions de dollars à 218 millions de dollars.

M. Fontana: Il y a une question à laquelle vous n'avez pas répondu, celle sur le marché du travail, des statistiques et le reste.

M. Mulder: Peut-être puis-je vous donner ces détails plus tard.

The Chairman: Mr. Mulder, in the 1990–1991 estimates, it is indicated in the French version that the net expenditures on the CJS will decline by \$35.2 million, while in the English version, the reduction would be \$40.2 million. Who will lose these \$5 million? Francophones or anglophones?

M. Mulder: Sans vouloir éviter de vous répondre, j'avoue que je ne sais pas ce qui s'est produit à la traduction. M. Braiter le sait peut-être.

M. Braiter: Je ne peux vraiment pas vous dire ce qui s'est passé à la traduction, mais essentiellement, comme l'a dit M. Mulder, nous recevons 100\$ millions de dollars du Conseil du Trésor au titre du programme Défi, la même chose que l'an dernier—sans diminution—et nous avons ajouté à même nos fonds destinés à la planification de l'emploi encore 38 millions de dollars, ce qui donne 218 millions de dollars. Je vais certainement me renseigner pour connaître la cause de cette différence dans les deux textes.

M. Mulder: Quel chiffre voulez-vous que nous retenions?

The Chairman: Could you tell us which is the right number? You may not have the answer immediately, but perhaps you could let us know.

M. Fisher: Tout d'abord, j'aimerais passer à un sujet d'actualité. J'ai reçu cette lettre ce matin. J'avais justement demandé à M. Kroeger lorsqu'il était ici—et il semble y avoir un malentendu tout à fait incompréhensible. Je pensais qu'on nous avait dit que le Cabinet avait adopté un décret faisant passer le taux à 2.25\$, ce qui. . .

Je connais la réponse. Il nous a dit que les commissaires avaient pris cette décision, la procédure normale. En fait c'est 1,95\$ qu'on avait recommandé, la même chose. Sinon il n'y en aurait pas eu. Toutefois, le projet de loi C-21 n'e pas été adopté. Dans le cas de nombreux travailleurs, cela ne changera rien, sauf que les primes auront déjà été réduites. Or peut supposer que si le projet de loi C-21 n'est pas adopté, de sommes considérables s'accumuleront dans le fond d'assurance-chômage ce qui permettra de réduire les taux. Si l projet de loi doit être adopté, alors les choses s'arrangeront.

Let us look at those over 65 who are being deducted. Take someone who started January 1, or after the first week of January. He works until the day before Bill C-21 is passed, then quits. There has to be some way to accommodate those people for having been overcharged. I know that the employers are deducting it on a voluntary basis. But they are telling their employees that it is not all that voluntary. The employees have no option.

Mr. Wyman: On the question of people over 65, Bill C-21 has a retroactive provision. Once the bill is passed, then the provisions of the bill for those over 65 would be made retroactive to the date of the Federal Court decision, which is September 1988. So those over age 65 who have been asked by their employers to voluntarily pay premiums would be eligible for benefits as of January 1. If the person quit work the day before Bill C-21 was passed, he would still be eligible to receive benefits for UI. The premiums are being paid on a voluntary basis and would have to be paid back if the bill does not pass. But assuming the bill passes, there will be benefits paid to an individual commensurate with the premiums. That is the first part. Do you want me to address the other part of your question or stop there?

Mr. Fisher: Maybe I accentuated it too much. You work from January 1 until now. Bill C-21 has not been passed. You have been contributing. Do you get the money back?

Mr. Wyman: If Bill C-21 is passed, you will not get your premiums back. If Bill C-21 is not passed, then you will eventually get your money back.

Mr. Fisher: If it does pass, you will not get the money.

Mr. Wyman: If Bill C-21 is passed, then those premiums would have the force of law. On the other hand, they would be eligible for benefits should they be laid off.

Mr. Fisher: But if it does not pass, there is some mechanism for reimbursing.

Mr. Wyman: Right. At the end of the year when you fill out the income tax form, if you have overpaid on UI premiums, you get a rebate.

Mr. Fisher: It is a bit of a special case even for the income tax. But I am sure Revenue Canada is going to be able to accommodate that.

Mr. Mulder: The income tax currently provides a separate section on overpaying unemployment insurance and getting a rebate. A lot of Canadians would fill that section out, and they would automatically get a rebate through the income tax system.

Mr. Fisher: Yes, I guess so. I would hope the computer would realize it. But the computer might wonder why these people are claiming it if they did not even pay it. People over 65, if Bill C-21 does not pass, as far as the law is concerned

[Traduction]

Toutefois, examinons le cas d'un travailleur de plus de 65 ans auprès de qui on a prélevé cette prime. Prenons l'exemple de quelqu'un qui a commencé le 1^{er} janvier ou après la première semaine de janvier. Cet employé travaille jusqu'à la veille de l'adoption du projet de loi C-21 et ensuite démissionne. Il doit y avoir moyen de rembourser le trop-perçu. Je sais que les employeurs sont libres de prélever la déduction. Mais ils affirment à leurs employés qu'ils doivent verser cette cotisation, les employés n'ont aucun choix.

M. Wyman: En ce qui concerne les travailleurs de plus de 65 ans, le projet de loi C-21 prévoit une disposition de rétroactivité. Une fois le projet de loi adopté, les dispositions concernant les travailleurs de plus de 65 ans auront un effet rétroactif jusqu'à la date de la décision de la cour fédérale, soit septembre 1988. Donc, les travailleurs de plus de 65 ans à qui leur employeur a demandé de verser les cotisations volontairement deviendront admissibles aux prestations à compter du 1^{er} janvier. Si ce travailleur quitte son emploi la veille de l'adoption du projet de loi C-21, il continue à être admissible aux prestations de l'assurance-chômage. Les cotisations ont été versées librement et devront donc être remboursées si le projet de loi n'est pas adopté. Toutefois en supposant l'adoption du projet de loi, les prestations seront proportionnelles aux cotisations. Voilà pour la première partie de votre question, voulez-vous que je réponde à l'autre partie ou que je m'arrête

M. Fisher: J'ai peut-être accordé trop d'importance à cette question. Vous travaillez du 1^{er} janvier à maintenant. Le projet de loi C-21 n'est pas adopté. Vous avez cotisé. Est-ce qu'on vous rembourse?

M. Wyman: Si le projet de loi C-21 est adopté, on ne vous remboursera pas vos cotisations. S'il n'est pas adopté, alors vous finirez par toucher un remboursement.

M. Fisher: Si le projet de loi est adopté, vous n'obtiendrez rien.

M. Wyman: Si le projet de loi C-21 est adopté, alors les cotisations deviendront obligatoires en vertu de la loi. D'autre part, les travailleurs deviendront admissibles aux prestations, s'ils sont mis en disponibilité.

M. Fisher: Toutefois si la loi n'est pas adoptée, on a prévu un moyen de les rembourser.

M. Wyman: En effet. À la fin de l'année, lorsque vous remplissez votre déclaration d'impôt sur le revenu, si vous avez versé des cotisations excédentaires d'assurance-chômage, vous touchez une remise.

M. Fisher: C'est un cas tout à fait particulier. Je ne suis pas persuadé que Revenu Canada sera en mesure de faire le nécessaire.

M. Mulder: La déclaration d'impôt sur le revenu prévoit déjà une partie où l'on peut demander le remboursement des cotisations d'assurance-chômage excédentaires. Un grand nombre de Canadiens rempliraient cette section et obtiendraient automatiquement une remise d'impôt.

M. Fisher: Oui, je le suppose. J'ose espérer que l'ordinateur s'en rendra compte. Mais l'ordinateur se demandera peut-être pourquoi ces personnes demandent un remboursement, alors qu'elles n'ont pas versé de cotisations.

are not eligible to pay. I am being a bit cantankerous. Anyway, the assurance is they can get the money back, and I understand that if Bill C-21 passes then it is retroactive and certainly the employee would have to pay—

• 1215

Mr. Mulder: Right.

Mr. Fisher: —and it is probably less painful to do it over time.

I would really like to know, if at all possible, what the advisory council is saying about the implementation of variable entry requirements.

Mr. Mulder: As one of your colleagues from the Liberal Party indicated, they had twice expressed a request to the minister that the government should implement, through both the House and the Senate, the variable entry requirement bill that had been introduced every fall for the last number of years.

Mr. Fisher: The advisory council had?

Mr. Mulder: The advisory council had, yes.

Mr. Fisher: My apologies to all concerned. I must have been reading when I should have been listening.

Mr. Mulder: As I explained to the other member, the minister chose not to accept that advice.

Le président: Je tiens à remercier nos témoins de leur comparution devant notre Comité. En ce qui nous concerne, il n'y aura pas de rapport de déposé sur la question des prévisions budgétaires, ce qui signifie qu'elles sont adoptées à toutes fins pratiques. La réunion d'aujourd'hui met fin à nos réunions concernant les crédits 5, 10 et 15. Je vous remercie.

EMPLOI ET IMMIGRATION

Programme de la gestion générale et des services
Crédit 1—Dépenses du Programme\$72,357,000

Programme d'emploi et d'assurance
Crédit 5—Dépenses de fonctionnement\$83,444,000
Crédit 10—Subventions et contributions\$1,461,031,000

Programme d'immigration
Crédit 15—Dépenses de fonctionnement\$185,530,000

Les crédits sont adoptés
Le président: La séance est levée.

[Translation]

La loi actuelle exclut les travailleurs de plus de 65 ans. Je me fais l'avocat du diable. Quoi qu'il en soit, vous me dites qu'on les remboursera, et que si le projet de loi C-21 est adopté, il aura effet rétroactif, et les employés devront certainement verser. . .

M. Mulder: En effet.

M. Fisher: . . . et c'est probablement moins difficile lorsque les paiements sont échelonnés.

J'aimerais vraiment savoir, si vous pouvez me le dire, ce que pense le comité consultatif de la norme variable d'admissibilité.

M. Mulder: Comme l'a mentionné l'un de vos collègues du parti libéral, le comité consultatif a, à deux reprises, prié le ministre et le gouvernement de présenter à la Chambre des communes et au Sénat, le projet de loi sur la norme variable d'admissibilité, qui est toujours présentée à l'automne depuis plusieurs années.

M. Fisher: C'est ce qu'a recommandé le comité consultatif?

M. Mulder: Oui.

M. Fisher: Je m'excuse auprès de tous mes collègues. Je devais lire, alors que j'aurais dû écouter.

M. Mulder: Comme je l'ai expliqué à l'autre député, la ministre a décidé de ne pas suivre ce conseil.

The Chairman: I would like to thank our witnesses for coming before the Committee today. I would like to remind you that we will not be presenting a report on the estimates which means that the estimates will automatically be passed. Today's meeting is the last one on votes 5, 10 and 15. Thank you again.

EMPLOYMENT AND IMMIGRATION

Corporate Management and Services Program
Vote 1—Program Expenditures \$72,357,000
Employment and Insurance Program
Vote 5—Operating Expenditures \$83,444,000
Vote 10—Grants and Contributions \$1,461,031,000
Immigration
Vote 15—Operating Expenditures
The votes are passed
The Chairman: The meeting is adjourned.











If undelivered, return COVER ONLY to:

Canadian Government Publishing Centre, Supply and Services Canada, Ottawa, Canada, K1A 0S9 En cas de non-livraison, retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à: Centre d'édition du gouvernement du Canada, Approvisionnements et Services Canada, Ottawa, Canada, K1A 0S9

WITNESSES

From the Department of Employment and Immigration:

Nick Mulder, Associate Deputy Minister;

Michèle Jean, Executive Director, Employment;

Ken Wyman, Executive Director, Insurance;

Hy Braiter, Director General, Financial Services, Finance and Administration;

Bernard Sutet, Director, Unemployment Insurance Analysis.

TÉMOINS

Du ministère de l'Emploi et de l'Immigration:

Nick Mulder, sous-ministre associé;

Michèle Jean, directrice exécutive, Emploi;

Ken Wyman, directeur exécutif, Assurance;

Hy Braiter, directeur général, Services financiers; Finances et Administration;

Bernard Sutet, directeur, Analyse du programme de l'assurance-chômage.





